Commentaire sur le Code pénal... par M. Carnot,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Carnot, Joseph-François-Claude (1752-1808). Commentaire sur le Code pénal... par M. Carnot,.... 1823-1824.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

COMMENTAIRE

SUR

LE CODE PÉNAL.

IMPRIMERIE DE MIGNERET, RUE DU DRAGON, N.° 20, F. S. G.

COMMENTAIRE

SUR

LE CODE PÉNAL,

CONTENANT LA MANIÈRE D'EN FAIRE UNE JUSTE APPLICATION, L'INDICATION DES AMÉLIORATIONS DONT IL EST SUSCEPTIBLE, ET DES DISSERTATIONS SUR LES QUESTIONS LES PLUS IMPORTANTES QUI PEUVENT S'Y RATTACHER;

PAR M. CARNOT,

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION, AUTEUR DES OBSERVATIONS SUR LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Je n'ai point tiré mes principes de mes préjugés, mais de la nature des choses.

MONTESQUIEU.



TOME SECOND.

A PARIS,

CHEZ { B. WARÉE, oncle, Libraire de la Cour royale, cour de la Sainte-Chapelle, n.° 13;
B. WARÉE, fils aîné, Libraire, au Palais de Justice.

1824.

TABLE

DES LIVRES, TITRES, CHAPITRES, SECTIONS ET PARAGRAPHES DU CODE PÉNAL, CONTENUS DANS LE DEUXIÈME VOLUME.

LIVRE III.

DES crimes, des délits et de leur punition. *Pages* 1

TITRE II.

Crimes et délits contre les particuliers. *Ib.*

CHAPITRE PREMIER.

Crimes et délits contre les personnes. *Ib.*

SECTION I.re Meurtre et autres crimes capitaux, menaces d'attentats contre les personnes. *Ib.*

§. I.er Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement. *Ib.*

§. II. Menaces. 39

SECTION II. Blessures et coups volontaires non qualifiés meurtre, et autres crimes et délits volontaires. 42

SECTION III. Homicide, blessures et coups volontaires; crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés; homicide, blessures et coups qui ne sont ni crimes ni délits. 59

§. I.er Homicide, blessures et coups involontaires. *Ib.*

§. II. Crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés. 61

§. III. Homicide, blessures et coups non qualifiés crimes ni délits. 81

SECTION IV. Attentats aux mœurs. 90

SECTION. V. Arrestations illégales et séquestrations des personnes. 119

SECTION VI. Crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant, ou à compromettre son existence; enlèvement de mineurs; infraction aux lois sur les inhumations. 126

§. I.er Crimes et délits envers l'enfant. *Id.*

§. II. Enlèvement de mineurs. 140
§. III. Infraction aux lois sur les inhumations. 147
SECTION VII. Faux témoignage, calomnie, injures, révélation de secrets. 153
§. I.er Faux témoignage. *Ib.*
§. II. Calomnies, injures, révélation de secrets. 171

CHAPITRE II.

Crimes et délits contre les propriétés. 211
SECTION I.re Vols. *Ib.*
SECTION. II. Banqueroutes, escroqueries et autres espèces de fraude. 307
§. I.er Banqueroute et escroquerie. *Ib.*
§. II. Abus de confiance. 327
§. III. Contravention aux réglemens sur les maisons de jeu, les loteries, et les maisons de prêt sur gages. 346
§. IV. Entraves apportées à la liberté des enchères. 355
§. V. Violation des règlemens relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts. 357
§. VI. Délits des fournisseurs. 392
SECTION III. Destructions, dégradations, dommages. 397
DISPOSITION GÉNÉRALE. 468

LIVRE IV.

Contraventions de police et peines. 478

CHAPITRE PREMIER.

Des peines. *Ib.*

CHAPITRE II.

Contraventions et peines. 492
SECTION I.re *Première classe.* *Ib.*
SECTION II. *Deuxième classe.* 514
SECTION III. *Troisième classe.* 533
DISPOSITION COMMUNE AUX TROIS SECTIONS CI-DESSUS. 550
DISPOSITION GÉNÉRALE. 555
APPENDICE DU PREMIER VOLUME. 565
APPENDICE DU SECOND VOLUME. 581
ADDITION A L'APPENDICE DU PREMIER VOLUME. 600
DERNIÈRES OBSERVATIONS. 601

LOIS RELATIVES AUX MATIÈRES DU CODE PÉNAL.

Charte constitutionnelle. 603
Titre 32 de l'ordonnance des Eaux et Forêts de 1669. 605
Article 8 du titre IX de la loi sur l'Administration forestière, du 29 septembre 1791. 610
Loi des 19-22 juillet 1791. *Ib.*
*Titre I.*er Police municipale. Dispositions générales d'ordre public. *Ib.*
Titre II. Dispositions générales sur les peines de la police correctionnelle et les maisons de correction. 616
Code rural de 1791. 622
*Titre I.*er, section 7, article 8. De la poursuite. *Ib.*
Titre II. De la police rurale. 623
Loi sur la police intérieure des communes, du 10 vendémiaire an 4. 631
*Titre I.*er Article unique. De la responsabilité civile des communes. *Ib.*
Titre II. Moyens d'assurer la police intérieure de chaque commune. *Ib.*
Titre III. Des passe-ports. *Ib.*
Titre IV. Des espèces de délits dont les communes sont civilement responsables. 632
Titre V. Des dommages-intérêts et réparations civiles. 634
Loi sur le taux de l'intérêt de l'argent, du 3 septembre 1807. 635
Titre II de la loi relative à la liberté de la presse, du 21 octobre 1814. 636
Ordonnance du Roi contenant des mesures relatives à l'impression, au dépôt et à la publication des ouvrages, etc., du 24 octobre 1814. 637
Loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, du 17 mai 1819. 639
*Chap. I.*er De la provocation publique aux crimes et délits. *Ib.*
Chap. II. Des outrages à la morale publique et religieuse, ou aux bonnes mœurs. 641
Chap. III. Des offenses publiques envers la personne du Roi. *Ib.*
Chap. IV. Des offenses publiques envers les membres de la Famille royale, les Chambres, les Souverains, et les Chefs des gouvernemens étr angers. *Ib.*
Chap. V. De la diffamation et de l'injure publiques. *Ib.*
Chap. VI. Dispositions générales. 642
Loi relative à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, du 26 mai 1819. 644
Loi relative à la publication des Journaux ou écrits périodiques, du 9 juin 1819. 649
Loi sur le même sujet, du 31 mars 1820. 651

Loi relative à la police des Journaux et écrits périodiques, du 17 mars 1822. 652
Loi relative à la répression et à la poursuite des délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, du 25 mars 1822. 653
*Titre I.*er De la répression. *Ib.*
Titre II. De la poursuite. 656
Nota. 657
Table générale et analytique des Matières. 659

FIN DE LA TABLE.

CODE PÉNAL.

LIVRE III.

DES CRIMES, DES DÉLITS ET DE LEUR PUNITION.

TITRE II.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PARTICULIERS.

CHAPITRE PREMIER.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES.

(*Loi décrétée le* 17 *février* 1810, *promulguée le* 27 *du même mois.*)

SECTION I.re

MEURTRE ET AUTRES CRIMES CAPITAUX, MENACES D'ATTENTATS CONTRE LES PERSONNES.

§. I.re

Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement.

ARTICLE CCXCV.

L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre.

OBSERVATIONS.

I. L'HOMICIDE est *le genre;* le meurtre, l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement n'en sont que *des espèces;* le Code en détermine les divers caractères.

II. L'homicide peut être *excusable*, il peut n'être pas *punissable*, il peut même être tout-à-fait *innocent*.

III. Il est *innocent*, lorsqu'il est *ordonné par la loi et commandé par l'autorité légitime :* (*article* 327).

Il l'est, lorsqu'il a été commis pour la *nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui :* (*art.* 328).

Il l'est, lorsqu'il a été commis en repoussant, *pendant la nuit*, l'effraction ou l'escalade des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances : (*art.* 329).

Il l'est, lorsqu'il a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés *avec violence :* (*Ibid*).

IV. Il n'est pas *punissable*, lorsqu'il n'a été que le résultat d'un acte de *démence* ou *d'une force majeure* à laquelle on n'a pu résister : (*art.* 64).

V. Il ne l'est pas, lorsqu'il a été commis *involontairement*, et qu'il n'a pas été la suite *de mal-adresse*, *d'imprudence*, *d'inattention* ou *d'inobservation des règlemens*.

Le nommé L... avait été mis en accusation, sur la prévention d'avoir porté un coup de coutèau à T... dont celui-ci était mort : la Cour d'assises avait posé pour unique question au jury, celle de savoir si L... avait *homicidé* T... en lui portant *volontairement* un coup de couteau ; le jury avait répondu que L... avait *homicidé* T..., mais *non volontairement* : sur cette déclaration, la Cour d'assises avait condamné L... à deux années d'emprisonnement pour *homicide involontaire*. Mais le Procureur-Général près cette Cour s'étant pourvu en cassation contre l'arrêt, l'annullation en fut prononcée ; attendu que la question avait été mal posée ; qu'il ne fallait pas demander au jury, *si l'homicide avait été volontaire*, mais *si le coup de couteau avait été porté volontairement ;* qu'en effet, si les coups ont été le résultat de la volonté, dès qu'ils ont donné la mort, ils constituent nécessairement *l'homicide volontaire*, qualifié *meurtre* par l'article 295 du Code et que l'article 304, §. 2, punit des travaux forcés à perpétuité : que le jury, à qui l'on demandait si l'homicide avait été commis *volontairement*, ayant cru pouvoir faire une réponse *négative*, cette réponse rapprochée de celle *affirmative*, sur *l'homicide*, avait mis dans l'impossibilité de connaître sa véritable pensée ; que si, en déclarant que l'accusé avait homicidé T..., en lui portant un coup de couteau, le jury a pensé que ce coup avait été *volontaire*, il y a entre la première réponse et la seconde une contradiction palpable, parce qu'un coup qui donne la mort ne peut pas, s'il a été porté *volontairement*, constituer *un homicide involontaire ;* que, si l'opinion que le jury a voulu émettre

dans sa première réponse a été que le coup de couteau n'avait pas été porté volontairement, *alors le crime disparaissait, puisque l'homicide aurait été involontaire :* que l'homicide involontaire, *qui n'est jamais un crime, peut être un délit;* qu'aux termes de l'article 319, *il a ce caractère quand il a été commis par mal-adresse, imprudence, inattention, négligence, inobservation des règlemens* : que la question de savoir si un homicide a été commis par mal-adresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlemens *est évidemment une question de fait, dont la solution est dans le domaine exclusif du jury ;* que, dans l'espèce, aucune question sur l'homicide *involontaire*, objet de l'article 319, n'avait été posée; que le jury n'avait pu faire et n'avait pas fait de déclaration relative à cette espèce d'homicide, sur laquelle il n'était pas interrogé: que, cependant, la Cour d'assises avait jugé que le fait dont l'accusé était déclaré coupable, constituait le *délit* d'homicide et avait, en conséquence, prononcé contre lui, des peines correctionnelles: qu'elle n'a pu juger ainsi qu'en déclarant *implicitement*, mais *nécessairement*, que l'homicide avait été commis ou par mal-adresse, ou par imprudence, ou par inattention, ou par négligence, ou par inobservation des règlemens; que c'était là une pure question *de fait*, dont la décision était hors de ses attributions; que dès que cette question n'avait pas été résolue par le jury, à qui elle n'avait pas été soumise, la Cour d'assises n'avait aucune base légale pour asseoir une condamnation : qu'en prononçant contre l'accusé des peines correctionnelles, elle avait fait une fausse application des articles 319 du Code pénal et 365 du Code d'instruction criminelle ; commis un excès de pouvoir et violé les règles de sa compétence.

VI. H... traduit devant la Cour d'assises du Haut-Rhin sur une prévention du crime de *meurtre*, s'était défendu en disant : que s'il avait causé la mort à M..., il l'avait fait *involontairement*, la mort de cet individu ayant été l'effet d'un pur *accident;* les questions posées au jury avaient été, la *première*, de savoir: *si H... s'était rendu coupable d'avoir commis un meurtre sur la personne de M...*, et la *seconde*, *s'il s'était rendu coupable d'avoir commis ce meurtre par imprudence, inattention, ou négligence ;* le jury ayant répondu : que l'accusé était *coupable*, H... avait été condamné à deux années *d'emprisonnement*, dans la supposition qu'il avait commis *le meurtre par imprudence, inattention ou négligence;* l'arrêt fut cassé, sur le pourvoi du Procureur-général, le 20 juin 1823, pour fausse application de l'art. 319 du Code pénal : « attendu que, par l'arrêt de » renvoi et par l'acte d'accusation, H... était accusé du crime de *meurtre*, c'est-» à-dire, d'après la définition de l'article 295, d'un homicide commis volontaire-» ment;—Que sur cette accusation, le président de la Cour d'assises avait soumis » aux jurés une première question conçue en ces termes : *H... est-il coupable*

» *d'avoir, le 4 novembre 1822, commis un meurtre sur la personne de M...;* — Mais » que si l'accusé pouvait n'avoir tué ledit M... *qu'involontairement* et par un » coup d'arme à feu qui serait parti par l'effet d'un *accident*, ainsi qu'il l'avait » soutenu dans sa défense, la question telle qu'elle était posée, *pouvait induire* » *les jurés en erreur;* qu'elle aurait dû être *décomposée* dans les termes simples des » faits élémentaires du crime, et ne pas être proposée dans une expression » *complexe* dont les jurés pouvaient ignorer *le sens légal;* — Qu'il aurait dû leur être » demandé si l'accusé avait commis *un homicide* sur la personne de M..., par un » coup de feu tiré sur lui *volontairement;* — Qu'il aurait dû aussi leur être demandé » subsidiairement, et pour le cas où ils auraient décidé que le coup de fusil n'au- » rait pas été tiré volontairement sur M..., si le coup de fusil qui lui avait donné » la mort, l'avait atteint *par la mal-adresse, l'imprudence, l'inattention, la né-* » *gligence* de l'accusé, ou *par l'infraction* qu'il aurait commise envers les règle- » mens de l'autorité publique; — Que, sur des questions ainsi posées, les réponses » des jurés n'auraient jamais pu *contrarier leur conviction;* qu'elles eussent eu un » sens clair et positif, et que les faits par eux déclarés seraient nécessairement » rentrés dans l'application du second paragraphe de l'art. 304 ou de l'art. 319 » du Code pénal; — Mais qu'au lieu d'interroger le jury dans cette forme, et » après lui avoir présenté la question, *si l'accusé était coupable d'avoir commis* » *un meurtre sur la personne de M...*, le président lui a soumis une question » subsidiaire en ces termes : *ledit accusé est-il coupable* d'avoir commis *le meurtre* » sur M..., par mal-adresse, imprudence, inattention ou négligence? — Que cette » question subsidiaire portait en elle-même *une contradiction évidente*, par le » sens naturel de ses dernières expressions, et le sens légal du mot *meurtre;* — » Qu'en effet, si l'accusé était coupable *d'un meurtre*, il était coupable d'après le » susdit article 295, *d'un homicide commis volontairement;* qu'il ne pouvait donc » pas n'avoir tué M..., que par mal-adresse, imprudence, inattention ou négli- » gence, puisque chacune de ces circonstances *est exclusive de la volonté;* — Que ces » erreurs dans la position des questions ont entraîné le jury *dans des réponses ab-* » *solument contradictoires entre elles*, et contradictoires même dans leurs diverses » parties; — Qu'après avoir déclaré sur la première question que l'accusé était » coupable d'avoir commis *un meurtre* sur la personne de M..., les jurés ont » répondu à la seconde qu'il était coupable d'avoir commis *le meurtre*, par » mal-adresse, imprudence, inattention et négligence, ce qui se réduit néces- » sairement à avoir déclaré que l'accusé avait homicidé M... *volontairement*, et » qu'il l'avait homicidé *involontairement;* — Que des réponses aussi contradictoires » ne décidaient rien; qu'elles ne pouvaient donc *servir de base* à une délibéra- » tion pour l'application de la loi; que c'est cependant sur ces réponses, que la

» Cour d'assises a prononcé et a condamné l'accusé à des peines correctionnelles, » d'après l'article 319 du Code pénal; — Que cette condamnation a été une » fausse application dudit article... »

VII. L'homicide n'est qu'*excusable* lorsqu'il a été commis *par mal-adresse, imprudence, inattention, négligence ou infraction des réglemens* : (*Art.* 319).

Il n'est qu'*excusable* lorsqu'il a été commis en repoussant *pendant le jour* l'effraction ou l'escalade de sa maison : (*Art.* 322).

Il ne serait non plus qu'*excusable* lors même qu'il aurait été provoqué *par des coups ou violences graves envers les personnes* : (*Art.* 321).

VIII. Lorsque l'homicide *volontaire* ne rentre pas dans l'une de ces catégories, il y a *meurtre*, et le meurtre emporte contre son auteur la peine des *travaux forcés à perpétuité* : cette peine se convertit même en celle *de mort*, lorsque le meurtre a été précédé, accompagné ou suivi *d'un autre crime ou délit*: (*Art.* 304)

IX. Si l'homicide avait été commis *avec préméditation ou guet-apens*, il prendrait le caractère de l'*assassinat* : (*Art.* 296).

X. Au cas de *meurtre* commis envers des ascendans ou qui l'aurait été par empoisonnement envers toutes personnes ; s'il y avait eu *infanticide*, ce serait *la peine capitale* qui devrait être appliquée à son auteur : (*Art.* 302).

Telle est la théorie générale du Code pénal sur cette matière.

XI. Le meurtre, ni l'assassinat ne perdraient rien de leur gravité par la circonstance que la personne homicidée n'aurait pas été celle à laquelle son auteur aurait eu l'intention de donner la mort : *sic. jud.* le 31 décembre 1812; et. en effet, il n'y en aurait pas moins eu homicide *volontaire*, accompagné de circonstances qui lui auraient imprimé le caractère de meurtre ou d'assassinat.

XII. Lorsqu'un homicide a été commis et que le Jury a fait une réponse négative sur la *volonté*; que, par suite, *l'acquittement* de l'accusé a été prononcé, cet accusé peut-il être remis en jugement, sur la prévention *d'homicide par imprudence*? La Cour de cassation jugea le 29 octobre 1812, que si le Jury a répondu en ces termes : NON, *l'accusé n'est pas coupable*, son acquittement l'a entièrement libéré de toutes recherches *ultérieures*; mais elle jugea les 23 octobre 1812 et 21 janvier 1813, que si le Jury a simplement répondu : *que l'homicide n'a pas été commis volontairement*, l'accusé peut être remis en jugement sur la prévention *de l'homicide commis par imprudence*, lors même que l'arrêt d'acquittement n'en aurait pas fait la *réserve* : la Cour le jugea ainsi, d'après cette considération, qu'une pareille réserve aurait été inutile si la loi n'avait pas autorisé de nouvelles poursuites; et qu'elle n'était pas nécessaire si la loi les autori-

sait. Dans les espèces jugées par ces arrêts, les accusés soutenaient que l'on ne pouvait les remettre en jugement, pour le même fait d'homicide qui avait fait la matière des premières poursuites, sans violer ouvertement l'autorité de la chose jugée; que la Cour d'assises ayant été saisie de l'accusation de *meurtre*, elle l'avait été, par suite et nécessairement, de la prévention *d'homicide involontaire;* qu'elle aurait pu, dès-lors, prononcer la peine de *l'homicide par imprudence* s'ils en avaient été reconnus coupables; que ne l'ayant pas été, il n'y avait plus à revenir : ce que l'on réfutait, en disant que, si la Cour d'assises n'avait pas prononcé sur la question *d'homicide par imprudence*, c'est que, sans doute, elle ne s'était pas trouvée suffisamment instruite à cet égard; que dans cet état de choses, comme il aurait pu se faire que l'homicide eût été *innocent*, la prudence exigeait qu'elle s'abstînt de prononcer. Les accusés répliquaient que s'il restait des doutes à la Cour d'assises elle pouvait les lever en ordonnant au Jury de rentrer dans sa chambre pour compléter sa déclaration ; que ne l'ayant pas fait, l'on devait nécessairement supposer qu'il ne lui restait réellement plus de doutes sur leur innocence ; que la preuve en résultait suffisamment, de ce que la Cour avait prononcé leur acquittement de la manière la plus solennelle et la plus absolue : tous les efforts des accusés furent inutiles; la Cour de cassation ne vit la chose jugée que sur la question de L'HOMICIDE *involontaire.*

XIII. Il n'y aurait pas moins homicide lorsque la mort n'aurait pas été le résultat instantané des violences, si elle s'en était ensuivie dans les quarante jours : (*Art.* 231 *et* 316). Mais il doit être clairement établi que ce sont réellement les violences exercées qui ont occasionné la mort de la personne qui en a été l'objet.

XIV. Sous l'ancienne législation le *suicide* était considéré comme *homicide volontaire* : on faisait le procès *à la mémoire* du suicidé; on la déclarait *infame;* son cadavre était traîné *sur la claie ;* il était privé *de la sépulture commune :* sous la nouvelle, le suicide ne constitue ni crime, ni délit aux yeux de la loi ; le législateur a pensé sagement, que le suicide était toujours le triste résultat ou d'une aliénation mentale, ou d'une grande injustice soufferte; que dès-lors, celui qui se portait à cette extrémité, méritait plus de pitié que de blâme: dites à celui que des ennemis puissans persécutent et qui prend le parti de se donner la mort au lieu de se venger des injures qu'il en a reçues, que s'il se suicide il laissera une mémoire flétrie, il n'hésitera plus d'assouvir sa vengeance!...Ne pouvant éviter le déshonneur, il cherchera du moins une consolation dans son malheur, en pensant que son ennemi ne lui survivra pas. L'abo-

lition de l'ancienne législation, sur ce point, aurait donc été l'acte d'une bonne politique, lors même que l'on aurait dû faire abstraction de toute autre considération. Nous sommes loin, sans doute, d'approuver une pareille action; mais il y aurait des moyens plus sûrs à employer pour diminuer le nombre des suicides, que de faire le procès à la mémoire du suicidé : que l'on supprime les maisons de jeu, les loteries et tant d'autres institutions que réprouve la morale publique; que la justice répressive soit inexorable à quelque hauteur que se trouve placé l'auteur du crime; que le faible soit utilement protégé contre les abus du pouvoir, et l'on peut être assuré que les suicides seront dorénavant aussi rares qu'ils sont *aujourd'hui* communs : une autre circonstance qui n'a pas moins d'importance, et qui seule s'opposerait au rétablissement de l'ancienne législation, sur cette matière, c'est que, pour éviter l'infamie dont sa mémoire serait menacée, l'individu que le désespoir aurait ainsi conduit à se donner la mort, chercherait nécessairement à répandre sur les circonstances qui l'auraient accompagnée, un mystère qui deviendrait souvent funeste à l'innocence.

XV. Le suicide est encore aujourd'hui considéré comme crime en Angleterre; mais ce n'y est plus qu'une affaire de pure *forme* : on s'y borne à solliciter du jury une déclaration *négative*, que les jurés fondent toujours sur ce que l'on ne peut se donner la mort sans être affecté *d'une aliénation mentale;* ce que le coroner ne manque jamais de leur insinuer. N'est-il pas préférable que la loi n'incrimine pas cette action, que de la voir ainsi ouvertement violée?

Valère Maxime rapporte qu'à Marseille l'autorité publique tenait en réserve du poison dont elle faisait la remise à ceux qui, dégoûtés de la vie, venaient lui dévoiler les motifs qui les engageaient à vouloir s'en affranchir, lorsqu'elle jugeait ces motifs de nature à autoriser un pareil sacrifice : il nous semble, que c'est montrer un courage plus véritable, de supporter avec résignation le malheur de sa position, que de se débarrasser ainsi d'une vie importune.

M. Delangle, dans la 6me. édition de son voyage en Espagne, après avoir cité ce passage de Valère Maxime, ajoute que : « les Espagnols regardent le suicide » comme une *spéculation;* qu'ils trouvent aussi simple d'aller chercher le » bonheur dans l'autre monde, que d'aller tenter fortune dans le nouveau. »

XVI. Un auteur très-accrédité a résumé ainsi, les motifs que l'on peut donner en faveur, et contre le suicide; et d'abord, *en sa faveur*, il dit que, si l'individu se suicide, c'est qu'il est las de la vie; que l'on peut chercher son bien et fuir son mal en tout ce qui ne blesse pas autrui; que c'est le premier droit de

la nature; que notre vie n'est rien aux yeux de la raison, et que quand nous quittons notre corps nous ne faisons qu'ôter un vêtement qui nous incommode: qu'un esclave chargé d'un habit qui le gêne, le quitte pour mieux faire son service, et qu'il serait injuste de lui interdire cette faculté ; que le seul moyen qu'ait trouvé la raison, pour nous soustraire aux maux de l'humanité, est de nous détacher des objets terrestres ; et que si nos passions et nos maux font nos infortunes, nous devons nécessairement chercher à nous en délivrer : que tant qu'il nous est bon de vivre, nous le désirons fortement; qu'il n'y a que le sentiment des maux intérieurs qui puisse vaincre ce désir : que chez tout homme sensé, le droit de renoncer à la vie en précède toujours beaucoup la tentative: puis *contre le suicide*, l'auteur se résume en disant, que : « La vie n'est pas une » chose dont nous puissions disposer à notre gré ; que Dieu nous ayant placé » dans le monde sans notre consentement, comment, sans congé, prétendrions-» nous en sortir? N'est-ce pas nous soustraire à ses lois? N'est-ce pas nous ré-» volter contre la providence? Le ciel nous impose avec la vie une tâche pour la » remplir; de quel droit croyons-nous pouvoir nous en dispenser? Dire qu'il est » permis de se donner la mort, c'est dire qu'il est permis de tromper sa destina-» tion : l'homme doit à la société sa conservation, ses talens, ses lumières, et » à sa patrie tout ce qu'elle a le droit d'exiger de lui ».

XVII. Si celui qui se suicide ne commet pas un crime aux yeux de la loi, la personne qui lui prête aide et assistance, ne commet-elle pas du moins un délit punissable? Il faut distinguer le cas d'une *coopération active*, à l'acte qui constitue le suicide, de celui d'une simple *assistance*, et dire que dans le premier de ces cas il y a délit punissable, lorsqu'il n'y en a pas dans le second ; ce qui a été jugé dans les deux espèces par la Cour de cassation, notamment les 27 avril 1815 et 14 juin 1816.

La chambre d'accusation de la Cour royale de Besançon avait déclaré n'y avoir lieu de suivre contre un prévenu d'avoir mutilé le pouce de la main droite d'un conscrit, sur la demande que ce jeune homme lui en avait faite, et son arrêt fut cassé le 13 août 1813 : « Attendu que, d'après les articles 327, 328 et » 329 du Code pénal, les blessures faites volontairement ne sont réputées » n'être crime ni délit que lorsqu'elles ont été commandées, soit par l'autorité » légitime, d'après l'ordre de la loi, soit par la nécessité actuelle de la légitime » défense de soi ou d'autrui; que, hors ces cas et ceux où la loi les autorise, à » raison d'une utilité par elle reconnue, les blessures volontaires sont crime ou » délit, suivant les circonstances déterminées par les articles 309 et suivans du » même Code, et doivent conséquemment donner lieu à des poursuites contre » celui qui est prévenu d'en être l'auteur ou le complice ;— Qu'il a été reconnu par

» l'arrêt dénoncé, que M.... est suffisamment prévenu d'avoir volontairement
» mutilé J...., conscrit de 1814, en lui coupant une phalange du pouce droit;
» que cette mutilation, dont l'objet était un attentat à des lois d'ordre public,
» eût-elle été faite *du consentement dudit J....*, n'en serait pas moins un acte
» contraire aux lois et à la nature, et conséquemment un véritable acte de vio-
» lence, non compris d'ailleurs dans les exceptions des articles 327, 328 et
» 329 du Code pénal; qu'ainsi ledit M..... devait, à raison du fait qui lui était
» imputé, être renvoyé soit à la police correctionnelle, soit à la Cour d'assises,
» d'après les circonstances plus ou moins graves prévues par les articles 309 et
» suivans dudit Code pénal; d'où il suit, par une conséquence ultérieure, qu'en
» déclarant qu'il n'y a pas lieu à poursuite contre ledit prévenu, la Cour royale
» deBesançon a violé les lois pénales et les règles de compétence établies par les
» articles 230 et 231 du Code d'instruction criminelle. » (1)

XVIII. Quel que puisse avoir été le résultat d'un duel, ce n'est pas non plus, sous la législation actuelle, un délit punissable : le duel était inconnu chez les Grecs et les Romains; l'usage ne s'en introduisit dans les Gaules qu'après l'envahissement de son territoire par les peuples de la Germanie; à partir de cette époque, et pendant plusieurs siècles, non-seulement les querelles particulières se vidèrent par le duel, mais il fut même pratiqué pour décider les questions les plus ardues du droit : ce fut par cette voie que furent résolues celles de savoir quel serait le rit qui serait suivi en Espagne du romain ou du mosaïb; et en France, si la représentation aurait lieu en ligne directe.

XIX. L'intérêt des seigneurs favorisa ce désordre, plus encore peut-être que les mœurs du temps, la *confiscation* des biens du vaincu s'appliquant à leur profit.

XX. Les prêtres et les moines nommaient des champions qui combattaient pour eux; il leur était même permis de combattre *en personne*, avec l'autorisation de leur Évêque : les papes Nicolas I.^er^ et Eugène III, consultés sur ce cas de conscience, répondirent : *que l'on devait continuer d'en user suivant l'ancienne coutume.*

Cette réponse des chefs de l'Eglise ne fit que rendre plus nombreux ces combats homicides; les tribunaux se laissèrent tellement influencer eux-mêmes par l'absurde idée qui dominait alors, que c'était le moyen le plus efficace de découvrir la vérité, que le parlement de Paris alla jusqu'à ordonner

(1) *Voyez* nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 3, page 116.

le combat corps à corps du chevalier Macaire contre le chien du malheureux Aubry, que Macaire était prévenu d'avoir assassiné; et que, dans le quatorzième siècle encore, le même Parlement accorda le gage de bataille à Legris, contre Carrouge; mais, pour cette fois, comme il fut bien constaté que c'était l'innocent qui avait perdu la vie dans la lutte, les tribunaux ouvrirent enfin les yeux : il faut du temps à la vérité pour faire entendre sa voix, lorsque depuis long-temps l'erreur exerce son empire.

XXI. Lorsque Saint-Louis eut interdit l'usage des duels dans ses domaines, il ne s'en maintint pas moins dans les autres pays de son obéissance; et tout ce que put faire Philippe-le-Bel fut de régler, par une ordonnance, ce qui devait se pratiquer en pareil cas : sous Henri II l'abolition en fut enfin prononcée pour toute la France; mais, comme ce ne fut qu'en haine de la mort de la Chataigneraie, favori de ce monarque, tué par Jarnac dans un duel que le roi lui-même avait autorisé, le seul effet que produisit l'édit d'Henri II, fut que, depuis, le duel ne fut plus ordonné en justice : ces sortes de combats n'en devinrent même que plus fréquens; on ne se battit plus, à la vérité, d'une manière aussi publique; mais on ne s'en battit pas moins, et, comme il n'y avait plus rien de réglé, ce ne fut plus que meurtres et assassinats.

L'édit tomba même en une telle désuétude dès les premières années, que, sous le règne de Henri III, six seigneurs de sa cour obtinrent l'agrément de se battre en plein jour, à l'entrée de la rue des Tournelles, et que cinq des combattans ayant perdu la vie dans ce duel, le roi fit élever de superbes mausolées à plusieurs d'entre eux dans l'église Saint-Paul, à Paris, où ils existaient encore en 1588, qu'ils furent renversés sur la nouvelle que les princes de Guise avaient été assassinés aux États de Blois.

XXII. Sous le règne même de Henri II, et postérieurement à l'édit, Brissac, qui commandait pour le Roi dans une des provinces du royaume, accorda le gage de bataille au marquis de Pécaire contre le duc de Nemours; comme aussi Caylus et Bussy s'étant défiés publiquement, leurs pères se portèrent sur le lieu du combat pour leur servir de seconds.

XXIII. L'édit de Henri II ne remédia donc à rien, il produisit même un effet tout contraire à celui que l'on avait cru pouvoir s'en promettre; car l'histoire rapporte que, sous le règne de Henri IV, il fut vérifié que dans les dix-huit années précédentes, il avait été expédié à la grande chancellerie *plus de sept mille lettres de grace* en faveur de duellistes, et que plus de huit mille hommes avaient perdu la vie dans ces combats; ce qui prouve assez que ce

n est pas par des moyens violens que l'on peut espérer de parvenir à changer les mœurs des peuples.

XXIV. Louis XIV n'en renouvela pas moins l'édit de Heuri II ; il porta même les choses au point d'interdire à lui et à ses successeurs, d'accorder la grace à aucun duelliste. Qu'arriva-t-il de cette excessive rigueur? Que sous aucun règne, peut-être, les duels ne furent aussi fréquens : on sembla se faire un point d'honneur de la désobéissance ; on feignait des rencontres, on allait vider sa querelle sur un territoire étranger : « Pour peu que l'on y ré-» fléchisse, en effet, dit un auteur moderne, on voit que ce n'est qu'en *l'avilis-*» *sant* qu'on peut espérer de détruire un *préjugé* qui fait *un titre d'honneur* pour » le coupable ».

XXV. Si, sous les derniers règnes on ne se battit plus que pour des causes majeures, ce fut parce que l'autorité sut mieux respecter le point d'honneur, et que si, quelquefois, elle sévit, ce ne fut que dans des circonstances où, sous l'apparence d'un duel, il y avait eu réellement assassinat.

XXVI. Tel était l'état des choses, lorsque l'assemblée constituante s'occupa de la réformation de la justice criminelle; et, comme il lui parut démontré que l'on ne parviendrait jamais, par des voies de rigueur, à abolir le duel; que les lois ne doivent pas être regardées plutôt comme des obstacles à surmonter que comme la sauve-garde du bien public, elle crut, dans sa sagesse, devoir garder, sur ce point, un silence absolu; ce qui rapporta implicitement, et par suite, les anciennes lois de la matière; le Code pénal, que cette assemblée décréta, portant, pour dernier article, que tous les faits qui avaient été réputés crimes jusqu'alors, et qui ne se trouvaient plus rangés dans cette catégorie par le nouveau Code, ne constitueraient pas de délits punissables.

La sanction que donna Louis XVI à ce Code en fit une loi de l'État; aussi, pendant les vingt années qu'il reçut son exécution, ne vint-il à l'idée de qui que ce fût, que le duel eût conservé le caractère du crime ; et comme le Code pénal de 1810, qui a remplacé celui de 1791, a gardé le même silence sur le duel, on est bien forcé d'en conclure que ce n'est pas plus aujourd'hui un crime aux yeux de la loi, qu'il ne l'était sous l'empire du Code de 1791.

XXVII. Cependant, on voulut faire considérer, dans les derniers temps, comme délits punissables, le meurtre ou les blessures qui auraient été le résultat de duels, lors même que les choses se seraient passées avec loyauté ; et plusieurs Cours royales, par un excès de zèle, sans doute, ordonnèrent, en conséquence, la mise en jugement des duellistes qui leur étaient dénoncés; mais la Cour de cassation a constamment prononcé l'annullation de

pareils arrêts, et ce fut notamment ce qu'elle fit par celui qu'elle rendit sur le rapport de M. Chasles, le 14 juin 1821 (1). La Cour des Pairs a jugé de

---

(1) Nous croyons devoir copier ici en entier les considérans de cet arrêt, tels qu'ils se trouvent imprimés au Bulletin des arrêts de la Cour de cassation, page 253 : « Attendu que le Code » pénal de 1791, qui avait défini séparément l'homicide, le meurtre et l'assassinat, et établi » les faits et les circonstances caractéristiques de chacun de ces crimes, ne parle nullement » du duel ; qu'outre son silence sur ce point, qui prouve qu'il ne s'en occupa pas, et qu'il » n'entendit le comprendre ni dans l'homicide, ni dans le meurtre, ni dans l'assassinat, il en » résulte encore une autre preuve du décret rendu par la Convention nationale, le 29 messidor » an 2 ; Que, par ce décret, rendu sur un référé du tribunal criminel du département de Seine-» et-Oise, la Convention nationale chargea une commission d'examiner et de proposer les moyens » d'empêcher les duels, et les peines à infliger à ceux qui s'en rendraient coupables ou qui les » provoqueraient ; que, soit que cette commission ait fait ou n'ait pas fait un rapport, il n'est » intervenu aucune loi sur ce sujet, et que les choses sont, depuis cette époque, restées » dans l'état où elles étaient alors ; —Que le Code pénal du 12 février 1810, qui a fait les mêmes » distinctions et établi à-peu-près les mêmes faits caractéristiques de l'homicide, du meur-» tre et de l'assassinat que le Code de 1791 n'a pas plus parlé du duel ; et qu'aucune de ses » dispositions ne peuvent être appliquées, même par induction, à celui qui, dans les » chances réciproques d'un duel a blessé ou donné la mort à son adversaire, sans déloyauté et » sans perfidie ; — Qu'en effet, le duel ne saurait rentrer dans l'article 319 du Code qui a » prévu le cas d'un homicide commis involontairement par négligence ou maladresse ; —Qu'il » ne rentre pas, non plus, dans les articles 321 et 324, qui supposent un meurtre commis » sans liberté d'esprit, et dans le premier ressentiment d'une provocation par des coups ou des » violences graves ; — Qu'il ne pourrait pas être poursuivi et puni d'après l'article 295, et » le deuxième paragraphe de l'article 304, parce que le meurtre qui est l'objet de ces articles, » est celui qui a été commis sans avoir été provoqué, comme dans le cas précédent, par des » coups ou par des violences, mais sans dessein antérieurement formé et dans l'emportement » subit d'une passion violente, ou l'exaspération d'un sentiment pervers qui a fait exécuter » un crime que la réflexion n'avait pas médité, et dont l'idée n'avait pas été conçue ; — Qu'il » ne pourrait enfin être assimilé au meurtre commis avec préméditation, que le Code qualifie » assassinat et qu'il punit de mort ; — Que l'assassinat, en effet, suppose une agression pré-» méditée, non concertée auparavant avec celui sur lequel elle a été exercée, accompa-» gnée du dessein de lui donner la mort, et dans laquelle, s'il y a eu résistance, la défense » n'est née que de l'attaque ; — Que dans le duel, au contraire, il y a toujours con-» vention antérieure ; intention commune, réciprocité et simultanéité d'attaque et de » défense ; — Que le même rapprochement des dispositions du Code pénal sur les blessures, » conduirait à la même décision à l'égard des blessures faites dans un duel ; — Que c'est au » pouvoir législatif à juger s'il convient de rendre une loi répressive que la religion, la mo-» rale, l'intérêt de la société et celui des familles paraissent réclamer, et à régler par quelles » mesures doivent être prévenus et punis des faits qui ont un caractère spécial par leur na-» ture, leur principe et leur fin ; — Que lorsqu'un homme a été tué ou lorsqu'il a reçu des » blessures, la loi veut qu'il soit fait des recherches et des poursuites ; — Mais que, lorsque,

même dans une cause où il s'agissait de savoir si les *témoins* d'un duel, dans lequel un des duellistes avait perdu la vie, devaient être mis en accusation; ce qui n'aurait pu faire la matière d'un doute pour l'affirmative, si les anciennes lois sur le duel avaient conservé leur autorité; mais la Cour déclara qu'il n'y avait pas lieu de suivre, attendu que, si l'on tue ou que l'on blesse son adversaire dans un duel, ce n'est que dans le cas d'une légitime défense.

On disait à l'appui du système adopté par les Cours royales, que le duelliste qui donne la mort ou qui fait les blessures aurait pu refuser d'accepter le défi ou s'abstenir de provoquer le combat; mais les provocations ne deviennent criminelles qu'autant que l'action à laquelle on provoque constitue par elle-même un délit punissable, et le duel, considéré en lui-même, n'est réputé crime ni délit par la loi.

XXVIII. Il serait à désirer que l'on pût trouver un moyen d'éteindre la manie des duels; mais il est de toute évidence que l'on ne peut espérer de parvenir à déraciner, par des mesures législatives, le préjugé d'honneur qui s'y rattache : aussi l'a-t-on si bien senti, qu'un projet de loi sur cette matière ayant été présenté à la Chambre des députés, il fut presqu'aussitôt retiré, avant même que d'avoir été soumis à la discussion.

La Charte a fait tout ce qu'il était possible de faire pour parvenir à ce but, en recommandant *l'oubli du passé :* il ne peut être douteux, en effet, pour toute personne qui veut réfléchir, que c'est pour s'en être trop souvenu, que l'on a dû presque tous les duels qui ont affligé les familles depuis quelques années, et qui ne peuvent manquer de se renouveler par la seule force des choses, tant que l'on n'obéira pas à ce sage commandement.

XXIX. Le cardinal de Richelieu avait envisagé la question en homme d'État, et tout ce que son génie inventif avait pu lui suggérer de plus satisfaisant, était d'obliger les duellistes, en quittant l'arène, de se rendre *provisoirement* en prison et d'y rester jusqu'à ce qu'il fût constaté qu'ils s'étaient battus *loyalement.*

---

par la défense du prévenu et par les notions de l'instruction, il est établi que la mort a été » donnée ou que les blessures ont été faites sans déloyauté, dans les chances d'un duel dont » les parties étaient convenues, quelque blâmable qu'ait été cette convention, quelque » odieuse qu'ait été son exécution, l'action de la justice doit s'arrêter, parce qu'elle n'a droit » de poursuivre que les crimes et délits, et que les seuls faits qui soient crimes ou délits sont » ceux que la loi a qualifiés tels : — Attendu, dans l'espèce, que la Cour royale de Douai a » reconnu elle-même, que le fait qui a donné lieu au procès consiste *uniquement* dans un » duel qui a été convenu, concerté et exécuté entre eux, etc. — La Cour casse et annulle » l'arrêt par lequel C..... et G..... ont été mis en accusation. »

XXX. M. Dupin, dans son *Traité de la législation criminelle*, a cru que l'on parviendrait à diminuer le nombre des duels, en imprimant aux duellistes une flétrissure *morale*, par la privation de leurs droits de citoyens; mais, lorsque l'on est insulté, que l'on est convaincu que si l'on ne tire pas de l'injure que l'on a reçue une vengeance les armes à la main, on sera déshonoré dans l'esprit de ses concitoyens, ira-t-on prendre en considération, que si l'on se bat on se verra privé de porter témoignage en justice, de voter dans les assemblées publiques, etc.?

M. Rognat, dans son ouvrage sur *l'Art de la guerre*, a dit le mot: « Ce n'est » qu'en changeant par degrés l'opinion publique qu'on peut essayer de com- » battre ce préjugé, et non par des lois sanguinaires qui placent un brave mili- » taire entre l'échafaud et le déshonneur.

» Tout ce que l'on peut écrire sur le duel, a dit M. Delacroix, dans ses *Ré- » flexions morales sur les délits*, n'aura pas plus d'effet que les clameurs d'un » pilote n'en obtiennent contre les vents et les tempêtes : ce n'est que par une » manœuvre habile et en louvoyant avec adresse que l'on peut diminuer les dan- » gers d'une passion effrénée qui enlève à la France plus de soldats que le fer » de l'ennemi, et prolonge les dangers de la guerre dans le calme de la » paix. »

XXXI. La France n'a-t-elle pas vu plusieurs de ses rois défier en combat singulier des souverains étrangers? N'a-t-on pas vu dans le 18.e siècle encore, sous l'empire même des lois les plus impérieuses contre le duel, un de nos Princes ne pas dédaigner de tirer l'épée contre un simple gentilhomme de sa maison?

XXXII. Ce que l'on doit conclure de cette dissertation, c'est ce que non-seulement les lois actuelles ne considèrent pas l'homicide commis dans un duel comme un délit; mais même qu'il serait impossible de faire une bonne loi sur la matière; que l'on ne peut espérer de parvenir à détruire ce préjugé national en l'attaquant de front; que l'unique moyen d'en diminuer l'intensité doit résulter de la sagesse de nos institutions.

XXXIII. Mais si, sous le prétexte d'un duel on était parvenu à tuer ou à blesser son adversaire par des voies que désavoueraient l'honneur et la délicatesse, le fait alors changerait de nature, on rentrerait nécessairement et naturellement dans les dispositions du Code pénal relatives au meurtre et aux blessures; il est inutile de décréter des lois nouvelles pour qu'il en soit ainsi : ce ne serait plus, en effet, un véritable duel qui aurait eu lieu, mais un assassinat qui aurait été commis : cette distinction se trouve parfaitement établie dans un arrêt que rendit la Cour de cassation le 19 septembre 1822. Dans l'espèce jugée par cet arrêt, le sieur D...

avait été *mis en accusation*, sur la double prévention du *crime de duel* et *d'homicide volontaire* : le Procureur-général s'était pourvu en cassation contre l'arrêt, qui fut cassé, sous le rapport du prétendu *crime de duel*, et maintenu aux chefs relatifs *à l'homicide volontaire*. « Attendu que, de l'article final du Code de 1791, » il résulte que les lois antérieures à ce Code, qui donnaient le caractère de » crime à des faits qu'il n'a pas qualifiés tels, ont été abrogées par sa publica- » tion; —Que cette conséquence, positive dans sa généralité, est encore particuliè- » rement prouvée pour le fait de duel, par le décret du 29 messidor an 2; —Que » ce décret prouve aussi qu'aucune des dispositions de ce Code de 1791 n'était » applicable au fait de duel; que d'ailleurs cette preuve ressort évidemment de ses » dispositions mêmes; —Que les lois anciennes sur le duel, abrogées ainsi par ledit » Code de 1791, n'ont été remises en vigueur par aucune loi intermédiaire entre ce » Code et celui de 1810; qu'elles ne peuvent pas être réputées avoir été rétablies par » l'article 484 de ce dernier Code, qui a déclaré seulement maintenir les lois et » règlemens existans lors de sa publication, sur des matières qu'il n'a pas ré- » glées; — Que ce Code pénal de 1810, ne renferme non plus aucune disposition » d'après laquelle le fait de duel *proprement dit*, puisse être poursuivi et puni; — » Que par arrêt du 21 août dernier, la Chambre d'accusation de la Cour royale » d'Aix a renvoyé D... devant la Cour d'assises du département des Bouches-du- » Rhône, sur l'accusation d'avoir commis le crime de duel, prévu et puni » par l'édit du mois d'août 1669, par la déclaration du 14 novembre de la même » année, par celle du 28 octobre 1711, par l'édit du mois de février 1723; — Que » cette accusation ainsi caractérisée porte sur des lois qui, ayant été abrogées, » ne peuvent être la base d'aucune condamnation, ni d'aucune poursuite; qu'elle » doit donc être annullée. »

L'arrêt continue ainsi : « mais attendu que, par le même arrêt, la Chambre » d'accusation de la Cour royale d'Aix a considéré aussi les faits dont D..... » était prévenu, sous le rapport des articles 295 et 304, n.° 2, du Code pénal de » 1810; qu'elle a jugé que, d'après *les circonstances particulières* qui les avaient » accompagnés, le fait rentrait dans l'application de ces articles et devait être » qualifié meurtre; qu'elle a en conséquence motivé sur leurs dispositions la » mise en accusation et le renvoi à la Cour d'assises, qu'elle a prononcés con- » tre ledit D... ; — *Que ces circonstances qu'elle a relevées dans son arrêt*, et qu'elle » a déclaré résulter de l'instruction, justifient suffisamment cette application » qu'elle a faite desdits articles 295 et 304, n.° 2 du Code pénal; que son arrêt » doit donc, à cet égard, être maintenu : par ces motifs, la Cour casse et annulle » l'arrêt de la Chambre d'accusation, dans la disposition qui met D... en ac- » cusation *sur le crime de duel*; maintient ledit arrêt dans la disposition qui pro-

» nonce ladite mise en accusation dudit D... , comme accusé *du crime de meur-*
» *tre*, prévu et puni par les lois citées : ordonne que sur ce chef, ledit arrêt
» sera exécuté selon sa forme et teneur. »

XXXIV. Il n'entre pas dans notre sujet d'examiner la question dans le for *intérieur :* ce qui peut néanmoins causer quelque surprise, c'est que le duel qui fut autorisé pendant des siècles et même par les souverains pontifes, serve aujourd'hui de prétexte pour refuser aux duellistes morts en combattant, non-seulement les prières accoutumées, mais même la présentation dans les temples de leurs dépouilles mortelles, lorsque la religion enseigne qu'il suffit, pour obtenir de Dieu la rémission de ses péchés, d'un simple acte de contrition fait *in extremis*, et que la charité chrétienne doit faire supposer que le mort a usé de cette voie de salut. Que les ministres du culte tonnent en chaire contre la funeste manie du duel ; qu'ils imposent des pénitences à ceux qui viennent s'en accuser à leur tribunal, il peut, il doit même en être ainsi : mais se refuser d'invoquer la miséricorde de Dieu pour l'individu qui a succombé dans un duel, priver sa famille de la consolation de voir son corps présenté au temple avant que d'être déposé dans son dernier asile, cela peut paraître des mesures condamnées par la saine raison : cependant, si la religion le commandait, il faudrait bien y soumettre sa raison ; mais comment se ferait-il alors que, pendant tant de siècles, les papes et les évêques eussent eux-mêmes non-seulement toléré, mais autorisé le duel ? Si le Concile tenu à Tolède en 1473, portait que ceux qui mouraient des blessures qu'ils auraient reçues dans un duel seraient privés de la sépulture ecclésiastique, ce ne fut évidemment que dans une intention, qui était assurément très-louable, de diminuer par cette crainte salutaire, la manie des duels ; mais ce ne fut qu'un décret de pure *discipline ;* et si jamais il fut reçu en France, ce qui est plus que douteux, puisque bien postérieurement, l'un de nos Rois, fils aînés de l'église, fit élever des mausolées à des duellistes, il serait depuis long-temps tombé en désuétude.

ARTICLE CCXCVI.

Tout meurtre commis avec préméditation ou de guet-apens, est qualifié assassinat.

OBSERVATIONS.

I. Si l'*homicide* prend le caractère du *meurtre* par la simple *volonté* de le com-

mettre; il prend celui de *l'assassinat* lorsqu'il a été commis avec *préméditation ou de guet-apens;* c'est alors la peine de mort qui devient applicable à son auteur.

II. Les articles 297 et 298 donnent la définition de la *préméditation* et du *guet-apens.*

III. Lorsque l'accusation porte sur une prévention d'*assassinat*, il ne suffit pas de poser au jury la question de savoir si l'accusé s'est rendu coupable d'*homicide avec préméditation*, car l'homicide, quoique commis avec *préméditation*, n'est pas toujours constitutif d'un assassinat; l'homicide doit avoir eu le caractère du *meurtre;* d'ou suit, qu'au cas même où le jury aurait répondu que l'homicide aurait été commis avec préméditation, la peine de l'assassinat ne pourrait être légalement prononcée contre l'accusé : on pourrait bien dire, il est vrai, que la *préméditation* doit faire supposer la *volonté*; mais ce n'est pas sur des suppositions que peuvent être fondées les condamnations et sur-tout celles à la peine de mort.

IV. Lorsqu'il a été demandé au jury si l'accusé s'est rendu coupable *de meurtre avec préméditation*, et que le jury a fait une réponse *affirmative*, la Cour de cassation juge, qu'il en résulte à suffire que l'accusé s'est rendu coupable d'un véritable *assassinat;* attendu que le *meurtre* suppose nécessairement qu'il y a eu *homicide volontaire.* Cette jurisprudence peut avoir ses inconvéniens; en effet, les jurés les mieux intentionnés pourraient avoir confondu dans leur pensée l'homicide et le meurtre; et voyant l'homicide bien constaté, ne pas porter leur prévoyance plus loin; ce que les Cours d'assises peuvent facilement éviter en demandant au jury, non pas s'il y a eu *meurtre*, mais s'il y a eu *homicide volontaire.*

V. S'il arrivait que le jury eût répondu que *l'homicide* avait été commis *involontairement*, et que cependant il l'avait été *avec préméditation ou de guet-apens*, il y aurait contradiction dans sa déclaration, et la Cour d'assises devrait lui ordonner de rentrer dans sa chambre pour procéder à une nouvelle qui fît disparaître cette contradiction : si la Cour ne prenait pas ce parti, elle devrait prononcer *l'absolution* de l'accusé; car il n'y aurait pas eu *meurtre*, puisqu'il résulterait de la déclaration que l'*homicide* n'aurait pas été commis *volontairement*, et il n'y aurait pas eu non plus *assassinat*, puisqu'il n'y aurait pas eu *meurtre.*

VI. Par arrêt du 29 avril 1812, la Cour d'assises du département des Côtes-du-Nord avait prononcé la peine de *mort* sur une déclaration du jury, portant

que l'accusé s'était rendu coupable de *meurtre avec guet-apens*, mais *sans préméditation*; son arrêt fut cassé : « attendu que la Cour d'assises aurait dû ANNULLER la déclaration contradictoire du jury, conformément à l'article 352 du » Code d'instruction criminelle, qui lui en donnait implicitement et essentiellement le pouvoir. »

Mais cet article 352 donne-t-il bien réellement aux Cours d'assises le droit *d'annuller* la déclaration du jury au cas dont il s'agit? Leur donne-t-il même ce droit dans un cas quelconque? Dans celui que prévoit l'article 352, la Cour d'assises peut bien ne pas s'arrêter à la déclaration *affirmative* du jury sur la *culpabilité* de l'accusé, et renvoyer l'affaire à la session suivante pour y être soumise à de nouveaux débats; mais ce n'est pas en prononcer *l'annullation* : la Cour d'assises est seulement autorisée, lorsque le jury a fait une réponse qui implique contradiction, d'ordonner que les jurés se retireront dans leur chambre pour faire une déclaration plus concordante, et l'on ne pourrait citer aucun exemple que des jurés s'y fussent refusés.

L'arrêt de la Cour d'assises du département des Côtes-du-Nord n'en devait pas moins être cassé, dès que la déclaration du jury reposait sur des élémens contradictoires.

VII. Deux individus avaient été condamnés par une Cour d'assises à la peine de mort pour *tentative d'assassinat;* la question relative avait été posée au jury *avec toutes les circonstances* qui pouvaient rendre cette tentative punissable ; mais en même temps que le jury déclarait que les accusés s'étaient rendus coupables de la tentative du crime, il ajoutait, que c'était *sans les circonstances* : question de savoir, si cette restriction portait sur la *préméditation?* La Cour d'assises aurait dû demander au jury de s'expliquer sur ce point décisif; mais elle ne l'avait pas fait, attendu que, dans sa pensée, la *préméditation* était *constitutive du crime d'assassinat*, et que, comme le jury avait répondu affirmativement *sur la tentative avec préméditation*, elle s'était crue autorisée de prononcer la peine de mort contre les accusés ; ce qui était une violation manifeste des lois de la matière, aussi son arrêt fut-il cassé le 2 mai 1816 : « attendu qu'il n'y a de con- » damnations légales prononcées par les Cours d'assises que celles qui ont pour » base une déclaration de jury par laquelle la culpabilité des accusés est établie » *d'une manière claire, précise, exempte de tout doute, de toute incertitude.* » Tels sont, en effet, les véritables principes, desquels il ne peut jamais être permis de s'écarter.

Mais, en fut-il fait une juste application dans l'espèce suivante? Deux accusés avaient été traduits devant une Cour d'assises, l'un comme *auteur*, l'autre comme *complice* d'un homicide volontaire commis avec préméditation, et la

déclaration du jury avait été affirmative à la charge de *l'auteur* du crime, tant sur le *meurtre* que sur la *préméditation;* à l'égard du *complice*, le jury s'était borné à déclarer : « qu'il était constant que l'accusé avait donné des » instructions pour commettre le crime, et qu'il avait, avec connaissance, » aidé et assisté l'auteur du crime dans les faits qui en avaient facilité et con- » sommé l'exécution. » La peine de mort ayant été prononcée contre les deux accusés, le complice soutint sur son recours en cassation que la circonstance de la *préméditation* n'ayant pas été déclarée à sa charge d'une *manière formelle*, il avait été fait, en ce qui le concernait, une fausse application de la loi pénale; son pourvoi fut rejeté, par arrêt du 20 janvier 1814: « attendu, que de la déclaration du jury il résultait que le réclamant avait » été reconnu coupable *de complicité dans un meurtre commis avec préméditation*, et que les faits de complicité déclarés contre lui, *renfermaient la* » *déclaration implicite et nécessaire* de sa *préméditation* au crime, *lors de ces* » *faits.* »

On pouvait bien, sans doute, à l'aide du *raisonnement*, trouver cette déclaration *implicite* dans la réponse du jury; mais tout ce qui est soumis *au raisonnement* est, par le fait même que l'on est obligé de s'y livrer, un jugement qui ne porte que sur des *probabilités;* car ce qui est *évident* n'a pas besoin d'être démontré par le raisonnement, et il y a toujours un grand danger d'user de la voie *de l'interprétation et de l'analyse*, lorsqu'il s'agit de faire l'application d'une loi pénale.

Le Code d'instruction criminelle autorise bien le jury à faire de pareils rapprochemens pour éclairer sa religion, et d'en tirer des conséquences dans l'intérêt du prévenu comme dans celui de la vindicte publique; mais les Cours n'ont pas reçu de la loi la même autorisation, elles sont tenues de s'en rapporter aveuglément à la déclaration du jury telle qu'elle a été faite, sans y rien ajouter, sans en rien retrancher : ce n'est pas à raisonner qu'elles sont appelées, leur unique mission est de s'attacher strictement aux *termes* de la déclaration du jury, de la prendre dans son sens littéral; ce n'est pas d'après son sens *implicite* qu'elles doivent juger de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé, la culpabilité doit résulter d'une manière *explicite et nécessaire* de la déclaration du jury, et c'est faire l'aveu le plus formel que la culpabilité n'a pas été déclarée d'une manière *claire, précise, exempte de tout doute, de toute incertitude*, que de la faire résulter d'une déclaration *implicite*. S'appuyer sur une déclaration *implicite*, c'est scruter l'intention du jury, c'est substituer sa propre volonté à la sienne, c'est lui prêter une opinion qu'il peut n'avoir pas eue n'être pas entrée *dans sa pensée* : il ne faut pas croire, d'ailleurs, que ce

qui paraît être *implicite et nécessaire* à certains esprits ait le même degré de clarté pour d'autres; aussi a-t-il passé en proverbe que l'on ne peut regarder comme *mathématiquement vraie*, aucune proposition qui ne repose pas sur un fait *matériel*, dont on puisse constater l'existence; et il doit être *mathématiquement* prouvé que l'accusé est coupable pour que sa condamnation puisse être légalement prononcée; le Code a bien substitué à cette démonstration *mathématique*, la déclaration affirmative du jury sur la criminalité et la moralité de l'action; mais comme c'est par exception au droit commun, cette exception ne peut être appliquée hors de son cas; elle ne pourrait être étendue aux Cours d'assises sans dénaturer l'intitution du jury.

ARTICLE CCXCVII.

La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

OBSERVATIONS.

I. La *préméditation* diffère *du guet-apens* en ce qu'elle se constitue par le *simple dessein formé avant l'action*, tandis qu'il n'y a *guet-apens* qu'au cas où l'on s'est mis en embuscade *pour attendre* sa victime; mais il suffit qu'il se réunisse l'une ou l'autre de ces circonstances au fait matériel du *meurtre* pour le convertir en *assassinat*.

II. La préméditation ni le guet-apens, pris *isolément*, ne constituent pas de délits punissables.

III. Pour qu'il y ait préméditation de nature à imprimer au *meurtre* le caractère de *l'assassinat*, il faut que l'on puisse la faire résulter *d'un dessein formé*, *d'une résolution prise avant l'action*, et non de propos vagues qui n'en auraient pas le véritable caractère.

IV. Mais lorsqu'il y a eu réellement préméditation, son auteur aurait fait dépendre l'exécution du crime projeté, de quelques *circonstances* ou de quelques *conditions*, que son exécution ou sa tentative n'en constituerait pas moins un *assassinat* dans le sens de l'article 297.

Il en serait de même du cas où l'accusé n'aurait pas formé le dessein d'attenter à la vie de *tel ou tel individu*, mais à celle de la personne qui serait *trouvée ou*

rencontrée; et pareillement de celui où ce n'aurait pas été sur l'individu contre la vie duquel le dessein aurait été formé, que le meurtre aurait été commis.

V. Lorsque la *préméditation* ne résulte pas de faits *positifs*, c'est un point de *moralité* qu'il est assez difficile d'apprécier, car Dieu seul peut lire dans le cœur de l'homme, et quand l'on en est réduit à scruter la pensée d'autrui, l'on est bien sujet à tomber dans l'erreur.

VI. Les présidens des Cours d'assises ne doivent pas négliger d'instruire les jurés de ce qu'ils doivent entendre par les mots *préméditation* et *guet-apens*, qui présentent nécessairement à leur esprit des idées un peu métaphysiques, afin d'éviter qu'ils n'en fassent une fausse application; ainsi, par exemple, pour qu'il y ait préméditation, il faut qu'il se soit écoulé un laps de temps quelconque entre le dessein formé et l'acte constitutif du crime; mais quelle doit en avoir été la durée? Il faut se garder de confondre la *préméditation* avec la *volonté*, quoique la *volonté* suppose une espèce de préméditation : méditer une chose, c'est en avoir conçu la pensée, c'est avoir formé le dessein de la faire avant que l'occasion s'en soit présentée; comme aussi pour qu'il y ait *guet-apens*, il ne suffirait pas qu'à l'instant même du crime l'on se fût tenu à l'écart, il faut que l'on se soit mis en embuscade pour y attendre la personne sur laquelle on a prémédité d'exercer des violences.

ARTICLE CCXCVIII.

Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence.

OBSERVATIONS.

I. Le guet-apens, comme la préméditation, ne devient une circonstance aggravante du crime que dans le cas de *meurtre* ou de *violences* exercées *envers les personnes.*

II. Le guet-apens suppose évidemment la préméditation; l'on ne peut se rendre, en effet, dans un lieu pour y attendre l'individu envers lequel on veut exercer des violences, sans avoir formé le dessein, *avant l'action*, d'attenter à sa personne. Aussi, la Cour de cassation a-t-elle jugé, par l'arrêt que nous avons rapporté dans nos observations sur l'article 296, qu'il y a contradiction manifeste dans une déclaration du jury portant, *qu'il y a eu guet-apens sans préméditation.*

III. *Le plus ou moins de temps* que l'accusé peut avoir attendu l'individu

contre lequel il a exercé ou tenté d'exercer des violences, ne doit être pris en aucune considération : il suffit qu'il se soit porté sur le lieu dans l'intention de commettre le crime dont il est prévenu pour faire rentrer la prévention dans les dispositions du présent article ; mais cet article ne prévoit pas le cas où l'accusé se serait rendu sur le lieu pour y attendre *toute personne qui pourrait s'y trouver ou y être rencontrée*, sans rattacher sa pensée à un individu *déterminé*. Il s'occupe uniquement de l'individu que l'accusé aurait attendu, et, dans les principes rigoureux du droit, l'on ne peut suppléer au silence de la loi, sur-tout sur un point de cette importance, lorsque l'on voit, d'ailleurs, que l'article 297 a parlé de *toute personne*, tandis que l'article 298 ne s'est occupé que de *l'individu* qui aurait été attendu : mais, si l'on ne pourrait dire, en pareil cas, qu'il y aurait eu *meurtre* avec la circonstance du *guet-apens*, il y aurait nécessairement eu meurtre avec *préméditation*, ce qui ferait rentrer le crime dans la disposition de l'article 297 : la question de *préméditation* devrait en conséquence être posée au jury.

IV. Une autre différence se fait remarquer dans la rédaction des articles 297 et 298, elle consiste en ce que l'article 298 précise les deux cas *de mort et d'actes de violences*, lorsque l'article 297 se borne à parler *d'attentat envers les personnes ;* mais, quoique la rédaction ne soit pas la même on n'y trouve pas moins écrite, dans l'un comme dans l'autre article, *quant au fond*, la même disposition, des actes de violences exercées envers les personnes étant bien réellement un *attentat* commis envers elles.

ARTICLE CCXCIX.

Est qualifié parricide le meurtre des pères ou mères légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime.

OBSERVATIONS.

I. Dans les premiers siècles de la civilisation il ne fut porté aucune peine contre le parricide; l'on ne supposait pas qu'un crime aussi atroce pût être commis; il est encore des pays où cette pensée domine tellement, que l'individu qui s'en est rendu coupable est regardé comme un *fou* que l'on enferme aux petites maisons; mais, l'expérience a malheureusement appris que ce crime pouvait être commis de sang-froid : l'on ne doit pas, dès-lors, s'étonner de la rigueur du supplice qui est réservé aux monstres qui s'en rendent coupables.

II. Les lois romaines condamnaient l'accusé qui était convaincu de parricide, à être enfermé vivant dans un sac de cuir, avec un singe, un chien et une vipère, et puis jeté, en cet état, à la mer ou dans la rivière la plus prochaine.

La loi *frater. ff. ad leg. pap. de paricid.*, prononçait même des peines très-sévères contre les personnes qui, ayant connaissance du projet formé par un enfant dénaturé, de commettre un parricide, n'en avait pas fait la révélation à la justice.

III. Sous la législation existante, le coupable doit être conduit au supplice en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir : il doit demeurer exposé aux regards du peuple pendant la lecture qui lui est faite de son arrêt ; puis avoir le poing droit coupé et de suite être exécuté à mort : (*articles* 12 *et* 13).

IV. L'article 323 déclare que, dans aucun cas, le parricide n'est *excusable*, ce qui demande une explication que nous nous réservons de donner dans nos observations sur cet article.

V. Mais le *parricide* ne peut se constituer que par le *meurtre ;* c'est-à-dire, par *l'homicide volontaire.* S'il n'y avait eu que simple *homicide*, ce ne seraient plus les articles 12, 13 et 299 qui deviendraient applicables : le délit rentrerait dans les dispositions du droit commun.

VI. Pour que le crime rentre dans l'application de l'article 299, le *meurtre* doit avoir été commis *envers les pères et mères ou tous autres ascendans légitimes ;* celui qui l'aurait été *envers les alliés, le fussent-ils au même degré*, ne constituerait pas un *parricide* dans le sens du Code; *sic. jud.* les 26 mars 1812, 7 janvier 1813, 15 décembre 1814 et 27 avril 1815. Dans l'espèce jugée par l'arrêt du 26 mars 1812, c'était un *gendre* qui avait commis le meurtre sur la personne *du père de sa femme.* L'arrêt fut ainsi motivé : « considérant que l'article » 299 du Code pénal ne comprend sous la qualification de *parricide* que le meur- » tre des pères et mères légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascen- » dant légitime; que le Code refuse conséquemment cette qualification au meur- » tre des ascendans du père naturel ou adoptif, des beaux-pères et belles-mères, » des enfans, des frères et sœurs, des époux ou des épouses ; que, non-seulement, » le Code n'a pas compris ces meurtres au nombre des parricides; mais qu'il a » même porté sur quelques-uns de ces crimes et de leurs circonstances, des dis- » positions particulières ».

VII. Le *meurtre* n'aurait été commis qu'envers *des pères et mères naturels ou adoptifs* qu'il y aurait parricide, l'art. 299 les ayant placés sur la même ligne que *les pères et mères légitimes ;* mais l'article n'a pas étendu sa disposition *aux*

ascendans des enfans naturels et adoptifs ; il a parlé restrictivement des *ascendans légitimes.*

VIII. Le meurtrier *de ses pères et mères légitimes* aurait passé dans une famille étrangère par la voie de *l'adoption*, qu'il aurait toujours commis un *parricide ;* car le fils adoptif *n'en reste pas moins dans sa famille naturelle*, aux termes de l'article 348 du Code civil.

IX. Si l'adoption avait eu lieu, *hors des cas* autorisés par la loi, le meurtre des pères et mères *adoptifs* ne constituerait pas un véritable *parricide ;* mais il fut jugé le 27 novembre 1812, que la validité de l'adoption ne constitue pas une question préjudicielle, qu'elle rentre incidemment dans les attributions des Cours d'assises. C'est toutefois une question grave et qui tient à l'état des personnes, que celle de déterminer la validité ou la nullité de l'adoption, et dès qu'il est jugé que les Cours d'assises peuvent en connaître, il ne sera pas hors de propos de consigner ici l'arrêt qui fut rendu par la section civile de la Cour de cassation le 5 août 1823, et par lequel il fut jugé que l'adoption faite par un Français d'un étranger non neutralisé en France est nulle : voici textuellement les considérans de cet arrêt ;

Vu l'article 11 du Cod. civil :

« Attendu que suivant cet article, il est de principe d'ordre public en France, » que l'étranger ne jouit des droits purement civils des Français, qu'autant » qu'une loi expresse ou des traités formels l'y autorisent ;

» Que cet article ne distingue point entre les différens droits civils ; qu'au con- » traire, il est conçu d'une manière générale et absolue qui les comprend tous » sans exception ; qu'ainsi, hors les cas prévus par des lois ou par des traités, l'é- » tranger n'est pas plus capable de jouir passivement de ces droits, que de les » exercer d'une manière active.

» Que, d'après les art. 343 et suivans jusqu'à l'art. 353 du même Code, l'a- » doption est un acte solennel qui établit entre l'adoptant et l'adopté des rap- » ports de paternité et de filiation qui les constituent civilement l'un envers » l'autre dans un état personnel, permanent et irrévocable, dont les effets sont » déterminés par ces articles ; qu'il suit de là, que l'adoption est un droit pure- » ment civil, et que l'étranger ne peut être valablement adopté par un Français » qu'autant que la législation française, ou un traité passé entre les deux nations, » le lui aurait permis ;

» Que, dans le fait, Sander est étranger, ainsi que l'arrêt attaqué l'a reconnu, » et qu'il en convient lui-même ; que par conséquent il n'a pu être adopté par » Lotzbeck, quoique celui-ci fût Français, puisqu'il n'existe pas de loi qui, dans » aucun cas, autorise l'adoption des étrangers par des Français ;

» Que Sander ne peut induire cette autorisation du traité passé avec le pays » de Bade, le 20 novembre 1765, puisque ce traité est uniquement relatif » aux donations et successions ; et que, si depuis cette époque, l'adoption » a été admise dans le pays de Bade comme en France, la réciprocité de ce » droit n'a été stipulée par aucun traité postérieur à l'introduction de cette in- » stitution ;

» Que Sander peut encore moins invoquer la loi du 14 juillet 1819, qui abo- » lit le droit d'aubaine, puisque cette loi qui n'est également relative qu'aux » donations et aux successions, est sans application à l'adoption qui tient à » l'état des personnes et non pas seulement à la transmission des biens ;

» Attendu enfin, que malgré ces principes, l'arrêt de la Cour de Colmar a » décidé que Sander, quoique étranger, avait été valablement adopté par Lotz- » beck, Français, sur le motif qu'en général, l'étranger peut être adopté par un » Français, et qu'en particulier, Sander a pu l'être d'après le traité du 20 no- » vembre 1765, les nouvelles lois du pays de Bade et la loi du 14 juillet 1819; » qu'en cela, l'arrêt a formellement violé l'article 11 du Code ci-dessus cité, et » faussement appliqué les autres lois sus-énoncées.

» La Cour casse, etc.

X. Si l'enfant *naturel* n'avait pas été reconnu dans une forme *légale*, le meurtre dont il se serait rendu coupable envers son père putatif n'imprimerait pas à son crime le caractère du parricide ; ce qui est la conséquence nécessaire de ce que la recherche de la paternité est interdite par l'article 340 du Code civil.

XI. Il y aurait eu *reconnaissance* de l'enfant naturel, adultérin ou incestueux, que le meurtre qu'il aurait commis sur son père, ne pourrait être considéré comme parricide ; la reconnaissance, dans un pareil état de choses, n'étant pas autorisée, et devant être dès-lors regardée comme non avenue : (*Art.* 335 *du Code civil.*)

XII. Si la mère *naturelle* avait été indiquée comme telle, dans l'acte de naissance de l'enfant, si elle lui avait donné les soins d'une mère et que l'enfant fût en possession d'état de son fils, la réunion de ces circonstances nous paraîtrait suffire pour faire réputer le meurtre de la mère par cet enfant un véritable parricide, dans l'absence de toute autre preuve contraire.

XIII. L'arrêt du 27 novembre 1812, que nous avons cité dans nos observations, sous le n.° 9, et duquel il résulte que les Cours d'assises qui se trouvent saisies d'une accusation de *parricide* sont compétentes pour prononcer sur la va-

lidité de l'adoption, n'a rien qui contrarie les principes que nous avons posés dans nos observations sur l'article 3 du Code d'instruction criminelle : il n'y a de questions *préjudicielles*, en effet, que celles qui tendraient, en les supposant résolues en faveur de l'accusé, à faire disparaître toute idée de crime ou de délit, ce qui ne peut recevoir d'application au cas de *meurtre*, toujours constitutif d'un crime et dont il s'agit uniquement de déterminer le *caractère*.

ARTICLE CCC.

Est qualifié infanticide le meurtre d'un enfant nouveau-né.

OBSERVATIONS.

I. L'infanticide est puni de *mort* (*Art.* 302) ; mais le mode d'exécution est le même que celui de tout autre condamné pour crime emportant la peine capitale : le Code n'a fait d'exception aux dispositions de l'article 12, que pour le *parricide*.

II. L'auteur du *Manuel d'instruction criminelle* s'est fait la question de savoir si l'infanticide avait un caractère plus grave que le meurtre commis envers tout autre individu, et il s'est demandé pourquoi le Code, qui ne punit le meurtre que des *travaux forcés à perpétuité*, prononce la peine de mort lorsqu'il a eu pour objet un enfant nouveau-né. Le caractère de gravité de *l'infanticide* résulte de la nature même des choses, lorsque c'est *le père* ou *la mère* de l'enfant qui s'en est rendu coupable, et la Cour de cassation jugea, le 8 février 1815, que le meurtre d'un enfant nouveau-né devait être réputé *infanticide*, quand même la personne qui s'en serait rendue coupable, ne serait ni le père ni la mère de l'enfant : « Attendu que l'article 300 a défini l'infanticide, *le meurtre d'un enfant nouveau-né*, sans exiger le concours d'aucune autre circonstance, et que dès-lors, il suffit que le meurtre dont l'accusé s'est rendu coupable, ait été commis sur un enfant nouveau-né, pour qu'il y ait lieu à la peine portée contre *l'homicide*, sans qu'il soit nécessaire que l'auteur du crime ait été le père ou la mère de l'enfant. » Ce qui n'aurait rien été dire, si l'arrêt dont le pourvoi fut rejeté n'avait pas prononcé la peine de *mort* contre l'accusé ; mais ce qui jugea *in terminis* que la peine prononcée contre *l'infanticide* devenait applicable aux personnes *étrangères* à l'enfant, comme elle l'est à ses père et mère : nous reviendrons, dans un instant, sur la question jugée par cet arrêt.

III. Par un édit de Henri II, du mois de février 1556, il était enjoint aux

femmes veuves et aux filles qui devenaient enceintes, d'en faire la déclaration devant un officier public, sous peine de mort, au cas où l'enfant mourait sans avoir reçu le baptême, et qu'il aurait été privé de la sépulture commune : cet édit devait se publier de trois en trois mois, aux prônes des églises paroissiales.

IV. Quelques criminalistes, enchérissant sur la rigueur de l'édit, avaient prétendu que, pour en remplir le commandement, les filles ou femmes veuves qui devenaient enceintes devaient déclarer l'auteur de leur grossesse ; mais aucune Cour souveraine n'avait adopté cette extension à l'édit : on regarda toujours comme suffisantes, les simples déclarations de grossesse et celles-là même qui n'avaient été faites que devant un officier de santé ou une sage-femme, lorsque la preuve s'en trouvait acquise au procès.

V. Sous l'empire de cet édit, les juges n'avaient pas à s'occuper du point de savoir si l'enfant était né *viable*, s'il avait péri de mort *naturelle* ou par *accident* : il y avait présomption suffisante du crime pour faire prononcer la condamnation de l'accusée qui n'avait pas fait de déclaration de grossesse ; mais depuis long-temps le chancelier d'Aguesseau avait élevé son éloquente voix contre une législation assez barbare pour commander la peine de mort contre un accusé, sur une simple *présomption* de culpabilité. Voici comment il s'expliquait à ce sujet, tom. 12, édit. in-4.°, pag. 644 : « Il ne peut ja-
» mais être permis de condamner des accusés *sans preuves légitimes et portées*
» *jusqu'à la conviction*... Les présomptions n'acquièrent le degré de preuves suf-
» fisantes qu'autant qu'elles peuvent présenter une certitude aussi parfaite que
» les pièces même, et que les conséquences qui en résultent soient aussi clai-
» res que le jour... Les bons jurisconsultes pensent unanimement que des in-
» dices et des probabilités *ne peuvent jamais*, même considérés *dans leur ensemble*,
» conduire à la certitude et opérer la conviction. »

VI. Une remarque importante à faire, c'est que l'article 300 qualifie *l'infanticide de meurtre* et non pas de simple *homicide*, de sorte que pour faire rentrer le crime dans sa disposition, il faut qu'il y ait eu *homicide volontaire* ; c'est-à-dire, preuve au procès, que la mort a été donnée *volontairement* à l'enfant, et non pas une simple *présomption de volonté* ; car, nous le répétons, d'après d'Aguesseau, *les indices et les probabilités ne peuvent jamais être considérés, même dans leur ensemble, comme pouvant conduire à la certitude et opérer la conviction* : d'où suit, qu'il ne suffirait pas que la preuve fût rapportée que l'enfant serait né *viable*, qu'il aurait été trouvé sans vie dans un lieu même écarté, s'il n'était pas *démonstrativement* établi que l'accusée lui aurait donné *volontairement*

la mort. La *preuve* de cette volonté *manquant*, quelque graves que fussent les circonstances qui viendraient à l'appui, l'on ne pourrait en faire résulter que de simples *présomptions* qu'il y aurait eu réellement *homicide volontaire* : il faudrait supposer, dans l'intérêt de l'accusée, que si elle s'était retirée dans un lieu écarté pour sa délivrance, ce n'avait été que dans la crainte de voir ses égaremens rendus publics et dans l'espérance que son enfant serait trouvé et secouru par des ames charitables; que si l'enfant, quoique né viable, est mort, ce n'a été que par un effet naturel de la faiblesse d'un enfant qui vient de naître, ce qui arrive souvent même après les couches les plus heureuses et malgré les soins des plus habiles officiers de santé.

VII. Il faut que le *meurtre* ait été d'un enfant *nouveau-né*, ce qui doit être entendu de l'enfant *qui vient de naître*, ou de l'instant qui suit *immédiatement* sa naissance.

VIII. Trois circonstances doivent nécessairement concourir pour constituer le crime d'infanticide; la *première*, que l'enfant soit *né viable : sic jud.* les 21 janvier et 30 juin 1808 : attendu qu'il ne peut y avoir *homicide* que d'une personne *vivante;* la *seconde*, que la mort ait été donnée *volontairement* à l'enfant, le *meurtre* ne pouvant se constituer que par la *volonté;* la *troisième*, que l'enfant homicidé fût un *nouveau-né*, l'article 300 n'ayant disposé que pour ce cas *seulement.*

IX. La question de savoir si la peine de *mort* doit être appliquée à *l'étranger* qui aurait volontairement homicidé un enfant nouveau-né est d'un grand intérêt; car, si elle devait se résoudre par la *négative*, ce serait une *quatrième* circonstance qui devrait être prise en considération, lorsque ce serait un *étranger* qui se trouverait prévenu du crime *d'infanticide.*

La question n'est pas sans difficulté, quand ce n'est pas comme *complice* des père et mère que l'accusé est traduit devant les tribunaux; la plus forte objection, pour *l'affirmative*, se tire de l'arrêt que nous avons rapporté sous le n.° 2 : en écartant, en effet, l'autorité de cet arrêt, l'on pourrait raisonnablement penser, qu'ainsi que le *parricide* suppose *nécessairement* le meurtre *de ses père ou mère*, *l'infanticide* doit faire également supposer le meurtre *de son enfant.* Il faut bien convenir, cependant, que la différence de rédaction qui se fait remarquer dans les articles 299 et 300, paraît favoriser le système adopté par l'arrêt cité; mais pourquoi *l'étranger*, meurtrier d'un enfant nouveau-né, serait-il puni *de mort*, lorsque, s'il avait commis le meurtre sur le père ou la mère de cet enfant ou sur tout autre individu, il ne pourrait être

condamné qu'à la peine *des travaux forcés à perpétuité ?* On ne pourrait en donner un motif plausible : que le père et la mère soient plus sévèrement punis pour le meurtre de leur enfant, qu'ils ne devraient l'être pour la répression du même crime commis envers toute autre personne, d'après la considération que par une action aussi atroce ils violent, non-seulement les lois *de la société*, mais les lois sacrées *de la nature*, cela se conçoit aisément ; mais les mêmes motifs ne militent pas contre l'*étranger*.

Si la question était encore neuve, il nous semblerait que la peine de *mort* ne deviendrait applicable à *l'étranger* qui se serait rendu coupable du meurtre d'un enfant nouveau-né, qu'au cas où il aurait agi de *complicité* avec le père ou la mère de cet enfant ; nous fonderions particulièrement notre opinion sur ce que l'article 269 du projet du Code, converti en loi par l'article 300, ne parlait que de la *mère*, et que ce ne fut que sur l'observation faite par M. d'Hauterive que la disposition de cet article 269 fut généralisée de manière à porter sur le père comme sur la mère ; qu'on lise et relise le procès-verbal de la discussion, et l'on se convaincra qu'il n'y fut question *des étrangers* que sous le rapport de la *complicité*.

Le mot de *complicité* ne se retrouve même plus dans le Code ; mais il ne fut pas dérogé, pour ce cas particulier, aux dispositions du droit commun ; de sorte que, pour appliquer à l'étranger *complice* du meurtre d'un enfant nouveau-né, commis par ses père et mère, il faut nécessairement se reporter à l'article 59.

Un seul arrêt ayant été rendu sur la question elle peut mériter, par sa gravité, d'être examinée de nouveau.

X. Il nous a passé sous les yeux un assez grand nombre de consultations médico-légales sur le point de savoir à quels signes on peut reconnaître qu'un enfant est *né viable*, et nous déclarons franchement qu'aucune n'a porté la conviction dans notre esprit ; de sorte, qu'après avoir bien étudié le pour et le contre, nous sommes toujours restés dans la même incertitude ; et lorsque l'on n'a que de semblables données, comment pourrait-on être assuré que l'enfant serait né viable ? Comment pourrait-on avoir celle que l'enfant, même né viable, aurait pu donner l'espoir de survivre quelques heures seulement à sa naissance ? Et si l'enfant, quoique *né viable*, n'avait pu donner cet espoir, par la faiblesse de sa complexion, comment *supposer* que la mort lui aurait été *volontairement* donnée, dans l'absence de toute autre preuve de culpabilité de l'accusé ? Tous les grammairiens s'accordent à définir l'enfant né *viable*, celui qui est né *assez fort pour espérer qu'il vivra*. L'enfant n'aurait-il pas pu, d'ailleurs, mourir d'accident, sans que sa mère ou toute autre personne, eût coopéré activement

à lui donner la mort? On peut donc regarder comme moralement impossible d'acquérir la certitude que la mort aura été donnée *volontairement* à l'enfant nouveau-né, tant que l'on n'aura pour se guider que des renseignemens si incomplets : aussi, voit-on rarement faire l'application de l'article 300 dans l'absence *de toutes preuves directes*, et l'on peut même s'étonner d'en voir faire quelquefois l'application, en pareil cas, puisqu'hors celui de preuves *directes* de la culpabilité d'un accusé, sa condamnation ne peut être fondée que sur des *probabilités*, des *présomptions*, des *indices*, qui peuvent être plus ou moins forts, plus ou moins nombreux ; mais qui ne sont toujours que des *probabilités*, des *présomptions*, des *indices*, auxquels des jurés ne peuvent prendre une entière confiance.

XI. C'est un grand crime, sans doute, que de donner volontairement la mort à son enfant; mais, plus le crime est atroce, plus il est hors de la nature, moins on doit en supposer l'existence.

XII. On fut unanimement d'accord dans la discussion qui s'établit au Conseil-d'État, dans sa séance du 8 novembre 1808, que *l'avortement* n'étant pas un *infanticide* proprement dit, chacun de ces délits devait se régir par des lois qui leur étaient particulières. « On pend les mères infanticides, on fouette » et l'on enferme les femmes et les filles qui se font avorter, disait un ancien » moraliste, et tous les jours, faute de langes, faute de lait, il meurt dans les » réduits de l'indigence des enfans qui n'ont point encore ouvert les yeux : » *Qui doit-on pendre ? qui doit-on fouetter?* »

ARTICLE CCCI.

Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites.

OBSERVATIONS.

I. Les Juifs avaient une telle horreur du crime d'empoisonnement, qui est, en effet, le plus lâche de tous, que Flavien Josephe nous apprend qu'il était défendu à tout individu de cette nation de conserver du poison dans sa maison, sous peine d'être condamné à l'avaler et à subir ainsi la *mort* que l'on

présumait qu'il avait eu l'intention de donner à d'autres, en l'employant à cet usage.

On ne va pas aussi loin en France; mais il existe des règlemens sur la vente des poisons, et ces règlemens doivent être observés avec la plus scrupuleuse exactitude, par les suites dangereuses qui pourraient résulter de leur violation.

Une ordonnance de police rendue, pour la ville de Paris, le 9 nivose an 12, qui se trouve rapportée au tome 3, pag. 83 du *Dictionnaire des lois pénales*, donne la nomenclature des substances minérales qui doivent être considérées comme poisons; mais ce ne sont pas les seules dont l'emploi peut causer la mort, un grand nombre de substances *végétales* peuvent produire le même effet.

II. Le Code pénal de 1791 se bornait à dire, que *l'auteur de l'empoisonnement volontaire* serait condamné à *mort*, ce qui donnait lieu à mille arguties lorsqu'il s'agissait de prononcer sur la prévention d'un crime de cette nature : aussi le Code actuel ne s'en est-il pas tenu là, il a qualifié d'empoisonnement *tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort:* si le nouveau Code n'a pas ajouté que ces substances auraient été administrées *volontairement*, c'est qu'il ne peut y avoir de crime sans qu'il y ait eu *volonté* de le commettre; ainsi le jury ne devrait pas se croire dispensé d'examiner la question *d'intention*, lors même qu'elle ne lui aurait pas été posée, et quoique, dans un pareil état de choses, il ne fût pas tenu d'y répondre d'une manière *spéciale;* et quand il n'est pas convaincu qu'il y a eu *volonté*, il doit déclarer l'accusé non coupable.

III. L'intention et même la volonté de se servir de poison pour donner la mort, ne suffiraient pas *seules* pour constituer le crime d'empoisonnement; elles ne seraient encore que le *consilium* du crime, et il faut, pour rendre une action punissable, le *consilium* et *l'eventus*, ou du moins qu'il y en ait eu *tentative.*

IV. Dès que le Code n'a fait résulter le crime d'empoisonnement que de l'attentat à la vie *des personnes*, par l'effet de *substances qui peuvent donner la mort*, il faut, pour emporter la condamnation de l'accusé, qu'il soit *légalement* établi qu'il a effectivement usé de ce moyen pour commettre le crime, et que le jury l'ait ainsi formellement déclaré; d'où suit, que si la déclaration du jury portait simplement, que l'accusé s'est rendu coupable *du crime d'empoisonnement*, sans ajouter qu'il aurait commis cet attentat *par l'effet de substances qui peuvent donner la mort*, il aurait fait une réponse incomplète et insuffisante.

V. De ce que l'article 301 n'a parlé que *d'attentat* à la vie des personnes, par l'effet *de substances administrées ou employées*, il n'en résulte pas que ces substances doivent nécessairement *avoir été employées ou administrées* pour rendre applicable à l'accusé la peine de l'empoisonnement; il suffirait que ces substances eussent été *préparées* dans le dessein de donner la mort, et qu'elles eussent été *placées* de manière à faire présumer que la personne à laquelle elles seraient destinées les emploierait à son usage; c'est ce que la Cour de cassation a jugé le 7 juillet 1814, en rejetant le pourvoi d'un condamné à la peine de mort, par application des articles 301 et 302, sur une déclaration du jury portant, que l'accusé s'était rendu coupable du crime d'empoisonnement, *en jetant des substances vénéneuses dans une pièce d'eau dans laquelle il présumait que la personne qu'il était dans l'intention d'empoisonner viendrait puiser;* s'il n'y avait pas eu dans l'espèce un attentat *direct*, il y en avait eu évidemment la *tentative* manifestée par des actes extérieurs, suivis d'un commencement d'exécution.

Le condamné tirait sa principale ouverture de cassation, de ce que le jury n'avait parlé que de l'emploi de *substances vénéneuses* sans avoir ajouté que ces substances *pouvaient donner la mort*; mais la Cour jugea qu'en déclarant que c'étaient des *substances vénéneuses* qui avaient été employées, le jury avait implicitement et suffisamment déclaré *qu'elles étaient de nature à donner la mort*; ce qui serait vrai, si toutes les substances *vénéneuses* devaient *nécessairement* donner la *mort* dans un temps plus ou moins rapproché; mais ce n'est pas une chose qui soit bien constatée, et il y a toujours du danger de s'écarter des termes rigoureux de la loi, lorsqu'il s'agit de prononcer une condamnation à des peines : la déclaration du jury laissait même incertain le point de savoir de quelle nature étaient les substances, si elles appartenaient au règne *minéral*, au règne *animal* ou au règne *végétal*, ce qui n'était cependant pas sans importance; ce n'est pas, d'ailleurs, à des jurés qu'il peut appartenir de décider si telle ou telle substance est vénéneuse ou non; le seul point qui rentre dans leurs attributions est de décider *si telles ou telles substances* ont été employées ou administrées, sauf aux juges du droit à en apprécier le véritable caractère.

VI. Lorsqu'il a été reconnu et déclaré que c'est volontairement et dans l'intention du crime, qu'il y a eu attentat à la vie des personnes, par l'emploi de substances qui peuvent donner la mort, ces substances n'auraient dû agir efficacement que dans un temps éloigné, que la peine capitale n'en devrait pas moins être appliquée à son auteur; le législateur ne s'est occupé que de l'attentat considéré en lui-même, sans prendre en considération le résultat qu'il aura pu produire.

VII. Dans une affaire poursuivie devant la Cour d'assises de Paris, sur une prévention du crime d'empoisonnement, plusieurs médecins entendus aux débats avaient déclaré ne pouvoir affirmer que l'individu que l'on prétendait avoir été empoisonné, l'eût réellement été, sa mort ayant pu provenir de toute autre cause, rien ne leur ayant démontré, à l'inspection du cadavre, qu'il lui eût été administré des substances capables de lui donner la mort. Les présomptions les plus fortes, les indices les plus puissans, les plus géminés se réunissaient pour faire supposer l'accusé coupable; il ne restait de l'incertitude que sur l'existence du corps du délit, et dans cet état de choses, il y avait à laisser un grand crime impuni ou à courir le risque de condamner un innocent à porter sa tête sur l'échafaud; le pas était glissant. M. l'avocat général, chargé de soutenir l'accusation, ne se le dissimulait pas, et la perplexité du jury devait être encore plus grande. Ce magistrat, dans l'intime conviction où il était, sans doute, de la culpabilité de l'accusé, commença ainsi son plaidoyer : « On a beaucoup parlé *de corps de délit*, il est nécessaire de le définir; nous » dirons avec d'Aguesseau que *le corps de délit est le délit lui-même;* que, quant » aux *preuves* de son existence, elles varient à l'infini; qu'elles sont tantôt di- » rectes, tantôt indirectes, tantôt physiques, tantôt morales, tantôt matérielles, » tantôt intellectuelles. » Le principe est vrai dans toute son étendue, il ne s'agit que d'en faire une juste application, et de ne pas prendre pour des *preuves* ce qui n'en a que *l'apparence*, sans en avoir *la réalité;* aussi d'Aguesseau, dans un autre passage de ses œuvres immortelles, n'hésita-t-il pas de déclarer, *qu'il ne peut jamais être permis de condamner des accusés sans* PREUVES LÉGITIMES *et portées jusqu'à la* CONVICTION. Qu'il ne puisse exister de corps de délit sans qu'il y ait délit, ni délit sans qu'il existe un corps de délit, il ne faut pas un grand effort de raisonnement pour être convaincu d'une vérité aussi élémentaire; mais la seule conséquence que l'on puisse tirer de là, c'est que le corps de délit et le délit s'identifient si parfaitement que l'on ne peut concevoir l'un indépendamment de l'autre; ce qui ne donne pas la solution de la difficulté, qui consiste à savoir si l'accusé qui est en prévention du crime, s'en est rendu coupable ou s'il est innocent. Y a-t-il preuve au procès qu'il s'en est rendu coupable ? L'existence du corps de délit ne serait pas matériellement constatée, qu'elle ressortirait nécessairement de ce que le crime aurait été commis; mais il doit être résulté des débats la preuve irréfragable de la culpabilité de l'accusé pour autoriser la supposition d'un corps de délit qui n'est pas légalement constaté; et cette preuve qui doit porter *la conviction dans l'esprit* ne peut s'établir par des indices, des probabilités, des présomptions, en quelque nombre qu'ils soient. Les preuves de l'existence du corps de délit, celles de la culpabilité

de l'accusé, peuvent bien résulter de circonstances même indirectes; elles peuvent bien être physiques ou morales, matérielles ou intellectuelles; mais, la preuve ne peut se constituer que par des faits qui lui en impriment le véritable caractère; car, on ne saurait trop le redire, il faut qu'il existe des *preuves* pour autoriser la condamnation de l'accusé. Si le Code d'instruction criminelle ne demande au jury que la déclaration *de son intime conviction*, le jury ne peut la former que sur des preuves LUCE CLARIORES; *les indices et les probabilités* considérés même *dans leur ensemble*, d'après d'Aguesseau, *ne pouvant jamais* conduire *à la certitude et opérer la conviction.*

Dans l'affaire sur laquelle portent ces observations, l'accusé ayant été déclaré coupable par le jury *à la simple majorité*, et les juges s'étant réunis à l'unanimité à la majorité du jury, l'accusé fut condamné; ce qui doit faire supposer que la *preuve* de l'existence d'un corps de délit et de la culpabilité de l'accusé résultait *clairement* des débats; mais, alors, comment se fit-il que le jury se trouva tellement partagé d'opinion qu'il ne fit sa déclaration de culpabilité qu'à la simple majorité? Quelques personnes ont présumé que la déclaration du jury avait été ainsi convenue parmi les jurés pour faire peser toute la responsabilité sur les membres de la Cour; mais nous sommes loin de croire à une aussi injurieuse supposition; ce n'est pas, en effet, pour s'en remettre, dans une chose de cette importance, à une opinion étrangère que le jury est appelé à prononcer sur d'aussi grands intérêts; c'est la déclaration de leur conviction personnelle qui est demandée aux jurés; ils manqueraient à leur premier devoir, ils commettraient un véritable déni de justice, s'ils usaient d'une pareille réticence.

ARTICLE CCCII.

Tout coupable d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement, sera puni de mort, sans préjudice de la disposition particulière contenue en l'article 13, *relativement au parricide.*

OBSERVATIONS.

I. *La disposition particulière* à laquelle renvoie l'article 302, n'est relative qu'au mode d'exécution du condamné pour crime de *parricide*, et il a été constamment jugé que le même mode doit être employé envers ses *complices.*

II. Dans les sept articles précédens, le Code n'a fait que donner la définition des divers crimes qui en ont été l'objet : l'article 302 et les deux suivans déter-

minent les divers genres de peines qui doivent être appliqués, et spécialement l'article 302, celle qui doit l'être aux cas *d'assassinat, de parricide, d'infanticide* et *d'empoisonnement.*

III. Quoique l'article 302 ait parlé *de tout coupable*, il reçoit cependant une exception nécessaire au cas où l'accusé aurait été âgé de moins de seize ans lorsqu'il a commis le crime, lors même qu'il aurait été déclaré l'avoir commis *avec discernement* : (*Art.* 67 *et* 69.)

IV. Il faudrait en dire de même du cas où le crime aurait été déclaré *excusable*, ce qui ne peut recevoir néanmoins d'application au *parricide*, que l'article 323 déclare n'être jamais *excusable* ; mais il faut qu'il y ait eu *véritable parricide*, c'est-à-dire, *homicide volontaire.*

V. Le crime *d'encise* ou la mort donnée à une femme *enceinte*, que les anciennes lois punissaient de la peine capitale, a été laissé par le nouveau Code dans la catégorie des simples meurtres ; de sorte que les dispositions de l'article 302 ne deviendraient applicables en ce cas, que si les circonstances qui auraient accompagné le crime constituaient un véritable assassinat.

ARTICLE CCCIII.

Seront punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie.

OBSERVATIONS.

I. Cet article fut inséré dans le Code pour atteindre les chauffeurs, garotteurs et autres brigands de cette espèce qui désolaient plusieurs départemens de la France.

II. Il n'aurait pas été déclaré que les tortures ou autres actes de barbarie auraient été exercés *dans le dessein de tuer*, que le crime n'en rentrerait pas moins dans les dispositions de l'article 303, si c'était *pour l'exécution d'un crime* que ces actes avaient été employés ; mais ils devraient l'avoir été pour parvenir à l'exécution d'un *crime.*

III. S'il n'y avait eu que de simples *menaces* d'exercer des tortures ou de commettre des actes de barbarie, ces menaces ne seraient qu'une circonstance *aggravante* du crime qui aurait été commis ou tenté de commettre ; l'affaire sortirait de l'application de l'article 303.

IV. On conçoit sans peine ce que c'est que *d'employer des tortures*, mais il n'est pas aussi facile de se faire une juste idée *des actes de barbarie*, chacun pouvant attacher aux faits dont on prétend les faire ressortir, un caractère plus ou moins prononcé; mais, dans tous les cas, on ne peut faire résulter de pareils actes que de faits *matériels*, car c'est *d'actes* que parle l'article 303, et l'absence de faits matériels est nécessairement celle *d'un acte quelconque*; mais comme aucune disposition du Code n'a déterminé les *actes* auxquels se rattache le caractère *de barbarie*, leur détermination est abandonnée aux lumières et à la conscience des jurés. *Sic. jud.*, le 9 février 1816.

ARTICLE CCCIV.

Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime ou délit.

En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.

OBSERVATIONS.

I. C'est uniquement *de l'homicide volontaire*, qualifié *meurtre* par l'art. 295, que parle l'article 304 dans sa seconde disposition.

II. Lorsque le meurtre a été précédé, accompagné ou suivi d'un autre crime ou délit, c'est la peine de mort qui devient applicable à son auteur.

III. Il suffit que le *meurtre* ait été précédé, accompagné ou suivi d'un simple *délit*, pour rendre l'accusé passible de la peine capitale.

IV. Une cour d'assises avait tiré la conséquence de ces mots, *en tout autre cas*, qui se lisent dans la seconde disposition de l'article 304, que *l'infanticide* qui n'aurait été précédé, accompagné ni suivi d'aucun crime ou délit, ne pouvait emporter que la peine des travaux forcés à perpétuité; mais son arrêt fut cassé le 17 novembre 1814 : «Attendu qu'il résulte de la combinaison des » articles 295, 300, 302 et 304 du Code pénal, que si la loi a puni le meurtre » en général de la peine des travaux forcés à perpétuité, elle a en même temps » fait une exception à l'égard du meurtre commis sur un enfant nouveau-né, » qu'elle a spécialement qualifié *d'infanticide*, et qu'elle a puni de la peine capitale.»

V. *Le crime ou délit* dont le *meurtre* a été précédé, accompagné ou suivi, doit avoir été *concomitant* avec lui; c'est-à-dire, qu'il doit avoir été commis pour faciliter le meurtre ou que le meurtre l'ait été pour favoriser l'exécution du

crime ou délit : aussi la Cour de cassation prononça-t-elle le 9 juillet 1818, l'annullation d'un arrêt rendu par une Cour d'assises qui avait prononcé la peine de mort sur une déclaration du jury, portant : 1.° que l'accusé s'était rendu coupable d'avoir commis *le 26 janvier* 1813, une tentative de meurtre sur les personnes des habitans de la métairie de Cantaloup : 2.° qu'il s'était rendu coupable *le même jour*, d'une tentative de vol dans la même métairie ; « attendu que s'il » résulte de la déclaration du jury qu'une tentative du crime de *vol* a été commise » par le condamné, le jour et dans le lieu où il s'est rendu coupable d'une » tentative de *meurtre*, il ne s'ensuit pas *nécessairement* que ces *deux crimes* » aient *concouru l'un avec l'autre* » : ainsi l'on doit tenir pour constant, que la première disposition de l'article 304 ne peut recevoir d'application au cas où il s'agit de crimes qui n'ont pas de rapports *immédiats* entre eux.

VI. Il faut de plus, pour faire rentrer le *meurtre* dans la première disposition de l'article 304, que le crime ou délit qui l'a précédé, accompagné ou suivi, en soit *indépendant*, qu'il n'en soit pas une *simple circonstance aggravante* : aussi la Cour de cassation jugea-t-elle le 23 janvier 1813, que la Cour d'assises dont l'arrêt lui était dénoncé avait fait une juste application de la loi pénale, en refusant de prononcer la peine de mort contre un accusé déclaré par le jury coupable d'avoir commis le meurtre *par violences et abus d'autorité et de pouvoir ;* « attendu que les violences et l'abus de pouvoir se rattachaient na- » turellement au meurtre, et ne constituaient avec lui qu'un seul et même » crime. »

VII. La Cour d'assises du département de l'Aude avait prononcé la peine de *mort* sur une déclaration du jury portant, que l'accusé s'était rendu coupable *d'un homicide volontaire* et qu'il avait *caché* le cadavre de la personne homicidée ; en se fondant sur ce que le *recélé* du cadavre d'une personne homicidée était constitutif d'un délit, aux termes de l'article 359 du Code ; mais son arrêt fut cassé le 21 septembre 1815 : « Attendu que du rapprochement des deux dis- » positions du susdit article 359, il suit évidemment, que le délit correctionnel » déterminé dans la première disposition, ne peut être constitué que par le » fait de celui *qui n'a pas participé* au crime de meurtre ; qu'à l'égard de celui- » ci, ce fait qui n'est *que la suite* du meurtre, ne peut jamais prendre le carac- » tère d'un délit *qui soit distinct de ce crime ;* — Que celui qui recèle ou cache le » cadavre d'une personne homicidée, commet une espèce de complicité du » meurtre, comme celui qui recèle un objet volé, se rend coupable d'une com- » plicité du vol ; que si la loi ne punit que de peines correctionnelles la com » plicité qui existe dans le premier cas, c'est que ce genre de complicité n'a » pas pour objet d'aider le meurtrier, mais seulement de procurer son im-

» punité ; — Qu'on ne peut pas être coupable et puni tout à-la-fois comme auteur
» et comme complice ; — Que l'auteur d'un meurtre ne peut conséquemment
» rentrer dans l'application de l'article 304 du Code pénal et être puni de mort,
» parce que, pour soustraire son crime aux recherches de la justice, il aura caché
» le cadavre de la personne qu'il avait homicidée. »

VIII. Il ne suffirait pas, pour autoriser l'application de la peine de mort à l'accusé, qu'il résultât de la déclaration du jury, que le meurtre avait été précédé, accompagné ou suivi d'un autre crime ou délit, si ce prétendu crime ou délit n'avait pas été *précisé* ; car ce serait supposer que le jury pourrait imprimer le caractère de crime ou délit à un fait qui n'en aurait pas le véritable caractère ; ce qui serait arrivé dans l'espèce que nous venons de rapporter, si le jury s'était borné à dire, que le meurtre avait été suivi *d'un délit*, sans ajouter, que le délit résultait *du recélé* du cadavre de la personne homicidée.

IX. Deux fois cependant la Cour de cassation a confirmé des arrêts qui avaient prononcé la peine capitale contre des accusés de *viol* lorsque la femme était *morte* dans l'acte même du viol ; nous fûmes même du nombre des juges qui rendirent un de ces arrêts ; mais nous ne partageâmes pas l'avis qui prévalut, et nous n'avons pas changé d'opinion.

X. Le 21 mars 1822, la Cour jugea que c'était le cas de faire l'application de la peine de mort, sur une déclaration du jury, portant qu'il y avait eu homicide volontaire d'un garde forestier par un accusé que ce garde avait surpris chassant sur un territoire étranger, sans permis de port d'armes et en temps prohibé : « Attendu que l'article 1 du Code pénal qualifie délit l'infraction que
» les lois punissent de peines correctionnelles, que par les articles combinés 179
» et 137 du Code d'instruction criminelle, la connaissance des faits dont la peine
» excède 15 francs d'amende est attribuée aux tribunaux de police correction-
» nelle ; qu'aux termes de la loi du 15 avril 1790, les délits de chasse sont punis
» d'amendes qui excèdent 15 francs et qu'il en est de même, aux termes du
» décret du 4 mai 1812, du fait de chasse avec armes, sans permission de
» port d'armes : de tout quoi, il suit que le réclamant ayant été déclaré con-
» vaincu d'un fait de chasse en temps prohibé et sans permis de port d'armes
» au moment où il commettait le meurtre déclaré constant, était passible de la
» peine déterminée par la disposition de l'article 304 du Code pénal : que ce
» fait de chasse sans permis de port d'armes ne perd pas son caractère de
» délit par la circonstance qu'il aurait eu lieu dans un terrain clos ; que la cir-
» constance si le terrain où le demandeur chassait lorsqu'il a commis le meurtre

» était un terrain vague ou un terrain environné de clôture, était donc sans objet; » que l'indécision de cette circonstance ne peut donc exercer aucune influence » sur l'application de la condamnation prononcée contre le demandeur. »

XI. Voyez la note à la suite des observations sur le n.° 8 de l'article 380.

§. II.

MENACES.

ARTICLE CCCV.

Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement, ou de tout autre attentat contre les personnes qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, sera puni de la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

OBSERVATIONS.

I. L'article 305 ne dispose que pour le cas de *menaces* faites *par écrit;* mais l'écrit n'aurait été revêtu d'aucune signature, que le crime n'en rentrerait pas moins dans sa disposition.

II. Lorsque les *menaces* ont été dirigées *contre les personnes*, et que *l'attentat* dont elles ont été menacées rendrait passible leur auteur *de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation*, la peine qu'il aurait encourue par ces menaces serait celle des travaux forcés à temps, au cas où elles auraient été faites *avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.*

III. Dans le concours de ces diverses circonstances, l'accusé *n'aurait pas même tenté d'effectuer les menaces* qu'il aurait faites, que la peine des travaux forcés à temps n'en devrait pas moins lui être appliquée.

IV. Si les menaces n'avaient été accompagnées *d'aucun ordre ou condition*, elles auraient été faites *par écrit*, qu'elles ne constitueraient qu'un simple *délit* qui rentrerait dans la disposition de l'article 306.

V. La menace *verbale* aurait été accompagnée *d'ordre* de déposer une somme

d'argent, ou *de remplir toute autre condition*, qu'il n'y aurait que *délit*, aux termes de l'article 307.

VI. S'il y avait eu menaces *d'incendier les propriétés d'autrui*, il faudrait recourir aux dispositions de l'article 436.

VII. Au cas de menaces dont l'objet aurait été de corrompre un fonctionnaire public, agent ou préposé d'une administration publique, ce serait l'article 179 qui deviendrait applicable; et ce serait l'article 344, si la personne arrêtée, détenue ou séquestrée avait été *menacée de mort.*

VIII. L'article 91 et le suivant du Code de procédure civile ont prévu le cas de *menaces* faites aux juges ou autres officiers de justice dans l'exercice de leurs fonctions, et ils indiquent la manière dont il doit en être usé, d'après les circonstances.

IX. Ainsi, les menaces prennent un caractère plus ou moins grave selon la qualité des personnes qui en deviennent l'objet, et les circonstances qui les accompagnent.

ARTICLE CCCVI.

Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cent francs à six cents francs.

OBSERVATIONS.

I. Cet article ne dispose, comme le précédent, que pour le cas de menaces faites *par écrit*, ce qui résulte clairement de ces expressions : *si cette menace;* et par suite aussi, que du cas où la menace a été *d'un attentat punissable de la peine de mort, de celles des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation.*

Mais, les deux articles diffèrent en ce qu'au cas prévu dans l'article 305, la menace doit avoir été faite *avec ordre de déposer une somme d'argent au lieu indiqué, ou de remplir tout autre condition;* tandis que l'article 306 ne dispose que pour celui où la menace n'aurait pas *été accompagnée d'ordre ou de condition.*

II. Ce n'est plus la peine des travaux forcés qui devient applicable au cas prévu dans l'article 306, mais de simples peines *correctionnelles;* l'article exige seulement que celles de l'amende et de l'emprisonnement soient cumulativement prononcées, ce qui ne peut s'entendre que sous la modification portée en l'article 463.

III. L'article 308 autorise les tribunaux, lorsqu'ils font application de l'article 306, à mettre le prévenu sous la surveillance de la haute police.

ARTICLE CCCVII.

Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de vingt-cinq francs à trois cents francs.

OBSERVATIONS.

I. C'est de la menace *verbale* que s'occupe l'article 307, et il ne s'en occupe que pour le cas où la menace a été d'un attentat envers les *personnes*, la seule que punisse l'article 305 de la peine des travaux forcés à temps lorsqu'elle a été faite par écrit.

II. L'article 307 prononce, de même que l'article 306, la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement *cumulativement*, et les dispositions de l'article 308 deviennent également applicables au cas prévu dans l'article 307; de manière que le condamné, par suite de cet article, *pourrait* être mis sous la surveillance de la haute police.

ARTICLE CCCVIII.

Dans les cas prévus par les deux précédens articles, le coupable pourra de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pour cinq ans au moins et dix ans au plus.

OBSERVATIONS.

I. La mise en surveillance autorisée par cet article est purement *facultative*; mais, lorsque les tribunaux la prononcent, ils ne peuvent le faire pour moins de cinq ans, ni pour plus de dix.

II. Si l'article 308 ne s'occupe de la mise en surveillance que pour les cas prévus aux articles 306 et 307, c'est que la peine infligée par l'article 305 l'emporte *de droit* par la force de l'article 47.

SECTION II.

BLESSURES ET COUPS VOLONTAIRES NON QUALIFIÉS MEURTRES, ET AUTRES CRIMES ET DÉLITS VOLONTAIRES.

ARTICLE CCCIX.

Sera puni de la peine de la reclusion, tout individu qui aura fait des blessures ou porté des coups, s'il est résulté de ces actes de violence une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours.

OBSERVATIONS.

I. Le Code pénal de 1791 était entré, sur le fait des blessures, dans le plus minutieux détail, en appliquant pour chacune une peine particulière. Le Code pénal de 1810 s'est borné, au contraire, à les classer dans de grandes divisions, en laissant aux tribunaux le soin d'appliquer la peine d'après leur gravité, sans y mettre d'autre condition que celle de se renfermer dans le *maximum* et le *minimum* qu'il établit; de sorte qu'aujourd'hui, ni le sexe, ni l'âge des personnes ne doivent être pris en considération, si ce n'est pour aggraver ou modifier la peine, suivant les circonstances; mais sans en changer la nature.

II. En parlant des blessures, l'article 309 ne dit pas qu'elles devront avoir été faites *volontairement* pour constituer un délit punissable; mais l'affirmative résulte suffisamment de la rubrique sous laquelle l'article se trouve placé.

Lorsque les blessures ont été faites *involontairement*, c'est aux dispositions de la section 3 du présent chapitre qu'il faut avoir recours; mais, toutes les fois qu'il y a eu blessures ou coups portés, le délit rentre dans la compétence des tribunaux correctionnels ou des Cours d'assises; et toujours dans celle des Cours d'assises, lorsque les dispositions de l'article 309 peuvent devenir applicables à l'auteur du fait incriminé.

III. S'il avait été exercé de simples *voies de fait*, sans qu'il en fût résulté de blessures et sans qu'il eût été porté des coups, les dispositions de l'article 309 deviendraient sans application; car ce n'est que des suites de pareilles *violences* que s'occupe cet article : *sic jud.* le 15 octobre 1813.

M. Merlin dans ses questions de droit, *verb. voies de fait*, §. 1^er^, établit très-bien en quoi diffèrent les *violences*, des *voies de fait*; la violence, dit l'auteur, suppose de la résistance, ce que ne suppose pas nécessairement la voie de fait,

qui peut être définie un acte par lequel on exerce, de son autorité privée, des prétentions ou des droits contraires à ceux d'autrui : *ainsi*, continue M. Merlin, *toute violence est voie de fait; mais toute voie de fait n'est pas violence.*

IV. C'est *envers les personnes* que les violences doivent avoir été exercées.

V. Il faut que les blessures ou les coups aient causé une maladie ou une incapacité de travail personnel *pendant plus de vingt jours*, et non pas seulement *pendant vingt jours : sic jud.* le 9 juillet 1812.

VI. Il faut de plus, pour rendre applicable la peine de la reclusion que prononce l'article 309, que l'arrêt de condamnation ait reconnu et déclaré constant, que la maladie ou l'incapacité de travail a été *la suite* des blessures ou des coups portés, ce que cet article dit, en termes très-clairs, par ces mots : *s'il est résulté de ces violences.* Si l'arrêt avait gardé le silence sur ce point important, et qu'il n'en eût pas moins fait l'application des peines prononcées par ledit article, son annullation devrait être prononcée pour *fausse application* de la loi pénale ; la fausse application de la loi, en matière criminelle, suffisant pour faire prononcer la cassation des jugemens.

VII. Ce n'est pas d'une simple *cessation* de travail qu'il s'agit ici; mais d'une *incapacité* de travail.

VIII. Il serait resté des *marques* des violences après même l'expiration des vingt jours, que cette circonstance serait indifférente : *arrêt du 17 décembre* 1819.

IX. L'article 309 suppose nécessairement que les blessures n'auront pas été faites ou les coups portés dans le cas *d'une légitime défense* de soi-même ou d'autrui, et qu'ils ne l'auront pas été par suite *d'une provocation violente*, ce qui les rendrait *innocens*, ou du moins *excusables :* ce sont là des points de *moralité* qui doivent être soumis à la délibération du jury.

X. Si les blessures avaient été faites ou les coups portés *volontairement et à dessein de tuer*, de pareilles violences rentreraient dans la catégorie des *meurtres*, et ce seraient alors les articles 295 et 304, qui deviendraient applicables ; mais la question *du dessein de tuer* devrait alors être posée, et si la culpabilité de l'accusé sur ce point, n'avait été prononcée par le jury *qu'à la simple majorité*, la Cour d'assises serait tenue d'en délibérer.

XI. Dans le délai fixé par l'article 309, se trouvent compris le *dies à quo* et *le dies ad quem ;* ou en d'autres termes, le jour que les violences ont été exercées et celui de l'expiration du délai.

XII. Le 14 décembre 1820, la Cour de cassation rendit un arrêt, en forme

de règlement de juges, par lequel elle renvoya devant un tribunal de police correctionnelle la connaissance de l'affaire instruite contre François V... qui était prévenu d'avoir frappé G... d'un *coup de stylet*, « attendu qu'il n'était résulté de cet acte de violence qu'une maladie ou incapacité de travail personnel pendant *quinze jours*. Dans l'espèce, le tribunal correctionnel qui avait été saisi de la connaissance de l'affaire, en vertu d'un arrêt *de la Chambre d'accusation*, s'était déclaré *incompétent*, sur le motif que la blessure avait été faite *avec une arme meurtrière*, *ce qui constituait une tentative de meurtre*, et son jugement avait été confirmé sur l'appel; d'où il était résulté un conflit *négatif* qui interrompait le cours de la justice. Ce conflit fut levé par l'arrêt du 14 décembre en ces termes : « Attendu qu'aucune disposition de la loi n'a attaché le ca» ractère d'une tentative de meurtre à des blessures, par cela seul qu'elles » ont été faites *avec une arme meurtrière;* — Qu'il résulte de la combinaison des » articles 2 et 295 du Code pénal, que pour qu'il y ait *tentative de meurtre*, il » est nécessaire qu'il y ait *eu dessein de tuer*. Que le dessein de tuer n'est dé» claré ni explicitement ni d'une manière implicite par le jugement du tribu» nal correctionnel, qui n'avait fait résulter la tentative de meurtre que *du* » *seul fait* de l'emploi d'une arme meurtrière; — Qu'il a été déclaré par la » Chambre d'accusation et qu'il n'a pas été contesté par la Chambre de po» lice correctionnelle, que la blessure faite à G..... par V..... n'avait occa» sionné au premier qu'une maladie ou incapacité de travail personnel pendant » *quinze jours;* que cette blessure ne constitue donc que le délit mentionné » en l'article 311 du Code pénal et non le crime prévu par l'article 309 du même » Code. »

XIII. Quelques personnes ont paru croire qu'il résultait de la manière dont l'article 309 a été rédigé, qu'il suffisait que les blessures ou les coups portés eussent occasionné *une maladie quelconque*, pour faire rentrer le délit dans son application, lors même que la maladie n'aurait pas eu la durée *de plus de vingt jours*, en supposant que la condition *de plus de vingt jours* ne se rattachait qu'à *l'incapacité d'un travail personnel;* mais l'article 309 a fixé la durée de plus de vingt jours pour les deux cas; ce ne peut être en effet, qu'à raison de ce qu'il a été exercé des violences, que la personne envers laquelle elles l'ont été, se trouve dans un état de maladie, comme c'est pour la même cause, qu'elle se trouve dans l'incapacité d'un travail personnel.

XIV. Un conflit s'était établi dans les tribunaux, sur le point de savoir si c'était au tribunal correctionnel ou à la Cour d'assises qu'il appartenait de juger un prévenu de *violences* qui avaient eu pour résultat de priver celui qui en avait été l'objet *de se servir de son bras gauche*, et la Cour de cassation jugea le

14 décembre 1820, que l'on ne pouvait tirer de cette circonstance la preuve d'une maladie ou d'une *incapacité* de travail personnel pendant plus de vingt jours, d'où suivait que le délit rentrait dans la disposition de l'article 311 ; que par suite la connaissance devait en appartenir au tribunal correctionnel : » attendu, porte l'arrêt, que le tribunal correctionnel n'a pas déclaré que la bles- » sure faite à G... lui avait occasionné une maladie ou incapacité de travail per- » sonnel pendant plus de vingt jours ; qu'il a dit que, par l'effet de la blessure » qu'il avait reçue, cet individu *n'avait plus pu se servir de son bras gauche*, que, » *par conséquent*, l'incapacité de travail causée par ladite blessure, avait duré » plus de vingt jours ; mais que du fait supposé constant que G... ne peut plus » se servir de son bras gauche, il ne résulte pas, *comme conséquence nécessaire*, » qu'il a été plus de vingt jours incapable de tout travail personnel ; que, dès- » lors, la blessure qui lui a été faite n'a pas été accompagnée d'une circon- » stance qui lui ait donné, d'après l'article 309 du Code pénal, le caractère du » crime, et qu'elle ne constitue que le délit mentionné à l'article 311 dudit » Code. » L'article 309 n'a pas, en effet, prévu le cas où la personne contre laquelle il aurait été exercé des violences, en serait demeurée estropiée ; mais uniquement celui où il lui en serait résulté une maladie ou une incapacité de travail personnel de plus de vingt jours.

XV. Cependant, on cite un arrêt du 6 juillet 1813 qui aurait jugé, que la personne blessée étant restée *boiteuse* pendant plus de vingt jours, des coups qu'elle avait reçus, cette circonstance avait fait rentrer le délit dans la disposition de l'art. 309 : mais il était résulté, sans doute, de l'instruction et des débats, que cette personne avait été réellement privée *pendant plus de vingt jours* de se livrer à aucun travail personnel, ce qui était dans la classe des choses possibles.

XVI. Mais suffirait-il de la déclaration faite par le jury que les blessures auraient été faites ou que les coups auraient été portés *volontairement*, lorsque la *mort* s'en serait suivie, pour faire appliquer à l'accusé la peine du *meurtre*, sans qu'il fût besoin d'une déclaration *formelle*, que les blessures auraient été faites ou les coups portés *dans le dessein de tuer ?*

Il a été souvent jugé que si la mort a suivi *immédiatement* les blessures faites ou les coups portés, il n'était pas de rigueur de poser la question *du dessein de tuer*, » attendu que, *dans l'intention de la loi*, celui qui exerce volontairement des vio- » lences de nature à ce qu'elles puissent ôter la vie, se rend coupable *de toutes* » *les suites* qu'elles peuvent avoir ; d'où il suit que, lorsque ces violences don- » nent la mort, elles constituent le meurtre. » Tels furent les considérans d'un arrêt rendu par la Cour de cassation le 24 février 1812 ; mais la loi n'ayant pas

prévu le cas, est-il bien dans les principes, que les tribunaux puissent appliquer des peines, d'après l'intention présumée du législateur? Que l'on doive être déclaré *civilement* garant des suites de son action, lors même qu'elle aurait été la plus *innocente*, cela se conçoit; mais pour condamner comme *meurtrier* celui qui, sans avoir eu le dessein de tuer, aura porté des coups ou exercé des violences qui auront causé la mort, ne faudrait-il pas que le Code l'eût dit en termes bien *formels ?* Supposons, par exemple, qu'un individu qui aurait été frappé d'un coup léger, fût tombé et que sa chute lui eût occasionné la mort, pourra-t-on dire que l'auteur de ce coup aura encouru la peine du meurtre? En adoptant cependant le système de l'arrêt, il faudrait la lui appliquer dans toute son intensité. Que résultera-t-il nécessairement de là? Que les jurés instruits qu'en déclarant l'accusé coupable d'avoir porté *volontairement* les coups ou exercé les violences, ils lui feraient infliger la peine du meurtre, ils le déclareront *non coupable*, et qu'il faudra, par suite, prononcer son *acquittement*; tandis que le jury n'hésiterait pas de le déclarer *coupable*, si la Cour d'assises n'avait à lui appliquer qu'une peine proportionnée à la nature du délit dont il se serait rendu coupable.

S'il fallait tenir qu'au cas où la mort aurait suivi *immédiatement* les blessures faites ou les coups portés *volontairement* il y aurait meurtre, dans la supposition qu'il y aurait eu *dessein de tuer*, il faudrait en dire de même de celui où la mort ne serait arrivée qu'après un certain nombre de jours, car il y aurait même raison de décider; et cependant, lorsque la mort n'est survenue que postérieurement, il est d'un usage constant d'exiger qu'il soit posé au jury une question sur le *dessein de tuer*.

XVII. Il est des cas où la *mort* survenue dans les *quarante jours* des blessures faites ou des coups portés, entraîne la peine capitale, ainsi qu'on peut le voir en recourant aux dispositions des articles 231 et 316; ce qui dispense alors de poser la question du dessein de tuer; mais les articles 231 et 316, ni tous autres qui disposent de même, ne peuvent être appliqués *par induction :* si le législateur avait voulu que l'on tînt en principe qu'en tout état de cause, la mort qui serait survenue *dans les quarante jours*, devait emporter la peine du meurtre contre son auteur, il n'aurait pas eu besoin de s'en expliquer, pour certains cas, en termes aussi précis.

ARTICLE CCCX.

Si le crime mentionné au précédent article a été commis avec préméditation ou guet-apens, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

OBSERVATIONS.

I. Cet article ne fait qu'*aggraver* la peine prononcée par l'article 309, pour le cas où les violences auraient été exercées *avec préméditation* ou *guet-apens*, sans apporter aucun changement sur la nature des violences exercées, ni quant à la durée que doit avoir eu la maladie ou l'incapacité du travail personnel; de sorte que toutes les observations que nous avons faites sur l'article précédent, se rattachent nécessairement à l'article 310.

II. Pour savoir s'il y a eu *préméditation* ou *guet-apens*, il faut consulter les articles 297 et 298, et en combiner les dispositions avec le fait qui a donné lieu aux poursuites.

ARTICLE CCCXI.

Lorsque les blessures ou les coups n'auront occasionné aucune maladie ni incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309, *le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.*

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de cinquante francs à cinq cents francs.

OBSERVATIONS.

I. L'article 311 prévoit les deux cas de blessures et de coups portés avec préméditation ou sans préméditation, et il détermine les peines à infliger dans chacun de ces cas; mais dans l'un comme dans l'autre, l'article ne devient applicable qu'autant que les violences exercées ou que les coups portés n'ont pas occasionné de maladie ou d'incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours.

II. Il fut jugé le 9 décembre 1819 qu'un *soufflet* donné fait rentrer le délit dans la disposition de l'article 311.

III. Si les coups avaient été portés dans un *tapage nocturne*, ce serait l'article 311, et non pas l'article 479, n.° 8, qui deviendrait applicable. *Sic. jud.* le 30 octobre 1813.

IV. L'article 311 n'ayant prononcé que la peine de *l'emprisonnement*, les tribunaux seraient autorisés, d'après les circonstances atténuantes du délit, de n'appliquer aux prévenus que des peines de simple police, aux termes de l'article 463; mais toujours celle de *l'emprisonnement*, sans que, toutefois, dans ce cas, le prévenu pût être mis sous la surveillance de la haute police; la mise en surveillance des condamnés ne pouvant être prononcée qu'accessoirement à l'application de peines *correctionnelles*, *afflictives ou infamantes*. (*Art.* 11.)

V. Des individus s'étaient rendus coupables d'injures par paroles et d'outrages par voie de fait envers le *maire* d'une commune rurale, pendant qu'il était *en conseil de fabrique;* la Cour royale de Colmar, saisie sur appel du jugement rendu contre ces individus par le tribunal de police correctionnelle du ressort, avait jugé que leurs délits rentraient dans les dispositions de l'art. 311 du Code pénal et du n.° 11 de l'article 471. Attendu que le maire n'était pas dans l'exercice de ses fonctions lorsqu'il avait été outragé : la Cour royale avait fait plus, elle avait modifié la peine prononcée par l'article 311, en celle de simple police, aux termes de l'article 463. Nous examinerons, dans nos observations sur cet article 463, si cette Cour en avait le droit; mais elle ne l'aurait toujours eu qu'au cas où c'aurait été l'article 311 qui serait devenu applicable, et non pas les articles 222 et 228, et la Cour de cassation jugea, par son arrêt du 28 août 1823, que c'étaient ces articles 222 et 228 qui le devenaient; « Attendu qu'il avait été déclaré en fait que, » pendant que le maire était en conseil de fabrique, l'un des prévenus » l'avait injurié et frappé à la joue, et que l'autre l'avait outragé par paroles ainsi » que les autres membres du conseil; que, de ces deux faits, le premier con- » stituant un coup ou violence envers un maire dans l'exercice de ses fonc- » tions, rentrait dans l'application de l'article 228 du Code pénal; que le second » constituant un outrage par paroles commis avec les mêmes circonstances, ren- » trait dans l'article 222; que, néanmoins, le jugement attaqué, considérant » que le maire, à la séance du conseil de fabrique, n'était pas dans l'exercice » de ses fonctions, n'a appliqué au fait des coups portés par D...., que la dispo- » sition de l'article 311 du Code pénal, sur les coups portés à des individus » non fonctionnaires publics; et aux outrages par paroles commis par C...., que » l'article 471, n.° 11 du même Code; en quoi ce jugement a faussement inter- » prété l'art. 4, n.° 2 du décret du 30 décembre 1809, et violé les articles 222 » et 228 du Code pénal..... : d'après ces motifs, la Cour casse et annulle, etc. »

ARTICLE CCCXII.

Dans les cas prévus par les articles 309, 310 *et* 311, *si le coupable a commis le crime envers ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendans légitimes, il sera puni ainsi qu'il suit :*

Si l'article auquel le cas se référera prononce l'emprisonnement et l'amende, le coupable subira la peine de la reclusion ;

Si l'article prononce la peine de la reclusion, il subira celle des travaux forcés à temps.

Si l'article prononce la peine des travaux forcés à temps, il subira celle des travaux forcés à perpétuité.

OBSERVATIONS.

I. Le législateur ne s'étant occupé dans cet article que des coups portés ou des blessures faites aux personnes *de la qualité mentionnée en l'article* 299, il nous suffira de renvoyer, sous ce rapport, aux observations que nous avons faites sur cet article.

II. Quant aux peines à appliquer aux coupables, l'article 312 ne laisse rien à désirer ; il y a, dans tous les cas, des peines *afflictives et infamantes* à prononcer, et pour savoir quel est le genre de celles qui doivent l'être, il faut se reporter aux articles 309, 310 et 311, et les combiner avec l'article 312

III. Cet article 312 se référant uniquement aux dispositions des articles 309, 310 et 311, il en résulte qu'il ne peut recevoir d'application qu'au cas où il a été fait des *blessures ou porté des coups*, et non pas à celui *de simples violences ou voies de fait. Sic. jud.*, le 15 octobre 1813, et plus récemment encore, le 10 octobre 1822, dans l'espèce suivante : Louis D..... avait été mis en accusation comme prévenu d'avoir *violemment frappé son père et exercé des mauvais traitemens sur son beau-frère*, et le jury s'était borné à déclarer l'accusé coupable *de mauvais traitemens envers son père et son beau-frère* : sur cette déclaration, la Cour d'assises du département du Rhône avait appliqué à D..... les dispositions des articles 311 et 312. Son arrêt fut cassé : « attendu que d'après leur » texte clair et précis les articles 309, 310 et 311, ne s'appliquent pas » indistinctement *à toute espèce de mauvais traitemens envers les personnes*, » mais à ceux seulement qui ont été commis *par des coups ou par des bles-*

» *sures envers des personnes ;* — Que l'article 312 se référant aux cas prévus par » lesdits trois articles, ne peut donc aussi être appliqué qu'à celui qui aurait » fait des blessures ou porté des coups à ses père, mère ou autres ascendans » légitimes ; et attendu que dans l'espèce, D..... a seulement été déclaré » coupable par le jury de *mauvais traitemens* envers son père et envers son beau- » frère ; — Que cette déclaration de culpabilité ne portait donc pas sur les cas » prévus par les articles 311 et 312 ; que la Cour d'assises a donc fait une » fausse application de ces articles ; casse, etc..... »

IV. Il faut qu'il ait été formellement déclaré par le jury que les blessures ont été faites ou que les coups ont été portés *volontairement* : s'il n'y avait eu que *mal-adresse*, *imprudence*, *inattention ou négligence*, le délit sortirait de l'application de l'article 312, pour rentrer dans celle de l'article 319. (*Arrêt du 24 janvier* 1822).

Si la déclaration de *volonté* n'avait été faite qu'à la *simple majorité*, la Cour d'assises serait tenue d'en délibérer ; et sa délibération devrait même alors porter *sur la totalité de la réponse du jury, dont toutes les parties doivent être réunies pour former un fait principal : sic jud.* par le même arrêt.

V. L'article 323, portant que le *parricide* n'est jamais excusable, ne reçoit d'application, aux cas de blessures ou de coups portés, que si les violences ont été exercées *à dessein de tuer : sic jud.* le 10 janvier 1812.

ARTICLE CCCXIII.

Les crimes et les délits prévus dans la présente section et dans la section précédente, s'ils sont commis en réunion séditieuse, avec rebellion ou pillage, sont imputables aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, rebellions ou pillages, qui seront punis comme coupables de ces crimes ou de ces délits, et condamnés aux mêmes peines que ceux qui les auront personnellement commis.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article ne se rattachent pas seulement aux cas mentionnés dans *la présente section*, mais à tous ceux qui l'ont été dans *la précédente*.

II. Lorsque le délit a été commis en *réunion séditieuse avec rebellion ou pillage*, *les chefs*, *auteurs*, *instigateurs et provocateurs de la réunion* deviennent passibles des peines encourues par les auteurs du délit, lors même qu'ils n'y auraient pas personnellement coopéré; c'est un genre particulier de *complicité* qu'établit l'article 313, et l'on peut s'en promettre de bons effets.

III. Il suffit qu'il y ait eu *rebellion* ou *pillage*, en *réunion séditieuse*, pour faire rentrer le délit dans l'application de l'article 313. Mais il y aurait eu *réunion séditieuse*, qu'il faudrait qu'elle se fût livrée *au pillage* ou qu'elle eût fait *rebellion*, pour rendre cet article applicable; car il ne parle que de *réunion séditieuse*, *avec rebellion ou pillage*; et il exige la réunion des deux conditions pour constituer le genre de *complicité* qu'il établit.

ARTICLE CCCXIV.

Tout individu qui aura fabriqué ou débité des stilets, tromblons ou quelque espèce que ce soit d'armes prohibées par la loi ou par des règlemens d'administration publique, sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois.

Celui qui sera porteur desdites armes, sera puni d'une amende de seize francs à deux cents francs.

Dans l'un et l'autre cas, les armes seront confisquées.

Le tout sans préjudice de plus forte peine, s'il y échet, en cas de complicité de crime.

OBSERVATIONS.

I. L'article 314 punit de la même peine le *débitant* que le *fabricateur* des armes prohibées; et *l'exposition en vente* suppose le *débit*.

II. Cet article ne prohibe *nominativement* que la fabrication et le débit *des stilets et tromblons*; mais il parle d'une manière *générale* de toute espèce d'armes prohibées *par la loi ou par des règlemens d'administration publique*, et la fabrication des *poignards*, *dagues*, *bâtons et cannes*, *soit à dard*, *à épée*, *à baïonnette ou ferremens*, a été prohibée par une ordonnance de police de la ville de Paris, du 5 février 1806: *les fusils et pistolets à vent* l'ont été pour *toute la France*, par un décret du 2 nivose an 14.

III. C'est la peine de *l'emprisonnement* que l'article 314 prononce contre le *fabricateur* et le *débitant* d'armes prohibées: ce n'est que celle de *l'amende* qui devient applicable aux individus qui en ont été trouvés porteurs; mais la con-

fiscation de ces armes a lieu *dans tous les cas*, et, dans tous aussi, le prévenu peut être mis *sous la surveillance* de la haute police. (*Article* 315).

IV. Si la fabrication, le débit ou le port d'armes prohibées, constituaient une complicité *du crime* qu'elles auraient facilité ou favorisé, ce serait la peine de ce crime qui deviendrait applicable au fabricateur, débitant ou porteur de ces armes.

ARTICLE CCCXV.

Outre les peines correctionnelles mentionnées dans les articles précédens, les tribunaux pourront prononcer le renvoi sous la surveillance de la haute police depuis deux ans jusqu'à dix ans.

OBSERVATIONS.

I. La mise en surveillance, au cas prévu dans l'article 315, est purement *facultative;* mais, lorsque les tribunaux se décident à la prononcer, sa durée ne peut être moindre *de deux ans*, mais sans pouvoir excéder celle de *dix.*

II. Si l'article 315 ne s'occupe de la mise en surveillance que sous le rapport de condamnations à des peines *correctionnelles*, c'est que l'application de peines *afflictives* ou *infamantes* emporte une surveillance *de droit*, et que les condamnés à des peines *de simple police* ne peuvent, en aucun cas, y être soumis.

ARTICLE CCCXVI.

Toute personne coupable du crime de castration, subira la peine des travaux forcés à perpétuité.

Si la mort en est résultée avant l'expiration des quarante jours qui auront suivi le crime, le coupable subira la peine de mort.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article se trouvent modifiées par celle de l'article 325, qui ne considère le fait de castration que comme *meurtre* ou *blessures excusables*, lorsqu'il a été *immédiatement* provoqué par un outrage *violent* à la pudeur.

II. Hors de ce cas, la peine *des travaux forcés à perpétuité* doit être appliquée à l'auteur du crime; et, si la mort en est résultée *dans les quarante jours qui auront suivi le crime*, c'est la peine capitale qui doit l'être.

III. On conçoit qu'il n'est pas question ici des suites que pourrait avoir une opération chirurgicale, lors même que l'officier de santé aurait agi avec maladresse : il n'y aurait non plus ni crime, ni délit punissables, si la castration avait été le fait de l'individu même qui en aurait été l'objet; celui qui peut se *suicider* sans crime aux yeux de la loi, pouvant, à plus forte raison, se *mutiler* sans en commettre ; cependant, la personne qui se mutilerait pour se dispenser d'un service public aurait nécessairement encouru des peines, mais de tout autre nature; et, dans tous les cas, si cette personne avait été aidée dans son action, l'individu qui lui aurait prêté l'aide ne pourrait éviter sa condamnation, non pas comme s'étant rendu *complice* d'un crime, puisqu'il n'y aurait pas eu de crime commis; mais pour s'être rendu l'*auteur* d'un délit punissable.

IV. Ce ne fut que sous le pontificat de Clément XIV que l'usage de la castration fut proscrit dans les États romains ; jusques alors, et à Rome même, cette ville capitale de la chrétienté, il se trouvait des individus qui se livraient publiquement à cet infâme métier ; il était même commun de voir des pères assez barbares pour spéculer sur le bénéfice qu'ils retiraient de la dégradation de leurs malheureux enfans.

Article CCCXVII.

Quiconque, par alimens, breuvages, médicamens, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la reclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu.

Observations.

I. La loi judaïque punissait d'une double amende l'auteur de l'avortement

d'une femme enceinte ; l'une pour avoir diminué la population d'un citoyen, l'autre pour dédommager la femme et son mari de la perte de leur enfant : les amendes n'étaient chez ce peuple que la réparation du dommage causé.

Lorsque la femme mourait des suites de son avortement, celui qui s'en était rendu coupable était puni de mort.

II. L'article 317 dispose pour tous les cas qui peuvent se présenter : dans sa première disposition il s'occupe de quiconque aurait procuré l'avortement d'une femme enceinte ; dans la seconde, de la femme qui s'est elle-même procuré son avortement, et dans la troisième, des officiers de santé qui auraient indiqué ou administré les moyens de le procurer.

III. Lorsque le Code pénal fut soumis à la discussion du Conseil-d'État, on agita la question de savoir, si l'on devait ranger l'avortement dans la catégorie de l'infanticide et y appliquer la même législation ; mais il fut généralement convenu, que les deux cas ne pouvaient être assimilés : « attendu que dans » l'état de relâchement où sont les mœurs, il est possible qu'une mère séduite » par une fausse honte, croie plutôt prévenir qu'anéantir l'existence de l'enfant » qu'elle porte dans son sein : » aussi lorsque la peine de mort a été appliquée au crime de *l'infanticide*, le Code n'a-t-il prononcé, pour celui de l'avortement, que celle de la *reclusion ou des travaux forcés*, et n'en a-t-il même prononcé aucune contre la femme, lorsque l'avortement ne s'est pas ensuivi des moyens qu'elle a consenti d'employer pour y parvenir.

IV. Mais faut-il que l'avortement ait eu lieu pour que les peines prononcées par l'article 317 deviennent applicables aux *tiers* qui s'en sont rendus coupables? La simple tentative en serait-elle punissable ? La question s'est présentée sous ce second rapport, à l'audience de la section criminelle de la Cour de cassation le 16 octobre 1817 : dans l'espèce, l'individu que le jury avait déclaré coupable d'une *tentative* d'avortement avait été condamné à la peine de la reclusion, et il s'était pourvu en cassation : son principal moyen était tiré d'une prétendue violation de l'article 317 du Code pénal et d'une fausse application de l'art. 2, en ce que l'art. 317 n'avait prononcé de peine que pour le cas où l'avortement aurait été *consommé ;* mais son pourvoi fut rejeté : « attendu que la dispo- » sition de l'art. 2, conçue en termes généraux, ne peut être restreinte que dans » le cas et pour les crimes à l'égard desquels la loi a exclu son application, soit » en termes formels, soit par des dispositions inconciliables avec cette applica- » tion ; — Qu'il n'y a point dans le Code de disposition qui porte expressément » que la tentative du crime d'avortement ne sera point considérée et punie » comme si le crime avait été consommé ; — Que relativement aux dispositions

» de ce Code qui pouvaient affranchir la tentative de ce crime de l'application » du susdit article 2, parce qu'elles seraient inconciliables avec cette applica- » tion, l'article 317 qui a prévu et puni le crime d'avortement, doit être entendu » et exécuté dans le sens qui résulte clairement de son texte; — Que cet article se » compose de trois dispositions distinctes et indépendantes les unes des autres; » — Que la première punit de la reclusion quiconque aura procuré par quelque » moyen que ce soit l'avortement d'une femme enceinte, qu'elle y ait consenti ou » non; que dans cette disposition, *aucune expression n'exclut* implicitement l'ap- » plication du susdit art. 2 du Code pénal sur la tentative; que la deuxième est re- » lative à la femme qui se procure à elle-même l'avortement ou qui consent à faire » usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet : qu'à son égard, » pour qu'il y ait lieu à la peine de reclusion, il faut que l'avortement ait été » effectué; que cette condition taxative modifie évidemment la loi générale en » faveur de la femme enceinte qui tente de commettre sur elle-même le crime » d'avortement, et lui rend inapplicable l'article 2 du Code pénal; que le législa- » teur a eu des motifs graves pour traiter avec indulgence les personnes du sexe » enceintes, lorsque le crime n'a pas été consommé; que la troisième disposi- » tion a pour objet les pharmaciens et les officiers de santé qui font usage de » leur art, pour procurer des avortemens; que si les moyens par eux indiqués » ou employés ont été sans effet, la loi n'aggrave pas pour eux la peine; ils res- » tent dans la classe commune de ceux qui tentent de procurer les avorte- » mens, et comme eux ils ne sont punis que de la reclusion, d'après la première » disposition de l'article 317, combinée avec l'article 2 du Code pénal; — Que » si, au contraire, par l'effet des moyens par eux indiqués ou administrés, » l'avortement a été opéré, le législateur déploie contre eux une plus » grande sévérité et les punit de la peine plus rigoureuse des travaux forcés à » temps..... »

V. Dès que l'on était forcé de convenir que l'article 2 devait cesser d'exercer son empire toutes les fois que la loi de la matière renfermait des dispositions inconciliables avec cet article, et que, d'autre part, l'on était également forcé de convenir que cette inconciliabilité résultait des dispositions de l'article 317, dans ses rapports *avec la femme*, alors que l'avortement ne s'en était pas suivi, la question devenait infiniment délicate; car, quoique le paragraphe 2 de l'article 317 qui dispose à l'égard de la *femme* ne soit pas conçu dans les mêmes termes que le paragraphe premier, il serait assez difficile cependant de ne pas y rattacher le même sens : aussi a-t-il fallu, pour déclarer la tentative de l'avortement punissable dans la personne de *l'officier de santé*, ne le considérer

que comme un simple *particulier*, et ne lui appliquer que la peine de la *reclusion*, lorsque, s'il y avait eu réellement *tentative* punissable de sa part, dans le sens du paragraphe 3, ç'aurait été la peine des travaux forcés qui lui serait devenue applicable.

Si le paragraphe *trois* relatif *aux officiers de santé*, ne dispose que ponr le cas où *l'avortement aurait eu lieu*, le *premier* paragraphe parle également de quiconque aurait *procuré l'avortement :* dans l'un et l'autre cas, l'avortement est supposé comme condition nécessaire à l'application des peines, et le paragraphe *deux* ne fait que dire la même chose en d'autres termes, lorsqu'il déclare que la femme serait condamnée, si l'avortement *s'en est suivi.*

Les trois paragraphes de l'article 317 sembleraient donc exclure la tentative *punissable*, en ce qu'ils ne s'occupent que du cas de l'avortement *consommé*, et faire exception, en conséquence, pour la matière que régit cet article, aux dispositions générales de l'art. 2; mais, dans la supposition où cet art. 2 serait applicable, ce ne pourrait toujours être que dans le cas prévu au premier paragraphe, le *second* et le troisième n'ayant prononcé de peines, qu'autant qu'il y aurait eu réellement *avortement.*

VI. La tentative de procurer l'avortement d'une femme enceinte n'aurait pas été accompagnée de toutes les circonstances exigées pour rendre une tentative punissable, qu'elle n'en constituerait pas moins une grande *immoralité;* mais, si la loi considérait comme crime ou délit punissable toutes les immoralités, il n'y aurait, ni assez de jurés, ni assez de tribunaux, ni assez de prisons en France pour ramener la loi à exécution.

VII. Quoique l'expression *quiconque*, qui commence la rédaction de l'article 317, parut devoir s'appliquer *à toute personne* et à tous les cas qui peuvent se présenter, elle se trouve nécessairement modifiée par les dispositions du troisième paragraphe dudit article, dans ses rapports avec *les officiers de santé*, au regard desquels il renferme une disposition spéciale; mais ce mot *quiconque* s'applique même à la *femme*, lorsque son avortement a eu lieu, de sorte que c'est relativement à elle, comme à l'égard de toutes autres personnes, les officiers de santé *seuls* exceptés, que la peine de la *reclusion* doit être appliquée. Il y a toutefois cela de particulier, que cette peine ne pourrait être aggravée envers la femme, lors même qu'elle aurait agi de *complicité* avec un officier de santé; des peines plus sévères ne devenant applicables aux officiers de santé qu'à raison de leur qualité.

VIII. L'article 317 n'ayant parlé *nominativement* que *des médecins, chirurgiens et*

pharmaciens, les *sages-femmes accoucheuses* rentrent-elles dans ses dispositions? Cela ne nous semble pas devoir faire la matière d'un doute, l'article ayant ajouté *et autres officiers de santé*, et les sages-femmes ne pouvant exercer leur état, comme les médecins, chirurgiens et pharmaciens, qu'avec l'autorisation du Gouvernement; cependant, elles ne peuvent être considérées comme des officiers de santé proprement dits, et l'article 317 a parlé *restrictivement* des officiers de santé; on peut ajouter que, lorsque le Code a voulu leur assimiler les sages-femmes, il s'en est clairement expliqué, ainsi qu'on peut le voir en recourant à l'article 378; mais si ces mots de l'article 317, *et autres officiers de santé*, ne s'étendaient pas aux *sages-femmes*, ils ne pourraient recevoir aucune application.

IX. Sur tout ce qui règle l'instruction et la réception des sages-femmes, il faut consulter la loi du 19 ventose an 11.

X. La circonstance que ce n'aurait été que du consentement et sur la demande de la femme, que l'accusé lui aurait procuré les moyens de se faire avorter, ne rendrait pas son crime excusable, lors même que l'avortement ne s'en serait pas suivi et que la femme elle-même, à raison de cette circonstance, n'aurait encouru aucune peine : *sic jud.* le 8 octobre 1807.

Mais le crime, dans un pareil état de choses, ne consistant que dans une simple tentative, et la tentative des crimes et délits ne devenant punissable qu'au cas où elle a tous les caractères exigés par l'article 2, la déclaration du jury doit être affirmative sur toutes les circonstances, pour que la peine prononcée par l'article 317 puisse être appliquée à l'accusé.

ARTICLE CCCXVIII.

Quiconque aura vendu ou débité des boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans, et d'une amende de seize francs à cinq cents francs.

Seront saisies et confisquées les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur ou débitant.

OBSERVATIONS.

I. L'article 318 ne dispose que pour le cas où les boissons *falsifiées* contiendraient *des mixtions nuisibles à la santé;* mais cette circonstance aggravante

n'existerait pas, que les *boissons falsifiées* n'en devraient pas moins être *saisies et confisquées*, aux termes du n° 6 de l'article 475 combiné avec le n° 2 de l'art. 477, et que *le vendeur ou le débitant* n'en aurait pas moins encouru des peines de simple police.

II. Si c'était *un voiturier ou conducteur* qui les eût *falsifiées*, le délit rentrerait dans l'application de l'article 387.

III. Il n'y aurait eu ni vente ni débit des boissons falsifiées, que si elles avaient été *exposées en vente*, celui qui les y aurait exposées devrait être poursuivi et condamné aux peines prononcées par l'article 20, tit. 1^er^, de la loi du 22 juillet 1791, implicitement maintenu par l'article 484 du Code : *sic jud.* le 5 septembre 1812.

IV. Il doit y avoir confiscation des boissons falsifiées, lorsqu'elles appartiennent *au vendeur ou débitant;* les lois sont formelles à cet égard; mais *quid*, si elles ne lui appartiennent pas? Les laissera-t-on dans le commerce, au cas surtout ou elles contiendraient des mixtions *nuisibles à la santé ?* La confiscation ne pourrait en être légalement prononcée par les tribunaux, dès que la loi ne l'a pas autorisée; mais la chose rentrerait alors naturellement dans le domaine de la police administrative, chargée de veiller à la sûreté publique.

V. L'article 318 porte que les boissons ainsi falsifiées *seront saisies et confisquées;* d'où l'on avait cru pouvoir inférer que la confiscation ne pourrait en être légalement prononcée, s'il n'y en avait pas eu *saisie* préalable; mais la Cour de cassation a jugé que la confiscation devrait en être prononcée, lors même qu'elles n'auroient pas été saisies, dans ce sens que le vendeur ou le débitant devrait être condamné à en faire la représentation ou à en payer la valeur.

VI. L'article 318 ne dit pas que les boissons seront *répandues;* mais, dès qu'elles devraient l'être, aux termes de l'article 477, lors même qu'elles ne contiendraient *aucunes mixtions nuisibles à la santé*, à plus forte raison le doivent-elles être lorsqu'elles en contiennent.

VII. La Cour de cassation jugea, les 14 décembre 1808 et 25 juin 1813, que, lors même que *les experts dégustateurs* auraient déclaré que les boissons falsifiées *ne contiendraient* aucunes mixtions nuisibles à la santé, il rentrait dans le pouvoir discrétionnaire des tribunaux d'en prononcer la confiscation, s'ils avaient la conviction personnelle qu'elles en contiendraient réellement; l'arrêt fondé sur les dispositions de l'artiele 323 du Code de procédure civile, ainsi conçu : » les juges ne sont point astreints à suivre l'avis des experts, si leur conviction » s'y oppose » : La règle n'est cependant pas sans exception; mais il doit y avoir

été dérogé d'une manière spéciale, et le Code pénal ne renferme aucune dérogation à cette règle pour le cas dont il s'agit.

SECTION III.

HOMICIDE, BLESSURES ET COUPS INVOLONTAIRES, CRIMES ET DÉLITS EXCUSABLES, ET CAS OU ILS NE PEUVENT ÊTRE EXCUSÉS; HOMICIDE, BLESSURES ET COUPS QUI NE SONT NI CRIMES NI DÉLITS.

§. I.er

HOMICIDE, BLESSURES ET COUPS INVOLONTAIRES.

ARTICLE CCCXIX.

Quiconque, par mal-adresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des réglemens, aura commis involontairement un homicide ou en aura été involontairement la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à six cents francs.

OBSERVATIONS.

I. Quoiqu'il soit vrai de dire en thèse générale qu'il n'y a ni crime, ni délit, lorsqu'il n'y a pas eu volonté, cela ne peut être entendu que dans le sens où l'on n'aurait à imputer au prévenu, ni négligence, ni maladresse, inattention, négligence ou inobservation des réglemens: lorsqu'il peut lui être fait un reproche de cette nature, le Code inflige à son auteur des peines plus ou moins sévères, suivant les circonstances qui viennent s'y rattacher; ce qui est parfaitement bien vu, en ce que cela met dans l'obligation d'exercer une surveillance plus active, et ce qui tend, conséquemment, à diminuer le nombre des accidens occasionnés par suite de négligence, d'imprudence, d'inattention ou d'inobservation des réglemens.

II. Ce ne serait pas *un homicide involontaire* que celui qui aurait été le résultat *de coups portés volontairement :* lors même qu'ils ne l'auraient pas été *à dessein de tuer : sic jud.* le 4 pluviose an 13.

III. L'article 471, n° 6, n'a réputé que simple contravention de police, le jet ou l'exposition au-devant des édifices, des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres; mais, si le jet ou la chute des choses

exposées avait donné la *mort*, l'affaire sortirait des dispositions de cet article, pour rentrer dans celle de l'article 319 : *sic jud.* le 20 juin 1812.

Si leur chute n'avait occasionné que des *blessures*, ce serait l'article 320 qui deviendrait applicable.

IV. L'article 22 du décret du 3 janvier 1813, relatif à l'exploitation des mines, porte que les articles 319 et 320 du Code pénal seront applicables à tous exploiteurs, propriétaires et directeurs, qui auraient négligé de se conformer à ce qui est prescrit par ce réglement, s'il était arrivé de cette inobservation la mort ou mutilation de membres des ouvriers qui y seraient employés. Les contraventions à ce réglement doivent être constatées comme toutes celles en matière de grande voirie, et les prévenus traduits devant les tribunaux de police correctionnelle, comme il est dit aux articles 93 et suivans de la loi du 20 avril 1810.

V. La Cour de cassation jugea, le 18 septembre 1817, que la sage-femme qui a entrepris et continué un accouchement *laborieux*, sans avoir appelé un médecin ou autre officier de santé pour l'aider, peut être considérée comme coupable *d'homicide volontaire par imprudence*, lors-même qu'elle n'aurait fait emploi d'aucun instrument, et par suite condamnée aux peines prononcées par l'article 319 du Code, au cas de *mort* de la mère ou de l'enfant; mais sa condamnation n'est pas de rigueur; car les circonstances peuvent avoir été tellement impérieuses, que les secours de la sage-femme fussent devenus indispensables, aux risques de tout ce qui pourrait en arriver.

ARTICLE CCCXX.

S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, et l'amende sera de seize francs à cent francs.

OBSERVATIONS.

I. L'article 320 ne parle que *du défaut d'adresse ou de précaution* lorsque l'article 319 a parlé *de maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des réglemens*, et la Cour d'assises du département de la Mayenne, en avait conclu que de simples *blessures*, quoique causées *par imprudence*, faisaient rentrer le délit dans la disposition de l'article 319; mais son arrêt fut cassé le 30 mars 1815 : attendu que les blessures ou coups *involontaires*, provenant *de la négligence*, sont l'objet de l'article 320, comme celles provenant du défaut

d'adresse ou de précaution ; que l'article 320 avait été rédigé dans le même sens que l'article 319 ; que l'un de ces articles ne différait de l'autre, que quant au genre de peines qu'ils prononçaient suivant le résultat qu'avaient eu l'imprudence, la maladresse, l'inattention, le défaut d'adresse ou de précaution ou l'inobservation des réglemens.

II. Ce qui fut jugé par l'arrêt du 30 mars 1815, pour le cas *d'imprudence*, l'avait été pour celui *d'inobservation des règlemens*, le 20 juin 1812, de sorte que la jurisprudence est bien fixée sur le point que l'article 320 doit être entendu et appliqué dans le même sens que l'article 319.

§. II.

CRIMES ET DÉLITS EXCUSABLES, ET CAS OU ILS NE PEUVENT ÊTRE EXCUSÉS.

ARTICLE CCCXXI.

Le meurtre, ainsi que les blessures et les coups, sont excusables s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque les blessures et les coups, le meurtre même, deviennent *excusables*, l'affaire rentre, *quant à la peine*, dans les dispositions de l'article 326; mais, hors le cas d'excuse *légale*, la peine doit être appliquée à l'accusé dans toute son intensité : *sic. jud.*, dans l'affaire Danety en 1812, et constamment depuis.

II. L'excuse *n'est légale* qu'autant qu'elle résulte d'un texte précis de loi: (*Art.* 339 *du Code d'inst. crim.*)

III. L'excuse *même légale* ne peut exercer d'influence sur le jugement à porter au cas *du parricide.* (*Art.* 323.)

IV. Dans tous les autres cas, lorsque l'excuse légale est bien établie, elle fait perdre à l'action son caractère de *crime*, il n'y a plus que des peines *correctionnelles* à appliquer à son auteur : (*Art.* 326.) mais l'action peut n'être pas simplement excusable; il peut y avoir absence totale de crime et de délit, et alors il ne peut y avoir lieu à poursuites ni à condamnation.

V. Le meurtre, les blessures et les coups sont *excusables*, lorsqu'ils ont été provoqués *par des coups ou violences graves envers les personnes ;* mais la provo-

cation doit avoir eu ces caractères, de sorte qu'il ne suffirait pas d'une simple déclaration ; que le meurtre ou les blessures auraient été *provoqués*, s'il n'avait pas été ajouté, qu'elles l'auraient été *par des coups ou violences graves envers les personnes.*

VI. Si l'accusation de meurtre ou de blessures portait contre *un fonctionnaire public*, qui serait prévenu de s'en être rendu coupable *dans l'exercice de ses fonctions*, il n'aurait pas été formellement déclaré qu'il aurait agi *sans motifs légitimes*, que son acquittement devrait être prononcé : ce qui fut du moins ainsi jugé le 15 décembre 1822, attendu qu'il n'y aurait pas simple excuse, mais absence de tout crime et délit : dans l'espèce sur laquelle intervint cet arrêt, le sieur L... préposé de l'administration des douanes, avait été mis en accusation, comme prévenu de s'être rendu coupable d'homicide volontaire dans l'exercice de ses fonctions, et il s'était défendu, en disant, qu'il avait été provoqué par des violences graves exercées contre sa personne : le jury avait déclaré qu'il y avait eu réellement provocation, et la Cour d'assises tenant le fait pour constant, avait jugé que l'homicide commis par l'accusé, n'était qu'excusable, et lui avait appliqué en conséquence les dispositions des articles 321 et 326 du Code. Le condamné n'avait pas fait de recours en cassation en temps utile contre l'arrêt, et l'officier du ministère public près la Cour qui l'avait rendu ne s'était pas non plus pourvu ; mais le procureur-général de la Cour de cassation, de l'ordre de M. le Garde-des-Sceaux, en avait demandé l'annullation, dans l'intérêt de la loi, et la Cour jugea que, du moment qu'il n'était pas résulté de la déclaration du jury, que l'accusé avait agi *sans motifs légitimes*, son acquittement devait être prononcé, par application de l'art. 186 : l'arrêt motivé « sur ce » que de la disposition dudit article 186 et de sa corrélation avec l'art. 198, il » résulte évidemment qu'elle s'étend *à toutes violences*, quelle qu'en soit la nature » et quel qu'en ait été le résultat ; qu'il en résulte également que les violences commises par les fonctionnaires publics, agens ou préposés qui y sont désignés, dans » l'exercice de leurs fonctions, ne peuvent constituer un crime ou un délit que » lorsqu'elles ont eu lieu *sans motifs légitimes* ; que cette circonstance est *substan-* » *cielle*, et par conséquent nécessaire pour donner auxdites violences le caractère de criminalité ; que dans l'espèce, le nommé L..... a été déclaré coupable d'avoir commis dans ses fonctions de préposé des douanes un homicide volontaire sur la personne du nommé C..... , en lui détachant un coup » de sa carabine ; mais que le jury n'a point déclaré et qu'il ne lui a pas même » été demandé si cette action avait eu lieu *sans motifs légitimes* ; que cette circonstance qui pouvait donner *seule*, au fait de l'accusation, le caractère du » crime, n'a été ni pu être établie d'une manière équipollente par la déclaration affirmative du jury sur une seconde question qui lui avait été soumise,

» et qui tendait à lui faire décider s'il y avait eu provocation par des coups et » violences graves ; que la provocation telle qu'elle est déterminée et admise » comme excuse par l'article 321 du Code pénal, ne détruit point la crimina- » lité du fait de l'accusation, et n'a d'autre effet, d'après l'article 326 du même » Code, que de donner lieu à une réduction de peine; qu'il n'en est pas ainsi » à l'égard *des fonctionnaires ou préposés du Gouvernement* qui agissent en vertu et » pour l'exécution de la loi ; que d'après ledit article 186 du Code pénal, au- » cune peine ne peut être prononcée contre eux à raison des violences dont ils » auraient usé dans l'exercice de leurs fonctions, qu'autant qu'il aurait été re- » connu et déclaré qu'ils s'y seraient livrés *sans motifs légitimes*, et que ce n'est » que dans ce cas qu'une question sur le fait de *provocation* pourrait, lorsqu'il » y a lieu, être soumise au jury ; que cependant, dans l'espèce, ledit L..... » a été condamné à une peine de deux années d'emprisonnement, quoiqu'il » n'ait pas été reconnu et déclaré que c'était sans *motifs légitimes* qu'il avait » fait usage de ses armes ; d'où il suit que ladite condamnation n'a pas eu une » base *légale*. D'après ces considérans, la Cour casse, dans l'intérêt de la loi, » l'arrêt rendu par la Cour d'assises du département du Doubs, le 26 juillet, » *et les questions* soumises au jury qui l'ont précédé. »

VII. Il fut jugé, le 2 février 1815, qu'une Cour d'assises avait pu refuser de poser une question *d'excuse legale*, en la déclarant inadmisible, *à raison des circonstances*, sans donner ouverture à la cassation de son arrêt; et cependant l'article 339 du Code d'instruction criminelle porte que, « lorsque l'accusé » aura proposé pour *excuse* un fait *admis comme tel par la loi*, la question sera » ainsi posée : *tel fait est-il constant ?* » Aussi, avait-il été jugé, le 25 février 1813, que les Chambres d'accusation ne peuvent se rendre juges du mérite *de l'excuse* sans violer les règles de leur compétence; qu'en conséquence, et lors-même que l'excuse leur paraîtrait suffisamment justifiée, elles n'en devraient pas moins renvoyer la connaissance de l'affaire *à la Cour d'assises*, quoique, par suite de l'excuse admise, il ne dût être appliqué en définitif, à l'accusé, que des peines de police correctionnelle; l'excuse constituant une question de *moralité*, qui rentre exclusivement dans les attributions du jury : c'est à l'autorité de cet arrêt de 1813 qu'il faut s'en tenir.

VIII. Si toute excuse *légale* rentre dans la compétence du jury, ce que nous regardons comme certain, la question relative doit lui en être nécessairement posée. Si elle ne l'avait pas été, la Cour d'assises ne pourrait, en revenant sur ses pas, la soumettre au jury, lorsque le résultat de sa délibération sur la question de culpabilité aurait été connue : *sic jud.* le 12 mars 1813; mais s'il y avait preuve au procès que l'excuse aurait été proposée par l'accusé, l'arrêt de con-

damnation qui serait intervenu sur la déclaration de culpabilité de l'accusé, devrait être cassé, et l'affaire renvoyée devant une autre Cour pour y être procédé à de nouveaux débats.

IX. L'article 321 ne s'étant occupé de *l'excusabilité* des crimes et délits que sous le rapport de la *provocation, par des coups ou violences graves* envers *les personnes*, la Cour de cassation jugea, le 7 février 1812, que des violences exercées *envers les animaux* ne pouvaient constituer, dans aucun cas, une excuse légale.

X. Il faudrait en dire de même du cas où l'accusé ne pourrait faire résulter la provocation, que de *paroles* ou de *gestes : sic jud.* au cas de provocation par *paroles*, par arrêt du 27 février 1813, et il y aurait même raison de décider, au cas *de gestes ou menaces*, l'article n'ayant parlé que *de coups et violences.*

Il y avait cela de particulier dans l'espèce jugée par l'arrêt du 27 février 1813, que l'imputation dont l'accusé prétendait faire résulter la provocation, reposait sur un fait constaté *par jugement*, qui avait passé en force de chose jugée ; mais c'était une circonstance qui ne pouvait exercer aucune influence dans la cause.

XI. Quoique le fait *de négligence, d'inattention, de maladresse*, ne constitue pás précisément ce que l'on peut qualifier d'excuse *légale*, et que les Cours d'assises ne soient autorisées qu'à poser en question au jury les excuses légales, elles n'en seraient pas moins tenues de poser celle de savoir s'il y aurait eu de la part de l'accusé, simple négligence, imprudence ou inattention, au cas où il aurait fondé sa défense sur un pareil motif; attendu que ce serait une circonstance qui changerait le caractère du délit; cependant il fut jugé, le 16 avril 1819, qu'une Cour d'assises avait pu refuser de poser une pareille question sans contrevenir à la loi : mais, qu'elle lui ait été posée ou non, le jury doit l'examiner, et s'il demeure convaincu qu'il n'y a réellement eu à imputer à l'accusé que de la négligence, de l'inattention ou de la maladresse, il doit déclarer que l'accusé n'a pas agi *volontairement ;* ce qui fait alors rentrer le délit dans l'application des articles 319 et 320.

XII. La Cour de cassation jugea, le 25 mars 1817, dans l'intérêt de la loi, que l'attentat commis sur la personne d'un agent de la force publique, dans l'exercice de ses fonctions, ne peut être *excusé* sous le prétexte de *provocation*, lors même que la provocation aurait été faite *par coups et violences graves envers les personnes.* Nous avons rapporté les considérans de cet arrêt dans nos observations sur l'article 209, page 527 et suivantes du 1.er vol., n.° XI, en y ajoutant quelques réflexions que nous croyons pouvoir mériter une assez sérieuse attention.

XIII. L'article 321 exige qu'il y ait eu *des coups ou violences graves* pour constituer l'excuse *légale*, et comme le législateur n'en a pas déterminé la nature, il en a nécessairement laissé l'appréciation au jury; mais, quoique l'épithète de *graves* ne semblerait pouvoir convenir qu'aux *violences*, ce serait aller trop loin que de supposer que des coups portés ne pourraient avoir assez de gravité pour constituer une excuse légale; il est des coups, en effet, qui, bien que légers en apparence, peuvent avoir le caractère de gravité qu'exige l'article 321, tel serait, par exemple, un soufflet reçu.

XIV. Si le meurtre ou les violences peuvent n'être qu'*excusables*, ils peuvent être parfaitement *innocens;* le Code en a prévu plusieurs cas, et particulièrement dans ses articles 327 et 328.

XV. Nous avons inséré textuellement dans nos observations sur l'article 209, un arrêt du 23 mars 1817, par lequel il fut jugé que si, dans l'exercice de leurs fonctions, les agens de l'autorité publique se rendent coupables de violences criminelles, le loi a pourvu à la vengeance des citoyens injustement offensés ou maltraités; que l'article 186 a sévèrement puni cet abus de la force et de l'autorité; mais que, d'après cet article, pour que les violences dont les préposés de la force armée ont usé ou fait user, acquièrent un caractère criminel, il faut qu'elles aient été exercées *sans motifs légitimes :* on lit de plus, dans les considérans de cet arrêt, et c'est sur quoi ont porté principalement nos observations, que, de cette disposition, *il ne suit pas néanmoins que, lorsqu'elles n'ont pas eu de motifs légitimes*, les violences que les préposés de la force publique se sont permises *puissent constituer la provocation atténuante que la loi fait résulter des coups et violences graves dont un particulier se serait rendu coupable, et à laquelle elle donne l'effet de rendre excusables les meurtres et les coups dont il peut avoir été victime par suite de cette provocation :* QU'AUCUNE PARITÉ *ne peut être établie,* QUOIQUE SUR LES MÊMES FAITS, *entre un agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions, et un individu agissant sans caractère public :* l'arrêt du 23 mars fut rendu par application de ce principe; mais, depuis, la même section de la Cour de cassation en a rendu un nouveau le 30 mai 1823, qui en atténue singulièrement les conséquences, et il nous semble que c'est ce dernier arrêt qui doit fixer la jurisprudence. Voici l'espèce sur laquelle la Cour était appelée à statuer : un jour de carnaval, des soldats de la garnison de la ville d'Agen s'étaient répandus dans les cabarets où il s'éleva entre eux et les habitans du lieu une rixe violente dont il paraît que les soldats avaient été les provocateurs. Ces rixes particulières donnèrent lieu à un grand rassemblement, les sabres furent tirés et des pierres lancées; il y eut, de part et d'autre, des personnes blessées. Le poste voisin s'était rendu sur les lieux, sans réqui-

sition préalable de l'autorité civile, mais dans l'ordre de ses devoirs : quelques-uns des hommes qui en faisaient partie avaient été désarmés, les bayonnettes de quelques autres avaient été tordues ou brisées, et les épaulettes du sergent qui commandait le poste avaient été arrachées.

Le procureur du Roi ayant porté plainte, une procédure s'intruisit et plusieurs citoyens furent mis sous le poids de mandats de dépôt ; d'après leurs réponses aux interrogatoires qu'ils subirent, et sur le rapport fait par le juge d'instruction à la Chambre du conseil, cette Chambre déclara n'y avoir lieu de suivre, « attendu que la procédure ne présentait ni crime, ni délit, ni contravention ».

Le procureur du Roi s'étant pourvu, par opposition, contre cette ordonnance, la Chambre d'accusation rendit arrêt confirmatif en ces termes : « attendu que les faits résultant de la procédure ne présentent aucun caractère de » rebellion envers la force publique, agissant en vertu d'une réquisition légale » pour l'exécution des actes ou ordres de l'autorité légitime : que l'on n'y voit, au » contraire, qu'un désordre principalement amené par la licence générale des » jours de carnaval, pendant lequel des soldats de la garnison, sortis de leur » caserne, et peut-être contre la défense de leurs chefs, vaguant dans les cabarets, excités par le vin et par quelques ressentimens particuliers, auraient cherché querelle à quelques habitans qui se trouvaient aussi dans lesdits cabarets, » et les ayant frappés et poursuivis le sabre nu, sur les promenades publiques, » avaient ainsi jeté l'alarme parmi le plus grand nombre des citoyens qui s'y » trouvaient dans le moment. Que cet évènement dût nécessairement amener un » rassemblement tumultueux des citoyens et des soldats, dans lequel il fut lancé » quelques pierres ; qu'on n'y vît figurer Cap... et Ab..., étrangers à la rixe » du cabaret, que pour empêcher que les soldats fissent usage de leurs armes : » que Ca..., autre des prévenus et l'un des appariteurs qui avait, ainsi que tous les » autres appariteurs, été mis en surveillance par la police, pour prévenir la rixe » dont elle avait été avertie, s'employa dans le même objet, puisqu'il est établi » qu'il remettait sous les mains de M...., chef des appariteurs, les armes dont » il avait pu se saisir ; que s'il paraît que ledit Ca.... a présenté la pointe de son » sabre à quelques soldats, il résulte des dépositions de C.... et B.... que c'était » pendant que d'autres militaires fondaient sur les habitans, les uns le sabre nu » à la main, les autres tenant le fusil et la bayonnette en avant, et pour détourner le coup de bayonnette dirigé contre lui, et dont il eût été atteint, si le » coup n'eût été détourné par un tiers : qu'ainsi, il faut reconnaître, comme l'a » fait le premier jugement, qu'il n'existe pas contre les inculpés de préventions » suffisantes de crime ou de délit. »

Le procureur-général près la Cour d'Agen ne s'étant pas pourvu en cassation contre l'arrêt, le procureur-général de la Cour de cassation, de l'ordre de M. le garde-des-sceaux, présenta son réquisitoire à la Cour pour en faire prononcer l'annullation dans l'intérêt de la loi, croyant y apercevoir la consécration d'un principe aussi faux que dangereux, en ce qu'il jugeait, disait ce magistrat, que la résistance avec voie de fait à un détachement de troupes de ligne conduit par son chef, pour dissiper un rassemblement tumultueux et arrêter des individus surpris en flagrant délit, ne pouvait être considérée comme un crime de rebellion; mais la Cour de cassation jugea qu'il n'y avait pas eu, dans l'espèce, de résistance punissable, les inculpés n'ayant fait qu'user d'un droit naturel, en s'opposant à ce que la force armée commît des violences envers eux et envers d'autres citoyens composant le rassemblement.

La Cour commence par reconnaître en principe, « que l'article 106 du Code » d'instruction criminelle a dérogé, pour les cas qu'il a prévus, aux lois des 10 juillet » et 3 août 1791, d'après lesquelles la force armée ne peut jamais agir dans l'inté- » rieur que sur une réquisition écrite de l'autorité civile; que cet article a établi » une réquisition légale et permanente qui dispense de la réquisition écrite des » magistrats civils dans les circonstances urgentes qui n'ont pu être prévues et » qu'il détermine; que, d'après ces dispositions, tous dépositaires de la force pu- » blique, quoique non requis par un officier civil, sont tenus d'agir et de prêter » main-forte dans le cas d'un délit flagrant, soit que les faits de ces délits em- » portent peines afflictives ou infamantes, soit qu'ils ne soient passibles que de » peines correctionnelles; qu'ils doivent aussi déployer la même action dans les » cas que la loi a assimilés au délit actuellement flagrant; mais seulement alors, » si les faits du délit sont de nature à être punis de peines afflictives ou infa- » mantes: *mais attendu*, qu'il ne résulte pas de l'arrêt dénoncé que la Chambre » d'accusation de la Cour royale d'Agen ait méconnu ces dispositions dans ledit » article 106; qu'il suit des motifs sur lesquels elle a fondé le renvoi des pour- » suites par elle prononcé, qu'après avoir apprécié les charges de l'instruction, » ces charges ne lui ont pas paru contenir des indices de culpabilité suffisans » pour ordonner la continuation des poursuites; que, dans cette appréciation, » elle a exercé un pouvoir que la loi abandonnait à sa conscience, et ne peut, par » conséquent, avoir donné ouverture en cassation. D'après ce motif, *seulement*, » la Cour rejette le réquisitoire. »

Les principes posés dans cet arrêt seraient vainement critiqués; aussi, la seule conséquence que nous entendons tirer de ses dispositions, c'est qu'il ne suffit pas que la force publique soit autorisée d'agir pour que la résistance à

une provocation qu'elle se permet sans motifs légitimes, constitue nécessairement un crime et qu'on ne puisse lui faire résistance sans se rendre coupable; et, en effet, il y avait bien eu réellement, dans l'espèce, résistance à la force publique; mais il avait été jugé que cette résistance se justifiait par le fait même de la provocation; que, conséquemment, les inculpés ne pouvaient, pour ce fait, être mis en jugement.

ARTICLE CCCXXII.

Les crimes et délits mentionnés au précédent article sont également excusables, s'ils ont été commis en repoussant pendant le jour l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances.

Si le fait est arrivé pendant la nuit, ce cas est réglé par l'article 329.

OBSERVATIONS.

I. L'homicide et les blessures ne sont pas *simplement excusables* lorsqu'ils ont été commis en repoussant, *pendant la nuit*, l'effraction ou l'escalade d'une maison, d'un appartement habité, ou de leurs dépendances; il y a, en ce cas, *absence de tout délit;* mais, lorsqu'ils ne l'ont été qu'en repoussant, *pendant le jour;* l'effraction ou l'escalade, ils ne sont plus qu'*excusables*, ce qui ne fait que tempérer la rigueur des peines qui deviendraient appliquables, à défaut de preuves rapportées de cette circonstance atténuante.

II. Par *dépendances* d'une maison habitée, on doit entendre *les cours, parcs et jardins attenans, qui se trouvent renfermés dans la même enceinte*, quand même ils auraient *une clôture particulière* dans la clôture ou enceinte générale. (*Art.* 390).

III. Mais l'effraction ou l'escalade doit-elle avoir été de clôtures d'une maison actuellement *habitée* ou de ses dépendances? Ce qui peut faire naître le doute, c'est que l'article 322 n'a pas ajouté, comme l'a fait l'article 381, n.° 4, les mots : *ou servant à l'habitation;* mais l'article 390 assimile la maison *servant à l'habitation*, à la maison *habitée*, en déclarant que, par maison *habitée*, l'on doit entendre tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, *sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation;* de sorte que c'est dans ce sens que doit être entendue la disposition de l'article 322.

IV. Cet article n'ayant pas restreint sa disposition au cas où ce serait *le pro-*

priétaire ou le locataire de la maison ou de l'appartement qui aurait causé les blessures ou donné la mort, tout *étranger* qui se serait trouvé dans la maison ou dans l'appartement, serait nécessairement autorisé d'en réclamer le bénéfice: mais, pour rentrer dans l'application de l'article 322, faut-il que la mort ait été donnée ou que les blessures aient été faites par une personne étant *actuellement* dans la maison où l'individu homicidé ou blessé aurait cherché à s'introduire par effraction ou escalade? L'article 322 ne fait pas de distinction, et c'est aussi bien repousser l'effraction ou l'escalade du dehors que de la repousser du dedans; il suffit que l'homicide ait été commis ou les blessures faites en s'opposant à ce que les auteurs de l'effraction ou de l'escalade s'introduisent dans la maison ou ses dépendances, de quelque part que vienne cet empêchement.

V. Il est indifférent dans quel objet l'effraction ou l'escalade a eu lieu : celui qui repousse l'entrée de sa maison tentée par l'une de ces voies, ne peut lire dans la pensée de la personne qui se permet d'en user; il doit lui supposer de mauvais desseins et chercher à se prémunir contre leurs résultats.

VI. L'article 322 ne distingue pas entre les divers genres de *clôtures;* d'où suit, que la clôture ne serait que *de haies sèches*, que l'excuse n'en serait pas moins proposable, et qu'il n'y en aurait pas moins *absence de délit* de la part de celui qui aurait donné la mort ou fait les blessures, si l'effraction ou l'escalade avait eu lieu *pendant la nuit*, comme il n'en serait pas moins *excusable* si l'action s'était passée *pendant le jour*.

VII. Mais le propriétaire ou locataire qui s'aperçoit des préparatifs qui se font au-dehors de son enclos pour y faire effraction ou escalade, doit-il attendre que l'effraction ou l'escalade se réalise; et si, pour en empêcher la réalisation, il faisait des blessures ou donnait la mort aux auteurs de ces préparatifs, y aurait-il toujours absence de délit, ou délit excusable? Il pourrait arriver que le propriétaire ou le locataire de la maison ne fût plus à temps de s'opposer à la violation de son domicile d'une manière utile, s'il attendait cette réalisation; cependant, en prenant les termes de l'article 322 dans leur sens *littéral*, il n'y aurait réellement excuse valable ni absence de délit, qu'au cas où les blessures auraient été faites ou l'homicide commis, en *repoussant l'effraction ou l'escalade;* ce qui n'arriverait pas, si l'exécution n'en avait pas encore été commencée; mais ce serait trop en restreindre les effets. Il suffirait à l'accusé d'établir qu'il n'aurait fait que prévenir, par ce moyen, l'effraction ou l'escalade dont il était menacé, lorsque sur-tout il serait constant qu'il n'aurait pas eu d'autre moyen de s'en garantir : en prêtant un au-

tre sens à ces mots de l'article 322: *en repoussant l'effraction ou l'escalade*, il en résulterait une absurdité révoltante; car, il faudrait en conclure également, que l'effraction ou l'escalade *une fois effectuée*, celui qui aurait fait les blessures ou donné la mort, ne trouverait pas même d'excuse de l'homicide qu'il aurait commis ou des blessures qu'il aurait faites aux brigands qui seraient parvenus, par cette voie, à s'introduire dans la maison ou ses dépendances.

VIII. Mais il en serait autrement, si celui qui se serait présenté pour faire effraction ou escalader les clôtures avait reçu des blessures *en se retirant*, après avoir abandonné son projet : le danger ayant cessé, la mort donnée, les blessures faites au fuyard n'auraient plus rien qui pût les rendre innocentes ou *excusables : sic jud.* par un arrêt dont la date m'échappe; mais dont j'ai une parfaite connaissance.

ARTICLE CCCXXIII.

Le parricide n'est jamais excusable.

OBSERVATIONS.

I. L'article 299 a défini le parricide : le *meurtre* des pères ou mères légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime; et l'article 295 a qualifié *de meurtre* l'homicide *volontaire* : ainsi, toutes les fois qu'il aura été commis un *homicide volontaire* de père ou de mère, légitime naturel ou adoptif, ou d'ascendans légitimes, le crime ne sera pas *excusable*, aux termes de l'article 323.

II. Mais, pour rentrer dans l'application de cet article, il faut que l'homicide ait le caractère du *crime ;* car, si le fait en lui-même n'en constituait pas un véritable, l'accusé n'aurait pas besoin d'invoquer le bénéfice d'une *excuse* pour faire modifier une peine qu'il n'aurait pas encourue. Ainsi, par exemple, si l'homicide des père et mère avait été le résultat d'un acte de *démence*, s'il avait été contraint *par une force majeure* à laquelle son auteur n'aurait pu résister, il n'y aurait ni crime, ni délit à lui imputer, ni conséquemment lieu d'examiner la question d'excuse, puisque, dans l'un ni l'autre cas, l'homicide n'aurait été *volontaire*, qu'il n'y aurait pas eu, dès-lors, un véritable *meurtre*, ni par suite un *parricide*.

III. Aux cas prévus dans les articles 66, 69, 322, 327, 328 et 329, l'homicide aurait le caractère de *meurtre ;* mais les circonstances dans lesquelles il aurait été commis auraient pu lui faire perdre ce caractère.

IV. L'article 322 prévoit les cas d'effraction ou d'escalade d'une maison habitée ou de ses dépendances, et il déclare qu'il n'y a *ni crime ni délit*, lorsque l'homicide a été commis en repoussant l'effraction ou l'escalade *pendant la nuit*, et que le délit est *excusable* s'il a été commis, *pendant le jour*, en pareilles circonstances.

La question ne peut présenter de doute que sous le rapport du meurtre commis *pendant le jour*, l'article 322 s'étant borné à le déclarer *excusable*. Faudra-t-il prononcer la peine de *mort* contre l'auteur de *l'homicide*, lors même qu'il n'aurait pas *connu* ses père et mère, quand il aurait usé de cet acte de violence à leur égard? L'on ne pourrait dire qu'il aurait agi *volontairement*, dans le sens qui se rattache au véritable *parricide;* et, dès-lors, les dispositions de l'article 322 deviendraient applicables à l'enfant comme à l'étranger.

Il y aurait plus de difficulté si l'auteur de l'homicide avait *connu* ses père et mère *au moment* où il se serait porté à l'acte de violence qui ferait la matière de l'accusation; mais le fait ne rentrerait-il pas alors dans l'application de l'article 328 qui dispose pour le cas *d'une légitime défense?* Si cet article était applicable aux enfans comme à toutes autres personnes, il faudrait en conclure que les dispositions de l'article 328 deviendraient applicables aux enfans comme aux étrangers, si l'article 323 n'y apportait pas d'obstacle; car, l'article 328 dispose en termes généraux, *qu'il n'y a ni crime ni délit*, quand l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés *pour la légitime défense de soi-même ou d'autrui;* et ç'aurait été bien réellement pour sa légitime défense que l'accusé se serait opposé à ce que, *par effraction ou escalade*, la personne homicidée s'introduisît dans sa maison ou dépendances: il aurait dû nécessairement, en effet, lui supposer un mauvais dessein, toujours présumable en pareil cas, et suffisant pour autoriser la résistance du propriétaire ou locataire de la maison ou de l'appartement ainsi menacé d'invasion; mais l'article 322 déclare simplement *excusable* l'homicide commis *pendant le jour*, et l'article 323 porte que, le parricide n'est jamais *excusable*; ce qui peut être fondé sur ce que le législateur aura supposé que des pères et mères ne pouvaient avoir conçu le dessein de s'introduire dans les maisons de leurs enfans, même par effraction ou escalade, pour y commettre des crimes; cependant, ils pourraient avoir agi dans cette intention, et si le fait était bien acquis, on retomberait nécessairement dans l'application de l'article 328; il ne s'agirait plus de savoir s'il y aurait *crime excusable*, mais s'il y avait eu *crime*, et l'on ne se rend coupable *de crime ni délit*, lorsque l'on n'agit que dans le cas *d'une légitime défense.*

V. Quant aux cas prévus dans les articles 66 et 69, ils sortent évidemment

des dispositions de l'article 323, car ce n'est pas comme simplement *excusables* que les enfans âgés de moins de seize ans ne peuvent être condamnés qu'à la peine de l'emprisonnement, sans pouvoir jamais l'être à la peine de mort, qui est celle du *parricide*.

VI. Il faudrait en dire de même, à plus forte raison, du cas où l'homicide des pères ou mères aurait été ordonné par la loi et commandé par l'autorité légitime (*article* 327), ce qui pourrait arriver dans le cas d'une rebellion qu'il s'agirait de maîtriser, si le fils se trouvait dans les rangs de la force armée opposée aux rebelles, dont le père ferait partie ; ou si le fait avait eu lieu en se défendant, dans le cas de vols ou de pillages exécutés avec violence (*article* 329); puisqu'alors il n'y aurait *ni crime, ni délit* à imputer à son auteur, ni conséquemment une simple *excuse* à invoquer en sa faveur.

VII. *Quid*, si le meurtre avait été commis par suite de *provocation par des coups ou violences graves* exercées envers l'enfant de la part de ses père et mère? L'article 321 ne déclare le meurtre, en pareil cas, que simplement *excusable*, et il précède presque immédiatement l'article 323 portant que, *le parricide n'est jamais excusable ;* de sorte que l'article 323 ne semble avoir été placé là que pour faire exception à l'article 321 et aux dispositions du premier paragraphe de l'article 322 qui ne déclare non plus qu'excusable, l'homicide volontaire commis en repoussant, *pendant le jour,* l'effraction ou l'escalade de sa maison : mais, d'un autre côté, ne peut-on pas dire que l'homicide qui a été commis, dans cet état de chose, l'a été dans le cas d'une *légitime défense*, ce qui ferait sortir le fait de l'application de l'article 321 pour le faire rentrer dans celle de l'article 328? Le jury qui est appelé à prononcer sur une question aussi délicate, dont la solution doit faire prononcer la peine capitale ou l'acquittement de l'accusé, doit bien se pénétrer *de la nature des violences* que le père ou la mère aurait exercées sur l'accusé, et ne prononcer la *non-culpabilité* que lorsqu'il résulterait de l'instruction et des débats que l'enfant n'aurait eu *d'autres moyens* d'échapper à la mort dont il aurait été menacé que celui qu'il aurait employé. Beaucoup d'enfans, sans doute, préféreraient recevoir la mort de la main de leurs père et mère, que de chercher à s'y soustraire en la leur donnant eux-mêmes ; mais ce dévouement des grandes ames ne peut pas être exigé du commun des hommes ; et ce n'est pas pour des êtres *privilégiés* que sont faites les lois : l'article 324 ne déclare bien qu'*excusable* le meurtre commis par l'époux sur l'épouse, lors même que la vie de celui des époux qui a commis l'homicide a été mise en péril ; mais cet article a disposé pour un cas particulier, et il est de la nature des exceptions

de ne régir que les cas qu'elles ont prévus ; il reste toujours l'application nécessaire de l'article 328, lorsque ses élémens se trouvant exister, rendent le fait innocent aux yeux de la loi.

VIII. Nous avons rapporté dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 2, pag. 389, n.° 22, un arrêt du 10 janvier 1812, qui a jugé que l'article 323 du Code pénal ne reçoit pas d'application aux blessures faites et aux coups portés par les enfans à leurs père et mère ; « attendu que l'article 321 est conçu en termes généraux et absolus, et que l'article 323 ne fait » exception à sa généralité que pour le seul cas du *parricide.* » Dans l'espèce, il y avait eu provocation par violences graves de la part de la mère à laquelle les blessures avaient été faites ; mais, si la mort s'en était ensuivie, il faudrait poser au jury la question de savoir si elle en avait été le résultat.

IX. Comme en matière *pénale* les lois ne peuvent être appliquées *par analogie*, il fut jugé le 26 mars 1812, que l'article 323 ne peut recevoir d'application au meurtre *d'un beau-père par son gendre ;* mais il fut jugé le 27 novembre de la même année, que cet article recevait une application nécessaire au cas de meurtre commis *par un fils adoptif :* dans cette espèce, l'adoption était attaquée de nullité, et le ministère public avait prétendu que c'était une question *préjudicielle* à juger ; mais la Cour de cassation pensa, que les tribunaux chargés d'instruire et de juger les procès criminels ont essentiellement caractère pour statuer sur les questions qui se trouvent y être accessoires ; il s'agissait toutefois dans ce cas *de l'état des personnes*, et l'on tient en principe que c'est aux tribunaux civils seuls qu'il peut appartenir de statuer sur cette matière : cependant, il avait déjà été jugé le 1.er mars 1811, qu'il suffisait qu'un mariage eût été contracté devant les officiers chargés par la loi d'en recevoir l'acte, pour qu'il fût réputé l'avoir été régulièrement et avoir formé un lien civil, jusqu'à ce que la nullité en eût été prononcée par les tribunaux compétens ; en telle sorte, qu'un pareil mariage suffit pour constater la bigamie et soumettre aux peines de ce crime celui qui, avant sa dissolution légale, se permet d'en contracter un nouveau : que la Cour de justice criminelle saisie de la prévention n'avait qu'à faire déclarer par le jury, si le prévenu était engagé dans les liens d'un précédent mariage, lorsqu'il en aurait contracté un second, et s'il y avait preuve d'une exception de bonne foi qui pût être admise : que les faits qui ne présentent aucune question de droit, ne peuvent constituer une question préjudicielle.

L'espèce jugée par l'arrêt du 26 mars 1812 était la même que celle qui l'avait été par celui du 1.er mars 1811, l'acte d'adoption étant représenté et ayant

été reçu par l'officier public chargé par la loi de lui donner l'authenticité requise.

Mais la jurisprudence établie par ces arrêts présente d'assez graves inconvéniens pour faire examiner la question de nouveau. Ne pourrait-il pas arriver, en effet, que l'acte sur lequel le jury se fonde pour prononcer la culpabilité de l'accusé fût, dans la suite, déclaré *nul* par les tribunaux civils, et ne résulterait-il pas de cette nullité, que la condamnation de l'accusé aurait porté sur une fausse base? que l'accusé aurait été condamné pour un fait qui n'avait pas le caractère de crime? La question étant toute de droit, elle ne peut rentrer dans les attributions du jury.

ARTICLE CCCXXIV.

Le meurtre commis par l'époux sur l'épouse, ou par celle-ci sur son époux, n'est pas excusable, si la vie de l'époux ou de l'épouse qui a commis le meurtre n'a pas été mise en péril dans le moment même où le meurtre a eu lieu.

Néanmoins, dans le cas d'adultère, prévu par l'article 336, *le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que sur le complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale, est excusable.*

OBSERVATIONS.

I. L'article 324 ne dispose que pour le cas de *meurtre*; c'est-à-dire, *d'homicide volontaire*: s'il y avait eu simple *homicide*, le fait retomberait dans les dispositions du droit commun; il pourrait même ne pas être simplement *excusable*, mais tout-à-fait dénué de *culpabilité*.

II. Cet article ne s'étant occupé du *meurtre* que dans ses rapports avec les époux, doit-on en conclure que les *complices* ne pourraient en invoquer la faveur? Les excuses sont *personnelles*; d'où suit, qu'elles ne peuvent profiter qu'à ceux à l'égard desquels la loi les a établies, et, par une conséquence forcée, que relativement à toute autre personne, ce serait la peine applicable au crime qui a été commis qui devrait être infligée.

III. Le premier paragraphe de l'article 324 est commun *aux deux époux*, mais il ne déclare le *meurtre excusable* que dans le concours de *deux* circonstances, sur lesquelles il doit être posé, par suite, des questions particulières au jury, et

qui doivent avoir été résolues affirmativement pour faire rentrer le délit dans la disposition dudit article.

La *première* de ces circonstances est, que *la vie* de l'époux ou de l'épouse ait été *mise en péril :* la *seconde*, qu'elle y ait été mise *dans le moment même* où le meurtre a été commis.

IV. Mais comment, dans un pareil état de choses, le législateur aurait-il pu vouloir que le meurtre ne fût *qu'excusable?* N'y a-t-il pas eu légitime *défense ?* Le fait ne rentre-t-il pas dans la disposition de l'article 328? Aussi l'article 324 ne porte-t-il pas que le meurtre, en ce cas, sera *excusable;* mais *qu'il ne sera excusable que dans ce cas ;* ce qui ne veut pas dire, que l'auteur du meurtre devra *nécessairement* être puni des peines prononcées par l'article 326, mais uniquement et par opposition à l'article 323, que la peine du *meurtre* ne pourra être prononcée contre son auteur; ce qui n'exclut pas l'application, *le cas échéant*, de l'article 328.

V. Il n'y aurait pas *simple excuse*, mais *absence de tout crime et délit*, aux divers cas que nous avons mentionnés dans nos observations sur l'article 323, la qualité d'*époux* ne pouvant imprimer au meurtre ni aux blessures *le caractère de crime ou de délit*, lorsqu'ils ne l'auraient pas eu dans leurs rapports avec tout autre individu.

VI. L'article 324 ne fait pas de distinction entre les époux *séparés de corps* et ceux qui *ne le sont pas;* mais il ne parle pas des époux *divorcés*, et lorsque le Code a voulu les assimiler aux époux qui sont encore dans les liens du mariage, il s'en est formellement expliqué.

VII. Le second paragraphe de l'article 324 ne dispose que dans l'intérêt du mari : pour rentrer dans son application, il faut, ainsi que pour rentrer dans celle du premier, le concours de deux circonstances : la *première*, que le mari *ait surpris sa femme en adultère dans la maison conjugale ;* la *seconde*, qu'il ait commis le meurtre *à l'instant même* qu'il l'y a surprise.

VIII. La *maison conjugale* est celle de la résidence du *mari*, lors même que par tolérance il aurait souffert que sa femme fût s'établir ailleurs : *sic. jud.* par la section civile de la Cour de cassation, le 21 décembre 1818. Dans l'espèce, il s'agissait de savoir si la demande formée par une femme contre son mari, *pour cause d'adultère*, était recevable, lorsqu'elle ne la fondait que sur l'adultère commis par son mari *dans la maison qu'il habitait*, et qu'elle ne l'habitait pas avec lui; et la Cour décida que la demande était *recevable*, attendu que c'était la résidence du mari qui constituait réellement la *maison conjugale*, l'art. 214 du Code civil obligeant la femme d'habiter

avec son mari, et étant dès-lors présumée, *de droit*, avoir le *même domicile*.

IX. Le mari qui se serait rendu le meurtrier de sa femme ne pourrait invoquer la disposition du second paragraphe de l'article 324, qu'au cas où ce serait dans le lieu *de sa résidence* qu'il aurait commis le meurtre, lors même qu'il aurait surpris sa femme, *en flagrant délit*, dans un autre lieu; mais si c'était *dans la maison conjugale*, il l'aurait volontairement homicidée et même *son complice*, que ce double meurtre serait *excusable* aux yeux de la loi.

X. Le Code d'instruction criminelle définit *le flagrant délit*, celui *qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre*, et il imprime le même caractère *au cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique;* mais cette définition ne peut recevoir d'application, dans toute son étendue, au cas exprimé dans l'article 324, cet article n'ayant parlé *du flagrant délit* que sous le rapport où ce serait *au moment même* que l'époux aurait surpris sa femme *en adultère* qu'il aurait commis le meurtre : ce ne serait plus, en effet, *au moment même qu'il l'aurait surprise*, si ce n'était que sur la clameur publique ou postérieurement à l'adultère commis, quelque rapprochée qu'en fût l'époque, qu'il se serait porté à cet acte de vengeance.

XI. L'article 324 s'étant borné à renvoyer à l'article 336, en résulte-t-il que la femme qui aurait homicidé son mari et sa concubine, au cas de flagrant délit *dans la maison conjugale*, ne fût pas elle-même *excusable*? L'article 324 n'a parlé que de l'époux, et l'article 336 ne s'est non plus occupé que de l'adultère de la femme : le Code n'a laissé à la femme que le droit d'arrêter les poursuites dirigées contre elle *par son mari* pour cause d'adultère, en prouvant que lui-même aurait entretenu une concubine dans la maison conjugale. Pourquoi la loi n'a-t-elle pas établi de réciprocité entre deux faits qui semblent porter le même caractère de criminalité? Le législateur en a eu, sans doute, de bonnes raisons, et chacun peut facilement s'en former une juste idée, sans qu'il soit besoin de l'énoncer.

XII. Pour donner à l'article 324 un sens raisonnable, il faut le combiner avec les dispositions de l'article 336, et dire que si la femme avait rendu plainte de l'adultère de son mari, et qu'elle fût parvenue à établir qu'il aurait entretenu une concubine dans la maison conjugale, le mari qui, depuis l'introduction de l'instance, aurait homicidé sa femme, fût-ce même à l'instant qu'il l'aurait surprise en flagrant délit, ne serait pas *excusable*; car si l'adultère de la femme mérite toute l'animadversion de la justice, a raison des suites qui peuvent en résulter, le mari doit s'imputer de l'avoir provoqué, en

se rendant lui-même coupable d'un délit de même nature; l'excuse de la femme se trouve dans la propre turpitude de son mari.

ARTICLE CCCXXV.

Le crime de castration, s'il a été immédiatement provoqué par un outrage violent à la pudeur, sera considéré comme meurtre ou blessures excusables.

OBSERVATIONS.

I. Le Code s'était occupé déjà du crime de castration dans son article 316; mais le législateur a dû prévoir le cas où le crime aurait été provoqué d'une manière à le rendre *excusable*, et c'est ce qu'il a fait dans l'art. 325.

II. Pour le rendre excusable, il doit avoir été *immédiatement provoqué*, et il doit l'avoir été par *un outrage violent à la pudeur;* c'est-à-dire, *par une violence capable de faire la plus vive impression sur l'esprit le plus fort;* ce fut ainsi que s'en expliqua M. le conseiller-d'État Faure, en présentant le projet de l'article 325 à la sanction du Corps-législatif.

III. Le législateur ne pouvait rien préciser davantage : il a dû s'en remettre, sur l'appréciation du fait, à la conscience du jury; mais l'article 325 suppose *nécessairement* que la personne outragée n'aura pas eu d'autre moyen de rendre vaines les violences exercées contre elle.

IV. L'article 325 ne porte pas que l'excuse sera *personnelle* à l'individu qui aura été provoqué par un outrage violent à la pudeur; mais comme il y aurait eu contre le provocateur *une légitime défense*, et que celle *de soi-même ou d'autrui* est placée au même rang par l'article 326, la disposition de l'article 325 devient commune, par la force des choses, à la personne qui aurait contribué à rendre vaine la tentative et à celle qui en aurait été l'objet; la question se compliquerait alors de celle de savoir, si dans la réunion de plusieurs personnes, il ne se serait pas présenté *d'autres moyens* de s'opposer aux violences du provocateur.

ARTICLE CCCXXVI.

Lorsque le fait d'excuse sera prouvé,

S'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, la peine sera réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans;

S'il s'agit de tout autre crime, elle sera réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans;

Dans ces deux premiers cas, les coupables pourront de plus être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

S'il s'agit d'un délit, la peine sera réduite à un emprisonnement de six jours à six mois.

OBSERVATIONS.

I. Il n'y a d'excuses valables que celles qui résultent *de faits admis comme tels par la loi* (*Art.* 339 *du Code d'instruction criminelle*) : d'où suit, que les tribunaux ne peuvent modérer la peine applicable au délit, que dans le cas d'excuses *légales;* mais comme la loi n'a pu les préciser toutes et qu'il serait possible qu'il en existât d'autres qui fussent réellement *atténuantes* du crime, et de nature même à en faire disparaître toute la criminalité, le jury peut déclarer que l'accusé *n'est pas coupable*, et c'est ce qu'il ne manque jamais de faire dans l'occasion, sans qu'il puisse en être blâmé; car il doit nécessairement préférer de faire une déclaration qui doit emporter l'acquittement de l'accusé, que de le déclarer coupable et lui faire appliquer, par suite, une peine qu'il n'a pas encourue : il ne faut pas dès-lors s'étonner si quelques coupables échappent à la vindicte publique, ce qui ne peut être imputé au jury, mais à ce que les peines prononcées par le Code ne se trouvent pas toujours dans une juste proportion avec le délit qui est à réprimer, et qu'il ne laisse pas aux tribunaux la faculté d'en modérer la rigueur : on en chercherait vainement d'autres causes.

II. Nous avons avancé dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. II, pag. 189, n.° VIII, que les présidens de Cours d'assises commettraient *un déni de justice* s'ils refusaient de poser au jury les questions d'excuses *légales* qui auraient été proposées par l'accusé, et nous persistons

dans l'opinion que nous y avons énoncée, malgré tout le respect que nous portons aux arrêts de la Cour de cassation qui ont jugé en sens contraire. Nous pensons, en effet, que c'est au jury *seul* qu'il peut appartenir d'apprécier les faits et leur *moralité* et non pas aux présidens des Cours, ni même à la Cour entière qui n'est juge que de l'application de la peine au fait déclaré par le jury. Si l'excuse n'est pas fondée, le jury la rejettera ; mais dès qu'elle est regardée comme *légale* par une disposition *formelle* du Code, l'accusé ne peut être privé du droit d'y faire prononcer par le jury : cela nous paraît d'autant moins faire la matière d'un doute, que l'article 339 du Code d'instruction criminelle a voulu que : « lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait » admis comme tel par la loi, *la question sera ainsi posée :* tel fait est-il con» stant ? » Ce qui n'est pas simplement *facultatif*, mais ce qui renferme, au contraire, un exprès commandement.

La question d'excuse légale ne peut pas plus être soustraite à l'appréciation du jury, qu'elle ne pourrait être suppléée par les juges, si elle ne résultait pas de la déclaration du jury.

III. Nous avons déjà souvent observé que l'excuse est *personnelle*, qu'elle n'emporte la modération des peines qu'à l'égard de celui qui peut l'invoquer utilement en sa faveur : d'où suit, qu'à raison du même délit, ses auteurs et leurs complices pourraient être condamnés à des peines *d'une nature différente ;* ce qui est une dérogation spéciale aux dispositions de l'article 59, portant que les complices doivent être punis *des mêmes peines* que les auteurs du crime.

IV. Ce n'est que lorsqu'il y a eu *crime* commis, que l'accusé, dont l'excuse a été admise, peut être placé sous la surveillance de la haute police, et dans ce cas là même, la mise en surveillance est purement *facultative : sic. jud.* le 6 novembre 1812.

Les excuses *légales* peuvent être invoquées sur prévention même de simples *délits.*

V. L'article 326, parlant d'*arrêts ou de jugemens*, l'on pourrait supposer que le renvoi des prévenus qui auraient proposé des excuses légales pourrait être fait aux tribunaux correctionnels, lorsque les chambres du conseil ou d'accusation les jugeraient fondées; ce qui serait une erreur, ainsi qu'il fut jugé par arrêt du 6 novembre 1812 ; et ce qui confirmerait, au besoin, ce que nous avons dit, que les questions d'excuses légales doivent nécessairement être soumises à la délibération du jury ; si c'était, en effet, une question de droit qui fût à juger, la Chambre du conseil et celle d'accusation auraient caractère pour la décider, et lorsqu'elles l'auraient résolue en faveur du prévenu, elles seraient

autorisées de renvoyer l'affaire à la police correctionnelle, puisqu'il n'y aurait plus alors que des peines de police correctionnelle à prononcer.

L'excuse proposée ne devient une question de droit, que lorsqu'il s'agit de juger son caractère de légalité.

VI. Ch... avait été déclaré convaincu par le jury, d'avoir donné *un violent coup de bouteille sur la tête de C...*, *et par suite duquel coup ledit C... était mort*, sans que la déclaration portât que l'accusé lui eût *volontairement donné la mort*; et la Cour d'assises, considérant la réponse du jury comme simplement relative à un homicide *involontaire*, *commis par imprudence et provoqué par des violences graves*, n'avait condamné l'accusé qu'à la peine de l'emprisonnement; mais l'arrêt fut cassé : « Attendu que les blessures avaient été *volontaires*, ce qui con-» stituait un homicide *volontaire*, dès que la mort s'en était ensuivie; » le fait de provocation, qui aurait pu *seul* constituer une excuse *légale*, n'avait pas été posé ni résolu par le jury.

VII. Lorsque l'excuse légale a été déclarée par le jury à la décharge de l'accusé, le Code ne prononçant pas de peines plus graves que celle *de l'emprisonnement*, la Cour d'assises serait-elle autorisée à ne prononcer contre l'accusé que des peines *de simple police*, aux termes de l'art. 463?

Que cet article puisse être appliqué dans le cas du 3.e paragraphe de l'article 326, il ne peut s'élever sur ce point de doute raisonnable; attendu que, lors même que l'excuse n'aurait pas été admise, les dispositions de l'article 463 auraient pu être appliquées, s'il était résulté de l'instruction et des débats que le délit aurait été accompagné de circonstances *atténuantes* et que le dommage causé n'aurait pas excédé 25 francs.

Il ne peut s'élever de doute qu'au cas où la peine de l'emprisonnement n'est prononcée qu'en remplacement des peines afflictives ou infamantes qu'aurait encourues l'accusé s'il n'avait pas eu d'excuse *légale* à proposer. Pour faire rejeter l'application de l'article 463 au cas dont il s'agit, on peut objecter que, pour l'appliquer, il faudrait se livrer *à une double conversion* de la peine, d'abord de celle afflictive ou infamante en celle d'un emprisonnement correctionnel, et puis de celle de l'emprisonnement correctionnel en peine de simple police; mais on peut répondre que l'article 463 a disposé *pour tous les cas* où la peine de l'emprisonnement serait applicable, et que l'article 326 ne prononçant que la peine de l'emprisonnement au cas d'excuse *légale*, ses dispositions rentrent, par la force de la loi, dans celle dudit article 463; à quoi l'on peut ajouter que, pour exclure le condamné du bénéfice de l'article 463, il faudrait supposer, dans l'article 326, une exception qui ne s'y trouve pas écrite.

Si l'on répliquait que l'article 463 n'a disposé que pour le cas où la peine de l'emprisonnement aurait été prononcée par le Code pour la répression d'un fait qu'il aurait qualifié délit, et qu'il s'agit ici de la répression d'un fait qualifié crime, et déclaré simplement excusable, on pourrait répondre: 1.° que l'article 463 n'a pas fait cette distinction, et que quand la loi ne distingue pas aucune distinction ne peut être admise; 2.° qu'il ne s'agit plus, au cas de l'article 326, de la répression d'un crime, puisque le fait que l'on avait prétendu le constituer, en avait perdu le caractère. Il fut bien jugé, le 3 février 1814, que dans l'espèce de l'article 57, il ne peut être fait application à l'accusé des dispositions de l'article 463; mais cela le fut ainsi d'après ce considérant, que l'article 57 renferme une disposition *spéciale* faisant nécessairement exception à la généralité de l'article 463; tandis que l'article 326 ne déroge, ni explicitement, ni même implicitement aux dispositions dudit article 463.

La seule objection spécieuse que l'on pourrait invoquer dans l'espèce, pour faire rejeter l'application de cet article, se tirerait de ce que l'excuse admise, la peine se trouvant déjà réduite par la force de l'article 326, le législateur se serait chargé lui-même de réduire la peine, ce que, dans les autres cas, il aurait abandonné au pouvoir discrétionnaire des tribunaux; mais, si l'on pouvait tirer une pareille conséquence de ce que le législateur a réduit la peine afflictive ou infamante en celle de l'emprisonnement, au cas d'excuse légale, l'on serait de même autorisé à soutenir que, toutes les fois que le législateur aurait établi un *minimum* et un *maximum* de peines, les tribunaux ne seraient plus autorisés d'en faire la commutation en celle de simple police, en disant également que la loi aurait *réduit* la peine au *minimum* qu'il aurait fixé, et que, dès-lors, les tribunaux ne seraient pas autorisés d'en faire *une nouvelle réduction*, ce qui annullerait de fait le bénéfice de l'article 463.

§. III.

HOMICIDE, BLESSURES ET COUPS NON QUALIFIÉS CRIMES NI DÉLITS.

ARTICLE CCCXXVII.

Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient ordonnés par la loi et commandés par l'autorité légitime.

OBSERVATIONS.

I. Ces expressions de l'article 327: *ordonnés par la loi* ET *commandés par l'au-*

torité légitime, sont très-remarquables; il en résulte que, pour rentrer dans son application, il ne suffit pas que l'homicide, les blessures et les coups aient été *ordonnés par la loi*, qu'il faut, DE PLUS, *qu'ils aient été commandés par l'autorité légitime*, de sorte que les deux conditions doivent simultanément concourir.

Le Code pénal de 1791 exigeait déjà la réunion de l'une et de l'autre de ces circonstances : il n'appartient pas, en effet, *à de simples particuliers*, de juger de la nécessité de mettre la loi à exécution. Cette judicieuse réflexion n'échappa pas à l'orateur du Gouvernement, lorsqu'il présenta l'article 327 à la sanction du corps législatif; et, d'une autre part, si l'on est tenu d'obéir au commandement de l'autorité légitime, cette obligation a nécessairement des bornes que l'honneur et le devoir ne permettent pas de franchir; d'où suit que, s'il arrivait à l'autorité légitime d'ordonner quelque chose *de contraire aux lois*, l'on ne pourrait être blâmé de lui avoir désobéi : cependant, si la force armée requise par l'autorité légitime n'avait agi qu'aux termes de la réquisition, elle ne se serait rendue coupable de crime ni de délit; elle n'aurait encouru aucune peine; toute la responsabilité retomberait sur l'autorité dont l'ordre serait émané, ce qui ne veut pas dire que la force armée se rendrait coupable en refusant d'obtempérer à une réquisition arbitraire et contraire aux lois.

II. Ce que nous disons du militaire s'applique aux citoyens qui n'auraient fait qu'obéir au commandement de leurs *supérieurs dans l'ordre hiérarchique*, pour l'exécution des lois; ils ne seraient pas même responsables du *dommage* qui pourrait avoir été causé par le résultat de leur obéissance. Le Code pénal de 1791 s'en était formellement expliqué, et quoique la même disposition ne se trouve pas écrite dans le Code pénal de 1810, l'on ne doit pas en conclure qu'il ait été dans l'intention du législateur de faire peser cette responsabilité sur les individus légalement requis; car, l'on ne se rend coupable de *crime ni délit*, ni même *de quasi délit*, quand l'on ne fait qu'obéir au *commandement de la loi*. Le maire d'une commune rurale avait ordonné à ses administrés de s'armer pour aller à la poursuite d'un chien *enragé* : le chien fut *tué* par l'un des individus requis; mais l'une des balles dont son fusil était chargé vint frapper du même coup un autre individu et lui fit une blessure fort grave. Question de savoir si le blessé avait une action fondée contre le tireur, en réparation du dommage causé, tous les conseils auxquels il s'adressa lui répondirent que sa demande ne serait pas accueillie : il ne la forma pas; mais, dans un pareil état de choses, le trésor public ne devrait-il pas être chargé de l'indemnité?

III. Ce n'est qu'au cas d'une nécessité absolue que l'autorité doit requérir

l'action de la force publique, lorsqu'il peut en résulter homicide, coups ou blessures : elle ne le devrait même pas, quand elle n'aurait à consulter que son propre intérêt ; car il lui importe de conserver l'estime et la confiance publiques, qui peuvent souvent plus sur l'esprit des administrés, que toutes les voies de rigueur.

IV. Avant que *la question préparatoire* fut abolie, le lieutenant criminel d'un présidial avait ordonné, sur quelques présomptions de culpabilité, qu'un prévenu y serait appliqué, et, d'après le mode usité dans le ressort, il dut avoir les jambes plongées dans un bassin d'huile bouillante. L'ordonnance du juge ayant été mise à exécution sans que le patient eût fait aucun aveu, il fut mis en liberté; mais il fallut amputer le malheureux qui avait été soumis à cette épreuve atroce : du moment qu'il pût sortir, il s'attacha tellement aux pas de son juge, qu'il l'accompagnait au palais, à la promenade et partout, sans lui faire toutefois le plus léger reproche. Tant que cet individu vécut, ce fut l'ombre du magistrat; la nuit même, il couchait sur un banc qui était en face de son hôtel. Le magistrat lui fit faire inutilement les offres les plus brillantes pour l'engager à se désister de ses poursuites, il les refusa toutes.

V. Les mauvais traitemens *que l'on n'a pas mérités*, loin de calmer les esprits ne font que les irriter davantage : la force peut bien en imposer momentanément; mais il reste dans le cœur le désir de se venger, et il est rare que l'occasion ne s'en présente pas dans un temps plus ou moins rapproché. Cette soif de vengeance est encore plus active dans les masses que dans les individus.

Une chose digne de remarque, c'est que *l'injustice* seule inspire le desscin de se venger : quelque rigueur qui soit exercée, lorsqu'elle l'est *avec justice*, elle peut bien exaspérer un instant les esprits; mais la réflexion ramène bientôt au sentiment du devoir : *l'injustice*, au contraire, laisse des traces profondes qui se perpétuent d'âge en âge; et peut-être ne faudrait-il pas aller chercher ailleurs le principe de tant de catastrophes qui ont renversé les empires les plus puissans.

Nous ne nous sommes jamais rappelé sans un sentiment d'horreur et d'effroi, un certain individu qui n'avait commis l'assassinat dont il était prévenu, qu'après plus de trente années révolues depuis qu'il avait reçu l'injure de la personne qu'il venait d'immoler à sa vengeance ; quoiqu'il y eût eu un raccommodement public entre l'assassin et sa victime, et que depuis ils avaient paru vivre dans la meilleure intelligence : mais l'accusé n'en avait pas moins conservé dans le cœur le désir de se venger de l'injure non méritée qui lui avait été faite ; il n'avait attendu que le moment favorable, et de son aveu, il l'avait

constamment cherché : ce scélérat montant à l'échafaud déclara, hautement, mourir satisfait, puisqu'il s'était vengé.

VI. Nous avons observé sur l'article 295, que la loi n'attache aucune peine au *suicide*, et, qu'en bonne politique, elle n'a pas dû y en attacher : nous en avons donné pour raison principale, que l'individu qui se suicide ne peut s'y porter, ou que par suite d'une aliénation mentale, ou que *pour cause d'injustice reçue* dont l'individu, qui prend une pareille détermination, ne pourrait se venger que par un crime, voulant se mettre, par ce moyen, dans l'impuissance de succomber à la tentation : menacez-le de voir sa mémoire flétrie, il n'hésitera plus; infamie pour infamie, il se vengera, son ennemi le précédera dans la tombe : il faut une vertu plus qu'humaine, en effet, pour ne pas se révolter à la seule vue de celui qui s'est rendu le moteur de l'injustice que l'on a éprouvée. Ne consultât-on donc que son propre intérêt, l'on ne devrait jamais se permettre de commettre une injustice, lors même que l'on se croirait assez fort pour en imposer; car, il n'y a pas de force qui puisse mettre le plus fort à l'abri de la vengeance du plus faible, qui ne tient pas à la vie : cet individu, d'ailleurs, n'a-t-il pas des enfans que l'injustice exercée contre leur père peut avoir réduit à la misère, et l'homme en place qui abuse de son crédit, conservera-t-il toujours l'autorité qui l'a placé dans une position à n'avoir pas à redouter la vengeance de ceux qu'il opprime ?

« C'est aux lois, a dit un publiciste éclairé, à régler l'usage de l'autorité ; » c'est par elles, que l'autorité n'est plus un joug pour les sujets ; mais une » règle qui les conduit, un secours qui les protège, une vigilance paternelle » qui ne s'assure l'obéissance que parce qu'elle s'assure leur tendresse : les » hommes croient être libres, quand ils ne sont gouvernés que par les lois ; » leur soumission fait leur bonheur, parce qu'elle fait leur tranquillité et leur » confiance. »

Lors de l'échange du marquisat de Saluces avec les provinces du Valromey, du Bugey, de la Bresse et du pays de Gex entre la France et la Savoie en 1601, les habitans de ces provinces présentèrent une humble supplique au Roi, dans laquelle ils lui demandèrent de n'être jugés que *par les lois*, de n'être pas livrés *à l'équité des magistrats* : faites des lois, Sire, disaient ces nouveaux sujets, telles rigoureuses qu'elles soient, nous y obéirons; mais garantissez-nous de *l'arbitraire*, toujours la fidèle compagne de *l'injustice* : on est naturellement ami de l'ordre, comme on est naturellement ennemi de l'injustice et de la tyrannie.

ARTICLE CCCXXVIII.

Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

OBSERVATIONS.

I. Il faut le concours de *quatre* circonstances pour rendre applicables les dispositions de l'article 328. La *première*, que l'homicide, les blessures et les coups aient été commandés par la *nécessité;* la *seconde*, qu'ils l'aient été par une nécessité *actuelle;* la *troisième*, qu'ils l'aient été *pour la défense de soi-même ou d'autrui;* la *quatrième*, qu'ils l'aient été dans le cas d'une *légitime défense.*

Lorsque toutes ces circonstances se réunissent, il n'y a ni crime ni délit à imputer au prévenu, ni conséquemment de poursuites à exercer contre lui, pas plus au civil qu'au criminel; car il ne peut même être tenu, en pareil cas, à aucune indemnité pour le dommage qu'il aurait pu causer : *sic. jud.* le 19 décembre 1817; et pareillement jugé le 27 mars 1818, que *la légitime défense* ne constituant pas un simple fait *d'excuse*, son appréciation rentre dans les attributions des chambres du conseil et d'accusation; d'où suit que, si la légitime défense avait été *reconnue et déclarée* par l'arrêt qui aurait fait le renvoi de l'affaire à la Cour d'assises, l'annullation devrait en être prononcée.

II. Il n'y aurait pas *nécessité de légitime défense*, si l'on avait eu, *au moment même*, la faculté d'employer d'autres moyens de se soustraire à l'oppression, que celui de donner la mort, de faire des blessures ou de porter des coups.

III. Il n'y en aurait pas eu nécessité *actuelle* si l'on n'avait commis l'homicide, fait les blessures ou porté les coups, *qu'après* que le péril aurait *cessé.*

IV. Il n'y aurait pas eu *légitime défense de soi-même ou d'autrui*, si l'on n'avait agi que pour la conservation *de ses propriétés*, ou qu'à raison de violences qui auraient été exercées envers les *animaux.*

V. Ce n'en aurait pas été une non plus, si de pareilles violences avaient été employées pour s'opposer à l'exécution *de mandat de justice ou de tout autre ordre émané de l'autorité publique*, lorsque l'exécuteur de l'ordre ou du mandat ne les aurait pas provoquées sans en avoir eu de *motifs légitimes.*

VI. La loi ne considère comme innocens l'homicide, les blessures et les coups portés au cas *de la légitime défense d'autrui*, que pour encourager les citoyens

à se prêter un secours mutuel, ce qu'ils n'auraient osé faire, s'ils avaient été menacés de la peine même la plus légère ; d'où il aurait pu résulter les plus graves inconvéniens.

VII. L'article 328 laisse aux chambres du conseil et d'accusation l'appréciation des faits que l'on prétend être de nature à constituer la légitime défense; et lorsque l'affaire est renvoyée devant la Cour d'assises, il s'en remet à la conscience du jury. Si le législateur a précisé quelques cas spéciaux de légitime défense, comme il l'a fait dans l'art. 329, ce n'a pas été d'une manière *limitative;* mais uniquement parce qu'il a jugé que ceux-là suffisaient, par eux-mêmes, pour la constituer.

VIII. Nous avons établi, sur l'article 295, que l'homicide et les blessures qui deviennent la suite d'un *duel*, ne constituent ni crime ni délit, comme étant le résultat de la nécessité actuelle d'une légitime défense, et nous avons cité à l'appui, des arrêts de la cour des Pairs et de la cour de cassation qui l'ont ainsi jugé. Cependant, quelques Cours royales ont élevé des doutes sur la question de savoir s'il est vrai que les peines prononcées par les anciennes lois contre les duellistes aient été abolies par le Code pénal de 1791; mais, si elles avaient connu le décret du 12 septembre 1792, elles y auraient vu qu'en conséquence de cette abolition, tous procès instruits contre des duellistes, et même tous jugemens qui étaient intervenus sur cette matière, avaient été déclarés éteints et comme non-avenus, et que comme l'ancienne législation sur le duel n'a pas été rétablie, elle se trouve encore aujourd'hui dans l'abolition prononcée par le Code pénal de 1791, qui n'a pas voulu qu'à l'avenir l'on considérât comme crimes, d'autres faits que ceux auxquels il attachait ce caractère.

Il viendra, sans doute, un temps où l'on n'exposera plus à l'incertitude d'un duel une vie qui doit être consacrée tout entière à la défense de son pays; mais cette époque si désirée n'arrivera pas tant que l'on pourra supposer que, *malheur est à celui qui pour prouver que ses mains sont pures est réduit à invoquer l'autorité d'un arrêt ;* car, si même un arrêt ne peut venger l'honneur outragé, quel autre moyen restera-t-il à l'insulté que de tirer vengeance, par les armes, de l'injure qu'il aura reçue? Ce n'est pas pour donner une plus haute idée de sa valeur que l'on se bat en duel; mais parce qu'on y croit son honneur intéressé. Les Français sont plus avares de leur honneur que de leur sang; ce n'est pas par la sotte raison que certain auteur a cru pouvoir donner, *qu'il est plus beau de se servir de son bras dans un combat, que de sa langue dans un procès*, que l'on se bat en France : l'on y a des idées plus saines de morale et de justice.

D'autres temps, d'autres mœurs! Un Français, quelqu'élevé en dignité qu'il fût, n'oserait prendre sur lui de répondre au défi qui lui serait porté, comme le fit Marius, *que si le brave qui l'appelait en combat singulier était pressé de mourir, il n'avait qu'à se pendre.* Que l'on ait un respect religieux pour l'autorité de la chose jugée, comme on l'avait pour les oracles des Sybilles dans les premiers âges du monde; et, l'honneur de l'offensé mis à couvert par cette voie, la manie du duel perdra bientôt son principal aliment, et sur-tout lorsque l'esprit de parti n'exercera plus son empire.

IX. Mais ce serait abuser de ce que la loi ne prononce aucune peine contre les duellistes, que de laisser sans poursuites l'auteur d'homicide ou de blessures qui auraient été le résultat d'un combat *à des chances inégales*, ou qui, *sous l'apparence d'un duel*, n'auraient été que la suite d'un véritable *guet-apens*.

Article CCCXXIX.

Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivans :

1.° *Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, ou si les coups ont été portés en repoussant pendant la nuit l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances;*

2.° *Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence.*

Observations.

I. Si, dans les cas *ordinaires*, le fait allégué de la nécessité actuelle d'une légitime défense de soi-même ou d'autrui est abandonné à l'appréciation du jury, rien au contraire n'est laissé au pouvoir discrétionnaire des tribunaux, lorsqu'il y a preuve acquise de *l'une des circonstances mentionnées en l'article* 329. Les juges commettraient un excès de pouvoir, s'ils mettaient en accusation le prévenu d'homicide commis en repoussant, *pendant la nuit*, la violation de son domicile par effraction ou escalade, ou en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence; ou s'ils prononçaient des peines afflictives ou infamantes contre un prévenu d'avoir commis l'homicide, fait les

blessures ou porté les coups, au cas d'escalade ou d'effraction, *pendant le jour*, aux clôtures de sa maison ou de ses dépendances.

II. L'article 329 ne considère comme constitutifs de la nécessité actuelle d'une légitime défense de soi-même ou d'autrui, dans un sens absolu, c'est-à-dire, comme ne devant rendre son auteur passible d'aucune peine, que l'homicide commis, les blessures faites ou les coups portés, en repoussant, *pendant la nuit*, l'effraction ou l'escalade d'une maison habitée ou de ses dépendances : ou qui l'ont été en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence. Quant à l'homicide, aux blessures et aux coups portés en repoussant, *pendant le jour*, l'effraction ou l'escalade, le délit n'est que simplement *excusable*.

III. L'article 329 ne dit pas, que pour rendre excusables l'homicide commis, les blessures faites ou les coups portés dans les cas qu'il détermine, ils doivent avoir été le fait *du propriétaire ou du locataire* de la maison ou de l'appartement; il parle, en termes généraux, de l'effraction et de l'escalade d'une maison ou d'un appartement habité et de ses dépendances; ce qui s'applique à tous les cas où c'est *en repoussant l'effraction ou l'escalade* que l'homicide a été commis, les blessures faites ou les coups portés. Pour donner un sens plus restreint à ces mots, *en repoussant*, et pour en tirer la conséquence que l'article 329 aurait parlé des seules personnes actuellement résidantes dans la maison ou l'appartement, il faudrait aller jusqu'à supposer que le propriétaire ou le locataire *de la maison* qui s'apercevrait du dehors que l'on y ferait effraction ou qu'on l'escaladerait, se rendrait coupable de crime, en s'opposant à ce que les malfaiteurs s'y introduisissent, ce qui serait une supposition absurde; et si, du dehors, le propriétaire ou le locataire de la maison ou de l'appartement peut s'opposer à l'effraction ou l'escalade, il faut en dire de même d'une personne étrangère, dès que, sur-tout, l'article 329 s'est servi de la locution *d'une maison*, et non pas de celle, *de la maison* ou de l'appartement du propriétaire ou du locataire qui aurait commis l'homicide ou fait les blessures; ce qu'il n'aurait pas manqué de faire, s'il n'avait entendu comprendre dans sa disposition que *le propriétaire ou le locataire* et les personnes qui s'y seraient trouvées au moment de l'effraction ou de l'escalade : la personne étrangère qui agit ainsi ne le fait que pour *la légitime défense d'autrui*.

IV. L'on a vu qu'il n'y aurait pas eu *défense légitime* si l'homicide, les blessures ou les coups avaient été le résultat de l'opposition que l'accusé aurait apportée à l'exécution d'un mandat de justice ou de tout autre acte émané de l'autorité publique, lors-même qu'il y en aurait eu provocation de la part de

l'agent de la force publique, s'il avait eu des motifs légitimes d'en user ainsi ; mais il doit être bien entendu qu'il ne pourrait y en avoir eu de légitimes, si pareilles choses se fussent passées *pendant la nuit;* c'est-à-dire, si c'était pendant la nuit que les agens de la force publique se fussent permis de faire effraction ou escalade aux clôtures extérieures des maisons ou dépendances de celui qui les aurait homicidés, fait des blessures ou porté des coups *en les repoussant;* car, l'article 329 ne fait pas d'exception à leur égard, et il ne devait pas en faire, autrement il aurait pu résulter delà que des brigands s'annonçassent comme étant des agens de l'autorité publique et qu'ils parvinssent, à l'aide de cette supercherie, à s'insinuer *pendant la nuit*, dans les maisons des particuliers pour les dévaliser et les assassiner, sans que les propriétaires ou locataires eussent osé repousser leur attaque, dans la crainte d'être poursuivis et punis comme homicides volontaires, au cas où ç'auraient été de véritables agens qui se seraient ainsi portés à violer leur domicile. Cependant, l'on peut se rappeler ce qui se passa, en 1821, dans l'affaire du colonel S...., dont le domicile avait été violé, *pendant la nuit*, par un commissaire de police assisté d'une forte escorte, sans que nous ayons eu connaissance que ce commissaire ait été poursuivi à raison des effractions qu'il s'était permises. Supposons qu'au lieu de se résigner à voir ainsi fracturer les portes de son appartement, sans opposer de résistance, le colonel S.... eût homicidé le commissaire de police ou quelques personnes de son escorte, croit-on que, pour ce fait, il aurait pu être recherché et puni comme coupable d'homicide volontaire ou même de simple homicide ?

V. L'article 329 met au rang de la légitime défense, par sa seconde disposition, l'homicide commis, les blessures faites, ou les coups portés *en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence.*

Le Code ne fait, à cet égard, aucune distinction *du jour ni de la nuit;* il n'y met pas non plus pour condition que les voleurs se seront introduits dans la maison par telle ou telle voie, ni que le vol ou pillage aura été commis dans l'intérieur d'une maison habitée ou ses dépendances; il suffit que les auteurs de vols ou de pillages aient usé de *violence.*

Mais, doivent-ils avoir usé de violence *envers les personnes?* L'article 329 n'ayant pas imposé cette condition, on pourrait raisonnablement soutenir qu'une pareille restriction ne peut y être suppléée; en effet, et, lorsque le législateur a voulu que les violences aient été exercées *envers les personnes*, il s'en est expliqué nettement, comme il l'a fait dans l'article 321; mais, si l'article 329 ne porte pas que l'homicide, les blessures ou les coups doivent

avoir eu lieu dans le cas de violences exercées *envers les personnes*, il le sous-entend nécessairement en supposant que l'homicide, les blessures ou les coups auront eu lieu *en se défendant.*

SECTION IV.

ATTENTATS AUX MOEURS.

ARTICLE CCCXXX.

Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

OBSERVATIONS.

I. Pour rentrer dans l'application de cet article l'outrage doit avoir été *public*; s'il n'avait pas été *public* et qu'il n'eût pas été exercé avec *violence*, ce qui aurait fait rentrer le délit dans l'application de l'article 331, il n'y aurait pas de peines à prononcer contre le prévenu : il eût été trop facile d'abuser d'une disposition qui aurait eu de pareils outrages pour objet, en l'absence de l'une ou l'autre de ces circonstances, pour que le législateur n'ait pas dû parer à ce grave inconvénient, en restreignant l'application de peines aux cas de publicité et de violence : aussi la Cour de cassation n'hésita-t-elle pas d'annuller, le 9 novembre 1820, un arrêt de condamnation rendu par une Cour d'assises, lorsqu'il ne résultait pas de la déclaration du jury que l'outrage eût été fait *publiquement*, ni que l'accusé eût usé de *violence;* et ne fit-elle pas même le renvoi de l'affaire à une autre Cour pour être procédé à des nouveaux débats. Dans l'espèce, le nommé M... était prévenu d'avoir commis un outrage à la pudeur *avec violence*, ce qui faisait rentrer le délit dans la compétence de la Cour d'assises, mais le jury avait répondu négativement sur la circonstance de la *violence*, et cependant la Cour d'assises n'en avait pas moins condamné l'accusé aux peines prononcées par l'article 330; son arrêt fut cassé : « Attendu que, pour qu'il » puisse y avoir lieu à l'application de cet article, il faut que l'outrage à la » pudeur ait été *public;* — Que la réponse du jury n'avait rien déclaré sur cette » circonstance de *publicité constitutive du délit de l'art.* 330; — Que cette cir- » constance n'avait pas non plus été posée dans la question. »

Le jury aurait répondu affirmativement sur la question de *violence*, que ce n'aurait pas toujours été l'article 330 qui serait devenu applicable, mais le dispositions de l'article 331.

La Cour de cassation l'avait déjà jugé de même par un précédent arrêt du 2 février 1815, sur lequel nous aurons à revenir dans nos observations sur l'article 331.

II. Au cas prévu dans l'article 330, il n'y a que simple *outrage* et par suite, que des peines correctionnelles à infliger à son auteur, lorsque dans le cas de violence qui fait l'objet de l'article 331, c'est un *attentat* qui emporte la peine de la *réclusion*.

III. L'article 330 embrasse dans sa généralité les personnes des deux sexes.

IV. L'outrage à la pudeur aurait été commis *la nuit*, que s'il l'avait été dans *un lieu public* il aurait le caractère *d'un outrage public* : ce fut ainsi que le jugea la section criminelle de la Cour de cassation, le 26 mars 1813, sur le pourvoi du ministère public contre un jugement qui avait prononcé, dans un pareil état de choses, le renvoi des prévenus. Un commissaire de police, faisant sa ronde *de nuit*, avait surpris un homme et une femme en *copulation charnelle dans la rue* : c'étaient les termes de son procès-verbal, par suite duquel les deux individus avaient été traduits devant le tribunal de police correctionnel pour leur faire appliquer les peines prononcées par l'article 330; et le tribunal saisi les avait renvoyés de la prévention : sur l'appel du procureur du Roi, le jugement avait été confirmé, attendu que le fait, tel qu'il était constaté au procès-verbal, ne pouvait être considéré comme un outrage public à la pudeur. L'arrêt de cassation fut ainsi motivé : « attendu qu'en relaxant ainsi les prévenus » de l'action intentée contre eux, le tribunal a violé l'article 330, et dans ses » motifs et dans l'acquittement qui en a été la conséquence; qu'en effet, les » outrages à la pudeur prévus et punis par l'article 330, sont ceux qui, n'ayant » pas été accompagnés de violence ou de contrainte, n'ont pu blesser la pu- » deur de la personne sur laquelle des actes déshonnêtes peuvent avoir été » exercés, qui ont ainsi pu n'offenser que les bonnes mœurs; mais qui, par » leur licence et leur publicité, ont dû être l'accessoire d'un scandale public » pour l'honnêteté et la pudeur de ceux qui, *fortuitement*, ont pu en être les » témoins;—Que ce genre de délit, qui est moins fondé, ainsi que l'a dit l'ora- » teur du Gouvernement, sur la méchanceté, que sur l'oubli ou le mépris de » soi-même, n'est puni par l'article 330 que de peines correctionnelles, tandis » que les outrages faits à la pudeur privée, exercés sans consentement et » avec violence, sont punis de peines plus sévères par les articles 331 et sui- » vans, qui les qualifient d'attentats à la pudeur; — Que le consentement » même que pourrait avoir donné B... avec laquelle C... avait été surpris » outrageant la pudeur et l'honnêteté publiques *dans une rue*, ne pouvait les

» soustraire à l'application de l'article 330, et des peines qu'il prononce;—Q
» la circonstance que cet acte déhonté de licence avait eu lieu *la nuit*, n'en dé-
» truisait pas la *publicité*, puisque le passage et la circulation dans les rues sont
» de droit, et souvent d'usage, *la nuit comme le jour.* »

V. C'est uniquement de l'outrage *par action* que parle l'article 330; si l'on ne pouvait le faire résulter que de *discours*, ce serait une offense à la *morale publique* qui rentrerait dans les dispositions de l'article 8 de la loi du 17 mai 1819.

ARTICLE CCCXXXI.

Quiconque aura commis le crime de viol, ou sera coupable de tout autre attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de la reclusion.

OBSERVATIONS.

I. *Le viol et l'attentat à la pudeur* commis *avec violence*, sont placés sur la même ligne : la loi y attache la même gravité ; mais, lorsqu'il n'y a eu *qu'attentat*, il doit avoir été commis ou tenté *avec violence*, pour faire rentrer le crime dans l'application de l'article 331 ; c'est la condition *sine quâ non* de la loi : *sic jud.* le 2 octobre 1819.

II. La *violence* étant *constitutive* du crime, si le jury n'en avait déclaré l'accusé coupable *qu'à la simple majorité*, la Cour d'assises serait tenue d'en délibérer : il y eut arrêt dans ce sens le 2 février 1815, motivé sur ce que « l'attentat à la pudeur » dont était accusé V..., n'ayant pas été commis *publiquement;* il ne pouvait prendre » *un caractère de criminalité quelconque* que par la circonstance *de la violence;* que » cette circonstance faisait donc *partie nécessaire du fait principal;* que les jurés » ne l'ayant décidée *qu'à la majorité simple*, les juges de la Cour d'assises devaient » délibérer d'après ce qui est prescrit par l'article 351 du Code d'instruction » criminelle; que ce n'était que sur le résultat de cette délibération que la loi » pénale pouvait être appliquée. »

III. Que l'attentat ait été *consommé* ou qu'il ait seulement été *tenté*, la peine est la même; mais, pour rendre la *tentative* punissable, doit-il y avoir déclaration faite par le jury, de toutes les circonstances exigées par l'article 2 du Code pénal pour la constituer? La Cour de cassation jugea, le 10 mars 1820, dans l'espèce suivante, qu'il suffisait de la simple déclaration que l'attentat avait été tenté.

La déclaration faite par le jury portait que B... s'était rendu coupable *d'attentat public à la pudeur, tenté avec violence* sur la personne d'une fille âgée de treize ans et demi, sans avoir précisé aucune des *circonstances constitutives de la tentative ;* et la Cour d'assises avait fait à l'accusé l'application des peines prononcées par l'article 330, quoique cet article ne dispose que pour le cas d'outrage public fait à la pudeur, ce qui n'était pas l'espèce de la cause; de sorte que, quand la tentative aurait eu les caractères exigés par l'article 2, ç'auraient été les peines prononcées par les articles 331 et 332 combinés, qui seraient devenues applicables, et que, dans tous les cas, il aurait été fait une fausse application de la loi pénale; mais, y avait-il lieu de prononcer une condamnation ? Telle était la véritable question du procès: les circonstances constitutives de la *tentative punissable* n'ayant pas été déclarées à la charge de l'accusé, pouvait-on d'abord suppléer dans l'article 332 ces mots de l'article 331 : *ou tenté de commettre ;* et, dans le cas de l'affirmative, suffisait-il *de la simple déclaration* qu'il y avait eu *tentative*, pour faire appliquer à son auteur la peine prononcée par cet article 332 ? La *première* de ces questions ne pouvait présenter de grandes difficultés, l'article 332 n'étant que le corollaire de l'article 331 ; et, d'ailleurs, toutes les fois que l'action est réputée *crime*, la *tentative* en devient punissable, aux termes de l'article 2. La *seconde*, au contraire, présentait des doutes assez sérieux ; mais la Cour jugea que la tentative punissable résultait suffisamment de ce qu'elle avait été accompagnée de violences; « attendu, porte l'arrêt, que *la tentative violente* d'un attentat à » la pudeur *renferme par elle-même* les circonstances exigées par l'article 2 ; que » c'est pour cela que l'article 331 l'a spécialement et immédiatement jointe à » l'attentat consommé, et qu'ainsi il a voulu que l'attentat à la pudeur devînt » un crime par cela seul qu'il y aurait eu violence dans l'acte par lequel l'auteur » aurait cherché à exécuter son attentat; —Qu'il suit de ces considérations, fondées *sur l'esprit et sur le texte* de la loi, que la Cour d'assises a faussement appliqué l'article 330 et violé les articles 331 et 332 du Code pénal ».

Est-il bien vrai qu'il suffise *de la simple déclaration de la tentative*, sans la rattacher aux circonstances exigées par l'article 2, pour rendre son auteur passible des peines prononcées par la loi, lorsque l'article du Code pénal qui devient applicable déclare la tentative punissable? L'arrêt cité porte, qu'il suit des considérations qu'il relève, que, d'après *l'esprit et le texte de la loi*, il suffit, dans l'espèce d'un attentat à la pudeur, de la déclaration faite par le jury qu'il y a eu tentative d'un attentat de cette nature, commis avec violence ; et nous craignons que l'indignation bien naturelle que doit inspirer une action aussi condamnable n'ait trop fortement agi dans cette occasion sur l'esprit des magistrats ;

car, des peines ne peuvent être appliquées d'après *l'esprit* de la loi; et lorsque la loi renferme *un texte précis*, les juges n'ont plus à consulter son *esprit*; de sorte que toute la question se réduit au point de savoir si, des termes de l'article 331, il résulte une dérogation *spéciale* aux dispositions *générales* de l'article 2; or, cet article porte bien que la *tentative* des crimes qu'il prévoit sera punie; mais il n'ajoute pas qu'il y aura tentative *punissable*, lors-même qu'elle n'aura pas été accompagnée des circonstances voulues par l'article 2, qui est le siège de la matière.

Cependant la Cour de cassation l'a jugé de même encore le 20 septembre 1822 : trois séries de questions avaient été posées au Jury; *la première*, sur le fait de l'attentat *consommé;* la *seconde*, sur la *tentative* de cet attentat *avec violence*, la *troisième*, sur les circonstances qui rendent *la tentative punissable :* la réponse du jury avait été *négative* sur la *première* question et *négative* aussi sur la *seconde*, mais *à la simple majorité:* le jury ne s'était pas expliqué sur la *troisième*, relative aux *circonstances* qui avaient accompagné la tentative. Sur cette déclaration la Cour d'assises avait prononcé l'absolution de l'accusé; mais son arrêt ayant été soumis à la censure de la cour de cassation, l'annullation en fut prononcée, tant à raison de ce que la Cour d'assises n'avait pas délibéré sur la déclaration du jury faite *à la simple majorité*, sur la question relative à la *tentative*, qu'à raison de ce que cette Cour avait soumis au jury l'appréciation *des circonstances* qui pouvaient s'y rattacher,

« Attendu, porte l'arrêt, que d'après l'article 331 du Code pénal, c'est le con-
» cours de la circonstance *de la violence* qui constitue *la criminalité de la tenta-*
» *tive d'attentat à la pudeur ;* — Qu'en effet, cette circonstance y est énoncée non
» comme simplement aggravante du fait, mais comme élémentaire de sa crimina-
» lité;—Que, dès-lors, pour constituer la criminalité de cette espèce de tentative,
» *il n'est pas besoin d'une déclaration de la réunion des trois circonstances élémentaires*
» *des tentatives en général ;* que l'article 2 du Code pénal énonce qu'en effet, par l'acte
» seul de tenter une attentat à la pudeur avec violence, il y a attentat à la pudeur,
» *plein, entier* et *consommé ;*—Que c'est par ce motif que l'article 331 énonce, avec
» le fait d'avoir consommé l'attentat à la pudeur celui de l'avoir tenté avec violence;
» et que, s'il avait voulu confondre cette tentative avec les autres dont parle l'ar-
» ticle 2, au lieu de la distinguer par une énonciation spéciale, il se serait ré-
» féré, comme pour les autres crimes, à la disposition générale de cet ar-
» ticle 2; —Et attendu que, par sa réponse à la seconde question, le jury
» avait déclaré, à la majorité de sept contre cinq, l'accusé coupable d'avoir tenté
» un attentat à la pudeur avec violence;— Que, d'après l'article 331 du Code
» pénal, ce fait, ainsi déclaré, constituait un crime passible de la reclusion;—Que
» dès-lors, la Cour d'assises n'avait point à examiner la réponse du jruy aux

» questions mal à propos présentées sur les circonstances élémentaires des ten-
» tatives en général ;—Mais que, dès l'instant où elle trouvait dans la réponse
» du jury à la seconde question, l'affirmation d'un fait déclaré crime par l'ar-
» ticle 331, elle devait s'arrêter à cette réponse, y délibérer conformément à
» l'article 351 du Code d'instruction criminelle et à la loi du 24 mai 1821,
» pour statuer ensuite, d'après le résultat de sa délibération, sur l'absolution
» ou la condamnation de l'accusé;—Qu'au contraire, au lieu de délibérer sur la
» réponse du jury à la seconde question, elle a statué sur l'ensemble des réponses
» du jury aux questions concernant les circonstances élémentaires des tenta-
» tives, et prononcé, d'après ces réponses, l'absolution de l'accusé; — En quoi
» elle a méconnu le caractère de criminalité donné par l'article 331 au fait dé-
» claré dans la réponse du jury, à la majorité de sept contre cinq, sur la seconde
» question, et, par suite, violé la disposition de cet article et celle de l'art. 351
» du Code d'instruction criminelle, et la loi du 24 mai 1821 : par ces motifs
» casse, etc. ».

Mais, lorsque le législateur a voulu que *la tentative* de l'attentat fût placée dans la même catégorie que le crime consommé, sans qu'il fût besoin d'y rattacher les circonstances exigées par l'article 2, il l'a formellement déclaré, comme on peut s'en convaincre en recourant à l'article 88, et l'on ne retrouve plus la même disposition dans l'article 331. On peut très-bien, sans doute, à l'aide du raisonnement, trouver le même *esprit* dans l'article 331 que dans l'article 88 ; mais, nous répéterons ici ce que nous avons déjà dit plus haut, que ce n'est pas d'après *l'esprit supposé* d'une loi, mais d'après son *texte précis*, que des peines peuvent être appliquées; à quoi nous croyons pouvoir ajouter que, en l'absence d'un *texte précis*, l'on ne pourrait infliger des peines, sans réduire la législation criminelle à un *arbitraire* effrayant, ce qu'a voulu prévenir l'article 4 du Code pénal, en déclarant que : « nulle contravention, nul » délit, nul crime, ne peuvent être punis de peines *qui n'étaient pas* PRONONCÉES » PAR LA LOI *avant qu'ils fussent commis.* » Et l'on ne peut dire que la loi a prononcé une peine, lorsque l'on est contraint de consulter son *esprit* et non sa *lettre*, pour en faire l'application.

IV. *Le viol* ne peut se constituer que par des actes *de violence :* s'il n'y avait pas eu *violence*, il n'y aurait eu que simple *fornication.*

V. Ce n'est pas d'une force *morale*, d'une simple séduction, que parle l'article 331, mais d'une force *physique* employée pour vaincre la résistance. *Violenter*, en effet, *c'est contraindre, c'est obliger de faire par force la chose que l'on exige et à laquelle on se refuse.*

VI. Lors même que la femme sur laquelle il aurait été commis, par *violence*, un attentat à la pudeur, aurait eu précédemment des enfans *hors mariage*, les dispositions de l'article 331 n'en deviendraient pas moins applicables à son auteur : nous ne connaissons pas, à la vérité, d'arrêts qui l'aient ainsi jugé sous l'empire du Code; mais les auteurs en citent un qui condamna le fils d'un riche négociant à être pendu pour crime de *viol*, quoiqu'il s'en fût rendu coupable *dans un mauvais lieu.*

VII. Sur une plainte rendue contre cinq individus, comme auteurs et complices d'un crime de viol, le jury avait répondu que l'un des accusés s'était rendu coupable *d'avoir violé ou tenté de violer;* et, sur cette déclaration, il avait été condamné aux travaux forcés à perpétuité, par application de la deuxième disposition de l'article 333, le viol, à raison des circonstances, rentrant dans la disposition de cet article. Le condamné s'était pourvu en cassation, et il tirait son principal moyen de ce que le jury ne l'ayant pas déclaré coupable de *viol* d'une manière *affirmative*, il ne restait à sa charge que la simple *tentative*, à laquelle le jury n'avait rattaché aucun des caractères exigés par l'article 2 pour la rendre punissable; et son pourvoi n'en fut pas moins rejeté, par arrêt du 18 mai 1815, sur les motifs que la peine *de la tentative de viol* était la même que celle *du viol consommé*, et que la *tentative de viol* ne pouvant exister que *par la manifestation d'actes extérieurs, elle constituait nécessairement un attentat à la pudeur commis avec violence;* ce qui faisait rentrer le crime dans la disposition de l'article 331.

Mais revient toujours ici la question de savoir si la *tentative punissable* en cette matière, peut résulter de la simple déclaration faite par le jury, qu'il y a eu *tentative.* La tentative *de viol* entraîne bien, comme le porte l'arrêt, une tentative *d'attentat à la pudeur, commis avec violence et résultant d'actes extérieurs;* mais il n'en résulte pas *nécessairement* que la tentative n'ait *manqué* son effet que par des circonstances *fortuites ou indépendantes*, et qu'elle ait été accompagnée des autres circonstances exigées par l'article 2 pour constituer une tentative *punissable* aux yeux de la loi.

VIII. Sous l'empire du Code pénal de 1791, la Cour de cassation jugeait que si la personne sur laquelle il y aurait eu viol ou attentat à la pudeur avec violence, était morte dans l'action, celui qui s'en était rendu coupable avait encouru la peine de mort. Elle l'avait ainsi jugé, notamment par deux arrêts, l'un du 18 brumaire an 12, l'autre du 27 août 1807; mais l'article 304 du Code pénal de 1810, ne prononçant la peine de mort qu'au cas où le meurtre aurait

précédé, accompagné ou suivi *un autre crime ou délit;* la Cour n'a pas cru devoir persister dans son ancienne jurisprudence, « attendu que le viol et le » meurtre qui en est le résultat, ne constituent pas deux délits *indépendans : sic jud.* le 23 juin 1812.

ARTICLE CCCXXXII.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, le coupable subira la peine des travaux forcés à temps.

OBSERVATIONS.

I. Quoique l'article 332 ne parle que du crime commis, sans ajouter, ainsi que l'a fait l'article 331, *ou tenté de commettre*, la tentative n'en est pas moins punissable de la peine prononcée par cet article 332, lorsque le crime a été tenté sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, car l'on rentre alors dans la disposition générale de l'article 2; et, d'ailleurs, l'article 332 n'est que le corollaire de l'article 331 : l'article 332 ne diffère, en effet, de l'article 331, que quant à *l'âge* de la personne sur laquelle la violence a été exercée, et que quant à la gravité de la peine.

II. Pour faire appliquer à l'accusé la peine prononcée par l'article 332, il doit y avoir eu déclaration expresse, par le jury, que la personne qui a été l'objet des violences, était un enfant *au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis;* mais n'importe de quel sexe fût l'enfant.

III. L'article 332, non plus que l'article 331 et les suivans, ne reçoit pas d'application au cas *de rapt de séduction*, qui fait la matière spéciale du §. II, sect. VI du présent titre.

ARTICLE CCCXXXIII.

La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité, si les coupables sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont commis l'attentat, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou s'ils sont fonctionnaires publics, ou ministres d'un culte, ou si le coupable.

quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes.

OBSERVATIONS.

I. L'article 333 a rangé dans la même catégorie ceux qui ont *autorité* sur la personne qui est devenue l'objet de l'attentat, ses *instituteurs* ou *serviteurs à gages*, les *fonctionnaires publics* et les *ministres d'un culte ;* mais il faut que l'accusé ait eu l'une de ces *qualités*, et que le jury en ait fait la déclaration formelle, pour faire rentrer le crime dans la disposition dudit article.

II. Par *instituteurs*, l'on doit entendre *tous les maîtres* à qui l'éducation de la jeunesse est confiée, soit que les élèves soient établis dans leurs maisons, soit qu'ils soient appelés dans des maisons particulières.

III. C'est aussi *de tous les ministres du culte*, à quelque religion qu'ils appartiennent, que parle l'article 333.

IV. Mais, sous le terme générique de *fonctionnaires publics*, doit-on entendre tous ceux qui sont revêtus d'un caractère public? Il fut jugé, le 24 janvier 1822, qu'un employé des douanes, *dans le lieu où il exerce ses fonctions*, est un fonctionnaire public dans le sens de l'article 333 : mais *quid juris*, s'il avait commis le crime hors de son arrondissement? Si l'on peut dire qu'un fonctionnaire public ne cesse pas d'en avoir le caractère, lors-même qu'il se trouve hors du lieu où il exerce ses fonctions, on peut dire, d'autre part, que si le fonctionnaire public doit être plus sévèrement puni, aux termes de l'article 333, que tout autre individu, c'est que le législateur a supposé qu'il pourrait plus facilement abuser de l'empire qu'il se serait arrogé sur ses administrés; cependant, le Code n'a pas établi de distinction entre le cas où le fonctionnaire public aurait commis l'attentat envers un de ses subordonnés, et celui où il l'aurait commis envers toute autre personne et hors du lieu de sa résidence; que c'est le caractère dont il est revêtu qui aggrave son crime. « Les fonctionnaires publics, disait M. Ber-» lier, dans la discussion qui s'établit au Conseil d'Etat, doivent aux autres » citoyens l'exemple d'une conduite pure et sans tache; plus repréhensibles » quand ils commettent des fautes, plus coupables quand ils commettent des » crimes, ils doivent être punis davantage. »

Il ne suffirait pas d'avoir *momentanément* rempli des fonctions publiques pour rentrer dans la disposition de l'article 333, si ce n'était pas pendant la durée de cet exercice que l'on se fût rendu coupable du délit réprimé par cet article.

V. Un père avait été déclaré convaincu d'avoir commis un attentat à la pu-

deur, avec violence, envers deux de ses filles, et l'arrêt contre lequel il s'était pourvu, l'avait condamné aux peines prononcées par l'article 333. Il tirait son ouverture de cassation de ce que le Code n'avait prononcé aucune peine pour le cas *d'inceste ;* mais il n'y en avait pas moins eu attentat à la pudeur commis avec violence de la part d'un père, et conséquemment envers une personne sur laquelle il avait *autorité :* aussi, le pourvoi fut-il rejeté avec indignation, par arrêt du 1er juillet 1813.

VI. Il avait été proposé d'appliquer la peine de mort aux *serviteurs à gages* qui se porteraient à d'aussi coupables excès ; et si, contre notre opinion, la peine de mort pouvait encore être maintenue, peut-être eussions nous appuyé la proposition ; car, le serviteur à gages qui abuse de la confiance nécessaire de son maître pour le blesser ainsi dans ses affections les plus chères, se rend coupable, en même temps, de l'action la plus lâche et la plus criminelle : cependant, un individu qui, dans cet état de domesticité, avait commis un viol sur la fille de son maître, n'avait été condamné, pour ce fait, qu'à la peine de la *reclusion*, sur le motif que ce n'était pas *contre son maître même* qu'il avait commis l'attentat ; mais l'arrêt fut cassé : « attendu que celui qui est » reçu dans une maison en qualité de serviteur à gages, doit être considéré » comme ayant cette qualité, non-seulement à l'égard du chef de la maison, » mais aussi à l'égard de sa femme et de ses enfans demeurant avec lui.... » (*Arrêt du 6 septembre* 1821).

VII. *L'âge* de la personne violée ou sur laquelle il a été commis un attentat à la pudeur avec violence, au cas prévu dans l'article 333, ne doit être pris en aucune considération : *sic jud.* les 19 décembre 1811 et premier avril 1812. Dans l'espèce de l'arrêt du 19 décembre, la femme sur laquelle avait porté l'attentat était une veuve âgée *de plus de quinze ans.*

VIII. La dernière disposition de l'article 333 porte, que la même peine doit être infligée au coupable *qui aura été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes.*

Le mot *aidé* doit être pris dans la signification qui lui est propre ; et, comme pour *aider* il faut *agir*, il suit que c'est d'une *action* et non pas d'un simple *conseil*, qu'il peut être ici question ; la *complicité* pourrait bien résulter du conseil, s'il s'y rattachait quelques circonstances qui fissent rentrer le fait dans la disposition de l'article 60 ; mais la circonstance du conseil reçu et d'avoir agi en conséquence, ne serait pas *aggravante* du crime, en ce sens qu'elle dût faire appliquer à l'auteur de l'attentat la peine prononcée par l'article 333.

IX. Dans l'affaire jugée par l'arrêt du 19 décembre 1811, le viol avait été

commis par *trois personnes*, et la déclaration du jury portait qu'elles y avaient été *aidées* par une *quatrième*. La Cour d'assises n'avait fait, cependant, l'application aux accusés, que de la peine prononcée par l'article 331 ; mais l'arrêt fut cassé, « attendu que la disposition de l'article 333 est générale et a » une co-relation nécessaire avec les deux articles précédens ; qu'ainsi il y a » lieu d'appliquer la peine y portée, toutes les fois que le crime de viol a été » commis avec l'une des circonstances qui y sont mentionnées ; — Que, dans » l'espèce, il résultait de la déclaration du jury que les auteurs du viol avaient » été *aidés* dans leur crime par un *quatrième* accusé, qui a, en conséquence, » été déclaré leur *complice* ; — Que, *d'après cette circonstance*, c'était donc la » peine *des travaux forcés à perpétuité* qui devait être prononcée contre les » coupables. «

Ce fut uniquement parce que *les auteurs du viol* avaient été *aidés* dans leur crime par un *autre* individu, que les dispositions de l'article 333 furent déclarées applicables ; d'où suit que, pour faire rentrer le crime dans l'application dudit article, il doit y avoir eu *aide*, donné par *personne étrangère*, aux auteurs du viol ; et, en effet, ce n'est pas *un simple aide* que l'on prête, lorsque l'on se rend *co-auteur* soi-même du crime qui se commet.

ARTICLE CCCXXXIV.

Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt-un ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs.

Si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leurs pères, mères, tuteurs ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, et de trois cents francs à mille francs d'amende.

OBSERVATIONS.

I. L'article 334 renferme une disposition tellement *générale*, qu'il reçoit une application nécessaire *à toutes personnes* qui se sont rendues coupables du délit qu'il prévoit et qu'il punit : aussi fut-il jugé, le 9 août 1816, qu'il

avait été fait une juste application de cet article *à un mineur de vingt-un ans*, que le jugement avait déclaré coupable d'avoir habituellement favorisé la débauche de la demoiselle L..... Sur son pourvoi en cassation, le condamné soutenait que l'article 334 avait été faussement appliqué, attendu qu'il était simplement résulté de l'instruction et des débats qu'il avait, *deux fois* seulement, facilité à une fille, âgée de plus de seize ans, les moyens de sortir de la maison paternelle, ce qui ne pouvait être considéré comme une *habitude* de favoriser la débauche dans le sens de cet article; mais le moyen fut rejeté, « attendu » que la loi n'avait pas déterminé les faits élémentaires au moyen desquels peut » se constituer le délit prévu par l'article 334, et qu'elle les a dès-lors abandonnés » à la conscience et à l'appréciation des tribunaux ordinaires. »

II. L'attentat aux mœurs que réprime l'article 334 n'aurait pas eu de publicité, que les peines qu'il prononce n'en devraient pas moins être appliquées au prévenu qui en aurait été reconnu et déclaré coupable; mais l'arrêt de condamnation devrait nécessairement porter que ce seraient des personnes âgées *de moins de vingt-un ans* dont la débauche aurait été favorisée : *sic jud.* le 28 janvier 1814, par voie de cassation d'un arrêt rendu par la Cour d'assises de Nancy, qui avait jugé *que l'article* 334 s'étendait, *sous le rapport des individus dont la débauche* avait été favorisée, à toutes personnes *indistinctement*, quel que fût leur âge: l'annullation de l'arrêt fut motivée sur ce que « tout dans cet article » repousse une pareille distinction ; que l'objet de la loi avait été de protéger les » mœurs des mineurs, qui y sont seuls dénommés d'une manière limitative, et » auxquels, seuls, par conséquent, se rapportent les mots DÉBAUCHE ET COR- » RUPTION. » *Id. jud.* le 3 octobre 1823.

III. Le Code n'a pas prévu le cas où la débauche n'aurait pas été *habituellement* excitée, favorisée ou facilitée, et le législateur n'a pas dû pousser sa prévoyance plus loin qu'il ne l'a fait; car, il ne l'aurait pu sans établir une *inquisition* dont il eût été trop facile d'abuser, et affliger par suite d'honnêtes familles, dont quelques-uns de leurs membres seraient devenus l'objet.

IV. Mais faut-il que, dans l'application du second paragraphe de l'art. 334, comme dans le premier, la débauche ait été *habituellement* excitée, favorisée ou facilitée? Le législateur a parlé, dans ce second paragraphe, *de prostitution et de corruption*, sans y rattacher la circonstance de *l'habitude*; de sorte que ce ne serait pas en violer les dispositions, que ce serait, au contraire, en faire une juste application aux pères, mères et autres individus chargés de la surveillance de mineurs lors même qu'il ne serait pas établi qu'ils auraient habituellement favorisé leurs débauches.

V. Dans ces mots : *ou autres personnes chargées de leur surveillance*, se trouvent éminemment compris les précepteurs, les maîtres de pensionnats, et tous les gens de service attachés à la personne des mineurs.

VI. La peine que prononce l'article 334 n'est pas la seule punition que la loi inflige à ceux qui se rendent coupables du délit qu'il prévoit : les tribunaux ont, de plus, à consulter les dispositions de l'article 335.

VII. En lisant l'article 334 du Code on peut avoir le droit de s'étonner que la police tolère des maisons de débauche. S'il est vrai, qu'une pareille tolérance soit une chose nécessaire dans une grande ville, l'on ne peut que gémir sur cette prétendue nécessité, qui doit exercer une influence aussi funeste sur les mœurs publiques.

ARTICLE CCCXXXV.

Les coupables du délit mentionné au précédent article, seront interdits de toute tutelle et curatelle, et de toute participation aux conseils de famille ; savoir, les individus auxquels s'applique le premier paragraphe de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé au second paragraphe, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus.

Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, liv. I.^er^, *titre IX*, de la Puissance paternelle.

Dans tous les cas, les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, en observant, pour la durée de la surveillance, ce qui vient d'être établi pour la durée de l'interdiction mentionnée au présent article.

OBSERVATIONS.

I. L'interdiction que prononce l'article 335, est restreinte à l'exercice des fonctions de tuteur et curateur, et d'assistance aux conseils de famille; il y en aurait fausse application, si l'interdiction était étendue à tous les cas énoncés aux articles 28 et 42; mais elle n'est pas simplement *facultative*,

ce qui est uniquement laissé au pouvoir discrétionnaire des tribunaux, c'est la fixation de la durée de l'interdiction d'après les bases qu'il établit.

II. C'est sur toutes les personnes désignées en l'article 334, que porte l'interdiction prononcée par l'article 335, cet article ayant parlé *sans restriction* des coupables du délit mentionné au précédent article ; mais cette interdiction doit avoir plus ou moins de durée, suivant la qualité des prévenus. Lorsque ce sont des personnes *étrangères* aux mineurs qui ont *habituellement* excité, favorisé ou facilité leur débauche, c'est le paragraphe 1^er^ de l'article 335 qui doit leur être appliqué; si c'est *le père ou la mère*, c'est le paragraphe 2.

III. La perte des droits et avantages que prononce l'article 335 contre le père ou la mère est une conséquence de la condamnation ; d'où suit, que le *jugement* n'en aurait fait aucune mention, qu'elle n'en devrait pas moins avoir son effet, ce qui résulte de ces expressions : SERA *de plus privé*, mis en rapport avec celles-ci : *seront interdits.*

IV. La mise en surveillance n'est pas, au contraire, une conséquence nécessaire de la condamnation ; et de ce qu'elle est purement *facultative*, il suit que, si elle n'avait pas été prononcée par le jugement, elle ne pourrait y être *suppléée :* le tribunal qui l'aurait rendu aurait consommé son droit; il n'y aurait plus à revenir.

V. L'article 335 n'ayant déclaré les pères et mères privés des droits et avantages à eux accordés par le Code civil que sur la *personne et les biens de l'enfant*, en résulte-t-il qu'ils conservent leurs droits et avantages *sur la personne et les biens de leurs autres enfans?* Si l'on devait décider la question par le raisonnement, on trouverait les mêmes motifs de priver les pères et mères de leurs droits *sur la personne et les biens de leurs autres enfans*, que de les en priver à l'égard de ceux dont ils auraient favorisé la débauche; mais l'article 335 n'ayant parlé *restrictivement* que de *l'enfant*, il suit que, dans l'état actuel de la législation, ce n'est pas *des tutelle et curatelle* de leurs autres enfans que les pères et mères se trouvent être privés, non plus que de leurs droits et avantages, en ce qui les concerne.

VI. Mais il ne résulte pas de ce que les pères et mères se sont rendus coupables d'un pareil délit, que les enfans doivent se croire autorisés de leur manquer de *respect*, le premier des devoirs qu'impose la nature aux enfans envers leurs père et mère, quelles que soient les fautes qu'ils puissent avoir à leur reprocher.

ARTICLE CCCXXXVI.

L'adultère de la femme ne pourra être dénoncé que par le mari : cette faculté même cessera, s'il est dans le cas prévu par l'article 339.

OBSERVATIONS.

I. L'adultère de la femme ne prend le caractère de délit aux yeux de la loi que lorsqu'il est *dénoncé* par le mari ; l'orateur du Gouvernement donna pour raison de cette disposition du Code que : « quoique l'adultère porte atteinte à la sain-» teté du mariage que la loi doit protéger et garantir, c'est moins un délit, » sous tout autre rapport, contre la société que contre l'époux, qu'il blesse dans » son amour-propre, sa propriété et son amour. »

Mais, il suffit d'une simple *dénonciation* du mari pour autoriser les poursuites ; le Code n'exige pas qu'il en ait porté *plainte*, ni qu'il se soit rendu *partie civile* : *sic jud.* le 22 août 1816.

Dans l'espèce jugée par cet arrêt, le mari qui avait dénoncé sa femme, avait introduit contre elle, pour même cause, une action en séparation de corps devant les tribunaux civils, ce qui avait déterminé le tribunal correctionnel qui se trouvait saisi, par suite de la dénonciation, à déclarer qu'il n'y avait lieu de suivre ; mais le mari n'avait pas *révoqué* sa dénonciation, ce qui parut décisif pour faire prononcer l'annullation du jugement. L'arrêt fut motivé sur ce que : « l'action du ministère public n'avait pu être anéantie, ni » même suspendue, par la demande en séparation de corps portée par le » mari devant le tribunal civil ; — Que, si la loi autorise la partie lésée » à intenter l'action civile qui lui compète séparément de l'action publique » devant les tribunaux civils, elle ne lui donne pas le droit d'arrêter ou de » suspendre l'action publique ; qu'au contraire, l'article 3 du Code d'instruc-» tion criminelle décide expressément que, dans le cas de concours de l'action » civile portée devant les tribunaux civils, et de l'action publique devant les » tribunaux correctionnels ou criminels, l'exercice de l'action civile est sus-» pendu, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique. »

II. Si le mari avait *révoqué* sa dénonciation, comme elle n'aurait plus d'existence légale, le tribunal saisi devrait déclarer qu'il n'y a lieu de suivre.

On opposerait vainement les dispositions de l'article 4 du Code d'in-

struction criminelle, pour en induire que la renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique ; cet article ne dispose, en effet, qu'à l'égard des délits proprement dits, et l'adultère n'en prend le caractère que par la plainte ou la dénonciation de la partie offensée; aussi, l'article 337 autorise-t-il le mari à reprendre sa femme, après même qu'il est intervenu un jugement de condamnation contre elle, et à faire cesser, par ce moyen, les effets *de la condamnation.*

La Cour de cassation a jugé, en conséquence, le 7 août 1823, que le tribunal saisi de l'appel d'un jugement qui a prononcé des peines correctionnelles contre la femme déclarée convaincue d'adultère, doit annuller cette condamnation lorsqu'il reconnaît que, depuis, il y a eu réconciliation entre les époux; le pardon du mari devant, en tout état de cause, arrêter l'action du ministère public, et être accueilli comme une fin de non-recevoir contre l'action : « attendu, porte l'arrêt, qu'il résulte de l'article 336 du Code » pénal, que le mari a seul le droit de se plaindre de l'adultère de sa femme; » que lui seul a intérêt et qualité pour en provoquer les poursuites; que la loi » n'a pas voulu permettre que le repos des familles pût être troublé par des » poursuites d'office, sur un fait qui, ne laissant jamais de traces qui le rendent » certain et manifeste pour le public, ne peut être considéré que comme un » délit privé envers le mari, et non comme un délit commis envers la société; » qu'il importe, d'ailleurs, à l'intérêt des bonnes mœurs, qu'un fait qui blesse » la sainteté du mariage, ne devienne pas, par une instruction devant les tribu- » naux, un scandale public, et n'acquière pas, par des jugemens, une certitude » judiciaire; que, par conséquent, le pardon du mari ou sa réconciliation avec » sa femme soit toujours accueilli comme une preuve légale que l'adultère » n'a pas été commis, et comme une fin de non-recevoir contre toutes pour- » suites; que c'est ainsi que le droit d'action, sur ce fait, avait été réglé par la » jurisprudence antérieure au Code pénal; que c'est ainsi encore que le Code » civil, en faisant de l'adultère une cause de divorce, et en prononçant une » peine contre la femme, après l'admission du divorce sur cette cause, avait » ordonné, dans son article 272, que l'action en divorce serait éteinte par la » réconciliation des époux, survenue, soit depuis les faits qui auraient pu au- » toriser cette action, soit depuis la demande en divorce; que l'article 336 du » Code pénal doit être réputé, dans la généralité de sa rédaction, avoir admis » des règles qu'il n'a pas exclues; qu'il doit être réputé particulièrement s'en » être référé sur ces règles aux dispositions du Code civil, auxquelles il s'est » expressément conformé lorsqu'il a dû fixer la peine qui serait prononcée con- » tre la femme convaincue d'adultère; qu'il s'ensuit que, non-seulement le mi-

» nistère public n'a pas le droit de poursuivre d'office le fait d'adultère ; mais » encore que ces poursuites ne peuvent être légalement exercées que sur une » dénonciation du mari, contre laquelle il n'existe pas de fin de non-recevoir » par une réconciliation antérieure, opérée avec connaissance des faits dénon- » cés, et que l'action du ministère public cesse même d'avoir un caractère légal, » lorsque, pendant les poursuites, le mari retire sa dénonciation par une dé- » claration formelle, ou lorsqu'il en anéantit l'effet par un pardon ou par une » réconciliation résultant de circonstances dont l'appréciation appartient aux » tribunaux.

» Et attendu que la Cour royale de Montpellier, après avoir déclaré, dans son » arrêt, qu'il paraîtrait que le sieur P... avait pardonné les faits, et qu'il y aurait » eu réconciliation entre les époux, a jugé que le sieur P...., ayant nanti le » ministère public de son action, elle demeurait dans toute sa force, indépen- » damment de ce qui aurait pu se passer entre le mari et la femme ; qu'en consé- » quence, et sur ce seul motif, cette Cour a maintenu la condamnation qui » avait été prononcée par le jugement de première instance contre la dame P..., » en quoi elle a faussement interprété et violé ledit article 336 du Code pénal ; » d'après ces motifs, la Cour casse, etc.

III. Si le mari était décédé avant qu'il eût été définitivement statué sur sa dénonciation, ses héritiers seraient-ils autorisés d'intervenir au procès, et le ministère public de donner suite à la plainte qu'il aurait portée ? S'il est vrai que l'adultère soit moins un délit *contre la société que contre le mari*, il en résulte, que les poursuites commencées doivent cesser à la mort du mari ; l'on doit supposer, dans l'intérêt des mœurs, que si le mari avait vécu il se serait départi d'une plainte qu'il aurait inconsidérement portée : les héritiers du mari pourraient avoir intérêt, sans doute, à faire condamner la femme comme adultère, en ce qu'elle se trouverait privée, par l'effet de la condamnation, de ses avantages matrimoniaux ; mais cet intérêt ne peut être mis dans la balance avec le déshonneur qu'elle ferait rejaillir sur la mémoire du mari ; et, d'ailleurs, la femme se trouverait privée, par le fait même de la mort de son mari, du bénéfice éventuel de l'article 337.

IV. L'adultère de la femme peut s'établir *par tous les genres de preuves* ; l'article 338 n'a fait exception à la règle générale, en matière de preuves, que dans ses rapports avec le complice de la femme adultère : *sic. jud.*, le 13 mai 1813 ; il y a même cela de particulier, que les enfans et descendans seuls exceptés, les autres parens des époux ne sont pas reprochables *du chef de la parenté*, non plus que les domestiques des époux à raison de cette qualité ;

sauf aux tribunaux d'avoir tel égard que de raison aux dépositions des parens et domestiques : (*Article* 251 *du Code civil.*)

V. Si le mari dénonciateur de l'adultère de sa femme avait entretenu une concubine dans *la maison conjugale*, qui est toujours celle *de la résidence du mari* lors-même que la femme *n'y résiderait pas avec lui*, et qu'il y en eût preuve au procès, il ne pourrait être prononcé de peines contre la femme, il deviendrait même inutile alors d'apprécier la plainte du mari.

VI. Nous avons établi sous le N.° 2, que la réconciliation du mari avec sa femme doit produire l'effet de lier les mains à la partie publique, lors même qu'il y aurait eu dénonciation antérieure par le mari de l'adultère de sa femme ; et il en est de même du cas où ce serait la femme qui aurait rendu plainte de l'adultère de son mari.

VII. La femme qui aurait continué de vivre *en bonne intelligence* avec son époux, pendant qu'il aurait entretenu une concubine dans la maison conjugale, se serait-elle rendue non-recevable, par son silence, à proposer cette exception contre la dénonciation en adultère portée contre elle par son mari ? Qu'elle se fût rendue non-recevable à intenter une action *directe* en adultère contre son mari, cela ne peut faire la matière d'un doute ; mais qu'elle ne pût opposer le fait, par exception, à la dénonciation de son mari, c'est ce qui ne serait pas proposable ; cependant, l'exception que prétendrait tirer la femme de ce que son mari aurait entretenu une concubine dans la maison conjugale, ne nous paraîtrait plus recevable, si *depuis* que la concubine aurait *quitté* la maison conjugale, elle avait continué de vivre maritalement avec lui, et que la plainte du mari n'eût porté que sur l'adultère de sa femme commis depuis la bonne intelligence rétablie entre les époux.

VIII. La loi a tellement considéré l'adultère de la femme comme *un simple quasi délit*, qu'elle a autorisé *les tribunaux civils*, dans les cas qu'elle détermine, à prononcer la condamnation de la femme adultère. (*Article* 298 *du Code civil.*)

IX. Les plaintes de cette nature étant toujours plus ou moins scandaleuses, c'est un motif pour ne les admettre qu'avec la plus grande circonspection, et sur-tout lorsqu'il existe des enfans du mariage, en ce qu'ils en deviennent nécessairement les innocentes victimes.

ARTICLE CCCXXXVII.

La femme convaincue d'adultère subira la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et deux ans au plus.

Le mari restera le maître d'arrêter l'effet de cette condamnation, en consentant à reprendre sa femme.

OBSERVATIONS.

I. L'article 337 renferme la preuve sans replique, que l'adultère de la femme n'est considéré par la loi que comme un *quasi délit ;* car s'il avait été mis au rang des *délits* proprement dits, le mari n'aurait pas été autorisé de faire cesser l'effet de la condamnation, les jugemens qui prononcent des condamnations pour délits devant être exécutés à la requête de la partie publique, sans que la partie civile ait droit et qualité pour arrêter cette exécution.

II. En laissant au mari la faculté d'empêcher l'effet de la condamnation prononcée contre sa femme, le législateur a voulu que rien ne pût mettre obstacle à ce que le mari usât, dans toute sa plénitude, *du droit de faire grace, du plaisir de pardonner et de resserrer ainsi entre les époux les liens de l'amour par ceux de la reconnaissance : (Discours de l'orateur du Gouvernement.)*

ARTICLE CCCXXXVIII.

Le complice de la femme adultère sera puni de l'emprisonnement pendant le même espace de temps, et, en outre, d'une amende de cent francs à deux mille francs.

Les seules preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité, seront, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu.

OBSERVATIONS.

I. La plainte que porterait le mari contre le *complice* de l'adultère de sa femme ne serait pas recevable s'il ne la faisait porter en même temps *contre sa femme :* ce n'a même été qu'avec la plus grande hésitation que le législateur a autorisé des poursuites contre le complice ; d'où suit, que si la femme parvenait à faire déclarer son mari non-recevable dans sa dénonciation, la fin

de non-recevoir devrait profiter à son complice ; car il ne peut y avoir de complicité *punissable* qu'autant qu'il y a délit, et il n'y a pas délit aux yeux de la loi lorsqu'il est interdit de faire des poursuites à raison du fait auquel on voudrait rattacher ce caractère.

II. Si le mari ou la femme venait à décéder *avant* le jugement à intervenir sur la dénonciation du mari, les poursuites devraient cesser à l'égard même du complice : on devrait supposer que si le mari avait vécu, il serait revenu de ses préventions, ou que la femme serait parvenue à se justifier : la condition du complice ne peut être aggravée par des circonstances qui lui sont étrangères.

III. Lorsque la complicité est reconnue et qu'elle a été déclarée à la charge du prévenu, la peine qui lui est applicable est plus sévère que celle qui le devient à la femme elle-même ; puisqu'en outre de l'emprisonnement, il doit être condamné à l'amende, et qu'il ne reste pas au pouvoir du mari de relever le complice des condamnations qu'il a encourues.

IV. Mais, sous un autre rapport, le complice est mieux traité que ne l'est la femme elle-même ; car si tous les genres de preuves sont admis pour constater l'adultère de la femme, si les parens même du mari et les domestiques des époux peuvent être appelés en témoignage contre elle, l'on ne peut faire résulter la complicité, en cette matière, *hors le cas de flagrant délit*, que de lettres ou autres écrits émanés de la main même du prévenu ; de sorte que la femme pourrait être condamnée comme *adultère*, lorsque son complice devrait être renvoyé de la plainte. Pour éviter cette espèce de scandale, la Chambre du conseil ne doit ordonner la mise en jugement du complice, qu'au cas où il résulterait de l'instruction la preuve légale de sa complicité.

V. Lorsque le mari n'a fait que dénoncer l'adultère de sa femme, sans faire porter sa dénonciation sur le complice, la partie publique serait-elle autorisée d'en faire la poursuite d'office ? La question peut paraître délicate ; l'on peut dire, en effet, qu'il y a prévention de délit *bien caractérisé*, puisque dans le cas de conviction le complice doit être condamné *à l'emprisonnement et à l'amende* sans qu'à son égard, comme à celui de la femme, la loi ait accordé au mari la faculté de faire cesser, en ce qui le concerne, l'effet de la condamnation ; et qu'aux termes de l'article 4 du Code d'instruction criminelle, la renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique : mais, d'une autre part, l'on peut argumenter de ce que l'adultère n'est qu'un délit *relatif*, et que comme il serait loisible au mari de ne pas même rendre plainte *contre sa femme*, il peut à plus forte raison ne la faire porter que contre elle ; que par suite, dès que la partie publique ne serait pas recevable dans sa plainte contre

la femme adultère, dans le cas de silence du mari, elle ne peut avoir plus de droit contre son prétendu complice. La question ne peut, au reste, se présenter qu'au cas de dénonciation de l'adultère de la femme par son mari; car il est évident que la partie publique ne pourrait pas diriger de poursuites contre le complice, s'il n'y avait pas eu de dénonciation du mari contre sa femme, puisqu'elle ne pourrait faire condamner le prévenu comme complice d'adultère sans faire déclarer en même temps et nécessairement que la femme s'en serait rendue coupable.

VI. La loi n'accorde de dommages-intérêts au mari, ni contre sa femme ni contre son complice; elle fait uniquement perdre à la femme les avantages que son mari lui aurait faits; il serait même honteux au mari, *dans nos mœurs*, d'en exiger du complice de sa femme. On prétend bien, que chez une nation voisine c'est un chemin qui conduit souvent à la fortune; mais chaque pays a ses usages: il est même des contrées où, si l'on en croit les historiens, les maris prendraient à injure, si les individus qu'ils reçoivent dans leur maison ne sollicitaient pas les faveurs de la maîtresse du logis.

ARTICLE CCCXXXIX.

Le mari qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale, et qui aura été convaincu sur la plainte de la femme, sera puni d'une amende de cent francs à deux mille francs.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est que sur la *plainte* de la femme et non pas sur sa simple *dénonciation* que le mari peut être poursuivi pour le fait d'avoir entretenu une concubine dans la maison conjugale; mais l'article 339 n'exige pas que la femme se rende *partie civile;* et, par une conséquence qui nous semble sortir de la nature même des choses, dès que le mari pourrait arrêter les poursuites faites contre sa femme sur sa *dénonciation*, il doit demeurer également loisible à la femme de se départir d'une *plainte* qu'elle n'a portée que dans son *intérêt personnel.*

II. De ce que la femme ne peut agir que par la voie de la *plainte*, il en résulte que son action doit nécessairement être portée devant un tribunal *de police correctionnelle*; et, en effet, ce n'est qu'aux tribunaux correctionnels qu'il appartient de connaître des causes qui peuvent entraîner une condamnation à l'amende de plus de 15 francs, quand la loi n'en donne pas l'attribution spéciale aux tribunaux civils.

III. L'adultère du mari n'est passible d'aucune peine, lorsque l'on ne peut

le faire résulter de ce qu'il aurait *entretenu* une concubine *dans la maison conjugale :* ce n'est non plus que dans ce cas, que son adultère peut mettre obstacle aux poursuites qu'il prétendrait diriger contre sa femme pour même cause.

IV. Il serait bien établi que le mari aurait entretenu une concubine dans la maison conjugale, que ce ne serait toujours que la peine de *l'amende* qui lui deviendrait applicable, lorsque la femme qui serait convaincue d'adultère devrait être condamnée à *l'emprisonnement :* mais aussi, la femme ne pourrait relever son mari de la condamnation à l'amende qu'il aurait encourue ; il y aurait droit irrévocablement acquis au trésor public d'en exiger le paiement, et par la voie même de la contrainte par corps.

V. Les maris n'ont pas toujours été traités aussi favorablement ; l'histoire rapporte qu'à Touga, en Hongrie, une femme ayant poursuivi et fait condamner son mari pour adultère, à la peine de mort, demanda et obtint d'être elle-même chargée de l'exécution, ce dont elle s'acquitta en lui tranchant la tête sur la place publique : trait bien digne de ces temps de barbarie qui ont si longtemps déshonoré l'espèce humaine.

VI. La femme qui est poursuivie pour adultère sur la dénonciation de son mari, pouvant lui opposer une fin de non-recevoir tirée de ce qu'il aurait entretenu une concubine dans la maison conjugale et dans le cas où elle en rapporterait la preuve, ne devenant plus passible d'aucune condamnation, elle peut se servir des mêmes voies que celles dont son mari pourrait faire usage envers elle dans les mêmes circonstances ; c'est-à-dire, employer, pour établir sa justification, le témoignage de parens et domestiques : dans l'un et l'autre cas, en effet, c'est de *l'adultère* dont il s'agit de rapporter la preuve, et l'article 338 ne fait d'exception, quant au genre de preuve admissible, qu'à l'égard du complice de la femme adultère.

VII. Le mari ne pourrait tirer une fin de non-recevoir des poursuites dirigées contre lui, sur la plainte de sa femme, de ce que la personne qu'il aurait entretenue dans la maison conjugale serait sa parente, même en ligne directe : *sic. jud.*, par la section civile de la Cour de cassation, le 5 juillet 1813.

VIII. Quoique le Code ne le dise pas, le mari pourrait opposer pour fin de non-recevoir, contre la plainte de sa femme, qu'elle serait elle-même tombée en adultère ; car il n'est aucun fait qui, pouvant donner lieu à l'exercice d'une action, ne puisse être opposé comme exception contre l'exercice d'une action de même nature : *Voyez* Raviot, en ses arrêts, tome 1^er^, page 213, n.° 9.

IX. Il ne suffirait pas qu'il fût prouvé, sur la plainte de la femme, que le mari se serait rendu coupable d'adultère *dans la maison conjugale*, s'il n'était

pas en même temps acquis au procès que ç'aurait été avec une personne qu'il y aurait *entretenue*.

X. Le Code ne prononce aucune peine contre la femme qui s'est rendue *complice* de l'adultère *du mari ;* l'article 338 n'a disposé qu'à l'égard *du complice* de l'adultère de la *femme :* le législateur a supposé que celle qui s'est rendue complice de l'adultère du mari, aura été séduite et qu'elle se trouve suffisamment punie par la publicité qui doit nécessairement résulter de l'instruction qui aura eu lieu sur la plainte de la femme.

Dans les pays où ce genre de complicité est admis, la loi ne le déclare prouvé que par la déposition de six témoins qui en ont déposé *de visu* (1).

XI. Pour autoriser des poursuites d'office sur la *dénonciation* du mari ou sur la *plainte* de la femme, la dénonciation et la plainte doivent avoir été faites dans la forme voulue par les articles 31 et 65 du Code d'instruction criminelle ; car il ne s'agit pas ici d'une simple connaissance à donner aux officiers de police d'un délit qui vient de se commettre, connaissance qui leur suffit pour diriger des poursuites d'office dans les matières ordinaires ; il faut à la partie publique une provocation directe, et dans les termes exigés par le Code, pour autoriser l'exercice de son action.

ARTICLE CCCXL.

Quiconque étant engagé dans les liens du mariage en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connaissant l'existence du précédent, sera condamné à la même peine.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons traité longuement du crime de bigamie dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tome 1.er page 33 et suivantes : nous ajouterons, qu'il fut jugé les 5 septembre 1812, 20 mai 1813 et 4 juillet 1816, que ce n'est pas un crime *successif ;* qu'en conséquence, la prescription de ce crime commence à courir du jour que le *second* mariage a été con-

(1) Correspondance philosophique, historique et critique, tome V, page 107, édition de La Haye, 1756.

tracté; l'arrêt du 4 juillet 1816 fut ainsi motivé: « Vu l'article 637 du Code d'in-» struction criminelle, vu aussi l'article 340 du Code pénal; attendu qu'aux termes » dudit article 340, le crime de bigamie est consommé par le second mariage » contracté avant la dissolution du premier; qu'il participe conséquemment au » bénéfice de la prescription du moment de ce second mariage;—Que, dans » l'espèce, il y avait plus de dix ans que le second mariage, qui a fait le sujet » de l'accusation intentée contre R... avait été contracté, lorsque les poursuites, » d'après lesquelles la Cour d'assises a été saisie, ont été commencées; — Que » néanmoins, sur le fait de ce second mariage, la Cour d'assises du département » des Bouches-du-Rhône a prononcé contre R... la peine de l'article 340 du » Code pénal, sans déclarer qu'il eût été fait des actes d'instruction ou » de poursuites à raison dudit fait, avant l'expiration des dix ans révolus depuis » ce fait;—Que cette condamnation a donc été une violation de l'article 637 du » Code d'instruction criminelle; d'après ce motif, la Cour casse, etc. »

II. Pour qu'il y ait *bigamie* il faut que le prévenu de ce crime ait contracté un *nouveau* mariage, lorsqu'il était encore *dans les liens d'un premier;* ce qui suppose nécessairement un *premier* mariage *légalement* contracté et qui n'a pas été *dissous.*

III. Mais le *premier* mariage aurait été dissous, *depuis* que le *second* aurait été contracté, qu'il n'y en aurait pas moins eu crime et que ce crime donnerait lieu à l'application des peines prononcées par l'article 340, portant que, *quiconque..... en aura contracté un autre avant la dissolution* DU PRÉCÉDENT *sera puni.* Cependant la règle n'est pas *sans exception;* elle en recevrait une *nécessaire* au cas où le *premier* mariage aurait été déclaré *nul* pour cause de nullité *radicale;* car ce qui est *nul* ne peut produire *aucun effet* : ce n'aurait pas été la *dissolution* d'un *précédent* mariage qui aurait été prononcée; mais *la déclaration qu'un précédent mariage n'aurait pas réellement existé.*

IV. Le second mariage aurait été contracté par un *français* à *l'étranger* avec une femme *étrangère,* qu'il n'en constituerait pas moins le crime de bigamie : *sic. jud.*, le 18 février 1819 : « Attendu que d'après le paragraphe 3 de l'article » 3 du Code civil, les lois concernant l'état et la capacité des personnes régis-» sent les Français même résidant en pays étranger;—Que d'après l'article 12 du » même Code, l'étrangère qui épouse un Français suit la condition de son » mari; — Que lorsque H....., est devenue l'épouse du demandeur, elle est » aussi devenue française; —Que l'instant où ces deux qualités se sont simulta-» nément fixées sur elle est indivisible; —Qu'il n'a donc pas existé un moment où

» le crime qu'a pu former le mariage contracté avec elle ait pu être réputé » commis envers une étrangère ; — Que si ce mariage est nul comme ayant été » contracté avant la dissolution du premier mariage du demandeur, cette nul- » lité n'est pas de plein droit ; qu'aux termes de l'article 188 du Code civil, » elle doit être poursuivie et prononcée en justice ; — Que d'ailleurs, et » ainsi qu'il résulte de l'article 202 de ce Code, la bonne foi de H....., qui » est présumée de droit jusqu'à preuve contraire, lui conserverait, malgré la » nullité de son mariage, tous les effets civils que la loi attribue aux mariages » valables ; — Que la qualité de Française n'a donc pas cessé de lui appartenir ; » — Que le crime que le demandeur est accusé d'avoir commis à Londres par son » mariage avec elle avant que son premier mariage fût dissous, rentre donc » dans l'application de l'article 7 du Code d'instruction criminelle ; — Que d'après » cet article, le demandeur peut être poursuivi et jugé en France, à raison de » ce crime, si ladite H..... y a rendu plainte contre lui. »

V. Il fut jugé par le même arrêt que *l'inscription de* FAUX tranchée par l'accusé contre l'acte de son premier mariage, *depuis* l'arrêt de renvoi de la Chambre d'accusation devant la Cour d'assises, ne pouvait faire considérer cet arrêt comme non-avenu, de telle sorte que l'inscription de faux rejetée, il fallût statuer de nouveau sur la compétence ; mais comme il n'y aurait eu ni crime ni délit, si l'inscription de faux avait été admise et que le faux eût été prouvé, puisqu'alors il n'y aurait pas eu de premier mariage, ce ne serait plus qu'une affaire de forme, que la mise en jugement de l'accusé ; car son acquittement deviendrait la conséquence forcée de l'arrêt qui aurait statué sur le faux.

VI. Dans cette affaire, le demandeur en cassation avait opposé, pour moyen *préjudiciel*, qu'ayant été condamné *à mort* par jugement d'un conseil de guerre, rendu contre lui par contumace, sa contumace devait être vidée avant qu'il pût être mis en jugement sur la prévention de bigamie, ce crime ne pouvant emporter que la peine des *travaux forcés*, et qu'il était encore dans les cinq ans que la loi accorde pour purger la contumace ; mais la Cour de cassation ne s'arrêta pas à ce moyen dilatoire : « Attendu qu'en admettant le » fait par lui avancé qu'il est encore sous le glaive de la juridiction militaire » pour le crime de désertion, sur lequel une condamnation à mort fut pro- » noncée contre lui par contumace, le 15 novembre 1810, il ne s'ensui- » vrait nullement que des poursuites pour crime de bigamie ne pussent » être régulièrement faites contre lui devant la juridiction criminelle ordi- » naire, quoiqu'il n'ait pas encore été jugé contradictoirement sur ledit crime

» de désertion ; que l'article 476 du Code d'instruction criminelle, sur lequel » l'accusé fonde son moyen, ne contient aucune disposition d'après laquelle » ces poursuites doivent être suspendues jusqu'après le jugement contradictoire » de la juridiction militaire ;—Que lors du second mariage que le demandeur » est accusé d'avoir contracté avant la dissolution de son premier mariage, il ne » s'était pas écoulé cinq ans depuis sa condamnation à mort par contumace ; qu'aux » termes de l'article 27 du Code civil et de l'article 476 du Code d'instruction » criminelle, la mort civile n'était donc pas encore acquise contre lui ; que » son premier mariage n'était donc pas *dissous* lors du second » : qu'il ne l'aurait même été que *quant à ses effets civils* aux termes de l'article 22 du Code civil.

VII. Plusieurs questions d'un grand intérêt furent jugées par cet arrêt, et d'abord celle que le condamné par *contumace* à la peine de *mort*, qui se représente ou qui est repris *dans les cinq ans*, n'est pas recevable à demander qu'il soit *sursis* à *l'instruction* et au *jugement* du nouveau crime dont il a pu se rendre coupable *depuis* sa premiere condamnation, lors même que ce crime n'emporterait pas la peine *capitale ;* ce qui est évident, quant à *l'instruction* à faire sur le nouveau crime, attendu qu'il importe d'en recueillir les preuves qui pourraient dépérir par suite du sursis ; mais, comme rien de frustratoire ne doit se faire en justice et que rien ne le serait davantage qu'une condamnation *aux travaux forcés ou à la reclusion* de l'accusé, lorsque par le jugement à intervenir sur son premier crime, il pourrait être condamné à la peine de *mort*, n'aurait-il pas fallu surseoir au jugement à rendre sur le nouveau crime, jusqu'à ce qu'il eût été contradictoirement statué sur la *contumace ?* Il aurait semblé que, dans l'état des choses, la représentation de l'accusé dans les cinq ans, ayant remis sa culpabilité en question, et que, se trouvant par ce moyen *simultanément* prévenu de deux crimes, lorsqu'une seule peine pouvait lui être appliquée, c'était sur celui de ces crimes qui emportait la peine de mort qu'il devait être d'abord jugé.

VIII. Les autres questions jugées par ledit arrêt ne sont pas d'une moindre importance ; il résulte, en effet, de ses dispositions, que le mariage contracté *dans les cinq ans* de la condamnation à mort *par contumace* d'un accusé est valable, quand il a été repris *avant* l'expiration de ce délai ; tandis qu'il ne devrait être considéré que comme un simple concubinage, si, quoique contracté dans les cinq ans de la condamnation par contumace, le condamné n'avait été repris qu'après l'expiration des cinq ans.

IX. Par arrêt du 16 mai 1808, un mariage contracté à l'étranger par deux émigrés en état de mort civile, fut déclaré *nul*, quoique depuis ils eussent été amnistiés, ce qui fut implicitement et nécessairement juger qu'il avait été affecté *ab initio* d'une nullité radicale.

Mais il fut jugé le 19 juin 1811, qu'un mariage ainsi contracté ne pouvait être attaqué avec succès par l'un des époux, lorsqu'ils avaient continué de cohabiter ensemble depuis leur rentrée en France et leur élimination de la liste des émigrés; ce qui fut jugé disertement en sens contraire de l'arrêt du 16 mai 1808, et ce qu'il serait difficile de justifier; car la simple cohabitation ne peut constituer un mariage *légal* ni conséquemment réhabiliter un mariage nul dans son principe, d'une nullité *radicale*. Le Code civil ne prévoit qu'un seul cas où la *cohabitation* des époux doit faire maintenir un mariage *illégalement* contracté, mais c'est dans un cas où le mariage n'est pas nul d'une nullité radicale, et où il peut être simplement annullé sur la demande des parties intéressées.

Il ne résulte pas moins de l'arrêt du 18 février 1819, que le condamné par *contumace* à une peine qui emporte *mort civile*, a pu contracter un mariage valable *dans les cinq années* de sa condamnation, et que s'il était déjà dans les liens d'un premier mariage, il s'est rendu coupable du crime de *bigamie*.

L'article 25 du Code civil porte que, le mariage précédemment contracté par le condamné à la mort civile est *dissous* quant à tous ses effets civils; l'article 147 du même Code, qu'on ne peut contracter un second mariage avant la *dissolution* du premier, et l'article 227 que le mariage *est dissous* par la condamnation, devenue *définitive*, de l'un des époux à une peine emportant mort civile. L'article 340 du Code pénal qui complète la législation sur cette matière, est ainsi conçu, « quiconque étant engagé dans les liens du » mariage, en aura contracté un autre *avant la dissolution* du précédent sera » puni de la peine des travaux forcés à temps. »

L'article 227 du Code civil n'ayant déclaré *dissous* le mariage contracté par un condamné à une peine emportant la mort civile, que pour le cas où la condamnation est devenue *définitive*, l'on doit nécessairement en conclure, que la condamnation par contumace de l'accusé, ne devenant *définitive* que par le laps de cinq années, ce n'est *qu'après* l'expiration de ce délai, qu'il peut contracter un nouveau mariage, sans se rendre coupable du crime de bigamie, aux termes de la seconde disposition de l'article 476 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçue: « si cependant la condamnation par contumace était de

nature à emporter la mort civile, et si l'accusé n'a été arrêté ou ne s'est représenté qu'après les cinq ans qui ont suivi l'exécution du jugement de contumace, ce jugement, conformément à l'article 30 du Code civil, *conservera, pour le passé*, les effets que la mort civile aurait produits *dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de la comparution de l'accusé en justice* ». L'article cité du Code civil portait, en effet, que: « lorsque le condamné par contumace, qui ne se sera pas représenté ou qui n'aura été constitué prisonnier *qu'après les cinq ans*, sera absous par le nouveau jugement, ou n'aura été condamné qu'à une peine qui n'emportera pas la mort civile, il rentrera dans la plénitude de ses droits civils, *pour l'avenir*, et à compter du jour où il aura reparu en justice; mais le premier jugement conservera, *pour le passé*, les effets que la mort civile avait produits *dans l'intervalle* écoulé depuis l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de sa comparution en justice ».

Le mariage contracté par le condamné par contumace *dans les cinq ans* de sa condamnation, peut donc être *valable ou nul*, sa validité ou sa nullité dependant du point de savoir si le condamné se représentera ou s'il ne se représentera pas, s'il sera repris ou s'il ne le sera pas dans les cinq années de sa condamnation; ce qui à quelque chose d'assez bizarre; mais ce qui n'en est pas moins vrai dans le sytème de la législation qui nous régit. Ne vaudrait-il pas mille fois mieux supprimer les jugemens par contumace que de leur faire produire un pareil effet! ce motif n'est pas le seul qui milite en faveur de cette suppression: plus nous y réfléchissons, plus nous demeurons convaincus de la nécessité qu'il y a de la prononcer.

Sans qu'il soit besoin d'examiner si le condamné par contumace s'est ou non représenté *après les cinq ans* de l'exécution du jugement de condamnation, son époux aura pu contracter, *après les cinq ans* expirés, un nouveau mariage sans se rendre coupable du crime de bigamie; mais le mariage que le condamné aurait personnellement contracté dans l'intervalle de sa condamnation à sa représentation en justice, mais après les cinq ans, serait nul, d'une nullité radicale, lors même qu'il serait acquitté, absous, ou qu'il n'aurait été condamné qu'à une peine qui n'emporterait plus la mort civile; aussi, par le nouveau mariage qu'il aurait ainsi contracté, n'aurait-il pas commis le crime de bigamie et ne pourrait-il demander utilement la nullité du mariage que son époux aurait pu lui-même contracter depuis l'expiration des cinq années; car la loi ne considère le mariage que comme *un contrat civil*, et c'est sous cet unique rapport qu'elle en prononce la validité ou la nullité.

X. Par arrêt du 13 avril 1815, la Cour de cassation annulla un arrêt de Chambre d'accusation, portant qu'il n'y avait pas lieu de suivre contre un

prévenu de bigamie, *quoiqu'il fût acquis par l'instruction* qu'il avait contracté un nouveau mariage *avant* la dissolution du précédent : l'arrêt de cassation fut motivé sur ce que la Chambre d'accusation n'avait pas déclaré *qu'il résultait également de l'instruction* que le prévenu avait contracté *de bonne foi* son nouveau mariage; ce qui suppose qu'au cas d'une déclaration ainsi faite par la Chambre d'accusation, son arrêt aurait échappé à la censure de la Cour de cassation; d'où suit la conséquence que, dans l'esprit de cette Cour, les chambres d'accusation sont juges, en dernier ressort, de ce point de *moralité*, que l'on aurait pu croire rentrer dans les attributions du jury : l'arrêt de cassation fut ainsi motivé : « attendu que, par l'arrêt dénoncé, la Cour de Rouen a » formellement reconnu qu'Aimée-Victoire R.... a contracté un second ma- » riage pendant qu'elle était engagée dans les liens d'un premier ; que ce fait, » qualifié crime par l'article 340 du Code pénal ne peut perdre son ca- » ractère criminel que par la preuve que lors du second mariage, le prévenu » était *dans la bonne foi* que le premier avait été légalement dissous; mais que, » dans l'espèce, au lieu de déclarer *que la preuve de cette bonne foi résultait de* » *l'instruction*, la Cour s'est bornée à déclarer vaguement que la prévenue » *avait pu être induite en erreur* sur la réalité de certaines circonstances *de nature* » *à faire admettre qu'elle était de bonne foi* lorsqu'elle a contracté son second » mariage; que *cette simple possibilité de bonne foi* n'ôtait donc rien aux charges » reconnues existantes contre la prévenue, et que, conséquemment, il y avait » lieu de prononcer sa mise en accusation et son renvoi à la Cour d'assises, » aux termes de l'article 231 du Code d'instruction criminelle ; qu'en ordonnant, » au contraire, sa mise en liberté, la Cour avait violé les règles de compé- » tence établies par ledit article, faussement appliqué l'article 229 du même » Code et contrevenu à l'article 340 du Code pénal. »

XI. Quoique l'article 340 n'ait parlé que du bigame et de l'officier de l'état civil qui l'aurait secondé dans l'exécution de son crime; cependant, s'ils avaient eu des complices, dans le sens de l'article 60, ceux-ci n'en devraient pas moins être poursuivis et condamnés aux peines prononcées par ledit article; et le nouvel époux se serait rendu le complice du crime, s'il avait eu la connaissance, *à l'instant* de la célébration de son mariage, que la personne avec laquelle il allait le contracter était engagée dans les liens d'un premier mariage; mais, il aurait acquis *depuis* cette connaissance, que, lors-même qu'il aurait continué de cohabiter avec le bigame, il n'y aurait eu de sa part qu'un simple *concubinage* qui ne lui aurait fait encourir aucune peine.

XII. Ce n'est pas le simple *fait* d'avoir prêté son ministère pour la célébra-

tion du mariage d'un bigame que punit l'article 340, dans la personne de l'officier de l'état civil; il doit avoir eu la *connaissance*, au temps de l'acte, que l'un des contractans était engagé dans les liens d'un premier mariage; il ne suffirait pas que l'on pût lui faire le reproche d'avoir apporté de la *négligence* à s'assurer si les futurs étaient libres: au cas de simple négligence à lui imputer, ce serait aux articles 92 et suivans du Code qu'il faudrait recourir.

SECTION V.

ARRESTATIONS ILLÉGALES ET SÉQUESTRATION DE PERSONNES.

ARTICLE CCCXLI.

Seront punis de la peine des travaux forcés à temps, ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques.

Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration, subira la même peine.

OBSERVATIONS.

I. L'article 341 ne prend en aucune considération *la qualité des personnes arrêtées, détenues ou séquestrées*, et cela devait être; car le crime est le même dans tous les cas: c'était d'ailleurs la conséquence de ce que tous les Français sont égaux en droits, quels que soient leurs titres et leurs rangs; aussi l'article parle-t-il *de personnes quelconques* qui auraient été arrêtées, détenues ou séquestrées, ce qui les embrasse toutes dans la généralité de ses expressions. L'article parle également, sans restriction, des personnes qui auraient concouru à l'arrestation, à la détention ou séquestration, et il fut jugé, en conséquence, le 5 novembre 1812, que la même peine devenait applicable aux auteurs et complices du crime, quelles que fussent leurs qualités.

Le fonctionnaire ou l'officier public qui s'en serait rendu coupable, invoquerait vainement les dispositions de l'article 114, pour en induire que la peine de la dégradation civique lui serait seule applicable. L'article 341 dispose, en effet, d'une manière *générale*, à l'égard de toutes personnes, et l'art. 114 n'y déroge pas d'une manière *spéciale*: loin que la peine dût être modifiée à son égard, l'on pourrait dire qu'il en aurait encouru l'aggravation aux termes de l'art. 198; il ne

pouvait entrer dans l'esprit du législateur qu'un fonctionnaire public, un agent ou préposé du Gouvernement qui aurait commis un attentat de cette nature, ne devînt passible que de la peine *de la dégradation civique*, lorsque tout autre individu qui se serait rendu coupable du même crime, devrait être condamné à celle *des travaux forcés*. Si le crime, considéré en lui-même et abstraction faite de la qualité de ceux qui peuvent s'en rendre coupables, est déjà de la plus haute gravité, ne le devient-il pas encore davantage quand il est le fait d'un fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement qui abuse ainsi, pour le commettre, d'un pouvoir qui ne lui a été confié que pour en surveiller et punir les auteurs?

II. La complicité de ce crime peut s'établir non-seulement par les faits généraux que mentionne l'article 60; mais aussi par le seul fait *d'avoir prêté un lieu* pour servir à la détention de la personne qui a été arrêtée ou séquestrée, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir les prévenus; cependant, quoique l'article 341 ne le dise pas, l'accusé de complicité ne peut devenir punissable, qu'au cas où il résulte de l'instruction et des débats, qu'il a agi *avec connaissance de cause* et *sans contrainte*, aux termes de l'article 99.

III. Lorsque l'atteinte portée à la liberté individuelle d'un citoyen, par l'effet de la détention ou séquestration illégale, a été le fait *d'un fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement*, celui qui aurait *prêté le lieu* pour exécuter la détention ou la séquestration, devrait-il subir la même peine que celle qui serait applicable à l'auteur du crime, au cas où elle devrait être aggravée à raison de sa qualité? On pourra dire qu'en ne la lui appliquant pas, ce serait violer les dispositions de l'article 59; mais cet article ne dispose que pour les cas où la loi n'en a autrement ordonné, et lorsque l'article 341 dit que la même peine sera appliquée aux complices qu'à l'auteur du crime, ce n'a été évidemment que dans le sens, que ce serait celle portée audit article qui deviendrait applicable.

IV. L'article 341 ayant parlé restrictivement du cas où l'on *aura prêté le lieu* pour exécuter la détention ou la séquestration, sa disposition devrait-elle recevoir son application à celui où l'on n'aurait à imputer à l'accusé, que *d'avoir fait prêter le lieu?* Si le Code pénal ne s'était pas occupé, dans plusieurs de ses articles, de ceux qui auraient *recélé ou fait recéler*, comme il l'a fait, notamment dans l'article 248, il faudrait supposer qu'il aurait été dans la pensée du législateur d'assimiler les deux cas, et qu'il suffirait dès-lors d'avoir prêté ou *fait prêter le lieu* pour la détention ou séquestration de l'individu illégalement arrêté, pour établir une complicité punissable; mais le législateur ayant cru devoir distinguer les deux cas, en certaines occasions, et ne l'ayant pas fait dans l'es-

pèce on pourrait se croire fondé d'en conclure que, dans sa pensée, il n'a pas entendu les assimiler; qu'en effet, faire prêter le lieu de la détention, c'est bien se rendre *le complice de celui qui le prête ;* mais, que par aucun de ses articles, le Code ne punit la complicité de la complicité; qu'il peut y avoir oubli dans la loi, que tout porte même à le croire, mais que s'il y a réellement oubli, il ne peut être réparé que par une disposition législative: cependant l'on peut répondre qu'il ne s'agit pas ici d'une complicité de complicité ; que celui qui fait prêter le lieu de séquestration, donne aide et assistance aux auteurs du crime, que conséquemment, il y a complicité bien véritable du crime, de la part de celui qui fait prêter ce lieu.

V. La peine prononcée par l'article 341 doit être *aggravée* ou *réduite*, d'après les circonstances mentionnées aux articles suivans, qui doivent toujours être consultés dans les affaires de cette nature.

VI. Il n'y aurait eu que la simple *tentative* d'arrestation, de détention ou de séquestration illégale, que si elle se trouvait accompagnée des conditions exigées par l'article 2 pour rendre la tentative punissable, elle devrait être punie de la même peine que si le crime avait été consommé; les dispositions de cet article 2, s'appliquant indistinctement *à tous les genres de crimes*, et l'article 1^er^ réputant crimes tous les délits qui rendent leurs auteurs passibles de peines *afflictives* ou *infamantes ;* ce qui fait rentrer l'article 341 dans cette catégorie.

Article CCCXLII.

Si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

Observations.

I. C'est du mois *grégorien* qu'il est ici question: la disposition de l'article 40 qui fixe la durée de chaque mois à 30 jours, ne reçoit d'application qu'à la durée de la peine.

II. L'article 342 exigeant que la détention ou séquestration ait duré *plus d'un mois*, pour rendre applicable à son auteur et à ses complices la peine des travaux forcés à perpétuité, il doit s'être écoulé au moins *un jour de plus* que le mois: ici revient la question déjà plusieurs fois agitée et qui consiste à savoir, si le jour où la détention ou la séquestration a commencé, doit entrer dans la computation du délai, et aussi celui où la détention ou séquestration a cessé; et comme dans le doute, tout doit s'interpréter *in favorem* en matière pénale, ni

le *dies a quo* ni le *dies ad quem* ne doivent être comptés : de sorte qu'en supposant que l'arrestation eût été faite le 20 janvier, il n'y aurait *plus d'un mois révolu* qu'à l'expiration du 22 février.

III. L'on a vu qu'aux termes de l'article 341, l'individu qui *a prêté le lieu* pour la séquestration doit être puni de la même peine que celui qui s'en est rendu l'auteur; mais si celui qui aurait prêté le lieu ne l'avait fait que pendant *moins d'un mois*, devrait-il être puni de la peine portée dans l'article 342 lorsque la séquestration aurait été d'une plus longue durée? Ne serait-ce pas lui infliger une peine qu'il n'aurait pas encourue? Il se serait bien rendu coupable de *complicité*, mais uniquement du crime de détention ou de séquestration prévu et puni par l'article 341 : cependant on pourrait soutenir qu'ayant favorisé l'exécution du crime, il devrait en subir toutes les conséquences.

ARTICLE CCCXLIII.

La peine sera réduite à l'emprisonnement de deux ans à cinq ans, si les coupables des délits mentionnés en l'article 341, *non encore poursuivis de fait, ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration. Ils pourront néanmoins être renvoyés sous la surveillance de la haute police, depuis cinq ans jusqu'à dix ans.*

OBSERVATIONS.

I. Cet article n'ayant renvoyé *nominativement* qu'à l'article 341 deviendrait sans application aux cas prévus dans l'article 344.

II. Pour que l'auteur du crime puisse invoquer utilement les dispositions de l'article 343, il faut, d'une part, *qu'avant* que la liberté ait été rendue à la personne arrêtée, détenue ou séquestrée le crime n'ait pas encore été poursuivi *de fait ;* c'est-à-dire, qu'il n'ait encore été fait aucun acte de *poursuites*, et que, d'autre part, la liberté ait été rendue *avant* l'expiration du *dixième* jour *depuis* l'arrestation:

Les termes de la loi sont si clairs, qu'il est impossible d'équivoquer sur le délai : le *jour* de l'arrestation, détention ou séquestration ne doit pas être compté; mais lorsque depuis, il s'est écoulé *dix jours accomplis*, sans que la liberté ait été rendue à la personne arrêtée, détenue ou séquestrée, il n'aurait pas été fait de *poursuites* qu'il n'y aurait plus de grace à espérer pour l'auteur du crime, ni pour ses complices.

III. Ces mots de l'article 343: *non encore poursuivis de fait*, s'expliquent naturellement par ceux qui les précèdent; il en résulte qu'il ne s'agit pas de simples poursuites faites *à raison du crime* prises *abstractivement;* c'est-à-dire, sans qu'elles fussent dirigées *nominativement contre les coupables* ou leurs complices, autrement *ils n'auraient pas été poursuivis* DE FAIT: des poursuites *de fait* ne commencent contre un prévenu qu'à partir du jour où un *mandat* a été décerné contre lui et que la notification lui en a été faite; mais il suffirait d'une simple citation donnée devant les tribunaux civils, à la requête de la personne détenue ou de ses ayant-cause; car il serait vrai de dire, alors, qu'il y aurait eu des poursuites *de fait;* le Code n'ayant pas établi de distinction entre celles qui auraient été commencées par la voie *criminelle*, et celles qui l'auraient été par la voie *civile.*

IV. Il n'aurait été exercé *de poursuites* que contre *un seul* des prévenus, qu'elles devraient produire leur effet, à l'égard même de ses co-accusés; car cet article ne libère les coupables des peines prononcées par l'article 341, pour ne leur en faire appliquer que de correctionnelles, qu'au cas où il n'en a été fait *aucune.*

V. Quoique l'article 343 ne prononce que la peine de l'emprisonnement, les dispositions de l'article 463 ne peuvent jamais devenir applicables au cas qu'il prévoit et qu'il punit, l'article 117 ne voulant pas que *les dommages-intérêts* puissent être jamais prononcés, *au-dessous de 25 francs pour chaque jour de détention illégale et arbitraire;* et l'article 463 n'autorisant la réduction de la peine de l'emprisonnement en celle de simple police que si le dommage causé n'excède pas 25 francs.

ARTICLE CCCXLIV.

Dans chacun des trois cas suivans,

1.° *Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique;*

2.° *Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré, a été menacé de la mort;*

3.° *S'il a été soumis à des tortures corporelles,*

Les coupables seront punis de mort.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons déjà dit que la disposition de l'article 343, ne reçoit pas

d'application aux cas prévus dans l'article 344 ; s'il pouvait s'élever quelque doute sur ce point, il suffirait de prendre une lecture attentive de l'article 344 pour se convaincre que le crime qu'il mentionne est d'une nature trop grave pour autoriser à user de la moindre indulgence envers ceux qui s'en rendent coupables.

II. Lors même qu'il ne se rattacherait au crime aucune autre circonstance aggravante, la peine de mort devrait être infligée à son auteur et à ses complices ; mais, plus la peine est sévère, plus l'on doit se renfermer strictement dans les termes de la loi lorsqu'il s'agit d'en faire l'application ; d'où suit que, si l'accusé n'avait pris *qu'une fausse qualité*, les dispositions de l'article 344 ne deviendraient plus applicables ; et d'où il suit pareillement, que l'article ne parlant que de l'arrestation faite par un individu revêtu *d'un faux costume, sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique*, si l'arrestation avait eu lieu par toute autre voie, le délit rentrerait, d'après les faits qui viendraient s'y rattacher, dans les dispositions des articles 341, 342 et 343.

III. L'article 344 ne dit pas que l'arrestation doit avoir été faite *sous le faux nom d'un fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement ;* mais, de ce que l'article porte simplement qu'elle aura été exécutée *sous un faux nom*, on ne peut raisonnablement en conclure qu'il suffirait de la preuve acquise que l'accusé aurait pris *un autre nom que le sien*, pour le rendre passible de la peine capitale : ce serait donner à l'article une extension qu'il ne comporte pas : *le faux nom* doit être entendu dans le même sens que *le faux costume*, que *le faux ordre* ; c'est-à-dire, en prenant *le nom d'un fonctionnaire ou officier public*, comme en s'affublant du costume *d'un fonctionnaire ou officier public*, en se prévalant *d'un faux ordre de l'autorité publique.*

IV. La simple *menace de la mort* envers la *personne arrêtée, détenue ou séquestrée*, suffit pour faire rentrer le crime dans la disposition de l'article 344 ; mais c'est *de la mort* qu'elle doit avoir été menacée : lorsque la preuve est acquise qu'une menace de mort a été faite, qu'elle l'ait été *au moment de l'arrestation* ou *depuis*, la criminalité de l'action est la même : le n.° 2 de l'article 344 diffère en ce point du n.° 1, qui ne s'est occupé que du cas où l'arrestation a été *exécutée* avec le faux costume, sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique.

V. Mais la simple *tentative* d'arrestation par la menace de mort, suffirait-elle pour faire appliquer la peine capitale à son auteur ? A ne considérer la menace que comme une circonstance *aggravante* du crime, le crime ne s'étant pas réalisé, ne pourrait en constituer la tentative punissable s'il ne venait s'y rattacher un commencement d'exécution, sauf à considérer et à punir la

menace comme étant par elle-même *constitutive* d'un crime, et à faire l'application à celui qui s'en serait rendu coupable des peines prononcées pour ce genre de crime, en recourant au §. 2, sect. 1.re, chap. 1.er du titre 2, du présent Code.

VI. Pour que le crime rentre, au cas même de menace de mort, dans les dispositions de l'article 344, celui qui s'en est rendu coupable doit avoir agi *sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus*, l'article 344 n'ayant disposé que dans le sens de l'article 341; et, toutefois, la personne qui se serait permis de faire une pareille menace, soit en exécutant un ordre des autorités constituées, soit dans le cas où la loi autorise la saisie des prévenus, n'en aurait pas moins commis un crime; mais ce ne serait plus celui prévu et puni par l'article 344; le crime rentrerait dans les dispositions des articles 77 et suivans de l'acte de frimaire an 8, et de l'article 167 du Code pénal.

VII. Dès que l'on demeurait d'accord que *la simple menace de mort* devait emporter la peine capitale aux cas prévus dans l'article 344, à plus forte raison devait-elle être prononcée contre les auteurs de *tortures corporelles* employées dans les mêmes circonstances.

Le paragraphe 3 de l'article 344, relatif *aux tortures*, ayant parlé sans restriction de l'individu qui a été soumis à des tortures corporelles, a compris nécessairement dans sa disposition, tous les cas, soit d'arrestation, de détention ou de séquestration.

VIII. Le Code n'ayant pas défini ce que l'on doit entendre par *tortures corporelles*, l'appréciation en a été abandonnée à la conscience des jurés; mais les *tortures* doivent avoir été *corporelles;* d'où suit que, l'on ne pourrait les faire résulter de simples *voies de fait*, de simples *violences*, qui ne constitueraient pas ce que l'on n'est pas dans l'usage de considérer comme de *véritables tortures.*

IX. La simple menace de faire éprouver au détenu *des tortures corporelles* ne suffirait pas pour faire rentrer le crime dans la disposition de l'article 344.

X. L'article 59 punit les complices de la même peine que les auteurs du crime; mais si l'un des auteurs ou complices s'était rendu seul coupable de faits emportant la peine capitale, ces faits lui étant purement personnels deviendraient-ils une circonstance tellement aggravante dans leur rapport *avec ses co-auteurs ou complices*, qu'ils fussent suffisans pour leur faire appliquer la peine de *mort?* L'article 59 n'admet d'exception à sa disposition que pour le cas *où la loi en aurait autrement disposé*, et l'article 344 ne renferme sur ce point aucune disposition *restrictive;* cependant, il semblerait, dans les

principes d'une exacte justice, qu'on ne pût être puni pour le fait d'autrui; mais la loi a parlé, et l'on doit y obéir tant qu'elle n'aura pas été abrogée.

XI. Ce ne serait pas faire une juste application de l'article 59 que de prononcer la peine de *mort*, par suite de l'article 344, contre celui qui n'aurait fait que *prêter le lieu* de la détention *ou de la séquestration*, et à qui l'on n'aurait pas d'autres reproches à faire, l'article 341 ne le déclarant passible que de la peine des travaux forcés à temps; c'est un genre de complicité tout spécial et qui sort de la règle commune.

SECTION VI.

CRIMES ET DÉLITS TENDANT A EMPÊCHER OU DÉTRUIRE LA PREUVE DE L'ÉTAT CIVIL D'UN ENFANT, OU A COMPROMETTRE SON EXISTENCE; ENLÈVEMENT DE MINEURS; INFRACTION AUX LOIS SUR LES INHUMATIONS.

§. I.er

Crimes et délits envers l'enfant.

ARTICLE CCCXLV.

Les coupables d'enlèvement, de recélé ou de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, seront punis de la reclusion.

La même peine aura lieu contre ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est pas de l'enlèvement, du recélé ni de la suppression *des enfans en général*, que s'occupe l'article 345; mais *des enfans nouveau-nés* à qui l'on aurait cherché, par l'un des moyens énoncés audit article, à enlever leur état ou à leur en donner un qui ne serait pas conforme à celui de leur naissance: le Code s'est occupé, dans d'autres de ses articles, *de la séquestration des personnes*, et l'enlèvement des mineurs a fait l'objet des articles 354 et suiv.; cependant, *la substitution d'un enfant à un autre* pourrait avoir eu lieu *depuis* l'accouche-

ment de la mère, même plusieurs mois, plusieurs années *après ;* le crime alors rentrerait dans la disposition de l'article 345 ; et il en serait de même du cas de la supposition d'un enfant à une femme qui ne serait pas accouchée.

Dans ces divers cas, c'est la peine de la *reclusion* que le Code inflige à l'auteur du crime, et par suite à ses complices ; et, si le Code en a prononcé de trop sévères pour la répression de certains délits, l'on sera bien forcé de convenir que, dans l'espèce, il a usé d'une grande indulgence : supprimer, en effet, l'état d'un enfant, l'enlever à sa famille naturelle, c'est l'assassiner moralement : supposer la naissance d'un enfant à une femme qui n'est pas accouchée, c'est introduire un voleur dans la famille ; et substituer un enfant à un autre, c'est se rendre coupable d'un double crime puisque c'est faire éprouver un changement d'état aux deux enfans.

II. En parlant de la *suppression* d'un enfant, le Code n'a pas supposé que ce fût pour le faire périr; il y aurait alors *infanticide*, et pour la répression de ce crime, il faudrait recourir aux dispositions des articles 300 et 302 : l'art. 345 ne peut être entendu que dans un sens relatif à la privation de l'état qui appartient à l'enfant, aux moyens employés pour lui en procurer un qui n'est pas celui de sa naissance.

De pareils crimes ne sont heureusement pas fréquens ; mais il y en a cependant quelques exemples, et il serait bien à désirer que la police exerçât, sur ce genre de délit, la même surveillance que sur d'autres d'une bien moins haute importance.

III. Déposer un enfant dans un hospice, ce n'est pas commettre le crime prévu et puni par l'article 345, à moins que ce ne fut par suite d'enlèvement qu'on vînt l'y déposer.

IV. L'article 345 s'occupe, dans sa seconde partie, du cas où ceux qui auraient été chargés de la garde d'un enfant refuseraient de le représenter aux personnes qui auraient droit de le réclamer; c'est-à-dire, à ses père, mère, tuteur, curateur ou autres administrateurs de sa personne; ce qui doit être entendu dans ce sens restrictif : il serait absurde, en effet, de supposer qu'il aurait été dans l'intention du législateur que le simple refus fait par la personne qui aurait été chargée de l'enfant, de le représenter à la première réquisition qui lui en serait faite, pût emporter la peine de la reclusion : l'article 345 suppose nécessairement qu'il y en aura eu séquestration ou que la personne à laquelle l'enfant aura été confié en aura disposé de manière à ne pouvoir le représenter, ni donner connaissance de ce qu'il serait devenu.

V. Mais l'article 345 n'a-t-il non plus disposé, dans son second paragraphe,

qu'à l'égard des enfans en bas âge? Le Code s'est occupé, dans l'article 354, de *l'enlèvement des mineurs*, ce qui semblerait réduire les dispositions de ce paragraphe de l'article 345, aux enfans qui ont été l'objet de sa première disposition; cependant, en combinant cet article avec l'article 354 et les suivans, il est facile de se convaincre que ces divers articles ont disposé chacun pour des cas particuliers, et que, par suite, l'instituteur d'un enfant qui refuserait de le représenter aux personnes qui auraient droit de le réclamer, rentrerait dans l'application de l'article 345, de même que la nourrice ou la sevreuse d'un enfant qui serait encore dans le premier âge.

VI. L'anglais Douglas-Loveday avait dénoncé aux Chambres le refus qu'il avait éprouvé de la part de M.^lle^ R...., de lui représenter ses deux filles et sa nièce que son épouse avait placées dans la maison d'éducation que cette demoiselle tenait à Paris. Les jeunes personnes avaient été élevées dans la religion protestante, l'une d'elles qui était majeure avait fait abjuration depuis qu'elle avait quitté le pensionnat de la demoiselle R.... ; et M. Loveday prétendait que c'était d'après les insinuations qu'elle en avait reçues dans son pensionnat, lorsqu'elle n'y avait été placée que pour se perfectionner dans les arts d'agrémens, la demoiselle R.... ayant pris l'engagement de ne chercher par aucune voie à ébranler la croyance religieuse des jeunes personnes confiées à ses soins. M. Loveday se plaignait de plus de ce que, depuis son abjuration, sa fille majeure n'avait pas reparu chez son père, et de ce que, l'ayant une fois rencontrée et lui ayant intimé l'ordre de le suivre elle s'y était refusée, ayant été appuyée dans sa désobéissance par les personnes dont elle se trouvait accompagnée. Le pétitionnaire ajoutait, que la plainte qu'il en avait portée à la justice n'ayant pas eu l'effet qu'il devait s'en promettre, il se voyait forcé de porter sa réclamation aux Chambres ; mais les Chambres passèrent *à l'ordre du jour*, celle des pairs à la majorité seulement de 87 voix contre 50. La lecture du procès-verbal de la séance de cette Chambre, pag. 431 et suiv., offre un grand intérêt, tant sous le rapport de l'affaire considérée en point de législation, que sous le point de vue politique.

VII. Jean R.... et Anne L.... avaient été mis en prévention du crime *de suppression de l'état d'un enfant*, et la chambre d'accusation avait prononcé l'annullation de l'ordonnance de la chambre du conseil, en se fondant sur les dispositions de l'article 327 du Code civil, portant que « l'action criminelle contre un » délit de suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement défi» nitif sur la question d'état ».; mais son arrêt fut cassé, le 27 juin 1823, sur le motif: « que cet art. 327 est *exclusivement* relatif au délit *de suppression d'état;* qu'il

» ne peut être étendu conséquemment à celui de *suppression de la personne d'un* » *enfant*, qui en diffère essentiellement par ses effets comme par sa nature. »

Mais, aux termes dudit article 327 du Code civil, *la suppression d'état* ne peut donner lieu à l'exercice d'une action criminelle qu'après que les tribunaux civils ont prononcé définitivement *sur la réclamation d'état : sic jud.* les 20 prairial et 10 messidor an 12, 2 mars 1809 et 24 juillet 1823 : ce qui n'est point applicable au cas où ce n'est que par exception aux poursuites faites par la voie criminelle, que l'accusé conteste *l'état* qui lui est supposé : les Cours de justice criminelle se trouvant alors juges *de l'action*, le deviennent par suite *de l'exception ;* c'est ainsi que la Cour de cassation l'a souvent jugé, et particulièrement en matière de *bigamie*, lorsqu'il s'est élevé des doutes sur la validité de l'acte de célébration du mariage contracté par l'accusé, ou qu'il s'est agi de statuer sur toute autre question incidente.

ARTICLE CCCXLVI.

Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par l'article 56 *du Code civil, et dans le délai fixé par l'article* 55 *du même Code, sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de seize francs à trois cents francs.*

OBSERVATIONS.

I. La déclaration doit être faite *dans les trois jours de l'accouchement*, aux termes de l'article 55 du Code civil ; c'est-à-dire, au plus tard *le quatrième jour*, en y comprenant celui de l'accouchement.

II. L'article 346 parle en général des personnes *qui ont été présentes à l'accouchement*, ce qui ne fait que confirmer la disposition de l'article 56 du Code civil, portant que, la naissance de l'enfant sera déclarée *par le père*, ou à défaut du père, par les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé *ou autres personnes* qui auront assisté à l'accouchement ; mais ce n'est que de ces autres personnes ; c'est-à-dire, de celles qui ont assisté à l'accouchement, que s'occupe l'article 346 ; d'où suit que, ce serait en faire une fausse application que de l'étendre aux personnes dans la maison desquelles *la femme serait accouchée* si elles n'avaient pas été *présentes* à l'accouchement, lors même qu'en ayant été instruites elles n auraient pas fait la déclaration exigée. Si c'est par oubli que le Code pénal n'a pas prononcé de peines

contre elles, cet oubli peut être facilement réparé ; mais le droit n'en appartient qu'au pouvoir législatif.

III. Lorsque l'accouchement s'est opéré par les soins d'un officier de santé, c'est à lui d'en faire la déclaration, ou de s'assurer qu'elle sera faite dans le délai ; il n'est parlé des autres personnes dans l'article 56 du Code civil et dans l'article 346 du Code pénal, que pour le cas où aucun officier de santé n'aurait concouru à l'accouchement, et où le père de l'enfant n'y aurait pas assisté.

IV. La simple déclaration de naissance à l'officier de l'état civil suffit pour mettre les personnes qui ont assisté à l'accouchement à l'abri des peines prononcées par l'article 346 : ce qui est fondé en raison, car ces personnes pourraient avoir ignoré le nom de la mère, et il aurait pu n'avoir pas été en leur pouvoir de présenter l'enfant nouveau-né à l'officier de l'état civil.

V. Lorsqu'il est fait déclaration des père et mère de l'enfant, la déclaration doit être *vraie : sic. jud.* le 10 prairial an 10. Dans l'espèce, la sage-femme avait indiqué un autre nom que celui de la mère qu'elle connaissait : cette déclaration mensongère tendait, en effet, à établir une autre filiation que celle de la nature et de la loi et constituait dès-lors un faux punissable.

Il fut pareillement jugé le 20 juillet 1809, qu'une sage-femme s'était rendue coupable d'un délit punissable en déclarant, que l'enfant qu'elle présentait à l'officier de l'état civil était né de la femme *légitime* du père indiqué, lorsqu'il était né de sa *concubine*, et qu'elle était instruite du véritable état des choses : mais ce n'était pas du crime de *faux* dont elle s'était rendue coupable, attendu que sa déclaration ne pouvait donner à l'enfant un autre état que celui de sa naissance : ce qui avait été déjà jugé dans le même sens, les 18 et 26 brumaire et 10 messidor an 12.

Quoique ces arrêts aient été rendus sur des faits *antérieurs* à la mise en activité du Code pénal, il faudrait encore s'en tenir à la distinction qu'ils établissent : mais quelle serait la peine applicable au cas de déclaration mensongère ? Il y aurait eu déclaration, et le Code ne dispose que pour le cas où il n'en aurait pas été fait dans le délai prescrit : *l'absolution* du prévenu devrait dès-lors être prononcée, sauf aux parties qui s'y croiraient intéressées de se pourvoir au civil ponr la réparation du dommage causé.

VI. Si le défaut de déclaration se combinait avec l'enlèvement, le recélé, la suppression de l'enfant, le délit qui résulterait du défaut de déclaration disparaîtrait pour faire rentrer le crime dans la disposition de l'article 345.

Get article 345 pourrait même devenir applicable à la personne qui aurait été

présente à l'accouchement et qui n'en aurait pas fait la déclaration, lors même qu'elle n'aurait pas coopéré *activement* à l'enlèvement, au recélé ou à la suppression de l'enfant, s'il était constaté qu'elle aurait favorisé sciemment par son silence la consommation du crime.

ARTICLE CCCXLVII.

Toute personne qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né, ne l'aura pas remis à l'officier de l'état civil, ainsi qu'il est prescrit par l'article 58 *du Code civil, sera punie des peines portées au précédent article.*

La présente disposition n'est point applicable à celui qui aurait consenti à se charger de l'enfant, et qui aurait fait sa déclaration à cet égard devant la municipalité du lieu où l'enfant a été trouvé.

OBSERVATIONS.

I. Les peines que prononce cet article sont celles de l'article 346, savoir un emprisonnement de six jours à six mois, et une amende de seize francs à trois cents francs.

II. L'article 347 ne dit pas dans quel délai l'enfant trouvé doit être remis à l'officier de l'état civil, et l'article 58 du Code civil, auquel il renvoie, ne l'indique pas davantage : ce ne peut être le simple délai *de trois jours*, qui est accordé par l'article 346 aux personnes qui ont été *présentes* à l'accouchement; cependant, il importe que la remise de l'enfant soit faite, dans le plus bref délai, à l'officier de l'état civil; car le retard apporté à cette remise pourrait devenir préjudiciable à l'enfant, et par cette raison il aurait semblé que le Code aurait dû fixer un délai.

III. Celui qui aurait trouvé l'enfant et qui ne l'aurait pas remis à l'officier de l'état civil, n'aurait encouru aucune peine dans l'état de la législation, quelque temps qui se fût écoulé depuis qu'il l'aurait trouvé ; mais s'il avait attendu pour en faire la remise, que des poursuites eussent été commencées contre lui, il y aurait présomption suffisante qu'il aurait voulu soustraire l'enfant aux recherches des personnes intéressées, et il aurait encouru les peines portées par l'article 347 ; néanmoins son absolution devrait être prononcée, s'il déclarait vouloir se charger de l'enfant, et qu'il en fît la déclaration à la municipalité du lieu.

IV. C'est à l'officier de l'état civil du lieu où l'enfant a été trouvé que la remise doit être faite. Le Code pénal ne le dit pas d'une manière formelle, et l'article 58 du Code civil ne parle également que de la remise à faire, sans rien préciser davantage ; mais l'article 55 de ce Code, portant que, la déclaration de naissance sera faite à l'officier de l'état civil du lieu de l'accouchement, on doit en conclure que c'est de même à l'officier de l'état civil *du lieu où l'enfant a été trouvé*, que la remise doit être faite : cependant, on ne pourrait dire que celui qui aurait trouvé l'enfant et qui l'aurait remis à un *autre* officier de l'état civil que celui du lieu où il l'aurait trouvé, eût commis un délit. Ce n'est pas sans motifs, en effet, que l'article 347 n'a pas exigé que la remise fût faite à l'officier de l'état civil *du lieu où l'enfant aurait été trouvé* : en l'exigeant ainsi le législateur aurait pu manquer le but qu'il se proposait, celui de donner du secours à l'enfant abandonné ; car un voyageur ou toutes autres personnes que leurs affaires auraient appelées ailleurs, auraient pu ne pas le recueillir dans la crainte de se compromettre, s'ils n'en allaient pas faire la déclaration à l'officier de l'état civil du lieu.

V. Ce n'est pas tout que de remettre l'enfant à l'officier de l'état civil ; il faut lui remettre aussi les vêtemens et autres effets trouvés sur lui, et déclarer de plus toutes les circonstances du temps et du lieu où il a été trouvé ; de tout quoi, l'officier de l'état civil doit dresser procès-verbal détaillé, aux termes de l'article 58 du Code civil ; ce qui est parfaitement bien vu, de pareils renseignemens pouvant devenir utiles à l'enfant pour le faire rentrer dans la jouissance de son état.

VI. L'enfant trouvé qui n'est pas réclamé et dont celui qui l'a trouvé n'a pas déclaré vouloir se charger, doit être porté, par ordre de l'officier de l'état civil, à l'hospice le plus voisin : article 5 de la loi du 27 frimaire an 5.

VII. Lorsque celui qui a trouvé l'enfant a fait la déclaration devant la municipalité *du lieu*, qu'il consent de s'en charger, il n'est plus en son pouvoir de revenir sur sa détermination : d'où suit que, si, par une voie quelconque, il avait cherché le moyen de se débarrasser du fardeau qu'il se serait imposé et qu'il y fût parvenu, il devrait être condamné à le reprendre ; mais sans avoir encouru aucune peine à raison de ce fait s'il ne s'y rattachait pas d'autres circonstances qui lui imprimassent le caractère de délit, telles, par exemple, que celles qui pourraient résulter ou de ce qu'il aurait déposé l'enfant dans un hospice avant qu'il eût atteint l'âge *de sept ans*, aux termes de l'article 348 du présent Code, ou de ce qu'il l'aurait exposé et délaissé en

un lieu solitaire : (*Art.* 349), et même dans un lieu *non solitaire*, au cas prévu dans l'article 352.

VIII. Ce n'est que des enfans *nouveaux-nés*, qu'il est question dans cet article.

ARTICLE CCCXLVIII.

Ceux qui auront porté à un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, qui leur aurait été confié afin qu'ils en prissent soin ou pour tout autre cause, seront punis d'un emprisonnement de six semaines à six mois, et d'une amende de seize francs à cinquante francs.

Toutefois aucune peine ne sera prononcée, s'ils n'étaient pas tenus ou ne s'étaient pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant, et si personne n'y avait pourvu.

OBSERVATIONS.

I. C'est la seule fois que le Code pénal a fixé la durée de l'emprisonnement *par semaines*, ce qui doit s'entendre de *sept jours* pour chacune.

II. L'article 348 est conçu dans des termes si clairs qu'il ne peut présenter de difficultés dans son application : pour rentrer dans sa disposition, l'enfant *déposé* à l'hospice ne doit pas avoir encore atteint sa septième année accomplie ; et il doit avoir été *confié* à la personne qui l'y a déposé, *soit pour en prendre soin, soit pour tout autre cause* ; les deux conditions sont de rigueur.

Cet article n'admet qu'une seule exception à la règle qu'il établit, et c'est pour le cas où celui qui a porté l'enfant à l'hospice, ne s'était pas *obligé de pourvoir gratuitement à sa nourriture et à son entretien*, lorsque *personne n'y aurait pourvu.*

III. Les pères et mères étant chargés de pourvoir *gratuitement* à l'entretien de leurs enfans, ne pourraient invoquer l'exception portée au présent article ; lorsqu'ils se trouvent hors d'état d'y pourvoir, ils doivent demander à qui de droit l'autorisation nécessaire. L'on n'a jamais admis en France le droit d'*abdication* des enfans, de la part de leurs pères et mères.

IV. Quand même celui qui aurait porté l'enfant à l'hospice n'aurait agi que par l'ordre d'autrui, il ne pourrait tirer de cette circonstance une excuse valable ; il se serait rendu le complice du donneur d'ordre : mais, s'il n'en avait été donné que *le simple conseil*, l'on ne pourrait en faire résulter une complicité punissable de la personne qui l'aurait donné, si elle n'en avait pas facilité les moyens d'exécution.

On pourrait même soutenir que le donneur *d'ordre* ne serait punissable que dans le même cas; c'est-à-dire, dans celui où il aurait aidé, facilité ou favorisé la consommation du délit, et, en effet, lorsque le législateur a voulu que *le simple ordre* donné suffît pour établir la culpabilité des prévenus, il l'a formellement déclaré, comme il l'a fait dans les articles 349 et 350 du Code.

V. Pour qu'il y ait *délit*, le dépôt doit avoir été *effectué*, l'article 348 n'en ayant pas déclaré la *tentative punissable*.

VI. La disposition de cet article n'est pas applicable aux accoucheurs et sages-femmes à l'égard des enfans qu'ils déposent aux hospices lorsqu'ils se sont conformés aux règlemens de police sur la matière.

VII. Si l'enfant avait été exposé dans *le tour d'un hospice*, sans en avoir obtenu l'autorisation de l'autorité administrative, il y en aurait eu exposition dans un lieu *non-solitaire*, et ce seraient les peines prononcées par l'article 352 qui devraient être appliquées à l'auteur de l'exposition et à ses complices : *sic jud.* le 30 octobre 1812.

ARTICLE CCCXLIX.

Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis ; ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans, et à une amende de seize francs à deux cents francs.

OBSERVATIONS.

I. La loi présume que l'enfant ayant atteint l'âge *de sept ans accomplis* peut donner les renseignemens nécessaires pour faire découvrir les traces que l'on aurait voulu lui faire perdre par son exposition et son délaissement : ce fut l'explication que donna l'orateur du Gouvernement pour justifier la restriction de l'article 349, aux enfans de cet âge.

II. Lorsque l'article 349 a parlé d'enfans exposés et délaissés dans *un lieu solitaire*, ce n'a pas été pour exempter de peines les personnes qui les auraient exposés et délaissés dans *tout autre lieu ;* mais le danger devant être moins grand pour l'enfant lorsqu'il a été déposé et délaissé dans un lieu *non-solitaire*, les peines à infliger ne devaient pas avoir la même intensité, ce sont alors les dispositions des articles 352 et 353 qui deviennent applicables.

Le Code n'a défini et n'aurait pu définir d'une manière exacte ce que l'on devait considérer comme *lieu solitaire ;* il a dû s'en rapporter sur le fait à la sagesse des magistrats.

III. L'article 349 et les suivans ont voulu qu'il y ait eu *exposition et délaissement ;* c'est-à-dire, abandon absolu de l'enfant.

IV. Cet article prononce la même peine contre *le donneur d'ordre* que contre l'auteur de l'exposition et du délaissement, il n'exige pas qu'il s'y rattache d'autres circonstances pour constituer *la complicité ;* mais le simple *conseil* qui en aurait été donné ne suffirait pas, en l'absence de tout autre considération, pour la constituer : nous en avons déjà fait l'observation.

V. Pour qu'il y ait lieu d'appliquer les peines prononcées par l'article 349, il doit y avoir eu *exposition* et *délaissement effectués*, il ne suffirait pas d'une simple *tentative ;* ce qui résulte clairement de ces termes de l'article 349 : *Si cet ordre a été exécuté*, qui se réfèrent à ceux qui ont reçu l'ordre comme à ceux qui l'ont donné : il suffirait, d'ailleurs, que l'article 349 ni aucun autre du Code n'en eût déclaré la *tentative punissable*, la tentative ne prenant le caractère de *délit*, que lorsque la loi de la matière en renferme une disposition expresse (*Article* 3).

VI. L'officier de police qui acquiert la connaissance qu'un enfant a été exposé et délaissé, doit se transporter à l'instant même sur le lieu pour en dresser procès-verbal : l'article 9, tit. 3 de la loi du 25 septembre 1792, lui en fait le commandement exprès.

Le procès-verbal doit être transmis de suite au juge d'instruction : (*Article* 53 *du Code d'instruction criminelle*).

VII. Si la personne à laquelle l'enfant appartient n'est pas connue, il doit être envoyé à l'hospice le plus prochain : la loi du 27 frimaire an 5 reçoit ici naturellement son application ; mais, si les renseignemens pris faisaient connaître les parens de l'enfant ou les personnes qui auraient été chargées d'en prendre soin, il devrait leur être remis avec injonction de le représenter à toute réquisition.

VIII. L'article 349 et le suivant n'ayant prononcé que des peines correctionnelles, c'est toujours devant les tribunaux de police correctionnelle que ces sortes d'affaires doivent être portées.

ARTICLE CCCL.

La peine portée au précédent article sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de cinquante francs à quatre cents francs, contre les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant exposé et délaissé par eux ou par leur ordre.

OBSERVATIONS.

I. L'article 350 ni l'article 353 ne prononcent l'aggravation des peines portées en l'article 349, que contre *les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices* de l'enfant exposé et délaissé, sans s'occuper de ses *père et mère ;* ce qui pourrait être considéré comme un oubli ; mais les père et mère de l'enfant sont leurs tuteurs et instituteurs nés, et ils rentrent dès-lors de droit dans l'application de ces articles.

Chez les Thébains, dit OElien, liv. 2, chap. 7, un *père* convaincu d'avoir exposé son enfant était puni de *mort :* lorsqu'il se trouvait hors d'état de subvenir à la subsistance de ses enfans, il devait se présenter devant le magistrat pour en faire sa déclaration, et si la preuve en était acquise, l'État se chargeait du placement des enfans.

II. Le motif que donna l'orateur du Gouvernement pour faire aggraver la peine des *tuteurs et tutrices, instituteurs et institutrices,* fut qu'ils joignaient un abus de confiance à la culpabilité qu'ils partageaient avec ceux qui ne se trouvaient pas liés par des obligations particulières.

III. Ces expressions de l'article 350 : *tuteurs ou tutrices*, sont *génériques,* elles s'appliquent à toutes les personnes qui sont chargées de l'administration des personne et biens de l'enfant, à quel titre que ce soit : quant à celles, *d'instituteurs et d'institutrices,* elles s'étendent à toutes les personnes qui, par la nature des fonctions qui leur sont confiées, sont tenues de veiller à l'éducation des enfans ; ce qui comprend tous *gouverneurs ou gouvernantes* attachés à leur instruction.

IV. Lors même que les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices n'auraient fait que *donner l'ordre* de l'exposition et du délaissement, les dispositions de l'article 350 ne leur deviendraient pas moins applicables ; en quoi cet article diffère de l'article 353 : le motif de la sévérité de cet article a été le risque plus éminent que l'on fait courir à l'enfant, en l'exposant et le dé-

laissant dans un lieu *solitaire*, que de l'exposer et le délaisser dans un lieu *non-solitaire*, cas pour lequel dispose l'article 353 ; mais *l'ordre* doit avoir été donné *d'exposer* ET *de délaisser l'enfant.*

ARTICLE CCCLI.

Si, par suite de l'exposition et du délaissement prévus par les articles 349 *et* 350, *l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, l'action sera considérée comme blessures volontaires à lui faites par la personne qui l'a exposé et délaissé ; et si la mort s'en est ensuivie, l'action sera considérée comme meurtre : au premier cas, les coupables subiront la peine applicable aux blessures volontaires ; et, au second cas, celle du meurtre.*

OBSERVATIONS.

I. Du moment qu'il était déclaré que, dans le cas où l'enfant serait demeuré mutilé ou estropié, l'action de l'avoir exposé et délaissé devait faire considérer le prévenu comme coupable *de blessures volontaires*, et que si la mort de l'enfant s'en était ensuivie, l'action devait être considérée comme *meurtre ;* c'était dire assez, que les peines applicables *aux blessures volontaires* et au *meurtre* devraient lui être infligées ; de sorte que la dernière disposition de l'article 351 aurait pu être retranchée sans nuire à son intelligence.

II. Cet article ne dispose que pour les cas prévus aux articles 349 et 350 ; c'est-à-dire, pour ceux où l'enfant aurait été exposé et délaissé *dans un lieu solitaire*, et où il aurait été âgé *de moins de sept ans accomplis.*

III. Lorsque les deux conditions se rencontrent, l'article 351 ne fait plus de distinction, quant *à la qualité des personnes ;* il les fait toutes également rentrer dans sa disposition : mais celui qui aurait *donné l'ordre* de l'exposition et du délaissement, sans y avoir personnellement participé, y rentrerait-il comme son auteur ? *L'ordre donné* ne peut être réputé constitutif de la complicité que dans ses rapports avec les dispositions des articles 349 et 350, l'article 351 ayant parlé d'une manière RESTRICTIVE de la personne qui a exposé et délaissé l'enfant ; ce qui doit, toutefois, être entendu dans un sens raisonnable ; de sorte que, si l'ordre avait porté que l'enfant serait exposé et délaissé de manière à lui faire courir le risque de blessures ou à lui causer la mort, celui qui l'aurait donné ne pourrait échapper aux peines prononcées par ledit article 351 ; il aurait aidé et assisté l'auteur de l'attentat dans les faits qui l'auraient préparé ou facilité.

ARTICLE CCCLII.

Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de seize francs à cent francs.

OBSERVATIONS.

I. C'est toujours de l'exposition et du délaissement d'un enfant *au-dessous de l'âge de sept ans accomplis*, que dispose l'article 352.

Cet article ne diffère de l'article 349, que quant au lieu de l'exposition et du délaissement et à la gravité des peines; les deux articles ayant parlé de l'exposition et du délaissement; de sorte que pour appliquer les dispositions de cet article 352, il devrait être acquis au procès, qu'il y aurait eu non-seulement *exposition* mais *délaissement;* c'est-à-dire, abandon de l'enfant exposé.

II. L'article 352 n'a pas ajouté, comme l'a fait l'article 349, que celui qui a *donné l'ordre* de l'exposition et du délaissement doit être condamné à la même peine que son auteur; d'où suit que, le simple ordre donné ne serait pas un motif suffisant de prononcer la condamnation de la personne dont il serait émané, si cet ordre ne se rattachait pas à d'autres circonstances qui fussent de nature à constituer une complicité punissable.

III. L'article 352 ni les suivans ne prévoient le cas où l'enfant exposé et délaissé serait demeuré mutilé ou estropié, ni celui où la mort en aurait été la suite; et les dispositions relatives de l'article 351 ne peuvent y être suppléées: le législateur n'a pas supposé que les blessures ou la mort de l'enfant exposé et délaissé dans un lieu *non solitaire* aient pu entrer dans la prévoyance des auteurs de l'exposition et du délaissement. La circonstance de blessures ou de mort de l'enfant, ne pourrait dès-lors autoriser les tribunaux à aggraver la peine du délit dans le sens de l'article 351, sauf, dans un pareil état de choses, à appliquer à l'auteur du délit et à ses complices le *maximum* des peines prononcées par les articles 352 et 353.

IV. L'exposition et le délaissement de l'enfant dans le tour d'un hospice devraient être considérés comme ayant été faits dans un lieu *non solitaire*,

et ce ne serait, en conséquence, que les peines prononcées par l'article 353 qui seraient applicables aux prévenus de s'en être rendus coupables : nous en avons rapporté un arrêt dans nos observations sur l'article 348.

V. Il fut jugé depuis, le 27 janvier 1820, que les peines prononcées par l'article 352 doivent être infligées au cas même où il serait constaté, que l'enfant aurait été exposé et *délaissé à la porte d'une maison* dans laquelle l'auteur de l'exposition et du délaissement aurait aperçu de la lumière et lors même qu'il résulterait de l'instruction, que le prévenu aurait frappé à la porte de cette maison, et que les personnes qui l'auraient habitées seraient venues l'ouvrir, si l'enfant n'avait pas été recueilli *à l'instant même*. Dans l'espèce, il y avait preuve acquise que les prévenus avaient aperçu de la lumière dans un cabaret, qu'ils avaient frappé à la porte et qu'ils n'avaient délaissé l'enfant qu'au moment où ils avaient entendu que l'on ouvrait cette porte ; mais il n'était pas établi que les maîtres du cabaret eussent *immédiatement* recueilli cet enfant ; et la Chambre d'accusation n'en avait pas moins confirmé l'ordonnance de la Chambre du conseil portant, *qu'il n'y avait lieu de suivre :* son arrêt fut cassé ; « Attendu que si, pour qu'il y ait lieu à » l'application de la disposition de l'article 352 du Code pénal, il faut que l'enfant » déposé *ait été délaissé*, il y a délaissement toutes les fois que l'enfant exposé » a été laissé *seul*, et que, par ce fait d'abandon, il y a eu cessation, *quoique momentanée, ou interruption des soins et de la surveillance qui lui sont dus.* »

ARTICLE CCCLIII.

Le délit prévu par le précédent article sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de vingt-cinq francs à deux cents francs, s'il a été commis par les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant.

OBSERVATIONS.

I. L'article 353 diffère dans deux points, de l'article 350 ; savoir, quant à la *gravité* des peines qu'il prononce, et quant à la disposition par laquelle l'article 350 combiné avec l'article 349, place sur la même ligne *le donneur d'ordre* que l'auteur de l'exposition et du délaissement ; d'où suit, que dans l'application à faire de l'article 353, le donneur d'ordre ne pourrait être condamné qu'autant que, par d'autres actes, il se serait rendu le complice de l'ex-

position et du délaissement, lorsque dans celle de l'article 350, il suffirait qu'il fût acquis que l'ordre aurait été donné pour rendre applicables à son auteur, les peines prononcées par cet article.

II. Ce que nous avons dit des pères et mères, des instituteurs et institutrices dans nos observations sur l'article 350, reçoit ici naturellement son application.

§. II.

ENLÈVEMENT DE MINEURS.

ARTICLE CCCLIV.

Quiconque aura, par fraude ou violence, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité où à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la reclusion.

OBSERVATIONS.

I. Trois circonstances doivent concourir simultanément pour constituer le crime prévu et puni par l'article 354; il faut: 1.° que ce soit un mineur qui ait été *enlevé, entraîné, détourné ou déplacé;* 2.° qu'il l'ait été par *fraude ou violence;* 3.° qu'il l'ait été *des lieux* où il avait été mis par ceux à qui l'autorité ou la direction de sa personne était soumise ou confiée.

II. Si la personne enlevée, entraînée, détournée ou déplacée avait *moins de seize ans*, le crime rentrerait dans la disposition de l'article 355.

III. Si le mineur avait joui *de son indépendance* lors de son enlèvement, les dispositions des articles 354 et 355 deviendraient sans application, puisqu'alors il n'aurait pas été enlevé *du lieu* où il aurait été placé *par ceux à l'autorité ou à la direction desquels il aurait été soumis ou confié;* il faudrait recourir à d'autres articles du Code pour les appliquer suivant le plus ou moins de gravité des circonstances.

IV. La *violence* ne pouvant consister que dans un acte *matériel*, la preuve peut facilement en être rapportée, lorsqu'elle a été réellement employée; mais il n'en est pas de même *de la fraude* qui est un acte de pure *moralité;* d'où suit, que tout est nécessairement abandonné, sous ce dernier rapport, à la conscience du jury.

V. Le ravisseur qui aurait employé la *séduction* envers une fille *au-dessous de seize ans*, pour l'enlever, l'entraîner, la détourner ou la déplacer, aurait commis une *fraude* d'un genre *particulier* qui ferait sortir le délit de l'application de l'article 354, pour le faire rentrer dans celle de l'article 356.

VI. Ces expressions de l'article 354: *enlevé, entraîné, détourné ou déplacé*, doivent être entendues dans un sens avoué par la raison; ce ne serait pas, en effet, avoir *enlevé, entraîné, détourné ou déplacé le mineur*, que de l'avoir engagé dans une partie de plaisir ou de promenade, lorsqu'aucune autre circonstance ne viendrait se rattacher à cette action pour l'incriminer; mais le mineur n'aurait été enlevé, entraîné, détourné ou déplacé que *momentanément*, que s'il y avait eu véritable enlèvement, entraînement, détournement ou déplacement, une pareille action constituerait le crime prévu et puni par les articles 354 et 355, suivant l'âge et le sexe de la personne qui en aurait été l'objet.

VII. Le Code prononce les mêmes peines contre celui qui *a fait* enlever, entraîner, détourner ou déplacer le mineur, que contre celui qui *s'est chargé* de l'exécution; et la simple *tentative* de ce crime serait punissable, aux termes de l'article 2, si elle avait les caractères exigés par cet article.

VIII. L'on pourrait croire que le législateur ne s'est servi dans l'article 354 des mots enlever, entraîner, détourner ou déplacer, que pour ne laisser aucune prise à l'argutie; cependant, il semblerait qu'il aurait été dans son intention d'établir une différence entre ces diverses espèces du genre, puisqu'après les avoir toutes cumulées dans l'article 354, il ne s'est servi dans l'article 355 que des locutions: *enlevées ou détournées.*

IX. Il doit y avoir eu *violence ou fraude* pour faire rentrer le fait dans l'application de l'article 354, par conséquent il doit en avoir été fait *une déclaration formelle* par le jury, pour autoriser la condamnation de l'accusé: *sic jud.* le 3 octobre 1816, par arrêt de rejet d'un pourvoi formé par le procureur-général de la Cour royale d'Amiens, contre un arrêt rendu par la chambre d'accusation de cette Cour, portant qu'il n'y avait lieu de suivre, sur le motif, que de l'instruction il ne résultait pas que le prévenu eût employé *la fraude ou la violence* pour enlever ou déplacer la personne dont il s'agit: « attendu » que d'après la déclaration faite par l'arrêt attaqué, et dont les élémens ne » pouvaient être examinés par la Cour de cassation, le renvoi du prévenu » des poursuites dirigées contre lui, ne présentait rien que de conforme à la » loi. »

X. *La violence ou la fraude* étant *constitutive du crime*, la Cour d'assises de-

vrait en délibérer, si le jury n'avait déclaré la culpabilité de l'accusé, sur ce point, *qu'à la simple majorité;* car, ce serait alors *sur le fait principal* qu'il y aurait à statuer.

XI. Les articles 354 et 355 ne prennent en aucune considération les suites que pourrait avoir eu l'enlèvement du mineur; c'est le simple fait de l'enlèvement qu'ils punissent; de sorte que, si le ravisseur avait aggravé son crime, en se rendant coupable d'une action que la loi punirait plus sévèrement, les dispositions de ces articles 354 et 355, cesseraient d'exercer leur empire; et que le délit rentrerait dans celles des autres articles du Code qui viendraient s'y rattacher.

XII. Malgré la généralité des expressions de l'article 354, sa disposition ne serait point applicable au cas où l'accusé serait âgé *de moins de seize ans :* il faudrait recourir alors aux articles 66 et 69.

XIII. L'article 354 a prononcé la même peine contre ceux *qui ont fait* enlever, entraîner, détourner ou déplacer le mineur, que contre les personnes qui s'en sont personnellement rendues coupables; et peut-être aurait-il été bon de prononcer contre elles, des peines encore plus sévères, les exécuteurs de l'enlèvement n'ayant agi que dans l'intérêt de leurs commettans qui sont les vrais coupables.

ARTICLE CCCLV.

Si la personne ainsi enlevée ou détournée est une fille au-dessous de seize ans accomplis, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

OBSERVATIONS.

I. En se servant de ces expressions : *si la fille* AINSI *enlevée*, l'article 355 renvoie nécessairement aux dispositions de l'article 354; d'où suit, que le crime prévu par cet article 355 ne peut se constituer que de la même manière que celui prévu et puni par l'article 354 ; que, dès-lors, le fait qui donne lieu aux poursuites doit réunir toutes les conditions exigées par cet article pour le rendre punissable : l'article 355 ne diffère, en effet, de l'article 354, que quant à *l'âge* et *au sexe* de la personne enlevée, et quant à l'aggravation de la peine.

II. Quoique l'article 355 ait parlé restrictivement des *filles* enlevées, ce qui semblerait faire supposer que l'enlèvement aurait été le fait d'un *homme*, ce serait une *femme* qui s'en serait rendue coupable, qu'elle devrait être punie

de la peine prononcée par cet article; l'article 354, auquel il se réfère, ayant parlé, en termes généraux, de *quiconque* aura enlevé, etc.

III. Une remarque que nous avons déjà faite dans nos observations sur l'article 354, et qui n'est pas sans intérêt, se tire de ce que l'article 355 ne parle que de l'action d'enlever ou de détourner, lorsque l'article 354 y assimile celles *d'entraîner et de déplacer*. Quel peut avoir été le motif de cette différence dans la rédaction des deux articles? Enlever ou détourner *par force et violence*, c'est agir contre le gré, la volonté de la personne qui en devient l'objet; lorsque cette personne agit de son plein gré, quand elle n'est *qu'entraînée*, et qu'il n'a pas été usé de fraude envers elle pour obtenir son consentement, qu'il ne lui a pas été tendu de piège pour la décider à quitter le lieu où l'avaient placée ceux qui étaient chargés de sa surveillance: le délit n'étant plus le même, sort nécessairement des dispositions de l'art. 355; mais, ne rentre-t-il pas dans celles de l'article 356? C'est ce que nous allons examiner.

ARTICLE CCCLVI.

Quand la fille au-dessous de seize ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur, si celui-ci était majeur de vingt-un ans ou au-dessus, il sera condamné aux travaux forcés à temps.

Si le ravisseur n'avait pas encore vingt-un ans, il sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

OBSERVATIONS.

I. L'article 356 ne parle que *du ravisseur;* cependant, la femme qui se serait chargée de l'enlèvement aurait pu n'être que *l'intermédiaire* du ravisseur, et s'il y en avait preuve acquise, elle n'en deviendrait pas moins, à raison de sa complicité, passible des mêmes peines que celles qui seraient applicables au ravisseur lui-même.

II. Le législateur a parlé dans cet article, non-seulement du cas d'enlèvement, mais de celui de séduction, en supposant le cas où la fille aurait suivi *volontairement* le ravisseur ou *consenti* à son enlèvement; et il importait à la sécurité des familles que même la simple *séduction* fût également et sévèrement réprimée.

III. C'est l'âge du ravisseur et celui de la fille ravie, enlevée ou séduite qui déterminent le genre de peine à infliger à l'auteur du rapt et à ses complices.

IV. Quel que fût l'âge du ravisseur, si la fille âgée de plus de seize ans avait consenti à son enlèvement, ou qu'elle eût volontairement suivi son ravisseur, le délit sortirait de la disposition de l'article 356, pour rentrer dans celles des articles 354 et 355; et il n'y rentrerait même que si la fille était encore mineure.

Si la fille était âgée de moins de seize ans, le ravisseur n'aurait pas atteint l'âge de vingt-un ans, qu'il n'en aurait pas moins encouru la peine prononcée par la seconde disposition dudit article 356, s'il avait été âgé *de plus de seize ans* : s'il n'avait pas encore atteint cet âge lorsqu'il se serait rendu coupable, il faudrait lui faire l'application des articles 66 et 69.

Mais si le ravisseur, âgé de moins de seize ans, avait été aidé dans son crime par une personne qui aurait eu cet âge, cette personne aurait encouru la peine prononcée par l'article 356, l'excuse tirée de l'âge ne devant profiter qu'à celui qui peut l'invoquer en sa faveur.

V. Claude L...., majeur de vingt-un ans, avait été déclaré coupable par le jury d'avoir *détourné* une fille âgée de moins de seize ans, de la maison de ses père et mère, et d'avoir profité *de sa volonté* pour la tenir cachée à ses parens. Question de savoir si L... avait commis un délit *punissable*, et quelle était, au cas de l'affirmative, la peine qu'il aurait encourue : malgré la déclaration affirmative du jury sur le fait de l'entraînement, *le président* de la Cour d'assises avait, par son ordonnance, prononcé l'acquittement de l'accusé; mais le procureur-général s'étant pourvu en cassation contre cette ordonnance, son annullation fut prononcée par arrêt du 24 octobre 1811, et sur l'opposition que L..... forma contre cet arrêt, il en intervint un nouveau, le 14 novembre suivant, confirmatif de celui du 24 octobre, motivé sur ce que, « d'après la déclaration du jury, il était » reconnu constant que L..., *majeur de plus de vingt-un ans*, s'était rendu coupable d'avoir *détourné* Françoise D...., âgée *de moins de seize ans*, de la maison » de ses père et mère; que, si de la même déclaration il résultait que ledit détournement ou enlèvement n'avait été opéré ni par *fraude*, *ni par violence*, le » fait déclaré constant n'en rentrait pas moins dans l'application de l'article 356 » du Code pénal.... »

Il fut jugé par cet arrêt que, dans l'application de l'article 356, il n'est pas nécessaire, pour constituer le délit, qu'il y ait eu *fraude ou violence*; ce qui résulte clairement de ce que l'article porte que, *quand la fille au-dessous de seize ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur*, celui-ci n'en aurait pas moins encouru la peine qu'il prononce : mais, *voyez* l'article 357.

VI. L'arrêt du 14 novembre ajouta que c'était uniquement lorsqu'un

» accusé était déclaré *non-coupable*, qu'il appartenait au président de prononcer *seul* une ordonnance d'acquittement ; et qu'*en ce cas*, *l'annullation* de » cette ordonnance ne pouvait être prononcée que *dans l'intérêt de la loi*, sans » préjudicier à la partie acquittée ; — Mais que, lorsqu'un accusé était déclaré » coupable, bien que le fait ne fût pas défendu par une loi pénale, le président » ne pouvait prononcer une ordonnance d'acquittement; que c'était à la Cour » d'assises entière que les articles 363, 364 et 365 du Code d'instruction crimi- » nelle ont remis le pouvoir d'en connaître; et si le fait n'est pas défendu, » *d'absoudre* l'accusé, et non de *l'acquitter* pleinement; ou de le condamner, » si le fait est défendu par une loi pénale. »

On trouve dans cet arrêt toute la théorie de la matière sur les ordonnances d'acquittement et les arrêts d'absolution.

ARTICLE CCCLVII.

Dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille qu'il a enlevée, il ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui, d'après le Code civil, ont le droit de demander la nullité du mariage, ni condamné qu'après que la nullité du mariage aura été prononcée.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article s'appliquent à tous les cas d'enlèvement, de détournement ou d'entraînement, de quelque manière qu'ils aient eu lieu, sans prendre en considération l'âge des parties : il suffit qu'il y ait eu mariage contracté pour qu'il n'existe plus de délit aux yeux de la loi, tant que le mariage n'a pas été déclaré *nul*, sur la plainte des personnes qui ont le droit d'en poursuivre la nullité.

II. Quoique la *condamnation* du ravisseur ne puisse être prononcée avant que le mariage ait été déclaré nul, cependant, des poursuites pourraient être commencées contre lui, *sur la plainte* des personnes qui seraient en droit d'en demander la nullité, ce qui est fondé sur ce que, pendant l'instance en nullité, les preuves pourraient dépérir; mais il ne pourrait être décerné aucun mandat contre le prévenu, l'acte de célébration du mariage emportant, par lui-même, la présomption de sa validité.

III. L'article 357 ne désigne pas nominativement les personnes qui ont le droit de demander la nullité *du mariage ;* mais, en renvoyant au chap. IV, tit. V, liv. 1.er, du Code civil, il en a fait une indication suffisante.

IV. Ce n'est pas *incidemment* aux poursuites criminelles commencées sur la plainte des personnes qui ont le droit de demander la nullité du mariage, que la question de sa validité doit être jugée : la question est *préjudicielle*, elle rentre tout entière dans les attributions des tribunaux civils.

V. Le rapt, aurait-il même été commis *avec violence*, ne constitue plus, sous l'empire des lois nouvelles, un empêchement *dirimant* au mariage du ravisseur avec la fille enlevée.

VI. L'article 357 ayant rendu *facultatif* aux parties intéressées le droit de se pourvoir en nullité du mariage contracté, ou d'en reconnaître la validité, il en résulte, par suite, que la même faculté leur est réservée de se départir de l'action en nullité qu'elles ont exercée, et qu'alors tomberaient, par une conséquence nécessaire, les poursuites qui auraient été commencées; ce ne serait pas le cas de l'application de l'article 4 du Code d'instruction criminelle, la plainte, en pareille matière, n'étant qu'accessoire à la demande en nullité du mariage, qui est l'exercice *d'une action civile*, et aucune loi n'interdisant aux personnes qui ont exercé des poursuites par la voie *civile*, de s'en désister en tout état de cause. Il ne peut y avoir de doutes à cet égard, lorsque c'est une personne privée qui a formé la demande en nullité du mariage.

Mais, si c'était à la requête de la partie publique que la nullité du mariage fut poursuivie, lui serait-il également loisible de s'en départir? L'officier du ministère public n'en aurait pas certainement le droit au cas prévu dans l'article 147 du Code civil qui prohibe tout second mariage *avant la dissolution du premier;* et il faudrait en dire de même de tous les autres où le Code a prononcé la nullité des mariages d'une manière *absolue*. Quant aux cas prévus dans ses articles 144 et 163, savoir : celui du mariage contracté *entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu*, et celui d'un mariage contracté avant l'âge requis; comme le mariage aurait pu l'avoir été valablement avec l'autorisation du Roi, aux termes des articles 145 et 164, la partie publique serait nécessairement autorisée à ne pas donner de suite à sa demande : on devrait présumer alors que l'autorisation du Roi serait intervenue.

VII. L'on ne pourrait en dire de même au cas de l'application des articles 161 et 162 du même Code, qui prohibent le mariage en ligne directe et en ligne collatérale, entre les frères et sœurs légitimes ou naturels, et les alliés au même degré; de pareils mariages ne pouvant être autorisés.

§. III.

INFRACTION AUX LOIS SUR LES INHUMATIONS.

ARTICLE CCCLVIII.

Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public, dans le cas où elle est prescrite, auront fait inhumer un individu décédé, seront punis de six jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de seize francs à cinquante francs; sans préjudice de la poursuite des crimes dont les auteurs de ce délit pourraient être prévenus dans cette circonstance.

La même peine aura lieu contre ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, à la loi et aux règlemens relatifs aux inhumations précipitées.

OBSERVATIONS.

I. L'autorisation requise se donne par l'officier de l'état civil, sur papier libre et sans frais. (*Article 77 du Code civil*).

II. La peine que prononce l'article 358 est encourue *par le seul fait* de l'inhumation sans l'autorisation préalable de l'officier de l'état civil, alors même qu'il résulterait de l'instruction et des débats que la personne inhumée serait décédée de mort naturelle.

III. On aurait encouru la même peine si, de tout autre manière, l'on avait contrevenu aux lois et règlemens relatifs aux inhumations *précipitées*.

L'inhumation est *précipitée* lorsqu'elle a été faite avant l'expiration des vingt-quatre heures depuis le décès, hors des cas prévus par les lois et règlemens : (*même article 77 du Code civil*).

Ces cas sont ceux où l'officier de police a ordonné l'inhumation du cadavre de la personne dont il vient de constater la mort, et où il s'agirait de celle du corps d'un supplicié; il suffit alors de transmettre à l'officier de l'état civil les renseignemens nécessaires pour rédiger l'acte de décès. (*Article* 85, *ibidem.*)

IV. S'il y avait lieu de craindre la contagion, il faudrait suivre ce que l'autorité locale aurait ordonné.

V. Il y aurait prévention *d'homicide* de la part des personnes qui auraient fait

procéder à l'inhumation, que cette circonstance ne ferait pas rentrer le crime dans les dispositions de l'article 304, lors même que l'inhumation aurait été précipitée ou faite sans autorisation de l'officier de l'état civil : nous en avons cité un arrêt, sous la date du 21 septembre 1815, dans nos observations sur cet article.

VI. Un décret du 23 prairial an 12, a réglé le lieu où devaient se faire les inhumations et tout ce qui concerne les pompes funèbres. L'article 19 porte que : « lorsque le ministre d'un culte, sous quelque prétexte que ce soit, se » permettra de refuser son ministère pour l'inhumation d'un corps, l'autorité » civile, soit d'office, soit sur la réquisition de la famille, commettra un autre » ministre du même culte pour remplir ces fonctions ; dans tous les cas, l'au- » torité civile est chargée de faire porter, présenter, déposer et inhumer les » corps.... »

Un autre décret du 4 thermidor an 13, fait inhibition et défenses aux maires, adjoints et membres d'administrations municipales, de souffrir le transport, présentation, dépôt, inhumation des corps, ni l'ouverture des lieux de la sépulture ; et à tous curés, desservans et pasteurs, d'aller lever aucun corps ou de l'accompagner hors des églises et temples, qu'il ne leur apparaisse de l'autorisation donnée par l'officier de l'état civil pour l'inhumation, *à peine d'être poursuivis comme contrevenant aux lois ;* et aussi à toutes fabriques d'églises, consistoires, ou autres ayant droit, de faire les fournitures requises pour les inhumations.

Un troisième décret du 3 janvier 1813 est ainsi conçu : « il est expressément » prescrit aux maires, adjoints et autres officiers de police de se faire représen- » ter les corps des ouvriers qui auraient péri par accident dans une exploitation, » et de ne permettre leur inhumation qu'après que le procès-verbal de l'accident » aura été dressé, conformément à l'article 81 du Code civil, et sous les peines » portées dans les articles 358 et 359 du Code pénal. »

Le même décret ajoute que, lorsqu'il y aura impossibilité de parvenir jusqu'au lieu où se trouvent les corps des ouvriers qui auront péri dans les travaux, les exploitateurs, directeurs et autres ayant cause, seront tenus de faire constater cette circonstance par le maire ou autre officier public, qui en dressera procès-verbal et le transmettra au procureur du Roi, à la diligence duquel et sur l'autorisation du tribunal, l'acte sera annexé au registre de l'état civil ; mais sans prononcer aucune peine contre les contrevenans.

ARTICLE CCCLIX.

Quiconque aura recélé ou caché le cadavre d'une personne homicidée ou morte des suites de coups ou blessures, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à quatre cents francs; sans préjudice de peines plus graves, s'il a participé au crime.

OBSERVATIONS.

I. L'article 359 se sert des deux locutions *recélé* ou *caché*, afin de lever toutes les équivoques qu'aurait pu faire naître le mot *recélé*, dont le législateur ne pouvait donner une définition assez exacte pour exprimer toute sa pensée. Ainsi, de quelque manière que l'on s'y soit pris pour céler le corps de la personne homicidée ou de l'individu mort des suites de coups ou de blessures, il y a délit qui rentre dans la disposition du présent article.

II. Le Code pénal de 1791 avait mis au rang des crimes le recélé des personnes *homicidées*, sans s'être occupé du cas où la personne serait morte *des suites de coups ou de blessures*; mais ce ne sont plus aujourd'hui que des peines correctionnelles qui deviennent applicables, lorsqu'il ne s'y rattache aucune circonstance aggravante.

III. Pour constituer le délit réprimé par l'article 359, il faut qu'il y ait preuve acquise au procès, que la personne dont le cadavre a été recélé avait été réellement homicidée, ou qu'elle fût morte *des suites* de coups ou blessures; et dès-lors, il doit en être fait une mention expresse au jugement de condamnation.

IV. L'article 359 ne fixe aucune époque où la mort devrait être arrivée par suite de coups ou blessures; mais l'article 309 reçoit ici naturellement son application; car l'on ne peut supposer que l'auteur du recélé d'un individu qui serait mort des suites de ses blessures, pût être condamné pour le fait de ce simple recélé, lorsque celui qui aurait fait les blessures ou porté les coups ne se trouverait lui-même passible d'autres peines que de celles des blessures faites ou des coups portés, abstraction faite de la mort de l'individu qui en aurait été l'objet.

V. Si celui qui ayant recélé le corps de la personne homicidée, s'était pré-

senté pour en faire sa déclaration à la justice avant toutes poursuites et au moment où le genre de mort de l'homicidé pourrait encore être constaté, les dispositions de l'article 359 cesseraient-elles de lui devenir applicables? Il ne s'en serait pas moins rendu coupable du recélé de la personne qui aurait été blessée ou excédée de coups; et par suite, tout ce qui pourrait résulter en sa faveur de sa déclaration, serait que les juges ne devraient lui appliquer que le *minimum* des peines prononcées par cet article; bien entendu qu'il ne se rattacherait au fait du recélé aucune circonstance aggravante de son délit.

Si la mort qui aurait été la suite des coups ou blessures n'était arrivée que *depuis* que le recélé aurait cessé par le fait *personnel* et *volontaire* du prévenu, il n'y aurait aucune peine à lui infliger: l'article 359 n'ayant disposé que pour le cas du recélé d'une personne homicidée *ou qui serait morte des suites de coups ou blessures* en état de recélé.

VI. L'individu qui aurait tenu *caché* dans sa maison la personne blessée lorsqu'il ne s'y serait porté que pour lui donner les soins qu'exigerait son état, n'en devrait pas moins être considéré et puni comme recéleur, si la mort avait été la suite des blessures qu'elle aurait reçues, au cas où il aurait négligé d'en faire la déclaration à l'autorité publique. Dans un pareil état de choses, le propriétaire ou le locataire de la maison où la personne blessée a été placée doit en donner connaissance à l'officier de police, aux termes de l'article 87 du Code de brumaire an 4, qui n'a pas été rapporté en ce point, et dans lequel on lit que, tout citoyen qui aura été témoin d'un attentat contre la vie d'autrui, doit en donner connaissance aussitôt à la justice; ce qui se trouve de nouveau commandé par l'art. 30 du Code d'instruction criminelle: ce Code, ni celui de brumaire an 4, ne prononcent, à la vérité, aucune peine pour le cas de désobéissance à ce commandement; mais il y aurait eu recélé, ce qui ferait rentrer le délit dans l'application de l'article 359 du Code pénal.

VII. Le législateur n'a pas voulu que, par le seul fait du recélé celui qui s'en est rendu coupable, soit réputé le complice de l'homicide, des blessures ou des coups; mais il peut en résulter d'assez fortes présomptions de complicité, ce qui peut faire naître une prévention défavorable au prévenu dans l'esprit des jurés et des juges.

VIII. L'article 359 n'excepte pas nommément de ses dispositions les époux, pères, mères, frères et sœurs de l'individu qui aurait commis l'homicide, fait les blessures ou porté les coups; mais l'exception, en ce qui les concerne, résulte naturellement et nécessairement, de ce qu'ils ne sont pas tenus

de dénoncer les crimes que des parens aussi proches pourraient avoir commis : ne serait-ce pas, en effet, les livrer au bras vengeur de la justice, que de refuser de les aider à faire disparaître le corps du délit, lorsque la chose serait en leur pouvoir ?

IX. C'est recéler la personne homicidée, que de la *cacher*, en quelque lieu que ce soit, pour en dérober la connaissance à la justice.

X. Les dispositions de l'article 359 ont été fondées sur deux motifs principaux, l'un de faire ensorte qu'aucun crime ne reste impuni ; l'autre qu'aucun délit ne reste même ignoré.

XI. Mais si rien ne peut autoriser de recéler ou cacher la personne homicidée ou morte des coups ou blessures qu'elle a reçus ; rien n'oblige à déclarer, sous des peines, les circonstances qui ont accompagné l'homicide, les blessures faites ou les coups portés.

XII. Si l'individu qui aurait recélé le cadavre de la personne homicidée, s'était rendu le complice de l'homicide, ce ne serait plus l'article 359 qu'il faudrait consulter ; mais l'article du Code qui punirait l'homicide, d'après les circonstances qui viendraient s'y rattacher : le fait du recélé n'en deviendrait pas même une circonstance aggravante.

ARTICLE CCCLX.

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, et de seize francs à deux cents francs d'amende, quiconque se sera rendu coupable de violation de tombeaux ou de sépultures ; sans préjudice des peines contre les crimes ou les délits qui seraient joints à celui-ci.

OBSERVATIONS.

I. Par l'article 17 du décret du 23 prairial an 12, les autorités locales sont spécialement chargées d'user d'une grande surveillance pour empêcher qu'il se commette aucun acte contraire au respect dû à la cendre des morts.

II. La violation des tombeaux a été considérée chez tous les peuples comme un délit d'ordre public, lors même qu'elle n'aurait eu pour objet qu'une simple curiosité ; aussi le Code pénal prononce-t-il la double peine de l'emprisonnement et de l'amende pour la répression de cette violation, lors même qu'elle se trouverait dégagée de toute autre circonstance qui pourrait la rendre plus criminelle.

III. S'il se rattachait quelqu'autre crime ou délit à la violation des tombeaux, ce serait la peine applicable à cet autre crime ou délit qui devrait être infligée à son auteur; mais ce serait celle-là *seule* qui lui deviendrait applicable, aux termes de l'article 365 du Code d'instruction criminelle; cet article reçoit une application nécessaire, en effet, à tous les cas où il n'y a pas été dérogé d'une manière spéciale : mais cette dérogation ne résulte-t-elle pas implicitement de ces expressions de l'article 360 : *sans préjudice des peines contre les crimes qui seraient joints à celui-ci?* L'article 360 ne porte pas comme le fait l'article 359 : *sans préjudice de peines plus graves*, ce qui est exclusif de toutes autres peines, lorsque l'article 360 semblerait avoir voulu qu'elles fussent cumulées; cependant l'exception aux dispositions de l'article 365 du Code d'instruction criminelle n'est pas assez formelle pour que l'on puisse la voir écrite dans l'article 360 du Code pénal. Aussi, la Cour d'assises de Paris, présidée par M. Decazes, alors conseiller à la Cour royale, se borna-t-elle en l'année 1812, à prononcer la peine des travaux forcés contre des fossoyeurs de St.-Denis qui s'étaient introduits dans un cimetière à l'aide d'escalade, et qui se trouvaient convaincus d'avoir soustrait par cette voie, des bijoux déposés dans le cercueil d'une dame inhumée quelques jours auparavant; et n'y eût-t-il pas de recours en cassation contre l'arrêt, sur le motif qu'aucune amende n'avait été prononcée contre les condamnés.

IV. Le 15 novembre 1821, la Chambre d'accusation de la Cour royale d'Aix, avait déclaré n'y avoir lieu de mettre en *accusation* deux individus qui, à l'aide d'effraction et d'escalade, avaient dépouillé quelques cadavres au lieu de leur sépulture : « Attendu, portait son arrêt, que l'enlèvement d'une chose » qui n'appartient à personne ne peut constituer une soustraction frauduleuse » portant préjudice à celui qui est le propriétaire de la chose; caractère qui » doit néanmoins se rencontrer pour qu'il y ait un véritable vol punissable aux » yeux de la loi » : mais sur le réquisitoire du procureur-général de la Cour de cassation, l'annullation de cet arrêt fut prononcée dans l'intérêt de la loi, le 17 mai 1822 : « Attendu que la soustraction frauduleuse de choses qui n'ap- » partiennent pas à celui qui s'en empare, et dont la propriété ne saurait s'ac- » quérir par l'occupation, constitue le vol défini par l'article 379 du Code pé- » nal; que ce vol prend le caractère de crime ou de délit, selon qu'il est ou » n'est pas accompagné de circonstances auxquelles la loi a imprimé le » caractére de circonstances aggravantes; — Que les suaires et les vête- » mens qui enveloppent les morts dans leurs cercueils, ces cercueils eux- » mêmes et les objets qui y sont renfermés ou qui ont été déposés dans les » tombeaux pour exprimer des affections ou pour conserver des souvenirs, ont » une détermination fixe et invariable; que cette détermination, qu'il est im-

» possible de méconnaître, réclame perpétuellement contre l'enlèvement qui » peut être fait de ces objets; que ne pouvant être mis dans la classe des objets » abandonnés, pour devenir la propriété du premier occupant, personne ne » saurait avoir le droit de se les approprier; que leur soustraction, qui ne peut » être réputée exempte de fraude, est un vol, et que ce vol est un crime s'il » s'y joint des circonstances aggravantes. » *Id. jud.* le 17 avril 1822.

V. La violation des tombeaux avait le même caractère de crime ou délit, suivant les circonstances; sous l'ancienne législation : un moine de l'Abbaye de St.-Vaast d'Arras, ayant été convaincu de s'être emparé du cercueil en plomb du duc de Lesdiguières, fut condamné par arrêt du 11 février 1711 à faire amende honorable, en chemise, la corde au cou et une torche à la main; et déjà, le 12 juillet 1683, le parlement de Paris avait condamné a être admonesté et à une amende envers le Roi le fils d'un fossoyeur de St.-Sulpice, pour avoir exhumé des cadavres et les avoir vendus à des élèves en chirurgie : la difficulté qu'il y avait alors de s'en procurer pour étudier l'anatomie du corps humain, avait retardé long-temps les progrès que cette science a faits depuis que ces entraves ont été levées; mais ce n'était pas à de simples particuliers qu'il pouvait appartenir d'y apporter le remède convenable.

SECTION VII.

Faux témoignage, calomnie, injures, révélation de secrets.

§. I.er

Faux témoignage.

Article CCCLXI.

Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps, le faux témoin qui a déposé contre lui, subira la même peine.

Observations.

I. Ce n'est que du faux témoignage *porté en justice* que parle l'article 361;

mais lorsqu'il l'a été en justice, que ce soit *contre l'accusé ou en sa faveur*, il est toujours constitutif d'un *crime* et par suite punissable de peines afflictives ou infamantes.

II. Le faux témoin ne pourrait être déchargé de la peine qu'il aurait encourue, sur le motif qu'il n'aurait pas fait sa déposition *dans le dessein de nuire : sic. jud.*, le 3 janvier 1811 : « Attendu que l'intention criminelle est essentiel- » lement inhérente à une déposition faite *sciemment* contre la vérité » : mais l'accusé doit avoir fait *sciemment* une fausse déposition ; ce qui doit fixer particulièrement l'attention du jury.

III. Si le jury n'avait pas déclaré que le faux témoignage avait été porté *en faveur ou contre l'accusé*, il n'y aurait aucune peine à infliger à l'accusé ; son absolution devrait être prononcée : *sic. jud.*, le 29 novembre 1816 ; l'arrêt attaqué avait condamné l'accusé à cinq ans de travaux forcés sur une déclaration du jury portant, *que l'accusé s'était rendu coupable du crime de faux témoignage aux débats d'un procès criminel poursuivi contre deux femmes accusées d'empoisonnement et d'assassinat* ; c'était aussi dans les mêmes termes que la question avait été posée. L'arrêt de cassation fut motivé sur ce que : « l'accusé n'avait pas été déclaré convaincu de faux témoignage dans les termes » et avec les circonstances énoncés dans l'article 361 du Code pénal, en ce » qu'il n'avait pas été dit si son faux témoignage était *contre l'accusé ou en sa faveur* ; » d'où il suivait, que le faux témoignage à lui imputé ne présentait pas le » caractère de criminalité déterminé par cet article ; que conséquemment l'ar- » rêt dénoncé avait fait une fausse application de la peine portée audit article, » et jugé de même le 30 janvier 1822. Il serait possible, en effet, que le témoin en eût imposé à la justice sur un fait *étranger* à l'accusation ; ce qui n'aurait pas été un faux témoignage porté *contre l'accusé ou en sa faveur*.

IV. On ne pourrait faire résulter le faux témoignage du refus que le témoin aurait fait de répondre aux interpellations qui lui auraient été adressées, lors même qu'elles auraient un trait direct à l'accusation : l'officier du ministère public faisant le service près la cour des Pairs et la Cour elle-même proclamèrent cette vérité dans l'affaire de la conspiration du 19 août 1820, en n'infligeant au témoin, pour raison de son refus de répondre aux interpellations qui lui étaient faites, qu'un amende de cent francs : il ne peut y avoir, en effet, faux témoignage qu'autant qu'un témoignage a été porté, et le refus de témoigner ne peut prendre le caractère d'un véritable témoignage (*Voy.* ci-après, n.° XIX.)

V. Le Code pénal gradue les peines suivant le caractère de la prévention sur laquelle a porté le faux témoignage ; d'où suit, que ce serait faire une fausse

application de l'article 361, que de le prendre pour base de la condamnation dans tous les cas de faux témoignage : pour que l'article devienne applicable, le faux témoignage doit avoir été porté en matière *criminelle* et contre un *accusé*. Nous y mettons ces *deux conditions*, parce que l'affaire pourrait être *criminelle* sans qu'il y ait encore *d'accusé*, ce qui arriverait si la chambre d'accusation n'avait pas encore renvoyé l'affaire devant la Cour d'assises.

VI. La peine la plus légère qui peut être infligée pour faux témoignage en matière *criminelle* est celle *des travaux forcés à temps*; mais cette peine n'emporte pas celle de la *flétrissure*, l'article 20 ne l'ayant attachée *de droit* qu'à la condamnation aux travaux forcés *à perpétuité*, et cet article portant, que les condamnés à d'autres peines que celle *des travaux forcés à perpétuité*, ne subiront la flétrissure qu'au cas où la loi l'aurait attachée d'une manière spéciale à la peine qui leur est appliquée.

VII. Par arrêt du 6 mai 1813, inséré page 171 du 2.e vol. des arrêts modernes de la Cour de cassation, il fut jugé que si l'accusé, dans le procès duquel le faux témoignage a été porté, a été condamné à une peine entraînant la *flétrissure*, le même mode d'exécution doit être employé envers le faux témoin.

VIII. Il résulte de ces mots du second paragraphe de l'article 361 : *le faux témoin qui a déposé* CONTRE *lui*, que lors même que l'accusé aurait été condamné, sur la déclaration du jury, à une peine *plus forte* que celle des travaux forcés à temps, ce ne serait toujours que *cette dernière peine* qui devrait être appliquée au témoin, s'il n'avait pas été déclaré d'une manière formelle par le jury, qu'il aurait porté *faux témoignage contre l'accusé*. Il ne suffirait pas d'une simple déclaration faite par le jury que le prévenu de faux témoignage aurait été appelé aux débats comme témoin *à charge*; car, à la requête de laquelle des parties un témoin soit appelé, il doit déposer de tout ce qu'il sait *à charge comme à décharge*; et la simple probabilité qu'ayant été appelé comme témoin *à charge* il a dû naturellement déposer *contre lui*, ne peut devenir un prétexte suffisant pour faire supposer que c'est réellement contre l'accusé qu'il a porté faux témoignage.

IX. Le faux témoignage ne peut se constituer que par une fausse déclaration faite *aux débats*; aussi a-t-il été constamment jugé, tant avant que depuis la mise en vigueur du Code pénal, que les déclarations faites devant les officiers de police judiciaire ne constituent pas un faux témoignage proprement dit : *sic jud.*, notamment les 19 messidor an 8, 3 thermidor an 11, 19 brumaire an 12, 22 messidor an 13, 18 février 1813 et 26 avril 1816 : « attendu, portent les considérans de l'arrêt du 18 février 1813, qu'une déposition fausse ne peut constituer le crime de faux témoignage, que lorsqu'elle

» est faite dans le débat d'après lequel il doit être prononcé *définitivement* sur » le fait auquel la déposition se rapporte; que ce principe est la conséquence » de la combinaison des deux dispositions de l'article 361 du Code pénal; qu'il » a été sagement établi, afin que les témoins qui, dans la première instruction, » auraient pu s'écarter de la vérité, ne fussent pas induits à persévérer dans le » mensonge par la crainte d'être poursuivis comme faux témoins ». (*V.* ci-après n.° XX.)

X. Cette jurisprudence a été critiquée sur le motif que c'est dans l'instant même que le crime vient de se commettre, dans celui où l'officier de police recueille les premiers renseignemens, que les témoins n'ayant aucun intérêt de déguiser la vérité, doivent être présumés l'avoir dite tout entière; lorsque, par la suite, ils peuvent avoir été stimulés en mille manières pour la dénaturer; qu'ils doivent céder d'autant plus volontiers aux insinuations qui leur sont faites, qu'ils n'ignorent pas qu'ils ne pourront être accusés de faux témoignage à raison des variations qu'ils se permettraient: mais, outre que, dans le premier moment, le témoin aurait pu mal apprécier les faits; que, d'ailleurs, les déclarations qu'il aurait faites, auraient pu avoir été mal retenues, ce qui doit souvent arriver, à raison du trouble qui suit nécessairement la connaissance que l'on acquiert d'un grand crime, il résulterait d'une jurisprudence contraire à celle adoptée, que le témoin qui aurait commis quelques erreurs dans sa déposition écrite devrait y persister, puisqu'il ne pourrait y rien changer sans s'exposer à être poursuivi comme faux témoin, ce qui pourrait entraîner les plus graves inconvéniens. Les débats publics n'ont été établis que pour parvenir plus sûrement à la découverte de la vérité, et si l'on devait regarder comme ayant un caractère officiel et irréfragable les déclarations écrites des témoins, les débats dégénéreraient en une vaine formalité.

XI. Si la déposition qui aurait été faite dans le cours de l'instruction, devait dispenser le témoin de comparaître aux débats, ce que le Code d'instruction criminelle autorise en certains cas, une pareille déposition faite *sous le sceau du serment*, pourrait constituer *le faux témoignage* dès qu'elle devrait avoir *tous les effets* d'une déposition faite *aux débats*; mais ce que nous disons ici ne pourrait recevoir d'application au cas où ce ne serait qu'à raison de la contumace de l'accusé, que la déposition du témoin devrait être lue aux débats, puisque si l'accusé s'était représenté, le témoin aurait dû y être appelé, et par suite modifier et même changer entièrement sa déposition.

XII. L'article 361 ne s'étant occupé que du faux témoignage porté contre les accusés en matière *criminelle*, la peine qu'il prononce devrait-elle être appliquée

au faux témoin dans le cas où le témoignage aurait été porté sur une affaire qui aurait perdu son caractère de crime aux débats? Si l'on peut dire, d'un côté, que le faux témoignage a été porté *sur une accusation admise*, et par conséquent, sur une matière *criminelle*; on peut dire, d'une autre part, que la prévention aurait été *mal qualifiée*, puisque par le résultat des débats, il aurait été reconnu que l'accusé ne s'était rendu réellement coupable que d'un simple *délit* : mais le fait aurait pu ne perdre son caractère de crime, que par le fait du faux témoignage qui aurait été porté; et, d'ailleurs, l'article 361 n'a pris en considération que la qualification du fait et de la mise en accusation du prévenu, sans s'être occupé des résultats que pourraient avoir les poursuites : cependant, si la chambre d'accusation avait renvoyé devant la Cour d'assises la connaissance d'un simple *délit*, quoique l'affaire, par suite, eût été soumise à un jury, il y aurait bien eu un *accusé*, mais non pas une matière *criminelle* à juger; les formalités observées dans les poursuites n'auraient pu attacher au fait incriminé un caractère qu'il n'aurait pas réellement reçu de la loi.

XIII. Dans tous les cas, le faux témoignage doit avoir porté d'une manière *directe* sur le crime qui fait la matière de l'accusation; et il est même du devoir du président d'interdire au témoin toute digression *étrangère*.

XIV. On ne pourrait faire résulter le faux témoignage de ce que la déposition d'un témoin se trouverait en opposition avec celle d'un et même de plusieurs autres : *sic jud.*, le 12 septembre 1806. Dans l'espèce, Joseph A.. avait été condamné à vingt années de fers, sans qu'il y eût d'autres preuves du faux témoignage qui lui était imputé que la présomption résultante « de ce qu'un » autre témoin entendu aux mêmes débats, avait déposé de faits contraires, » avec offre de prouver que la déposition de celui-ci n'était pas vraie. » C'était ainsi que le fait était consigné au procès-verbal rédigé en exécution de l'article 367 du Code d'instruction criminelle, et qui devait uniquement servir de base à l'instruction du procès sur le faux témoignage : aussi l'arrêt qui avait prononcé la condamnation de l'accusé fut-il annullé sans renvoi à d'autres débats : « Attendu que le fait ainsi déclaré *était* sans force contre l'accusé, et que par » suite, *la procédure instruite sur cette base ne pouvait subsister.* »

XV. L'on ne pourrait non plus faire résulter le faux témoignage de ce que le témoin qui, d'abord, aurait été mis *en prévention du crime* sur lequel s'établissent les débats, et en faveur duquel il aurait été déclaré n'y avoir lieu de suivre, aurait déposé d'une manière *contradictoire* à ses réponses aux interrogatoires qu'on lui aurait fait subir comme inculpé ou comme prévenu, avant l'arrêt de sa mise en liberté : ce fut ainsi que la cour des Pairs le jugea dans sa séance du 5 juin 1821. L'officier du ministère public qui portait la parole

dans l'affaire, prétendait tirer la preuve de cette circonstance, que le témoin était tombé en faux témoignage; ce que celui-ci réfutait, en disant, que si dans ses réponses aux interrogatoires qu'il avait subis, il avait fait une déclaration *contraire à la vérité;* c'est qu'alors il était *inculpé et détenu* et qu'il espérait par ce moyen obtenir sa liberté; mais qu'appelé en *témoignage* devant la justice, il lui devait *toute la vérité;* ce qui était décisif.

XVI. Sous l'ancienne législation on faisait prêter serment aux prévenus et aux accusés de dire la vérité, ce qui était exiger qu'ils se parjurassent.

XVII. La déclaration *négative* du témoin sur un fait, ne pourrait constituer le faux témoignage qu'autant que cette négative serait exclusive, *d'une manière absolue*, d'un fait reconnu pour constant au procès: ce qui doit être ainsi, car il serait possible que, de plusieurs personnes qui auraient été présentes sur le lieu de la scène, quelques-unes eussent remarqué ce qui aurait échappé à d'autres; de telle sorte que celles-ci déposant n'avoir pas vu ce que d'autres auraient remarqué, n'en auraient pas moins rendu un témoignage véritable, et que leur *dénégation* ne pourrait constituer un faux témoignage: *sic jud.*, le 10 janvier 1812, «attendu que la déposition de l'accusé à laquelle la Cour spéciale » extraordinaire de Rome, avait reconnu le caractère de faux témoignage, ne » présentait *qu'une déclaration négative qui n'excluait pas le fait affirmatif déclaré* » *constant;* que cette déclaration n'était donc pas *en contradiction absolue et* » *nécessaire* avec la vérité de ce fait; qu'elle ne pouvait constituer un faux » témoignage».

XVIII. Mais la fausse déclaration faite aux débats suffirait pour constituer le faux témoignage, lors même que sa fausseté ne porterait pas *sur le fait principal* de *l'accusation*, s'il pouvait en résulter une impression favorable ou défavorable à l'accusé: *sic jud.* le premier juillet 1808; il s'agissait dans l'espèce, d'une prévention de *viol*, et le témoin, après avoir déclaré ne rien savoir de relatif au fait de l'accusation, avait ajouté qu'il était de sa connaissance, *ce qui fut prouvé faux*, que l'accusé avait commis le même crime *dans un autre occasion*: la peine du faux témoignage lui avait été appliquée et son pourvoi en cassation fût rejeté.

XIX. Nous avons dit, sous le n°. IV, que la cour des Pairs a jugé que le *refus* fait par le témoin de répondre aux interpellations qui lui sont faites dans le cours des débats, ne peut constituer le faux témoignage; et la Cour de cassation l'avait jugé, par arrêt du 20 mai 1808. Les considérans de cet arrêt méritent d'être connus; «Attendu, portent-ils, qu'une réticence simple, quand elle n'est pas » liée à la déclaration dont elle altère le sens et le résultat, ne peut constituer

» seule le faux témoignage, puisqu'elle se réduit alors *à un simple refus de ré-* » *pondre ;* » mais en cassant l'arrêt qui avait prononcé la condamnation de l'accusé, la Cour ordonna la continuation des poursuites, à partir *de l'arrêt de renvoi* à la Cour d'assises ; attendu que de cet arrêt et de l'acte d'accusation, il résultait une prévention réelle de faux témoignage, les réticences dont l'accusé s'était rendu coupable *tendant à dénaturer ses déclarations.*

XX. Nous avons fait observer aussi, sous le n°. IX, que le faux témoignage devait avoir été porté *aux débats* pour constituer une prévention de crime ; à quoi nous croyons devoir ajouter, qu'il ne suffirait pas même pour constituer le faux témoignage d'en avoir imposé à la justice dans le cours des débats, si ce n'était pas en qualité *de témoin* que l'on y eût été appelé ; d'où suit, que les peines prononcées par l'article 361 et les suivans, ne pourraient être légalement appliquées à l'individu qui en aurait imposé dans *sa propre cause ; sic jud.* le 22 pluviose an 11.

La Cour l'avait ainsi déjà jugé le 9 prairial an 8, à l'égard d'un faux dénonciateur ; mais si le dénonciateur avait été appelé aux débats comme *témoin* et qu'il eût déposé en cette qualité, ce ne serait plus comme simple dénonciateur qu'il devrait être considéré ; de sorte que s'il en avait imposé à la justice dans sa déclaration, il devrait être poursuivi et condamné comme faux témoin, sa déposition ayant dû nécessairement exercer une influence quelconque sur le jury ; il se serait même rendu doublement coupable.

XXI. Les officiers de santé et autres gens de l'art qui ont dressé des procès-verbaux dans l'affaire, les officiers de police même qui ont fait la première instruction, peuvent être cités comme *témoins* aux débats ; et si, pour raison des procès-verbaux qu'ils ont dressés, ou de l'instruction qu'ils ont été chargés de faire, ils ne peuvent s'être constitués en faux témoignage ; dès qu'ils sont appelés aux débats *en qualité* de témoins, ils doivent déposer la vérité sous les peines que le Code prononce indistinctement contre tous ceux qui portent un faux témoignage en justice.

XXII. La personne qui se présenterait pour déposer aux débats *sans y avoir été appelée*, et qui ayant pris le nom *d'un témoin cité* pour y comparaître, aurait profité de l'erreur où l'on aurait été sur son compte pour faire une fausse déposition, devrait être condamnée comme faux témoin : *sic jud.* le 21 juin 1811.

Il fut jugé par le même, arrêt que l'individu qui avait certifié que la personne qui se présentait pour déposer était bien réellement le témoin appelé, s'était rendu le complice du *faux témoignage* qui avait été porté.

XXIII. Mais l'interprète juré qui aurait infidèlement transmis aux débats la déposition des témoins, devrait-il être puni des peines prononcées par le Code contre le faux témoignage ? L'interprète n'est pas un *témoin*, et le Code n'a disposé qu'à l'égard des *témoins*; d'où suit, que ce ne serait ni comme faux témoin qu'il pourrait être condamné, ni comme *complice* de faux témoignage, puisqu'aucun faux témoignage n'aurait été porté : son crime rentrerait dans l'application des articles 166 et 167, qui punissent la forfaiture; car ce sont des *fonctions publiques* que remplit l'interprète, ce qui lui imprime momentanément le caractère de fonctionnaire public.

XXIV. Les individus appelés aux débats, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, quoique qualifiés de témoins, devant être entendus sans prestation de serment, pourraient-ils être poursuivis et condamnés comme faux témoins, s'il était acquis qu'ils auraient porté un faux témoignage? Ce ne sont que de simples *renseignemens* qui leur sont demandés; et, en conséquence, les jurés et les juges doivent se tenir fortement en garde contre leurs déclarations : cependant le Code suppose qu'elles doivent exercer une influence quelconque sur leur esprit puisqu'il autorise de les appeler aux débats; et, sous ce rapport, il serait difficile de ne pas voir un faux témoignage dans les faux renseignemens qu'ils pourraient donner. Si l'on ne pouvait les considérer comme faux témoins, lorsqu'ils auraient fait de fausses déclarations, ce serait un motif de plus pour regretter que le Code d'instruction criminelle ait donné aux présidens des Cours d'assises toute latitude d'appeler aux débats des individus qui n'auraient pas été cités pour y comparaître; d'autant mieux qu'un pareil appel tend à priver la partie publique et les accusés de leur opposer, soit les reproches qu'ils auraient pu fournir contre eux, soit les moyens d'attaque ou de défense qu'ils auraient pu employer contre leur témoignage : la position de l'accusé, dans un semblable état de choses, devient extrêmement critique; car s'il s'oppose à l'audition du témoin, lors même qu'il en aurait les motifs les plus déterminans, son opposition sera considérée comme un moyen évasif, comme l'aveu implicite du crime qui lui est imputé; et s'il n'y forme pas d'opposition, la simple dénégation qu'il pourra faire des imputations dont il sera l'objet, ne lui sera plus d'aucun avantage : d'un autre coté, le Code n'a pu donner au président des Cours d'assises un pouvoir aussi étendu, sans confondre dans sa personne la partie poursuivante et le juge. Si les présidens de ces Cours doivent mettre tout en usage pour faire triompher la vérité, ils ne doivent chercher la conviction de l'accusé, que dans les élémens de l'instruction et des débats; la loi doit supposer que la partie publique chargée des poursuites, n'aura pas négligé de faire citer devant la Cour tous les témoins dont elle

a reconnu le témoignage utile pour établir la culpabilité de l'accusé, et tout ce qu'elle croit pouvoir tourner à son avantage. Nous sommes loin de vouloir accuser personne, et moins encore les présidens des Cours d'assises et les officiers du ministère public; mais, s'il arrivait que l'on se fût réservé de faire comparaître *ex abrupto* aux débats, des personnes qui n'auraient été ni entendues dans l'instruction, ni citées, et sur lesquelles, en conséquence, l'accusé n'aurait pu prendre aucuns renseignemens, dans qu'elle position affreuse ne le placerait-on pas? Elle serait d'autant plus déplorable que, dans l'état actuel de la législation, l'erreur dans laquelle les jurés auraient été entraînés par la connaissance de faits ainsi recueillis ne pourrait donner lieu ni à la révision du procès, ni à la cassation de l'arrêt de condamnation : un président sage ne doit, dès-lors, user de la faculté que la loi lui accorde d'appeler aux débats des témoins qui n'ont pas été cités, qu'avec la plus grande circonspection.

XXV. Le faux témoignage étant, dans tous les cas, constitutif d'un *crime*, la *tentative* doit être punie comme si le crime avait été consommé (*Art.* 2) : mais y aurait-il *tentative* punissable, si le témoin qui aurait *commencé* sa déposition *par une fausse déclaration* était tombé *en défaillance* avant que de l'avoir *achevée?* La Cour de cassation se décida pour *l'affirmative*, par arrêt du 28 février 1811. La question était délicate; car si l'on pouvait dire, d'une part, que la tentative du crime n'avait manqué son effet que par des circonstances fortuites et indépendantes de la volonté de son auteur, on pouvait dire, d'autre part, qu'une déposition est un tout indivisible, et que le témoin avant de finir la sienne aurait pu rendre hommage à la vérité : il avait déjà été jugé le 7 juillet 1808, que la rétractation faite par le témoin, lorsque sa déposition avait reçu son entier complément, ne l'en avait pas moins rendu passible de la peine du faux témoignage; attendu qu'il n'était revenu sur ses pas qu'après la consommation du crime.

XXVI. Il est du devoir, sans doute, de l'officier du ministère public qui fait le service des assises, de requérir des poursuites contre les faux témoins; mais cela ne peut lui donner le droit de les intimider par des menaces, en les supposant coupables de faux témoignage, lorsque rien encore ne le constate; car ce que dépose le témoin a le caractère de la vérité tant qu'il n'est pas jugé contradictoirement avec lui qu'il a porté faux témoignage : que le témoin soit invité de se recueillir et de voir s'il ne se serait pas glissé quelques erreurs dans sa déclaration, il ne peut en être intimidé; mais lui faire des menaces, c'est ce qui ne pourrait être toléré.

ARTICLE CCCLXII.

Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle ou de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la reclusion.

OBSERVATIONS.

Cet article ne fait que modérer la peine prononcée par l'article 361, au cas où le faux témoignage a été porté en matière correctionnelle ou de police; les principes restent les mêmes; le faux témoignage doit avoir été porté contre le prévenu ou en sa faveur. Ainsi, pour faire rentrer le crime dans la disposition de l'article 362, il doit résulter clairement de la déclaration du jury que le faux témoignage a été porté *contre le prévenu ou en sa faveur : sic jud*, le 19 juin 1823 : dans l'espèce, le nommé M... avait été mis en accusation sur prévention de faux témoignage en faveur de G...; il avait été demandé au jury, « si M... » s'était rendu coupable de faux témoignage, pour avoir déposé, sous la foi du » serment, contrairement à la vérité, aux audiences du tribunal correctionnel de » Metz, des 28 février et 14 mars précédens, dans l'affaire de Jean G... prévenu » d'escroquerie » et le jury ayant *répondu oui*, M... avait été condamné à la peine de la reclusion, par application de l'article 362; l'arrêt fut cassé « at- » tendu que M... n'avait pas été déclaré coupable de faux témoignage dans les » termes et avec les circonstances constitutives de ce crime, d'après l'article 362 » du Code pénal; que la condamnation à la peine de la reclusion avait donc » été une fausse application dudit article. » Il ne résultait pas, en effet, de la déclaration du jury, que M... eût porté témoignage *contre ou en faveur de l'accusé*.

ARTICLE CCCLXIII.

Le coupable de faux témoignage en matière civile, sera puni de la peine portée au précédent article.

OBSERVATIONS.

I. Mêmes observations que sur l'article précédent.

II. Les anciens Codes punissaient d'une peine moins sévère le faux témoignage porté en matière *civile* que celui qui l'avait été en matière correctionnelle, et la Cour de cassation jugeait, sous leur empire, qu'il n'y avait qu'un faux té-

moignage porté en matière *civile*, lors même qu'il l'avait été devant un tribunal *correctionnel*, quand l'affaire avait été introduite devant ce tribunal *à la requête de la partie civile* : il y eut notamment arrêts dans ce sens les 14 nivose an 13, 6 novembre 1806 et 22 juin 1810 : cette jurisprudence était fondée sur des motifs assez puissans pour faire regretter qu'elle ne se trouve plus en harmonie avec le nouveau Code.

ARTICLE CCCLXIV.

Le faux témoin en matière correctionnelle, de police ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps.

Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué.

OBSERVATIONS.

I. L'article 364 assimile, *quant à* la peine qu'il prononce, le faux témoignage qui a été porté en matière *correctionnelle, de police ou civile*, à celui porté en matière *criminelle*, lorsque le témoin *a reçu de l'argent, une récompense quelconque* ou qu'il lui a été fait *des promesses*; mais, dans ce dernier cas, il devrait y avoir preuve que l'accusé les aurait agréées; car, il ne les aurait pas *reçues* s'il ne les avait pas *agréées*.

II. Le témoin se serait décidé *par tout autre motif*, à porter faux témoignage en matière correctionnelle, de police ou civile, que ce ne serait que la peine prononcée par l'article 362 qui lui deviendrait applicable ; il faut, d'ailleurs, même aux cas mentionnés dans l'article 364, qu'il ait été formellement déclaré par le jugement, que le faux témoignage a été porté en faveur ou contre la partie : *sic jud.* le 4 juillet 1823.

III. L'article 364 ne parle que de la confiscation des choses *reçues* ; d'où suit, que tout autre récompense promise, lors même qu'elle aurait eu pour objet des sommes d'argent, ne donnerait pas lieu d'en prononcer la confiscation.

IV. Le second paragraphe de l'article 364 reçoit son application à tous les cas où il a été porté faux témoignage, et non pas seulement à ceux qui ont fait matière de la première disposition dudit article ; car, qui dit tout n'excepte rien, et l'article 364 porte que : *dans tous les cas*, ce que le faux témoin aura

reçu sera confisqué: il serait absurde, en effet, de supposer qu'il aurait été dans l'intention du législateur de laisser en la possession de celui qui aurait porté faux témoignage en matière *criminelle*, l'argent qu'il aurait reçu pour prix de son crime, lorsque celui qui l'aurait porté, même en matière *civile*, devrait le restituer.

V. Mais, quand le *suborneur* de témoin doit-il être puni, et quelle est la peine qui doit lui être appliquée? Ce fera l'objet de nos observations sur l'article suivant.

ARTICLE CCCLXV.

Le coupable de subornation de témoins sera condamné à la peine des travaux forcés à temps, si le faux témoignage qui en a été l'objet emporte la peine de la reclusion; aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le faux témoignage emportera la peine des travaux forcés à temps, ou celle de la déportation; et à la peine de mort, lorsqu'il emportera celle des travaux forcés à perpétuité ou la peine capitale.

OBSERVATIONS.

I. La subornation de témoins n'est pas définie par le Code; elle se constitue par la séduction qui est employée envers le témoin pour lui faire porter un faux témoignage, de quelque manière que le suborneur s'y soit pris et quels que soient les moyens qu'il ait employés pour y parvenir; d'où suit, que la subornation deviendrait punissable lors même que le suborneur n'aurait pas obtenu le faux témoignage par argent ou par des promesses faites et agréées, l'article 364 n'ayant rappelé ces circonstances que comme étant *aggravantes* et non pas *constitutives* du crime de faux témoignage : il fut jugé, en conséquence, le 9 novembre 1813, qu'il suffit de la simple déclaration faite par le jury qu'il y a eu *subornation* pour rendre applicables à l'accusé les peines prononcées par l'article 365. Dans l'espèce, il n'avait été soumis de questions au jury sur aucune des circonstances énoncées en l'article 364, et il s'était borné à déclarer qu'il y avait eu subornation : sur cette déclaration l'accusé avait été condamné, et son pourvoi en cassation contre l'arrêt fut rejeté.

II. Mais la subornation de témoins, considérée en elle-même et isolément du faux témoignage, ne constitue pas un délit punissable; elle n'en prend le

caractère que par le faux témoignage porté ou tenté de l'être par le témoin suborné; c'est ce qui se trouve clairement expliqué dans le discours que prononça l'orateur du Gouvernement au corps législatif, en présentant à sa sanction le présent chapitre du Code ; le motif qu'il en donna fut, que la subornation n'était encore qu'un simple projet tant que le faux témoignage n'avait pas été porté ou tenté : aussi la Cour de cassation l'a-t-elle jugé constamment ainsi, et particulièrement les 4 décembre 1812, 18 février 1813, 26 avril 1816 et 16 novembre 1821 ; il y avait même cela de remarquable dans les espèces sur lesquelles intervinrent les arrêts des 18 février 1813 et 26 avril 1816, que déjà les témoins subornés avaient fait une fausse déclaration *devant l'officier de police ;* ces arrêts furent motivés : « sur ce qu'il résulte de la » combinaison des articles 361, 362, 363 et 365, et notamment du rapprochement des deux dispositions de l'article 361 avec l'article 365, qu'une déposition » fausse ne peut constituer le crime de faux témoignage que lorsqu'elle est » faite *dans les débats* d'après lesquels il doit être prononcé définitivement sur » le fait auquel la déposition se rapporte..... et que la subornation de témoins » n'étant qu'un fait de *complicité* du crime principal de faux témoignage, il » s'ensuit que là *où il n'y a pas de crime de faux témoignage, il ne peut y avoir* » *de crime de subornation.* »

On retrouve la même doctrine dans les considérans de l'arrêt du 16 novembre 1821. L'arrêt qui avait mis en accusation le prévenu *de subornation de témoins* fut cassé; « Attendu que la subornation de témoins n'est *qu'une provocation au* » *faux témoignage*, qu'elle est donc un des faits de *complicité* déterminés par » l'article 60 du Code pénal; — Qu'il n'y a *de complicité criminelle* et *punie par la* » *loi*, que là où il y a eu un crime commis ou tenté; — Que l'article 365 n'a pas » fait de la subornation de témoins *un crime principal ;* qu'il a seulement mo- » difié l'article 59 qui punit le complice de la même peine que l'auteur du » crime, en prononçant contre le complice du faux témoignage, résultat de la » subornation, une peine plus grave que celle qui est prononcée contre le » faux témoin par les articles précédens. »

Nous nous bornons à rappeler ces premiers considérans de l'arrêt que nous avons inséré en entier dans nos observations sur l'article 59, et auquel il sera bon de recourir pour se convaincre de plus en plus, que la subornation ne constitue pas un crime *principal et indépendant ;* mais une simple *complicité* du crime de *faux témoignage.*

III. De cette jurisprudence, établie sur les véritables principes, l'on doit conclure que la plainte en subornation de témoins ne serait pas un motif suffisant de surseoir à l'instruction et au jugement du procès, si les témoins que

l'on prétendrait avoir été subornés n'avaient pas encore fait ou tenté de porter un faux témoignage *aux débats* ; ce qui fut ainsi jugé *in terminis* par arrêt du 20 août 1819.

IV. La subornation n'en est pas moins, en elle-même, une action très-immorale ; de sorte quel'on ne doit pas s'étonner que son auteur doive être puni des peines les plus sévères lorsqu'elle a produit son effet.

Ces peines devraient être appliquées au suborneur quand même le témoin serait déclaré *excusable*, ou qu'étant âgé de moins de seize ans il aurait été déclaré qu'il aurait agi sans discernement ; car ce n'est pas la peine *appliquée au faux témoin* qui doit être prise en considération dans ses rapports avec le suborneur ; mais celle *qu'emporte* le faux témoignage considéré en lui-même et d'après les circonstances plus ou moins graves qui l'ont accompagné.

Si le Code n'a pas autorisé de poursuites contre le suborneur tant que la subornation n'a pas produit son effet, c'est que, sous le prétexte de prétendue subornation on n'aurait pas manqué d'élever incidens sur incidens et de multiplier ainsi le scandale de discussions de cette nature, sans aucun but d'utilité réelle, puisque la subornation n'aurait pas produit d'effet.

ARTICLE CCCLXVI.

Celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile, et qui aura fait un faux serment sera puni de la dégradation civique.

OBSERVATIONS.

I. L'article 1358 du Code civil porte que, le serment décisoire peut être *déféré* sur quelque espèce de contestation que ce soit, et l'article 1362 qu'il peutêtre *référé* ; c'est-à-dire, que celui auquel il est *déféré* peut le *référer* à son adversaire.

Le juge est pareillement autorisé de le *déférer d'office* à l'une des parties pour en faire dépendre le jugement de la cause ou pour déterminer le montant de la condamnation ; mais il ne le peut que sous les deux conditions portées en l'article 1367 : la *première*, que la demande ou l'exception ne soit pas pleinement justifiée ; la *seconde*, qu'elle ne soit pas totalement dénuée de preuve.

Le serment *déféré* par le juge ne peut être *référé*. (*Art.* 1368.)

Le serment ne peut être déféré ni référé que sur des faits *personnels* à celui qui doit le prêter ; cependant il peut l'être à des héritiers sur *la connaissance*

qu'ils pourraient avoir de l'obligation contractée par celui dont ils ont recueilli la succession ; ce qui leur devient, sous ce rapport, un fait *personnel*. (*Art.* 1359 *et* 1362.)

II. L'article 366 du Code pénal n'ayant parlé que du serment *déféré* ou *référé*, celui qui aurait été bénévolement prêté n'aurait pas le même caractère de criminalité ; d'où suit, qu'il y aurait preuve acquise que celui qui l'aurait ainsi prêté en aurait imposé à la justice, que le fait ne rentrerait pas dans l'application dudit article ; un pareil serment n'ayant pu ni dû exercer aucune influence dans la cause.

III. C'est *devant la justice* que le faux serment doit avoir été porté pour qu'il y ait délit ; mais les dispositions du présent article deviendraient applicables lors même qu'il l'aurait été devant un bureau de conciliation ou devant un tribunal d'arbitres légalement constitué.

IV. Ce n'est que du serment prêté en matière *civile*, que parle l'article 366 ; ce n'est, en effet, qu'en cette matière qu'il peut être déféré et référé, l'acquittement et la condamnation des accusés ne pouvant dépendre que du résultat des preuves et non de la déclaration assermentée des parties.

V. Quoique le faux serment semble devoir constituer *dans tous les cas* un délit punissable, cependant il serait possible qu'en le prêtant son auteur ne se fût pas rendu coupable d'un délit punissable ; ce qui arriverait si, lorsqu'il l'aurait prêté, il avait l'intime conviction qu'il n'en imposait pas à la justice ; de sorte qu'il ne suffirait pas de la simple preuve rapportée que l'accusé aurait prêté serment contre la vérité, pour fonder sa condamnation ; et que son acquittement devrait être prononcé, s'il résultait des débats qu'il aurait été induit en erreur, de manière à ce que le plus honnête homme aurait pu y être trompé ; mais toutes les présomptions s'élevant contre lui, il resterait nécessairement à sa charge d'établir son innocence.

VI. Supposons qu'un individu à qui le serment aurait été déféré sur la remise d'un dépôt qui lui aurait été confié, eût affirmé ne l'avoir pas réellement reçu, dans la seule intention de se couvrir, par ce moyen, d'une somme qui lui aurait été due par le déposant et que celui-ci aurait refusé de lui payer ; que le fait fût bien constaté pourrait-on dire que l'accusé aurait commis le crime prévu et puni par le présent article du Code ? Dans le for intérieur il n'aurait fait qu'une chose juste en retenant une somme qui lui aurait légitimement appartenue ; il n'aurait porté aucun préjudice à autrui ; il se serait seulement servi d'une mauvaise voie pour se la procurer et peut-être pour éviter sa ruine entière et celle de sa famille.

La question s'est présentée devant la Cour de cassation dans une espèce

qui a une grande analogie avec celle-ci, et elle fut jugée d'une manière favorable à l'accusé, d'après cette considération, que la loi doit toujours être entendue dans le sens que la justice approuve, lorsque sa lettre ne s'y oppose pas d'une manière à faire soumettre sa raison, sans examen, à son commandement. Dans cette affaire, il y avait eu soustraction d'une somme de vingt francs sur *un grand chemin*, par un créancier sur son débiteur de mauvaise foi, et la somme enlevée était précisément celle qui lui était due; de sorte qu'il n'y avait pas eu réellement *soustraction d'une chose qui n'appartenait pas à l'accusé* : d'une autre part, il n'y avait eu ni blessures faites, ni coups portés; aussi l'arrêt qui avait prononcé l'acquittement de l'accusé fut-il maintenu.

VII. Comment acquérir la preuve qu'un faux serment a été réellement porté? L'article 1363 du Code civil porte que, lorsque le serment *déféré ou référé* aura été fait, l'adversaire ne sera pas recevable à en prouver la fausseté; ce qui ne peut être vrai dans un sens *absolu;* car, s'il en était ainsi, l'article 366 ne pourrait plus recevoir d'application. Une sage jurisprudence a tout concilié, et l'on peut consulter sur ce point les arrêts de doctrine des 5 septembre 1812 et 17 juin 1813; on doit tenir, en conséquence, que si le serment a été porté sur une somme *excédant* la valeur de cent cinquante francs, il faudrait rapporter la preuve *écrite* de sa fausseté pour être autorisé d'exercer des poursuites, même d'office, à raison du prétendu faux serment : « Attendu, porte l'arrêt du 17 juin 1813, que, si les faits criminels peuvent être prouvés par des dépositions de témoins et par tout autre » moyen de conviction étranger à la preuve qui résulte des actes écrits, il n'en » est pas de même des faits civils autorisés par la loi civile, et dont la preuve » est assujettie par elle à la production d'un acte écrit qui les constate; — Qu'à » l'égard de ces faits, la loi qui détermine le genre de preuve qui en peut être » admis, étend son empire sur la procédure criminelle, comme sur la procédure » civile, qu'elle doit être respectée et observée par les juges criminels, même dans » le cas où le fait autorisé par la loi civile se liant par des rapports nécessaires et » absolus au fait puni par la loi criminelle, la preuve du fait criminel ne peut » être établie que par celle du fait civil, et doit en être la conséquence....; — Que » le serment prêté par l'accusé ne pouvait donc prendre le caractère d'un faux ser- » ment et devenir ainsi passible de poursuites criminelles qu'autant qu'il aurait » été produit une preuve écrite, ou du moins un commencement de preuve par » écrit, du payement de la somme excédant cent cinquante francs qui aurait été » déniée par ce serment ». Pareille décision fut portée le 12 septembre 1816 dans l'espèce suivante : un individu avait souscrit deux billets montant ensemble à la somme de 537 francs, en paiement de laquelle il avait été actionné

en justice ; mais ses billets ne lui étaient pas représentés, et il soutenait les avoir acquittés : le serment lui avait été *déféré* sur le fait prétendu de sa *libération*, et il l'avait prêté, de sorte qu'il avait été renvoyé de la demande et le jugement avait acquis l'autorité de la chose jugée : ce n'avait été que *depuis* que le créancier avait rendu plainte de la soustraction des effets, et de leur destruction par le débiteur lui-même, ce qui se trouvant prouvé devait établir la fausseté du serment.

Sur la plainte ainsi motivée, le prévenu avait été mis en accusation; mais sur son recours en cassation l'arrêt fut annullé : « Attendu que le caractère » criminel du serment ne peut résulter que de sa fausseté; — Que la fauss» eté de ce serment dépend du fait de savoir, si, lors du brûlement des » traites, elles portaient encore l'obligation du paiement que le prévenu a » juré avoir fait; qu'un payement est un acte purement civil ; — Qu'aux » termes des articles 1341 et 1347 de ce Code, la preuve testimoniale ne » peut être admise des faits civils dont la valeur excède 150 francs, que » dans le cas où il y a un commencement de preuve par écrit ; — Que, dans » l'espèce, l'arrêt de mise en accusation n'énonce aucune preuve de ce genre » sur la fausseté du serment ; —Que, dans cet état, le renvoi du prévenu de» vant la Cour d'assises a donc été une violation des règles de compétence éta» blies par la loi. »

VIII. L'article 1347 du Code civil définit le commencement de preuve par écrit, « tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué. »

IX. Sur une contestation portée devant un tribunal civil d'arrondissement, le défendeur avait été renvoyé de la demande formée contre lui en paiement d'une somme excédant 150 francs, à la charge de prêter serment sur certains faits consignés au jugement, et il avait fait citer sa partie adverse à jour fixe pour être présente au serment qu'il devait prêter : mais au jour indiqué et en présence des juges, le créancier qui, depuis le jugement, avait recouvré la pièce probante de la dette, l'ayant représentée, il s'éleva la question de savoir si le tribunal pouvait revenir sur la décision qu'il avait portée, et il se prononça pour l'affirmative. Il y eut pourvoi contre son jugement, et la section civile de la Cour de cassation le rejeta par arrêt du 10 décembre 1823.

X. Quoique le Code pénal ne punisse le faux serment que dans les cas qu'il détermine, il n'en est pas moins *dans tous*, une mauvaise action; et si celui

qui se l'est permise dans des cas que le Code n'a prévus ni punis il ne peut échapper au mépris public : cependant, que d'individus ont fait et font des sermens auxquels ils manquent sans scrupule et sans se croire de plus malhonnêtes gens !..... Aussi le bon La Fontaine, ce peintre de la nature, disait-il, avec cette naïveté d'expressions qui lui fut particulière :

Combien le péril enrichirait les Dieux,
Si nous nous souvenions des vœux qu'il nous fait faire ;
Mais le péril passé l'on ne se souvient guère
De ce qu'on a promis aux Cieux :
On compte seulement ce qu'on doit à la terre.

Le maréchal de Turenne ne pensait pas qu'un honnête homme pût manquer à sa parole, sous quelque prétexte que ce fût, même quand il l'aurait donnée à des fripons ; aussi tînt-il celle qu'il avait donnée à des voleurs qui avaient eu la hardiesse de se présenter à son hôtel pour réclamer la somme qu'il leur avait promise pour le rachat d'une bague qu'ils lui avaient soustraite la nuit, sur l'un des boulevards de Paris.

Le roi Jean, prisonnier en Angleterre, et qui n'avait obtenu sa liberté qu'en donnant son fils pour ôtage, n'hésita pas d'aller reprendre ses fers, aussitôt qu'il fut instruit de l'évasion du Prince.

L'histoire ancienne fournit une foule de traits semblables : la Grèce eut ses *Pithias*, Rome ses *Régulus*, la Hollande ses *Hembreick*, qui tous ayant obtenu la liberté d'aller mettre ordre à leurs affaires, sous la promesse de se rendre à l'heure fixée pour leur supplice, loin de faire attendre leur retour, en devancèrent l'instant.

Il est doux d'avoir à rappeler de pareils traits, en s'occupant d'un travail aussi pénible que celui d'un commentaire du Code pénal ; aussi ne craindrons-nous pas de rappeler encore la conduite que tint le duc de Penthièvre, lorsque faisant consister tout son bonheur dans l'espoir d'épouser la princesse Mathilde, sa belle sœur et que n'en ayant pu obtenir l'autorisation du Pape il refusa de suivre le conseil que lui donnait le légat du Saint-Père, en France, de supposer la grossesse de la princesse Mathilde, comme étant de ses œuvres, disant : « qu'il » préférait *vivre éternellement malheureux* que de se souiller d'un mensonge et de se parjurer. »

Vainement citerait-on la conduite que tint Marguerite de Woldemare, recevant la triple couronne de Suède, de Dannemarck et de Norwège de la volonté libre des trois États, *sous serment* de leur conserver leurs privilèges, et

qui, pressée de tenir sa parole, demanda aux députés de ces États de rapporter la preuve de la promesse qu'ils alléguaient qu'elle leur avait faite, ce qu'ils firent aussitôt en exhibant le titre ; mais la reine sans se déférer, leur répondit : *gardez-le bien, je garderai mieux encore mes places fortes et mes citadelles.* Il n'est pas de règle sans exception.

Quelques historiens ont cru pouvoir faire également le reproche à François I.^er^, d'avoir manqué de parole à Charles-Quint ; mais si, pour recouvrer sa liberté, François I.^er^ avait fait la promesse à l'Empereur de lui céder ses droits de souveraineté sur le duché de Bourgogne, et s'il ne lui livra pas cette province, ce fut parce que les états assemblés refusèrent de passer sous une domination étrangère ; et que les Rois alors ne se croyaient pas le droit de disposer des pays de leur obéissance contre le gré des peuples.

§. II.

CALOMNIES, INJURES, RÉVÉLATION DE SECRETS.

ARTICLE CCCLXVII.

Sera coupable du délit de calomnie, celui qui, soit dans des lieux ou réunions publics, soit dans un acte authentique et public, soit dans un écrit imprimé ou non qui aura été affiché, vendu ou distribué, aura imputé à un individu quelconque des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement au mépris ou à la haine des citoyens.

La présente disposition n'est point applicable aux faits dont la loi autorise la publicité, ni à ceux que l'auteur de l'imputation était, par la nature de ses fonctions ou de ses devoirs, obligé de revéler ou de réprimer.

OBSERVATIONS.

I. Cet article a été abrogé par l'article 26 de la loi du 17 mai 1819, qui a établi, sur la matière, une nouvelle législation: sur ce point comme sur beau-

coup d'autres, la législation n'a cessé de varier, et l'on ne voit pas même qu'elle ait encore pris une assiette bien fixe ; ce ne sera donc que comme monumens historiques, que nous allons donner quelques notions sur la manière dont la calomnie fut envisagée aux diverses époques antérieures aux lois actuellement en vigueur.

II. La *calomnie*, considérée sous son véritable point de vue, est au *moral* ce que *l'assassinat* est au *physique ;* et, comme chez les Français *l'honneur* est apprécié plus que *la vie*, il aurait pu paraître assez raisonnable que *cet assassinat moral* fût puni des mêmes peines que *l'assassinat physique ;* aussi, pourrait-on citer plusieurs exemples de punitions aussi rigoureuses, pour la répression de ce genre de délit, si l'on remontait à un temps un peu reculé. On peut se rappeler, en effet, que Jacques Cœur ayant été faussement accusé d'avoir empoisonné Agnès Sorel, l'individu qui lui avait fait cette imputation calomnieuse fut condamné à la *peine capitale et exécuté.* La même peine fut infligée à un autre individu pour avoir faussement imputé au duc d'Elbœuf d'avoir attenté à la vie de Henri III. Il arrivait bien quelquefois que l'on appliquait au calomniateur des peines moins sévères ; mais c'était toujours celles, *ou des galères ou de la prison perpétuelle*, ce qui même n'avait lieu que par des considérations toutes particulières, comme il arriva dans l'affaire de la demoiselle Conran, qui avait accusé le duc de ..... et la marquise de ..... d'avoir été les complices de l'assassinat de Henri IV. On ne voulut pas pousser les choses trop loin, disent les historiens, dans la crainte d'en apprendre plus que l'on ne désirait en savoir.

III. Le Code pénal de 1791 ne regarda plus la calomnie que comme une simple contravention de police ; il y avait même cela d'assez bizarre sous l'empire de ce Code, que la calomnie *écrite* ne pouvait pas donner lieu à l'action d'injure *par la voie criminelle.*

IV. Le Code pénal de 1810 plaça la calomnie dans la catégorie *des délits*, qu'elle fût le résultat de *paroles* ou *d'écrits ;* mais ce Code en dénatura le véritable caractère, en supposant qu'il y aurait calomnie toutes les fois que l'imputation ne pourrait être justifiée *par des actes authentiques et publics*, lors-même que le fait aurait été notoire. Ce Code donnait même de la calomnie une définition si vague, en disant qu'elle pouvait résulter de faits qui, s'ils existaient, auraient exposé la personne qui en aurait été l'objet, *au mépris ou à la haine des citoyens*, que c'était livrer le jugement de ces sortes d'affaires à un arbitraire d'autant plus effrayant, que les appréciations de faits sont abandonnées, sans retour, au pouvoir discrétionnaire des tribunaux.

V. Pour constituer le délit de *calomnie*, il fallait toutefois, sous l'empire du Code de 1810, comme il le faut encore aujourd'hui, que l'imputation eût été *précisée* et qu'elle eût été rendue *publique;* ce qui avait fait juger, le 27 août 1818, qu'une signification *d'avoué à avoué*, n'ayant pas le degré de publicité qui était exigé pour rendre l'imputation *publique*, n'avait pu constituer le délit de calomnie; et la jurisprudence établie par cet arrêt reçoit une application nécessaire sous la nouvelle législation.

Les motifs de l'arrêt furent que : « dans les crimes et délits *dont la loi a fixé* » *les faits constitutifs*, la peine ne peut être légalement prononcée que *sur la dé-* » *claration de l'existence de ces faits élémentaires;* — Et que, dans l'espèce, G.... » avait été déclaré convaincu, par l'arrêt attaqué, d'être l'auteur d'imputations » calomnieuses consignées dans une requête signifiée d'avoué à avoué, qui ex- » poseraient au mépris et à la haine des citoyens, les administrateurs de l'hos- » pice de C... ; — Mais qu'il n'avait point été déclaré que cette requête *con-* » *stituât un acte authentique et public, ni qu'elle eût été affichée, vendue ou distri-* » *buée ;* — Que les faits déclarés ne renfermaient donc pas les circonstances du » délit de calomnie, telles qu'elles ont été déterminées par l'article 367. »

VI. Il avait été déjà jugé, par arrêt du 20 mars 1817, qu'il n'y avait pas *calomnie*, aux yeux de la loi, dans une imputation *conditionnelle et hypothétique*, lors même que, la condition se trouvant remplie, elle aurait constitué une véritable calomnie. Dans l'espèce, B.... menacé d'une saisie de la part de l'huissier porteur de commission avait répondu: *qu'un homme saisi n'était pas mort*, ajoutant, que l'avocat L.... et les frères T.... disaient que cet huissier avait *soufflé les copies d'actes* qu'il avait été chargé de leur notifier; à quoi l'huissier avait répliqué, *que si* l'avocat L.... et les frères T.... avaient tenu de pareils propos *c'étaient des coquins, des fripons et des brigands;* ce qui avait donné lieu à une plainte en calomnie de la part de L.... et T...., contre l'huissier; mais le tribunal saisi en avait renvoyé le prévenu : « attendu qu'il avait raisonné *dans* » *une hypothèse et sous une condition;* qu'il n'avait pas nui aux plaignans, qu'il » n'avait pas eu l'intention de leur nuire; et qu'en droit, pour commettre le » le délit de calomnie, *il faut affirmer l'existence des faits calomnieux*, et les pro- » férer *dans l'intention de nuire.* » Il y avait eu pourvoi en cassation de la part des plaignans, qui fut rejeté ; « attendu que dans l'état des faits, tels qu'ils » étaient reconnus constans par le jugement attaqué, le renvoi du prévenu n'é- » tait la violation d'aucune loi. »

VII. Ce serait tirer une fausse conséquence des principes posés dans cet arrêt, que de prétendre assimiler au cas qu'il a décidé, celui de l'imputation

faite d'une manière simplement *dubitative ;* car, il ne peut pas plus être permis de faire planer *des doutes injurieux* sur les personnes, que de leur faire des imputations directes.

VIII. Pour constituer le délit de *diffamation*, sous l'empire de la nouvelle loi, comme il le fallait sous le Code pénal pour constituer le délit de *calomnie*, l'injure doit avoir été *précisée*, et ce ne serait pas avoir fait l'imputation d'un fait de cette nature, que d'avoir dit vaguement : un tel est *un voleur*, *un assassin*, *un faussaire*, si l'on n'y avait pas rattaché l'imputation de s'être rendu coupable *de tel vol*, *de tel faux*, *de tel assassinat ;* ce n'aurait été que l'imputation d'un vice *déterminé*, *qu'une expression outrageante*, *terme de mépris ou invective*, *qui ne constituerait* qu'une simple *injure*, ce qui résulte clairement de la combinaison des deux paragraphes de l'article 13 de la loi du 17 mai 1819, avec ses articles 19 et 20.

IX. Quelle serait la peine applicable à l'auteur de l'imputation *publique* d'un vice *déterminé*, lorsque le fait n'aurait pas été *précisé ?* L'article 375 du Code pénal y avait pourvu, mais il a été abrogé et les lois nouvelles n'ont rien disposé d'une manière formelle à cet égard ; on lit seulement dans l'article 20 de celle du 17 mai 1819, que, l'*injure qui ne renfermerait pas l'imputation d'un vice déterminé*, ou *qui ne serait pas* PUBLIQUE, continuerait d'être punie de peines *de simple police ;* d'ou suit bien, que dans le cas où l'imputation ne porterait pas sur un vice déterminé, ou que si elle n'avait pas le degré de publicité requise, l'affaire rentrerait dans la compétence des tribunaux de police, et qu'elle en sortirait pour rentrer dans celle des tribunaux correctionnels si elle réunissait l'un ou l'autre de ces caractères : mais quelle peine deviendrait alors applicable au prévenu ? C'est ce que l'article ne dit pas, ni aucun autre des lois nouvelles : ce ne serait pas celle de la *diffamation*, puisqu'il n'y aurait pas eu *diffamation*, l'injure n'en prenant le caractère que par la *précision*, et par la *publicité ;* cependant la peine à infliger à ce genre de délit ne peut être *arbitraire :* la solution de la question ne peut se trouver que dans la combinaison des articles 13, 14, 19 et 20 de la loi du 17 mai 1819, d'après lesquels on peut se croire autorisé d'appliquer au prévenu les dispositions de l'article 19.

X. Il y aurait eu l'imputation d'un fait, même *précisé*, que si elle n'avait pas été rendue *publique*, ce serait toujours aux tribunaux de simple police qu'il appartiendrait d'en connaître ; ainsi que le jugea la Cour de cassation le 2 décembre 1819, en prononçant l'annullation d'un jugement rendu par un tribunal correctionnel qui avait retenu la connaissance de l'affaire quoique l'injure n'eût pas été rendue publique, sur le motif qu'elle avait

été *précisée;* « attendu, porte l'arrêt, que parmi les propos que le jugement » déclare avoir été tenus par le prévenu, il en est qui contiennent l'imputation » d'un fait capable de porter atteinte à l'honneur et à la considération de la per- » sonne à laquelle ils sont adressés; qu'ils ont donc le caractère de gravité, » l'un des élémens constitutifs du délit de calomnie ou de diffamation, mais » qu'il n'a point été déclaré par le tribunal que ces propos eussent été tenus » *dans un lieu public ou dans une réunion publique;* et que dès-lors ils n'ont pas le » double caractère de publicité et de gravité, sans lequel ils ne sont pas mis par » les lois dans la classe des calomnies ou des diffamations; mais qu'ils rentrent » dans celle des injures verbales, punissables seulement de peines de police. »

XI. La diffamation peut être rendue *publique* par toutes sortes de voies : la publicité résulte suffisamment, soit de ce que les propos qui tendent à la constituer auraient été tenus *dans des lieux ou réunions publics*, soit de ce que l'imputation aurait été consignée *dans des écrits vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics; de placards et affiches exposés aux regards du public : (Art.* I.^er^ *de la loi du* 17 *mai* 1819.) Nous avons expliqué dans notre examen des lois des 17 et 26 mai 1819, ce que l'on doit entendre par *lieux et réunions publics*; nous y reviendrons, sous le n°. XVI.

XII. La Cour de cassation eut à juger, le 26 mai 1813, la question de savoir si les *rues et places publiques* devaient être considérées comme *des lieux publics;* et elle décida que c'étaient bien réellement des lieux publics dans le sens du Code; » Attendu que dans un lieu de cette nature, il y a toujours réunion ou » passage de citoyens, et toujours aussi présomption nécessaire et légale de la » publicité de l'imputation ». Ce qu'il faudrait juger aujourd'hui dans le même sens, la loi nouvelle ayant employé la même locution que le faisait le Code pénal dans son article 367.

XIII. Il fut jugé par le même arrêt, que pour constituer la calomnie, « il » n'était pas nécessaire que l'imputation eût été faite *dans une réunion publique;* » qu'il suffirait qu'elle l'eût été *dans un lieu public, ouvert à tout le monde;* » attendu que le Code s'était servi de la locution *alternative, de lieux ou réunions publics;* la Cour de cassation l'avait ainsi déjà jugé, par arrêt du 2 juillet 1812, et cela devrait encore se juger de même, sous l'empire des nouvelles lois.

XIV. Mais la Cour jugea, le 2 août 1816, que la maison *d'habitation* du desservant d'une paroisse n'est pas *un lieu public*, dans le sens que la loi attache à cette qualification; « attendu que les lieux publics ne sont que » ceux destinés à la réunion du public ou à l'usage de tous les particuliers; que » le presbytère ou la maison occupée par le curé ou par le prêtre des-

» servant la paroisse, n'est destiné qu'à son logement ou à celui de sa famille, et » non pas à l'exercice de son ministère ; que cette habitation est pour le » desservant un lieu privé dont il jouit pour ses usages personnels, qu'il peut » ouvrir ou fermer à sa volonté, et qui n'a, sous aucun rapport, le caractère » d'un lieu public ». *Voyez* un arrêt du 10 janvier 1824, dans nos observations sur l'article 388, N.° XIV.

XV. La cour de Colmar avait jugé, le 24 janvier précédent, « qu'une cham- » bre d'auberge, *contiguë à la salle commune*, ne pouvait être considérée *comme* » *un lieu public* ». Et la cour de cassation jugea, le 1.er février de la même année, « que de prétendus propos séditieux tenus dans le corridor écarté *d'un cabaret*, » et avec le secret d'une confidence faite *à deux personnes seulement*, *ne pouvaient* » *être censés avoir été proférés dans un lieu ou réunion public.* »

XVI. Dans notre examen des lois de 1819, sur les abus de la liberté de la presse, nous avons examiné la question de savoir si *les salles de spectacles*, *les églises*, *les cafés*, devaient être considérés comme *des lieux publics*, et nous avons cru pouvoir conclure de la discussion à laquelle nous nous sommes livrés, que si les *églises* ont nécessairement ce caractère, à raison de ce que leur entrée ne peut être refusée, l'on ne peut en dire de même *des salles de spectacles et des cafés* où l'on n'est admis qu'en *payant*. Nous ne devons pas dissimuler, cependant, que la Cour de cassation en a décidé autrement, quant *aux salles de spectacles*, par un arrêt du 2 juillet 1812. Il s'agissait, dans l'espèce, d'une imputation de faux qui avait été faite à un huissier dans une de ces salles, et le tribunal qui avait statué sur la plainte de l'huissier, n'avait pas trouvé dans cette circonstance la preuve de *la publicité requise* pour constituer le délit de calomnie. Son jugement fut cassé : « attendu que, dès que le tribunal recon- » naissait que l'imputation avait eu lieu dans une salle de spectacle, *au moment* » *où le public y était assemblé*, il devait nécessairement juger que le délit avait » été commis dans un lieu public. »

Ce ne fut, comme l'on voit, qu'à raison de ce que *le public* se trouvait assemblé dans la salle, que la Cour jugea que c'était un lieu public; mais si les salles de spectacle ne sont pas, par elles-mêmes, des lieux publics, elles ne peuvent le devenir par la réunion des personnes qui s'y rassemblent ; il pourrait résulter au plus de cette circonstance, qu'il y aurait eu réunion publique dans ce lieu, si les réunions publiques pouvaient se constituer par celle de quelques personnes seulement : l'arrêt porte que : « la loi n'a pas distingué le cas où » l'imputation aurait été entendue d'un plus ou moins grand nombre de per- » sonnes, lorsqu'elle a été faite dans un lieu public. »

XVII. On ne pourrait induire de ce que plusieurs personnes se seraient trou-

vées réunies dans un même lieu, qu'il y aurait eu *réunion publique* dans le sens de la loi. Il y aurait bien eu, dans la réalité, réunion *d'individus;* mais ce n'a été que par opposition aux réunions *particulières* que la loi du 17 mai a parlé des réunions *publiques;* aussi, l'arrêt cité sous le numéro précédent a-t-il jugé qu'il n'y avait eu réunion *publique*, qu'à raison de ce qu'elle avait eu lieu dans une salle de spectacle, considérée comme un *lieu public.*

XVIII. La Cour de cassation jugeait, sous l'empire de l'article 367 du Code, que la *publicité* se trouvait suffisamment établie lorsque l'injure avait été consignée *dans un acte authentique et public*, et que l'on pouvait conséquemment faire résulter cette publicité de ce qu'elle l'aurait été dans un acte *notarié.* Ce fut particulièrement ce qu'elle jugea le 28 mars 1812; cependant, un acte *notarié* n'a pas le double caractère d'acte *authentique et public* dans un sens absolu; c'est bien un acte *authentique*, mais il n'a, par lui-même, aucune publicité; il est même interdit aux notaires d'en délivrer des expéditions à d'autres personnes qu'aux parties contractantes, sans y avoir été préalablement autorisé par la justice : la question peut paraître assez oiseuse à discuter aujourd'hui que l'on ne retrouve plus la même disposition écrite dans les lois nouvelles ; l'on doit naturellement supposer que, si le législateur avait entendu que la publicité dût nécessairement résulter de pareils actes, il n'aurait pas supprimé, dans la nouvelle rédaction des lois de la matière, ces mots : *dans un acte authentique et public*, qui se lisaient dans l'article 367 du Code, lorsqu'il déclarait cet article abrogé.

XIX. La Cour de cassation jugea, le 2 août 1821, qu'un *écrit imprimé*, intitulé : *Réponse à la dénonciation faite à la Chambre des députés, par les habitans de ....., contre le maire de leur commune*, avait un caractère de publicité suffisante pour constituer la *diffamation*, ce qui n'avait été que légèrement contesté par les prévenus, qui fondaient principalement leur défense sur ce que le maire qui prétendait avoir été diffamé par cet écrit, était *non-recevable* dans l'action qu'il avait exercée; attendu que ni la Chambre des députés qui en avait fait le renvoi au ministre, ni le ministre qui en avait ordonné la poursuite, n'avaient fait au maire *des réserves de se pourvoir*, aux termes de l'article 23 de la loi du 17 mai 1819; et ce fut uniquement aussi à établir que la disposition de cet article ne se rapportait *qu'aux écrits produits devant les tribunaux*, que la Cour se borna dans les considérans de son arrêt.

XX. Si la pétition présentée à la Chambre n'avait pas été *imprimée*, si elle avait été simplement adressée au ministre, sans passer par l'intermédiaire de a Chambre, ce qui lui avait donné une grande *publicité*, elle n'aurait pas eu

le degré de publicité requise : sic jud. le 25 octobre 1816, par un arrêt qui, quoique rendu sous la législation du Code pénal, n'en reçoit pas moins une application nécessaire sous la nouvelle, l'imputation ne pouvant pas plus prendre, sous la législation actuelle que sous l'ancienne, le caractère de diffamation que par une publicité *réelle*. L'arrêt fut ainsi motivé : « Attendu que le fait sur lequel la » condamnation a été prononcée, c'est d'avoir adressé au ministre de l'intérieur » une pétition ayant pour objet de provoquer la révocation du maire et de son » adjoint, et dans laquelle on leur imputait non-seulement des prévarications » administratives mais encore des malversations qui, si elles étaient prouvées, » seraient punissables de peines du Code pénal; — Mais que cette pétition, » considérée sous le rapport de l'article 367 de ce Code (de la publicité), ne » pouvait d'aucune manière rentrer dans l'application de cet article ; — Que » les imputations qui y étaient contenues n'avaient pas été, en effet, consignées » dans un acte authentique et public; — Que la pétition qui renfermait ces im- » putations n'avait que le caractère d'un écrit privé, et qu'elle n'avait été ni affi- » chée ni distribuée ; — Que lesdites imputations n'avaient pas été répandues » par leurs auteurs, verbalement, dans des lieux ou réunions publics; — Qu'en » leur faisant l'application dudit article 367 du Code, la Cour royale a manifes- » tement violé ledit article. »

XXI. Si les injures ne peuvent prendre le caractère de diffamation que par la publicité, il n'est pas interdit d'en faire la poursuite, lors même qu'elles n'en auraient eu aucune, l'article 20 de la loi du 17 mai 1819 portant que : « l'injure, qui ne renfermerait pas l'imputation d'un vice dé- » terminé, *ou qui ne serait pas publique*, continuera d'être punie des peines » de simple police. » Et l'article 376 du Code, qui n'a pas été abrogé, autorisait déjà d'en faire la poursuite par cette voie. La Cour de cassation avait jugé, le 2 novembre 1813, « que si le Mémoire adressé par le prévenu *au di-* » *recteur général de la police* n'était pas un acte authentique et public; que s'il » n'avait pas été affiché, vendu ni distribué, et que si, en conséquence, le » prévenu ne s'était pas rendu coupable de calomnie, il n'était pas moins con- » stant qu'il renfermait des injures et des expressions outrageantes, et que, dès- » lors, la Cour royale devait statuer sur ces injures et expressions outrageantes, » et les punir conformément audit article 376. »

XXII. La publicité de l'écrit injurieux ne peut résulter de ce qu'il en aurait été saisi un plus ou moins grand nombre d'exemplaires sur la personne ou au domicile du prévenu; il peut bien en résulter qu'il y a eu projet de le rendre public; mais c'est une *publicité réelle* qui doit avoir été donnée, pour constituer la diffamation.

XXIII. Une plainte portée en justice *dans son propre intérêt*, renfermât-elle des imputations injurieuses, ne pourrait autoriser des poursuites contre le plaignant par la voie correctionnelle, ni de police, malgré la publicité qu'elle aurait reçue aux débats; la personne qui l'aurait portée ne serait passible que d'une condamnation à des dommages-intérêts envers le prévenu : le tribunal qui serait saisi de la plainte pourrait même refuser de l'y condamner, sans que ce refus pût donner ouverture à cassation : *sic jud.* le 19 décembre 1813. Dans l'espèce, M.... avait rendu plainte en faux contre R...., et l'accusé avait été déclaré *non-coupable* par le jury; cependant, la Cour d'assises avait refusé de lui adjuger les dommages-intérêts auxquels il avait conclu, et son pourvoi en cassation fut rejeté, « attendu que les magistrats des Cours d'assises sont » constitués seuls juges et seuls appréciateurs de la question de savoir s'il est dû » des dommages-intérêts, soit à la partie civile, soit à l'accusé, quelle qu'ait » été la déclaration du jury sur la question criminelle. »

XXIV. Mais le *dénonciateur calomnieux* ne peut être rangé dans la même catégorie que le plaignant; le procureur-général est tenu, sur la demande qui lui en est faite par l'accusé qui a été déclaré *non-coupable*, de lui nommer son dénonciateur; et quoique l'article 358 du Code d'instruction criminelle, en imposant cette obligation au procureur-général, ne se soit occupé du dénonciateur et du dénoncé que sous le rapport des dommages-intérêts, l'on ne doit pas en conclure que ce ne soit que par la voie *civile* que le *dénonciateur calomnieux* pût être poursuivi.

XXV. La loi du 17 mai 1819 n'a pas répété que l'action en diffamation ne peut être exercée contre l'auteur de l'imputation, qui aurait été chargé par la nature de ses fonctions ou de ses devoirs, de rechercher ou de réprimer le fait qui en aurait été l'objet; mais le Code pénal n'avait fait que rappeler les dispositions du premier paragraphe de l'article 358 du Code d'instruction criminelle, qui demeure encore aujourd'hui dans toute sa force; cependant, s'il était constaté que l'officier public dénonciateur aurait fait méchamment une dénonciation calomnieuse, il y aurait lieu de le prendre à partie, et nous ne doutons même pas qu'il pût légalement être poursuivi comme calomniateur, et puni des peines prononcées par les lois nouvelles pour la répression de ce genre de délit.

XXVI. Mais des Cours ou tribunaux qui se seraient permis de nuire à l'honneur et à la considération des personnes, par des insertions injurieuses dans leurs arrêts ou jugemens, lorsqu'ils n'auraient eu à juger qu'un simple point

de droit, pourraient-ils être pris à partie? M. le comte de Forbin-Janson a soumis cette question à ses conseils, dans un mémoire imprimé que nous avons sous les yeux et d'où il résulte, que l'arrêt dont il se plaint lui a fait une imputation de mauvaise foi, tout en lui faisant gagner son procès au fond; ayant de plus ordonné, que l'arrêt serait imprimé et affiché. M. de Forbin-Janson commence par se justifier du reproche de mauvaise foi qui lui a été fait: il soutient ensuite que la Cour qui a rendu l'arrêt n'avait pas eu ce point de moralité à juger; que la seule question qui lui était soumise consistait dans la décision d'un simple point de droit, et il montre le danger qu'il y aurait d'autoriser les Cours et tribunaux à user de pareilles voies: d'après cet exposé, M. de Forbin-Janson demande s'il serait fondé dans sa prise à partie contre la Cour qui a rendu l'arrêt dont il s'agit, et dans tous les cas, quelle est la marche qu'il doit prendre pour en obtenir l'annullation. Dans la consultation imprimée à la suite du mémoire, les conseils de M. de Forbin-Janson ont été d'avis qu'il devait attaquer l'arrêt par la voie du recours en cassation, sans examiner la question sous le point de vue de la prise à partie; nous aurons la même discrétion.

XXVII. Il était d'une importance majeure, que la loi chargeât les tribunaux de venger les injures faites aux particuliers, par des peines assez graves pour imprimer une crainte salutaire à ceux qui seraient tentés de s'en rendre coupables: le silence que le législateur aurait gardé sur ce genre de délit, aurait été un encouragement aux méchans pour diffamer l'homme de bien, et mettre forcément les armes à la main de celui-ci, pour laver son injure lorsqu'il ne serait pas assez maître de lui-même pour la mépriser; mais la loi n'aurait pu exiger une semblable abnégation de ses intérêts les plus chers, sans avoir voulu la chose impossible: quelque petit que l'on soit, l'on ne veut être ni opprimé ni méprisé.

XXVIII. Il est des hommes et des corps qui se trouvent placés à une si grande hauteur que les injures ne peuvent les atteindre, et où ceux qui les insultent ne peuvent être considérés que comme des personnes *en démence*; c'est le serpent qui ronge la lime: d'où nous semble suivre qu'ils devraient être livrés au seul mépris qu'ils inspirent, sans leur laisser croire, par leur traduction devant les tribunaux, qu'ils auraient atteint le but qu'ils s'étaient proposé, celui de faire impression sur l'esprit des personnes ou des corps qu'ils auraient injuriés. S'il est de l'intérêt *d'un homme privé*, disait Livie à Auguste, dans la discussion qui s'établit entre eux sur la conjuration de Cinna, de tirer vengeance de l'injure

qu'on lui a faite ; parce qu'autrement il serait opprimé et méprisé, ce que l'on ne peut exiger de lui ; un prince doit, au contraire, mépriser les outrages qu'on lui faits, pour ne s'occuper qu'à venger ceux que l'on faits à l'État et aux citoyens ; ce que l'empereur Théodose convertit en loi, à laquelle il fut le premier à rendre hommage. Louis XII se ressouvint-il des injures qu'il avait reçues lorsqu'il n'était encore que duc d'Orléans, et, par reconnaissance d'un oubli aussi généreux, celui qui s'en était rendu coupable ne lui rendit-il pas les services les plus signalés? Comment se vengea l'empereur Antonin de l'injure qu'il avait reçue de Polema, n'étant encore que proconsul d'Asie ? Lorsque ce prince fut monté sur le trône des Césars, il logea Polema dans son palais, et lui donna l'assurance qu'il n'y serait pas inquiété, et l'empereur fit de ce seigneur, par cet acte de clémence, un de ses plus chauds partisans.

Pourquoi ces exemples mémorables ne seraient-ils pas imités des hommes élevés en dignités et des autorités constituées, qui sont des émanations de la souveraineté, qui parlent au nom du prince, et qui, chacune le représente dans les parties du gouvernement qui sont confiées à sa vigilance ?

XXIX. Les tribunaux doivent être inexorables à punir les injures qui sont faites aux citoyens : tout déni de justice qu'ils se permettraient, en pareil cas, les rendraient responsables des malheurs qui pourraient en devenir le résultat : nous ne devons pas craindre de le redire, à quelque classe que l'on appartienne, on ne veut être *opprimé ni méprisé ;* mais aussi, les tribunaux ne doivent punir que les véritables injures, et, sous le vain prétexte de leur répression, ne pas exercer sur les citoyens, une inquisition oppressive.

XXX. L'injure faite aux particuliers n'étant qu'un délit *relatif,* les officiers du ministère public ne devraient être autorisés d'en faire de poursuites que sur la plainte des parties intéressées, et ne l'être même à suivre sur la plainte, qu'autant qu'il n'y en aurait pas eu *désistement* ; car le plaignant peut avoir un aussi grand intérêt que le dénoncé, à ce que l'affaire n'ait pas la publicité qui doit résulter des débats. Dans l'état de notre législation, les officiers du ministère public pouvant introduire l'action ou garder le silence, quel que soit le parti qu'ils prennent, ils peuvent être taxés de partialité, et tout officier public à qui l'on peut faire une pareille imputation, perd, pour cela même et nécessairement, de la considération qu'il lui importe de conserver dans toute sa plénitude.

XXXI. Si l'on est forcé de convenir que l'on ne peut exiger des citoyens qu'ils dissimulent l'injure qui leur a été faite, qu'ils se laissent *opprimer et*

mépriser, il faut, non-seulement, que les tribunaux chargés de les venger remplissent à cet égard la mission qu'ils ont reçue ; mais, de plus, que le jugement qui réprime l'injure produise tout l'effet que l'on doit en attendre ; que la personne outragée se trouve, par suite du jugement qui intervient, irrévocablement lavée de la diffamation dont elle est devenue l'objet ; car si, d'une part, les tribunaux ne punissaient pas l'offenseur *d'une manière proportionnée à la gravité de l'injure*, ou si l'on pouvait supposer que le jugement de condamnation prononcé contre le calomniateur, laisserait planer encore le soupçon sur le plaignant, il ne resterait plus à celui-ci que la triste ressource d'une vengeance personnelle, et l'on conçoit assez combien pourraient être funestes les conséquences d'un semblable état de choses. Un *chanoine* de Castille avait assassiné un *cordonnier* et, traduit en justice à raison de cet attentat, il lui avait été fait de simples défenses *d'assister au chœur de son église pendant une année: le fils du cordonnier*, pour tirer vengeance du meurtre de son père, tua *le chanoine*, et le tribunal devant lequel il fut traduit, eut le bon esprit de lui faire également de simples défenses *de faire des souliers pendant un an.*

XXXII. Ne pas rendre une justice *complète* c'est commettre une véritable injustice, de quelque prétexte que l'on cherche à la colorer ; et il faut se garder de croire que l'esprit d'animosité qui résulte d'une injure reçue et non-réprimée, s'éteigne avec celui qui en a été l'objet : toute la famille a ressenti l'injustice faite à l'un de ses membres : l'inimitié de famille à famille se perpétue d'âge en âge ; elle peut se propager de commune à commune, d'arrondissement à arrondissement, de département à département et, dans un temps plus ou moins rapproché, finir par embrâser tout un royaume : que l'on ne croie pas que ce soit une supposition gratuite ; que l'on remonte *aux causes premières* de tous les bouleversemens des empires, et l'on se convaincra que toutes ont pris leur source dans l'injustice, dont, soit les individus en particulier, soit les peuples pris collectivement, ont été les victimes : on souffre tant que l'injustice ne devient pas insupportable ; mais il ne faut qu'une étincelle pour allumer le plus violent incendie ; et, c'est être *injuste* que de punir ou trop ou trop peu ; de prendre en considération *la qualité* des personnes pour appliquer au coupable des peines plus ou moins sévères, lorsqu'il s'agit de la répression du même délit.

XXXIII. Que les officiers du ministère public tonnent avec véhémence contre le calomniateur à quelque *classe* qu'il appartienne, que les magistrats appliquent la loi sans acception des individus ; que le riche comme le pauvre soit condamné à *la prison* lorsqu'il l'a encourue par son délit ; qu'il n'en soit pas quitte pour une *amende* dont il se joue, lorsque pour la même cause,

le pauvre le sera à la peine de *l'emprisonnement*, et l'on verra bientôt les calomniateurs rentrer dans le néant et ronger leur frein devenu impuissant.

Ce genre de délit ne peut se justifier sous aucun rapport : il est nécessairement le fruit de la plus noire malice, de l'âme la plus déhontée ; et l'anonyme qui calomnie, joint encore à son crime celui de lâcheté, qui suffirait seul pour le rendre méprisable, aux yeux de tout ce qu'il y a d'honnête parmi les hommes : si c'est, en effet, pour satisfaire son envie de nuire que l'on calomnie, on se place volontairement et nécessairement au rang des animaux malfaisans ; et, si c'est pour servir la passion d'autrui, on se rend le vil satellite du crime ; si l'on s'y porte *par intérêt* il n'y a pas de terme pour qualifier une aussi odieuse conduite.

ARTICLE CCCLXVIII.

Est réputée fausse, toute imputation à l'appui de laquelle la preuve légale n'est point rapportée. En conséquence, l'auteur de l'imputation ne sera pas admis, pour sa défense, à demander que la preuve en soit faite : il ne pourra pas non plus alléguer comme moyen d'excuse que les pièces ou les faits sont notoires, ou que les imputations qui donnent lieu à la poursuite sont copiées ou extraites de papiers étrangers, ou d'autres écrits imprimés.

OBSERVATIONS.

I. Cet article, comme le précédent, a été abrogé par l'article 26 de la loi du 17 mai 1819.

II. Cette loi avait établi une distinction entre les imputations outrageantes qui auraient été faites à des fonctionnaires ou officiers publics, et celles qui l'auraient été à de simples particuliers ; quant au point de savoir, si la preuve des faits imputés était recevable, et lorsqu'elle le serait, par quelle voie elle pourrait être faite : *toute preuve* était admissible, dès que l'imputation avait été faite à des fonctionnaires ou officiers publics ; il n'était pas exigé quelle résultât de *jugement ou de tout autre acte authentique ;* ce qui était une dérogation aux dispositions de l'article 370 du Code ; mais la loi du 25 mars 1822 en a disposé autrement, elle porte, article 18 : *qu'en aucun cas la preuve* PAR TÉMOINS *ne sera admise pour établir la réalité des faits injurieux ou diffamatoires ;* sans ajouter que la preuve *par écrit* ne serait admissible qu'autant qu'elle résulterait *de jugement ou de tout autre acte authentique ;* de sorte qu'aujourd'hui *toute preuve par écrit* se trouve

admissible, lorsque l'imputation a été faite à *des fonctionnaires ou officiers publics ;* mais, il ne peut en être admis *d'aucune espèce* lorsque l'injure a été faite à des particuliers : (*Art.* 20 *de la loi du* 26 *mai* 1819), cet article portant que: *nul ne sera admis à prouver des faits diffamatoires, si ce n'est dans le cas d'imputation contre des dépositaires ou agens de l'autorité, ou contre toutes personnes ayant agi dans un caractère public, de faits relatifs à ses fonctions :* ce qui peut paraître sévère, mais ce qui peut avoir aussi un grand but d'utilité publique en mettant un frein salutaire aux diffamations qui ne peuvent avoir lieu que dans un esprit d'injure, lorsque l'imputation est faite à des particuliers.

III. Ce serait tirer une fausse induction de ce que l'article 368 du Code, portant, que l'on ne peut alléguer comme moyens d'excuse, que les pièces ou les faits sont *notoires* ou que les imputations qui donnent lieu à la poursuite sont copiées ou extraites de papiers *étrangers*, ou d'autres écrits *imprimés* a été *abrogé*, que d'en conclure, que celui qui a fait une imputation outrageante pût faire résulter une *excuse* valable soit de ce que le fait qu'il aurait allégué était *notoire*, soit de ce que celui qui l'aurait faite l'avait copiée ou extraite de papiers étrangers ou d'écrits imprimés : les tribunaux ne peuvent prendre en considération que les excuses *légales ;* et il n'y a *d'excuses légales* que celles *que la loi a déclarées telles ;* or, celles-là ne sont pas du nombre.

IV. Lorsque l'imputation a été déclarée calomnieuse, c'est aux lois nouvelles qu'il faut recourir pour savoir quelles sont les peines qui deviennent applicables; on n'a plus à consulter le Code pénal ni aucune autre loi antérieurement promulguée.

V. L'écrit injurieux aurait passé à la censure, que s'il renfermait une imputation outrageante, son auteur n'en devrait pas moins être poursuivi et condamné ; et comme, aux termes de l'article 60, on devient complice des crimes et délits lorsque l'on en a facilité l'exécution, nous ne doutons pas que les censeurs ne dussent subir eux mêmes les peines encourues par l'auteur de l'écrit diffamatoire : mais, comme les censeurs sont nommés par le Gouvernement, et que ce sont dès-lors ses agens, tant que l'on regardera l'article 75 de l'acte de l'an 8 comme obligatoire, il faudra commencer par obtenir du Conseil-d'État, l'autorisation de les poursuivre, avant que d'exercer contre eux aucunes poursuites : ceci est pour le cas où la censure serait rétablie.

VI. L'article 368 avait parlé le langage qu'il devait tenir, en se servant des expressions, que l'imputation *est réputée fausse*, lorsque la preuve *légale* n'en est pas rapportée; car l'imputation pourrait être *vraie*, quoique réputée *fausse* aux termes de la loi : l'article 13 de celle du 17 mai 1819 a été

plus loin ; il ne se borne pas à déclarer que l'imputation est *réputée fausse*, il déclare qu'il y a diffamation dans toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé ; ainsi *la diffamation* peut résulter de la divulgation d'un fait *vrai* comme d'un fait *faux ;* il suffit que le fait allégué puisse porter atteinte à l'honneur ou à la considération de celui qui en est l'objet.

VII. Le Code pénal n'avait pas disposé pour le cas où ce serait au ministère pris collectivement, que l'imputation aurait été faite, et les nouvelles lois ne s'en sont pas non plus occupées, à moins que l'on ne suppose que les ministres forment *une classe à part* dans l'État, cas auquel le délit rentrerait dans la disposition de l'article 10 de la loi du 25 mars 1822. Mais ce serait donner à cet article, une étendue qu'il ne comporte pas, que de considérer les ministres comme formant une classe *à part ;* on doit croire plutôt que ce qui a décidé le législateur à garder le silence à leur égard, c'est que, comme le disait le cardinal Ximénès, regent de Castille, *lorsqu'on est élevé en dignité, et qu'on n'a rien à se reprocher, on doit laisser aux individus la consolation de venger leurs chagrins par des paroles.*

VIII. Une lacune bien plus importante qui s'est glissée dans les nouvelles lois, et qui existait déjà dans le Code pénal, c'est de n'avoir pas mis au rang des délits punissables, *le manque de vérité dans les rapports que l'on fait au gouvernement du Roi,* par les suites fâcheuses qui peuvent être le résultat de l'erreur dans laquelle on peut l'entraîner au grand détriment de la chose publique : la création de ce genre de délit n'est pas de notre invention ; chacun peut se rappeler d'avoir lu dans le Petit Carême de Massillon, ces paroles remarquables prononcées devant Louis XIV : « L'on est aussi coupable » quand on manque de vérité au Roi, que quand on lui manque de fidé» lité ; et l'on aurait dû établir la même peine pour l'adulation que pour la » révolte. » L'imposture et la flatterie ont, en effet, causé plus de maux aux princes et aux peuples dans toute la durée des siècles, que les complots contre l'État ; les complots pouvant se déjouer par la surveillance et par la force dont les gouvernemens sont investis, lorsque rien ne peut arrêter les effets de l'imposture et de la flatterie.

ARTICLE CCCLXIX.

Les calomnies mises au jour par la voie de papiers étrangers, pourront être poursuivies contre ceux qui auront envoyé les arti-

cles ou donné l'ordre de les insérer, ou contribué à l'introduction ou à la distribution de ces papiers en France.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est encore un de ceux abrogés par l'article 26 de la loi du 17 mai 1819, sans que rien dans les lois nouvelles vienne se rattacher à sa première partie; quant à la seconde, celle *d'avoir contribué à l'introduction ou à la distribution des papiers étrangers en France*, elle se trouve nécessairement comprise dans les dispositions générales de la loi. Toute action sera-t-elle donc déniée à la personne qui aura été outragée dans les papiers étrangers envers ceux qui auraient envoyé les articles ou qui auraient donné l'ordre de les y insérer? S'il y avait eu introduction et distribution de ces papiers en France, ceux qui auraient envoyé les articles aux gazetiers étrangers ou donné l'ordre de les insérer dans leurs feuilles, pourraient évidemment être poursuivis et condamnés comme s'étant rendus les complices des introducteurs et distributeurs; mais le seul fait de les avoir envoyés ou d'avoir donné l'ordre de les insérer, ne constituerait-il plus un délit aux yeux de la loi? Ce serait un vrai déni de justice; car l'outrage n'en aurait pas moins été *public*, quoiqu'il n'eût reçu de la publicité que dans les pays étrangers; et la publicité est tout ce qu'exige la loi, pour constituer la diffamation punissable: il est même utile qu'il ne puisse s'élever aucun doute sur ce point; c'est bien assez de la difficulté que peut avoir la personne outragée de se procurer la preuve que c'est le prévenu qui a réellement envoyé l'article incriminé, ou qui a donné l'ordre de l'insérer dans les gazettes étrangères.

Que le Français qui aura été outragé par des étrangers dans leur pays, ne puisse avoir d'action à exercer contre eux devant les tribunaux français, cela se conçoit facilement, les lois de police n'ayant d'autorité que sur les personnes qui habitent le territoire; mais refuser toute action au Français envers un autre Français, parce que ce serait à l'étranger qu'il l'aurait outragé, c'est ce qui ne pourrait entrer dans la pensée d'un homme raisonnable; cependant il y a des gens qui font métier de ce genre de diffamation dans l'espoir de l'impunité.

II. *La simple introduction* en France des papiers diffamatoires étrangers, ne suffirait pas pour constituer la diffamation, s'il ne leur avait pas été donné de la publicité par leur *distribution*, ou de toute autre manière.

ARTICLE CCCLXX.

Lorsque le fait imputé sera légalement prouvé vrai, l'auteur de l'imputation sera à l'abri de toute peine.

Ne sera considérée comme preuve légale, que celle qui résultera d'un jugement, ou de tout autre acte authentique.

OBSERVATIONS.

I. Cet article a été aussi abrogé par l'article 26 de la loi du 17 mai 1819, mais son abrogation était exigée cette fois par la législation que les lois nouvelles allaient établir; de sorte qu'il n'aurait pas été abrogé d'une manière aussi formelle qu'il l'aurait été de fait. Il résultait, en effet, de la première disposition de l'article 370, que toutes les fois que la preuve *légale* de l'imputation était rapportée, le prévenu devait être renvoyé de la plainte; et de la seconde, que l'on ne pouvait regarder comme preuve *légale* que celle résultant *de jugement, ou de tout autre acte authentique et public*, tandis que dans le système de la loi du 26 mai 1819, et aux termes de son article 20, nul ne pouvait être admis à prouver la vérité des faits diffamatoires, pas plus par acte authentique et public que de tout autre manière, si l'imputation n'avait pas été faite à des dépositaires ou agens de l'autorité publique : cas auquel, au contraire, toute preuve était réputée légale.

II. L'article 18 de la loi du 25 mars 1822, a apporté de nouveaux changemens à la législation établie par les lois de 1819. Aujourd'hui, la preuve *par témoins* des faits injurieux ou diffamatoires n'est plus admissible *dans aucun cas*, quelle que soit la qualité des personnes qui en sont devenues l'objet; la preuve *écrite* est seulement réservée pour établir les faits imputés *à des fonctionnaires ou officiers publics* : mais cette preuve peut être faite par la représentation *de tous écrits quelconques*, et non pas uniquement par la production de jugement ou de pièces *authentiques et publiques* : l'article 25 de la loi du 26 mai 1819, doit continuer de régir la matière, en ce qu'il ordonne qu'il sera sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation, lorsqu'il y aura eu *dénonciation* des faits imputés, et que ces faits seraient punissables, si la preuve en était rapportée.

III. La Cour de cassation jugea, le 21 avril 1821, que cet article 25 recevait une application nécessaire au cas d'imputation dirigée contre *de simples particuliers*. Dans l'espèce, il avait été commencé des poursuites d'office, pour cause de diffamation, contre un individu qui avait lui-même rendu plainte pour même cause, contre la personne que l'officier du ministère public sup-

posait avoir été diffamée ; ce qui donnait lieu d'examiner la question de savoir s'il devait être sursis au jugement sur la plainte, jusqu'à ce qu'il eût été statué sur les poursuites d'office dirigées contre le plaignant. Il fallut d'abord faire porter son examen sur la manière d'entendre les dispositions de l'article 25 de la loi du 26 mai 1819; et dans le cas où l'on jugerait que l'article fût applicable, lors même que l'imputation aurait été faite à de simples particuliers, s'il y aurait également lieu de surseoir au cas où les poursuites auraient été faites d'office : et voici comment l'arrêt fut motivé : « attendu que la disposition dudit article 25 » est générale et absolue; qu'elle n'établit aucune distinction entre le cas où la » poursuite en diffamation a eu lieu sur la plainte d'un fonctionnaire public, » et celui où elle est exercée par un simple particulier; que cette distinction, » qui n'est pas dans la loi ne peut donc être admise par les tribunaux..... » Que, le sursis qu'autorise ledit article 25, dans le cas où les faits imputés » sont punissables selon la loi, et que l'auteur de l'imputation a dénoncé ces » faits, était une mesure de prévoyance utile pour le jugement du délit de diffa- » mation, quel que soit celui qui en poursuit l'action. »

IV. Il n'est pas même besoin, pour que le sursis soit de rigueur, que la dénonciation ait précédé la plainte : *sic jud.* le 26 juillet 1821 : « attendu que l'ar- » ticle 25 de la loi du 26 mai n'a pas distingué le cas où la dénonciation aurait » *précédé ou suivi* la plainte; et que, dès-lors, cette distinction ne peut être faite » par les tribunaux. »

V. Mais pour qu'il y ait lieu de surseoir, il faut que les faits dénoncés soient *punissables* suivant la loi; d'où suit, qu'il n'y aurait pas lieu de prononcer le sursis dans le cas où les faits imputés auraient pu nuire à *l'honneur ou à la considération* de la personne, sans constituer par eux-mêmes *un délit punissable.*

VI. Sur l'application de ces mots : *délits punissables selon la loi*, il s'est présenté la question de savoir s'il doit être sursis au jugement de *tous les faits de la plainte*, lorsque quelques-uns seulement seraient *punissables selon la loi*, et la Cour de cassation jugea, par l'arrêt déjà cité, du 26 juillet 1821, que le sursis devait porter sur toute la plainte; « attendu qu'une plainte portée sur plusieurs faits » dont un ou plusieurs sont punissables suivant la loi, les faits punissables de- » viennent des faits principaux, dont les autres ne sont que les accessoires, qui » doivent demeurer soumis aux règles prescrites pour les faits principaux. » Mais cela n'empêcherait pas que, même au cas où les faits principaux seraient prouvés, celui qui aurait fait l'imputation de faits dont la preuve n'aurait

pas été recevable, ne dût être condamné à raison de ces faits, *s'ils n'étaient pas nécessairement dépendans de ceux établis.* (*Article* 20 *de la loi du* 26 *mai* 1819, §. II). Mais la Cour de cassation avait jugé, le 27 juin précédent, que pour autoriser le sursis, l'imputation devait être renfermée dans les termes de la dénonciation; que si l'imputation portait un caractère plus grave, le tribunal saisi de la plainte en diffamation devait y statuer de suite, et prononcer contre le prévenu les peines réservées au calomniateur.

VII. Celui qui a fait *l'imputation* à raison de laquelle il est poursuivi ne doit pas négliger de dénoncer à la justice le fait qui en a été l'objet, lorsqu'il est *punissable* suivant la loi, puisqu'alors il peut employer *tous les genres de preuves* pour en établir la réalité; tandis que, si l'imputation qu'il aurait faite à un simple particulier n'avait pas été dénoncée, *aucun genre de preuve ne serait admissible;* et que si elle l'avait été à un fonctionnaire ou officier public, la seule qui le fût serait celle qui résulterait *d'écrits.*

Si l'imputation avait porté sur un *délit* punissable selon la loi, et que ce délit eût été *réprimé* par un jugement, tout ayant été jugé sous ce rapport, de nouvelles poursuites ne pourraient en être faites; et comme les preuves résultant du jugement ne seraient pas admissibles si l'imputation avait été faite à un simple particulier, il en résulterait qu'une imputation de cette nature devrait être considérée comme diffamatoire malgré la notoriété du fait imputé: si l'on est tombé en faute, on en a été puni; tout doit se terminer là, ou il y aurait aggravation de peines pour le condamné.

VIII. La loi ne *réputant fausse et diffamatoire* que l'imputation de faits dont la preuve *légale* n'est pas rapportée, et la preuve *légale* pouvant résulter de tous les genres de preuves, en matière criminelle, lorsqu'elle est rapportée, il n'y a plus que simple *médisance*, et la loi ne punit pas la *médisance*, ce qui peut avoir son bon et son mauvais côté; car, s'il importe que les délits que commettent *les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions* soient mis au grand jour, on peut en faire la dénonciation à la justice par toute autre voie, et, la rendre publique, peut être considéré comme un acte de pure méchanceté.

IX. L'article 368 ayant été abrogé, résulte-t-il de son abrogation que l'imputation de faits diffamatoires puisse trouver une excuse dans leur *notoriété?* Si l'on ne pouvait faire résulter cette notoriété *que de la preuve testimoniale*, l'imputation ne serait assurément pas excusable, puisque l'article 18 de la loi du 25 mars 1822 ne permet d'admettre, *dans aucun cas*, la preuve testimoniale.

X. Si les pièces produites à l'appui de l'imputation ne faisaient que rendre

le fait *probable*, la preuve que l'on prétendrait en faire résulter serait *insuffisante*, quoique la *notoriété* publique semblât lui attacher *un caractère de réalité*. Mais, s'il résultait de la production des pièces que ce qui était *notoire* avait *le caractère de la réalité*, ce ne serait plus alors parce que le fait serait *notoire* que l'imputation deviendrait excusable; elle le deviendrait parce qu'il y aurait preuve de la vérité de l'imputation par l'une des voies que la loi autorise.

XI. Ce n'a pas été dans la supposition que les jugemens et autres actes authentiques ne fussent plus considérés comme étant des preuves suffisantes de l'imputation, que l'article 368 a été abrogé; mais parce que cet article n'avait admis *que ce genre de preuve*, lorsque le législateur autorise celle des faits allégués *par toutes les voies de droit*, par l'article 20 de la loi du 26 mai 1819, et qu'il ne déclare inadmissible *que la preuve vocale*, par l'article 18 de celle du 25 mars 1822 : cela est trop évident pour mériter que l'on s'y arrête davantage. Mais, serait-il sans danger d'admettre, comme excuse *suffisante* de l'imputation, la production des *jugemens* qui seraient intervenus contre les fonctionnaires ou officiers publics, lorsqu'elle aurait porté sur des faits attentatoires à leur honneur ou à leur considération? Le jugement sur la foi duquel l'imputation aurait été faite, pourrait avoir été rendu par *défaut* et par suite être susceptible *d'opposition;* il aurait pu être *appelable*, et eût-il été rendu en dernier ressort, le condamné aurait encore pu être dans le délai du recours en *cassation*, il aurait pu en demander la *revision;* et, sur l'opposition, sur l'appel, sur le recours en cassation ou en *revision*, le jugement aurait pu être réformé, annullé, anéanti. Ce furent, sans doute, ces motifs qui déterminèrent le législateur à ne plus parler nominativement de jugemens dans les nouvelles lois, mais uniquement *de preuves* qui ne pussent résulter que de faits *constans :* c'est donc dans ce sens restreint, qu'il faut entendre que la production des jugemens à l'appui d'allégations *diffamatoires*, peut en faire absoudre l'auteur.

XII. Les jugemens auraient acquis la force de la chose irrévocablement jugée qu'ils n'autoriseraient pas les imputations outrageantes que l'on se permettrait *contre les particuliers*, dès-lors qu'*aucune* preuve, même *écrite*, n'est recevable pour établir la réalité des allégations dont ils peuvent avoir été l'objet; nous en avons déjà fait l'observation, et c'est une chose qui n'est pas assez prise en considération : quelle intention peut-on avoir, en effet, de rendre *publiques* les condamnations prononcées contre des particuliers? Si les magistrats qui ont prononcé la condamnation avaient pensé que sa publicité pût être utile pour l'exemple, ils auraient ordonné l'impression de leur jugement, sa publication et l'affiche, son insertion dans les jour-

naux : les officiers du ministère public ne sont-ils pas tenus, d'ailleurs, chacun dans leur ressort, de faire imprimer et afficher, tous les mois, les condamnations prononcées en matière criminelle et correctionnelle lorsqu'elles ont acquis la force de la chose jugée? Il n'est pas nécessaire que le *nom* du condamné soit connu pour que l'exemple soit donné ; il suffit d'annoncer que telle condamnation a été prononcée pour la répression de tel délit : d'où suit que, l'on ne doit pas s'étonner si la loi n'a pas admis comme *excuse* des imputations diffamatoires, *la production de jugemens :* révéler le nom du condamné, ne peut avoir aucun but d'utilité publique. On ne pourra donc, dira-t-on, imprimer *qu'un tel* a été condamné pour vol, pour homicide, comme rebelle, lorsqu'il l'aura réellement été pour l'un de ces crimes? Et pourquoi non! n'est-ce pas aggraver sa peine? Cette opinion pourra paraître sévère ; mais peut-on mettre trop de sévérité à punir une action qui ne peut avoir d'autre objet que *de nuire à autrui ?* Nous n'entendons pas dire, au surplus, qu'il puisse suffire d'avoir rappelé la condamnation prononcée contre un individu pour s'être rendu coupable de diffamation, seulement, qu'il ne doit pas suffire de justifier par la représentation d'un jugement, l'imputation que l'on s'est permise, quand il paraît évident aux juges, que c'est par pure malice et dans un esprit d'injure et de malveillance qu'elle a été faite ; ce qui en est toujours la présomption naturelle.

ARTICLE CCCLXXI.

Lorsque la preuve légale ne sera pas rapportée, le calomniateur sera puni des peines suivantes :

Si le fait imputé est de nature à mériter la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou la déportation, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de deux cents francs à cinq mille francs.

Dans tous les autres cas, l'emprisonnement sera d'un mois à six mois, et l'amende de cinquante francs à deux mille francs.

OBSERVATIONS.

I. Ce ne sont plus les peines portées au présent article qui doivent être appliquées, son abrogation ayant été prononcée par le même article 26 de la loi du 17 mai 1819. Cette loi et celle du 25 mars 1822 doivent être seules

consultées ; elles ont prévu tous les cas ; elles ont gradué les peines, suivant la qualité des personnes et d'après la gravité de l'injure. La loi du 17 mai s'en est occupée dans ses articles 9 et suivans, et celle du 25 mars dans ses six premiers articles.

II. Sur la question de savoir si l'article 463 du Code pénal est applicable au cas de *diffamation*, il faut se reporter à l'article 14 de la loi du 25 mars.

III. Le Code pénal ni aucune des lois nouvelles n'ont disposé pour le cas où l'imputation aurait été faite à la *mémoire* des hommes ; mais nous croyons avoir suffisamment établi, qu'il n'y en a pas moins délit punissable, que si la diffamation avait porté sur une personne encore existante ; c'est même joindre la lâcheté à la perfidie, que de diffamer la mémoire des morts, et lorsque *l'injure grave* faite *à la mémoire* d'un testateur par son légataire emporte la révocation du legs, aux termes de l'article 1047 du Code civil, comment serait-il possible de supposer que des imputations calomnieuses faites à la mémoire des hommes ne pussent donner lieu à l'action d'injure ?

ARTICLE CCCLXXII.

Lorsque les faits imputés seront punissables suivant la loi, et que l'auteur de l'imputation les aura dénoncés, il sera, durant l'instruction sur ces faits, sursis à la poursuite et au jugement du délit de calomnie.

OBSERVATIONS.

I. L'article 25 de la loi du 26 mai 1819, a étendu cette disposition au cas même où il aurait été commencé des poursuites d'office à la requête du ministère public, ce qui fut le motif, sans doute, pour lequel l'abrogation de l'article 372 du Code fut prononcée, et de son remplacement par l'article cité de la loi du 26 mai.

II. S'il y avait eu dénonciation, et que la connaissance officielle en fût parvenue, par quelque voie que ce fût, au tribunal saisi, le prévenu n'aurait pas pris de conclusions tendantes au sursis, qu'il n'en devrait pas moins être prononcé : *sic jud.* le 6 mars 1812.

Mais il fut jugé, le 7 mars 1817, que la plainte portée devant un tribunal *étranger*, ne constituait pas une *dénonciation* dans le sens de l'article 372 : « Attendu que si cet article ordonne qu'il sera sursis à la poursuite et au jugement du délit de calomnie, lorsque les faits imputés seront punissables suivant

» la loi, et que l'auteur de l'imputation les aura dénoncés, cet article suppose » nécessairement que le jugement à rendre sur cette dénonciation, pourra for- » mer une preuve légale des faits imputés; — Que, dans l'espèce, en admettant » que la requête présentée par le défendeur à la Cour majeure de Pampelune, » constituât une dénonciation sur laquelle un jugement dût statuer, ce juge- » ment rendu en pays étranger et par une Cour étrangère, n'aurait pu avoir » en France le caractère d'un *acte authentique* formant la preuve *légale* des faits » imputés; d'où il suit, que la dénonciation ne pouvait non plus avoir l'effet » d'autoriser le sursis à l'instruction et au jugement du délit de calomnie... »

Cet arrêt, rendu sous l'empire du Code pénal, pourrait avoir bien jugé, sans qu'il dût faire autorité sous la législation actuelle, qui n'exige pas que la preuve des faits allégués soit rapportée *par actes authentiques*. Il resterait la ressource au condamné par un tribunal étranger d'user de la voie qui lui est ouverte, de soumettre de nouveau le jugement de l'affaire aux tribunaux français : l'article 25 de la loi du 26 mai assimile, en effet, les deux cas de *dénonciation* et *de poursuites*, sans y apporter de restriction; et il n'y en a pas moins dénonciation et poursuites, qu'elles aient eu lieu en France ou à l'étranger.

III. L'article 25 de la loi du 26 mai a parlé d'une manière *générale*, comme l'avait fait l'article 372 du Code, *des faits punissables suivant la loi*, ce qui les comprend tous dans sa disposition, aussi bien ceux qui ne constitueraient qu'une simple *contravention de police*, que ceux qui pourraient constituer une prévention *de crimes ou délits;* mais il est difficile que la simple imputation de s'être rendu coupable *d'une contravention de police*, puisse prendre le caractère d'une véritable *diffamation;* c'est-à-dire, d'une allégation de nature à nuire *à l'honneur ou à la considération des personnes;* cependant, si le plaignant prétendait y trouver ce caractère, il y aurait lieu de surseoir sur la dénonciation qui en serait faite par le prévenu.

IV. Le sursis ne devant être prononcé qu'au cas où le fait imputé est *punissable* suivant la loi, il n'y aurait pas lieu de surseoir si l'imputation avait porté simplement sur un vice *déterminé*, sans y avoir rattaché aucun fait *précisé*; car, la loi ne punit que les *faits*, et non pas les *habitudes morales*, qui ne constituent par elles-mêmes aucun délit : *sic jud.* le 27 juin 1811; mais il fut jugé, le 6 mars 1812, que le tribunal saisi devait surseoir lorsque le fait allégué portait sur une prévention *de faux témoignage;* « Attendu qu'il ne rentrerait pas dans » ses attributions d'examiner et de juger si l'imputation serait ou non fondée ». Sur quoi nous ferons observer que le sursis aurait été un déni de justice, s'il n'y avait pas eu *dénonciation;* que le tribunal n'aurait eu à statuer que

sur le fait de l'imputation réputée calomnieuse, par cela même que l'auteur du prétendu faux témoignage n'aurait été ni dénoncé ni poursuivi, à raison de ce crime.

V. Il n'y aurait pas lieu de surseoir, si le fait imputé et dont il aurait été fait la dénonciation, avait été mis à couvert par la *prescription* ou par *l'amnistie*, lors même qu'il aurait été punissable *dans son principe*; car, il ne le serait plus *suivant la loi*. Aussi, la Cour de cassation a-t-elle jugé qu'il n'y avait pas matière à dénonciation, ni conséquemment lieu de surseoir sur les poursuites en calomnie dirigées contre un président d'assemblée politique, auquel il avait été imputé d'avoir falsifié les billets d'un scrutin, d'en avoir soustrait de la masse et d'y en avoir substitué d'autres; « attendu que l'article 3 du Code pénal » n'autorise la recherche de ces délits que dans le cas où celui qui est chargé du » dépouillement des billets, est surpris en les falsifiant; ce qui n'avait pas eu » lieu dans l'espèce particulière. »

VI. La Cour de cassation jugeait, sous la législation du Code pénal, qu'il n'y avait pas lieu de surseoir à l'action d'injures, lorsque l'imputation faite à un fonctionnaire ou officier public dans l'exercice de ses fonctions, ou à raison de cet exercice, n'avait été que *verbale* (*arrêt du 27 juin* 1811); et, qu'au contraire, il y avait nécessité de surseoir, lorsqu'elle avait été faite *par écrit* et qu'il y en avait eu dénonciation à la justice : *sic jud.* le 15 octobre 1812; « attendu, porte l'arrêt du 27 juin, qu'il résulte évidemment de la combinai- » son des articles 367, 370, 372 et 375, que le sursis accordé par l'article 372 » n'est relatif qu'à la poursuite des injures faites à des individus, comme *parti-* » *culiers*, et abstraction faite de tout caractère de *fonctionnaires publics*; qu'il ne » peut être étendu aux outrages *par paroles* faits à des fonctionnaires publics dans » l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice; que ces outrages » ont été qualifiés par la loi de délits *contre la chose publique*; qu'on ne peut donc » leur appliquer une disposition qu'elle n'a ordonnée que pour les délits contre » les particuliers, et qu'elle n'a point déclarée commune à des délits auxquels elle » donnait un caractère plus grave et qu'elle avait classé dans un titre différent. »

Les articles 367, 370, 372 et 375 du Code pénal se trouvant aujourd'hui abrogés, et l'article 25 de la loi du 26 mai 1819 n'ayant fait aucune distinction entre les imputations faites *verbalement* ou *par écrit*, ni entre celles faites aux *particuliers et aux fonctionnaires publics*, les ayant toutes soumises, au contraire, à la condition du sursis, la distinction que les arrêts de 1811 et 1812 avaient fait résulter de ces articles ne pourrait plus être prise en aucune considération.

VII. Si l'imputation ou l'allégation diffamatoire avait été faite à la mémoire d'un individu, et que son auteur eût été traduit en justice, il ne pourrait être admis à rapporter la *preuve* des faits allégués, lors même qu'il en ferait la *dénonciation* à la justice et que ces faits seraient punissables suivant la loi ; il ne pourrait non plus être *sursis* au jugement de la plainte en diffamation : la raison en est que les faits, même constitutifs de crime, ne peuvent donner lieu à aucune poursuite, lorsque l'individu que l'on accuse de s'en être rendu coupable est *mort ;* la loi supposant alors qu'il est décédé *integri statu :* il devrait donc être passé outre au jugemeut de l'action d'injures, sauf aux tribunaux d'apprécier les circonstances, pour modifier ou aggraver les peines, en se renfermant, toutefois, dans le *maximum* et le *minimum* de celles établies par la loi.

ARTICLE CCCLXXIII.

Quiconque aura fait par écrit une dénonciation calomnieuse contre un ou plusieurs individus, aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de cent francs à trois mille francs.

OBSERVATIONS.

I. Cet article du Code a échappé à l'abrogation prononcée par l'article 26 de la loi du 17 mai 1819, et il confirme ce que nous avons dit, que *le dénonciateur* peut être poursuivi pour cause de diffamation, non-seulement par la voie *civile*, mais aussi par la voie de police *correctionnelle* lorsqu'elle porte sur des faits *calomnieux :* c'est ce que la Cour de cassation a disertement jugé par arrêt du 7 mars 1823. Un jugement rendu par le tribunal correctionnel de Nogent-le-Rotrou avait condamné plusieurs habitans de cette commune à l'amende et à des dommages-intérêts pour s'être rendus coupables envers les maire et adjoint de la commune de Frazé, de dénonciation calomnieuse : la calomnie résultait d'un acte *notarié*, dont un extrait avait été transmis à l'autorité administrative supérieure : sur l'appel de ce jugement, le tribunal de première instance de Chartres, l'avait déclaré nul et incompétement rendu ; sauf aux parties de se pourvoir ainsi que de droit : mais sur le recours en cassation le jugement d appel fut annullé, « attendu que article 375 » du Code n'avait pas cessé d'être en vigueur. »

Cet article ne parle, il est vrai, que de la dénonciation calomnieuse faite aux

officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire; mais l'article 25 de la loi du 26 mai 1819 ne fait plus de distinction: toutes les fois qu'il y a imputation ou allégation calomnieuse, celui qui s'en est rendu coupable, se trouve passible des peines prononcées par la loi.

Ces peines sont celles de l'emprisonnement et de l'amende; cependant, le tribunal chargé de prononcer sur la plainte pourrait n'appliquer au prévenu que des peines de simple police, aux termes de l'article 463, s'il y avait des circonstances atténuantes, et que le dommage causé n'excédât pas 25 francs.

II. Chez toutes les nations civilisées, la dénonciation calomnieuse est punie avec la plus grande sévérité; il y a même des pays où la moindre peine qui est infligée au dénonciateur qui ne parvient pas à établir le fait qu'il a dénoncé est de recevoir *cent coups de bâton.*

III. Sous l'empire du Code pénal, les dispositions de l'article 370 se combinaient avec l'article 373, de sorte que le dénonciateur calomnieux n'en était pas quitte, dans tous les cas, pour des peines aussi légères que celles prononcées par cet article 373; il pouvait être condamné *à deux et même à cinq années d'emprisonnement*; et il ne faut pas croire que le dénonciateur, aujourd'hui même que l'article 370 du Code est abrogé, ne puisse jamais être condamné qu'aux peines prononcées par l'article 373. Si la dénonciation avait été rendue *publique*, le délit rentrerait dans les dispositions des lois des 17 mai 1819 et 25 mars 1822; car la diffamation aurait alors tous les caractères exigés pour la rendre punissable des peines que ces lois prononcent; ainsi l'article 373 ne peut recevoir d'application qu'au seul cas de dénonciation faite *in secretum*, à la justice ou aux officiers de police administrative ou judiciaire; et non pas quand le dénonciateur y a donné de la *publicité.*

IV. Sur la question de savoir si le *plaignant* qui ne s'est pas rendu *partie civile* doit être rangé dans la classe des *dénonciateurs*, voyez nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 2, pag. 241, n°. 10.

V. L'article 373 ne peut recevoir d'application aux personnes que la loi charge de la poursuite et de la répression des crimes et délits, ni à celles qui, par la nature de leurs fonctions, sont tenues d'en faire la dénonciation, lors même que les poursuites n'auraient pas été couronnées du succès; sauf la prise à partie dans les cas de droit.

VI. Les dénonciateurs ne seraient pas recevables à demander qu'il fût sursis au jugement de l'action d'injures dirigée contre eux, ni même à rapporter, devant le tribunal saisi, la preuve des faits allégués dans la dénonciation, lorsque

ces faits auraient donné lieu à des poursuites et qu'il aurait été déclaré, par le tribunal compétent, qu'il n'y a lieu de suivre; les conclusions que le dénonciateur prendrait en pareil cas, tendantes à être admis à la preuve des faits allégués ne feraient qu'aggraver son délit, puisqu'il aurait été implicitement jugé que ce serait calomnieusement qu'il les aurait avancés.

VII. Il est des cas où les citoyens se trouvent contraints à révéler les délits qui viennent à leur connaissance, et la loi qui leur impose ce devoir peut les jeter dans un grand embarras, puisque s'ils ne vont pas à révélation, ils se trouvent menacés d'emprisonnement et d'amende, et que s'ils obéissent au commandement de la loi, ils doivent être considérés comme des dénonciateurs calomnieux, lorsque le crime dont ils ont fait la révélation n'est pas suffisamment établi pour faire prononcer la condamnation de l'individu dénoncé. L..... avait été dénoncé au lieutenant de la gendarmerie comme coupable de fabrication et de distribution de fausse monnaie : la dénonciation n'était pas signée; mais les dénonciateurs étaient connus : une procédure s'instruisit sur la dénonciation ; et il fut déclaré n'y avoir lieu de suivre par une ordonnance de la Chambre du conseil à laquelle il n'avait pas été formé d'opposition, et qui, par conséquent, avait acquis la force de la chose jugée. L..... ayant porté plainte contre ses dénonciateurs, ceux-ci se défendirent en disant, qu'ils ne pouvaient être considérés comme véritables dénonciateurs, n'ayant fait, par leur *révélation*, qu'une chose *obligée* ; à quoi ils ajoutaient qu'ils n'avaient pas fait une dénonciation *écrite*, qu'ils n'avaient pas même apposé leurs signatures à celle que l'officier de police avait rédigée ; mais le tribunal correctionnel de Rheims, jugeant sur appel, n'en condamna pas moins les prévenus à l'emprisonnement, à l'amende et aux dommages-intérêts du plaignant, et le recours en cassation contre ce jugement fut rejeté; par arrêt du 10 octobre 1816. « Attendu, sur le premier moyen pris de ce qu'il » s'agissait dans l'espèce *d'une dénonciation obligée*, que dans le cas où la loi impose à » ceux qui ont connaissance de certains faits ou de certains crimes, le devoir d'en » donner avis, ou d'en faire la dénonciation aux autorités publiques et où par » conséquent elle ne soumet le dénonciateur à aucune responsabilité, elle » suppose nécessairement que la dénonciation a été faite *de bonne foi*, mais que «cette disposition de sécurité pour ceux qui n'ont eu d'autre motif que celui » d'éclairer la justice ne peut être étendue à ceux qui n'ont été mus que *par* » *un esprit de haine et de vengeance* ; que la dénonciation lorsqu'elle a été reconnue » fausse, prend alors un caractère de *calomnie* qui rend le dénonciateur passible » des peines prononcées d'une manière générale contre tous ceux qui se rendent » coupables de ce genre de délit ; que même *les membres des autorités constituées*

» n'ont pas été mis d'une manière *absolue* à l'abri de toute poursuite à raison » des avis qu'ils sont tenus de donner, lorsqu'ils ont cru reconnaître des traces » d'un crime ou d'un délit, puisqu'à leur égard l'article 58 du Codé d'instruc- » tion criminelle a ouvert, s'il y a lieu, la voie de la prise à partie ».

« Et attendu sur le second moyen pris de ce qu'il n'y avait pas eu non » plus dans l'espèce, une dénonciation proprement dite faite *par écrit* dans le » sens de la loi ; que l'article 373 du Code pénal parle d'une manière générale » *de toute dénonciation calomnieuse* qui aurait été faite *par écrit*, qu'il suffit donc » que, de quelque manière que ce soit, la dénonciation ait été présentée ou » transmise *par écrit* à l'officier de justice ou de police. » Mais la Cour de cassation jugea le 5 décembre 1819, que la dénonciation, quoique faite devant l'officier de police, n'avait pas le caractère exigé par l'article 373, le procès-verbal qui en avait été dressé, l'ayant été *hors de leur présence*, et n'ayant pas été revêtu de leur *signature* ; ce qui ne pouvait la faire considérer comme ayant été faite *par écrit*.

Nous ne nous permettrons qu'une seule réflexion sur l'arrêt du 10 octobre 1816; c'est qu'il semble en résulter que la loi *impose* à ceux qui ont acquis la connaissance qu'un crime ou délit a été commis, *le devoir* d'en donner avis ou d'en faire la dénonciation à la justice, ce qui demande explication ; l'article 29 du Code d'instruction criminelle *n'impose ce devoir*, qu'aux autorités constituées, fonctionnaires ou officiers publics qui en ont acquis la connaissance *dans l'exercice de leurs fonctions*, et l'article 30 ne l'impose aux particuliers, que dans le cas où ils en ont été les *témoins* ; lorsque ces crimes ou délits ne sont pas de la nature de ceux que la loi leur fait *le commandement exprès de révéler* : le législateur n'a pas voulu que, sous le prétexte d'une dénonciation *officieuse*, on pût se livrer à des imputations *calomnieuses*, ce qui aurait eu nécessairement les conséquences les plus funestes : si la loi a dérogé aux principes généraux dans quelques cas *spéciaux*, il faut se renfermer rigoureusement dans ceux qu'elle a prévus ; de sorte que c'est dans le sens des articles 29 et 30 du Code d'instruction criminelle que les considérans de l'arrêt doivent être entendus.

VIII. La Cour royale de Limoges avait condamné plusieurs particuliers de la commune d'Ambazac aux peines prononcées par l'article 373 du Code pénal, pour avoir présenté une pétition au ministre de l'intérieur contre le maire et l'adjoint de cette commune, dont le ministre avait fait le renvoi aux autorités locales pour obtenir les renseignemens convenables ; mais sur le recours en cassation, son arrêt fut annullé le 25 octobre 1816 : « Attendu que, » si l'intention coupable est toujours réputée de droit dans les imputations

» qui sont l'objet de l'article 367, et dont on ne rapporte pas la preuve légale, » parce qu'aucun motif ne peut les justifier, et que ces imputations, répandues » dans le public, ne peuvent avoir d'autre objet qu'une odieuse et scandaleuse » diffamation ; qu'il n'en est pas ainsi d'une dénonciation faite devant l'autorité » et non répandue dans le public *par le fait de son auteur ;* que cette dénonciation » peut avoir un objet utile à la société ; qu'elle peut être faite de bonne foi, » et que si elle peut donner lieu à des dommages et intérêts devant les tribunaux » civils, lorsqu'elle a été faite avec trop de légèreté, elle ne peut prendre le » caractère de délit, et devenir ainsi passible de la juridiction des tribunaux correc- » tionnels, que lorsqu'elle a été faite méchamment ou à dessein de nuire ;— Mais » attendu que, dans l'espèce, la pétition renfermant la dénonciation sur la- » quelle la Cour de Limoges a fait l'application dudit article 373, avait été » adressée au ministre de l'intérieur, qui avait caractère pour prononcer sur » les imputations de prévarications administratives, et pour provoquer des » poursuites judiciaires sur les imputations de faits susceptibles de peines du » Code pénal ; — Que, lors de la plainte en calomnie portée par L... et R... il n'a- » vait rien été statué par le ministre sur cette dénonciation ; qu'il n'y a même » pu être statué depuis par lui, puisque cette dénonciation ayant été renvoyée » *en original* aux autorités locales, pour en obtenir des renseignemens, elle a » passé, ainsi qu'il résulte de l'assignation donnée pour l'introduction de l'in- » stance par les plaignans, dans les mains de L... l'un d'eux ; qu'elle a été par lui » produite devant le tribunal correctionnel et la Cour de Limoges, à l'appui et » comme base de la plainte en calomnie, et qu'elle est en conséquence devenue » pièce de la procédure, et qu'elle en fait partie ; —Que, sous le rapport dudit ar- » ticle 373, cette plainte en dénonciation calomnieuse a donc été prématuré- » ment intentée ; qu'il n'existe aucune décision judiciaire ou administrative, » par laquelle il ait été reconnu que les faits dénoncés fussent faux, ou dussent, » à défaut de preuve, être réputés faux, et qui puisse ainsi servir de base à » la plainte et à l'exercice de la juridiction correctionnelle ; — Que, dans » cet état, la condamnation prononcée par la Cour de Limoges d'après ledit ar- » ticle 373 a donc été une violation directe de cet article...»

IX. Des habitans de la commune d'Avieux avaient adressé au préfet du Calvados un mémoire en forme de dénonciation et de plainte contre le maire de cette commune, dans lequel ils lui imputaient des abus d'autorité, des vexations et même des concussions : le maire en avait porté plainte devant le tribunal correctionnel de Caen qui avait condamné les prévenus chacun en 500 francs d'amende et tous solidairement en 1500 francs de dommages-intérêts, en qualifiant son jugement du dernier ressort ; ce qui était une violation ouverte

des lois de la matière ; cependant l'appel qu'en avaient interjeté les condamnés fut déclaré non-recevable par la Cour royale de Caen, sur le motif qu'il n'était question dans la cause que d'une simple contravention de police, les débats ayant appris que la dénonciation n'avait été transmise au préfet qu'en sa qualité d'*administrateur* et non pas *d'officier de police* : mais sur le pourvoi dirigé contre l'arrêt qui l'avait ainsi jugé, la cassation en fut prononcée par arrêt du 31 août 1815, dont les considérans portent que : « relativement aux dénonciations adressées aux préfets, la qualité d'officier de police » administrative, conférée à ces fonctionnaires par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, ne peut être séparée de celle d'administrateur ; que la » loi leur accorde, en effet, le droit d'exercer personnellement les fonctions d'officiers de police administrative ou d'en requérir l'exercice des officiers de police judiciaire, sur tous les crimes, délits ou contraventions qui » parviennent à leur connaissance, de quelque manière que ce soit ; — Que l'article 373 du Code pénal a eu pour objet de réprimer les dénonciations calomnieuses qui peuvent provoquer des poursuites judiciaires et compromettre » ainsi, sans motif légitime, le repos ou la sûreté des familles ; — Que la distinction faite par le tribunal de première instance est donc contraire à l'esprit » comme à la lettre dudit article 373 ; — Que la dénonciation adressée au préfet » de Caen avait donc tous les caractères extérieurs du délit correctionnel prévu » par ledit article 373, et qu'elle serait passible des peines correctionnelles portées » par cet article, si elle était déclarée calomnieuse ; c'est-à-dire, s'il était jugé que » les imputations consignées dans cette dénonciation étaient fausses et que les dénonciateurs avaient agi sans bonne foi, méchamment et dans le dessein de nuire ; » — Que le jugement de première instance avait donc été mal-à-propos et illégalement qualifié de dernier ressort ; et qu'en refusant d'en recevoir l'appel, » la Cour royale de Caen a faussement appliqué l'article 192 du Code d'instruction criminelle, et a violé les articles 10, 200, 201 et 202 de ce Code, » ainsi que l'article 373 du Code pénal. »

ARTICLE CCCLXXIV.

Dans tous les cas, le calomniateur sera, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

OBSERVATIONS.

I. Cet article se trouve compris dans l'abrogation prononcée par l'article 26

de la loi du 17 mai 1819; mais la même disposition se lit dans l'article 9 de cette loi pour le cas *d'offenses envers la personne du Roi* par l'un des moyens exprimés dans son article 1.^er^ Il y a toutefois cette différence, que l'interdiction n'est plus *de droit*, qu'elle peut même n'être prononcée que de partie des droits énoncés en l'article 42 du Code, et qu'elle ne doit avoir de durée *qu'un temps égal* à celui de l'emprisonnement auquel le prévenu a été condamné.

II. Cet article 9 de la loi du 17 mai 1819, porte que, l'interdiction courra *à compter du jour où le coupable aura subi sa peine*, ce qui semblerait supposer que le condamné devrait continuer de jouir de l'exercice de ses droits pendant la durée de sa peine, lorsque la peine appliquée n'emporterait pas l'interdiction de droit; mais il est évident que telle n'a été ni pu être la pensée du législateur: tout ce qui peut résulter de la mauvaise rédaction dudit article, c'est qu'au cas où le tribunal qui aurait statué n'aurait prononcé la condamnation de l'offenseur qu'à partir du jour où il aurait subi sa peine, *le jugement ou l'arrêt* qui l'aurait ainsi prononcé ne pourrait être annullé de ce chef, ni pour violation, ni pour fausse application de la loi pénale; l'article 43 du Code interdisant aux tribunaux de *prononcer* l'interdiction mentionnée dans l'article précédent, hors des cas où elle aurait été autorisée ou ordonnée par une disposition *particulière* de la loi; et ces cas devant être déterminés par la loi d'une manière *spéciale*.

III. Mais, si le jugement ou l'arrêt ne pouvait être annullé, lorsqu'il n'aurait fait courir l'interdiction qu'à partir de l'instant où le condamné aurait subi sa peine, la conséquence naturelle à en tirer serait, qu'il faudrait annuller le jugement ou l'arrêt dénoncé, s'il avait porté que l'interdiction commencerait à courir du jour de la condamnation; car les lois ne peuvent vouloir et ne pas vouloir; il faut de toute nécessité qu'elles aient un sens tellement fixe que, soit en faveur, soit contre l'accusé ou le prévenu, il ne puisse en être fait que la même application.

IV. Cette question qui, du premier coup-d'œil, ne semble pas présenter un grand intérêt, peut avoir, cependant, de graves conséquences dans l'application; et, en effet, si l'interdiction doit commencer á partir du jour de la condamnation, de ce moment le condamné ne pourra plus être *tuteur ni curateur* si ce n'est de ses enfans et sur l'avis du Conseil de famille; il ne pourra être employé comme *témoin dans les actes*; il ne pourra rendre *témoignage en justice*, que pour y donner de simples renseignemens; et, en supposant qu'avant d'avoir subi sa peine il eût été nommé tuteur ou cura-

teur, qu'il eût été témoin dans les actes, qu'il eût porté témoignage en justice, tout ce qui aura été fait ainsi sera-t-il *nul?* La disposition de l'article 9 de la loi du 17 mai exige donc une explication, et la puissance législative est seule compétente pour la donner.

ARTICLE CCCLXXV.

Quant aux injures ou aux expressions outrageantes qui ne renfermeraient l'imputation d'aucun fait précis, mais celle d'un vice déterminé, si elles ont été proférées dans des lieux ou réunions publics, ou insérées dans des écrits imprimés ou non, qui auraient été répandus et distribués, la peine sera une amende de seize francs à cinq cents francs.

OBSERVATIONS.

I. Cet article est encore l'un de ceux du Code pénal dont l'article 26 de la loi du 17 mai 1819 a prononcé l'abrogation.

II. Aux termes de cette loi, lorsque l'injure ne renferme pas l'imputation *d'un vice déterminé*, ou qu'elle n'a pas été rendue *publique*, elle ne constitue qu'une simple *contravention de police*, quel que soit le caractère de la personne qui en est devenue l'objet; c'est la disposition formelle de son article 20, portant que : « l'injure qui ne renfermerait pas l'imputation *d'un vice déterminé*, » ou qui ne serait pas *publique*, continuera d'être punie des peines de simple » police. » Ce qui ne semblerait admettre aucune exception; cependant, voyez l'arrêt du 17 mai 1820, que nous avons rapporté dans nos observations sur l'article 222.

III. Dans les causes de cette nature, il faut commencer par bien déterminer le véritable caractère de l'injure : il y a *diffamation* lorsqu'elle a été rendue *publique* et que *les faits* qui la constituent peuvent porter atteinte *à l'honneur ou à la considération* des personnes.

L'allégation ou l'imputation aurait été rendue *publique*, qu'il n'y aurait que simple *outrage*, si elle ne portait que *sur un vice déterminé*, sans avoir été précisé.

IV. Le caractère de l'injure étant bien apprécié, il suffit de se reporter à la loi du 17 mai 1819, qui a été amendée par celle du 25 mars 1822, pour savoir quelle est la peine encourue par le prévenu.

ARTICLE CCCLXXVI.

Toutes autres injures ou expressions outrageantes qui n'auront pas eu ce double caractère de gravité et de publicité, ne donneront lieu qu'à des peines de simple police.

OBSERVATIONS.

I. L'article 20 de la loi du 17 mai a singulièrement modifié les dispositions de l'article 376 du Code ; il suffisait, en effet, aux termes de cet article, que l'injure n'eût pas *le double caractère de gravité et de publicité* pour la faire rentrer dans la classe des simples contraventions de police; tandis que, suivant l'article 20 de la nouvelle loi, il suffit qu'il y ait eu imputation d'un vice *déterminé* ou que l'injure ait été *publique*, pour faire sortir le délit de la compétence des tribunaux de simple police; de sorte que, si l'abrogation de l'article 376 n'a pas été prononcée d'une manière spéciale, *in verbis*, elle l'a été d'une manière implicite et remplacée par l'article 20 de la loi nouvelle.

II. L'injure contenue dans une *lettre confidentielle* n'aurait pas le caractère de *publicité* exigé pour faire sortir le délit de la disposition de la loi, si elle n'avait pas été rendue *publique : sic jud.* le 17 avril 1817.

III. Nous avons rapporté dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1, pag. 386 et suivantes, plusieurs arrêts qui ont jugé que *de simples paroles grossières* ne constituaient pas une véritable injure; mais il ne faudrait pas qu'elles continssent *des expressions outrageantes, termes de mépris ou autres de même nature : sic jud.* le 19 décembre 1811.

IV. Quoique l'article 376 du Code, ni l'article 20 de la loi du 17 mai 1819, ne déterminent le genre de peines que les tribunaux doivent appliquer au cas de simples injures, s'étant contentés de dire qu'elles donneraient lieu à des peines de simple police, ce ne serait pas, toutefois, celle de *l'emprisonnement* qu'ils seraient autorisés de prononcer; mais uniquement celle de l'amende que l'article 471 du Code §. 11 a fixée à cinq francs, sauf le cas de *récidive*, aux termes de l'article 474.

ARTICLE CCCLXXVII.

A l'égard des imputations et des injures qui seraient contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties, ou dans les plaidoyers, les juges saisis de la contestation pourront, en jugeant la cause, ou prononcer la suppression des injures ou des écrits injurieux, ou faire des injonctions aux auteurs du délit, ou les suspendre de leurs fonctions, et statuer sur les dommages-intérêts.

La durée de cette suspension ne pourra excéder six mois : en cas de récidive, elle sera d'un an au moins et de cinq au plus.

Si les injures ou écrits injurieux portent le caractère de calomnie grave, et que les juges saisis de la contestation ne puissent connaître du délit, ils ne pourront prononcer contre les prévenus qu'une suspension provisoire de leurs fonctions, et les renverront, pour le jugement du délit, devant les juges compétens.

OBSERVATIONS.

I. Encore abrogation de cet article par celui cité de la loi du 17 mai 1819. Cet article se trouve remplacé dans la loi nouvelle par son article 23, ainsi conçu : « *Ne donneront lieu à aucune action en diffamation ou injure* les discours prononcés » ou les écrits produits devant les tribunaux : pourront néanmoins, les juges » saisis de la cause, en statuant sur le fond, prononcer la suppression des écrits » injurieux ou diffamatoires, et condamner qui il appartiendra en des domma- » ges-intérêts.—Les juges pourront aussi, dans le même cas, faire des injonctions » aux avocats et officiers ministériels, ou même les suspendre de leurs fonctions. » —La durée de cette suspension ne pourra excéder six mois ; en cas de réci- » dive, elle sera d'un an au moins, et de cinq ans au plus. »

Par une deuxième disposition, il est dit : « Pourront, toutefois, les faits » diffamatoires *étrangers à la cause*, donner ouverture, soit à l'action publique, » soit à l'action civile des parties, *lorsqu'elle leur aura été réservée* par les tribu- » naux, et, dans tous les cas, à l'action civile des *tiers*. »

II. Sous l'empire du Code pénal, on jugeait que la personne qui prétendait avoir été injuriée par sa partie adverse, en plaidant même au civil, pouvait la traduire devant les tribunaux de police correctionnelle pour en obtenir la

réparation : il fut rendu un arrêt dans ce sens, le 18 février 1819. Le demandeur soutenait bien, il est vrai, que l'écrit sur lequel il fondait sa plainte avait été publié *avant* l'introduction de l'instance; mais le motif de décider fut que le Code n'avait pas interdit l'exercice d'une pareille action, lors qu'aujourd'hui l'interdiction se trouve écrite dans l'article 23 de la loi du 17 mai 1819, pour le cas où il n'a pas été fait, à la partie qui se dit offensée, une réserve expresse de se pourvoir par le jugement qui est intervenu.

III. Si c'était *un tiers* qui prétendît avoir été diffamé par paroles ou par écrit, dans les actes de la procédure ou dans les plaidoiries, rien ne mettrait obstacle à ce qu'il en poursuivit la réparation; mais il ne le pourrait que par l'exercice d'une *action civile*. Cependant *voyez* à l'appendice un arrêt du 6 novembre 1823.

IV. Il n'est question dans l'article 23 de la loi du 17 mai, que des injures entre *particuliers;* si elles avaient été dirigées contre les magistrats, il faudrait recourir aux dispositions de l'article 504 et suivans du Code d'instruction criminelle.

V. Ce n'est que la simple suppression des écrits injurieux ou diffamatoires, et une condamnation à des dommages-intérêts, que le tribunal saisi de la cause est autorisé de prononcer; l'article 23 de la loi nouvelle ne lui donne pas d'attributions plus étendues, et l'article 377 du Code ne lui en donnait déjà pas d'autres; c'était par erreur que nous avions supposé le contraire dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1, pag. 400, aussi nous étions-nous empressés de la rectifier à la pag. 61 du 3.e vol. Cependant, le tribunal qui se trouve saisi peut faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels, et même les suspendre de leurs fonctions.

VI. Si l'injure paraissait *assez grave* pour motiver l'application *d'une peine* proprement dite, ou si les faits diffamatoires étaient *étrangers* à la cause, le tribunal pourrait réserver à la partie civile et même à la partie publique, d'en faire la poursuite devant les juges compétens; mais les faits diffamatoires devraient y être *étrangers*, lorsque l'imputation aurait été faite à une partie qui serait en cause.

VII. Le *signataire* de l'écrit injurieux qui exercerait ses fonctions dans un autre ressort que celui du tribunal devant lequel l'affaire serait portée, pourrait-il être suspendu de ses fonctions par le tribunal auquel il serait étranger? Que l'écrit pût être *supprimé*, cela ne peut faire la matière d'un doute; car un écrit produit dans une cause est nécessairement soumis à l'appréciation du tribunal qui est appelé à y prononcer : mais il y aurait plus de difficulté quant aux *injonctions* à faire et à la *suspension* de fonctions, du signataire de

l'écrit ; il pourrait y avoir, en effet, de graves inconvéniens à donner une pareille autorisation aux tribunaux sur des officiers ministériels qui seraient étrangers à leur ressort, et, d'ailleurs, le jugement qui aurait prononcé la suppression ne pourrait produire d'effet, hors du ressort du tribunal qui l'aurait prononcée.

VIII. Les parties ne deviennent responsables des injures qui peuvent être proférées par leurs défenseurs, qu'autant qu'elles ont signé l'écrit qui les contient ou qu'étant présentes à l'audience elles ne les ont pas désavouées.

IX. Si le tribunal avait fait des injonctions au défenseur *d'être plus circonspect à l'avenir*, celui-ci ne pourrait plus être traduit devant un autre tribunal à raison des mêmes faits; il y aurait chose irrévocablement jugée : (*Arrêt du 3 décembre* 1815.)

X. Lorsque les tribunaux ne font pas de *réserves* aux parties de se pourvoir, l'on doit supposer qu'ils n'ont pas considéré l'injure comme assez grave ou assez étrangère à la cause pour en autoriser la poursuite, et le législateur a dû s'en remettre, à cet égard, au tribunal devant lequel l'affaire se discute, ce tribunal étant seul juge compétent pour apprécier les imputations prétendues offensantes, et pour déterminer si elles rentrent, ou non, dans le cercle d'une légitime défense.

XI. Sur les autres questions qui peuvent se présenter tant sur l'application à faire de l'article 23 de la loi du 17 mai que sur toutes autres relatives au fait d'injures, on peut recourir à notre examen des lois des 17 et 26 mai 1819, et aux dispositions de celle du 25 mars 1822.

ARTICLE CCCLXXVIII.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes, et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs.

OBSERVATIONS.

I. Les peines prononcées par cet article sont encourues toutes les fois qu'il y a eu violation de secrets confiés à des individus qui, par état ou à raison de leurs fonctions sont tenus de le garder, sauf *le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs.*

II. Lorsque la loi les y *obligerait*, si ce n'était pas *à la justice* qu'ils eussent révélé le secret qui leur aurait été confié, ils ne pourraient tirer de *l'obligation* que la loi leur impose une excuse suffisante de l'indiscrétion qu'ils auraient commise, lors même que ce ne serait que *depuis* qu'ils en auraient fait la révélation à la justice qu'ils se le seraient permis ; car ils n'en auraient pas moins violé le secret qui leur avait été confié hors du cas où la loi leur en impose le devoir : dénoncer, en effet, un secret *à la justice*, n'est pas en rendre la connaissance *publique ;* c'est mettre simplement la justice sur la voie d'atteindre le coupable, tandis qu'en le divulguant *à des particuliers*, c'est non-seulement manquer à une confiance presque toujours commandée par la nécessité, mais de plus entraver la marche de la justice qui peut avoir besoin d'être seule en possession du secret, pour recueillir avec plus de facilité les preuves du délit qu'une publicité prématurée pourrait rendre plus malaisé d'obtenir.

III. Il faudrait en dire de même, à plus forte raison, du cas où la révélation du secret *n'aurait pas été obligée*, et où cependant l'individu auquel il aurait été confié, à raison de son état ou de ses fonctions, en aurait fait la *dénonciation* à la justice ; car il n'en aurait pas moins violé la loi.

IV. L'article 378 s'est occupé d'une manière nominative et spéciale des médecins, chirurgiens et autres *officiers de santé, des pharmaciens et des sages-femmes*, parce que c'est à eux que l'on est le plus habituellement obligé de confier les secrets les plus importans.

V. Un édit du mois de décembre 1666 porte que : « Tout homme de l'art » qui, hors le cas de requisition légale, aura administré des secours à des bles- » sés, sera tenu d'en faire sur-le-champ sa dénonciation au commissaire de » police, à Paris, et au maire dans les communes rurales, sous peine de trois » cents francs d'amende : cette déclaration contiendra les noms, prénoms, pro- » fession et demeure des blessés, la cause des blessures, leur gravité et, autant » que possible, les circonstances qui y auront donné lieu : les médecins et » chirurgiens en chef des hospices feront la même déclaration pour tous les » blessés admis dans les hospices, à peine de deux cents francs d'amende ». Cet édit se trouve implicitement maintenu par l'article 484 du Code pénal.

VI. L'article 378 assimile aux officiers de santé, *toutes autres personnes* à qui des secrets auraient été confiés à raison de leur état ou profession ; ce qui comprend nécessairement les *confesseurs* et les *conseils* des parties ; mais la loi qui ordonne de faire la révélation de certains crimes à la justice, est-elle obliga-

toire pour les confesseurs et les conseils des parties? Nous avons examiné cette question dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tome 1.er, page 227 et suivantes, et nous y sommes revenus dans celles sur les articles du Code pénal qui ont commandé la révélation; nous y avons rappelé cette belle réponse que fit le père Cotton à Henri IV, à la demande que lui adressait le monarque, s'il révélerait à la justice *la confession* d'un individu qui lui aurait confié sa résolution de le tuer : *Non, Sire, mais je mettrais mon corps entre vous et lui :* ce n'est pas le seul trait de ce genre qui honore le sacerdoce; Jean Népomucène, chanoine de Prague, était le confesseur de la reine *Jeanne*, femme de Venceslas, Roi de Bohême; Venceslas ayant conçu des soupçons sur la fidélité de Jeanne, voulut contraindre Népomucène à lui révéler la confession de la reine, avec menaces de lui faire endurer les plus cruels tourmens dans le cas où il s'y refuserait; menaces qui ne furent pas capables de lui faire manquer à ce qu'il regardait comme le plus sacré des devoirs, de sorte que, quoiqu'il fût mis aux plus rudes épreuves, il n'en persista pas moins dans son refus : Venceslas moins sage que Henri IV, fit jeter le chanoine à la rivière où il périt : ce sage confesseur fut *canonisé* en 1712, et la mémoire de Venceslas a été vouée à l'exécration des siècles.

L'empereur Henri II, dans l'esprit duquel on avait fait naître le même soupçon contre l'impératrice Cunégonde, en agit avec plus de prudence; il consentit à ce qu'elle se lavât de l'imputation qu'on lui faisait par l'épreuve du feu, sans croire, sans doute, à son efficacité; et comme l'impératrice en sortit victorieuse, ce qui peut assez facilement se concevoir, cela fit taire tous les caquetages et cent ans après l'impératrice fut canonisée.

VII. Si la personne à qui le secret aurait été confié était appelée à porter *témoignage en justice*, devrait-elle le divulguer? La loi ne peut exiger que l'on se rende coupable d'une *immoralité* qu'elle-même a considérée comme étant un délit punissable : aussi l'article 378 n'a-t-il pas excepté ce cas de sa disposition; la seule exception qu'il ait faite a été celle de se rendre *dénonciateur* au cas qu'il détermine, et les exceptions étant de droit étroit, il suit que, le possesseur d'un secret confié qui n'aurait pas été *obligé* d'en faire la dénonciation serait appelé *en témoignage*, qu'il lui serait défendu d'en faire la révélation, si c'était à raison de son état ou de ses fonctions que le secret lui aurait été confié : lorsqu'il est appelé en témoignage, il doit se borner à déclarer qu'il a été le confesseur, le conseil ou l'officier de santé de l'accusé, sans motiver plus amplement son refus de déposer, afin que l'on ne puisse en tirer aucune induction en faveur ou contre l'accusé, et sans

avoir même à redouter de se voir faire l'application des articles du Code qui déterminèrent la Cour des Pairs à prononcer l'amende de cent francs contre un témoin produit devant elle, qui avait refusé de nommer l'individu duquel il déclarait tenir le fait dont il déposait ; le témoin condamné n'ayant pas été chargé, par état ou profession, de garder le secret qui lui avait été confié.

VIII. Si l'article 378 n'a parlé que des personnes qui, *par état ou profession*, sont devenues les dépositaires des secrets d'autrui, c'est qu'à l'égard de toutes autres le secret qu'on leur confie est purement *volontaire*, et que celui qui le confie ne peut ignorer le risque qu'il court en le déposant dans le sein de personnes que la loi n'oblige pas de le garder; cependant ces personnes, en honneur et conscience, n'y sont pas moins tenues, hors des cas où la loi leur ordonne d'en faire la révélation à la justice. Tacite rapporte qu'Epicharis soutint les rigueurs de la question la plus cruelle sans laisser échapper aucun des secrets qui lui avaient été confiés; et que, dans la crainte que de nouvelles tortures ne parvinssent à les lui arracher, il se donna la mort. Qui peut se rappeler, sans éprouver la plus douce émotion, ces belles paroles du duc de la Trimouille au Roi, qui avait divulgué un secret que le duc lui avait confié : *je ne puis plus être votre ami!*

IX. On ne réfléchit pas toujours assez que, lorsque l'on confie un secret de quelqu'importance, l'on se rend l'esclave de celui que l'on en rend le dépositaire ; ce qui a fait dire à un sage, qu'avant de faire une pareille confidence, même à son meilleur ami, il faut avoir présent à la pensée qu'il peut devenir notre ennemi. Horace avait exprimé la même pensée dans ses épîtres : réfléchissez souvent, disait-il, sur le caractère de l'homme de qui vous parlez et sur celui de la personne à qui vous parlerez : évitez *un questionneur*, car, à coup sûr, c'est *un bavard et un indiscret;* une parole une fois lâchée s'envole sans retour : et *semel emissum velut irrevocabile verbum :* comment pourrait-on exiger d'autrui plus de discrétion que l'on en a soi-même? En confiant son secret n'a-t-on pas été la cause première de ce qu'il a été dévoilé? Celui qui viole un secret qu'il ne doit qu'à la confiance, ne consultât-il même que son propre intérêt, devrait être plus discret : *Ligneroles* n'est pas le seul qui ait perdu la vie d'une manière tragique pour n'avoir pas su garder un secret que le seul hasard cependant lui avait fait découvrir : lorsque l'on confie un secret qui peut compromettre son honneur ou sa vie, il faut nécessairement en avoir un motif bien puissant ; et son intérêt mis une fois à couvert, comme on a tout à redouter d'en voir faire la révélation, on ne doit pas s'étonner, si tant de personnes ont été les innocentes victimes d'une pareille

crainte, sans avoir eu d'autres torts à se reprocher, que d'avoir été assez faibles pour recevoir des confidences de cette nature : la prudence et sa propre sûreté exigent donc que l'on se refuse d'en entendre de semblables, ou garc le puits de Mahomet.

X. Tout prouve à l'œil observateur, que la reconnaissance n'est pas la vertu favorite des hommes; on vous choie tant que l'on suppose que vous pouvez être utile; mais bientôt l'on oublie le bienfait et l'on devient ingrat, pour se décharger du fardeau de la reconnaissance. Qui peut avoir oublié la réponse de cet individu que l'on sollicitait en faveur d'un homme qui lui avait sauvé la vie : « Je sais que *c'est à ce maraud que je la dois*, mais il n'a fait que » ce qu'il devait, je ne puis m'intéresser pour lui. » Que M. de Choiseuil connaissait bien le cœur de l'homme, lorsque le lendemain du jour que le portefeuille lui fut retiré, il écrivait au maître de poste de Paris : « *Si vous vous sou-* » *venez encore de moi*, n'oublicz pas de m'envoyer de suite les chevaux que je vous demande. » La conséquence naturelle à tirer de là, c'est qu'il faut avoir un grain de folie pour chercher à connaître les secrets d'autrui; et que l'homme sage doit même refuser d'écouter l'imprudent qui veut lui en confier.

CHAPITRE II.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

(*Loi décrétée le* 19 *février* 1810. *Promulguée le* 1.er *mars suivant.*)

SECTION I.re

VOLS.

ARTICLE CCCLXXIX.

Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas, est coupable de vol.

OBSERVATIONS.

I. CET article se borne à donner la définition du *vol*, et cette définition dut être la même sous toutes les législations ; car le vol ne peut se constituer que par la *soustraction frauduleuse* de choses qui *n'appartiennent pas* à celui qui s'en empare : mais, sous toutes les législations aussi, les vols ont été et dû être rangés en diverses catégories, de sorte que c'est d'après les circonstances qui ont accompagné la soustraction, que des peines plus ou moins graves ont été constamment infligées à son auteur.

II. La chambre d'accusation de la cour royale d'Aix, avait jugé qu'il résultait nécessairement des termes de l'article 379, que la chose soustraite devait avoir été *la propriété d'autrui*, et que, par suite, les objets déposés dans les tombeaux *n'appartenant à personne*, leur soustraction ne pouvait constituer un *vol proprement dit ;* mais son arrêt fut cassé le 17 mai 1822, d'après les considérans que nous avons rapportés dans nos observations sur l'article 359.

III. Si l'on n'avait fait que reprendre *sa chose* il n'y aurait pas *vol*, puisque cette chose aurait été la sienne et non pas celle de l'individu qui s'en serait induement emparé : *sic jud.* les 1.er thermidor an 12, 17 octobre 1806, 17 février 1809 et 29 octobre 1812.

IV. Mais la Cour de cassation jugea le 27 mars 1807, que le propriétaire d'un enclos qu'il avait affermé et qui s'y était furtivement introduit, pour en enlever une partie des fruits, avait commis un véritable vol.

Il fut pareillement jugé le 14 juillet 1815, que le fait d'avoir soustrait frauduleusement *des marchandises même prohibées*, n'en constituait pas moins un vol punissable, « Attendu qu'il y avait réellement, dans ce fait, soustraction frau-» duleuse de choses qui n'appartenaient pas à celui qui les avait soustraites. »

Le 3 novembre 1808 il avait déjà été jugé, qu'il y avait soustraction de la chose d'autrui, et conséquemment vol punissable, dans l'enlèvement fait par l'un *des sociétaires*, de choses appartenant à la société; ce que la Cour de cassation jugea depuis encore dans le même sens, le 14 mars 1818, contre un *co-héritier* qui avait soustrait frauduleusement une partie des effets de la succession.

V. Il fut, au contraire, jugé le 5 octobre 1820, que le fermier qui vend les bestiaux qu'il tient à cheptel, ne se rend pas coupable de soustraction frauduleuse, ni même d'un véritable abus de confiance dans le sens de l'article 408; que le propriétaire du bétail n'a contre son fermier que l'exercice d'une simple action civile : l'arrêt motivé, sur ce que, 1°. « D'après l'article 379, il ne peut y » avoir lieu à l'application de l'article 401, que lorsque les objets soustraits l'ont » été frauduleusement; que, dans l'espèce, les bestiaux dont il s'agit étaient dans » les mains du prévenu à titre de baîl à cheptel, que ce bail et les droits qu'il lui » avait transmis, l'avaient constitué possesseur légitime des bestiaux qui en étaient » l'objet; qu'en les vendant sans le consentement du bailleur, il n'a donc pu » être réputé coupable de les avoir soustraits frauduleusement, et que cette » vente ne pouvait rentrer dans l'application dudit article 401 : attendu, 2°. que » ce même fait ne pouvait pas non plus opérer le délit d'abus de confiance prévu » par l'article 408; que des bestiaux donnés à cheptel ne peuvent, sous aucun » rapport, être considérés comme confiés à titre de dépôt ni remis pour faire » un travail salarié; que le bail à cheptel est un contrat dont tous les effets » sont réglés par le Code civil; que, si d'après l'article 1805 de ce Code, l'esti-» mation qui serait donnée au cheptel n'en transporte pas la propriété au pre-» neur, le bailleur, d'après l'article 1812 n'a pas plus que le preneur le droit » de disposer du troupeau, soit en tout ou en partie; que les droits et les obli-» gations de l'un et de l'autre sont corrélatifs, et que si le preneur ne pouvait » avoir d'action par la voie correctionnelle contre le bailleur qui aurait disposé » du cheptel, celui-ci ne peut pas davantage l'exercer contre le preneur; d'où » il suit, qu'en renvoyant la partie plaignante à se pourvoir par la voie civile si

» elle s'y croyait fondée, la cour royale du département de la Corse a donc » fait dans l'espèce une juste application des principes et de la loi. »

VI. Le débiteur qui reprend la chose qu'il a donnée en *gage* à son créancier, ne commet pas un vol proprement dit; attendu que la chose n'a pas cessé de lui appartenir.

Il faudrait en dire de même au cas où ce serait le propriétaire des choses saisies qui les aurait soustraites : *sic jud.*, le 19 octobre 1812; et le 11 novembre 1819, qu'un créancier qui s'était fait souscrire par son débiteur une obligation plus forte que sa créance primitive, ne s'était pas non plus rendu coupable de vol, lorsque ce supplément avait été le prix du silence qu'il avait promis de garder sur les violences que celui-ci avait exercées pour s'emparer du titre constitutif de son premier engagement.

VII. S'il avait été simplement déclaré par le jury qu'il y aurait eu *soustraction*, sans qu'il eût été ajouté qu'elle aurait été *frauduleuse*, et que la Cour d'assises eût prononcé *la condamnation de l'accusé*, son arrêt devrait être annullé : *sic jud.*, le 10 avril 1818 : l'arrêt devrait même être cassé si la qualification de *frauduleuse* n'avait été déclarée qu'à *la simple majorité*, et que la Cour d'assises n'en eût pas délibéré, cette qualification constituant le fait *principal.*

VIII. Cependant, il fut jugé, le 20 décembre 1823, que la qualification de *frauduleuse* pouvait être suppléée par un équivalent, et qu'elle résultait *implicitement et nécessairement* de l'application faite au prévenu, par le jugement de condamnation, des dispositions des articles 379 et 401 du Code pénal; mais, en supposant même que la qualification de *frauduleuse* pût être remplacée par des équipollens, comment peut-on dire, qu'il résulte *implicitement et nécessairement* qu'il y a eu soustraction *frauduleuse*, de ce qu'il a été fait au prévenu l'application des lois qui punissent le vol ? Ce qui nous semble en résulter beaucoup plus clairement, c'est que le jugement aurait fait une fausse application de la loi pénale, puisqu'il ne reposerait pas sur un fait déclaré constant à la charge de l'accusé. Il y a toujours un tel danger de commettre une injustice, lorsque l'on prend pour base de la décision une déclaration de culpabilité vague et insignifiante, que les tribunaux ne doivent jamais s'y exposer; et dès que l'on est forcé d'y chercher un sens *implicite* pour motiver la condamnation, la déclaration de culpabilité ne peut en résulter *nécessairement :* il y a une contradiction choquante, en effet, entre les deux mots *implicite et nécessaire.*

IX. Il faut donc s'en tenir à ce qui fut jugé par l'arrêt du 10 avril 1818, et considérer comme ayant fait une fausse application de la loi pénale, tous

jugemens de condamnation sur prévention de vols, lorsqu'il ne résulte pas *textuellement* de la déclaration du jury, en matière criminelle, et de la déclaration de culpabilité faite au jugement, en matière correctionnelle, qu'il y a eu soustraction *frauduleuse* d'objets qui n'appartenaient pas à l'accusé ou au prévenu.

X. Par suite de l'arrêt de cassation du 10 avril 1818, la Cour ordonna qu'il serait procédé à de nouveaux débats, sur le motif que la réponse du jury avait été incomplète sur le fait principal, ce qui suppose que la question de soustraction *frauduleuse* lui avait été posée; mais, dès que le jury avait été interrogé sur ce point, et qu'il s'était borné à déclarer qu'il y avait eu *soustraction*, sans la *qualifier*, c'était avoir répondu *négativement* sur la *qualification de frauduleuse* qui lui avait été supposée; de sorte que l'on ne pouvait pas dire, que la déclaration du jury eût été *incomplète ;* il y avait droit acquis à l'accusé, du moment que la Cour d'assises n'avait pas ordonné au jury de se retirer dans sa chambre pour compléter sa déclaration; et, qu'au contraire, elle l'avait fait proclamer dans les formes voulues par la loi : la déclaration aurait été réellement incomplète, que, du moment qu'elle avait été proclamée il y avait droit irrévocablement acquis à l'accusé; toute la faute était imputable à la Cour d'assises qui n'avait pas ordonné au jury de rentrer dans sa chambre pour la compléter, faute qui ne pouvait préjudicier à l'accusé.

XI. Il résulterait de l'instruction et des débats que la chose qui aurait été frauduleusement soustraite ne serait pas *la même* que celle qui aurait donné lieu aux poursuites, qu'il n'y aurait pas moins nécessité de prononcer la condamnation de l'accusé, d'après les circonstances qui viendraient s'y rattacher : Ce ne serait pas le cas du renvoi de l'affaire pour être procédé à une nouvelle instruction : *sic jud.* le 14 septembre 1812; mais il ne faudrait pas que ce fût d'un vol commis *dans un autre lieu ou à une autre époque.*

XII. Celui qui ayant trouvé une chose, aurait refusé de la remettre au propriétaire qui la réclamerait, aurait-il commis un délit punissable? Et dans le cas de l'affirmative, quelle serait la nature de son délit?

Lorsque le propriétaire de la chose n'est pas connu et que la personne qui l'a trouvée a pris les moyens usités pour découvrir celui à qui elle appartient; que n'ayant pu parvenir à le connaître elle en a fait son profit, elle ne s'est pas rendue coupable d'un délit punissable, le Code pénal n'ayant pas prévu le cas, et l'article 717 du Code civil ayant simplement déclaré qu'il y serait pourvu par des lois particulières. Ce ne serait pas même un délit

punissable qu'elle aurait commis, lorsqu'elle n'aurait fait aucune diligence pour s'enquérir du propriétaire de la chose, puisqu'elle ne se la serait pas procurée par la voie d'une soustraction frauduleuse, ce qui seul aurait pu faire rentrer le fait dans la disposition de l'article 379; mais la Cour de cassation a jugé que celui qui a trouvé la chose perdue, et qui fait la dénégation de l'avoir en sa puissance, pour se dispenser de la rendre au véritable propriétaire qui la réclame, se rend coupable d'un vol qui rentre dans la disposition de l'article 401.

XIII. Si c'était dans un coche, une diligence, ou tout autre voiture publique, que l'on eût trouvé des choses que d'autres voyageurs y auraient oubliées, il faudrait s'empresser d'en faire le dépôt au bureau d'arrivée, afin qu'elles pussent être mises à la disposition du propriétaire, lorsqu'il se présenterait pour en faire la réclamation.

XIV. Le 29 octobre 1813, la Cour de cassation jugea qu'un hôtellier se rendait coupable de vol, lorsqu'il conservait en sa possession les effets que des voyageurs avaient laissés dans son hôtel : dans l'espèce, il était constant que l'accusé n'avait pas fait la déclaration à la police des choses que des voyageurs avaient oubliées, ce qui fit supposer qu'il les avait soustraites dans l'intention de se les approprier.

XV. Nous avons rappelé sous le n°. IV de nos observations sur l'article 62, les dispositions de l'article 2280 du Code civil, qui sont relatives aux acheteurs dans les foires ou marchés de choses *volées ou perdues*, en faisant remarquer que le propriétaire ne peut en obtenir la remise, qu'en indemnisant l'acheteur des sommes qu'elles lui ont coûtées : mais l'article 2279, n'oblige pas même le propriétaire des choses volées ou perdues à en restituer le prix, lorsqu'elles ont été achetées ailleurs que dans les foires ou marchés, à moins que ce ne fût de personnes qui en font le commerce ; sans que toutefois, dans aucun cas, le propriétaire puisse agir par la voie de la plainte, quand il ne se rattache pas au fait de l'achat des circonstances constitutives d'un délit.

XVI. Celui qui, sous l'ancienne législation, avait découvert un trésor sur le fond d'autrui, et qui l'avait soustrait à la connaissance du propriétaire du sol n'était pas réputé s'être rendu coupable d'un véritable vol ; et le Code pénal n'a pas non plus rangé ce fait dans la catégorie des délits d'une manière spéciale : l'article 47 de l'ancienne coutume du duché de Bourgogne, qualifiait bien de *larrons*, ceux qui s'appropriaient, au préjudice du fisc, le trésor qu'ils avaient découvert; mais, sous l'empire même de cette coutume, celui qui s'en était emparé n'était qu'amendable à volonté ; c'est-à-dire, condamné qu'à de simples

dommages-intérêts : aussi lors de la réformation de cette coutume, la qualification de *larrons* fut-elle supprimée.

XVII. Si l'on trouve écrit dans quelques-unes des anciennes lois, que l'article 484 du Code pénal a maintenues, et particulièrement dans l'ordonnance des eaux et forêts, la qualification *d'amende arbitraire*, ou les mots équivalens d'*amendable à volonté*, leurs dispositions ne peuvent s'entendre que d'une simple *indemnité* qui doit être accordée à la partie lésée pour la réparation *du dommage causé ;* car, sous un régime constitutionnel, il ne peut y avoir *d'arbitraire* dans l'application des peines, et rien ne le serait davantage que celle d'une amende *à volonté*, prononcée à titre de *peine.*

Un particulier de Choisy avait caché de l'argent dans un bois à l'approche de l'ennemi; cet argent ayant été enlevé, il en avait rendu plainte qui avait été suivie d'une information de laquelle il était résulté la preuve que les prévenus ne s'en étaient emparés que dans l'intention de le remettre à son maître, quoique depuis, ils en eussent disposé à leur profit : dans cet état des faits, le tribunal d'appel considérant que la *rétention* de l'argent trouvé constituait une *tentative* de vol, avait fait aux prévenus l'application des articles 379 et 401 du Code pénal; mais par arrêt du 2 août 1816, le jugement qui l'avait ainsi décidé fut cassé : « attendu qu'il avait été formellement » déclaré par ledit jugement que *lors de l'enlèvement* de l'argent caché, la » soustraction *n'en avait pas été frauduleuse ;* et que *l'intention* de retenir et » de s'approprier la somme ne s'était manifestée que par des faits *postérieurs* à l'enlèvement. » *Ainsi jugé* que, pour constituer un véritable vol, il faut que *l'intention* de s'approprier la chose soustraite, remonte *au moment même de la soustraction*; et, en effet, il n'y a que cette *intention* au *moment* même de l'action qui peut rendre la soustraction *frauduleuse :* la chose pourrait l'avoir été dans l'unique objet d'inquiéter un instant son propriétaire, et l'intention de se l'approprier n'être venue que plus tard : mais c'est un mauvais jeu que celui qui tend à faire planer un pareil soupçon sur celui qui se le permet, et le soupçon ne se change que trop souvent en réalité: en voici un exemple d'autant plus frappant, que l'on n'aurait jamais imaginé qu'une personne de la qualité du coupable, eût pu concevoir seulement la pensée d'une pareille action. Le premier président du Parlement de..... avait rapporté d'un voyage qu'il avait fait à Paris, une boîte en or dans le dernier goût; un des membres de la chambre qui se trouvait réunie sous sa présidence, lui ayant témoigné le désir de l'examiner, et le président s'y étant prêté, la boîte passa de mains en mains et finit par disparaître, sans que l'on pût savoir entre celles de qui

elle était restée : celui qui l'avait prise n'avait voulu faire d'abord qu'une plaisanterie ; mais il finit par la garder : il y avait plus de dix années que la chose s'était passée, et que le possesseur de la boîte la tenait renfermée dans son secrétaire, sans jamais s'en être servi, lorsque, sentant sa fin approcher, ayant fait appeler le curé de sa paroisse, il lui en fit la confidence, en lui observant qu'il était si fort attaché à l'objet, qu'il ne pouvait se décider à s'en défaire, et l'engageant, en conséquence, à faire en sorte d'obtenir du président qu'il voulût bien la lui céder, en lui en remboursant la valeur : pour complaire à son pénitent, le curé s'achemina chez le président pour lui en faire la proposition ; mais celui-ci répondit, que le moribond devait lui rendre sa boîte ou s'en aller au diable, et lorsque le curé vint porter cette réponse, le pénitent avait cessé de vivre. Bien assurément quand M. le conseiller avait soustrait la boîte, il n'avait pas eu l'intention de la voler ; mais il ne l'avait pas moins gardée, lorsqu'il avait cru pouvoir le faire, sans qu'il pût être soupçonné : sa conduite n'en était pas moins odieuse, mais elle n'avait pas le caractère du vol, puisque ce n'avait été que par pur badinage qu'il s'était emparé de la chose, et que, dès-lors, il n'y en avait pas eu soustraction frauduleuse.

XVIII. Il a été souvent jugé que le propriétaire établi gardien des choses sur lui saisies, ne commet pas un vol proprement dit, par la soustraction qu'il se permet de tout ou partie de ces objets, par la raison que la saisie ne l'a pas dépouillé de sa propriété, et qu'il ne peut y avoir vol dans la soustraction de sa propre chose; mais l'article 690 du Code de procédure civile, après avoir dit que le débiteur dont les immeubles auront été saisis, et qui se sera permis de couper les bois existant sur le fond mis en expropriation, sera tenu des dommages-intérêts qu'il aura pu causer par ce fait, ayant ajouté qu'il pourra de plus être poursuivi criminellement *suivant la gravité des circonstances*, résulte-t-il de là qu'il pourra l'être sur la prévention de vol? M. Locré assure, dans son Esprit du Code de procédure, que cet article fut adopté sans discussion, et l'on ne trouve rien pour se guider ni dans les discours des orateurs du Gouvernement, ni dans les auteurs qui ont écrit sur ce Code ; mais il est évident que cette action ne rentre pas dans la définition de l'article 379, puisque l'immeuble n'a pas cessé d'appartenir au débiteur saisi ; il y a bien eu des poursuites faites pour parvenir à l'en dépouiller, mais il ne l'est pas encore ; il peut satisfaire ses créanciers avant l'adjudication définitive ; il peut établir qu'il ne doit rien aux créanciers poursuivans : mais ceux-ci pourraient avoir obtenu du juge, une ordonnance portant défense de continuer la coupe qu'il aurait commencée, la force publique aurait pu avoir été requise pour mettre l'ordonnance à

exécution ; il aurait pu lui avoir été fait résistance, et ce serait alors la peine de la rebellion qui lui deviendrait applicable.

XIX. Joseph C... . et Charles I..... , avaient été condamnés à six jours d'emprisonnement, à 15 francs d'amende et en 5 francs de dommages-intérêts par le tribunal correctionnel de l'arrondissement de Louviers, par application des articles 379, 401 et 463 sur la déclaration en fait, *que les prévenus avaient soustrait le 11 février entre onze heures et midi, dans la plaine de Cesserelle, des pigeons des colombiers des sieurs L..... et D..... , au moment où ils venaient d'être tués d'un coup de fusil tiré sur eux.* Sur l'appel interjeté par les prévenus, le tribunal de police correctionnelle d'Evreux, avait déclaré la juridiction correctionnelle *incompétente*, ne voyant pas dans le fait déclaré un véritable vol ; mais les plaignans s'étant pourvus en cassation contre le jugement, il y eût arrêt le 20 décembre 1823, qui en prononça l'annullation : « Attendu que les pigeons de colombier ne sont déclarés gibier par l'article » 2 de la loi du 4 août 1789, que durant le temps pendant lequel les règle- » mens administratifs ordonnent de les tenir enfermés : que hors ce temps ils » sont *immeubles par destination*, d'après la disposition formelle de l'article 524 » du Code civil, et sont ainsi la propriété de ceux à qui appartient le fonds sur » lequel est bâti le colombier qu'ils habitent ; que dès-lors tuer ces oiseaux et » se les approprier dans tout autre temps que celui pendant lequel ils sont » réputés gibier par la loi, c'est nécessairement attenter à la propriété d'autrui, » c'est commettre le délit de *soustraction frauduleuse* déterminé par l'article 379 » du Code pénal, que punit l'article 401 du même Code. »

Pas de doute, qu'hors le temps où les pigeons doivent être tenus renfermés dans les colombiers, ils ne soient une propriété particulière : mais ce n'est qu'une propriété précaire puisqu'ils cessent d'appartenir à leur maître, lorsqu'ils passent dans un autre colombier ; ils n'en appartiennent pas plus pour cela, sans doute, à tout autre individu qui s'en empare : cependant, il est difficile de se faire à l'idée que celui qui tue des pigeons en plein champ et qui en fait son profit, commet un véritable vol dans le sens de l'article 379, et qu'il n'y ait pas seulement contre lui l'exercice d'une simple action civile en réparation du dommage causé ; car, en considérant le fait comme constitutif d'un vol proprement dit, il s'ensuivrait, par une conséquence nécessaire, que le fait seul d'avoir ramassé sur une grande route un pigeon, dans un temps qu'ils pourraient divaguer, devrait emporter contre son auteur la peine des travaux *forcés à perpétuité*, aux termes de l'article 383 ; ce qui serait révoltant. Les lapins de garenne, les poissons des étangs appartiennent également, en vertu de l'article 524 du Code civil, aux propriétaires des garennes

et des étangs, et lorsqu'ils divaguent, ceux qui s'en saisiraient se rendraient donc aussi coupables d'un véritable vol? Si la loi est telle, on ne saurait trop s'empresser d'y apporter les tempéramens convenables.

ARTICLE CCCLXXX.

Les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé, par des enfans ou autres descendans au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendans, par des pères et mères ou autres ascendans au préjudice de leurs enfans ou autres descendans, ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles.

A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de vol.

OBSERVATIONS.

I. L'article 380 renferme une *exception* aux dispositions générales de l'article 379; mais cette exception doit être *renfermée* dans les cas qu'il a prévus.

II. C'est, en premier ordre, des soustractions commises par les *maris et les femmes* au préjudice les uns des autres que s'occupe l'article 380, et il fut jugé le 6 juin 1816, que, lors même que les époux seraient séparés *de fait*, si la communauté *n'avait pas été dissoute*, ils ne pourraient être poursuivis comme coupables de vol, à raison des soustractions dont ils se seraient rendus coupables : il fut jugé, par le même arrêt, que les complices d'une pareille soustraction faite par le mari, n'étaient pas non plus punissables : le mari fut acquitté, sur le motif qu'étant autorisé par les articles 1421 et 1422 du Code civil à disposer des effets mobiliers de la communauté conjugale existant entre lui et sa femme en vertu du mariage, et que cette communauté n'ayant été dissoute par aucune des manières légales déterminées par l'article 1441 du même Code, il s'ensuivait que les soustractions par lui exercées ne pouvaient être qualifiées crime ni délit; et ses complices le furent; « attendu que leur co-» opération auxdits faits de soustraction ne pouvait constituer une complicité

» punissable d'après l'article 59 du Code pénal, ni conséquemment donner lieu » à l'application de la dernière partie de l'article 380 : » *id. jud.* le 10 novembre 1820.

Mais doit-on conclure de là, que les complices du mari n'auraient pas commis un délit punissable, lors même qu'ils auraient recélé ou profité en partie des choses *soustraites ?* La Cour de cassation a déclaré en *termes généraux*, que la coopération des complices du mari ne pouvait pas donner lieu contre eux à l'application de l'article 380 ; mais la seconde disposition de cet article ne renferme-t-elle pas une exception à ce principe, pour les cas, soit du recélé, soit de ce que les complices auraient profité des choses soustraites ? Non, sans doute!

III. Quand ce serait *la femme* qui se serait rendue coupable de la soustraction des effets de la communauté, il n'y aurait toujours qu'une soustraction faite par une femme au préjudice de son mari ; mais il n'en serait pas de même des complices qui auraient recélé ou profité en partie des choses soustraites, la femme n'en ayant pas la libre disposition.

IV. Dans les rapports du mari à la femme et de la femme au mari, l'art. 380 serait applicable, lors même que la communauté aurait été *dissoute*, cet article ayant parlé sans restriction des soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, et des femmes au préjudice de leurs maris, et ayant déclaré qu'elles ne constituaient pas un délit punissable.

S'il n'en était pas ainsi, il faudrait juger que, sans se rendre coupable d'un véritable vol, le mari ne pourrait soustraire aucune partie des biens *paraphernaux* de sa femme, et supposer, dès-lors, dans l'article 380 une restriction qu'il ne comporte pas.

V. L'on ne pourrait en dire de même du cas de soustraction commise par l'un des époux *divorcés ;* car, ils ne sont plus réputés maris et femmes aux yeux de la loi civile ; et l'article 380 n'a disposé qu'à l'égard des époux. Mais *la séparation de corps* ne rompant pas les liens du mariage, la disposition de cet article leur demeure nécessairement applicable.

VI. Le 15 octobre 1818, la Cour de cassation jugea que la soustraction commise à l'aide *d'un faux* faisait sortir le fait de la disposition de l'article 380, lors-même qu'elle serait imputable à un enfant au préjudice de ses père et mère. Dans l'espèce, c'était un fils qui s'était présenté devant notaire pour y passer contrat de vente d'un immeuble appartenant à sa mère, et qui avait fait représenter celle-ci par une femme étrangère qui en avait pris le nom. Le procureur du Roi avait rendu plainte du faux, tant contre le fils que contre la femme qui lui avait prêté son assistance, et la déclaration du jury

portant que le fait était constant, les accusés avaient été condamnés aux travaux forcés à temps : le fils s'était pourvu en cassation, et son unique moyen était tiré de la violation de l'article 380, sur le motif que le faux dont il s'était rendu coupable ne pouvait porter préjudice *qu'à sa mère ;* mais son pourvoi fut rejeté : « attendu qu'il y a lieu à l'exercice de l'action publique pour tout crime et » tout délit; que, dans l'espèce, l'accusation avait porté sur un fait de fabri- » cation de fausses conventions, fait qualifié crime par le §. III de l'article 147 » du Code pénal; que les poursuites du ministère public avaient donc eu un » fondement légal : et, attendu que la disposition exceptionnelle de l'art. 380 » dudit Code n'est applicable qu'aux soustractions commises au préjudice de » parens déterminés dans cet article; que le demandeur a été poursuivi et con- » damné, *non pour un fait de soustraction commise vis-à-vis sa mère*, mais *pour un* » *crime de faux* qui a existé indépendamment de l'objet qu'il peut avoir eu. »

Mais, l'on peut objecter que, pour qu'il y ait *crime de faux*, il doit avoir été commis méchamment et à dessein de nuire à autrui, et que l'article 380 ne considère pas les vols des enfans envers leurs pères et mères comme étant la soustraction de la chose d'autrui.

VII. S'il s'agissait de circonstances simplement aggravantes du vol, comme si la soustraction avait été commise à l'aide d'escalade, d'effraction ou de fausses clefs, ces circonstances ne changeraient pas le caractère du fait, qui devrait seul être pris en considération; car ce serait toujours une soustraction faite par un fils au préjudice de ses père et mère. La jurisprudence de la Cour de cassation est constante sur ce point : *sic jud.* notamment le 26 juillet 1811.

VIII. Ce serait la succession de l'époux décédé que l'époux survivant aurait spoliée, qu'il n'y aurait toujours ni crime ni délit aux yeux de la loi, sauf la privation des droits de l'époux spoliateur sur les effets qu'il aurait spoliés aux termes de la loi civile.

IX. Une question qui divise les criminalistes, consiste à savoir si la soustraction faite aux cas prévus dans l'article 380, lorsqu'elle aurait été précédée, accompagnée ou suivie *d'homicide*, devrait emporter la peine *capitale* contre son auteur; mais il nous semble que, du moment que l'on est forcé de convenir qu'une pareille soustraction ne constitue *ni crime ni délit*, la conséquence naturelle et nécessaire à en tirer, c'est que l'homicide *n'aura été réellement précédé, accompagné ni suivi de crime ni de délit*, ce qui rend sans application les dispositions de l'article 304 (1).

---

(1) La femme L..... et son fils, accusés d'homicide volontaire avec préméditation et guet-

X. Les soustractions faites par les pères et mères envers leurs enfans, rentrent, comme celles faites par les enfans envers leurs pères et mères, et par les époux les uns envers les autres, dans la première disposition de l'art. 380.

---

apens suivi de vol, avaient été soumis aux mêmes débats devant la Cour d'assises de Paris : relativement au fils, toutes les questions avaient été répondues affirmativement, il ne pouvait échapper, dès-lors, à la peine de mort, à laquelle il fut condamné; mais quant à la mère, la déclaration du jury portait seulement, « qu'elle était coupable d'avoir, avec connaissance, aidé » et assisté son fils dans les faits qui avaient préparé, facilité et consommé la soustraction frau- » duleuse, et d'avoir *sciemment recélé* totalité ou partie des objets provenant de ladite sous- » traction frauduleuse, *le tout sachant* que cette soustraction frauduleuse suivait l'homicide » commis volontairement sur la personne de la veuve J.... ; mais, sans savoir que cet homi- » cide avait été commis avec préméditation et de guet-apens. » A la vue de cette déclaration, la Cour d'assises prononça contre la femme L...., la même peine que celle qu'elle venait d'infliger à son fils ; « attendu qu'il résultait de la déclaration du jury, que ladite L... s'était » rendue coupable d'avoir aidé et assisté son fils dans les faits qui avaient préparé, facilité et » consommé ladite soustraction frauduleuse, et, en outre, d'avoir recélé sciemment les objets » volés à la veuve J...., et qu'elle *savait au moment du recélé* que le vol dont elle se rendait » coupable avait été précédé d'un meurtre, et par conséquent avait eu connaissance des cir- » constances auxquelles la loi attache les peines réservées au meurtre suivi d'un autre crime. » Sur son recours en cassation, la femme L.... soutint, 1.° que les débats qui s'étaient établis devant la Cour d'assises étaient nuls, en ce qu'ils avaient été dirigés conjointement contre elle et contre son fils, ce qui les avait rendus *témoins* l'un contre l'autre, en contravention à la loi, qui ne permet pas d'appeler les enfans en témoignage contre les pères et mères, ni les pères et mères contre les enfans ; 2.° que la Cour d'assises, en déclarant, par son arrêt, que la femme L..... *savait*, *au moment du recélé*, que le vol dont son fils s'était rendu coupable avait été précédé de meurtre, avait supposé dans la déclaration du jury, un point qui ne s'y lisait pas, et qui aurait dû s'y trouver écrit pour faire rentrer le crime dans la seconde disposition de l'article 63, qui exige impérativement, pour que la peine de mort devienne applicable, qu'il soit énoncé dans la déclaration du jury, que la connaissance était acquise, *au temps du recélé*, par l'accusé de complicité, que la soustraction frauduleuse avait été la suite d'un meurtre; 3.° qu'il ne résultait pas d'une manière claire et précise de la déclaration du jury, que la femme L.... avait eu la connaissance que le vol avait été la conséquence de l'homicide *volontaire* de la veuve J...., ces mots : *homicide volontaire*, qui se lisent dans la déclaration du jury ne lui étant pas *personnels*. — Mais la Cour de cassation ne s'arrêta à aucun de ces moyens; elle rendit arrêt le 8 janvier 1824, par lequel, attendu que ce n'avait pas été comme *témoins* que la veuve et le fils avaient été appelés aux débats, mais comme *co-accusés*, et qu'à raison de sa connexité, l'affaire devait être nécessairement soumise aux mêmes débats, la procédure avait été régulièrement instruite et jugée : quant aux ouvertures de cassation prises de la fausse application de l'article 63 du Code pénal, la Cour les rejeta pareillement, en considérant « qu'il » résultait de la déclaration du jury, que la veuve L.... connaissait au moment où elle avait » participé par aide et assistance au vol commis par son fils, que ce crime *avait suivi* l'ho-

XI. Ce serait un père ou une mère *adoptif* qui aurait soustrait des objets appartenant à ses enfans *d'adoption*, ou des enfans adoptés qui auraient commis des soustractions envers leurs pères ou mères *adoptifs*, que l'article 380 n'en devrait pas moins recevoir son application, cet article ayant parlé d'une manière générale des pères et mères et des enfans ; ce qui comprend tous les pères, mères et enfans *légitimes*, *naturels et adoptifs : sic jud.* le 10 juin 1813. Mais la soustraction ne perdrait pas son caractère de délit, s'il s'agissait d'enfans *naturels* qui n'auraient pas été légalement reconnus.

XII. M..... avait laissé trois enfans, et deux seulement se trouvant sur les lieux au moment de son décès, avaient enlevé les effets les plus précieux de la succession. Sur la plainte d'office du procureur du Roi, les prévenus furent mis en jugement et condamnés à 50 francs d'amende, par application de l'article 401 du Code pénal : s'étant pourvus en cassation, leur pourvoi fut rejeté par arrêt du 14 mai 1818; « attendu, 1.° que la co-propriété dans des effets » mobiliers n'exclut pas l'action du vol par la soustraction frauduleuse de ces » effets de la part d'un des co-propriétaires au préjudice des autres ; et attendu » que, si l'honnêteté publique peut interdire cette action en certains cas et à » l'égard de certaines personnes, ces cas et ces personnes ont été déterminés » par l'article 380 du Code pénal ; que les dispositions de cet article ne peu- » vent être étendues ; d'où s'en suit l'abrogation de toute législation ou de toute » jurisprudence qui ne lui serait pas conforme : que les articles 792 et 801 » du Code civil ne sont relatifs qu'aux intérêts civils ; qu'il n'en résulte aucune » modification aux droits de l'action publique et à l'application des peines » prononcées par le Code pénal. »

» micide volontaire commis sur la veuve J.... ; d'où il suivait *nécessairement* qu'elle connaissait » également cette circonstance *au temps où elle avait recélé* sciemment les effets provenant du » même vol ; que le fait du recélé rentrait donc dans l'exception de l'article 63, et dans l'appli- » cation des articles 59 et 62 du Code pénal. » Ainsi jugé qu'il n'est pas de rigueur, que le jury déclare, en termes exprès, que l'accusé avait la connaissance acquise *au temps du recélé*, que les choses volées provenaient d'une soustraction frauduleuse à la suite d'un meurtre ; que l'on peut faire résulter cette conséquence de l'ensemble de la déclaration du jury ; ce qui, pris dans un sens absolu, pourrait avoir de grands inconvéniens ; car les jurés ne font que répondre article par article aux questions qui leur sont posées, sans s'occuper des conséquences et des rapprochemens que l'on peut faire de leur déclaration : c'est pour cela que nous penserions que le jury doit se servir des termes indiqués par la loi, pour déterminer la culpabilité de l'accusé ; et que, lorsqu'ils s'en écartent, les jurés doivent être renvoyés dans leur chambre pour compléter leur déclaration, si l'on ne veut pas s'en tenir à prendre isolément tous les faits qu'ils ont déclarés à la charge de l'accusé.

Ainsi jugé que les soustractions faites par des enfans dans la *succession* de leurs pères et mères *au préjudice de leurs frères et sœurs* constituent un véritable vol; et, en effet, ce n'est point une soustraction faite par des enfans à leurs *pères et mères*, mais un vol fait à leurs *cohéritiers*, soustraction qui n'a pas fait la matière de l'article 380.

La question a été résolue dans le même sens par la section civile de la Cour de cassation le 16 décembre 1823, en cassant un arrêt qui avait rejeté la preuve offerte par un frère cohéritier, d'une soustraction d'effets d'une succession qui était dévolue conjointement à ses frères et à lui, sur le motif que les effets prétendus spoliés étaient d'une valeur au-dessus de 150 francs, et de ce que le prétendu spoliateur avait été le mandataire de ses cohéritiers pour recueillir la succession : la Cour jugea, que toutes les fois qu'il y a soustraction frauduleuse de la chose d'autrui, il y a *délit*, et que la preuve des délits est recevable, soit que l'individu qui s'en est rendu coupable soit poursuivi par la voie civile ou qu'il le soit par la voie criminelle.

XIII. La Cour royale de Bruxelles avait mis en accusation *un fils* prévenu d'avoir soustrait des mains d'un gardien établi par le ministère d'un huissier, les choses saisies sur son père, et son arrêt fut cassé le 29 octobre 1812 : «Attendu que le gardien d'effets saisis n'est établi que sur le refus fait par la partie saisie d'en présenter un solvable; d'où suit, qu'il ne peut être considéré que comme un gardien conventionnel ou en tenant lieu : et attendu que la saisie des meubles ne dépouille pas le propriétaire; et que l'article 380 ne qualifie pas de vol les soustractions faites par les enfans au préjudice de leurs pères et mères. »

XIV. L'article 380 ne s'est occupé et ne pouvait s'occuper que de soustractions d'effets *mobiliers :* lorsqu'il s'agit d'entreprises sur des *immeubles*, c'est toujours, quelle que soit la qualité des personnes, par action civile, que l'on doit se pourvoir pour en obtenir la réintégration.

XV. Quoique la soustraction de la chose d'autrui ne constitue pas un délit proprement dit, lorsque celui qui s'en est rendu coupable est de la qualité de ceux mentionnés en l'article 380, il est toutefois des cas où les personnes étrangères qui ont coopéré à la soustraction, peuvent être poursuivies et punies comme complices d'un véritable vol : ces cas sont ceux où elles auraient recélé les choses soustraites ou qu'elles les auraient appliquées, en tout ou en partie, à leur profit.

XVI. Ce serait un délit qui rentrerait dans l'application de l'article 380, que d'avoir profité des choses soustraites, lors même qu'on les aurait reçues en pur *don*, si c'était pour récompense de l'aide ou de l'assistance que

l'on aurait donné à l'auteur de la soustraction ; mais celui qui n'aurait pas coopéré à la soustraction, et qui aurait reçu, en pur don, partie des objets soustraits, devrait-il être condamné comme recéleur et puni comme tel, s'il avait eu connaissance, au moment qu'il aurait reçu la chose, qu'elle provenait d'une soustraction frauduleuse? L'article 380 parle, en général, de ceux qui ont *appliqué à leur profit* les choses soustraites; d'où suit, qu'il suffit de les y avoir appliquées par quelque voie que ce soit, pour faire rentrer le fait dans les dispositions de la loi.

XVII. L'article 380 ayant assimilé le *recélé* au fait d'avoir *appliqué* à son profit tout ou partie des choses enlevées, sans exiger le concours des deux circonstances; il en résulte que, le recélé fût-il purement gratuit, constituerait le crime ainsi que le ferait le *profit* que l'on aurait pu tirer de la soustraction.

XVIII. Mais quelles peines deviennent applicables au recéleur et à ceux qui ont profité des choses ainsi soustraites? L'article 380 porte, qu'ils *seront punis comme coupables de vol* et non pas comme *complices*, et, en effet, il ne peut y avoir *complicité que de crime ou délit*, et l'article 380 ne répute *crime* ni *délit*, les soustractions mentionnées audit article ; d'où l'on doit conclure, que le recéleur ou celui qui a profité des choses soustraites ne doit être puni *que de son propre fait ;* c'est-à-dire, que pour s'être rendu coupable d'un simple vol, s'il n'a pas personnellement participé aux circonstances aggravantes qui pourraient avoir accompagné la soustraction : cependant le contraire paraît avoir été jugé le 8 octobre 1818. Un vol avait été commis par une femme envers son mari, et la condamnation à la peine de la *reclusion* avait été prononcée contre l'accusé, sur une déclaration du jury portant, qu'il était convaincu *d'avoir profité en partie des choses soustraites*, attendu que la soustraction avait été commise *la nuit et dans une maison habitée*, et le pourvoi contre l'arrêt fut rejeté, motivé sur ce que, « suivant le principe établi par » l'article 59 du Code pénal, le complice d'un crime est passible des peines » qu'aurait encourues l'auteur, d'après la nature des circonstances aggravantes : » que suivant l'article 380 du même Code, le complice d'un vol commis par la » femme n'est pas admis à partager l'exemption de la peine accordée par cet » article à la femme : qu'ainsi, dans l'espèce, le demandeur, déclaré complice » de recélé pour avoir appliqué à son profit partie des effets du vol commis » par la femme sur son mari, la nuit, dans une maison habitée, a dû être puni » de la peine de la reclusion que, sans le privilège, à elle exclusivement per- » sonnel, la femme aurait encourue. »

On voit que la Cour fonda son arrêt sur ce qu'il fut regardé comme con-

stant que le recélé, dans le cas de l'article 380, constitue une véritable *complicité*; mais c'est-là précisément ce qui était en question et ce qu'il fallait établir; chose qui eut été assez difficile, l'article 380 portant, que le recéleur serait puni comme coupable *de vol*, et non pas comme *complice du vol*, ce qui rend le crime purement *personnel* au recéleur qui ne peut dès-lors être puni, que d'après les circonstances qui lui deviennent également *personnelles :* nous persistons, en conséquence, à penser que l'article 59 ne peut recevoir d'application au cas dont il s'agit; et que, comme il n'y a encore qu'un seul arrêt qui ait jugé dans un sens contraire, la question vaut la peine d'être examinée de nouveau.

XIX. Le 24 mai 1811, la Cour de cassation prononça sur une question qui, quoique transitoire en apparence, n'en est pas moins d'une haute importance, à raison du point *de droit* qui se trouvait soumis à son examen : il s'agissait de savoir, s'il devait être donné suite à une instruction commencée sous l'empire du Code pénal de 1791, contre un fils qui avait commis des soustractions au préjudice de son père, et la Cour décida que l'accusé devait être mis en jugement, « attendu que le Code pénal actuel était introductif *d'un droit nou-* » *veau*, et que la soustraction avait été commise sous l'empire d'une loi qui con- » sidérait de pareilles soustractions comme de véritables délits ». Sur quoi nous ferons observer que le Code pénal de 1791 portait, pour dernière disposition, que : « pour tout fait antérieur à sa publication, si le fait était qualifié *crime* » par les lois actuellement existantes, et qu'il ne le fût pas par le présent dé- » cret, l'individu qui s'en serait rendu coupable, devrait être acquitté. »

Cet article du Code pénal de 1791 a établi *un principe* auquel il n'a pas été dérogé, et auquel il n'aurait même pu l'être, sans violer les règles immuables de la raison et de la justice : il y aurait, en effet, quelque chose de révoltant de voir le même jour, à la même audience et pour le même fait, *l'un* des prévenus *acquitté*, tandis que *l'autre* serait *condamné*, lorsque l'un et l'autre auraient été déclarés coupables du même fait; ce qui deviendrait le résultat nécessaire de l'inobservation du principe posé dans l'article cité du Code pénal de 1791.

La disposition de cet article porte bien cette restriction : *sauf à être correctionnellement puni s'il y échoit*, mais cette disposition ne peut être applicable qu'au cas où le fait que les lois anciennes avaient qualifié *crime* aurait conservé le caractère de délit sous la nouvelle législation, ce qui ne recevait pas d'application à l'espèce jugée par l'arrêt du 24 mai 1811, l'article 380 ayant compris dans la généralité de ses expressions *le passé* comme le *présent* et *l'avenir*, en déclarant, que les soustractions qu'il mentionnait *ne pourraient donner lieu qu'à des réparations* CIVILES, ce qui a fait disparaître tout caractère de culpabilité quelconque.

ARTICLE CCCLXXXI.

Seront punis de la peine de mort, les individus coupables de vols commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes :

1.° Si le vol a été commis la nuit ;

2.° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes ;

3.° Si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées ;

4.° S'ils ont commis le crime soit à l'aide d'effraction extérieure ou d'escalade ou de fausses clefs, dans une maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances, soit en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtus de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, ou en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire ;

5.° S'ils ont commis le crime avec violence ou menace de faire usage de leurs armes.

OBSERVATIONS.

I. La condamnation à la peine de *mort* pour la répression du crime mentionné au présent article, ne pouvant être encourue par l'accusé, que dans le concours des cinq circonstances qu'il précise, *toutes* doivent avoir été *formellement* déclarées à sa charge par le jury, pour que cette peine puisse lui être légalement appliquée ; et toutes, par suite, doivent avoir été *posées au jury;* car les jurés ne peuvent avoir à s'expliquer que sur les questions qui leur sont faites, et la Cour d'assises ne pourrait suppléer au silence qu'aurait gardé le jury, lors-même que la circonstance sur laquelle il n'aurait pas été interrogé ou sur laquelle il n'aurait pas répondu, résulterait clairement de l'instruction et des débats.

II. Mais la Cour de cassation a jugé, le 12 février 1813, que *la circonstance de la nuit* résultait d'une manière suffisante d'une déclaration du jury portant que, *le vol avait été commis avant le lever ou après le coucher du soleil ;* cependant, le jour aurait pu continuer de régner encore dans le lieu, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, et la nuit n'est que l'absence du jour. L'art. 1037 du Code de procédure civile semble bien favoriser la conséquence tirée par

l'arrêt, que le vol avait été commis la nuit; mais cet article 1037 ne s'est occupé que des matières *civiles;* il n'a parlé que des significations ou exécutions à faire par les officiers ministériels, lorsque l'article 381 du Code pénal parle de la *nuit*, sans rien statuer sur l'instant que commence le jour et qu'il doit finir, ce qui en a laissé l'appréciation au jury, d'après le résultat des débats, et sa déclaration ne doit laisser planer aucun doute sur sa véritable pensée.

Le législateur n'ayant pas déterminé dans le Code pénal, ce qui devait être considéré comme *nuit*, la conséquence naturelle à en tirer, c'est que, dans son opinion, la nuit ne commence réellement pour chaque localité, qu'à l'heure où les habitans du lieu sont *dans l'usage* de rentrer dans leur habitation pour s'y livrer au repos.

III. La réunion *de deux personnes* suffit pour que la seconde circonstance exigée par l'article 381 soit accomplie; cet article n'exige pas même que l'une et l'autre se soient introduites dans la maison; d'où suit que, quand l'une d'elles serait restée en dehors pendant que son complice y serait entré, cette circonstance ne ferait pas sortir le délit de l'application dudit article : *sic jud.* le 9 avril 1813; mais il faudrait alors qu'il fût bien constaté et déclaré en fait, par le jury, que l'individu qui ne se serait pas introduit dans la maison, fût réellement le *complice* du vol qui aurait été commis ou tenté de commettre; c'est-à-dire, que la complicité résultât de circonstances de nature à constituer une véritable complicité.

IV. Pour savoir ce que l'on doit entendre par *armes*, il faut consulter les dispositions de l'article 101; mais, qu'elles fussent *apparentes ou cachées*, ce serait une chose parfaitement indifférente, et il suffirait même que l'un des coupables en fût porteur, s'il avait *menacé* d'en faire usage, ou qu'il eût usé de *violence* envers les personnes; ce qui est exigé pour que la cinquième condition imposée par l'article 381 se trouve accomplie; mais il fut jugé, le 18 décembre 1812, qu'il y avait eu *violence* exercée, dans le sens du présent article, lorsque les accusés, même *en fuyant*, avaient fait usage de leurs armes.

V. S'il n'y avait pas eu de *violence* exercée, mais de *simples menaces* qui n'auraient pas eu pour objet de faire emploi des *armes* dont les accusés auraient été porteurs, de pareilles menaces seraient insuffisantes pour remplir la condition exigée par le n.° 5 de l'article 381.

VI. La violence n'aurait laissé aucune trace de blessures ou de contusions, qu'il suffirait qu'elle eût été exercée, l'article 381 n'ayant fait aucune restriction pour ce cas particulier.

VII. L'article 381 ne dit pas que la violence doit avoir été exercée *envers les personnes ;* mais il le sous-entend nécessairement, cet article n'étant que la reproduction de l'article correspondant de la loi du 5 floréal an 5, qui s'en expliquait de la manière la plus formelle.

VIII. Les circonstances *de la nuit*, de la réunion *de deux ou plusieurs personnes*, du *port d'armes*, de *menace* d'en faire usage, ou de violence exercée, auraient été déclarées à la charge des accusés, qu'il n'y aurait pas encore à suffire pour faire rentrer le crime dans la disposition de l'article 381 ; il faudrait de plus qu'il eût été déclaré, que le vol ou la tentative de vol aurait eu lieu *dans une maison habitée ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances*, et que les accusés, ou du moins l'un d'eux, s'y fussent introduits par l'une des voies énoncées au n.° 4 dudit article.

IX. L'article 390 définit ce que l'on doit entendre *par maison habitée ou servant à l'habitation*, et leurs dépendances, et nous croyons devoir faire remarquer, dès-à-présent, que c'est d'une dépendance *réelle* qu'il s'agit ici, et non pas simplement d'un terrain qui aurait une destination *particulière*, ce que la Cour de cassation jugea *in terminis* par son arrêt du 30 mai 1812.

X. Le vol ou la tentative de vol aurait été commis *la nuit*, dans une maison habitée ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances ; il l'aurait été par *plusieurs personnes*, avec *armes et violence*, qu'il faudrait encore que les voleurs se fussent *introduits* dans le lieu où le vol aurait été commis ou tenté de commettre, *à l'aide d'effraction extérieure, d'escalade ou de fausses clefs ;* ou bien *en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtus de leur uniforme ou costume ;* ou bien encore *en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire.*

XI. Pour s'assurer *si l'effraction a été extérieure*, il faut combiner le fait que l'on prétend la constituer avec les dispositions de l'article 395.

Quant à *l'escalade*, on en trouve la définition dans l'article 397 ; et l'art. 398 indique ce que l'on doit considérer comme *fausses clefs.*

XII. L'article 381 a placé sur la même ligne le fait d'avoir *pris le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire*, que celui de s'être revêtu *de l'uniforme ou du costume de l'un de ces fonctionnaires ou officiers*, et que celui où l'on aurait allégué *un faux ordre de l'autorité civile ou militaire* pour s'introduire dans la maison ; et, en effet, dans ces divers cas, on a également trompé la prévoyance du propriétaire de la maison qui aurait pu croire qu'il était de son devoir d'obéir aux ordres émanés de l'autorité publique.

XIII. L'article 381 n'exige pas que *le faux ordre* ait été *exhibé*, il suffit de la simple *allégation*, que l'on en est porteur.

XIV. Si, pour s'introduire dans la maison, les accusés n'avaient pris *qu'un titre qui leur aurait appartenu;* s'ils ne s'étaient revêtus que *d'un uniforme ou costume qu'ils auraient eu le droit de porter*, le vol qu'ils auraient commis ou tenté de commettre dans la réunion *de toutes les autres circonstances exigées par l'article* 381, emporterait-il la peine de mort qu'il prononce ? Cet article ne dit pas que les accusés auront pris *une fausse qualité*, qu'ils se seront revêtus *d'un faux uniforme*, *d'un faux costume ;* d'où l'on doit conclure qu'il suffit que, pour se procurer l'entrée de la maison, ils s'y soient présentés sous le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou qu'ils aient été revêtus *d'un costume ou d'un uniforme*, lors même qu'ils auraient eu le droit de le porter, pour que les conditions de la loi aient été remplies.

XV. Lorsque l'article 381 s'est occupé *du port d'armes*, il a considéré comme suffisant, que *l'un* des accusés en fût porteur; ce qu'il n'a pas répété quand il a parlé *de titre* ou *de costume ;* d'où l'on pourrait supposer, que, dans l'intention de la loi, tous les accusés auraient dû avoir pris le titre de fonctionnaires publics ou d'officiers civils ou militaires, ou que tous auraient dû être porteurs d'un uniforme ou d'un costume pour faire rentrer le crime dans sa disposition; mais il résulte évidemment de ce que l'article porte que, « s'il ont commis le crime, » soit à l'aide d'effraction....., *soit en prenant le titre d'un fonctionnaire, soit* » *après s'être revêtus de l'uniforme ou du costume* de fonctionnaire.....» Qu'il suffit que l'un des accusés se fût annoncé sous cette qualité, ou qu'il eût été revêtu de l'uniforme ou du costume d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, lorsque ce serait *à l'aide* d'une pareille supercherie qu'ils seraient parvenus à s'introduire dans la maison.

XVI. L'introduction dans les habitations par cette voie lui donne le même caractère de gravité, que si l'on s'y était introduit *par effraction extérieure, escalade ou fausses clefs* : il suffit que l'une de ces circonstances soit établie, lorsque toutes les autres qui sont exigées par l'article 381 se trouvent réunies, pour rendre applicable aux accusés la peine prononcée par cet article.

ARTICLE CCCLXXXII.

Sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité, tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence, et, de plus, avec deux des quatre premières circonstances prévues par le précédent article.

Si même la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis, a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance seule suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée.

OBSERVATIONS.

I. La peine *des travaux forcés à perpétuité* que prononce l'article 382, devient applicable aux accusés, lorsque le *vol* a été commis *avec violence*; et qu'il a été accompagné, de plus, de deux des quatre premières circonstances énoncées dans l'article 381; il suffirait même, pour faire rentrer le crime dans l'application de l'article 382, que la violence eût laissé *des traces de blessures ou de contusions*, lors même qu'il n'aurait été accompagné d'aucune autre circonstance. Mais il ne suffirait pas que la violence eût occasionné une simple *effusion de sang*, qui n'aurait pas eu ce résultat.

II. Ce n'est pas sans y avoir mûrement réfléchi que le législateur a voulu que ce fut *à l'aide de violence* que le *vol* eût été commis, pour faire appliquer à son auteur la peine des travaux forcés à perpétuité : et, en effet, la violence qui aurait été exercée aurait pu avoir été totalement étrangère au vol; d'où suit que, la question doit être posée au jury dans les termes même de cet article; c'est-à-dire, qu'il doit lui être demandé, si c'est *à l'aide de violence* que le *vol* a été commis, et par une question secondaire, si la violence exercée a laissé *des traces de blessures ou de contusions* : il est même du devoir du président d'expliquer bien clairement aux jurés ce que le Code a voulu, lorsqu'il a parlé *de blessures ou de contusions;* c'est-à-dire, que la violence exercée doit avoir laissé *des traces;* car, une erreur commise par le jury sur un point de cette importance pourrait devenir très-préjudiciable à l'accusé, puisque, si la violence n'a pas laissé des traces de blessures ou de contusions, les dispositions de l'article 382 ne deviennent applicables qu'au cas où le vol aurait été accompagné de *deux* des quatre autres circonstances mentionnées en l'article 381, ainsi qu'il fut jugé le 27 juin 1811.

III. Si la mort avait été le résultat de la violence, le crime rentrerait dans l'application de l'article 395; celui qui l'aurait exercée aurait assumé sur sa tête les suites qu'elle aurait produites, et comme elle aurait été *volontaire*, elle aurait constitué un véritable *meurtre*; mais l'on ne pourrait dire que le crime rentrerait alors dans la seconde disposition de l'article 304; attendu que, dans l'espèce, la violence se serait trouvée *concomitante avec*

le vol, qu'elle n'en aurait été qu'une circonstance aggravante, et que l'on ne pourrait dire, en conséquence, qu'il y aurait eu *deux crimes indépendans.*

IV. Les complices du vol n'auraient pas exercé *personnellement* de violence, que les peines prononcées contre son auteur devraient leur être appliqées : *sic jud.* les 25 octobre 1811 et 17 juillet 1812; si, cependant, l'on ne pouvait faire résulter la complicité que du recélé, et qu'au temps du recélé l'accusé eût ignoré qu'il avait été exercé des violences dont le résultat aurait été la mort, il faudrait recourir aux dispositions de l'article 63, et ne condamner le recéleur qu'aux peines des travaux forcés *à temps.*

V. La violence doit avoir été exercée *envers les personnes :* si l'article 382 ne le dit pas, en termes exprès, il le suppose évidemment d'après sa rédaction.

VI. La chambre d'accusation de la Cour royale d'Amiens avait jugé qu'un *vol* commis *avec violence, la nuit, dans une maison d'arrêt par des détenus envers un autre détenu*, ne constituait qu'un simple *délit;* attendu *que les prévenus se trouvaient dans une situation qui n'était prévue par aucune disposition de loi;* mais son arrêt fut cassé le premier mars 1816; « Attendu qu'aux termes de l'ar» ticle 231 du Code d'instruction criminelle, les Cours royales, lorsqu'elles » ont reconnu un fait qualifié *crime* par la loi, et qu'elles ont trouvé des » charges suffisantes contre les prévenus, sont tenues de renvoyer l'affaire aux » Cours d'assises; — Que tout vol commis avec les circonstances spécifiées » aux articles 381 et 382 du Code pénal, est caractérisé crime et doit être » puni de peines afflictives et infamantes; — *Que cette disposition de la loi* » *est générale*, et que les juges ne peuvent se dispenser de s'y conformer *dans* » *tous les cas* pour lesquels le législateur lui-même n'aurait pas établi *d'excep*» *tions;* — Que cependant, quoique la Chambre des mises en accusation de la » Cour royale ait *reconnu, en fait,* que le vol dont étaient prévenus les nommés... » avait été commis *la nuit*, par *plusieurs*, et avec *violences*, elle s'est permis » de déclarer que ledit vol ayant eu lieu *dans une maison d'arrêt*, par des dé» tenus au préjudice d'un autre détenu; et les prévenus se trouvant ainsi dans » une situation qui n'était prévue par aucune disposition de loi, lesdits ar» ticles 381 et 382 ne pouvaient être appliqués, et que l'espèce ne présentait » qu'un vol non spécifié, qui ne pouvait donner lieu qu'à une poursuite par » voie correctionnelle; —Que la Cour d'Amiens, *en créant ainsi une distinction qui* » *ne pourrait être établie que par l'autorité législative, a commis un excès de pou*» *voir, et violé formellement les règles de compétence établies par la loi.* »

VII. La Cour de cassation rendit un arrêt, le 18 mai 1820, sur une question qui présentait de plus sérieuses difficultés. Le fait déclaré constant par le jury était que : « les accusés s'étaient rendus coupables d'avoir, de concert, volé de » l'argent dans un cabaret où ils étaient reçus, en menaçant la maîtresse de ce » cabaret de faire usage de bâtons dont ils étaient armés. » Sur cette déclaration, la Cour d'assises avait prononcé contre les accusés la peine des travaux forcés *à temps*, par application de l'article 385 du Code pénal, mais sur le pourvoi de la partie publique, la Cour de cassation jugea qu'il avait été fait une fausse application dudit article 385, « attendu que les accusés avaient été déclarés » coupables, par le jury, d'avoir, le 5 décembre 1816, vers six heures du soir, de » concert entre eux, étant armés de bâtons dont ils avaient *menacé de faire usage*, » commis un vol de 79 francs, à l'aide desdites menaces, envers la femme W...., » dans le cabaret qu'elle habitait et où ils avaient été reçus; — Que ces faits et cir- » constances, reconnus constans par le jury, caractérisent le crime que l'art. 382 » du Code pénal punit des travaux forcés perpétuels. » Comment ces faits et ces circonstances y rentraient-ils? C'est ce que l'arrêt ne dit pas et ce qu'il nous semble qu'il aurait dû préciser pour l'instruction de la nouvelle Cour à laquelle était fait le renvoi pour l'application de la peine. La chose devenait d'autant plus nécessaire, que l'article 382 n'a pas assimilé la *menace* à la violence, ainsi que l'a fait l'article 381. D'une autre part, et pût-on même suppléer dans l'article 382, ces mots de l'article 381 : *ou menacé de faire usage de leurs armes*, encore faudrait-il qu'il eût été déclaré que les bâtons dont les accusés étaient porteurs, étaient de véritables armes; et dût-on même les considérer comme de véritables armes, les accusés n'auraient toujours fait qu'en *menacer*, sans exercer de *violence*, et l'article 382 n'ayant parlé que de *violence* et non de *menace*, il pouvait paraître assez naturel de penser, ainsi que l'avait fait la Cour d'assises, que cet article ne recevait pas à la cause une application bien directe. On peut très-raisonnablement supposer, en effet, que si l'art. 382 n'a pas parlé de *menace*, ainsi que venait de le faire l'art. 381, c'est que le législateur en avait eu de bons motifs.

VIII. *Hors du cas* où la *violence*, à l'aide de laquelle le vol a été commis ou tenté de commettre, *a laissé des traces de blessures ou de contusions*, elle doit avoir été *accompagnée* au moins *de deux* des circonstances mentionnées dans l'article 381; c'est-à-dire, de celles de la *nuit*, de la réunion de *plusieurs* personnes, du port *d'armes*, ou de ce que le vol aurait été commis avec effraction extérieure, escalade ou fausses clefs, en maison habitée ou servant à l'habitation, ou ses dépendances; ou enfin de celle que les accusés se seraient introduits dans la maison sur un faux ordre de l'autorité publique, ou revêtus

de l'uniforme ou du costume d'un fonctionnaire public, officier civil ou militaire, ou en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire.

ARTICLE CCCLXXXIII.

Les vols commis dans les chemins publics emporteront également la peine des travaux forcés à perpétuité.

OBSERVATIONS.

I. La disposition de cet article, prise dans un sens absolu, avait paru si rigoureuse à la Cour de cassation, qu'elle avait jugé, le 8 avril 1811, que la peine qu'il prononce ne devenait applicable à l'accusé qu'au cas où des *violences auraient été exercées* pour parvenir à l'exécution du vol; et, cependant, elle avait constamment jugé depuis, et notamment les 8 juillet 1813 et 25 avril 1816, que l'article 383 n'ayant fait aucune *exception*, il ne pouvait être permis d'y en supposer aucune. Mais, emportée de nouveau par un sentiment de justice qui ne permet pas d'infliger des peines hors de toute proportion avec les délits, la Cour avait jugé, par voie de cassation, le 22 mai 1817, que, quand le jury avait déclaré *en termes formels*, que le vol n'avait pas été accompagné *de violence*, le crime sortait de la disposition de l'article 383. La nouvelle Cour à laquelle fut renvoyée l'affaire, ayant jugé de même que la première dont l'arrêt avait été cassé, et les sections réunies de la Cour de cassation rejetèrent le pourvoi dirigé contre le nouvel arrêt, par celui qu'elles rendirent le 23 juin 1818, en motivant leur décision sur ce que la disposition de l'article 383 étant générale et absolue, elle ne pouvait être modifiée par des distinctions qu'elle n'avait point exprimées; qu'elle punit des travaux forcés à perpétuité les vols commis dans les chemins publics, et que l'accusé avait été reconnu, par un jury, coupable d'un vol commis sur un chemin public; que le fait ainsi déclaré était celui déterminé et puni par l'article 383 du Code pénal; qu'il n'y avait donc pas lieu de s'arrêter à la déclaration *négative* du jury *sur la violence*, dont cet article n'a fait ni une circonstance du crime qu'il a prévu, ni une condition de la peine qu'il a prononcée; qu'en condamnant l'accusé à la peine des travaux forcés à perpétuité, la Cour d'assises du département de la Haute-Garonne avait donc fait une juste application de l'article 383 du Code pénal.

L'arrêt qu'avait rendu la Cour de cassation, le 22 mai 1817, portait « qu'attendu que si l'article 383 du Code pénal punit, d'une manière générale,

» des travaux forcés à perpétuité, les vols commis dans les chemins publics, » c'est parce que ces crimes, ainsi que l'a dit l'orateur du gouvernement dans » son rapport au corps législatif sur cet article, portent toujours un caractère » de violence et qu'ils menacent la liberté individuelle; — Mais attendu que, dans » l'espèce, les jurés ont expressément exclu cette présomption légale, par la ré- » ponse dans laquelle ils ont déclaré que le vol commis dans un chemin public, » dont l'accusé était reconnu coupable, n'avait pas été commis avec violence; » que dès-lors ce vol ne pouvait rentrer dans la disposition de l'article 383; que » la condamnation aux travaux forcés perpétuels, prononcée contre ledit accusé, » d'après cet article, en a donc été une fausse application. »

L'arrêt du 23 juin 1818 a fixé le dernier état de la jurisprudence; mais s'il est conforme au vœu de la loi, on ne peut s'empêcher de gémir sur l'excessive rigueur de la législation. *Voyez* ci-après le n.° IX.

II. Nous avons cité, dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 2, pag. 386, n.° XIII, un arrêt qui a jugé que le vol commis sur un chemin public, *en l'absence* même du propriétaire de la chose volée, rentrait dans l'application de l'article 383, et depuis, la Cour de cassation l'a de nouveau jugé, par ses arrêts des 23 avril, 20 novembre 1812 et 8 juillet 1813; mais, dans l'espèce de ces arrêts, les propriétaires des choses soustraites pouvaient survenir d'un instant à l'autre, les soustractions ayant été commises sur des voitures ou bêtes de somme qui les *dévançaient* et qu'ils n'avaient quittées que *momentanément;* d'où suit, que ce ne serait pas tirer une juste conséquence de ces arrêts que d'en faire résulter que le vol d'effets *déposés sur un chemin public* constituerait le crime prévu et puni par l'article 383, les vols de cette espèce ayant été réprimés par des lois spéciales.

III. La femme M.... avait trouvé, *sur la route* de Mesle à Mortagne, une pièce de monnaie renfermée dans une bourse, et sur la réclamation du propriétaire, elle avait nié de s'en être emparée. Traduite devant le tribunal de police correctionnelle de Mortagne, pour se voir condamner aux peines prononcées par l'article 401 du Code pénal, son renvoi avait été prononcé, « attendu qu'une *rétention frauduleuse* n'était pas une *soustraction*, et ne pou- » vait avoir le caractère du vol. » Son jugement fut cassé par arrêt du 4 avril 1823, motivé sur ce que, « l'enlèvement sur la voie publique d'une » chose qui n'appartient pas à celui qui s'en empare, et dont la propriété ne » peut d'ailleurs s'acquérir par l'occupation, prend son caractère dans les faits » et circonstances qui l'ont suivi; que lorsque la chose était réclamée par le » propriétaire, celui qui s'en est emparé nie de l'avoir enlevée et manifeste ainsi » son intention d'en faire son profit, il commet une soustraction frauduleuse

» qui caractérise le vol, tel qu'il est défini par l'article 379 du Code pénal. » La Cour renvoya, en conséquence, la femme M.... et les pièces de la procédure, devant la Cour royale de Caen, Chambre des appels de police correctionnelle; ce qui fut juger que, dans le cas de conviction de la prévenue, ce serait l'article 401 du Code qui lui deviendrait applicable et non pas l'article 383; et, cependant, s'il avait été question au procès *d'une soustraction frauduleuse*, comme elle aurait eu lieu sur un chemin public, ç'aurait été nécessairement cet article qui serait devenu applicable d'après la législation existante; car, ce n'est pas, par des circonstances *ultérieures* que l'on doit juger de la nature du délit; et toutefois bien juger par ce renvoi à la police correctionnelle, puisque l'on ne pouvait faire résulter le délit que de la *dénégation* de la prévenue; mais, restait toujours la question de savoir si cette dénégation pouvait donner au fait le véritable caractère *d'une soustraction frauduleuse*, ce dont il peut être permis de douter.

IV. Mais qu'est-ce qu'un *chemin public?* L'auteur du Manuel d'instruction criminelle a pensé que, par ces expressions, l'on devait entendre non-seulement *les grandes routes* dont l'entretien est mis à la charge de l'État; mais celles-là même dont l'entretien est laissé à la charge des communes : et, en effet, les unes comme les autres sont *des chemins publics*, puisque chacun a le même droit et la même faculté de les fréquenter; aussi le Code rural, art. 40, tit. 2, a-t-il qualifié *les chemins vicinaux, de chemins publics*, et le Code pénal n'a-t-il pas parlé restrictivement *des grands chemins, des grandes routes*, comme l'avaient fait l'ordonnance de 1670, tit. 1, art. 12, le Code pénal de 1791, article 12, sect. 2, tit. 2, seconde partie, et la loi du 18 pluviose an 9, art. 18.

V. Nous avons été invité à résoudre la question de savoir si l'article 383 deviendrait applicable au *voiturier* qui, *sur un chemin public*, aurait soustrait tout ou partie du chargement qui lui aurait été *confié* pour le transporter d'un lieu à un autre : il y aura bien eu vol, sans doute, puisqu'il y aura eu soustraction frauduleuse d'une chose qui n'appartenait pas à celui qui s'en est emparé, et ce vol aura bien été commis sur un chemin public; de sorte que le crime rentrerait nécessairement dans l'application de l'article 383 si le Code n'avait pas disposé d'une manière *spéciale* pour le cas dont il s'agit : d'où suit que, la solution de la question dépend du point de savoir, si le Code a disposé d'une manière *spéciale*, relativement aux soustractions commises par les *voituriers;* et c'est ce qu'il a fait dans l'article 386, n°. 4, qui ne prononce contre le voiturier qui s'est rendu coupable de la soustraction d'effets qui lui ont été confiés, que la peine de la *reclusion*, sans admettre aucune distinction ni restriction, pour le cas où la soustraction aurait été commise sur un chemin public

ou ailleurs. Si l'article 383 renferme une disposition *générale*, l'article 386 est également conçu dans les termes *les plus généraux*; et comme cet article est *spécial* pour les *voituriers*, il les sort évidemment de la classe commune, pour établir, dans ses rapports avec eux, *une législation particulière*, qu'il ne faut pas même supposer être toute à leur avantage; car s'il les tire de la disposition de l'article 383, il considère, dans les mêmes rapports, comme crime punissable de peines *afflictives et infamantes*, toute soustraction frauduleuse dont ils peuvent se rendre coupables, lorsqu'elle est d'objets qui leur ont été *confiés*; tandis qu'à l'égard de toutes autres personnes, le vol de la chose d'autrui peut ne faire encourir à son auteur, que la peine de *l'emprisonnement*. Si l'article 383 régissait la matière quant aux *voituriers*, il en résulterait, que celui d'entre eux qui, sur un grand chemin, aurait bu quelques verres de vin sur une futaille qui lui aurait été confiée pour la transporter d'un lieu à un autre, devrait être condamné, pour ce fait, à la peine des travaux forcés à perpétuité, ce qui serait révoltant. Le *voiturier* qui soustrait tout ou partie des marchandises qu'il est chargé de transporter, commet *un abus de confiance*, il viole le dépôt qui lui a été confié; il commet un délit qui doit être sévèrement réprimé; mais ce n'est toujours qu'un abus de confiance, qu'une violation de dépôt: et ce n'aurait été conséquemment, que les peines de l'abus de confiance, de la violation de dépôt qui lui seraient devenues applicables, si l'art. 386 n'avait aggravé sa condition à raison *de sa qualité*: l'article 383 n'a disposé, d'ailleurs, que relativement aux vols qui avaient fait la matière des articles précédens; de sorte qu'aucun des suivans n'est régi par cet article 383; tous renferment autant de dispositions particulières qui se régissent par elles-mêmes, sans qu'il puisse être permis d'y en rattacher d'autres, pour en aggraver le caractère, que celles qui s'y trouvent mentionnées.

VI. Sous la dénomination *de chemins publics* ne sont pas compris les chemins de *desserte* et les simples *sentiers*, qui n'ont d'autre destination que de conduire plus promptement d'un lieu à une autre, en profitant des sinuosités du terrain: ces chemins de desserte, ces sentiers n'établissent pas des communications nécessaires, et le législateur n'a pas dû s'en occuper d'une manière *spéciale*.

VII. Quant *aux rues et places publiques de villes, bourgs ou villages*, elles ne sont évidemment pas comprises dans la disposition de l'article 383; on en trouve la preuve dans une déclaration du Roi, du 5 février 1731, portant que: « *les rues* » *et places publiques des villes et des faubourgs* ne sont pas compris sous le nom » *de grands chemins*, dans la disposition de l'ordonnance de 1670 ». Lorsque le législateur a voulu *que les rues et places publiques des villes* fussent soumises au même régime que *les chemins publics*, il l'a déclaré en termes exprès, comme on peut

le voir, en recourant à l'article 2 de la loi du 22 novembre 1791; aussi fut-il jugé le 6 avril 1815, que le vol commis sur la voiture d'un roulier devant la porte d'une auberge n'avait pas le caractère d'un vol commis sur un *chemin public* : « Attendu que, si l'article 383 du Code porte, d'une manière générale, la » peine des travaux forcés à perpétuité contre les vols commis *dans les chemins* » *publics*, cette disposition doit être néanmoins entendue et appliquée d'après » les considérations qui l'ont déterminée, et les principes des anciennes lois » auxquelles elle se rattache; — Que le législateur a voulu protéger, par des peines » sévères, la sûreté des voyageurs dans les chemins qui les éloignent *des lieux* » *habités* et des secours qui pourraient les défendre contre les entreprises des » malfaiteurs; — Mais que ce motif de sévérité disparaît dans les chemins publics » qui, étant bordés de maisons, forment des rues de villes ou faubourgs, et où » les moyens de secours peuvent être appelés et fournis à tout instant... — Que » d'après ces considérations, et pour l'application de l'article 383 du Code » pénal, les rues des villes et faubourgs ne peuvent être censées comprises dans » les expressions *de chemins publics* employées dans cet article; — Que les vols qui » peuvent se commettre dans les rues, quoiqu'elles soient le *prolongement de che-* » *mins publics*, ne doivent être soumis qu'aux règles pénales établies par le Code, » contre les vols qui sont commis ailleurs que sur les chemins publics. »

VIII. Il faut donc tenir en principe, que l'on ne peut appliquer les peines prononcées par l'article 383, aux coupables de vols commis dans les rues ou places des villes; cependant, la Cour d'assises du département de la Haute-Saône ayant refusé de faire l'application de cet article à un accusé que le jury avait déclaré coupable d'avoir commis le vol dont il était prévenu *sur un chemin public*, « Attendu que le jury n'avait pas désigné dans sa déclaration la partie » du chemin public où le vol avait été commis, et qu'il était possible qu'il l'eût » été dans la partie de ce chemin qui traverse un village et où il perd sa qualité » de chemin public relativement aux vols : et que, *dans le doute*, cette der- » nière circonstance devait être tenue pour constante, comme la plus favorable » à l'accusé : » Son arrêt fut cassé, d'après ce considérant; « que la circon- » stance sur laquelle la Cour d'assises avait délibéré, n'était pas mentionnée » dans l'acte d'accusation, et qu'elle n'était pas plus résultée des débats... Qu'en » conséquence aucune question relative n'avait été soumise au jury; d'où suivait » que sa déclaration, telle qu'il l'avait faite, était complète et suffisante pour dé- » terminer l'application de la peine. »

Il n'y a pas le plus petit mot à dire contre cet arrêt dans l'état actuel de la jurisprudence; mais il résulte de celui qu'avait rendu la Cour d'assises du département de la Haute-Saône, une tendance générale à trouver des moyens

évasifs, lorsqu'il s'agit de l'application à faire de l'article 383 indifféremment à tous les cas qui peuvent se présenter; et par suite, le désir d'en voir modifier les dispositions, pour les mettre plus en harmonie avec les principes d'une exacte justice : les vols sur *les chemins publics* doivent, sans doute, être réprimés avec une grande sévérité; mais en les plaçant tous dans la même catégorie, il en résulte que le vol *le plus léger*, fût-il même dégagé de toutes circonstances aggravantes, doit être aussi rigoureusement puni que le vol qui serait accompagné des circonstances les plus graves, ce qui ne peut entrer dans une bonne distribution de la justice: la section criminelle de la Cour de cassation avait été la première à le sentir; et il a fallu toute l'autorité des sections réunies, forcées de plier sous le poids d'une loi qui n'admet aucune modification, pour faire revenir sur une jurisprudence qui semblait avoir concilié tous les intérêts: lorsque l'article 383 aura été révisé, la vindicte publique n'en sera que plus assurée. Il ne faudrait pas connaître, en effet, le cœur humain, pour se dissimuler que les jurés, instruits que le vol d'un écu, par cela seul qu'il aurait été commis sur un chemin public, n'aurait-il été accompagné d'aucune autre circonstance aggravante, emporterait contre son auteur, la peine des travaux forcés à perpétuité, ne croient pas blesser leur conscience en le déclarant *non coupable*, ce qui emporte nécessairement son *acquittement*, lorsqu'avec une loi *moins rigoureuse*, la punition du coupable se trouverait nécessairement assurée par la déclaration affirmative du jury.

IX. L'article 383 ne se trouvait pas inséré dans le projet du Code, ses auteurs en avaient trop senti les conséquences; ce ne fut qu'à l'une des dernières séances du Conseil d'État qu'il fut improvisé et adopté sans discussion; avec la plus légère réflexion, l'on se serait convaincu, que l'on ne pouvait placer au même rang, les vols commis par violence ou par toutes autres mauvaises voies, avec la simple soustraction d'un effet de la plus mince valeur, dénuée de tout autre circonstance qui en aggraverait le caractère.

ARTICLE CCCLXXXIV.

Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis à l'aide d'un des moyens énoncés dans le N.° IV de l'article 381, *même quoique l'effraction, l'escalade et l'usage des fausses clefs aient eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation et non dépendans des mai-*

sons habitées, et lors même que l'effraction n'aurait été qu'intérieure.

OBSERVATIONS.

I. Le vol aurait été commis *sans violence*, que s'il l'avait été à *l'aide d'un* SEUL *des moyens énoncés dans le* n.° IV *de l'article* 381, la peine des *travaux forcés à temps* deviendrait applicable à son auteur : ce n.° IV est ainsi conçu : « s'ils » ont commis le crime soit à l'aide d'effraction extérieure ou d'escalade ou » de fausses clefs, dans une maison, appartement, chambre ou logement ha- » bités ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances, soit en prenant le titre » d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être » revêtus de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, ou en » alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire. »

II. Mais pour faire rentrer le crime dans l'application de l'article 384, le vol doit, non-seulement, avoir eu lieu *dans des édifices, parcs ou enclos;* l'accusé doit, de plus, s'y être introduit *à l'aide d'un des moyens énoncés au* n.° 4 de l'article 381 ; il n'est pas de rigueur, toutefois, que le vol ait été commis *dans une maison habitée* ou servant à *l'habitation ;* il suffit qu'il l'ait été dans des édifices, parcs ou enclos, lors même que l'effraction n'aurait été *qu'intérieure : sic jud.* les 2 août 1811, 8 mai 1812 et 1.er avril 1813.

Lorsque la Cour de cassation rendit son arrêt du 2 août 1811, elle avait à prononcer sur un vol commis avant la mise en activité du Code pénal, de sorte, que l'on pourrait en contester rigoureusement l'application : mais ceux que la Cour rendit les 8 mai 1812 et 1.er avril 1813, le furent à raison de vols commis sous l'empire du Code : dans l'espèce de celui du 8 mai, le jury avait déclaré les accusés coupables de vol avec effraction sans la qualifier, et la Cour d'assises ne leur avait infligé que la peine de la *reclusion,* par application de l'article 386 : son arrêt fut cassé : « Attendu qu'il résulte de l'article » 384, combiné avec le n.° 4 de l'article 381, que les individus coupables » d'un vol commis à l'aide d'effraction, doivent subir la peine des tra- » vaux forcés à temps, *soit que l'effraction ait été* EXTÉRIEURE, *soit qu'elle n'ait été* » *qu'*INTÉRIEURE ; et qu'en condamnant seulement à la peine de la *reclusion* les » accusés déclarés par le jury coupables de vol *à l'aide d'effraction,* la Cour » d'assises a violé ledit article 383 et fait une fausse application de l'ar- » ticle 386. »

Dans l'espèce de celui du 1.er avril, le jury avait déclaré l'accusé coupable d'avoir volé du vin, à l'aide d'effraction faite à la porte de la cave d'une maison habitée ; et sur cette déclaration, l'accusé n'avait été condamné qu'à des

peines correctionnelles : l'arrêt fut cassé ; « Attendu que l'article 384 porte la » peine des travaux forcés à temps, même quoique l'effraction ait eu lieu *dans* » *des édifices* non servant à l'habitation et non dépendans de maisons habitées; et » que la Cour d'assises a violé cette disposition du Code pénal, en condamnant » le coupable à de simples peines correctionnelles. »

III. François B..... avait été déclaré coupable d'avoir volé à un marchand forain, un jour de foire, *une boîte contenant des bijoux*, avec les circonstances que cette boîte était fermée à cadenas, qu'elle était ficelée et qu'elle se trouvait placée avec d'autres marchandises, *sur une voiture couverte d'une toile ;* qu'elle en avait été enlevée et fracturée pour y prendre ce qu'elle renfermait. La question fut de savoir s'il s'agissait là d'une effraction *intérieure* dans le sens de l'article 396, et la Cour d'assises du département de Saône-et-Loire adoptant l'affirmative, avait condamné l'accusé à la peine portée en l'article 384 ; mais sur le pourvoi du condamné l'arrêt fut cassé le 19 janvier 1816, pour fausse application dudit article : « Attendu que d'après les articles 395 et » 396 du Code pénal, le fait de l'effraction ne peut former une circonstance » aggravante d'un vol, que lorsque, ayant été *extérieure*, on a pu s'introduire » à l'aide de cette effraction *dans des maisons, cours, basses-cours, enclos ou dé-* » *pendances, ou dans des appartemens ou logemens particuliers;* et lorsque, ayant » été *intérieure*, elle a été faite *après l'introduction*, dans les lieux qui viennent » d'être mentionnés, aux portes ou clôtures *du dedans*, ainsi qu'aux armoires » ou autres meubles fermés; — Que, dans l'espèce déterminée par la déclaration » du jury, l'effraction ne pouvait être qualifiée d'effraction *extérieure ;* qu'elle ne » pouvait pas non plus être qualifiée d'effraction *intérieure*, puisque la boîte frac- » turée avait été enlevée *dans une* VOITURE *qui ne pouvait être considérée comme mai-* » *son, édifice, cour, basse-cour, parc, enclos ou dépendances*, ni comme *appartement* » *ou logement particulier;* et que, pour cet enlèvement, *il n'y avait pas eu intro-* » *duction dans des lieux de la nature de ceux qui viennent d'être mentionnés.* »

IV. Il n'y aurait pas vol avec effraction *extérieure ni intérieure* dans la soustraction d'effets qui auraient été enfouis, et qu'on se serait appropriés en les déterrant : *sic jud.* le 17 novembre 1814. La fouille des effets enlevés avait eu lieu dans un jardin dépendant d'une maison habitée; mais pour s'y introduire les accusés n'avaient usé ni d'effraction, ni d'escalade, ni de fausses clefs : l'arrêt fut motivé sur ce que « l'article 384 du Code pénal n'est, d'après son » texte, applicable qu'aux vols commis à l'aide, soit d'escalade, soit de fausses » clefs, soit d'effraction; mais que, dans les faits déclarés par le jury à la charge » des accusés, il n'en est évidemment aucun qui indique l'escalade ou les fausses » clefs : qu'il n'en est non plus aucun qui constitue l'effraction telle qu'elle est dé-

» finie par l'article 393 du Code pénal, qui suppose la violation d'une clôture » destinée à former un obstacle aux moyens que le voleur voudrait employer » pour enlever l'objet enfermé ; et que, dans l'espèce, on ne peut considérer » comme formant un pareil obstacle, la terre dont on n'avait couvert les objets » volés que pour les soustraire à la vue et les cacher. »

V. Le fait à raison duquel s'était instruit le procès jugé par cet arrêt, était l'enlèvement *d'effets et d'une barique de vin enfouis dans un jardin :* la même question se représenta le 12 janvier 1815, et cette fois la prévention portait sur un vol *de pommes de terre qui avaient été pareillement enfouies dans un champ ;* les accusés avaient été condamnés à la peine de la *reclusion*, par application de l'article 388 ; l'arrêt fut cassé : « Attendu qu'à l'époque où les pommes de terre avaient » été volées elles n'étaient plus en état de récolte ; qu'elles avaient même été en- » fouies, qu'elles ne pouvaient donc être considérées que comme des fruits de » la terre *confiés volontairement et sans nécessité à la foi publique.* » On n'imagina pas même de supposer, que les accusés s'étaient rendus coupables d'effraction dans le fait d'enlèvement de la terre qui couvrait les choses volées.

VI. Un vol de barres de fer *arrachées du soupirail d'une cave, avec rupture de la pierre qui les retenait,* avait été commis ; question de savoir, si ce vol rentrait dans la disposition de l'article 384 : la Chambre d'accusation s'était prononcée pour la *négative ;* Attendu que le prévenu ne *s'était pas introduit* dans la maison pour commettre le vol, qui n'avait consisté que dans les barres même auxquelles il avait été fait effraction ; son arrêt fut cassé le 21 mai 1813, sur le motif : « Qu'il n'est pas besoin que le voleur se soit introduit à l'aide d'ef- » fraction, dans un lieu fermé, pour qu'il y ait vol avec effraction ; qu'en effet » l'article 395 définit l'effraction extérieure, celle à l'aide de laquelle *on peut* » *s'introduire.* » La question avait été déjà jugée dans le même sens par deux arrêts des 28 août 1807 et 8 août 1811. Dans l'espèce de ce dernier arrêt il y avait eu vol de *tuyaux de plomb incrustés dans un mur.*

VII. Un vol de bétail *à l'aide d'effraction faite à la clôture d'un herbage*, rentre dans l'application de l'article 384 qui parle, en général, *des parcs et enclos : sic. jud.* le 14 janvier 1813. L'article 391 porte, en effet : « Est réputé » parc ou enclos, tout terrain environné de fossés, de pieux, de claies, de » planches, de haies vives ou sèches, ou de murs, de quelque espèce de maté- » riaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, » la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de porte » fermant à clef ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et ou- » verte habituellement. » L'article 392 y assimile *les parcs mobiles.*

VIII. Mais il ne suffirait pas de la déclaration faite par le jury, que le vol

a été commis *dans un emplacement dépendant d'une maison habitée*, pour faire rentrer le crime dans la disposition de l'article 384; le mot *emplacement* étant une expression *vague*, qui ne suppose pas *nécessairement* un terrain *clos : sic jud. le* 1^er^ *avril* 1820.

IX. Il y aurait vol commis *avec fausses clefs*, dans le sens du Code, lors même que l'on se serait servi *de la véritable clef* pour s'introduire dans la maison, édifice ou dépendances : nous en avons cité un arrêt du 12 juillet 1811, dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 3, pag. 251; mais *l'usage* des fausses clefs doit avoir été fait *dans des édifices ou leurs dépendances, enfermés dans la clôture ou enceinte générale ou dans des parcs ou enclos : sic. jud.* le 27 juillet 1820. Dans l'espèce, la déclaration du jury portait simplement, que l'accusé *avait volé de la toile à l'aide de fausses clefs et la nuit :* il y avait eu réponse négative sur la question de savoir, si le vol avait été commis *dans une maison dépendant de celle habitée par le propriétaire de la chose volée*, et il n'en avait pas moins été fait application à l'accusé des dispositions de l'article 384; l'arrêt fut cassé : « Attendu que le vol déclaré contre le demandeur, n'ayant pas été reconnu avoir été commis dans une maison, édifice, » logement, ni dans la dépendance d'une maison ou édifice renfermés dans » la clôture ou enceinte générale, ni dans un parc ou enclos, la circonstance » de l'usage *de fausses clefs*, à l'aide duquel le vol aurait été fait, ne pouvait le » faire rentrer dans l'application dudit article 384. »

X. Il y aurait eu escalade, dans le sens du Code, lors même que la croisée par laquelle on se serait introduit dans l'habitation, n'aurait été élevée au-dessus du sol que de *quelques pieds*, et que le voleur aurait pu y entrer sans faire usage d'aucune voie étrangère : *sic. jud.* le 7 novembre 1811.

Mais il avait été jugé le 20 mai précédent, que le voleur ne s'était pas introduit, *par escalade*, dans le chantier où il avait commis le vol, en traversant sur la glace, la rivière qui lui servait de *clôture :* « Attendu que la congélation » de la rivière avait laissé le passage libre, comme aurait pu le faire *une porte* » *ouverte.* »

XI. Le 15 janvier 1813, la Cour de cassation eut à juger le point de savoir si l'individu qui s'était introduit *par escalade dans une maison habitée*, et qui s'y était rendu coupable *d'un vol*, pouvait être condamné à la peine portée en l'article 384, lorsqu'il résultait de la déclaration du jury, *qu'il s'y était introduit sans avoir eu l'intention de voler;* et la Cour se décida pour *l'affirmative :* « Attendu que si, pour caractériser *le fait principal de vol*, la loi exige que l'auteur » ait eu l'intention de spolier le propriétaire, elle n'a point exigé la même inten» tion *à l'égard des moyens qui auraient été mis en usage pour commettre le vol.* »

XII. Il fut jugé, le 17 octobre 1821, que le simple vol de *quelques plants de choux*, commis dans un jardin, *à l'aide d'escalade*, constituait le crime prévu et puni par l'article 384; qu'en conséquence, l'accusé devait être condamné à la peine des travaux forcés à temps.

XIII. *L'appartement* que l'on occupe dans une maison doit être considéré comme étant la maison de celui qui l'habite; d'où suit, que le vol que l'on y aurait commis à l'aide de l'un des moyens énoncés dans l'article 381, ferait nécessairement rentrer le crime dans l'application de cet article et des suivans, selon qu'il serait accompagné de toutes ou de quelques-unes des circonstances qui s'y trouvent mentionnées.

ARTICLE CCCLXXXV.

Sera également puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis, soit avec violence, lorsqu'elle n'aura laissé aucune trace de blessure ou de contusion, et qu'elle ne sera accompagnée d'aucune autre circonstance, soit sans violence, mais avec la réunion des trois circonstances suivantes :

1.° Si le vol a été commis la nuit;

2.° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;

3.° Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées.

OBSERVATIONS.

I. Le vol qui a été commis *avec violence* n'aurait laissé *aucune trace de blessure ou de contusion*, il n'aurait été accompagné d'aucune autre circonstance, que ce serait toujours la peine des travaux forcés à temps qui devrait être prononcée contre son auteur; et cette peine devrait même lui être appliquée, quand il n'aurait exercé aucune violence, si le vol avait été commis dans la réunion des trois circonstances suivantes, savoir : la *nuit*, par *plusieurs personnes* et avec *port d'armes*.

Que les armes eussent été *apparentes* ou *cachées*, la condition de la loi n'en aurait pas moins été remplie.

II. La *menace* d'exercer des *violences* ou de faire *usage des armes* dont on aurait été porteur, ne suffirait pas pour faire rentrer le crime dans la dis-

position de l'article 385, si des violences n'avaient pas été réellement *exercées*, ou si l'une des autres conditions dudit article manquait ; car le concours des trois conditions est requis pour constituer le crime qu'il prévoit et qu'il punit.

ARTICLE CCCLXXXVI.

Sera puni de la peine de la reclusion, tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après :

1.° *Si le vol a été commis la nuit, et par deux ou plusieurs personnes, ou s'il a été commis avec une de ces deux circonstances seulement, mais en même temps dans un lieu habité ou servant à l'habitation ;*

2.° *Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées, même quoique le lieu où le vol a été commis ne fût ni habité ni servant à l'habitation, et encore quoique le vol ait été commis le jour et par une seule personne ;*

3.° *Si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait ; ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti, dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître, ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé ;*

4.° *Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre ; ou enfin, si le coupable a commis le vol dans l'auberge où l'hôtellerie dans laquelle il était reçu.*

OBSERVATIONS.

I. Quoique l'article 386 ne prononce que la peine de la *reclusion*, cette peine est assez grave, pour que l'on doive se garder de l'appliquer par analogie, hors des cas qui s'y trouvent prévus.

II. Lorsqu'il y a eu vol ou tentative de vol commis *la nuit*, et en *réunion de deux ou plusieurs personnes*, il n'en faut pas davantage pour rendre applicable les dispositions de l'article 386. Il devient inutile alors de rechercher *dans quel lieu* le vol a été commis ou tenté de commettre : mais les deux circonstances de la nuit et de plusieurs personnes, doivent nécessairement *concourir* et avoir été *concomitantes* du vol ; d'où suit, que l'on ne pourrait considérer le vol comme ayant été commis par plusieurs, lorsqu'il y aurait eu *recélé* des choses volées, par des individus qui n'y auraient pas personnellement coopéré, quoique le recélé soit constitutif d'une complicité punissable.

III. Si le vol avait été commis ou tenté de commettre *dans un lieu habité ou servant à l'habitation*, il suffirait qu'il s'y rattachât la circonstance *de la nuit* ou celle de la réunion *de deux ou plusieurs personnes ;* de sorte que le vol aurait été commis, même *le jour*, que s'il l'avait été dans un lieu habité ou servant à l'habitation, ou que s'il l'avait été la *nuit* ou *par plusieurs personnes*, la peine de la *reclusion* devrait être appliquée à ses auteurs.

IV. Trois individus avaient été surpris la nuit dans des plants de noisetiers sur lesquels ils avaient déjà cueilli trois sacs de noisettes qu'ils avaient déposés sur un chemin contigu : mis en accusation, sur prévention de ce délit, le jury les avait déclarés coupables, avec toutes les circonstances que nous venons de rappeler ; et la Cour d'assises les avait condamnés à cinq ans de reclusion, par application du n°. 1.er de l'article 386 du Code pénal, quoique le vol eût été commis en rase campagne ; mais sur le recours en cassation, l'arrêt fut annullé le 22 mars 1816. « Attendu que le fait, tel qu'il avait été déclaré par le » jury, ne présentait aucune des circonstances mentionnées dans l'art. 384 du » Code pénal ; que l'absence de ces circonstances doit laisser au vol déterminé » dans l'acte d'accusation, le simple caractère de délit contre la police des cam- » pagnes, et conséquemment le caractère de délit rural : d'où il résulte que » l'arrêt attaqué a fait une fausse application de l'article 386, et violé les ar- » ticles 34 et 35 de la loi du 6 octobre 1791, sur la police rurale. »

V. Par ces mots, *lieux habités ou servant à l'habitation*, qui se lisent dans l'article 386, doit-on entendre même leurs *dépendances ?* Le doute se tire de ce que, dans plusieurs de ses articles, le Code pénal parlant *de maisons habitées ou servant à l'habitation*, ajoute, *et de leurs dépendances*, lorsque, dans l'article 386 il n'a parlé que *de lieux habités ou servant à l'habitation*, et qu'en matière *pénale*, on ne peut suppléer au silence de la loi : cependant, il est d'une jurisprudence constante, que les vols commis dans les *dependances* des maisons habitées *ou servant à l'habitation*, font rentrer le délit dans la disposition dudit

article, ainsi qu'il résulte des arrêts des 4 janvier et 18 juin 1812, 16 avril (1), 22 juillet et 27 août 1813 et 29 décembre 1820, tous motivés sur la combinaison des articles 386 et 390, et sur ce que l'article 390 porte, « *qu'est* RÉPUTÉ » *maison habitée*, tout bâtiment, logement, loge, cabane même mobile, *et tout* » *ce qui en dépend comme cours, etc...* » Cependant les criminalistes ne sont pas tous bien convaincus qu'il résulte nécessairement de ce que, TOUT CE QUI DÉPEND *d'une maison habitée*, est *réputé* maison habitée, ce soit réellement un lieu habité, *ou servant à l'habitation*, dans le sens de l'article 386; plusieurs pensent que le Code ayant parlé *restrictivement* en cet article, *de lieux habités ou servant à l'habitation*, lorsque dans d'autres de ses articles, il a ajouté : ou *de leurs dépendances*, l'on doit en conclure que le législateur n'a pas voulu, pour ce cas particulier, étendre plus loin sa prévoyance.

VI. Les magasins, granges, écuries, et généralement tous les lieux habités ou servant à l'habitation, se trouveraient séparés de la maison d'habitation du maître, *par un chemin public*, que, s'il y couchait *habituellement* des commis ou domestiques, il y aurait lieu d'appliquer à l'accusé les dispositions de l'article 386, au cas de réunion des autres circonstances aggravantes exigées par ledit article : *sic jud.* le 4 septembre 1812; mais les vols commis dans les magasins, granges, écuries ou autres bâtimens qui seraient *ainsi séparés* de la maison d'habitation sortiraient de l'application de l'article 386, si ces édifices n'étaient pas destinés à être habités, *pendant la nuit : (Arrêt du 30 mai 1812.)* Il en serait autrement s'ils n'étaient *séparés des lieux habités* que *par un chemin de desserte*, qui traverserait l'enclos et dont ils ne seraient plus alors, en effet, qu'une dépendance.

VII. Il est indifférent que le vol ait été commis au préjudice *du maître de la maison ou d'un étranger ;* il suffit qu'il y ait eu réellement vol dans un lieu habité ou servant à l'habitation : *sic. jud.* le 24 juin 1813.

VIII. Il serait de même indifférent que le vol de la chose appartenant *à*

---

(1) Dans l'espèce de cet arrêt, le vol avait été commis dans un jardin *ouvert,* mais attenant et formant une *dépendance* d'une maison habitée : dans l'absence de cette circonstance, ce n'aurait été qu'un vol de fruits, sur pied, commis dans la campagne, ce qui n'aurait constitué qu'un simple *maraudage*, et ce qui, par suite, l'aurait fait rentrer dans la disposition de l'article 35 du Code rural, malgré la double circonstance de la *nuit* et de *plusieurs*, ainsi que la Cour de cassation l'a jugé par l'arrêt du 22 mars 1816, que nous avons rapporté sous le N.° IV.

l'étranger eût été commis par une personne que *le mattre de la maison* y aurait lui-même introduite : *(Arrêt du 8 juillet même année.)*

IX. Il le serait également, quand ce serait *le mattre de la maison* qui aurait commis le vol, au préjudice des personnes qu'il y aurait reçues : *sic jud.* le 29 juin 1813 : l'abus de confiance dont il se serait rendu coupable ajoute-rait encore à la gravité de son délit.

X. Il suffit que le vol ait été commis dans un lieu habité ou servant à l'habitation, lorsqu'il ne l'aurait pas été *à l'instant* de la consommation ou de la tentative du crime.

XI. Les sections réunies de la Cour de cassation ont jugé que le vol commis dans une *église* est un vol commis *en maison habitée ;* mais la troisième Cour d'assises, devant laquelle l'affaire a été renvoyée, a encore jugé la question dans le même sens que l'avaient fait les deux premières ; de sorte qu'il reste toujours indécis, si les églises doivent être considérées comme des lieux habités, dans le sens du Code pénal ; et la même incertitude régnera tant que la question n'aura pas été résolue par l'autorité compétente. Nous examinerons plus amplement la question sous le n.° 41.

XII. Le second paragraphe de l'article 386 ne prend en considération, ni le lieu où le vol a été commis, ni le nombre de personnes qui s'en sont rendues coupables, ni la circonstance du jour ou de la nuit : il suffit que l'accusé fut porteur d'armes *apparentes ou cachées*, lorsqu'il a commis le vol.

L'article 101 détermine ce qui doit être considéré comme *armes*, et cet article n'attache ce caractère *aux couteaux*, *aux ciseaux de poches*, *et aux simples cannes ou bâtons*, qu'autant que le porteur s'en est servi *pour tuer*, *blesser ou frapper*, et jamais, conséquemment, pour en faire résulter l'application de l'article 386, car l'usage qui en aurait été fait, aurait constitué une *violence* qui aurait fait rentrer le crime dans la disposition de la première disposition de l'article 385.

XIII. Nous avons expliqué dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1.er, pag. 214, n.° 5, ce que l'on doit entendre *par domestiques ou hommes de service à gages.*

Lorsque c'est un individu de cette qualité qui a commis le vol, qu'il s'en soit rendu coupable envers son maître, sa femme ou ses enfans, que ce soit au préjudice de personnes étrangères reçues dans la maison de son maître, ou de celles chez lesquelles il l'aurait acompagné, le crime est le même ; il rentre nécessairement dans la disposition de l'article 386 ; sans qu'il soit besoin qu'il s'y rattache aucune autre circonstance aggravante, telle que

seraient celles de la *nuit*, de la réunion *de plusieurs personnes*, du port *d'armes*, ou *de violence* : il suffit de la simple qualité *de domestique ou d'homme* de *service à gages.*

XIV. Le gardien établi pour la surveillance d'une habitation et qui reçoit des salaires, est un *homme de service à gages*, dans le sens naturel qui se rattache à cette qualification; ce qui fut ainsi jugé le 16 avril 1818; mais il faut qu'il soit *gagé* pour faire ce service; cependant on ne voit pas dans cet arrêt la mention que l'accusé fût gagé, on lit simplement dans ses considérans; « que » d'après l'énoncé du procès-verbal du commissaire de police, comme du » mandat de dépôt et des citations à témoins, le prévenu, *concierge* de la » maison de Vitré, était en même-temps *gardien du château*; — Que c'étaient » des effets mobiliers dépendans du château *confié* à sa garde, qu'il était reconnu » coupable d'avoir volés; que, par conséquent, ce vol était du nombre de » ceux qui sont commis *par des hommes de service à gages*, et déclarés par le » paragraphe 3 de l'article 386, passibles de la peine de la reclusion. »

Quoique cet arrêt n'ait été rendu que *dans l'intérêt de la loi*, sans que, conséquemment, la question ait été contradictoirement débattue, l'on ne doit pas moins tenir pour constant, qu'*un concierge ou gardien* de maison est un véritable *homme de service*; mais ce serait aller trop loin que d'en induire qu'une pareille qualité pût suffire pour faire rentrer le vol dans l'application de l'article 386, s'il n'y avait pas, en même temps, preuve au procès qu'il fût accordé au concierge ou gardien, *des gages* pour son gardiennat; car ce n'est *que des hommes de service à gages* que parle l'article 386.

XV. Le domestique ou l'homme de service à gages qui n'aurait fait que *recéler* la chose volée à son maître ou dans la maison de son maître, par des personnes étrangères, sans avoir *participé au vol*, ne serait pas punissable de la peine portée au présent article; il n'aurait encouru que celle de la *complicité* du vol par le fait de son *recélé* : *sic. jud.* le 16 avril 1818; « Attendu, porte l'arrêt, que le *recélement* d'un effet volé est un fait postérieur » au vol; qu'il n'en suppose par la coopération; — Que le §. 3 de l'article 386 » n'a fait de la domesticité une circonstance aggravante du vol, qu'envers celui » qui l'a commis ou y a participé; qu'il ne l'a point étendu à celui qui, après » le vol, en a recélé tout ou partie des objets;... que la qualité qui avait été re- » connue à l'accusé, de domestique de celui au préjudice de qui le vol avait » été commis, ne formait pas, à l'égard du recélement dont il s'était rendu » coupable, une circonstance aggravante qui pût l'entraîner hors de l'applica- » tion des articles 59 et 62; — Que, néanmoins, la Cour d'assises du département

» du Gard l'a condamné à cinq ans de reclusion ;... que ladite Cour d'assises » a donc fait une fausse application de la loi pénale. »

Il résultait de la déclaration du jury, que le vol avait été commis *pendant* que l'accusé était *domestique* de la personne volée, mais qu'il n'avait pas *participé au vol*, qu'il s'en était simplement rendu le complice *par recélé lorsqu'il était encore domestique du maître au préjudice duquel le vol avait été fait ;* ce que la Cour d'assises avait jugé suffire pour faire appliquer à l'accusé les dispositions de l'article 386 ; mais, elle avait fait évidemment une fausse application de cet article.

XVI. S'il se réunissait au vol *domestique* d'autres circonstances *aggravantes* du crime, ce serait la peine encourue, d'après ces circonstances, qui deviendrait applicable; mais alors la qualité de domestique ou d'homme de service à gages, ne devrait plus être prise en considération : il faudrait appliquer à l'accusé la peine prononcée par l'article du Code pénal qui aurait prévu et puni le crime dont il se serait rendu coupable, sans aggravation, à raison de sa qualité.

XVII. Le *complice* du vol commis par un *domestique* ou un *homme de service à gages*, doit être puni de la même peine que celle qui devient applicable à l'auteur du crime : *sic jud.* le 8 juillet 1813. Deux femmes, l'une *domestique*, l'autre demeurant dans la même maison, mais non pas en état de domesticité, avaient commis *de concert* un vol dans cette maison : mises en accusation, à raison de ce vol, la Cour qui se trouvait saisie, n'avait prononcé contre celle des accusées qui n'était pas en état de domesticité dans la maison, qu'une peine de police correctionnelle ; mais son arrêt fut cassé ; « Attendu que Marie C.... (celle qui » n'était pas en état de domesticité) ayant commis le vol de concert avec Lu» crèce L.... (la domestique) devait être punie comme elle de la peine *de la* » *reclusion*, parce que *tous les auteurs d'un même vol* s'aident nécessairement et » s'assistent réciproquement par leur coopération commune dans les faits qui » préparent ou facilitent ces vols, ou dans ceux qui les consomment : qu'ils » sont donc *complices* les uns des autres, aux termes de l'article 60 du Code » pénal ; qu'ils doivent donc être punis de la même peine, d'après la disposition » de l'article 59 du même Code. »

L'arrêt considéra de plus que, d'après les circonstances du fait, dans ses rapports avec ladite Marie C...., son délit rentrerait toujours dans les dispositions du n°. 1 de l'article 386, de sorte que sous tous les points de vue, il avait été fait une fausse application de la loi pénale.

Ce dernier considérant suffit pour justifier l'arrêt : mais le premier pourrait ne pas paraître aussi décisif ; car ce n'est qu'à raison *de la domesti-*

cité que la peine est aggravée dans l'auteur du vol ; et l'on tient en général, sauf les cas d'exceptions portés dans le Code, que les peines qui s'aggravent par *la qualité* des personnes, ne doivent être appliquées qu'à ces personnes, et non pas à leurs *coopérateurs* ou *complices ;* et aucune loi ne porte que les peines qui s'aggravent par la qualité de domestique ou d'homme de service à gages, deviennent applicables à leurs *complices.*

XVIII. Marie B.... *domestique*, balayant la salle à manger dans la maison de son maître, avait trouvé la bague en brillans d'un des convives, et non seulement cette fille n'en avait rien dit à son maître, mais elle avait niée l'avoir trouvée, lorsque celui à qui la bague appartenait était venu la réclamer ; elle l'avait depuis présentée à vendre à un bijoutier, disant qu'elle l'avait reçue en cadeau. Des poursuites avaient été dirigées contre elle par la voie criminelle, et la chambre d'accusation, ne voyant dans le fait aucun délit prévu et puni par le Code pénal, avait ordonné sa mise en liberté : son arrêt fut cassé ; « attendu que » Marie B.... en prenant ainsi chez ses maîtres, une bague sur laquelle elle » n'avait aucun droit de propriété, et en la conservant par devers elle, sans en » prévenir son maître, avait soustrait cette bague : et attendu que la Cour royale » n'avait pas dit, qu'elle ne pouvait même pas dire, qu'il résultait de l'instruc- » tion, que lors de cette soustraction, la fille B.... n'avait pas l'intention de » s'approprier cette bague : que la moralité de cette soustraction devait donc » être appréciée d'après les faits qui l'avaient immédiatement suivie : que ces » faits prouvaient évidemment qu'en prenant la bague, la fille B... avait eu l'in- » tention d'en faire son profit ; que cette soustraction avait donc été *frauduleuse* : » qu'elle avait dès-lors le caractère du vol, déterminé dans l'article 379 du Code » pénal ; qu'on ne pouvait point, pour lui ôter ce caractère, faire l'application » de l'art. 716 du Code civil relatif à la propriété d'un trésor trouvé, puisque, d'après » cet article, le trésor est toute chose cachée ou enfouie, sur laquelle personne » ne peut justifier sa propriété, et que toutes les circonstances de cette défini- » tion sont étrangères à l'espèce dont il s'agit : que la Cour Royale s'est appuyée » avec aussi peu de fondement sur l'article 717 du même Code, qui n'est re- » latif qu'aux droits sur les choses perdues dont le maître ne se représente pas : » cependant la bague n'avait pas passé dans les mains de l'accusée *par une sous- traction frauduleuse*, et tout ce qui s'était passé depuis n'avait pu lui imprimer ce caractère : il y avait bien eu *rétention* de la chose d'autrui, mais toute rétention de la chose d'autrui n'a pas le caractère du vol, il faut qu'il y en ait eu soustraction frauduleuse ; et pour savoir s'il y en a eu soustraction frauduleuse, c'est le moment de l'action qui seul peut être pris en considération. Toutes les raisons que l'on donne à l'appui du système contraire, ne nous ont pas con-

vaincu, et nous pouvons même fonder le nôtre sur les considérans de l'arrêt que nous avons rapporté dans nos observations page 216, n.° XVII.

XIX. La Cour de cassation jugea le 13 février 1819, qu'un domestique commet le crime prévu au §. 3 de l'article 386, lorsqu'il *vole* dans la maison de son maître des effets que le domestique qu'il a remplacé y *a laissés*; d'où suit, que l'on ne doit pas considérer comme condition nécessaire, pour constituer le vol réprimé par le §. 3 du présent article, que la personne volée soit *résidante dans la maison* du maître où le vol a été commis : l'arrêt fut motivé sur ce que : « La première disposition du n°. 3 de l'article 386 est générale ; qu'elle s'ap- » plique conséquemment au vol commis par un domestique *de tous effets* qui » pouvaient se trouver dans la maison de son maître *et n'y étaient pas sous la* » *surveillance du propriétaire particulier de ces effets;* que la deuxième disposition du » même article est une extension de la première; qu'elle attribue le même carac- » tère de vols qualifiés aux vols commis par un domestique dans la maison de » son maître, envers des personnes qui s'y trouvaient et pouvaient veiller elles- » mêmes à la conservation de leurs effets ; ... — Que delà, il s'ensuit que le vol » dont il s'agit a le caractère d'un vol domestique : » la question fut de nouveau jugée dans le même sens, et presque dans les mêmes termes, par arrêts des 20 janvier 1822 et 10 janvier 1823.

XX. *Le garçon de recette d'un banquier* qui détournerait à son profit l'argent provenant de la recette, se rendrait coupable du crime prévu et puni par l'article 386 : *sic jud.* le 9 juillet 1812 : « Attendu que l'argent reçu appartenait » à son maître et que ledit article n'exige pas que, pour rentrer dans son » application, le vol ait été commis, *par le domestique*, dans la maison de son » maître. »

Il fut pareillement jugé, le 9 novembre suivant, qu'un *garçon meûnier*, chargé par son maître de conduire chez ses pratiques la farine provenant du grain qu'il avait reçu pour moudre, et qu'il avait soustraite frauduleusement, s'était rendu coupable du crime prévu par l'article 386 : la farine, il est vrai, n'appartenait pas au maître du garçon qui l'avait soustraite ; mais en volant cette farine, le prévenu avait donné lieu contre son maître, à l'exercice d'une action, pour en réclamer la valeur ; de sorte que c'était bien réellement le maître qui avait été volé.

XXI. Mais si le vol qu'aurait commis l'homme de service à gages ne pouvait porter préjudice à son maître, soit directement, soit indirectement, et que le vol n'eût été commis ni dans la maison du maître, ni dans celle où le domestique l'aurait accompagné, le vol sortirait nécessairement de la disposition du n.° 3 de l'article 386 ; c'est ce que la Cour de cassation jugea, le 22 janvier

1813, dans l'espèce suivante : *une cuisinière* avait reçu de son maître l'argent nécessaire pour faire les provisions du ménage, et au lieu d'employer cet argent à l'usage auquel il était destiné, elle se l'était approprié, en prenant à crédit, chez les fournisseurs, les denrées qui se consommaient dans la maison. Dans cet état de choses, la cuisinière avait été mise en accusation comme prévenue de vol *domestique ;* mais sur son recours en cassation contre l'arrêt qui l'avait ainsi jugé, l'annullation en fut prononcée ; « Attendu que son maître lui ayant » remis l'argent nécessaire pour acheter comptant les provisions de son ménage, » ne pouvait être tenu de rien envers les fournisseurs ; d'où il suivait que le » détournement de deniers fait par l'accusée ne pouvait causer aucun préju- » dice à son maître ; que conséquemment elle ne pouvait être réputée cou- » pable de vol envers celui-ci. »

XXII. L'individu qui est logé et nourri dans une hôtellerie pour y faire habituellement le service, ne recevrait d'autre salaire *que le don volontaire* des personnes qui la fréquentent, que le vol qu'il aurait commis dans l'hôtellerie n'en aurait pas moins le caractère d'un vol *domestique : sic jud.* le 28 mars 1807.

XXIII. L'article 386, n.° 3, a placé dans la même catégorie *que les domestiques et les hommes de service à gages, les ouvriers, compagnons ou apprentis*, quant aux vols dont ils peuvent se rendre coupables *dans la maison, l'attelier ou le magasin de leurs maîtres*, et aussi les individus *travaillant habituellement dans la maison où ils ont volé* ; il fut jugé, en conséquence, le 15 avril 1813, qu'un ouvrier qui était logé et nourri dans la maison du maître où il travaillait et qui s'y était rendu coupable de vol, avait encouru, pour ce fait, les peines portées au présent article.

Si c'était hors de la maison, attelier ou magasin, que l'accusé eût commis le vol, lors même qu'il l'aurait commis au préjudice du maître chez lequel il aurait été employé, les dispositions de l'article 386 ne lui seraient plus applicables.

Dans l'espèce jugée par l'arrêt du 15 avril 1813, l'ouvrier était logé et nourri dans la maison du maître chez lequel il travaillait ; mais il n'y aurait pas été logé ni nourri, que son crime aurait eu la même gravité, l'article 386 n'ayant pas fait de cette circonstance une condition nécessaire pour faire rentrer le délit dans sa disposition.

XXIV. Pour que la peine prononcée par l'article 386 puisse être légalement appliquée, le jury doit avoir formellement déclaré que l'accusé avait, au temps de l'action, l'une des qualités exprimées audit article et, de plus, si c'était un domestique qui fût prévenu d'avoir commis le vol, qu'il s'en fût rendu coupable, soit au préjudice de son maître ou de quelques personnes de

sa maison, soit de choses qui s'y trouvaient déposées, soit dans une maison où il aurait accompagné son maître; et si c'était un ouvrier, compagnon ou apprenti ou toute autre personne travaillant habituellement dans la maison, que ç'aurait été dans la maison, attelier ou magasin du maître, ou dans la maison où l'accusé aurait habituellement travaillé : *sic jud.* les 23 avril et 5 septembre 1821 et 11 avril 1822. La Cour d'assises ne pourrait suppléer *au silence* qu'aurait gardé le jury sur ces divers points, ni les *écarter* s'ils résultaient de la déclaration du jury, sans commettre un excès de pouvoir qui emporterait la cassation de son arrêt : *sic jud.* le 22 novembre 1811.

XXV. La chose volée n'aurait pas appartenu *au maître de la maison*, *de l'attelier ou du magasin*, qu'il suffirait, que ce fût dans l'un de ces lieux que la soustraction eût été faite, pour que l'article 386 devînt applicable à son auteur; cet article n'exigeant autre chose, sinon que le vol ait été commis *dans la maison, l'attelier ou le magasin.*

XXVI. Si l'accusé du vol commis dans la maison, l'attelier ou magasin, n'y avait pas travaillé, comme ouvrier, compagnon ou apprenti, mais simplement à titre *d'ami*, sans en avoir retiré aucune *rétribution*, il y aurait travaillé habituellement, que ce ne serait plus qu'un vol ordinaire, dont il se serait rendu coupable, et il n'aurait encouru que les peines de son délit, d'après les circonstances plus ou moins aggravantes qui viendraient s'y rattacher; autres toutefois que celles mentionnées au n.° 2 de l'article 386.

XXVII. Le commis d'une maison de commerce s'était rendu coupable de vol au préjudice du fabricant chez lequel il était employé; mais en le déclarant coupable de la soustraction frauduleuse dont il était accusé, le jury n'avait pas ajouté qu'il travaillait *habituellement* chez ce fabricant; ce qui fit juger, le 29 juin 1812, que son délit sortait de la disposition de l'article 386, pour rentrer dans celle de l'article 408 qui punit *le détournement des choses confiées pour un travail salarié;* mais le commis qui se serait rendu coupable de vol, envers celui qui l'emploierait habituellement, aurait encouru les peines prononcées par l'article 386 : *sic jud.* le 16 mars 1816. Dans l'affaire jugée par cet arrêt, le commis soutenait sur son pourvoi, qu'il lui avait été fait une fausse application de l'article 386, attendu qu'un *commis* n'était pas un *ouvrier* dans le sens dudit article; que ces expressions : *travaillant habituellement*, qui s'y lisent, ne pouvaient se rapporter qu'à des *ouvriers;* son pourvoi fut rejeté : « Attendu que ces expressions : *tra-*
» *vaillant habituellement*, excluent toute exception de qualifications accessoires
» qui peuvent être données à l'individu coupable de vol, dans la maison où ce
» même individu faisait un travail habituel : » il suffit qu'il soit constaté, que

le vol a été commis par un individu travaillant *habituellement* dans la maison où il est employé, pour faire rentrer le crime dans l'application dudit article 386, lors même qu'il aurait été reconnu et déclaré en fait, qu'il n'y travaillait pas, à l'instant qu'il s'en était rendu coupable : *sic jud.* le 27 août 1813.

XXVIII. Le receveur de la commune d'Amiens, avait *volontairement confié* à L... *employé dans son bureau*, une clef de la caisse renfermant sa recette, et L... était prévenu *d'avoir détourné et dissipé des deniers de cette caisse au préjudice du receveur qui en était comptable, et qui les lui avait confiés pour en faire un emploi déterminé par la nature de sa gestion et de sa comptabilité.* Cependant, et quoiqu'il ne fût pas méconnu que L... fut *un commis salarié*, ce qui se trouvait formellement mentionné dans l'ordonnance de la Chambre du conseil, sans avoir été contredit par l'arrêt de la Chambre d'accusation ; cette Chambre avait renvoyé la connaissance de l'affaire devant le tribunal de police correctionnelle, par application de l'article 408, mais son arrêt fut cassé ; « Attendu que » la circonstance, que le receveur avait *volontairement* confié à L... une clef et l'ad» ministration de sa caisse, ne pouvait empêcher que la disposition de l'art. 386 » n°. 3, ne fût applicable aux faits dont L... était prévenu, puisque la » confiance volontaire dont il avait été investi par le receveur, était devenue » une confiance *nécessaire*, par l'acceptation de l'emploi, et par l'énonciation » du mandat que ledit L... avait reçu dudit receveur : que d'ailleurs le n°. 3 » de l'article 386 s'applique à tout homme *de service à gages*, et au vol commis » par tout individu travaillant *habituellement* dans l'habitation où le vol a été » commis, et que ledit L... en qualité *de commis salarié* par le receveur, se » trouve compris tout à la fois, et dans la dénomination *d'homme de service à* » *gages* et dans celle d'individu travaillant *habituellement* dans la maison : et » attendu que l'article 408, s'applique seulement à ceux qui ont détourné des » deniers ou effets qui ne leur avaient été remis *qu'à titre de dépôt* ou *pour* » *un travail salarié*, à la charge *de les rendre et de représenter* ou d'en faire un em» ploi ou un usage *déterminé:* que la prévention, dans l'espèce, ne peut rentrer » dans la violation du dépôt ; qu'elle ne saurait se rattacher non plus aux autres » faits de cet article, qui ne peuvent évidemment concerner ceux qui dé» tournent et soustraient des effets dans une maison où ils *travaillent habituel*» *lement*, lesquels, étant déjà compris dans le n.° 3 de l'article 386, ne peu» vent point l'être dans l'article 408, dont les expressions d'ailleurs, excluent » par elles-mêmes ce genre de détournement et de soustraction. »

XXIX. Les dispositions du n.° IV de l'article 386 étaient celles qui pouvaient présenter, dans l'application, de plus grandes difficultés ; mais l'avis du Conseil-d'État du 10 octobre 1811, a donné sur ce point, tous les rensei-

gnemens désirables; on y voit que : « la peine de la reclusion, portée par l'ar-» ticle 386 du Code pénal, contre les vols commis *dans une auberge ou hôtelle-» rie* est applicable aux vols commis dans *une maison ou hôtel garni.* » Et cet avis ayant acquis force de loi, la Cour de cassation n'a pas hésité de juger que la disposition de l'article 386 recevait une application nécessaire aux vols commis *dans les cabarets, cafés et restaurans : sic jud.* les 28 mai 1813 et 2 août 1815.

XXX. Quelques tribunaux avaient pensé, que cet avis du Conseil-d'État ne devait recevoir d'application qu'au cas où le vol aurait été commis *dans le local* où l'on donne à boire et à manger, dans les cabarets, cafés et restaurans; mais cette distinction fut rejetée, par arrêt du 16 avril 1813 : dans l'espèce, le vol avait été commis dans la chambre particulière du cabaretier.

On avait également prétendu que le vol devait avoir été commis par *le propriétaire de l'hôtellerie*, que s'il l'avait été *par son mandataire pour la tenue de l'hôtellerie*, il n'y aurait plus dans la personne de ce mandataire qu'un simple vol à réprimer; mais la Cour de cassation fit justice de cette absurde prétention, par arrêt du premier octobre 1812.

XXXI. Le 4 du même mois, la Cour jugea que l'on ne pouvait considérer comme aubergistes, cabaretiers, maîtres d'hôtels garnis, etc., les personnes *qui logeaient passagèrement des militaires*, lors même qu'elles en retireraient une rétribution; sauf l'application à leur faire des lois relatives aux vols de toute autre nature, suivant les circonstances qui viendraient en aggraver la criminalité.

XXXII. Lors même que le vol commis dans une auberge ou hôtellerie l'aurait été la *nuit* et en réunion de plusieurs personnes, la peine prononcée par l'article 386 serait la seule applicable à son auteur; les vols de cette qualité, quoique commis en maison habitée, n'emportant la peine des travaux forcés, qu'au cas *de port d'armes*, aux termes de l'article 385 : *sic jud.* le 27 décembre 1811.

XXXIII. La disposition du quatrième paragraphe de l'article 386 reçoit son application, non-seulement aux maîtres de l'auberge ou de l'hôtellerie et aux personnes de leur maison, mais à toutes celles qui y sont *reçues*, ne fût-ce que pour s'y *reposer : sic jud.* les 14 février 1812, 22 juillet et 27 août 1813. Mais il faut y avoir été *reçu* pour y prendre *de la nourriture ou du repos*, et non pas à simple titre de *familiarité* ou de *voisinage*, ainsi qu'il fut jugé les 5 septembre 1811 et 16 avril 1813.

S'il ne résultait pas de la déclaration du jury que l'auteur du vol avait été

reçu dans l'hôtellerie pour y prendre de la nourriture ou pour s'y reposer, et qu'il en résultât au contraire, et à plus forte raison, que ce n'aurait pas été pour l'un de ces motifs qu'il y aurait été reçu, ce serait faire une fausse application de l'article 386, que de condamner l'accusé à la peine qu'il prononce : *sic jud.* les 4 mars 1813 et 1.er avril 1819. L'article 386 a mis, en effet, pour *condition nécessaire* à son application, que l'auteur de la soustraction eût été *reçu* dans l'auberge ou l'hôtellerie; et l'on a vu ce que l'on devait entendre par *reçu* dans le sens dudit article.

Cependant, l'arrêt du 1.er avril 1819 semble supposer qu'il suffirait d'une déclaration *implicite*, que l'accusé aurait été réellement *reçu* dans l'hôtellerie, lorsqu'il se serait rendu coupable du vol dont il serait prévenu; mais l'on doit tenir en principe rigoureux, qu'en matière pénale, il ne doit rien être laissé à l'interprétation, qu'il faut du *positif* pour asseoir une condamnation; et c'est faire l'aveu le plus formel qu'il n'y a rien de *positif* dans la déclaration, lorsque l'on est obligé d'y chercher un sens *implicite;* car, pour parvenir à y trouver ce sens *implicite*, il faut se livrer à une opération de *l'esprit*, ce qui suppose nécessairement que celui qui s'y livre y trouve quelque chose *de vague et d'indéterminé*. Aussi, le 20 janvier 1820, fût-il jugé qu'il n'y avait pas lieu de faire l'application à l'accusé de l'article 386, « attendu que la déclaration » du jury portait, que *le vol avait été commis dans l'auberge*, sans ajouter que l'accusé y avait été *reçu*. » Et de même encore, le 22 août 1822, que le fait rentrait dans la catégorie des simples *délits*, lorsque la déclaration du jury portait simplement, que l'accusé avait été *reçu* dans l'hôtellerie, sans y avoir rattaché la circonstance que c'était pour y *boire ou pour s'y reposer :* dans l'espèce, la question avait été soumise au jury, et le silence qu'il avait gardé sur ce point fut et dut être considéré comme étant la réponse *négative* à la question.

XXXIV. L'article 386 ne restreint pas sa disposition au cas où le vol a été commis au préjudice de l'aubergiste ou du maître de l'hôtel; il comprend dans la généralité de ses expressions tous les vols commis dans l'auberge ou l'hôtellerie par les personnes qui y sont *reçues : sic jud.* les 8 août 1811 et 22 juillet 1813, et même les vols qui pourraient avoir été commis *par les voyageurs les uns envers les autres*, et lors même que la soustraction aurait été d'effets que le voyageur dépouillé aurait oubliés dans l'hôtellerie (*Arrêt du 28 mai* 1813). C'est plutôt, effectivement, un vol fait à l'aubergiste qu'au voyageur; les hôteliers et aubergistes ayant été déclarés responsables des effets déposés dans leur maison, par l'article 1952 du Code civil.

XXXV. Les vols commis par les voyageurs dans les voitures publiques ne

rentrent pas dans la disposition de l'article 386, n.° IV. L'on ne peut assimiler les deux cas; cependant, il fut jugé les 23 avril et 12 octobre 1812, que le vol commis *sur un bateau en voyage* devait être considéré comme un vol fait en maison habitée; mais les voitures publiques ou messageries ne sont pas, ainsi que les bateaux en voyage, *le logement du conducteur*; et, d'ailleurs, lors même que l'on pourrait regarder une voiture publique comme une maison habitée, il n'y en aurait pas encore suffisamment pour décider que l'article 386 serait applicable à ce cas qu'il n'a pas prévu, cet article n'ayant parlé dans sa *dernière* disposition que du vol commis *dans les auberges et hôtelleries*, tandis que dans la *première*, il avait parlé *conjointement des bateliers, aubergistes et* VOITURIERS.

XXXVI. La Cour de cassation eut à juger, le 28 août 1813, la question de savoir si l'hôtelier qui s'était emparé des effets d'un voyageur, lorsque ces effets ne lui avaient pas été confiés, s'était rendu coupable du crime prévu et puni par l'article 386, et la Cour se décida pour *l'affirmative*; « attendu que » ces expressions dudit article : *qui leur ont été confiés à ce titre*, ont eu pour objet, » non d'apporter aucun changement à la corrélation de cet article avec ce qui » avait été établi, pour la responsabilité civile, par l'article 1952 du Code civil; » mais d'en prévenir l'application au cas où les mêmes rapports ne se rencontre- » raient pas entre l'aubergiste ou l'hôtelier au temps du vol, et les personnes » au préjudice desquelles aurait eu lieu *la soustraction frauduleuse : id jud.* le 29 octobre suivant.

XXXVII. Ces mots : *soustraction frauduleuse*, qui terminent les considérans de l'arrêt du 28 août 1813, ne doivent pas échapper à l'attention; car, il ne suit pas nécessairement de ce que l'aubergiste ou le voiturier aurait conservé dans ses mains des effets qui auraient été oubliés dans sa voiture ou son hôtellerie, qu'il se fût rendu coupable du vol de ces effets. Il aurait pu ignorer qui en était le propriétaire, et les avoir conservés pour les rendre à la personne qui viendrait les réclamer; il faudrait même le supposer ainsi toutes les fois que l'hôtelier ou le voiturier n'en aurait pas disposé, ou qu'il n'aurait pas tenté d'en tirer parti dans son propre intérêt.

Nous avons connu un maître d'hôtel garni, dans la maison duquel un étranger avait oublié un objet précieux, qu'il lui renvoya plus de vingt ans après, et aussitôt qu'il eût découvert le lieu de sa résidence : il avait fait annoncer dans les papiers publics qu'il en était le dépositaire, sans que, jusqu'alors, le propriétaire l'eût réclamé : on ne lui devait que des éloges.

L'hôtelier ou le voiturier qui, dans un pareil état de choses, veut se mettre à l'abri du soupçon, doit aller faire sa déclaration devant le magistrat, des effets restés dans sa possession, lorsqu'ils ont sur-tout une certaine valeur; car, ce n'est pas tout pour l'homme honnête de ne pouvoir être condamné, il lui importe d'éviter jusqu'à l'ombre du plus léger soupçon.

XXXVIII. Deux femmes, dont *l'une* avait été reçue *dans un hospice*, s'y étaient rendues coupables de vols; et la Cour d'assises à laquelle le renvoi de l'affaire avait été fait par la Chambre d'accusation, s'était déclarée *incompétente*, sur le motif que le fait de l'accusation n'était pas qualifié crime par la loi; ce qui constituait un conflit négatif entre la Chambre d'accusation et la Cour d'assises, conflit qui dut être levé par la Cour de cassation, et cette Cour prononça, le 28 mars 1816, l'annullation de l'arrêt de la Cour d'assises, mais uniquement sur le motif que les Cours d'assises ne peuvent, *dans aucun cas*, se dessaisir des affaires qui leur ont été renvoyées par arrêts de la Chambre des mises en accusation; de sorte qu'il ne fut rien statué sur la question au principal.

XXXIX. *Les hospices* ne sont pas *des hôtelleries proprement dites;* ils en diffèrent essentiellement, en ce que l'on ne peut être reçu dans une hôtellerie *qu'en payant*, lorsque l'on est admis *gratuitement* dans les hospices; mais les hospices n'en sont pas moins *des espèces du genre*, en ce que les personnes que l'on y dépose y sont *reçues* pour y être soignées et nourries, comme elles pourraient espérer de l'être dans une hôtellerie : nous ne faisons pas de doute, en conséquence, que le vol commis dans un hospice, par les personnes qui y sont *reçues*, ne constitue le crime prévu et puni par le n.° 4 de l'article 386, après, sur-tout, que le Conseil-d'État a déclaré, par son avis du 10 novembre 1811, que les mots de l'article, *aubergistes et hôteliers*, renfermaient des expressions tellement *générales*, qu'ils recevaient une application nécessaire aux vols commis même *dans les hôtels garnis*, ce que le Conseil-d'État n'avait pu faire sans assimiler, par suite, aux *auberges* et *hôtelleries* tous les lieux destinés à recevoir les personnes qui s'y présentent pour y prendre de la nourriture ou du repos.

XL. Deux *voituriers* avaient été déclarés coupables d'enlèvement d'effets qui étaient enfermés dans une malle, qu'ils étaient chargés de transporter de Lyon à Lons-le-Saulnier, et d'avoir commis ce vol à l'aide d'une *effraction* faite à cette malle : sur cette déclaration du jury, la Cour d'assises du département du Jura avait condamné les accusés à la peine des *travaux forcés à temps*, par application de l'article 384; mais sur le pourvoi des condamnés,

l'arrêt fut cassé : « Attendu que l'article 396 a défini les effractions *intérieures* » et déterminé les circonstances dont elles devaient être accompagnées pour » qu'il y ait lieu à l'application de la peine des travaux forcés portée par l'ar- » ticle 384 ; qu'aucune des circonstances énoncées dans cet article ne se trouve » dans le fait dont les accusés se sont rendus coupables, puisque l'effraction » dont il s'agit, n'a pas été par eux faite dans l'intérieur d'une maison, cour » ou enclos, ni sur des caisses ou sur des meubles qui en eussent été enlevés ; » mais seulement sur une malle qui leur avait été confiée pour la transporter » à sa destination : et que ce fait rentrait dans la classe des crimes prévus par » l'article 386, n.° 4, qui ne porte que la peine de la reclusion. » Voyez nos observations sur l'article 383 n.° III.

XLI. Nous avons déjà dit un mot, au n.° XI, du vol commis dans *les églises* et nous croyons devoir y revenir, la question n'étant pas encore irrévocablement jugée. Les trois chambres d'accusation qui se sont trouvées successivement saisies de la question de savoir, si les églises sont des maisons habitées, dans le sens du Code, ne leur en ont pas reconnu le véritable caractère. La chambre d'accusation de la Cour de Pau, qui fut la première à se prononcer sur cette question, renvoya, en conséquence, la connaissance de l'affaire devant le tribunal correctionnel du ressort.

La section criminelle de la Cour de cassation devant laquelle fut porté le pourvoi du procureur-général de la Cour de Pau, prononça l'annullation de l'arrêt, par celui qu'elle rendit le 23 août 1821 : « Attendu que, par les articles 384, » 386 et 390, l'acception des termes, *lieu ou maison habité ou servant à l'habi-* » *tation*, n'est pas restreinte aux édifices ou constructions où serait établie l'ha- » bitation permanente et continuelle ; — Que, dès-lors, elle comprend nécessai- » rement, dans le sens légal comme dans le sens naturel, ceux où se fait une » habitation accidentelle, ou temporaire, d'une réunion d'hommes rassemblés à » des époques ou déterminées ou indéterminées ; — Que l'habitation se constitue, » en effet, non-seulement d'une résidence pour tous les besoins de la vie, » mais encore d'une demeure temporaire pour certains besoins, certaines affaires » ou certains devoirs ; — Que, par conséquent, le vol commis dans les lieux des- » tinés et employés à recevoir les réunions d'hommes qui y viennent tous les » jours ou dans certaines circonstances, pour leurs devoirs, leurs affaires ou leurs » plaisirs, est censé accompagné de la circonstance aggravante du lieu où mai- » son habité, définie par l'article 390 du Code pénal et qui peut concourir à » donner le caractère de criminalité déterminé par l'article 386 du même » Code. »

L'affaire renvoyée devant la Cour de Toulouse, cette Cour jugea comme

l'avait fait celle de Pau, en motivant son arrêt « sur ce qu'*en droit*, pour être »reputé *maison habitée*, un bâtiment ou un édifice doit être destiné à la demeure »et au logement d'une ou de plusieurs personnes ; que d'après l'acception uni»verselle, l'habitation ne consiste pas dans l'usage où peut être un nombre »quelconque d'individus de visiter plus ou moins fréquemment un édifice, ni »d'y demeurer plus ou moins de temps, si d'ailleurs aucun d'entre eux n'y a »un logement permanent ou momentané ; qu'un édifice qui, à de certaines »heures et même pendant tout le jour, est ouvert à tout le monde, sans être »destiné à la demeure effective de personne en particulier, n'a pas, en effet, »d'habitans, et ne peut, par conséquent, être considéré comme une maison »habitée ; que c'est ainsi qu'on a, jusqu'à présent, entendu l'article 390 du »Code pénal et les autres articles du même Code qui s'y réfèrent ; que c'est »d'après cette distinction que les vols commis, pendant la nuit, sans aucune »circonstance aggravante, dans des édifices autres que des maisons habitées, »ont été soumis au jugement des tribunaux correctionnels, tandis que les »mêmes vols commis dans des maisons habitées ont été renvoyés aux Cours »d'assises ; — Que, dans un sens rigoureux, les églises catholiques pleines de la »majesté du Dieu fait homme qui y réside, devraient, sans doute, être con»sidérées comme des maisons habitées, et, par cette qualité comme par la »sainteté de leur destination, criminaliser les vols qui s'y commettent avec une »facilité et une audace que l'impunité enhardit ; que des magistrats chrétiens »se verraient, avec une grande satisfaction, investis du pouvoir de faire respec»ter les choses saintes et de les préserver des attentats sacrilèges des malfai»teurs ; mais que leur premier devoir étant de faire une juste application des »lois existantes et de se renfermer dans les limites du pouvoir qui leur est dé»légué, ils sont réduits à des vœux que la puissance législative peut seule »exaucer. »

Il y eut de nouveau pourvoi contre cet arrêt, ce qui nécessita la réunion des sections de la Cour de cassation pour prononcer, et la Cour ainsi composée ren»dit, le 29 décembre 1821, l'arrêt dont la teneur suit : « Attendu que le Code »pénal de 1810, en déclarant, dans son article 390 que tout bâtiment destiné à »l'habitation serait réputé maison habitée, n'a pas défini l'habitation et n'a pas »ainsi établi de disposition d'après laquelle il dût être jugé si les édifices pu»blics servant à la réunion des citoyens doivent être considérés comme lieux »habités ; — Qu'il y a donc nécessité de recourir au Code pénal de 1791, auquel »il est censé de droit s'en être référé ; — Que le premier paragraphe de l'article »15 du tit. 2 sect. 1 de ce Code, portait la peine de huit années de fers »contre les vols commis dans les hôtels garnis et autres maisons particulières

» destinées par leurs propriétaires à l'usage du public ; — Que le second para-
» graphe de cet article est ainsi conçu : *toutefois ne sont pas compris dans*
» *la présente disposition les salles de spectacle, boutiques et édifices publics : les*
» *vols commis dans lesdits lieux seront punis de quatre années de fer ;* — Que
» l'expression *toutefois* par laquelle commence ce paragraphe est restrictive et
» que la disposition par laquelle la peine des vols commis dans les édifices pu-
» blics y est réduite à la moitié de celle prescrite par le paragraphe premier
» contre les vols commis dans les maisons de propriété privée ouvertes au public,
» est exceptionnelle ; — Qu'il s'ensuit que le législateur a reconnu que, hors le
» cas pour lequel il établissait cette disposition d'exception, les édifices publics
» du paragraphe 2 de cet article 15 devaient être considérés de la même ma-
» nière que les maisons de propriété privée, spécifiées dans le paragraphe
» premier, et qu'ils devaient, comme elles, par conséquent, être qualifiés de
» lieux habités ; — Que l'article 386 du Code pénal de 1810 qui, dans son premier
» paragraphe, punit de la reclusion le vol commis par une personne dans un
» lieu habité, lorsque le vol a été commis ou a été tenté la nuit, doit donc être
» appliqué aux vols commis ou tentés avec cette circonstance aggravante, par
» une personne, dans un édifice public servant à la réunion des citoyens ; — Que
» la nécessité de cette application, qui résulte du texte des lois, est fondée, à
» l'égard de ces édifices sur la facilité qu'ont les malfaiteurs de s'y introduire
» et la difficulté de s'y garantir de leurs criminelles entreprises ; — Mais que re-
» lativement à ceux de ses édifices qui sont ouverts aux citoyens pour les de-
» voirs de leur culte religieux, il est encore des motifs d'une plus haute et
» plus grave considération, pour y prévenir les crimes, par la crainte d'un
» châtiment plus rigoureux ; — Qu'en effet, les vols qui s'y commettent ne sont
» pas seulement un attentat à la propriété ; qu'ils sont encore une profanation
» de ces édifices ; qu'ils sont même un sacrilège lorsqu'ils portent sur des ob-
» jets destinés au culte ; — Que la déclaration du 4 mars 1724, punissait des ga-
» lères, et, le cas échéant, de la mort, les vols commis dans les églises ; — Que
» si la législation nouvelle a été moins sévère, les tribunaux ne doivent pas en
» augmenter l'indulgence en refusant d'appliquer les peines qui résultent de ses
» dispositions. »

Mais la Cour Royale de Bordeaux s'étant trouvé saisie, par le nouveau renvoi de la Cour de cassation, a encore jugé de même que l'avaient fait les Cours de Pau et de Toulouse ; de manière que la question reste toujours *in statu quo ;* et que le prévenu attend vainement, depuis trois années et plus, dans les prisons qu'il lui soit donné des juges ; il aurait même pu l'attendre encore longtemps, sans prévoir le moment où il serait statué définitivement sur son sort, si le

Roi en Conseil d'État ne venait de lever les difficultés qui s'étaient élevées depuis la restauration, sur les moyens légaux, de pourvoir à l'interprétation des lois, au cas dont il s'agit.

XLII. Toutes les Cours qui ont eu à se prononcer sur la question qui nous occupe, n'ont pas hésité de reconnaître que des peines sévères doivent être appliquées aux auteurs de vols commis dans les églises et autres lieux consacrés au culte : elles ne diffèrent entre elles, qu'en ce que la Cour de cassation croit trouver dans la loi existante une disposition qui autorise les tribunaux d'infliger à ce genre de vol, une peine afflictive et infamante, lorsque les Cours Royales ne voient dans l'état de la législation actuelle qu'un simple délit à réprimer, quand il ne s'y rattache aucune circonstance aggravante qui le fasse sortir de la compétence des tribunaux correctionnels. De ce conflit d'opinions entre les Cours royales et la Cour de cassation, il résulte que la loi n'a pas disposé d'une manière bien claire et bien précise; car les Cours qui ont eu à prononcer, n'auraient pu être divisées d'opinions, si le Code ne présentait aucune ambiguité; et, dans un pareil état de choses, la rigueur doit-elle céder à la faveur ou la faveur à la rigueur? C'est ce que sa Majesté décidera : car c'est au Roi qu'est réservé ce pouvoir, aux termes de l'avis du Conseil d'État, que nous avons indiqué; et dont il importe de connaître les dispositions, avec d'autant plus de raison, qu'il détermine avec beaucoup de précision les cas où les ordonnances royales doivent avoir force de lois, et ceux où c'est à la puissance législative *seule* qu'il peut appartenir de régler la matière.

« Considérant, porte cet avis, que le projet d'ordonnance tendant à limiter l'application de la loi du 16 septembre 1807, et en supposant l'abrogation au moins partielle, il est indispensable d'examiner si cette loi est en effet abrogée; — Qu'on ne reconnaît que deux sortes d'abrogation, l'abrogation *tacite* et l'abrogation *explicite*; — Que la loi dont il s'agit n'a pas été abrogée dans cette dernière forme, puisque ni la Charte ni les lois publiées avant ou depuis 1814, n'en ont prononcé la révocation; — Qu'au contraire elle a été formellement confirmée par l'article 440 du Code d'instruction criminelle; — Que, dès-lors, il ne reste plus qu'à rechercher si elle a été révoquée implicitement; — Que cette révocation n'aurait eu lieu que dans le cas où la loi du 16 septembre serait contraire aux dispositions de la Charte, ou de quelqu'autre loi antérieure ou postérieure; — Que cette dernière supposition est inadmissible; — Que pour vérifier la première, il convient de rappeler les principales dispositions de cette loi; — Que, par son article 1^er^. elle déclare « qu'il » y a lieu à interprétation de la loi, si la Cour de cassation annulle deux arrêts » ou jugemens en dernier ressort, rendus dans la même affaire, entre les mêmes

» parties, et qui ont été attaqués par les mêmes moyens; — Que l'article 2 ajoute » que cette interprétation est donnée dans la forme des réglemens d'adminis- » tration publique » ; — Que, bien loin que ces dispositions soient contraires à la Charte, c'est de la Charte même que résulte la nécessité de les maintenir; — Que la Charte, en effet, a confirmé par son article 59, les Cours et les tribunaux ordinaires qui existaient à l'époque de sa promulgation; — Qu'ainsi elle a adopté un établissement judiciaire fondé sur des Cours royales dont tous les arrêts sont soumis au recours en cassation, et sur une Cour de cassation dont les attributions ne consistent qu'à décider si la loi a été régulièrement appliquée dans les jugemens, sans qu'il lui soit jamais permis de juger elle-même le fond des procès ; — Qu'il suit delà que l'établissement judiciaire qui a été consacré par la Charte, exige et suppose nécessairement la faculté d'avoir recours à une autorité supérieure, toutes les fois que la Cour de cassation et les Cours royales ayant embrassé, dans un procès, des opinions opposées, l'intervention de cette autorité est le seul moyen par lequel on puisse faire cesser le dissentiment et terminer le procès; — Que la nécessité de ce recours étant reconnue, il est évident qu'il ne pourrait être exercé devant l'autorité législative; — Que la Charte, en effet, a consacré le principe de la division des pouvoirs, et que, dans ce système, les pouvoirs seraient confondus, puisqu'une partie de l'autorité judiciaire serait exercée par les Chambres; — Que, d'un autre côté, l'autorité législative étant divisée en trois branches, il pourrait arriver qu'elles ne s'accordassent pas entre elles sur la décision qu'il conviendrait d'adopter, et qu'il y eût par conséquent des procès qu'il fût perpétuellement impossible de juger; — Que ce recours, ne pouvant être exercé devant l'autorité législative, ne peut l'être évidemment que devant le Roi; — Premièrement, parce qu'aux termes de la Charte, toute justice émanant du Roi, c'est à lui seul qu'appartient la partie de l'autorité judiciaire qui n'est pas comprise dans la délégation que ses tribunaux ont reçue; — Secondement, parce que, l'exécution de la loi étant confiée au chef de l'Etat, c'est à lui de faire cesser les obstacles devant lesquels s'arrête la justice, qui n'est elle-même que l'exécution de la loi; — Que, le système général de la loi du 16 septembre étant fondé sur ces principes, qui sont ceux de la Charte, on ne peut pas dire que ce système ait été détruit par elle; — Considérant qu'il en est des dispositions particulières de cette loi comme du système général qu'elle a établi; — Qu'à la vérité, selon son article 2, l'interprétation, dont il s'agit, doit être donnée *dans la forme des réglemens d'administration publique;* — Que toutefois cette disposition, limitée par les expressions mêmes qui l'énoncent, n'a pour objet que de fixer le mode de la délibération et d'indiquer les corps de l'Etat qui doivent y participer; — Qu'elle

ne change rien ni ne détermine le caractère de la décision ; — Que ce caractère est essentiellement indépendant de la forme dans laquelle la décision est donnée ; — Que cette décision, étant accordée à l'occasion d'un procès et pour lever l'obstacle qui en empêchait le jugement, et étant d'ailleurs rendue par le Roi, chef suprême de l'État et source première de la justice, n'est qu'une interprétation judiciaire *qui n'a ni le caractère ni les effets d'une interprétation législative, que l'intervention de l'autorité législative pourrait seule lui attribuer ;* — Que cette interprétation légalement bornée au cas particulier pour lequel elle a été donnée, n'est pas la règle nécessaire de tous les cas analogues, en quoi elle diffère essentiellement de la loi ; — Que, par conséquent, la disposition qui vient d'être examinée, n'a rien de contraire aux prérogatives de l'autorité législative, ni à la Charte, qui les a réglées ; — Que dès-lors, la loi du 16 septembre n'étant abrogée ni en totalité, ni en partie, rien ne s'oppose à ce qu'elle continue de recevoir son exécution ; EST D'AVIS ; — 1.° Que la loi du 16 septembre 1807, relative à l'interprétation des lois, est parfaitement compatible avec le régime constitutionnel établi par la Charte ; — 2.° Que le Roi peut et doit, dans les cas prévus et dans les formes déterminées, exécuter les dispositions de cette loi ; — 3.° Qu'ils n'est besoin d'aucune mesure réglementaire pour assurer cette exécution : — APPROUVÉ, le 17 décembre 1823, *Signé* LOUIS.

XLIII. Les 4 et 19 du même mois de décembre, c'est-à-dire, *avant* et *depuis* la publication de l'avis du Conseil d'État du 17, la section criminelle de la Cour de cassation eut à juger deux affaires, dans lesquelles on soutenait, dans l'intérêt des demandeurs en cassation, qu'il y avait eu violation de la loi, et que cette violation n'aurait pas été couverte, lors même qu'il serait établi, que l'on se serait conformé à des ordonnances royales qui auraient dérogé à la loi existante ; ce qui aurait été fondé, si les ordonnances royales invoquées se fussent trouvées réellement *en opposition* avec des lois existantes, ou qu'elles eussent empiété sur les droits de la puissance législative sous tout autre rapport.

Les ordonnances royales n'ont rien de commun, en effet, avec les décrets que rendait l'ancien gouvernement ; ces décrets avaient force de loi, lorsqu'étant insérés au Bulletin des lois, ils n'avaient pas été dénoncés, au Sénat, dans les dix jours, pour cause d'inconstitutionnalité : les ordonnances royales au contraire, d'après le vœu de la Charte, ne peuvent avoir pour objet, que de mettre les lois à exécution, et de faire des réglemens d'administration publique ; ce n'est qu'alors qu'elles deviennent obligatoires : c'est un point de droit incontestable.

Quelle est actuellement l'espèce sur laquelle la Cour de cassation eut à pro-

noncer le 4 décembre 1823. Un accusé avait été condamné à mort par la Cour de justice criminelle établie en Corse; et cette Cour avait prononcé la condamnation au nombre de *six juges* seulement : l'accusé tirait son ouverture de cassation, tant de la violation de l'article 556 du Code d'instruction criminelle, qui ne voulait pas que les Cours spéciales pussent statuer au-dessous du nombre de *huit* juges, que de l'article 59 de la Charte, qui n'avait maintenu que les tribunaux ordinaires, sauf *le rétablissement des juridictions prévotales*, au cas où elles deviendraient nécessaires : mais par une ordonnance royale du 29 juin 1814, la Cour *spéciale* de la Corse avait été maintenue sous le titre de Cour de justice criminelle et autorisée de juger au nombre de *six* juges : cette ordonnance n'avait pas été insérée au Bulletin des lois, mais elle avait été confirmée par une nouvelle du 18 janvier 1817, qui s'y trouvait insérée ; tout dépendait dès-lors de savoir si ces ordonnances avaient eté rendues dans les limites des pouvoirs constitutionnels du Roi.

L'arrêt qui intervint, fut ainsi motivé : « Vu l'ordonnance du Roi, du 29 juin » 1814, portant que la Cour spéciale actuellement établie dans l'île de Corse, » prendra le nom de Cour de justice criminelle, et qu'elle poura juger au » nombre de *six* conseillers; considérant que cette ordonnance ou réglement » d'administration publique, a été constamment exécutée, que les tribunaux ne » peuvent la soumettre à leur examen et qu'ils doivent en maintenir l'exécu» tion, la Cour rejette. »

Nous n'examinons pas s'il a été bien ou mal jugé par cet arrêt, dans l'espèce sur laquelle il est intervenu : nous ne nous occupons que du point de droit qu'il a fixé : il résulte, en effet, de la généralité de ses expressions, qu'il suffit qu'une ordonnance royale ait reçu son exécution pour que les tribunaux doivent s'y conformer et la maintenir, sans examiner si elle se trouve en harmonie avec la loi existante; et un pareil système adopté, sans restriction, pourrait conduire aux conséquences les plus funestes? On doit, sans doute, respecter les actes qui émanent du trône ; mais l'on ne doit pas perdre de vue, non plus, que si la Charte suppose que le Roi ne peut se tromper, elle suppose en même temps qu'il peut l'avoir été, puisqu'elle fait peser la responsabilité des actes du Gouvernement sur les ministres signataires; et si les tribunaux doivent obéissance à la loi, ce n'est qu'à elle seule qu'ils doivent obéir ; en telle sorte qu'ils partageraient la responsabilité du ministre signataire d'une ordonnance royale, s'ils la faisaient exécuter lorsqu'elle serait en opposition avec la loi ; autrement, on pourrait aller jusqu'à dire, que les tribunaux devraient prononcer la peine de *mort* contre tout individu qu'une ordonnance royale aurait déclaré punissable de cette peine, pour un

fait auquel la loi ne l'aurait pas attachée; et qui oserait en faire seulement la proposition? Ce sera, si l'on veut, une supposition gratuite, mais il faut raisonner dans toutes les hypothèses; et nous avons cru qu'il était important de signaler le danger qu'il y aurait d'adopter comme devant régir la matière, les considérans trop généraux de l'arrêt du 4 décembre.

XLIV. L'espèce jugée par l'arrêt du 19 novembre était celle-ci : le libraire Ch..... condamné par la Cour royale de Paris, à mille francs d'amende, pour avoir tiré du journal intitulé le *Sphinx*, un plus grand nombre d'exemplaires que celui qu'il avait déclaré, s'était pourvu en cassation, et il avait fondé son recours sur ce qu'en faisant la déclaration prescrite par la loi du 21 octobre 1814, il avait rempli toutes ses obligations; que l'ordonnance du Roi du 24 n'avait pu ajouter à la disposition pénale de cette loi ; que dans tout état de cause l'ordonnance dont il s'agit ne pourrait être considérée que comme interprétative de la loi et que l'interprétation des lois n'appartient qu'aux tribunaux par voie de doctrine et à la puissance législative par voie d'autorité : que ce principe avait été formellement reconnu par l'avis du Conseil-d'État, approuvé du Roi le 17 décembre; que le Roi ayant ainsi fixé les limites de son pouvoir, il n'appartenait pas aux tribunaux d'en agrandir le cercle au détriment du pouvoir législatif dont le Roi est le membre principal, et d'opérer ainsi une confusion de pouvoirs, d'où suivrait une altération de la constitution du royaume; et que l'arrêt attaqué ne se trouvant appuyé que sur l'ordonnance du 24, la cassation devait nécessairement en être prononcée. Son pourvoi fut rejeté : « attendu que l'ordonnance royale du 24 oc- » tobre 1814 est un réglement d'administration publique qui a eu pour objet » d'assurer l'exécution de la loi du 21 du même mois; qu'elle se confond » donc avec cette loi et participe à son caractère et à son autorité; qu'elle a » donc régulièrement servi de base devant la Cour royale de Paris pour l'ap- » préciation de la contravention, et par suite, pour prononcer la validité de la » saisie et la condamnation à l'amende, portée dans les articles 15 et 16 de la » loi du 21 octobre 1814. »

L'article 14 de cette loi défendait l'impression d'aucun écrit avant que la déclaration en eût été faite à la direction générale de la librairie, sous peine de l'amende portée en l'article 16; et l'article 2 de l'ordonnance du 24 y ajoutant, portait qu'il serait fait déclaration *du nombre d'exemplaires* qui devaient être tirés. Ch..... avait fait la déclaration exigée par la loi, mais il n'avait pas déclaré *le nombre vrai* des exemplaires qui avaient été tirés, et

c'était pour ce fait qu'il avait été condamné par l'arrêt qu'il avait dénoncé à la Cour de cassation.

ARTICLE CCCLXXXVII.

Les voituriers, bateliers ou leurs préposés, qui auront altéré des vins ou toute autre espèce de liquides ou de marchandises dont le transport leur avait été confié, et qui auront commis cette altération par le mélange de substances malfaisantes, seront punis de la peine portée au précédent article.

S'il n'y a pas eu mélange de substances malfaisantes, la peine sera un emprisonnement d'un mois à un an, et une amende de seize francs à cent francs.

OBSERVATIONS.

I. Cet article reçoit une application nécessaire à toutes personnes à qui des marchandises ont été *confiées* pour les transporter d'un lieu à un autre ; mais elles doivent leur avoir été *confiées*, ce qui annonce assez qu'il ne peut être *question de marchandises* dont on aurait été le propriétaire : si toutefois il s'agissait de *liquides*, ce serait le propriétaire lui-même qui les aurait altérés, qu'il y aurait délit qui rentrerait dans les dispositions de l'article 318. Le propriétaire de toutes autres marchandises qui les aurait altérées, n'aurait porté préjudice qu'à lui-même ; il ne se serait pas rendu coupable d'un délit punissable, chacun pouvant user, même abuser de sa propriété, pourvu qu'il ne puisse en résulter de perte pour autrui.

II. Les voituriers, bateliers ou leurs préposés se seraient chargés de la conduite des marchandises qu'ils auraient altérées sans en avoir exigé de salaires, qu'il n'y en aurait pas moins délit, l'article 587 n'exigeant que le concours de deux conditions pour le rendre applicable ; la *première*, que les marchandises aient été *confiées* ; la *seconde*, qu'elles l'aient été pour en opérer le *transport*.

III. Lorsque les liquides ou toute autre espèce de marchandises ont été altérés par un mélange de substances *malfaisantes*, c'est la peine de la *reclusion* qui devient applicable ; si l'altération a eu lieu par tout autre moyen, c'est par celle de l'emprisonnement et de l'amende *que le délit doit être*

réprimé ; d'où suit que le renvoi de l'affaire ne peut être légalement fait à la Cour d'assises, qu'autant qu'il résulte de l'instruction ; 1.°, que les marchandises altérées ont été *confiées* ; 2.°, qu'elles l'ont été pour les *transporter* d'un lieu à un autre; 3.°, que l'altération a eu lieu *par le mélange de substances malfaisantes* et que le prévenu s'en est rendu coupable.

IV. L'article 387 n'a pas mis pour condition que l'altération aurait été faite *dans le transport* des marchandises ; de sorte que lors même qu'elle aurait eu lieu *avant* que de les mettre en chargement, ou *depuis* qu'elles seraient arrivées à leur destination, le délit n'en rentrerait pas moins dans la disposition dudit article.

V. Que l'altération ait été faite, de *jour ou de nuit, par une ou par plusieurs personnes*, le délit reste le même ; c'est la nature du mélange et de l'altération que les marchandises ont éprouvés qui est seule à consulter en pareille matière, et c'est aux personnes de l'art à en déterminer le véritable caractère : ainsi la première chose à faire, de la part du juge instructeur, dans les poursuites des délits de ce genre, est d'ordonner une expertise pour constater, d'une part, s'il y a eu réellement altération ou mélange ; et d'une autre, quelle en est la qualité, afin que les chambres du conseil et d'accusation aient une base certaine pour le renvoi à faire devant la Cour d'assises ou au tribunal de police correctionnelle.

VI. Le fait de l'altération ou du mélange serait bien constaté, qu'il ne suffirait pas pour faire prononcer la condamnation du prévenu, qui aurait pu se tromper sur les moyens de conservation qu'il aurait employés, et que l'urgence des circonstances aurait pu rendre nécessaires : ce serait alors une question de moralité sur laquelle le jury devrait délibérer, lors même que la question ne lui en aurait pas été posée, si l'accusé en avait argumenté dans sa défense; et si les jurés avaient l'intime conviction qu'il n'aurait pas agi dans une mauvaise intention, ils ne devraient pas hésiter à le déclarer *non coupable.*

VII. L'article 387 ne porte pas, comme l'a fait l'article 318, que les liquides mélangés de substances malfaisantes seront confisqués et détruits ; et la raison en est, sans doute, que ces liquides n'appartiennent pas à l'accusé, de sorte que la confiscation qui en serait prononcée ne ferait qu'aggraver la condition du propriétaire; mais s'il était bien acquis que les liquides ainsi mélangés pourraient nuire à la santé, la police devrait employer les moyens qui sont en son pouvoir pour qu'il ne pût en être fait abus ; le propriétaire aurait à s'imputer d'avoir donné sa confiance à un voiturier infidèle.

Quant aux marchandises autres que les liquides, quelles que soient les avaries

qu'elles peuvent avoir éprouvées, elles conservent nécessairement une valeur quelconque dont leur propriétaire ne peut être privé.

ARTICLE CCCLXXXVIII.

Quiconque aura volé, dans les champs, des chevaux, ou bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, des instrumens d'agriculture, des récoltes ou meules de grains faisant partie de récoltes, sera puni de la reclusion.

Il en sera de même à l'égard des vols de bois dans les ventes, et de pierres dans les carrières, ainsi qu'à l'égard du vol de poisson en étang, vivier ou réservoir.

OBSERVATIONS.

I. L'article 11 de la loi du 25 frimaire an 8 nous semblait mieux atteindre le but que l'article 388 du Code pénal qui l'a remplacé : la peine applicable, aux termes de cette loi, était dans une plus juste proportion avec la nature du délit qu'il tendait à réprimer.

La proposition de la loi du 25 frimaire avait été faite aux Chambres par la commission consulaire, et le Conseil des Cinq-Cents en avait tellement senti la justice, qu'il en avait déclaré *l'urgence*, d'après cette considération : « Que » l'expérience avait fait reconnaître *la nécessité* d'établir *une plus juste proportion* » entre les peines et les délits; que la multiplicité de certains délits provient » *uniquement* du défaut de proportion, et que l'intérêt social réclame un prompt » remède. » Le Conseil des Anciens avait de même déclaré l'urgence d'une pareille mesure, à-peu-près dans les mêmes termes : « attendu que l'expérience a » fait sentir la nécessité d'établir *une plus juste proportion* entre les peines et cer- » tains délits; *que ce défaut de proportion est trop souvent une source d'impunité,* » *et que l'impunité est elle-même une source de délits contre lesquels l'intérêt social* » *réclame un prompt remède* »

II. Entraîné par cette idée rigoureusement vraie, que la trop grande sévérité dans les peines emporte nécessairement l'impunité, le législateur de l'an 8 alla peut-être un peu trop loin en qualifiant de simples *délits* certains faits qui ont le caractère de véritables *crimes;* mais le Code pénal aurait pu modifier la loi de frimaire sans l'abroger *entièrement.* Le résultat de cette abolition complète eut

le grave inconvénient de mettre la plupart des peines en si grande disproportion avec les délits, que l'on eut de nouveau, et forcément, le scandale de voir des délinquans bien connus jouir de l'impunité, ou d'applications de peines *hors de toute proportion* avec les délits.

Le Code pénal auraitobvié à ce double inconvénient en donnant l'autorisation aux Cours d'assises de n'infliger que des peines *correctionnelles* à l'accusé, lorsqu'il serait résulté de l'instruction et des débats des circonstances atténuantes de son délit, et que le dommage causé n'aurait pas été considérable, ainsi que l'article 463 autorise les tribunaux correctionnels, aux cas de délits, de n'appliquer aux prévenus que des peines de simple police. L'on ne parviendra jamais à faire entendre à des jurés, que le vol d'une poignée d'orge ou d'avoine doive *nécessairement* emporter contre son auteur la peine d'une *reclusion* qui doit avoir au moins la durée *de cinq ans.*

On peut donc regarder comme une chose certaine, parce qu'elle est juste et que la justice ne perd jamais ses droits, que la loi du 25 frimaire reprendra tôt ou tard son autorité, dans le plus grand nombre de ses dispositions; et, pour convaincre de la nécessité de ce changement à faire dans la législation, nous croyons utile d'imprimer ici le texte entier de cette loi, afin que chacun puisse en comparer les dispositions avec celles du Code pénal, et juger par soi-même du mérite de nos observations (1).

---

(1) ART. II. Lorsqu'un vol aura été commis de jour dans l'intérieur d'une maison, par une personne habitante ou commensale de ladite maison, pour y faire un service ou un travail salarié, ou qui y soit admise à titre d'hospitalité, la peine ne pourra être moindre ni excéder quatre années d'emprisonnement : ne sont pas compris dans le présent article, les vols commis par les domestiques à gages; lesdits vols seront punis de la peine portée en l'article 15 de la seconde section du titre II de la seconde partie du Code pénal.

ART. III. La même peine portée au premier paragraphe de l'article II, s'appliquera aux vols qui sont commis dans les maisons garnies, auberges, cabarets, maisons de traiteurs, logeurs, cafés et bains publics, par quelque personne que ce soit : les vols commis par le maître ou la maîtresse d'une auberge envers ceux qu'ils logent, continueront d'être punis des peines portées au Code pénal.

ART. IV. La peine ne pourra être moindre de six mois ni excéder deux années, pour tous vols commis dans les salles de spectacle, boutiques et édifices publics.

ART. V. Lorsque deux ou plusieurs personnes non armées se seront introduites de jour, sans violence personnelle, effraction, escalade ni fausses clefs, dans l'intérieur d'une maison actuellement habitée ou servant à l'habitation, et y auront commis un vol, la peine ne pourra excéder deux années ni être moindre de six mois d'emprisonnement.

ART. VI. Quiconque se sera chargé d'un service ou d'un travail salarié, et aura volé les

III. Le vol que réprime l'article 388 doit avoir été commis *dans les champs;* c'est la condition *sine quâ non* de l'article 388; d'où suit, que le fait doit avoir été *formellement* déclaré à la charge de l'accusé, pour autoriser sa condamnation

---

effets ou marchandises qui lui auraient été confiés pour ledit service ou ledit travail, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre de six mois, ni excéder deux années d'emprisonnement.

ART. VII. La peine mentionnée au précédent article s'appliquera également au vol d'effets confiés aux coches, messageries et autres voitures publiques par terre ou par eau, commis par les conducteurs desdites voitures, ou par les personnes employées au service des bureaux desdites administrations.

ART. VIII. Tout vol commis dans lesdites voitures par les personnes qui y occupent des places, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre de trois mois ni excéder une année d'emprisonnement.

ART. IX. Tout vol commis de jour dans un terrain clos et fermé, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre de six mois ni excéder deux années d'emprisonnement : dans le cas où le crime aurait été commis la nuit, la connaissance en appartiendra au tribunal criminel, et il sera puni de la peine portée au premier paragraphe de l'article 25 de la deuxième section du titre II de la deuxième partie du Code pénal, sans préjudice des peines résultant des circonstances aggravantes énoncées aux deuxième et troisième paragraphes dudit article.

ART. X. Tout vol commis dans un terrain clos et fermé, si ledit terrain ne tient pas immédiatement à une maison habitée, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre de trois mois ni excéder une année d'emprisonnement, s'il a été commis le jour, ou qui ne pourra être moindre de six mois ni excéder deux années, s'il a été commis la nuit.

ART. XI. Tout vol de charrues, instrumens aratoires, chevaux et autres bêtes de somme, bétail, vaches, ruches, abeilles, marchandises et effets exposés sur la voie publique, soit dans les campagnes, soit sur les chemins, ventes de bois, foires, marchés et autres lieux publics, sera puni des mêmes peines énoncées au précédent article.

ART. XII. Quiconque sera convaincu d'avoir détourné à son profit ou dissipé des effets, marchandises, denrées, titres de propriété ou actes emportant obligation ou décharge, et toutes autres propriétés mobilières qui lui auraient été confiées gratuitement et à la charge de les rendre ou de les représenter, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre d'une année ni excéder quatre années d'emprisonnement.

ART. XIII. Quiconque sera convaincu d'avoir verbalement ou par écrits anonymes ou signés, menacé d'incendier la propriété d'autrui, quoique les menaces n'aient pas été réalisées, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra être moindre de six mois ni excéder deux années.

ART. XIV. Les tribunaux de police correctionnelle prononceront également sur la restitution et dommages intérêts.

ART. XV. Au cas de récidive, les délits sus-énoncés seront jugés par le tribunal criminel et punis des peines portées au Code pénal. Il y aura récidive, quand un délit de la nature de ceux ci-dessus énoncés aura été commis par le condamné dans les trois années à compter du

aux peines que prononce cet article : *sic jud.* les 26 décembre 1811 et 27 août 1813.

IV. Mais quelque peu de valeur qu'ait eu la chose soustraite, si le vol a été commis *dans les champs*, et d'objets qui font la matière de l'article 388, le délit rentre dans l'application dudit article : *sic jud.* les 17 avril, 15 octobre 1812 et 15 août 1813.

V. Par le mot CHAMPS, l'on doit entendre *toutes les propriétés rurales* (*arrêts des 2 et 21 janvier* 1813); et par l'expression de RÉCOLTES, *toutes les productions de la terre lorsqu'elles ont été détachées du sol par le propriétaire ou par ses ordres;* il ne suffirait pas qu'il fût établi qu'elles en auraient été détachées par le prévenu : il n'y aurait alors que simple maraudage.

VI. Si les *récoltes* avaient été transportées *hors des champs*, le vol qui en aurait été fait sortirait de l'application de l'article 388 pour rentrer dans la catégorie des vols de choses confiées à la foi publique; mais, si elles n'avaient été que transportées de l'héritage où elles auraient été récoltées *sur une autre propriété rurale* pour en attendre l'enlèvement, ou si les *grains récoltés* avaient *été mis en meules*, les dispositions de l'article 388 continueraient de rester applicables.

Nous ne parlons que des grains provenant de *récoltes et mis en meules*, parce que l'article 388 s'occupe restrictivement *des meules de grains*, et qu'il ne peut être permis de donner aucune extension aux lois pénales; mais aussi, les récoltes de grains seraient restées en meules pendant *plusieurs années*, que le vol n'en constituerait pas moins le crime prévu et puni par l'article 388; ce qui doit toutefois être entendu dans ce sens, que les grains auraient continué d'appartenir au propriétaire ou au fermier qui les aurait recueillis et mis en meules; car, si les grains avaient passé dans d'autres mains par la voie du commerce, on ne pourrait dire qu'ils seraient encore une récolte, ce ne serait plus qu'une *marchandise*.

---

jour de l'expiration de la peine qu'il aura subie : la lecture du présent article sera faite aux condamnés, lors de la prononciation du jugement de police correctionnelle.

ART. XVI. Toutes les lois ou dispositions de lois contraires à la présente, sont abrogées.

ART. XVII. La loi du 22 prairial an 4, contre les tentatives de crimes, est applicable à tous les délits sus-énoncés, ainsi qu'à ceux mentionnés en l'article 32 du Code de police correctionnelle; en conséquence, toute tentative desdits délits manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, sera punie comme le crime même, si elle n'a été suspendue que par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté du prévenu.

VII. Sur la prévention de vol de blé commis *dans une aire*, la Cour d'assises du département du Gard avait posé au jury la question de savoir, si l'accusé s'était rendu coupable d'un vol de blé faisant partie d'une récolte, et sur sa réponse affirmative, cette Cour avait prononcé contre l'accusé la peine de la reclusion, par application de l'article 388; mais sur le recours en cassation, l'annullation de l'arrêt fut prononcée le 2 juin 1821 : « attendu qu'il ne résultait » pas *nécessairement* de la déclaration du jury, que *l'aire* dans laquelle le vol avait » été fait fût établie *dans les champs;* » ce ne sont, en effet, que les vols de *récoltes* dans *les champs* que punit l'article 388.

Mais il avait été jugé, le 10 juillet 1812, que le vol *de rayons de miel*, et le 5 mars 1818, qu'un vol *de planches*, quoique commis *dans les champs*, ne rentraient pas dans la disposition de cet article; comme aussi le 31 juillet 1818, que l'article 388 ne pouvait s'appliquer à un vol de *sel*, sur le bassin des marais.

VIII. La Cour de cassation a souvent jugé, et notamment les 5 décembre 1811, 21 février, 17 avril 1812, 27 février, 13 avril 1813 et 10 février 1814, *que toutes les productions de la terre* sont des *récoltes* dans le sens de l'article 388, lorsqu'elles ont été *détachées du sol* par le propriétaire ou par son fermier, quoique laissées *momentanément* dans les champs en attendant qu'elles fussent enlevées: mais aussi constamment jugé que c'est des seules *meules de grains* qu'a parlé l'article 388.

IX. Tant que les fruits n'ont pas été séparés du sol, l'enlèvement qui s'en fait n'est pas un vol de *récoltes;* ce n'est qu'un *maraudage* qui ne constitue qu'une simple contravention de police, lorsqu'il a eu lieu sur un terrain *ouvert : sic jud.* les 13 août, 6 novembre 1812, 15 avril 1813 et 13 janvier 1815.

X. Il fut jugé, le 1.er mars 1816, par un arrêt de *rejet*, que le vol *d'arbres abattus* gissans dans les *champs*, constitue le crime prévu et puni par l'art. 388. La Cour de cassation eut peut-être hésité de le juger ainsi, au cas où il lui aurait fallu prononcer l'annullation de l'arrêt; car, si des arbres sont une production de la terre, l'on ne peut dire que ce soit *une récolte* dans le sens naturel qui se rattache à ce mot, lorsqu'ils ne proviennent pas d'une coupe de bois, ou d'une pépinière; que ce sont des arbres épars et accrus sur un terrain destiné à la culture : d'où suit, qu'il serait bon de ne prononcer le *rejet* des pourvois que dans les cas où l'arrêt qui aurait jugé le contraire ne pourrait échapper à la cassation.

XI. S'il y avait *contestation* sur le point de savoir si l'objet volé provenait *d'une véritable récolte*, il faudrait consulter l'usage des lieux ; *le point de fait*

devrait être soumis au jury : *sic jud.* les 5 mai 1809 et 29 mars 1810; dans l'espèce du dernier de ces arrêts, il s'agissait d'un vol de quelques bottes *de chenevière.*

XII. Lorsque l'article 388 a parlé de *meules de grains*, ce n'a été évidemment que de grains qui sont destinés *à la nourriture de l'homme;* si le législateur les avait voulu ranger *tous* dans la même catégorie, il aurait parlé de *meules* sans y ajouter la restriction de *grains ;* il aurait dit : quiconque aura volé *des récoltes ou meules faisant partie de récoltes.*

XIII. Lorsque nous avons dit que, quand *les grains récoltés* seraient demeurés *plusieurs années en meules*, le vol qui en aurait été fait ne rentrerait pas moins dans l'application de l'article 388 s'ils n'avaient pas été livrés au *commerce*, nous avons sous-entendu que les *meules* auraient été établies *dans les champs*; car, une fois la récolte enlevée, les grains qu'elle a produits ne sont plus ce que l'on peut appeler *une récolte proprement dite ;* ce sont bien des grains *provenant d'une récolte ;* mais leur *enlèvement* les a rendus, par le fait même de l'enlèvement, une matière commerçable. Il ne faut jamais perdre de vue que l'article 388 n'a parlé que de vols commis *dans les champs.*

XIV. Un accusé déclaré coupable d'avoir volé *pendant la nuit* des pommes de terre *enfouies dans un jardin* pour leur conservation, avait été condamné à la peine de la reclusion, par application de l'article 388 ; et l'arrêt fut cassé le 2 juin 1815; « attendu que les pommes de terre cachées dans un creux, » au mois de février, dans un temps où l'on ne fait pas de récolte, y ont été » placées évidemment pour être conservées; qu'ainsi le vol de cette espèce de » fruit, dans les circonstances, n'est point un vol de récolte. » Les pommes de terre avaient bien été mises en *tas* ou *meules ;* mais l'article 388 n'a parlé que des meules de *grains*, et les pommes de terre ne sont pas des *grains*, quoique pouvant servir à la nourriture de l'homme.

XV. L'article 388 ayant compris dans sa disposition le vol de toute espèce de bétail, *gros et menu ;* la Cour de cassation jugea, le 12 décembre 1811, que le vol *d'une seule brebis*, commis dans les champs, devait faire appliquer à son auteur la peine prononcée par cet article; ce qu'elle jugea de nouveau le 2 janvier 1813, en cassant un arrêt rendu par la chambre d'accusation de la Cour royale du Haut-Rhin, qui n'avait vu dans le vol *d'une seule tête de bétail*, quoique commis *dans les champs*, qu'un simple *délit*, en motivant sa décision, sur ce que l'article 388 avait parlé *au pluriel* des chevaux ou bêtes de charge, gros et menus bestiaux; la cassation motivée

sur ce que : « en employant les mots *chevaux, bêtes de charge, au nombre pluriel,* » ledit article avait compris *nécessairement* dans sa disposition, le cas où le vol » n'avait eu pour objet *qu'un seul cheval ou une seule bête de charge.* » Il peut se faire, sans doute, que l'intention du législateur ait été telle, mais l'on ne voit pas quelle peut-être la *nécessité* de la lui supposer, lorsqu'en prenant le texte de la loi, dans son sens *littéral*, on y trouve écrit précisément le contraire : les juges ne sont pas établis pour scruter *les pensées* du législateur ; c'est *le texte précis* de la loi qui doit être leur règle *invariable ;* ce qui fut reconnu d'une manière formelle par la Cour de cassation, sections réunies, dans l'application rigoureuse qu'elle fit de l'article 383, relativement aux vols commis sur les grands chemins ; et ce qu'elle vient de reconnaître tout récemment encore dans l'arrêt qu'elle a rendu le 10 janvier 1824, sur le pourvoi du procureur général de la Cour de Lyon, dans l'affaire d'un individu qui avait été traduit devant le tribunal correctionnel de cette ville, aux fins de se voir condamner aux peines prononcées par les lois de 1819 et 1822, pour avoir tenu des propos séditieux dans *l'attelier* d'un doreur sur bois, *en sa présence et en celle de ses trois ouvriers.* Ce ne pouvait être un délit punissable, que si les propos avaient été tenus *dans un lieu ou réunion public*, et le tribunal correctionnel n'avait pas pensé qu'un attelier composé de trois ouvriers, établi au second étage d'une maison, pût avoir ce caractère ; il avait prononcé, en conséquence, la mise en liberté du prévenu : et son jugement avait été confirmé en appel sur le même motif ; mais après la prononciation de l'arrêt, le président avait fait une mercuriale sévère au prévenu se terminant par ces mots : qu'il ne devait sa mise en liberté, *qu'au silence de la loi relativement* A LA NATURE DU LIEU où il avait tenu les propos qui lui étaient imputés.

Cet arrêt dénoncé à la Cour de cassation par le procureur général de la Cour de Lyon, ce magistrat soutint que l'annullation devait en être prononcée, comme étant *contraire au bien public, contraire* à *l'esprit des lois*, et comme ayant même été rendu *en contravention aux lois de la matière.* La Cour de cassation ne s'arrêta, pour prononcer l'annullation de l'arrêt, que sur ce que la Cour royale n'avait mis en liberté le prévenu, qu'à raison de ce qu'il n'avait pas tenu les propos qui lui étaient reprochés, *dans un lieu public*, sans avoir ajouté qu'il ne les avait pas tenus dans *une réunion publique* ; ce qui n'était pas tout-à-fait aussi évident que l'auraient été les moyens tirés de ce que l'arrêt aurait été contraire *au bien public* et *à l'esprit de la loi*, s'il avait suffi qu'une action fût contraire, *soit au bien public, soit à l'esprit de la loi*, pour en autoriser la cassation. Il n'était pas bien cer-

tain, en effet, que la Cour royale ne se fut décidée à mettre le prévenu en liberté, qu'en raison de ce que les propos n'avaient pas été tenus *dans un lieu public*, puisqu'elle avait adopté purement et simplement les motifs des premiers juges; car en lisant le jugement, tel qu'il se trouvait transcrit dans l'arrêt attaqué, l'absolution du prévenu n'avait été déclarée, qu'attendu que les propos qui lui étaient imputés n'avaient pas été tenus *dans un lieu ou réunion public*. La Cour de cassation ne put faire résulter le point de fait qu'elle regardait comme décisif, que, de ce qu'après la prononciation de l'arrêt, le président avait dit que le prévenu ne devait sa mise en liberté *qu'au silence de la loi relativement au lieu public;* et cependant la mercuriale du président ne pouvait changer le dispositif de l'arrêt, qui avait adopté, *sans restriction*, les motifs des premiers juges.

En le décidant ainsi, et dans la supposition même, comme on est porté à le croire, que les considérans du jugement avaient été mal retenus dans l'arrêt de la Cour royale, il résulte nécessairement de celui rendu par la Cour de cassation, qu'un *attelier* d'ouvriers peut être considéré *comme une réunion publique* ; car si, dans le fait, on ne pouvait considérer une réunion d'ouvriers dans un attelier comme une réunion publique, la déclaration qui en aurait été faite, n'aurait été qu'une inutilité : aussi le procureur général avait-il soutenu dans sa requête en pourvoi, que c'était un lieu public, et que les ouvriers s'y étant trouvés réunis, il y avait réunion publique; ce qu'il se flattait d'établir, en alléguant que c'était tellement un lieu public, que le public y pénétrait, soit que l'intérêt ou la curiosité l'y attirât, soit pour examiner l'ouvrage ou pour hâter ou vérifier la confection de celui que l'on aurait commandé, soit pour y faire quelques commandes; que les ouvriers réunis donnent à ce lieu, un caractère de publicité; que c'est toujours de divers quartiers qu'ils s'y rassemblent, et que chaque jour ils se dispersent après le travail; ce qui était assurément très-ingénieux; mais de ce que plusieurs personnes de divers quartiers se rassemblent dans un même lieu, doit-on et peut-on même en conclure, que ce rassemblement constitue une *réunion publique?* qu'il forme un local particulier, *un lieu public?* L'arrêt que rendit la Cour de cassation fut ainsi motivé : « Attendu, que la prévention portait sur la généralité de propos séditieux, prévus et déclarés punissables par l'article I.er de la loi du 17 mai 1819, et par conséquent sur ceux qui auraient été tenus *dans des lieux ou réunions publics;* qu'en effet, dans ses considérans, le jugement du tribunal de première instance, confirmé par l'arrêt attaqué, déclarait que les propos tenus par le prévenu, ne seraient punissables qu'autant qu'ils l'auraient été *dans un lieu ou réunion public;* mais, qu'en décidant

» *en fait*, que les propos tenus par G... l'avaient été dans l'attelier du sieur » B....., le tribunal correctionnel s'était borné à déclarer que cet attelier était » *un lieu particulier*; — Qu'il n'avait pas déclaré que ces propos n'avaient pas été » tenus *dans une réunion publique* : que néanmoins il n'avait écarté l'application » de l'article I.^er de la loi du 17 mai 1819, que sur ce que les propos n'avaient » pas été tenus *dans un lieu public*; — Et attendu que la Cour royale de Lyon » s'était bornée à adopter purement et simplement les motifs et le dispositif » dudit jugement de première instance; en quoi ladite Cour avait fait une fausse » application, et en même temps commis une violation de l'article I.^er de la loi » du 17 mai 1819 : » la Cour casse et annulle, etc.

XVI. Par *gros et menus bestiaux*, on ne peut entendre que *les animaux à quatre pieds qui servent à la nourriture de l'homme*; c'est la définition que donne des bestiaux, le dictionnaire de Trévoux; définition que l'usage a consacrée. Il serait trop ridicule, en effet, de vouloir faire considérer de la volaille comme *bétail*, pour faire rentrer la soustraction que l'on aurait pu s'en permettre, dans la disposition de l'article 388.

XVII. La Cour d'assises du département du Cantal n'avait prononcé que les peines portées en l'article 401, contre l'auteur du vol *de brebis* dans les champs; attendu qu'elles n'étaient pas *à la garde du berger* : et son arrêt fut cassé, le 8 octobre 1818 : Attendu que l'article 388 n'avait pas distingué le cas où le bétail volé aurait été *sous la garde d'un pâtre*, ou abandonné *seul* dans les champs.

XVIII. Si le vol avait été commis *avec effraction*, ce serait l'article 384 qui deviendrait applicable : *sic. jud.* le 14 janvier 1813. Dans l'espèce, il y avait eu vol d'une vache *dans un herbage, avec effraction de la clôture de cet herbage.*

XIX. L'article 388 a parlé d'une manière *générale* du vol des instrumens d'agriculture sans en spécifier aucun; ce qui les comprend tous, par suite, dans sa disposition, et il suffit qu'il y ait eu vol d'un seul de ces objets, d'après les motifs exprimés dans l'arrêt du 12 décembre 1811, lorsque l'enlèvement en a été fait *dans les champs.*

XX. Quand ce serait *d'un coutre de charrue*, que l'article 471 n.° 7 défend au propriétaire de laisser dans les champs sous peine d'amende, qu'il y aurait eu vol, cette infraction au commandement de la loi de la part du propriétaire, ne pourrait servir d'excuse à l'auteur du vol et faire sortir son délit de la disposition de l'article 388 : l'accusé ne s'en serait pas moins rendu coupable du *vol d'un instrument d'agriculture dans les champs*, seule condition qu'exige l'article 388, pour constituer le genre de crime qu'il réprime.

XXI. Une Cour d'assises avait refusé d'appliquer à un accusé, que le jury avait déclaré coupable *d'avoir soustrait frauduleusement une charrue dans un champ*, la disposition pénale de l'article 388, sur le motif que la déclaration du jury portait, que cette charrue *n'avait pas été exposée sur la foi publique*; son arrêt fut cassé le 18 juin 1819 : « Attendu que le jury avait reconnu l'accusé » coupable d'avoir soustrait frauduleusement, *dans un champ*, une charrue » appartenant à autrui ; qu'en ajoutant à sa déclaration que la charrue volée » *n'était point exposée sur la foi publique*, le jury n'avait rien ôté au caractère du » crime prévu par l'article 388. » Ici se reproduit naturellement l'observation que nous avons déjà souvent faite, que, lorsque la loi pénale ne se trouve pas en parfaite harmonie avec la gravité du délit, les jurés et les tribunaux eux mêmes, s'attachent aux prétextes les plus frivoles, pour en éluder l'application ; ce qui fait que par la force même des choses, beaucoup de délits, quoique bien constans et bien établis, restent sans punition.

XXII. Lorsque l'article 388 a parlé de vol, il a nécessairement supposé qu'il y aurait eu *soustraction frauduleuse* de la chose enlevée ; ce qui nous fournit la matière d'une autre observation qui n'a pas moins d'importance que la précédente ; les expressions de *frauduleux*, *frauduleusement*, qui se lisent dans le Code ne présentent pas une idée assez nette, assez claire pour être généralement saisie, et appréciée ; et, par suite, elles peuvent entraîner aux conséquences les plus fâcheuses : entre une foule d'exemples que nous pourrions citer à l'appui de cette vérité, nous nous bornerons à en rappeler un seul qui est tout récent. Un huissier, père d'une nombreuse famille et d'une probité reconnue, avait été chargé d'une signification à faire : son exploit rédigé, il se disposait à se rendre au domicile de la partie pour lui en délivrer copie, lorsque le fils de cette personne se présenta dans son étude et l'engagea de la lui remettre, ce qu'il fit ; mais on lisait dans l'exploit, que l'huissier *s'était transporté au domicile de la partie*, ce qui constituait *un* FAUX ; mais par un décret qui avait acquis force de loi, il avait été dit que les faux de cette nature ne constituaient un véritable crime qu'autant qu'il serait établi que l'huissier aurait agi *frauduleusement* : l'huissier traduit devant une Cour d'assises à raison de ce faux, que l'arrêt de la chambre d'accusation avait qualifié de *frauduleux*, le président posa au jury, la question de savoir, si l'accusé s'était rendu *frauduleusement* coupable de faux, en déclarant, par son exploit, qu'il en avait remis la copie au père, lorsque c'était réellement au fils qu'il l'avait délivrée ; et le jury, pénétré de l'idée que l'huissier avait agi *contre son devoir*, dans cette occasion, ré-

solut *affirmativement* la question; de sorte que la Cour se trouva dans la nécessité d'infliger à l'accusé la peine *des faussaires*. Lorsque les jurés entendirent la prononciation de l'arrêt ils s'empressèrent de déclarer hautement qu'en qualifiant de *frauduleuse* la conduite de l'huissier, ils avaient entendu dire seulement qu'il avait agi *contre son devoir*; mais l'arrêt était prononcé, et d'après la déclaration du jury, il avait été fait une juste application de la loi pénale; il ne restait pas même au condamné l'espoir de faire annuller l'arrêt par la Cour de cassation, la procédure ayant été régulièrement instruite: son unique ressource était le recours en grace, et aussitôt, tous les jurés, tous les conseillers de la Cour se réunirent pour signer une pétition au Roi en faveur du malheureux condamné. Combien il serait à désirer que les lois ne renfermassent pas de ces expressions, tellement vagues, qu'elles peuvent donner lieu à d'aussi funestes *erreurs*! Pour remédier au mal, et en attendant que nos lois puissent être ainsi améliorées, les présidens des Cours d'assises doivent être attentifs à bien instruire les jurés de la manière dont de pareilles expressions doivent être entendues, pour en faire une juste application.

XXIII. L'article 45 du décret du 15 mai 1813, rend commune au vol des matériaux et outils destinés à la conservation des chaussées du Rhône, la première disposition de l'article 388, lorsque le vol a été fait *à l'instant du danger*, c'est-à-dire, lorsque les riverains sont appelés pour s'opposer aux progrès de l'inondation.

XXIV. L'article 388 assimile, dans sa seconde partie, le vol *de bois* DANS LES VENTES, celui *de pierres* DANS LES CARRIÈRES et le vol *de poisson* DANS LES ÉTANGS, VIVIERS OU RÉSERVOIRS, aux vols faits DANS LES CHAMPS, à ceux de RÉCOLTES, DE BESTIAUX ET D'INSTRUMENS D'AGRICULTURE.

Les vols de bois devant avoir été commis *dans les ventes*, pour rentrer dans l'application de l'article 388; les bois volés viendraient d'être coupés, que s'ils n'étaient plus sur place, c'est-à-dire, dans les ventes, il n'y aurait qu'un simple vol à réprimer, d'après les circonstances qui s'y rattacheraient; ce qui fut ainsi jugé par l'arrêt du 5 mars 1818, en décidant qu'un vol de planches, commis *dans les champs*, n'était pas le crime prévu et puni par l'article 388.

Le 2 juin 1815, la Cour de cassation jugea pareillement et d'après les mêmes considérations, qu'un vol de bois *dans une prairie* ne constituait pas un vol dans le sens dudit article: « Attendu que cet article *ne comprend dans sa disposition spéciale que les vols de bois coupés laissés dans les ventes ou dans les coupes*.

de bois et, qui, sous ce rapport, sont de véritables récoltes confiées par nécessité, à la foi publique. »

XXV. Par *ventes*, on ne doit entendre que le terrein en nature de bois qui est mis en coupe. En 1815, il avait été abattu, par ordre des officiers du génie militaire, une assez grande quantité d'arbres dans les forêts nationales, dont *les corps* avaient été employés à fortifier différens lieux : les *branchages* étaient restés sur la place et il avait été constaté qu'ils avaient été enlevés, en partie, par les habitans de la commune de Villers-les-Pots : question de savoir, si cet enlèvement constituait le délit prévu par l'article 388 du Code pénal : la Cour royale de Dijon l'avait ainsi pensé, et, en conséquence, elle s'était déclarée *incompétente* pour prononcer sur l'appel du jugement de condamnation, que le tribunal correctionnel de la même ville avait rendu sur la poursuite de l'administration forestière ; son arrêt fut cassé le 31 janvier 1817 ; mais uniquement sur un moyen *de forme ;* ce qui a laissé la question indécise : il y a lieu de présumer, que si la Cour de cassation avait eu à s'occuper *du fond*, elle aurait jugé que le fait incriminé ne rentrait pas dans l'application de l'article 388 ; attendu qu'il ne s'agissait pas de vol de bois commis *dans des ventes*, la coupe des arbres dont les branchages avaient été enlevés n'ayant été faite que de *quelques abres épars dans les forêts*, pour le besoin du moment.

XXVI. Le bois volé ne proviendrait pas *de la dernière coupe*, que s'il était encore gissant dans la vente *à l'instant du vol*, le délit rentrerait dans l'application de l'article 388 : *sic jud.* les 5 mai 1809, 28 février 1812 et 8 août 1813. Dans l'espèce jugée par l'arrêt du 28 février 1812, *les fagots volés* étaient *en piles* dans la vente, et ils s'y trouvaient déposés *depuis plusieurs années ;* mais ces circonstances parurent indifférentes à raison de ce que l'article 388 a parlé *sans restriction* des vols de bois commis *dans les ventes.*

Mais, si le terme accordé pour la traite était passé, et que l'adjudicataire eût obtenu son congé de cour, ce ne serait plus réellement *dans une vente* que le vol aurait été commis ; il n'y aurait plus qu'un vol de bois confié *à la foi publique.*

Ce ne serait pas non plus un vol de bois commis *dans une vente* que l'enlèvement de celui qui en aurait été tiré pour en faire le dépôt sur un emplacement qui se trouverait être *hors de la coupe, ou du terrain contigu* que *le cahier des charges* aurait destiné à cet usage.

XXVII. L'article 388 ne parle pas du vol de *charbons* dans les coupes ou ventes de bois où ils auraient été confectionnés ; mais le bois quoique réduit en charbon, n'en a pas moins conservé sa nature primitive ; il n'a fait que prendre

une forme nouvelle. On pourrait soutenir, toutefois, que ce ne serait plus réellement *du bois* dans le sens que l'usage attache à cette locution, et que comme les lois doivent toujours être présumées avoir parlé le langage vulgaire, les *charbons* ne sont pas compris dans la disposition de l'art. 388.

XXVIII. La fabrication du bois en paisseaux, merrain, pièces de charpente ou autrement, n'empêcherait pas que le vol qui en aurait été fait ne l'eût été de bois : par la forme qui lui aurait été donnée, il serait bien devenu *marchandise;* mais le bois coupé, lors-même qu'il n'est pas encore façonné, est bien également une marchandise, et la manière dont il est travaillé ne lui ôte pas sa nature de bois.

XXIX. Ce n'est que des bois coupés *par le propriétaire ou par son ordre* que parle l'article 388; s'il l'avait été *par le voleur lui-même*, la coupe en aurait été faite dans une forêt, même en exploitation, que son délit rentrerait dans les dispositions de la loi forestière.

XXX. Les vols *de pierres et de poissons* restent dans la catégorie des vols ordinaires, lorsqu'ils n'ont pas été commis *dans les carrières, étangs, viviers ou réservoirs;* mais que l'étang fût en pêche ou non quand le délit a été commis, c'est toujours la peine portée en l'article 388 qui devient applicable à son auteur : *sic jud.* le 15 avril 1813.

XXXI. Par *carrières*, l'on doit entendre, non-seulement l'excavation par l'orifice de laquelle les pierres sont tirées; mais tout ce qui en forme les dépendances; car, une carrière se compose nécessairement de tout le terrain *contigu* qui sert au dépôt des pierres, à leur extraction de la carrière.

ARTICLE CCCLXXXIX.

La même peine aura lieu, si, pour commettre un vol, il y a eu enlèvement ou déplacement de bornes servant de séparation aux propriétés.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est pas l'enlèvement ou le déplacement de bornes qui constitue le délit prévu et puni par l'article 389, ce genre de délit se trouve réprimé par l'article 456; l'enlèvement et le déplacement de bornes n'est ici qu'une circonstance *aggravante* du vol. Une *usurpation de terre*, en effet, de quelque nature que l'on puisse la supposer, sort nécessairement de la catégorie *des vols* qui ne peuvent résulter que de soustractions *de choses mobilières;* de sorte que c'est

par le *résultat* de l'enlèvement ou du déplacement de bornes que doit se déterminer le genre de délit qui peut avoir été commis.

II. L'article 389 n'ayant parlé que des *bornes*, sans y avoir assimilé les autres marques qui auraient pu servir de limites aux propriétés, telles que *des haies vives ou mortes*, *des pieds corniers ou autres arbres qui auraient été plantés ou reconnus pour être la séparation des héritages*, leur enlèvement ou déplacement, aurait-il même été suivi de vols, ne ferait pas rentrer le délit dans l'application de l'article 389. L'article 456 a bien mis ces marques sur la même ligne que les bornes; mais c'est pour le cas seulement qu'a disposé cet article; de sorte que l'on ne pourrait en appliquer la disposition à celui prévu dans l'article 389 que *par induction*, ce qui ne peut jamais être autorisé en matière pénale : il y avait d'ailleurs un motif puissant de restreindre la disposition de l'article 389 aux simples *bornes*, leur enlèvement ne devant laisser aucune trace, lorsque la destruction des autres limites en laisse nécessairement de faciles à reconnaître : il peut, d'une autre part, s'élever des contestations assez sérieuses sur le point de savoir si les autres marques auraient dû nécessairement servir de limites, lorsque les *bornes* en font foi par elles-mêmes.

III. Pour rentrer dans l'application de l'article 389, il faut que les bornes qui ont été enlevées ou déplacées en eussent le véritable caractère; c'est-à-dire, qu'elles eussent été plantées du consentement des parties intéressées ou en vertu de jugemens; mais le tribunal saisi de la plainte est compétent pour connaître *accessoirement* des difficultés qui peuvent s'élever à cet égard. Ce ne seraient plus de véritables bornes que celles que l'un des propriétaires voisins aurait plantées de son autorité, lors-même qu'il les aurait plantées aux lieux ou elles auraient dû l'être.

IV. Si les bornes avaient été plantées, soit du consentement respectif des parties, soit en vertu de jugemens, celui qui les aurait enlevées prétendrait vainement tirer une excuse de ce qu'elles ne l'auraient pas été aux places qu'elles auraient dû l'être, il y aurait eu *voie de fait* qui rentrerait, soit dans les dispositions de l'article 456, soit dans celle de l'article 389, suivant qu'il y en aurait eu simple arrachement, ou que leur arrachement aurait été suivi de vol : *sic jud.* le 17 avril 1812

Ce ne serait pas même des *bornes*, mais une *marque* quelconque qui aurait été enlevée, qu'il faudrait appliquer au prévenu les dispositions de l'art. 456, si le plaignant avait eu *la possession annuelle avant l'enlèvement*, du terrain usurpé par suite de la destruction des marques séparatives des héritages : *sic jud.* le 8 janvier 1813.

V. Il y aurait question *préjudicielle* à juger si le prévenu soutenait que *l'objet qu'il aurait enlevé* était sa *propriété*, lors-même qu'il s'en serait emparé à l'aide d'un déplacement de bornes : il y a question préjudicielle, en effet, toutes les fois que l'on peut dire : *feci sed jure feci ;* car, s'il était vrai que la chose enlevée eût réellement appartenu au prévenu, il n'y aurait pas eu *soustraction frauduleuse d'une chose qui ne lui aurait pas appartenu*, ni conséquemment vol ; mais, comme il y aurait toujours eu délit par le seul fait de l'enlèvement des bornes, la Cour d'assises à laquelle l'affaire aurait été renvoyée serait compétente pour prononcer sur la question de propriété de la chose enlevée.

Mais, si c'était avant le renvoi fait à la Cour d'assises que le prévenu eût élevé sa prétention, la question de propriété devrait être renvoyée à juger par les tribunaux civils, puisque, du point de savoir à qui la propriété de la chose enlevée appartenait, devrait résulter la compétence de la Cour d'assises ou celle du tribunal correctionnel.

VI. On ne pourrait faire résulter *la tentative de vol* de ce qu'il aurait été tenté d'enlever ou d'arracher les bornes, ni même de ce qu'elles auraient été enlevées ou arrachées, s'il ne s'y rattachait pas d'autres circonstances caractéristiques de la tentative de vol ; car le déplacement ou l'enlèvement de bornes n'est, dans l'espèce, qu'une circonstance *aggravante* du vol, et la tentative doit porter *sur le crime*, considéré en lui-même, pour devenir punissable ; aussi, l'article 389 s'est-il servi de ces expressions : *si, pour commettre un vol, il y a eu enlèvement ou déplacement de bornes ;* mais il n'y aurait eu que vol de fruits *récoltés*, que ce vol suffirait pour motiver la condamnation de l'accusé à la peine prononcée par cet article : s'il n'y avait eu soustraction que de fruits encore *sur pieds*, il n'y aurait eu que simple *maraudage* punissable de *peines de simple police*, et non pas un vol proprement dit : ce ne serait plus, à la vérité, la peine du simple maraudage, que le Code punit de peines de simple police, qui deviendrait applicable ; mais celle de l'article 456 : le maraudage disparaîtrait devant l'enlèvement ou l'arrachement de bornes.

VII. L'article 389 a placé sur la même ligne *l'enlèvement* et le *déplacement* de bornes, à raison de ce que les deux cas doivent produire le même effet ; celui de faire disparaître les marques séparatives des héritages, et de faciliter ainsi la soustraction de la chose d'autrui, en faisant supposer qu'elle appartenait à celui qui s'en serait frauduleusement emparé.

ARTICLE CCCXC.

Est réputée maison habitée, *tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale.*

OBSERVATIONS.

I. On a conclu de la définition donnée par cet article, des *maisons habitées*, que toutes les fois que le Code a parlé de maison habitée, il fallait entendre sa disposition dans le sens exprimé audit article; cependant et s'il devait en être ainsi, pourquoi le Code aurait-il ajouté, dans plusieurs de ses articles, à la locution de *maison habitée*, les expressions de *servant à l'habitation*, en ajoutant même dans d'autres : *ou leurs dépendances?* Ces mots : *ou servant à l'habitation*, et ceux-ci : *ou leurs dépendances*, employés concurremment avec ceux de *maison habitée*, ne seraient plus que des *pléonasmes*, si l'on adoptait pour tous les cas, la définition que donne l'article 390; et il est difficile de se prêter à l'idée que le législateur ait aussi peu soigné ses rédactions; qu'il n'eût voulu dire que la même chose, lorsqu'il a parlé *de maison habitée ou servant à l'habitation, ou ses dépendances*, que lorsqu'il a parlé restrictivement *de maison habitée;* le supposer ainsi, n'est-ce pas suppléer dans la loi une circonstance *aggravante* qui ne s'y lit pas, et par suite faire l'application d'une peine plus *grave* que celle que la loi prononce? N'est-ce pas violer, par suite, les premiers principes de la matière? Lorsque le législateur s'est servi *cumulativement* des expressions *de maison habitée, ou servant à l'habitation, ou de leurs dépendances*, il a dit nécessairement plus que quand il n'a parlé que *de maison habitée :* dire qu'une chose est *réputée* avoir telle qualité, ce n'est pas dire qu'elle l'a réellement; ce n'est qu'une simple assimilation dont l'effet doit cesser, lorsqu'elle ne se trouve plus en harmonie avec les lois de la matière. Le législateur peut avoir eu de bonnes raisons pour distinguer le vol commis dans une *maison habitée* de celui qui l'a été dans une maison *destinée à l'habitation ou ses dépendances*, et pour ne parler que de *maison habitée* dans certains articles, lorsque dans d'autres, il parlait de *maison habitée ou servant à l'habitation et*

de leurs dépendances. Quand le voleur s'est introduit dans une maison habitée, il a dû se préparer à l'attaque et à la résistance; tandis que lorsqu'il s'introduit *dans une maison destinée seulement à l'habitation* sans être *actuellement habitée*, ou s'il ne s'introduit que dans les dépendances d'une maison même habitée, il peut assez naturellement supposer qu'il n'y sera pas surpris, qu'il ne se trouvera pas dans le cas de l'attaque ni de la défense : quoi qu'il en soit, lorsque les termes de la loi sont clairs, il n'est pas besoin de rechercher quel peut en être l'esprit; l'esprit de la loi nous semble, au reste, ici, être en concordance avec sa lettre.

II. Lorsque le Code ajoute aux expressions *de maison habitée* celles-ci : *ou servant à l'habitation*, il faut entendre, *tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être* ACTUELLEMENT *habité, est destiné à l'habitation :* ainsi, par exemple, *une maison de campagne*, qui ne serait habitée *qu'accidentellement* et dans laquelle même il ne serait pas établi de concierge, n'en serait pas moins, dans le sens du Code, une maison *servant à l'habitation.*

III. Lorsque le Code parle *des dépendances de maison habitée ou servant à l'habitation*, il comprend généralement *tout ce qui en dépend*, tels que *les cours, basses-cours, granges, écuries et édifices quelconques qui y sont enfermés.*

L'article 390 veut même que l'on considère comme en étant *une dépendance*, les *cours*, *basses-cours* attenantes, lors même qu'elles se trouveraient renfermées *dans une clôture particulière*, si cette clôture était elle-même renfermée *dans la clôture générale.*

IV. Il ne suffirait pas que le vol eût été commis *dans les dépendances* d'une maison habitée ou servant à l'habitation, si le lieu dans lequel la soustraction aurait été faite, ne s'y trouvait pas *enfermé :* ce lieu pourrait bien *en dépendre;* mais il n'en serait pas une *dépendance*, dans le sens de l'article 390, qui parle *restrictivement* des *édifices enfermés* dans une *clôture.*

Quoique l'article n'ait parlé que *d'édifices*, il a nécessairement compris dans cette expression générique, non-seulement les *bâtimens*, mais tout le terrain, de quelque nature qu'il soit, qui se trouve *dans la clôture générale* : *sic jud*, le 18 juin 1812.

V. Il ne s'agit ici que de dépendances *réelles*, et non de dépendances *par destination;* le lieu où le vol a été commis doit avoir été enfermé dans la même enceinte que la maison habitée ou servant à l'habitation, et ce lieu n'aurait pas été dans la même enceinte, s'il avait été séparé de l'habitation par un chemin public, lors même qu'il n'aurait pas existé entre la clôture et le lieu où aurait été commis le vol, de propriétés intermédiaires.

VI. Les cabanes des bergers, même *mobiles*, les loges des bûcherons ou charbonniers, sont rangées dans la classe des maisons habitées, et elles le sont, en effet, par les bergers, les bûcherons et les charbonniers, puisque c'est-là qu'est fixée leur demeure; et il en est de même des emplacemens qu'occupent les conducteurs de bateaux *en voyage;* ce qui fut ainsi jugé par arrêts des 23 avril et 8 octobre 1812.

VII. Il y a *clôture*, aux termes de l'article 391, toutes les fois que le terrain est environné de murs, de haies ou de fossés, quelles qu'en soient ou puissent être la nature et la vétusté; mais il faut du moins qu'elle en ait le caractère et que le terrain soit enclos dans tout son *pourtour*.

VIII. La Cour de cassation jugea le 7 mars 1823, «qu'un des caractères » essentiellement constitutifs de l'habitation est la permanence de sa destination. » Que ce caractère ne peut être reçu de l'occupation accidentelle ou momen- » tanée d'une cabane couverte en feuillages, servant d'abri ou de poste à un bra- » connier pour y épier le gibier : » on lit de plus dans les considérans de cet arrêt, «que la définition portée dans l'article 390, n'est relative qu'aux seuls » faits de *vol*, et ne peut être appliquée, que pour en déterminer la gravité; » d'où suit, qu'elle ne pouvait, dans aucun cas, être invoquée, lorsqu'il s'agit de » caractériser un fait de chasse. »

Article CCCXCI.

Est réputé parc *ou* enclos, *tout terrain environné de fossés, de pieux, de claies, de planches, de haies vives ou sèches, ou de murs, de quelque espèce de matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de porte fermant à clef ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et ouverte habituellement.*

Observations.

I. Cet article ne dispose que relativement *aux vols* qui se commettent dans les parcs ou enclos; la simple *violation de clôture* continue de se régler par les dispositions du Code rural, tit. I.er sect. IV, art. VI, qui ne répute l'héritage clos, que lorsqu'il est environné d'un mur de quatre pieds de hauteur avec portes ou barrières, ou que lorqu'il est exactement fermé de palissades, d'haies

vives ou sèches, ou d'un fossé de quatre pieds de large au moins à l'ouverture et de deux pieds de profondeur : mais la Cour a plusieurs fois jugé que le terrain ainsi environné de clôture ne cessait pas d'être réputé clos, quoiqu'il y eût des trouées ou d'autres dégradations momentanément survenues dans la clôture : elle le jugea particulièrement ainsi, le 23 prairial an 4.

II. Lorsqu'il y a eu *violation de clôture* pour commettre *un vol*, le mur n'aurait pas l'élévation de quatre pieds, ni les fossés les dimensions ci-dessus, qu'il n'y en aurait pas moins vol *qualifié*, si le terrain clos se trouvait être une dépendance d'une maison habitée ou servant à l'habitation ; mais la clôture devrait avoir régné *dans toute la circonférence du terrain ;* car s'il était ouvert quelque part de manière à ce que l'on pût s'y introduire sans obstacle, ce ne serait plus un véritable clos : le Code n'aurait pas fait cette précision, que la raison et la nature des choses l'auraient suffisamment indiquée.

Il y aurait eu dégradation ou vétusté de la clôture, que le terrain qu'elle renfermerait, n'en aurait pas moins conservé son caractère de clos ; et il n'en devrait pas moins être considéré comme tel, lors même que les portes ne fermeraient pas à clefs, qu'elles seraient à claire-voie et ouvertes habituellement : l'article 391 en renferme une disposition expresse.

III. Après avoir dit, qu'il n'y en aurait pas moins clôture, lors même que la porte ne fermerait pas à clef, l'article 391 ajoute ces mots : *ou autrement ;* ce qui ne peut signifier qu'il y aurait *absence totale de portes ;* car *la fiction* ne peut aller jusqu'à *réputer un terrain clos*, lorsqu'il ne l'est *réellement* pas.

IV. Nous avons cité un arrêt par lequel il a été jugé que l'individu qui s'était introduit dans un terrain, auquel une rivière servait de clôture, au moment où elle se trouvait gelée et où conséquemment elle ne présentait plus aucun obstacle pour s'y introduire, n'avait pas commis un vol dans un terrain clos.

V. Ces expressions de l'article 391 : *quelles que soient la vétusté et la dégradation* de la clôture, doivent être sainement entendues ; il ne suffirait certainement pas, en effet, que dans une étendue de terrain anciennement en état de clôture, il en restât quelques débris pour faire réputer clos *tout le terrain* qu'elle aurait jadis environné : ce n'est pas *de simples vestiges d'ancienne clôture* que parle le Code ; mais d'une clôture actuelle, dont une partie seulement serait tombée en vétusté ou serait en dégradation : la clôture est un *fait* qui tombe dans l'appréciation des jurés, et qu'ils doivent décider d'après les connaissances qu'ils acquièrent aux débats de l'état des lieux.

ARTICLE CCCXCII.

Les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque manière qu'ils soient faits, sont aussi réputés enclos; et lorsqu'ils tiennent aux cabanes mobiles ou autres abris destinés aux gardiens, ils sont réputés dépendans de maison habitée.

OBSERVATIONS.

I. Dès que, par l'article 390, les cabanes même *mobiles* étaient réputées *maisons habitées ou servant à l'habitation*, la conséquence qu'en a tirée l'article 392, était aussi juste que naturelle.

II. Mais pour que les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, soient réputés dépendans de maison habitée, ils doivent tenir *immédiatement à la cabane du gardien.*

III. Si le parc, qu'il fût mobile ou non, n'y tenait pas, le vol qui s'y commettrait rentrerait dans la disposition des vols commis en terrain clos et fermé, avec les circonstances *de l'effraction, de l'escalade ou de fausses clefs*, qui pourraient s'y rattacher.

ARTICLE CCCXCIII.

Est qualifié effraction, *tout forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas, ou autres ustensiles ou instrumens servant à fermer ou à empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit.*

OBSERVATIONS.

I. L'article 393 parle des effractions considérées sous un point de vue *général;* il en distingue les divers caractères et les effets, dans les articles suivans.

II. Antérieurement au Code pénal, aucune loi n'avait défini ce qui constitue l'effraction proprement dite : le nouveau législateur n'a rien négligé pour en rendre la définition complète; il serait difficile, en effet, d'imaginer un cas qui ne rentrât pas dans la disposition du Code : tout forcement, rupture, dégra-

dation, démolition, enlèvement, *quels qu'ils soient*, doivent être considérés comme *effraction.*

III. Mais *l'effraction*, prise isolément, ne constitue pas *un délit punissable;* il doit s'y rattacher *un fait* dont elle devient *une circonstance aggravante;* s'il n'y avait que simple effraction, il n'y aurait, pour obtenir la réparation du dommage causé, que l'exercice de l'action civile.

IV. Pour que l'effraction devienne une circonstance aggravante *du vol*, il faut qu'elle ait été faite à la clôture ou au meuble et qu'elle ait servi à vaincre l'obstacle que le voleur avait à surmonter pour parvenir à s'emparer de la chose soustraite; ce qui a donné lieu d'examiner si l'enlèvement de terre fait pour parvenir à soustraire l'objet enfoui constitue *une véritable effraction* dans le sens du Code, et cette question a constamment été jugée par la *négative.* Nous en avons rapporté plusieurs arrêts dans nos observations sur l'article 384.

ARTICLE CCCXCIV.

Les effractions sont extérieures ou intérieures.

OBSERVATIONS.

Les effractions pouvant être *intérieures ou extérieures*, et le Code ne leur ayant pas attaché la même gravité, le législateur a dû nécessairement déterminer les caractères propres à chacune d'elles, ce qu'il a fait dans les articles 395 et 396.

ARTICLE CCCXCV.

Les effractions extérieures sont celles à l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartemens ou logemens particuliers.

OBSERVATIONS.

I. Il y a effraction *extérieure* toutes les fois que c'est par ce moyen que l'on est parvenu à s'introduire *dans une maison*, dans un *enclos* ou leurs dépendances, ou dans un appartement ou logement particulier, sauf l'application de peines plus ou moins graves, suivant les divers cas qui peuvent se présenter.

II. Il y aurait effraction *extérieure*, lors même que pour s'introduire *dans un appartement ou logement particulier*, l'on y serait arvenu sans effraction *à la*

clôture extérieure de la maison dans laquelle il serait établi ; et, en effet, l'appartement ou le logement que l'on occupe est réellement la maison de celui qui l'habite. Dans les grandes villes surtout, où beaucoup de maisons sont trop vastes pour être occupées par la même famille, il est d'un usage assez général de laisser la porte d'entrée ouverte pour la commodité des locataires.

III. La soustraction de malles ou caisses dont une voiture serait chargée ne constituerait pas une effraction *extérieure* dans le sens du Code. Ce ne serait pas un vol commis dans une maison ou ses dépendances, ni dans un enclos : *sic jud.* les 26 mars 1812 , 2 février 1815, 19 janvier 1816 et 7 juin 1821.

Dans l'espèce jugée par l'arrêt du 19 janvier 1816 , la voiture sur laquelle le vol avait été commis, était stationnée *sur un chemin public.* Dans celle du 26 mars 1812, le cheval sur lequel était chargée la valise enlevée, se trouvait *attaché à la porte d'une auberge ;* et dans celles des arrêts de 1815 et 1821, c'étaient les rouliers eux-mêmes qui s'étaient rendus coupables du vol des ballots qu'ils avaient été chargés de conduire à leur destination. Tous les accusés avaient brisé les serrures et coupé les cordages pour s'emparer du contenu des malles, caisses et ballots soustraits. L'arrêt rendu le 2 février 1815 fut motivé sur ce « qu'aucune des circonstances énoncées dans l'article 395 ne se trouvait dans » le fait qui avait été déclaré à la charge de l'accusé, puisque l'effraction avait » été seulement faite à une malle qui lui avait été confiée. » Et l'arrêt du 19 janvier 1816 sur ce que : « l'effraction ne pouvait être qualifiée d'effraction exté» rieure, puisque la boîte fracturée avait été enlevée dans une voiture qui ne » pouvait être considérée comme maison, édifice, cour, basse-cour, parc, en» clos ou dépendances, ni comme appartement ou logement particulier; et » que, par cet enlèvement, il n'y avait pas eu introduction dans des lieux de » la nature de ceux qui venaient d'être mentionnés. »

IV. Le voleur *ne se serait pas introduit dans la maison ou dépendances*, à l'aide de l'effraction qu'il aurait commise , il ne se serait emparé que de *l'objet qu'il aurait fracturé* pour parvenir à s'y introduire, *qu'il aurait commis un vol avec effraction extérieure ,* dans le sens du Code. Les arrêtistes ont recueilli une foule d'arrêts qui l'ont ainsi jugé ; ils en citent notamment deux des 8 mai 1811 et 21 mai 1813. Dans la première espèce, le voleur avait *démoli une partie de mur de clôture* d'une maison, dans lequel étaient encaissés *des tuyaux de plomb* qu'il avait soustraits ; dans la seconde, l'accusé avait volé *des barres de fer* dont était garni le soupirail d'une cave, qu'il en avait arrachées. L'on ne voit pas, dans les considérans du premier de ces arrêts, que l'effraction y ait été qualifiée *d'exté-*

rieure ou d'intérieure; on y lit seulement que : « pour parvenir jusqu'aux tuyaux » de plomb par lui volés, l'accusé avait fait effraction aux édifices élevés pour » les contenir et les garantir; qu'en arrachant par des moyens violens les pierres » dans lesquelles ces tuyaux étaient encaissés, il avait évidemment fait rupture » et démolition de la clôture de ces tuyaux dans l'édifice qui les renfermait; et » que ce fait constituait l'effraction telle qu'elle est caractérisée par l'ar- » ticle 384. »

La Cour s'expliqua plus catégoriquement dans son arrêt de 1813; elle qualifia l'effraction *d'extérieure;* en voici le dispositif : « attendu qu'il est reconnu » constant au procès que les barres de fer dont l'accusé a été trouvé saisi lors de » son arrestation, avaient été arrachées du soupirail d'une cave avec rupture des » pierres dans lesquelles entraient leurs extrémités, et du plomb servant à les y » sceller, et qu'au moyen de l'enlèvement de ces barres de fer, on pouvait s'in- » troduire dans ladite cave; que, pour qu'un vol soit accompagné de la circon- » stance aggravante *de l'effraction* EXTÉRIEURE, *il n'est pas besoin que le voleur se* » *soit introduit, à l'aide d'effraction, dans un lieu fermé;* qu'en effet, l'article 395 » définit l'effraction *extérieure*, celle à l'aide de laquelle *on peut s'introduire* dans » les maisons, cours, etc.; que le vol qui a eu lieu dans l'espèce *a donc été* » *commis dans une maison habitée* avec la circonstance aggravante de l'effraction. » Il résulte bien de ces expressions de l'article 395 : *à l'aide de laquelle* ON PEUT *s'introduire*, que l'effraction est *extérieure*, lorsque, par son moyen, *on peut s'introduire* dans la maison; mais, en résulte-t-il également que de ce qu'à l'aide de l'effraction *on aurait pu s'introduire* dans la maison, que l'on ait réellement commis le vol, avec effraction, *dans une maison?*

V. Si l'individu qui avait fait l'effraction n'avait pas soustrait les barres qu'il avait fracturées, quoique par l'effet de cette rupture *il aurait pu s'introduire* dans la maison, sans que, toutefois, il s'y fût introduit, ce n'aurait été qu'une simple dégradation à la clôture dont il se serait rendu coupable, ce qui n'aurait pu donner lieu contre lui à aucune poursuite par la voie criminelle. Il y aurait bien eu probabilité que l'auteur de l'effraction n'aurait agi que dans l'intention de s'introduire dans la maison et d'y commettre un vol; mais il aurait pu avoir eu toute autre intention; et il ne suffit pas d'ailleurs *d'une intention coupable* pour constituer le crime; il doit y en avoir *eu consommation*, ou du moins une *tentative* punissable, aux termes de l'article 2.

ARTICLE CCCXCVI.

Les effractions intérieures sont celles qui, après l'introduction dans les lieux mentionnés en l'article précédent, sont faites aux portes ou clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés.

Est compris dans la classe des effractions intérieures, le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et corde, et autres meubles fermés, qui contiennent des effets quelconques, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu.

OBSERVATIONS.

I. L'article 396 considère comme effraction intérieure, la rupture des meubles, des caisses, boîtes et ballots sous toile et corde, et autres meubles fermés qui ont été frauduleusement soustraits, lors même que leur effraction n'aurait eu lieu *qu'après leur enlèvement* d'une maison habitée ou servant à l'habitation ou de ses dépendances. La Cour de cassation jugea même, sous l'empire du Code pénal de 1791, le 20 avril 1809, que le vol de caisses ou malles sur une voiture en voyage, était un vol qui devenait punissable des mêmes peines que celles applicables aux vols commis dans les maisons habitées; mais alors la loi n'avait pas encore précisé ce que l'on devait entendre par *effraction intérieure;* elle avait tout abandonné sur ce point au pouvoir discrétionnaire des tribunaux; et l'on ne pouvait dire, dès-lors, que la Cour eût fait, en le jugeant ainsi, une fausse application de la loi pénale.

II. Si les caisses, malles, boîtes ou autres meubles que l'on aurait fracturés, soit sur le lieu, soit après l'enlèvement, ne renfermaient aucun effet, l'effraction ne deviendrait plus une circonstance aggravante du vol, l'article 396 ayant parlé restrictivement de l'effraction de caisses, malles, etc., qui *contiennent des effets quelconques :* mais n'y aurait-il pas eu *tentative* de vol, dégagée de cette circonstance aggravante?

III. L'accusé n'aurait fait que dévisser les clous d'une serrure pour retirer les choses renfermées dans les malles ou caisses, ou pour s'introduire dans la maison; il aurait remis les choses depuis le vol, ou depuis qu'il aurait quitté la maison, au même état qu'elles l'étaient auparavant, qu'il n'en aurait pas moins commis un vol avec effraction : *sic. jud.* le 5 nivose an 14, et quoique

cet arrêt ait été rendu sous l'empire du Code pénal de 1791, comme il ne contrarie en rien les dispositions du nouveau Code et qu'il rentre pleinement, au contraire, dans ses dispositions, il faudrait encore le juger de même aujourd'hui.

Par la même raison : les contrevents d'une croisée auraient été déplacés *sans fracture*, que si ç'avait été pour s'introduire dans la maison ou pour passer d'un appartement à un autre, le vol qui aurait été commis, à l'aide de ce déplacement, aurait le caractère d'un vol commis avec effraction.

IV. Un individu qui s'était furtivement introduit dans l'intérieur d'une maison, avait tiré le verrou destiné à empêcher la communication d'un des appartemens de la maison à celui dans lequel il avait commis le vol ; ce qui donna lieu d'examiner la question de savoir, si ce fait avait constitué une effraction et quelle était sa nature : qu'il y eût effraction dans le sens du Code, on n'en faisait aucun doute ; et il fut jugé, le 7 novembre 1812, que l'effraction avait été *extérieure*, chacun des appartemens étant habité par des familles particulières ; de sorte que la porte de communication, garnie de verroux, en était la clôture.

V. Si les malles ou caisses enlevées n'avaient pas encore été fracturées, lorsque le vol aurait été découvert, on pourrait bien dire que le voleur aurait eu l'intention de les fracturer pour en enlever les effets qu'elles auraient renfermés; mais il ne suffit pas de l'intention du crime pour faire appliquer des peines, de sorte que la peine du vol ne pourrait être aggravée de la circonstance, que l'auteur de la soustraction n'avait pu soustraire les malles et caisses, que dans l'espoir de s'emparer de ce qu'elles renfermaient.

VI. La simple *ouverture de meubles* pour en extraire ce qu'ils renfermeraient ne suffirait pas pour constituer une effraction ; non plus que *le morcèlement* des objets volés pour en favoriser l'enlèvement.

ARTICLE CCCXCVII.

Est qualifiée escalade, *toute entrée dans les maisons, bâtimens, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par dessus les murs, portes, toitures ou toute autre clôture.*

L'entrée par une ouverture souterraine, autre que celle qui a

été établie pour servir d'entrée, est une circonstance de même gravité que l'escalade.

OBSERVATIONS.

I. Tous les fois que l'on *franchit une clôture quelconque* pour s'introduire dans un édifice ou enclos, il y a *escalade* ; mais il faut que l'on s'en soit procuré l'entrée par cette voie ; il ne suffirait pas de s'y être introduit *par une ouverture qui aurait été pratiquée dans la clôture :* aussi fût-il jugé, le 20 mai 1811, qu'il n'y avait pas escalade dans le fait de s'être introduit dans un chantier pour y commettre un vol, *en traversant, sur la glace, le ruisseau qui lui servait de clôture*, et en effet, il n'avait eu à vaincre aucun obstacle pour s'y introduire, et le vol qu'il s'était permis d'y faire n'était que la soustraction d'effets qui reposaient sur la foi publique.

II. Pour *escalader*, il faut franchir l'obstacle qui s'oppose à l'introduction dans le lieu où l'on se propose d'entrer ; et ce ne serait pas, dès-lors, une circonstance aggravante du vol que l'on aurait commis, que d'avoir profité, pour s'introduire dans une maison ou dans un enclos quelconque, de la barrière ou de la porte, que le propriétaire n'aurait pas eu le soin de tenir fermée pour en défendre l'entrée : mais il y aurait *escalade* lors même que l'obstacle que l'on aurait eu à surmonter n'aurait été élevé que *de quelques pieds* au-dessus du niveau du sol : *sic. jud.* les 7 novembre 1811 et 18 juin 1813.

III. L'article 397 ne porte pas que l'entrée dans l'édifice ou l'enclos par une ouverture *souterraine constituera* une *escalade ;* mais qu'employer un pareil moyen, pour s'introduire dans les maisons ou enclos, c'est ajouter à son délit *une circonstance de même gravité que l'escalade* ; ce qui a été parler d'une manière plus correcte ; car s'introduire dans un lieu quelconque par une ouverture *souterraine*, ce n'est pas, ce ne peut pas même être une escalade ; tandis qu'assimiler les deux cas, *quant à la gravité du délit*, c'était faire une chose très-raisonnable : cependant elle manque de justesse jusqu'à un certain point ; car celui qui laisse une ouverture souterraine sans fermeture et par laquelle on peut s'introduire dans sa maison, manque au moins de prévoyance, lorsque l'on ne peut faire un reproche de cette nature à celui qui s'est entouré de clôture.

Mais, de ce que l'article 397 porte que, l'introduction par une ouverture *souterraine* autre que celle qui aura été établie pour servir d'entrée, aura *la même gravité* que *l'escalade*, s'ensuit-il qu'une introduction de ce genre, accom-

pagnée des autres circonstances énoncées en l'article 381, fasse rentrer le crime dans l'application de cet article, qui n'a parlé nominativement que de *l'escalade?* Cela nous semble fort douteux ; car, de ce que *deux* circonstances ont *la même gravité*, il n'en résulte pas nécessairement, que l'une puisse *remplacer* l'autre ; et que, de ce que le Code aggrave la peine pour *l'une d'elles*, cela suffise pour l'aggraver à l'égard de l'autre : mais alors, dans quel cas deviendrait applicable la dispositition relative de l'article 397 ? Le Code pénal ne parle dans aucun autre de ses articles de l'introduction souterraine dans les maisons ou édifices, pour y commettre des vols ; il ne s'occupe que de *l'escalade proprement dite.*

IV. L'article 397 ne parlant que de l'entrée des édifices, *par une ouverture souterraine*, il suit que l'on ne pourrait regarder le fait de s'y être introduit par une ouverture qui aurait été pratiquée, *au niveau du terrain*, soit pour l'écoulement des eaux, soit pour tout autre cause, comme rentrant dans l'application de cet article : l'ouverture n'aurait pas été pratiquée, il est vrai, *pour servir d'entrée ;* mais ce n'est pas le fait de s'être introduit, dans l'édifice, *par tout autre moyen que ceux qui ont cette destination*, que porte l'article 397, sa disposition est restreinte au cas où l'on se serait introduit *par une voie souterraine*, qui n'aurait pas été pratiquée *pour servir d'entrée.*

V. Malgré l'assimilation de l'escalade et de l'introduction par une ouverture souterraine dans les édifices, quant à la gravité des circonstances, ce serait mal poser la question au jury que de lui demander, au cas d'introduction par une ouverture *souterraine*, s'il y avait eu *escalade* ; et, en effet, lors même que les jurés seraient bien convaincus que l'accusé se serait introduit par une ouverture *souterraine*, ils devraient répondre *négativement* ; comme ils devraient faire également une réponse *négative*, si, lorsqu'il résulterait des débats qu'il y aurait eu introduction dans l'édifice par *escalade*, on lui avait posé la question de savoir s'il y avait eu introduction par une ouverture *souterraine :* ce n'est, en effet, que sur des points de fait bien déterminés que le jury doit être interrogé, il est entièrement étranger à toutes les questions d'analogie, à toutes les subtilités que le droit peut avoir établies ; sauf, après sa déclaration sur le fait, à en être tiré par les Cours, les inductions LÉGALES.

ARTICLE CCCXCVIII.

Sont qualifiés fausses-clefs, *tous crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, contrefaites, altérées, ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur,*

aux serrures, cadenas, ou aux fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employées.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est que par forme de *démonstration* et non pas d'une manière *limitative*, que l'article 398 parle de crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, contrefaites ou altérées; il suffit que les instrumens que le voleur a employés pour s'introduire dans les maisons, appartemens particuliers, leurs dépendances ou enclos; ou pour ouvrir une fermeture quelconque, dans l'intérieur des habitations, ne fussent pas destinés à cet usage, pour qu'ils doivent être considérés comme *fausses clefs*, dans le sens de cet article; ce qui fit juger, le 12 juillet 1811, que l'individu qui s'était introduit dans la maison à l'aide de la véritable clef que le propriétaire avait *égarée*, pour y commettre un vol, s'était rendu coupable de vol *avec fausse clef*: «attendu que la clef, dans les mains de celui qui en a fait usage, avait né-»cessairement pris le caractère d'une fausse clef: » Cependant l'article porte, que les clefs ne doivent pas avoir été DESTINÉES *par le propriétaire, aux serrures, cadenas, ou aux fermetures quelconques auxquelles le coupable* LES AURA EMPLOYÉES; ce qui semblerait être restrictif à ce seul cas.

II. La Cour de cassation avait déjà jugé le 5 nivose an 14, que l'individu qui s'était introduit dans la maison où il avait commis le vol, en faisant usage de la clef destinée à se procurer l'entrée *de son propre appartement*, s'était rendu coupable de vol *avec fausse clef*, ce qui était évident, puisque la clef dont il avait fait usage, n'avait pas eu cette destination.

III. Si la clef avait été remise de confiance à celui qui s'en serait servi pour s'introduire dans la maison et y commettre un vol, ce ne serait plus un vol commis avec *fausse clef*; il n'y aurait eu *qu'abus de confiance*, qu'un vol à punir d'après les autres circonstances qui viendraient s'y rattacher.

IV. Le serrurier qui a fabriqué *la fausse clef*, *sachant* quelle devait en être la destination, s'est rendu nécessairement, par cette fabrication, le complice du vol dont il a ainsi préparé et facilité l'exécution; *sic jud.* le 13 juin 1811: le serrurier aurait même encouru la peine de la *reclusion*, aux termes de l'article 399, lors même qu'il n'y aurait à lui imputer que la simple contrefaçon ou altération de clefs.

Tout autre personne qui aurait *procuré la fausse clef*, dans *l'intention* de favoriser la soustraction frauduleuse qui aurait été commise ou tentée de commettre, à l'aide de cet instrument, devrait en être déclarée la complice.

ARTICLE CCCXCIX.

Quiconque aura contrefait ou altéré des clefs, sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans, et à une amende de vingt-cinq francs à cent cinquante francs.

Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni de la reclusion.

Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime.

OBSERVATIONS.

I. *Le simple fait* d'avoir contrefait ou altéré des clefs rend, *quiconque* en est coupable, passible de la peine *de l'emprisonnement et de celle de l'amende.*

Lorsque c'est *un serrurier de profession* qui a contrefait ou altéré les clefs, la peine qu'il a encourue est celle de la *reclusion.*

II. Il ne faut pas attacher cependant à l'expression *quiconque*, qui se lit dans l'article 399, toute l'extension qu'elle pourrait comporter; car, il n'y aurait assurément ni crime, ni délit à imputer au propriétaire qui aurait changé ou fait changer, même par un serrurier de profession, la destination *première* d'une clef pour l'approprier à une autre fermeture destinée à son usage particulier.

III. L'article 399 n'ayant excepté de sa première disposition que *les serruriers de profession*, il doit avoir été déclaré formellement par le jury, que l'accusé était *un serrurier de profession*, lorsqu'il a fait la contrefaçon ou altération constitutive de son délit. Il ne suffirait pas qu'il eût été déclaré qu'il aurait fait, pour son plaisir ou dans son intérêt, quelques ouvrages de serrurerie : mais ce serait être un *serrurier de profession* que d'être employé dans un attelier de serrurerie, en qualité de *compagnon* ou *d'apprenti.*

IV. S'il se rattachait au fait de contre façon ou d'altération des clefs, des circonstances telles qu'il pût en résulter une complicité du crime qui aurait été commis, quelle que fût alors la personne qui se serait rendue coupable de l'altération ou contrefaçon des clefs qui auraient servi à le commettre, elle

aurait encouru les mêmes peines que celles qui deviendraient applicables à l'auteur du crime.

V. L'article 484 ayant maintenu les dispositions des lois et des règlemens qui étaient en vigueur lors de sa mise en activité, dans tout ce qui n'avait pas été réglé par le Code, on doit se faire naturellement la question de savoir, *si les anciens règlemens relatifs à la contrefaçon ou altération des clefs*, doivent avoir encore aujourd'hui force de lois.

S'il ne s'agissait que *de leur contrefaçon ou altération*, le Code s'en étant occupé d'une manière spéciale, aucun règlement antérieur ne devrait plus être consulté : mais sans avoir contrefait ou altéré des clefs, on pourrait en avoir facilité l'emploi à ceux qui en auraient abusé pour commettre des crimes ; et c'est pour prévenir cet abus que d'anciens règlemens avaient été faits : pas de doute, en conséquence, que ces règlemens ne doivent continuer de recevoir leur exécution dans les lieux qu'ils régissaient ; peut-être même serait-il d'une bonne administration, de les convertir en lois qui devinssent obligatoires dans toute l'étendue de la France : on en pourra juger d'après la connaissance que l'on va donner des principaux. Le premier se trouve consigné dans un arrêt du parlement de Dijon, du 12 août 1748 : et le plus récent dans une ordonnance de police pour la ville de Paris, du 8 novembre 1780.

« L'article 8 de cette ordonnance fait défense à tous serruriers, taillandiers » et autres ouvriers travaillant à la forge; ferrailleurs, vendeurs et crieurs de » vieilles ferrailles, et à toutes autres personnes telles qu'elles soient, d'exposer en » vente ou débiter aucune vieille clef ou neuve, séparément de la serrure pour » laquelle ladite clef aura été faite, sous peine de cent francs d'amende pour » la première fois, et de prison en cas de récidive, même d'être poursuivi ex- » traordinairement suivant l'exigence des cas. »

« Par l'article 9, il est fait pareille défense à tous compagnons et apprentis » serruriers, et autres ouvriers en fer, de travailler, forger et limer des » clefs et des serrures hors des boutiques de leurs maîtres, en quelque lieu » que ce puisse être, et d'y avoir des outils, ainsi qu'à tous particuliers de les » recevoir à cet effet, dans leur maison et logement, sous peine de prison » contre lesdits compagnons, apprentis serruriers et ouvriers en fer, et d'a- » mende contre lesdits particuliers qui les recevront chez eux à cet effet; et » seront tenus, ajoute l'article, les propriétaires et principaux locataires qui » auraient lesdits ouvriers logés dans leurs maisons, dès qu'ils seraient instruits » qu'ils travaillent chez eux auxdits ouvrages, d'en faire la déclaration chez le » plus prochain commissaire ou au bureau de sûreté établi à la police; lesquelles » déclarations, ainsi que toutes autres déclarations concernant les vols et délits

» publics, seront reçues, sans frais, suivant l'usage accoutumé; le tout sous » peine d'amende contre lesdits propriétaires et principaux locataires. »

Puis vient l'article 10, ainsi conçu : « Ne pourront les ferrailleurs, reven- » deurs, crieurs de vieux fers, avoir des étaux et limes chez eux; limer, faire » limer et repasser aucune clef dans leurs boutiques, maisons ou ailleurs, sous » peine d'amende pour la première fois et de prison pour le cas de récidive. » Ne pourront également les maîtres serruriers, ferailleurs, taillandiers et » autres ouvriers travaillant à la forge, travailler et faire travailler dans les » derrières de leurs maisons et lieux non apparens, à peine d'amende et de telle » autre punition qu'il appartiendra. »

L'arrêt du parlement de Dijon avait préparé les voies au règlement dont on vient de faire connaître les principales dispositions. Par cet arrêt : « la Cour » fit très-expresses inhibitions et défenses à tous maîtres serruriers, compagnons » et apprentis demeurant ou travaillant dans l'étendue du ressort de la Cour, » et à tous autres ouvriers ou artisans employés dans les campagnes au fait de » la serrurerie, de faire, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce » soit, ouverture d'aucunes serrures et fermetures fermant à clefs, ressorts ou » loquets, si ce n'est par l'ordre exprès, en présence et sous les yeux du maître » ou chef de la maison particulière ou communauté où ils auraient été appelés; » sauf les cas où, par justice, aurait été donné mandement de fraction, à peine » d'être poursuivis par la voie extrordinaire et punis suivant l'exigence des » cas, même de la peine de mort s'il y échet. »

« Défend pareillement à tous compagnons et apprentis serruriers de travail- » ler, forger et limer des clefs et serrures hors les boutiques de leurs maîtres, » en quelque autre lieu que ce puisse être, soit maisons particulières ou com- » munautés, soit dans les boutiques de maréchaux, taillandiers et autres ou- » vriers travaillant à la forge, ni même dans les boutiques des maîtres, que de » leur exprès commandement, à peine d'être le procès fait et parfait suivant la » rigueur des ordonnances, tant auxdits compagnons ou apprentis contrevenans » qu'aux autres ouvriers qui auraient prêté les outils, forges et boutiques. Fait » défenses à tous maîtres serruriers, compagnons et apprentis, de forger ou » faire forger aucune clef qu'auparavant on n'ait mis la serrure en leur posses- » sion, et dans le cas où il leur serait commandé de faire une clef sur une autre » clef, soit entière ou cassée, leur ordonne, en ce cas, d'essayer ou vérifier sur » la serrure la clef servant de modèle, et ce, en présence du chef et maître de » la maison où sera ladite serrure, et leur enjoint de ne délivrer ladite clef qu'au » maître de la maison, sous les peines susdites. »

« Leur défend semblablement, sous les mêmes peines, de faire aucune clef

» sur dessin, modèle en cire, carton tracé, ou tout autre patron que ce soit; » comme aussi de délivrer à quelque personne que ce puisse être, aucune » clef brute ou ébauchée, quand même on ferait apparoir d'une desti- » nation. »

« Demeure pareillement très-expressément défendu, et sous les mêmes peines, » à tous serruriers, compagnons et apprentis, de vendre, remettre et débiter, » sous quelque prétexte et à quelque personne que ce soit, des rossignols et » crochets propres à ouvrir les fermetures; et ordonne aux maîtres serruriers » de tenir renfermés dans un lieu sûr les crochets et rossignols qu'ils peuvent » avoir pour le service du public, sans qu'en aucun cas ils puissent les confier » à leurs compagnons et apprentis; et seront, les maîtres serruriers, tenus de » s'en servir quand ils en seront requis, ce qui ne pourra être fait qu'en pré- » sence du chef et maître de la maison. »

« Fait défense à tous serruriers, revendeurs et crieurs de vieilles ferrailles, » de se servir d'étaux et limes, de relimer ou faire relimer aucune clef; leur fait » défense, et à toutes personnes quelles qu'elles soient, d'exposer en vente, » vendre et débiter aucune clef, vieille ou nouvelle, séparément de la serrure » pour laquelle ladite clef aura été faite. »

« Et pour éviter la fabrication des fausses clefs, a ordonné et ordonne qu'au- » cun maître serrurier, ferreur, taillandier, maréchal, ou autres ouvriers » travaillans à la forge, ne pourront travailler ou faire travailler dans les der- » rières de leurs maisons, ni en aucun autre lieu caché, à peine d'amende et » d'être puni suivant l'exigence des cas. »

ARTICLE CCCC.

Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

OBSERVATIONS.

1. Il ne s'agit pas ici d'une simple *escroquerie*, mais d'un vol *qualifié* qui emporte la peine des travaux forcés à temps. Pour constituer ce crime, il doit y avoir eu titre ou signature EXTORQUÉ, *par force, violence ou contrainte*, et la pièce ainsi extorquée doit avoir contenu *obligation, disposition ou décharge* : toutes ces conditions sont de *rigueur et cumulativement* requises pour faire rentrer le fait dans l'application de l'article 400.

II. L'individu qui aurait employé la force, la contrainte ou la violence pour se procurer une signature, un titre ou autre pièce de cette nature, ne serait pas parvenu à ses fins, que la simple *tentative* qu'il en aurait faite deviendrait punissable de la mème peine que si le crime avait été consommé. Il était inutile que le législateur s'en expliquât d'une manière expresse, la disposition de l'article 2 devant recevoir ici naturellement son application.

III. Le fait que prévoit et punit l'article 400 rentre dans la catégorie des vols, l'article 401, qui le suit immédiatement, ayant parlé des *autres vols;* mais c'en est un d'un caractère tout particulier. Il résulte toutefois de ce que c'est un vol, qu'il ne constituerait pas un crime proprement dit, dans ses rapports entre les maris et femmes, les pères et mères et les enfans, aux termes de l'article 380. Cependant, nous avons cité, dans nos observations sur cet article, un arrêt par lequel il fut jugé que le crime de *faux*, commis par un fils pour parvenir au vol dont il s'était rendu coupable au préjudice de sa mère, faisait sortir le crime des dispositions dudit article; mais ce n'était plus le *vol* qui faisait la matière de l'accusation; il y avait un faux à punir qui était *indépendant* du vol et qui constituait par lui même un véritable crime; lorsque dans l'espèce de l'article 400, la violence, force ou contrainte ne sont que *des circonstances aggravantes du vol.*

IV. Le *vol* ne pouvant se constituer que par la *soustraction frauduleuse de la chose d'autrui*, aux termes de l'article 379, si la force, la violence ou la contrainte n'avait été exercée que pour se procurer la remise d'un écrit qui serait retenu *sans droit* par l'individu auquel il aurait été enlevé, le fait ne deviendrait pas passible de la peine prononcée par le présent article, attendu qu'alors il n'y aurait pas eu vol, puisque l'auteur de la soustraction n'aurait fait que reprendre sa chose, sauf à le punir des voies de fait qu'il aurait exercées, dans le cas où elles seraient de nature à constituer un véritable délit; car, il n'est permis à personne de se rendre justice à soi-même: mais les circonstances peuvent être tellement atténuantes, que les tribunaux ne puissent y voir qu'uen résistance à l'oppression, et une légitime défense de ses droits contre un spoliateur ou un débiteur infidèle.

V. Pour qu'il y ait eu *force, violence ou contrainte*, dans le sens de l'article 400, il faut qu'elle ait été telle qu'elle fût de nature à en imposer au commun des hommes; le sexe, l'âge de la personne qui en est devenue l'objet doivent être pris, dans ce cas, en grande considération.

VI. Ce n'est pas *de tout écrit* que parle l'article 400; mais d'un écrit qui

contient ou qui opère une *obligation, disposition ou décharge;* autrement, ce ne serait qu'une pièce insignifiante qui ne pourrait constituer un véritable vol.

VII. On conçoit facilement ce qui constitue une *obligation ou décharge;* mais le mot *disposition* a quelque chose de si *vague* qu'il est difficile de s'en faire une juste idée, si l'on veut lui donner une autre signification que celle *d'obligation ou de décharge;* à moins qu'on ne l'applique au cas, où, sans que l'écrit put intéresser la fortune de celui qui l'a souscrit, il put tendre à compromettre son *honneur ou sa réputation :* c'est la seule interprétation raisonnable que l'on puisse lui donner.

VIII. L'article 400 met au même rang l'extorsion *de la signature* que l'enlèvement d'un *titre* ou d'une *pièce* quelconque; et, en effet, l'un et l'autre doivent avoir le même résultat, celui de se procurer soit un titre obligatoire, soit la décharge d'une obligation.

IX. L'article 400 n'a disposé que pour le cas de l'emploi *de la force, de la violence ou de la contrainte*, et non pas de la simple *surprise*, ce qui a été fort sage; car l'on n'aurait pu l'y assimiler sans donner un trop puissant aliment à l'arbitraire : l'enlèvement de pièces, par cette voie, ne peut constituer qu'une *escroquerie* ou qu'un *abus de confiance* qui doit bien être puni, mais qui n'a pas un caractère aussi grave que le fait prévu et réprimé par l'art. 400.

X. Il n'y aurait eu que *tentative* d'extorsion par fraude, contrainte ou violence, que si la tentative avait eu les caractères exigés par l'article 2, ceux qui s'en seraient rendus les complices devraient être condamnés à la même peine que l'auteur de la tentative, lors même qu'en déclarant à leur décharge, qu'ils se seraient rendus coupables de cette tentative, en aidant et assistant, avec connaissance, l'auteur de la tentative dans les faits qui auraient préparé la consommation du délit, le jury aurait ajouté, que ladite tentative *n'avait eu de leur part aucun commencement d'exécution:* sur une déclaration ainsi motivée, la Cour d'assises de Paris ayant prononcé *l'absolution* des complices, son arrêt fut cassé, sur le pourvoi du Procureur-Général, le 6 février 1812 : « Attendu que l'article 60 a déterminé les faits qui constituent » la complicité; — Qu'elle ne peut donc être recherchée et jugée que dans le » rapprochement de ces faits; — Que, d'après cet article, un des faits caractéris- » tiques de la complicité, *c'est d'avoir aidé ou assisté avec connaissance l'au- » teur ou les auteurs d'une action qualifiée crime, dans les faits qui l'ont préparée;* » — Que ce fait caractérise la complicité dans les tentatives coupables de

» crime, comme dans les crimes consommés ;—Qu'en effet, la tentative du crime, » lorsqu'elle réunit les circonstances fixées par l'article 2 du Code pénal, est » une action qualifiée crime par la loi ; qu'elle forme un crime principal ; » qu'elle ne diffère du crime consommé, qu'en ce que, par des circon- » stances étrangères à la volonté de son auteur, le fait qui en était l'objet, n'a » pas reçu sa plénitude d'exécution ; mais que, dans la tentative ainsi quali- » fiée, l'intention de son auteur a toujours été nécessairement de consommer » le crime ;—Que c'est aussi à cette consommation du crime que s'est nécessai- » rement référée l'assistance donnée avec connaissance dans les actes prépara- » toires ; que, dès-lors, la criminalité de cette assistance est demeurée subor- » donnée au caractère qu'aurait définitivement l'action principale dont elle » devait aider l'exécution ;— Que, si cette action n'a pas été consommée, parce » que son auteur a été arrêté dans son exécution par des faits indépendans de » sa volonté, le commencement d'exécution qu'elle a reçu lui a imprimé néan- » moins le caractère criminel ;—Que le fait de l'assistance donnée avec connais- » sance dans les actes préparatoires de cette action rentre donc alors dans les » dispositions de l'article 60 du Code pénal ; que celui qui a donné cette assis- » tance, doit donc, par ce seul fait, lorsqu'il n'en a pas détruit la criminalité » en concourant à empêcher l'exécution du fait principal, être réputé complice » et puni conformément à l'article 59 du même Code, de la peine ordonnée par » la loi contre le crime consommé ; — Qu'examiner et juger, dans une accusation » de complicité, pour fait d'assistance donnée sciemment aux faits préparatoires du » crime, s'il y a eu de la part de celui qui est accusé de complicité, comman- » cement d'exécution du crime, c'est violer la loi qui a voulu que l'assistance » donnée avec connaissance dans les faits préparatoires du crime, constituât la » complicité par elle-même, et indépendamment de toute participation, de la part » du complice, au commencement d'exécution du fait principal, c'est confondre » l'accusation de complicité avec celle qui a pour objet les auteurs mêmes du » crime, puisque, par la participation du fait du crime, on en est essentielle- » ment auteur, et non pas seulement complice ; — Que sur une accusation de » complicité dans une tentative de crime, comme dans un crime consommé, » le crime principal doit sans doute être d'abord constaté ; mais qu'après une » déclaration affirmative sur ce fait principal, il ne peut être question, pour » déterminer la complicité, que de savoir *si celui qui en est accusé, s'est rendu cou-* » *pable d'une des circonstances que l'article* 60 *du Code pénal a déclaré devoir con-* » *stituer la complicité*..... »

Nous avions dit un mot de cet arrêt, dans nos observations sur l'article 2 n.° 3, mais il nous a paru d'une assez haute importance pour le faire connaître dans tout son développement.

ARTICLE CCCCI.

Les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et pourront même l'être d'une amende qui sera de seize francs au moins et de cinq cents francs au plus.

Les coupables pourront encore être interdits des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque le *vol* se trouve dégagé des circonstances aggravantes mentionnées *dans la présente section*, ce n'est plus, au yeux de la loi, *qu'un larcin ou filouterie* qui n'emporte que des peines d'emprisonnement et d'amende.

II. Il est réservé aux tribunaux, lorsqu'ils font l'application de l'article 401, *d'interdire* au condamné *l'exercice des droits mentionnés en l'article* 42 et de le mettre *sous la surveillance de la haute police* ; mais lorsque l'interdiction ou la mise en surveillance est prononcée, ce ne peut être pour moins de cinq ans, ni pour plus de dix.

L'interdiction peut ne l'être que de *partie* des droits énoncés en l'article 42 ; car qui peut *le plus* peut nécessairement *le moins*, et comme les tribunaux pourraient ne pas la prononcer, à plus forte raison peuvent-ils en modifier l'application.

III. L'article 401 ne dit pas que les *complices* des simples vols, larcins et filouteries seront punis de la même peine que les auteurs du vol ; mais la disposition de l'article 59 est *générale* ; elle s'applique à tous les cas *de crimes et délits*.

IV. Il n'en serait pas de même de la *tentative* qui n'emporte de peines, en matière de simples délits, que dans les cas où la loi en renferme une disposition expresse, si l'article 401 n'avait pas assimilé la tentative des simples

vols, larcins et filouteries aux délits consommés : mais ce n'est toujours que de la tentative, telle qu'elle est mentionnée en l'article 2, que cet article a disposé.

V. Reste à bien déterminer quel est le sens vrai de ces mots : *les autres vols non spécifiés en la présente section, les larcins et filouteries*, qui se lisent dans l'article 401. Suffira-t-il que le vol ait été commis sur un chemin public ou dans une maison habitée, pour le faire sortir des dispositions dudit article ? Les sections réunies de la Cour de cassation l'ont jugé de la sorte pour le cas de vols commis *sur les chemins publics;* mais y aurait-il même raison de décider relativement aux vols commis *en maisons habitées* ou servant à l'habitation, et leurs dépendances ? Cette circonstance aggravante du crime se trouve mentionnée dans la même section que l'article 401, et l'on peut dire, comme à l'égard des vols commis sur les chemins publics, que la violence, au cas de surprise, aurait pu être entrée dans la pensée de l'accusé; mais ce n'est là qu'une supposition, et il n'y a pas la même raison de décider dans un cas que dans l'autre, l'article 383 étant conçu dans des termes impératifs, qui ne se lisent plus dans les autres articles du Code : d'où l'on peut conclure que le vol, fait même en maison habitée, ne constitue un véritable crime qu'autant que cette circonstance, d'après l'article applicable, lui imprimera le caractère de crime : aussi, n'a-t-on jamais mis en doute que l'escroquerie, l'abus de confiance, qui ne sont, dans la réalité, que des espèces du genre, ne constituassent que de simples délits, lors même qu'ils auraient eu lieu en maison habitée, s'il ne s'y rattachait aucune autre circonstance qui en aggravât le caractère.

L'escroquerie et l'abus de confiance font bien la matière *spéciale* des articles 405 et 406 du Code ; mais ils n'en constituent pas moins de véritables vols, d'après la définition qu'en a donnée l'article 379 ; aussi, l'article 401, avant d'avoir parlé nominativement des larcins, filouteries et simples vols, les a-t-il fait précéder de ces mots : *les autres vols non spécifiés dans la présente section ;* ce qui n'aurait eu aucun sens dans le système opposé. Disons donc, que l'action de subtiliser avec adresse un objet quelconque dans une maison habitée, peut bien constituer un vol, mais que ce n'est pas de ce genre de vol que s'est occupé le législateur dans les articles précédens à celui qui nous occupe, et qu'ainsi que nous l'avons dit, en l'absence de tout autre circonstance aggravante, celle d'avoir commis le vol en maison habitée ne change pas le caractère du délit qui n'est toujours qu'un larcin ou simple vol.

Nous pouvons citer à l'appui de cette doctrine un arrêt rendu par la Cour de

cassation le 13 mai 1823. Une femme s'était rendue coupable d'un vol dans une église, pendant l'office, et la Chambre d'accusation de la Cour de Rheims avait renvoyé la connaissance de l'affaire au tribunal de police correctionnelle par application de l'article 401 : le Procureur-général s'était pourvu contre l'arrêt, attendu que le vol ayant été commis dans une église, et conséquemment dans un lieu habité ou servant à l'habitation, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, il y avait prévention de crime; mais l'arrêt de la Chambre d'accusation fut maintenu; « attendu que, quoique le vol eût été commis dans un » lieu habité ou servant à l'habitation, il l'avait été de jour et sans violence, ce » qui ne constituait qu'un simple larcin ou filouterie. »

SECTION II.

BANQUEROUTES, ESCROQUERIES ET AUTRES ESPÈCES DE FRAUDE.

§. I.er

Banqueroute et escroquerie.

ARTICLE CCCCII.

Ceux qui, dans les cas prévus par le Code de commerce, seront déclarés coupables de banqueroute, seront punis ainsi qu'il suit:

Les banqueroutiers frauduleux seront punis de la peine des travaux forcés à temps;

Les banqueroutiers simples seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus.

OBSERVATIONS.

I. Le Code pénal se réfère, dans ses articles 402 et 403, au Code de commerce sur les caractères constitutifs de *la banqueroute simple ou frauduleuse.*

II. La simple *faillite* n'emporte *aucune peine* contre son auteur, et il n'y a que simple faillite, lorsque les faits dont elle se trouve accompagnée ne la font pas rentrer dans les dispositions des articles 586, 587, 593 et 594 du Code de commerce.

III. Lorsqu'il y a prévention de banqueroute *frauduleuse*, le prévenu doit être renvoyé en état d'accusation devant la Cour d'assises, la peine qui devient alors applicable à son délit étant celle des travaux forcés à temps.

Ce n'est, au contraire, que par la voie de la police correctionnelle que le *banqueroutier simple* doit être poursuivi, la peine à lui appliquer n'étant que celle de *l'emprisonnement.*

Le Code pénal n'a pas ajouté que le coupable serait condamné *à l'amende*, par la raison bien simple que l'amende ne pourrait être prise que sur des fonds qui deviennent le gage de ses créanciers.

IV. Les anciens édits prononçaient la peine de mort contre *tout banqueroutier:* l'ordonnance de 1673 prononçait également la peine capitale; mais uniquement contre *les banqueroutiers frauduleux*, et cette législation n'était pas particulière à la France : un placard de Charles-Quint, du 4 octobre 1540, l'avait établie dans les Pays-Bas. En Asie, le banqueroutier, déclaré tel par jugement, reçoit tous les quinze jours la bastonnade, jusqu'à ce qu'il se soit entièrement libéré envers ses créanciers, et s'il meurt avant que de les avoir totalement satisfaits, ses plus proches parens subissent la même peine jusqu'à ce qu'enfin toutes les dettes du défunt soient payées; sur quoi l'auteur (l'*abbé Delaporte*) qui cite le fait, tome 6, page 376 de son Voyageur Français, observe que « personne » dans ce pays n'est exposé à perdre ce qui lui est dû, en ce que personne ne » peut éluder, comme en France, les promesses faites à ses créanciers. »

V. Il fut un temps où le débiteur qui avait *failli* devait porter *le bonnet vert*, afin que chacun fut averti du danger qu'il aurait à courir en traitant avec lui, et l'on ne voyait pas alors le même individu, après avoir fait trois ou quatre banqueroutes successives, avoir encore l'effronterie de se montrer en public, et narguer, par un luxe insolent, de malheureux créanciers qu'il a ruinés. Le parlement de Dijon prononça, le 1.er mai 1639, cette condamnation. Le résultat de la désobéissance du failli était de pouvoir être arrêté et constitué prisonnier à la requête même des créanciers signataires du concordat qui était intervenu entre eux et leur débiteur; mais, à côté de cette sage institution, se trouvaient *des lieux d'asile* où le failli pouvait se retirer et se mettre à l'abri des poursuites de ses créanciers; aujourd'hui, *plus de bonnet vert*, mais aussi *plus de lieux d'asile.*

VI Le Code pénal de 1791 ne faisait pas la même distinction qui se lit dans les nouveaux Codes, entre le failli et le banqueroutier simple ou frauduleux : il prononçait la peine *des fers* contre tous banqueroutiers; mais déjà sous l'empire de ce Code, l'on ne considérait pas comme *banqueroutier*, le simple *failli.*

VII. Les individus qui ne sont pas *commerçans* ne tombent pas en *faillite*, mais en *déconfiture*, lorsqu'ils se trouvent hors d'état de satisfaire leurs

créanciers : *sic jud.* les 2 décembre 1811 et 12 février 1812; la loi ne prononce contre eux aucune peine.

VIII. Le 5 mars 1812, la Cour de cassation jugea qu'un *serrurier en bâtimens* est un *commerçant* dans le sens du Code, *attendu qu'il achète le fer pour le revendre après l'avoir travaillé.*

Le 23 avril 1813, la Cour le jugea de même à l'égard d'un *cabaretier* : « attendu que le Code de commerce qualifie de commerçans ceux qui font des » actes de commerce et qui en font *leur profession habituelle;* et qu'il répute acte » de commerce tout achat de denrées et marchandises pour les revendre, soit » en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre. »

Le 28 février 1811, la section des requêtes avait jugé qu'un *boulanger* n'était pas un véritable commerçant; mais la même question s'étant depuis représentée devant la section civile, dans ses rapports avec un *boucher*, elle y fut jugée dans le sens des arrêts des 5 mars 1812 et 23 avril 1813, et comme il y a même raison de décider à l'égard des *boulangers* qu'à celui des *bouchers*, c'est à la jurisprudence établie par ces derniers arrêts qu'il faut s'arrêter.

IX. Il ne suffirait pas d'avoir fait quelques actes de commerce ni de s'être rendu justiciable des tribunaux de commerce, pour tomber en état de *faillite*, au cas où l'on ne pourrait satisfaire ses créanciers ; il faut avoir fait *sa profession habituelle* du commerce (*Art.* 1.er *du Code de commerce*), et l'on peut devenir justiciable des tribunaux de commerce sans que l'on soit négociant; il suffit, pour faire rentrer l'affaire dans leur compétence, que la personne appelée devant eux ait souscrit *une lettre de change* ou qu'elle se soit livrée à une opération de commerce quelconque, ne fût-ce qu'accidentellement.

X. Il ne suffirait pas non plus pour tomber en faillite, d'avoir été *le mandataire d'un commerçant*, il faut avoir été *commerçant soi-même*, ou que *porteur*, en cette qualité, *d'un mandat spécial* ou que *dépositaire* d'argent, d'effets de commerce, de denrées ou marchandises, on les ait appliqués à son profit (*Art.* 593, *n.°* v *du même Code*).

XI. Celui qui tient *une entreprise d'agence ou un bureau d'affaires*, doit être considéré comme un vrai commerçant, de manière que, s'il devenait insolvable, il se trouverait dans un véritable état de faillite : l'article 632 du Code de commerce répute, en effet, *acte de commerce*, toute entreprise de fournitures, d'agences et bureaux d'affaires. On a bien prétendu, et particulièrement M. Locré, dans son Esprit du Code de commerce, tom. 8, pag. 290, que cet article ne dispose que sous le rapport *de la compétence*, et que la compétence des tribunaux de commerce ne s'étend même alors qu'aux entreprises d'agences *commerciales*, attendu que la qualité de *commerçant* n'est pas attachée *nécessai-*

rement aux entreprises d'agences ni à la tenue de bureaux d'affaires; mais l'article cité parle en général des agences et bureaux d'affaires.

Nous ne connaissons qu'un seul arrêt, sous la date du 18 novembre 1813, qui ait prononcé sur la question, et l'on pourrait induire de ses considérans l'adoption du système de M. Locré. La Cour de cassation jugea par cet arrêt que c'était être un commerçant dans le sens du Code de commerce, que de tenir un *bureau de correspondance générale et d'agence d'affaires*; mais, le motif de décider fut que, dans un *prospectus* qu'il avait fait distribuer, l'accusé avait annoncé tenir une agence pour *toutes sortes d'affaires*, et il résultait des pièces du procès que l'accusé s'en était *journellement occupé*.

XII. Une Cour d'assises avait posé au jury l'unique question de savoir si *l'accusé s'était rendu coupable d'une banqueroute frauduleuse*; et sur sa réponse affirmative, cette Cour avait prononcé contre l'accusé la peine des travaux forcés à temps; mais sur le recours en cassation du condamné l'annullation de l'arrêt fut prononcée le 11 juillet 1816: «Attendu que la banqueroute frauduleuse est »un fait *moral* qui ne peut se constituer que par l'un ou plusieurs des faits »déterminés par le Code de commerce et qu'il n'appartient pas au jury de dé»cider si l'accusé est ou non coupable de ce crime, sans avoir prononcé sur les »faits qui le caractérisent.»

XIII. On avait douté si les faits *postérieurs* à la faillite, pouvaient constituer l'accusé en banqueroute frauduleuse; et la Cour de cassation décida l'affirmative, par arrêt du 5 mars 1813; «Attendu que l'article 593 du Code »de commerce, en déterminant les faits qui caractérisent la banqueroute frau»duleuse, n'a pas excepté le cas où les faits seraient *postérieurs* à l'ouverture de »la faillite; qu'au contraire, il en est plusieurs qui ne peuvent arriver qu'après »cette époque, et qui ne peuvent appartenir qu'à un individu déjà constitué »en faillite.»

XIV. Les faits qui sont de nature à constituer la banqueroute simple ou frauduleuse, se trouvent énoncés très-clairement dans les articles 586, 587, 593 et 594 du Code de commerce, dont il importe dès-lors de bien connaître les dispositions.

ART. 586: «*Sera poursuivi* comme banqueroutier simple, et pourra être dé»claré tel (1), le commerçant failli qui se trouvera dans l'un ou plusieurs des »cas suivans; savoir:

---

(1) Il y a bien *nécessité de poursuivre*, et par suite *de mettre en jugement*, le débiteur *failli*, quand il se trouve dans l'un des cas prévus en l'article 586 du Code de commerce; mais il n'y a pas *nécessité* de le *condamner* aux peines prononcées par le Code pénal, lorsqu'il résulte de l'instruction et des débats des circonstances atténuantes de son délit

» 1.° Si les dépenses de sa maison, qu'il est tenu d'inscrire mois par mois sur » son livre-journal, sont jugées excessives;

» 2.° S'il est reconnu qu'il a consommé de fortes sommes au jeu, ou à des » opérations de pur hasard;

» 3.° S'il résulte de son dernier inventaire, que son actif étant de cinquante » pour cent au dessous de son passif, il a fait des emprunts considérables, et » s'il a revendu des marchandises à perte ou au-dessous du cours;

» 4.° S'il a donné des signatures de crédit ou de circulation pour une somme » triple de son actif, selon son dernier inventaire. »

ART. 587 : » *Pourra être poursuivi* (1) comme banqueroutier simple, et être » déclaré tel, le failli qui n'aura pas fait, au greffe, la déclaration prescrite » par l'article 440;

» Celui qui, s'étant absenté, ne se sera pas présenté en personne aux agens » et aux syndics dans les délais fixés, et sans empêchement légitime;

» Celui qui présentera des livres *irrégulièrement tenus* (2), sans néanmoins » que les irrégularités indiquent de fraude, ou qui ne les présentera pas tous;

» Celui qui, ayant une société, ne se sera pas conformé à l'article 440. »

ART. 593 : » Sera déclaré banqueroutier frauduleux tout commerçant failli » qui se trouvera dans un ou plusieurs des cas suivans; savoir :

» 1.° S'il a supposé des dépenses ou des pertes, ou ne justifie pas de l'em- » ploi de toutes ses recettes;

» 2.° S'il a détourné aucune somme d'argent, aucune dette active, aucunes » marchandises, denrées ou effets mobiliers;

» 3.° S'il a fait des ventes, négociations ou donations supposées;

» 4.° S'il a supposé des dettes passives et collusoires entre lui et des créan- » ciers fictifs, en faisant des écritures simulées, ou en se constituant débiteur, » sans cause ni valeur, par des actes publics ou par des engagemens sous signa- » ture privée;

» 5.° Si, ayant été chargé d'un mandat spécial, ou constitué dépositaire d'ar- » gent, d'effets de commerce, de denrées ou marchandises, il a, au préjudice » du mandat ou du dépôt, appliqué à son profit les fonds ou la valeur des » objets sur lesquels portait soit le mandat, soit le dépôt;

---

(1) Il n'y a pas même *nécessité d'exercer des poursuites*, au cas du présent article; d'où suit qu'il n'y aurait pas de motifs suffisans de casser l'arrêt de la chambre d'accusation qui aurait déclaré, dans un pareil état de choses, n'y avoir pas lieu de suivre.

(2) Jugé le 20 décembre 1811, qu'il ne résulte pas *nécessairement* de ce que les livres du failli ont été irrégulièrement tenus, qu'il doive être mis en prévention, même *de banqueroute simple*.

» 6.° S'il a acheté des immeubles ou des effets mobiliers à la faveur d'un » prête-nom ;

« 7.° S'il a caché ses livres. »

« ART. 594 : » *pourra être poursuivi* (1) comme banqueroutier frauduleux, et » être déclaré tel, le failli qui n'a pas tenu de livres, ou dont les livres ne pré- » senteront pas sa véritable situation active et passive ;

» Celui qui, ayant obtenu un sauf-conduit, ne se sera pas représenté à jus- » tice. »

XV. Il n'y aurait pas eu *de jugement portant déclaration de la faillite*, il n'y aurait pas même eu *de bilan déposé*, que le commerçant qui a cessé ses paiemens pourrait être poursuivi et condamné comme *banqueroutier frauduleux : sic jud.* les 19 avril et 7 novembre 1811, et il fut pareillement jugé le 19 février 1813, que l'action publique en matière de banqueroute ne se trouve pas couverte par les jugemens et arrêts d'homologation du concordat, lors même qu'ils auraient acquis l'autorité de la chose jugée.

Il fut de plus jugé le 3 novembre 1814, que le commerçant peut être poursuivi et condamné comme *banqueroutier frauduleux*, lors même qu'il ne serait pas constaté d'une manière *légale* qu'il fût réellement insolvable.

XVI. La Chambre d'accusation de la Cour royale de Bourges avait mis en accusation l'ancien receveur-général du département de l'Indre, se fondant sur ce *qu'il n'avait pas fait le dépôt de son contrat de mariage* au greffe du tribunal, en motivant son arrêt sur les articles 69 et 70 du Code de commerce ; mais sur son pourvoi l'arrêt fut cassé, le 9 septembre 1813, attendu ; 1.° que l'accusé s'était marié sous le régime de la communauté, et que dès l'année 1792 sa femme avait obtenu sa séparation de biens suivie d'exécution ; 2.° que les articles cités ne pouvaient s'appliquer à un jugement de séparation de biens rendu avant la publication du Code de procédure civile et du Code de commerce, lorsque la séparation avait été soumise aux formalités que les lois anciennes exigeaient ; et attendu ; 3.° *que les dispositions pénales relatives aux banqueroutiers frauduleux ne se rattachaient pas aux dits articles* 69 *et* 70 *du Code de commerce, ces articles n'ayant eu d'ailleurs pour objet, que les séparations contractuelles ou exclusions de communauté et non les séparations judiciaires, sujettes à des formalités particulières, qui en assurent par elles-mêmes la publicité.*

---

(1) Que le failli, dans le cas de cet article, puisse être poursuivi comme banqueroutier *simple*, cela est hors de doute ; mais l'article ajoute, qu'il pourra même l'être comme banqueroutier *frauduleux*, dans le même cas ; ce qui dépend des circonstances plus ou moins graves qui viennent se rattacher à son délit.

L'article 69 porte : « Tout époux séparé de biens ou marié sous le régime » dotal, qui embrasserait la profession de commerçant postérieurement à son » mariage, sera tenu de faire pareille remise dans le mois du jour où il aura » ouvert son commerce, à peine, en cas de faillite, d'être puni comme *banque-* » *routier frauduleux.* »

Et l'article 70 : « La même remise sera faite, sous les mêmes peines, » dans l'année de la publication de la présente loi, par tout époux séparé de » biens, ou marié sous le régime dotal, qui, au moment de ladite publication, » exercerait la profession de commerçant. »

XVII. L'article 599 du même Code porte que les arrêts des Cours de justice criminelle rendus *contre les banqueroutiers et leurs complices* seront *affichés* et de plus *insérés* dans un des journaux de l'arrondissement ou dans un de ceux du département, conformément aux dispositions de l'article 683 du Code de procédure civile : mais cet article 599 ne peut recevoir d'application qu'au cas de condamnation pour banqueroute *frauduleuse ;* sa disposition étant restreinte aux arrêts émanés *des Cours de justice criminelle*, et ces Cours n'ayant dans leurs attributions que la connaissance des banqueroutes *frauduleuses ;* aussi l'article se trouve-t-il inséré sous la rubrique des banqueroutes *frauduleuses*, et n'est-il que le simple corollaire de l'article 598.

XVIII. Lorsqu'il y a des complices de la banqueroute, la Cour de justice criminelle doit, en leur appliquant les peines qu'ils ont encourues, et par le même arrêt, aux termes dudit article 598, les condamner ; 1.° à réintégrer à la masse des créanciers, les biens, droits et actions frauduleusement soustraits ; 2.° à payer envers ladite masse des dommages-intérêts *égaux* à la somme dont ils ont tenté de la frauder.

ARTICLE CCCCIII.

Ceux qui, conformément au Code de commerce, seront déclarés complices de banqueroute frauduleuse, seront punis de la même peine que les banqueroutiers frauduleux.

OBSERVATIONS.

I. Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, la complicité de banqueroute ne donnait lieu qu'à l'exercice de l'action *civile* de la part des intéressés ; mais c'était trop ouvertement favoriser ce genre de crime, que de laisser ainsi, aux banqueroutiers, la facilité de tromper leurs créanciers : d'une autre

part, le législateur a dû considérer que ce serait aller trop loin, que d'appliquer aux complices de banqueroute *simple*, les mêmes peines qu'aux banqueroutiers frauduleux; aussi, le Code pénal ne prononce-t-il de peines que contre les complices de banqueroute *frauduleuse*, et même au cas seulement où l'on peut faire résulter la complicité des dispositions du Code de commerce.

II. La complicité de banqueroute *frauduleuse* s'établit par les faits consignés dans l'article 597 du Code de commerce, ainsi conçu : « Seront déclarés com-» plices des banqueroutiers frauduleux, et seront condamnés aux mêmes peines » que l'accusé, les individus qui seront convaincus de s'être entendus avec » le banqueroutier pour recéler ou soustraire tout ou partie de ses biens » meubles ou immeubles ; d'avoir acquis sur lui des créances fausses, et qui, » à la vérification et affirmation de leurs créances, auront persévéré à les faire » valoir comme sincères et véritables. »

III. Nous avions supposé dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1^er^, pag. 24, n.° 5, avant-dernier alinéa, que si les faits de complicité rentraient dans les dispositions *de l'article* 60 du Code pénal, lors même qu'ils ne rentreraient pas dans celles de l'article 597 du Code de commerce, l'accusé de complicité devrait être condamné aux mêmes peines que celles qui deviendraient applicables aux banqueroutiers ; mais nous n'avions pas assez mûrement réfléchi sur la question, nous nous sommes convaincus depuis, que c'est l'article 597 du Code de commerce qui doit être *seul* consulté dans cette matière, l'article 403 du Code pénal ayant disposé, pour ce cas, d'une manière *restrictive et spéciale*. S'il n'avait pas été, en effet, dans l'intention du législateur d'établir *un droit particulier* sur la complicité, en fait de banqueroute, il aurait laissé les choses dans les dispositions *du droit commun*; car il n'y a pas une des dispositions de l'article 597 du Code de commerce auquel renvoie l'article 403 du Code pénal, qui ne se rattache à quelques faits mentionnés en l'article 60 du Code pénal; de sorte qu'il est évident que ce n'a pu être que dans le dessein de *modifier* la rigueur des principes en matière de complicité, que l'article 403 a été décrété.

On conçoit très-bien que l'on ne pourrait tirer la conséquence, de ce que le Code de commerce n'aurait rappelé que quelques-uns des faits constitutifs de la complicité, dans son article 597, que tous ceux réputés tels par l'art. 60 du Code pénal, ne pourraient la constituer en matière de banqueroute, si l'article 403 de ce Code n'avait pas nominativement renvoyé au Code de commerce pour établir la législation en cette partie, et que l'on pourrait alors invoquer le principe que, *posteriora derogant prioribus ;* mais cette règle de-

meure ici sans application au moyen du renvoi fait par le Code pénal au Code de commerce; *qui de uno dicit de altero negat.*

IV. Les seuls faits constitutifs de la complicité, en matière de banqueroute frauduleuse, sont donc: 1.° de s'être *entendu* avec le banqueroutier pour recéler ou soustraire tout ou partie de ses biens, meubles ou immeubles; 2.° d'avoir acquis sur lui des créances fausses; l'article 597 admet même le tempérament, quant à ce genre de complicité, *qu'à l'affirmation et à la vérification de leurs créances*, les prévenus de complicité doivent avoir *persisté* à faire valoir comme sincères et véritables, celles qu'ils auraient ainsi acquises.

V. La question de complicité doit être posée au jury dans les termes de l'article 597, et comme il résulterait une excuse légale de ce que l'accusé de complicité n'aurait pas persisté à faire valoir ses créances comme sincères et véritables à l'affirmation et à la vérification des créances de la faillite; si l'accusé avait argumenté de ce fait en sa faveur, la question devrait en être posée au jury, pour se conformer au commandement de l'article 339 du Code d'instruction criminelle; mais la question n'en aurait pas été posée, que le jury devrait en délibérer, et que si elle lui paraissait devoir être résolue en faveur de l'accusé, il devrait le déclarer *non-coupable*.

Nous n'ignorons pas que quelques criminalistes pensent que l'article 339 du Code d'instruction criminelle n'est pas *obligatoire* en ce sens, que le *refus* de poser la question d'excuse *légale* ne peut emporter l'annullation de l'arrêt de condamnation, et qu'ils se fondent sur ce que cet article ne prononce pas la *peine de nullité*; mais d'abord, tout ce que le Code commande dans l'intérêt de l'accusé doit être exécuté sous peine de nullité; et, d'ailleurs, il n'est pas question ici d'une simple *excuse*, toute criminalité de l'action devant disparaître, lorsque l'accusé de complicité peut justifier sa conduite, en prouvant qu'il n'a pas persisté dans le dessein de se présenter comme créancier de la faillite.

VI. La *restriction* mise par l'article 597 à la culpabilité de l'accusé de *complicité*, et qu'il fait résulter de ce qu'il n'aurait pas *persisté* à soutenir ses créances sincères et véritables à l'affirmation, ne peut recevoir d'application à aucun autre cas, pas même à celui où le prévenu de complicité viendrait offrir de rapporter à la masse les effets qu'il aurait soustraits, et qu'il en aurait fait l'offre, avant toutes poursuites : le jury pourrait seulement en tirer la conséquence, qu'il n'avait pas eu l'intention du crime, en recevant du banqueroutier les objets déposés, ce qui devrait le faire déclarer non coupable et prononcer, par suite, son acquittement.

VII. Si le prévenu de complicité, pour s'être déclaré porteur d'une créance

fictive ne *s'était pas présenté* au procès-verbal d'affirmation, on ne pourrait dire qu'il eût persisté à se dire créancier; il devrait être supposé avoir implicitement renoncé, par son défaut de comparution, à sa prétendue créance.

ARTICLE CCCCIV.

Les agens de change et courtiers qui auront fait faillite, seront punis de la peine des travaux forcés à temps : s'ils sont convaincus de banqueroute frauduleuse, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

OBSERVATIONS.

I. Le Code de commerce, article 89, porte, qu'en cas *de faillite*, tout agent de change ou courtier est poursuivi comme *banqueroutier*, d'où suit que, toutes les fois qu'un agent de change ou courtier cesse ses payemens, il tombe en *faillite* et non pas en *déconfiture*.

II. L'agent-de-change, ou le courtier qui fait le commerce en son nom, contre la défense de la loi, devient justiciable des tribunaux de commerce: (*arrêt de la section des Requêtes, du* 15 *mars* 1810.)

III. L'agent de change ou le courtier qui tombe *en simple faillite*, ne peut pas plus être poursuivi *criminellement*, que tout commerçant qui se trouverait dans le même cas; le Code pénal ne punit, en effet, que *les banqueroutiers simples ou frauduleux*, et non pas *les simples faillis* : c'est dans ce sens que doivent être entendus ces mots de l'article 404 : *qui auront fait faillite*, qui s'expliquent naturellement par ceux-ci, qui les suivent immédiatement : *seront punis des travaux forcés à temps* : il ne pouvait entrer, en effet, dans l'esprit d'une personne raisonnable, de faire punir d'une pareille peine, un agent de change ou courtier que des malheurs imprévus auraient contraint de cesser ses payemens : ce qu'a simplement voulu le législateur, c'est qu'à leur égard, la peine fut aggravée lorsqu'ils se seraient rendus coupables *d'une véritable banqueroute* : si dans la première phrase, l'article 404 a parlé de *faillite* et non de *banqueroute*, c'est évidemment dans le sens de l'article 89 du Code de commerce : l'équivoque d'ailleurs se trouve levée non-seulement par nos précédentes observations, mais plus particulièrement encore par les expressions mêmes de l'article 404 du Code pénal qui prévoit le cas *de banqueroute frauduleuse* par opposition à la faillite, qui venait d'être l'objet de sa première disposition; ce qui suppose bien clairement

que dans celle-ci; il n'avait été question que de *banqueroute*, et non pas de *simple faillite.*

IV. Il résulte de l'aggravation de peine prononcée par l'article 404, que, dans tous les cas, et même dans celui de *banqueroute simple*, l'agent de change ou le courtier qui s'en trouve prévenu, doit être traduit devant une Cour d'assises, lorsque tout autre personne ne peut y être traduite, que dans le cas de prévention de *banqueroute frauduleuse.*

V. *L'aggravation de peines* écartée, toute la législation relative aux banqueroutes reste commune aux agens de change et courtiers; d'où suit que, pour déterminer *le caractère* de la banqueroute et ce qui peut *la constituer* aux yeux de la loi, il faut recourir aux dispositions des articles 586, 587, 593, 594 et 597 du Code de commerce.

VI. Mais *le complice* de l'agent de change ou courtier tombé en banqueroute, doit-il être condamné *à la même peine* que celle qui deviendrait applicable à ce dernier? Le doute se tire de ce que la peine n'est *aggravée* pour les agens de change et courtiers qu'à raison de leur *qualité*, et qu'en principe général *l'aggravation* de peines à raison des personnes est purement *personnelle;* mais il fut jugé, le 15 octobre 1813, que l'article 59 ne peut recevoir d'exceptions que dans les cas *spéciaux* que la loi détermine, et le Code n'en a pas déterminé *de spéciales* au cas particulier; à quoi nous ajouterons que la complicité en cette matière, ne pouvant s'établir que par des faits qui rendent le prétendu complice, l'un des *co-auteurs du crime*, il a nécessairement encouru la même peine que celle résultant du crime considéré en lui-même. Si le motif donné par l'arrêt était pris dans son sens littéral, il pourrait avoir les plus graves inconvéniens et changer toute la législation en matière de complicité, puisqu'il en résulterait que, dans tous les cas où une loi *spéciale* n'en aurait pas autrement ordonné, L'AGGRAVATION *de peines* résultant de la QUALITÉ *de l'un des auteurs du crime* devrait être prononcée *contre tous;* ce qui serait donner à la loi une entente qu'elle ne comporte pas : le législateur n'a pu vouloir, en effet, que l'on dût être puni de peines que l'on n'aurait pas *personnellement* encourues par son délit : ce n'est que par exception à ce principe du droit naturel qu'il peut en être autrement; exception qui, par suite, doit résulter des termes formels de la loi.

ARTICLE CCCCV.

Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour

persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre évènement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cinquante francs au moins et de trois mille francs au plus.

Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code : le tout, sauf les peines plus graves, s'il y a crime de faux.

OBSERVATIONS.

I. L'article 405 du Code pénal n'est que la reproduction presque textuelle de l'article 35, tit. 2, de la loi du 22 juillet 1791 ; cependant, quoique la base du système soit restée la même, ce ne doit être, toutefois, qu'avec la plus grande circonspection que l'on doit consulter, sur la matière, les monumens de l'ancienne jurisprudence : la rédaction plus soignée de l'article 405 prête nécessairement moins à l'argumentation ; et, par suite, les questions qui peuvent se présenter, dans son application, deviennent beaucoup plus faciles à résoudre.

II. Le délit d'escroquerie ne se constitue que par le *concours* simultané de trois circonstances ; la *première*, que l'on ait fait usage de faux noms ou de fausses qualités, ou que l'on ait usé *de manœuvres frauduleuses ;* la *seconde*, que l'on ait employé l'un de ces moyens pour *persuader* l'existence de fausses entreprises etc... ; la *troisième*, qu'on en ait fait usage pour *escroquer* tout ou partie de la fortune d'autrui : d'où suit, que ces trois circonstances doivent avoir été déclarées à la charge du prévenu, pour motiver sa condamnation ; mais il suffirait d'avoir fait usage d'un faux nom, d'une fausse qualité ou d'avoir supposé un crédit imaginaire, si ç'avait été dans l'intention d'escroquer tout ou partie de la fortune d'autrui, pour faire rentrer le délit dans la disposition de l'art. 405.

S'il y avait preuve acquise au procès que la personne qui prétendrait avoir

été escroquée, ne s'était pas décidée par l'un de ces motifs à traiter avec le prévenu, il n'y aurait pas lieu de faire l'application dudit article : *sic. jud.* le 5 mai 1820. Par cet arrêt, la Cour de cassation rejeta le pourvoi du Procureur-général de la Cour de Colmar, contre un arrêt rendu par cette Cour, qui avait renvoyé le prévenu de la plainte en escroquerie portée contre lui ; le rejet motivé, sur ce que la Cour de Colmar avait déclaré que les plaignans n'avaient pas été déterminés à faire au prévenu la remise des marchandises dont il s'agissait, par le faux nom qu'il s'était attribué ; et sur ce que cette déclaration en fait suffisait pour justifier le renvoi des poursuites prononcé en faveur du prévenu.

III. Il n'y aurait pas simple escroquerie dans le fait *d'un officier public* qui aurait usé, *dans l'exercice de ses fonctions*, de manœuvres frauduleuses pour exiger des sommes qui ne lui auraient pas été dues : *sic. jud.* le 16 septembre 1820. Dans l'espèce, un garde champêtre avait exigé une somme quelconque, pour supprimer un procès-verbal de contravention qu'il avait rédigé contre un individu qu'il avait surpris emportant un fagot de noisettier qu'il venait de couper dans un bois appartenant au maire de la commune : la chambre du conseil avait mis le garde en prévention du crime de concussion ; mais la chambre d'accusation de la Cour royale de Metz n'ayant vu, dans ce fait, que le délit prévu dans l'article 405, avait renvoyé le prévenu devant le tribunal de police correctionnelle : son arrêt fut cassé, d'après les considérans que voici : « Attendu que la chambre d'accusation a refusé de reconnaître dans » le fait de cette prévention le caractère du crime de *concussion*, et même celui » du crime de *corruption ;* qu'elle a jugé qu'il ne pouvait être considéré que » comme un délit *d'escroquerie*, puni de simples peines correctionnelles par l'ar- » ticle 405 du Code pénal, parce que ce n'était *qu'à l'aide de manœuvres frauduleuses*, *pour faire naître la crainte d'un évènement chimérique*, que le prévenu » s'était fait remettre *partie de la fortune* du plaignant ; qu'elle a, en conséquence, » renvoyé ce prévenu devant la chambre civile de la Cour royale, pour y être » jugé sur ce délit en sa dite qualité d'officier de police judiciaire, conformément aux articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle ; — Mais que l'article 405 du Code pénal, n'était nullement applicable au fait de la prévention ; » — Que le délit d'escroquerie prévu par cet article est celui qui peut être commis » *par des particuliers ou par des fonctionnaires, lorsqu'ils agissent hors de l'exercice de leurs fonctions*, et ainsi, sans l'influence qu'exerce le pouvoir ; — Mais » que des manœuvres frauduleuses employées par un fonctionnaire public dans » l'exercice de ses fonctions pour parvenir à un fait criminel et puni par la loi, » loin de dénaturer ce fait et de le dépouiller de son caractère légal, en augmen-

» tent la gravité par l'abus de l'autorité qui en facilite l'effet; — Que dans l'espèce, le » fait de prévention reconnu contre le garde constituait un acte de concussion ou du » moins de corruption; que, considéré comme acte de concussion, il était qualifié » crime par l'article 174 du Code pénal; que réputé seulement acte de corrup- » tion, il avait la même qualification d'après l'article 177 du même Code. »

L'arrêt répond ensuite à la circonstance tirée de ce que, d'après les faits reconnus et déclarés par l'arrêt attaqué, le garde n'avait pas eu le droit de dresser procès-verbal du prétendu délit qu'il avait constaté, « que la préven- » tion ne sortirait pas de l'application dudit article 177, dans la supposition » même que le délinquant ne se serait pas rendu coupable d'un délit sur le- » quel le garde eût eu le droit de rédiger le procès-verbal dont il s'est ab- » stenu ou qu'il a supprimé moyennant l'argent qu'il a exigé et qui lui a été donné; » — Qu'il a suffi pour la criminalité du prévenu, *qu'il ait prétendu et dit avoir le* » *droit de rédiger ce procès-verbal, en sa qualité de garde-champêtre;* que son crime » n'a pu dépendre de la culpabilité du prétendu délinquant; qu'il a été ca- » ractérisé par son fait personnel et par son intention; que, d'ailleurs, la seconde » disposition de l'article 177 est corrélative avec la première; *qu'elle s'applique* » *donc, comme elle, à un acte illégitime ainsi qu'à un acte légitime*; que le cas de » l'acte illégitime renferme même une nuance plus forte de gravité, puisque l'a- » bus de la crédulité y est réuni à celui de l'autorité. »

Ces mots de l'arrêt : *que la seconde disposition de l'article* 177 *s'applique donc comme la première à un acte illégitime ainsi qu'à un acte légitime*, ne doivent être entendus que dans le sens, que c'est *un véritable fonctionnaire public* qui a élevé la prétention et dit avoir le droit de faire l'acte dont il s'agit; si ce n'était pas un fonctionnaire public, ce ne serait *qu'une manœuvre frauduleuse*, qu'il aurait employée pour escroquer tout ou partie de la fortune d'autrui; ce qui ferait rentrer le délit dans la disposition de l'article 405.

IV. Le prévenu aurait agi sous son *véritable nom, il se serait présenté sous sa vraie qualité*, qu'il n'en aurait moins commis une escroquerie, aux termes de l'article 405, s'il avait usé de toutes autres *manœuvres frauduleuses* POUR PARVENIR AU MÊME BUT, c'est-à-dire, pour escroquer tout ou partie de la fortune d'autrui; mais *seulement alors*, car *elles doivent avoir eu ce but*, pour constituer le délit *d'escroquerie;* d'où suit que l'arrêt de condamnation doit nécessairement porter, que les manœuvres, fussent-elles même qualifiées de frauduleuses, ont été employées *pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir*, etc. etc. etc.; c'est ce que la Cour de cassation a disertement jugé, le 7 mars 1817, en motivant son arrêt « sur ce qu'aux termes de l'article 405, les manœuvres » frauduleuses ne constituent le délit d'escroquerie que lorsqu'elles sont em-

» ployées pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou » d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un » succès, d'un accident ou de tout autre évènement chimérique. »

V. La même Cour rendit sur la matière, le 5 mai 1820, un arrêt de doctrine dont il importe de connaître les dispositions; on y lit : « que les expres- » sions *manœuvres frauduleuses*, qui ont été substituées, dans l'article 405 du » Code pénal, au mot *dol*, placé dans l'article 35 de la loi du 22 juillet » 1791, et dont le sens était *trop général et trop vague*, n'ayant pas elles mêmes » une signification *assez précise* pour que l'application n'en pût pas devenir *ar-* » *bitraire*, il a été dans la prévoyance du législateur de fixer le cas où cette » application devait être faite, en déterminant *dans quel objet* ces manœuvres » avaient dû être employées, pour qu'elles pussent être jugées former une circon- » stance élémentaire du délit d'escroquerie ;—Qu'à l'égard de l'usage *d'un faux nom* » ou *d'une fausse qualité*, cet usage portant *toujours sur un fait simple* qui ne peut » être susceptible de différentes interprétations, il n'a dû être caracterisé que *par* » *l'effet qui pouvait en être résulté ;* c'est-à-dire, *par la confiance qu'il aurait inspirée et* » *l'abus qui aurait été fait de cette confiance*, en se faisant remettre frauduleuse- » ment, par son moyen, des fonds, des meubles, des obligations, des décharges, etc. ;— Qu'il s'ensuit 1.° que le membre de phrase de l'article 405, dont » les termes sont : *pour persuader l'existence de fausses entreprises*, *d'un pou-* » *voir, etc.*, *ne se rapporte qu'à l'emploi de manœuvres frauduleuses*, *et non à l'usage* » *d'un faux nom ou d'une fausse qualité ;* 2.° que, de l'usage d'un faux nom ou » d'une fausse qualité, ne peut naître une action ou délit d'escroquerie, que dans » le cas où *c'est à son aide et par son moyen* qu'a été obtenue la délivrance de » fonds, meubles, obligations, quittances, etc., que *l'abus de la confiance ou la* » *surprise de la crédulité* sont, en effet, *intrinsèques et substantiels au délit d'escro-* » *querie.* »

VI. Dès que l'on doit tenir pour constant, que l'escroquerie ne peut se constituer que par la réunion des diverses circonstances énoncées en l'article 405, il en résulte, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, que toutes doivent être déclarées à la charge du prévenu par le jugement ou l'arrêt qui porte sa condamnation ; et c'est aussi ce que la Cour de cassation jugea *in terminis*, le premier octobre 1814, en annullant un arrêt rendu par la Cour royale de Paris, qui avait prononcé la condamnation du prévenu sans avoir déclaré, *que les manœuvres qu'il avait employées, eussent pour but de frustrer le plaignant de tout ou de partie de sa fortune.* La Cour de cassation l'avait déjà jugé de même, le 26 avril 1811 ; et le 4 juin 1812, elle décida que, pour faire appliquer au prévenu les peines prononcées par l'article 405, il fallait qu'il fut ex-

primé au jugement, que les manœuvres frauduleuses avaient été pratiquées *pour persuader l'existence de fausses entreprises, etc., ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, etc. etc.*

VII. La Cour de cassation avait également jugé le 8 thermidor an 13, et il faudrait encore le juger de même sous l'empire du Code pénal, qu'il n'y a pas escroquerie dans le fait d'avoir conservé en sa possession un billet qui avait été soldé, le débiteur ne pouvant imputer qu'à lui de ne pas en avoir exigé la remise lorsqu'il en avait payé le montant : et le 14 du même mois, que le mandataire ne se rend pas coupable du délit d'escroquerie en divertissant à son profit les sommes qu'il a reçues en cette qualité ; sauf à son commettant d'exercer contre lui l'action *mandati* par la voie civile, pour en obtenir la restitution. Il fut pareillement jugé, le 17 février 1819, qu'il n'y a pas escroquerie dans le sens de l'article 405, au cas où celui qui serait porteur d'un billet exigible, dont le montant aurait été dû par un marchand qui en aurait refusé le paiement, se serait présenté chez lui, y aurait acheté des marchandises en exhibant du numéraire qu'il aurait subtilement remplacé par l'effet, et qui aurait, par ce moyen, opéré une compensation forcée.

VIII. Par *fausses* entreprises, il faut entendre des entreprises *imaginaires*, celles qui n'ont pas *d'existence réelle ;* car au cas où elles existeraient réellement, elles auraient été onéreuses à celui qui s'y trouverait intéressé, que l'individu qui aurait traité sur la foi de ces entreprises, dans la confiance qu'elles auraient pu devenir utiles, ne pourrait imputer qu'à lui d'en avoir mal calculé les chances et les résultats.

Il faut, par la même raison, que l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre évènement ait été vraiment *chimérique ;* c'est-à-dire, que l'espoir ou la crainte fût dénué de toute espèce de *probabilité ;* car si l'espoir ou la crainte aurait pu se réaliser, l'on ne pourrait dire que l'évènement fût véritablement chimérique : aussi fut-il jugé par l'arrêt du 19 octobre 1812, que nous avons cité dans nos observations sur l'article 379, n.° XI, qu'il n'y avait eu ni vol, ni escroquerie, dans le fait d'un créancier qui s'était fait passer une obligation plus forte que la somme qui lui était due, sous l'engagement qu'il avait pris de ne pas dénoncer le crime commis par son débiteur, qui avait usé de violence pour s'emparer du billet constitutif de sa dette.

IX. C... avait passé l'ordre à G... d'un billet de commerce pour en faire le recouvrement, et G... ne lui en avait pas remis le montant, quoiqu'il en eût reçu la valeur : C... avait rendu plainte contre lui en escroquerie, et l'affaire après avoir été jugée en première instance et en appel, fut soumise à la Cour de cassation, qui rendit arrêt le 22 novembre 1822, portant, que G... n'ayant

pas usé de manœuvres frauduleuses, envers le plaignant, pour se faire remettre l'effet, le refus qu'il avait fait de lui en restituer le montant ne constituait pas une véritable escroquerie.

X. Le 2 août précédent, il avait été jugé que, *pratiquer des manœuvres* envers un individu pour lui vendre des marchandises *de son commerce* à un prix *supérieur* à leur valeur *intrinsèque*, n'était pas commettre une escroquerie, lorsque ces manœuvres n'avaient pas été de nature *à tromper la prévoyance ordinaire du commun des hommes.*

XI. Ce serait commettre une escroquerie que d'user *de manœuvres frauduleuses*, pour persuader *que l'on a dans son pouvoir la facilité de corrompre les juges* et de se procurer par ce moyen, une remise d'argent ou d'autres effets, *sous la promesse d'en faire cet usage* en faveur de celui qui en a fait la remise : *sic jud.*, le 28 mars 1812. La défense du condamné consistait à dire, que le plaignant ne pouvait ignorer que les juges sont *incorruptibles*, de sorte qu'il ne *pouvait dire avoir été trompé ;* mais il n'en avait pas moins usé de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un crédit *imaginaire*, à l'effet *d'escroquer* une partie de la fortune du plaignant, ce qui faisait nécessairement rentrer son délit dans la disposition de l'article 405.

XII. Le 25 février 1813, il fut jugé que le prévenu avait commis une escroquerie, par la voie *de manœuvres frauduleuses* pour persuader que, moyennant *la remise d'une somme d'argent*, il parviendrait *par son crédit et ses alentours*, à faire entrer un conscrit dans un régiment de la garde ou de le faire exempter du service militaire.

XIII. Dans cette matière, la Cour de cassation *apprécie* les faits qui sont déclarés *constans* par le jugement attaqué ; de sorte que s'ils ne lui paraissent pas *caractéristiques* d'une véritable escroquerie, elle prononce l'annullation du jugement de condamnation, en ce qu'il en résulte qu'il a été fait une fausse application *de la loi pénale*, ce qui est une ouverture suffisante de cassation en matière criminelle : mais la Cour de cassation prend les faits *tels qu'ils ont été déclarés*, sans se permettre d'y faire aucun changement, lors même qu'elle reconnaîtrait qu'ils ne se trouveraient pas être en parfaite harmonie avec le résultat de l'instruction ; la Cour de cassation ne pouvant savoir si les débats n'avaient pas apporté de changemens à l'instruction écrite : ce fut d'après ces principes, que fut rendu l'arrêt du 30 janvier 1823, dont la teneur suit : « Attendu que les faits qui ont » été déclarés par l'arrêt attaqué, ne sont pas ceux qui ont été fixés par l'art. 405 » du Code pénal : que la plupart de ces faits ne sont point compris, en effet, » dans les dispositions *littérales* dudit article, et ne sont point rangés dans ses » catégories ; qu'ils ne présentent ni les mêmes circonstances, ni les mêmes

» motifs, ni le même but : que *les manœuvres frauduleuses* dont il est question en » l'arrêt attaqué, ne pourraient former les élémens d'escroquerie portés par le » susdit article, qu'autant qu'il aurait été déclaré et reconnu que les manœu- » vres auraient été employées *pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un* » *pouvoir ou d'un crédit imaginaire*; et que ledit arrêt n'a nullement déclaré que » *des manœuvres frauduleuses eussent eu lieu à ces fins de la part du condamné :* » qu'il n'est pas même exprimé dans l'arrêt, que le condamné, par les moyens » qu'il a employés, ait escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la » fortune d'autrui ; que d'ailleurs les moyens dont il aurait fait usage pour ar- » river à ce but, ne sont pas ceux indiqués par l'article 405, *les seuls que la loi* » *reconnaît comme pouvant constituer l'escroquerie prévue par ledit article* ; la Cour » casse » .....

XIV. Quoique *l'appréciation* des faits déclarés constans par le jugement attaqué, rentre dans les attributions de la Cour de cassation, le jugement portant, qu'il aurait été pratiqué *des manœuvres frauduleuses*, pour persuader l'existence d'une fausse entreprise, etc., et pour parvenir à escroquer, à l'aide de ces manœuvres, tout ou partie de la fortune d'autrui, ne pourrait être annullé lors même que les *manœuvres frauduleuses* que le jugement dénoncé aurait déclaré avoir été employées n'auraient pas été précisées ; ce qui est fondé sur ce que le Code n'a pas déterminé quelles seraient *les circonstances* qui les rendraient *frauduleuses* aux yeux de la loi, ce qui les soumettait par suite à l'appréciation des tribunaux, *sic jud.*, le 17 août 1821 : le condamné prétendait qu'il avait été fait violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, qui exige, sous peine *de nullité*, que les arrêts soient *motivés* ; mais la Cour rejeta le moyen, « attendu que c'est motiver suffisamment un jugement, que d'ap- » pliquer aux faits déclarés constans, la qualification qui les rend criminels » aux yeux de la loi. »

XV. Il avait été jugé, le 14 messidor an 13, que lorsque la plainte en escroquerie se trouve *uniquement* fondée sur le dol ou la fraude que le plaignant prétend avoir été employé pour lui faire souscrire l'acte dont il poursuit la nullité, l'affaire doit être renvoyée devant le tribunal civil pour statuer sur la validité de l'acte : « Attendu qu'une allégation *vague* de dol et de fraude, en pareil cas, » ne tendrait qu'à faire admettre une preuve par témoins contre et outre le » contenu aux actes, ce qui serait contraire aux dispositions de l'article 1341 » du Code civil. »

Mais si le défendeur établissait les faits de dol et de fraude sur des *manœuvres frauduleuses* qu'il soutiendrait avoir été employées pour parvenir à lui escroquer sa signature, le tribunal civil qui se trouverait saisi par le porteur de

l'acte qui en poursuivrait l'exécution, devrait surseoir au jugement de l'instance jusqu'à ce qu'il eut été prononcé par les tribunaux criminels sur la plainte en escroquerie : *sic jud.* le 19 pluviose an 13.

XVI. Lorsque c'est par l'usage d'un *faux nom* pris *par écrit* que l'escroquerie a été commise, il y a crime de faux : *sic jud.* le 3 janvier 1811, et il faudrait en dire de même du cas où il y en aurait eu *tentative* par cette voie.

XVII. La tentative d'escroquerie est assimilée, sous la législation actuelle, à l'escroquerie consommée, ce qui est une nouveauté, la loi du 22 juillet 1791 ni la loi du 25 frimaire an 8, n'ayant pas mis la tentative en cette matière, dans la catégorie des délits punissables : mais en l'y plaçant, le Code pénal a nécessairement supposé que, pour devenir *punissable*, la tentative devait réunir tous les caractères exigés par l'article 2.

XVIII. La Cour de cassation jugea, le 12 janvier 1815, qu'il y avait eu escroquerie *à l'aide d'un faux*, dans le fait d'avoir fabriqué un congé, *sous le nom du colonel d'un régiment*, pour le remettre à un soldat de ce régiment, en lui donnant l'espoir qu'il pourrait s'en servir utilement, et en exigeant de lui, pour ce service, la remise d'une somme d'argent.

XIX. Il y aurait escroquerie *à l'aide d'un faux*, dans l'usage que l'on se permettrait de faire *de lettres missives dont l'écriture et la signature auraient été contrefaites*, et que l'on aurait présentées pour parvenir à escroquer tout ou partie de la fortune de celui à qui elles auraient été communiquées dans ce dessein : (*Arrêt du 27 septembre* 1816.)

XX. Mais la Cour de cassation jugea, le 21 décembre 1812, qu'il y avait simple escroquerie, *et non pas escroquerie à l'aide d'un faux*, dans le fait d'avoir présenté à la signature du plaignant un acte sous signature privée, en usant de manœuvres frauduleuses pour lui persuader que cet acte n'était qu'une pièce *insignifiante*, lorsque toutefois elle renfermait une obligation, dont l'effet devait être d'escroquer tout ou partie de la fortune du signataire.

Si la signature ne pouvait produire aucun effet préjudiciable au signataire, il n'y aurait pas même *escroquerie* : ainsi, par exemple, l'on aurait usé de manœuvres frauduleuses pour obtenir la reconnaissance *d'une dette légitime*, que ces manœuvres n'auraient pas constitué une escroquerie, puisque l'on n'en aurait pas usé pour escroquer *la fortune d'autrui ;* mais il suffirait que l'acte ainsi extorqué pût constituer une obligation, une décharge, ou qu'il renfermât une simple disposition qui put compromettre, en manière quelconque, les intérêts du signataire, pour qu'il y eût *escroquerie* dans le sens du Code pénal,

si c'était par l'un des moyens indiqués en l'article 405, quel'on fût parvenu à se le procurer.

XXI. Lorsqu'il est fait application de l'article 405 ; la peine de l'emprisonnement doit être prononcée pour un an au moins et l'amende portée au moins à 50 francs : les deux peines doivent même être cumulativement appliquées ; mais quand il se rencontre des circonstances atténuantes et que le dommage causé n'excède pas 25 francs, le tribunal saisi de la plainte peut n'appliquer au prévenu que des peines de simple police, aux termes de l'article 463.

XXH. En prononçant la condamnation du prévenu *à l'emprisonnement et à l'amende*, le tribunal est autorisé à prononcer son interdiction des droits mentionnés dans l'article 42 du Code ; et lorsqu'il use de cette faculté, il doit la prononcer au moins *pour cinq ans*, sans pouvoir, toutefois, l'étendre à plus *de dix* : mais si le tribunal se décide à n'appliquer au condamné que des peines *de simple police*, comme il ne tient que de l'art. 405 la faculté de prononcer son interdiction, il ne le pourrait sans commettre un excès de pouvoir ; jamais l'interdiction ni la mise en surveillance ne devant être l'accessoire des peines de simple police.

XXIII. Quant *à l'impression et à l'affiche* des jugemens rendus sur les plaintes en escroquerie, elles ne peuvent légalement être ordonnées d'office, ni même sur les réquisitions du ministère public, le Code ne renfermant pas sur ce point la même disposition que l'article 35 de loi du 22 juillet 1791, qui ne régit plus aujourd'hui la matière. Ce ne pourrait être, dès-lors, que sur la demande des parties intéressées, et pour leur tenir lieu de plus amples indemnités, que l'impression et l'affiche du jugement pourraient être ordonnées : *sic jud.* le 23 mars 1811.

XXIV. Il pourrait bien moins encore être ordonné que le condamné pour escroquerie ferait réparation de vive voix ou par écrit à la partie lésée, le Code pénal n'ayant autorisé de prononcer une pareille condamnation que dans les cas prévus aux articles 226 et 227, et la Cour de cassation le jugeait déjà ainsi sous l'empire de la loi du 22 juillet 1791, comme on peut le voir en ses arrêts des 29 germinal an 9, 6 pluviose an 12 et 20 vendémiaire an 13, et ce qui a été pareillement jugé, depuis la mise en activité du Code pénal, par arrêts des 28 mars 1812 et 8 juillet 1813.

§. II.

Abus de confiance.

Article CCCCVI.

Quiconque aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, pour lui faïre souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de vingt-cinq francs.

La disposition portée au second paragraphe du précédent article, pourra de plus être appliquée.

Observations.

I. Les observations que nous venons de faire sur l'article 405 n.° 21, 22 et 23, reçoivent une application naturelle et nécessaire aux dispositions de l'article 406. Cet article a bien fixé le *minimum* de l'amende à 25 *francs* et l'emprisonnement à deux mois; mais ce n'est que pour le cas où il est fait application dudit article, et non pas pour celui où le juge, d'après les faits et les circonstances de la cause, fait application de l'article 463; la disposition pénale de l'article 406 n'ayant pas plus exclu l'application de l'article 463, que ne venait de le faire l'article 405.

II. L'abus que réprime l'article 406, doit avoir été *consommé*, pour constituer un délit *punissable*; il ne suffirait pas d'une simple *tentative*; cet article ni aucun autre du Code n'ayant assimilé la *tentative*, pour le cas particulier, au délit consommé; et la tentative des *délits* ne prenant le caractère de délits que dans les cas où la loi en renferme une disposition *expresse* (*Art.* 3); mais il n'y aurait pas *eu simple tentative*, si, par abus des besoins ou des faiblesses d'un mineur, on lui avait fait souscrire une obligation ou décharge, lors

même que sur le refus d'y satisfaire, après des poursuites commencées pour en obtenir l'exécution ou de la part du mineur pour faire déclarer la nullité du titre, le prévenu aurait déclaré *ne pas persister à vouloir en faire usage.*

Mais si les *choses étant encore* ENTIÈRES *et que de son propre mouvement* le prévenu eût déclaré ne pas entendre se servir de l'obligation ou décharge qu'il se serait ainsi procurée, son délit se trouverait-il tellement effacé qu'il ne dût être prononcé contre lui aucune condamnation? Si l'on peut dire, d'une part, que le crime aurait été *consommé* par l'abus qu'aurait fait le prévenu des besoins ou des faiblesses du mineur, et que tout crime doit être réprimé, ne peut-on pas dire, d'autre part, qu'il n'en a résulté aucun préjudice au mineur, de sorte que ce serait comme s'il n'y avait pas eu réellement abus de ses besoins ou de ses faiblesses; mais l'abus n'en aurait pas moins été commis et tout ce que le tribunal qui se trouverait saisi de la plainte pourrait faire de plus favorable au prévenu serait de ne lui infliger que des peines de simple police, en modifiant la rigueur de l'article 406 par les dispositions de l'article 463.

III. Il importe peu sous quelle forme l'acte ait été rédigé, il suffit qu'il y ait eu réellement abus des besoins, des faiblesses ou des passions du mineur: la question de savoir, si l'acte dont on prétend faire ressortir l'abus en constitue réellement un, rentre tout entière dans le pouvoir discrétionnaire des tribunaux; mais il faut que l'on puisse faire résulter l'abus *d'un acte quelconque*, et que l'acte ait eu pour objet *des choses mobilières*; que ce soit, enfin, envers un *mineur* que l'abus ait été pratiqué : *sic jud.*, sous ce dernier rapport, le 2 décembre 1813. Le grand âge, la faiblesse d'esprit de la personne dont on aurait abusé, ne ferait pas rentrer le délit dans les dispositions de l'article 406.

IV. Le *mineur* se serait déclaré *majeur*, qu'il n'y en aurait pas moins abus, dans le sens de l'article 406, si le fait que l'on prétendrait le constituer se trouvait accompagné des circonstances exigées par le Code, pour le rendre punissable. Vainement le prévenu alléguerait-il qu'il avait réellement cru que la personne avec laquelle il avait traité était parvenu à l'âge de majorité : *Nemo ignorare debet quoquo contrahit.*

V. L'article 406 ne faisant résulter l'abus qu'il réprime, que de ce que l'on aurait fait SOUSCRIRE *à des mineurs des obligations, quittances ou décharges*, les dispositions de cet article deviendraient sans application, si le mineur ne s'était que verbalement engagé.

VI. L'abus doit même avoir eu pour objet *des choses mobilières*, ainsi que nous l'avons dit sous le n.° 3; ce qui résulte évidemment des termes de l'article 406. S'il s'agissait de choses *immobilières*, le *mineur* n'aurait que la voie de se pourvoir en

rescision, par l'exercice de l'action civile, et c'est pour qu'il ne puisse rester aucun doute à cet égard, que l'article 406 n'a pas parlé *de dispositions*, comme venait de le faire l'article 405, mais uniquement *d'obligations*, *quittances* ou *décharges*.

VII. Il n'est pas question, dans l'article 406, du simple *abus de confiance ;* mais de l'abus *des besoins*, *des faiblesses*, *des passions du mineur ;* d'où suit, que l'arrêt de condamnation doit avoir ainsi *caractérisé* le fait, pour autoriser la condamnation du prévenu, par application de cet article : il ne suffirait pas, dès-lors, que l'arrêt portât que l'abus qui serait imputable au prévenu aurait été *préjudiciable* au mineur, ni même qu'il aurait eu pour résultat de lui faire *souscrire* des obligations, quittances ou décharges, s'il n'était pas ajouté, qu'il n'aurait agi ainsi, que pour profiter des besoins, des faiblesses ou des passions du mineur : trois circonstances doivent donc être formellement déclarées à la charge du prévenu, pour autoriser sa condamnation aux peines prononcées par l'article 406 ; la *première*, que le prévenu ait abusé *des besoins*, *des faiblesses ou des passions du mineur ;* la *seconde*, qu'il lui ait fait *souscrire des obligations*, *quittances ou décharges ;* la *troisième*, que les obligations contractées par le mineur dussent tourner *à son préjudice.*

VIII. Ce seraient des effets de *commerce* que le prévenu aurait fait souscrire à un *mineur*, que le délit n'en rentrerait pas moins dans les dispositions de l'article 406, s'ils avaient été le résultat de *l'abus* des besoins, des faiblesses ou des passions du signataire. Mais l'article 487 du Code civil, réputant *majeurs* les *mineurs émancipés* qui font le commerce, pour les faits relatifs à ce commerce, ce ne serait plus le cas, en un pareil état de chose, de faire l'application au prévenu de l'article 406 du Code pénal, ni même de faire aucune instruction sur la plainte qui pourrait être portée, si c'était pour un fait *relatif à son commerce* que le mineur aurait souscrit l'obligation, la quittance ou la décharge ; mais quoique l'article 406 parle, sans restriction, *des effets de commerce*, il n'en parle que dans le sens de l'article cité du Code civil. *Les mineurs commerçans* ne doivent pas, sans doute, être abandonnés à la rapacité des *usuriers ;* mais il y a des lois contre *l'usure*, et chaque délit doit être réprimé par les lois qui lui sont propres : s'il importait de mettre un frein *à la cupidité des usuriers*, il importait également *de ne pas enlever aux mineurs commerçans*, la facilité de se procurer les ressources qui pourraient leur être nécessaires, ce qui aurait pu leur devenir très-préjudiciable.

IX. Le caractère principal du délit que réprime l'article 406, étant *l'abus* que l'on peut se permettre pour en venir aux fins que l'on se propose, il convient de bien définir ce qui peut le constituer ; et par *abus*, dans le sens de cet ar-

ticle, on ne doit entendre que les manœuvres employées pour s'enrichir, au préjudice des mineurs, en profitant de leurs besoins, de leurs faiblesses ou de leurs passions pour leur faire *souscrire* des actes ruineux : d'où suit, qu'il ne suffirait pas d'avoir fait souscrire à un mineur des actes obligatoires, alors même qu'il aurait été *dans le besoin*, si l'on n'avait eu d'autre motif que de venir *à son secours*, sans en retirer *aucun bénéfice personnel ;* ce serait le mineur alors qui aurait fait abus de sa position pour capter la confiance du prêteur : l'obligation contractée par le mineur pourrait bien être nulle, mais très-assurément celui qui la lui aurait fait souscrire n'aurait pas commis un délit.

X. Si c'était pour faciliter au mineur de se livrer à *la passion du jeu*, que le prévenu eût fait souscrire à son profit l'obligation, et que l'argent fourni à cette intention eût été profitable à l'emprunteur, le prévenu mis en jugement, en vertu de l'article 406, trouverait-il une excuse valable dans cette circonstance? Cet article ne prononce bien des peines, à la vérité, que pour le cas où les obligations souscrites par le mineur l'ont été à *son préjudice ;* mais lorsque le mineur a souscrit l'obligation, le prêteur ne pouvait être assuré du résultat : aussi le législateur n'a-t-il pas dit qu'il n'y aurait délit qu'au cas où les sommes prêtées *auraient tourné au préjudice du mineur ;* il n'a fixé ses regards que sur l'époque à laquelle l'obligation *a été souscrite :* il n'en a pas moins été abusé de la passion du mineur pour le jeu, pour la lui faire souscrire : en la lui faisant souscrire, le prévenu n'en a pas moins *consommé son délit* : tout *depuis*, ne peut en avoir changé le caractère.

XI. Le délit réprimé par l'article 406 peut être poursuivi d'office ; mais comment alors fixer le montant de l'amende à laquelle le prévenu doit être condamné lorsqu'il n'y a pas de partie civile en cause? L'amende devant se régler dans la proportion des restitutions à faire et ne pouvant en être prononcé quand il n'en a pas été demandé, quelle sera la base d'après laquelle elle sera fixée? Le prévenu ne peut y échapper ; car s'il était un cas où le fait déclaré constant, il ne dût lui être appliqué aucune peine, il n'y aurait pas délit, et dès-lors il ne pourrait en être fait de poursuites d'office. Pour tout concilier, l'amende devrait être fixée au *minimum* de celle applicable aux termes de l'article 406, c'est-à-dire à 25 francs.

XII. Le prévenu pourrait de plus être interdit des droits mentionnés en l'article 42 ; la 2.e disposition de l'article 405 ayant été déclarée commune à l'article 406.

ARTICLE CCCCVII.

Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'article 405.

Dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel.

OBSERVATIONS.

I. L'article 407 a disposé pour les deux cas d'un blanc-seing *confié* et d'un blanc-seing *qui ne l'aurait pas été.*

Mais dans l'un et l'autre cas il doit en avoir été *abusé* pour écrire *frauduleusement au-dessus* une obligation ou *décharge*, ou tout autre acte qui pourrait compromettre *la personne ou la fortune du signataire.*

II. Lorsque c'est l'individu à qui le blanc-seing a été *confié* qui en a abusé, il n'a encouru que des peines de police *correctionnelle*, et ce sont toujours des peines *afflictives et infamantes* qui doivent être appliquées à celui qui s'en est permis l'abus, quand le blanc-seing ne lui a pas été confié ; de sorte que, dans le premier cas, c'est *devant le tribunal de police correctionnelle* que le prévenu doit être traduit ; tandis qu'au second, c'est nécessairement la Cour d'assises qui doit être saisie.

III. L'article 407 ne porte pas que le blanc-seing aura été confié par le *signataire ;* de sorte qu'il suffirait qu'il l'eût été, de sa part, à la personne qui en aurait abusé, pour faire rentrer le délit dans les attributions du tribunal de police correctionnelle : mais s'il n'était pas acquis au procès, que le blanc-seing eût été confié par le signataire, ce serait au prévenu de rapporter la preuve qu'il lui aurait été réellement confié par l'intermédiaire de celui dont il l'a reçu.

IV. Si la personne à laquelle le blanc-seing aurait été *confié* l'avait remis à celui qui en aurait abusé, la prévention rentrerait dans la seconde disposition de l'article 407, à l'égard même de la personne qui en aurait fait la remise, s'il résultait de l'instruction que ç'aurait été pour lui faciliter l'exécution du crime : *sic jud.* le 4 février 1819 : « Attendu que, si la première disposition de l'article »407 ne prononce qu'une peine *correctionnelle* contre celui qui a abusé d'un

» blanc-seing qui lui a été *confié*, pour y écrire frauduleusement un acte qui » pourrait compromettre la personne ou la fortune du signataire, la seconde » disposition du même article caractérise le même fait de crime *de faux*, lors- » qu'il a été commis par un individu à qui le blanc-seing *n'aurait pas été confié ;* » que cette disposition ne fait aucune distinction relativement aux différentes » circonstances qui peuvent avoir rendu l'auteur du faux, possesseur du blanc- » seing ; qu'elle est générale et absolue ; qu'elle ne peut donc être modifiée » dans son application. » Le recours en cassation de l'auteur du faux contre l'arrêt qui avait prononcé sa condamnation fut, en conséquence, rejeté ; et la Cour rejeta pareillement celui de l'individu à qui le blanc-seing avait été confié : « Attendu qu'il avait été reconnu par le jury, que cet accusé l'a- » vait *frauduleusement livré* à l'individu qui en avait ainsi abusé, *et qu'il l'avait* » *même aidé dans la fabrication de fausses conventions dont celui-ci l'avait rempli ;* » Cette dernière circonstance n'aurait pas été déclarée à la charge de l'accusé, qu'il ne serait pas moins résulté de ce qu'il aurait *frauduleusement livré le blanc-seing*, qu'il aurait été le complice du faux, et qu'il se serait rendu passible, par suite, de la même peine que celle applicable à l'auteur du crime, aux termes de l'article 59.

V. S'il n'était pas déclaré que l'accusé eût *agi frauduleusement* en faisant la remise du blanc-seing qui lui aurait été *confié*, son acquittement devrait être prononcé ; car il n'y aurait pas eu délit dans la remise qu'il aurait faite du blanc-seing, au tiers qui en aurait abusé ; il aurait pu, sans doute, avoir manqué *de prudence*, mais aucun article du Code ne punit l'imprudence, au cas particulier.

VI. Té..... avait été déclaré coupable, par le jury, d'avoir *rempli le blanc-seing* d'une procuration qui ne lui avait pas été confiée, et de s'en être servi pour compromettre les intérêts du signataire ; et le nommé S..... coupable d'avoir *aidé* Té..... à faire usage de cette procuration : sur cette déclaration de culpabilité, la Cour d'assises du département du Pas-de-Calais n'avait prononcé que des peines correctionnelles contre les deux accusés ; mais sur le recours en cassation du Procureur-général près cette Cour, l'annullation de l'arrêt de la Cour d'assises fut prononcée dans ses deux dispositions : attendu, relativement au principal accusé, « Que le jury l'avait déclaré coupable d'avoir » rempli le blanc d'une procuration signée par P....., et d'en avoir fait usage » pour compromettre les intérêts dudit P....., et que cette procuration n'avait » pas été confiée audit Té..... par ledit P..... ; qu'aux termes de l'article 407 » la Cour d'assises n'aurait pu se dispenser de punir Té..... comme faussaire, » que dans le cas où le jury aurait ajouté que Té..... *n'avait pas réglé le blanc-*

» *seing contre l'intention de P.....*, *ou que cette pièce avait été confiée à Té.....*, » *sinon par P.....*, *du moins par quelqu'un de sa part ;* que ces circonstances » n'ayant pas été manifestées par les débats, et que le jury n'ayant eu à répon- » dre sur l'une ni sur l'autre, la Cour d'assises avait violé l'article 407 et » fait une fausse application de l'article 405, en condamnant Té..... à des peines » correctionnelles. »

Quant à S....., la Cour de cassation considéra qu'il avait bien été déclaré à sa charge, qu'il avait aidé Té..... à faire usage de ladite procuration, pour compromettre les intérêts dudit P..... ; mais « qu'il n'avait pas été déclaré que » S..... eût aidé Té..... *avec connaissance*, et qu'aux termes de l'article 60, » S..... n'était pas coupable, s'il n'avait pas su que Té..... faisait usage de » cette pièce pour compromettre les intérêts de P..... ; d'où il suivait, que la » Cour d'assises, en condamnant S..., sur cette déclaration, avait violé ledit » article 60. »

VII. Si ce n'était pas un simple blanc-seing qui eût été confié à celui qui en aurait fait un usage capable de compromettre la personne ou la fortune du signataire, en profitant du blanc qui pouvait être resté au-dessus de la signature, pour y intercaler une disposition qui aurait pu tendre à ce but, ce serait la peine des faussaires qui devrait lui être appliquée : *sic jud.* le 22 octobre 1812. Dans l'espèce, Mathurin L... ayant été déclaré convaincu d'avoir abusé de ce que la dernière ligne d'une pétition qui lui avait été confiée n'était pas assez rapprochée de la signature du pétitionnaire, pour y insérer un billet à ordre, n'avait été condamné qu'à des peines correctionnelles comme s'étant rendu coupable de *l'abus d'un blanc-seing confié* ; mais l'arrêt fut cassé : « Attendu » que d'après les dispositions de l'article 407, l'abus d'un blanc-seing commis » de la manière qui y est indiquée, n'est soumis à des peines correctionnelles » que *dans le seul cas* où le blanc-seing aurait été confié *comme tel* à celui qui » en a abusé ; et que, *hors ce cas*, l'abus d'un blanc-seing doit être puni comme » un faux en écriture....., et attendu qu'*en fait*, la signature n'était pas un vé- » ritable blanc-seing, puisqu'elle avait été apposée *au bas d'un écrit*, et qu'en sup- » posant même que cette signature fût un blanc-seing, elle n'avait pas été con- » fiée *comme telle* à l'accusé puisqu'elle ne serait devenue blanc-seing que par » la suppression frauduleuse de la pétition au bas de laquelle elle était apposée. »

VIII. *Dans le doute* sur le point de savoir si le blanc-seing aurait été réellement *confié* à celui qui en a fait *abus*, que faudrait-il résoudre ? La présomption naturelle serait que le blanc-seing aurait été *confié* ; et ce serait, dès-lors, à la partie poursuivante à établir *que l'accusé se le serait procuré par tout autre voie* ; ce ne serait pas la preuve négative d'un fait qui serait mise à

charge du plaignant ; elle se convertirait en preuve *positive*, s'il était à même d'établir que ce serait par une main étrangère que le blanc-seing serait parvenu dans celles de l'individu qui en aurait abusé pour compromettre les intérêts du signataire, ou que le prévenu se le serait procuré de tout autre manière, sans que le signataire y eût donné son adhésion.

IX. Il n'y aurait eu que *tentative* du crime de faux, soit de la part de la personne à qui le blanc-seing n'aurait pas été confié, soit même de celle à qui le blanc-seing l'aurait été, au cas où elle en aurait abusé dans le sens de l'arrêt rapporté sous le n.° 7, qu'elle devrait être punie, dans son auteur et dans ses complices, comme si le crime avait été consommé ; mais si c'était sur un simple blanc-seing *confié*, que le dépositaire eût fait la tentative d'y insérer l'acte qui aurait pu compromettre la personne ou la fortune du signataire, il ne pourrait en être fait de poursuites, l'article 407 n'ayant pas *assimilé* la *tentative* de ce genre de délit, au délit *consommé.*

X. Lorsqu'il y a crime et que, par suite, la tentative en devient punissable, elle doit renfermer tous les élémens exigés par l'article 2 pour la constituer ; mais faudrait-il, pour la rendre punissable, qu'il eût été *fait usage* de l'écrit mis au-dessus de la signature ? Ne suffirait-il pas d'avoir rédigé l'acte ? Si l'on peut dire, d'une part, que tant que l'on n'a pas tenté de faire usage de l'écrit tendant à compromettre la personne ou la fortune du signataire, il n'y a encore eu que *l'intention du crime* ; d'autre part, on peut répondre, qu'il y a tentative du crime, du moment que l'acte a été confectionné ; ce qui paraît résulter, assez clairement, de ces termes de l'article 407 : *quiconque*, *abusant d'un blanc-seing*, *aura frauduleusement écrit :* en entendant dans ce sens l'article 407, il n'y aura plus, en pareil cas, simple tentative, mais crime consommé ; ce qui semblerait impliquer contradiction avec ce qui fut jugé par un arrêt du 21 avril 1822.

Il s'agissait, dans l'espèce de cet arrêt, de savoir de quelle époque la *prescription* de ce genre de délit devait commencer à courir, et il fut jugé que c'était seulement du jour qu'il aurait été fait usage de l'écrit : « Attendu que l'abus de » blanc-seing, prévu et puni par l'article 407, consiste, non-seulement, dans la » fabrication de fausses obligations ou décharges au blanc-seing ; mais encore dans » l'usage frauduleux qui peut en être postérieurement fait ; que c'est principa- » lement par cet usage, *que l'effet de l'abus du blanc-seing est produit et réalisé ;* » que, dès-lors, il est manifeste qu'à chacun des actes de cet usage, l'abus du » blanc-seing se reproduit et se perpétue, et que, par conséquent, ce n'est que » du dernier de ces actes que doit commencer à courir la prescription du délit » que cet abus constitue. »

XI. Mais s'il était constaté que l'individu qui aurait écrit l'acte *au-dessus* du blanc-seing, s'en serait rendu coupable *depuis un nombre d'années suffisant pour couvrir son délit du voile de la prescription ;* et qu'il ne pût lui être imputé d'en avoir fait usage, ni d'avoir coopéré à l'usage qu'un tiers en aurait pu faire, l'auteur de l'écrit ne pourrait être légalement recherché ; car si l'usage qui en aurait été fait avait pris sa source dans l'écrit ainsi fabriqué, cet usage en serait devenu un délit *indépendant.*

XII. L'acte doit avoir été écrit *au-dessus* de la signature ; c'est la disposition textuelle de l'article 407, et c'est, en effet, le seul cas où l'écrit pourrait devenir *obligatoire* pour le signataire, et où il pourrait *compromettre sa personne ou sa fortune* : d'où suit, que ce fait doit être mentionné dans la déclaration du jury en termes formels ; et il doit pareillement résulter du jugement, que l'accusé a frauduleusement écrit l'acte que l'on suppose constitutif du crime.

XIII. Il y aurait eu *abus* de signature *confiée ou non confiée ;* l'acte aurait été écrit *au-dessus* du blanc-seing ; l'auteur de l'écrit aurait agi *frauduleusement,* que cela ne suffirait pas pour faire prononcer sa condamnation ; il faudrait de plus qu'il eût été déclaré que l'acte était de nature à compromettre *la personne ou la fortune du signataire* ; ensorte que cette quatrième condition, comme les trois autres, doit être déclarée d'une manière formelle pour autoriser la condamnation de l'accusé.

XIV. Quoique l'abus d'un blanc-seing soit assurément très-répréhensible, sous quelque rapport qu'il puisse être envisagé, il aurait été préférable peut-être de n'y attacher aucune peine ; car il vaut mieux prévenir les délits que d'avoir à les punir, et il en serait nécessairement résulté, qu'il n'en aurait plus été confié, ce qui aurait été fort à désirer : la défense la plus expresse devrait même en être faite aux fonctionnaires publics, par les suites graves qui peuvent en être la suite. Nous pouvons en parler *de visu* ; car nous avons eu dans nos mains, des feuilles signées de fonctionnaires publics, confiées à des agens subalternes. et même des mandats de perquisition à remplir à volonté. S'il avait été dans l'intention du législateur de donner pareille autorisation à des sous-ordres, il s'en serait clairement expliqué ; mais il a eu de bonnes raisons pour ne pas leur donner ce pouvoir exorbitant ; d'où suit, que le magistrat qui, *seul,* a reçu de la loi une mission aussi importante, manque au premier de ses devoirs, lorsqu'il s'en rapporte, dans des circonstances aussi majeures, à des agens subalternes qui ne doivent être que les exécuteurs des ordres qu'ils reçoivent de leurs supérieurs.

ARTICLE CCCCVIII.

Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406.

Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux articles 254, 255 *et* 256, *relativement aux soustractions et enlèvemens de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics.*

OBSERVATIONS.

I. L'article 408 ne s'occupe du *dépôt*, que sous le rapport de particuliers à particuliers : la violation des dépôts publics a fait la matière des articles 254, 255 et 256.

II. Lorsque le dépôt est *dénié*, et qu'il est d'une valeur *au-dessus de* 150 *fr.* il doit être sursis au jugement à intervenir *sur la plainte en violation de dépôt* jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur sa réalité par les tribunaux civils ; c'est ce que la Cour a jugé *in terminis*, par plusieurs arrêts motivés sur ce que ce serait faire indirectement ce que la loi défend ; et ce qu'elle jugea notamment le 2 décembre 1813; « Attendu, que la violation de dépôt suppose nécessairement la préexistence d'un dépôt ; que la poursuite n'en peut donc être admise qu'autant que ce dépôt a été convenu ou prouvé ; — Que la preuve de ce dépôt devait donc être établie avant qu'il pût être instruit sur sa violation : que cette preuve constituait une question préjudicielle à laquelle étaient subordonnées l'action publique et l'action civile ; — Que pour juger si ce dépôt, qui était *dénié*, avait été fait, tout comme pour juger s'il y avait commencement de preuve par écrit, et si la preuve testimoniale en était ainsi admissible, la juridiction correctionnelle, comme l'eût été la juridiction civile, était assujettie aux règles fixées dans les articles 1340 et 1347 du Code civil; que si les délits sont susceptibles de toute sorte de preuves, il n'en est pas de même des actes civils autorisés par la loi..... »

Parcil arrêt fut rendu le 5 mai 1815, dans l'espèce suivante ; le notaire D... avait reçu un acte dans lequel il était stipulé qu'une somme de 3000 fr. avait été comptée et remise par les prêteurs aux emprunteurs, en sa présence et en celle des témoins instrumentaires; les emprunteurs disaient n'en avoir touché que 1000 fr., qu'ils avaient rendu le notaire dépositaire des deux mille autres, pour en faire le placement; que lorsqu'ils avaient demandé au notaire de leur justifier de ce placement, il avait *dénié* avoir reçu la somme en dépôt : traduit devant le tribunal de police correctionnelle, pour violation de dépôt, le notaire avait été condamné aux peines prononcées par l'article 408 du Code pénal, et sur l'appel le jugement avait été confirmé ; mais sur le pourvoi du condamné l'arrêt fut cassé : « Attendu que l'acte d'emprunt énonçait que la somme de 3000 fr. » avait été réellement comptée par les prêteurs, aux emprunteurs qui s'en étaient » saisis ; et qu'un pareil énoncé, réputé vrai aux yeux de la loi, ne pouvait être » détruit par la preuve testimoniale ; — Que si, postérieurement à la confection » de l'acte, le notaire D..... avait, du consentement des emprunteurs, retenu sur » la somme de 3000 francs, celle de 2000 francs pour la garder en ses mains » jusqu'à ce qu'il eût trouvé l'occasion d'en faire un placement à leur profit, ce » fait aurait constitué, par une tradition feinte, un dépôt volontaire dont la » loi veut qu'il soit rédigé acte par écrit, *interdisant à cet égard toute preuve tes-* » *timoniale :* — Que le notaire D..... méconnaissant que ce dépôt lui eût été fait, » il était nécessaire, s'agissant *d'un acte purement civil*, d'en rapporter la preuve » écrite, conformément à ce qui est prescrit par les articles 1341 et 1923 du » Code civil ; ou que cette preuve fût le résultat de l'aveu qu'en aurait passé » le prévenu ; ou enfin, conformément à l'article 1347 dudit Code, *d'un com-* » *mencement de preuve par écrit, émané dudit D..... et dont la Cour aurait été au-* » *torisée, dans ce cas, à ordonner le complément par une preuve testimoniale :* » — Que c'est seulement d'après la preuve ainsi acquise du dépôt, que sa vio- » lation aurait pu être prouvée par témoins, ou par tout autre genre de preuve, » puisque cette violation aurait constitué un délit et que D..... aurait pu être » condamné à des peines correctionnelles à raison de ce délit..... »

La question se représenta sous une autre forme, à l'audience de la section criminelle de la Cour de cassation, le 26 septembre 1823. La demoiselle B..... avait exercé contre C..... une action en violation d'un dépôt volontaire non-prouvé par écrit, d'une valeur au-dessus de 150 francs; elle fondait son action sur ce que les objets représentés par le dépositaire étaient d'une valeur inférieure à ceux qu'elle soutenait avoir réellement déposés ; et elle demandait, en conséquence, d'être admise à la preuve testimoniale de ce qu'elle prétendait avoir constitué le dépôt, ce que la chambre de police correctionnelle saisie

par la voie de l'appel avait ainsi ordonné ; mais sur le pourvoi de C....., l'arrêt fut cassé ; « attendu que la déclaration du dépositaire était indivisible d'avec l'aveu du fait même du dépôt ; que la juridiction correctionnelle qui était saisie exceptionnellement de la foi dont cette déclaration était susceptible, était bien compétente pour y statuer ; mais qu'en y statuant elle devait se conformer aux règles prescrites par la loi civile ; qu'en conséquence, et s'agissant dans l'espèce, d'un dépôt de valeur au-dessus de 150 francs et non prouvé par écrit, il fallait donc, relativement à la question, si les objets représentés étaient ou n'étaient pas ceux dont le dépôt était avoué par C....., juger en conformité de l'article 1924 du Code civil, qui voulait que ce dépositaire en fût cru sur sa déclaration pour la chose qui avait fait l'objet du dépôt, de même que pour le fait de ce dépôt. »

III. Il n'en serait pas ainsi dans le cas de dépôt *nécessaire*, et le dépôt prend ce caractère toutes les fois qu'il n'a pas été au pouvoir du propriétaire ou possesseur de la chose déposée de *s'en procurer une preuve littérale :* c'est la disposition de l'article 1348 du Code civil portant que, l'article 1341 reçoit *exception* aux *dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans une hôtellerie, le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait.*

IV. Il y aurait pareillement exception, s'il existait au procès *un commencement de preuve par écrit*, aux termes de l'article 1347 du même Code ; mais on ne peut entendre par commencement de preuve par écrit, que celle qui est émanée *de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente et qui rend vraisemblable le fait allégué :* mais s'il y avait commencement de preuve par écrit et que le dépôt fut dénié, n'y aurait-il pas question préjudicielle à faire juger par les tribunaux civils ? L'affirmative semblerait résulter du considérant de l'arrêt cité du 2 décembre 1813, et la négative au contraire de celui du 5 mai 1815, de sorte que la question reste encore indécise ; mais comme c'est aux tribunaux civils qu'il appartient de juger si la preuve est recevable, et par suite d'apprécier le commencement de preuve par écrit, on peut en conclure que les tribunaux correctionnels doivent surseoir au jugement de la plainte en violation de dépôt, jusqu'à ce qu'il ait été jugé, d'après les erremens de la cause, qu'il y a eu réellement dépôt.

V. Il fut bien jugé le 25 mai 1816, par un arrêt rapporté au recueil de Sirey, de 1820, page 507, que le tribunal correctionnel est *compétent* pour juger, sans renvoi préalable aux tribunaux civils, l'existence du titre prétendu soustrait et sa prétendue soustraction ; mais il ne s'agissait

pas d'un titre *déposé ;* et la prétendue soustraction, dans l'espèce, constituait le fait principal.

VI. L'article 408 s'est servi de ces mots : *détourner ou dissiper*, pour faire voir que, de quelque manière que le dépositaire s'y soit pris pour s'approprier la chose déposée, il y a délit.

Si le législateur n'a pas ajouté à ces mots : *détourner ou dissiper*, ceux-ci : *brûlés ou détruits* qui se lisent dans l'article 439, c'est que *brûler ou détruire* n'est qu'un mode de *dissipation*, et que *dissiper* est une expression *générique* qui embrasse tous les cas qui peuvent se présenter.

VII. Si la chose déposée avait *péri*, ce serait pour le compte du propriétaire et non pour celui du dépositaire : *res perit domino ;* lors même que l'on pourrait imputer au dépositaire quelque négligence ou imprévoyance; car le dépôt est un contrat *gratuit* de sa nature (article 1917 du Code civil), et qui n'emporte, par suite, aucune *responsabilité*, lorsque le dépositaire ne s'est rendu coupable ni d'avoir détourné à son profit, ni d'avoir *dissipé* par un fait qui lui soit personnel, l'objet qui lui a été confié : mais, le dépositaire ne serait plus qu'un *mandataire*, s'il y avait eu *rétribution promise pour la garde de la chose déposée*, et l'on a même douté que dans ce cas, l'article 408 devînt applicable, s'il n'y avait que *simple négligence ou imprévoyance* à imputer au mandataire : s'il y avait *faute grave*, il y aurait délit : *sic jud.* le 18 novembre 1813.

Dans l'espèce de cet arrêt, le sieur L..... avait été commis à la recette des revenus d'un mineur, moyenant *salaire*, et il ne pouvait en représenter qu'une partie : traduit devant le tribunal correctionnel, à raison de ce fait, il avait été condamné à l'emprisonnement, par application de l'article 408 du Code pénal ; mais sur son appel, la Cour royale avait réformé le jugement de condamnation ; « attendu que l'abus de confiance dont L..... s'était rendu coupable ne pouvait donner naissance qu'à une action en dommages-intérêts ; » qu'en effet, l'article 408 n'avait de rapport qu'au cas où il aurait été fait *abus d'un dépôt*, et que les expressions *travail salarié*, ne s'appliquent qu'à la soustraction de marchandises ou toutes autres choses susceptibles d'être ouvragées ou perfectionnées par celui auquel elles ont été remises, infidelité qui, de sa nature, est en rapport avec la soustraction des choses déposées. » Il n'y avait pas eu de pourvoi contre cet arrêt ; mais le procureur-général de la Cour de cassation, l'ayant dénoncé à la section criminelle, d'après l'ordre du ministre de la justice, il fut cassé dans l'intérêt de la loi : « Attendu » que si sous l'empire de la loi du 25 frimaire an 8, une pareille interpréta- » tion pouvait et devait même avoir lieu, d'après les dispositions bien distinctes

» et séparées des articles 6 et 12 de la loi, il ne peut plus en être de même, » d'après la généralité de la disposition de l'article 408 du Code pénal dont » toutes les expressions se réfèrent les unes aux autres, et desquelles il résulte » bien évidemment que le législateur a voulu donner à la nouvelle loi un effet » plus étendu, puisque, dans la désignation des objets qui auraient été remis, » soit pour un travail salarié, soit à titre de dépôt, les deniers s'y trouvent, » comme les autres effets et marchandises, formellement compris. » Ces considérans de l'arrêt ne furent qu'un résumé succinct du réquisitoire de M. Merlin, qu'il faut lire en entier au journal des Audiences de la Cour de cassation de l'année 1814, pag. 1.re et suivantes.

VIII. M... avait délivré au boulanger A... une certaine quantité de blé, moyennant le prix convenu de 1528 francs, pour être employée dans son commerce et le prix en être remis au vendeur au fur et mesure de la vente du pain à provenir de la fabrication du grain cédé ; mais au lieu de convertir ce grain en pain, A... en avait fait la revente à L... en payement d'une somme de 500 francs qu'il lui devait, et à la charge de verser le restant de la valeur dudit grain entre les mains d'autres de ses créanciers ; A... et L... avaient été traduits devant le tribunal correctionnel, sur la prévention de s'être rendus coupables d'abus de confiance et de violation de dépôt, et la Cour royale avait appliqué aux prévenus la peine prononcée par l'article 408 ; mais sur le recours en cassation des condamnés, son arrêt fut cassé le 29 septembre 1820 : « Attendu » que des faits ainsi reconnus, il résultait qu'il y avait eu vente de blé faite » par M... à A... à un prix réglé entre eux et délivrance de ce blé ; que pour » le paiement du prix de cette vente, il avait été fait, entre le vendeur et » l'acheteur, une convention dont le but était d'assurer au vendeur le payement du prix de son blé et de donner à l'acheteur des facilités pour l'effectuer : — Que l'inexécution par A..., de cette convention, ne pouvait produire » contre lui qu'une action civile et ne le faisait rentrer, sous aucun rapport, dans l'application de l'article 408 du Code pénal ; — Qu'en effet, le blé » ne lui avait pas été remis *à titre de dépôt, ni pour un travail salarié ;* — Que s'il avait » été convenu qu'il en ferait *un usage ou un emploi déterminé*, ce n'était pas » comme *mandataire* mais comme *propriétaire*, en vertu de la vente qui lui en avait » été consentie ; que M..., par la délivrance qu'il avait faite de ce blé, moyennant le prix réglé entre lui et A..., avait cessé d'être *propriétaire*, *possesseur* » *ou détenteur ;* que cependant, d'après les expressions dudit article 408 du » Code pénal, cet article n'est applicable au détournement des marchandises, » que dans le cas où ce détournement a été fait au préjudice *du propriétaire*, » *possesseur ou détenteur* de ces marchandises : — Que le fait reconnu par la

» Cour royale de Bastia a donc été par elle *faussement qualifié* ; que c'est par » violation de l'article 408 du Code pénal qu'elle a jugé que ce fait constituait » le délit d'abus de confiance, caractérisé et puni par cet article : — Que, quand » il s'agit de faits qui n'ont pas le caractère de délit, ceux qui ont participé à » ces faits ne peuvent pas, à raison de cette participation, être complices d'un » délit, etc. »

Cet arrêt trouve sa justification dans lui-même ; mais ce qu'il importe de faire remarquer, c'est que la Cour de cassation a reconnu et formellement déclaré qu'il rentre dans ses attributions de faire *l'appréciation* des faits *déclarés* ; de sorte que, lorsqu'elle juge que les tribunaux ordinaires les ont mal qualifiés, pour leur imprimer un caractère de criminalité qu'ils n'ont réellement pas, il en résulte *une fausse application de la loi pénale* qui doit emporter l'annullation de leurs jugemens.

IX. Mais nous avons rapporté dans nos observations sur l'article 386, deux arrêts qui ont jugé, l'un que le vol commis par *un garçon de recette* chez un banquier, du montant d'effets dont il était chargé de faire le recouvrement, rentre dans les dispositions de l'article 386 ; l'autre, que cet article devient également applicable au *garçon meûnier* qui soustrait une partie de la farine provenue du grain qui est conduit au moulin de son maître pour en faire la mouture ; mais il fut jugé le 3 juillet 1812, que l'article 408 devient applicable au *notaire* à qui la remise a été faite de deniers destinés à acquitter les droits d'enregistrement des actes qu'il a reçus, lorsqu'il n'en a pas fait cet emploi.

X. Le 27 novembre 1817, la Cour de cassation le jugea de nouveau dans l'espèce suivante : B... avait reçu des cartouches, en qualité de capitaine dans un bataillon de garde nationale mobilisée, pour en faire la distribution aux hommes de sa compagnie ; et il avait retenu partie de ces cartouches dont il avait converti les balles en plomb de chasse : traduit, pour ce fait, devant le tribunal correctionnel, et sur son appel devant la Cour royale, il avait été mis hors de cause, sur le motif qu'aucun article du Code n'avait prévu ni puni le fait en question ; mais sur le recours en cassation de la partie publique, l'arrêt fut cassé, « Attendu que le fait imputé à B... avait le caractère d'un dé- » tournement au préjudice du propriétaire, d'effets remis audit B... à titre de » dépôt ou pour un travail salarié, à la charge de les rendre ou représenter ou » d'en faire un usage ou un emploi déterminé, ce qui constituait le délit prévu » par l'article 408 du Code pénal.

XI. Le 26 février 1818, la même Cour jugea que la distraction faite par un soldat, *d'effets fournis par le corps et appartenant à l'état*, rentre dans l'application de l'article 408 du Code pénal. C... avait été traduit devant un conseil de

guerre, comme prévenu de désertion à l'intérieur et d'avoir emporté des effets fournis par le corps et appartenant à l'état. Déclaré non-coupable de désertion, mais d'avoir soustrait lesdits effets, le conseil de guerre l'avait condamné à deux années de travaux publics; et, le jugement fut annullé sur le recours formé par le procureur-général de la Cour de cassation, de l'ordre de M. le garde des sceaux: attendu que la condamnation portée par ledit jugement, n'était fondée sur aucune disposition de loi, l'article 408 du Code pénal étant seul applicable au fait déclaré; qu'en effet, « la distraction par un soldat, au préjudice de son corps » ou de l'État, d'effets d'habillement ou d'équipement, qui lui avaient été remis » pour son service, est un détournement, au préjudice du propriétaire, d'effets » qui avaient été remis à ce soldat à titre de dépôt, ou pour un travail salarié, » à la charge de les rendre ou représenter ou d'en faire un usage déterminé : » — Que cette distraction est donc le détournement prévu et puni par l'art. 408 » du Code pénal. »

XII. Jugé le 3 décembre 1818, que le *créancier* qui divertit le gage qu'il a reçu de son *débiteur*, doit être assimilé au *dépositaire* qui a détourné à son profit la chose qui lui a été confiée; que, dès-lors, il se rend coupable du délit prévu par l'article 408 du Code.

XIII. K... avait été condamné à la peine de l'emprisonnement prononcée par l'article 408, pour avoir détourné au préjudice de la veuve C... une somme de 50 francs, que celle-ci l'avait chargé de remettre à l'avoué qui avait occupé pour elle; mais sur son recours en cassation, l'arrêt qui l'avait ainsi jugé, fut annullé le 12 mai 1814; « Attendu que l'article 408 ne prononce de peine que » contre celui qui a détourné ou dissipé des choses qui lui avaient été confiées » *à titre de dépôt ou pour un travail salarié*; qu'aucune disposition n'a prononcé » de peine contre le mandataire *qui n'a pas exécuté le mandat* dont il s'était chargé » *gratuitement* ou qui a abusé des choses qui lui avaient été confiées *à ce titre*; » et que même avant la mise en vigueur du Code pénal actuel, les abus commis » par un mandataire, ne donnaient lieu à aucune condamnation pénale, » mais ce dernier considérant ne doit être entendu que dans le sens de l'arrêt du 18 novembre 1813, rapporté ci-dessus n.° VII.

XIV. Le 20 mai 1814, la Cour de cassation déclara qu'il y avait eu fausse application de l'article 408, dans l'espèce suivante : le sieur D... avait détourné et dissipé une somme de 10,000 francs, montant de cinq traites qu'il avait été chargé de négocier pour le compte de L..., et la Cour royale de Paris avait prononcé contre lui les peines de l'article 408 : son arrêt fut cassé; « Attendu, *en premier lieu*, que les traites qui ont fait l'objet de » la plainte de L... avaient été remises à D... *pour les négocier*, tandis que, s'il

» en avait été *dépositaire*, il aurait dû les garder et les tenir à la disposition de » L... ; — Qu'ainsi, en appliquant à D... la disposition pénale de l'article 408, » comme *dépositaire proprement dit*, l'arrêt attaqué a contrevenu à l'ar- » ticle 1915 du Code civil, puisqu'il est en même temps reconnu en fait, par » l'arrêt, que D... était chargé de la négociation des traites, et non pas de les » garder pour le compte de L... : — Attendu, *en second lieu*, que l'article 408 » comprend ceux qui détournent ou dissipent les objets qui leur ont été remis » *pour un travail salarié*, à la charge de les rendre ou d'en faire un usage ou un » emploi déterminé ; et que, par ce fait, ils deviennent passibles des peines » prononcées par cet article ; mais qu'il n'a pas été reconnu par l'arrêt at- » taqué, que ce fût moyennant *un salaire* convenu que D... eût été chargé de » la négociation des effets dont il s'agit, et que la qualité de *dépositaire* qui » lui a été appliquée, et qui dériverait d'un contrat essentiellement *gratuit*, » semble même être en *opposition* avec celle d'un mandataire *salarié* qui abu- » serait de son mandat, pour détourner à son profit ou dissiper les deniers ou » les effets que son commettant lui aurait confiés. »

XV. Lorsque ce n'est pas à titre *de dépôt* que la chose détournée a été confiée, elle doit l'avoir été pour faire *un travail salarié:* lorsqu'elle n'a été remise que pour rendre un service *désintéressé*, et que celui qui l'a reçue l'a dissipée, il a commis, sans doute, un abus de confiance, mais non pas celui que prévoit et punit l'article 408; d'où suit, que dans les causes de ce genre, les tribunaux doivent apporter une attention particulière à bien déterminer le caractère de la remise; et à ne prononcer la condamnation du prévenu, que lorsqu'il leur est bien démontré qu'il y a eu réellement *dépôt*, ou que la chose a été confiée pour faire *un travail salarié ;* et mentionner au jugement les circonstances constitutives du délit, afin que l'on puisse juger s'il a été fait une juste ou fausse application de la loi pénale au fait incriminé.

XVI. Mais de ce que la preuve par témoins du dépôt volontaire d'une somme au-dessus de 150 francs qui serait *dénié*, ne serait pas admissible s'il n'y avait pas un commencement de preuve par écrit de son existence, peut-on en conclure que la preuve de la remise que le plaignant prétendrait avoir faite à un ouvrier de matières quelconques, pour les mettre en œuvre, ne serait pas non plus recevable? On tient en principe, que la preuve *des faits* peut être rapportée par toutes les voies de droit, et la remise en ce cas, constitue bien réellement un fait; de sorte que, sous ce rapport, il semblerait que la preuve testimoniale en serait recevable ; mais une remise d'argent est également *un fait* ; et cependant la loi défend d'en admettre la preuve par témoins quand la somme excède 150 francs. Exiger, toutefois, au cas de remise de matières à un ouvrier pour un travail salarié, qu'il en fournisse une reconnaissance écrite, serait mettre

de grandes entraves aux communications nécessaires entre les maîtres et les ouvriers : mais la loi a parlé, il faut lui obéir, et comparant les dangers qu'il y aurait d'admettre la preuve par témoins en pareil cas, avec l'assujettissement de retirer des reconnaissances des matières données à confectionner, il est facile de se convaincre de la sagesse de la loi, qui n'a pas parlé restrictivement de *sommes* au-dessus de 150, mais de *valeurs* au-dessus de cette somme.

XVII. En renvoyant, pour l'application *de la peine*, à l'article 406, le législateur a sous-entendu que le coupable pouvait être privé de l'exercice des droits mentionnés en l'article 42, la privation de ces droits étant *une véritable peine* : l'article 42 se trouvant inséré dans le Code, sous la rubrique *des Peines en matière correctionnelle.*

ARTICLE CCCCIX.

Quiconque, après avoir produit dans une contestation judiciaire, quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait de quelque manière que ce soit, sera puni d'une amende de vingt-cinq francs à trois cents francs.

Cette peine sera prononcée par le tribunal saisi de la contestation.

OBSERVATIONS.

I. L'article 409 ne dispose que pour le cas où la soustraction se sera opérée par le fait de la partie *qui aura produit la pièce* : si elle avait été le fait de l'adversaire ou de ses agens, il y aurait *vol*, et si c'était un fonctionnaire ou officier public qui s'en fut rendu coupable, il faudrait recourir aux dispositions des articles 254, 255 et 256.

II. De quelque nature que fût la pièce soustraite, il y aurait délit, dès-lors qu'elle aurait été *produite:* et, en effet, une pièce produite devient commune à toutes les parties qui sont en instance; d'où suit, qu'il y a toujours dans le fait, soustraction de la chose d'autrui. Cependant s'il s'agissait d'une pièce absolument *insignifiante*, on ne pourrait considérer sa soustraction comme constitutive d'un véritable délit.

III. Quoique le législateur ait autorisé le tribunal saisi, qui peut être un tribunal civil, à prononcer la condamnation de l'auteur de la soustraction, cela n'ôte pas au fait son véritable caractère de délit.

IV. L'amende que prononce l'article 409 est indépendante des dommages-intérêts qui peuvent être adjugés à la partie : cet article ne le dit pas; mais

quiconque cause du dommage à autrui est tenu de le réparer : (*Art.* 1382 *du Code civil.*)

V. Si la pièce qui aurait été *soustraite* était arguée *de faux*, sa soustraction ne produirait pas l'effet d'arrêter les poursuites sur la prévention de faux : nous en avons déjà fait la remarque dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tome II, page 485 ; la Cour de cassation le jugea ainsi le 28 octobre 1813 ; « attendu qu'il n'y a aucune loi qui subordonne la » poursuite du faux à l'existence ou à la production de la pièce falsifiée ; que » l'article 7 du tit. 1.er de l'ordonnance de 1737, sur le faux *principal*, auto- » rise, au contraire, expressément cette poursuite, *lorsque les pièces préten-* » *dues fausses se trouveront avoir été soustraites ou être perdues, ou lorsqu'elles* » *seront entre les mains de celui qui sera prévenu du crime de faux ;* — Que le » Code d'instruction criminelle n'a nullement dérogé à cette disposition, qui » n'a été elle-même que la rédaction, en loi positive, d'un principe de tous » les temps reconnu et constamment suivi dans les tribunaux ; — Que, si, dans » le cas où la pièce arguée de faux ne peut être mise sous les yeux de la jus- » tice, il ne peut être procédé par vérification ni par comparaison d'écriture, et » si, dans ce cas, il y a ainsi moins de moyens pour établir la preuve du faux, » il reste encore à l'action publique les moyens ordinaires d'instruction et de » preuve communs à tous les crimes en général. »

VI. L'article 409 parle restrictivement des pièces produites *dans une contestation judiciaire*, ce qui semblerait supposer que la soustraction d'une pièce produite devant toute autre autorité ne constituerait pas le délit prévu et puni par ledit article, et que, dès-lors, on pourrait impunément soustraire une pièce qui aurait été produite devant un corps administratif ; mais quoique la loi n'ait pas qualifié de *tribunaux*, les autorités administratives, il ne s'établit pas moins devant elles, des discussions sur des matières contentieuses relativement aux affaires qui rentrent dans leurs attributions ; cependant la question n'est pas sans difficulté ; car les corps administratifs ne sont autorisés dans aucun cas à prononcer des peines, et l'amende pour réparation de *délit* est une peine ; mais il ne résulte pas de ce que l'article 409 charge les tribunaux saisis de condamner à l'amende celui qui a soustrait la pièce qui a été produite devant eux, que si la soustraction s'est opérée d'une pièce produite devant un corps administratif, le tribunal correctionnel du ressort fût incompétent pour statuer sur la plainte.

§. III.

Contravention aux règlemens sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêt sur gages.

Article CCCCX.

Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés ou agens de ces établissemens, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins, et de six mois au plus, et d'une amende de cent francs à six mille francs.

Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instrumens, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés.

Observations.

I. On a peine à concevoir comment, à la vue de cet article du Code pénal, il a pu s'établir *une ferme des jeux* et des établissemens *de loteries* sous les auspices même du Gouvernement, à moins de supposer que, dans sa pensée, les établissemens de jeux de hasard et les loteries ne constituent pas, par eux mêmes, des actes *immoraux*, et qu'il ait voulu s'en réserver le *monopole*. Cependant, s'il se commet *dix vols*, *dix banqueroutes*, *dix suicides*, il y en a *neuf au moins*, qui sont le triste résultat de ces établissemens; et l'on ne voit que trop de familles livrées chaque jour au désespoir, par suite des facilités que l'on a d'user de pareils moyens : aussi s'éleve-t-il de toutes parts de

nombreuses réclamations contre les maisons de jeux et les loteries; de sorte que l'on ne peut douter qu'aussitôt que les finances de l'État le permettront, ces sentines pestilentielles qui démoralisent le peuple et qui portent la mort dans le corps social seront abolies, sans pouvoir jamais être rétablies.

II. On objecterait vainement, que si les jeux et particulièrement les loteries, n'étaient pas autorisés et placés sous la main de l'autorité, il s'établirait des maisons de jeux et des loteries particulières et clandestines qui produiraient des effets encore plus funestes : que, d'ailleurs, ceux qui sont portés d'inclination à jouer à la loterie, feraient passer à l'étranger des sommes qui priveraient la France d'une monnaie dont elle a besoin. La police a des agens assez nombreux pour empêcher l'établissement de maisons de jeux et de loteries clandestines; et si quelques sommes passaient à l'étranger par la voie des loteries, ce qu'une surveillance exacte parviendrait facilement à empêcher, ce ne serait pas du moins la masse du peuple qui pourrait en user; et l'on ne verrait pas du moins de malheureux ouvriers, leurs femmes et leurs enfans, réduits à la mendicité, par la mise à la loterie du produit de leurs sueurs; ni cette foule de valets qui, dans l'espoir de faire fortune, volent leurs maîtres, pour satisfaire au désir assez naturel d'améliorer leur sort, et sur-tout lorsqu'ils y sont provoqués à chaque pas, par l'immensité de bureaux répandus sur tous les points de la France.

III. Ce ne sont plus les lois des 22 juillet 1791 et 9 germinal an 6, qu'il faut consulter pour la répression des délits prévus et punis par l'article 410 du Code pénal : cet article est aujourd'hui la seule loi de la matière.

Cependant, l'arrêté du 24 juin 1806, quoique rendu pour l'exécution de la loi de 1791 et qui porte, que les contrevenans seront poursuivis d'office, doit continuer de recevoir son exécution. Le même décret charge le ministre de la police générale de faire des règlemens particuliers sur cette partie, pour la ville de Paris et pour les lieux où il existe des eaux minérales, pendant la saison des eaux : c'est, sans doute, cette disposition de l'arrêté qui a été regardée comme une autorisation suffisante pour accorder le monopole des jeux à une compagnie : mais l'article 410 du Code pénal n'a-t-il pas implicitement annullé ce décret en disposant d'une manière générale et sans restriction, que ceux qui auront tenu des maisons de jeux de hasard, seront condamnés à l'emprisonnement et à l'amende, et qu'ils pourront même être interdits des droits mentionnés en l'article 42? *Posteriora derogant prioribus.*

IV. Ce ne sont que les jeux de hasard que défend l'article 410; mais sous quelques formes qu'ils se déguisent, ils rentrent tous dans sa disposition, lorsqu'ils sont établis dans une maison *destinée à cet usage* et que le public y est

admis : s'ils l'étaient *dans les rues*, *chemins*, *places ou lieux publics*, ce ne serait plus l'article 410 qui deviendrait applicable, mais le n.° 5, de l'article 475 ; et par *lieux publics*, dans le sens de cet article, on doit entendre tous les lieux, même *clos et couverts*, où le public est admis, tels que les *cafés et cabarets : sic jud.*, le 26 mars 1813. Dans l'espèce de cet arrêt, c'était un jeu *de dés* qui s'était établi dans un *cabaret*; le jugement qui avait prononcé le renvoi du prévenu fut cassé, attendu que le fait ayant été reconnu pour constant, la peine prononcée par le n.° 5 dudit article 475, n'avait pas été appliquée : on ne supposa pas même dans la discussion, que l'affaire pût rentrer dans la disposition de l'article 410.

V. Lorsqu'une maison de jeux de hasard est établie, la personne qui la tient deviendrait passible des peines prononcées par l'article 410, quand même le public n'y serait pas *librement* admis, que les personnes qui désireraient la fréquenter devraient s'y faire présenter : *sic jud.* les 5 octobre 1810, 9 et 29 mars 1811.

Ce ne serait pas s'être rendu coupable du délit réprimé par l'article 410, que d'avoir toléré que l'on jouât *momentanément* dans sa maison, même à des jeux de hasard, *si le public n'y était pas admis ;* mais le public n'y aurait été admis qu'une seule fois qu'il y aurait délit punissable : *sic jud.* le 2 avril 1819.

VI. Comme c'est la tenue d'une maison de jeux de hasard que punit l'art. 410, il serait acquis que l'on n'aurait joué, dans une de ces maisons, qu'un jeu *modéré*, que celui qui l'aurait tenue aurait encouru la peine prononcée par ledit article : *sic jud.*, le 5 octobre 1816, sauf aux tribunaux de prendre cette circonstance en considération, dans l'application de la peine, qui pourrait même n'être alors que celle de simple police, aux termes de l'article 463, ce que la Cour de cassation jugea par son arrêt du 12 octobre 1811 : il ne s'agissait bien, dans l'espèce, que de la tenue d'un bureau de loterie clandestine ; mais il y aurait même raison de décider.

VII. L'article 410 ne prononçant de peines que contre les *maîtres* de la maison et contre les *banquiers*, les joueurs n'ont d'autre risque à courir, que de perdre leurs enjeux, au cas de saisie; mais doivent-ils ne compter pour rien le désagrément de voir figurer leurs noms sur le procès-verbal de constatation du délit ; et n'auraient-ils pas dû, comme toute personne qui se respecte, s'abstenir de fréquenter de pareilles maisons?

VIII. L'on n'aurait pas été le banquier *en titre*, que si l'on avait été surpris en remplissant les fonctions, l'on se trouverait atteint par les dispositions de l'article 410; *sic jud.*, le 2 avril 1819 : « Attendu que la disposition de cet article est générale contre ceux qui ont tenu une maison de jeu

» de hasard ouverte au public, et contre les banquiers de cette maison ; qu'elle » ne fixe, pour son application aux uns et aux autres, aucune durée de temps, » aucun renouvellement de faits ; que cette application doit leur être également » faite, pour le seul fait, aux uns, d'avoir tenu ladite maison, aux autres, d'en » avoir été les banquiers ; qu'ainsi que les premiers ne pourraient être soustraits à » cette application parce qu'ils n'auraient pas tenu ladite maison d'une manière » permanente, de même les seconds ne pourraient pas non plus y être sous- » traits parce qu'ils n'en auraient été les banquiers que transitoirement ou » pendant le temps qu'a duré son ouverture au public. »

IX. Par *banquiers*, l'article 410 n'entend pas les personnes qui pourraient avoir fourni les fonds à la banque ; mais celles qui donnent les cartes, qui roulent les dés ou qui se trouvent chargées de la direction des jeux de tout autre manière ; c'est-à-dire, celles qui sont préposées pour donner au jeu l'activité dont il peut être susceptible.

X. L'article 410 n'exige pas que les joueurs aient été surpris *en flagrant délit*, ni qu'il ait été rédigé un procès-verbal régulier de la contravention ; il suffit qu'il soit rapporté preuve du fait par quelque voie que ce soit.

XI. Le Code prononce la *confiscation*, non-seulement de l'argent exposé au jeu ; mais même de tous les meubles et effets mobiliers qui garnissent ou décorent les lieux destinés à la tenue des jeux ; ce qui ne peut comprendre les meubles et effets mobiliers qui garniraient ou décoreraient les autres appartemens de la maison. *Voyez* nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1^er^ pag. 382 n.° 38.

XII. Ce n'est pas une seule amende au *maximum* qui doit être prononcée contre les prévenus ; chacun d'eux doit être condamné personnellement à l'amende et à l'emprisonnement, et chacun peut même l'être au *maximum* ; ce qui n'empêche pas que tous doivent être condamnés *solidairement* au paiement de l'amende : mais un seul ou quelques-uns des prévenus pourraient être mis dans l'interdiction des droits énoncés en l'article 42, lorsque cette interdiction ne serait pas prononcée contre les autres, l'application de cette aggravation de peine étant purement *facultative*.

XIII. Quoique l'article 1965 du Code civil n'accorde pas d'action pour dettes du jeu, hors des cas mentionnés dans l'article 1966, et que la loterie rentre bien évidemment dans la catégorie des jeux, cependant la Cour de cassation jugea, le 10 août 1811, qu'un buraliste de la loterie royale était recevable à réclamer le montant de l'avance des mises qu'il avait faites pour l'individu qui l'en avait chargé, lorsque cette avance était légalement constatée : le motif de déci-

der fut que la loterie royale était un jeu autorisé ; mais en offrant aux joueurs cette facilité de faire des mises, sans bourse délier, n'est-ce pas augmenter encore l'intensité du mal, et achever de porter la désolation dans les familles ? Les jeux de hasard étant mis en ferme, et étant, par suite, des jeux autorisés, il faudrait donc dire aussi, que les fermiers des jeux auraient action pour se faire rembourser des avances qu'ils auraient faites aux joueurs, ou de l'argent que les joueurs auraient perdu sur leur parole !!

XIV. Il y a tenue de loterie, dans le sens de l'article 410, toutes les fois que celui qui a reçu des mises, avec chance de gain ou de perte, n'a pas été commissionné, à cet effet, par le Gouvernement : *sic jud.* le 2 avril 1812 ; « attendu qu'il résulte des articles 90, 91, 92 et 93 de la loi du 9 vendémiaire » an 6 et des articles 1, 6, 10, 16 et 17 de l'arrêté pris par le directoire exé» cutif le 17 du même mois, qu'aucun particulier ne peut faire la recette des » mises de loterie, qu'en vertu d'une commission établie par le Gouvernement » pour la direction de la loterie ; d'où il suit nécessairement, que celui qui » fait la recette des mises de loterie, sans avoir obtenu, à cet effet, une com» mision spéciale de l'administration, est, de droit, réputé tenir une loterie » non autorisée par la loi. »

XV. C'est principalement contre les loteries qui sont tenues avec établissement de bureaux, registres et délivrances de billets, que doit s'exercer la surveillance de la police et toute l'animadversion de la justice ; mais les loteries n'auraient pas été tenues avec tout cet appareil, que la disposition de l'article 410 n'en serait pas moins applicable ; ce qui a été jugé par plusieurs arrêts : un nommé T..., domestique, avait mis *sa montre* en loterie, et la loterie s'était tirée *dans un cabaret ;* traduit devant les tribunaux, T... avait été renvoyé de la prévention ; « attendu que le fait n'avait eu lieu que pour alléger » les peines d'un malheureux qui, faute d'ouvrage, était sur le pavé ; que » d'ailleurs le gain de la montre devant dépendre d'un seul coup de dé, on ne » pouvait envisager cette vente comme une véritable loterie ; » et cependant, malgré la puissance de ce motif, le jugement fut cassé, par arrêt du 26 mars 1813 ; « attendu qu'il impliquait contradiction dans les termes, en quali» fiant *vente*, une aliénation d'objet mobilier faite à un seul coup de dé, et » en refusant à ce coup de dé le caractère *de jeu de hasard ;* d'où suivait que » le tribunal avait excédé les bornes de l'autorité judiciaire en créant une *ex*» *ception* à l'application d'un article de la loi qui n'en admet pas. »

Pareille cassation fut prononcée, le 1.er juin 1821, dans l'espèce suivante : un horloger avait mis en loterie une pendule qui devait être gagnée par le 1.er numéro sortant du tirage de la loterie royale, et le tribunal saisi de la plainte avait

déclaré qu'il n'y avait dans le fait ni crime ni délit; mais sur le recours en cassation formé contre le jugement à la requête de l'officier du ministère public, son annullation fut prononcée; « attendu que le prévenu avait bien réellement tenu une » loterie, par l'exposition qu'il avait faite *dans un lieu public*, d'un objet dont » l'aliénation dependait de la chance hasardeuse de la loterie royale; d'où sui- » vait que, le tribunal qui avait prononcé le renvoi du prévenu avait commis » une erreur, en considérant cette vente, *par forme de loterie dans un lieu pu-* » *blic*, comme une *vente ordinaire* que le législateur n'avait pas voulu em- » pêcher. »

Il convient d'observer, que dans les deux espèces jugées par les arrêts de 1813 et de 1821, les objets mis en loterie avaient été exposés *dans un lieu public*; ce qui détermina principalement la cassation des jugemens : mais l'article 410 ne dispose pas uniquement à l'égard des loteries qui sont tenues *publiquement;* et peut-être même que, si les unes devaient être punies plus sévèrement, ce seraient celles qui seraient tenues secrètes, en ce qu'elles fourniraient plus de moyens de tromper la bonne foi des joueurs.

Mais une circonstance qui doit frapper tous les esprits, c'est la répugnance marquée des tribunaux à prononcer des condamnations pour un fait de cette nature; ce qui est fondé sur ce qu'il ne peut en résulter aucun préjudice à la chose publique ni à autrui, et que celui qui propose de mettre l'effet en loterie, peut n'avoir pas d'autre voie de se tirer de l'embarras où il se trouve plongé : les lois ont assez d'actions à punir sans leur faire exercer leur empire sur des délits imaginaires.

XVI. Si les seuls maîtres de maisons et banquiers *de jeux de hasard*, peuvent être poursuivis et condamnés, *tous administrateurs, préposés ou agens des établissemens* de loteries clandestines doivent l'être; cela résulte clairement des termes de l'article 410.

XVII. L'administration de la loterie royale est autorisée de disposer, jusqu'à concurrence du quart, de l'amende qui est prononcée contre les délinquans, en faveur de ceux qui ont coopéré à la découverte des bureaux de loteries clandestines; ce qui est un appui donné à la délation : les greffiers des tribunaux sont tenus, en conséquence, de remettre, sans autres frais que le remboursement du papier timbré, à l'administration de la loterie ou à ses inspecteurs, des extraits des jugemens de condamnations qui interviennent en cette matière, au désir de l'article 1.er du décret du 25 septembre 1813.

L'article 2 du même décret porte, que tout jugement rendu en exécution de l'article 410 du Code pénal, pour le fait de loteries clandestines, doit être affiché aux frais du condamné

XVIII. Par décret du 13 août 1811, les dispositions de l'article 410 ont été déclarées communes *aux propriétaires de petits théâtres et spectacles de tous genres, bals masqués et concerts*, qui n'en auraient pas fait la déclaration à l'autorité publique, et qui n'auraient pas obtenu la permission de les ouvrir; ce qui ne peut s'étendre aux bals, fêtes et concerts que les particuliers donnent dans leur maison.

ARTICLE CCCCXI.

Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêt sur gages ou nantissement, sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux règlemens, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domicile et profession des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs à deux mille francs.

OBSERVATIONS.

I. La loi du 16 pluviose an 12, supprima tous les établissemens connus sous les noms de mont-de-piété, maison de prêt ou de nantissement; la même loi fit défense d'en établir de nouveaux sans une autorisation spéciale du Gouvernement; et ç'a été pour réprimer les contraventions à ce commandement de la loi, qu'a disposé l'article 411 du Code pénal: ainsi, tout individu qui aurait établi une maison de prêt sur gages ou sur nantissement, sans en avoir obtenu l'autorisation légale, devrait être poursuivi et condamné à l'emprisonnement et à l'amende, d'après les bases établies audit article 411, sauf à n'appliquer au prévenu que l'article 463, au cas de circonstances atténuantes, et où le préjudice causé n'aurait pas été d'une valeur de plus de 25 francs. (*Arrêt déjà cité du 12 octobre 1811.*)

II. Ce n'est pas seulement pour le cas où l'on aurait établi une maison de prêt sur gages ou nantissement, sans autorisation légale, que des peines sont prononcées; l'autorisation légale aurait été accordée, que si le propriétaire de l'établissement n'avait pas tenu de registres, ou que s'il ne les avait pas tenus conformément aux règlemens, il aurait encouru les mêmes peines.

III. Mais il faut avoir tenu une maison de prêt sur *gages ou nantissement;* c'est le fait *substantiel et caractéristique* du délit, et il doit par conséquent être formellement déclaré par le jugement à la charge du prévenu, pour autoriser sa condamnation : *sic jud.*, le 9 mars 1819; la Cour royale avait prononcé la condamnation du prévenu aux peines portées en l'article 411, sur la simple déclaration *qu'il avait tenu une maison de prêt sans autorisation :* son arrêt fut cassé.

IV. Le 15 juin 1821, la Cour de cassation rejeta le pourvoi d'un condamné aux peines prononcées par l'article 411. Le prévenu faisait résulter son moyen de cassation de ce qu'il avait été reconnu et déclaré constant par l'arrêt, que les marchandises trouvées dans sa maison ne lui avaient été livrées *qu'à faculté de rachat* et de ce que ses fonctions *de répétiteur à l'Université* étaient incompatibles avec la tenue d'une maison de prêt sur gages : l'arrêt de rejet fut motivé, « sur ce que 1.° il avait été déclaré en fait, par le jugement attaqué, que P... » avait tenu une maison de prêt sans autorisation, et qu'il ne pouvait plus » dès-lors être question devant la Cour, d'examiner si ce fait était incompatible » avec la qualité de répétiteur que prenait le demandeur; que d'ailleurs rien » n'empêchait qu'avec cette qualité il n'eût tenu, au lieu de son domicile, une » maison de prêt; 2.° sur ce qu'il avait été pareillement déclaré en fait que » les *ventes à retraits* alléguées par P... n'étaient *qu'une tournure imaginée* pour » déguiser le prêt sur gage; que dès-lors l'article 1659 du Code civil ne pouvait » recevoir aucune application *à ces ventes simulées.* »

V. C'est à l'autorité administrative de fixer le taux des intérêts qui doivent être perçus par les teneurs de maisons de prêt sur gages ou nantissement : s'ils excédaient ce taux, ils se rendraient coupables *d'usure;* mais ce n'est pas *un excédent d'intérêts* que les sommes qui peuvent être perçues à titre *de frais de vente* des objets engagés, la fixation en étant abandonnée à leur discrétion lorsque l'autorité compétente n'y a pas pourvu, mais sans que toutefois, ils puissent excéder leur véritable valeur; s'il y avait demande formée en restitution du trop perçu, les tribunaux en deviendraient les appréciateurs, et ce serait *aux tribunaux civils* qu'il faudrait s'adresser pour en obtenir la fixation, ainsi qu'il fut jugé par arrêt du 22 mai 1813.

Si le teneur de la maison de prêt avait *habituellement* perçu des frais de vente *excessifs*, il en aurait nécessairement exigé *d'usuraires*, et, sans aucun doute alors, il pourrait être traduit devant le tribunal correctionnel et condamné comme *fauteur d'usure*, par application de la loi du 3 septembre 1807.

VI. Ce ne serait pas comme *concussionnaire* que le teneur d'une maison de prêt devrait être condamné, pour avoir perçu des intérêts au-dessus du taux

légal, si c'était *pour son propre compte* qu'il eût régi son bureau ; lors même qu'il aurait été autorisé dans sa tenue par l'autorité supérieure, cette autorisation ne lui aurait pas, en effet, imprimé le caractère de fonctionnaire public ; la Cour de cassation l'avait ainsi jugé le 16 pluviose an 12, sous l'empire de l'ancienne législation, et elle le jugea de même sous la nouvelle, par arrêt du 4 juin 1812. Dans l'espèce de cet arrêt, L... avait été renvoyé devant le tribunal correctionnel par la chambre d'accusation, comme prévenu de s'être rendu coupable de *concussion* en percevant de plus forts intérêts que ceux qui avaient été réglés par l'autorité administrative ; L... était un ancien teneur de maison de prêt sur gages ; et il avait été autorisé par le préfet de son département à continuer de la tenir *en son nom, pour son propre et privé compte*, jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné ; aussi, sur son pourvoi contre l'arrêt de renvoi devant le tribunal correctionnel, cet arrêt fut-il cassé : « attendu qu'il » résultait de l'instruction ainsi que des faits reconnus par l'arrêt dénoncé, » que L... n'était, à l'époque du fait qui lui est imputé, ni fonctionnaire, ni » officier public, ni commis à la perception d'aucuns deniers ou contributions » publiques ; que seulement il avait un établissement de prêt sur gages, autorisé, » à la vérité, par l'autorité locale ; mais qu'il n'en tenait pas moins son établis- » sement *en son propre nom et exclusivement pour son compte particulier ;* — Qu'il » ne pouvait donc, à raison de son dit établissement, être compris dans la classe » des personnes désignées par la loi comme pouvant se rendre coupables du » fait de concussion ; — Qu'il suit de là qu'en le renvoyant à la police correction- » nelle, comme prévenu d'un fait punissable, d'après l'article 14 de la 5.me section du titre 1.er de la 2.e partie du Code pénal de 1791, et l'article 174 du » Code pénal actuel, la Cour de Rouen a faussement appliqué ces articles et » violé les règles de compétence établies par la loi. »

Si L... n'avait pas régi sa maison en son nom et *exclusivement* pour son propre compte, que le trésor public ou les hôpitaux eussent eu des prélèvemens à faire sur les intérêts à percevoir, il aurait nécessairement été commis à la perception de deniers publics, et par suite, il aurait évidemment pu être poursuivi comme concussionnaire : il n'aurait pas, à la vérité, porté préjudice au trésor public ni aux hôpitaux, en percevant des intérêts usuraires, auxquels il aurait pu même les faire participer ; mais il n'y aurait pas moins eu *concussion*, dans son fait, en ce qu'il aurait abusé de sa qualité pour extorquer aux emprunteurs des sommes qu'il n'aurait pas été autorisé de percevoir.

§. IV.

Entraves apportées a la liberté des enchères.

Article CCCCXII.

Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par voies de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs au moins et de cinq mille francs au plus.

La même peine aura lieu contre ceux qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs.

Observations.

I. Ce genre de délit se trouvait déjà réprimé par les lois des 22 juillet 1791 et 7 messidor an 2.

La première de ces lois ne prononçait, comme l'a fait depuis le Code pénal, que des peines *correctionnelles*, lorsque celle de messidor an 2, infligeait celle *des fers* contre les *fonctionnaires publics, gardiens ou dépositaires* qui s'en étaient rendus coupables, de quelques moyens qu'ils eussent usé, pour empêcher que les meubles ou immeubles mis en vente, et *appartenant à l'Etat*, fussent portés à leur juste valeur.

Ce ne sont plus que des peines *correctionnelles* qui deviendraient applicables même aux *fonctionnaires publics, gardiens et dépositaires des choses mises aux enchères ou en soumissions*, qui s'en trouveraient prévenus, sauf, au cas où ce seraient *des fonctionnaires ou officiers publics* qui en seraient déclarés convaincus, à prononcer contre eux la peine au *maximum*, aux termes de l'article 198.

II. L'article 412 a rangé sur la même ligne, les *soumissions* et les *enchères*; il reçoit une application nécessaire aux choses *mobilières* et aux choses *immobilières*; aux adjudications *d'usufruit*, de *locations*, *d'entreprises de fournitures*,

d'exploitation ou d'un service quelconque, comme aux aliénations de *propriétés*.

III. Le délit est le même, que les enchères ou les soumissions aient été troublées ou entravées *avant* ou *pendant* qu'il y est procédé; qu'elles l'aient été *par voies de fait, violences ou menaces*, ou que les enchérisseurs aient été écartés *par dons ou promesses :* dans tous ces cas le prévenu doit être condamné *à l'emprisonnement et à l'amende*, excepté, toutefois, l'application de l'art. 463, aux cas de circonstances atténuantes, et où le dommage causé n'excéderait pas 25 francs; ce qui ne peut recevoir d'application *aux fonctionnaires ou officiers publics* agissant dans l'exercice de leurs fonctions, d'après les dispositions spéciales de l'article 198.

IV. Lorsqu'il y a preuve qu'il a été fait emploi de l'un des moyens énoncés en l'art. 412, pour troubler la liberté des enchères ou des soumissions, il n'y a pas à examiner si les choses ont été portées *à leur juste valeur;* il y a délit punissable.

V. Mais, il ne suffirait pas de la déclaration faite au jugement de condamnation que les enchères ou les soumissions auraient été *entravées ou troublées* par le prévenu; il devrait être expliqué par quels moyens il serait parvenu à les entraver ou à les troubler, et pour légitimer la condamnation il faudrait de plus, que les moyens employés eussent porté l'un des caractères exprimés au présent article.

VI. L'article 412 ayant parlé, *sans restriction*, des entraves et troubles apportés à la liberté des enchères et soumissions, reçoit une application nécessaire à toutes les adjudications faites soit en justice, soit par voie administrative, soit même à celles auxquelles il serait procédé devant notaire, que les choses appartinssent *à l'État* ou à de simples *particuliers*.

VII. L'article 412 n'ayant pas assimilé *la tentative*, au cas particulier, à la *consommation du délit*, il faudrait qu'il résultât de l'instruction et des débats, que les enchères ou les soumissions auraient été *réellement* troublées ou entravées, pour que les dispositions de cet article devinssent applicables.

VIII. L'article 412, ni aucun autre du Code, ne prononce de peines contre ceux qui auraient été écartés des enchères ou soumissions par suite *de dons ou promesses mêmes agréés;* mais, *en les agréant*, ne se sont-ils pas rendus les *complices* de l'auteur du délit? N'ont-ils pas *préparé et facilité* son exécution? On peut opposer que, s'il avait été dans la pensée du législateur que l'on pût se rendre complice de ce genre de délit par une pareille voie, il l'aurait formellement déclaré, et que ne l'ayant pas fait, l'on doit supposer qu'il ne l'a pas voulu; qu'il peut en avoir eu de bonnes raisons; que ç'aurait été se priver, en effet, *des seules preuves* que l'on aurait pu se procurer, en beaucoup d'occasions, de la

culpabilité de l'auteur du délit, en forçant nécessairement les prétendus complices au silence, pour ne pas se trouver eux-mêmes personnellement compromis : aussi, et par suite, le Code n'a-t-il pas prononcé la *confiscation des sommes reçues*, ce qu'il n'aurait pas manqué de faire, s'il avait pensé que celui qui les aurait reçues dût être considéré et puni comme *complice*, ce qu'il n'a pas hésité de déclarer, toutes les fois qu'il a fait résulter la complicité d'une pareille coopération au délit.

IX. Le législateur ne s'est pas occupé de la question de savoir si, lorsqu'il est prouvé que les enchères ou soumissions ont été troublées ou entravées, l'adjudication doit être annullée ; il a laissé les choses à cet égard dans les termes du droit commun : mais, si la partie qui prétendrait avoir été lésée par le délit, intervenait sur la plainte, le tribunal saisi serait autorisé de lui adjuger une indemnité proportionnée à la perte qu'elle aurait éprouvée.

§. V.

VIOLATION DES RÈGLEMENS RELATIFS AUX MANUFACTURES, AU COMMERCE ET AUX ARTS.

ARTICLE CCCCXIII.

Toute violation des règlemens d'administration publique, relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger, et qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions et la nature de la fabrication, sera punie d'une amende de deux cents francs au moins, de trois mille francs au plus, et de la confiscation des marchandises. Ces deux peines pourront être prononcées cumulativement ou séparément, selon les circonstances.

OBSERVATIONS.

I. Cet article ne prononce pas la peine de *l'emprisonnement ;* le délit qu'il réprime n'emporte pas même *nécessairement* la condamnation *à l'amende ;* le tribunal peut ne prononcer que *la confiscation des marchandises ;* mais il lui est loisible de prononcer *cumulativement* les deux peines de confiscation et d'amende.

II. Pour rentrer dans l'application de l'article 413, il faut qu'il y ait eu violation des règlemens relatifs à *l'exportation* de marchandises *fabriquées en France*, et qu'elle ait porté sur leur *qualité*, leurs *dimensions* ou *sur la nature de leur fabrication*; car tout est de rigueur en matière *pénale*; il ne peut y avoir *de faits punissables*, que ceux auxquels la loi a imprimé le caractère de délit, et le Code ne l'a imprimé, dans l'espèce particulière, qu'à la réunion des circonstances mentionnées audit article.

III. L'article 413 n'a pas parlé des marchandises *destinées à l'exportation*, mais restrictivement de celles *qui s'exporteront* à l'étranger; d'où l'on doit conclure, qu'elles devraient avoir été *expédiées* et avoir été *saisies* dans l'exportation; qu'il ne suffirait pas qu'il fut constaté qu'elles seraient de mauvaise qualité et qu'elles n'auraient ni les dimensions, ni la fabrication convenables.

IV. La confiscation ne pourrait en être prononcée lors même qu'elles auraient été expédiées à l'étranger, si elles n'avaient pas été mises sous la main de la justice; mais si c'était dans les magasins du commissionnaire où elles auraient été déposées pour être expédiées à l'étranger, qu'elles eussent été saisies, le donneur d'ordre d'exporter devrait être condamné : quant au commissionnaire il ne pourrait l'être, à moins qu'il ne fût établi qu'il aurait vérifié par lui-même la qualité des marchandises, leur dimension et la nature de leur fabrication, avant que de se charger de l'expédition. Le procès-verbal de saisie serait *nul*, que si les marchandises se trouvaient sous la main de la justice, et qu'elles eussent été fabriquées en violation *des règlemens*, la confiscation pourrait en être prononcée; l'article 413 n'ayant pas mis pour condition, que les marchandises auraient été *saisies*.

V. Les marchandises qui s'expédient à l'étranger, ne sont au surplus saisissables et confiscables, que lorsqu'elles ont été fabriquées en violation de règlemens *d'administration publique :* lorsqu'elles ont les dimensions requises, et que la fabrication en a été faite conformément aux règlemens, elles auraient été plus ou moins bien fabriquées, qu'il n'y aurait pas lieu d'en prononcer la confiscation, ni de condamner le fabricant ou l'expéditionnaire à aucune peine : le législateur s'en est rapporté sur ce point, à l'intérêt bien entendu des manufacturiers et fabricans qui ne peuvent espérer d'obtenir des débouchés pour leur marchandises qu'en les confectionnant bien.

VI. Le but que le législateur s'est-proposé dans cet article a été d'une bonne et sage politique; l'exportation des marchandises provenant de nos manufactures, devant nécessairemeut entrer dans la balance du commerce, et le Gouvernement, par suite, ayant dû employer tous les moyens pour les faire re-

chercher de l'étranger, de ne permettre, en conséquence, l'exportation que des marchandises qui auraient été fabriquées dans les dimensions exigées par les règlemens, et la *nature* de leur fabrication; expressions un peu trop vagues sans doute pour être bien définies, mais dont il est assez facile cependant de se faire une juste idée.

VII. Les chambres consultatives du commerce, qui furent établies par la loi du 22 germinal an 11, furent chargées de faire connaître au Gouvernement, les besoins du commerce et les moyens d'amélioration des manufactures, fabriques, arts et métiers. L'article 4 de cette loi porte, qu'il serait fait, sur l'avis de ces chambres, des règlemens d'administration publique, *relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteraient à l'étranger;* et c'est de ces règlemens que parle l'article 413.

ARTICLE CCCCXIV.

Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de deux cents francs à trois mille francs.

OBSERVATIONS.

I. La coalition suppose un concert pratiqué entre plusieurs personnes pour parvenir au but que l'on se propose.

II. Il y aurait coalition dans le sens de l'article 414, lors même que le concert aurait été formé entre des personnes de divers états ou professions; il suffit qu'elle ait eu pour objet l'abaissement des salaires des ouvriers: elle n'en serait pas moins punissable lorsqu'elle aurait été formée entre des manufacturiers ou fabricans de différentes villes et même de plusieurs départemens; plus elle aurait eu de ramifications, plus elle deviendrait criminelle; mais il ne suffirait pas, pour rendre applicables les dispositions de l'article 414, qu'un manufacturier ou fabricant, quel que fût le nombre de ses ouvriers, eût formé le projet de baisser le prix de leurs salaires: si les ouvriers qu'il emploie ne se contentent pas de celui qui leur est offert, ils peuvent s'engager sous d'autres maîtres.

III. La coalition ne devient criminelle aux yeux de la loi, que lorsqu'elle a

pour objet de forcer *injustement et abusivement* l'abaissement des salaires des ouvriers, ce qui doit dès-lors être formellement déclaré au jugement de condamnation.

IV. Le législateur ne pouvait établir de règles fixes d'après lesquelles on dût décider si la coalition aurait eu réellement pour objet de forcer *injustement et abusivement*, l'abaissement des salaires des ouvriers; il a dû s'en tenir à poser le principe, en renvoyant aux tribunaux le soin d'en faire une juste application.

V. Il est bien entendu que ce n'est pas *d'une force physique* que parle l'article 414; mais *d'une contrainte morale*, en mettant les ouvriers dans la nécessité de rester sans ouvrage ou de travailler pour un salaire si modique qu'ils ne pussent subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

VI. Sur les obligations qui se contractent par la nature des choses, et conséquemment sur celles qui existent entre les ouvriers et ceux qui les emploient, il faut consulter le titre 3 de la loi du 22 germinal an 11.

VII. Quoique l'article 414 ait parlé d'une manière générale, *de la coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers*, il ne doit recevoir toutefois son application que dans ses rapports avec *les manufacturiers, fabricans ou artisans*; l'article 19 du Code rural doit continuer de recevoir son exécution au cas de coalition *de propriétaires ou fermiers* pour faire baisser le salaire des ouvriers qu'ils occupent aux travaux de la campagne, ce Code étant *spécial* sur la matière.

VIII. Il y a coalition punissable, dans le sens de l'article 414, non-seulement lorsqu'elle *a produit son effet*; mais lors même qu'il n'y en aurait eu que la simple *tentative*; ce qu'il y a même de remarquable, c'est que cet article n'exige pas qu'il y en ait eu tentative *légale*; ce qui résulte de ces mots : *suivie d'une tentative* ou *d'un commencement d'exécution*; et, en effet, ces mots : ou *d'un commencement d'exécution*, ne présenteraient aucun sens, s'ils ne devaient pas exprimer qu'il suffirait d'un commencement d'exécution, pour constituer *la tentative légale* en cette matière.

IX. L'article 415, qui s'occupe de la coalition *des ouvriers*, prononce contre eux un emprisonnement d'une durée beaucoup plus longue que ne le fait l'article 414, pour le même fait, contre les maîtres; ce qui peut ne pas paraître fort conséquent; car si les ouvriers se rendent coupables en se coalisant pour exiger des salaires plus élevés que ceux qui leur sont accordés, les maîtres

le sont doublement lorsqu'ils refusent à de malheureux ouvriers le prix réel de leurs sueurs et de leurs travaux : pourquoi d'ailleurs *les chefs des ouvriers* qui se coalisent deviennent-ils passibles *d'un emprisonnement de deux à cinq ans*, lorsque les *provocateurs* mêmes de la coalition *des maîtres* n'encourent que l'emprisonnement *d'un mois ?* Les maîtres peuvent bien être condamnés, il est vrai, à une *amende* en outre de *l'emprisonnement*, et cette amende peut bien être élevée jusqu'à trois mille francs; mais elle ne peut équivaloir à un emprisonnement *de deux à cinq ans*, et encore moins, à la faculté qui est accordée aux tribunaux par l'article 416, de mettre *les chefs des ouvriers* sous la surveillance de la haute police, lorsque, dans aucun cas, les provocateurs de la coalition des maîtres, ne peuvent être soumis à aucune surveillance. Dès que la culpabilité est la même, comment se fait-il que le Code ait mis une aussi grande différence dans l'application des peines?

Article CCCCXV.

Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

Observations.

I. Le Code s'était occupé déjà des *ouvriers*, dans son article 219; il y revient de nouveau dans ses articles 415 et 416.

II. Il ne peut pas plus être permis aux ouvriers de se coaliser pour faire la loi à ceux qui les emploient, qu'il ne peut l'être à ceux-ci de se coaliser pour les priver du fruit de leur travail; mais si les torts de part et d'autre sont égaux, pourquoi les peines à leur appliquer ne sont-elles pas les mêmes?

III. Si l'article 415 ne prononce que la peine de *l'emprisonnement, sans amende*, contre les ouvriers, lorsque l'article 414 en ordonne la cumulation, au cas de coalition des maîtres, l'article 416 autorise, par sa seconde disposi-

tion, les tribunaux à mettre, sous la surveillance de la haute police *les chefs ou moteurs de la coalition*, et l'article 415 autorise de plus à prononcer contre eux un *emprisonnement de cinq années*, lorsque l'emprisonnement des maîtres, fût-il même prononcé au *maximum*, ne peut excéder deux mois, aux termes de l'article 414.

IV. On retrouve, dans l'article 415, sous le rapport de la *tentative*, la même disposition que celle écrite dans l'article 414.

V. L'article 40 du décret du 15 mai 1813, assimile les ouvriers qui ont été commandés *pour la réparation des chaussées du Rhône*, aux ouvriers employés *dans les ateliers;* ce qui déroge, pour ce cas particulier, à l'article 19 du Code rural, et ce qui est une nouvelle preuve, que les articles 415 et 416 du Code pénal n'ont pas dérogé à ce Code dans ses rapports avec les ouvriers qui sont employés aux ouvrages de la campagne.

VI. L'article 415 ne dispose pas uniquement pour le cas où la coalition des ouvriers aurait eu pour objet *d'enchérir leurs travaux;* il y a coalition punissable, de leur part, toutes les fois qu'elle a pour objet *de faire cesser en même temps de travailler dans un atelier, d'y interdire le travail, d'empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général de suspendre, d'empêcher ou enchérir les travaux,* ce qui embrasse *tous les cas;* de sorte que tout ce qui peut résulter de l'indication, qui se lit audit article, *de certains faits* déclarés constitutifs du délit, c'est que *ces faits reconnus et constatés* doivent *nécessairement* emporter *la condamnation* des prévenus, tandis que si l'on ne peut faire résulter la coalition que de faits non exprimés dans l'article, mais que l'on peut simplement supposer tels *par asssimilation*, il rentre dans le pouvoir discrétionnaire des juges de les *apprécier*, d'y trouver ou de refuser d'y voir une véritable culpabilité, dans le sens de l'article 415.

VII. Cette locution de l'article 415 : *toute coalition.... pour faire cesser* EN MÊME TEMPS *de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures*, ne présente pas un sens bien déterminé : faut-il que toutes les conditions qui se lisent dans ce paragraphe, se trouvent réunies, pour constituer le délit? Suffit-il de la réunion de quelques-unes ou même de l'existence d'une seule? Pour exiger leur concours simultané, on peut argumenter de ces expressions : *en même temps*, qui n'auraient plus de sens, au cas où l'on ne leur supposerait pas cette application; mais d'une autre part, on lit dans l'article ces mots : *et* EN GÉNÉRAL *pour suspendre, empêcher ou enchérir les travaux*, ce qui semble laisser toute latitude aux juges en cette matière. Dans cet état de choses, et pour sauver l'incohérence qui paraît résulter de ces termes, *en même temps*, d'une part, et de ceux-ci,

et en général, d'autre part, il faut dire, qu'au cas du concours de toutes les conditions requises par la première disposition de l'article 415, le tribunal saisi ne peut se dispenser de prononcer la condamnation des prévenus, lorsqu'il rentre dans le pouvoir discrétionnaire des juges de ne pas voir une coalition punissable, quand on ne peut la faire résulter que d'un ou de quelques-uns des faits énoncés au dit article.

VIII. Lorsque l'article 415 a parlé de la coalition pour ne pas se rendre ou rester dans l'atelier, *avant ou après de certaines heures*, le législateur a évidemment supposé que ce serait, *avant ou après les heures* fixées *par l'usage dans chaque localité et pour chaque genre de travail;* car il ne peut dépendre de ceux qui emploient les ouvriers de les faire commencer *plus tôt*, et quitter *plus tard*, leur travail dans les ateliers : si l'ouvrage presse et que le maître croit pouvoir y trouver son avantage, il doit convenir avec ses ouvriers d'un dédommagement proportionné au temps qu'il les y retient; mais sans pouvoir les y contraindre : les maîtres qui se coaliseraient pour l'exiger, commettraient un délit qui rentrerait évidemment dans les dispositions de l'article 414.

ARTICLE CCCCXVI.

Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions sous le nom de damnations, *et sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres.*

Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

OBSERVATIONS.

I. Il ne s'agit plus ici de *coalition;* mais de la répression d'un fait que la loi du 23 nivose an 2 avait qualifié *de vol.*

II. Cette loi chargeait les entrepreneurs et chefs d'ateliers, de dénoncer le fait à l'officier de police, lorsqu'il parvenait à leur connaissance : le Code pénal ne leur impose plus la même obligation.

III. La simple *tentative* des délits que réprime l'article 416, n'est pas assimilée au délit *consommé ;* mais il n'y aurait pas *simple tentative*, si les amendes, les interdictions ou toute autre *proscription*, sous quelque dénomination que ce fût, avaient été *prononcées ;* l'article 416 faisant consister le délit dans la *prononciation :* il n'y aurait au contraire, que simple *tentative*, et conséquemment pas de délit punissable, si les amendes, les interdictions et autres proscriptions n'avaient encore été qu'en projet, lors même qu'elles auraient été concertées.

IV. Ce sont les mêmes peines qui doivent être appliquées pour la répression des délits mentionnés au présent article, que celles qu'a prononcées l'article 415 ; d'où suit, que la dernière disposition de cet article n'est applicable qu'aux *chefs* et moteurs, qui peuvent être mis sous la surveillance de la haute police ; ce qui est même purement facultatif de la part des juges.

V. L'article 416 ne fait pas de distinction entre les amendes, interdictions ou proscriptions quelconques qui sont prononcées par les ouvriers contre les chefs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, et celles qui le sont par les ouvriers, les uns envers les autres : mais comment établir qu'il en a été réellement prononcé ? La preuve peut en être rapportée par toutes les voies de droit.

ARTICLE CCCCXVII.

Quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs.

OBSERVATIONS.

I. *Quiconque*, c'est-à-dire *toute personne*, quel que soit d'ailleurs son état ou sa condition.

II. Mais pour rentrer dans l'application de l'article 417, *il faut avoir fait passer des directeurs, commis, ou des ouvriers d'un établissement français à l'étranger ;* il ne suffirait pas de les avoir *engagés à y passer*, lorsqu'on ne leur en aurait pas facilité les moyens ; car le Code n'a pas attaché le caractère de délit *punissable* à la *tentative* d'un pareil fait.

III. Il faut de plus qu'on les y ait fait passer *dans l'intention de nuire à l'industrie française*, et non pas dans la vue d'un *simple établissement de commerce ;*

car c'est de l'industrie française considérée sous ses rapports généraux, que le Code s'occupe, et non pas de quelques *intérêts individuels*.

IV. Il ne serait pas établi que les directeurs, les commis ou les ouvriers que l'on aurait fait passer à l'étranger *auraient nui par ce moyen à l'industrie française*, que celui qui les y aurait fait passer *dans cette intention*, serait punissable aux termes de l'article 417.

V. Cette *intention* constitue une question de *moralité*, dont la solution est abandonnée à la conscience des magistrats; d'où suit que, de quelque manière qu'ils la décident, leur jugement est irréfragable; mais pour mettre leur jugement de condamnation à l'abri de censure, ils doivent déclarer que le prévenu a eu réellement l'intention de nuire à l'industrie française.

VI. L'article 417 n'a pas déclaré ses dispositions communes aux *directeurs*, *commis* et *ouvriers* qui ont été envoyés, ou qui sont passés de leur propre mouvement, à l'étranger dans une pareille intention : à leur égard, c'est aux dispositions de l'article 418 qu'il faut recourir : s'ils y avaient été envoyés et qu'ils y eussent passé dans l'intention de nuire à l'industrie française, il ne serait pas prouvé qu'ils auraient réalisé cette intention, qu'à leur retour en France, ils devraient être poursuivis et condamnés aux mêmes peines que celles qui deviendraient applicables aux personnes qui les y auraient fait passer; car ils se seraient évidemment rendus leurs *complices* : s'ils avaient réalisé l'intention dans laquelle ils y seraient passés de leur propre mouvement, ce seraient les peines prononcées par l'article 418 qui devraient leur être infligées.

VII. Si c'était toute autre personne que des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement français que l'on eût fait passer à l'étranger; ou que n'ayant pas l'une de ces qualités l'on y fût passé soi-même, l'article ne deviendrait plus applicable, lors-même qu'il serait constant que l'on aurait agi dans l'intention de nuire à l'industrie française; mais l'on n'en aurait pas moins fait l'œuvre *d'un mauvais citoyen* : si le législateur n'a pas étendu plus loin sa prévoyance, ce n'a pu être que dans la crainte que l'on abusât de la loi, sous un pareil prétexte, pour exercer des vexations envers les citoyens.

VIII. La personne que l'on aurait fait passer à l'étranger *dans l'intention de nuire* à l'industrie française, *ne serait plus attachée, lors de son départ, à aucun établissement français*, que si cette personne avait été employée dans l'un de ces établissemens, en qualité *de directeur, commis ou même de simple ouvrier*, comme elle en aurait nécessairement connu les secrets, il y aurait évidemment délit dans le sens du présent article; car autrement la loi pourrait être facilement éludée : il suffirait, en effet, que le directeur, le commis, ou l'ouvrier que

l'on aurait fait passer à l'étranger eût quitté quelques mois et même quelques jours à l'avance l'établissement auquel il aurait été attaché, pour mettre en défaut la sage prévoyance du législateur; et l'on ne négligerait jamais de prendre une pareille précaution.

ARTICLE CCCCXVIII.

Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique, qui aura communiqué à des étrangers ou à des Français résidant en pays étranger, des secrets de la fabrique où il est employé, sera puni de la reclusion, et d'une amende de cinq cents francs à vingt mille francs.

Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

OBSERVATIONS.

I. Ce ne seraient plus les dispositions de l'article 417 qui seraient applicables aux directeurs, commis ou employés dans les fabriques françaises, *qui en auraient dévoilé les secrets* à des étrangers, et même à des Français résidant en pays étranger; ils deviendraient passibles de la peine *afflictive et infamante* de la *reclusion* et de plus de l'amende que prononce la première disposition de l'article 418.

II. Cet article établit une distinction remarquable entre le cas où les secrets de la fabrique ont été divulgués à *des étrangers ou à des Français résidant en pays étrangers*, et celui où ils l'auraient été *à des Français résidant en France;* ce qui est fondé en raison; car, dans la première espèce, *l'intérêt public et l'intérêt particulier* se trouvent également blessés, tandis que, dans la seconde, ce n'est que *l'intérêt individuel;* ce qui exigeait une gradation dans les peines à appliquer.

III. L'article 418 assimile *le Français résidant en pays étranger à l'étranger lui-même*, et il suffirait, pour que le délit rentrât dans l'application de cet article, de la simple *résidence* du Français à l'étranger, lors même qu'il ne s'y serait pas fait *naturaliser;* mais *quid*, si le Français *résidant en France* avait un établissement de commerce à l'étranger? Il n'y serait pas résidant *de fait*, sans doute; mais il y serait résidant *de droit*, dans ses rapports avec l'établissement qu'il y

aurait formé, et comme l'objet évident de la loi a été d'empêcher que les secrets des fabriques Françaises passent à l'étranger, elle a voulu, par suite, qu'ils ne pussent être communiqués à ceux qui auraient un intérêt personnel a en abuser de cette manière.

IV. On ne peut pas faire le même reproche au Français qui a divulgué à un autre Français le secret d'un établissement de commerce : il a bien disposé, par ce moyen, de la chose d'autrui contre sa volonté ; mais le délit n'a pas la même gravité ; aussi le Code ne le réprime-t-il que des peines de l'amende et de l'emprisonnement, lors même que le secret aurait été divulgué par le directeur, un commis ou un des ouvriers de l'établissement.

V. Ce serait vainement que l'on prétendrait conclure de ces termes de l'article 418 : *où il est employé*, que le directeur, le commis ou l'ouvrier qui aurait divulgué le secret de la fabrique, devrait y avoir été employé *dans l'instant même* qu'il l'aurait violé, pour faire rentrer son délit dans l'application dudit article : ce n'est pas dans ce sens restreint que l'article doit être entendu ; sa disposition reçoit une application nécessaire aux anciens directeurs, ouvriers ou commis qui auraient divulgué des secrets qu'ils n'auraient connus que par suite d'une confiance forcée : dans tous les cas, ils ne pourraient toujours échapper à leur condamnation ; leur délit rentrerait nécessairement dans les dispositions de l'article 378.

VI. Si c'était le propriétaire de la fabrique qui eût révélé son secret, il n'aurait fait qu'user de son droit de proprieté ; cependant, s'il avait fait passer des directeurs, commis ou des ouvriers de son établissement à l'étranger, dans *l'intention de nuire à l'industrie française*, l'on ne pourrait dire qu'il fût exempt de blâme.

VII. Le fabricant ou manufacturier qui aurait confié son secret à tout autre personne qu'aux directeurs, commis et ouvriers de son établissement, cette personne en aurait abusé qu'il ne pourrait en imputer la faute qu'à lui-même. En violant le secret qui lui aurait été confié, le confident aurait bien commis une infidélité ; mais il ne se serait pas rendu coupable de délit aux yeux de la loi : le fabricant ne se serait pas fondé dans la plainte qu'il porterait en justice à raison d'un pareil fait.

VIII. Il ne suffit pas d'être ou d'avoir été le directeur, le commis ou l'ouvrier *dans une fabrique quelconque*, pour rentrer dans l'application de l'article 418 ; il faut l'avoir été dans *la fabrique* dont on a divulgué le secret.

IX. Le législateur ne pouvait avoir oublié les funestes résultats de la révocation de l'édit de Nantes, et il a dû prendre, en conséquence, toutes

les précautions imaginables pour qu'après s'être élevée à un aussi haut degré de supériorité dans la fabrication de ses marchandises, par suite de la suppression *des maîtrises et jurandes*, la France ne vînt pas à en perdre le fruit.

ARTICLE CCCCXIX.

Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des sur-offres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne la pas vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est pas d'une manière *limitative* que parle l'article 419, dans l'indication qu'il fait de quelques-uns des moyens qui peuvent être employés pour faire hausser ou baisser le prix des denrées, marchandises, papiers et effets publics; ce qui résulte clairement de la locution dont le législateur a usé, en disant : *ou qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse*, etc.; expressions qui furent ajoutées au projet qui avait été présenté, sur l'observation que fit M. le Conseiller-d'État Faure, *que les moyens de commettre le délit prévu par cet article étaient si multipliés, qu'il ne serait pas plus facile de les détailler que de les prévoir.*

II. Ce qui résulte uniquement de ce que l'article a parlé, *de voies et moyens frauduleux quelconques* sans les préciser, lorsqu'il venait d'en préciser quelques-uns, c'est que les tribunaux doivent nécessairement prononcer la condam-

nation des prévenus, quand les faits déclarés à leur charge se trouvent être précisés dans l'article, tandis que s'ils ne le sont pas, tout rentre à cet égard dans le pouvoir discrétionnaire des tribunaux, pour en apprécier le caractère.

III. Mais les manœuvres pratiquées pour faire hausser ou baisser le prix des denrées ou marchandises, doivent-elles avoir produit leur effet, pour que la peine prononcée par l'article 419, devienne applicable à leur auteur? Cet article porte : *que tous ceux qui, par des faits faux...* AURONT OPÉRÉ *la hausse ou la baisse...*; d'où résulte, que la hausse ou la baisse doit en avoir été le *résultat* : si de pareilles manœuvres ne l'avaient pas produite, il n'y aurait eu que simple *tentative du délit*, et la *tentative* en cette matière n'a pas été mise par le Code au rang des délits *punissables*. Cependant, la Cour de Caen avait jugé qu'il suffisait que des manœuvres eussent été employées, à cet effet, pour faire appliquer au prévenu, les peines prononcées par l'article 419; mais son arrêt fut cassé le 17 janvier 1818 : Thomas D... avait été traduit devant le tribunal correctionnel du ressort, comme prévenu *d'avoir, par des bruits faux semés à dessein, occasionné une augmentation dans le prix des grains, à la halle de la ville de Falaise*, et la Cour royale l'avait condamné à deux mois d'emprisonnement et à mille francs d'amende, en motivant son arrêt, sur ce qu'en alléguant avoir vendu 75 fr. le sac de blé qu'il n'avait vendu que 70 fr., le prévenu *n'avait pu avoir d'autre dessein que de tendre à élever la cherté du grain, en faisant fixer le cours du prix du blé au moins à ce prix, et à empêcher qu'il ne descendît au-dessous*; sans ajouter, qu'il s'était opéré *une hausse effective dans le prix du blé, par suite de cette fausse allégation*; de sorte que ce n'était que pour avoir fait une fausse déclaration dans le dessein de faire hausser le prix du grain, que le prévenu avait été condamné; ce qui donna lieu, devant la Cour de cassation, d'examiner la question de savoir si l'article 419 pouvait recevoir son application au cas *où la hausse ou la baisse* des denrées ou marchandises, n'aurait pas été le résultat des manœuvres frauduleuses qui auraient été employées pour y parvenir : la Cour se décida pour la *négative*; « Attendu que ledit article 419 déclare punissables ceux qui, » par des faits faux ou par des voies et moyens frauduleux quelconques, auront » *opéré* la hausse ou la baisse du prix des denrées, *etc.*, et qu'il ne parle pas de » ceux qui auront *tenté* d'opérer cette hausse ou cette baisse : que D... qui, par » sa fausse déclaration, a eu dessein *de tendre à opérer*, mais qui n'a point été » reconnu coupable *d'avoir opéré réellement* une augmentation dans le prix du » blé au marché de Falaise, n'a donc pas commis le délit des articles 419 et 420 » du Code pénal; que quand sa blâmable intention de faire augmenter le prix » du grain aurait été accompagnée des circonstances énoncées dans l'article 2

» de ce Code, il n'aurait donc toujours été coupable que d'une *tentative* de ce » délit ; — Que l'article 3 disant que les tentatives de délit ne sont consi- » dérées comme délit, que dans les cas déterminés par une loi spéciale, et » ni ce Code, ni aucune loi n'ayant mis le délit de l'article 419 au rang de ceux » dont la tentative est considérée comme le délit consommé, il en résulte, par » une conséquence nécessaire, que même en supposant au fait déclaré constant » par la Cour, le caractère d'une tentative du délit de l'article 419, D... ne » pouvait, à raison de ce fait, être soumis aux peines desdits articles 419 et 420 : » que l'arrêt attaqué n'a donc pu prononcer sa condamnation qu'en violant for- » mellement l'article 3 du Code pénal, et en faisant une fausse application des- » dits articles 419 et 420 du même Code. »

IV. Les dispositions de ces articles pourraient produire les résultats les plus salutaires, si leur exécution était mieux surveillée et sur-tout dans les opérations de la bourse où la hausse et la baisse qu'éprouvent les effets publics, ne sont le plus souvent que le résultat de fausses nouvelles répandues à dessein. Mais, il arrive malheureusement trop souvent, que l'on ferme les yeux sur les faits les plus désastreux, pour ne s'attacher qu'à de misérables intrigues, qui n'ont de consistance que par l'importance que leur donnent les poursuites que l'on en fait.

V. Lorsqu'il s'agit de manœuvres employées pour faire hausser ou baisser le prix *des grains ou boissons*, ce n'est plus l'article 419 qu'il faut consulter pour l'application des peines, mais les dispositions de l'article 420 : dans l'un comme dans l'autre de ces articles, le condamné peut être mis sous la surveillance de la haute police, ce qui est une mesure purement facultative.

Article CCCCXX.

La peine sera d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende de mille francs à vingt mille francs, si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson.

La mise en surveillance qui pourra être prononcée, sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

Observations.

I. Nous venons de faire observe que la mise en surveillance du condamné

était purement *facultative* dans le cas de l'application de l'article 420 comme elle l'est dans celle de l'article 419, à quoi nous devons ajouter que, quoique ni l'un ni l'autre de ces articles ne portent que la durée de la mise en surveillance *ne commencera à courir* que du jour où le condamné aura subi sa peine, cette disposition s'y trouve nécessairement sous-entendue ; de sorte que c'est seulement à compter du jour où le condamné a subi *l'emprisonnement* auquel il a été condamné, que la durée de sa mise en surveillance doit commencer à courir.

II. L'article 420 n'est que le corollaire de l'article 419, il ne peut recevoir d'application que dans le même cas ; c'est-à-dire, dans celui où les manœuvres pratiquées par le prévenu ont réellement fait hausser ou baisser le prix des grains ou boissons : les deux articles ne diffèrent que quant à la *qualité* des marchandises et au plus ou moins de sévérité des *peines* qu'ils prononcent.

III. Cet article comprend dans la généralité de ses expressions, *tous les grains et grenailles*, comme aussi *toutes les boissons.*

ARTICLE CCCCXXI.

Les paris qui auront été faits sur la hausse ou la baisse des effets publics, seront punis des peines portées par l'article 419.

OBSERVATIONS.

Si cet article ne se trouvait pas expliqué par l'article 422, il n'y aurait pas de joueur à la bourse qui ne se trouvât passible des peines prononcées par l'article 419 ; car acheter des effets publics pour les revendre, c'est bien évidemment faire le pari que ces effets ne resteront pas stationnaires. La disposition de l'article 421 exigeait, dès-lors, l'explication que lui a donnée l'article 422 ; mais ce serait abuser étrangement de cet article que de supposer, qu'il n'y aurait de paris punissables, en cette matière, que ceux que l'on pourrait faire résulter de la disposition dudit article 422 ; car sans acheter ni vendre une quantité déterminée d'effets, on aurait pu *parier* qu'ils hausseraient ou qu'ils baisseraient à telle ou telle époque, et bien assurément le délit rentrerait alors dans la disposition de l'article 421.

ARTICLE CCCCXXII.

Sera réputée pari de ce genre, toute convention de vendre ou de livrer des effets publics qui ne seront pas prouvés par le vendeur avoir existé à sa disposition au temps de la convention, ou avoir dû s'y trouver au temps de la livraison.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque l'on achète des effets publics pour faire emploi de ses capitaux, ce n'est pas ce que l'on peut appeler un véritable pari ; c'est un simple placement de fonds dans les effets publics, placement qu'il est aussi loisible de faire que celui d'acheter des immeubles ou des marchandises, et qu'il importe même de favoriser dans l'intérêt du trésor public : aussi les opérations de ce genre se consomment-elles, soit par le simple *transfert* sur le grand livre de la dette publique, lorsqu'il s'agit de la rente consolidée, soit par la remise de la main à la main des effets payables au porteur.

II. Il n'y a *de véritables paris* que ceux qui se font sans qu'il y ait aucune réalisation d'effets ou d'argent qui les représente, et voici ce qui se pratique dans ces occasions : celui qui veut jouer charge un agent-de-change de lui acheter ou lui vendre une certaine quantité de rentes, d'actions de la banque, d'annuités ou d'autres effets du trésor, sous la condition que les effets achetés ou vendus ne seront livrables ou payables que fin de mois ou à tout autre époque déterminée : l'époque arrivée, on calcule la valeur à laquelle se trouvaient portés les effets achetés ou vendus au jour de la convention, avec celle qu'ils ont le jour de l'échéance, et cette opération fixe le bénéfice ou la perte de chacun des joueurs, ce qui s'appelle *différence*, en style de bourse, et ce qui ne donne lieu ni à transfert, ni à remise d'effets.

C'est cet agiotage que l'article 422 a voulu prévenir, il est, en effet, l'une des plaies les plus profondes pour le commerce et pour les particuliers qui se livrent à de pareilles spéculations ; son résultat nécessaire étant leur ruine plus ou moins rapprochée; trop d'exemples le confirment chaque jour pour que l'on puisse élever, à ce sujet, le moindre doute ; il nous semblerait, dès-lors, entrer dans les devoirs les plus impérieux des officiers de police, d'exercer sur ce genre de délit une surveillance toute particulière, seul moyen d'arrêter un tel brigandage ; car en se ruinant, on ruine ses créanciers, et c'est un vol patent qu'on leur fait. La loi met au

pouvoir de ces officiers tous les moyens de remédier au mal, de pareils marchés ne pouvant se faire que *par l'entremise des agens-de-change*, qui doivent tenir registre jour par jour, sans aucun blanc ni interversion, des ventes et achats qu'ils sont chargés de faire, et du nom des personnes qui les emploient; étant de plus obligés de communiquer leurs carnets à l'autorité publique sur sa réquisition : il suffirait de quelques exemples de sévérité pour mettre fin à de semblables monstruosités, ils feraient sur les esprits une impression plus forte que des textes de lois que l'on croit pouvoir violer aussi impunément.

III. Ce serait au prévenu de s'être rendu coupable du délit prévu et puni par l'article 422, à rapporter la preuve qu'il avait réellement à sa disposition, au temps de la convention, les papiers ou effets publics qu'il a vendus, ou du moins que ces effets devaient être en sa possession lorsqu'il aurait dû en faire la remise : la loi ne lui offre pas d'autre moyen de justification.

IV. Mais lorsque le vendeur ne rapporte pas cette preuve et qu'il rend, par l'impossibilité où il se trouve de le faire, sa condamnation inévitable, l'acheteur doit-il être puni comme s'étant rendu le *complice* du délit? Ce ne serait pas un point douteux, *s'il était de la connaissance de l'acheteur*, que son vendeur n'avait pas réellement en sa puissance et qu'il ne pourrait se procurer, en temps opportun, les effets vendus pour en faire la remise; car il aurait nécessairement coopéré volontairement au délit, en *facilitant au vendeur* les moyens de le commettre; dans tous les cas, si l'acheteur était mis en jugement, il devrait justifier qu'il aurait pu satisfaire aux engagemens qu'il aurait contractés.

V. La simple proposition de vendre ou d'acheter, lors même qu'elle aurait été publique et qu'elle aurait reçu un commencement d'exécution, ne constituerait pas le délit prévu et puni par les articles 421 et 422, la tentative de ce délit n'ayant pas été assimilée par le Code au délit consommé.

VI. L'article 421 ayant parlé des effets publics *en général*, a compris nécessairement dans la généralité de ses expressions, les paris sur la hausse ou la baisse des effets publics étrangers, comme ceux sur la hausse ou la baisse des effets nationaux : l'immoralité de l'action est la même : cependant on peut dire que les papiers publics étrangers n'ayant le caractère que de papiers privés en France, la hausse ou la baisse de ces effets n'intéresse pas la fortune publique; que les conventions qui s'y rapportent ne peuvent être considérées que comme de simples contrats *aléatoires*, dont le sort est fixé par les disposi-

tions du Code civil : mais il n'y en a pas moins eu *paris* sur des effets publics, et les articles 421 et 422 du Code pénal sont spéciaux sur la matière.

VII. Le vendeur ni l'acheteur n'auraient pas d'action recevable en justice l'un envers l'autre pour se faire payer du bénéfice qui serait résulté de semblables conventions : l'article 1965 du Code civil porte, en effet, que *la loi n'accorde aucune action pour une dette du jeu ou pour le paiement d'un pari* ; mais la restitution des sommes volontairement payées ne pourrait être réclamée : (*Art.* 1967 *du même Code*) ; c'est ce qu'a jugé la Cour de Paris, par application dudit article 1965, mais il y a eu recours en cassation contre son arrêt, et si le pourvoi est jugé avant la publication de ce volume., nous en ferons note dans l'appendice.

VIII. L'agent-de-change qui aurait fait l'avance de la *différence*, dans l'intérêt de son client, aurait-il une action recevable à exercer contre celui-ci pour en réclamer le montant? *Sub judice lis est :* bien des gens pensent que l'agent-de-change qui se serait prêté à cette opération, sans avoir exigé qu'il lui fût justifié des facultés de son client avant que de se livrer aux achats d'effets publics qui lui sont commandés, se serait rendu le complice du délit qu'il aurait ainsi facilité ; et sur-tout s'il était bien acquis qu'il fût instruit, lors de la vente ou de l'achat dont il se serait rendu l'intermédiaire, qu'il s'agissait d'un simple *jeu de bourse*.

IX. Un moyen qui serait plus efficace que tous les autres, pour arrêter le désordre que produit un pareil état de choses, serait d'autoriser les tribunaux à prononcer la confiscation des sommes qui auraient fait la matière du pari, et d'en rendre les agens-de-change responsables ; l'on y penserait alors plus d'une fois avant que de risquer sa fortune à un jeu où l'on pourrait avoir tant de chances de pertes.

X. En renvoyant pour l'application des *peines*, à celles qui ont été prononcées par l'article 419, l'article 422 a évidemment sous-entendu que les condamnés pourraient être mis *sous la surveillance de la haute police ;* car l'article 11 a *placé le renvoi sous cette surveillance* au rang *des peines criminelles et correctionnelles.*

ARTICLE CCCCXXIII.

Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises ; quiconque, par usage de

faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs.

Les objets du délit, ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués: les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués, et de plus seront brisés.

Observations.

I. La disposition de cet article s'applique *à toutes personnes :* le mot *quiconque*, par lequel l'article commence, ne peut laisser de doute sur ce point important.

II. La loi du 22 juillet 1791, tit. 2, art. 39, avait déjà mis au rang des délits punissables la vente des matières d'or ou d'argent sous un titre inférieur à celui de sa véritable valeur, et celle de pierres fausses vendues pour fines. Le Code a été plus loin; il a étendu ses dispositions à quiconque aurait trompé *sur la nature de toutes marchandises;* mais il faut que ce soit *sur leur nature;* d'où suit que, si l'acheteur ne l'avait été que *sur la qualité ou sur le prix,* le fait sortirait de l'application de l'article 423. C'est à l'acheteur, en effet, à se défendre du prix et à s'assurer que la marchandise qui lui est vendue est de bonne qualité; cependant, si le vendeur avait usé *de manœuvres frauduleuses* pour tromper l'acheteur sur la qualité ou sur le prix, et que ces manœuvres donnassent au fait le caractère d'une *escroquerie*, le prévenu devrait être condamné aux peines prononcées par le Code pour la répression de ce genre de délit : il ne s'agirait plus de l'application à faire du présent article.

III. Ces expressions de l'article 423 : *sur la nature de toutes marchandises*, ne sont pas applicables *aux matières d'or ou d'argent, ni aux pierres fausses vendues pour fines*, dans ce sens que, quant *aux matières d'or ou d'argent,* il suffit que l'acheteur ait été trompé *sur le titre*, et que, quant *aux pierres fines,* il l'ait été *sur la qualité* ; c'est-à-dire, que ce soit des pierres *fausses* qui aient été vendues pour *fines*, ou que l'or et l'argent aient été livrés *au-dessous du titre.*

IV. La pierre vendue comme *fine* l'aurait été réellement, que si elle avait été d'une *autre nature* que celle pour laquelle elle aurait été achetée, elle serait

fausse *comparativement*; mais, comme ce n'aurait pas moins été une pierre *fine* qui aurait été livrée le fait ne rentrerait pas dans la disposition de l'article 423 : ce ne serait plus qu'une marchandise *sur la nature* de laquelle l'acheteur aurait été trompé, l'article 423 n'ayant disposé, d'une manière *spéciale*, que pour le cas où des pierres *fausses* auraient été vendues pour *fines;* il n'y aurait donc, pour l'acheteur, que la ressource d'invoquer les dispositions de l'article du Code, relatif à *l'escroquerie*, si le vendeur avait usé de manœuvres frauduleuses pour parvenir à ses fins.

V. L'acheteur n'aurait pas été trompé sur la *nature* et la *qualité* de la chose, que, s'il l'avait été sur la *quantité* par l'emploi *de faux poids ou de fausses mesures*, le délit n'en rentrerait pas moins dans la disposition de l'article 423.

VI. *Par faux poids ou fausses mesures*, l'on ne doit pas entendre *les anciens poids ou mesures* auxquels de nouveaux ont été substitués, quoique la loi existante en ait interdit l'usage; l'emploi qui aurait été fait des anciens ne constituerait qu'une simple contravention de police, aux termes de la dernière disposition de l'article 424 : mais l'acheteur aurait été trompé, qu'il n'aurait aucune action en indemnité à exercer, si cet emploi avait eu lieu de son consentement.

VII. La disposition de l'article 423 n'est pas applicable aux *bouchers ni aux boulangers et autres marchands de comestibles* qui auraient trompé les acheteurs sur la quantité; la peine qu'ils encourent par cette contravention est celle de simple police : *sic jud.* à l'égard des *boulangers*, par arrêts des 14 janvier et 12 août 1813; « attendu, porte ce dernier arrêt, qu'il résulte évidemment du » contexte de l'article 423, que les peines qu'il prononce, ne sont point ap- » plicables indistinctement à tous les cas où l'acheteur a été trompé sur la » quantité des marchandises à lui vendues, mais seulement au cas où cette » fraude aurait été commise par l'emploi *de faux poids ou de fausses mesures;* — » Que, dans l'espèce, le prévenu n'a point été convaincu d'avoir fait usage dans » son commerce de faux poids ou de fausses mesures; — Que le seul fait dont » il a été convaincu, c'est d'avoir exposé en vente, dans sa boutique, des » pains *qui n'avaient pas le poids déterminé par les règlemens de police;* mais que » cette contravention n'était punissable que des peines de simple police, confor- » mément aux dispositions contenues au titre XI de la loi des 16-24 août 1790; » — Que cette juridiction des tribunaux de police sur le fait dont était prévenu » le réclamant, a même été reconnue et consacrée par l'article 16 du décret » du 12 décembre 1812.... »

VIII. Ce serait évidemment faire usage de faux poids ou de fausses mesures, que de s'en servir après en avoir diminué la pesanteur ou la capacité, lors même que ce serait de poids et mesures autorisés dont on aurait fait emploi, leur eût-on conservé l'apparence de poids ou de mesures de la pesanteur ou capacité exigées par les règlemens, pour parvenir avec plus de facilité à tromper les acheteurs.

IX. Les faux poids et fausses mesures doivent être confisqués; mais les marchandises vendues ne doivent l'être qu'autant qu'elles se trouvent encore appartenir au vendeur, ce qui est juste; car, l'acheteur déjà trompé sur le poids ou sur la mesure, ne pourrait souvent exercer qu'un recours inutile, ce qui le rendrait doublement victime de la fraude dont il aurait été l'objet.

X. Outre la peine de *l'emprisonnement* et la *confiscation* des faux poids et mesures et de l'objet du délit, qui doivent toujours être prononcées, le vendeur doit en outre être condamné *à l'amende*, qui peut être portée jusqu'au quart *des restitutions et dommages-intérêts* dus à l'acheteur; mais qui, dans tous les cas, ne peut être moindre de cinquante francs.

XI. Les faux poids et mesures confisqués doivent être *brisés*.

XII. L'article 423 portant, que la confiscation sera de l'objet du délit ou de sa valeur, il faut entendre sa disposition dans le sens, que si la valeur en a été payée au vendeur, c'est sur cette valeur que doit porter la confiscation; et que si l'acheteur n'en a pas encore payé le prix, c'est la chose elle-même qui doit être confisquée, puisqu'elle n'aura pas cessé d'appartenir au vendeur.

XIII. Quoique l'article 423 ne porte pas en termes exprès, comme le fait le Code dans plusieurs autres de ses articles, que l'emprisonnement et l'amende sont toujours prononcés, sans préjudice *de l'indemnité* qui peut être due à la partie lésée, cette disposition ne s'y trouve pas moins écrite d'une manière fort claire, l'article ne voulant pas que *l'amende puisse excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts;* ce qui prouve bien évidemment qu'il peut en être réclamé, et que lorsqu'il y a eu lésion pour l'acquéreur, il doit lui en être adjugé : l'article 10 ne porte-t-il pas d'ailleurs, que : *la condamnation aux peines établies par la loi, est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties?*

XIV. Si l'acheteur trompé ne s'était pas rendu *partie civile*, ce ne serait que l'amende de cinquante francs qui devrait être prononcée, attendu qu'alors le tribunal n'aurait aucune base pour déterminer le montant des restitutions et dommages-intérêts qu'il aurait eu à réclamer.

ARTICLE CCCCXXIV.

Si le vendeur et l'acheteur se sont servis, dans leurs marchés, d'autres poids ou d'autres mesures que ceux qui ont été établis par les lois de l'État, l'acheteur sera privé de toute action contre le vendeur qui l'aura trompé par l'usage de poids ou de mesures prohibés; sans préjudice de l'action publique pour la punition tant de cette fraude que de l'emploi même des poids et des mesures prohibés.

La peine, en cas de fraude, sera celle portée par l'article précédent.

La peine pour l'emploi des mesures et poids prohibés, sera déterminée par le livre IV du présent Code, contenant les peines de simple police.

OBSERVATIONS.

I. Lorsque c'est d'un *commun accord* que le vendeur et l'acheteur se sont servis d'autres poids et mesures que ceux *qui ont été établis par les lois de l'État*, le Code refuse à l'acheteur toute action en restitution et dommages-intérêts contre le vendeur, lors même qu'il aurait été trompé par l'emploi de poids et de mesures prohibés; ce qui suppose qu'une pareille action compèterait à l'acheteur, s'il n'avait pas été participant de la fraude.

II. L'article 424 ajoute, que ce sera sans préjudice *de l'action publique*, pour la punition, tant *de la fraude* qui aurait été pratiquée, que de *l'emploi même des poids et mesures prohibés*, ce qui ne peut se rapporter qu'au *vendeur*, puisque lui seul peut s'être rendu coupable de fraude envers l'acheteur en faisant *usage* de poids et mesures prohibés; cependant, si c'était l'acheteur qui eût fourni les poids ou mesures dont on se serait servi, ce qui arrive souvent lorsque la marchandise vendue doit être livrée au domicile de l'acheteur, ce serait alors sur celui-ci que retomberait tout le blâme, et à qui deviendraient applicables les dispositions de l'article 424.

III. Lorsqu'il est constant que la livraison de la chose vendue n'a pas été complète, par suite de l'usage fait *de poids ou mesures prohibés*, la peine à appliquer est celle qu'a prononcée l'article 423. S'il n'y avait pas eu fraude, mais simplement emploi de poids ou mesures prohibés, il n'y aurait que des peines de simple police à infliger.

IV. Dans le cas où la partie lésée aurait concouru au délit, en consentant qu'il fût fait usage d'autres poids ou mesures que ceux établis par la loi, comme elle ne serait pas recevable à demander la réparation du dommage qu'elle en aurait éprouvé, l'amende ne pourrait être portée à plus de cinquante francs : nous en avons donné la raison dans nos observations sur l'article 423, n.° XIV.

V. Outre l'emprisonnement et l'amende, il y a *toujours* nécessité de prononcer la confiscation des poids et mesures prohibés.

VI. Il n'y aurait pas eu de fraude commise par *l'emploi* de poids ou mesures prohibés, que le seul fait de s'en être servi emporterait la peine prononcée par l'article 479, n.° VI, et au cas de récidive, celle de l'article 481.

ARTICLE CCCCXXV.

Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlemens relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon ; et toute contrefaçon est un délit.

OBSERVATIONS.

I. L'article 425 comprend dans la généralité de ses expressions, toute contrefaçon de production imprimée ou gravée, sur laquelle l'auteur, l'éditeur, ou leur ayant cause ont conservé des droits (1).

La contrefaçon n'aurait été que *partielle*, qu'elle n'en constituerait pas moins un délit punissable.

Mais sa *tentative* n'a pas été mise par le Code au rang des délits.

Les lois à consulter sur la matière, sont celles des 19 juillet 1793 et 25 prairial an 3, et les décrets des 1.er, 7 germinal an 13 et 5 février 1810.

II. Pour qu'il y ait délit, l'ouvrage doit avoir été imprimé ou gravé *en France* ; et il l'aurait même été en France, que le dépôt des exemplaires exigés par la loi aurait dû en avoir été fait *à la direction générale de la librairie* ; mais si, *depuis* la contrefaçon de l'ouvrage, l'auteur en avait

---

(1) La contrefaçon des découvertes pour lesquelles il est accordé des *brevets d'invention et de perfectionnement*, se règle par des lois qui lui sont particulières.

effectué le dépôt, serait-il recevable dans les poursuites qu'il exercerait contre le contrefacteur ? Nous répondrons à cette question dans nos observations sur l'article 428.

III. Ce serait l'ouvrage d'un auteur *étranger* qui aurait été contrefait, que s'il l'avait fait imprimer ou graver *en France* et qu'il eût fait le dépôt exigé, il pourrait en poursuivre le contrefacteur devant les tribunaux français : *sic jud.* le 23 mars 1819.

IV. Un *Français* aurait fait imprimer son ouvrage à l'étranger, qu'il n'aurait pas perdu son droit d'auteur d'une manière irrévocable ; de sorte que, s'il le faisait réimprimer en France, en observant les formalités prescrites, il serait fondé dans les poursuites qu'il exercerait contre le contrefacteur : *sic jud.* le 30 janvier 1818.

V. Mais pour que la réimpression constitue un véritable délit, l'ouvrage doit être encore *la propriété de l'auteur ou de ses ayant cause* ; il ne doit pas être tombé dans le domaine public.

VI. Il y a contrefaçon punissable toutes les fois que : « l'ouvrage a été imprimé » ou gravé sans le consentement et au préjudice de l'auteur, de l'éditeur ou de » leurs ayant cause. » (*Décret du* 5 *février* 1810.)

Ce décret détermine *les droits* des auteurs, éditeurs et de leurs ayant cause.

Un précédent du 1.er germinal an 13, accorde aux héritiers ou ayant cause des auteurs, les mêmes droits qu'aux auteurs eux-mêmes, sur leurs ouvrages *posthumes*. *Voyez* ci-après, article 427 n.° VI.

VII. Les auteurs, leurs héritiers et ayant cause sont autorisés à céder leurs droits à des tiers, et le cessionnaire jouit alors des mêmes avantages dont ils auraient pu jouir eux-mêmes.

VIII. Nous avons rapporté quelques arrêts rendus sur cette matière, dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1.er, pag. 9 et tom. 3, pag. 8, et l'on en trouve beaucoup d'autres consignés dans les recueils ; en voici deux des plus notables, l'un du 2 décembre 1814, l'autre du 28 février 1820.

L'arrêtiste qui nous paraît avoir mieux saisi le sens de celui du 2 décembre 1814, le résume ainsi : « La loi du 19 juillet 1793, s'applique d'après » ses expressions littérales, aux auteurs d'écrits en tout genre : si elle énonce » particulièrement les ouvrages qui sont le fruit *du génie*, elle énonce aussi » expressément les productions *de l'esprit* : elle s'étend donc aux recueils, aux » compilations et aux autres ouvrages de cette nature, lorsque ces ouvrages » ont exigé dans leur exécution le discernement du goût, le choix de la science, » le travail de l'esprit ; lorsqu'en un mot, loin d'être la simple copie d'un ou

» de plusieurs autres ouvrages, ils ont été tout à la fois le produit de conceptions » étrangères à l'auteur, de conceptions qui lui ont été propres et d'après les- » quelles l'ouvrage a pris une forme nouvelle et un caractère nouveau. »

Par celui du 28 février 1820, il fut jugé qu'il n'y a pas contrefaçon dans l'ensemble d'un ouvrage qui diffère, par son titre, son format, sa composition et son objet de l'édition originale, lors même qu'il s'y trouverait intercallé plusieurs morceaux d'un autre ouvrage : mais, de telle manière, que toute méprise, entre les deux ouvrages, soit impossible.

IX. La contrefaçon ne prenant le caractère de délit que du dommage qu'elle peut causer à autrui, lorsque la personne intéressée ne s'en plaint pas, il semblerait que le ministère public ne serait pas fondé dans les poursuites qu'il en ferait : cependant l'article 425 porte que, *toute contrefaçon est un délit ;* mais l'officier du ministère public qui exercerait une pareille action, sans y avoir été provoqué, courrait le risque de se voir désavoué par l'auteur ou ses ayant cause, qui viendraient déclarer qu'ils avaient cédé leurs droits au prévenu : de sorte que ce n'est qu'avec la plus grande circonspection que la partie publique doit user du droit qui lui est réservé de poursuivre le contrefacteur.

ARTICLE CCCCXXVI.

Le débit d'ouvrages contrefaits, l'introduction sur le territoire Français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger, sont un délit de la même espèce.

OBSERVATIONS.

I. Quoique les délits que signale l'article 426 soient *de la même espèce* que celui prévu dans l'article 425, ce ne sont pas *les mêmes peines* qui deviennent applicables aux *débitans* et même aux introducteurs en France, d'ouvrages contrefaits chez l'étranger, que celles que la loi prononce contre les auteurs de la contrefaçon.

II. Pour qu'il y ait introduction *punissable* sur le territoire Français d'un ouvrage contrefait *à l'étranger*, l'ouvrage contrefait doit avoir été imprimé *en France : sic jud.* le 17 nivose an 13.

III. L'article 426 ne porte pas que des exemplaires de l'ouvrage imprimé en France, devraient avoir été déposés à la direction générale de la librairie, pour constituer le délit d'introduction en France de la contrefaçon ; mais la loi ne

reconnait de contrefaçon punissable, que celle qui a été faite au préjudice de l'auteur qui s'est conformé aux règlemens, pour s'assurer la propriété de son ouvrage; et les règlemens exigent ce dépôt.

IV. La Cour de cassation jugeait, avant le Code, que celui qui *exposait en vente* une édition contrefaite, devait en être réputé *le débitant* et puni comme tel, lors même qu'il ne serait pas prouvé qu'il en eût *débité* un seul exemplaire; c'est ce qu'elle jugea notamment le 4 nivose an 13; mais ce qui fut décidé par cet arrêt, se trouve-t-il bien en harmonie avec les dispositions du Code pénal? L'exposition en vente n'est qu'une *tentative* du débit, et en cette matière, la *tentative* n'est pas un délit punissable; aussi la Cour jugea-t-elle, le 2 décembre 1818, qu'un libraire traduit en justice pour avoir inscrit dans son catalogue, imprimé et distribué, des ouvrages *contrefaits*, ne s'était pas rendu coupable d'un délit punissable.

V. La Cour de cassation jugea, le 29 thermidor an 11 que, quoique la contrefaçon de l'ouvrage imprimé en France eût été faite à l'étranger avant la réunion de ce pays à la France, le *débit* qui en était fait, *depuis la réunion*, constituait le délit prévu par l'article 426; et cependant le *contrefacteur* n'aurait pu lui-même être poursuivi, puisque, lorsqu'il avait fait la réimpression, il n'avait fait qu'user de son droit.

VI. L'on ne pourrait dire qu'il y aurait eu contrefaçon, dans le sens du Code, dans la réimpression, même en France, et le débit d'ouvrage dont la propriété serait tombée *dans le domaine public;* d'où suit, que la contrefaçon des ouvrages n'est qu'un délit *relatif;* et cependant, il a été souvent jugé, que des poursuites d'office pourraient en être faites aux termes de l'article 4 du Code d'instruction criminelle; attendu qu'il n'a été dérogé, à cet article, par aucune loi *spéciale*, pour le cas dont il s'agit.

ARTICLE CCCCXXVII.

La peine contre le contrefacteur, ou contre l'introducteur, sera une amende de cent francs au moins et de deux mille francs au plus; et contre le débitant, une amende de vingt-cinq francs au moins et de cinq cents francs au plus.

La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant.

Les planches, moules ou matrices des objets contrefaits, seront aussi confisqués.

OBSERVATIONS.

I. L'amende que prononce cet article contre les *débitans* est moins forte que celle qui devient applicable aux *contrefacteurs* et aux *introducteurs* en France des éditions contrefaites, le délit n'a pas, en effet, la même gravité; mais le Code a dû le dire, car l'on aurait pu considérer le débitant comme s'étant rendu le complice de la contrefaçon ou de l'introduction, et se croire dans l'obligation de lui infliger les mêmes peines que celles à prononcer contre le *contrefacteur* ou *l'introducteur*, au désir de l'article 59.

II. L'article 427 ne porte pas que la confiscation sera prononcée au profit de l'auteur, de ses héritiers ou ayant cause, ou du cessionnaire de ses droits; mais l'article 429 y a pourvu.

III. La confiscation ne peut être prononcée que des exemplaires *saisis*; car, comment parviendrait-on à donner effet à une confiscation d'objets qui n'auraient pas été mis sous la main de justice? Sur l'indemnité qui doit être accordée au propriétaire de l'ouvrage contrefait, il faut consulter la loi du 19—24 juillet 1793.

IV. Ce ne sont que les planches, moules ou matrices des objets contrefaits qui doivent être confisqués, et non les caractères *mobiles* qui peuvent avoir servi à l'impression, ni les *presses* qui ont été employées au tirage : la loi n'a eu pour objet, lorsqu'elle a prononcé la confiscation des planches, moules et matrices, que d'empêcher qu'il en fût abusé de nouveau pour tirer d'autres exemplaires de l'ouvrage contrefait.

V. Il fut jugé le 4 septembre 1812 que, dans le cas où l'éditeur d'un ouvrage tombé dans le domaine public, aurait réimprimé conjointement un ouvrage sur lequel l'auteur aurait conservé des droits, le tribunal saisi peut, sans contrevenir à la loi, ne prononcer que *la confiscation partielle* de l'édition; sauf à condamner le contrefacteur *à une indemnité proportionnée* à la valeur de l'ouvrage contrefait.

Il fut jugé par le même arrêt, que le tribunal devant lequel se fait la poursuite est compétent pour statuer sur la question de propriété qui peut incidemment s'élever; que cette question n'est pas *préjudicielle*, en ce sens, qu'il doive être *sursis* au jugement sur la poursuite en contrefaçon, jusqu'à ce que la question relative à la propriété ait été jugée par les tribunaux civils.

VI. Un décret du 1.^er^ germinal an 13, s'est occupé spécialement de l'impression des ouvrages posthumes : il porte, article I.^er^ que : «Les propriétaires par

» succession ou à autre titre, d'un ouvrage posthume, ont les mêmes droits » que l'auteur; et que les dispositions sur la propriété exclusive des auteurs et » sur sa durée leur sont applicables : toutefois à la charge d'imprimer *séparé-* » *ment* les œuvres posthumes, et sans les joindre à une nouvelle édition des ou- » vrages déjà publiés, et devenus propriétés publiques. »

Le motif de ce règlement fut; « que l'ouvrage *inédit* est comme l'ouvrage qui » n'existe pas; et que celui qui le publie a nécessairement les droits de l'auteur » décédé. »

ARTICLE CCCCXXVIII.

Tout directeur, tout entrepreneur de spectacle, toute association d'artistes, qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques, au mépris des lois et règlemens relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de cinquante francs au moins, de cinq cents francs au plus, et de la confiscation des recettes.

OBSERVATIONS.

I. Par la loi du 13 janvier 1791 : « Tout citoyen fut autorisé d'élever un » théâtre public et d'y faire représenter des pièces de tous les genres, en faisant » *préalablement* à l'établissement de son théâtre, *sa déclaration à la municipalité* » *des lieux.* » Par l'article 2, il fut dit que : « les ouvrages des auteurs morts » depuis cinq ans et plus étaient une propriété publique; qu'ils pouvaient, no- » nobstant tous anciens privilèges, qui demeuraient abolis, être représentés » sur tous les théâtres indistinctement. » Par l'article 3 : « que les ouvrages des » auteurs vivans ne pourraient être représentés sur aucun théâtre public dans » toute l'étendue de la France, *sans le consentement formel et par écrit des auteurs*, » sous peine de confiscation du produit total des représentations *au profit des* » *auteurs* ». Et enfin, par l'article 5 : » que les héritiers ou les cessionnaires des » auteurs seraient propriétaires de leurs ouvrages durant l'espace de cinq ans » après la mort de l'auteur. »

Par une autre loi du 19 juillet de la même année, il fut décrété, art. 1, que : « les ouvrages des auteurs vivans, même ceux qui étaient représentés » avant l'époque du 13 janvier précédent, soit qu'ils fussent ou non gravés ou » imprimés, ne pourraient être représentés sur aucun théâtre public, dans » toute l'étendue du royaume, sans le consentement formel et par écrit des au-

» teurs, ou sans celui de leurs héritiers ou cessionnaires, pour les ouvrages des » auteurs morts depuis moins de cinq ans. » Et, article 2, que : « la convention, » entre les auteurs et les entrepreneurs de spectacles, sera parfaitement libre. »

Les trois premiers articles de la loi du 30 août 1792 ne furent que transitoires; l'article 4 portait que : « pour prévenir toutes réclamations à l'avenir, les auteurs » seront tenus, en vendant leurs pièces aux imprimeurs ou aux graveurs, de » stipuler *formellement* la réserve qu'ils entendront faire de leur droit de faire » représenter lesdites pièces. » L'article 5, que : « le traité portant ladite réserve » sera déposé chez un notaire et imprimé à la tête de la pièce. » Et l'article 6 : « qu'en conséquence de cette réserve, aucun spectacle ne pourra jouer lesdites » pièces, imprimées ou gravées, qu'en vertu d'un consentement écrit ou signé » par l'auteur. » Enfin, l'article 8, que : « la réserve faite en vertu de l'art. 4 » n'aura d'effet que pour *dix ans;* qu'au bout de ce temps, toutes pièces impri- » mées ou gravées seront librement jouées par tous les spectacles. »

Cette loi du 30 août 1792 fut abrogée par l'article 1.er de celle du 1.er septembre 1793, dont l'article 2 porte, que les lois des 13 janvier, 19 juillet 1791 et 19-24 juillet 1793, *seront appliquées aux ouvrages dramatiques dans toutes leurs dispositions.*

La loi des 19-24 juillet 1793 renferme sept articles qui tous demandent à être connus; article 1.er : « Les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs de » musique, les peintres et dessinateurs qui feront graver des tableaux ou des- » sins, jouiront, durant la vie entière, *du droit exclusif* de vendre, distribuer » leurs ouvrages dans le territoire français, et d'en céder la propriété en tout ou » en partie. Art. 2 : Leurs héritiers ou cessionnaires jouiront du même droit » durant l'espace de dix ans après la mort des auteurs. « Art. 3 : » Les officiers de » paix seront tenus de faire confisquer, *à la réquisition et au profit des auteurs, compositeurs ou cessionnaires*, tous les exemplaires des éditions imprimés ou » gravés *sans la permission formelle et par écrit des auteurs.* « Art. 4 : » Tout contre- » facteur sera tenu de payer au véritable propriétaire une somme équivalente au » prix de trois mille exemplaires *de l'édition originale.* « Art. 5 : » Tout débitant » d'édition contrefaite, s'il n'est pas reconnu pour contrefacteur, sera tenu de » payer au véritable propriétaire une somme équivalente au prix de cinq cents » exemplaires de l'édition originale. « Art. 6 : » Tout citoyen qui mettra au jour » un ouvrage, soit de littérature ou de gravure, de quelque genre que ce soit, » sera tenu d'en déposer deux exemplaires *à la Bibliothèque nationale ou au cabinet* » *des estampes* (1), dont il recevra un reçu signé par le bibliothécaire; *faute de*

(1) Aujourd'hui le dépôt doit être fait de cinq exemplaires, savoir, à Paris, à la Direction

» *quoi il ne pourra être admis en justice pour la poursuite des contrefacteurs.* « Art. 7 : » *Les héritiers* de l'auteur d'un ouvrage de littérature ou de gravure, ou de toute » autre production de l'esprit ou du génie qui appartient aux beaux-arts, en » auront *la propriété exclusive pendant dix années.* »

Un décret du 13 août 1811 a établi un droit à percevoir sur les petits théâtres, au profit de l'Académie royale de musique ; on y lit, article 12, que : « Toute contravention au présent décret, ou tout ce qui touchera l'ouverture » d'un théâtre ou spectacle, sans déclaration ou permission, sera poursuivi » devant les Cours et tribunaux par voie de police correctionnelle, et puni » des peines portées à l'article 410 du Code pénal, §. 1.er. »

Tel est l'état actuel de la législation sur les spectacles, sur les droits des auteurs d'ouvrages dramatiques, de leurs héritiers et ayant cause.

Quant à la police à exercer dans les salles de spectacles, il faut consulter les règlemens particuliers qui ont été faits pour chaque localité.

II. Pour en revenir aux dispositions de l'article 428, il en résulte que *tout directeur*, *entrepreneur de spectacle*, même *toute association d'artistes*, ne peut faire représenter *sur son théâtre* des ouvrages *dramatiques*, au mépris des lois et règlemens *sur la propriété* des auteurs, de leurs héritiers ou ayant cause, sans devenir passible d'une condamnation *à l'amende et de la confiscation des recettes*, lorsqu'il n'en a pas obtenu l'autorisation *par écrit* du propriétaire, aux termes de la loi de juillet 1793, à moins que l'ouvrage ne soit tombé *dans le domaine public.*

III. Le directeur ou entrepreneur de spectacle aurait fait la déclaration exigée par la loi du 13 janvier 1791, qu'il n'en aurait pas moins commis un délit *punissable*, s'il n'avait pas obtenu de l'auteur ou de ses ayant droit la permission exigée ; mais la disposition de l'article 428 étant tout entière dans l'intérêt des auteurs, les *poursuites d'office* ne devraient-elles pas être discontinuées, si l'auteur ou ses ayant droit venaient à déclarer que c'était *de leur consentement* que l'ouvrage dramatique aurait été représenté? Comme la production de l'écrit ferait disparaître jusqu'à l'ombre du délit, et que l'auteur pourrait donner cet écrit même après que les poursuites auraient été commencées, il en résulte que l'intervention des auteurs et leur déclaration qu'ils auraient réellement donné la permission, devraient suffire pour arrêter le cours des poursuites : ce que le législateur a seulement voulu et dû vouloir, c'est que les auteurs ne pussent

---

générale de la librairie, et dans les départemens, au Secrétariat de la Préfecture. (Art. 14 de la loi du 21 octobre 1814.)

être privés des droits qui leur sont réservés, par la voie d'une preuve *vocale* qui pourrait les compromettre.

IV. *La confiscation des recettes* devient facile au cas où elles ont été saisies; mais lorsqu'elles ne l'ont pas été, les tribunaux seraient-ils autorisés à condamner le prévenu à une indemnité proportionnée pour en tenir lieu? Le Code ne parle que *de confiscation*, et non *d'indemnité*. Il ne serait pas juste, toutefois, que le directeur du spectacle pût profiter de sa contravention; le moyen de ménager tous les intérêts serait d'ordonner que le prévenu fournirait un état de ses recettes, et que le montant s'en trouvant fixé d'après des débats contradictoires, le prévenu fût condamné à en faire le versement entre les mains *de l'auteur* par forme de dommages-intérêts, l'article 429 ne laissant pas de doute que ce ne soit en sa faveur que la confiscation doit être prononcée.

V. Si la contravention avait été commise par une association d'artistes, sans qu'aucun d'eux fût le directeur de l'entreprise, ils pourraient tous être individuellement cités; mais une seule amende devrait être prononcée contre eux, sauf à la prononcer *solidairement* contre tous et à les condamner *solidairement* aussi à la réparation du dommage causé; ils ne formeraient tous, en effet, qu'un seul corps *moral* aux yeux de la justice.

VI. Il ne s'agit évidemment, dans l'article 428, que de spectacles publics où l'on n'est admis qu'en payant, et non pas des représentations qui pourraient être faites dans des maisons particulières et pour le simple amusement des habitués de ces maisons; ce qui nous semble devoir s'appliquer naturellement aux représentations qui seraient faites dans les colléges et pensionnats.

VII. Nous avons annoncé que nous reviendrions sur la question de savoir si l'auteur d'un ouvrage qui aurait été contrefait, *avant* que le dépôt des exemplaires exigés par la loi, eût été effectué, serait recevable à poursuivre le contrefacteur et à lui faire appliquer les peines prononcées par le Code, *après* qu'il aurait rempli cette formalité, si ce n'était que depuis que la contrefaçon aurait été livrée au commerce. On peut dire, à la décharge de l'éditeur de l'ouvrage contrefait, qu'il n'a fait qu'user de son droit en réimprimant un ouvrage qu'il avait dû supposer être tombé dans le domaine public, par la négligence de l'auteur à en faire le dépôt ordonné, et se fonder sur la disposition de l'article 6 de la loi des 19-24 juillet 1793, portant que : *faute de quoi*, c'est-à-dire, d'avoir effectué le dépôt, *l'auteur ne puisse être admis en justice pour la poursuite des contrefacteurs*; mais l'auteur pourrait répondre que la loi ne fixant *aucun délai de rigueur pour effectuer le dépôt*, il y aurait eu mauvaise foi évidente de la part du contrefacteur qui aurait réimprimé l'ouvrage avant que de s'être

assuré que l'auteur se serait volontairement départi de son droit de propriété, ce qui ne serait pas décisif; car, aucune loi n'exige que celui qui croit pouvoir tirer parti de la réimpression d'un ouvrage, fasse aucune démarche près de l'auteur pour s'assurer s'il se propose ou non d'en faire le dépôt; tout ce qu'il est tenu de faire, c'est de s'assurer que le dépôt n'a pas été réellement effectué. Pour que, d'ailleurs, un ouvrage puisse être *contrefait*, il faut nécessairement que des exemplaires en aient été répandus dans le public, et en distribuant ces exemplaires *avant le dépôt*, l'auteur s'est mis dans une contravention dont il ne doit pas profiter. Il n'y aurait que deux moyens à prendre, dans un pareil état de choses, pour concilier l'intérêt de l'auteur et celui de l'éditeur de la réimpression; le premier, d'autoriser l'auteur à exiger du contrefacteur qu'il lui remît, au *prix d'estimation* d'experts, les exemplaires qui lui resteraient en magasin de l'ouvrage réimprimé; le second, de convenir qu'aucun des exemplaires contrefaits ne pourrait être mis en vente ni distribué avant que l'édition originale fût épuisée; mais il faudrait une loi pour l'ordonner ainsi, et il y a dans la législation une lacune complète à cet égard; de sorte que l'on ne voit pas, quant à présent, sur quelle base l'auteur pourrait fonder son action contre l'éditeur de la réimpression; il aurait personnellement à s'imputer la négligence qu'il aurait apportée à remplir l'obligation que la loi lui imposait : toute action devrait donc lui être déniée en justice, à moins qu'il ne fût à même d'établir que le contrefacteur aurait usé de mauvaises voies et de manœuvres coupables pour se procurer une copie du manuscrit de l'auteur ou les épreuves de l'édition originale, sur lesquelles il aurait établi sa réimpression, de manière à la faire paraître avant que les exemplaires de l'édition originale eussent été déposés. Nous en exceptons également le cas où l'éditeur de la contrefaçon n'aurait fait lui-même le dépôt des exemplaires de sa réimpression que *postérieurement* à celui que l'auteur aurait lui-même effectué des exemplaires de l'édition originale.

VIII. Le sieur C... citoyen français qui avait fait imprimer sous son nom, un journal en Angleterre, en avait toléré la circulation en France : postérieurement il en avait fait *le dépôt requis;* puis il avait cédé ses droits d'auteur à Ch... ce qui n'empêcha pas le libraire M... d'en faire la réimpression : procès entre Ch... cessionnaire, et M... contrefacteur. L'affaire portée devant la Cour de cassation par suite d'un recours régulier, il fut rendu, le 30 janvier 1818, arrêt, en ces termes; «Attendu que l'arrêt dénoncé n'a ni violé, ni faussement appliqué la » loi du 19 juillet 1793, ni les autres lois sur les propriétés littéraires, en jugeant » que Ch... avait pu faire imprimer son journal à Londres, et par suite tolérer » qu'il en circulât des exemplaires sur le territoire français, sans être pour cela

» réputé avoir renoncé à l'exercice de son droit d'auteur en France, conformément aux lois françaises; et attendu que pour exercer ce droit, les héritiers C... ont vendu leur manuscrit à Ch... en 1814; que celui-ci, devenu cessionnaire, l'a fait imprimer en 1816, et a rempli toutes les formalités prescrites pour lui en assurer la vente exclusive; que ce n'est que *postérieurement*; » et en 1817 que M... *malgré la connaissance* qu'il avait ou pouvait avoir de » l'édition légale faite par Ch..., a fait imprimer le même ouvrage, et qu'il » n'a pu faire cette réimpression sans porter atteinte aux droits du cessionnaire » et sans être contrefacteur, rejette, etc. »

IX. *Gaspard F...*, fabricant de rubans de velours à Saint-Etienne. avait adopté pour marque des marchandises de sa fabrique les lettres *G. F.* : Gu... et fils, s'étant établis *postérieurement* en la même ville et faisant le même genre de commerce, prirent la même marque. Gaspard F..., croyant être dans son intérêt de conserver *privativement* cette marque, fit le dépôt du modèle de sa vignette au secrétariat des prudhommes du lieu; puis il cita Gu... et fils devant les tribunaux, aux fins d'ouir dire, qu'il leur serait interdit de se servir *ultérieurement* de cette vignette : Gu... et fils opposèrent que Gaspard F..., n'ayant pas fait le dépôt de sa vignette avant qu'eux-mêmes s'en fussent emparés, il leur avait été loisible d'user du même droit que lui; mais cette exception fut rejetée en première instance, en appel et en cassation : attendu, porte l'arrêt de cassation : « Qu'il résultait des » termes des règlemens de la matière que les G..., devaient adopter une marque » assez distincte de celle de F... pour prévenir toute méprise et contrefaçon : » que des articles 4 et 5 du décret du 11 juin 1809, modifiés par l'avis du Con» seil d'État du 20 février 1810, il résultait que ce n'est pas le dépôt des mar» ques au greffe qui en constitue la propriété; qu'il est nécessaire seulement » pour en exercer la revendication; qu'ainsi le dépôt ayant été fait préalablement, » il n'y avait aucune fin de non-recevoir à opposer à cet exercice. » On ne voit pas dans la rédaction de l'arrêt, ni dans les faits consignés au bulletin, que Gaspard F... eût formé une demande en dommages-intérêts, ni qu'il lui en ait été adjugé, à raison de l'usage que Gu... avait fait de la vignette, avant que le dépôt en eut été fait.

X. Quant aux pièces représentées sur un théâtre *avant le dépôt* effectué, il est évident que leur représentation n'aurait pu constituer une contravention punissable; mais aussi que le dépôt une fois effectué, le directeur de spectacles ne pourrait se faire un titre de ce que les pièces auraient été représentées *avant le dépôt*, pour en tirer la conséquence, qu'*après* qu'il aurait été fait, il pourrait en donner de nouvelles représentations : c'est ici un cas tout différent de celui où l'ouvrage aurait été réimprimé; tout le bénéfice que

le directeur aurait pu faire sur les représentations qu'il aurait données, avant le dépôt, devrait lui rester, tandis que l'éditeur de la réimpression de l'ouvrage avant le dépôt pourrait avoir fait de grosses avances qui se trouveraient en pure perte pour lui, s'il ne pouvait continuer le débit de l'ouvrage, ou recevoir, du moins, une indemnité proportionnée à ses avances.

ARTICLE CCCCXXIX.

Dans les cas prévus par les quatre articles précédens, le produit des confiscations, ou les recettes confisquées, seront remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

OBSERVATIONS.

I. Une loi du 13 janvier 1793, portait déjà la même disposition quant à la confiscation *des recettes* provenant *des représentations théâtrales;* l'article 429 du Code pénal n'a fait que l'étendre aux cas de saisies *d'ouvrages contrefaits.*

II. Cet article a voulu que si les recettes qui auraient été saisies et que si le produit de la vente des objets confisqués ne suffisaient pas pour indemniser l'auteur du préjudice qui lui aurait été causé, les sommes ainsi recouvrées ne vinssent qu'en imputation de l'indemnité qui lui serait due : le montant de cette indemnité doit être réglé par *les voies ordinaires*, c'est-à-dire, par celle de *l'expertise ;* ce qui fut ainsi jugé par la Cour de cassation, en faveur d'une demoiselle Villams contre le libraire Collignon, en annullant le jugement par lequel le tribunal avait lui-même fixé l'indemnité : attendu que le tribunal n'avait pas pu faire cette fixation sans commettre *un excès de pouvoir ;* mais c'était sous l'empire des anciens Codes, et depuis cette Cour a jugé, par arrêt du 30 janvier 1818, que l'article 429 du Code pénal, en disant que l'indemnité serait réglée *par les voies ordinaires*, n'avait pas imposé aux tribunaux l'obligation d'en soumettre le réglement à des experts lorsqu'ils avaient sous les yeux des renseignemens suffisans pour évaluer le dommage et arbitrer la réparation. De quelque manière que jugent les tribunaux, en cette matière, il ne peut en résulter une ouverture de cassation.

III. Le vœu de l'article 429, est que l'auteur soit complètement indemnisé, et, à cet effet, que le produit des recettes et des choses saisies commence par venir *en imputation* sur la valeur *du dommage causé*, sauf, au cas d'insuffisance, à y pourvoir de tout autre manière.

IV. Ce serait mal conclure des termes dans lesquels l'article 429 est rédigé, que les objets saisis *doivent nécessairement être vendus ;* il peut grandement importer au propriétaire de l'ouvrage que les exemplaires contrefaits ne soient pas livrés au commerce ou qu'il lui paraisse avantageux de s'en nantir lui-même, pour en disposer à sa volonté ; et, bien assurément, on ne pourrait le lui refuser ; mais le tribunal ou les experts devraient prendre en considération la valeur *intrinsèque* des choses saisies, pour imputer cette valeur sur l'indemnité à laquelle l'auteur aurait droit.

V. L'indemnité se trouverait éminemment couverte, par la remise qui serait faite ou le paiement de la valeur des trois mille ou des cinq cents exemplaires de l'édition originale, que les articles 4 et 5 de la loi des 19—24 juillet 1793, ont voulu qui fussent adjugés au propriétaire ou éditeur de l'ouvrage contrefait, suivant la qualité des prévenus, si cette disposition de la loi de 1793 devait encore recevoir son exécution : mais, comme ce n'est que *de l'indemnité du dommage souffert*, que le Code a parlé, et que le payement de la valeur de trois mille ou de cinq cents exemplaires, pourrait excéder cette indemnité, il en résulte la conséquence, que l'article 429 du Code pénal a rapporté en ce point la loi de juillet 1793, de sorte que ce ne doit plus être sur la valeur d'un nombre d'exemplaires déterminé que l'indemnité doit être fixée, mais sur le tort réel que la contrefaçon de l'ouvrage a pu faire éprouver à son auteur : et, en effet, dans la fixation de l'indemnité au paiement de la valeur d'un aussi grand nombre d'exemplaires, il pourrait y avoir une horrible vexation que le législateur n'a pu vouloir autoriser.

VI. Il ne suffirait pas, pour faire l'application au prévenu des peines prononcées par le Code, qu'il fût acquis au procès qu'il y aurait eu *tentative* de contrefaçon, d'introduction ou de vente d'ouvrages contrefaits ; qu'il aurait été fait des préparatifs pour la représentation de pièces de théâtre ; il faut qu'il y ait eu réellement contrefaçon, que la pièce ait été jouée ; la tentative de ce genre de délit n'ayant pas été déclarée punissable.

VII. Mais il pourrait y avoir eu *complicité* du délit, et si l'on pouvait la faire résulter de quelques faits de nature à la constituer, les *mêmes peines* devraient être prononcées contre le complice que contre l'auteur de la contrefaçon : *l'indemnité* n'en devrait pas toutefois être augmentée ; sauf l'action *solidaire* de l'auteur, pour en recouvrer le montant, contre *tous* les condamnés

VIII. Il est difficile qu'un délit de ce genre puisse rentrer dans la disposition de l'article 463; cependant, comme il n'y a pas d'impossibilité, rien n'empêcherait alors que les tribunaux fissent au prévenu l'application de cet article.

§. VI.

DÉLITS DES FOURNISSEURS.

ARTICLE CCCCXXX.

Tous individus chargés, comme membres de compagnie ou individuellement, de fournitures, d'entreprises ou régies pour le compte des armées de terre et de mer, qui, sans y avoir été contraints par une force majeure, auront fait manquer le service dont ils sont chargés, seront punis de la peine de la reclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinq cents francs; le tout sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi.

OBSERVATIONS.

I. Une observation qui domine toutes celles que nous aurons à faire sur les articles du Code qui composent ce paragraphe, c'est qu'aux termes de la seconde disposition de l'article 433, aucune poursuite ne peut être dirigée contre les prévenus, que *sur la dénonciation du Gouvernement*, mais il n'en résulte pas qu'il suffise de cette dénonciation pour faire prononcer la condamnation de l'accusé : l'instruction doit être faite à charge et décharge, comme dans la poursuite des délits ordinaires : un premier rapport doit être fait à la chambre du conseil par le juge d'instruction; la chambre d'accusation doit s'occuper ensuite de l'affaire; puis enfin, au cas de mise en accusation, c'est aux jurés de prononcer, *dans leur conscience*, sur la culpabilité ou l'innocence de l'accusé.

II. Ce n'est que des individus chargés de fournitures, d'entreprises ou régies *pour le compte des armées de terre et de mer*, que parle l'article 430; mais il les comprend *tous* dans sa disposition; qu'ils en aient été chargés comme membres de compagnie ou individuellement.

III. Les peines que prononce l'article 430, au cas de déclaration de culpabilité, sont celles de la *reclusion* et de *l'amende.*

La condamnation à l'amende est indépendante *des dommages-intérêts* auxquels l'accusé peut être condamné.

Quoiqu'en thèse générale l'amende ne puisse excéder le quart des dommages-intérêts, elle ne peut être toutefois au-dessous de 500 francs.

IV. Il ne suffirait pas que le service des armées de terre ou de mer eut manqué, pour rendre les fournisseurs passibles des peines prononcées par le Code; il faudrait, de plus, qu'il fût établi qu'ils auraient *personnellement* coopéré à le faire manquer : mais il n'aurait manqué que par le fait de leurs agens ou préposés, qu'ils en seraient civilement responsables, et que, par suite, le Gouvernement aurait action contre eux pour les faire condamner à la réparation du dommage causé.

Ils n'en seraient pas même quittes pour la réparation du dommage causé, lors même que le service n'aurait été que retardé, s'il y avait de la négligence à leur imputer : (*Art.* 433.)

V. Lorsque le service a manqué, il y a présomption *légale* que c'est par le fait des fournisseurs, qui sont tenus de veiller à l'exécution de leur marché : aussi l'article 430 ne les a-t-il déchargés de toute responsabilité, qu'au cas où leur service n'aurait manqué que pour y avoir été contraints *par une force majeure ;* d'où suit que la preuve de cette circonstance reste tout entière *à leur charge.*

VI. Le Code pénal n'a pas prévu le cas où les fournisseurs, entrepreneurs ou régisseurs, se seraient fait allouer par les intendans militaires, des sommes excédant la valeur des fournitures qu'ils auraient réellement faites; mais il existe sur ce point une loi *spéciale* du 26 frimaire an 2, qui doit continuer de recevoir son exécution, aux termes de l'article 484.

VII. Si les fournisseurs qui auraient fait manquer le service, l'avaient fait d'intelligence avec l'ennemi, ce ne serait plus l'article 430 qu'il faudrait consulter; le crime rentrerait dans la disposition de l'article 77.

VIII. Nous examinerons sous l'article 432, si ce ne serait toujours que la peine prononcée par l'article 430 qui devrait être appliquée aux fournisseurs, lorsqu'ils auraient eu *des fonctionnaires publics pour complices.*

ARTICLE CCCCXXXI.

Lorsque la cessation du service proviendra du fait des agens des fournisseurs, les agens seront condamnés aux peines portées par le précédent article.

Les fournisseurs et leurs agens seront également condamnés, lorsque les uns et les autres auront participé au crime.

OBSERVATIONS.

I. Si l'article 431 ne parle que des *agens des fournisseurs*, ce n'est pas d'une manière restrictive ; il embrasse sous cette dénomination, les *agens des entrepreneurs et des régisseurs*, ceux-ci comme ceux-là n'étant dans la réalité que *de véritables fournisseurs*, que des espèces du genre : lorsque l'article parle des agens des fournisseurs, c'est uniquement pour les distinguer *des agens du Gouvernement* dont il s'occupe d'une manière *spéciale* dans l'article 432.

II. Au cas *de force majeure*, les agens des fournisseurs auraient même raison de l'invoquer en leur faveur que les fournisseurs eux-mêmes, quoique l'article 431 ne rappelle pas à leur égard, la disposition relative de l'article 430 ; la force majeure étant, dans tous les cas, exclusive d'un délit punissable.

III. Les agens des fournisseurs ne pourraient éviter leur condamnation, lors même qu'ils rapporteraient la preuve qu'ils n'auraient fait qu'obéir aux ordres de leurs commettans ; car ils ne leur doivent pas une obéissance tellement *passive* que, pour leur obéir, ils doivent compromettre les intérêts de l'État : il faudrait dire à leur égard, comme à celui des domestiques qui, pour obéir aux ordres de leur maître, auraient commis un homicide, ou tout autre délit punissable.

Tout ce qui résulterait de la preuve rapportée par les agens des fournisseurs que de pareils ordres leur auraient été donnés, c'est que les fournisseurs ne pourraient rejeter sur leurs agens la criminalité de l'action, et que les uns et les autres devraient être condamnés aux peines prononcées par l'article 430.

IV. Il n'y aurait eu que simple *tentative* de faire manquer le service, que si la tentative réunissait les caractères exigés par l'article 2, il y aurait délit punissable des peines prononcées par l'article 430, que ce soit les fournisseurs ou leurs agens qui s'en sont rendus coupables.

ARTICLE CCCCXXXII.

Si des fonctionnaires publics ou des agens, préposés ou salariés du Gouvernement, ont aidé les coupables à faire manquer le service, ils seront punis de la peine des travaux forcés à temps ;

sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi.

OBSERVATIONS.

I. Ces expressions de l'article 432 : *sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi*, ne s'y liraient pas qu'elles auraient été nécessairement sous-entendues.

II. Nous avons renvoyé dans nos observations sur l'article 430, à nous expliquer sur le point de savoir, si les fournisseurs, entrepreneurs ou régisseurs qui auraient eu pour *complices* des fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés du Gouvernement, deviendraient passibles comme ceux-ci, de la peine *des travaux forcés à temps*. Si l'on n'avait à consulter que la disposition de l'article 60, l'affirmative serait de la dernière évidence : mais les dispositions de l'article 432 ne se refusent-elles pas à cette application? Cet article ne parle-t-il pas restrictivement des fonctionnaires publics, agens ou préposés du Gouvernement, en disant que : SI *des fonctionnaires ont aidé, ils seront punis*? N'est-ce pas uniquement à raison de leur *qualité personnelle* que la peine se trouve aggravée?

III. L'article 432 comprend dans la généralité de ses expressions *tous* les fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés *du Gouvernement*, sans aucune exception; mais, c'est aux *seuls* fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés *du Gouvernement*, qu'il s'applique; les agens ou préposés *des fournisseurs* rentrent tous également dans la disposition de l'article 431.

IV. Il suffirait que les fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés du Gouvernement eussent *aidé* en manière quelconque à faire manquer le service; c'est-à-dire, qu'ils y eussent pris une part quelconque, pour que les dispositions de l'article 432 leur devinssent applicables.

V. L'article 432 ne fait pas concourir *l'amende* avec la peine *des travaux forcés*, ainsi que le fait l'article 430, avec celle de la *reclusion*; mais, quant aux dommages-intérêts, tous doivent y être condamnés, et même solidairement; car, il n'est aucun cas où celui qui a causé, par son fait, du dommage à autrui ne soit pas tenu de le réparer.

VI. Si les fournisseurs, entrepreneurs ou régisseurs *n'avaient aucunement participé* à faire manquer le service, s'ils avaient fidèlement exécuté les obligations qu'ils auraient contractées, et que le service n'eût manqué que *par le fait de leurs agens ou préposés*, ou par celui de fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés du Gouvernement, il faudrait distinguer le cas où le ser-

vice aurait manqué par le fait de leurs *agens ou préposés*, de celui où il aurait manqué par celui des fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés du Gouvernement; et dire que, dans le premier cas, ils auraient encouru la responsabilité civile, lorsqu'ils ne l'auraient pas encouru dans le second; attendu que l'on ne peut être garant des faits de personnes sur lesquelles on n'a pas autorité.

ARTICLE CCCCXXXIII.

Quoique le service n'ait pas manqué, si, par négligence, les livraisons et les travaux ont été retardés, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre ou des choses fournies, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de cent francs.

Dans les divers cas prévus par les articles composant le présent paragraphe, la poursuite ne pourra être faite que sur la dénonciation du Gouvernement.

OBSERVATIONS.

I. Le service n'aurait pas manqué, que si les livraisons ou les travaux avaient été *retardés par la négligence* des entrepreneurs, il n'y en aurait pas moins délit punissable, et des peines de police correctionnelle à prononcer contre les individus qui s'en seraient rendus coupables; mais, il n'y aurait toujours eu que *délit*, lors même que la négligence serait imputable à des fonctionnaires publics ou agens du Gouvernement; sauf à faire aux prévenus l'application du *maximum* ou du *minimum* de la peine, suivant les circonstances et la qualité des personnes.

II. On peut s'étonner que *la fraude* sur la nature, la qualité ou la quantité des choses fournies, ne soit pas plus sévèrement punie que la simple *négligence* qui aurait eu pour résultat de retarder le service.

III. Le Gouvernement étant le seul à même de savoir si le service a manqué par la faute des fournisseurs, de leurs agens ou préposés, ou de ses propres

agens, l'article 433 n'a permis qu'il soit fait de poursuites, en cette matière, que sur la dénonciation du Gouvernement ; et, dès-lors, il en aurait été fait *d'office*, que s'il n'était pas justifié au tribunal qu'elles l'auraient été *sur la dénonciation du Gouvernement*, il devrait s'abstenir d'entrer dans aucun examen de l'affaire ; car, il ne le pourrait sans commettre un excès de pouvoir : le Gouvernement a cru, sans doute, sa surveillance suffisante pour assurer l'ordre du service ; il peut y avoir été déterminé d'ailleurs par d'autres motifs qu'il faut respecter, sans chercher à les approfondir.

SECTION III.

Destructions, dégradations, dommages.

Article CCCCXXXIV.

Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis ou récoltes, soit sur pied, soit abattus, soit aussi que les bois soient en tas ou en cordes, et les récoltes en tas ou en meules, ou à des matières combustibles placées de manière à communiquer le feu à ces choses ou à l'une d'elles, sera puni de la peine de mort.

Observations.

I. Les incendies se multiplièrent tellement aux mois de mars, d'avril et de juin 1822, que l'on aurait pu croire à l'abolition des peines prononcées par le Code pénal contre ce genre de crime ou supposer qu'il tenait à des causes que l'on ne doit chercher à connaître, que pour aviser aux moyens d'empêcher qu'elles ne se reproduisent.

II. Pour qu'il y ait crime, dans le sens du Code, au cas d'incendie, il faut que le prévenu de s'en être rendu coupable ait eu la *volonté* d'incendier la propriété *d'autrui* ; d'où suit que, la question *de volonté* se trouvant *constitutive du crime*, doit avoir été résolue *affirmativement* par le jury pour qu'il puisse être fait à l'accusé une juste application de la peine prononcée par le présent article ; et aussi, que si les jurés n'avaient déclaré qu'à la simple majorité, que l'accusé aurait agi *volontairement*, la Cour d'assises devrait en délibérer.

III. Si l'incendie *de la propriété d'autrui* n'avait été que le résultat de la *négligence* ou de *l'imprudence*, elle ne donnerait lieu, contre son auteur, qu'à la réparation du dommage causé; cependant, si la négligence avait pris sa source dans la violation de quelques *lois* ou *règlemens*, il y aurait lieu d'appliquer au prévenu les peines prononcées par l'article 458.

Si l'on n'avait à imputer à l'auteur de l'incendie, ni négligence, ni imprudence, ni violation de lois ou règlemens, non-seulement il ne serait passible d'aucune peine; mais il pourrait même n'être tenu à aucune indemnité pour le dommage causé. M. Merlin a traité cette question d'indemnité de la manière la plus lumineuse, dans son Répertoire universel de jurisprudence, tom. 6, *verb. incendie.*

IV. L'incendie *de sa propre chose* ne pourrait donner lieu à aucune poursuite, s'il n'en était résulté aucun dommage à autrui; mais si le feu avait été mis à sa chose, dans l'intention d'incendier la propriété d'autrui, il ne lui en serait résulté aucun dommage, que la simple tentative emporterait contre son auteur les peines prononcées par l'article 434; et, en effet, si tout propriétaire a le droit d'user et même d'abuser de sa chose, ce n'est qu'autant que l'usage ou l'abus qu'il s'en permet ne peut être préjudiciable à autrui. C'est ainsi que l'article 544 du Code civil modifie le droit de propriété, en disant « que l'on a le droit de jouir et » de disposer de sa chose de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en » fasse pas un usage prohibé par les lois et par les règlemens. » Et c'est ce que la Cour de cassation a constamment jugé, notamment le 20 ventôse an 11: mais le 21 novembre 1822, elle rejeta le pourvoi formé par le Procureur du Roi près la Cour d'assises du département du Bas-Rhin, contre un arrêt rendu par cette Cour qui avait prononcé *l'absolution* de l'accusé, quoique le jury l'eût déclaré coupable d'avoir *volontairement* mis le feu à sa propre maison :

« Attendu que le jury n'a pas été interrogé, et n'a pas répondu par con-
» séquent sur le fait de savoir si l'accusé avait mis le feu à sa maison dans l'in-
» tention de porter préjudice à autrui par son incendie, ni sur le fait de savoir
» si la maison incendiée volontairement, et nécessairement composée de ma-
» tières combustibles, était placée de manière à pouvoir communiquer le feu à
» des édifices, magasins et autres objets spécifiés dans l'article 434 du Code
» pénal, et appartenant à autrui; — Que, dès-lors, un incendie qui ne pouvait
» nuire à personne et qui n'était que la simple destruction d'un édifice appar-
» tenant à l'auteur de cet incendie, n'a pu constituer le crime prévu par ledit
» article 434; que l'arrêt d'absolution, prononcé dans cet état des faits
» a donc été une juste application de l'article 364 du Code d'instruction cri-
» minelle. »

Nous nous rappelons d'avoir été conduit, dans notre enfance, sur l'emplacement d'un ancien château, dont le propriétaire avait fait incendier une aîle, pour donner à ses convives le spectacle d'un beau feu d'artifice : on put taxer de folie le maître de ce château ; mais il ne vint à la pensée de personne de supposer qu'il se fût rendu coupable de crime.

V. Celui qui aurait *volontairement* incendié la propriété de son épouse ou celle de son enfant ; les enfans qui auraient incendié la propriété de leurs père et mère devraient-ils être condamnés aux peines prononcées par l'article 434 ? Ce ne serait pas *leur propre chose* qu'ils auraient incendiée, et ils ne pourraient échapper à leur condamnation, si l'on ne pouvait faire rentrer le fait dans la disposition de l'article 380 ; mais cet article n'a disposé que pour le cas de *vol*, et il est de l'essence des lois *spéciales* d'être renfermées dans les cas qu'elles ont prévus : aussi fut-il jugé, par un arrêt que nous avons rapporté dans nos observations sur cet article 380, qu'il demeurait sans application, au cas de *faux*, parce que le faux commis méchamment et à dessein de nuire, est par lui-même constitutif de crime ; ce qui reçoit une application nécessaire au cas *d'incendie* ; car il y a même raison de décider. Cependant la Cour de cassation a jugé, le 2 mars 1820, qu'un mari qui avait incendié partie des récoltes recueillies sur les propriétés de sa femme, n'avait pas encouru la peine prononcée par l'article 434 ; « attendu que l'incendie » que cet article qualifie crime, et qu'il punit de mort, est celui qui » se commet volontairement sur la propriété *d'autrui*, ou dans l'intention de dé- » truire en tout ou en partie la propriété *d'autrui* ; — Que le condamné a été » mis en accusation comme prévenu d'avoir volontairement mis le feu à une » récolte de foin mis en meule, appartenant à sa femme, *séparée de lui de corps* » *et de biens* ; — Que le fait de cette séparation qui aurait dépouillé le condamné » *de l'administration des biens de sa femme et de la disposition des récoltes qui en* » *seraient* provenues, formait une circonstance *constitutive*, *dans l'espèce*, du crime » dont il était accusé... mais que cette circonstance *nécessaire* pour donner à » l'incendie le caractère *du crime* prévu et puni par l'article 434, *n'étant pas* » *déclarée constante*, il ne pouvait y avoir lieu contre l'accusé à l'application » dudit article. »

Cet arrêt semble établir une distinction entre le cas où le mari conserverait encore l'administration des biens de sa femme et celui où il en aurait été séparé de biens ; d'où suit, que la *femme* ne pouvant jamais avoir *l'administration des biens de la communauté*, ne pourrait échapper aux peines prononcées par l'article 434, ni conséquemment aussi le mari, lors même qu'il ne serait pas séparé de biens avec sa femme, si c'étaient les biens *paraphernaux* de celle-ci

qu'il aurait incendiés ; mais nous doutons fort que des jurés fussent bien disposés à envoyer le mari ou la femme à la mort, pour pareil fait, quelque répréhensible qu'il fût, lorsqu'il ne s'agirait, sur-tout, que de l'incendie de choses mobilières.

VI. Dans l'espèce de l'arrêt cité, *l'incendie* n'avait été que de choses *mobilières*, et ce n'est aussi que du *vol* de choses *mobilières* que parle l'article 380 ; ce que la Cour ne paraît avoir pris en aucune considération, n'ayant considéré que l'incendie pris abstractivement de la nature de la chose incendiée : mais si le père, la mère, l'enfant ou l'époux, dont la propriété aurait été incendiée, se présentait pour déclarer que l'incendie de la chose qui lui avait appartenu n'avait eu lieu, que *par ses ordres ou de son consentement*, comme le propriétaire de la chose aurait pu l'incendier *lui-même* sans crime, et que l'accusé n'aurait agi que comme son *mandataire*, il n'aurait encouru, par l'exécution de son mandat, aucune responsabilité *personnelle*. Vainement dirait-on que, par ce moyen, la loi pourrait être facilement éludée : il serait bien possible, sans doute, que ce ne fût qu'un subterfuge imaginé pour le besoin de la cause; mais il serait avoué par la morale publique, en ce qu'il aurait pour objet, de la part de l'époux, du père, de la mère ou de l'enfant, de ne pas voir traîner à l'échafaud, sous ses yeux, un père, un fils, un époux, et de désarmer ainsi la justice qui doit toujours se féliciter de ne pas être placée dans la dure nécessité de donner *au peuple* le spectacle affligeant, d'un père, d'un fils, d'un époux condamnés au dernier supplice, pour des crimes commis envers d'aussi proches parens, lorsqu'il est de la plus haute importance de lui faire perdre jusqu'à l'idée qu'ils puissent s'en rendre volontairement coupables.

VII. Que le feu ait été mis à l'objet que l'on s'est proposé d'incendier ou qu'il l'ait été à des matières combustibles placées de manière à le communiquer à cet objet, le crime a la même gravité, c'est toujours la même peine qui doit être appliquée à son auteur.

Mais l'incendie doit avoir été de quelques-uns des objets mentionnés dans l'article 434, le législateur n'ayant rien voulu laisser, sur ce point, au pouvoir discrétionnaire des jurés et des juges.

VIII. Sous l'empire du Code pénal de 1791, les criminalistes étaient divisés sur le point de savoir si les bois taillis, coupés et restés dans les ventes devaient être considérés comme *récoltes ;* mais aujourd'hui les bois taillis se trouvent assimilés aux *récoltes* par l'article 434, et cet article n'a pas fait de distinction entre les récoltes *sur pied* et celles qui ont été *détachées* du sol.

IX. Les bois qui sont restés dans la vente après le recollement et le congé de cours, ne sont plus des *récoltes :* cependant les criminalistes ne s'accordent pas sur le point de savoir, si l'incendie de ces bois ferait rentrer le délit dans l'application de l'article 434 du Code pénal, qui parle en général, de bois, *soit sur pieds, soit abattus, soit aussi de bois en tas ou en cordes :* les uns disent que les bois laissés dans les ventes, après le congé de cours, n'en sont pas moins des bois *abattus*, et que c'est tout ce qu'exige l'article 434 : les autres répondent que l'on ne peut considérer comme *récoltes* que les fruits perçus *dans l'année ;* que les fruits recueillis dans les précédentes ne sont que des denrées et marchandises, qui, quoiqu'à la vérité provenues de récoltes, n'en ont point conservé le caractère ; que c'est ainsi que l'expression de *récoltes* est entendue dans le langage vulgaire, et que l'on doit supposer que la loi étant *obligatoire pour tous*, a parlé un langage *à l'usage de tous.*

X. Mais l'article 434 a parlé, d'une manière *spéciale*, des bois abattus mis en tas ou en cordes, et il a voulu que l'incendie de bois coupés, *mis en tas ou en cordes, et les fruits récoltés mis en tas ou en meules*, constituât le crime qu'il prévoit et qu'il punit : il faut toutefois que ce soient réellement des bois ou fruits *provenant de coupes de bois ou de récoltes* qui aient été mis en tas ou en meules : *sic jud.* le 21 décembre 1809 : dans l'espèce de cet arrêt, c'étaient des bottes de *chanvre* qui avaient été incendiées, et la Cour jugea que le délit sortait de l'application de l'article 32 du Code pénal de 1791, qui ne s'était occupé, comme l'a fait depuis l'article 434 du Code pénal actuel, que de l'incendie volontaire de récoltes sur pied ou mises en meules.

L'arrêt fut motivé sur ce que le jury n'avait pas déclaré les bottes de chanvre incendiées avoir fait partie de *récoltes mises en meules ;* mais ce ne seraient plus des récoltes proprement dites, si les cordes ou meules n'étaient composées que de bois ou grains provenant d'achats de divers lieux ; ce ne serait plus que l'incendie de marchandises, et l'article 434 ne s'en est pas occupé.

XI. La Cour de cassation avait déjà jugé, le 27 brumaire an 11, que l'incendie de quelques bottes de *lin*, resserrées dans la maison du maître, n'était pas un incendie *de grains*, quoique ces bottes de lin ne fussent pas encore dépouillées de leurs grains ; mais les lois d'alors ne punissaient de la peine capitale que l'incendie des *grains* destinés à la nourriture de l'homme, tandis que le Code pénal de 1810 parle des récoltes d'une manière générale : il faudrait cependant encore juger de même sous l'empire de ce Code, dans la même espèce ; c'est-à-dire, si les grains récoltés avaient été transportés dans la maison du propriétaire ; l'article 434 n'ayant parlé que des récoltes, et non

pas des fruits enlevés et resserrés, qui ne sont plus alors que des marchandises dans les mains du propriétaire.

L'article 4 de la loi du 23 floréal an 10, avait parlé de tout dépôt *de grains*, et c'était ce qui faisait naître le doute ; et l'arrêt ne fut fondé que sur ce qu'en parlant de grains, la loi n'avait entendu que ceux qui devaient servir à la nourriture de l'homme : ce qui prouve que ce fut le motif décisif dans l'espèce jugée par l'arrêt du 27 frimaire an 11, c'est que le 14 novembre 1806, la Cour jugea, que l'incendie d'un édifice où il y avait un amas de grains destinés aux alimens, rentrait dans la disposition de l'article 434, mais le crime y serait toujours rentré, lors même qu'il n'y aurait pas eu d'amas de grains, puisqu'il y avait eu incendie de l'édifice qui les renfermait.

XII. Si c'était un arbre coupé dans les champs et gissant sur place, qui eût été incendié, le délit sortirait de l'application de l'article 434 pour rentrer dans celle de l'article 444, qui parle en général de *dévastation* des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de mains d'hommes : car l'incendie est un mode de dévastation, et la dévastation d'arbres épars ne rentre pas dans la disposition de l'article 434.

XIII. L'incendie des denrées, marchandises et autres choses mobiliaires dont l'énumération n'a pas été faite dans l'article 434, se trouve réprimé par les articles 440, 442, 444, suivant que les circonstances en sont plus ou moins aggravantes.

XIV. Par *édifices*, on doit entendre non-seulement *les édifices publics*, mais aussi les maisons *des particuliers*, l'article 434 ayant parlé des édifices *en général* ; mais ce serait en faire une fausse application que de considérer comme édifices, les parcs des bestiaux et les cabanes des bergers à l'égard desquels il a été disposé d'une manière spéciale par l'article 351.

XV. *Voyez* sur cet article et sur les suivans, jusques et y compris l'article 462, les dispositions du n.° 1.er de l'article 479.

ARTICLE CCCCXXXV.

La peine sera la même contre ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires ou bateaux.

OBSERVATIONS.

I. De ce que l'article 435 s'est servi de ces expressions : *auront détruit*, ce qui semblerait ne devoir se rapporter qu'au crime *consommé*, l'on ne doit pas

en conclure, que la *tentative* n'en serait pas *punissable*, lorsqu'elle aurait été accompagnée des circonstances exigées par l'article 2 pour la constituer.

Et de même, quoique l'article ne porte pas que l'accusé doit avoir agi *volontairement*, s'il était acquis qu'il n'aurait pas agi dans l'intention du crime, il ne pourrait lui être fait application des peines qu'il prononce, lors même qu'il y aurait eu destruction par son fait, et par l'effet d'une mine, d'édifices navires ou bateaux ; mais il n'y aurait pas nullité dans l'arrêt qui aurait prononcé la condamnation de l'accusé, quand la question *de volonté* n'aurait pas été posée, ni répondue par le jury : nous disons posée ni répondue, car la question n'aurait pas été posée, que le jury aurait pu la résoudre à la décharge de l'accusé.

II. L'article 435 n'ayant parlé que de la destruction par l'effet d'une mine, *d'édifices*, *navires ou bateaux*, ce serait y ajouter que d'y assimiler les divers autres objets mentionnés dans l'article 434, et, par exemple, les magasins ou chantiers établis *en plein champ ;* car s'ils l'étaient sous des hangards ou dans l'intérieur des habitations et que la mine qui aurait été employée, eût détruit ou pu détruire, par suite, le hangard ou l'habitation, il y aurait eu destruction d'édifices ou tentative au moins de leur destruction, ce qui ferait rentrer le crime dans l'application dudit article.

III. Nous nous sommes déjà occupés de la destruction des édifices par la voie d'une mine, dans nos observations sur l'article 195, et il conviendra d'y recourir, pour avoir de plus amples éclaircissemens sur l'application à faire de l'article 435.

ARTICLE CCCCXXXVI.

La menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété, sera punie de la peine portée contre la menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les articles 305, 306 *et* 307.

OBSERVATIONS.

I. L'article 436 déclare communes à la menace *d'incendier une habitation ou tout autre propriété*, les dispositions des articles 305, 306 et 307, qui ont disposé à l'égard *des menaces d'assassinat*, *d'empoisonnement ou de tout autre attentat contre les personnes ;* d'où suit que, dans tous les cas de menaces *d'incendier les habitations ou toute autre propriété*, il faut combiner les circonstances qui s'y rattachent avec les dispositions des articles cités.

II. Pour la parfaite et entière intelligence de ces articles 305, 306 et 307, combinés avec l'article 436, il importe de faire connaître un arrêt de doctrine que la Cour de cassation rendit sur la matière, le 9 janvier 1818; le jury avait répondu que : *l'accusé s'était rendu coupable d'avoir menacé d'incendier les édifices de la dame C.....* : sur cette déclaration, la Cour d'assises du département de Lot et Garonne avait prononcé *l'absolution* de l'accusé, et le Procureur-général s'était pourvu contre l'arrêt, pour violation des articles 436, 307 et 484 du Code pénal : son pourvoi fut rejeté : « Attendu que le Code » pénal de 1810 n'ordonne, par son article 484, l'exécution des dispo- » sitions des lois et des règlemens, alors en vigueur, *qu'en tout ce qui* » *n'a pas été réglé par le présent Code, en matière de crimes, délits et contra-* » *ventions ;* — Que tout ce qui concerne les menaces d'attentat contre les » personnes et d'incendie des propriétés est réglé par les articles 305, 306, 307, » 308 et 436 du Code pénal; — Que les menaces ne peuvent donc être punies » aujourd'hui qu'autant qu'elles ont les caractères de crime ou de délit déterminés par ledit Code, et sont ainsi susceptibles de l'application des différentes » espèces de peines qu'il prononce; — Et attendu qu'aux termes de l'article 436, » la menace d'incendie des propriétés est punie de la peine portée contre la » menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les articles 305, » 306 et 307; — Que l'article 305 punit de la peine des travaux forcés à temps celui » qui *menace d'assassinat, etc., par écrit anonyme ou signé, dans le cas où la menace* » *est faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de* » *remplir toute autre condition ;* — Que, si cette menace n'est accompagnée d'au- » cun ordre ou condition, la peine est, d'après l'article 306, un emprisonne- » ment de deux à cinq ans, et une amende de cent francs à six cents francs; — » Que si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, la peine est » réduite, par l'article 307, à un emprisonnement de six mois à deux ans, et à » une amende de vingt-cinq à trois cents francs; — Que, quant à la menace faite » verbalement, et qui n'est accompagnée ni d'ordre, ni de condition, le législa- » teur ne lui a attribué *aucun caractère criminel ou correctionnel*, et ne l'a sou- » mise à aucune peine; — Que le jury n'ayant déclaré ni que la menace avait été » faite par écrit, ni qu'elle avait été accompagnée d'ordre ou de condition, le » fait dont est convaincu l'accusé se réduit à une menace verbale, sans ordre ni » condition; que, dans cet état, aucune peine ne pouvait lui être infligée et » que l'article 364 du Code d'instruction criminelle faisait à la Cour d'assises, » un devoir de le renvoyer absous, le fait dont il était déclaré coupable n'étant » défendu par aucune loi pénale..... »

III. La Cour de cassation ne le jugeait pas ainsi sous l'empire de la loi

du 25 frimaire an 8 ; elle avait prononcé, le 20 mars 1807, l'annullation d'un arrêt portant qu'il n'y avait lieu de suivre contre un prévenu qui, dans une rixe, avait menacé son adversaire d'incendier sa propriété ; attendu que si la menace écrite et réfléchie constitue un délit plus grave que la simple menace verbale d'incendier, une pareille menace n'en a pas moins le caractère d'un délit punissable ; mais, en 1807, la Cour dut le juger ainsi, attendu que, comme le portait l'arrêt, la punition de ce délit était commandée par une disposition formelle et le sens bien entendu de la loi citée ; lorsqu'aujourd'hui cette loi n'étant plus en vigueur, la Cour a dû se conformer à la nouvelle législation, ainsi qu'elle l'a fait par son arrêt du 9 janvier 1818.

IV. L'article 436, après avoir parlé de l'incendie des habitations, lui ayant assimilé *tout autre propriété* sans restriction, a nécessairement compris dans sa disposition les propriétés, même *mobilières*, comme les propriétés *immobilières*.

ARTICLE CCCCXXXVII.

Quiconque aura volontairement détruit ou renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues ou chaussées ou autres constructions qu'il savait appartenir à autrui, sera puni de la reclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au-dessous de cent francs.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et dans le second, puni de la peine des travaux forcés à temps.

OBSERVATIONS.

I. Il faut le concours de *trois* circonstances pour faire rentrer le crime dans la première disposition de l'article 437, et de *quatre* pour le faire rentrer dans la seconde.

Les trois circonstances exigées au premier cas sont, 1.° qu'il y ait eu *destruction ou renversement* d'édifices, ponts, digues, chaussées ou autres constructions ; 2.° que cette destruction ou renversement ait été de choses appartenant *à autrui ;* 3.° que la destruction ou le renversement ait été le résultat de *la volonté*. Toutes doivent avoir été, dès-lors, résolues *affirmativement* par le jury, ou du moins, il doit être résulté de sa déclaration, qu'il y en a eu *tentative* accompagnée des circonstances exigées par l'article 2 pour la rendre punissable.

II. L'article 437 n'exige pas qu'il soit déclaré que le prévenu *a agi par méchanceté, haine ou vengeance*, et cependant la Cour de Bruxelles, chambre d'accusation, avait ordonné la mise en liberté d'un accusé d'avoir *volontairement* détruit partie du toît d'une maison *qu'il savait appartenir à autrui*, sur le motif qu'il ne résultait pas de l'instruction que l'accusé eût agi *par méchanceté, haine ou vengeance;* mais, sur le pourvoi du Procureur-général, l'annullation de l'arrêt fut prononcée le 23 décembre 1813; «attendu qu'en le jugeant ainsi, la »Cour royale avait mis à l'article 437 une restriction que sa disposition ne »comporte pas; qu'elle en avait méconnu les propres termes et le véritable »sens; que, d'après cet article, tout individu qui a détruit un édifice ou une »autre construction, en tout ou en partie, a commis un crime, *s'il l'a fait volon-*»*tairement et s'il savait que l'édifice appartenait à autrui;* que la loi reconnait un »crime à ces deux caractères, qui sont tels, en effet, qu'il serait inutile de »rechercher encore si le coupable a été poussé *par méchanceté, haine ou ven-*»*geance.* »

C'était un point de moralité qui devait être soumis au jury; et peu de jurés, sans doute, voudraient déclarer coupable l'accusé, lorsqu'il leur serait bien démontré qu'il n'aurait pas agi par méchanceté, haine ou vengeance. Il ne peut y avoir crime, en effet, que lorsque l'on agit à mauvais dessein, dans une mauvaise intention; et, pour ne pas sortir de l'espèce, la destruction, le renversement, auraient pu avoir été faits dans l'intérêt même du propriétaire; d'autres circonstances pourraient également avoir ôté à l'action son caractère de criminalité.

III. Ce serait faire une fausse application évidente des dispositions de l'article 437, que de la faire au simple renversement d'une partie de mur de clôture d'un héritage, pour s'y ouvrir un passage ou à toutes autres fins: il y aurait bien eu effraction; mais, si elle ne se rattachait à aucun délit, elle ne pourrait donner lieu qu'à l'exercice d'une action civile en réparation du dommage causé, et tout au plus à l'application des peines prononcées par l'article 456.

Il en serait de même au cas où il n'y aurait eu qu'un simple dérangement de matériaux, d'où il n'aurait pû résulter un véritable préjudice à la propriété d'autrui; car, les lois doivent être sainement entendues et appliquées, et les lois pénales, doivent l'être sur-tout, avec sagesse et discrétion.

IV. Nous avons indiqué, dans nos observations sur l'article 434, n.° XV, ce que l'on doit entendre par *édifices:* ce serait aller trop loin, nous le répétons, que de considérer comme tels les cabanes de bergers, dont la destruction rentre

dans l'application spéciale de l'article 451, ainsi que la destruction des monumens rentre dans celle de l'article 257. Quant aux ponts, digues ou chaussées, pour savoir si le fait de leur destruction ou renversement rentre dans la disposition de l'article 437, il faut recourir au décret du 15 mai 1813, qui, dans son article 46, porte que ceux qui auraient percé les chaussées du Rhin, dans le temps des crues, par des tranchées ou autrement, ne doivent être condamnés aux peines prononcées par le Code pénal que *s'il y a lieu;* ce qui laisse aux tribunaux toute la latitude convenable pour apprécier les motifs que le prévenu peut avoir eu d'en user ainsi.

V. Quoique l'article 437 ait parlé de la destruction et du renversement des édifices sans limitation, nous avons vu sous le n.° précédent qu'il n'en a parlé que pour le cas où des lois spéciales n'auraient rien statué sur le fait; et conséquemment, au cas de destruction ou de renversemens d'édifices, par l'effet d'une mine, ce serait à l'article 435 qu'il faudrait se reporter.

VI. Si le prévenu était en possession *annale* de la propriété qu'il aurait détruite ou renversée, lors même que cette propriété aurait appartenu à autrui, il n'aurait pas commis le crime prévu et puni par l'article 437 : *sic jud.*, le 8 janvier 1813; il n'y aurait contre lui que l'exercice d'une action *civile* pour les réparations du dommage causé; il y aurait présomption *légale* qu'il aurait usé de la chose comme de la sienne propre, et dans l'intérêt de sa propriété.

VII. Nous avons dit sous le n.° 1, qu'il suffisait du concours de *trois* circonstances pour faire rentrer le délit dans la *première* disposition de l'article 436, lorsqu'il en faudrait *quatre* pour le faire rentrer dans la *seconde :* cette quatrième circonstance consiste en ce qu'il doit y avoir *eu homicide ou blessures :* au cas d'homicide, c'est la peine *de mort* qui devient applicable : dans celui de *blessures*, c'est celle *des travaux forcés à temps.*

VIII. La seconde disposition de l'artice 437, prise dans son sens littéral et absolu, enchérirait encore sur la rigueur de l'article 304 qui ne punit de *mort* que le *meurtre* qui a été accompagné, précédé ou suivi d'un autre crime ou délit, lorsque le présent article la prononcerait pour le cas *d'homicide :* mais il n'est pas possible de se prêter à une pareille application, et de dire, par suite, que l'homicide *involontaire* serait puni de *mort*, au cas où il se trouverait avoir été le résultat d'une dégradation d'édifices, lorsqu'il ne serait puni que *des travaux forcés* s'il avait été commis *avec le même défaut de volonté*, lors même qu'il aurait été accompagné, précédé ou suivi *de tout autre crime :* il faut donc tenir que pour faire rentrer le délit dans l'application du second paragraphe de l'art. 437, il doit y avoir eu *homicide volontaire ;* c'est-à-dire, un véri-

table *meurtre*. Si le législateur a parlé *d'homicide*, sans le qualifier, dans l'art. 437, c'est qu'il en a parlé dans le sens de sa première disposition, qui ne déclarait punissable que la dégradation ou le renversement *volontaire*. L'homicide qui est le *résultat* d'une dégradation ou renversement d'édifice, est d'ailleurs une action *concomitante* avec la dégradation elle-même, de sorte qu'il y aurait eu mort d'homme, que l'on ne pourrait dire qu'il aurait été précédé, accompagné ou suivi d'un autre crime ou délit, et que la peine de mort ne pourrait être appliquée à son auteur, si l'on faisait abstraction de l'article 437, et il faudrait le faire, dans l'espèce où le *meurtre* aurait été le résultat de la dégradation ou du renversement; car l'article 437 porte : *s'il y a eu homicide*, et non pas *si l'homicide en a été le résultat;* ce qui ne présente pas la même idée.

IX. Le jury doit dès-lors être interrogé sur la question de *volonté* dans ses rapports *avec l'homicide*, et il doit en être de même au cas de *blessures*, le Code ayant établi une distinction nécessaire, pour l'application des peines, entre *les blessures volontaires* et les *blessures involontaires*.

X. Si les complices de la destruction ne l'avaient pas été du *meurtre* ou *des blessures* qui en auraient accompagné l'exécution, devraient-ils être condamnés à la même peine que celui qui se serait rendu coupable de ce double crime? La solution de cette question dépend de celle de savoir *si le meurtre ou les blessures* sont des circonstances aggravantes du crime, ou si ce sont des crimes *indépendans*, et il suit de nos précédentes observations, que ce n'en sont que des circonstances *aggravantes;* de sorte que la complicité rentre dans la disposition de l'article 59.

Si le législateur n'avait pas regardé l'homicide et les blessures comme de simples circonstances aggravantes du fait de la destruction ou du renversement, il n'y aurait pas eu besoin d'une disposition dans le Code, pour le cas dont il s'agit; l'article 304 y aurait suffisamment pourvu.

XI. Plusieurs Cours royales jugent que le crime de *baratterie* rentre dans la disposition du présent article; mais la Cour royale d'Aix jugea le 29 juillet 1822, qu'il rentre dans celle de l'article 386 n.° 4; et la Cour de cassation rejeta le 30 août suivant, le pourvoi qui avait été dirigé contre son arrêt. Le crime de baratterie se constitue par l'action du capitaine ou du patron du navire, de détruire, altérer, détourner à son profit les choses qui lui ont été confiées pour être transportées d'un lieu dans un autre : ce crime était puni de la peine capitale, par l'ordonnance de la marine de 1681; mais il n'en fut plus fait mention au Code pénal de 1791, et depuis aucune loi

spéciale, n'a rendu l'existence à cette disposition de l'ordonnance; de sorte qu'elle est demeurée dans la catégorie des délits ordinaires, suivant la nature des circonstances qui l'accompagnent : dans l'espèce jugée par l'arrêt du 30 août, la chambre d'accusation de la Cour d'Aix avait accusé le capitaine du navire, d'avoir frauduleusement soustrait diverses marchandises de la cargaison qui lui avait été confiée, en sa dite qualité; et la Cour de cassation motiva son arrêt de rejet, sur ce que « le fait était prévu par le n.° 4 de l'article 386 du Code pénal : » l'accusé prétendait qu'il y avait absence de toute disposition pénale sur le fait dont il s'agit; mais s'il n'existe pas de lois spéciales sur la matière, elle se trouve régie par le Code pénal ordinaire, qui punit le vol, et conséquemment la baratterie qui en a tous les caractères : l'accusé ajoutait, que les marchandises ayant été *assurées*, ç'avait été un simple dommage causé aux assureurs, et non pas la soustraction de la chose au préjudice de la personne qui l'avait confiée, de sorte qu'il n'y avait qu'une action civile à exercer contre lui de la part des assureurs, en réparation du dommage causé; mais il n'y en avait pas moins eu soustraction de la chose d'autrui, n'importe à qui elle appartînt.

ARTICLE CCCCXXXVIII.

Quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de seize francs.

Les moteurs subiront le maximum *de la peine.*

OBSERVATIONS.

I. L'article 438 n'a pas interdit de prendre des *mesures conservatrices de ses droits;* mais seulement l'opposition *par voies de fait*, à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement.

II. L'article 438 ne subordonne pas la punition des voies de fait au cas où elles auraient produit leur effet, d'où suit, qu'il suffit qu'il y ait eu voies de fait dans un pareil dessein, pour constituer le délit prévu et puni par cet article.

III. De ce que l'article porte que, les *moteurs* seront condamnés au *maximum*

de la peine, ce serait en tirer une fausse conséquence que de supposer que les moteurs seuls devraient être punis : chacun des coopérateurs doit l'être, suivant que les faits à sa charge, aggravent plus ou moins sa conduite, en se renfermant toutefois, de la part des juges, dans le maximum et le minimum fixés par l'article 438. Le plus ou moins de gravité des circonstances ne laisse pas la même chance aux moteurs qui doivent être *nécessairement* condamnés au *maximum*, lorsque leur culpabilité est bien établie.

IV. Dans ces expressions : *confection de travaux*, se trouvent compris non-seulement les ouvrages à *confectionner*, mais également ceux de *démolition ;* l'observation en fut faite par M. le conseiller-d'État Faure, lors de la discussion qui s'établit sur cet article au Conseil-d'État, et elle fut généralement approuvée.

V. M. Faure observa, de plus, que le projet de l'article 438 devait être adopté, avec le mot *autorisé* au lieu de celui *ordonné*, qui semblait être plus convenable dans l'idée de certaines personnes ; afin que l'on ne pût croire que les travaux devraient avoir été *commandés* par le Gouvernement, lorsqu'il devait suffire que les ordres d'exécution eussent été donnés *par ses agens*, pour qu'ils dussent être *provisoirement* exécutés, sauf le recours, tel que de droit, à l'autorité supérieure.

VI. Comme le fait, tel qu'il est énoncé dans l'article 438, ne doit être réprimé que par une peine d'emprisonnement, il pourrait n'être puni que de peines de simple police, aux termes de l'article 463.

ARTICLE CCCCXXXIX.

Quiconque aura volontairement brûlé ou détruit, d'une manière quelconque, des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni ainsi qu'il suit :

Si les pièces détruites sont des actes de l'autorité publique, ou des effets de commerce ou de banque, la peine sera la reclusion ;

S'il s'agit de tout autre pièce, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cent francs à trois cents francs.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de cet article ne doivent pas être confondues avec celle

de l'article 408, qui n'a parlé que du *détournement de pièces confiées*, lorsque l'article 439 s'occupe de leur *destruction :* ainsi le délit rentre dans l'application du présent article, lorsqu'il y a eu *destruction de pièces* d'une *manière quelconque*, et l'on doit juger, en conséquence, toutes les fois que l'occasion s'en présente, que celui qui, pour se soustraire au payement d'une obligation, s'en est emparée, et l'a déchirée, brûlée ou *avalée*, ce dont on a eu plusieurs exemples, s'est rendu coupable du délit prévu et puni par l'article 439.

II. Mais il faut que la pièce *détruite* contînt ou opérât *obligation, disposition ou décharge ;* car autrement ce ne serait qu'une pièce *insignifiante*, dont la destruction, ne devant porter aucun préjudice à autrui, ne pourrait constituer un véritable délit.

III. Ce seraient des pièces emportant obligation, disposition ou décharge, qui auraient été détruites, que leur destruction ne ferait pas rentrer le fait dans l'application de l'article 439, si la personne qui en serait prévenue, n'avait pas agi *volontairement ;* d'où suit que, la déclaration de *volonté* doit ressortir nécessairement de la réponse du jury.

IV. S'il s'agissait de toutes autres pièces que des *actes originaux de l'autorité publique ou d'effets de commerce ou de banque*, la simple *tentative* ne pourrait donner lieu à aucune poursuite ; mais elle deviendrait *punissable*, comme si le crime avait été consommé, au cas où la tentative de destruction aurait porté sur des pièces de cette nature; attendu que, dans ce dernier cas, *la destruction de pièces* serait constitutive d'un véritable *crime*, lorsqu'elle ne constituerait, dans le premier, qu'un simple *délit*.

V. Par *actes originaux* de l'autorité publique, l'on doit entendre tous ceux qui auraient pour effet de priver ceux qui auraient intérêt à leur conservation, de s'en aider pour établir leurs droits. Les registres et minutes de l'autorité publique sont, par eux-mêmes, des actes originaux de cette autorité, mais il ne sont pas les seuls, et c'est pour les comprendre tous dans sa disposition, que l'article 439 a parlé d'une manière générale des actes originaux de l'autorité publique.

VI. La question de savoir si un adjudicataire de bois qui avait enlevé l'empreinte de la marque apposée par l'autorité publique sur des arbres de réserve, pour la transporter sur d'autres, s'était rendu coupable du délit réprimé par l'article 439, s'est deux fois présentée à juger par la Cour de cassation, et les deux fois, il a été décidé que l'adjudicataire avait encouru les peines prononcées par l'article 439, contre les prévenus de destruction *d'actes originaux de l'autorité publique*. Lorsque la question se présenta pour la première fois le 14 août

1812, elle fut fortement débattue ; mais après une discussion très-approfondie l'arrêt passa à une forte majorité ; aussi lorsque la question se représenta de nouveau le 4 mai 1822, fut-elle résolue dans le même sens, sans éprouver d'opposition : l'arrêt de 1812 fut motivé sur ce que ; « les empreintes du mar-» teau royal apposées sur des arbres réservés, sont des actes originaux de l'au-» torité publique ; qu'elles opèrent même un titre de propriété envers le do-» maine public et une obligation à l'adjudicataire de conserver les arbres sur » lesquels elles sont apposées. » Celui de 1822 adopta les motifs du réquisitoire du Procureur-général, qui s'était pourvu en réglement de juges, attendu le conflit négatif qui s'était établi entre la Chambre d'accusation, qui avait renvoyé la connaissance de l'affaire au tribunal correctionnel, et ce tribunal qui avait refusé d'en connaître. On objecterait vainement, disait M. le Procureur-général, *qu'il n'y aurait pas eu destruction* parce que les empreintes *n'auraient été que déplacées* : il y a eu destruction, en effet, ajoutait ce magistrat, puisque la marque a cessé d'exister, pour son objet, dans sa destination, et que la loi a perdu sa garantie ; le fait du déplacement, continuait-il, loin d'effacer le crime, le complique et le rend punissable sous un double rapport.

VII. Dans les espèces jugées par ces deux arrêts, les empreintes enlevées et remplacées portaient celles *du marteau royal :* si elles avaient porté celles du marteau *d'un particulier*, il n'aurait plus été question *d'actes originaux de l'autorité publique ;* le délit serait rentré dans l'application du troisième paragraphe de l'article 439, qui ne punit que de peines d'emprisonnement et d'amende la destruction de tous autres actes et pièces emportant obligation, disposition ou décharge ; c'est-à-dire, de celles de tous autres actes et pièces que les registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, effets de commerce ou de banque.

VIII. Après s'être occupé d'une manière *spéciale* des registres, minutes et actes originaux de l'autorité publique, l'article 439 parle, en général, de titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque ; mais si la destruction des registres, minutes et actes originaux de l'autorité publique emporte toujours et nécessairement contre son auteur, lorsqu'il s'en est rendu *volontairement* coupable, la peine de la *reclusion*, il n'en est de même qu'au cas de destruction *des effets de commerce ou de banque :* quand la destruction a été d'autres actes ou pièces, elle n'emporte que les peines *de l'emprisonnement et de l'amende.*

IX. L'article 439 ayant parlé restrictivement des *registres, minutes et actes originaux de l'autorité publique*, il suit que *tous les autres actes*, lors même qu'ils seraient émanés de l'autorité publique, rentreraient dans la catégorie des simples

titres ou pièces qui font la matière de la troisième disposition dudit article, et conséquemment que, quand la destruction aurait été de *la grosse ou de l'expédition* d'un acte de l'autorité publique, ce ne seraient que les peines de l'emprisonnement et de l'amende qui devraient être prononcées contre le prévenu, bien entendu encore que la pièce détruite aurait emporté *obligation, disposition ou décharge ;* car, ce ne serait *ni un registre, ni une minute, ni un acte original de l'autorité publique*, qui aurait été l'objet de la destruction.

X. L'article 439 a divisé en deux classes très-distinctes les titres et pièces sur lesquels la destruction a pu s'opérer, et qui n'ont le caractère de registres, ni de minutes, ni d'actes originaux de l'autorité publique ; il a mis dans la première les effets de commerce ou de banque, et dans la seconde tous les autres titres ou pièces. Quant à la destruction des effets de commerce ou de banque, l'article 439 les a assimilés aux registres, minutes et actes originaux de l'autorité publique, en prononçant contre leurs auteurs la peine de la *reclusion*, lorsqu'au contraire ce n'est que celles de l'emprisonnement et de l'amende qu'il a voulu qui fussent appliquées dans tous les autres cas ; de sorte que c'est à bien distinguer le caractère de la pièce détruite qu'il faut principalement s'attacher dans les préventions de ce genre.

XI. On a dû remarquer qu'après avoir parlé nominativement *des lettres de change* dans sa première disposition, l'article 439 n'a plus parlé, dans la seconde, que *des effets de commerce ou de banque*, sans rien autrement préciser ; d'où suit que, si *les lettres de change* qui auraient été détruites ne constituaient PAS ELLES-MÊMES, et indépendamment de toutes autres circonstances, *de véritables effets de commerce ou de banque*, la destruction de celles qui n'auraient pas ce caractère ne pourrait donner lieu qu'à l'application de la dernière disposition dudit article. L'article 632 du Code de commerce qualifie bien *d'actes de commerce*, ENTRE TOUTES PERSONNES, *les lettres de change, ou remises d'argent faites de place en place ;* mais, *tout acte de commerce* ne constitue pas nécessairement *un effet de commerce*, et l'article 439, second alinéa, ne parle que *d'effets de commerce*, et non pas en général *d'actes de commerce.* Ce n'est aussi que pour établir la compétence des tribunaux de commerce que l'article 632 répute toutes lettres de change, des actes de commerce, cet article ayant été placé dans le Code sous le tit. 2 du liv. IV, intitulé : *De la compétence des Tribunaux de commerce ;* et, dans l'application de l'article 439, il n'est pas question de simple *compétence.* Toute la question est dans le point de savoir *si les lettres de change sont essentiellement des effets de commerce ;* or, il est des cas où le Code ne répute les lettres de change que *simples promesses*, comme on peut le voir en se reportant aux articles 112, 113 et 114. Le Code les considère alors si peu comme *des effets*

de commerce, que l'article 637 ne permet pas même de prononcer *la contrainte par corps* contre les signataires *non négocians*; c'est le *fait* et non pas la *forme* de l'acte qui lui imprime le caractère *d'effet de commerce ou de simple billet.* Il faudrait en dire de même, à plus forte raison, des *billets à ordre*, quoique, comme les lettres de change, ils se transmettent par la voie de l'ordre, lors même qu'ils ne seraient pas causés pour fait de commerce, et que les ordres qui en sont passés soient assujettis aux mêmes formalités; ce ne sont que de simples billets lorsqu'ils n'ont pas pour cause *un fait de commerce.*

XII. Il résulte de ce que la pièce détruite doit emporter *obligation, disposition ou décharge*, que l'arrêt de mise en accusation doit énoncer clairement que les effets brûlés ou détruits emportaient obligation, disposition ou décharge, lors de leur destruction; car, sans cela, il n'y aurait pas *prévention* de destruction de titres emportant obligation, disposition ou décharge, ce qui est la condition *sine quâ non* de la loi : *sic jud.* le 12 septembre 1816. Le sieur A.... avait souscrit deux lettres de change au profit de T...., l'une payable en 1813, l'autre en 1814. *Au mois de juillet* 1815, T.... traduisit A.... devant le tribunal de commerce, pour se voir condamner à lui en payer le montant. A.... soutint qu'il les avait acquittées, et J...., ne pouvant les représenter, s'en remit au serment décisoire de son prétendu débiteur, qui le prêta, ce qui mit fin à l'exercice de l'action civile; mais J.... rendit plainte en destruction de titres, et la Cour de Caen mit A.... en accusation comme prévenu d'avoir détruit et brûlé les lettres de change en question, et aussi d'avoir prêté un faux serment en justice; mais, sur le pourvoi d'A...., l'arrêt de mise en accusation fut annullé dans ses deux chefs : attendu, sur celui relatif à la destruction des lettres de change, « qu'il n'avait pas été déclaré dans l'arrêt que, lors » *du brûlement des traites*, le paiement n'en avait pas été fait par A....., et qu'ainsi » elles le constituaient encore débiteur des sommes y énoncées; — Que sur l'action » intentée par J.... devant le tribunal de commerce, il avait été, au contraire, » soutenu par A.... que, lors dudit brûlement, il avait acquitté les traites par » lui brûlées; que le serment lui ayant été déféré par J...., il avait fait ce serment; » que, dans cet état, le tribunal de commerce, dont le jugement était passé en » force de chose jugée, avait prononcé que, vu ce qui résultait du serment et » des déclarations d'A...., il était déchargé de l'action de J....; — Que ce jugement » établissait au civil la vérité du paiement des traites lors du brûlement; qu'il » établit donc au civil que, lors du brûlement, les traites brûlées ne portaient » plus d'obligation au préjudice d'A....; — Que, dans ces circonstances, l'action » publique qui est indépendante de l'action civile pouvait, sans doute, être » intentée sur le fait de l'article 439; mais, que cette action dépendant de la

» circonstance qu'à l'époque du brûlement, les lettres brûlées portaient encore » obligation, ce fait purement civil en lui-même, et contraire à une décision » irrévocablement rendue au civil, devait être appuyé devant le tribunal cri- » minel par une preuve écrite ou du moins par un commencement de preuve » par écrit; — Et, attendu que l'arrêt de la Chambre des mises en accusation » n'établit point qu'il y ait preuve écrite, ni un commencement de preuve par » écrit, qu'à l'époque du brûlement des traites elles portassent encore obliga- » tion; que cet arrêt n'énonce même pas ce fait d'obligation à ladite époque; —. » Que l'accusation n'a donc pas les caractères exigés par l'article 439, pour con- » stituer un fait criminel; que l'arrêt, dans l'état des faits qui y sont déclarés, » en renvoyant le prévenu devant la Cour d'assises, a donc violé les règles de » compétence établies par la loi. »

XIII. L'article 439 ne porte pas que la pièce brûlée ou détruite appartiendra *à autrui;* mais il le sous-entend nécessairement; car, si c'était sa propre chose, on aurait pu en user et même en abuser, et se priver, par ce moyen, d'en poursuivre l'exécution. La pièce aurait bien pu, sans doute, contenir obligation, disposition ou décharge; mais, en la détruisant, l'auteur de la destruction n'aurait pas porté préjudice à autrui; et ce n'est qu'à raison d'un préjudice causé à autrui que le Code considère comme délit la destruction des pièces.

XIV. Le Code ne s'est pas occupé, dans son article 439, du cas où *des fonctionnaires ou officiers publics* auraient *coopéré* au brûlement ou à la destruction des pièces : le crime rentrerait dans l'application de l'article 198, *s'ils avaient été chargés de surveiller ou de réprimer le délit*, comme au cas, par exemple, où ce seraient des registres, des minutes ou des actes originaux de l'autorité publique qui auraient été brûlés ou détruits; il en serait de même quand la destruction aurait été de simples titres ou billets, si par la nature de leurs fonctions ils étaient chargés de leur conservation.

ARTICLE CCCCXL.

Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte, sera puni des travaux forcés à temps; chacun des coupables sera de plus condamné à une amende de deux cents francs à cinq mille francs.

OBSERVATIONS.

I. Il n'est question dans cet article que de *dégât* de choses *mobilières*, mais il

suffit qu'il ait été fait de choses *mobilières quelconques*, pour rentrer dans sa disposition; le délit prend seulement un caractère plus grave lorsque ce sont des grains ou grenailles, vins ou autres boissons qui en ont été l'objet; c'est alors la peine prononcée par l'article 442 qui devient applicable; mais il faut, pour constituer le délit que répriment les articles 440 et 442, que le dégât ou le pillage ait été commis *en réunion ou bande* et *à force ouverte*, c'est une condition de rigueur : aussi la Cour de cassation annulla-t-elle, le 8 mars 1816, un arrêt qui avait fait l'application de l'article 440 à un accusé, quoiqu'il ne résultât pas de la déclaration du jury que le pillage avait été commis *en réunion ou par bande et à force ouverte*. Dans l'espèce, la question avait été posée au jury, et la réponse du jury avait été simplement que l'accusé s'était rendu coupable de pillage; cependant, et sur cette déclaration, la Cour d'assises avait condamné l'accusé aux peines prononcées par l'article 440 du Code pénal, en quoi elle avait évidemment fait une fausse application de la loi.

II. La Cour de cassation ordonna que l'accusé serait soumis *à de nouveaux débats*, quoiqu'en prenant la déclaration du jury telle qu'il l'avait faite, le crime rentrait naturellement dans la disposition de l'article 386, ce qui semblait devoir conduire à un tout autre résultat : la Cour d'assises aurait pu, sans doute, ordonner que le jury rentrerait dans sa Chambre pour compléter sa déclaration; mais en ne l'ordonnant pas, cette Cour n'avait pu priver l'accusé d'un droit qui lui était *acquis*, celui de faire statuer sur son sort par le jury qui avait été légalement appelé pour y prononcer.

La question étant de la plus haute importance, il est bon de connaître les motifs sur lesquels la Cour de cassation se fonda pour faire le renvoi de l'accusé à de nouveaux débats : « attendu, porte l'arrêt, que le jury, interrogé sur » le fait principal du pillage, et sur les circonstances qui l'ont accompagné, » ayant omis de s'expliquer sur ces circonstances, n'a donné que des déclara- » tions incomplètes et insuffisantes; que son silence sur les circonstances, » qui peut provenir, ou de ce qu'il ne les a pas examinées, ou de ce que » leur existence ne lui a pas paru constante, laisse absolument ignorer sa » véritable pensée; que s'il est impossible de considérer le réclamant comme » coupable du crime de l'article 440, puisqu'il n'est pas déclaré coupable *avec* » *les circonstances mentionnées dans cet article*, il n'est pas moins impossible de le » juger non-coupable de ce crime, dès qu'il n'est pas déclaré coupable *sans les* » *circonstances*; que la déclaration, telle qu'elle existe au procès, ne saurait être » la base *légale* d'un arrêt *d'absolution*, puisque le fait reconnu constant est *dé-* » *fendu par une loi pénale*; qu'elle ne peut l'être d'un arrêt de *condamnation*, » parce qu'il est incertain si le fait dont le jury a reconnu l'existence, *est le pil-*

» *lage en réunion ou bande et à force ouverte*, que l'article 440 du Code pénal » punit des travaux forcés à temps, ou *un pillage commis par plusieurs personnes* » *dans une maison habitée*, lequel n'étant que le vol mentionné dans l'article 386 » du même Code, ne serait punissable que de la reclusion ; que ce n'est donc » le cas, ni de l'application de l'article 429 du Code d'instruction criminelle » et de la cassation sans renvoi, ni du renvoi pour faire prononcer la peine » d'après la déclaration existante ; et qu'il doit être procédé à de nouveaux dé- » bats, d'après lesquels puisse intervenir une nouvelle déclaration de jury qui, » si l'accusé est coupable, détermine d'une maniere claire, précise et certaine, » le véritable caractère du fait dont il sera déclaré convaincu, et mettre » ainsi la Cour d'assises devant laquelle il sera renvoyé, à portée de prononcer » une condamnation qui soit une juste application de la loi pénale. »

La déclaration du jury portait simplement, que : *l'accusé avait excité le pillage commis* DANS LA MAISON *du sieur* T...., *et qu'il avait assisté les auteurs du pillage auquel il avait été présent ;* ce qui aurait fait rentrer le crime dans l'application du n.° 1 de l'article 386, si ç'avait été sur la simple question ainsi répondue que le jury eut été interrogé ; mais il lui avait été demandé si le pillage avait été commis *par plusieurs personnes armées, réunies* et *à force ouverte*, et il ne s'était pas expliqué sur cette circonstance : mais résultait-il, du silence qu'avait gardé le jury, la nécessité et même la faculté du renvoi de l'affaire devant une autre Cour d'assises, pour y être procédé à de nouveaux débats ? La déclaration du jury avait été *reçue* par la Cour, elle avait été *lue* à l'accusé, elle avait été *consignée* dans l'arrêt ; c'était *dans cette déclaration* que la Cour avait puisé les motifs de sa décision. Dans un pareil état de choses, renvoyer l'accusé à subir de nouveaux débats, n'était-ce pas ordonner la *révision* d'une déclaration de jury, sous une autre forme que celle autorisée par la loi ? Qu'il eût été fait une fausse application de la loi par l'arrêt attaqué, cela était évident ; mais qu'il n'y eût pas lieu d'appliquer la première disposition de l'article 434 du Code d'instruction criminelle, c'est ce qui ne nous paraît pas aussi clair : il nous semble qu'au lieu de renvoyer l'affaire à de nouveaux débats, elle n'aurait dû l'être devant une autre Cour d'assises, que pour l'application de la peine d'après la déclaration existante du jury.

III. Les auteurs du Dictionnaire des arrêts modernes de la Cour de cassation en rapportent un du 28 août 1812, qu'ils disent avoir jugé, que les mots *réunion ou bande*, qui se lisent dans l'article 440, ne présentent pas la même idée, ce qui est vrai ; car une *bande* présente nécessairement celle *d'une troupe organisée ;* tandis qu'une simple *réunion* ne présente que celle *d'individus ras-*

semblés, sans avoir été soumis à une organisation préalable : mais il fut jugé, par cet arrêt, qu'il suffit *du pillage ou du dégât* commis *en réunion*, lors même qu'il ne l'aurait pas été *par bande*, pour faire encourir à ses auteurs la peine prononcée par l'article 440 ; cet article ayant assimilé les deux cas de *bande* ou *réunion*.

IV. Mais de quel *nombre* d'individus la *réunion* doit-elle avoir été composée? Le législateur ne s'en est pas expliqué ; il n'a pas dit, comme il l'a fait dans plusieurs autres des articles du Code, qu'il suffirait qu'elle l'eût été *de deux ou plusieurs personnes ;* par son silence, il a laissé les choses dans les dispositions du droit commun ; et en France, l'on n'a jamais considéré comme *bande ou réunion séditieuse*, que *l'aglomération au moins de cinq personnes*, jurisprudence fondée sur la loi 4. §. III. ff. *de vi bon. rap.* dont voici les termes : *Turbam autem ex quo numero admittimus ? Si duo rixa commiserint, utique non accipiamus in turba id factum, quia turba non propriè dicentur : enimverò si plures fuerunt decem aut quindecim homines, turba dicitur : quid ergo si tres aut quatuor ? Turba utique non dicetur.*

V. Il faut donc au moins qu'il y ait eu un rassemblement de *cinq individus* pour constituer la réunion séditieuse ; c'est-à-dire, qu'au moins un nombre égal d'individus *aient pris part au pillage ou dégât ;* car l'article 440 a voulu que le pillage ou dégât ait été commis *en réunion ou bande*, et il ne l'aurait pas été de cette manière, si un moindre nombre d'individus y avaient pris part.

VI. Le pillage ou le dégât aurait été commis en réunion ou bande, que ce ne serait point encore assez pour motiver la condamnation des accusés aux peines prononcées par l'article 440, il devrait y avoir eu *force ouverte ;* c'est-à-dire, *des violences exercées* et non pas de simples *voies de fait :* aussi l'article 441, qui est le corollaire de l'article 440, ne parle-t-il que *de ces violences :* mais le Code n'exige pas que les *violences* aient été exercées *avec armes* ni que les auteurs du crime en fussent *porteurs ;* ce qu'il exige uniquement, c'est que le pillage ou le dégât ait été réellement commis *en réunion ou bande, et à force ouverte.*

VII. Contraindre *par violences* un propriétaire de vendre ses denrées au prix qui lui est *fixé* par la bande ou réunion, c'est se rendre coupable du crime prévu et puni par les articles 440 et 442 : *sic jud.* le 17 janvier 1812. C'est le priver, en effet, de sa chose contre sa volonté, exercer envers lui un véritable pillage.

VIII. Les articles cités n'ont pas mis pour condition à leur application que

le pillage le ou dégât ait été commis *dans une maison habitée ou servant à l'habitation*, ce qui rend cette circonstance indifférente ; sauf l'application de la peine au *minimum* ou au *maximum*, d'après les faits qui s'y rattachent.

IX. Il suffit d'avoir fait partie de la bande ou réunion, lors même que l'on n'aurait pas été arrêté sur le lieu du délit, pour avoir encouru la peine prononcée par les articles 440 et 442 ; la seule excuse que l'accusé pourrait invoquer en sa faveur, dans un pareil état de choses, serait celle tirée des dispositions de l'article 441, et alors même il n'y aurait pas *simple excuse ;* mais absence de tout *délit.*

X. Si des individus qui auraient fait partie de la bande ou réunion, s'étaient retirés au premier avertissement de l'autorité civile ou militaire, sans avoir personnellement commis de dégâts ; qu'en se retirant ils eussent été arrêtés sans armes et sans faire résistance, et qu'ils eussent été mis en jugement, ils devraient être déclarés non-coupables : ils pourraient invoquer, en effet, les dispositions du Code qui exemptent de toute peine les individus qui, ayant fait partie des bandes, se sont retirés sur la première sommation de l'autorité publique, lorsqu'ils n'y ont exercé ni commandement ni emploi. On a bien cru pouvoir soutenir, dans les derniers temps, que la nécessité de la sommation n'étant fondée que sur les dispositions de la loi martiale, et que cette loi étant depuis long-temps tombée en désuétude, les individus arrêtés dans un rassemblement ne seraient pas recevables à exciper de ce que la sommation n'aurait pas été faite ; mais l'on ne peut trop s'étonner d'avoir vu faire une pareille supposition, la même disposition se trouvant textuellement écrite dans des lois maintenues par la Charte constitutionnelle.

XI. Les peines portées par l'article 440 sont extrêmement sévères ; mais il le fallait peut-être pour éloigner, par une crainte salutaire, ceux qui seraient tentés de prendre part aux rassemblemens séditieux. Cependant il est difficile de se faire à l'idée de la cumulation d'une peine d'amende avec une peine afflictive et infamante.

XII. Quoique les articles 440, 441 et 442 semblent renfermer des dispositions générales, ils cessent néanmoins d'exercer leur empire, au cas prévu dans l'article 96, qui renferme une disposition *spéciale.*

ARTICLE CCCCXLI.

Néanmoins ceux qui prouveront avoir été entraînés par des provocations ou sollicitations à prendre part à ces violences, pourront n'être punis que de la peine de la reclusion.

OBSERVATIONS.

I. L'article 441 se sert cumulativement des mots *provocations* et *sollicitations*, afin de laisser aux tribunaux toute la latitude désirable au cas où il leur paraîtrait résulter de l'instruction et des débats, que les accusés n'auraient fait que céder *à des suggestions quelconques*, lors même qu'elles n'auraient pas eu le véritable caractère de *provocations*.

II. Cet article ne change rien au fait constitutif du crime ; il ne fait qu'autoriser les juges, sans leur en imposer l'obligation, de convertir la peine des *travaux forcés* en celle de la *reclusion*, ce qui résulte clairement de ces expressions : *pourront n'être punis*.

III. Ce ne serait pas assez pour l'accusé d'alléguer qu'il n'aurait fait que céder à des provocations ou sollicitations, il faudrait qu'il en rapportât la preuve ; car ayant fait partie de la bande ou réunion, il y aurait présomption *légale* de sa culpabilité tout entière ; de sorte que ce serait à lui de s'en justifier : aussi l'article s'est-il borné à parler *de ceux qui prouveront avoir été entraînés*.

IV. Si la provocation avait résulté *de dons ou promesses* agréés par l'accusé, l'on ne pourrait y voir de moyens d'atténuation de son crime, puisqu'il y aurait alors participé volontairement et avec connaissance de cause ; mais s'il avait été *contraint* d'y prendre part, non-seulement il n'aurait encouru aucune peine, mais il n'y aurait pas eu délit dans son fait; il ne pourrait être dirigé contre lui aucune poursuite : (*Art.* 64.)

V. Ce serait ajouter à la rigueur de la loi, que de prononcer une condamnation *à l'amende* contre l'accusé à qui l'on ferait application de l'article 441. Cet article n'ayant parlé que de celle de la *reclusion* ; le législateur s'est bien servi de ces termes : *pourront n'être punis que de la peine de la reclusion* ; mais lorsque les tribunaux usent de cette faculté, il ne leur est plus permis de cumuler les dispositions de l'article 440 avec celles de l'article 441.

ARTICLE CCCCXLII.

Si les denrées pillées ou détruites sont des grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain, vin ou autre boisson, la peine que subiront les chefs, instigateurs ou provocateurs seulement, sera le maximum *des travaux forcés à temps, et celui de l'amende prononcée par l'article* 440.

OBSERVATIONS.

I. Cet article, ainsi que le précédent, n'est que le corollaire de l'article 440 ; il ne fait que substituer une peine à une autre ; il veut que le *maximum* des travaux forcés à temps soit prononcé contre les *chefs, instigateurs ou provocateurs*, lorsque le pillage ou la destruction a été *de grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain, vin, ou autre boisson.*

II. Mais résulte-t-il de ce que l'article 442 porte que, dans les cas qu'il prévoit, les chefs, instigateurs ou provocateurs *seulement*, subiront le *maximum* de la peine, que ceux qui auraient fait partie de la bande ou réunion, sans en avoir été les chefs, instigateurs ou provocateurs, ne pourraient être légalement condamnés au maximum de la peine? Tout ce qui résulte, de ce que l'article 442 porte, que les chefs, instigateurs et provocateurs *seulement*, subiront le *maximum* de la peine, c'est qu'ils doivent y être *nécessairement* condamnés ; MAIS *seulement eux nécessairement ;* ce qui a laissé les choses, au regard des autres accusés, dans les termes du droit commun : l'adjonction de l'adverbe *seulement*, ne se lirait pas dans l'article, que *les chefs, instigateurs ou provocateurs* n'en auraient pas moins pu être condamnés au *maximum* de la peine ; mais il n'y aurait pas eu nécessité de les y condamner : tout à leur égard, comme à celui des autres accusés, aurait été abandonné au pouvoir discrétionnaire des tribunaux.

III. Les chefs, instigateurs ou provocateurs n'auraient pas fait partie de la bande ou réunion, lorsqu'elle aurait agi, que s'il était constant aux débats, qu'ils l'eussent réellement été, leur condamnation deviendrait inévitable.

Mais si la bande ou réunion avait commis d'autres crimes, et que ces crimes emportassent des peines plus graves, les chefs, instigateurs ou provocateurs

qui n'en auraient pas fait partie, ne pourraient voir leur peine aggravée de cette circonstance ; il n'y aurait toujours que le *maximum* de la peine des travaux forcés à temps qui leur deviendrait applicable.

La question serait plus délicate si les chefs, instigateurs ou provocateurs avaient fait partie de la bande ou réunion : mais alors même l'aggravation de la peine ne devrait tomber que sur l'auteur du crime.

Cependant, dans l'un comme dans l'autre cas, s'il résultait de l'instruction et des débats que les chefs, instigateurs ou provocateurs eussent insinué à la bande ou réunion, qu'elle devrait user de tous les moyens qui seraient en son pouvoir, pour parvenir à ses fins, très-certainement, ceux qui auraient fait cette insinuation devraient être considérés comme *complices* des crimes particuliers qui auraient été commis ; car ils les auraient provoqués, ce qui ferait rentrer leur délit dans la disposition de l'article 60.

ARTICLE CCCCXLIII.

Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement gâté des marchandises ou matières servant à fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de seize francs.

Si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique ou par un commis de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans, sans préjudice de l'amende, ainsi qu'il vient d'être dit.

OBSERVATIONS.

I. Ce genre de délit ne change pas de caractère par la *qualité* des personnes ; ce ne sont toujours que des peines *correctionnelles* qui doivent être appliquées.

II. Quoique l'article 443 se serve du mot *quiconque*, ce serait lui donner une étendue qu'il ne comporte pas, que de prétendre en faire l'application au propriétaire des marchandises ou matières servant à fabrication, lors même qu'il les aurait volontairement gâtées, par quelque procédé que ce soit,

tout propriétaire pouvant user et même abuser de sa chose, à son détriment comme à son avantage, lorsqu'il ne peut en résulter aucun dommage pour autrui.

III. L'on aurait gâté des marchandises ou matières servant à fabrication, que si l'on n'avait pas agi *volontairement* et dans *le dessein de nuire*, il n'y aurait pas délit *punissable*, sauf l'exercice de l'action civile pour la réparation du dommage causé : il serait même possible que l'on eût gâté les marchandises ou matières servant à fabrication, par des procédés que l'on n'aurait employés que dans l'intention de les améliorer, et l'erreur n'est pas un crime; mais, ce serait au prévenu de justifier sa conduite sous ce rapport, et aux juges d'apprécier le mérite de sa justification.

IV. Lorsque c'est un ouvrier de la fabrique ou un commis de la maison qui s'est rendu coupable du délit que prévoit et réprime l'article 443, les peines qu'il a encourues sont plus sévères que celles qui deviendraient applicables à un étranger, ce qui doit être; car, il a commis *un abus de confiance* qui ajoute nécessairement à sa culpabilité.

V. Mais, pour rentrer dans la seconde disposition de l'article 443, *l'ouvrier ou le commis* doit l'avoir été de *la maison* où le délit a été commis : il ne suffirait pas que ce fût un ouvrier attaché *au même genre de fabrication*, ou un commis *d'une maison de commerce quelconque*, à qui le fait pût être imputé.

VI. Il suffit que les marchandises ou les matières servant à fabrication aient été détériorées, en manière quelconque, pour faire rentrer le délit dans l'application du présent article; car, elles n'en auraient pas moins été *gâtées*, pour n'avoir perdu qu'une partie de leur valeur; mais elles doivent avoir été *gâtées*, soit par l'emploi d'une matière corrosive, soit par celui de tout autre substance employée *pour parvenir à cette fin;* ce que l'article ne dit pas, il est vrai, en termes bien exprès; mais ce qu'il a évidemment sous-entendu : il n'y aurait pas délit, en effet, si les marchandises n'avaient reçu aucune altération des moyens qui auraient été employés pour les rendre défectueuses; la simple *tentative* ne suffisant pas pour rendre punissable le délit que réprime l'article 443.

VII. Les matières servant à fabrication changent nécessairement d'objet, suivant la nature de la fabrication à laquelle on les destine; et, sous ce point de vue, il y a peu d'objets qui ne pussent être considérés comme des matières servant à fabrication; mais ces mots de l'article 443 : *servant à fabrication*,

doivent être sainement entendus ; c'est-à-dire, que les matières doivent avoir été destinées, par le manufacturier ou le fabricant, pour l'usage de sa manufacture ou de sa fabrique ; de sorte que, tant qu'elles n'ont pas encore reçu cette destination, ce ne sont que des denrées ou marchandises soumises au système général de la législation.

VIII. Par ces mots : *à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen*, l'on ne peut entendre que les moyens *étrangers* à la fabrication ; car, il y a des établissemens qui ne peuvent parvenir à la fabrication de leurs marchandises qu'à l'aide de matières *corrosives*, dont l'emploi, fait contre les règles de l'art, pourrait *détériorer* les objets fabriqués ; et l'ouvrier qui aurait fait cet emploi sans qu'on pût lui imputer d'avoir agi méchamment, ne pourrait être condamné auxpeines prononcées par le présent article, sans en faire la plus fausse application ; le fabricant aurait à s'imputer ou son défaut de surveillance, ou d'avoir employé un mauvais ouvrier.

ARTICLE CCCCXLIV.

Quiconque aura dévasté des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins, de cinq ans au plus.

Les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

OBSERVATIONS.

I. *Dévaster* n'est pas simplement *détruire quelques plants, quelques parties de récoltes ;* cette expression doit être entendue dans le sens qu'elle présente naturellement à l'esprit ; c'est-à-dire, de l'action *de ruiner, de saccager.* C'est la définition que donnent tous les grammairiens de cette expression, *dévaster*, et l'on ne peut croire que le législateur ait voulu l'employer dans un autre sens, lorsque rien ne tend à faire supposer qu'il ait eu cette volonté. Les lois étant *obligatoires pour tous*, on doit nécessairement tenir qu'elles ont parlé un langage *commun à tous.*

II L'article 444 ne dispose qu'à l'égard *des récoltes sur pied ;* si la récolte

était *détachée du sol*, le délit rentrerait dans les autres articles du Code qui ont prévu et réprimé ce genre de délit.

III. Lorsque la dévastation a été de plants d'arbres venus naturellement ou faits de main d'hommes, on rentre dans l'article 444 ; mais elle doit avoir été *d'arbres sur pied et plantés hors des forêts.* Si la dévastation avait été commise dans un bois, ce serait au Code rural et à la loi forestière qu'il faudrait recourir pour l'application des peines ; cette distinction se trouve parfaitement établie dans les considérans d'un arrêt rendu par la section criminelle de la Cour de cassation, le 22 février 1821, dans l'espèce suivante : le sieur R.... avait rendu plainte contre E.... de l'enlèvement frauduleux qu'il avait fait d'une quantité considérable de fagots *dans les bois* du plaignant, et de la coupe qu'il s'y était permise de quinze tiges de jeunes chênes. Le sieur R.... concluait, en conséquence, à ce qu'il fût fait application au prévenu des art. 444 et 445 du Code pénal. Le défendeur opposait pour défense le moyen tiré de la *prescription*, qu'il faisait résulter, soit des dispositions du Code rural, à l'égard de *l'enlèvement des fagots*, soit de la loi forestière, à l'égard *de la coupe des brins de chênes*; ce qui donna lieu d'examiner la question de savoir si les délits qui avaient donné lieu à la plainte rentraient dans l'application des articles 444 et 445 du Code pénal, ou dans les dispositions des lois rurales et forestières; car, si le fait rentrait dans l'application de ces articles 444 et 445, la prescription n'en était pas acquise, aux termes de l'article 638 du Code d'instruction criminelle; et elle l'était, au contraire, si l'on devait s'en tenir aux dispositions des lois rurales et forestières : c'était chose convenue et incontestable. La Chambre des appels de police correctionnelle de Toulouse avait rejeté l'exception de prescription, et son arrêt fut cassé : « attendu 1.° que l'article » 444 du présent Code n'est relatif qu'à des plants venus naturellement ou de » main d'homme, en champ ouvert ou dans les pépinières, et non à des plants » excrus dans les bois et forêts; — Que les dispositions dudit article sont donc » étrangères à des abattis d'arbres enlevés d'un bois dont ils faisaient partie ; — » Et attendu, en droit, que dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par » le Code pénal, et qui sont régies par des lois et règlemens particuliers, les » Cours et tribunaux doivent, aux termes de l'article 484 de ce Code, conti- » nuer à les observer ; — Que, dans l'espèce, le premier délit imputé au défendeur » consiste *dans l'enlèvement à dos d'hommes, de fagots coupés dans les bois du plai-* » *gnant*; — Que cet enlèvement frauduleux constituerait un délit de maraudage » et de vol de bois qui rentre dans les dispositions de l'article 36 du Code rural, » et qui, resté soumis à l'empire de cette loi, est conséquemnent susceptible » *de la prescription d'un mois*, établie par l'article 8, sect. 7 de la loi du 6 oc-

» tobre 1791, sur la police rurale ; — Que le second délit énoncé dans la plainte, » savoir : *l'enlèvement de quinze jeunes tiges de chênes de la grosseur du bras, et » d'environ dix pieds de longueur, coupés dans un bois du plaignant*, présente les » caractères d'un délit forestier qui rentre dans les dispositions de l'ordonnance » de 1669, et par conséquent dans celles de l'article 8, tit. 9 de la loi du 29 » septembre 1791, sur l'administration forestière ; — Qu'en déclarant ces deux » délits atteints par le Code pénal, et en ne les soumettant par suite qu'à la » prescription établie par l'article 638 du Code d'instruction criminelle, la Cour » royale de Toulouse a faussement appliqué les articles 444 et 445 du Code » pénal, et ledit article 638 du Code d'instruction criminelle ; qu'elle a violé » l'article 36, tit. 2 du Code rural, et l'article 8, tit. 9 de ladite loi du 29 sep- » tembre 1791. Par ces motifs, *casse et annulle*, etc. »

IV. Si la dévastation avait été commise *en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions*, si elle l'avait été *pendant la nuit*, ce serait l'article 450 qui deviendrait applicable ; mais, dans le cas seulement où le délit aurait le caractère de ceux mentionnés aux articles 444, 445 et suivans.

V. La simple *tentative* des délits qui font la matière de l'article 444 et des suivans, n'emporterait aucune peine, le Code ne l'ayant pas assimilée à leur consommation ; mais il n'y aurait pas *simple tentative*, s'il y avait eu un commencement d'exécution ; car, le Code fait rentrer le délit dans sa disposition, quand il y a eu dévastation, et elle existe, lors même qu'elle n'a pas encore été conduite à fin.

VI. Il est enjoint *à la gendarmerie* de se porter sur le lieu menacé, et d'arrêter les coupables *surpris en flagrant délit (Art. 39, tit. 2 du Code rural)*.

VII. Au cas prévu dans l'article 444, les condamnés *peuvent* être mis sous la surveillance de la haute police ; la même faculté est accordée aux tribunaux, lorsqu'ils font l'application des dispositions des articles 445 et 452 ; mais, aucun autre article de la section ne la donnant aux tribunaux, ils ne pourraient la prononcer hors des cas ci-dessus, sans commettre un excès de pouvoir.

VIII. Il n'en est pas de même de *l'amende*, l'article 455 portant que, dans tous les cas prévus *par les articles 444 et suivans, jusques et y compris l'article 454*, il sera prononcé contre les délinquans une *amende* qui ne pourra jamais être au-dessous de seize francs.

ARTICLE CCCCXLV.

Quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera

pas au-dessous de six jours, ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans.

OBSERVATIONS.

I. Cet article doit se combiner avec les articles 450 et 455, le premier relatif au cas où le délit aurait été commis *la nuit* ou en haine *d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions;* et le second à la condamnation à *l'amende.*

II. Pour qu'il y ait délit, dans le sens de l'article 445, il faut que le prévenu ait su, lorsqu'il a fait la coupe, que les arbres *appartenaient à autrui;* d'où suit, que la *déclaration* de cette circonstance *constitutive* du délit doit être *formellement* exprimée au jugement de condamnation, sous peine de *nullité* pour fausse application de la loi pénale.

III. Si le prévenu soutenait que les arbres qu'il a coupés lui *appartenaient*, il y aurait une question *préjudicielle* à juger, et, en conséquence, il devrait être sursis à statuer sur la plainte jusqu'à ce que la question de propriété eût été résolue par les tribunaux civils; mais, il n'y aurait pas question *préjudicielle*, dans le cas où ce serait un adjudicataire qui aurait coupé des arbres *marqués* pour être réservés, lors-même qu'il prétendrait que ces arbres n'auraient pas dû l'être; il ne pourrait dire : *feci sed jure feci*, ce qui est de rigueur pour constituer une question préjudicielle : *sic jud.* le 16 août 1811, « attendu que » l'existence du délit de l'adjudicataire se trouvant, dans l'espèce, réalisée par » une coupe ainsi faite au mépris de l'empreinte nationale, ce délit ne pourrait » point être couvert par une interprétation quelconque, pour le nombre des » arbres réservés dans l'acte d'adjudication. » Nous ne rappelons cet arrêt que dans l'intérêt de la question de droit; car, l'article 445 ne dispose pas pour les arbres coupés *dans les forêts*, mais bien l'ordonnance de 1669 et la loi sur l'administration forestière de 1791 : *sic jud.* les 9 mars, 8 octobre 1812, 14 mai 1813 et 22 février 1821.

IV. Si le prévenu était en possession, *depuis an et jour*, des arbres coupés, il aurait été jugé sur l'action pétitoire qu'il n'en aurait pas été le véritable propriétaire, qu'il n'y aurait contre lui que l'exercice de l'action civile pour la réparation du dommage causé.

V. Ce serait dans un terrain *clos* que les arbres auraient été abattus, que le délit ne sortirait pas de l'application de l'article 445, sauf aux juges, à raison de cette circonstance, de prononcer un emprisonnement de plus longue durée, en se renfermant, toutefois, dans le *maximum* établi par cet article.

VI. Si c'étaient des arbres plantés sur les routes ou les places publiques, il

faudrait se reporter à l'article 448 et consulter le décret du 16 décembre 1811 ; mais, il faut que ce soient de véritables *arbres* qui aient été coupés, et non pas de simples *arbustes* ; autrement, les peines que prononce le Code dans ses articles 445, 446 et suivans, ne se trouveraient plus en harmonie avec la nature du délit.

VII. L'éditeur du Recueil des arrêts de la Cour de cassation, année 1821, pag. 257, en rapporte un du 21 novembre 1812, par lequel il suppose qu'il aurait été *implicitement* jugé que, dans l'espèce de coupe d'arbres dans une forêt, il doit être fait application au prévenu de la peine prononcée par le présent article ; mais l'arrêtiste s'est trompé, voici le fait : le sieur J.... avait coupé vingt-sept pieds d'arbres dans une forêt, dont il était *usager*, sans en avoir obtenu l'autorisation du propriétaire de la forêt ; traduit devant le tribunal correctionnel à raison de ce fait, son renvoi de la plainte avait été prononcé, et le propriétaire s'était rendu *seul* appelant du jugement. Devant la Cour royale, la question se réduisit à savoir si le tribunal correctionnel avait été *légalement* saisi ; car, il n'aurait pu l'avoir été compétemment qu'au cas de prévention d'un véritable *délit* ; et comme J.... ne contestait pas d'avoir coupé les vingt-sept arbres en question, sa condamnation aurait été inévitable s'il y avait eu *délit* ; mais il disait : *feci sed jure feci*, et il ne peut y avoir délit, lorsque l'on n'a fait qu'user de son droit. La Cour royale saisie de l'appel n'avait qu'à prononcer sur les intérêts privés des parties, et elle déclara qu'il y avait délit ; que, par suite, le tribunal correctionnel avait été compétemment saisi : la Cour royale condamna J...., par suite, à la réparation du dommage causé par son fait, mais sans emprisonnement ni amende, et son pourvoi en cassation fut rejeté : « attendu que les usagers qui ont droit de » couper des arbres dans les bois d'autrui ne peuvent exercer ce droit, sous » peine d'être punis comme délinquans, qu'après avoir prévenu le propriétaire » du bois, pour mettre ce dernier en état de constater la nécessité de la coupe » réclamée, d'indiquer les arbres qu'il conviendra de couper, et d'en surveiller » la coupe et l'emploi ; que ce principe a été consacré comme étant le seul » propre à concilier les droits des propriétaires et des usagers, par plusieurs » anciennes ordonnances, notamment par celle du 15 janvier 1583, et qu'il a » été constamment appliqué par les tribunaux, tant avant que depuis l'ordonnance de 1669, art. 5, tit. 26 et 28, liv. 32. Les particuliers, propriétaires » de bois, ont, comme le Gouvernement, le droit de poursuivre correctionnel- » lement les usagers qui se permettent de couper arbitrairement des bois dans » les forêts soumises à leur usage ; d'où il suit, qu'en prononçant, dans l'espèce, » *par voie correctionnelle*, des dommages-intérêts contre J...., au profit de D....,

» propriétaire, la Cour d'appel a fait une juste application des lois de la matière. »

Cet arrêt, comme on le voit, n'a rien jugé, *ni implicitement*, *ni explicitement*, sur le point de savoir quelle aurait été la peine applicable s'il avait dû en être prononcé, et si la Cour de cassation avait eu à s'expliquer à cet égard, elle l'aurait nécessairement fait dans le sens de ses précédens arrêts; c'est-à-dire, que ç'auraient été les dispositions de l'ordonnance de 1669 qu'il aurait fallu consulter.

VIII. Le *nombre* d'arbres coupés doit être pris en considération dans l'application de la peine de *l'emprisonnement*, le Code ayant regardé la coupe de chaque arbre comme étant constitutive d'un délit *indépendant*.

ARTICLE CCCCXLVI.

Les peines seront les mêmes à raison de chaque arbre mutilé, coupé ou écorcé de manière à le faire périr.

OBSERVATIONS.

I. Le Code assimile le cas où les arbres ont été *mutilés ou écorcés*, à celui où ils auraient été *coupés ou abattus*; il a voulu que les mêmes peines fussent infligées au délinquant dans les deux cas; c'est-à-dire, celle de *l'emprisonnement*, d'après la fixation qui en est faite en l'article 445 et celle de l'amende telle qu'elle a été prononcée par l'article 455.

II. Mais pour rentrer dans la disposition de l'article 446, il faut que les arbres aient été mutilés ou écorcés *de manière à les faire périr*; et comme cette circonstance est caractéristique du délit, les peines des articles 445 et 455 ne peuvent être légalement appliquées au prévenu que lorsqu'il en a été fait, au jugement, une déclaration *formelle*; comme aussi, que les arbres mutilés ou écorcés *appartenaient à autrui.*

III. Ces expressions finales de l'article 446 : *de manière à les faire périr*, reçoivent une application nécessaire aux deux cas où les arbres auraient été *mutilés ou écorcés* : on en trouve la preuve dans le discours que prononça l'orateur du Gouvernement lors de la présentation du projet de cet article à la sanction du Corps législatif.

IV. Il avait été stipulé dans un bail qu'avait passé le sieur Se... au sieur Se..., que celui-ci jouirait de la tonture des saules épars sur le domaine affermé, et que tous les autres arbres demeuraient réservés au propriétaire. Le sieur Se... ayant prétendu que son fermier avait tondu et coupé une quantité consi-

dérable *d'arbres fruitiers* et servant *à la décoration*, l'avait traduit devant le tribunal correctionnel, en se fondant sur les dispositions du présent article ; et il résultait, du rapport des experts qui avaient été nommés, que le fermier avait réellement coupé une assez grande quantité de branches d'arbres et même d'une assez forte dimension pour qu'il en fût résulté des caries, les experts n'ayant pu toutefois assurer que les arbres, ainsi mutilés, *dussent en périr dans un temps plus ou moins rapproché :* à la vue de ce rapport le prévenu avait été condamné à l'emprisonnement, à l'amende et aux dommages-intérêts du plaignant ; mais sur son appel, la Cour royale l'avait renvoyé de la plainte avec dépens, au payement desquels le sieur Se... avait été condamné par toutes voies, même par corps. Le sieur Se... s'étant pourvu en cassation contre l'arrêt qui l'avait ainsi jugé, l'annullation en fut prononcée ; « attendu que la Cour royale » avait donné pour unique fondement à son arrêt, que, s'agissant entre les par- » ties d'un droit qui résultait de l'interprétation et de l'exécution des clauses du » bail intervenu entre elles, la question qui lui était soumise ne constituait ni » crime ni délit ; — Que, sans doute, *une question* n'étant pas *un fait* ne peut » constituer ni crime ni délit ; — Mais, *d'abord*, que l'exception du défen- » deur présentant une question d'interprétation de la clause de son bail, la » Cour royale saisie et juge d'une affaire de police correctionnelle était, par » cela même et *de droit*, compétente pour juger l'exception, et pour décider si, » dans l'hypothèse où le bail aurait donné le droit au fermier d'élaguer les ar- » bres fruitiers, ce droit emportait celui de les mutiler et de les exposer à » périr après un temps plus ou moins long ; — D'où il suit, qu'en se dispen- » sant de prononcer sur le fond de l'exception, la Cour royale a méconnu sa » compétence légale, et qu'en la renvoyant à d'autres juges elle a commis un » excès de pouvoir qui ne doit pas être toléré ; — Et attendu, *en second lieu*, » que n'ayant nullement méconnu et révoqué en doute, qu'ayant, par consé- » quent, laissé intacts les faits reconnus par les premiers juges et la déclaration » que, par ces faits, le défendeur avait mutilé des arbres, il devenait indis- » pensable, pour la Cour royale, d'appliquer au prévenu les peines établies, » notamment par les articles 444 et 445 du Code pénal, ce qu'elle n'a pas fait ; » — D'où suit, que son arrêt a, sous ce rapport, formellement violé lesdits » articles. »

Ainsi disertement jugé, par cet arrêt, que la qualité de *fermier* dans l'auteur de la coupe ou de la mutilation des arbres ne met pas le prévenu à l'abri des peines prononcées par les articles 444 et 445 du Code, lorsqu'il est constant qu'il les a coupés ou mutilés, sans qu'il y ait été autorisé par son bail.

V. Lorsque le fait de coupe ou de mutilation des arbres est légalement

constaté, non-seulement la peine de *l'emprisonnement*, telle qu'elle est déterminée par l'article 445, doit être prononcée contre son auteur, mais aussi celle de l'amende aux termes de l'article 455.

VI. La peine de l'emprisonnement prendrait un degré de gravité de plus, si les arbres, mutilés ou écorcés de manière à les faire périr, étaient du nombre de ceux plantés sur les routes, places, chemins, rues ou voies publiques, vicinales ou de traverse : le délit rentrerait alors dans la disposition de l'article 448, qui a fixé, pour ce cas, le *minimum* de l'emprisonnement à *vingt jours*, au lieu de *six*, auquel le réduit l'article 445.

ARTICLE CCCCXLVII.

S'il y a eu destruction d'une ou de plusieurs greffes, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, à raison de chaque greffe, sans que la totalité puisse excéder deux ans.

OBSERVATIONS.

I. Il n'y aurait eu qu'une *seule* greffe *détruite*, que *le minimum* de la peine de l'emprisonnement serait *de six jours*, et ce *minimum* serait même de *dix*, si la destruction avait été d'arbres plantés sur la voie publique, au désir de l'article 448 : s'il y avait eu *plusieurs* greffes détruites, l'emprisonnement devrait être prononcé, à raison de chacune, dans les proportions ci-dessus, mais sans pouvoir, dans tous les cas, excéder deux années.

II. Mais l'auteur de la destruction a dû *savoir* que l'arbre qui portait les greffes *ne lui appartenait pas* : si l'article 447 ne le dit pas d'une manière aussi expresse que l'a fait l'article 444, il l'a nécessairement supposé ; car il n'y a de délit, que lorsqu'il y a eu intention de le commettre. Tout ce qui peut résulter du silence que l'article 447 a gardé sur ce point, c'est que l'on ne pourrait faire résulter la nullité du jugement, de ce que la question de savoir si le prévenu *savait* que l'arbre dont il aurait détruit les greffes appartenait *à autrui*, n'y aurait pas été résolue en termes formels, si d'ailleurs la connaissance qu'il en avait eue résultait suffisamment de ses considérans.

III. Il est bien entendu que ce n'est pas de la destruction de greffes sur ses propriétés, que parle l'article 447.

IV. Au cas de condamnation du prévenu, par application du présent article, il y a toujours lieu de le condamner *à l'amende* (*Art.* 455), et si c'était la *nuit* ou que ce fût en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonc-

tions qu'il eût commis le délit, il faudrait se reporter aux dispositions de l'article 450.

ARTICLE CCCCXLVIII.

Le minimum *de la peine sera de vingt jours dans les cas prévus par les articles* 445 *et* 446, *et de dix jours dans le cas prévu par l'article* 447, *si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques ou vicinales ou de traverse.*

OBSERVATIONS.

I. Cet article n'a fixé que le *minimum* de l'emprisonnement, quoiqu'il ait parlé du *minimum de la peine*, ce qui aurait semblé devoir porter sur l'amende comme sur l'emprisonnement ; mais c'est une mauvaise locution qui ne peut rien ajouter à la disposition pénale de l'article ; car quel serait le *minimum* de l'amende? Il ne peut être arbitraire, et l'article 448 n'en dit mot : les choses restent donc, quant à l'amende, dans les termes du droit commun.

II. Cet article ne reçoit d'application qu'aux articles 445, 446 et 447 ; ses dispositions ne pourraient être étendues à d'autres cas, sans en faire une fausse application.

III. La rédaction peu soignée de l'article 448 pourrait donner lieu à d'assez graves équivoques, s'il était pris dans son sens grammatical : on pourrait demander d'abord, s'il résulte bien réellement de ses termes que, lors même qu'un *seul* arbre aurait été abattu, mutilé ou écorcé de manière à le faire périr, ce serait le *minimum* de *vingt* ou de *dix* jours d'emprisonnement qu'il faudrait *nécessairement* infliger ; ou si le *minimum* fixé par cet article ne deviendrait applicable qu'au cas où il y en aurait eu plusieurs, abattus, mutilés ou écorcés : mais ce que le législateur a évidemment voulu, c'est que le *minimum* de la peine fût plus élevé, lorsque ce seraient des arbres plantés *sur les routes ou places publiques* qui auraient été coupés, mutilés ou écorcés, que si c'étaient des arbres qui eussent été plantés *sur des propriétés particulières ;* ce qui ne serait pas, si, pour le cas même de coupe ou de mutilation de *plusieurs* arbres sur les routes ou places publiques, le *minimum* de l'emprisonnement se trouvait être toujours de *vingt* ou de *dix* jours.

IV. L'article 448 ne devant recevoir d'application qu'au cas où les arbres endommagés étaient plantés sur les routes, chemins publics, etc. ; il en résulte clairement qu'il doit être fait une mention expresse au jugement, qui ap-

plique cet article, que les arbres coupés ou mutilés étaient plantés sur les routes, chemins, etc. : il n'y aurait cependant pas nullité du jugement pour cause de cette omission, si la condamnation qui aurait été prononcée n'excédait pas le *maximum* de la peine que le prévenu aurait encourue, si c'était de la coupe ou de la mutilation d'arbres, sur le terrain de particuliers, dont il se serait rendu coupable : il n'y aurait alors qu'une fausse *indication* de l'article du Code applicable, et non pas une fausse *application* de la loi pénale.

V. Les chemins *de desserte* ne sont pas compris dans la nomenclature de l'article 448, qui parle restrictivement des chemins *vicinaux ou de traverse :* le sol sur lequel les chemins *de desserte* sont établis, est une propriété particulière, que les intéressés ont consenti d'employer à cet usage pour leur utilité commune, et non pas dans l'intérêt général de la société.

ARTICLE CCCCXLIX.

Quiconque aura coupé des grains ou des fourrages qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours, ni au-dessus de deux mois.

OBSERVATIONS.

I. Il ne s'agit pas ici d'un simple *maraudage*, qui doit continuer à se régir par l'article 28, tit. 2 du Code rural; et par le n.° IX de l'article 471 du Code pénal, d'après les circonstances qui viennent s'y rattacher; mais de la coupe des *grains et fourrages*, que l'on savait appartenir à autrui.

La coupe et l'enlèvement *de toutes autres productions de la terre*, sortent de l'application de l'article 449.

II. Le verbe *couper* qui se lit dans cet article, est le synonyme de ceux-ci : *moissonner*, *faucher :* ce serait en mal saisir le sens que de l'appliquer au cas où quelques épis de grains, quelques brins d'herbes auraient été détachés du sol, de quelques moyens que l'on se fût servi pour y parvenir; il doit y avoir eu empiétement sur le terrain d'autrui, pour s'en approprier la récolte; et la coupe des grains ou fourrages avoir été faite sachant qu'ils appartenaient à autrui; ce qui doit être *formellement* déclaré au jugement de condamnation; car il faut cette connaissance acquise pour constituer le délit.

III. Par grains et fourrages, on ne peut entendre que des fruits prêts à récolter : si c'étaient des *grains en vert* qui eussent été coupés, ce serait l'article 450 qui

deviendrait applicable : le *minimum* de la peine serait alors de vingt jours d'emprisonnement.

La coupe de tous *grains* rentre nécessairement dans la disposition de l'article 449, qui parle d'une manière générale des *grains et fourrages.*

IV. Il n'y aurait pas eu *enlèvement* des récoltes que l'on auraient *coupées*, que si l'on savait *qu'elles appartenaient à autrui*, il n'y en aurait pas moins délit punissable, l'article 449 n'ayant pas mis pour condition que les grains ou fourrages coupés auraient été enlevés : tout ce qui pourrait résulter de ce que le prévenu n'aurait pas enlevé le grain ou le fourrage qu'il aurait coupé, c'est que les juges pourraient se croire autorisés à ne lui infliger que des peines de simple police, par application de l'article 463 : mais tous les préparatifs pour la coupe auraient été faits, les ouvriers auraient été conduits sur le lieu pour s'y livrer, que cette tentative de délit ne donnerait lieu à l'application d'aucune peine.

V. Si la *coupe* n'avait été que le fruit de *l'erreur* sur la limitation des héritages, comme alors le prévenu n'aurait pas agi *sachant* qu'il faisait une entreprise sur le terrain d'autrui, il ne serait passible d'aucune peine ; et nous répéterons ici, ce que nous avons déjà fait observer ailleurs, qu'il en serait de même du cas où celui qui aurait fait la coupe, aurait été en possession *d'an et jour*, de l'héritage sur lequel il l'aurait faite, sauf l'indemnité qui serait due au propriétaire pour le dommage qui lui en serait résulté.

ARTICLE CCCCL.

L'emprisonnement sera de vingt jours au moins et de quatre mois au plus, s'il a été coupé du grain en vert.

Dans les cas prévus par le présent article et les six précédens, si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, le coupable sera puni du maximum *de la peine établie par l'article auquel le cas se référera.*

Il en sera de même, quoique cette circonstance n'existe point, si le fait a été commis pendant la nuit.

OBSERVATIONS.

I. Cet article renferme trois dispositions distinctes ; il a d'abord pour objet la coupe *des grains en vert* qu'il punit plus sévèrement, et avec grande

raison, que celle de grains qui auraient atteint leur *maturité :* et, en effet, celui qui se permet d'en user ainsi, fait le mal pour le plaisir de mal faire, il mérite toute l'animadversion de la justice : mais les grains qu'il a coupés même en vert doivent avoir appartenu à autrui, et il doit avoir su qu'ils appartenaient réellement à autrui.

II. Il est à remarquer que l'article 450 ne parle que *des grains*, lorsque l'article 449 venait de parler *de grains et fourrages* : et par *grains*, dans cet article, on ne doit pas entendre les simples *grenailles*, le Code ayant parlé *cumulativement* des *grains et grenailles*, quand il a voulu les comprendre tous indistinctement dans sa disposition, et il a parlé restrictivement des grains, dans l'article 450.

III. Dans sa seconde disposition, cet article punit le cas où la coupe *de grains* et même *de fourrages* aurait été faite *en haine d'un fonctionnaire public, et à raison de ses fonctions*, dans tous les cas prévus aux six articles précédens, et il veut qu'alors ce soit le *maximum* de la peine qui devienne applicable au prévenu ; c'est-à-dire, le *maximum* de celle qui est prononcée suivant le caractère du délit qui est à réprimer.

IV. L'aggravation de la peine n'étant qu'à raison de la *qualité* de la personne qui a souffert du délit, il doit en être fait mention au jugement de condamnation ; et il doit même être déclaré que c'est *à raison de ses fonctions* que les intérêts du plaignant se sont ainsi trouvés compromis; car l'article 450 exige la réunion des deux circonstances, que ce soit *en haine d'un fonctionnaire public*, et que ce soit *à raison de ses fonctions* que le dommage lui ait été causé.

V. Le Code a prévu le cas, dans son article 462, où ce seraient *des gardes champêtres en fonctions ou des officiers de police* qui auraient commis l'un des délits mentionnés au présent chapitre, et il a voulu que la peine de l'emprisonnement qu'ils auraient encourue fût *d'un mois au moins* et d'un tiers *au plus*, en sus de la peine la plus forte qui serait applicable à tout autre individu qui se serait rendu coupable du même délit ; ce qui est une disposition *spéciale*, qui déroge, pour le cas particulier, à la généralité de l'article 198.

VI. L'article 450 assimile, dans sa troisième disposition, le cas où le délit a été commis *la nuit*, à celui où il l'aurait été *en haine d'un fonctionnaire public, et à raison de ses fonctions ;* de sorte que c'est, dans un des cas comme dans l'autre, *le maximum de l'emprisonnement* qui doit être prononcé, soit que le délit rentre dans les dispositions des articles 448 et 449, soit qu'il rentre dans celles des articles 444, 445, 446 et 447.

VII. Si l'article 450 ne s'est occupé que DE LA PEINE DE *l'emprisonnement*

dans sa première disposition, il a parlé de la peine, d'une manière générale, dans la seconde et la troisième en ces termes : *le coupable sera puni* DU MAXIMUM *de la peine établie par l'article auquel il se réfèrera ;* de sorte que l'amende, comme l'emprisonnement au cas prévu dans ces deux dispositions, doivent nécessairement être appliqués au *maximum.*

Quant à *la mise en surveillance*, elle reste dans les termes du droit commun.

VIII. Quoique l'article 450 prononce, d'une manière qui semble être *impérative*, que le prévenu doit être condamné au *maximum* de la peine, l'on ne doit pas en conclure que l'article 463 ne puisse recevoir ici son application : il aurait fallu, pour cela, que l'article 450 l'eût interdit, et c'est ce qu'il ne fait pas.

ARTICLE CCCCLI.

Toute rupture, toute destruction d'instrumens d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens, sera puni d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus.

OBSERVATIONS.

I. L'article 31, tit. 2 du Code rural ne prononçait de peines que pour le cas de rupture ou destruction des instrumens d'agriculture, *commise dans les champs* : l'article 451 du Code n'admet plus cette restriction ; d'où suit que, quelque part que la rupture ou destruction ait eu lieu, le délit rentre dans la disposition de cet article.

II. Le Code rural ne s'était pas occupé de la rupture ou destruction des parcs de bestiaux et des cabanes des gardiens que le Code a rangée dans la même catégorie que celle des instrumens d'agriculture.

III. Dans les cas prévus au présent article, le prévenu doit être condamné à l'emprisonnement, dont *le minimum* a été fixé *à un mois*, et à l'amende prononcée par l'article 455, sauf toutefois, l'application des dispositions de l'article 463, lorsqu'il s'élève, à la décharge du prévenu, des circonstances atténuantes de son délit, et que le dommage causé n'excède pas vingt-cinq francs ; mais sans que, pour aucune cause quelconque, il puisse être infligé de peines, même de simple police, lorsqu'il n'y a eu que simple *tentative.*

IV S'il y avait eu vol par suite de la rupture ou destruction, ce serait la peine du vol, avec la circonstance de la rupture ou de la destruction, qui deviendrait applicable.

V. La rupture ou la destruction des objets mentionnés dans l'article 451

aurait été commise *la nuit*, elle l'aurait été par *plusieurs personnes*, même *avec armes*, que s'il ne s'y rattachait pas d'autres circonstances qui changeassent le caractère du délit, ce ne seraient toujours que les peines prononcées par les articles 451 et 455 qui devraient être appliquées, sauf à les graduer, en se renfermant dans le *maximum et le minimum* établis par ces articles.

VI. Il fut jugé, le 30 juillet 1813, que l'on ne peut considérer une *brouette* comme un instrument d'agriculture.

ARTICLE CCCCLII.

Quiconque aura empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de seize francs à trois cents francs. Les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

OBSERVATIONS.

I. Il y a empoisonnement toutes les fois qu'il a été fait usage de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement; c'est la disposition de l'article 301 du Code pénal.

Sur la qualité des substances qui s'emploient le plus habituellement pour empoisonner le poisson, il faut consulter l'article 14, tit. 31, de l'ordonnance de 1669, ainsi conçu : « Défendons à toutes personnes de jeter dans les rivières » aucune chaux, noix vomique, coque du Levant, mommie et autres dragées ou » appâts, *à peine de punition corporelle.* » Mais aujourd'hui, ce genre de délit ne » rentre plus dans la catégorie *des crimes*; c'est le délit que réprime l'art. 452 du Code pénal.

II. Si c'était le poisson *d'un fleuve ou d'une rivière* que l'on eût empoisonné, ce ne serait pas l'article 452 du Code qu'il faudrait consulter, cet article n'ayant disposé que pour le cas de l'empoisonnement du poisson dans *les étangs, viviers ou réservoirs*, et ce ne serait pas non plus l'article cité de l'ordonnance qui deviendrait applicable, cet article n'ayant précisé aucune peine qui pût être appliquée, sous l'empire de la législation actuelle qui n'autorise l'application d'aucune peine indéterminée, et les tribunaux ne pouvant suppléer au silence

des lois pénales. Dans cet état de choses, et jusqu'à ce que le législateur ait réparé cet oubli, *l'absolution* du prévenu devrait être prononcée.

III. Mais y aurait-il empoisonnement punissable, si le poisson n'avait péri que par suite du *rouissage de chanvre* qui aurait été déposé dans l'étang, le vivier ou le réservoir? L'article 484 maintient les anciens règlemens sur tous autres objets que ceux qui se trouvent réglés dans le Code, et par suite ceux relatifs *au rouissage des chanvres* dans les localités pour lesquelles ils auraient été faits. Jousse en a rappelé plusieurs dans son commentaire sur l'article 14, tit. 31 de l'ordonnance des eaux et forêts; mais, hors de ces localités, le seul fait d'avoir fait rouir ses chanvres dans les étangs, viviers ou réservoirs, ne pourrait donner lieu à l'application des dispositions de l'article 452 du Code pénal, quoique l'on tienne assez généralement que le rouissage des chanvres altère les eaux, et que conséquemment, il puisse faire périr le poisson, sauf à la partie lésée par le fait du rouissage, l'exercice de l'action civile pour obtenir la réparation du dommage causé.

IV. Le poison n'aurait pas produit son effet, que si l'emploi en avait été fait à dessein de faire périr le poisson, il y aurait délit punissable, et non pas simple *tentative*, puisque le poison aurait été administré : il ne resterait plus à prononcer que sur la question de savoir si la substance employée aurait le véritable caractère de poison dans ses rapports avec l'usage qui en aurait été fait; ce qui serait commun aux substances qui auraient été administrées aux animaux mentionnés au présent article, et qui n'auraient pas produit l'effet que celui qui les aurait employées aurait pu s'en promettre.

V. L'article 452 parle en général *de toutes bêtes de charge et de monture*, ce qui doit être entendu sainement, et ce qui ne s'applique évidemment pas *aux chiens*, quoique souvent employés, dans les grandes villes, à traîner de petites voitures, quand même leurs maîtres les y emploieraient habituellement. Les chiens sont des animaux *domestiques*, dont l'article 454 s'occupe d'une manière spéciale.

VI. La *volaille* n'est pas entrée non plus dans la disposition de l'article 452, qui ne dispose qu'à l'égard des *quadrupèdes*, et même de ceux-là seuls qu'il désigne particulièrement : *sic jud.*, le 17 août 1822. L'arrêt motivé, sur ce que « l'article 452 du Code pénal ne parlant que des quadrupèdes qu'il désigne » d'une manière spéciale et de poissons, est nécessairement *limitatif*, et non » pas simplement démonstratif; qu'il ne saurait être étendu au cas d'empoisonnement de ces espèces d'oiseaux que l'on élève dans les basses-cours; — Que » l'article 454 du même Code punit *quiconque tue, sans nécessité*, UN ANIMAL » DOMESTIQUE, etc. — Que les oiseaux de basses-cours, coqs, poules, etc., sont

» appelés oiseaux domestiques, et sont ainsi nécessairement compris sous cette » dénomination générique de l'article, *animal domestique*; mais que la disposi- » tion de cet article n'est pas générale et absolue; qu'il ne suffit pas pour que » la peine qu'il prononce soit applicable, que l'animal domestique ait été tué » sans nécessité, qu'il faut encore qu'il l'ait été *dans un lieu dont celui à qui* » *cet animal appartient, est propriétaire, locataire, colon ou fermier*; — Attendu » que, dans l'espèce, il est déclaré par le jugement dénoncé, que les animaux » dont la mort est imputée au prévenu, ont été empoisonnés; mais que ces ani- » maux étant des *volailles*, le tribunal a dû, comme il l'a fait, ne pas juger » applicable l'article 452 du Code pénal; — Que ce tribunal qui a declaré B... » auteur de la mort des volailles de N... n'a déclaré, ni explicitement, ni même » d'une manière implicite que ledit N... fût propriétaire, locataire, colon ou » fermier du terrain sur lequel les volailles dudit N... avaient été tuées; que dès- » lors le prévenu n'était pas plus coupable du délit de l'article 454, que de celui » de l'article 452 du même Code; que le fait du procès ne pouvait se rattacher » qu'à l'article 479 n.° 1.er dudit Code, relatif au dommage causé volontairement » *aux propriétés mobilières d'autrui*, hors les cas prévus par divers articles du » Code pénal, au nombre desquels sont les articles 452 et 454; que ce dom- » mage, quoique volontaire, est mis par la loi dans la classe des contraventions » et non dans celle des délits, puisqu'il n'est puni que d'une peine de police. »

VII. L'article 452 n'ayant parlé nominativement que des *chèvres*, un tribunal crut que ce serait en faire une fausse application, que de prononcer la peine qu'il détermine au cas de l'empoisonnement d'un *bouc*; mais son arrêt fut cassé le 1.er août 1811 : le tribunal avait, sans doute, poussé un peu trop loin la crainte d'infliger une peine arbitraire; mais il vaut mieux en agir ainsi que de se livrer à des analogies, aux risques de commettre un excès de pouvoir.

VIII. Le Code ne fait pas de distinction entre le cas où les animaux auraient été *empoisonnés* sur *les propriétés de leurs maîtres* ou dans *tout autre lieu*, et il ne devait pas en faire dès qu'il punissait, par l'article 453, le prévenu qui aurait *tué*, sans nécessité, le bétail d'autrui sur son propre terrain : s'il cause du dommage on peut s'en saisir, le mettre en fourrière et s'adresser à la justice pour en obtenir la réparation. (*Art* 12, *tit* 2 *du Code rural.*)

IX. Au cas prévu par l'article 452, le *maximum* de l'amende est fixé à trois cents francs, lors même que cette somme se trouverait être supérieure au quart des restitutions et dommages-intérêts, auquel aurait droit le propriétaire des bestiaux ou des poissons qui auraient été empoisonnés; ce qui est une dérogation, pour ce cas *spécial*, aux dispositions générales de l'article 455.

X. L'article 452 ne dit pas que le prévenu ne sera condamné aux peines qu'il prononce, que lorsqu'il aura agi *par malice, par vengeance et dans le dessein de nuire*, ainsi que le portait l'article 36, 2.me partie, tit. 2, sect. 2, du Code pénal de 1791; mais comme il ne peut y avoir *délit punissable* que lorsque celui qui en est prévenu a agi dans *une intention criminelle :* tout ce qui peut résulter du silence du Code pénal actuel sur cette circonstance, c'est que les tribunaux ne sont pas tenus d'en faire une déclaration expresse aux jugemens de condamnation, et non pas qu'ils puissent se dispenser d'examiner la question *d'intention*, et qu'ils soient autorisés à prononcer la condamnation des prévenus, lorsqu'il leur est bien démontré qu'ils n'ont pas agi *dans un mauvais dessein.*

XI. Le Code pénal de 1791, prononçait la peine de six années de fers, qui était une peine trop disproportionnée au genre de délit qui était à réprimer : celle établie par le Code pénal en viguenr suffit pour imprimer une crainte salutaire à ceux qui seraient tentés d'y contrevenir, cette peine pouvant être d'un emprisonnement *de cinq ans* avec amende, et sans préjudice de la condamnation aux réparations du dommage causé et aux frais, le tout emportant *la contrainte par corps.*

L'article 452 autorise de plus les tribunaux à mettre le condamné sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans, sans que cette surveillance puisse être prononcée pour une moindre durée que deux ans, lorsque les tribunaux se décident à en faire l'application au prévenu.

ARTICLE CCCCLIII.

Ceux qui, sans nécessité, auront tué l'un des animaux mentionnés au précédent article, seront punis ainsi qu'il suit :

Si le délit a été commis dans les bâtimens, enclos et dépendances, ou sur les terres dont le maître de l'animal tué était propriétaire, locataire, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement de deux mois à six mois ;

S'il a été commis dans les lieux dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement sera de six jours à un mois ;

S'il a été commis dans tout autre lieu, l'emprisonnement sera de quinze jours à six semaines.

Le maximum *de la peine sera toujours prononcé en cas de violation de clôture.*

OBSERVATIONS.

I. Quoique le résultat soit le même, que l'animal ait été *empoisonné*, ou qu'il ait péri par l'emploi de tout autre moyen, le Code a dû établir de la différence entre les deux cas, quant à l'application des peines à infliger au coupable ; *l'empoisonnement* suppose nécessairement, en effet, une *préméditation* toujours odieuse ; tandis que l'animal peut avoir été *tué* par suite d'un premier mouvement que celui qui s'en est rendu l'auteur n'a pas toujours été le maître de réprimer : l'empoisonnement emporte, d'ailleurs, avec lui un caractère de lâcheté, lors même qu'il n'a été mis en usage qu'envers les animaux ; aussi, quand le législateur s'est occupé de *l'empoisonnement* dans l'article 452, n'a-t-il pas même supposé qu'il pût y avoir *nécessité* d'employer cette voie, lorsqu'au contraire il n'a prononcé de peine par l'article 453, que pour les cas où l'animal aurait été tué *sans nécessité* : le législateur a bien senti qu'il pouvait y en avoir où l'on ne pourrait se garantir de la furie de certains animaux qu'en les mettant hors d'état de nuire ; d'où suit, que pour autoriser l'application des dispositions de l'article 453, le jugement de condamnation doit porter la déclaration *formelle* que l'animal a été tué *sans nécessité*, déclaration que ne remplacerait pas suffisamment celle que le condamné aurait agi *volontairement ;* car la *volonté* n'exclut pas la *nécessité*, et la *nécessité* suppose même la *volonté* ; mais le prévenu ne pourrait faire résulter la nécessité qu'il invoquerait de ce que l'animal qu'il aurait tué aurait pu lui causer *quelque dommage* ; attendu qu'il aurait pu le faire constater et poursuivre le maître de l'animal en justice, pour en obtenir la réparation.

II. Ce sont des *animaux* qui ont fait la matière de l'article 452, que parle l'article 453 ; mais ce serait donner à cet article une extension qu'il ne comporte pas, que de vouloir en étendre les dispositions aux *poissons*, quoique les poissons rentrent dans la catégorie générale des animaux ; car outre que leur assimilation, au cas particulier, serait d'une absurdité révoltante, les termes dans lesquels se trouve conçu l'article 453, suffiraient pour établir qu'il ne peut en être question : comment supposerait-on, en effet, un cas où des poissons dans un étang, un vivier ou réservoir pourraient mettre *dans la nécessité* de les tuer.

Les animaux auraient été tués *sans nécessité*, que s'ils ne l'avaient pas été *volontairement*, il n'y aurait pas délit.

III. Ce n'est pas des animaux *domestiques* que s'occupent les articles 452 et 453 ; s'il s'agit de volailles, c'est aux dispositions du Code rural qu'il faut se reporter, et quant aux autres animaux domestiques, c'est à celles de l'article 454.

IV. L'article 453 parle d'animaux *tués* et non pas d'animaux *blessés* ; d'où naît la question de savoir, si, lorsque la mort de l'animal n'a pas été le résultat des mauvais traitemens qu'on lui a fait éprouver, il n'y en a pas moins délit punissable, ou si le propriétaire de l'animal a seulement une action en réparation du dommage causé : cette question se présenta devant la Cour de cassation le 5 février 1818. Un cheval avait été *blessé* sans nécessité sur un terrain dont l'auteur de la blessure n'était pas le propriétaire : cité devant le tribunal correctionnel, le prévenu soutint que le propriétaire du cheval n'avait, contre lui, que l'exercice de l'action civile, et le ministère public, de son côté, prétendant que l'affaire rentrait dans la compétence du tribunal de police avait requis que le tribunal correctionnel se déclarât incompétent ; mais le tribunal correctionnel ne s'en retint pas moins la connaissance, et comme la preuve du délit résultait des débats, il appliqua au prévenu les peines prononcées par l'article 30, titre 2 du Code rural. L'officier du ministère public près le tribunal d'appel s'étant pourvu en cassation contre l'arrêt confirmatif du jugement, son pourvoi fut rejeté ;

« attendu que la *mort* causée *volontairement* à des chevaux, bestiaux, etc. » appartenant à autrui, est un délit prévu par l'article 453 du Code pénal » et dont la moindre peine est un emprisonnement de quinze jours à six » semaines ; — Que les *blessures* faites *involontairement* à ces animaux et par » l'effet de quelqu'une des circonstances mentionnées dans les paragraphes » 2, 3 et 4 de l'article 479 du même Code, sont mises, par cet article, dans » la classe des contraventions, qu'il punit d'une amende de onze à quinze francs » inclusivement et même d'un emprisonnement de cinq jours au plus, dans les » cas particuliers déterminés par le §. 3 dudit article ; — Que *les simples blessures* » faites aux animaux d'autrui, mais *volontairement*, ne sont mentionnées *dans* » *aucun des articles du Code pénal de* 1810 ; que néanmoins ce Code ayant puni les » blessures faites à des animaux domestiques INVOLONTAIREMENT, et seulement » *par imprudence*, il s'ensuit qu'il n'a pas voulu que les mêmes blessures restassent impunies lorsqu'elles ont été faites avec *volonté et méchamment* ; » qu'il les a donc laissées sous l'empire de l'article 30, tit. 2 du Code rural » qui porte, à leur égard, une disposition expresse, et que, relativement à ces » dites blessures, les dispositions de cette loi sont maintenues par le dernier » article du Code pénal de 1810 ; que les peines qu'elles prononcent sont une

» amende double du dédommagement et un emprisonnement dont la durée » peut être d'un mois, lors même que l'animal n'est ni mort, ni resté estropié » de ses blessures..... »

Cet arrêt ayant déclaré l'article cité du Code rural encore applicable sous l'empire du Code pénal, il est bon d'en connaître les dispositions; il porte : « Toute personne convaincue d'avoir, de dessein prémédité, méchamment, sur le territoire d'autrui, blessé ou tué des bestiaux ou chiens de » garde, sera condamnée à une amende double de la somme du dédommagement. » Le délinquant pourra être détenu un mois, si l'animal n'a été que blessé, et » six mois si l'animal est mort de sa blessure ou en est resté estropié; la dé- » tention pourra être du double, si le délit a été commis la nuit ou dans un » étable ou dans un enclos rural. »

V. Sur cet article il y a trois observations à faire; la *première*, que l'animal doit avoir été blessé *sur le territoire d'autrui;* la *seconde*, qu'il doit l'avoir été *de dessein prémédité*, *méchamment;* la *troisième*, que ce soient *des bestiaux ou* DES CHIENS DE GARDE qui l'aient été, ce qui est *restrictif* à ces espèces d'animaux; mais il demeure toujours et nécessairement sous-entendu, que l'animal aura été blessé *volontairement et sans nécessité*; c'est-à-dire, sans que ce soit *pour la légitime défense de soi même ou d'autrui*, ou que la blessure n'ait pas été le résultat d'une simple *imprudence*.

VI. L'article 453 aggrave ou modifie la peine suivant le lieu où le délit a été commis, et les distinctions qu'il établit étaient dictées par la nature même des choses.

VII. Si les animaux de la qualité de ceux mentionnés en l'article 452 avaient été tués par suite *de violation de clôture*, ce serait le *maximum* de la peine qui devrait être infligé au coupable; mais il ne suffirait pas que l'animal eût été tué *dans un enclos*; car il pourrait l'avoir été dans un terrain *clos*, sans qu'il y eut eu *violation de clôture*, et c'est *la violation de clôture* que l'article 453 a considérée comme étant circonstance *aggravante* du délit, sans s'occuper du cas où ç'aurait été dans un enclos qu'il aurait été commis.

VIII. S'il n'y avait eu que *blessures*, ce qui ferait sortir le délit de l'article 453, pour le faire rentrer dans la disposition de l'article 30, tit. 2 du Code rural, il y aurait eu *violation de clôture*, que le tribunal saisi ne serait pas dans l'obligation d'appliquer à son auteur le *maximum* de la peine, l'article cité du Code rural n'ayant pas prévu le cas; il en aurait la simple faculté : d'où suit, que soit qu'il l'appliquât ou non au *maximum* ou au *minimum*, il n'y aurait pas motif suffisant de prononcer l'annullation de son jugement.

ARTICLE CCCCLIV.

Quiconque aura, sans nécessité, tué un animal domestique dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus.

S'il y a eu violation de clôture, le maximum *de la peine sera prononcé.*

OBSERVATIONS.

I. La peine prononcée par cet article, comme celle qui l'a été par le précédent, n'est applicable qu'au cas où l'animal a été tué *sans nécessité*, et c'est au tribunal qui se trouve saisi, d'apprécier les circonstances dont le prévenu prétend faire résulter cette *nécessité*, le Code n'ayant précisé aucune de celles qui doivent la constituer.

Lorsque la nécessité dans laquelle le prévenu peut s'être trouvé n'est pas justifiée, et qu'il demeure constant que l'animal a été tué sur un terrain dont le maître de l'animal était propriétaire, locataire, colon ou fermier, il doit être condamné à six jours au moins d'emprisonnement et à l'amende, aux termes de l'article 455; bien entendu toutefois qu'il ne s'élève pas en sa faveur de circonstances atténuantes, car alors, et si le dommage causé n'excédait pas 25 fr., le tribunal pourrait n'appliquer que des peines de simple police, aux termes de l'article 463.

II. Quant à ces mots de l'article 454 : *s'il y a eu violation de clôture*, ils doivent être entendus dans le sens que nous avons dit dans nos observations sur l'article précédent.

III. S'il n'y avait eu que *blessures*, il n'y aurait pas délit aux yeux de la loi, mais une simple action en dommages-intérêts pour la réparation du dommage causé, hors le cas où ce seraient *des chiens de garde* qui auraient été blessés, qui rentre dans l'application de l'article 30, tit. II du Code rural.

IV. Pour rentrer dans les dispositions de l'article 454, il faut que l'animal ait été tué, *dans un lieu dont le maître de l'animal était propriétaire, locataire, colon ou fermier : sic jud.*, le 1.er août 1822 : la condition est *impérative*, et elle a été sagement établie; car les maîtres *des animaux domestiques* ne doivent pas les laisser *divaguer;* et lorsqu'ils se le permettent, c'est à eux que la première faute est imputable.

V. Par *animaux domestiques*, l'on ne doit pas entendre les volailles que l'on

élève dans les basses-cours; le Code rural tit. 2, article 12, autorise même tout propriétaire, détenteur ou fermier à les tuer lorsqu'elles divaguent sur sa propriété, et au moment qu'elles y causent du dommage.

Le Code rural ne dit pas si celui qui a tué la volaille sur son héritage, au moment du dégât, doit la laisser sur place ou s'il peut l'emporter et en faire son profit; mais il ne pourrait être blâmé de l'avoir emportée, sauf à la rendre au cas où elle serait réclamée, si la réclamation en était faite en temps opportun; mais alors toute action lui serait déniée, en réparation du dommage causé; il se serait payé par ses mains : si la volaille tuée avait été laissée sur place, le propriétaire de l'héritage aurait l'exercice légal de son action pour demander en justice la réparation du dommage qu'elle aurait pu lui causer.

VI. Ce que nous venons de dire de la *volaille* reçoit une application nécessaire aux *lapins*, lorsqu'ils n'ont pas été attirés par fraude et artifice sur la propriété d'autrui : le propriétaire qui les aurait tués sur son fond, ne pourrait pas même être tenu de les rendre à leurs anciens maîtres : c'est la disposition de l'article 564 du Code civil; car les lapins ne sont plus que du *gibier*, aussitôt qu'ils quittent la garenne où ils sont établis, pour divaguer dans la campagne.

VII. L'article cité du Code civil, renferme les mêmes dispositions, à l'égard des pigeons et des poissons qui passent *dans un autre colombier ou dans un autre étang*, sans y avoir été attirés également par fraude et artifice; d'où suit, que le législateur ne considère pas les *pigeons* comme des *animaux domestiques*, ce qui doit être entendu dans ce sens que les pigeons dont il est ici question sont de la nature de ceux que l'on nomme vulgairement *fuyards* ou de *colombier;* car les pigeons dits de *volière*, sont bien évidemment dans un état de domesticité, en ce que l'on ne leur voit pas quitter les lieux où ils ont été élevés pour aller s'établir dans les volières d'autrui, lorsqu'ils n'y sont pas attirés par artifice. Cependant, l'auteur du Recueil général de jurisprudence française, range tous les pigeons, sans distinction, dans la catégorie de la *volaille;* mais un arrêt rendu le 30 octobre 1813, a sagement distingué les espèces, en déclarant que l'on ne peut considérer comme *animaux domestiques*, que ceux *qui vivent réellement en état de domesticité;* et que les pigeons de *colombiers* qui sont réputés *gibier*, par l'article 2 de la loi du 4 août 1789, aux époques fixées par les communautés pour les tenir enfermés, éloigne toute idée de leur supposer ce caractère.

VIII. Mais les pigeons n'étant réputés gibier qu'aux époques où ils ont dû être tenus renfermés, et la loi n'ayant autorisé de les tuer que sur son propre

terrain, en résulte-t-il que s'ils étaient tués en tout autre temps, et sur le terrain d'autrui, il y eût délit punissable? Le dommage qu'ils pourraient avoir causé donnerait-il lieu à des poursuites en justice, pour en obtenir la réparation?

Que le maître des pigeons soit tenu de réparer le dommage qu'ils peuvent causer à autrui, nous n'en doutons pas : cependant, nous ne connaissons encore qu'un seul jugement émané d'un tribunal de paix qui l'ait ainsi jugé. La question s'agita bien devant la section civile de la Cour de cassation, au mois de janvier 1824; mais elle ne fut pas jugée : on argumentait de plusieurs arrêts rendus contre des propriétaires de garennes, dont les lapins avaient causé du dommage sur les terres voisines, et l'on soutenait qu'il y avait même raison de décider.

Quant au point de savoir si le fait de laisser divaguer ses pigeons dans le temps des récoltes constitue une contravention punissable, la Cour de cassation y statua, par l'arrêt déjà cité, du 30 octobre 1813, en prononçant l'annullation d'un jugement, qui avait condamné le maître du colombier à l'amende de police; l'arrêt de cassation motivé : « sur ce que les tribunaux de » police ne peuvent connaître que des faits auxquels la loi attribue le caractère » de contravention et dont elle soumet les auteurs à des peines; — Que l'ar- » ticle 2, de la loi du 4 août 1789, qui veut que les pigeons soient enfermés » aux époques fixées par les communautés; que, durant ce temps, ils soient » regardés comme gibier, et que chacun ait le droit de les tuer sur son terrain, » est restreint à cette mesure répressive; qu'il ne qualifie pas de délit ou de » contravention le fait du propriétaire qui laisserait sortir et vaguer ses pigeons » dans le temps prohibé, et qu'il n'attache à ce fait aucune sorte de peine; — Que » si, de la combinaison des art. 3 et 12, tit. 11 de la loi du 28 septembre 1791, » il résulte que les dégâts causés par les bestiaux de toute espèce, laissés à » l'abandon, sont classés parmi les délits ruraux, il est évident que, sous la déno- » mination de *bestiaux*, ne sont compris que des quadrupèdes domestiques; que » ces expressions, *bestiaux laissés à l'abandon*, ne peuvent s'appliquer à des » oiseaux tels que les pigeons, qui, voués en quelque sorte par leur nature et » leur instinct à la divagation, ne sont pas susceptibles d'être gardés à vue, et ne » sauraient, conséquemment, jamais être considérés comme laissés à l'abandon; » que si les pigeons ne peuvent être rangés dans la classe des bestiaux dont » parle l'article 12 de la loi de 1791; il n'est pas plus permis de les supposer » compris dans le même article sous la dénomination de *volailles*, dénomination » qui ne s'applique à d'autres animaux qu'aux oiseaux qu'on tient en état de do- » mesticité, à des oiseaux de l'espèce de ceux qu'on éleve et qu'on nourrit » dans les basses-cours; — Qu'il s'ensuit de ces observations, que, dans l'espèce, » P... était sans motifs légitimes pour traduire D... *à la police*, à raison du dom-

» mage qu'il a pu éprouver par un fait auquel la loi n'attache pas le caractère » de contravention..... etc.

IX. Nous saisissons l'occasion qui se présente pour dire encore quelques mots sur la chasse et sur le port d'armes de chasse sans permis, dont nous nous sommes déjà occupés au premier volume, page 127 et suivantes. La Cour de cassation a jugé par plusieurs arrêts, que le port d'armes de chasse et la chasse considérée en elle-même, doivent être punis chacun de la peine qui leur est propre, de sorte qu'en pareille matière, les peines doivent être cumulées et que les dispositions de l'article 365 du Code d'instruction criminelle, ne reçoivent pas d'application à l'espèce : que la dérogation à cet article pour le cas particulier, résultait de la combinaison du décret du 4 mai 1812 et de la loi du 30 avril 1790; mais la Cour a pareillement et constamment jugé, que la dérogation à cet article, n'était que pour ce seul cas; de sorte qu'il y aurait fausse application de la loi pénale, si la peine attachée par la loi au port d'armes de chasse sans permis, ou à la chasse, était prononcée cumulativement avec celle applicable *à tout autre délit :* ce fut ce que la Cour jugea notamment le 4 mai 1821, d'après ce considérant : « Que le décret du 4 mai 1812, qui établit une peine » correctionnelle contre le port d'armes de chasse sans permis, n'admet la » cumulation de cette peine avec celle du délit de chasse, que relativement à » ceux des délits qui sont prévus et punis par la loi du 30 avril 1790; que cette » dérogation à la disposition générale de l'article 365 du Code d'instruction cri- » minelle, doit donc demeurer restreinte au cas pour lequel elle a été faite, » et qu'elle ne peut conséquemment être étendue aux délits de chasse commis » dans les forêts *de l'État,* dont la peine est déterminée par l'ordonnance de 1669. »

Nous ne rapportons cet arrêt que pour établir le principe, qu'il ne peut y avoir lieu à la cumulation des peines, même en matière de chasse, ou de port d'armes de chasse sans permis, qu'au cas mentionné dans le décret du 4 mai 1812, combiné avec la loi du 30 avril 1790; car l'arrêt cité avait été trop loin, en parlant *des forêts de l'État*, lorsque ce n'est que relativement à la chasse dans *les forêts de la couronne*, que l'on doit se reporter à l'ordonnance ; ce que M. le procureur-général de la Cour de cassation établit dans un réquisitoire sur lequel intervint, le 31 mai 1822, un arrêt qui jugea, que la loi du 30 avril 1790 avait excepté de ses dispositions la chasse dans les bois de la *couronne*, mais qu'elle n'avait fait que cette *seule* exception : d'où suit, que c'est dans ce sens que doit être entendu l'arrêt du 4 mai 1821, et que l'on doit tenir, en conséquence, que la chasse dans les bois *de l'État,* comme dans ceux des communes et des établissemens publics, rentre nécessairement *dans le droit commun :* (*Arrêt du* 30 *août* 1822).

X. Lorsque le chasseur a obtenu *le permis de port d'armes de chasse*, et qu'il a chassé en temps *non prohibé*, se le serait-il permis sur les propriétés d'autrui, que s'il n'en avait pas été rendu *plainte*, l'officier du ministère public ne serait pas recevable à en faire la poursuite d'office : *sic jud.* le 22 juin 1815.

XI. S'il y avait eu chasse *en temps prohibé*, l'individu qui en serait prévenu aurait été porteur d'un permis de port d'armes de chasse, et ce serait sur son propre terrain qu'il aurait chassé, que si c'était en terres *non closes*, des poursuites *d'office* seraient autorisées contre lui : ce ne serait plus, alors, un délit simplement *relatif*.

XII. La Cour de Besançon avait jugé qu'il n'était dû qu'une simple amende par les chasseurs, en quelque nombre qu'ils fussent; mais son arrêt fut cassé, le 17 juillet 1823, «attendu que le délit de chasse est un délit per-» sonnel et non réel; qu'il est une infraction à une loi prohibitive; que chacun » des individus qui le commet est personnellement passible de l'amende et de » l'indemnité fixées par la loi répressive, et qu'on ne peut, par la raison que » plusieurs individus auraient chassé en réunion, considérer le délit comme » unique, puisqu'il y a autant d'infractions à la loi et de délits commis qu'il y » a de délinquans; et qu'en conséquence, l'amende et l'indemnité doivent être » prononcées contre chacun d'eux personnellement; que le mode de recouvre-» ment de ces amendes et indemnités, par suite de solidarité, s'il y a lieu de » les prononcer, est extrinsèque au délit même, et ne produit pas augmentation » dans la quantité de la condamnation personnelle à chacun des délinquans. »

ARTICLE CCCCLV.

Dans les cas prévus par les articles 444 et suivans jusqu'au précédent article inclusivement, il sera prononcé une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de seize francs.

OBSERVATIONS.

I. La condamnation à l'amende dans les cas prévus au présent article n'est pas de simple *faculté*; elle doit être nécessairement prononcée en outre de l'emprisonnement, toutes les fois qu'il n'est pas fait application à la cause de l'article 463; mais l'amende ne peut excéder le *quart* des restitutions et dommages-intérêts; cependant, et par dérogation aux dispositions générales de cet article,

elle pourrait être portée jusqu'à trois cents francs, lors même qu'elle excèderait le quart des restitutions et dommages-intérêts, par application de l'article 452; mais elle ne pourrait excéder cette somme, quelle que fût celle à laquelle ce quart pût monter, l'article 452 renfermant, sur ce point, une disposition *spéciale*.

II. Si la partie lésée ne réclamait ni restitution, ni dommages-intérêts, le tribunal n'ayant aucune base légale pour les fixer, devrait se borner à prononcer l'amende au *minimum*.

III. Les divers genres de délits que répriment les articles 444 et suivans, n'intéressant pas directement le maintien de l'ordre public, il ne devrait en être fait de poursuites d'office qu'après s'être bien assuré que la condamnation du prévenu en deviendrait une conséquence nécessaire; certitude que la partie publique ne peut jamais avoir de son chef, le maître de l'animal tué ou blessé pouvant venir déclarer à la justice, en tout état de cause, que ç'a été *par son ordre* que le fait s'est passé, ce qui suffirait pour la justification du prévenu; car, le maître de l'animal qui aurait pu le tuer sans encourir aucun reproche aurait pu en charger le prévenu, et celui-ci s'en acquitter sans avoir commis ni délit, ni contravention. »

Article CCCCLVI.

Quiconque aura, en tout ou en partie, comblé des fossés, détruit des clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites, coupé ou arraché des haies vives ou sèches; quiconque aura déplacé ou supprimé des bornes, ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différens héritages, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra être au-dessous d'un mois ni excéder une année, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, qui, dans aucun cas, ne pourra être au-dessous de cinquante francs.

Observations.

I. Quoique l'article 456 parle, en général, de destruction de clôtures, sans restreindre sa disposition aux clôtures qui appartiennent *à autrui*, cette restriction sort de la nature même des choses, chacun étant libre d'user et même

d'abuser de sa propriété, lorsqu'il ne peut en résulter de préjudice à autrui, et l'on ne pourrait dire que ce serait porter préjudice à autrui, que de combler ses propres fossés, que d'abattre son propre mur, lors même que, par ce moyen, le fond du voisin se trouverait mis à découvert, sauf à celui-ci de se clore s'il le juge utile à ses intérêts.

II. Si le mur, la haie ou le fossé était *mitoyen*, la destruction que s'en serait permise l'un des communiers, sans en avoir obtenu l'agrément de son co-propriétaire, constituerait-elle le délit prévu et puni par l'article 456? Si le prévenu avait eu la possession *exclusive* du mur, de la haie ou du fossé pendant *un an et jour*, il n'y aurait, de la part de celui qui s'en prétendrait co-propriétaire, qu'une simple action à exercer devant les tribunaux civils, pour se faire réintégrer dans sa propriété; mais, si la possession d'an et jour était *déniée*, ce serait au tribunal saisi de la plainte d'en connaître; il n'y aurait pas de question *préjudicielle* à juger. Il y eut arrêt dans ce sens, le 8 janvier 1813, motivé sur ce que le tribunal correctionnel se trouvant juge de l'action, le devient nécessairement de l'exception. Mais si le prévenu soutenait que le fond sur lequel il a commis la prétendue voie de fait était *sa propriété*, cela constituerait bien évidemment une question préjudicielle, ainsi qu'il fut jugé le 7 avril 1812; ce qui ne décide pas la question que nous nous sommes proposée, et qui consiste à savoir s'il y a *délit punissable*, dans le fait d'avoir détruit un mur, une haie ou autre clôture *mitoyenne*, ou s'il y a simplement lieu, dans un pareil état de choses, à l'exercice d'une action civile contre l'auteur de la destruction. La question a ses difficultés; cependant, tout bien considéré, nous ne pensons pas que l'on puisse voir dans un acte de cette nature autre chose qu'un *quasi délit* qui ne peut donner lieu qu'à une action en dommages-intérêts à exercer par la voie civile; car, si le co-propriétaire de la clôture y a droit, celui qui l'a détruite y a même droit que lui, et il n'a fait qu'abuser de la chose commune, préjudice qui se résout en dommages-intérêts. La société n'ayant aucun intérêt à la répression d'une pareille voie de fait, il ne peut y avoir, par suite, de délit punissable.

III. Le Code rural de 1791 renfermait deux dispositions relatives à la destruction des clôtures dans ses art. 17 et 32 du tit. 2, et ce n'est qu'à l'art. 32 qu'a été substitué l'article 456 du Code; d'où suit que, l'article 17 a conservé toute son autorité; et comme pour faire une juste application de ce dernier article et de l'article 456 du Code, il faut en avoir une connaissance bien exacte, nous devons donner ici le texte précis de cet article 17, afin que l'on puisse en combiner les dispositions avec l'article 456 du Code; cet article 17 porte : « il est » défendu à toute personne de recombiler les fossés, de dégrader les clôtures, de

» couper des branches de haies vives, d'enlever des bois secs des haies, sous » peine d'une amende de la valeur de trois journées de travail. Le dédommagement » sera payé au propriétaire ; et suivant la gravité des circonstances, la détention » pourra avoir lieu, mais au plus pour un mois. » On voit qu'il ne s'agit ici que de simples *dégradations* des clôtures, et non pas de leur *destruction*, et le législateur a dû modifier ou aggraver la peine suivant l'une ou l'autre de ces circonstances.

IV. Lorsque le délit rentre dans l'application de l'article 17 du Code rural, c'est la prescription d'un *mois* qui devient applicable, et ce n'est, au contraire, que celle établie par le Code d'instruction criminelle, quand le délit rentre dans celle de l'article 456 du Code : *sic jud.*, sous ce dernier rapport, le 10 septembre 1813 : le tribunal, saisi par la plainte, se fondant sur ce qu'il s'agissait, dans l'espèce, *d'un délit rural*, quoique réprimé par l'art. 456 du Code pénal, avait jugé que c'était la prescription prononcée par l'article 8 de la sect. 7, tit. 1 du Code rural qui devait faire la loi des parties ; mais son jugement fut cassé : « Attendu que le fait de la prévention ayant été déterminé » et puni par le Code pénal de 1810, il n'était soumis qu'à la prescription du » Code d'instruction criminelle, qui ne fait, avec le Code pénal, qu'un seul corps » de législation criminelle. »

V. Le nommé G..... était prévenu d'avoir, à l'aide d'un levier, forcé les barreaux de fer qui garnissaient une croisée du domicile du sieur P...., percepteur des contributions. La Chambre du conseil du tribunal de première instance de Dôle, croyant voir dans ce fait *une tentative de vol*, avait renvoyé le prévenu devant la Chambre d'accusation de la Cour de Besançon ; mais cette chambre ne crut pas que la tentative *d'effraction* qui était imputée au prévenu pût constituer une tentative *de vol*, et sur ce point, elle jugea bien (1) ; mais elle tomba dans une grande erreur, en supposant que l'article 456 n'avait disposé que pour le cas de destruction d'ouvrages *faits pour défendre l'entrée des propriétés rurales*, et en déclarant, en conséquence, qu'il n'y avait lieu de suivre ; aussi la cassation de son arrêt fut-elle prononcée le 31 janvier 1822 : « Attendu que, dans son acception légale, le mot *clôture* s'applique à ce qui » empêche l'introduction dans tout ou partie des maisons habitées, ainsi que » cela résulte de l'article 396 du Code pénal, qui regarde comme effractions » intérieures toutes celles qui sont faites aux portes et *clôtures* du dedans ; et » attendu que le présent article est compris au chapitre *des crimes et délits contre* » *les propriétés*, et dans la section intitulée, en termes généraux, *destructions*, » *dégradations*, *dommages* ; que ledit article est précédé et suivi de dispositions

(1) *Voyez* nos observations sur l'article 2.

» qui ont pour objet de réprimer les atteintes portées aux propriétés *mobilières* » *ou immobilières*, *urbaines ou rurales ;* d'où suit que l'application doit donc être » faite à toutes destructions de clôtures, la loi n'ayant spécifié aucune excep- » tion. »

VI. L'article 389 s'était déjà occupé de l'arrachement des *bornes ;* mais ce n'avait pas été sous le même point de vue que le fait l'article 456. Il n'est question, dans celui-ci, que de leur simple arrachement ou déplacement, dans l'objet de faire disparaître la limite de propriétés contiguës, sans qu'il s'y rattache la circonstance *de la soustraction de choses mobilières*, lorsque l'article 389 suppose un arrachement de bornes, pour commettre *un vol*, et qu'à raison de cette circonstance il a qualifié de *crime.*

L'article 456 parle de pieds *corniers* qui auraient été *supprimés*, et déjà l'ordonnance de 1669 avait prononcé une peine *d'amende* contre ce genre de délit ; cette peine se trouve aggravée par le Code de celle de *l'emprisonnement* lorsque les pieds corniers supprimés avaient été reconnus pour servir de limites entre les héritages : mais s'ils n'avaient été *qu'abattus*, sans avoir été *déplacés* ou *supprimés*, ce ne serait toujours que la peine de *l'amende* qui devrait être prononcée ; car la limite n'en serait pas moins reconnaissable, et c'est sa *disparition* que le Code punit de l'emprisonnement ; ce qui résulte évidemment de ces termes de l'article 456 : *déplacés ou supprimés*, qui sont communs *à tous les arbres* servant de limites.

VII. Il faut de plus, pour faire rentrer le délit dans la disposition de l'article 456, que l'arbre déplacé ou supprimé *eût été planté ou qu'il eût été reconnu* devoir servir de limite ; d'où suit, que le jugement de condamnation doit, à peine de nullité, faire une mention expresse de toutes ces circonstances *constitutives* du délit.

VIII. L'article 456 ne parle pas du détournement *des eaux* dont la direction pourrait servir de limite aux héritages ; mais ce détournement rentre nécessairement dans la destruction de clôtures, ce qui doit toutefois être entendu sainement ; car l'on ne pourrait considérer comme une suppression de clôture, la simple action d'avoir fait dériver une partie quelconque des eaux séparatives de propriétés riveraines, pour l'irrigation de ses héritages, ou pour tout autre usage.

IX. Mais briser une porte qui servirait de clôture, ne fût-ce même que pour s'introduire dans la propriété d'autrui, ce serait commettre le délit que réprime l'article 456 : *sic jud.* le 29 octobre 1813.

X. Les bornes n'auraient été plantées qu'en vertu d'un arrêté des corps *administratifs*, que si ç'avait été pour établir des limites, il ne serait pas plus per-

mis de les arracher que si elles l'avaient été par autorité de justice ou *du consentement des parties ;* sauf à celle qui se prétendrait lésée par leur établissement de recourir à l'autorité administrative supérieure, pour obtenir la révocation de l'arrêté qui en aurait ordonné le placement : *sic jud.* le 17 avril 1812.

ARTICLE CCCCLVII.

Seront punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs, les propriétaires ou fermiers, ou toute personne jouissant de moulins, usines ou étangs, qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, auront inondé les chemins ou les propriétés d'autrui.

S'il est résulté du fait quelques dégradations, la peine sera, outre l'amende, un emprisonnement de six jours à un mois.

OBSERVATIONS.

I. C'est à l'autorité administrative qu'il appartient de régler la hauteur du déversoir *des moulins, usines et étangs*, ce qui était ainsi déjà réglé, quant *aux moulins et usines*, par l'article 16, tit. 2 du Code rural.

II. Tant que la hauteur du déversoir n'a pas été *fixée* par l'autorité administrative, la disposition de l'article 457 demeure sans application, au cas même d'inondation et de dommage causé, aux propriétés d'autrui, par son exhaussement : deux arrêts de la Cour de cassation des 2 février 1816 et 23 janvier 1819, l'ont ainsi jugé. Dans l'espèce du premier, le sieur N... avait fait exhausser l'ancien déversoir de son étang, ce qui avait occasionné l'inondation et la dégradation d'un chemin public : traduit devant le tribunal correctionnel à la requête du ministère public pour se voir condamner aux peines prononcées par l'article 457 du Code pénal, le tribunal l'avait déclaré coupable d'une contravention à l'article 40, tit. 2 du Code rural, et l'avait condamné, en conséquence, aux peines prononcées par cet article. Le procureur du Roi et le sieur N... s'étaient rendus respectivement appelans du jugement, savoir : l'officier du ministère public, en ce qu'il n'avait pas été fait application au prévenu des dispositions de l'article 457 du Code ; et le sieur N... en ce qu'il avait été condamné à l'amende portée par l'article cité du Code rural : le tri-

bunal d'appel avait réformé et condamné le sieur N... à l'amende prononcée par ledit article 457 : mais sur son recours en cassation, le jugement fut annullé : « Attendu que, pour qu'il y ait lieu à l'application de la » peine prononcée par l'article 457, il faut que l'élévation du déversoir du » moulin, usine ou étang, *ait été portée au-dessus de la hauteur déterminée* » *par l'autorité compétente ;* qu'il n'a pas été prouvé au procès, ni même allé- » gué, que l'élévation du déversoir de l'étang de N... eût été déterminée *par* » *aucune autorité ;* que le tribunal d'appel a reconnu l'absence de cette circon- » stance ; *qu'il a jugé qu'elle était inutile et indifférente, et qu'il suffisait que l'élé-* » *vation du déversoir eût causé quelque préjudice à la propriété d'autrui,* pour » qu'on fût autorisé à prononcer la peine portée au susdit article ; d'où il suit » qu'il a fait *une fausse application d'une loi pénale.* »

La Cour de cassation ne se prononça pas sur la question de savoir, si, dans l'état des choses, il y avait lieu de faire l'application au prévenu de l'article 40, titre 2 du Code rural; elle n'avait pas, en effet, à s'en occuper, car c'était le jugement d'appel seul qui lui était dénoncé, et non pas le jugement intervenu en première instance.

Mais par son arrêt du 23 janvier 1819, la Cour décida, que le fait rentre dans la disposition du Code rural : dans l'espèce jugée par cet arrêt, le sieur Q... avait occasionné un débordement qui avait causé des dommages considérables aux propriétaires riverains, par l'exhaussement qu'il avait donné au déversoir de son étang; et le tribunal correctionnel devant lequel il avait été traduit, lui avait fait l'application des peines prononcées par l'article 457 du Code pénal: le tribunal de Troyes saisi de l'appel, l'avait au contraire renvoyé de la plainte, sauf aux parties qui prétendraient avoir été lésées par l'inondation à se pourvoir par action civile, afin d'en obtenir la réparation; ce qui avait été juger que le fait ne rentrait dans la disposition d'aucune loi pénale ; mais la Cour de cassation annulla le jugement, sur le pourvoi du procureur du Roi près le tribunal qui l'avait rendu, en motivant son arrêt ; « sur ce que l'article 15 du Code rural » contient deux dispositions prohibitives ; que par la première, il est défendu » d'inonder l'héritage de son voisin ; que cette défense générale s'applique à » toutes espèces d'inondations sur lesquelles il n'est point disposé spécialement, » et quels qu'en aient été les moyens ; — Que, par la seconde, qui est différente de » la première, puisqu'elle en est séparée par une particule disjonctive, il est dé- » fendu de transmettre ses eaux à l'héritage de son voisin d'une manière nuisible ; » que cette prohibition particulière, qui ne suppose pas une inondation, n'est » relative qu'aux dommages que peuvent causer les eaux dans le cours qu'on » leur a donné, ou dans un cours naturel auquel on aurait fait produire des

» effets nuisibles par des moyens quelconques ; — Que la contravention à ces deux » prohibitions est punie par ledit article d'une amende qui peut être portée jusqu'à » la somme du dédommagement ; qu'elle constitue, conséquemment, un délit de » la compétence de la juridiction correctionnelle ; — Que l'art. 16 est *spécial* pour » les propriétaires ou fermiers *des moulins et usines ;* qu'il ne comprend pas les » propriétaires ou fermiers *d'étangs ;* que sa disposition ne peut donc être ap- » pliquée aux dommages par eux causés aux propriétés voisines par la trop » grande élévation du déversoir de leurs étangs ou autrement ; — Que ces dom- » mages restent donc dans la première disposition dudit article 15 et doivent » être punis conformément à cet article ; — Que si l'article 457 du Code pénal a » étendu ses dispositions aux personnes jouissant *d'étangs*, comme à celles *de* » *moulins et usines*, ces dispositions ne sont relatives qu'aux dommages produits » par l'élévation du déversoir de leurs eaux, *au-dessus de la hauteur déterminée par* » *l'autorité compétente ;* — Attendu que, dans l'espèce, le fait de prévention imputé » à G... était d'avoir retenu les caux de son étang à une hauteur telle, qu'elles » avaient par leur débordement, inondé les champs environnans et y avaient » causé du dommage ; — Qu'il a été reconnu par le jugement dénoncé, que la » hauteur du déversoir de cet étang *n'avait été fixée* par aucune autorité » compétente ; — Que si ce fait ne rentrait pas ainsi dans l'application dudit » article 457 du Code pénal, il rentrait dans les dispositions prohibitives et » pénales dudit article 15 du Code rural... : par ces motifs, casse et annulle.... »

III. Ce n'est pas le fait de l'exhaussement du déversoir, lors même que la fixation de sa hauteur aurait été déterminée par l'autorité compétente, que punit l'article 457, mais l'inondation qui peut en avoir été la suite et les dommages qu'elle peut avoir occasionnés : le fait de l'exhaussement, considéré en lui-même, ne pourrait donner lieu qu'à l'exercice d'une action civile, aux fins de faire condamner le propriétaire de l'usine à se conformer au règlement ; mais toute personne ayant à redouter l'inondation, par le fait de cet exhaussement, a qualité pour l'exercer.

IV. Lorsque le propriétaire croit avoir à se plaindre de l'arrêté administratif qui a fixé la hauteur du déversoir de son usine, il doit se pourvoir devant l'autorité supérieure pour en faire prononcer la réformation ; mais il doit commencer par y obéir, pour se mettre à l'abri de poursuites et de condamnation au cas d'inondation survenue et du dommage causé *par l'exhaussement qu'il y aurait donné*, contre la défense qui lui en aurait été faite ; il aurait dû laisser les choses *in statu quo* jusqu'à ce que l'autorité administrative supérieure eût prononcé.

V. Si l'inondation n'avait porté dommage qu'aux héritages appartenant au

propriétaire de l'usine, comme il aurait pu les inonder *à volonté*, sans qu'on eût le droit de s'y opposer, il n'y aurait pas de motif suffisant pour le traduire devant les tribunaux, et pour lui faire appliquer les peines prononcées par l'article 457 du Code pénal, non-plus que celles des articles 15 et 16, titre 2 du Code rural.

Quand les propriétaires voisins croient qu'il est de leur intérêt de faire baisser le déversoir de l'usine, ils doivent s'adresser à l'autorité administrative pour en faire fixer la hauteur.

VI. L'article 457 parle *de chemins* sans les qualifier, ce qui comprend dans sa généralité tous les chemins, même ceux *vicinaux;* mais non pas les simples chemins de *desserte*, que le propriétaire de l'usine pourrait avoir établi sur son propre fonds pour en faciliter l'exploitation : l'article 457 ne s'est occupé que de l'inondation des propriétés d'autrui.

VII. L'inondation n'aurait pas causé de dégradations aux propriétés d'autrui, que si elle était provenue de ce que le déversoir aurait été tenu à une plus grande hauteur que celle fixée par l'autorité administrative, le propriétaire de l'usine se trouverait passible des peines prononcées par le Code pénal ou par le Code rural, suivant les circonstances ; mais seulement de celle de *l'amende*, la peine de *l'emprisonnement* ne devenant applicable qu'au cas où l'inondation a occasionné du dommage à autrui.

VIII. Le dommage causé aux récoltes doit être considéré comme *dégradations*, dans le sens du présent article, quoique dans l'acception naturelle, ce mot, *dégradation*, pris *abstractivement*, ne semble pas avoir une signification aussi étendue. Ce n'a pas été dans un sens aussi *restreint* que le législateur l'a employé dans l'article 457; mais dans le sens général d'un dommage causé qu'il en a parlé, ce qui résulte suffisamment de ce qu'il porte qu'il y aura délit, *s'il est résulté de l'inondation* QUELQUES DÉGRADATIONS, ce qui est l'équivalent de QUELQUES DOMMAGES CAUSÉS *à autrui.*

ARTICLE CCCCLVIII.

L'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, qui aura été causé par la vétusté ou le défaut soit de réparation, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons ou usines prochaines, ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains,

pailles, foins, fourrages, ou de tout autre dépôt de matières combustibles, ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifices allumées ou tirées par négligence ou imprudence, sera puni d'une amende de cinquante francs au moins, et de cinq cents francs au plus.

OBSERVATIONS.

I. Il suffisait, sous l'empire de l'ordonnance de 1669, tit. 27, art. 32, *d'avoir porté ou allumé des feux*, en quelque saison que ce fût, *dans les forêts, landes et bruyères*, pour avoir encouru *des peines corporelles et une amende arbitraire.* Une ordonnance du Roi, du 15 novembre 1784, fit défense, sous les mêmes peines, de porter ou d'allumer des feux *plus près d'un quart de lieue desdites landes et bruyères.* La peine de *mort* fut prononcée contre ceux qui y auraient mis le feu *de dessein prémédité*, et cette peine devrait encore leur être appliquée aujourd'hui, aux termes des articles 95 et 434 du Code pénal; mais, plus de peines *corporelles*, ni même de police *correctionnelle*, à prononcer contre ceux qui auraient allumé des feux dans les forêts, landes et bruyères, et encore moins si c'était à une distance quelconque, qu'ils en eussent porté ou allumé, s'il n'en était pas résulté d'incendie, sauf l'application de l'article 471, n.os 1 et 2, et des articles 473 et 474 du Code pénal, dans les cas qu'ils déterminent.

II. Le Code rural, titre 2, article 10, avait prévu le cas où l'on aurait allumé des feux dans les champs, plus près que cinquante toises des maisons, bois, bruyères, vergers, haies, meules de grains, de paille ou de foin; et il avait prononcé, pour la répression de cette contravention, une amende égale à la valeur de douze journées de travail. Cette disposition se trouve remplacée par l'article 458 du Code pénal, qui ne prononce de peines, pour le fait dont il s'agit, que lorsqu'il en est résulté un incendie; cependant, en subtilisant un peu, l'on pourrait dire que l'article 458 ne s'étant occupé que du cas *d'incendie*, par suite des feux qui auraient été allumés à certaine distance des habitations, bois, bruyères, etc., n'a pu rendre sans effet l'article cité du Code rural, qui a disposé pour le cas où il y aurait eu des feux allumés ou portés, lors même qu'il n'en serait pas résulté d'incendie, et se prévaloir, à cet égard, de l'article 484; mais cet article ne maintient les lois et règlemens qui étaient en vigueur lors de la mise en activité du Code, que dans les matières *qui n'y ont pas été réglées*, et l'on ne peut dire ici que la matière n'ait pas été réglée par le Code. On pourrait tirer, toutefois, un argument en sens contraire de

l'arrêt du 23 janvier 1819, que nous avons rapporté dans nos observations sur l'article précédent. Il y a, sans doute, un grand danger à porter ou allumer des feux à une distance assez proche des bois, landes, bruyères, maisons, meules de grains, etc., et le législateur a dû nécessairement s'occuper d'y pourvoir; mais, il n'a pu se dissimuler que, dans les campagnes sur-tout, ce serait interdire, par le fait, à tous ceux qui les habitent, la faculté de porter ou allumer du feu dans aucun lieu, à raison de la proximité des habitations, avec les maisons, bois, landes, bruyères, meules de grains, tas de foins, etc., et vouloir, par suite, que les tribunaux correctionnels, dans toute l'étendue de la France, ne retentissent chaque jour que de causes de cette nature. Il est assurément d'une bonne police de prévenir le mal; mais il ne faut pas non plus que, sous le prétexte d'une prévoyance outrée, l'on rende illusoire l'exercice de droits inhérens à la nature même des choses.

III. Il y aurait eu *incendie*, qu'il faudrait qu'il fût bien établi qu'il aurait été *causé*, soit par la vétusté, le défaut de réparations, de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons ou usines prochaines, soit par les feux qui auraient été *allumés* dans les champs à une distance moindre de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foins, fourrages ou tout autre dépôt de matières combustibles, soit par des feux ou lumières *portés ou laissés sans précaution suffisante*, soit enfin par des pièces d'artifice *allumées ou tirées par négligence ou imprudence*, pour qu'il y eut délit punissable.

IV. L'article 458 ne prononçant de peines que pour le cas où l'incendie a été *causé* par l'un des moyens qu'il indique, il doit être fait une mention expresse de cette circonstance *constitutive* du délit au jugement de condamnation; car, sans cette mention, la peine qui aurait été prononcée n'aurait plus aucune base légale.

V. L'article 458 distingue le cas où des feux et lumières auraient été *portés ou laissés*, de celui où des feux auraient été *allumés*; dans ce dernier cas, s'il en est résulté un *incendie*, la peine est encourue, *par le fait même* qu'ils auront été *allumés*; tandis que, si l'incendie n'était provenu que de ce que la lumière ou le feu aurait été *porté ou laissé*, il faudrait de plus, qu'il fût établi que ç'aurait été *sans précaution suffisante*, cette circonstance étant le signe caractéristique du délit.

VI. L'article 458 assimile l'incendie des propriétés, *causé par la vétusté ou le défaut, soit de réparations, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons* et *usines prochaines*, à celui qui a été occasionné par *les feux allumés*, portés ou laissés *sans précaution suffisante*; mais l'incendie doit en avoir été le *résultat*. Ainsi,

deux circonstances doivent se réunir sur la prévention d'un délit de cette nature, pour le rendre punissable; la *première*, que l'édifice fût *réellement* en état de vétusté, ou qu'il y ait eu *défaut de réparations*, *de nettoyage*, etc.; la *seconde*, que l'incendie qui s'est manifesté a été *causé* par cet état de vétusté, défaut de réparations ou de nettoyage.

L'article 458 exige, de plus, que la vétusté, le défaut de réparations ou de nettoyage, qui a causé l'incendie, fût de maisons ou usines *prochaines*; mais, que doit-on entendre par ce mot *prochaines?* Il nous paraît que l'on doit prendre pour terme de comparaison, *les cent mètres* dont a parlé cet article, lorsqu'il s'est agi de feux allumés, portés ou laissés sans précaution suffisante. Le législateur n'a pu vouloir abandonner au pouvoir discrétionnaire des tribunaux, la fixation de cette distance : un prévenu ne peut être ainsi livré à un arbitraire aussi effrayant.

C'est une chose bien fâcheuse que les lois ne soient pas rédigées avec une telle clarté, une telle précision, que les esprits les plus bornés y vissent écrits leurs droits et leurs devoirs; et ce n'est pas, en conséquence, sans en avoir éprouvé une peine extrême que nous avons vu dans la loi du 25 mars 1822, que la simple *tendance*, c'est-à-dire, que, par le moyen de la simple investigation et de l'analyse, on peut faire résulter une intention punissable d'un délit présumé.

VII. Les expressions de *proches*, *prochains*, sont des adjectifs purement *relatifs* qui s'étendent ou se restreignent suivant qu'elles se rapportent à une chose ou à une autre : on dit, par exemple, *le village prochain*, pour exprimer qu'il est à la proximité; mais pourra-t-on dire de même qu'il sera *prochain* de la maison qui aura causé l'incendie, parce que ce sera le village le plus prochain du lieu où sera située cette maison ? Tenons-nous en donc aux cent mètres, ou nous retomberons dans l'arbitraire.

VIII. Les propriétés incendiées doivent avoir appartenu à d'autres personnes qu'à celui qui a causé l'incendie, pour qu'il y ait délit punissable.

ARTICLE CCCCLIX.

Tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur-le-champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui même, avant que le maire ait répondu à l'avertissement, ne les aura pas tenus renfermés, sera puni d'un emprisonnement de six

jours à deux mois, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

OBSERVATIONS.

I. Le Code rural s'était occupé de ce genre de délit, tit. 2, article 23; mais le Code pénal a mieux saisi les points de vue sous le rapport desquels il doit être envisagé; le Code rural n'en doit pas moins cependant recevoir son exécution dans sa disposition par laquelle il a voulu; «qu'un troupeau atteint de »maladie contagieuse qui serait rencontré au pâturage sur les terres du par»cours ou de la vaine pâture, autres que celles qui auraient été désignées pour »lui seul, pût être saisi par les gardes-champètres et même par toute per»sonne.»

II. Le moyen le plus assuré d'arrêter les effets de l'épizootie, est d'empêcher le bétail infecté de communiquer avec celui qui n'est pas atteint de la contagion; et c'est pour parvenir à ce but désirable que le législateur a exigé des propriétaires, détenteurs ou fermiers des bestiaux *soupçonnés* d'en être atteints, d'en faire la déclaration au maire de la commune, et de les tenir renfermés en attendant ses ordres, le tout sous peine d'amende et même d'emprisonnement.

Le soupçon ne se serait pas réalisé, qu'à défaut de la déclaration exigée et d'avoir tenu son bétail enfermé, le propriétaire, détenteur ou fermier ne pourrait échapper aux peines portées au présent article.

III. L'article 459 et les suivans disposent à l'égard de tous les *animaux*, et, en effet, ce ne sont pas les seuls *bestiaux* qui peuvent être atteints de maladies contagieuses.

IV. La prévoyance du législateur ne s'est pas arrêtée là; il s'est occupé de nouveau et d'une manière toute particulière des moyens d'arrêter les progrès de l'épizootie, dans ses articles 460 et 461; mais avant que de nous livrer à leur examen, nous ferons remarquer que le Code pénal avait gardé le silence le plus absolu, sur ceux à employer pour arrêter la contagion lorsqu'elle frappait sur l'espèce humaine, et que cette lacune n'a été remplie que par une loi du 3 mars 1822: cette loi se divise en quatre titres; le *premier* traite de la police sanitaire, et des précautions à prendre pour empêcher la contagion d'étendre ses ravages hors du lieu qui s'en trouve infecté; le *second*, des délits et contraventions qui peuvent se commettre en cette matière et de leur punition; le *troisième*, des attributions des autorités sanitaires, en matière de police judiciaire et de l'état civil des citoyens; la *quatrième*, porte pour intitulé: *dispositions générales.*

Nos observations sur le Code pénal n'ayant pour objet que la matière des

délits et des peines, nous devons nous borner à rappeler ici les dispositions qui s'y rattachent.

On lit *art.* VII, *tit.* 2 de cette loi du 3 mars 1822 : « Toute violation des lois et » des règlemens sanitaires sera punie :

» De la peine de mort, si elle a opéré communication avec des pays dont » les provenances sont soumises au régime de la *patente brute*, (1) avec ces pro- » venances, ou avec des lieux, des personnes ou des choses placées sous ce ré- » gime ; (2)

» De la peine de la reclusion et d'une amende de deux cents francs à vingt » mille francs, si elle a opéré communication avec des pays dont les prove- » nances sont soumises au régime *de la patente suspecte* (3), avec ces prove- » nances, ou avec des lieux, des personnes ou des choses placées sous ce régime ;

» De la peine d'un an à dix ans d'emprisonnement et d'une amende de cent » francs à dix mille francs, si elle a opéré communication prohibée avec des » lieux, des personnnes ou des choses qui, sans être dans l'un des cas ci-dessus » spécifiés, *ne seraient point en libre pratique*.

» Seront punis de la même peine, ceux qui se rendraient coupables de » communications interdites entre des personnes ou des choses soumises à des » quarantaines de différens termes. »

« Tout individu, qui recevra *sciemment* des matières ou des person- » nes en contravention aux règlemens sanitaires, sera puni des mêmes

---

(1) Sous le régime de la *patente brute*, se trouvent rangées celles qui « sont ou ont été, de- » puis leur départ, infectées d'une maladie réputée pestilentielle ; si elles viennent de pays » qui en soient infectés, ou si elles ont communiqué avec des lieux, des personnes ou des » choses qui auraient pu leur transmettre la contagion. (*Art.* 3 *du titre* 1.)

(2) Cet article ne dispose que des provenances *par mer* (*Art.* 2) ; mais l'article 4 porte que les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux communications *par terre*, toutes les fois qu'il aura été jugé nécessaire de les y soumettre.

(3) Les provenances qui sont rangées sous le régime de la *patente suspecte*, « sont celles » qui viennent de pays ou règne une maladie soupçonnée d'être pestilentielle, ou de pays » qui, quoiqu'exempts de soupçon, sont ou viennent d'être en libre relation avec des pays qui » s'en trouvent entachés, ou enfin si des communications avec des provenances de ces derniers » pays ou des circonstances quelconques, font suspecter leur état sanitaire. » (*Même article* 3.)

Aucun article de la loi ne s'occupe des provenances sous le régime de la *patente nette*, si ce n'est pour les qualifier. Il n'y aura que des provenances sous le régime de la patente nette, porte l'article 3, « si aucun soupçon de maladie pestilentielle n'existait dans le pay » d'où elles viennent, si ce pays n'était point ou ne venait point d'être en libre relation » avec des lieux entachés de ce soupçon, et enfin si aucune communication aucune circon- » stance quelconque, ne fait suspecter leur état sanitaire. »

» peines que celles encourues par le porteur ou le délinquant pris en flagrant » délit. »

ARTICLE VIII. « Dans le cas où la violation du régime de la *patente brute*, » mentionnée à l'article précédent, n'aurait point occasionné d'invasion pes- » tilentielle, les tribunaux *pourront* ne prononcer que la reclusion et l'amende » portées au second paragraphe dudit article. »

ARTICLE IX. « Lors même que ces crimes ou délits n'auraient point occasionné » d'invasion pestilentielle, s'ils ont été accompagnés de rebellion, ou commis » avec des armes apparentes ou cachées, ou avec effraction, ou avec escalade. »

« La peine de mort sera prononcée en cas de violation du régime *de la* » *patente brute.* »

« La peine des travaux forcés à temps sera substituée à la peine de reclusion, » pour la violation du régime *de la patente suspecte ;* et la peine de reclusion à » l'emprisonnement, pour les cas déterminés dans les deux avant-derniers para- » graphes de l'article 7 : »

« Le tout indépendamment des amendes portées audit article, et sans pré- » judice des peines plus fortes qui seraient prononcées par le Code pénal. »

ARTICLE X. « Tout agent du Gouvernement *au-dehors*, tout fonctionnaire, tout » capitaine, officier ou chef quelconque d'un bâtiment de l'État ou de tout autre » navire ou embarcation, tout médecin, chirurgien, officier de santé, attaché, » soit au service sanitaire, soit à un bâtiment de l'État ou du commerce, qui, » officiellement, dans une dépêche, un certificat, un rapport, une déclaration » ou une déposition, aurait sciemment *altéré ou dissimulé* les faits, *de manière* » *à exposer la santé publique*, sera puni de mort, s'il s'en est suivi une invasion » pestilentielle.

» Il sera puni des travaux forcés à temps et d'une amende de mille francs » à vingt mille francs, lors même que *son faux exposé* n'aurait point occasionné » d'invasion pestilentielle, s'il était de nature à pouvoir y donner lieu en em- » pêchant les précautions nécessaires. »

« Les mêmes individus seront punis de la dégradation civique et d'une » amende de cinq cents francs à dix mille francs, s'ils ont exposé la santé pu- » blique en négligeant, *sans excuse légitime*, d'informer qui de droit de faits à » leur connaissance de nature à produire ce danger, ou si, sans s'être rendus » complices de l'un des crimes prévus par les articles 7, 8 et 9, ils ont *sciem-* » *ment et par leur faute* laissé enfreindre ou enfreint eux-mêmes des disposi- » tions réglementaires qui eussent pu le prévenir. »

ARTICLE XI. « Sera puni de mort tout individu faisant partie d'un cordon » sanitaire, ou en faction pour surveiller une quarantaine ou pour empêcher

» une communication interdite, qui aurait abandonné son poste ou violé sa » consigne. »

ARTICLE XII. « Sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans, tout com- » mandant de la force publique qui, après avoir été requis par l'autorité compé- » tente, aurait refusé de faire agir pour un service sanitaire la force sous ses » ordres. »

» Seront punis de la même peine et d'une amende de cinquante francs à cinq » cents francs, tout individu attaché à un service sanitaire, ou chargé par état » de concourir à l'exécution des dispositions prescrites pour ce service, qui au- » rait, *sans excuse légitime*, refusé ou négligé de remplir ces fonctions; »

» Tout citoyen faisant partie de la garde nationale, qui se refuserait à un service » de police sanitaire pour lequel il aurait été légalement requis en cette qualité; »

» Toute personne qui, *officiellement chargée* de lettres ou paquets par une au- » torité ou une agence sanitaire, ne les aurait point remis, ou aurait exposé la » santé publique en tardant à les remettre, sans préjudice des réparations civiles » qui pourraient être dues, aux termes de l'article 10 du Code pénal. »

ARTICLE XIII. » Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois, » et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, tout individu qui, » n'étant dans aucun des cas prévus par les articles précédens, aurait refusé » d'obéir à des réquisitions d'urgence pour un service sanitaire, ou qui, ayant » connaissance d'un symptôme de maladie pestilentielle, aurait négligé d'en » informer qui de droit. »

» Si le prévenu de l'un ou de l'autre de ces délits est *médecin*, il sera, en outre, » puni d'une *interdiction* d'un à cinq ans. (1) »

ARTICLE XIV. Sera puni d'un emprisonnement de trois à quinze jours et » d'une amende de cinq à cinquante francs, quiconque, sans avoir commis aucun » des délits qui viennent d'être spécifiés, aurait contrevenu, en matière sanitaire, » aux règlemens généraux ou locaux, aux ordres des autorités compétentes. »

ARTICLE XV. Les infractions en matière sanitaire *pourront* n'être passibles » d'aucune peine, lorsqu'elles n'auront été commises que par *force majeure* (2)

---

(1) C'est-à-dire, de celle d'exercer *les fonctions de médecin*, et non pas d'aucune des interdictions mentionnées aux articles 28 et 42 du Code pénal.

(2) Le mot *pourront* de cet article ne peut se rapporter *au cas de force majeure;* car il ne peut être prononcé de condamnations que contre de vrais délinquans; et l'article 64 du Code pénal déclare, en termes formels, qu'il n'y a *ni crime ni délit* lorsque celui qui en est prévenu *a été contraint d'agir par une force à laquelle il n'a pu résister;* et c'est ce que la raison et la justice auraient suffisamment sous-entendu, lors même que le législateur ne s'en serait pas aussi clairement expliqué.

» ou pour porter secours en cas de danger, si la déclaration en a été immé-» diatement faite à qui de droit.

ARTICLE XVI. Pourra être exempté de toute poursuite et de toute peine, celui » qui, ayant d'abord altéré la vérité ou négligé de la dire dans les cas prévus » par l'article 10, réparerait l'omission, ou rétracterait son faux exposé, avant » qu'il eût pu en résulter aucun danger pour la santé publique, *et avant* que » les faits eussent été connus par tout autre voie. »

Tels sont les seuls articles de la loi du 3 mars 1822, dans lesquels le législateur s'est occupé de la qualification des délits et de la nature des peines à appliquer, au cas de violation des lois sanitaires : chacun d'eux exigerait un examen particulier, mais ce doit être l'objet d'un ouvrage *ad hoc* : nous avons cru devoir nous borner en conséquence, à imprimer en *italique* les points les plus importans, comme étant ceux qui doivent être pris en considération particulière, dans les causes de cette nature.

ARTICLE CCCCLX.

Seront également punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs, ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres.

OBSERVATIONS.

I. Après avoir prévu, dans l'article 459, le cas où les détenteurs de bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, n'auraient pas averti sur-le-champ l'autorité locale, et où, depuis même l'avertissement donné, ils ne les auraient pas tenus renfermés avant que le maire ait répondu, l'article 460 prévoit celui où, malgré les défenses qui leur auraient été faites, les propriétaires ou gardiens des bestiaux *infectés*, les auraient laissés communiquer avec d'autres ; et il prononce pour ce cas, avec grande raison, des peines plus fortes que celles portées en l'article 459 : ce ne sont cependant toujours que celles de l'emprisonnement et de l'amende.

II. Mais, pour rentrer dans l'application de l'article 460, il faut que le bétail fût *infecté*, et que ce fût en contravention aux défenses qui lui en auraient été faites *par l'administration*, que le propriétaire ou le gardien de ce bétail l'eût laissé communiquer avec d'autres.

III. La peine serait encourue, dans le concours de ces deux circonstances, lors même que le bétail infecté n'aurait produit, par la communication qu'il

aurait eue avec d'autres, aucun fâcheux résultat. Si elle en avait produit, ce serait aux dispositions de l'article 461 qu'il faudrait recourir pour l'application des peines.

IV. L'arrêté pris par l'autorité locale aurait été réformé par l'administration supérieure, que celui qui ne s'y serait pas *provisoirement* conformé ne pourrait échapper à sa condamnation.

ARTICLE CCCCLXI.

Si, de la communication mentionnée au précédent article, il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui auront contrevenu aux défenses de l'autorité administrative seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cent francs à mille francs ; le tout sans préjudice de l'exécution des lois et réglemens relatifs aux maladies épizootiques, et de l'application des peines y portées.

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est que de la communication mentionnée en l'article 460 que parle l'article 461; de sorte qu'il faudrait, pour rentrer dans son application, que la contagion d'autres animaux eut été le résultat de la communication qu'ils auraient eue avec ceux *infectés*, en contravention *aux défenses* de l'autorité administrative; mais, dans le concours de ces circonstances, le coupable aurait encouru les peines prononcées par le présent article.

II. L'article 461 porte, que les peines qu'il prononce sont sans préjudice de l'exécution des lois et réglemens relatifs aux épizooties et des peines y portées; mais, peut-on tirer la conséquence de cette disposition, que les peines prononcées par cet article dussent être cumulées avec celles des lois et réglemens relatifs aux épizooties? Ce que le législateur a uniquement voulu, c'est que, lors même que le propriétaire du bétail infecté ne se serait trouvé dans aucun des cas prévus aux articles 459, 460 et 461, s'il était contrevenu de tout autre manière aux lois et réglemens sur les épizooties, il n'en dût pas moins être condamné aux peines que ces lois ou ces règlemens auraient prononcées pour la contravention dont il se serait rendu coupable : la dernière disposition de l'article 461 n'a eu d'autre objet que de maintenir les anciennes lois et les réglemens faits sur cette matière, sur quoi l'on aurait pu concevoir des doutes, le Code pénal s'étant occupé d'une manière *spéciale* de ce genre de délit.

Il n'y aurait pas lieu à la cumulation des peines, quand le prévenu aurait contrevenu aux lois et réglemens sur les épizooties, et aux dispositions du Code pénal.

III. L'auteur du Dictionnaire des lois pénales fait remarquer que beaucoup de lois et réglemens sur l'épizootie ont été dictés par les circonstances du moment, et il se borne, en conséquence, à renvoyer, comme ayant formé le dernier état de la législation, à l'arrêt du Conseil du 19 juillet 1746, et à une circulaire du ministre de l'intérieur du 23 messidor an 5, approuvée du Gouvernement le 27, dont il rappelle les dispositions; mais, on peut également consulter un avis du Conseil-d'État, du 16 juillet 1804, et un arrêt rendu le 18 novembre 1808, par lequel il fut jugé que l'individu qui a vendu dans une foire du bétail *soupçonné* d'être atteint de maladie *contagieuse*, a encouru les peines attachées à ce genre de délit, lors même que ce bétail n'y aurait pas été amené d'une commune où l'épizootie aurait régné.

ARTICLE CCCCLXII.

Si les délits de police correctionnelle dont il est parlé au présent chapitre ont été commis par des gardes champêtres ou forestiers, ou des officiers de police, à quelque titre que ce soit, la peine d'emprisonnement sera d'un mois au moins, et d'un tiers au plus en sus de la peine la plus forte qui serait appliquée à un autre coupable du même délit.

OBSERVATIONS.

I. L'article 462 ne dispose qu'à l'égard des *délits de police correctionnelle* et de ceux *dont il est parlé au présent chapitre;* mais, il reçoit une application nécessaire à tous les délits qui s'y trouvent compris, lors même que ce ne serait pas *en leur qualité* de gardes ou d'officiers de police que les prévenus s'en seraient rendus coupables, ce qui résulte clairement de ce que le législateur s'est servi de ces termes : *à quelque titre que ce soit;* de sorte que ce serait faire au prévenu une fausse application de l'article 198, que d'y chercher le genre de peines qu'il aurait encouru par sa contravention, l'article 462 étant *spécial* pour le cas dont il s'agit.

II. Cet article n'a pas établi de distinction entre les officiers de police *administrative et judiciaire;* il les a tous compris dans sa disposition, sous la qualification *d'officiers de police.*

Il n'en a pas établi non plus entre *les gardes champêtres ou forestiers*, de sorte que ce seraient des *gardes généraux* ou des gardes de *particuliers* auxquels le fait serait imputable, qu'ils se trouveraient rentrer dans la disposition de la loi; car un *garde particulier* comme *un garde général*, n'en est pas moins un *garde*, et l'article parle des gardes *sans restriction.*

III. Les peines qui doivent être infligées aux gardes et aux officiers de police, par application de l'article 462, y sont bien déterminées : l'emprisonnement ne peut être prononcé contre eux pour *moins d'un mois;* et cette peine peut même être aggravée *d'un tiers en sus* de celle qui aurait pu l'être à tout autre individu qui se serait rendu coupable du même délit, de telle sorte que, si des particuliers sans caractère public avaient pu être condamnés à l'emprisonnement *d'un an*, le garde ou l'officier de police pourrait l'être à *seize mois;* car, c'est le *maximum* qui doit être pris en considération, dès que ce *maximum* pourrait être appliqué à tout autre délinquant, et que l'article 462 parle de la peine *la plus forte* qui deviendrait applicable à tout autre individu.

IV. L'article 462 ne porte pas, comme le fait l'article 198, que les gardes et officiers de police, au cas dont il s'agit, *subiront toujours* la peine qu'il prononce, disposition que l'on retrouve écrite dans les articles 474, 478 et 482 ; d'où suit, que cet article a laissé la chose au pouvoir discrétionnaire des tribunaux, qui demeurent autorisés de faire application aux gardes ou officiers de police, *malgré leurs qualités*, de peines *de simple police*, aux termes de l'article 463. L'article 462 porte bien que, la peine de l'emprisonnement sera *d'un mois au moins ;* mais en établissant un *maximum* et un *minimum* de peines, ce que fait le Code dans un grand nombre de ses articles, le législateur n'a évidemment pas entendu dire que les tribunaux ne pourraient s'en écarter, lorsqu'ils ne feraient pas l'application au prévenu de l'article de la loi qui les établit, et qu'ils ne pourraient réduire la peine au-dessous du *minimum*, lorsqu'ils seraient autorisés par l'article 463 à n'infliger que des peines de simple police, et qu'ils déclareraient faire application dudit article.

V. Les complices des gardes et des officiers de police n'encourraient pas les mêmes peines que celles qui deviendraient applicables aux personnes de cette qualité, les dispositions de l'article 462 étant *spéciales* et restrictives aux gardes et aux officiers de police.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

ARTICLE CCCCLXIII.

Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est portée par le présent Code, si le préjudice causé n'excède pas vingt-cinq francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement, même au-dessous de six jours, et l'amende, même au-dessous de seize francs. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

OBSERVATIONS.

I. L'article 463 est rédigé dans des termes si précis, qu'il n'aurait pas semblé pouvoir donner lieu à aucune fausse application ; cependant, il est peu d'articles dans le Code qui aient présenté, dans l'exécution, de plus nombreuses difficultés ; mais, ce qui n'en a jamais fait ni pu faire dans l'esprit de personne, c'est que, de quelque manière que les tribunaux jugent en cette matière, lorsque l'article 463 peut y recevoir application, le jugement qu'ils portent est à l'abri de toute censure; d'où suit, que le prévenu en aurait invoqué la disposition, ou que l'officier du ministère public se serait opposé à son application, que le tribunal saisi n'en aurait pas moins toute latitude convenable pour juger du mérite de leurs prétentions respectives, sans crainte de voir son jugement annullé par la Cour de cassation.

II. Pour que les tribunaux soient autorisés d'appliquer l'article 463, il faut le concours de deux conditions ; la *première*, qu'il existe des circonstances *atténuantes* du délit ; la *seconde*, que le dommage causé ne soit pas d'une valeur *au-dessus de vingt-cinq francs :* aussi fut-il jugé, le 9 décembre 1819, qu'il avait été fait une fausse application de cet article, le tribunal qui avait rendu le jugement attaqué ne s'étant fondé que sur ce qu'il résultait de l'instruction et des débats, des circonstances atténuantes du délit, en même temps qu'il condamnait le prévenu en deux cents francs de dommages-intérêts envers le plaignant ; il résultait nécessairement, en effet, de cette disposition du jugement que le dommage causé *excédait vingt-cinq francs.*

III. L'article 463 portant que, si le dommage causé n'excède pas 25 francs,

et que s'il existe d'ailleurs des circonstances *atténuantes* du délit, il doit recevoir, *dans tous les cas*, son application, il fut jugé, le 6 novembre 1812, que sa disposition devient applicable au cas même de délits commis *contre la paix publique :* dans l'espèce, il s'agissait *d'outrages faits à un maire dans l'exercice de ses fonctions.*

IV. C'est d'un dommage *appréciable en argent* et non pas d'une réparation *morale* que le plaignant se croirait en droit d'exiger, que parle l'article 463 : M. Sirey en rapporte quatre arrêts dans son journal de la Cour de cassation de l'année 1816, pag. 54 ; d'où suit, que s'il existait des circonstances *atténuantes* du délit, et qu'il n'eût été causé au plaignant aucun dommage *appréciable en argent*, le tribunal saisi serait autorisé de n'infliger au prévenu que des peines *de simple police*, en vertu dudit article 463.

V. Les tribunaux étant autorisés à réduire la peine à celle de simple police, lorsqu'il existe des circonstances *atténuantes*, et que le dommage causé n'excède pas vingt-cinq francs, ils le sont, à plus forte raison, lorsqu'il résulte des débats que le délit n'en a réellement causé d'aucune espèce : *sic jud.* les 14 février et 31 mars 1812. On alléguait vainement que si le délit n'en avait pas causé, il aurait été possible qu'il en causât ; la réponse se trouvait écrite dans l'article 463, qui parle du dommage *causé* et non pas d'un dommage *éventuellement* possible.

VI. Il résulte de ce qu'il faut le concours de circonstances atténuantes et d'un dommage qui n'excède pas 25 francs, pour autoriser l'application de l'article 463, que ces deux points doivent être consignés au jugement de manière à ne laisser aucun doute dans l'esprit sur leur réalité ; cependant il fut jugé, le 3 juin 1812, qu'il suffit de la simple déclaration faite au jugement *qu'il existe des circonstances atténuantes et que le dommage causé n'excède pas vingt-cinq francs*, pour le mettre à l'abri de la cassation, lors même que les circonstances considérées comme atténuantes ne s'y trouveraient pas indiquées : le doute se tirait des dispositions de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, qui exige, *sous peine de nullité*, que les jugemens soient *motivés.* On ne contestait pas que cet article eût disposé pour les jugemens *définitifs* (1) à intervenir en matière correctionnelle et de police, comme pour ceux à rendre en matière civile, ce qui d'ailleurs avait été jugé *in terminis*, le 22 mai 1812 : la Cour rejeta le moyen tiré de la prétendue violation de cet article 7 de la loi de 1810, en mo-

---

(1) Il n'en est pas de même des jugemens *d'instruction ;* ces sortes de jugemens ne peuvent former aucun préjugé dans la cause : cette distinction entre les jugemens *définitifs* et ceux *d'instruction*, se trouve parfaitement établie dans un arrêt du 5 février 1813.

tivant son arrêt sur ce que l'appréciation des circonstances avait été abandonnée tout entière aux juges du fond ; que le législateur avait supposé, comme il avait dû le faire, que des tribunaux investis de la confiance du Gouvernement n'en abuseraient pas, contre le cri de leur conscience, pour favoriser un délinquant.

VII. L'article 463 ne dispose que pour le cas où c'est un délit prévu et puni *par le Code pénal* qui fait la matière de la prévention ; c'est ainsi du moins que le juge constamment la Cour de cassation, et ce qu'elle a jugé notamment par ses arrêts des 10 septembre 1812, 12 mars, 3 décembre 1813, 13 avril 1820, 5 janvier et 18 mai 1821, en les motivant sur ce que l'article 463 ne parle que du cas où la peine de l'emprisonnement *est portée par le présent Code*, et ces termes semblent, en effet, favoriser ce système restrictif : mais le Code ne s'est-il pas rendu propres, par son article 484, toutes les lois et réglemens antérieurs qu'il a maintenus, et ne suit-il pas delà, que ces expressions de l'article 463, *portée par le présent Code*, reçoivent une application aussi directe et aussi nécessaire aux peines d'emprisonnement prononcées par les anciennes lois ou réglemens, que si ces peines étaient écrites dans le Code ? Aussi le législateur lui-même, a-t-il si peu regardé comme *restrictifs*, ces mots de l'article 463 : *portée par le présent Code*, qu'il a cru devoir interdire, *en termes formels*, l'application dudit article dans la loi du 9 novembre 1815, ce qu'il n'eût assurément pas fait, s'il n'avait pas tenu pour constant que l'article 463 dût s'appliquer *à tous les cas* où le délit à réprimer n'emporterait que la peine *de l'emprisonnement*, quel que fût la loi ou le réglement qui eût prononcé cette peine, et quelle qu'en fût l'époque, soit qu'elle fût *antérieure* soit qu'elle fût même *postérieure* à la mise en activité du Code pénal. S'il est juste que la peine de l'emprisonnement prononcée *par le Code* soit modifiée, lorsqu'il existe en faveur du prévenu des circonstances atténuantes, et que le dommage causé n'excède pas la valeur de 25 francs, il est également juste que la même peine puisse être modifiée dans tous les cas semblables ; car ce qui est juste *en soi*, doit l'être dans tout état de choses, et lorsque la justice en est reconnue, un simple vice de rédaction ne peut empêcher de l'appliquer dans le sens qui doit donner cours à la justice.

VIII. Dans l'espèce de l'arrêt du 5 janvier 1821, il s'agissait de l'application à faire au prévenu de l'article 5 de la loi du 31 mars 1820, qui prononce la peine de l'emprisonnement contre les journalistes qui se sont mis en contravention à cet article ; et la Cour royale qui avait trouvé, dans le fait imputable au prévenu, des circonstances *atténuantes* de son délit, et qui s'était bien convaincue qu'il n'en était résulté aucun dommage, lui avait fait application

de l'article 463 du Code ; mais son arrêt fut cassé ; « attendu que les dispo-» sitions de l'article 463 du Code pénal, évidemment restrictives, ne peuvent, » d'après son texte, avoir lieu que dans les cas où la peine d'emprisonnement » est portée par le Code même, dont cet article est, à cet égard, le complé-» ment, et par conséquent sur les délits prévus par ce Code et contre lesquels » la peine de l'emprisonnement est prononcée d'après ses dispositions ; — Qu'il » n'est donc pas permis d'étendre un texte aussi précis à une matière non ré-» glée par le Code et à une peine prononcée en vertu d'une loi postérieure et » spéciale sur la censure des journaux. »

Le journal des audiences de la Cour de cassation qui a recueilli cet arrêt, nous apprend que l'officier du ministère public (M. Hua) qui porta la parole dans l'affaire, s'exprima ainsi : « Une expérience journalière nous démontre » combien est sage cette faculté accordée aux magistrats dans les affaires correc-» tionnelles, de prendre en considération les circonstances atténuantes qui ac-» compagnent un délit ; la loi établit des catégories générales, et ne peut » descendre à des détails qui surchargeraient infructueusement nos Codes et » embarrasseraient la marche de la justice ; cette réserve nécessaire a donc be-» soin d'être suppléée par une grande latitude dans la mesure de la peine : alors » seulement les délits sont punis d'une manière proportionnée à leur intensité, » et la société n'a point à gémir de ce que la loi toujours juste dans son principe, » devient quelquefois d'une sévérité excessive dans son application ; ces heu-» reux résultats font désirer que les dispositions de l'article 463 du Code pénal, » restreintes dans des limites trop étroites, soient étendues à toute notre légis-» lation pénale ; on en sentirait sur-tout la sagesse dans les délits de la presse, » qui, par leur nature, donnent lieu à des modifications qu'il est impossible de » prévoir. »

Il est donc bien vrai que la justice exige, que l'article 463 du Code reçoive son application *à tous les cas* ; et l'on ne voit pas dès-lors comment, dès que l'on peut faire l'application de cet article, d'une manière à lui faire produire son effet par une saine interprétation, en le combinant avec l'article 484, l'on ne reviendrait pas à ce mode d'application qui ne peut présenter le plus léger inconvénient, lorsqu'il peut résulter de si grandes injustices, d'en restreindre l'application à la peine d'emprisonnement prononcée par les seuls articles du Code.

Il est à remarquer que le législateur s'est servi, dans la rédaction de l'article 463, du verbe *porter*, et non pas de celui *prononcer*, ce qu'il ne peut avoir fait sans avoir eu l'intention d'indiquer que c'était *le caractère de la peine en elle-même* qu'il prenait en considération, et non pas cette peine considérée

simplement dans ses rapports avec les articles du Code où il est question de l'emprisonnement : la raison, la justice le voulaient ainsi, et l'on ne doit pas supposer qu'il soit entré dans la volonté du législateur de s'en écarter.

Cependant un dernier arrêt rendu le 6 février 1823, sur un réquisitoire de M. le Procureur-général a de nouveau jugé conformément à la jurisprudence établie, en cassant, dans l'intérêt de la loi, un jugement rendu par le tribunal correctionnel de l'arrondissement de Digne, qui avait fait application de l'article 463 du Code pénal, à un prévenu qui avait été déclaré coupable d'un délit qui rentrait dans les dispositions de la loi du 17 mai 1819, à raison des circonstances atténuantes qui s'élevaient en sa faveur, et de ce que le dommage causé n'excédait pas vingt-cinq francs, le réquisitoire de M. le Procureur-général, dont les principes furent adoptés par l'arrêt, portait que : « l'intention du législateur avait été de faire de la loi du 17 mai 1819, une loi *spéciale* dont les dispositions relatives à des délits d'une nature plus grave que ceux prévus par le Code pénal, pussent remplacer efficacement les dispositions de ce Code jugées insuffisantes. Qu'il avait senti la nécessité de déployer une plus grande sévérité contre les délits qui sont le résultat de l'esprit factieux et perturbateur, et qui compromettent la tranquillité publique ; que dès-lors il n'a pas voulu admettre la faculté accordée par l'art. 463 du Code pénal ; — Qu'il résulte donc, et de la loi du 17 mai, et du texte même de l'article 463 du Code pénal, que cet article ne peut être appliqué à aucune loi qu'au Code même dont il fait partie ; — Que cette vérité devient plus évidente encore, quand on voit que la loi du 25 mars 1822, a admis l'application de l'article 463 du Code pénal, mais d'une manière restrictive, et seulement dans les cas déterminés par l'article 14 de cette loi ; d'où il suit : 1.° que cet article ne s'applique pas aux autres délits prévus par la loi du 25 mars ; 2.° qu'il a fallu une disposition formelle pour qu'il pût être appliqué aux délits indiqués dans l'article 14 ; 3.° que cette disposition formelle ne se trouvant pas dans la loi du 17 mai 1819, l'article 463 ne peut s'appliquer aux délits prévus par celle-ci. » Mais le législateur, en portant la loi du 25 mars 1822, n'a-t-il pu *restreindre* l'application de l'article 463 du Code pénal, aux cas déterminés dans son article 14, sans qu'il en résultât que cet article 463 ne fût pas applicable à d'autres lois dans lesquelles ne se trouve pas écrite la restriction qui se lit en celle du 25 mars?

IX. Quoique l'article 463 n'ait parlé que *des cas* où le délit emporterait la peine de *l'emprisonnement*, l'on n'a jamais douté qu'il pût être appliqué au cas même où le Code ne prononcerait que la peine de *l'amende*, ou tout autre peine correctionnelle : il serait absurde, en effet, de supposer que, dans le cas

d'un délit *plus grave*, puisqu'il emporterait la peine de *l'emprisonnement*, les tribunaux fussent autorisés de n'infliger au prévenu que des peines de *simple police*, lorsque, pour des cas qui le seraient *infiniment moins*, puisqu'ils n'emporteraient que la peine *de l'amende*, la même faculté leur fut interdite : aussi la Cour de cassation n'a-t-elle pas hésité de rejeter les pourvois qui ont été dirigés contre des jugemens qui n'avaient prononcé que des peines *de simple police*, lorsqu'il existait des circonstances atténuantes, et que le dommage causé n'excédait pas vingt-cinq francs, quoique l'article du Code qui serait devenu applicable, en l'absence de l'une ou de l'autre de ces circonstances, n'eût prononcé que la peine de *l'amende* ou que *la privation des droits* mentionnés en l'article 42 : *sic jud.*, les 10 septembre 1812 et 25 mars 1813. Cependant, on lit dans les considérans d'un arrêt du 7 mars 1817, que, *suivant son texte, l'article* 463 *n'est applicable qu'aux délits qui, d'après ce Code, emportent la peine de l'emprisonnement ;* mais la question qui était à juger ne consistait pas à savoir si l'article 463 ne pouvait recevoir d'application au cas où le Code ne prononce que la peine de *l'amende ;* elle présentait uniquement le point de savoir si cet article pouvait en recevoir une à des cas non prévus par le Code, et qui ne l'avaient été que par des lois *postérieures* à sa mise en vigueur : aussi lit-on dans un arrêt du 3 février 1814, *que l'art.* 463 *autorise la réduction de l'emprisonnement et de* L'AMENDE.

X. Mais, quelque *générale* que soit la disposition de l'article 463, la Cour de cassation juge constamment qu'elle reçoit une exception nécessaire au cas de l'application à faire des lois *spéciales* ; et ce fut ce qu'elle jugea, notamment le 3 février 1814, en considérant la disposition de l'article 57 du Code pénal, comme étant une loi *spéciale*, dans ce sens qu'elle ne pouvait recevoir aucune modification : « attendu, porte l'arrêt, qu'en droit, ledit article 57 ayant » soumis au *maximum* de la peine portée par la loi, quiconque ayant été con- » damné pour un crime, aurait commis un délit de nature à être puni correc- » tionnellement, aucune réduction ne peut avoir lieu et être prononcée par » les tribunaux, qui n'ont reçu de la loi, pour ce cas, que le pouvoir de l'aug- » menter ; et, attendu qu'il résulte de la disposition de cet article 57 que celle » de l'article 463, en ce qu'elle autorise la réduction *de l'emprisonnement et de* » *l'amende*, si des circonstances paraissent atténuantes, ne peut recevoir son » application au cas de *récidive*, pour lequel la loi n'autorise aucune modéra- » tion, *ni de peine, ni d'amende.* » C'est sur le fondement de cet arrêt que nous avons dit, pag. 170 du premier volume, que l'article 57 renfermait une disposition spéciale qui ne permettait pas de faire l'application, au prévenu par récidive, des dispositions de l'article 463 ; mais, la question

mérite d'être sérieusement examinée ; résulte-t-il bien réellement, en effet, de ce que l'article 57 a *soumis à un maximum* de peine le prévenu qui est tombé en *récidive*, que cet article ne soit susceptible d'aucune modification, par application de l'article 463 ? Est-ce une autre peine que celle de *l'emprisonnement* qui est prononcée par l'article 57, et l'article 463 ne porte-t-il pas que, *dans tous les cas*, cette peine pourra être réduite, lorsqu'il existera des circonstances atténuantes et que le dommage causé n'excèdera pas vingt-cinq francs ? Il peut être dérogé, sans doute, aux lois *générales* par des lois *spéciales* ; mais il doit y être réellement dérogé, soit *en termes exprès*, soit en ce que les deux lois ne pourraient *simultanément* recevoir leur exécution ; or il est bien constant que l'article 57 ne contient aucune dérogation *expresse* à l'article 463 et l'on ne peut dire, non plus, que les deux lois ne pourraient recevoir une exécution *simultanée*, ou il faudrait en dire de même de tous les cas où la loi aurait prononcé un *maximum* et un *minimum* de peines ; cependant, personne ne doute qu'alors la peine puisse être prononcée au-dessous du *minimum*, par application de l'article 463. L'article 57 diffère bien des autres articles du Code qui prononcent un *maximum* et un *minimum* de peines, en ce qu'il dit que le prévenu sera condamné au *maximum* porté par la loi ; mais ce mot *condamné* serait-il tellement *magique*, qu'il fît sortir le fait de la règle commune ? Lorsque le législateur a voulu déroger à l'article 463, il ne s'est pas borné à dire que le prévenu serait condamné à telle ou telle peine, il a dit qu'il y serait *toujours condamné*, ce dont on se convaincra facilement en recourant aux dispositions des articles 198, 474, 478 et 482 ; et dès qu'il n'a pas été dit, en l'article 57, que le prévenu serait *toujours* condamné aux peines qu'il prononce, l'on doit supposer que le législateur ne l'a pas voulu ; et, sur-tout, lorsqu'il l'a dit aux articles 474, 478 et 482, en disposant pour le cas de *récidive* comme il l'a fait dans l'article 57 ; mais, pour ne pas le vouloir, le législateur en avait une bonne raison, tirée de ce que le *maximum* applicable pouvait porter la peine *à cinq années d'emprisonnement*, et que, le plus souvent, cette peine aurait été trop disproportionnée au genre de délit qui aurait été à réprimer, tandis qu'au cas des articles 474, 478 et 482, le *maximum* de la peine ne pouvait emporter au plus qu'un emprisonnement de cinq jours. La loi n'a pu vouloir contraindre les jurés et les juges à commettre une injustice, et il y a toujours injustice, quand la peine n'est pas dans une juste proportion avec le délit qui est à réprimer : les magistrats ne doivent avoir que *la conscience de la loi* ; mais aussi faut-il que la loi soit *bien claire*, *bien précise*, pour qu'ils doivent en faire une application qui contrarie celle qu'ils peuvent avoir comme citoyens ; d'où suit que, lorsque

la loi n'est pas tellement *impérative* qu'ils ne puissent échapper à son texte, ils doivent suivre l'impulsion de leur propre conscience en appliquant la loi dans le sens qui leur paraît, en même temps, le plus juste et le plus raisonnable. Nous tenons d'un ancien président de Cours d'assises, qu'il n'était souvent parvenu à obtenir des jurés la déclaration de culpabilité de l'accusé, qu'en leur insinuant de ne le déclarer coupable que : *sans les circonstances portées dans l'acte d'accusation*, lorsque étant répondues *affirmativement*, elles auraient fait prononcer contre le condamné des peines qui n'auraient plus été proportionnées au crime dont il s'était rendu coupable, ce qui lui avait toujours réussi; tandis qu'avant d'avoir pris ce parti, le jury déclarait toujours, en pareil cas, l'accusé *non coupable*, plutôt que de lui faire appliquer, par sa déclaration de *culpabilité*, des peines qu'il n'avait pas méritées. Les peines qui ne sont pas décernées avec justice et discernement, manquent donc nécessairement le but que l'on doit se proposer d'atteindre, celui qu'aucun crime ne reste impuni. Donnez aux juges la faculté d'en tempérer la rigueur suivant les circonstances, vous éviterez le scandale d'acquittement de vrais coupables; aucun criminel n'échappera plus à la vindicte publique.

XI. Lorsque les tribunaux sont autorisés de faire l'application de l'art. 463, ils peuvent réduire la peine de simple police au *minimum*, et ne prononcer, en conséquence, que l'emprisonnement d'un jour ou qu'une amende d'un franc : *sic jud.* les 14 février et 13 mars 1812; mais, si l'article de loi dont il aurait fallu faire l'application au prévenu, dans le cas où il ne serait pas résulté de l'instruction et des débats des circonstances atténuantes de son délit, et où le dommage causé aurait été d'une valeur de plus de vingt-cinq francs, n'avait prononcé que la peine de *l'amende*, le tribunal ne pourrait convertir cette peine en celle *de l'emprisonnement*, ne fût-ce même que pour un seul jour, ni celle de l'emprisonnement en celle de l'amende; attendu que l'article 463 n'autorise pas les tribunaux à substituer une peine à une autre : *sic jud.* les 17 mai 1822, 28 août et 2 octobre 1823; mais, si l'article de loi qui aurait été applicable avait prononcé *cumulativement* les deux peines, le tribunal serait-il tenu de les prononcer l'une et l'autre, en les réduisant à des peines de simple police? L'article 463 répond pertinemment à la question, en déclarant que les tribunaux pourront prononcer *séparément l'une ou l'autre* de ces peines, sans y apposer aucune restriction.

XII. L'article 463 n'ayant pas mis dans l'exception les fonctionnaires ou officiers publics qui se sont rendus coupables de délits, lors-même que les peines qu'ils auraient encourues devraient être aggravées à raison de leur qualité, rien ne pourrait s'opposer à ce que le tribunal saisi leur en fît l'application *hors des cas*, toutefois, que mentionne l'article 198 qui renferme une ex-

ception formelle aux dispositions de l'article 463, en déclarant qu'ils seraient *toujours* condamnés aux peines que prononce cet article (1). Mais, au cas où ce serait un fonctionnaire public qui aurait été outragé dans l'exercice de ses fonctions, le tribunal saisi de la plainte pourrait-il, sans excès de pouvoirs, faire application au prévenu des dispositions de l'article 463? La question se présentait textuellement à juger, dans une affaire portée devant la section criminelle de la Cour de cassation, le 28 août 1823, et il eût été à désirer qu'elle eût été résolue, tandis que la Cour déclara simplement : « que s'il pouvait être » jugé, dans l'espèce, qu'il y avait lieu, d'après les circonstances, à l'exercice » du pouvoir discrétionnaire confié aux tribunaux par l'article 463, la peine » pouvait être modifiée par la réduction de la durée de *l'emprisonnement* ordonné » par les articles 222 et 228; mais que la peine de *l'amende* ne pouvait être » substituée, sous aucun rapport, à celle de l'emprisonnement. »

Dans l'incertitude que laisse planer cet arrêt sur la question, et comme il faut bien prendre un parti, nous pensons que ce doit être celui de déclarer l'article 463 applicable, dès que les articles 222 et 228 n'y ont pas expressément dérogé; cet article 463 ayant disposé pour tous les cas, ce qui doit s'entendre de tous ceux qui ne se trouveraient pas compris dans une dérogation spéciale. Nous y sommes d'autant plus portés que, par l'arrêt que nous avons cité sous le n.° 3 de nos observations sur le présent article, il fut jugé que l'article 463 était applicable, au cas même de délits commis contre la paix publique.

XIII. Si la peine applicable au délit considéré en lui-même, c'est-à-dire, abstraction faite des circonstances atténuantes et de la valeur du dommage causé, emportait la mise en surveillance du condamné ou l'interdiction de tout ou partie des droits civiques ou de famille, le tribunal qui ferait l'application au prévenu de l'article 463, ne serait pas autorisé de prononcer cette mise en surveillance ou cette interdiction; les peines de simple police ne pouvant emporter, en aucun cas, la mise en surveillance du condamné, ni son interdiction des droits civiques ou de famille.

XIV. Si le délit avait été poursuivi sur une accusation admise, et que les circonstances qui auraient déterminé le renvoi de l'affaire devant la Cour d'assises eussent disparu aux débats; qu'il n'y eût, en conséquence, qu'un simple délit à réprimer, la Cour d'assises serait-elle autorisée de ne prononcer,

---

(1) Il est aisé de voir que nous raisonnons ici dans le sens que ces expressions : *seront toujours*, qui se lisent dans quelques articles du Code, emportent dérogation aux dispositions générales de l'article 463, et c'est ce dont nous ne sommes pas intimement convaincus; nous en donnerons les raisons dans *l'appendice*.

contre l'accusé, que des peines de simple police, par application de l'article 463 ? L'accusé ne pourrait, sans la plus criante injustice, être plus sévèrement puni, parce qu'à tort il aurait été poursuivi par la voie criminelle, que s'il l'avait été, comme il aurait dû l'être, devant la police correctionnelle.

XV. Mais, devrait-il en être de même du cas où l'accusé aurait été déclaré simplement *excusable* du crime qu'il aurait commis, son excuse admise ne rendant plus son crime punissable que de peines correctionnelles? L'art. 463 dispose *pour tous les cas où la peine d'emprisonnement est portée par le présent Code*, ce qui les comprend *tous*, sauf les exceptions prononcées par la loi; et la loi n'en a prononcé aucune pour le cas particulier.

XVI. Le Code pénal ne fut pas plutôt mis en vigueur, que de toutes parts on réclama un article additionnel à ce Code, qui donnât la même autorisation aux Cours d'assises que celle donnée par l'article 463 aux tribunaux correctionnels; et la chose mûrement examinée dans les bureaux du Grand Juge, il avait été décidé que la proposition en serait faite au Conseil-d'État, ce qui avait eu lieu, et cette proposition avait reçu du Conseil une approbation générale; il ne restait même plus qu'à la rédiger en projet de loi, lorsque les évènemens de 1814 vinrent occuper tellement les esprits que cet objet fut perdu de vue, malgré son importance. La question fut de nouveau soumise à M. le Chancelier; et elle avait aussi reçu son approbation, lorsque M. Dambrai quitta le ministère de la justice, et depuis, il ne paraît pas que l'on s'en soit occupé; cependant, il serait fort à désirer que cette lacune qui s'est glissée dans le Code fût remplie : on pourrait s'en promettre les plus heureux résultats.

LIVRE IV.

CONTRAVENTIONS DE POLICE ET PEINES.

(*Loi décrétée le 20 février 1810. Promulguée le 2 mars suivant.*)

CHAPITRE PREMIER.

DES PEINES.

ARTICLE CCCCLXIV.

Les peines de police sont,
L'emprisonnement,
L'amende,
Et la confiscation de certains objets saisis.

OBSERVATIONS.

I. CET article n'est qu'énonciatif des divers genres de peines de simple police; les articles 465 et 466 règlent la durée de celle de l'emprisonnement et la fixation de l'amende : quant à la confiscation des objets saisis en contravention, il ne pouvait en être fait aucune appréciation : elle doit être prononcée, quelle qu'en soit la valeur, lorsqu'elle est ordonnée par la loi; mais, en matière de contravention, elle ne peut l'être que des objets saisis; si les objets qui en auraient été susceptibles ne l'avaient pas été, le prévenu ne pourrait être condamné à en payer la valeur : la Cour de cassation a bien jugé quelquefois qu'à défaut de saisies des choses constitutives du délit, le détenteur pouvait et que même il devait être condamné à en payer la valeur estimative; mais jamais aux cas où la loi n'a prononcé que la confiscation des choses *saisies*.

II. Pour que les peines en matière de simple police, comme en tout autre, puissent être légalement prononcées contre un prévenu, il faut que l'on puisse motiver sa condamnation sur la disposition d'une loi formelle ou d'un règle-

ment émané de l'autorité compétente : ainsi des *défenses* auraient été faites par un corps administratif, *sous des peines quelconques*, que s'il ne rentrait pas dans les attributions de cette autorité de faire un réglement sur la matière, il ne serait pas obligatoire pour les tribunaux : nous l'avons établi dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1.er, pag. 374, n.° XIV, et depuis, la Cour de cassation l'a souvent et constamment jugé, notamment les 17 juillet, 13 août et 30 novembre 1813.

III. Lorsque l'autorité municipale a pris des arrêtés dans l'exercice légal de ses fonctions et qu'il y a été contrevenu, la contravention doit être réprimée par des peines de police ; mais ce ne seraient toujours que des peines de police qui devraient être prononcées, lors même que les arrêtés auxquels il aurait été contrevenu auraient fait les défenses sous des peines plus rigoureuses.

IV. La loi des 16-24 août 1790, a déterminé par ses articles 3 et 4 du titre II, les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, et l'article 46, tit. 1.er, de la loi du 19-22 juillet 1791, les a autorisés à prendre des arrêtés, lorsqu'il s'agit d'ordonner des précautions locales sur des objets confiés à leur surveillance : voici *textuellement* les dispositions des articles cités de la loi des 16-24 août 1790.

Sont confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux ; « 1.° tout » ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, » places et voies publiques ; ce qui comprend le nettoiement, l'illumination, l'en» lèvement des encombremens, la démolition ou la réparation des bâtimens » menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autre partie » des bâtimens, qui puisse nuire par sa chute, et celle de rien jeter qui puisse » blesser ou endommager les passans ou causer des exhalaisons nuisibles ; 2.° le » soin de réprimer et de punir les délits contre la tranquillité publique, tels » que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte » excité dans les lieux d'assemblées publiques, les bruits ou attroupemens noc» turnes qui troublent le repos des citoyens ; 3.° le maintien du bon ordre » dans les endroits où il se fait de grands rassemblemens d'hommes, tels que » les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, » cafés, églises et autres lieux publics ; 4.° l'inspection sur la fidélité du dé» bit des denrées qui se vendent au poids, à l'aune ou à la mesure, et sur la » salubrité des comestibles exposés en vente publique ; 5.° le soin de prévenir » par des précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution » de secours nécessaires, les accidens et fléaux calamiteux, tels que les incen» dies, les épidémies, les épizooties, en provoquant aussi, dans ces deux der» niers cas, l'autorité des administrations de département et de district ; 6.° le

» soin d'obvier ou de remédier aux évènemens fâcheux qui pourraient être » occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté, et par la divagation » des animaux malfaisans ou féroces ; » l'article 4 ajoute : « que les spectacles » publics ne pourront être permis et autorisés que par les officiers municipaux. »

C'est sur le *maire*, aujourd'hui, ou à défaut du maire, sur *l'adjoint*, que repose toute l'autorité qui était anciennement confiée aux corps municipaux : *(Loi du 28 pluviose an 8, art. 14.)*

Parmi les nombreux arrêts intervenus sur cette matière, nous nous bornerons à citer les plus récens : le maire de Valence avait créé une compagnie de crocheteurs chargés d'exercer exclusivement, dans tous les ports de la commune, les fonctions de portefaix, et il en avait fixé les salaires : le maire avait donné pour motif, à son arrêté, la nécessité de faire cesser les contestations qui s'élevaient journellement entre les négocians et les crocheteurs, relativement à la fixation du salaire de ceux-ci, pour les travaux auxquels ils se livraient dans les ports, et le désir d'y rétablir l'ordre. Le sieur B... était contrevenu à cet arrêté, et il avait été constaté par un procès-verbal régulier, que ce n'était ni par ses domestiques ni par les crocheteurs attachés au service des ports, que le déchargement de son bateau avait été fait ; le tribunal de police avait, en conséquence, prononcé sa condamnation ; mais sur l'appel, le jugement avait été réformé ; attendu que l'arrêté du maire n'était fondé sur aucune loi : sur le recours en cassation, la Cour jugea, le 1.er mai 1823, que l'arrêté du maire était obligatoire, aux termes des articles 3, §. 3 et 5, tit. II, de la loi du 24 août 1790, et 46, tit. 1.er, de celle du 22 juillet 1791, que conséquemment le tribunal qui avait rendu le jugement attaqué aurait dû en maintenir l'exécution par la condamnation du prévenu : l'arrêt motivé « sur ce que l'arrêté ne se bornant pas à régler les » salaires des crocheteurs travaillant dans les ports, qu'étant destiné *à y établir l'ordre*, rentre évidemment dans la disposition du n.° 3 de l'article 3, » titre II, de la loi du 24 août 1790 ; qu'il est relatif à l'un des objets expressément » confiés par cet article à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux ; » qu'il est fait en exécution de l'article 46, tit. 1.er de la loi du 22 juillet 1791, » et dans l'exercice légal des fonctions de ces corps, que remplacent aujourd'hui les maires créés par la loi du 28 pluviose an 8. »

La question qu'avait à juger la Cour de cassation dans une autre affaire portée devant elle, le 1.er août 1823, consistait à savoir si le maire de Cottenchy avait agi dans l'exercice légal de son autorité, en ordonnant que le jour de la fête de la commune, les violons s'établiraient sur la place où les danses devaient

avoir lieu, avec défenses aux habitans de faire danser dans leurs maisons : et la Cour décida, que cette mesure ayant eu pour objet de faciliter la surveillance de la police, rendue particulièrement nécessaire par la grande quantité d'étrangers qui se rendraient dans la commune le jour de la fête et le lendemain, le tribunal dont le jugement lui était dénoncé aurait dû prononcer la condamnation du prévenu, dont la contravention avait été légalement constatée.

La Cour de cassation rendit un troisième arrêt dans le même sens, le 27 novembre de la même année. Le maire d'Auxerre, pour prévenir les accidens auxquels était exposée la sûreté des vendangeurs par l'exercice de la chasse, avait défendu, par un arrêté du 4 octobre 1821, de chasser sur le finage de cette ville, jusqu'au 1.er novembre lors prochain, jour fixé pour la clôture des vendanges : plusieurs particuliers qui avaient chassé, malgré cette défense, avaient été traduits devant le tribunal de police, qui, sous le prétexte de défaut de loi pénale applicable à une contravention de cette nature, les avaient renvoyés des poursuites ; mais sur le pourvoi en cassation du commissaire de police contre le jugement, son annullation fut prononcée ; « attendu que l'article 5 » de la loi des 16-24 août 1790, n'est point restreint aux seuls règlemens dont » les objets sont spécifiés dans les articles 3 et 4 qui le précèdent ; qu'il embrasse » également tous les autres règlemens de police, dont les objets ont été confiés à la vigilance et à l'autorité des administrations municipales ; — Que » l'article 9, tit. 2, de la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791, sur la police rurale, charge les officiers municipaux de veiller à la tranquillité, la salubrité et » la sûreté des campagnes ; qu'ils ont donc le droit de faire des règlemens de » police sur ces objets, et que conséquemment ceux qui y contreviennent sont » soumis aux peines de police déterminées par les lois précitées ; et attendu, » dans l'espèce, que dans l'objet de prévenir les accidens qui, par l'exercice » de la chasse pendant le temps des vendanges, pourraient compromettre la » sûreté d'un grand nombre d'habitans qui alors travaillent dans les vignes qui » environnent la ville d'Auxerre, le maire de cette ville... qu'il a été constaté par » des procès-verbaux réguliers..... que cette contravention..... devait donc » donner lieu de prononcer contre eux..... »

V. Quoique l'article 464 ait mis l'emprisonnement et l'amende au rang des peines de simple police, ce n'est que *secundum quid ;* c'est-à-dire, que l'emprisonnement que prononce la loi ne sera pas d'une plus longue durée que celle de cinq jours, et que l'amende n'excédera pas la somme de quinze francs.

Lors même que le *minimum* de l'emprisonnement prononcé par la loi applicable au genre de délit à réprimer, ne serait que de *cinq jours*, et

que le *minimum* de l'amende n'excéderait pas quinze francs, ce ne serait toujours pas une simple contravention de police, si le *maximum* de l'emprisonnement ou de l'amende y était *supérieur ;* il y aurait *alors délit* qui rentrerait dans la compétence des tribunaux correctionnels : *sic jud.* les 4 juillet 1812 et 25 juin 1813. Ce n'avait été que par une dérogation *spéciale* à ce principe, que par décret du 6 juillet 1813, contenant règlement sur les cours d'eau, dans le département de la Méditerranée, il en avait été autrement disposé.

VI. Lorsque la loi pénale déclare que tel fait sera puni *de peines de police*, il rentre dans le pouvoir discrétionnaire des tribunaux de prononcer *cumulativement* celles de l'emprisonnement et de l'amende, ou de ne prononcer que l'une de ces peines; de les prononcer toutes au *maximum* ou au *minimum*, et même les unes au *maximum* et les autres au *minimum ;* ils ont, sur ce point, toute la latitude désirable ; mais, quand la loi a déterminé le *genre* de peine applicable *à la contravention* qu'elle réprime, les tribunaux commettraient un excès de pouvoir s'ils y en *substituaient* un autre : lorsque la loi se borne au contraire à déclarer que la contravention sera punie des peines d'emprisonnement et d'amende, *l'une et l'autre* de ces peines doivent être cumulativement appliquées.

VII. Toutes les fois que la loi ne porte pas que la peine applicable à la contravention sera prononcée au *maximum*, les tribunaux ont la faculté de ne l'appliquer qu'au *minimum*, ou de la modifier de tout autre manière, pourvu qu'ils se renferment dans le *maximum* et le *minimum* établis par la loi.

ARTICLE CCCCLXV.

L'emprisonnement, pour contravention de police, ne pourra être moindre d'un jour, ni excéder cinq jours, selon les classes, distinctions et cas ci-après spécifiés.

Les jours d'emprisonnement sont des jours complets de vingt-quatre heures.

OBSERVATIONS.

I. L'article 465 fixe un *maximum* et un *minimum* pour la durée de la peine de *l'emprisonnement*, en matière de simple police. Lorsque la loi n'en a pas autrement disposé pour le cas particulier, tout ce qu'exige le Code, c'est que le tribunal se renferme dans les deux extrêmes fixés par cet article; il ne pourrait en abréger la durée, ni l'augmenter, sans faire une fausse appli-

cation de la loi pénale, ce qui emporterait la nullité de son jugement : *sic jud.* le 22 avril 1813.

II. Le *maximum* de l'emprisonnement par voie de simple police n'était que de *trois jours* sous la législation antérieure; il est aujourd'hui fixé *à cinq*, et les cinq jours doivent être *de vingt-quatre heures* chacun, ce que le législateur a dû dire à raison de la divergence des opinions qui s'étaient établies sur la matière, quelques-uns pensant qu'un jugement portant condamnation, par exemple, à trois jours d'emprisonnement, aurait été pleinement exécuté par l'entrée du condamné en prison le soir du premier jour, et sa sortie le matin du troisième ; lorsque d'autres pensaient que *le jour* devait s'entendre du lever au *coucher* du soleil.

ARTICLE CCCCLXVI.

Les amendes pour contravention pourront être prononcées depuis un franc jusqu'à quinze francs inclusivement, selon les distinctions et classes ci-après spécifiées, et seront appliquées au profit de la commune où la contravention aura été commise.

OBSERVATIONS.

I. Le *maximum* de l'amende n'était que de trois francs sous l'ancienne législation ; il peut être aujourd'hui porté jusqu'à quinze francs.

II. Il a été constamment jugé que, quand la loi a prononcé la peine de *l'amende* pour le fait qui a donné lieu aux poursuites, les tribunaux ne peuvent en faire la remise au prévenu sous quelque prétexte que ce soit ; on en trouve la preuve dans de nombreux arrêts, et notamment dans ceux rendus les 27 février 1806, 11 décembre 1807, 1.er juillet 1808 et 19 février 1809. Nous n'avons pas connaissance que la question se soit présentée sous l'empire du Code pénal ; mais il n'y aurait aucune raison de revenir sur la jurisprudence établie par ces arrêts.

III. Si la loi donnait *l'alternative* aux tribunaux de prononcer la peine de *l'amende* ou celle de *l'emprisonnement*, il suffirait qu'ils prononçassent l'une ou l'autre pour mettre leur jugement à l'abri de censure. Il en serait de même si la loi portait que le coupable serait puni d'une peine de police ; les tribunaux seraient même autorisés, dans ce cas, à ne prononcer que la *confiscation des choses saisies*, du moment que leur confiscation a été mise, par l'article 464, au rang des peines de simple police.

IV. Chacun des contrevenans doit être *personnellement* condamné *à l'amende ;*

il ne suffirait pas de l'appliquer contre tous les prévenus collectivement, quand même ce serait au *maximum*, lorsque la loi n'en a pas autrement disposé : *sic jud.* les 10 avril 1807, 22 avril 1813, et encore par une foule d'autres arrêts.

V. Toutes les condamnations *à l'amende* prononcées à raison *de la même contravention*, doivent l'être *solidairement* contre tous les délinquans ; la *solidarité* n'aurait pas même été prononcée, que le recouvrement pourrait en être poursuivi par cette voie, aux termes de l'article 55 ; mais les condamnations auraient été prononcées *par le même jugement*, que si ce n'avait pas été *pour la même contravention*, quand ce serait *pour des contraventions de même nature*, la *solidarité* ne pourrait être *légalement* prononcée : *sic jud.* le 22 avril 1813.

VI. Le recouvrement des *amendes* peut être poursuivi par la voie de la *contrainte par corps* (*Art.* 467) ; mais il ne peut l'être contre le mari, lorsque c'est contre la femme qu'elles ont été prononcées : *sic jud.* les 28 brumaire an 9, 6 juin 1811 et 4 septembre 1823 ; ni contre les maîtres, lorsqu'elles l'ont été contre leurs domestiques (*Arrêt du 8 août* 1823), lors même que la loi les aurait déclarés *civilement responsables ;* mais dans le cas de responsabilité civile, les maris et les maîtres doivent être condamnés aux dommages-intérêts et aux frais de poursuites : *sic jud.* par les arrêts ci-dessus des 8 août et 4 septembre 1823, et ce qui avait été déjà jugé par un précédent du 28 février.

Si c'était pour un fait étranger au mari ou au maître que la femme ou le domestique eût été condamné, il serait fait une fausse application de l'art. 1424 du Code civil, en les déclarant civilement responsables des dommages-intérêts et des frais du procès instruit contre leur femme ou leur domestique : *sic jud.* le 16 août 1811.

VII. L'article 479 du Code de procédure civile ne reçoit pas d'application aux tribunaux de police ; de sorte qu'il y en aurait eu fausse application si l'opposant à un jugement rendu par défaut au tribunal de police, et qui aurait été déclaré non-recevable ou mal fondé dans son opposition, avait été condamné à l'amende à raison de ce fait : *sic jud.* le 25 août 1808 ; « attendu que cet » article est absolument étranger aux tribunaux de police. » Et *id. jud.* pour le cas d'appel des jugemens des tribunaux de police, le 12 juin 1823, « attendu que l'amende portée en l'article 471 du Code de procé- » dure n'est point une forme qui appartienne, soit à l'instruction, soit au juge- » ment ; qu'elle est la peine d'un fol appel, et que toute peine ne doit être » prononcée que dans les cas déterminés par la loi ; qu'il n'y a donc pas lieu

» d'appliquer, dans les tribunaux correctionnels et dans les appels qui sont » relevés devant eux, envers des jugemens de tribunaux de police, une dis- » position pénale qui n'est établie que pour les affaires civiles qui ont été jugées » en première instance devant le juge de paix. »

VIII. Les amendes de simple police appartiennent aux *communes* sur le territoire desquelles la contravention a été commise : le jugement de condamnation ne le porterait pas, que la commune ne pourrait en être privée; mais, *c'est aux receveurs de l'enregistrement* d'en poursuivre le recouvrement, ainsi qu'il est réglé par une ordonnance royale du 30 décembre 1823, qui est ainsi conçue : « ART. 1.er Conformément à l'article 19 de la loi du 19 décembre 1790, les » receveurs de l'enregistrement continueront de faire la recette des amendes » prononcées tant par voie de police rurale et municipale que par voie de » police correctionnelle, à la charge par eux d'en tenir une comptabilité dis- » tincte et séparée, d'en rendre compte annuellement aux préfets, et de leur » transmettre, au mois de janvier de chaque année, 1.° un état sommaire et » divisé par communes, des sommes dont ils auront opéré le recouvrement dans » le cours de l'année précédente, sur les amendes prononcées par voie de simple » police; 2.° un état dressé dans la même forme et présentant les recouvremens » opérés sur les amendes de police correctionnelle. — ART. 2. Les greffiers des » tribunaux seront tenus d'envoyer aux préfets, au commencement de chaque » semestre, le relevé des jugemens portant condamnation d'amendes et rendus » dans le cours du semestre précédent, pour servir à contrôler les états de » recouvrement produits par les receveurs. — ART. 3. Pourront, en outre, les » préfets faire vérifier, quand ils le jugeront convenable, soit par les inspec- » teurs généraux ou particuliers des finances, soit par les inspecteurs de l'ad- » ministration de l'enregistrement et des domaines, les états de recouvrement » qui leur auront été remis par les receveurs. Ces comptables seront tenus de » donner aux inspecteurs désignés pour cette opération, communication de » leurs registres et de toutes les pièces et documens qu'elle rendra nécessaires. » — ART. 4. Les amendes de police rurale et municipale qui seront recouvrées » à compter du 1.er janvier 1824, appartiendront *exclusivement* aux communes » dans lesquelles les contraventions auront été commises, le tout ainsi qu'il est » prescrit par l'article 466 du Code pénal. — Le produit en sera versé dans leurs » caisses, distraction faite préalablement des remises et taxations des receveurs, » sur les mandats qui en seront délivrés, au nom des receveurs municipaux, par » les préfets, immédiatement après la remise et la vérification des états de recou- » vremens. — ART. 5. Les amendes de police correctionnelle qui seront recouvrées » à compter dudit jour 1.er janvier 1824, seront versées par les receveurs des do-

» maines, distraction faite de leurs remises ou taxations, et sur les mandats des » préfets délivrés également au vu des états de recouvrement, au nom des re- » ceveurs des finances, à la caisse de ces derniers comptables, qui en feront » recette distincte au profit des communes, comme des produits communaux » centralisés à la recette générale de chaque département, pour être employés » sous la direction des préfets. — ART. 6. Le produit des amendes versées à la » caisse des receveurs des finances formera un fonds commun qui sera tenu à » la disposition des préfets, et qui sera applicable : 1.° au remboursement des » frais de poursuite tombés en non valeurs, soit en matière de police correc- » tionnelle, soit en matière de simple police; 2.° au paiement des droits qui se- » ront dus aux greffiers des tribunaux pour les relevés des jugemens mentionnés » en l'article 2; 3.° au service des enfans trouvés et abandonnés, jusqu'à con- » currence du tiers du produit excédant lesdits frais; 4.° et pour les deux autres » tiers, aux dépenses des communes qui éprouveront le plus de besoins, d'a- » près la répartition qui en sera faite par les préfets, et par eux soumise, dans » le cours du premier semestre de chaque année, à l'approbation de notre mi- » nistre secrétaire-d'État de l'intérieur. »

IX. L'article 466 est particulier au cas de condamnation à l'amende *pour contravention de police;* il y en aurait fausse application, si dans tout autre cas l'amende était prononcée au profit de la commune : les amendes, cependant, ne doivent pas toujours l'être au profit du trésor public; quelques lois *spéciales* en ont disposé au profit des hospices ou d'autres établissemens publics; mais ces lois doivent être renfermées dans les limites qu'elles ont fixées.

X. L'amende de simple police qui aurait été prononcée, par application de l'article 463, devrait-elle profiter à la commune? Elle ne l'aurait pas été pour *contravention de police*, et l'article 466 n'a disposé que pour le cas d'amende prononcée pour contravention.

XI. La loi de finances du mois d'avril 1818 ayant assujetti *au décime pour franc* les amendes prononcées par les tribunaux, l'on en a conclu que celles-là même qui le sont en matières criminelle, correctionnelle et de police, s'y trouvent assujetties; cependant, il est de principe que les lois *générales* ne dérogent pas aux lois *spéciales*, et les lois *pénales* sont bien évidemment des lois *spéciales;* de sorte que, dans les principes rigoureux du droit, la loi de finances n'ayant pas parlé *spécifiquement* des amendes à prononcer en matières criminelle, correctionnelle et de police, il aurait paru naturel de supposer qu'elle ne pouvait les atteindre; car, si la loi pénale prononce une amende de *cent francs*, c'est nécessairement aggraver la peine du condamné que de lui en faire supporter

une de *cent dix*; et pour aggraver les peines, l'on a toujours tenu qu'il fallait que la loi en eût disposé de la manière la plus formelle.

ARTICLE CCCCLXVII.

La contrainte par corps a lieu pour le paiement de l'amende. Néanmoins le condamné ne pourra être, pour cet objet, détenu plus de quinze jours, s'il justifie de son insolvabilité.

OBSERVATIONS.

I. Les dispositions de l'article 467 ne sont qu'une application faite aux *amendes pour contravention de police* des articles 51 et 53. Elles en diffèrent, toutefois, en ce que, dans le cas de condamnation à l'amende pour crimes ou délits, les condamnés doivent garder prison *pendant un an ou six mois*, lors même que leur insolvabilité serait notoire; tandis que les condamnés à l'amende pour *contravention de police* ne peuvent y être retenus plus de *quinze jours*.

II. Nous avons indiqué, dans nos observations sur l'article 53, le mode que le condamné doit employer pour se procurer sa liberté provisoire au cas d'insolvabilité.

III. Sur la question de savoir s'il doit être accordé un temps *moral* au condamné pour exécuter le jugement, il suffit de renvoyer à ce que nous avons dit dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1, pag. 450, n.° 49.

IV. Nous avions supposé, à la page 451 du même ouvrage, que l'article 53 ayant disposé d'une manière *générale* pour tous les cas de condamnation à l'amende, en matière de simple police, il devait recevoir son application aux amendes même qui auraient été prononcées pour délits ruraux; mais nous avons reconnu notre erreur sur ce point, au tom. 3, pag. 68; et, en effet, d'après le principe que les lois *générales* ne dérogent aux lois *spéciales*, que lorsqu'elles en renferment une disposition *expresse*, le Code rural, loi *spéciale* sur la matière, doit continuer à recevoir son application dans tous les cas où le Code pénal n'y a pas expressément dérogé: ce que n'ayant pas fait dans l'espèce, il en résulte que c'est toujours l'article 5, tit. 2 du Code rural qui doit être consulté.

V. L'article 53 porte que, la mise en liberté du condamné, pour cause d'insolvabilité, n'est que *provisoire*; de sorte que s'il revient à meilleure

fortune, la voie de la contrainte par corps peut être reprise contre lui; mais la même disposition n'ayant pas été répétée dans l'article 467, elle ne peut y être *suppléée*; car c'est nécessairement une aggravation de peines que de pouvoir retenir en détention un condamné pour une plus longue durée que celle portée par le jugement de condamnation; et si le législateur avait voulu que dans le cas d'amende prononcée pour contravention de police, il en fût usé de même que dans celui de condamnation pour crimes ou délits, il n'aurait pas négligé de s'en expliquer dès qu'il avait cru nécessaire, sur-tout, de le faire au cas de condamnation pour crimes et délits. Ce n'est pas, au reste, sans y avoir mûrement réfléchi et sans en avoir eu des motifs puissans, que le législateur s'est déterminé à supprimer, dans l'article 467, la disposition relative de l'article 53; il n'a pas voulu que pour une simple contravention de police, qu'il jugeait ne pouvoir emporter au *maximum* qu'un emprisonnement de *cinq jours*, on pût retenir en prison, d'abord pendant *quinze*, et puis encore y faire réintégrer le condamné, après que l'on aurait déjà quadruplé, à son égard, la peine la plus sévère qu'il aurait encourue par sa contravention.

VI. L'article 467 n'a pas fait non plus la restriction qui se lit dans l'article 53, qu'au cas d'insolvabilité du condamné, il ne pourrait être mis en liberté que si l'amende avait été prononcée *au profit de l'État*, ce qui aurait rendu sa disposition sans objet, les condamnations prononcées en matière de police appartenant aux communes.

ARTICLE CCCCLXVIII.

En cas d'insuffisance des biens, les restitutions et les indemnités dues à la partie lésée sont préférées à l'amende.

OBSERVATIONS.

I. L'article 468 ne parle que *des restitutions et indemnités*, parce que les frais avancés par le trésor public sont toujours *privilégiés*, et que même au cas où les biens du condamné se trouvent insuffisans pour y subvenir, la partie civile est *personnellement* tenue de les acquitter, lors même que la condamnation du prévenu aurait été prononcée, ce qui doit nécessairement éloigner un grand nombre d'individus de se rendre parties civiles, et ce qui doit priver, par suite, la partie publique d'une foule de renseignemens précieux que les parties civiles pourraient lui fournir.

II. Il ne peut être adjugé de dommages-intérêts à la partie qui prétend avoir été lésée par le délit, qu'au cas de condamnation du prévenu, lors même qu'elle s'est rendue partie civile : *sic jud.*, le 27 juin 1812; mais le renvoi du prévenu n'empêcherait pas d'ordonner la restitution de l'objet du délit, s'il était bien constaté que cet objet aurait appartenu à celui qui en ferait la réclamation : la restitution ne pourrait même lui en être refusée, quand il ne se serait pas rendu partie civile; mais alors il ne pourrait en former la demande qu'après le jugement : tant que l'affaire n'est pas jugée, le propriétaire de la chose ne peut en réclamer la restitution sans intervenir au procès, sans conséquemment se rendre *partie civile*, et sans, par suite, en courir les chances.

III. Si les biens du condamné ne suffisaient pas pour acquitter les frais avancés par le trésor public, et que la partie lésée ne se fût pas rendue partie civile, faudrait-il toujours faire droit à la demande qu'elle formerait en restitution de sa chose, et dans le cas de l'affirmative, ne devrait-on l'ordonner qu'à la charge de rembourser le trésor de ses avances? Que la restitution dût être ordonnée purement et simplement, au cas même où il ne resterait pas dans les biens du condamné de quoi satisfaire au paiement de *l'amende*, cela ne peut faire la matière d'un doute raisonnable, l'art. 468 portant que : *les restitutions sont préférées à l'amende;* et *les parties civiles* étant les seules que le Code déclare civilement responsables du paiement des *frais*. A la vérité, l'article 468 n'a pas *assimilé* les frais aux restitutions et indemnités; mais ce ne peut être une raison de priver la partie lésée, qui ne s'est pas rendue partie civile, de la restitution d'objets qui lui appartiennent, et sur lesquels le trésor public ne peut avoir aucun droit à exercer, puisqu'ils n'ont jamais appartenu au condamné.

ARTICLE CCCCLXIX.

Les restitutions, indemnités et frais entraîneront la contrainte par corps, et le condamné gardera prison jusqu'à parfait paiement : néanmoins, si ces condamnations sont prononcées au profit de l'État, les condamnés pourront jouir de la faculté accordée par l'article 467, *dans le cas d'insolvabilité prévu par cet article.*

OBSERVATIONS.

I. Ce que nous avons dit dans nos observations sur l'article 467 relativement à *l'amende*, reçoit son application, par la force de l'article 469, *aux restitutions*,

indemnités et frais ; mais aussi, lorsque la condamnation est prononcée au profit *de l'État*, les condamnés doivent jouir du bénéfice qui leur est accordé par l'article 467.

Si c'était en faveur des communes que les condamnations à des restitutions, indemnités et frais auraient été prononcées, rien ne s'opposerait à ce qu'elles retinssent les condamnés en détention jusqu'à parfait paiement ; au cas même de leur insolvabilité notoire, le corps *moral* de la commune ne pouvant être considéré, sous tous autres rapports que ceux des *amendes*, que comme un simple *particulier.*

II. Pour avoir le droit de retenir le condamné en détention, après l'expiration de sa peine, le créancier doit consigner d'avance et par mois, les alimens du prisonnier ; *l'État* seul en est dispensé, fournissant aux détenus les alimens en nature : *sic jud.* le 19 pluviose an 13 : les *communes* ne sont pas plus exemptes que les *particuliers* d'en faire la consignation.

III. La contrainte par corps ne peut atteindre que le *condamné*, elle ne pourrait être légalement exercée contre la partie civile pour le recouvrement des *frais* avancés par le trésor public, le décret du Gouvernement qui autorise ce recours, ne portant pas qu'il pourra l'être par la voie de la contrainte par corps.

IV. Mais les individus déclarés civilement responsables par le jugement, des condamnations prononcées contre le prévenu, seraient-ils contraignables par corps, au paiement des restitutions, dommages-intérêts et frais auxquels le prévenu aurait été condamné? Il n'est toujours question ici que d'une simple responsabilité *civile*, et les restitutions et indemnités adjugées en *matières civiles* n'emportent pas la contrainte par corps ; cependant l'on peut dire qu'au cas dont il s'agit, la responsabilité est prononcée sur prévention de délit ; et que l'article 469 du Code pénal a parlé, en termes généraux, des restitutions, indemnités et frais, dont il a voulu que le recouvrement pût être fait par la voie de la *contrainte par corps ;* mais les dispositions de cet article ne peuvent être entendues que dans leurs rapports avec les délinquans : l'on ne pourrait se faire à l'idée qu'il fût entré dans la pensée du législateur d'autoriser des poursuites par cette voie, contre des personnes qui auraient été simplement déclarées civilement responsables des condamnations prononcées contre les coupables, lorsqu'elles n'auraient personnellement coopéré, en aucune manière, au délit.

ARTICLE CCCCLXX.

Les tribunaux de police pourront aussi, dans les cas déterminés par la loi, prononcer la confiscation, soit des choses saisies en contravention, soit des choses produites par la contravention, soit des matières ou des instrumens qui ont servi ou étaient destinés à la commettre.

OBSERVATIONS.

I. La confiscation dont il est parlé dans cet article ne peut être prononcée que *dans les cas déterminés par la loi* : mais quoique l'article 470 se serve de cette locution : *pourront*, ce qui semblerait donner aux tribunaux une simple *faculté*, ce ne serait pas l'entendre dans son véritable sens. Lorsque le législateur a dit que les tribunaux *pourront* la prononcer, dans les cas déterminés par la loi, il a simplement voulu leur en interdire la faculté, hors des cas où ils n'y seraient autorisés par une disposition formelle de la loi : cependant la confiscation deviendrait purement *facultative*, si la loi qui serait applicable s'en était rapportée, pour le cas particulier, au pouvoir discrétionnaire des tribunaux.

II. Ce n'est que des choses *saisies* en contravention, que la confiscation peut être prononcée ; mais le Code n'a déterminé aucun mode particulier d'y procéder, il suffit qu'elles se trouvent placées, de quelque manière que ce soit, sous la main de justice.

III. L'art. 470 ayant parlé de la confiscation *des matières ou des instrumens*, qui ont servi ou qui étaient destinés à commettre le délit, sans avoir ajouté, comme à l'égard *des choses constitutives de la contravention*, que *ces matières ou instrumens* auraient été *saisis*, doit-on en conclure que leur confiscation ne pourrait être prononcée qu'au cas où ils auraient été réellement *saisis ?* Si l'article était pris dans son sens littéral, il n'y aurait que *les choses constitutives de la contravention* qui devraient avoir été saisies pour que la confiscation pût en être prononcée ; mais comme la confiscation ne serait plus qu'un mot vide de sens, si l'on ne pouvait mettre à exécution le jugement qui l'aurait prononcée, et que l'on ne pourrait assurer cette exécution, si les matières ou instrumens dont la confiscation aurait été prononcée n'étaient pas *sous la main de justice*, la raison dit assez que les choses produites par la contravention, que les matières et instrumens qui ont servi ou qui étaient destinés à la commettre, doivent avoir été mis, comme les choses constitutives de la contravention, sous la main de justice, par une voie quelconque, afin que la confiscation qui en serait prononcée pût produire son effet.

CHAPITRE II.

CONTRAVENTIONS ET PEINES.

SECTION I.re

PREMIÈRE CLASSE.

ARTICLE CCCCLXXI.

Seront punis d'amende, depuis un franc jusqu'à cinq francs inclusivement,

1.° *Ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu;*

2.° *Ceux qui auront violé la défense de tirer, en certains lieux, des pièces d'artifices;*

3.° *Les aubergistes et autres qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé; ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages, dans les communes où ce soin est laissé à la charge des habitans;*

4.° *Ceux qui auront embarrassé la voie publique, en y déposant ou y laissant sans nécessité, des matériaux ou des choses quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage; ceux qui, en contravention aux lois et règlemens, auront négligé d'éclairer les matériaux par eux entreposés ou les excavations par eux faites dans les rues et places;*

5.° *Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlemens ou arrêtés concernant la petite voirie, ou d'obéir à la sommation émanée de l'autorité administrative, de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine;*

6.° *Ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices*

des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres ;

7.° *Ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux ou autres machines, ou instrumens ou armes dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs ;*

8.° *Ceux qui auront négligé d'écheniller dans les campagnes ou jardins où ce soin est prescrit par la loi ou les règlemens ;*

9.° *Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli ou mangé, sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui ;*

10.° *Ceux qui, sans autre circonstance, auront glané, râtelé ou grapillé dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil ;*

11.° *Ceux qui, sans avoir été provoqués, auront proféré contre quelqu'un des injures, autres que celles prévues depuis l'article* 367 *jusques et compris l'article* 378 ;

12.° *Ceux qui imprudemment auront jeté des immondices sur quelque personne ;*

13.° *Ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, ou qui n'étant agens ni préposés d'aucune de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain ou sur partie de ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé ;*

14.° *Ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, avant l'enlèvement de la récolte.*

OBSERVATIONS.

I. CE ne serait pas assez que le fait incriminé ne fût prévu ni puni par les articles qui font la matière de ce chapitre pour faire prononcer le renvoi

du prévenu, s'il existait d'anciennes lois ou règlemens qui fussent encore en vigueur lors de la mise en activité du Code pénal, et qu'il rentrât dans leurs dispositions ; l'article 484 de ce Code les ayant expressément maintenus : mais les anciennes lois et règlemens ne peuvent être consultés qu'aux cas où le Code n'a pas établi un corps complet de doctrine sur la matière.

II. Ce n'est que la peine de *l'amende* qui devient applicable lorsque la contravention est une de celles que réprime l'article 471, les n.os 2 et 10, seuls exceptés, aux termes de l'article 473 et sauf le cas de *récidive*, par application de l'article 474 : hors ces cas, il y aurait fausse application de la loi pénale, si la peine de *l'emprisonnement* avait été prononcée, lors même que ç'aurait été par *substitution* de celle de *l'amende : sic jud.* le 13 décembre 1811.

III. Il faut ajouter à la nomenclature des contraventions que mentionne l'article 471, celles que punit la loi du 18 décembre 1814, *relative à la célébration des fêtes et dimanches.*

Il fut jugé, le 12 juillet 1821, que l'on serait en contravention à cette loi, lors même que ce serait à des travaux d'agriculture que l'on se serait livré les jours de fêtes et dimanches, sans en avoir obtenu l'autorisation préalable de l'administration municipale, et lors même que l'on n'aurait fait que se conformer à d'anciens usages : cet arrêt est à ajouter à ceux des 6 juin et 13 décembre 1822, que nous avons cités aux notes pages 621 et 622 du premier volume ; il en fut rendu un nouveau le 14 août 1823 sur la même matière, dont nous rapporterons l'espèce à l'appendice.

IV. L'article 471 ne dispose que pour le cas où il ne se rattache à la contravention aucune circonstance qui en dénature le caractère et qui la replace sous l'empire d'une autre loi.

V. La condamnation aux *frais* est toujours la conséquence nécessaire de la déclaration de culpabilité : pour leur recouvrement, comme pour celui de l'amende, le condamné peut être contraint par corps, aux termes des articles 467 et 469 ; ce n'est pas même par simple voie *subsidiaire*, c'est-à-dire, après discussion des biens du condamné que cette contrainte peut être exercée ; mais les agens du trésor qui useraient de cette voie de rigueur, *sans nécessité*, s'exposeraient à s'en voir généralement blâmés : s'il n'y avait d'autre moyen de recouvrement, que celui de la contrainte par corps, à moins d'exproprier le débiteur de ses immeubles, il y en aurait nécessité morale et suffisante.

VI. Quant à la confiscation des choses saisies, que l'article 470 a mise au

rang des peines de simple police, elle ne peut être prononcée, aux termes de l'article 472, que des pièces d'artifices, coutres de charrue, instrumens ou armes, dont il est fait mention aux n.os 2 et 7 de l'article 471.

VII. Les contraventions de police deviennent punissables par la seule *matérialité* du fait et lors même qu'il serait constaté que le prévenu n'aurait pas agi dans une intention criminelle : *sic jud.* le 8 novembre 1811 ; l'ignorance où le prévenu prétendrait avoir été du règlement dont il aurait violé la disposition, ne serait pas pour lui une excuse valable, s'il était d'ailleurs constant que le règlement aurait été rendu public dans une forme *légale ;* et il fut jugé le 31 août 1821, qu'un règlement de police administrative, relatif à l'exercice d'une profession, est obligatoire pour tous ceux qui l'exercent, quand même il n'aurait pas été rendu public par l'impression, la publication et l'affiche, s'il en avait été adressé des copies en forme aux intéressés et que la remise de ces copies fut constatée.

VIII. Le n.° 1 de l'article 471 punit la simple *négligence* d'avoir entretenu, réparé ou nettoyé ses fours, cheminées *ou usines où l'on fait usage du feu ;* ce qui est restrictif à ces sortes d'usines.

L'article 471 n'a pas fixé le délai dans lequel les fours, cheminées ou usines doivent être nettoyés : dans les lieux où des règlemens locaux l'ont fixé, il faut s'y conformer ; et dans ces lieux-là même, si les fours, cheminées ou usines avaient besoin d'être nettoyés plus souvent, le propriétaire ne devrait pas négliger de le faire, lors même qu'il n'en aurait pas été sommé ; car l'article exige de les nettoyer, ce qui sous-entend qu'ils le seront toutes les fois qu'il y aura nécessité de le faire.

C'est de même toutes les fois que les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu, en ont besoin, qu'ils doivent être *entretenus ;* c'est-à-dire *réparés*, sans attendre que l'ordre en soit donné : cette sommation préalable, n'est requise qu'au cas prévu sous le n.° 5.

S'il était résulté de la négligence apportée à exécuter le commandement de la loi, l'incendie de la chose *d'autrui*, ce ne serait plus cet article qui deviendrait applicable ; le délit rentrerait dans la disposition de l'article 458.

IX. Le n.° 2, s'occupe *des pièces d'artifices* qui peuvent être tirées ; mais seulement de celles qui peuvent l'être *en certains lieux*, contre la prohibition des règlemens ou de la défense qui en aurait été faite : le prévenu doit alors être condamné à *l'amende ;* et les pièces d'artifices qui auraient été *saisies*, doivent être *confisquées*, aux termes de l'article 472 : le prévenu *pourrait* même être condamné *à l'emprisonnement de trois jours* par application de l'article 473.

Ces peines ne devenant applicables qu'au cas où c'est *par violation* des règlemens qu'il a été tiré des pièces d'artifices *en certains lieux*, il suit que ces circonstances doivent être mentionnées au jugement de condamnation; mais les défenses peuvent résulter de règlemens *généraux*, telles que celles portées en l'article 458; c'est-à-dire, lorsque les pièces d'artifices sont tirées à moins de cent mètres de distance d'édifices ou de matières combustibles sans en avoir obtenu l'autorisation *spéciale*.

Un règlement du 26 janvier 1808, pour la ville de Paris, porte, article 11: «Qu'il est défendu de tirer sur la voie publique aucune pièce d'artifice: que »nul ne pourra en tirer dans les jardins et terrains particuliers, sans une per»mission du préfet de police.»

X. Le n.° 3, ne punit les aubergistes et autres personnes, pour avoir négligé d'éclairer leurs maisons ou autres lieux, que dans le cas où ils sont *obligés à l'éclairage*, et comme aucun règlement général ne leur en impose l'obligation, cette négligence ne peut être punie, qu'au cas *où des règlemens locaux* l'auraient ainsi ordonné, et dans les termes de ces règlemens.

Il en est de même du nettoyage des rues et places; mais dans les lieux où ce n'est pas l'administration elle-même qui en demeure chargée, l'autorité municipale peut en imposer le devoir aux citoyens: le règlement qu'elle fait à cet égard rentre dans ses attributions, d'après l'article 5, tit. 2, de la loi du 24 août 1790; d'où suit, que ceux qui y auraient contrevenu, devraient être traduits devant le tribunal de police, et condamnés à l'amende prononcée par l'article 471.

Un propriétaire de maison de la ville de Beaune avait été traduit devant le tribunal de police de cette ville pour n'avoir pas balayé devant sa maison, aux termes d'un règlement de l'administration municipale qui l'avait ainsi ordonné; et il avait été renvoyé de la plainte portée contre lui, attendu que son domestique avait été chargé du balayage, et que c'était dès-lors ce domestique qui aurait dû être actionné; mais le jugement fut cassé par arrêt du 6 septembre 1822; attendu que le mot *habitant*, employé dans l'article 471 n.° 3, ne peut s'entendre que des propriétaires et des locataires des maisons; que c'est aller également contre son esprit et contre sa lettre, que d'en appliquer la disposition aux individus en état de domesticité.

L'arrêt répondant ensuite à l'objection tirée de ce qu'en appliquant ainsi l'article 471, il en résulterait qu'un propriétaire de maison, dont les domestiques auraient été négligens, *par récidive*, encourrait la condamnation *à l'emprisonnement*, ajoute: « que la nature de la peine qui peut, en cas de »récidive, être celle de l'emprisonnement, ne saurait, sans violation des

» principes les plus constans, être considérée par les tribunaux comme un » motif d'affranchir les maîtres de maison de l'obligation imposée par l'article » cité du Code pénal, et d'y soumettre leurs domestiques. » Ne serait-ce pas plutôt ici le cas de la simple responsabilité *civile* des maîtres?

Les règlemens de cette espèce, comme tous ceux qui sont faits par les corps administratifs, doivent recevoir leur exécution *provisoire;* de sorte que, lors même qu'ils auraient été déférés à l'autorité supérieure, et qu'ils n'auraient pas été confirmés, ceux qui y auraient contrevenu avant leur réformation, ne pourraient, sur un pareil motif, être déchargés de la peine qu'ils auraient encourue.

Mais il est de l'essence des règlemens de police de s'étendre à une universalité de citoyens, ou du moins à une certaine classe d'entre eux; d'où suit, que la négligence d'exécuter un règlement qui n'atteindrait que quelques individus isolés, ne pourrait donner lieu, au cas d'inobservation, qu'à l'exercice d'une action civile : aussi fut-il jugé le 24 août 1821, comme conséquence de ce principe, qu'il n'y avait qu'une action civile à exercer contre l'entrepreneur de l'enlèvement des boues dans une ville, qui n'avait pas rempli les obligations qu'il avait contractées par son bail : Journal de la Cour de cassation, année 1821, page 499

XI. Le n.° 4 renferme deux dispositions dont la première a pour objet *la défense d'embarrasser la voie publique;* mais il faut, pour constituer ce genre de contravention, que la voie publique ait été embarrassée *sans nécessité;* et comme il aurait été impossible de rien déterminer à cet égard d'une manière assez précise, pour comprendre tous les cas qui pourraient se présenter, le législateur a dû laisser au magistrat de juger, suivant les circonstances, du cas de *nécessité.*

Le passage n'aurait pas été *intercepté*, qu'il aurait suffi qu'il eût été rendu *moins facile;* ce qui, toutefois, doit être entendu dans un sens raisonnable.

Des particuliers qui avaient laissé devant leurs maisons des objets gênant la liberté du passage sur la voie publique, ayant été traduits devant le tribunal de police, à raison de cette contravention, se défendaient en disant, qu'ils avaient *la possession immémoriale en leur faveur;* et leur défense avait été accueillie; mais sur le pourvoi du ministère public, le jugement qui avait prononcé le renvoi fut cassé par arrêt du 4 octobre 1823; « Attendu qu'une » possession, même immémoriale, contraire à la loi, ne saurait affranchir des » obligations que la loi impose. »

Par autre arrêt du 30 du même mois, la Cour de cassation jugea, que le tribunal de police d'Oisemont, n'avait pu légalement prononcer le renvoi du

prévenu, motivé sur ce qu'il avait pu remplacer *une ancienne barrière par une nouvelle*, malgré les défenses du maire, d'en établir sur la voie publique, pour gêner le passage; « Attendu qu'en accueillant ce moyen de défense du pré- » venu, et en prononçant son renvoi de l'action du ministère public, non parce » que le fait dénoncé n'était pas constant, mais parce que, n'étant pas un *nouvel* » *œuvre*, il ne constituait pas une contravention au règlement de police, le » tribunal a, par anticipation sur le pouvoir administratif, interpreté et modifié » ce règlement; qu'il a ainsi contrevenu à l'article 13, tit. 2, de la loi du » 24 août 1790, à celle du 16 fructidor an 3, qu'il a violé l'article 471, » n.° 5, du Code pénal et les règles de compétence, et qu'il a fait une fausse » application de l'article 159 du Code d'instruction criminelle. »

Mais il avait été jugé le 24 du même mois, que le fait d'avoir laissé *les branches d'arbres plantés sur sa propriété, s'étendre sur la voie publique*, n'étant rangé dans la classe des contraventions par aucune loi, ne pouvait donner lieu à l'application d'aucune peine, s'il ne se trouvait pas en opposition au règlement de la police municipale du lieu : qu'il ne suffit pas d'ordres *donnés par le maire*, de pareils ordres n'ayant pas le caractère de règlemens de police.

XII. Quant à la négligence apportée à éclairer les matériaux déposés, et les excavations faites *dans les rues et places*, qui fait la matière de la seconde disposition du n.° 4, il n'y a délit punissable qu'au cas *où par le fait incriminé, on est contrevenu à quelques lois ou règlemens;* et peut-être, à cet égard, le Code n'a-t-il pas été assez prévoyant; car le défaut d'éclairage peut avoir des suites beaucoup plus fâcheuses encore que l'embarras de la voie publique, et le défaut d'éclairage des excavations pouvant occasionner, sur-tout, des malheurs irréparables.

Le sieur L... avait été traduit devant le tribunal de police du canton de Seurre, comme prévenu de contravention aux dispositions du présent article, pour avoir négligé d'éclairer pendant la nuit, des piles de bois qu'il avait déposées dans les rues de la ville, et il avait été renvoyé de la citation sur le double motif, que ces bois étaient destinés aux réparations du pont de la ville, et qu'il y avait clair de lune la nuit de sa prétendue contravention; mais sur le pourvoi contre le jugement, son annullation fut prononcée, quoiqu'il ne fût représenté aucun *réglement* auquel le sieur L... eût contrevenu : cet arrêt se trouve inséré au bulletin, sous la date du 1.er mai 1823.

XIII. Ce n'est pas des grandes routes que parle le n.° 4 de l'article 471, cette matière se régit par des règlemens qui lui sont propres; les contraventions qui s'y commettent sont du ressort de l'autorité administrative; elles doivent être portées devant le conseil de préfecture, aux termes

des articles 13 et 14 du décret du 16 décembre 1811 ; mais tout ce qui regarde les chemins vicinaux , rues et places des villes, bourgs et villages, appartient à la petite voirie : il fut jugé, en conséquence, le 24 décembre 1813, que la négligence mise par les habitans d'une commune, à la réparation des chemins vicinaux ordonnée par l'administration municipale, constitue une contravention qui doit être portée devant le tribunal de police, et punie des peines du présent article ; mais il ne suffirait pas d'un ordre *verbal* que rien n'aurait *légalement* constaté.

Il fut jugé pareillement les 20 juin 1812 et 11 octobre 1821, que l'autorité municipale avait pu faire défense, sous les peines portées par l'article 471, soit d'envoyer paître les oies dans les pâturages communs, soit de laisser divaguer des cochons, oies, canards et autres animaux, dans l'intérieur des villes, places et marchés publics.

Les considérans de l'arrêt du 11 octobre établissent d'une manière si claire les principes de la matière, que l'on nous saura gré de les consigner ici dans leur entier. Le maire de Ville-Parisis avait fait défenses à tout propriétaire d'oies de les envoyer paître dans aucune terre et sur aucun terrain sujet au parcours des troupeaux. Les sieurs N... et Ch..., traduits devant le tribunal de police à la requête du ministère public, pour avoir enfreint ces défenses, avaient été condamnés en deux francs d'amende et aux frais ; et ils avaient exécuté le jugement : mais d'après l'ordre du ministre de la justice, le Procureur-général près la Cour de cassation, en avait demandé l'annullation dans l'intérêt de la loi, attendu que le fait dont il s'agissait ne constituait ni délit ni contravention, et son pourvoi fût rejeté : « Attendu que d'après les » articles 3, tit. 14, de la loi du 24 août 1790 et 16, tit. 2, de celle du 22 juillet » 1791, les corps municipaux ont le pouvoir de faire des arrêtés en matière » de police ; et qu'il résulte des articles 1, 2 et 3 de la première de ces lois, que » les tribunaux de police qui remplacent lesdits corps municipaux pour le ju- » gement du contentieux, en cette partie, sont chargés aujourd'hui de la ré- » pression des contraventions à ces arrêtés, lorsque ceux-ci sont relatifs à l'exé- » cution des lois prononçant des peines de police, ou qu'ils portent sur des objets » confiés à l'autorité municipale, soit par l'article 3, tit. 11, de la loi du 24 août » 1790, soit par des lois postérieures : que la loi du 6 octobre 1791, sur la » police rurale et celle du 28 pluviose an 8, ont donné aux administrations » municipales le pouvoir de régler dans chaque commune où le droit de par- » cours a lieu, l'exercice de ce droit; par conséquent, d'ordonner les mesures » propres à en prévenir ou à en réprimer l'abus, ainsi que toute entreprise » tendant à détériorer les pâturages et à priver ainsi les communes de l'avan-

» tage qu'elles doivent retirer de la jouissance du droit dont il s'agit pour la » nourriture de leurs troupeaux : que les arrêtés pris à cet effet par le pouvoir » municipal sont donc dans l'ordre légal de ses attributions ; que ce sont des » règlemens de police qui doivent recevoir toute leur exécution, tant qu'ils ne » sont pas réformés ou modifiés par l'autorité administrative supérieure ; que » les contraventions qui y sont commises sont, d'après la disposition de l'article » 3, du tit. II, de la loi du 24 août 1790, punissables de peines de police, et » que c'est un devoir rigoureux pour les tribunaux de prononcer ces peines » contre les contrevenans. »

XIV. L'ordre de réparer ou de démolir un édifice qui menace ruine doit être notifié au propriétaire, et il doit lui être donné le temps *moral* nécessaire pour mettre l'ordre à exécution. La notification doit en être faite *par écrit*, ce qui est la seule voie légale de justifier que l'ordre a été réellement donné : si l'ordre n'avait été que *verbal*, le tribunal de police ne pourrait *motiver* la condamnation, ni conséquemment la prononcer ; car, *de his quæ non sunt et non apparent idem esto judicium.*

Si celui qui aurait négligé d'exécuter l'ordre qu'il aurait reçu, avait occasionné, par sa négligence, du dommage à autrui, il devrait être condamné à le réparer ; et, s'il y avait mort ou blessures d'hommes, ce seraient les art. 319 et 320 qui deviendraient applicables : au cas de mort ou de blessures d'animaux, ce serait à la disposition du n.° 4 de l'article 479 qu'il faudrait recourir ; mais s'il ne lui avait été fait *aucune sommation*, il ne serait tenu qu'à la réparation du dommage causé ; l'on devrait alors supposer que le propriétaire qui n'aurait pas été ainsi averti n'aurait pas aperçu le danger, puisque l'autorité municipale elle-même, chargée de veiller à la sûreté publique, ne l'avait pas vu, et que le même silence aurait été gardé par les personnes qui auraient eu intérêt à la réparation où à la démolition ; cependant, *voyez* le n.° 4 de l'article 479.

XV. Le maire de la ville d'Aix avait pris un arrêté portant prohibition de toucher au pavé des rues pour former des rigoles, réparer les seuils et marches portant sur le pavé, reconstruction d'aqueducs ou pour tout autre motif, sans en avoir demandé l'autorisation, et que le niveau en eût été donné par le maire, auquel effet, les réparations ne pourraient se faire que sous l'inspection de l'architecte de la ville et par l'ouvrier qui serait désigné ; cet arrêté avait reçu l'approbation de l'autorité supérieure : deux habitans de la ville y ayant contrevenu avaient été cités devant le tribunal de police pour se voir condamner à la peine portée par l'article 471 du Code pénal ; ils avaient conclu au renvoi

de l'affaire devant les tribunaux civils, pour faire prononcer sur le droit qu'ils prétendaient avoir de jouir des eaux souterraines qui traversaient certaines rues de la ville pour se rendre sur leurs propriétés; et le renvoi avait été ordonné, sur le fondement qu'il s'agissait de faire juger une question préjudicielle qui rentrait nécessairement dans les attributions des tribunaux civils; mais la Cour de cassation prononça l'annullation de ce jugement, par arrêt du 27 juin 1823, d'après les considérans que voici : « Attendu que ledit arrêté intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues d'Aix; qu'il est un règlement de petite voirie qui se rattache au §. 1.er de l'article 3, tit. 2 de la loi du 24 août 1790; que ce règlement, fait dans l'exercice légal des fonctions municipales, est obligatoire pour tous les habitans d'Aix; que la défense qu'il contient est générale et absolue; *que les conventions qui auraient pu être faites entre la ville et les propriétaires d'aqueducs situés sous les rues, ne sauraient avoir privé le pouvoir municipal du droit de prescrire des mesures de police qui lui ont paru commandées par l'intérêt général, et ne doivent pas paralyser l'exécution de ces mesures;* — Attendu qu'il n'y a de question *préjudicielle* en matière *de police simple*, que celle qui naît d'une exception dont la preuve fait disparaître la contravention; que, quelle que pût être la décision par le tribunal civil, de l'exception proposée par les prévenus, il n'en pourrait jamais résulter qu'ils fussent, au mois d'avril dernier, dispensés d'obéir au règlement de 1817; que s'ils se croient dans une position qui doive les affranchir de l'obligation qu'il impose, ils sont libres de porter leurs réclamations, soit à l'auteur même de ces règlemens, soit à l'autorité administrative supérieure; mais *qu'il n'est pas dans les attributions du pouvoir judiciaire d'interpréter, de modifier un règlement du pouvoir municipal, et de placer quelque personne que ce soit dans une exception que le règlement n'a pas établie.* »

XVI. Sur le n.° 6, nous observerons qu'il n'y aurait pas de règlemens locaux qui auraient fait la défense de jeter ou d'exposer au-devant de ses édifices des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres, que, *par le seul fait* du jet ou de l'exposition, l'on se rendrait coupable d'une contravention punissable de l'amende portée en l'article 471; mais il existerait des règlemens locaux qui prononceraient de plus fortes peines, que ce ne serait toujours que l'amende fixée par cet article qui devrait être appliquée, s'il ne se rattachait au fait de la contravention aucune circonstance particulière qui la rendît plus criminelle aux yeux de la loi.

L'article 475, dans son n.° 8, a prononcé une amende plus forte contre ceux qui auraient *volontairement* jeté des corps durs ou immondices sur quelqu'un; mais il serait fait une fausse application de cette disposition, si le jugement ne

portait pas que le jet aurait été *volontaire*, ce qui résulte de la combinaison des articles 471 et 475 : *sic jud.* le 9 juillet 1813.

XVII. Le motif qui a fait placer au rang des contraventions de police le fait consigné au n.° 7 de l'article 471 est facile à saisir ; les coutres de charrue, armes et instrumens qui en font l'objet, pouvant fournir aux malfaiteurs les moyens de commettre des crimes, le législateur a dû naturellement punir la négligence de ceux qui auraient pu leur en faciliter l'emploi.

Si l'article 471 ne punit cette négligence que de l'amende la plus modique, et si l'article 472 n'y ajoute que la simple confiscation des coutres, armes et instrumens ainsi laissés dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, ce n'est que pour le cas où le contrevenant aurait agi *sans mauvaise intention ;* car, au cas contraire, il y aurait *complicité* du crime qui aurait été commis, ce qui le rendrait passible des mêmes peines que celles qui deviendraient applicables à son auteur.

L'article 471 se sert du mot *laissé*, par opposition au simple *dépôt momentané*, que des circonstances particulières peuvent rendre nécessaire ; mais ce serait *de jour* comme *de nuit* que les coutres de charrue, armes ou autres instrumens auraient été *laissés* dans les lieux indiqués, qu'il n'y en aurait pas moins contravention punissable.

XVIII. Le n.° 7 ne parlant que des *rues*, *chemins*, *places*, *lieux publics et des champs*, on peut demander s'il y aurait contravention punissable dans le fait d'un ouvrier, propriétaire ou fermier, qui aurait laissé *ses coutres de charrue ou les instrumens de son état* dans une cour *ouverte* qui serait attenante à sa maison ? Une cour, quoique *non close*, n'est ni un lieu ou chemin public, ni une place, ni un champ ; d'où suit, que le cas n'a pas été prévu par le Code, et que ce serait faire, dès-lors, une fausse application de l'article 471 que de l'appliquer à pareil cas ; mais, s'il n'est pas interdit aux cultivateurs et aux ouvriers de laisser dans les dépendances de leurs maisons les instrumens de leur état, cela ne peut mettre obstacle à la surveillance de l'autorité pour le maintien de la sûreté publique ; et, en conséquence, à ce qu'elle leur enjoigne de les resserrer, au moins *pendant la nuit.*

XIX. Le n.° 8 s'occupe spécialement de *l'échenillage* dans *les campagnes et jardins*, et il en punit la simple négligence *lorsqu'il est prescrit par la loi ou les règlemens ;* ce qui suppose bien évidemment que c'est dans ce seul cas que la négligence constitue une contravention punissable ; mais il existe une loi générale sur la matière, sous la date du 26 ventôse an 4, qui a conservé toute son autorité, aux termes de l'article 484. Ce décret porte que, « l'échenillage sera fait chaque année avant le 21 février, soit que le terrain soit *clos* ou

qu'il soit *ouvert*. » Et c'est probablement pour qu'il ne pût s'élever le moindre doute sur l'application de cet arrêté, aux terrains même clos et fermés, que l'article 471 a parlé des *jardins*, ce qui devait être ainsi ; car, un simple coup de vent aurait pu porter les chenilles des jardins dans les champs voisins, et rendre inutile l'échenillage dans les campagnes. Les administrations locales doivent veiller avec le plus grand soin à l'exécution de la loi du 26 ventôse, et les tribunaux de police appliquer rigoureusement aux contrevenans les peines du présent article, lorsqu'ils lui sont dénoncés.

XX. Le n.° 9 a pour objet le genre de maraudage qu'il signale, et qui consiste à *cueillir* ou *manger* sur le lieu, des fruits qui appartiennent à autrui.

Le législateur s'est servi de la disjonctive *ou*, pour faire entendre qu'il y aurait contravention dans le sens de l'article 471, lors même que les fruits auraient été cueillis pour les emporter, *ou* que l'ayant été par le propriétaire ou fermier, ils auraient été mangés sur le lieu; mais la contravention sortirait des dispositions de l'article 471, s'il y avait eu enlèvement de fruits *dans des paniers*, pour rentrer dans celles de l'article 35, tit. 2 du Code rural; ce fut ainsi que la Cour de cassation le jugea, le 19 décembre 1822. Dans la cause sur laquelle intervint cet arrêt, les prévenus d'une contravention de cette nature avaient été traduits devant le tribunal de police qui s'était déclaré *incompétent*, et la Chambre du conseil devant laquelle, par suite, l'affaire avait été portée, en avait, au contraire, renvoyé la connaissance au tribunal de police, ce qui constituait un conflit négatif, sur lequel la Cour de cassation fut appelée à statuer; et la Cour prononçant par voie de règlement des juges, décida qu'il y avait délit rentrant dans la compétence du tribunal correctionnel : « attendu que l'article 471, » n.° 9, n'est relatif qu'à ceux qui, *sans autre circonstance*, ont cueilli ou mangé, » sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui; et qu'au n.° 10 du même » article, il s'agit uniquement du glanage, râtelage ou grapillage qui a lieu, » *sans autre circonstance*, dans les terres non encore entièrement dépouillées ou » vidées de leurs récoltes, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil; » — Qu'aucune des dispositions du Code pénal qui viennent d'être rappelées ne » pouvant être étendue aux faits de la cause, ne saurait en attribuer la connaissance au tribunal de simple police; — Que l'article 29, tit. 2, du Code rural, » répété, quant à la nature du fait qui en est l'objet, dans l'article 444 du Code » pénal, et qui prononce des peines correctionnelles, a été mal à propos invoqué par le tribunal de police; qu'il s'agit, dans cet article, d'individus *qui dé-* » *vastent les récoltes sur pied*, ou des plants venus naturellement ou faits de

» main d'homme, et que le vol, dans une vigne non vendangée, d'une quan-
» tité de raisins remplissant à moitié deux paniers, ne présente nullement l'idée
» d'une *dévastation de récolte ;* — Mais que ce vol est évidemment le vol de ré-
» coltes avec des paniers, prévu par l'article 35, tit. 2 du Code rural, qui le punit
» d'une amende double du dédommagement dû au propriétaire ou fermier, et
» en outre d'une détention qui peut être de trois mois; que l'amende étant
» double du dédommagement et pouvant ainsi s'élever beaucoup au-delà de
» celle que les tribunaux de police ont le pouvoir de prononcer, et la durée de
» la détention étant, dans son *maximum*, bien au-dessus de la durée de la dé-
» tention de simple police, il s'ensuit nécessairement que le tribunal de police
» est incompétent pour connaître du fait dudit article 35, auquel il ne pourrait
» pas appliquer les peines de cet article dans l'étendue qu'il a déterminée ;
» — Que, quand les faits de la cause ne devraient être considérés que
» comme le maraudage simple, dont parle l'article 34, tit. 2 du Code rural, la
» connaissance n'en appartiendrait point encore au tribunal de police ; — Qu'en
» effet, ce maraudage est puni d'une amende égale au dédommagement dû au
» propriétaire ou fermier; que cette amende est donc indéterminée, et que sa
» quotité dépend de l'évaluation du dommage causé par le délinquant ; que
» la compétence des tribunaux de police est restreinte à la connaissance des
» infractions dont la peine ne peut, *en aucun cas*, s'élever au-dessus d'une
» amende de quinze francs et d'un emprisonnement de cinq jours; d'où il s'en
» suit que, dès que la loi punit une infraction d'une amende qui, dans
» certaines circonstances, peut excéder ladite somme de quinze francs, les
» tribunaux de police ne sont pas compétens pour en connaître. »

XXI. Par le mot *fruits*, l'on doit entendre toutes les productions de la terre qui peuvent servir à la nourriture de l'homme. Si c'étaient des parties de récoltes destinées à celle des bestiaux, qui eussent été détachées du sol, soit qu'elles eussent été emportées, soit qu'elles eussent été consommées sur le lieu, ce serait le n.° 1 de l'article 479 qui deviendrait applicable.

XXII. Le n.° 9 ne dispose, au surplus, que pour le cas où il ne se rattacherait pas au fait d'autres circonstances aggravantes de la contravention qu'il réprime; de sorte que, par exemple, si l'on s'était introduit dans un terrain clos, *par effraction ou par escalade*, pour y cueillir ou manger des fruits, il y aurait vol et non pas simple maraudage; mais, l'on ne pourrait considérer comme *escalade* le fait d'être monté sur l'arbre pour en cueillir les fruits, ni comme *effraction* d'en avoir rompu les branches pour parvenir à s'en emparer; sauf à faire l'application au prévenu des dispositions de l'article 446, au cas où l'arbre aurait été mutilé de manière à le faire périr.

XXIII. La contravention sortirait également de la disposition de l'art. 471, pour rentrer dans celle de l'article 475, n.° 9, si, pour parvenir au lieu ou l'on aurait cueilli les fruits, l'on avait passé sur un terrain chargé de grains en tuyau ou autres fruits mûrs ou voisins de la maturité.

XXIV. Le maraudage commis par les militaires sous les drapeaux, se régit par le Code pénal militaire.

XXV. *Le glanage*, le *râtelage* et le *grapillage* constituent des contraventions de la nature de celles que réprime l'article 471, toutes les fois qu'ils sont exercés *avant* que la terre soit *entièrement* dépouillée et vidée de ses récoltes, ou qu'ils l'ont été *avant* le lever ou *après* le coucher du soleil; ce genre de contravention peut même être puni de la peine de *l'emprisonnement*, en outre de *l'amende*, aux termes de l'article 473.

XXVI. S'il se rattachait à la contravention des circonstances aggravantes, il faudrait appliquer au délinquant les peines prononcées par l'article du Code, dans lequel ces circonstances feraient rentrer le délit.

Si le glanage, le râtelage ou le grapillage avait été fait dans un *enclos*, fût-ce même *pendant le jour*, ce serait l'article 21 du Code rural qui deviendrait applicable, quand la terre aurait été entièrement dépouillée et vidée de ses récoltes; mais il faudrait que ce fût dans un enclos tel qu'il est défini par l'article 6, 4.me section du titre premier de ce Code; il ne suffirait pas qu'il pût être considéré comme tel, aux termes de l'article 391 du Code pénal, qui n'a pas diposé pour ce cas particulier qui est régi par une loi spéciale.

XXVII. Lorsque l'article 471 a parlé des champs *entièrement* dépouillés et vidés de leurs récoltes, ce n'a été que dans le sens que la *terre* sur laquelle le glanage, le râtelage ou le grapillage aura été exercé, n'en aura pas été entièrement dépouillée; et non pas dans celui que les champs *de toute la contrée* ne l'auraient pas encore été: cependant, si la défense en avait été faite par un règlement local, il y aurait contravention punissable de la part de ceux qui l'auraient enfreinte; car, les administrations municipales étant autorisées à donner les bans pour les récoltes, il en résulte nécessairement le droit d'en *modifier* l'exercice: aussi fut-il jugé, le 23 décembre 1818, par suite de ce droit reconnu à l'autorité municipale, qu'il y avait eu contravention punissable dans le fait d'avoir râtelé avec des râteaux *de fer*, au mépris de la défense qui en avait été faite par le maire du lieu, quoique ni le Code rural, ni le Code pénal ne l'eussent interdit.

XXVIII. Mais le glanage, le râtelage, le grapillage ne constituent des contra-

ventions punissables que lorsqu'ils sont exercés par des *étrangers :* ce serait porter atteinte à la propriété que d'en interdire l'usage aux *propriétaires* ou fermiers de l'héritage, à leurs femmes, à leurs enfans ou leurs domestiques ; *sic jud.* le 28 janvier 1820.

XXIX. L'article 471 ni aucun autre du Code, n'ayant autorisé la *confiscation* du produit des glanages, râtelages et grapillages, elle ne pourrait être légalement prononcée, sauf au propriétaire de le faire saisir et de se le faire adjuger, comme restitution ou à titre de dommages-intérêts, ce qui tend bien également à en dépouiller les prévenus ; mais ce qui ne produit pas le même effet, les confiscations devant tourner au profit de *l'État*, ou à l'avantage des *établissemens publics.*

XXX. Le n.° 11 s'occupe *des injures* autres que celles prévues depuis l'article 367 jusques et compris l'article 378 ; mais il n'en punit les auteurs qu'au cas où elles n'ont pas été *provoquées.*

Lorsque le prévenu allégue pour sa défense qu'il y a eu provocation de la part du plaignant, c'est au tribunal saisi par la plainte à juger s'il y a eu réellement provocation.

XXXI. Si l'injure avait été *précisée ou qualifiée* et qu'elle eût été rendue *publique*, ce ne serait plus l'article 471 qu'il faudrait consulter ; ce ne serait plus même l'article 467 ni les suivans du Code, mais les lois de mai 1819 et mars 1822, qui ont établi, sur le fait d'injures, une législation nouvelle.

XXXII. Pour faire rentrer la prévention dans la disposition de l'article 471, il ne suffirait pas qu'il eût été tenu des propos *grossiers*, il doit y avoir eu véritable *injure ;* c'est-à-dire, une atteinte portée à l'honneur ou à la considération des personnes : *sic jud.* le 2 juillet 1813 ; mais il fut jugé le 15 mars 1811, que l'imputation *de sorcellerie*, quelqu'absurde qu'elle soit, constitue une véritable injure, qui fait rentrer le fait dans la disposition de l'article 471 ; « attendu qu'elle peut égarer l'opinion des personnes » *superstitieuses ou trop crédules* et occasionner des résultats fâcheux au préju» dice de ceux qui en ont été l'objet » : on n'en a vu malheureusement que trop d'exemples.

XXXIII. Quoique l'article 471 n'ait parlé que des injures *proférées*, il n'y en aurait pas moins contravention punissable, lors même que l'on ne pourrait la faire résulter que *d'écrits*, ce que nous croyons avoir suffisammcnt établi dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1, pag. 395, n.° 36.

XXXIV. Quant aux injures que l'on prétendrait faire résulter de *gestes*, la loi pénale ne les a punies que dans leurs rapports avec *les fonctionnaires ou officiers publics ;* cependant, il pourrait en résulter une *provocation* suffisante de l'injure qui en aurait été la suite.

XXXV. Une plainte rendue, renfermerait des expressions injurieuses envers celui qui en serait devenu l'objet, qu'elle ne constituerait pas une injure *punissable*, lors même qu'elle n'aurait pas été couronnée du succès ; elle ne pourrait donner lieu qu'à une adjudication de dommages-intérêts : *sic jud.* le 12 juillet 1810.

XXXVI. Ce n'est que dans le cas d'injure *par récidive* que le prévenu peut être condamné à la peine de *l'emprisonnement ;* mais au cas de récidive cette peine doit toujours être infligée à la personne qui s'en est rendue coupable : *sic jud.* les 16 août et 13 décembre 1813, par application de l'article 474 ; sans que, toutefois, l'emprisonnement puisse être prononcé *pour plus de trois jours.*

XXXVII. Dans aucun cas, le prévenu condamné pour la répression de simple injure envers les *particuliers*, ne peut l'être à faire *réparation d'honneur* à l'offensé, ni verbalement, ni par écrit, ni d'aucune autre manière ; « attendu, » porte un arrêt du 8 juillet 1813, que la réparation d'honneur est une aggra- » vation de peine, et que cette aggravation n'a pas été prononcée par la loi. »

Cependant il pourrait être ordonné, *sur la demande du plaignant*, que le jugement à intervenir serait *imprimé et affiché ;* et il fut même jugé, le 25 mars 1813, que, sur sa demande, il pourrait être ordonné que la lecture du jugement serait *publiquement* faite ; mais non pas que le condamné serait tenu d'y assister : l'impression, l'affiche et la lecture du jugement ne seraient alors considérées que comme plus amples réparations civiles.

Mais, ni l'impression, ni l'affiche, ni la publication du jugement ne pourraient être ordonnées d'office, ni sur les réquisitions du ministère public, par la raison déjà dite qu'il y aurait aggravation des peines prononcées par la loi.

XXXVIII. B...., cocher de fiacre, avait été traduit devant le tribunal de police de Paris, pour avoir insulté un poste de gendarmerie, en traitant de *polissons* les gendarmes qui le composaient, et le tribunal de police avait condamné le prévenu à deux francs d'amende. Le jugement avait été exécuté ; mais ayant été dénoncé à la Cour de cassation par le procureur-général de cette Cour, de l'ordre du garde-des-sceaux, son annullation fut prononcée, par arrêt du 13 mars 1823, « attendu que la qualification de *polissons*,

donnée aux gendarmes, est un terme de *mépris* qui constitue une *injure*, et que l'injure *contre tout dépositaire ou agent de l'autorité publique*, devait toujours être distinguée de l'injure *contre les simples particuliers*; que, dans tous les cas, elle rentrait dans la compétence des tribunaux correctionnels, soit en vertu de l'article 1.^er de la loi du 17 mai 1819, soit par application de l'article 224 du Code pénal. »

XXXIX. Ce n'est que pour le cas où le prévenu aurait jeté *imprudemment* des immondices sur quelqu'un, que dispose le n.° 12 de l'article 471; si ce n'avait pas été par simple *imprudence*, le fait rentrerait dans la disposition du n.° 8 de l'article 475.

XL. Le n.° 13 de l'article 471 ne reçoit d'application qu'au cas où le terrain sur lequel on a *passé* était *préparé ou ensemencé*; d'où suit, qu'il doit en être fait une déclaration *expresse* au jugement de condamnation; mais par le fait *seul* d'y avoir *passé*, l'amende est encourue.

Si les grains étaient en tuyau, les raisins ou autres fruits mûrs ou voisins de leur maturité, ce serait le n.° 9 de l'article 475 qui deviendrait applicable.

Dans l'un ni l'autre de ces cas, il n'y aurait contravention punissable si le passage avait été autorisé *par le propriétaire*, *l'usufruitier*, *le colon ou le fermier du terrain préparé*, *ensemencé*, *ou dont les fruits auraient été mûrs ou voisins de leur maturité*; et il faudrait en dire de même si le passage avait été le fait de *leurs agens ou préposés*, chacun étant libre d'user et d'abuser de sa propriété, lorsqu'il ne peut en résulter de dommage à autrui; d'où l'on doit conclure que, les officiers du ministère public ne doivent jamais traduire en justice des individus pour de pareils faits, que sur la plainte du propriétaire, de l'usufruitier, du colon ou fermier, ou qu'après s'être assurés que ceux-ci n'interviendraient pas dans la cause pour y déclarer que c'aurait été de leur consentement que le passage aurait été pris; attendu que l'officier du ministère public pourrait se trouver ainsi désarmé par cette déclaration, et qu'il ne doit pas s'exposer à recevoir un pareil démenti.

L'exception tirée de la qualité de propriétaire, d'usufruitier, de colon, de fermier, de leurs agens ou préposés, n'est pas la seule qu'ait établie l'article 471; cet article ainsi que l'article 475 en ont fait résulter une autre, de ce que celui qui aurait pris le passage, aurait *été jouissant du droit de le prendre* sur le terrain où il aurait passé, c'est-à-dire, qui en aurait eu le droit, soit à titre de servitude proprement dite, soit pour se rendre sur sa propriété lorsqu'il ne pourrait le faire sans traverser celle de son voisin.

XLI. L'article 471 ne prévoit pas le cas où le chemin public qui confinerait

l'héritage sur lequel le passage a été pris, aurait été tellement dégradé, qu'il serait devenu impraticable; mais il ne rapporte pas la disposition de l'article 41, tit. 2 du Code rural, qui déclare que, dans un pareil état de choses, il ne peut y avoir contravention punissable.

XLII. Le n.° 13, ne distingue pas le cas où le passage a été pris sur un terrain *clos*, de celui où il l'aurait été sur un terrain *ouvert;* mais s'il y avait eu *bris de clôture*, et non pas *simple violation de clôture*, le délit rentrerait dans la disposition de l'article 456 : la simple *violation de clôture* n'est déclarée punissable par aucune loi ni règlement, lorsqu'il ne s'y rattache aucune circonstance qui en aggrave le caractère : tout se réduit alors à une indemnité proportionnée au dommage causé.

XLIII. Si c'étaient des bestiaux que l'on eût fait ou laissé passer sur un terrain préparé, ensemencé ou chargé de fruits, ce serait, d'après la nature de la contravention, soit le n.° 14 de l'article 471, soit le n.° 10, de l'article 475, qui deviendrait applicable.

Il fut jugé le 9 mars 1821, qu'une commune qui avait envoyé son bétail au pâturage dans une lande située sur le territoire de la commune voisine, ne s'était pas rendue coupable de la contravention prévue par l'article 471 du Code pénal : que si la commune défenderesse n'avait pas le droit de pacage dans cette lande, le délit rentrait dans la disposition de l'article 24, tit. 2, de la loi du 6 octobre 1791.

XLIV. Le n.° 14 semble présenter au premier coup d'œil, la même contravention que celle signalée au n.° 10 de l'article 475; cependant ces deux articles diffèrent essentiellement, en ce que le n.° 14 de l'article 471 se borne à prévoir le cas où l'on aura laissé passer son bétail sur le terrain d'autrui *avant l'enlèvement de la récolte*, lorsque le n.° 10 de l'article 475, punit le passage du bétail *dans des terres ensemencées ou chargées de récoltes;* de sorte que si les fruits étaient *séparés du sol* lorsque le passage aurait été pris, ce serait le n.° 14 de l'article 471 qui ferait la loi, tandis que ce serait au n.° 10 de l'article 475 qu'il faudrait se reporter, si la terre était *ensemencée ou chargée de récolte : sic jud.*, le 12 septembre 1822. Dans l'espèce jugée par cet arrêt, le tribunal de police n'avait prononcé que l'amende de l'article 471, contre un prévenu d'avoir fait passer son bétail sur un terrain planté de pommes de terre, et son jugement fut annullé, attendu que le n.° 14 de l'article 471 a pour objet les terres dont les fruits *ont été récoltés, mais non encore enlevés;* et que l'objet du n.° 10, de l'article 475, a pour objet *les terres ensemencées ou chargées de récoltes sur pied.*

XLV. Si c'était *dans un bois taillis* que le passage du bétail aurait eu lieu, ce serait au n.° 10 de l'article 475 qu'il faudrait recourir.

Il n'est pas nécessaire que l'on ait *fait passer* les bestiaux sur le terrain d'autrui, pour constituer la contravention réprimée par le n.° 10 de l'article 475; il suffit de les y avoir *laissé passer*, cet article ayant assimilé les deux cas dans sa disposition : mais le n.° 14 de l'article 471, ne s'étant occupé que du *laissé passer*, on peut se demander si ce serait toujours cet article qui deviendrait applicable, au cas où le prévenu aurait *fait passer* son bétail sur le terrain d'autrui, lorsque les fruits auraient été séparés du sol, mais avant *l'enlèvement de la récolte;* l'action de *laisser passer* embrasse naturellement celle *de faire passer;* car *faire et laisser faire* sont également des actes de la volonté: cependant, on peut objecter que si le législateur n'avait pas vu de différence entre les deux cas, il ne les aurait pas indiqués l'un et l'autre dans l'article 475, lorsqu'il n'avait parlé que d'un seul dans l'article 471. En ne les assimilant pas, toutefois, dans l'application de l'article 471, on pourrait se trouver dans un grand embarras; car on ne pourrait faire rentrer la contravention, au cas du *faire passer*, dans l'article 475, si les fruits *avaient été séparés du sol;* et comme elle ne rentrerait pas non plus dans l'article 471, qui n'a parlé que du *laisser passer*, le fait ne se trouverait plus punissable par aucune disposition de loi; et ce serait une inconséquence dans le Code, d'avoir puni le *laissé passer* du bétail sur le terrain d'autrui, lorsqu'il n'aurait pas prononcé de peines contre l'individu qui l'aurait *fait passer*.

ARTICLE CCCCLXXII.

Seront, en outre, confisqués, les pièces d'artifice saisies dans le cas du n.° 2 de l'article 471, les coutres, les instrumens et les armes mentionnés dans le n.° 7 du même article.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons rappelé les dispositions de cet article, sous les numéros correspondans de l'article 471; il en résulte que les pièces d'artifice doivent être confisquées, lorsqu'elles ont été *saisies* dans le cas du n.° 2 dudit article 471; c'est-à-dire, quand elles se sont trouvées sur le lieu, en contravention à la défense faite d'en tirer dans ce lieu; et il en résulte également, que les coutres de charrue, armes et instrumens qui auraient été laissés dans les rues, chemins, places ou lieux publics, ou dans les champs, *doivent* pareillement être *confisqués;*

l'article 472 n'en laisse pas la simple faculté aux juges, il est conçu dans des termes *impératifs ;* mais la confiscation ne peut porter, quant aux pièces d'artifice, que sur celles qui ont été saisies sur le lieu; lorsqu'il suffit, quant aux coutres de charrue, armes ou instrumens, qu'ils aient été mis, d'une manière quelconque, sous la main de justice, l'article 472 n'ayant pas déclaré qu'ils devraient avoir été saisis.

II. Nous avons dit aussi que la simple *tentative* des contraventions prévues et réprimées par l'article 471, ne devenait jamais punissable, cet article, ni aucun autre du Code, n'en ayant assimilé la *tentative* à leur consommation ; mais résulte-t-il de là, que la *saisie* ne peut être faite légalement des pièces d'artifice qui auraient été préparées pour être tirées sur des lieux où la défense en aurait été faite, et que l'auteur de ces préparatifs ne pût être puni des peines prononcées par l'article 471 ? Cela paraît certain, l'article 471 n'ayant prononcé de peines que contre ceux qui auraient *violé la défense de* TIRER *des pièces d'artifice en certains lieux ;* et l'article 472 n'ayant ordonné la confiscation que des pièces d'artifice saisies dans le cas du n.° 2 dudit article 471 : mais, si l'autorité locale qui est spécialement chargée de veiller à la sûreté publique, avait fait la défense de préparer des feux d'artifice sur tels lieux, et que le prévenu y eût désobéi, sa désobéissance le replacerait dans la disposition de l'article 471 ; car, il n'y aurait pas alors simple *tentative*, mais une véritable contravention.

III. Une seule des pièces d'artifice qui auraient été préparées, aurait été tirée, que toutes celles qui auraient été saisies *sur le lieu* devraient être confisquées, l'article 472 ayant parlé des pièces d'artifice qui auraient été saisies sur les lieux où la contravention aurait été commise, ce qui ne peut se rapporter qu'à celles encore existantes en cet état; autrement, il faudrait supposer dans l'article 472, la plus grande de toutes les absurdités.

ARTICLE CCCCLXXIII.

La peine d'emprisonnement, pendant trois jours au plus, pourra de plus être prononcée, selon les circonstances, contre ceux qui auront tiré des pièces d'artifice, contre ceux qui auront glané, râtelé ou grapillé en contravention au n.° 10 de l'article 471.

OBSERVATIONS.

I. La disposition de cet article est purement *facultative ;* la peine de l'em-

prisonnement qu'il prononce ne doit être toujours appliquée au prévenu qu'au cas où il est condamné pour *récidive*, aux termes de l'article 474; mais, dans l'un ni dans l'autre cas, l'emprisonnement ne peut être de *plus de trois jours*; et, pour qu'il y ait *récidive* en matière de contravention, il faut qu'il soit intervenu *un premier jugement* de condamnation contre le prévenu, *dans les douze mois précédens*, pour contravention de police commise *dans le ressort du même tribunal* : Art. 483.

II. Quoique l'article 473 parle en termes généraux *de ceux qui auront tiré des pièces d'artifice*, sa disposition ne peut s'étendre qu'à ceux qui les ont tirées en violation de l'article 471, ou de la défense qui en aurait été faite.

III. Si la peine de l'emprisonnement avait été prononcée contre un prévenu, pour la répression de tout autre contravention que celles mentionnées en l'art. 473, hors le cas de *récidive*, il y aurait fausse application de la loi pénale.

ARTICLE CCCCLXXIV.

La peine d'emprisonnement contre toutes les personnes mentionnées en l'article 471, aura toujours lieu, en cas de récidive, pendant trois jours au plus.

OBSERVATIONS.

I. De ces termes de l'article 474 : la peine d'emprisonnement *aura toujours lieu*, il en résulte *l'obligation* pour les juges de la prononcer au cas de *récidive* : *sic jud.* les 22 août 1822 et 1.er mai 1823; mais si l'emprisonnement ne peut être prononcé pour plus de *trois jours*, il peut ne l'être que pour *un seul*; en quoi l'article 474 diffère de l'article 482, qui prononce également la peine d'emprisonnement pour le cas de *récidive*, mais sans laisser aux tribunaux la faculté de le réduire à une moindre durée que celle *de cinq jours*, lorsque l'article 478, qui prononce de même que l'article 482 un emprisonnement de cinq jours, laisse au contraire aux juges la même faculté que le fait l'article 474.

II. Il fut jugé, par l'arrêt du 22 août 1822, que nous avons indiqué seulement par sa date, sous le n.° précédent, qu'au cas où il y a *récidive*, le tribunal doit toujours infliger au prévenu la peine de l'emprisonnement. Dans l'espèce sur laquelle intervint cet arrêt, le ministère public avait *conclu* à ce qu'à raison de la circonstance de *récidive*, la peine de l'emprisonnement fût appliquée au prévenu; le tribunal avait refusé de faire droit à la réqui-

sition, et l'on ne voyait dans le jugement aucune mention de la *récidive;* c'était sur ce point que portait toute la difficulté; car, s'il y avait eu *récidive*, le jugement ne pouvait échapper à la cassation, dans l'état actuel de la jurisprudence; mais pour juger s'il y avait vraiment récidive, il fallait que la Cour se livrât à la recherche des preuves qui pouvaient la constituer, ce qui semblait être hors de ses attributions; cependant, le jugement fut cassé: « attendu qu'il est établi dans la cause, par des pièces légales » et en forme authentique, que les 4 août et 1.er septembre 1821, des condam- » nations ont été prononcées contre le prévenu par le tribunal de police de » Versailles; que, lorsqu'au mois de juillet dernier ledit prévenu a été traduit » de nouveau devant ce tribunal, il avait donc déjà contre lui des jugemens » rendus, dans les douze mois précédens, pour contraventions de police com- » mises dans le ressort du même tribunal; qu'aux termes de l'article 483 du » Code pénal, il était donc en état de récidive; qu'aussi le ministère public » avait requis sa condamnation *à l'amende*, à raison de sa nouvelle condamna- » tion, et, en outre, *à un jour de prison, attendu la récidive;* — Que cependant » le tribunal, *qui ne pouvait pas déclarer et qui n'a pas déclaré non constant le fait* » *de la récidive*, et qui en a ainsi, au moins *tacitement*, reconnu la vérité, s'est » borné à prononcer contre le prévenu la peine de l'amende, et qu'il n'y a pas » ajouté celle de la prison, que l'article 474, dont la disposition *n'est pas* » *simplement facultative*, et l'article 483 obligeaient de lui infliger, puisque » des condamnations avaient déjà été prononcées contre lui aux mois d'août et » de septembre précédens, par ce même tribunal; en quoi il y a eu, par ledit » tribunal, violation des articles 474 et 483 du Code pénal. »

Pour le juger ainsi, la Cour de cassation a dû nécessairement se livrer à l'examen et à l'appréciation des pièces constitutives de la *récidive.* La Cour de cassation peut bien, sans doute, juger du mérite de l'acte sur lequel un tribunal a fondé sa décision; mais, lorsque le tribunal n'a fait aucune mention de l'acte dans son jugement, la Cour est-elle en droit de l'exhumer de l'instruction pour l'apprécier elle-même? Elle n'en aurait assurément pas eu le droit, si l'officier du ministère public n'avait pas rappelé dans ses conclusions l'acte à apprécier; mais, de ce que l'officier du ministère public avait cru pouvoir en argumenter, l'appréciation de l'acte invoqué par ce fonctionnaire se trouvait-elle placée dans les attributions de la Cour de cassation? Ce que la Cour de cassation n'aurait pu faire, au cas où l'officier du ministère public aurait gardé le silence, le pouvait-elle lorsqu'il l'avait rompu? Ce ne sont pas les conclusions du ministère public qui sont soumises, sur les recours en cassation, à l'examen de cette Cour; mais les juge-

mens qui sont intervenus. Tout ce que la loi exige pour la validité des jugemens, dans ses rapports avec les conclusions de l'officier du ministère public, c'est qu'il soit prononcé sur ses réquisitions, et le tribunal y prononce, soit qu'il les adopte en tout ou en partie, soit qu'il les rejette. Il était évident, dans l'espèce jugée par l'arrêt du 22 août 1822, que le tribunal de Versailles avait mal jugé; mais, il ne suffit pas d'avoir mal jugé pour autoriser la cassation des jugemens. Nous respectons l'arrêt, mais nous ne pouvons y applaudir dans la crainte des conséquences que l'on pourrait en faire résulter.

III. Nous avons déjà dit un mot sur la question de savoir si les dispositions de l'article 463 peuvent recevoir application aux simples contraventions de police. Nous y reviendrons dans nos observations sur l'article 475, et nous la discuterons plus amplement dans celles que nous aurons à faire sur l'article 479.

SECTION II.

DEUXIÈME CLASSE.

ARTICLE CCCCLXXV.

Seront punis d'amende, depuis six francs jusqu'à dix francs inclusivement;

1.° *Ceux qui auront contrevenu aux bans de vendanges ou autres bans autorisés par les règlemens;*

2.° *Les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, qui auront négligé d'inscrire de suite, et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre aux époques déterminées par les règlemens, ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux maires, adjoints, officiers ou commissaires de police, ou aux citoyens commis à cet effet: le tout sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'article 73 du présent Code, relativement aux crimes ou aux délits de ceux qui, ayant logé ou séjourné chez eux, n'auraient pas été régulièrement inscrits;*

3.° *Les rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, qui auraient contrevenu aux règlemens par lesquels ils sont obligés de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charge et de leurs voitures, et en état de les guider et conduire; d'occuper un seul côté des rues, chemins ou voies publiques; de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures, et, à leur approche, de leur laisser libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins;*

4.° *Ceux qui auront fait ou laissé courir les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, dans l'intérieur d'un lieu habité, ou violé les règlemens contre le chargement, la rapidité ou la mauvaise direction des voitures;*

5.° *Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard;*

6.° *Ceux qui auront vendu ou débité des boissons falsifiées; sans préjudice des peines plus sévères qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle, dans le cas où elles contiendraient des mixtions nuisibles à la santé;*

7.° *Ceux qui auraient laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisans ou féroces; ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passans, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommage;*

8.° *Ceux qui auraient jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos, et ceux aussi qui auraient volontairement jeté des corps durs ou des immondices sur quelqu'un;*

9.° *Ceux qui, n'étant propriétaires, usufruitiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, y sont entrés et y ont passé dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyau, de raisins ou autres fruits mûrs ou voisins de la maturité;*

10.° *Ceux qui auraient fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte, en quelque saison que ce soit, ou dans un bois taillis appartenant à autrui ;*

11.° *Ceux qui auraient refusé de recevoir les espèces et monnaies nationales, non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours ;*

12.° *Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidens, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire ;*

13.° *Les personnes désignées aux articles* 284 *et* 288 *du présent Code.*

OBSERVATIONS.

I. Pour la répression des contraventions spécifiées dans l'article 475, le Code ne prononce, non plus que l'a fait l'article 471, que la peine de *l'amende ;* il en porte seulement le *maximum* à dix francs, le *minimum* à six francs.

Mais le prévenu peut de même qu'aux cas prévus dans l'article 471, être en outre condamné à la peine *de l'emprisonnement*, lorsque son délit rentre dans la disposition de l'article 476, et il doit l'être toujours lorsqu'il y a *récidive*, aux termes de l'article 478.

II. Lorsqu'il est fait *application* au prévenu de l'article 475, le jugement devrait être cassé pour fausse application de la loi pénale, s'il n'avait été condamné qu'à une amende *au-dessous de six francs : sic jud.* le 11 avril 1822, sur le pourvoi du commissaire de police de la ville de Soissons ; « attendu que l'article 475 a fixé le *minimum* de l'amende *à six francs.* » Mais *quid*, si le jugement portait que la réduction de l'amende aurait été faite par application de l'article 463, à raison *des circonstances atténuantes* et de ce que le dommage causé n'excéderait pas vingt-cinq francs? Comment supposerait-on que le législateur aurait refusé de donner une pareille latitude aux tribunaux, lorsqu'il ne s'agirait de la répression que de simples *contraventions de police*, quand il les y aurait autorisés au cas de répression de véritables *délits?*

III. L'article 475 met au rang des contraventions qu'il réprime le fait d'avoir contrevenu aux *bans de vendanges et autres bans autorisés par les règlemens.* Le Code rural de 1791, art. 2, sect. v du tit. II, n'avait fait que défendre aux propriétaires de recueillir leurs *fruits de vignes non closes*, avant le jour indiqué : quant aux fruits de tout autre nature, le Code rural permettait de les enlever au moment que le propriétaire le jugeait convenable, pourvu que ce fût *sans porter préjudice à autrui.* Dans l'état de la législation actuelle, il y aurait contravention punissable, non-seulement s'il avait été contrevenu *aux bans de vendanges ;* mais même aux bans qui auraient été donnés par l'autorité locale pour la *moisson et la fauchaison.* Aussi fut-il jugé, le 25 janvier 1813, qu'il y avait eu contravention à l'article 475, de la part d'un individu qui avait conduit son bétail dans ses prés après *la première herbe levée et avant le jour indiqué pour la fauchaison des regains.* Le prévenu se défendait en disant, que l'autorité municipale avait commis un excès de pouvoir en faisant ce règlement, ce qui n'aurait pu légitimer, dans tous les cas, la contravention qu'il avait commise, les règlemens faits par les corps administratifs devant être *provisoirement* exécutés.

IV. L'article 475 ne dispose qu'à l'égard des terrains *ouverts ;* car, en terrains *clos*, le propriétaire peut en recueillir les fruits quand et de la manière qu'il croit lui être la plus avantageuse : cet article n'a rien innové, en ce point, au Code rural.

V. Le tribunal correctionnel de Romorantin avait déclaré la prescription acquise en faveur d'un prévenu d'avoir enfreint le ban de vendanges, en se fondant sur ce qu'il n'avait été fait de poursuites contre lui, que *plus d'un mois* après qu'il s'en était rendu coupable ; mais sur le pourvoi du procureur du Roi près ce tribunal, la Cour de cassation jugea, le 7 novembre 1822, que la prescription, en cette matière, ne pouvait s'opérer que par le laps *d'une année,* d'après ces considérans : « que l'art. 8, sect. 7, tit. 1.er de la loi du 6 octobre 1791, n'établit la prescription *d'un mois* que pour les délits *ruraux* prévus et punis par cette loi ; — Qu'aucune autre de ses dispositions ne rend cette prescription commune aux contraventions *au ban de vendanges ;* — Qu'au contraire, elle paraît n'avoir pas voulu la leur appliquer, puisque, d'une part, elle ne les comprend point dans la nomenclature des faits contre lesquels elle prononce des peines ; que, de l'autre, le troisième alinéa de l'art. 1.er, sect. v, tit. 1.er, les classe, non parmi les délits ruraux auxquels cette prescription est exclusivement relative, mais parmi les contraventions aux règlemens de police ; — Qu'ainsi, sous aucun rapport, la prescription d'un mois ne pouvait être invoquée contre la poursuite de la contravention au ban de ven-

danges ; — Attendu que l'article 643 du Code d'instruction criminelle, en parlant des prescriptions des actions résultant de certains délits et certaines contraventions, ne se réfère qu'à ceux des délits ou contraventions qui ne sont pas réprimés par le Code pénal ; — Qu'à l'égard de tous ceux qui sont réprimés par ce Code, c'est la prescription établie par l'article 640 du Code d'instruction criminelle qui est applicable ; — Et, attendu que la contravention au *ban de vendanges*, dont il s'agit dans l'espèce, est prévue et réprimée par l'article 475, n.° 1.er du Code pénal ; — Que, par conséquent, c'était la prescription d'un an établie par l'article 640 du Code d'instruction criminelle, qui devait être appliquée. »

VI. Tous ceux qui font *la profession de logeurs*, rentrent dans la disposition du n.° 2 de l'article 475 ; mais il ne reçoit pas d'application aux simples *particuliers*, qui auraient reçu et logé dans leurs maisons leurs parens, leurs amis, même des étrangers.

Ce seraient *des personnes du lieu* que les hôteliers et aubergistes auraient logées, que si elles avaient couché ou même simplement passé la nuit dans leurs auberges ou hôtelleries, ils seraient tenus d'inscrire leurs noms, qualités et domicile sur leur registre ; le n.° 2 de l'art. 475 ne fait, en effet, aucune distinction entre les personnes du lieu et les étrangers ; ils se trouvent tous, par suite, compris dans sa disposition.

VII. Si l'individu reçu dans l'auberge ou l'hôtelerie refusait de donner les indications qui lui seraient demandées, ou si l'aubergiste ou l'hôtelier avait quelques raisons de soupçonner qu'il lui en aurait été donné de fausses, il devrait en aller faire, à l'instant même, sa déclaration au commissaire de police du quartier : s'il avait négligé de prendre cette précaution, il ne pourrait tirer une excuse valable de ce refus ou de la fausse indication qui lui aurait été faite, pour couvrir la contravention qu'il aurait commise ; mais en cas de *fausses indications*, il faudrait qu'il fût établi que l'aubergiste ou l'hôtelier aurait agi *avec connaissance de cause* : s'il était prouvé que ç'aurait été *sciemment* qu'il aurait inscrit les fausses indications sur ses registres, ce ne serait plus une simple contravention dont il se serait rendu coupable, il aurait commis un délit qui rentrerait dans l'application de l'article 154.

VIII. Les registres sur lesquels les hôteliers et aubergistes sont tenus d'inscrire les noms, qualités et domiciles de ceux qu'ils reçoivent dans leurs maisons, doivent être écrits *de suite et sans aucun blanc* ; il doit y être fait mention *des jours d'entrée et de sortie* des personnes qu'ils y ont reçues : avoir manqué, de leur part à l'observation de ces formalités, c'est avoir encouru la peine d'amende prononcée par l'article 475.

Ils auraient également encouru cette peine par le seul fait d'avoir refusé la représentation de leur registre *aux époques déterminées par les règlemens ;* et même en *tout autre temps*, lorsqu'ils en auraient été *requis* par les maires, adjoints, officiers ou commissaires de police, *ou par tous autres citoyens commis à cet effet : (Art. 5 tit. 2, de la loi du 22 juillet 1791.)*

IX. Lorsque le fait est déclaré *constant*, le tribunal saisi ne peut restreindre arbitrairement l'amende au-dessous du *minimum* porté au présent article : *sic jud.*, le 11 avril 1822 : ce qui doit être entendu dans le sens que nous l'avons expliqué, sous le n.° 2; c'est-à-dire, lorsqu'il est fait application de l'article 475.

X. Si l'individu qui aurait logé dans l'auberge ou l'hôtelerie, et qui n'aurait pas été inscrit sur le registre *dans la forme voulue*, s'était rendu coupable de crime ou de délit, l'aubergiste ou l'hôtelier aurait encouru, *pour ce fait seul*, la responsabilité mentionnée en l'article 73, de sorte qu'il devrait être déclaré *civilement responsable des restitutions, indemnités et frais adjugés à ceux à qui le crime ou le délit aurait causé quelque dommage.*

XI. Ce n'est pas *la seule responsabilité civile* qu'encourent les hôteliers et aubergistes; il doit leur être appliqué, suivant les circonstances, les dispositions des articles 1952, 1953 et 1954 du Code civil; mais il ne s'agit là, que d'une simple responsabilité *civile*, lorsqu'il ne s'élève pas de fait de complicité à leur charge : dans le cas contraire, leur complicité les ferait rentrer dans les dispositions du droit commun, et ils deviendraient passibles *des mêmes peines* que celles applicables aux auteurs du crime ou du délit qui aurait été commis, lors même qu'ils justifieraient avoir rempli toutes les formalités exigées pour la tenue de leur registre.

XII. Le n.° 3 de l'article 475 s'occupe spécialement des conducteurs de voitures et de bêtes de charge; et il renferme plusieurs dispositions dont la violation emporte la peine *de l'amende*, et quelquefois même celle de *l'emprisonnement*, aux termes des articles 476 et 478.

Ce n.° 3 ne porte pas, comme le fait le n.° 2, que les contrevenans seront *civilement* responsables des dommages qu'ils auraient pu causer; mais il devenait inutile de le dire, l'article 1382 du Code civil, portant que : *tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ;* et l'article 1384 : *que l'on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ;* d'où suit que, le maître de la voiture ou des bêtes de charge est tenu de réparer le dommage, qu'il soit provenu de son fait, ou qu'il ait été causé *par celui de personnes dont il doit répondre.*

XIII. La première obligation imposée aux rouliers, conducteurs de voitures ou de bêtes de charge, est de se tenir *constamment à leur portée* pour être en état *de les guider et de les conduire ;* et il est de la plus haute importance de faire exécuter à la rigueur cette disposition de la loi, en ce que c'est le moyen le plus assuré de prévenir cette foule d'accidens dont l'humanité a sans cesse à gémir : il vaut mieux prévenir le mal que d'avoir à le punir.

XIV. Le même n.° 3 de l'article 475 enjoint aux conducteurs de voitures et de bêtes de charge, de n'occuper qu'un seul côté de rues, chemins ou voies publiques; de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures, et, à leur approche de leur laisser libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins.

Une déclaration du Roi, du 4 février 1786, avait ordonné aux voituriers de céder le pavé entier aux voyageurs *en poste et aux courriers* ; mais il avait été dérogé à cette déclaration, quant aux *rouliers*, par l'article 16 du décret du 28 août 1808 ; et aujourd'hui les voitures en poste ni les courriers n'ont pas d'autres priviléges que les autres voitures, il suffit de leur laisser libre la moitié des rues, chaussées, routes et chemins.

Par ordonnance du Roi du 4 février 1820, article 12, il avait été ordonné que cet article 16 du décret de 1808 serait exécuté, sous peine de 50 francs d'amende, et du double au cas de récidive ; mais cette ordonnance fut rapportée par une nouvelle du 15 mai 1822, portant que les peines déterminées par l'article 475 du Code pénal seraient seules applicables à ce cas, c'est-à-dire, celle d'une amende de dix francs à six francs.

XV. L'article 9, §. 30, de la loi du 28 germinal an 6, charge la gendarmerie de maintenir les passages libres en tout temps sur les routes et de saisir les voituriers, charretiers et autres conducteurs de voitures qui les obstrueraient.

XVI. Des règlemens particuliers déterminent le nombre de chevaux ou autres bêtes de trait, de monture ou de charge que chaque individu peut conduire sans pouvoir excéder ce nombre ; toute contravention à ces règlemens doit être punie des peines portées par l'article 475 du Code, lors même qu'il n'en serait résulté aucun dommage à autrui.

XVII. Il existe des règlemens relatifs à la pesanteur du chargement des voitures, suivant le nombre de chevaux ou autres bêtes de somme qui y sont attelés : et il a été établi à cet effet des ponts à bascule sur les différentes routes; mais les contraventions de ce genre peuvent être constatées par toutes autres voies.

XVIII. Le n.° 4 de l'article 475 n'a pas pour unique objet d'empêcher que les

voitures soient trop chargées : il met au rang des contraventions de même nature, le fait d'avoir violé les règlemens contre la *rapidité*, ou la *mauvaise direction* donnée aux voitures ; comme aussi, d'avoir fait ou laissé courir ses chevaux ou autres bêtes de trait, de charge ou de monture dans les lieux habités, lors même qu'il n'en serait résulté aucun dommage à autrui. Mais ce serait dans un lieu habité que des chevaux ou autres bêtes de trait, de monture ou de charge auraient divagué, que si c'était par suite de ce qu'ils auraient échappé *à l'active surveillance* de la personne qui aurait été chargée de leur conduite, il n'y aurait pas lieu de lui appliquer de peine ; sauf la responsabilité civile du dommage causé : *secus* au cas de *négligence* ou *d'imprudence ;* car alors, s'il en était résulté mort ou blessures d'hommes ou d'animaux, ce seraient les peines prononcées par le Code, contre les auteurs d'homicide ou de blessures commis par imprudence, que l'on aurait encourues.

Le n.° 4, ne parle que des chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture : ce qui concerne *les autres animaux* est réglé par le n.° 7.

XIX. La contravention au n.° 5, se constitue par l'établissement ou la tenue de loterie ou jeux de hasard, *dans les rues, chemins, places ou lieux publics :* et il a été jugé, les 26 mai 1813 et 1.er juin 1821, que les cafés et cabarets sont des lieux publics dans le sens de cet article. Dans l'espèce de l'arrêt du 1.er juin, la Chambre du conseil avait déclaré n'y avoir lieu de suivre contre un horloger qui avait mis une pendule en loterie, dans un café ; attendu qu'il ne résultait, de ce fait, ni crime, ni délit, ni contravention ; et il n'avait pas été formé opposition à cette ordonnance ; mais ayant été dénoncée à la Cour de cassation, de l'ordre du ministre de la justice, l'annullation en fut prononcée d'après les motifs exprimés au réquisitoire du Procureur-général, en ces termes : « L'exposant pense bien, avec le tribunal de première instance, que le fait reproché à A... ne caractérise point un délit intéressant pour la loterie royale et prévu » par l'article 410 du Code pénal ; la nature du fait dont il s'agit repousse toute » assimilation ; aussi n'est-ce pas sous ce point de vue que l'exposant dénonce » ce jugement ; — Mais si le fait reproché à A... ne constitue point un délit » prévu par l'article 410 du Code pénal, il caractérise la contravention prévue » par le n.° 5 de l'article 475 du même Code, qui punit d'une amende de 6 à » 10 francs, non-seulement ceux qui auront *établi*, mais encore ceux qui au» ront *simplement tenu* des jeux de loterie ou des jeux de hasard, dans des lieux » publics. »

Ainsi, lors même que le procès-verbal qui aurait été dressé, n'aurait pas constaté que des jeux de loterie ou de hasard auraient été *tenus*, il suffirait

qu'il en eût été *établis*, pour constituer la contravention ; ce qui résulte, en effet, de ces termes dudit n.° 5, *établi ou tenu.*

XX. Le Code pénal s'est occupé, dans trois de ses articles, *des boissons falsifiées :* et d'abord dans l'article 318, pour le cas où le mélange des boissons vendues ou débitées aurait été de *mixtions nuisibles à la santé*, et cet article prononce contre les vendeurs et débitans des peines correctionnelles ; puis dans l'article 387 qui punit également de peines correctionnelles les voituriers, bateliers ou préposés qui se sont rendus coupables d'un mélange quelconque ; ce qui fait exception, à leur égard, aux dispositions du n.° 6 de l'article 475, qui est le troisième article du Code où il en est question : mais pour rentrer dans l'application de ce n.° 6, comme pour rentrer dans celle de l'article 318, il doit y avoir eu *vente ou débit des boissons falsifiées :* la simple exposition en vente ne constituerait que la *tentative* du délit ou de la contravention, et le Code pénal n'a prononcé aucune peine pour la tentative en pareille matière ; ce qui ne veut pas dire que le vendeur devrait avoir été *pris sur le fait :* il suffirait qu'il y eût preuve, d'ailleurs, qu'il en aurait vendu ou débité.

XXI. Si c'étaient des boissons *gâtées ou corrompues* qui eussent été vendues ou débitées, ce serait l'article 21, tit. 1^er^, de la loi du 22 juillet 1791, qui deviendrait applicable.

XXII. La vente des médicamens gâtés est régie par le même article de la loi de juillet 1791, dont l'exécution a été maintenue par l'article 484 du Code pénal. On dirait vainement que cet article ne dispose que relativement *aux matières que le Code n'a pas réglées*, et qu'il s'est occupé des *boissons* dans plusieurs de ses dispositions ; attendu qu'il ne s'en est occupé que sous le rapport *de leur falsification et de leur mélange avec des matières nuisibles à la santé*, et non pas sous celui qu'elles auraient été *gâtées* ou *corrompues.*

XXIII. C'est par le fait *seul* d'avoir laissé divaguer des fous ou furieux, ou des animaux malfaisans ou féroces, et d'avoir excité ou de n'avoir pas retenu les chiens qui attaquent ou poursuivent les passans, que s'établit la contravention réprimée par le n.° 7 de l'article 475.

Mais les fous, les furieux, les animaux malfaisans ou féroces qui ont divagué doivent avoir été *sous la garde* du prévenu, et cette circonstance, constitutive de la contravention, doit, dès-lors, être déclarée en termes formels au jugement de condamnation.

XXIV. Quant aux chiens que l'on aurait excités à attaquer ou poursuivre les passans, il ne serait pas nécessaire, pour constituer la contravention, qu'ils

eussent appartenu à celui qui les aurait *excités* ; mais l'on ne pourrait faire résulter la contravention de ce que le prévenu n'aurait pas *retenu* le chien qui ne lui aurait pas *appartenu*, lors même que l'on jugerait qu'il aurait pu le faire, aucune loi ne lui en ayant imposé l'obligation.

XXV. S'il était résulté de la divagation des fous ou furieux, des animaux malfaisans ou féroces, ou des chiens qui auraient attaqué les passans, du dommage à autrui, le prévenu en deviendrait *civilement responsable :* il pourrait même lui être appliqué des peines plus sévères que celles prononcées par l'article 475, si les chiens qu'il aurait excités, ou qu'il n'aurait pas retenus avaient causé mort ou blessures à des hommes ou à des animaux.

XXVI. Quoique les *chiens* aient été mis dans une classe à part, ils peuvent être considérés, toutefois, d'après la férocité de leur caractère, comme des animaux *malfaisans ;* de sorte que, dans ce cas, il n'y aurait eu que simple *négligence* à imputer au maître qui les aurait laissé divaguer, pour autoriser sa condamnation aux peines prononcées par l'article 475 : *sic jud.* les 23 nivôse an 11, 27 janvier et 29 février 1823. Dans l'espèce de ce dernier arrêt, le jugement contre lequel était dirigé le pourvoi constatait que la chienne qui avait mordu le plaignant *appartenait au prévenu ;* que cette chienne était sur la voie publique sans qu'elle y fût à la garde de personne ; d'où résultait qu'elle était en état de divagation ; et cependant le tribunal avait refusé d'appliquer au maître les dispositions de l'article 475, sous le prétexte qu'un chien, de sa nature, n'est pas un animal malfaisant ; mais, un animal peut être malfaisant par son organisation, quoique l'espèce à laquelle il appartient ne soit pas malfaisante de sa nature : Aussi, le jugement dénoncé fut-il cassé : « Attendu que la chienne dont il s'agit » devait être réputée malfaisante par son instinct particulier, par cela que, sans » y être provoquée par de mauvais traitemens, elle avait, en état de divaga- » tion, mordu un individu ; que dès-lors il y avait lieu à l'application de » l'article 475, n.° 7, du Code pénal.... »

XXVII. Mais le propriétaire du chien l'aurait excité contre les personnes qui auraient voulu s'introduire *de force* dans sa maison ou dépendances, qu'il ne se serait pas mis en opposition avec la loi, chacun étant maître chez soi, et les chiens ayant pour destination spéciale la garde de la maison de leurs maîtres.

XXVIII. Si c'était *par force majeure* que les fous, les furieux et les animaux malfaisans ou féroces, se fussent échappés de la surveillance de leurs gardiens, et non par suite de leur négligence, ceux-ci ne deviendraient passibles d'aucune peine, pas même civilement responsables du dommage causé ; l'article 64

portant qu'il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister.

XXIX. Les administrations locales ayant la petite voirie dans leurs attributions, si elles avaient ordonné que les chiens seraient resserrés, celui qui n'aurait pas exécuté son ordre devrait être condamné, par application du n.° 1 de l'article 475 : *sic jud.* le 20 juin 1812.

XXX. Mais il fut jugé, le 27 septembre 1821, que le maire aurait fait la défense de laisser divaguer *les pigeons* dans un certain temps de l'année, que le contrevenant ne pourrait être condamné aux peines prononcées par le présent article : « attendu que les tribunaux de police ne peuvent connaître que des » faits auxquels la loi attribue le caractère de contravention, et dont elle soumet » les auteurs à des peines; — Que l'article 2 de la loi du 4 août 1789, qui veut » que les pigeons soient enfermés aux époques fixées par les communautés, que » durant ce temps ils soient regardés comme gibier, et que chacun ait le droit » de les tuer sur son terrain, est *restreint* à cette mesure répressive; qu'il ne » qualifie pas de délit ou de contravention le fait du propriétaire qui laisse » sortir et vaguer ses pigeons dans le temps prohibé, et qu'il n'attache à ce fait » aucune sorte de peine. »

XXXI. Pour rentrer dans l'application du n.° 8, qui a pour objet le jet de pierres ou autres corps durs ou des immondices, sur quelqu'un ou contre les maisons, édifices, etc., il faut avoir agi *volontairement*; s'il n'y avait pas eu *volonté*, le fait n'en constituerait pas moins une contravention; mais elle rentrerait alors dans la disposition du n.° 6 de l'article 471.

Lorsque la contravention rentre dans la disposition de l'article 475, le prévenu peut, en outre de l'amende, être condamné à la peine de *l'emprisonnement*, aux termes de l'article 476.

XXXII. L'article 475, n.° 9, ne diffère du n.° 13 de l'article 471, qu'en ce que, pour rentrer dans la disposition du n.° 9 de l'article 475, il faut que le terrain sur lequel on a passé fût chargé *de grains en tuyau, de raisins ou autres fruits mûrs ou voisins de la maturité*, tandis que le n.° 13 de l'article 471 ne dispose que pour le cas où le terrain sur lequel on a passé n'était que *préparé ou ensemencé*; mais, pour constituer la contravention réprimée par l'article 475, comme pour constituer celle qui l'est par l'article 471, le prévenu ne doit pas avoir droit de passage sur le terrain, et n'en être ni le propriétaire, usufruitier, locataire ou fermier, ni leur agent ou préposé.

XXXIII. Il n'est question au n.° 9 de l'article 475 que du passage pris par les *hommes*; le n.° 10 a disposé pour le cas où il l'aurait été par les bestiaux.

XXXIV. Le 11 juin 1813, il fut jugé que la contravention réprimée par le n.° 10 peut être poursuivie d'office, lors même que le propriétaire n'en aurait pas porté plainte ni fait la *dénonciation*. Dans l'espèce, le prévenu avait fait passer sa charrue sur un champ ensemencé de froment : le motif de décider fut que, « toute contravention de police prévue par le Code pénal donne lieu à l'action » publique pour l'application de la peine, et que la renonciation à l'action ci- » vile ne peut empêcher ni suspendre l'exercice de l'action publique. » Mais le propriétaire de l'héritage n'était pas intervenu dans la cause pour y déclarer que c'était *de son consentement* que le passage avait été pris. Les principes généraux sur lesquels la Cour de cassation a fondé son arrêt ne peuvent être contestés; mais il faut se garder de les étendre au-delà des bornes que la raison leur assigne naturellement; il serait même à désirer, qu'au cas de simple contravention de police, le ministère public ne pût agir *d'office* lorsqu'il n'en serait pas résulté d'atteinte portée à la morale publique, et que la partie prétendue lésée n'en aurait pas fait la dénonciation. D'aussi minutieuses affaires poursuivies d'office ne font qu'occasionner des frais, le plus souvent en pure perte pour le trésor public, et encombrer les tribunaux; quelquefois même à donner au ministère public le désagrément de se voir désavoué par celui qu'il suppose avoir souffert un tort ou un dommage quelconque.

XXXV. Nous avons expliqué dans nos observations sur le n.° 14 de l'article 471, la manière de concilier ce n.° 14 avec le n.° 10 de l'article 475 : ces n.os 10 et 14 doivent être appliqués dans le sens des n.os 9 de l'article 475 et 13 de l'article 471.

Que l'on ait *fait* ou *laisssé passer* le bétail, c'est chose parfaitement indifférente; et l'on s'est mis dans le cas du *laissé passer* lorsque l'on n'a pas eu sur son bétail une surveillance assez active pour l'en empêcher : pour échapper à cette application de la loi, il faudrait pouvoir dire, que le propriétaire du bétail ne serait pas tombé en contravention, s'il l'avait laissé *à l'abandon*, et que ce fût dans cet état *de délaissement* que son bétail fût entré sur la propriété d'autrui.

XXXVI. Ce serait dans un bois taillis que le passage du bétail aurait eu lieu, que la contravention rentrerait dans la disposition du n.° 10 de l'article 475, lors même qu'il serait constaté qu'il n'y aurait passé que par *échappée*; et lors même que le taillis serait une propriété de l'État, l'article 475 n'ayant fait aucune exception, et ayant, par suite, implicitement rapporté l'article 10, tit. 32, de l'ordonnance de 1669; mais si le bétail n'avait fait que suivre une clairière servant de chemin public, il n'y aurait pas contravention punissable.

Si c'était dans un taillis dont on aurait été le propriétaire, le fermier ou le colon, que l'on aurait fait ou laissé passer son bétail, le prévenu n'aurait encouru aucune peine, l'article 475 n'ayant disposé que pour le cas où le passage aurait été pris *sur le terrain d'autrui*; ce qui n'avait pas même besoin d'être dit; cependant il était bon que le législateur s'en expliquât d'une manière aussi formelle, car l'on aurait pu supposer que les bois taillis auraient été mis dans l'exception.

XXXVII. Le garde-champêtre de la commune de Bernis ayant constaté, par un procès-verbal régulier, que *des porcs* avaient été laissés divaguer *dans une prairie* appartenant à cette commune, le propriétaire de ces animaux avait été traduit devant le tribunal de police pour se voir condamner aux peines portées par l'article 475 du Code pénal et son renvoi avait été prononcé; « attendu que la prairie n'était ni ensemencée ni chargée de récolte; mais sur le recours en cassation de ce jugement, il fut annullé, par arrêt du 23 mars 1821; « motivé sur ce que, *par leur nature*, les prairies sont, *dans toutes les* » *saisons*, en état de production permanente; que par conséquent elles doivent, » en tout temps, être considérées comme chargées de récolte. »

XXXVIII. S'il n'y avait pas eu simple *passage*, mais *dépaissance*, il faudrait distinguer le cas où le bétail aurait été laissé *à l'abandon*, de celui où il y en aurait eu *garde faite*; et dire qu'au premier cas, quelle que fût la valeur du dommage causé, il n'y aurait que *contravention*, lorsque dans le second, il y aurait *délit*; ce qui résulte de la combinaison de deux arrêts des 1.er août et 31 décembre 1818.

L'arrêt du 1.er août jugea que c'était le tribunal *correctionnel* qui devait être saisi au cas *de garde faite*, lors même que le dommage causé ne serait pas *évalué* par la citation à une somme au-dessus de 15 francs, si le plaignant ne déclarait pas formellement réduire au-*dessous* de cette somme, l'indemnité qu'il se croyait en droit de réclamer : cet arrêt et celui du 31 décembre ayant eu pour objet de fixer la compétence des tribunaux, sur la matière, il importe d'en bien connaître les considérans : le premier pourvoi portait contre un arrêt rendu par la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour royale de Montpellier, qui s'était retenue et avait jugé la prévention d'un délit de dépaissance *à garde faite*; et la Cour de cassation en motiva le rejet : 1°. » Sur
» ce que l'article 24, tit. 2, de la loi du 6 octobre 1791, sur la police rurale,
» porte une première disposition générale et principale, par laquelle il est dé-
» fendu de mener sur le terrain d'autrui les bestiaux d'aucune espèce; que cette

» disposition doit être expliquée *par la peine* que cet article prononce, et que » cette peine étant fixée *à une amende égale à la valeur du dédommagement dû* » *au propriétaire*, il s'ensuit que la défense faite par cette disposition s'applique » à tous les terrains dans lesquels les bestiaux qui y seraient menés, pourraient » causer du dommage : que le n.° 10 de l'article 475 du Code pénal, n'a prévu » et puni que le fait du passage des bestiaux sur le terrain d'autrui ensemencé » ou chargé de récoltes : que ce fait est différent de celui de l'introduction des » bestiaux sur le terrain d'autrui, pour les y faire paître et divaguer : que l'ar- » ticle 24, tit. 2 de ladite loi du 6 octobre 1791, qui a pour objet ce dernier » fait, n'a donc point été abrogé par ledit article 475 du Code pénal : — 2.° Sur » ce que la compétence des tribunaux de police simple est déterminée par » l'article 137 du Code d'instruction criminelle, aux faits qui peuvent donner » lieu à une amende de 15 francs et au-dessous : *que la compétence se règle* » *d'après les faits de la plainte ou de la citation;* que le susdit article 24, tit. 2 » du Code rural, ayant ordonné que la contravention à ses dispositions serait » punie d'une amende égale à la valeur du dédommagement qui serait dû au » propriétaire, il en résulte que les tribunaux de simple police ne sont com- » pétens pour en connaître, que lorsque le propriétaire qui a éprouvé du » dommage, *en a fixé la valeur dans la plainte ou dans la citation*, à la somme » *de* 15 *francs ou au-dessous*; mais que, lorsque la valeur du dédommagement » *n'a pas été déterminée*, il n'y a pas de base à l'action de la juridiction de la » simple police, *et que la juridiction correctionnelle devient seule compétente*, » sauf à y être statué, s'il y a lieu, d'après le résultat de l'instruction, confor- » mément à l'article 192 du Code d'instruction criminelle : — *Et attendu que* » *dans l'espèce*, etc.....»

Dans celle de l'arrêt du 31 décembre, le tribunal de simple police s'était déclaré *compétent*, attendu qu'il ne s'agissait dans la cause, que de simple *dépaissance* imputée à du bétail laissé à *l'abandon*; et la Cour de cassation rejeta le pourvoi dirigé contre ce jugement : « attendu que le Code pénal n'a de dispositions » relatives à l'entrée des animaux sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé » de récolte, que dans le 10.e n.° de l'article 475, et qu'il ne s'agit dans ce n.° » que des animaux que leurs propriétaires ou conducteurs *ont fait ou laissé* » *passer sur ce terrain;* que quant *à l'introduction* des animaux sur le terrain » d'autrui, *pour les y faire pâturer ou divaguer*, ou *à l'entrée* dans le même ter- » rain, *d'animaux laissés à l'abandon*, elle ne sont l'objet d'aucune disposition du » Code pénal; qu'ainsi, et aux termes de l'article 484 du même Code, si ces deux » cas sont prévus par une loi qui fût en vigueur, à l'époque de sa promul-

» gation, cette loi a, dans les dispositions qui les concernent et qui n'ont pas été » abrogées depuis, conservé toute sa force, et doit continuer à recevoir son » exécution : — Et attendu que la loi du 6 octobre 1791, connue sous le nom » de Code rural, était en activité lors de la promulgation du Code pénal; que » par l'article 24, tit. 2 du Code rural, article qu'aucune loi postérieure n'a » abrogé, il est défendu *de mener sur le terrain d'autrui* du bétail d'aucune espèce, » sous peine d'une amende égale à la valeur du dédommagement dû au pro- » priétaire; que l'article 12, même titre, du même Code, prévoit le cas où les » dégâts sont faits sur les propriétés d'autrui, par des bestiaux de tout espèce » *laissés à l'abandon*; que cet article ne prononce aucune peine contre les pro- » priétaires des animaux qui ont causé le dommage; mais que le troisième ar- » ticle contient cette disposition : *tout délit rural ci-après mentionné, sera puni* » *d'une amende ou d'une détention, soit municipale, soit correctionnelle, ou de dé-* » *tention et d'amende réunies, selon les circonstances et la gravité du délit, sans* » *préjudice, etc.* : que le fait mentionné dans l'article 12 est donc un délit rural, » lequel n'étant pas déclaré punissable d'une peine correctionnelle, se trouve » dans la classe de ceux que la loi punit d'une peine *municipale*, appelée au- » jourd'hui peine de police : — Et attendu, que suivant l'exposé des faits, etc...»

Le demandeur argumentait fortement, dans son intérêt, de l'arrêt du 1.er août; il soutenait, qu'ayant conclu par sa citation à ce que le prévenu fût condamné *en* 400 *fr.* pour indemnité du dommage causé, le tribunal correctionnel était *seul* compétent pour en connaître; mais la Cour jugea que l'on ne pouvait assimiler le cas *d'introduction volontaire du bétail sur le terrain d'autrui* pour l'y faire pâturer ou divaguer, avec *la simple dépaissance* par suite *d'abandon*, ce qui la rendait étrangère *à la volonté* du maître du bétail.

XXXIX. La disposition du n.° 11 de l'article 475 est restrictive *aux espèces et monnaies nationales*; d'où suit, que lors même qu'il s'agirait *de monnaies étrangères ayant cours légal en France*, le refus que l'on aurait fait de les recevoir ne constituerait pas la contravention réprimée par cet article : il en serait de même s'il avait été fait refus de recevoir *des billets de la banque de France* qui n'ont pas cours *forcé* de monnaie.

Lorsque les monnaies qui sont offertes paraissent être *fausses ou altérées*, on peut exiger, avant de les recevoir, qu'elles soient *vérifiées*, et celui qui les présente ne peut se refuser à cette vérification.

XL. Si la créance a été stipulée payable en une monnaie *déterminée*, les offres qui seraient faites par le débiteur de se libérer en tout autre monnaie, fût-elle même de bonne aloi, seraient refusées, que le refus

ne constituerait pas la contravention prévue et punie par le présent article; car les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites : (*Art.* 1334 *du Code civil.*)

XLI. Dans l'absence de stipulation contraire, le créancier pourrait également refuser, sans se compromettre, de recevoir en monnaie *de cuivre ou de billon*, le paiement qui lui serait offert, si le débiteur prétendait y faire entrer de cette monnaie, pour une somme plus forte que celle autorisée par l'arrêté du directoire exécutif, du 14 nivôse an 4.

XLII. Si la valeur primitive de la pièce avait été réduite par une loi en vigueur, le créancier ne serait tenu de la recevoir que pour le montant de sa valeur réduite; mais il pourrait refuser de recevoir une pièce *rognée ou altérée de tout autre manière*, lors même qu'elle ne lui serait offerte que pour sa valeur *réelle*, attendu que ce ne serait plus qu'une *marchandise* et non pas *une véritable monnaie :* lorsqu'elle n'est ni fausse, ni altérée, elle doit être reçue *pour toute la valeur* qu'elle a cours en France.

XLIII. Il n'y a contravention punissable, aux termes du n.° 12 de l article 475, que dans la réunion des trois circonstances suivantes : *la première*, qu'il y ait eu *réquisition*; *la seconde*, que la réquisition ait été faite *pour un cas urgent; la troisième*, que le prévenu *ait pu rendre* le service pour lequel il était requis.

Cet article ne reçoit d'application qu'aux *particuliers* non revêtus d'aucun caractère public; il n'a rien de commun avec les dispositions des articles 234 et 236, qui sont *spéciaux* pour les commandans, officiers et sous-officiers de la force publique, pour les témoins et les jurés : les peines applicables aux personnes de cette qualité sont correctionnelles, tandis que les particuliers n'encourent que des peines de simple police.

XLIV. Un décret du 15 mai 1813, a disposé d'une manière *spéciale* pour le cas de refus de service, lorsqu'il s'agit de réparations urgentes à faire aux chaussées du Rhône.

XLV. Un individu requis pour faire le service de garde national, ne s'étant pas présenté à l'appel, avait été cité devant le tribunal de police et condamné à la peine portée par l'article 475; sur son recours en cassation, le jugement fut annullé, par le motif que le service pour lequel il avait été condamné, n'était pas *urgent*, qu'il n'y avait contre lui que l'exercice de l'action *civile*, aux fins de le faire condamner aux frais du remplacement. Dans les lieux où la garde nationale est organisée, celui qui en aurait fait partie, et qui aurait refusé d'y faire son service, devrait être traduit devant le conseil de discipline.

XLVI. Le n.° 13 de l'article 475 s'occupe des personnes désignées aux art. 284

et 288, et il leur déclare cet article commun quant à la *peine*; de sorte, qu'aux cas prévus aux dits articles, la peine de police n'est pas simplement *facultative*, comme elle l'aurait été si cette disposition de l'article 475 ne leur avait pas été déclarée applicable; ainsi, dans l'espèce, l'amende doit être portée au moins à *six francs*, mais sans pouvoir excéder le *maximum* de dix francs, ce qui ne reçoit d'exception qu'au cas de l'application de l'article 463.

ARTICLE CCCCLXXVI.

Pourra, suivant les circonstances, être prononcé, outre l'amende portée en l'article précédent, l'emprisonnement pendant trois jours au plus, contre les rouliers, charretiers, voituriers et conducteurs en contravention; contre ceux qui auront contrevenu à la loi par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement des voitures ou des animaux; contre les vendeurs et débitans de boissons falsifiées; contre ceux qui auraient jeté des corps durs ou des immondices.

OBSERVATIONS.

I. C'est une simple *faculté* que l'article 476 donne aux tribunaux de condamner les contrevenans qu'il désigne à *l'emprisonnement* en outre de *l'amende*, hors le cas *de récidive*, et ils ne doivent en user que dans les cas où la gravité des circonstances le commande; car la véritable peine que la loi attache aux contraventions que mentionne ledit article, est celle de *l'amende*; aussi l'article 476 a-t-il eu le soin d'ajouter, que la peine de l'emprisonnement ne serait prononcée, en outre de l'amende, que *suivant les circonstances*, ce qui est évidemment *restrictif* à ce cas; d'où suit, que le jugement qui aurait prononcé la peine de l'emprisonnement en outre de l'amende, sans avoir *motivé* la condamnation à cette double peine *sur des circonstances* qui auraient réellement aggravé le caractère de la contravention, devrait être annullé : ce n'est pas, en effet, une condamnation *arbitraire* que l'article 476 a autorisé les tribunaux de prononcer; mais un moyen de *répression*, tendant à mettre la peine en harmonie avec la nature de la contravention.

II. En autorisant la condamnation du prévenu à la peine de l'emprisonnement pour le cas de *jet de corps durs ou d'immondices*, l'article 476 ne l'a fait que dans le sens du n.° 8 de l'article 475; de sorte qu'il en serait fait une fausse application au cas où le jet de corps durs ou d'immondices aurait

eu lieu *imprudemment ;* ce genre de contravention rentrant dans la disposition du N.° 12 de l'article 471, que ne régit pas l'article 476.

III. Ce n'est aussi que pour le cas de vente ou débit de *boissons falsifiées*, sans être mélangées de matières *nuisibles à la santé*, que dispose l'article 476 : s'il y avait eu mixtion de matières nuisibles à la santé, les articles 475 et 476 deviendraient sans application ; il faudrait recourir aux articles du Code qui se sont occupés spécialement de ce genre de délit.

IV. La peine de l'emprisonnement que l'article 476 autorise les tribunaux de police à prononcer, ne peut avoir une durée de *plus de trois jours ;* elle pourrait ne l'être que *pour un seul*, qui constitue le *minimum* de ce genre de peine, en matière de simple police.

V. Il peut être utile de rappeler qu'en matière de simple police, c'est toujours par la voie de *cassation* que les jugemens doivent être attaqués, et non par celle de *l'appel*, lors même que le ministère public aurait conclu à l'application de peines plus fortes que cinq jours d'emprisonnement et que quinze francs d'amende : *sic jud.* le 26 mars 1813.

ARTICLE CCCCLXXVII.

Seront saisis et confisqués, 1.° *les tables, instrumens, appareils des jeux ou des loteries établis dans les rues, chemins et voies publiques, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs, dans le cas de l'article* 476 ; 2.° *les boissons falsifiées, trouvées appartenir au vendeur et débitant : ces boissons seront répandues ;* 3.° *les écrits ou gravures contraires aux mœurs : ces objets seront mis sous le pilon.*

OBSERVATIONS.

I. Il n'y a plus ici simple *faculté* : *sic jud.* le 13 février 1811, les boissons falsifiées doivent être confisquées et répandues et les écrits ou gravures mis au pilon : c'est une mesure d'ordre et de sûreté publique.

II. Il suffit que les boissons aient été falsifiées, lors même qu'elles ne contiendraient aucune mixtion de matières nuisibles à la santé, pour être *confiscables* dès qu'elles se trouvent appartenir *au vendeur ou débitant*, et non seulement alors elles doivent être confisquées, mais *répandues :* si elles n'appartiennent pas au vendeur ou débitant, elles doivent être remises au propriétaire ; sauf à la police d'en surveiller l'emploi.

III. Il y aurait falsification, dans le sens des articles 475 et 477, lors même que les boissons n'auraient été que surchargées *d'eau : sic jud.* le 19 février 1818. Le maire de Bercy avait rédigé un procès-verbal constatant la saisie de sept pipes de vin *mélangé d'eau* ; le propriétaire du vin saisi, traduit devant le tribunal de police, avait été condamné en l'amende de 10 francs, sans qu'il eût été ordonné que la boisson serait répandue ; et, par suite, il avait été donné main levée de la saisie au condamné ; mais le Procureur-général de la Cour de cassation ayant dénoncé le jugement à la censure de cette Cour, de l'ordre du ministre de la justice, il fut annullé dans l'intérêt de la loi, l'arrêt motivé ; « sur ce qu'il avait été reconnu par le jugement attaqué que des vins appar-» tenant à un marchand et destinés au commerce, avaient été mélangés *de deux* » *tiers d'eau* sur un tiers de vin nouveau ; que ce mélange, quoique non nui-» sible à la santé, altérait néanmoins la substance du vin et opérait ainsi la fal-» sification, fait qui, d'après les articles 475 n.° 6 et 477 du Code pénal, non-» seulement rendait son auteur passible d'une amende de six à dix francs, » mais donnait lieu à ordonner que le vin ainsi falsifié fût répandu. »

IV. Si l'on doit considérer comme falsification, dans le sens des articles 475 et 477, un simple mélange d'eau avec le vin, lorsque le vin ainsi mélangé est destiné au commerce, ce qui était l'espèce jugée par l'arrêt du 19 février, il aurait paru assez convenable que l'article 477 eût été rédigé de manière à utiliser la confiscation, au moins dans l'intérêt des pauvres, plutôt que de répandre la boisson : on n'en aurait pas moins atteint le but désiré, puisque le marchand qui aurait fait le mélange s'en trouverait privé comme si la liqueur avait été répandue.

V. L'article 477 n'a pas prévu le cas où les boissons falsifiées n'auraient pas appartenu au vendeur ou débitant, et où elles se trouveraient avoir été mélangées *de matières nuisibles à la santé*, mais il y aurait trop de danger de les rendre au propriétaire qui pourrait les remettre en circulation, pour que la police locale ne soit pas *implicitement* autorisée d'aviser aux moyens d'allier la sûreté publique, avec l'intérêt de la propriété.

VI. Quant aux gravures et écrits contraires aux mœurs, qui ont été saisis et mis ainsi sous la main de justice, qu'ils aient appartenu au vendeur ou débitant ou qu'ils fussent la propriété *de tout autre personne*, ils doivent être mis au pilon : mais pour que la confiscation puisse en être légalement prononcée, il doit être déclaré par le jugement qui intervient, qu'ils sont *contraires aux mœurs.*

VII. La confiscation *des écrits et gravures contraires aux mœurs*, que prononce l'article 477, est étrangère aux contraventions réprimées par l'article 475, qui

ne fait pas mention de ce genre de délit, mais bien l'article 139 du Code d'instruction criminelle ; d'où suit, que ce n'est pas l'article 475 qu'il faut consulter pour l'application de la peine au cas particulier, et que le tribunal saisi pourrait appliquer au contrevenant des peines plus fortes ou plus faibles que celles dudit article 475, à la charge seulement de se renfermer dans le *maximum* et le *minimum* des peines de simple police.

VIII. Non seulement les appareils des jeux de hasard ou des loteries établis *sur un lieu public* doivent être confisqués, mais même les *enjeux*, *les fonds*, *denrées*, *objets ou lots proposés aux joueurs*, lorsqu'ils auront été saisis ; de sorte que les joueurs ne seraient pas recevables dans la réclamation qu'ils feraient des sommes qu'ils auraient mises au jeu et qui auraient été saisies, lors même qu'ils seraient en état de justifier qu'elles leur auraient appartenu : mais le Code ne prononce aucune peine contre les joueurs.

ARTICLE CCCCLXXVIII.

La peine de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus, sera toujours prononcée, en cas de récidive, contre toutes les personnes mentionnées dans l'article 475.

OBSERVATIONS.

I. Cet article reçoit une application nécessaire aux personnes dénommées aux articles 284 et 288, par suite des dispositions du n.° 13 de l'article 475.

II. Tout ce que nous avons dit, au surplus, sur l'article 474, s'applique également à ce que nous aurions à dire sur l'article 478, qui n'en diffère que quant à la durée de l'emprisonnement.

SECTION III.

TROISIÈME CLASSE.

ARTICLE CCCCLXXIX.

Seront punis d'une amende de onze à quinze francs inclusivement,

1.° *Ceux qui, hors les cas prévus depuis l'article* 434 *jusques et compris l'article* 462, *auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui ;*

2.° *Ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisans ou féroces, ou par la rapidité ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ;*

3.° *Ceux qui auront occasionné les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs ;*

4.° *Ceux qui auront causé les mêmes accidens par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encombrement ou l'excavation, ou telles autres œuvres, dans ou près les rues, chemins, places ou voies publiques, sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage ;*

5.° *Ceux qui auront de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, sans préjudice des peines qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle contre ceux qui auraient fait usage de ces faux poids ou de ces fausses mesures ;*

6.° *Ceux qui emploveront des poids ou des mesures différens de ceux qui sont établis par les lois en vigueur ;*

7.° *Les gens qui font le métier de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes ;*

8.° *Les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitans.*

OBSERVATIONS.

I. Le 1.^er n.° de l'article 479 ne dispose que pour les cas qui n'ont pas été prévus depuis l'article 434 jusques et compris l'article 462, ces articles ayant établi un *maximum* particulier de peines applicables aux divers cas qui s'y trouvent mentionnés.

II. Le dommage doit avoir été causé *volontairement*, pour rendre applicable la première disposition de l'article 479; s'il n'y avait pas eu volonté, il n'y aurait que l'action *civile* à exercer en réparation *du dommage causé*; il ne suffirait pas même que celui qui aurait causé le dommage pût être accusé *de négligence*, *de maladresse ou de défaut de précaution*; mais l'article 479 ne dispose que pour le cas de dommage causé *aux propriétés mobilières d'autrui :* s'il y avait eu *mort ou blessures d'hommes ou d'animaux*, il faudrait recourir aux articles correspondans du Code pénal; et si c'était à des propriétés *immobilières* que le dommage eût été causé, le fait sortirait également des dispositions dudit article.

III. Lorsque le dommage a été causé *volontairement* aux propriétés mobilières d'autrui, le prévenu doit être *nécessairement* condamné à la peine de *l'emprisonnement*, *en outre de l'amende*, au cas de *récidive*, si l'article 463 ne peut recevoir d'application à ce cas.

IV. On ne pourrait dire qu'il y aurait eu *volonté* de la part du prévenu, lors même qu'il se serait rendu coupable du dommage causé avec connaissance de cause, s'il n'avait agi que par suite d'une *force majeure* à laquelle il n'aurait pu résister : il n'y aurait pas même contre lui l'exercice de l'action civile, le Code civil (art. 1382 et 1384) n'obligeant à réparer le dommage que l'on a pu causer à autrui que quand il est arrivé *par la faute de celui qui en est prévenu*, *ou par celle des personnes dont il doit répondre ;* et il n'y a pas de faute à imputer à celui qui n'a agi que par l'impulsion d'une force à laquelle il n'a pu résister.

V. Ce n'est que de la mort ou blessures *des animaux ou bestiaux* que s'occupe l'article 479, dans son n.° 2; s'il y avait eu mort ou blessures *d'hommes*, le délit rentrerait dans l'application de l'article 319 et des suivans, ce qui est commun aux n.os 3 et 4 dudit article 479.

VI. Si la mort ou les blessures *des animaux ou bestiaux* étaient provenues *d'autres causes* que de celles mentionnées aux n.os 2, 3 et 4, il faudrait se reporter, pour l'application de la peine, aux dispositions de l'article 30, tit. 2 du Code rural : *sic jud.* les 6 mai 1812 et 5 février 1818; mais c'est l'art. 479 qui devient applicable, toutes les fois qu'il y a eu mort ou blessures d'animaux *par le fait du prévenu*; ainsi que la Cour de cassation le jugea par son arrêt du 29 juin 1821. Dans l'espèce, la plainte portait, que le prévenu avait exercé des violences sur des animaux qui passaient dans *un chemin vicinal*, et qu'il était résulté de l'usage qu'il avait fait du bâton dont il était armé *qu'un agneau avait eu la jambe cassée et qu'une truie pleine avait été en danger d'avorter*, et le tribunal de police qui s'en était trouvé saisi, supposant que les faits dénoncés n'étaient prévus ni punis par aucune loi, avait prononcé le renvoi du prévenu; mais, sur le recours en cassation du commissaire de police établi près ce tri-

bunal, le jugement fut cassé : « attendu que, par l'article 479, §. 3 du Code » pénal, la mort ou la *blessure* des animaux et bestiaux appartenant à autrui, » occasionnée par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec mala- » dresse, est punie d'une amende de onze à quinze francs inclusivement, et » que l'article 480 autorise à prononcer, dans ce cas, la peine d'emprisonne- » ment pendant cinq jours, suivant les circonstances ; — Attendu que des faits, » tels qu'ils sont établis au procès, il ne résulte pas que le prévenu, qui a voulu » s'opposer au passage du troupeau du plaignant dans le chemin vicinal de » Montauban à Ardus, ait eu l'intention coupable de tuer, de blesser ou d'estro- » pier les animaux dont ce troupeau était composé ; que si l'un de ces animaux » a eu une jambe fracturée, ce dommage, causé par ledit prévenu à la propriété » d'autrui, doit être réputé l'effet de l'emploi ou de l'usage, sans précaution » ou avec maladresse, du bâton qu'il avait à la main, et qui, étant un instru- » ment *contondant*, est compris dans le mot armes, d'après l'article 101 du Code » pénal ; que ce fait constituait donc la contravention prévue et punie par l'ar- » ticle 479, n.° 3 dudit Code. »

VII. Que la mort ou les blessures des animaux ou bestiaux *appartenant à autrui*, aient eu lieu par l'effet de la divagation de fous ou furieux, d'animaux malfaisans ou féroces, ou qu'elles aient été occasionnées par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, la contravention est la même ; elle rentre, dans tous ces cas, dans la disposition de l'article 479, n.° 2.

VIII. Ce n.° 2 ne porte pas, comme l'a fait l'article 475, n.° 7, que les fous ou furieux qui auront causé le dommage, devraient avoir été *sous la garde du prévenu* ; mais l'on ne peut être responsable que du dommage que l'on cause à autrui par son fait, et ce n'est pas aux simples particuliers qu'est confié le soin de veiller à la sûreté publique.

IX. Le n.° 2 de l'article 479 ne parle pas non plus de *lieux habités*, ainsi que l'a fait le n.° 4 de l'article 475, et cette restriction ne peut y être suppléée. Dans quelque lieu que le dommage ait été causé à autrui par l'un des moyens exprimés en ce n.° 2 de l'article 479, il devient une circonstance aggravante de la contravention, qui la fait sortir de la disposition de l'article 475, pour rentrer dans celle de l'article 479.

Mais dans la supposition où le dommage aurait été causé par suite du chargement *excessif* des voitures ou bêtes de trait, de charge ou de monture, par la mauvaise direction qui leur aurait été donnée ou par la rapidité des chevaux ou autres bêtes de trait, de charge ou de monture, ce qui rendrait applicable l'article 479, il devrait en être fait une déclaration *expresse* au jugement de con-

damnation, puisque ce serait en ce cas seulement, que la contravention sortirait des dispositions de l'article 475, pour rentrer dans celles de l'article 479.

X. Comme il ne peut y avoir contravention punissable, par application de l'article 479, qu'au cas où il y aurait eu mort ou blessures d'animaux ou bestiaux appartenant *à autrui*, il n'y aurait lieu qu'à l'application de l'article 475, si c'étaient les animaux ou bestiaux *du prévenu* dont la mort ou les blessures auraient été occasionnées par l'un des moyens exprimés aux n.os 2, 3 et 4 de l'article 479, la mort ou les blessures de ces animaux ou bestiaux, ne pouvant être prises alors en aucune considération pour l'aggravation de la peine.

XI. Ce n'est pas seulement lorsque la mort ou les blessures ont été causées par des fous, des furieux, des animaux malfaisans ou féroces, par la rapidité, la mauvaise direction, le chargement excessif des voitures, des bêtes de trait, de charge ou de monture, que la peine de l'article 475 doit être aggravée aux termes de l'article 479; il suffit, pour donner lieu à l'aggravation des peines, que les mêmes accidens aient été causés, *par l'usage ou l'emploi d'armes, sans précaution ou avec maladresse, ou par jet de pierres ou autres corps durs*; et même qu'ils aient été occasionnés *par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encombrement ou l'excavation ou telles autres œuvres, dans ou près les rues, chemins, places ou voies publiques*, SANS LES PRÉCAUTIONS OU SIGNAUX ORDONNÉS OU D'USAGE.

C'est au tribunal saisi qu'il appartient *d'apprécier* le fait de l'emploi ou de l'usage d'armes, *sans précaution ou par maladresse*; et de quelque manière qu'il prononce sur ce point de moralité, c'est une chose irrévocablement jugée; d'où suit, que l'on ne pourrait tirer une ouverture valable de cassation, de la manière dont le tribunal aurait fait cette appréciation, lors même qu'elle pourrait être raisonnablement critiqué : mais si l'accident était arrivé par *jet de pierres ou autres corps durs*, il serait difficile de supposer, que le prévenu ne se serait pas rendu coupable, par ce fait, du délit réprimé par le présent article : cependant la chose ne serait pas impossible; mais il serait jugé que le délit ne rentrerait pas dans la disposition de l'article 479, qu'il rentrerait nécessairement dans l'application de l'article 475.

XII. Au cas de mort ou de blessures d'animaux ou de bestiaux par suite de *vétusté, dégradation, défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices*, ce serait au prévenu de justifier qu'il avait pris *les précautions ordonnées ou d'usage*, pour échapper à sa condamnation.

XIII. Il résulte de ces mots : *ou d'usage*, qui se lisent au n.° 4 de l'article 479, que le prévenu ne pourrait tirer une excuse valable, de ce que les précautions qu'il aurait dû prendre, ne lui auraient pas été *ordonnées*; ces mots : *ou*

d'usage, sont un peu *vagues*, il est vrai ; mais le législateur n'aurait pu préciser davantage sans entrer dans des détails qui eussent été nécessairement incomplets, ce qui aurait présenté des inconvéniens plus graves encore que d'avoir laissé les choses à l'appréciation des juges, qui pouvant se transporter sur le lieu et juger par eux-mêmes des précautions prises, se trouvent en état de prononcer avec connaissance de cause.

XIV. Les précautions à prendre ne sont *exigées*, au cas *d'encombrement, d'excavation ou d'autres œuvres*, qu'aux cas où ils auraient été pratiqués *dans ou près les rues, chemins, places ou voies publiques*, ce qui impose le devoir au tribunal qui prononce la condamnation de faire mention expresse de cette circonstance.

XV. Mais l'article 479 n'a pas fait la même restriction, lorsqu'il a parlé *des maisons ou édifices* qui auraient causé du dommage par suite de vétusté, de dégradation, de défaut de réparation ou d'entretien ; de sorte qu'il suffirait que les précautions *d'usage* n'eussent pas été prises, lors même qu'elles n'auraient pas été *ordonnées*, pour que les accidens que leur chute aurait pu occasionner, fissent rentrer le fait dans la disposition dudit article : le tribunal saisi n'a donc à examiner, dans cet état de choses, que le point de savoir si les maisons ou édifices dont la chute a causé le dommage, étaient dans un état *réel* de vétusté, de dégradation, de défaut de réparation ou d'entretien.

XVI. Sous la qualification générique *d'édifices*, les *murs de clôture* y sont-ils compris? Si ces murs étaient établis sur *des rues* ou *chemins publics*, nous ne ferions pas de doute qu'ils dussent être considérés comme tels ; mais il n'en serait pas de même s'ils l'étaient en *rase campagne*.

XVII. Si la mort ou les blessures d'animaux ou bestiaux avaient eu lieu *dans l'intérieur* des maisons ou édifices, lors même que ce serait pour cause de vétusté, de dégradation ou de défaut d'entretien, il n'y aurait pas de contravention punissable, personne n'étant tenu de réparer l'intérieur de ses maisons ou édifices ; cependant, si c'était une auberge ou tout autre lieu où les étrangers seraient reçus pour y loger et y héberger leurs bestiaux, il y aurait évidemment contravention punissable, au cas où le propriétaire, l'usufruitier ou le locataire, n'aurait pas pris les précautions ordonnées ou d'usage, pour éviter les accidens.

XVIII. L'article 479 n.° 5, ne dispose que pour le cas où l'on aurait tenu *de faux poids ou de fausses mesures dans les magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés* ; mais alors il ne serait pas établi *qu'il en aurait été fait usage* qu'il y aurait contravention punissable aux termes dudit article : s'il en avait été fait usage, il y aurait délit qui rentrerait dans la compétence des tribunaux correctionnels, par application de l'art. 423.

La peine n'étant plus la même, lorsqu'il a été fait usage des faux poids ou mesures, que lorsqu'ils ont été simplement tenus dans les magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, le tribunal saisi doit commencer par s'assurer de ce fait d'usage, afin d'éviter le danger de faire une fausse application de la loi pénale, en faveur ou contre le prévenu.

XIX. Pour constituer ce genre de contravention, les faux poids ou fausses mesures *devant avoir été tenus, dans les magasins, ateliers ou maisons de commerce*, l'on ne pourrait considérer comme une contravention punissable, le fait qu'il en aurait été tenu dans des maisons *particulières* : mais, ce ne seraient pas *des commerçans* qui les auraient portés dans les halles, foires ou marchés, que la disposition de l'article 479 deviendrait applicable à ceux qui se seraient mis ainsi en contravention à la loi.

XX. Le tribunal de police de Charolles, s'était déclaré *incompétent* pour connaître d'une contravention que l'on faisait résulter de ce que de fausses mesures de *litre* avaient été saisies dans le *cabaret* des prévenus, en se fondant sur ce qu'un cabaret n'était ni un magasin, ni une boutique, ni un atelier, ni une maison dans laquelle se fait la vente ou la fabrication des instrumens de pesage et de mesurage : mais son jugement fut cassé, par arrêt du 22 août 1822 : « Attendu que la première disposition du n.° 5 de l'art. 479 est générale et absolue; qu'elle comprend donc tous les magasins, boutiques et ateliers quelconques, dans lesquels il y aurait de faux poids ou de fausses mesures : que cette première disposition ne peut donc, comme l'a dit le jugement dénoncé, être restreinte aux seuls ateliers, magasins et boutiques *où se fait la vente ou la fabrication des instrumens de pesage et de mesurage*; — Que l'existence de faux poids ou de fausses mesures dans les magasins, boutiques et ateliers en général, constitue donc une contravention de police dont la connaissance et le jugement appartiennent aux tribunaux de police; — Que la deuxième disposition dudit n.° 5, n'est point *restrictive de la première;* qu'elle se rapporte à un fait d'un caractère différent prévu par l'article 423 du même Code, qui punit de peines correctionnelles ceux qui, abstraction faite des faux poids ou des fausses mesures qui seraient dans leur possession, auraient, par leur emploi, trompé sur la quantité des choses vendues; — Que le fait constaté et pour lequel les prévenus avaient été poursuivis, est seulement d'avoir eu dans leurs boutiques ou lieux de débit, de fausses mesures de litre; — Que ce fait rentrait donc dans la première disposition dudit n.° 5, et que le tribunal de police avait été conséquemment saisi d'une matière de sa compétence. »

XXI. Par *faux poids* et *fausses mesures*, l'on ne doit pas entendre *les anciens*

poids ou mesures qui seraient conformes aux anciennes matrices ; mais il n'y en aurait pas moins contravention punissable, s'il y avait preuve au procès qu'il eût été fait *emploi* de ces anciens poids ou anciennes mesures.

XXII. Ce serait *le n.°* 6 qui aurait été inséré au jugement, au lieu *du n.°* 5, ou le n.° 5 au lieu du n.° 6, que l'on ne pourrait en conclure qu'il aurait été fait une fausse application de la loi pénale, les faits réprouvés par les deux n.os emportant les mêmes peines ; de qui résulte des dispositions de l'article 411 du Code d'instruction criminelle, portant que : « Lorsque la peine prononcée sera la » même que celle portée par la loi qui s'applique au crime, nul ne pourra » demander l'annullation de l'arrêt, sous le prétexte qu'il y aurait erreur » dans la citation du texte de la loi, » et de celle de l'article 414, qui déclare la disposition dudit article 411, applicable aux arrêts et jugemens en dernier ressort rendus en matière correctionnelle et de police. Ce qui est une exception *spéciale* aux dispositions de l'article 163 du même Code, qui exige la transcription au jugement de l'article de la loi pénale qui est appliquée.

XXIII. Les faux poids ou fausses mesures qui ont été *saisis* doivent être *confisqués* (*Article* 481), et les prévenus condamnés, *selon les circonstances*, à la peine de *l'emprisonnement* en outre de *l'amende* (*Art.* 480). Ils doivent même *toujours* l'être à la peine de l'emprisonnement, *au cas de récidive*, porte l'article 482.

XXIV. Nous avons déjà fait remarquer que le n.° 6 de l'article 479 diffère du n.° 5 : 1.° en ce que, dans le n.° 5, il n'y est question *que des faux poids ou fausses mesures*, lorsque le n.° 6 ne s'occupe, au contraire, que *des poids ou mesures différens de ceux qui sont établis par les lois en vigueur ;* 2.° en ce qu'il suffit d'avoir *tenu* de faux poids ou de fausses mesures pour faire rentrer la contravention dans la disposition du n.° 5, tandis qu'il faut *avoir employé* les poids ou mesures différens de ceux établis par la loi, pour la faire rentrer dans le n.° 6.

Mais, lorsqu'il a été fait *emploi* de ces poids ou mesures différens, il importe peu *dans quel lieu* ou par *quelle personne* l'emploi en a été fait : il y a, dans tous les cas, peine encourue par son auteur : *sic jud.* le 26 septembre 1823.

XXV. Tous poids ou mesures qui n'ont pas été *soumis* à la vérification et au poinçonnement ordonnés par l'autorité locale, sont présumés différens de ceux établis par la loi, lors même qu'ils se trouveraient en avoir les plus justes proportions : *sic jud.* les 8 novembre 1811 et 5 mars 1813. Le contrevenant ne serait pas recevable à proposer pour *excuse* l'ignorance qu'il prétendrait avoir eue de l'existence du reglement.

XXVI. Il résulte de ce que la loi du 24 août 1790 a chargé les corps municipaux de l'inspection sur la fidélité et le débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure, que l'administration peut interdire à tous marchands et débitans de conserver dans leurs maisons d'autres poids ou mesures que ceux autorisés par les lois en vigueur; et que les contrevenans à ces défenses deviennent passibles de peines de police, par application de l'article 5 de cette loi du 24 août 1790; c'est ce que la Cour de cassation jugea le 13 septembre 1822, en prononçant l'annullation d'un jugement rendu par le tribunal de police de Chaumont, qui avait relaxé de la plainte deux tanneurs de cette ville qui avaient conservé dans leurs maisons d'anciens poids et mesures, en contravention à un arrêté du préfet de la Haute-Marne qui en avait fait la défense à tous marchands, négocians et débitans, sous les peines portées par la loi. L'arrêt fut motivé sur ce que : « d'après les dispositions des articles 1, » 2, 3 et 5 du tit. XI de la loi du 16-24 août 1790 et de l'article 46 de la loi » du 19-22 juillet 1791, les contraventions aux règlemens municipaux qui ont » pour objet la surveillance de la fidélité dans le débit des marchandises qui se » vendent au poids ou à la mesure, doivent être poursuivies devant les tribu- » naux de police, et punies d'une peine qui, par les articles 600 et 606 de la loi » subséquente du 3 brumaire an 4, a été fixée à une amende de la valeur d'une » à trois journées de travail, ou un emprisonnement d'un à trois jours; — » Que, par son arrêté du 1.er mars 1822, rendu par forme de règlement muni- » cipal et pour l'exécution des lois et règlemens généraux sur les poids et me- » sures, le préfet du département de la Haute-Marne a défendu à tous mar- » chands, négocians, débitans, etc., de conserver chez eux d'anciens poids et » mesures, et ordonné aux commissaires et agens de police d'en faire la recherche » et la saisie; — Que cet arrêté, ayant évidemment pour but de prévenir les in- » fidélités qui pourraient se commettre dans la vente et le débit des marchan- » dises, par l'emploi des poids et mesures prohibés qui seraient laissés à la » disposition des marchands, rentre donc dans l'application des lois de 1790 » et 1791. — Et attendu qu'il avait été constaté et reconnu au procès que des » poids anciens et prohibés ont été trouvés chez les prévenus, marchands » tanneurs à Chaumont; casse et annulle, etc. »

XXVII. La même Cour jugea, et de même par voie de cassation, le 12 juillet 1822, qu'il y avait contravention punissable de la part d'un marchand *colporteur* qui avait été trouvé dans les rues de la commune d'Asfeld, porteur d'une balance *à fléau non oscillant et fausse*. Le tribunal de police n'avait pas vu dans le fait ainsi consigné au procès-verbal une contravention punissable, attendu que la saisie n'avait pas été faite dans un magasin, atelier, boutique,

halle, foire ou marché; mais la boutique des marchands colporteurs est partout où ils portent leurs marchandises; ils ne peuvent avoir plus de privilège que le marchand *stationnaire :* il serait déraisonnable, en effet, d'admettre que les marchands *colporteurs* pussent être impunément porteurs de faux poids ou de fausses mesures ; ce serait favoriser et encourager la fraude.

XXVIII. On demande si l'acheteur comme le vendeur se rendent également coupables de la contravention, en ce sens que l'un et l'autre deviennent passibles des peines prononcées par le présent article; la question est délicate : les articles 424 et 479 laissent planer, en effet, beaucoup d'incertitude sur ce point, attendu qu'en même temps que l'article 424 renvoie à l'art. 479 par sa dernière disposition, au cas d'emploi de poids et mesures prohibés, il a déclaré dans la première que, si le vendeur et l'acheteur se sont servis, dans leurs marchés d'autres poids et mesures que ceux qui ont été établis par une loi de l'État, l'acheteur sera privé de toute action contre le vendeur qui l'aura trompé par l'usage de poids ou de mesures prohibés, sans le déclarer passible d'aucune autre peine; mais l'article 479 parle en général *de ceux qui employeront* des poids et mesures différens de ceux qui sont établis par les lois en vigueur, et l'on peut dire que celui qui achète, comme celui qui vend, en font réellement emploi. Il nous semble, toutefois, que ce serait aller trop loin que d'étendre la disposition de l'article 479 à l'acheteur comme au vendeur; car, c'est bien évidemment le vendeur qui fait *emploi* des poids et mesures : l'acheteur ne fait que consentir à ce qu'ils soient employés, lorsque c'est le *vendeur qui les fournit :* si c'était l'acheteur, la contravention lui deviendrait commune, et c'est dans ce sens que les articles cités du Code doivent être entendus.

XXIX. La loi sur l'établissement des nouveaux poids et mesures a ordonné que les marchands en auraient dans leurs boutiques et magasins, ce qui a donné lieu à une foule de contestations : ainsi, par exemple, on a voulu y assujettir les pâtissiers qui s'y sont refusés ; *attendu qu'ils ne vendent ni au poids ni à la mesure*, et leur refus a été autorisé par deux arrêts de la Cour de cassation du 4 juin 1813 ; de sorte que l'on doit tenir en principe, que la loi ne s'applique qu'aux boutiquiers qui vendent *au poids ou à la mesure.*

XXX. Faire le métier de deviner, pronostiquer ou d'expliquer les songes, c'est se rendre coupable de la contravention prévue au n.° 7 de l'article 479, qui peut emporter la peine de *l'emprisonnement* aux termes de l'article 480, et qui doit toujours être réprimée par cette peine au cas de *récidive* (*Art.* 482) : les instrumens, ustensiles et costumes servant à en favoriser l'exercice doivent de plus être saisis et confisqués : (*Art.* 481.)

Mais il faut en avoir fait le *métier* ; d'où suit, que cette circonstance constitutive du délit doit être déclarée à la charge du prévenu, au jugement de condamnation.

XXXI. Faire *métier* d'une chose, c'est exercer une *profession* à dessein d'en retirer *un bénéfice quelconque*, telle en est la définition exacte ; et comme la loi est toujours présumée avoir parlé le langage vulgaire, l'on doit en conclure que c'est dans ce sens que doit être entendu le n.° 7 de l'article 479, qui deviendrait dès-lors sans application, au cas où l'on n'en aurait fait qu'un simple amusement : on dit bien, dans un sens figuré, que tel individu fait tel *métier*, pour dire qu'il est dans l'habitude *de faire telle ou telle chose ;* mais il y aurait trop de danger de prêter aux lois un pareil sens ; cependant, l'on pourrait s'en trouver fort mal de ne pouvoir invoquer pour sa défense que l'histoire de Joseph ou celle de ce prince, si fameux dans les fastes du 19.me siècle, dont le prétendu savoir en ce genre sert d'alimens à toutes les gazettes.

XXXII. Il ne faudrait pas remonter à des temps bien reculés pour voir honorer, de la plus haute protection, les devins et ceux qui pronostiquaient et interprétaient les songes, ni remonter bien loin non plus, pour les voir brûler comme sorciers ; mais d'autres temps, d'autres mœurs : aujourd'hui, si ceux qui font le métier de deviner ne sont plus protégés, au moins ne les fait-on plus brûler ; l'on se contente de les condamner à des peines de simple police.

Que l'on favorise l'instruction du peuple, et bientôt les prétendus sorciers auront perdu tout leur empire ; ce ne seront plus que des jongleurs sans conséquence : mais ce n'est pas sous ce seul rapport que l'instruction du peuple doit être favorisée ; si l'on veut qu'il exécute les lois, il faut lui donner les moyens de connaître ce qu'elles permettent et ce qu'elles défendent ; et comment le pourra-t-il s'il n'a pas même les premiers élémens de l'instruction ? Lorsque le législateur a supposé que personne ne doit être présumé avoir ignoré la loi à laquelle il a contrevenu, il a supposé, par suite et nécessairement, que la connaissance aura pu lui en parvenir, et cette supposition doit s'évanouir devant la preuve que le prévenu ne pouvait même la connaître. Il y a, sans doute, des actions criminelles par elles-mêmes, et que la loi doit punir ; mais il en est aussi qui ne deviennent crime ou délit que parce que la loi y attache ce caractère, et c'est de celles-là seulement que nous entendons parler. Les législateurs de tous les temps ont été tellement convaincus de la vérité que la loi n'est obligatoire, pour les citoyens, qu'autant qu'elle leur est connue, qu'ils ont toujours exigé qu'il y ait eu *volonté* de commettre le crime pour le

rendre *punissable*; et peut-il y avoir *volonté* de commettre un délit, lorsque l'on ignore même que l'acte auquel on se livre est qualifié délit par la loi, et lorsqu'il ne devient tel que par une disposition formelle de la loi ? Et n'est-ce pas une supposition gratuite que d'en faire résulter la connaissance d'une promulgation tellement secrète qu'elle est ignorée de toutes autres personnes que des adeptes ? Il n'y a d'autre remède, à ce grave inconvénient, que la publication et *l'affiche* dans toutes les communes, des lois qui sont rendues, au lieu de se borner à en ordonner la simple insertion dans les registres des corps administratifs et judiciaires.

XXXIII. Les bruits ou tapages *injurieux ou nocturnes* n'auraient été le fait que *d'une seule personne*, que la contravention rentrerait dans la disposition du n.° 8 de l'article 479.

Il suffirait de même qu'ils eussent été *injurieux*, lors même qu'ils auraient eu lieu pendant *le jour*, pour les faire rentrer dans sa disposition ; et pareillement qu'ils eussent eu lieu pendant *la nuit*, lors même qu'ils n'auraient pas été *injurieux*, s'il y avait eu trouble apporté *à la tranquillité publique ;* ce qui est la *condition* de la loi : d'où suit, que cette circonstance doit être mentionnée, en termes formels, au jugement de condamnation.

XXXIV. L'âge, le sexe, la qualité des personnes, ni leur bonne conduite antérieure ne peuvent servir d'excuses valables aux prévenus de contraventions de cette nature ; sauf aux juges saisis de modifier ou d'aggraver la peine suivant les circonstances, en se renfermant dans le *maximum* et le *minimum* établis par le présent article du Code : *sic jud.* le 21 novembre 1811 ; cependant le tribunal pourrait ne faire application aux prévenus que de peines de simple police, aux termes de l'article 463 ; mais il doit alors déclarer qu'il entend faire application dudit article, et ne pas fonder la condamnation qu'il prononce sur les dispositions de l'article 479 : *sic jud.* par arrêt du 31 octobre 1822, qui annulla un jugement, qui n'avait prononcé contre les prévenus qu'une amende de 6 francs, en déclarant faire application dudit article 479. L'arrêt motivé « sur ce que le jugement attaqué avait *appliqué* » *l'article* 479, et que néanmoins il n'avait prononcé que la condamnation à » l'amende de six francs, en quoi il avait violé la disposition dudit article. »

XXXV. S'il y avait eu *des coups portés*, l'affaire sortirait des dispositions de l'article 479, pour rentrer dans celle de l'article 311 : *sic jud.* le 30 octobre 1813.

XXXVI. Les *complices* des bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, tendant à troubler la tranquillité publique doivent être punis des mêmes peines que

leur auteur, ce qui est particulier à ce genre de contravention, les articles 59 et 60 n'ayant déclaré punissable que la complicité *des crimes et délits*; c'est ce qui résulte des dispositions finales de l'article 480, et comme la loi ne détermine, pour ce cas, aucune des circonstances constitutives de la complicité, c'est aux dispositions de l'article 60 qu'il faut recourir pour savoir s'il y a eu *réellement* complicité punissable; c'est-à-dire, si les faits qui se trouvent déclarés à la charge des prévenus de complicité constituent bien réellement une complicité *légale*; de sorte qu'il ne suffirait pas de déclarer le prévenu coupable de *complicité*, les faits dont on prétend la faire résulter doivent être précisés au jugement de condamnation; mais il fut jugé, le 5 juillet 1822, par voie de cassation, qu'il y a complicité suffisamment établie, dans le *seul* fait d'avoir été du rassemblement, qu'il n'est pas nécessaire d'y avoir été porteur des instrumens sourds ou discordans qui avaient produit le tapage : il s'agissait dans l'espèce, d'un charivari.

XXXVII. L'article 479 n'ayant précisé ni pu préciser les circonstances constitutives des bruits ou tapages injurieux ou nocturnes qui peuvent tendre à troubler la tranquillité publique, a laissé au pouvoir discrétionnaire des tribunaux d'en apprécier le véritable caractère, d'après l'instruction et les débats.

XXXVIII. Le 12 septembre 1822, la Cour de cassation eut à juger la question de savoir, si un menuisier qui s'était mis à l'ouvrage, le 22 août, à 4 heures du matin, avait commis la contravention énoncée au n.° 8 de l'article 479, en troublant le repos de ses voisins; le tribunal de police s'était décidé pour l'affirmative, et il avait, en conséquence, condamné le prévenu à un franc d'amende et aux dépens pour tenir lieu de dommages-intérêts à la partie plaignante, mais sans avoir motivé son jugement sur aucun article du Code pénal, ce qui était une contravention formelle aux dispositions de l'article 163 du Code d'instruction criminelle : aussi la cassation du jugement, sous ce rapport, ne présentait-elle aucune difficulté; mais elle ne fut pas prononcée sur cet unique motif, la Cour examina la question principale, et elle la résolut en ces termes : « Attendu qu'aucune loi n'a déterminé l'heure avant laquelle il n'est » pas permis aux artisans de s'occuper des travaux de leur état; — Que le bruit » produit nécessairement par l'espèce de travaux de certaines professions, ne » saurait être mis dans la classe *des bruits ou tapages nocturnes troublant la* » *tranquillité des habitans*, qui constituent la contravention prévue et punie » par l'article 479 n.° 8, du Code pénal; — Qu'à défaut de la loi générale sur cet » objet, il pourrait y être statué par des règlemens de police locale; mais que » l'existence d'un semblable règlement, pour la ville de Caen, loin d'être prouvée

» n'est pas même alléguée; — Qu'en supposant que le fait de déplacement d'en-
» seigne ait pu être, dans l'espèce, un motif d'action pour le plaignant, il ne
» l'eût été que d'une action civile, etc. »

XXXIX. La contravention qui fait la matière de ce n.° 8, est l'une de celles que l'article 480 autorise les juges à punir de la peine *de l'emprisonnement, en outre de l'amende*, et qui doit toujours l'être de l'emprisonnement au cas de *récidive* (*Article* 482).

ARTICLE CCCCLXXX.

Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus,

1.° *Contre ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, dans les cas prévus par le n.° 3 du précédent article;* 2.° *contre les possesseurs de faux poids et de fausses mesures;* 3.° *contre ceux qui emploient des poids ou des mesures différens de ceux que la loi en vigueur a établis;* 4.° *contre les interprètes de songes;* 5.° *contre les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes.*

OBSERVATIONS.

I. Ce n'est qu'une simple *faculté* que cet article accorde aux juges de prononcer la peine de l'emprisonnement, et ils ne doivent en user que *selon les circonstances;* c'est-à-dire, lorsqu'il s'en présente d'une nature assez *grave* pour autoriser une semblable mesure; et, en effet, la peine de *l'amende* a paru suffisante au législateur pour la répression des contraventions que prévoit et punit l'article 479, lorsqu'il ne s'y rattache pas de circonstances qui en aggravent le caractère.

II. La *faculté* qui est accordée aux tribunaux d'infliger la peine de l'emprisonnement, n'est pas applicable à *toutes* les contraventions qui se trouvent mentionnées dans l'article 479; elle n'est laissée au pouvoir discrétionnaire des tribunaux que dans les *cinq* cas précisés en l'article 480. Ce n'est que quand il y a *récidive* que la peine de l'emprisonnement devient applicable à toutes les contraventions énoncées en l'article 479, mais alors elle n'est pas simplement *facultative* (*Article* 482).

III. Lorsque les tribunaux usent de la faculté qui leur est laissée par l'article 480, ils sont autorisés de prononcer l'emprisonnement pour la durée *de cinq jours;* mais, il leur est loisible de ne le prononcer que pour celle d'un jour seulement, cet article n'ayant pas fixé d'autre *minimum* que celui de la loi, et ce *minimum* est d'un jour, en matière de simple contravention de police.

IV. Il fut jugé, le 29 décembre 1815, que quand les juges prononcent la peine de l'emprisonnement, par application de l'article 480, ils n'en doivent pas moins condamner les prévenus à *l'amende :* « Attendu, porte l'arrêt, que » c'est d'une manière *absolue* que l'article 479 du Code pénal veut que les au- » teurs des tapages nocturnes soient punis d'une amende de onze à quinze » francs; que les tribunaux de police ne peuvent donc se dispenser de pro- » noncer cette peine en cas de culpabilité reconnue et déclarée; que si l'ar- » ticle 480 porte que la peine d'emprisonnement pourra aussi être prononcée » selon les circonstances, il ne s'ensuit pas que les tribunaux de police ont la » faculté de ne prononcer que l'une ou l'autre peine; mais seulement qu'ils » sont autorisés à les cumuler, suivant que le fait de la contravention présen- » terait plus ou moins de gravité; en sorte que ce n'est qu'accessoirement à la » peine de l'amende que celle de l'emprisonnement peut avoir lieu; et que, » dans aucun cas, cette dernière ne peut être prononcée seule. »

On ne doit pas s'étonner que le tribunal qui rendit le jugement annullé par cet arrêt, put croire que ne s'agissant que de la répression *d'une seule contravention*, il ne devait appliquer *qu'une seule peine* au contrevenant, lorsque la loi, sur-tout, n'en avait pas autrement disposé d'une manière expresse : on ne lit pas, en effet, dans l'article 480, que la peine de l'emprisonnement doit être prononcée *en outre de l'amende*, ni que l'emprisonnement ne soit qu'un *accessoire* de l'amende, et aucun autre article du Code ne porte non plus, en termes généraux, que l'amende, en pareil cas, sera prononcée *en outre* de l'emprisonnement. On trouve bien écrite cette disposition dans quelques articles du Code; mais ce n'est que pour des cas *spéciaux*; de sorte que ce ne peut être que par voie *d'interprétation* et dans la supposition que telle a été la pensée du législateur, que la Cour a pu fonder son arrêt. Mais, lorsqu'il s'agit *d'aggravation* de peines, peut-il être permis de se livrer à des suppositions? Si l'article 480 a autorisé les tribunaux d'appliquer la peine de *l'emprisonnement*, il n'a pas ajouté, que ce serait *sans préjudice* de l'amende prononcée par l'article 479, et il ne s'est servi d'aucune expression équivalente; ce ne peut être que par une erreur involontaire qu'il s'est glissé dans la rédaction de l'arrêt : *que, l'article* 480 *porte que la peine d'emprisonnement pourra* AUSSI *être prononcée selon les circonstances*, la

conjonction AUSSI ne se lisant pas dans l'article 480, lorsque, si elle s'y lisait, on aurait pu supposer qu'elle aurait exprimé la même pensée que ces mots : *de plus*, ou *en outre de l'amende*, qui se lisent aux articles 473 et 476 qui ont disposé sur des matières de même nature; mais l'article 480 ne renferme aucune expression dont on puisse induire que telle a été la volonté du législateur; ce ne serait, d'ailleurs, qu'une volonté supposée, qui ne pourrait avoir la force d'une loi positive exigée pour autoriser la condamnation d'un prévenu.

La rédaction de l'article 480 ne présenterait, au surplus, qu'un simple doute qu'il devrait être résolu *in favorem*. Il n'est, à la vérité, question ici que de l'application d'une peine légère; mais il ne peut pas plus être permis de condamner un prévenu à *l'amende d'un franc*, lorsque la loi ne la prononce pas, qu'il ne peut l'être de lui infliger une peine plus sévère dans le même état de choses.

V. On professe en Angleterre un respect tellement religieux pour le texte précis de la loi, que l'on pourrait quelquefois regarder l'application que l'on fait de ce principe, comme une chose vraiment absurde; les tribunaux préfèrent être taxés de trop d'indulgence, que d'user d'une rigueur que la loi n'a pas *formellement* autorisée; la lettre de la loi est pour eux l'Arche Sainte; ils ne se permettent jamais d'y rien ajouter, d'y rien retrancher; ils n'usent ni d'investigation, ni d'analyse, pour y découvrir ce que le commun des hommes, pour qui les lois sont faites, n'y voit et ne peut y voir; ils n'y lisent que ce qui s'y trouve écrit; ils ne raisonnent pas la loi; ils se bornent à l'appliquer dans les termes qu'elle est conçue. Les historiens rapportent, en preuve de ce profond respect des Anglais pour l'application littérale de la loi, l'acquittement d'un accusé du crime de *bigamie*, que le jury avait déclaré coupable d'avoir épousé *trois femmes*, et qui fut renvoyé *absous* à l'unanimité, attendu que la loi anglaise n'avait prononcé de peine que contre le *bigame*; c'est-à-dire, que contre celui qui aurait contracté un second mariage avant la dissolution du premier, et qu'elle n'avait pas prévu le cas où l'accusé en aurait contracté un *troisième*; et, cependant, il était bien évident que l'accusé n'avait fait qu'aggraver sa première faute; que celui qui a épousé *trois* femmes en a nécessairement épousé *deux*. L'absolution de cet individu ne donna que plus de confiance au peuple dans ses magistrats; et, ce fut sans aucun danger pour ses conséquences, une pareille omission pouvant être facilement réparée par une loi additionnelle.

Voici une autre anecdote moins connue et qui peint peut-être mieux encore l'esprit des tribunaux anglais. Un nommé *Christopherus* était accusé d'un crime

capital, et le jury l'avait déclaré coupable sous le nom de *Christophorus :* l'ortographe des deux mots ne différait que dans une seule lettre, un *O* à la place d'un *E*, et les juges prononcèrent l'acquittement de l'accusé, attendu que c'était *Christophorus*, et non pas *Christopherus*, que le jury avait déclaré coupable.

VI. L'article 479 a prononcé la peine de *l'amende* contre ceux qui font le métier *de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes*, et ce n'est que contre *les interprètes des songes* que l'article 480 autorise les juges à prononcer la peine de *l'emprisonnement ;* d'où suit, que c'est *dans ce dernier cas seulement* que les tribunaux peuvent user de cette faculté. Le législateur a pu en avoir un motif raisonnable, et ce qui prouve qu'il n'a pas agi sans réflexion, c'est la différence de rédaction qu'il a mise dans les articles 479, 480 et 481, ayant parlé collectivement *des devins, pronostiqueurs ou interprètes des songes* dans les articles 479 et 481, lorsqu'il a parlé restrictivement *des interprètes des songes* dans l'article 480.

ARTICLE CCCCLXXXI.

Seront, de plus, saisis et confisqués, 1.° les faux poids, les fausses mesures, ainsi que les poids et les mesures différens de ceux que la loi a établis ; 2.° les instrumens, ustensiles et costumes servant ou destinés à l'exercice du métier de devin, pronostiqueur, ou interprète de songes.

OBSERVATIONS.

I. *Voyez* nos observations sur les articles 472 et 477, qui reçoivent ici naturellement leur application.

II. Lorsque l'article 481 parle de la confiscation des poids et mesures *différens* de ceux que la loi a établis, ce n'est que dans le sens du n.° 6 de l'art. 479, dont cet article 481 n'est qu'un simple corollaire ; d'où suit, que les poids et mesures *différens* de ceux établis par la loi en vigueur ne peuvent être saisis et confisqués que dans le cas où ils auraient été *employés* ; lorsque les *faux* poids et mesures doivent l'être, lors même qu'il ne serait pas prouvé que l'on en aurait fait usage.

ARTICLE CCCCLXXXII.

La peine d'emprisonnement pendant cinq jours aura toujours lieu, pour récidive, contre les personnes et dans les cas mentionnés en l'article 479.

OBSERVATIONS.

I. Pour savoir s'il y a *récidive*, il faut consulter les dispositions de l'article 483.

II. Lorsque la récidive est bien constatée, les juges doivent toujours prononcer contre le contrevenant la peine de *cinq jours* d'emprisonnement; c'est-à-dire, celle de l'emprisonnement au *maximum*, en matière de simple police.

L'article 482 ne porte pas plus que ne le fait l'article 480, que ce sera *en outre de l'amende* que la peine de l'emprisonnement sera prononcée, et sur la question de savoir si les deux peines doivent être cumulées, il faut consulter nos observations sur cet article 480.

III. La question de savoir si, l'article 482 portant que la peine de l'emprisonnement *aura toujours lieu*, les tribunaux ne seraient pas autorisés de faire l'application au prévenu des dispositions de l'article 463 a déjà été traitée, nous n'y reviendrons pas.

IV. En disant que la peine de l'emprisonnement aura toujours lieu, *contre les personnes et dans les cas mentionnés en l'article* 479, le législateur n'a exprimé que la même idée : aussi, les articles 474 et 478, n'ont-ils parlé que *des personnes qui s'y trouvent mentionnées*, sans s'occuper *des cas qui s'y trouvent* également *mentionnés*, ce qui n'empêche pas qu'ils n'embrassent *tous les cas*, de même que l'article 482 les comprendrait tous, quand il n'aurait pas réuni les deux circonstances des *personnes* et des *cas* qui n'en constituent réellement qu'une.

DISPOSITION COMMUNE AUX TROIS SECTIONS CI-DESSUS.

ARTICLE CCCCLXXXIII.

Il y a récidive dans tous les cas prévus par le présent livre, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois

précédens, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal.

Observations.

I. Avant la mise en vigueur du Code pénal de 1810, la *récidive* en matière de contravention emportait des peines *correctionnelles*; elle n'est plus aujourd'hui punie que de peines de simple police; mais la peine *de l'emprisonnement*, doit *toujours* être appliquée. (Articles 474, 478 et 482.)

II. Pour qu'il y ait *récidive* dans le sens de l'article 483, il faut 1.° que la contravention soit de la nature de celles qui se trouvent prévues au livre 4 du Code pénal; 2.° qu'il ait été rendu un *premier* jugement contre le prévenu, *pour contravention de police*; 3.° que la contravention ait été commise dans le ressort *du même tribunal* qui a rendu le premier jugement; 4.° que ce jugement ait été rendu *dans les douze mois précédens.*

III. Il suit de ce que la nouvelle contravention doit être de la nature de celles prévues au *livre 4 du Code pénal*, que si l'on ne pouvait la faire résulter que de la disposition de tout autre loi ou règlement, l'article 483 deviendrait sans application : mais la contravention sur laquelle aurait porté *la première condamnation*, aurait eu lieu par application *de tout autre loi ou règlement*, que si la *nouvelle* rentrait dans la diposition *du livre 4 du Code*, cet art. 483 deviendrait nécessairement applicable, attendu que, tout ce qu'il exige pour constituer la *récidive*, c'est qu'un *premier* jugement ait été rendu *pour contravention de police* commise *dans les douze mois précédens*, et dans le ressort *du même tribunal.*

IV. Le *premier* jugement devant avoir été rendu *pour contravention de police*, il suit, que quand même le contrevenant aurait été condamné pour *crime* ou *délit*, dans *les douze mois précédens*, l'article 483 demeurerait sans application; et, comme aucun autre article du Code n'a prévu le cas, il en résulterait que celui qui aurait été condamné *pour crime* ou *délit*, serait puni, pour *sa contravention*, d'une moindre peine que celle qui devrait être infligée à l'individu qui ne se serait rendu coupable que *d'une première contravention;* ce qui peut paraître une inconséquence, mais ce qui n'en a pas moins de réalité.

V. Il serait constaté que le prévenu se serait rendu coupable *de diverses contraventions de police* dans le cours de la même année, que s'il n'était pas intervenu contre lui de jugement de condamnation sur l'une de ces contraven-

tions, on ne pourrait lui appliquer légalement les peines de la récidive : *sic jud.*, dans l'intérêt de la loi, le 16 août 1811.

VI. L'article 483 n'exige pas que la nouvelle contravention *soit de même nature* que celle qui a été réprimée par le premier jugement : il suffit qu'il soit intervenu un jugement de condamnation contre le prévenu, *dans les douze mois précédens* et qu'il ait été rendu *par le même tribunal*, sur *une contravention de police quelconque : sic jud.* le 26 avril 1822.

VII. C'est de mois *grégoriens* que parle l'article 483 ; l'article 40 ne reçoit d'application qu'à la *durée* de la peine ; d'où suit que, lors même que la nouvelle contravention n'aurait été commise que le 31 du mois et que la première condamnation aurait été prononcée le 31 du même mois de l'année précédente, il y aurait récidive punissable.

VIII. Pour s'assurer s'il y a récidive, c'est la date du premier jugement combinée avec celle de la nouvelle contravention qui doit être prise en considération et non pas celle du premier jugement avec celle du jugement à intervenir sur les nouvelles poursuites.

IX. Le premier jugement devant avoir été rendu *par le même tribunal* que celui qui a prononcé la *première* condamnation, y aurait-il *récidive*, dans le sens de l'article 483, si le premier jugement avait été rendu *par le maire de l'une des communes rurales du canton*, et que le prévenu, pour raison de sa nouvelle contravention, fût traduit devant le juge de paix ou devant *le maire d'une autre commune* du même canton ? Ce sera bien comme exerçant les fonctions de juge de police que *le maire de la commune*, sur le territoire de laquelle la première contravention aura été commise, aura prononcé le jugement de condamnation ; mais ce ne sera pas comme tenant le tribunal de police du canton, comme étant le délégué du juge de paix qu'il aura prononcé la condamnation du prévenu ; il n'aura fait qu'user d'un droit qui lui était *personnel ;* d'où semblerait suivre, que ce ne serait pas réellement le même tribunal de police qui aurait jugé, qui serait de nouveau saisi, mais il suffit que la nouvelle contravention ait été commise dans le ressort *du même tribunal*, et quoique les maires, dans les cas spécifiés au Code d'instruction criminelle, soient autorisés à connaître de certaines contraventions, ce n'est que comme *membres* du tribunal de police du canton ; de sorte que, l'on ne peut dire que ce ne soit pas le même tribunal qui a jugé : le juge seul a changé, le tribunal est resté le même.

X. Il y aurait moins encore de difficulté si c'était le juge de paix qui eût rendu le premier jugement, lorsque ce serait le maire d'une des communes du

canton qui se trouverait saisi de la nouvelle contravention, la juridiction du juge de paix s'étendant sur tout le territoire de son canton.

XI. Mais ce ne serait *pas le même tribunal* qui aurait jugé, ni conséquemment le cas de l'application de l'article 483, si c'était le tribunal de l'arrondissement qui eût prononcé sur la première contravention, lors même qu'il n'aurait fait qu'infliger des peines de simple police.

XII. L'administration municipale de la ville de Lille avait passé bail à G... du nettoiement des rues et de l'enlèvement des boues de la ville : il avait été stipulé dans l'acte, qu'au cas de négligence, le fermier serait traduit devant le tribunal de police et condamné à *l'amende*. Cité devant ce tribunal, pour inexécution de cette clause du bail, il avait été condamné *à l'amende* : tombé en récidive dans les douze mois de sa première condamnation, il y avait été traduit de nouveau et condamné *à l'emprisonnement et à l'amende* ; mais sur son appel, le tribunal correctionnel en avait prononcé l'infirmation, quant à la peine de *l'emprisonnement*, en motivant sa décision sur ce que, par le cahier des charges, l'appelant ne s'était soumis qu'à la peine *de l'amende* ; ce qui fut implicitement juger, que le tribunal de police avait été *compétemment* saisi. Sur le pourvoi en cassation contre ce jugement, il intervint arrêt le 12 novembre 1813, qui en prononça l'annullation, mais uniquement en ce qu'il avait été jugé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la peine de *l'emprisonnement*. Voici textuellement les considérans de cet arrêt : « Attendu qu'aux termes de l'article 50 de la loi du 14 dé» cembre 1789, l'une des fonctions propres au pouvoir municipal, est de faire jouir » les habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de » la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices » publics ; — Que l'article 3, tit. XI, de la loi du 24 août 1790, range parmi » les objets confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, tout ce » qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et » voies publiques, ce qui comprend le nettoiement, l'illumination, l'enlèvement » des encombremens ; — Que, suivant l'article 46, tit. 1.er, de la loi du 22 juil» let 1791, le corps municipal peut, sauf réformation, s'il y a lieu, par l'admi» nistration du département, faire des arrêtés sur les objets confiés à sa vigilance » et à son autorité par les articles 3 et 4, tit. XI, de la loi sur l'organisation ju» diciaire (*24 août* 1790) ; — Qu'il résulte de ces différentes lois et de celle du » 28 pluviose an 8, par laquelle les maires sont chargés de l'exercice des fonc» tions municipales, qu'en s'occupant, par son arrêté du 8 novembre 1811, » des moyens de procurer à ses concitoyens les avantages de la propreté et de la

» salubrité, et en mettant en adjudication, pour parvenir à ce but, le nettoie-
» ment des rues et l'enlèvement des boues, le maire de Lille a fait un règle-
» ment qu'il avait incontestablement le pouvoir de faire ; que, par l'article 5,
» tit. XI, de la loi citée du 24 août 1790, les contraventions aux règlemens de
» police sont déclarées punissables d'une amende pécuniaire ou d'un empri-
» sonnement par forme de correction ; — Que G..., chargé, en qualité d'adjudi-
» cataire, de l'exécution du règlement du maire de Lille, du 8 novembre 1811,
» a été subrogé à l'obligation des habitans ; que, par suite, il a été soumis aux
» peines qu'ils auraient eux-mêmes encourues par leur contravention à ce rè-
» glement, spécialement à celle de l'article 471, n.° 3, du Code pénal, textuelle-
» ment applicable à ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages ;
» — Attendu que, par un jugement du 15 février 1813, du tribunal de police de Lille,
» G... a été condamné à l'amende, pour inexécution du règlement de police du 8 no-
» vembre 1811 ; qu'au mois d'août suivant, conséquemment dans l'année de sa
» première contravention, il s'est rendu coupable d'une seconde ; que, traduit
» de nouveau au même tribunal de police, il a été condamné, par un juge-
» ment du 23 août, à un jour d'emprisonnement, à raison de la *récidive* ; mais
» que, sur l'appel par lui relevé de ce jugement, le tribunal correctionnel de
» Lille l'a déchargé de la peine de l'emprisonnement, et condamné seulement
» à une amende de 5 francs ; — qu'envain, pour justifier cette réduction de
» la peine prononcée par le premier juge, le tribunal correctionnel dit-il que
» G... ne s'était obligé que conformément aux conditions de l'adjudication,
» dans lesquelles il n'est fait aucune mention de l'article 474 du Code pénal ;
» que ce n'est pas en vertu de la convention, mais d'après la loi, que G...
» est punissable ; que du pouvoir de l'autorité municipale de faire des rè-
» glemens sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité, par la loi du
» 24 août 1790, ne dérive pas celui de déterminer arbitrairement les peines
» qui seront encourues par les contrevenans ; que ceux-ci ne peuvent, quelle
» que soit à cet égard, la disposition du règlement par eux violée, être punis
» de peines ni plus faibles, ni plus fortes que celles qui sont déterminées par
» les lois ; d'où il suit, que le silence du règlement du maire de Lille sur l'arti-
» cle 474 du Code pénal, n'a pas plus autorisé le tribunal correctionnel de
» cette ville à affranchir l'adjudicataire G... de la peine encourue par sa récidive,
» que l'énonciation, dans ce même règlement, d'autres articles de lois pénales
» inapplicables aux faits de la contravention, ne lui eût permis de le condamner
» aux peines de ces articles ; qu'en changeant en une simple peine d'amende
» la peine d'emprisonnement prononcée contre le prévenu par le tribunal de
» police, le jugement attaqué a donc violé manifestement les dispositions des

» articles 474 et 483 du Code pénal, concernant la récidive en matière de » police. »

DISPOSITION GÉNÉRALE.

ARTICLE CCCCLXXXIV.

Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code et qui sont régies par des lois et règlemens particuliers, les cours et les tribunaux continueront de les observer.

OBSERVATIONS.

I. Nous avons déjà disserté longuement sur cet article, dans nos observations sur le Code d'instruction criminelle, tom. 1.er, pag. 607, et tom. 2, pag. 390; mais il est d'une si haute importance, qu'il ne sera pas inutile d'y revenir.

II. Deux points principaux ne doivent pas être perdus de vue dans son application; le *premier*, que pour être autorisé *de recourir à d'anciennes lois et règlemens particuliers, la matière ne doit pas avoir été réglée par le présent Code*; le *second*, que la loi ou le règlement que l'on se proposerait d'appliquer fût encore en vigueur *lors de la mise en activité du Code.*

III. Si la loi ou le règlement était ABROGÉ lorsque le Code pénal fut mis en vigueur, il aurait perdu toute son autorité. Son abrogation *tacite* aurait produit le même effet que son abrogation *expresse*; et il y en aurait eu abrogation *tacite*, s'il était intervenu *des lois nouvelles qui se fussent trouvées en opposition avec l'ancienne*, ou que *l'ancienne* loi ne fût plus concordante avec la forme du Gouvernement au temps de la mise en activité du Code.

IV. L'abrogation de l'ancienne loi aurait pu résulter de la simple *désuétude*; c'est-à-dire, du temps qui se serait écoulé depuis qu'elle aurait cessé d'être appliquée, quoique des occasions de la faire exécuter se fussent présentées, s'il y avait eu, sur ce point, *uniformité de jurisprudence.*

V. L'ancienne loi n'aurait été abrogée ni expressément, ni tacitement, que si le Code pénal ou tout autre loi *postérieure*, avait établi sur la matière *un corps complet de doctrine*, il ne serait plus permis de recourir à l'ancienne législation, au cas où la loi nouvelle n'en aurait pas fait la réserve expresse.

VI. Sur la matière *d'abrogation de lois*, la Cour de cassation rendit, le 4 octobre 1822, un arrêt qu'il importe de connaître, et sur lequel nous nous permettrons quelques observations. Le sieur N...., ayant exercé la profession de

libraire *sans brevet*, avait été traduit devant le tribunal de police correctionnelle, aux fins de se voir condamner à l'amende de 500 francs, pour contravention à l'arrêt du Conseil du 28 février 1723, et par application des articles 11 et 12 de la loi du 21 octobre 1814. L'arrêt du Conseil de 1723 prononçait, en outre de *l'amende*, la *confiscation* des objets de librairie saisis et une punition *exemplaire ;* mais le procureur du Roi, qui poursuivait d'office, n'avait conclu qu'à la condamnation à *l'amende.* Le tribunal avait rejeté la demande, et son jugement avait été confirmé sur l'appel, attendu que les articles 11 et 12 de la loi du 21 octobre 1814, en exigeant que tout libraire fût *breveté et assermenté*, n'avait prononcé aucune peine contre ceux qui exerceraient sans brevet, et que les peines portées par l'article 4 de l'arrêt du Conseil de 1723, ne pouvaient recevoir aucune application à l'espèce, attendu que ce règlement avait été *abrogé* par la loi du 27 mars 1791, qui avait proclamé *le libre exercice de toute profession*, et qu'il n'avait été remis en vigueur par aucune disposition législative ; mais, sur le pourvoi en cassation du Procureur-général, l'arrêt fut cassé dans les termes qui suivent : « Vu l'article 4 du règlement du 28 février 1723, » qui punit d'une amende de 500 francs, ceux qui exercent la profession de li- » braire sans brevet ; — La loi du 17 mars 1791, qui a proclamé le libre exercice » de toute profession ; — Les articles 11 et 12 de la loi du 21 octobre 1814, qui » ont rétabli la prohibition de l'article 4 du règlement du 28 février 1723, en » ordonnant que nul ne pourra être libraire, s'il n'est breveté par le Roi, et » assermenté ; — Vu, enfin, l'article 21 de cette même loi, qui enjoint au minis- » tère public de poursuivre les contrevenans devant les tribunaux de police » correctionnelle ; — Et attendu que le règlement du 28 février 1723 *n'a été* » *abrogé par aucune disposition expresse de la loi* ; qu'il a seulement cessé de pou- » voir être exécuté dans ses dispositions prohibitives et pénales, par l'inconcilia- » bilité de ses dispositions avec celles de liberté absolue portées dans ladite loi de » 1791 ; — Que les dispositions de liberté absolue de cette loi ont été abolies, » pour la profession de libraire, par les articles 11 et 12 de celle de 1814 ; — » Que cette abolition a fait disparaître, pour cette profession, l'obstacle que la » loi de 1791 avait, à son égard, apporté à l'exécution des dispositions pénales » du règlement de 1723 ; — Que ces articles 11 et 12 *n'ayant point prononcé une* » *peine nouvelle et particulière contre leur infraction*, celle du règlement de 1723, » qui portait une amende de 500 francs, a repris sa force ; *qu'en renouvelant la* » *prohibition de ce règlement, cette loi en a virtuellement rétabli la peine ;* — QUE, » D'AILLEURS, dans son article 21, elle a ordonné au ministère public de pour- » suivre les contrevenans *devant le tribunal de police correctionnelle ;* que cette » disposition n'est point limitée aux contraventions pour lesquelles, dans

» quelques-uns de ses articles, elle a prescrit une peine; qu'elle est générale et » absolue; qu'elle se réfère donc aussi aux contraventions relatives aux disposi- » tions de ces articles 11 et 12; qu'elle ordonne donc implicitement, mais né- » cessairement, la remise en vigueur de la peine de l'amende de 500 fr., portée » dans l'article 4 du règlement de 1723, contre ces dernières contraventions. »

Cet arrêt, comme on le voit, est uniquement fondé sur la supposition que la loi du 21 octobre 1814 avait *virtuellement* rétabli la peine portée au règlement de 1723, en ordonnant que nul ne pourrait être libraire s'il n'était breveté par le Roi et assermenté; et en renvoyant à traduire les contrevenans devant les tribunaux correctionnels.

Le renvoi à la police correctionnelle ne pouvait exercer aucune influence dans la cause; car les tribunaux criminels et correctionnels peuvent être compétemment saisis, et cependant n'avoir pas de peines à prononcer; ce qui résulte clairement de la disposition de l'article 364 du Code d'instruction criminelle, portant que : « La Cour prononcera *l'absolution* de l'ac- » cusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi » *pénale.* » C'est-à-dire, par une loi qui prononce des *peines;* d'où suit, que ce n'est pas assez que les Cours d'assises et les tribunaux correctionnels aient été compétemment saisis de la connaissance d'une affaire, pour qu'ils se trouvent nécessairement obligés de prononcer des peines au cas de conviction des accusés ou des prévenus.

L'article 4 du Code pénal suppose également qu'il peut être commis des crimes, des délits et des contraventions qui n'emportent aucune peine contre leur auteur, en disposant que : « nulle contravention, nul délit, nul crime, ne » peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant » qu'ils fussent commis. » Cet article ne dit pas qu'il puisse suffire d'un *renvoi* fait à un tribunal criminel, correctionnel ou de police, pour que des peines deviennent applicables à l'accusé ou au prévenu déclaré coupable, il veut impérieusement que la loi *ait prononcé des peines* pour la répression du fait incriminé. Tout ce qui peut résulter du *renvoi* que fait la loi à un tribunal criminel, correctionnel ou de police, c'est que la Cour ou le tribunal devant qui l'affaire est portée ne peut se déclarer *incompétent;* lorsque, si le renvoi ne lui avait pas été fait, il ne pourrait en retenir la connaissance sans commettre un excès de pouvoir. Quel serait, d'ailleurs, en pareil cas, la peine que le tribunal saisi devrait appliquer, si la loi s'était bornée à lui faire un simple renvoi? Il ne peut en être prononcé *d'arbitraire* et, dans un semblable état de choses, elle le deviendrait évidemment, puisqu'elle ne pourrait l'être sur un texte précis de loi.

Le renvoi aurait été fait à une Cour criminelle, par une loi antérieure au Code d'instruction, qu'il ne serait pas même *attributif de compétence*, ce Code ne l'ayant donnée aux tribunaux criminels, correctionnels et de police, que pour juger les causes qui rentrent dans leurs attributions, et elles n'y rentrent, aux termes de l'article 1.er du Code pénal, que lorsque l'infraction est du nombre de celles que *les lois punissent* de peines afflictives ou infamantes, correctionnelles ou de police. Quand la loi qui ordonne ou qui défend est restée muette sur les peines à appliquer, il peut bien y avoir mauvaise action; mais non pas action réprimée par des peines; si la loi du 21 octobre 1814 a fait *exception* au principe général posé dans l'article 1.er du Code pénal, ce n'a été que quant *à la compétence*, et les exceptions ne peuvent être étendues d'un cas à un autre.

Il faut donc écarter toutes les inductions que l'on voudrait tirer de ce que la loi de 1814 a investi les tribunaux de police correctionnelle de la compétence au cas de désobéissance à son commandement. Reste actuellement à savoir si cette loi a fait revivre les dispositions de l'arrêt du Conseil de 1723, que l'on convient avoir été abrogé par la loi de 1791, et l'on se fonde, pour soutenir l'affirmative, sur *l'inconciliabilité* de l'abrogation de ce règlement avec la loi nouvelle; mais nous ne pouvons voir une inconciliabilité bien réelle dans le mode actuel de procéder avec l'abrogation du règlement de 1723; l'on pourrait même dire, dans notre opinion, qu'il y aurait inconciliabilité dans le rétablissement de ce règlement avec la loi de 1814, le règlement de 1723 ayant prononcé des peines qui rentrent dans la compétence des Cours d'assises, lorsque le renvoi est fait par la loi de 1814 à la police correctionnelle. La partie publique n'avait bien conclu qu'à l'application de la peine de *l'amende*; mais si le règlement de 1723 avait repris vigueur, il l'aurait reprise nécessairement dans toutes ses dispositions; et comme, dans le système de la législation actuelle, il n'a pu la reprendre dans toutes, il faut nécessairement en conclure, qu'il ne l'a reprise dans aucune, dès qu'aucune loi nouvelle n'en a restreint les dispositions.

Il aurait, dès-lors, semblé plus naturel de penser que, dans l'état des choses, la loi de 1814 n'ayant fait que de simples *défenses*, sans prononcer aucune peine, il y aurait eu lieu simplement d'ordonner que le libraire contrevenant serait tenu de fermer ses magasins jusqu'à ce qu'il eût obtenu son brevet et qu'il eût été assermenté: sauf à la puissance législative à rendre une loi additionnelle à celle de 1814, si elle l'avait jugé convenable: mais il y a chose jugée, et il faut s'y soumettre. Nos observations n'ont, en conséquence, d'autre objet que de prévenir l'abus que l'on pourrait faire de l'arrêt cité, en l'étendant, par induction, hors du cas sur lequel il a statué.

VII. On trouve de grandes lumières sur la manière d'entendre la disposition de l'article 484 du Code pénal, dans un discours de M. le Conseiller-d'État Réal, dont nous avons donné l'analyse au tom. 1.er de nos observations sur le Code d'instruction criminelle, pag. 612, n.° XII, et dans un avis du Conseil-d'État du 8 février 1812, inséré au tom. 2 du même ouvrage, pag. 390.

VIII. L'avis du Conseil-d'État, du 8 avril 1812, ayant force de loi, par l'approbation qu'il a reçue du chef du gouvernement d'alors, il faut tenir en principe que, dans tous les cas qui ont été réglés par le Code pénal, l'on ne doit plus recourir à l'ancienne législation, lors même que la *nouvelle* n'aurait pas disposé sur toutes les circonstances qui pourraient venir se rattacher au délit qui serait à réprimer, et que les circonstances *omises* auraient été prévues et punies par *l'ancienne* ; mais aussi que l'on ne peut considérer comme réglées définitivement et sans retour par le Code, les matières sur lesquelles il ne renferme pas un corps complet de législation.

IX. Toute la difficulté consiste à tirer de justes conséquences du principe ainsi modifié, et l'avis du Conseil-d'État donne encore, sur ce point, des renseignemens précieux. Dans l'espèce sur laquelle il intervint, la question qui se trouvait soumise au Conseil consistait à savoir si l'article 2 de la loi du 22 floréal an 2, devait continuer de recevoir son exécution; et il se prononça pour la *négative*, attendu que le délit prévu par cet article rentrait *nécessairement* dans les cas de résistance, de désobéissance et autres manquemens envers l'autorité publique; et que le Code pénal avait disposé, relativement à ce genre de délit, *sous une rubrique particulière*; d'où suivait, que le législateur n'y ayant pas rappelé la disposition de l'article 2 de la loi de floréal, lorsqu'il y rappelait ses autres dispositions, c'est qu'il n'avait pas voulu faire dériver un délit punissable du fait, tel qu'il était spécifié audit article.

X. En thèse générale, l'article 484 ne reçoit d'application qu'aux matières régies par des lois *spéciales*; mais, toutes les lois spéciales qui étaient en vigueur lors de la mise en activité du Code, se sont trouvées maintenues par cet article; aussi fut-il jugé, le 27 avril 1813, et l'a-t-il été souvent depuis, que la loi du 10 vendémiaire an 4, sur la responsabilité des communes, devait continuer de recevoir son exécution; et le 17 février 1814, qu'il devait en être de même des règlemens d'administration, lorsqu'ils portaient sur des matières qui rentraient dans les attributions des corps administratifs, par suite des dispositions de la loi du 24 août 1790; comme aussi les 5 décembre 1812 et 23 novembre 1821, que le Code n'avait pas abrogé l'article 20 de la loi du 22 juillet 1791, ni l'article 605 du Code de brumaire an 4, sur l'exposition en vente des comestibles avariés, gâtés ou nuisibles à la santé.

XI. Ce fut d'après le même principe que la Cour de cassation jugea, le 16 octobre 1821, que l'article 33, tit. 2 de la loi du 22 juillet 1791, et l'article 5 de celle du 28 mars 1793, portant défense d'acheter les armes et effets d'équipement des soldats, devaient continuer de recevoir leur exécution.

XII. Les lois sur la chasse se sont trouvées également maintenues par l'article 484 du Code; de sorte que c'est toujours à la loi du 30 avril 1790 que l'on doit recourir pour l'application des peines à infliger aux prévenus de ce genre de délit : la Cour de cassation a même jugé, par son arrêt du 30 mai 1822, que les lois antérieures à la loi d'avril 1790, avaient conservé toute leur force, relativement à la chasse *sur les domaines appartenant à la couronne.*

XIII. Mais il fut jugé le 11 juin 1818, que si les *nouveaux* règlemens ne prononcent que des peines *de simple police*, ce serait faire une fausse application de la loi pénale, que d'infliger au prévenu des peines *de police correctionnelle*, sur le fondement que les règlemens *antérieurs* en auraient prononcé de cette nature.

Un arrêt de règlement du parlement de Paris, avait fait défenses à tous hôtes, cabaretiers, taverniers, limonadiers et autres, de recevoir aucun individu, dans leurs maisons à une heure indue, sous peine d'une amende qui ne pourrait être moindre, pour la première fois, *de cinquante francs;* et le maire de Clamecy avait ordonné l'exécution de cet arrêt dans sa commune, ce qu'il était autorisé de faire par l'article 2 de la loi du 24 août 1790; mais ce règlement ne pouvait emporter que des peines *de simple police :* cependant, le tribunal de police du canton, devant lequel un contrevenant aux défenses du maire avait été traduit, s'était déclaré incompétent, attendu la fixation de l'amende à 50 francs, et le tribunal d'appel avait jugé de même; mais l'annullation de son jugement fut prononcée, par arrêt du 11 juin 1818;

« Attendu que les tribunaux de simple police et de police correctionnelle, » se sont trompés quand ils ont cru que l'arrêt de 1724 était maintenu par » l'article 484 du Code pénal, et devait continuer à recevoir son exécution; » que cet article ne prescrit aux Cours et tribunaux d'observer et de faire exé- » cuter que les dispositions des lois et des règlemens actuellement en vigueur; » que, lors de la promulgation du Code pénal de 1810, il existait, pour la ville » de Clamecy, au moins depuis le mois d'avril 1809, un règlement de police, » émané de l'autorité administrative compétente; qu'un des articles de ce règle- » ment a expressément le même objet que l'arrêt de 1724; que cet arrêt avait » donc cessé d'être en vigueur, relativement à cet objet depuis la pu- » blication dudit règlement qui, seul, devait être exécuté; que c'est donc

» par une violation évidente des règles de compétence, établies par la loi, » que le tribunal de police a cru ne pouvoir connaître de l'action, et que le » tribunal correctionnel en a retenu la connaissance..... »

XIV. Que ce soient des règlemens *généraux* ou simplement *locaux* qui fussent en vigueur lors de la mise en activité du Code, ils se sont également trouvés maintenus par son article 484, la seule condition imposée par cet article, pour leur maintien, étant qu'ils seraient *actuellement* en vigueur; mais ils devaient nécessairement l'être à cette époque, d'où suit que, tous les *anciens* règlemens sur les matières qui avaient été réglées par la loi du 22 juillet 1791, ne pourraient être actuellement pris en considération, lors même que les dispositions relatives de cette loi se trouveraient être aujourd'hui abrogées, puisque ces règlemens n'auraient pas été en vigueur lors de la mise en activité du Code pénal; et ainsi des autres cas semblables qui pourraient se présenter.

XV. Quoique les règlemens *locaux* se trouvent maintenus, ils ne peuvent avoir d'empire que *dans les localités* pour lesquelles ils ont été faits, et que pour les cas qui s'y trouvent textuellement *exprimés;* ce qui, sous ce dernier rapport, leur est commun avec les règlemens *généraux.*

XVI. On trouve au bulletin, pag. 164, un arrêt du 14 avril 1821 qui a déclaré d'anciens règlemens applicables, dans l'espèce suivante. Le nommé Ch... était prévenu d'avoir, *sur une place publique, saisi par derrière une jeune personne avec violence, de lui avoir ouvert la bouche et de l'avoir remplie de son :* ces faits n'ayant été accompagnés *ni de blessures, ni de coups,* ne pouvaient se rattacher à l'article 311 du Code pénal, et ils étaient pareillement étrangers aux dispositions du n.° 8 de l'article 475, qui ne s'est occupé que *de jet de corps durs ou immondices;* mais ils avaient le caractère *de voies de fait et violences légères,* mentionnées en l'article 19, n.° 2, tit. 1.er de la loi du 22 juillet 1791, et à l'article 605, n.° 8, du Code du 3 brumaire an 4; et la Cour jugea, en conséquence; «Que les voies de fait et violences légères n'étant l'objet d'aucune » disposition du Code pénal de 1810, ni d'aucune autre loi postérieure à celles » des 22 juillet 1791 et 3 brumaire an 4, les dispositions qui s'y rapportent » et qui étaient en vigueur à l'époque de la promulgation du Code pénal » sont formellement maintenues par l'article 484 de ce Code, et qu'elles auraient » dû être appliquées au fait reconnu. »

XVII. Il fut jugé, le 19 février 1813, que lorsqu'il existe une loi *spéciale* sur la matière, le délit pourrait rentrer, par quelques-unes de ses circonstances, dans la disposition du Code, que ce serait toujours la loi *spéciale* qu'il faudrait

appliquer : il était question dans la cause de la coupe et enlèvement frauduleux de plants d'osiers dans un bois, et la Cour royale avait prononcé la peine du vol contre le prévenu : son arrêt fut cassé ; « attendu qu'il ne s'agissait » que d'un simple *maraudage* prévu et puni par le Code rural de 1791, impli- » citement maintenu par le présent article du Code. »

L'importance de cette décision se fait facilement sentir : il en résulte que l'article 484 du Code pénal doit être pris en considération, soit qu'il milite *en faveur* ou *contre le prévenu.*

XVIII. La veuve H... et Marie M... avaient été traduites devant le tribunal correctionnel de Rennes sur la prévention *d'être auteurs ou complices de tapages et désordres qui avaient eu lieu journellement dans leur maison*, et le tribunal avait prononcé leur renvoi : attendu que le Code pénal n'avait pas prévu le cas et qu'il ne l'avait pas été non plus par aucun règlement émané de l'administration municipale ; mais sur le pourvoi du Procureur du Roi, le jugement fut cassé, par arrêt du 3 octobre 1823, motivé sur ce que le fait dénoncé n'ayant été l'objet ni du Code pénal, ni d'aucun arrêté du pouvoir municipal de Rennes, agissant dans l'ordre légal des fonctions administratives, il rentrait dans les dispositions d'un arrêt de règlement du parlement de Bretagne du 29 juillet 1786, et qu'aux termes de l'article 484 du Code pénal, portant que ce qui n'est pas réglé par ce Code le sera par les lois ou règlemens alors en vigueur, il y avait lieu conséquemment d'en appliquer les dispositions aux prévenues, en combinant ledit arrêt de règlement avec l'article 3, tit. 2, de la loi du 24 août 1790, et les articles 600 et 606 du Code du 3 brumaire an 4.

XIX. L'article 484 a maintenu les anciennes lois qui étaient actuellement en vigueur, à l'égard même des *crimes* qui ne se trouvaient ni prévus ni punis par le Code ; mais cet article n'a pu faire revivre les lois *antérieures* à la mise en activité du Code pénal de 1791, relativement *aux faits* qui pouvaient être considérés comme *crimes* sous l'ancienne législation, et qui n'en avaient pas conservé le caractère, sous ce Code ; son dernier article portant, qu'aucune action ne sera réputée crime à l'avenir que celles auxquelles le Code aurait attaché ce caractère ; d'où suit, qu'aucune des lois qui considéraient telle ou telle action comme *crime*, antérieurement au Code pénal de 1791, et qui n'a plus été considérée comme telle sous ce Code, n'étant plus en vigueur en 1810, lors de la mise en activité du Code pénal actuel, son article 484 n'a pu lui en imprimer le caractère.

XX. Le Code pénal de 1791 n'ayant pas renfermé la même disposition à

l'égard *des délits et des contraventions*, qu'à l'égard des *crimes*, les lois et règlemens relatifs, qu'ils fussent antérieurs ou postérieurs à ce Code, doivent continuer de recevoir leur exécution, s'ils étaient encore en vigueur lors de la promulgation du Code pénal de 1810, et que ce Code n'en eût pas autrement disposé.

XXI. L'article 484 peut avoir son utilité ; mais le vague dans lequel il est conçu laisse beaucoup à désirer pour sa perfection ; il n'y a pas, en effet, d'action, la plus innocente qu'elle fût en apparence, qui ne pût faire appliquer des peines à son auteur, si l'on voulait aller fouiller dans les anciennes lois ou règlemens. Avant donc que de se porter à en faire l'application, il faut bien s'assurer qu'ils sont en harmonie avec la législation existante et la forme du gouvernement.

NOTA.

La législation et la jurisprudence ayant subi quelques variations pendant l'impression de l'ouvrage, nous avons cru devoir les consigner dans un appendice ; et nous avons dû profiter de la circonstance pour y consigner également quelques nouvelles observations sur les points déjà discutés, mais qui nous avaient d'abord échappé ; au moyen de quoi le lecteur se trouvera parfaitement au courant jusqu'au jour de sa publication.

Pour faciliter le rapprochement des nouvelles observations avec les anciennes, nous avons indiqué, dans l'appendice, la page et le numéro auxquels elles viennent se rattacher.

APPENDICE

DU PREMIER VOLUME.

AJOUTEZ, *pag.* 36, *à la suite des observations sur l'art.* 5. — Un auteur d'un grand poids, parlant de la peine de *mort* appliquée en France aux *déserteurs*, fait ces réflexions : « Les étrangers sentent mieux que, nous que la crainte du tré-» pas n'est pas le frein le plus puissant pour retenir des hommes tellement fa-» miliarisés par état avec l'image de la mort, qu'ils se font un mérite de la bra-» ver. Tel qui n'aurait pas risqué les galères, risque de passer par les armes. » Le supplice d'un déserteur à qui on casse la tête ne frappe qu'un moment » ceux qui en sont témoins ; les impressions que ce spectacle fait sur des gens » non attachés à la vie, ne tardent pas à s'effacer ; mais le soldat qui vivrait » tous les jours en coupable, enchaîné, mal vêtu, mal nourri, avili et condamné » à des travaux ignobles, en serait vivement et profondément affecté. Quel effet » ne produirait pas cette vue sur des hommes sensibles à la honte, ennemis du » travail et amoureux de la liberté ! »

Ajoutez, pag. 42, *à la suite du* 1.er *alinéa du* n.° X. — Quoique, dans nos observations sur le Code, d'instruction criminelle nous ayons déjà traité assez longuement la question de savoir si l'article 33 du Code civil s'est trouvé implicitement abrogé par l'article 66 de la Charte constitutionnelle, portant abolition de la *confiscation* des biens, et que nous n'ayons connaissance d'aucun ouvrage qui ait combattu l'opinion que nous avons émise en nous prononçant pour *l'affirmative;* cependant, comme nous avons remarqué, dans les conversations particulières, quelque dissentiment, nous ne croyons pas inutile, à raison de l'importance de la question, d'ajouter quelques nouvelles observations à l'appui de notre opinion.

M. *Locré*, page 455 du premier volume de *l'Esprit du Code civil*, résume ainsi la discussion qui s'établit au Conseil-d'État, sur cet article 33: « En pri-» vant le condamné de ses droits *civils*, la loi lui avait laissé ses droits *naturels;* » ainsi la capacité d'acquérir et de posséder lui demeurait ; mais la capa-» cité de transmettre ses biens à ses héritiers lui étant refusée, que devenait le

» patrimoine nouveau qu'il pouvait se former ? L'article 33 décide cette ques-» tion par le principe que l'État succède à tout homme qui n'a pas d'héritier : » c'est pour le rappeler qu'on a employé le mot *déshérence*, en indiquant la » cause pour laquelle les biens sont dévolus à la nation ; il écarte toute idée » de *confiscation ;* idée d'ailleurs déjà détruite par la première disposition de » l'article 25 qui ouvre la succession du condamné au profit de sa famille. »

Le motif qui fit prononcer la *déshérence* des biens acquis par le condamné *depuis* sa mort civile encourue, fut donc que le condamné à la mort civile, ne laissant pas d'héritier, les biens qu'il possédait à son décès devaient appartenir à l'État, à titre de succession *irrégulière* : mais ce qu'il est important de remarquer, c'est que l'article 25, dont l'article 33 n'a été que le corollaire, ne porte pas que les parens du condamné ne pourront prétendre aucun droit aux biens qu'il aurait acquis depuis sa condamnation ; mais uniquement « qu'il ne » peut plus ni recueillir aucune *succession*, ni transmettre, *à ce titre, les biens* « *qu'il a acquis par la suite ;* qu'il ne peut *ni disposer de ses biens*, en tout ou en » partie, soit par donation entre vifs, soit par testament, ni recevoir à ce » titre... » ; ce qui ne voulait pas dire que ses parens seraient privés des biens qu'il délaisserait à son décès ; mais seulement qu'il ne pourrait *en disposer*, que ses parens ne pourraient les recueillir *à titre de succession*, *à titre d'héritiers ;* ce qui ne les mettait pas dans l'incapacité de les recueillir *à tout autre titre*, comme *étant ses plus proches parens ou ayant cause* : l'article 25 du Code civil n'était qu'une *modification* de la propriété dans les mains du possesseur qui se trouva bien privé, par sa mort civile, de transmettre ses biens acquis, *à titre de succession*, de disposer *par testament ou par donation ;* mais qui ne dépouillait pas ses parens d'une manière *absolue* des biens qu'il délaissait : le législateur en fut tellement convaincu, qu'il crut nécessaire d'insérer dans le Code l'article 33, et de déclarer que les biens acquis par le condamné, *depuis* sa mort civile, appartiendraient à l'État *à titre de déshérence ;* ce qui fut une dérogation *spéciale* à la loi *générale*, d'après laquelle le mort saisit le vif le plus habile à lui succéder.

Cet article 33 ne se lisait pas au projet du Code, il fut *improvisé* dans l'une des séances du Conseil-d'État, par M. Boulay de la Meurthe ; et il ne fut même adopté qu'à une faible majorité : M. de Maleville particulièrement avait fait observer que si le condamné ne pouvait disposer de ses biens ni les transmettre, ils demeuraient *confisqués*, lorsque la confiscation devait être bannie de nos mœurs. M. Duchatel disait également que c'était une véritable *confiscation prononcée sous le simple mot de déshérence ;* l'article ne fut adopté, que sur l'observation faite par M. Tronchet, que si le mot *déshérence* était *retranché*,

on pourrait croire qu'il y aurait confiscation ; comme si le *mot* pouvait changer la nature de *la chose !* Qu'est-ce, en effet, qu'une *confiscation ?* Voici la définition qu'en donne Montesquieu : c'est *le dépouillement des enfans innocens, dépouillement qui détruit la famille, lorsqu'il ne s'agit que de punir un coupable*, et cette définition très-exacte de la confiscation, reçoit une application directe et nécessaire à la déshérence prononcée par l'article 33 ; car, tant qu'il existe des parens du défunt, la *déshérence* qui les dépouille du bien qu'il a délaissé, pour en enrichir le trésor public, ne peut avoir d'autre caractère que celui d'une véritable *confiscation.*

La question n'est pas de savoir s'il peut y avoir plusieurs successions du même individu ; mais de décider si l'État peut envahir, à titre de déshérence, les biens délaissés par un condamné qui a des parens dans le degré successible, sans s'en emparer à titre de *confiscation* : que l'on subtilise tant que l'on voudra, la question se résoudra toujours par les simples lumières du bon sens, de la raison et de la justice ; on ne verra nécessairement dans le dépouillement des parens au profit du trésor public, qu'une *confiscation déguisée* sous une autre dénomination, pour en couvrir l'odieux.

Ajoutez, page 110, *à la suite du n.°* III. — C'est par inadvertance qu'aux n.os 2 et 3, nous avons supposé la possibilité d'un *appel*, au cas de *condamnation* de l'accusé à la peine du *bannissement*, ou de son *acquittement* sur une prévention de crime emportant ce genre de peine : le seul mode autorisé, pour attaquer les arrêts rendus par les Cours d'assises, est la voie du recours en cassation, et tous les crimes qui peuvent emporter la peine du bannissement, rentrent dans la compétence de ces Cours.

Ajoutez, page 173, *à la suite du n.°* VIII. — Il fut jugé le 22 janvier 1824 sur le pourvoi du Procureur-général de la Cour de cassation, que l'article 58 du Code pénal reçoit son application aux délits réprimés par la loi du 25 mars 1822 ; qu'il rentre seulement dans le pouvoir discrétionnaire des tribunaux, suivant les circonstances, de ne pas prononcer la peine de la récidive ; l'arrêt fut ainsi motivé : « Vu les articles 56, 57 et 58 du Code pénal, qui composent le chapitre 4 du livre 1.er sur la récidive des crimes et délits ; — Attendu que les dispositions de ces articles ne sont restreintes, par aucune de leurs expressions, aux crimes et délits spécifiés dans le Code pénal ; — Qu'elles sont générales, absolues, et qu'ainsi elles s'étendent sur les crimes et délits déterminés par des lois particulières, lorsque ces lois n'ont pas établi des règles *spéciales* pour la récidive de ces délits et de ces crimes ; — Que la loi du 25 mars 1822 ne contient aucune disposition sur la récidive qui a été prévue par l'article 58 du Code pénal ; — Que si cette loi formait donc une loi indépendante et prin-

» cipale, la récidive des délits qui y sont déterminés devrait être jugée d'après » les dispositions de cet article; — Mais qu'elle n'est qu'une suite, une extension » de celle du 17 mai 1819; qu'elle porte comme elle sur les délits commis par la » voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication; qu'elle participe » donc à ses dispositions générales et leur demeure soumise; — Que, par son » article 25, la loi du 17 mai 1819 a modifié, pour les crimes et délits qu'elle » a prévus, les dispositions du susdit chapitre 4 du Code pénal; — Qu'il résulte » de cet article, soit d'après le véritable sens de ses expressions, soit d'après son » rapprochement de l'article 26, qu'il n'a compris aucun des articles du cha- » pitre 4, liv. 1.er du Code pénal, parmi les articles de ce Code qu'il déclare » abrogés; que si la récidive, telle qu'elle a été déterminée dans ce chapitre, » se trouve dériver d'une condamnation prononcée pour crime ou délit spécifié » dans ladite loi du 17 mai 1819, l'aggravation de peine prescrite d'une ma- » nière absolue dans ledit chapitre 4, devient dans ce cas purement *facultative*; » — Mais attendu que ce n'est pas d'après l'appréciation des circonstances du » délit, et sur le fondement de la faculté conférée aux tribunaux par l'article 25 » de la loi du 17 mai 1819, que la Cour royale de Besançon a réformé la dispo- » sition du jugement rendu en première instance qui avait prononcé contre le » prévenu, à raison de sa récidive, l'aggravation de peine portée dans l'article 58, » chap. 4, liv. 1.er du Code pénal: — D'après ces motifs la Cour casse et annulle. »

Ajoutez à la page 177, *n.°* IX. — La Cour d'assises de Paris avait prononcé la condamnation d'Edme-Samuel C....., sur une déclaration du jury portant qu'il avait détruit, *de complicité avec Auguste B....*, DÉCÉDÉ, un titre contenant les dernières dispositions d'Hippolyte B...., et il soutenait, sur son pourvoi en cassation, que la question qui avait été posée au jury sur ce fait, et la réponse que le jury y avait faite, étaient viciées de nullité, en ce qu'Auguste B.... *n'existant plus*, n'avait pu être déclaré l'auteur ou le complice de cette destruction; que, par la position de la question relative, on avait flétri sa mémoire et violé la loi qui veut que l'action publique s'éteigne par la mort du prévenu; mais le moyen fut rejeté, par arrêt du 4 décembre 1823 : « attendu que le dé- » cès de l'auteur d'un crime ou d'un délit ne peut être un obstacle aux pour- » suites envers ceux qui peuvent en avoir été les complices; et que, lorsqu'il y » a indivisibilité entre le fait et ceux qui y ont coopéré, celui qui est reconnu » auteur peut être nominativement déclaré dans le jugement, *quoiqu'il soit* » *décédé*; que cette déclaration n'emporte aucun des effets que la loi a attachés » aux condamnations. »

Ajoutez, *page* 214, *à la suite des observations sur l'article* 66. — M. le garde-des-sceaux présenta, le 5 avril 1824, à la Chambre des Pairs, *deux* projets de

lois, *l'un* tendant à modérer quelques-unes des peines du Code; *l'autre* tendant, au contraire, à aggraver la condition des prévenus; le *premier* en 13 articles, le *second* en 6; mais, quoique les articles 1 *et* 11 du premier de ces projets soient les seuls qui se rattachent, d'une manière directe, aux individus âgés *de moins de* 16 *ans* qui se sont rendus coupables de crimes, nous avons cru devoir insérer ici le projet en entier, sauf à y renvoyer, suivant que l'occasion s'en présentera. Il porte :

« ART. 1.er Les individus âgés de moins de seize ans, qui n'auront pas de complices au-dessus de cet âge, et qui seront prévenus de crimes autres que ceux auxquels la loi attache la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité ou celle de la déportation, seront jugés par les tribunaux correctionnels, qui se conformeront aux articles 66, 67 et 68 du Code pénal.

» ART. 2. Les vols et tentatives de vols de la nature spécifiée par l'article 388 du Code pénal, seront jugés correctionnellement et punis des peines déterminées par l'article 401 du même Code.

» ART. 3. Seront jugés dans les mêmes formes et punis des mêmes peines, les vols ou tentatives de vols commis dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle le coupable était reçu.

» Le vol commis par un aubergiste, un hôtelier ou un de leurs préposés, quand ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre, continuera d'être puni conformément à l'article 386 du Code pénal.

» ART. 4. Les Cours d'assises, lorsqu'elles auront reconnu qu'il existe des circonstances atténuantes, et sous la condition de le déclarer expressément, pourront, dans les cas et de la manière déterminée par les articles suivans, réduire les peines prononcées par le Code pénal.

» ART. 5. La peine prononcée par l'article 300 du Code pénal contre la mère coupable d'infanticide, pourra être réduite à celle des travaux forcés à perpétuité. Cette réduction de peine n'aura lieu au profit d'aucun individu autre que la mère.

» ART. 6. La peine prononcée par l'article 309 du Code pénal contre les coupables de coups ou blessures volontaires dont il est résulté une incapacité de travail de plus de vingt jours, pourra être réduite à un emprisonnement de trois ans au moins.

» La peine ne pourra être réduite dans les cas prévus par les articles 310 et 312 du même Code.

» ART. 7. La peine prononcée par l'article 383 du Code pénal contre les coupables de vol ou de tentatives de vol sur un chemin public, pourra être réduite soit à celle des travaux forcés à temps, soit à celle de la reclusion.

» ART. 8. La peine prononcée par l'article 384 du Code pénal contre les coupables de vol ou de tentative de vol, commis à l'aide d'effraction ou d'escalade, pourra être réduite soit à celle de la reclusion, soit à celle de cinq ans d'emprisonnement.

» ART. 9. La peine prononcée par l'article 386 du Code pénal, contre les individus déclarés coupables de vols prévus par le n.° 1 de cet article, pourra être réduite à celle de cinq ans d'emprisonnement.

» ART. 10. Les articles 2, 3, 7, 8 et 9 de la présente loi, ne s'appliquent pas au vol commis avec menaces ou avec des armes apparentes ou cachées.

» Ils ne s'appliquent pas non plus au vol qui, indépendamment de la circonstance spécifiée dans chacun de ces articles, aura été accompagné de quelqu'autre circonstance aggravante du nombre de celles qui, aux termes des articles 381 et suivans du Code pénal, impriment au vol le caractère de crime.

» Les vols dont il vient d'être fait mention continueront à être punis conformément au Code pénal.

» ART. 11. Les peines correctionnelles qui seront prononcées d'après les articles précédens ne pourront, dans aucun cas, être réduites en vertu de l'article 463 du Code pénal.

» ART. 12. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent ni aux mendians, ni aux vagabonds, ni aux individus qui, antérieurement au fait pour lequel ils sont poursuivis, auront été condamnés, soit à des peines afflictives ou infamantes, soit à un emprisonnement correctionnel de plus de trois mois.

» ART. 13. Les vols et tentatives de vols de récoltes et autres productions utiles de la terre qui, avant d'avoir été dérobées, n'étaient pas encore détachées du sol, seront punis conformément à l'article 401, et, s'il y a lieu, aux articles 57, 58 et 463 du Code pénal, lorsqu'ils auront été commis, soit avec des paniers ou des sacs, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit de nuit par plusieurs personnes. »

Ajoutez à la page 230, *par un n.° additionnel.* — C...., B.... et P...., non militaires ni assimilés aux militaires, avaient pris du service dans les troupes d'Espagne, lorsque la France était en guerre contre cette puissance. Ils avaient été faits prisonniers devant Figuières, par une division de l'armée française, commandée par le baron de Damas; et ce général n'avait pas ordonné qu'ils fussent traduits devant un Conseil de guerre; cependant, à leur rentrée en France, ils y furent traduits, de l'ordre du Ministre de la guerre; mais le Conseil de guerre qui se trouva saisi, en vertu de cet ordre, se déclara incom-

pétent, sur le fondement que les prévenus n'étaient *ni militaires*, *ni assimilés aux militaires*, lorsqu'ils avaient passé à l'ennemi.

Le jugement ne fut pas déféré au Conseil de révision; mais le Procureur-général de la Cour de cassation en poursuivit l'annullation et conclut au renvoi des prévenus devant un autre Conseil de guerre.

C...., B.... et P.... étant intervenus sur cette demande, soutinrent : 1.° qu'il avait été bien jugé, par le Conseil de guerre, en déclarant son incompétence; 2.° que la cassation du jugement ne pourrait, dans tous les cas, être prononcée que *dans l'intérêt de la loi;* de sorte que, quand ils devraient être jugés sur le fait mis à leur charge, ce ne pourrait être que par les *tribunaux ordinaires*, le jugement du Conseil de guerre ayant acquis la force de la chose jugée, sur la question de *compétence*; mais, le 5 février 1824, la section criminelle de la Cour de cassation, faisant droit au réquisitoire du Procureur-général, cassa le jugement attaqué, et fit le renvoi de l'affaire devant un Conseil de guerre, autre que celui qui d'abord avait été saisi.

La Cour commença par viser l'article 1.^er^ du décret du 6 avril 1809, et l'article 27 de celui du 28 août 1811 (1); l'article 1.^er^ du décret d'avril ainsi conçu : « Tous les Français qui, ayant porté les armes contre nous depuis le » 1.^er^ septembre 1804, ou qui les porteraient à l'avenir, auront encouru la » peine de mort, conformément à l'article 3 de la section 1.^re^ du titre 1.^er^ de » la seconde partie du Code pénal, du 6 octobre 1791, et seront justiciables » des Cours spéciales. Pourront, néanmoins, ceux qui seront pris les armes » à la main, être traduits à des commissions militaires, *si le commandant de nos troupes* le juge convenable. » Et l'article 27 du décret du 28 août : « Notre décret » du 6 avril 1809 continuera d'être exécuté pour tous les articles qui ne sont » ni changés, ni modifiés, par les dispositions du présent décret, et notamment à l'égard des Français qui, étant entrés sans notre autorisation au service d'une puissance étrangère, y seront demeurés après la guerre déclarée » entre la France et cette puissance. Ils seront considérés comme ayant porté » les armes contre nous, par cela seul qu'ils auront continué à faire partie des » corps militaires destinés à agir contre la France ou ses alliés. »

Puis la Cour considéra que la seconde disposition du *second* paragraphe de l'article 1.^er^ du décret du 6 avril 1809, par sa relation nécessaire avec celle du *premier* de l'article 27 de celui du 28 août 1811, s'applique d'une manière gé-

(1) C'est par erreur qu'à la page 230, N.° VI, nous avons indiqué ce décret sous la date du 26 avril 1811.

nérale à tous les Français, et exclut toute distinction entre ceux *qui étaient militaires* lorsqu'ils ont abandonné leur patrie pour la combattre, et ceux *qui n'étaient pas militaires*; que cette seconde disposition prévoit et spécifie la circonstance aggravante du flagrant délit, et que, dans cette circonstance, elle autorise le commandant des troupes à traduire devant des commissions militaires, tous Français pris dans les rangs ennemis les armes à la main; que le cas spécial de cette circonstance aggravante, n'a été l'objet d'aucune disposition de loi particulière; que la compétence accordée à la juridiction militaire pour en connaître, est donc dans toute sa force; — Qu'elle n'a point été abrogée par l'article 62 de la Charte, qui porte que, *nul ne pourra être distrait de ses juges naturels*; qu'il suit seulement de cet article que : *nul ne peut être jugé que par les juges que la loi a déterminés pour le fait ou la personne à juger*; — Que si, par son article 63, la Charte a défendu de créer des commissions et des tribunaux extraordinaires, le seul effet de cette prohibition est de faire rentrer dans la compétence des Conseils de guerre, qui sont les tribunaux ordinaires de la juridiction militaire, les attributions antérieurement confiées aux commissions militaires, ou à d'autres tribunaux extraordinaires de cette juridiction; — Que l'article 5 de l'ordonnance royale du 10 août 1823, ne rappelle l'article 2 du décret du 6 avril 1809, que pour déterminer, conformément à ses dispositions, ceux qui doivent être considérés comme ayant porté les armes contre leur patrie; mais que cet article ne rapporte, ni explicitement, ni implicitement, le §. 2 de l'article 1.er dudit décret de 1809; — Qu'il le maintient implicitement, au contraire, et qu'il s'y réfère, en prescrivant que les poursuites seront faites conformément à l'article 27 du décret du 28 août 1811, qui avait ordonné que le décret du 6 avril 1809 continuerait à être exécuté pour tous les articles qui n'étaient ni abrogés ni modifiés par les dispositions précédentes, et que par une de ces dispositions ledit paragraphe 2 de l'article 1.er dudit décret du 6 avril 1809, n'avait été ni abrogé ni modifié; — Que du reste, aucune expression de ce paragraphe n'a restreint l'exercice de la juridiction militaire, qu'il autorise pour les cas qu'il prévoit, dans le rayon du territoire occupé par l'armée qui a saisi les transfuges les armes à la main; — Que cette restriction ne peut donc pas y être suppléée : qu'elle n'a pas même dû y être insérée, parce que, par l'effet du mouvement nécessaire dans une armée en campagne, elle eût rendu le plus souvent impossible les jugemens militaires, dont la disposition dudit paragraphe établit la faculté; — Que le *ministre de la guerre* est essentiellement, au nom du Roi, par la nature et les attributions de ses fonctions, le chef et le commandant général des troupes en campagne, comme de toute l'armée; — Que, par ledit paragraphe 2, le droit

d'ordonner la traduction des transfuges pris les armes à la main, devant la juridiction militaire, lui est donc nécessairement conféré, comme il peut l'être aux commandans particuliers des troupes en campagne : et ATTENDU que dans l'espèce, les intervenans ont été pris les armes à la main, en combattant contre la France; que le renvoi devant le conseil de guerre de la division militaire des Pyrénées orientales, a été ordonné par le ministre de la guerre; que le conseil de guerre avait donc été régulièrement et compétemment saisi; que son jugement d'incompétence a été par conséquent une violation des règles de compétence établies par la loi : la Cour casse et annulle....»

Puis, la Cour statuant sur la fin de non-recevoir proposée par les intervenans, contre leur renvoi devant un autre conseil de guerre, elle prononça de la manière qui suit : « Attendu que le réquisitoire du procureur-général a été présenté à la Cour, en vertu de l'article 441 du Code d'instruction criminelle, et sur l'ordre formel de M. le Garde-des-Sceaux, ministre de la justice; que cet article 441 a remplacé, pour les matières criminelles, l'article 80 de la loi du 27 ventôse an 8, qui n'avait autorisé la cassation que dans l'intérêt de la loi; qu'il n'a pas maintenu cette restriction; qu'il l'a donc exclue; — Que cet article, en modifiant l'article 8 de la loi du 27 ventôse, a formé un droit nouveau d'ordre public; — Qu'il doit pourtant être exécuté dans la généralité de ses dispositions, lorsque, comme dans l'espèce, il ne s'agit pas d'anéantir au préjudice des parties intéressées, un jugement rendu sur le fond, mais seulement de rendre à la justice son cours, et de fixer la véritable règle des juridictions : la Cour rejette la fin de non-recevoir, et en conséquence, renvoie le procès et les intervenans devant le premier conseil de guerre de la division militaire des Pyrénées orientales, pour y être instruit et procédé contre eux conformément à la loi. » (*Voyez* addition à l'appendice du 1.er vol. . p. 600.) *id. jud.* le 25 du même mois.

Ajoutez, page 281, *à la suite du n.°* II. — Jean C... avait été déclaré coupable d'avoir fait résistance avec violences et voies de fait envers la force publique, en se servant, contre le sergent de garde, *d'un petit bâton* dont il était porteur, et sur cette déclaration de culpabilité, il avait été condamné à trois mois d'emprisonnement, par arrêt de la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour royale de Lyon; mais sur le pourvoi en cassation du Procureur-général près cette Cour, l'annullation en fut prononcée le 31 juillet 1823; « Attendu que » ce *petit bâton* était une canne dans la main de l'accusé, et qu'étant déclaré » constant *qu'il s'en était servi contre le sergent de garde, il demeurait constant* » *qu'il en avait fait usage pour le frapper*, et qu'ainsi la Cour royale de Lyon, » en n'appliquant audit accusé que la peine de trois mois d'emprisonnement

» a fait une fausse application de la seconde partie de l'article 212 du Code » pénal, violé la première partie de cet article, et l'article 101 du même Code; » par ces motifs, la Cour casse... »

Une remarque importante, c'est que l'arrêt ne fut cassé qu'en ce qui concernait *ledit C....* SEULEMENT, d'où suit, que la Cour de cassation reconnut que C... ayant été le *seul* qui fût porteur d'un bâton et qui s'en fût servi, cette circonstance ne pouvait exercer aucune influence sur le sort de ses co-accusés.

Quoique ce ne fût qu'un simple *petit bâton* dont l'accusé fût porteur, la Cour jugea qu'il avait le caractère d'une véritable *canne* dans le sens de l'article 101, ce qui est rigoureusement vrai; mais ce qui pourrait ne pas paraître aussi évident, c'est que, dans l'espèce, il dût *demeurer pour constant* que C.. avait *fait usage* de son bâton *pour frapper*, lorsqu'il résultait simplement de la déclaration de culpabilité *qu'il s'en était servi* CONTRE *le sergent de garde;* car il aurait pu s'en servir *pour le menacer*, comme *pour le frapper*, et l'article 101 ne répute *armes* les simples *cannes* qu'au cas où le porteur en a fait usage *pour tuer, frapper ou blesser.* S'il suffisait *de s'être servi de sa canne* pour lui imprimer le caractère *d'armes*, l'article n'aurait pas ajouté, que le porteur aurait dû en faire usage *pour tuer, blesser ou frapper :* on peut bien *supposer* que celui qui s'est servi de sa canne *contre* quelqu'un, en a fait usage pour le *frapper;* mais ce n'est pas sur des *suppositions* que des peines peuvent être aggravées; il doit y avoir, au jugement, une déclaration *formelle* des circonstances aggravantes; la déclaration de culpabilité doit être tellement claire et précise, qu'il ne soit pas possible de lui donner un sens qui en modifie l'expression.

Ajoutez, page 288, *à la suite du n.°* XII. — Le prince Ragotski, proscrit par la Cour de Vienne, pour s'être mis à la tête des Hongrois qui combattaient pour leur liberté, et lorsque sa tête était mise à prix, obtint de Louis XIV un asile en France, et toutes les nations y applaudirent. Comment ce que fit un Roi, serait-il un crime chez un particulier? Nous avons bien entendu des personnages qui se croient de grands politiques, avancer que les gouvernemens peuvent exiger des *particuliers* une obéissance aveugle aux lois, et se dégager eux-mêmes de les exécuter; que *l'immoralité* n'est que *relative*, que ce qui serait immoral chez les particuliers, cesse de l'être, lorsque ce sont les gouvernemens qui se le permettent. Nous ne pensons pas qu'aucun gouvernement ose jamais professer ouvertement une pareille doctrine, qui aurait pour effet inévitable de démoraliser le peuple : comment se persuaderait-on, en effet, que l'on se rendrait criminel en usant des mêmes voies dont le gouvernement aurait donné l'exemple?... Mais il ne suffit pas que les gouvernemens aient la pudeur de ne pas proclamer une maxime

aussi détestable; ils doivent se garder de faire aucun acte empreint de la plus légère immoralité; car les mauvaises actions des gouvernans sont contagieuses pour les peuples, et leurs actes ne peuvent pas être tenus assez secrets, pour demeurer ensevelis dans l'ombre.

Ajoutez, page 335, *à la suite du n.°* VI. — Il est bien entendu que ce ne serait que pour dettes *civiles*, ou sur prévention d'un simple délit *de police correctionnelle*, que l'individu nommé *député* depuis son arrestation ou sa condamnation aurait été constitué prisonnier : que s'il était sous le poids d'une accusation pour *crime*, il ne pourrait obtenir sa liberté *provisoire;* ce ne serait pas même le cas de surseoir au jugement jusqu'à ce que l'autorisation de le poursuivre eût été accordée par la Chambre.

Ajoutez, page 431, *à la suite des observations sur l'article* 162. — T... était prévenu de faux commis *dans un certificat d'exemption de service militaire*, délivré par le secrétaire général de la préfecture du département de la Seine, et dans un certificat *de bonnes vie et mœurs;* ce qui donna lieu d'examiner la question de savoir si c'était devant le tribunal correctionnel, ou devant la Cour d'assises qu'il devait être traduit. La Chambre du conseil du tribunal de première instance avait fait le renvoi de l'affaire à la police correctionnelle, et le tribunal correctionnel qui avait été saisi, en vertu de cette ordonnance, s'était déclaré incompétent : sur l'appel interjeté par le procureur du Roi de ce jugement, la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour royale de Paris, avait maintenu la compétence du tribunal correctionnel, relativement à la prévention de faux *du certificat de bonnes vie et mœurs*, et fait le renvoi à la Cour d'assises de la connaissance de la prévention de faux du certificat *d'exemption du service militaire*; cet arrêt et l'ordonnance de la chambre du conseil émanant de deux autorités judiciaires indépendantes, et les deux autorités se trouvant en opposition directe sur le point de compétence, la Cour de cassation se trouva saisie, par suite, de la connaissance de l'affaire; et elle y prononça, par voie de règlement de juges, dans les termes qui suivent : « Attendu que les faux certi-» ficats d'exemption de service militaire, sont compris dans la disposition de » l'article 147, §. 3 du Code pénal, qui punit de peines afflictives et infamantes » les faux commis en écriture authentique et publique par fabrication de con-» ventions, dispositions, obligations ou décharges; — Qu'il se rattache égale-» ment à l'article 162, qui punit des mêmes peines, les faux certificats dont il » peut résulter préjudice pour le trésor public *ou lésion envers des tiers;* qu'ils » ont donc, sous un double rapport, le caractère de crime; — D'après ces motifs, » la Cour sans avoir égard à l'ordonnance de la chambre du conseil... laquelle » est réputée non-avenue, renvoie T... et les pièces de la procédure devant la

» Cour royale de Paris, chambre des mises en accusation, pour y être statué » conformément à la loi, sur la prévention du crime de faux, commis *dans le* » *certificat d'exemption du service militaire;* et pour juger s'il y a entre le faux de » ce certificat et celui du certificat *de bonnes vie et mœurs*, la *connexité* établie » par l'article 227 du Code d'instruction criminelle; si, en conséquence, il y a » lieu au renvoi du prévenu sur le tout à la Cour d'assises; et au cas qu'il soit » déclaré par la chambre d'accusation, qu'il n'y a pas connexité d'un faux à » l'autre, ni par conséquent lieu à renvoi de tous les deux à la Cour d'assises, » pour y être instruit et jugé sur un délit commun, dit que l'arrêt de la chambre » correctionnelle de la Cour royale sera exécuté selon sa forme et teneur dans » ses dispositions relatives au certificat *de bonnes vie et mœurs.* »

Ajoutez, page 455, *à la suite de la note.* — Il n'est plus besoin aujourd'hui de l'autorisation du Conseil d'État pour mettre en jugement les employés des contributions indirectes; ce qui fut ainsi jugé par arrêt du 21 novembre 1823, rendu sur le réquisitoire de M. le Procureur-général près la Cour de cassation, en annullant un arrêt rendu par la Cour royale de Nancy qui avait prononcé l'annullation de l'ordonnance de prise de corps et de la procédure instruite contre D... contrôleur de ville et S..., employé des contributions indirectes pour cause *de défaut d'autorisation préalable;* l'arrêt de cassation motivé sur ce que les articles 144 de la loi du 8 décembre 1814 et 244 de celle du 28 avril 1816, ont abrogé, en ce qui concerne les préposés ou employés des contributions indirectes, les dispositions de l'article 75 de l'acte de l'an 8 et de l'article 3 du décret du 9 août 1806, d'après lesquelles il ne pouvait être décerné aucun mandat contre ces préposés ou employés jusqu'alors considérés comme agens du gouvernement, dans l'exercice de leurs fonctions, sans une autorisation préalable du gouvernement.

Ajoutez, page 491, *à la suite des observations sur l'article* 187. — Deux paquets contenant des lettres avaient été saisis sur une des voitures de la messagerie de Bruxelles à Lille : les expéditionnaires de ces paquets étaient des négocians de *Bruxelles* et par conséquent des *étrangers.* Une action avait été exercée, par suite de la saisie, contre les entrepreneurs de la diligence, aux fins de les faire condamner aux peines prononcées par l'arrêté du Gouvernement du 27 prairial an 9, et l'arrêt attaqué les avait renvoyés de la demande; attendu que les entrepreneurs de voitures publiques n'avaient pas le droit d'ouvrir les paquets qu'on leur apporte, et que dès-lors ils ne peuvent encourir la responsabilité des effets transportés en contravention aux lois sur les douanes; ce que la Cour royale avait fait résulter des dispositions des articles 53 et 54 de la loi sur les douanes du 24 juillet 1793; mais sur le pourvoi du Procureur-géné-

ral, l'arrêt fut cassé le 13 novembre 1823, pour fausse application, tant de cette loi que de l'arrêté du 27 prairial an 9 ; « attendu que l'article 9 dudit » arrêté soumet les propriétaires, directeurs et conducteurs des messageries et » autres voitures publiques, à une responsabilité qui n'est restreinte par aucune » exception ; — Que si cette responsabilité peut être modifiée, ainsi que dans » la législation des douanes, à l'égard des lettres, papiers et paquets qui ne » sont pas livrés et transportés à découvert, mais qui sont remis auxdites » messageries en colis ou caisses, où sous toute autre enveloppe ficelée ou fer- » mée, ce n'est que dans le cas où le registre de chargement porte le nom » d'un expéditeur contre lequel une action en provocation ou complicité de » contravention peut être efficacement exercée ; — Mais que cette modification » cesse lorsque l'expéditeur porté sur le registre de chargement et indiqué par » les messageries, n'est point un individu domicilié et connu, contre lequel » une action puisse être utilement formée, ou lorsque cet expéditeur, ayant son » domicile dans un pays étranger ne peut être poursuivi devant les tribunaux » Français ; — Que si le décret du 24 juillet 1793 n'autorise pas d'une manière » générale les messageries à vérifier les paquets ou caisses dont le transport » leur est confié, il ne leur impose pas non plus l'obligation de se charger de » tous les paquets ou caisses qui leur sont présentés liés ou fermés, quel qu'en » soit l'expéditeur vrai ou supposé ; — Que, dès-lors, lorsque l'expéditeur qui » leur est déclaré, n'a pas, par son domicile et sa profession, une garantie » suffisante pour leur responsabilité, elles doivent, ou refuser d'accepter le » chargement, ou ne l'accepter qu'après que, par une vérification faite du con- » sentement du chargeur, elles ont acquis la certitude que leur responsabilité » ne peut être engagée..... »

Ajoutez, page 518, *à la suite des observations sur l'article* 204. — M. l'Archevêque de Toulouse avait fait imprimer, sous la date du 15 octobre 1823 et rendu publique, *une lettre pastorale, contenant des propositions contraires au droit public et aux lois du royaume, aux prérogatives et à l'indépendance de la couronne,* ce qui aurait rendu nécessairement applicable *à son auteur* la disposition de l'article 204 du Code pénal ; mais le procès ne fut fait qu'à la *pièce* par la voie de *l'appel comme d'abus* qui fut porté devant le Conseil-d'État, et le Roi étant en son Conseil-d'État, déclara qu'il y avait réellement abus ; la lettre pastorale fut, en conséquence supprimée, par l'ordonnance royale du 10 janvier 1824 ; ainsi conçue : « Nous avons considéré que s'il appartient aux évêques » de notre royaume de nous demander des améliorations et les changemens » qu'ils croient utiles à la religion, ce n'est point par la voie des lettres pasto- » rales qu'ils peuvent exercer ce droit, puisqu'elles ne sont adressées qu'aux

» fidèles de leur diocèse et ne doivent avoir pour objet que de les instruire » des devoirs religieux qui leur sont prescrits ; — Que notre cousin le cardi- » nal archevêque de Toulouse a publié, sous la forme d'une lettre pastorale, » des propositions contraires au droit public et aux lois du royaume, aux pré- » rogatives et à l'indépendance de notre couronne : c'est pourquoi nous avons » déclaré et déclarons, ordonné et ordonnons ce qui suit ; — Il y a abus dans » la lettre pastorale de notre cousin le cardinal archevêque de Toulouse, im- » primée dans la même ville, chez Augustin Manavit : en conséquence ladite » lettre est et demeure supprimée. »

Ajoutez, *page* 539, *à la suite du n.°* III. — Christian V, roi de Danemarck, disait que c'est à la *persuasion* à toucher l'esprit du peuple; que *les démonstrations de l'autorité* l'alarment; pensée *vraie* et qu'il est *d'une bonne politique*, plus encore peut-être dans l'intérêt des gouvernans que dans ceux des gouvernés, de mettre en pratique.

Ajoutez, *page* 616, *à la suite des observations sur l'article* 257. — Nous avons annoncé, dans nos observations sur la page 214, que M. le garde-des-sceaux avait présenté, le 5 avril 1824, à la Chambre des Pairs, deux projets de lois, l'un tendant à *modérer* les peines, l'autre à les *aggraver*. Nous avons donné textuellement le *premier* de ces projets, il convient de faire connaître le *second*; il porte :

« ART. 1.er Sera puni des peines portées par les articles 381, 382 et 386, n.° 1, du Code pénal, quiconque aura été déclaré coupable d'un vol commis dans un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'État ou d'un culte légalement établi en France, lorsque le vol aura d'ailleurs été commis avec les autres circonstances déterminées par ces articles.

» ART. 2. Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable d'un vol de vases sacrés ou d'autres objets destinés à la célébration des cérémonies de la religion de l'État, ou d'un culte légalement établi en France, si le vol a été commis dans un édifice consacré à la religion, ou à l'un des cultes dont l'exercice est autorisé.

» ART. 3. Sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 10,000 francs, toute personne qui sera reconnue coupable d'outrage à la pudeur, lorsque ce délit aura été commis dans un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'État ou d'un culte légalement établi en France.

» ART. 4. Seront punis des peines portées en l'article 261 du Code pénal, les troubles et désordres prévus par cet article, lors même qu'ils auraient éclaté à l'extérieur des églises ou des temples destinés aux cultes dont l'exercice est autorisé.

» ART. 5. Dans les cas prévus par l'article 257 du Code pénal, si les monumens, statues, ou autres objets détruits, abattus, mutilés ou dégradés, étaient consacrés à la religion de l'État ou aux autres cultes légalement établis en France, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de 200 à 2000 francs.

» La peine sera d'un an à cinq ans d'emprisonnement, et de 1000 francs à 5000 francs d'amende, si le délit a été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'État ou aux cultes légalement établis en France.

» ART. 6. L'article 463 du Code pénal n'est pas applicable aux délits prévus par les articles 3, 4 et 5 de la présente loi.

» Il ne sera pas applicable non plus aux délits prévus par l'art. 401 du même Code, lorsque ces délits auront été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'État ou aux autres cultes légalement établis en France. »

Ajoutez, page 626, *par un n.° additionnel, à la suite des observations sur l'article* 260. — C'est *en professant la morale évangélique* dans toute sa pureté, que l'on peut se promettre de rendre *le peuple religieux*, et non *par de simples pratiques de dévotion*, qui ne sont pas toujours *des preuves de piété :* «On sait, en » effet, dit un auteur fort accrédité, quelles étaient celles de Ferdinand dit le » catholique, de Louis XI, de Catherine de Médicis, de Henri III, de Cromwel, » et personne n'ignore ce qu'on doit en penser. » Lorsque les pratiques de dévotion sont démenties par les faits, loin d'inspirer de la confiance au peuple elles achèvent de le démoraliser : veut-on mettre la *morale* à l'ordre du jour, et il ne peut y avoir *de religion sans morale*, que ceux qui, par état, doivent donner l'exemple, joignent les *bonnes œuvres aux pratiques de dévotion;* qu'ils ne laissent pas supposer que la *morale* n'est faite que *pour le peuple*, car plus l'*immoralité* part de haut, et plus elle produit de funestes effets : elle en produit plus elle seule, que tous les crimes particuliers qui peuvent se commettre : le peuple croit aisément que tout lui est permis, lorsqu'il voit que ceux qui ont l'autorité croient eux mêmes pouvoir tout se permettre : pour prêcher utilement, il faut que ce soit plus *par actions* que *par paroles*, et que les actions, sur-tout, ne soient pas en opposition avec les paroles.

Ajoutez, page 627, *à la suite des observations sur l'article* 261. — *Voyez* nos nouvelles observations sur la page 616.

Ajoutez, page 656, *à la suite des observations sur l'article* 281. — Nous croyons avoir suffisamment établi que pour rendre inapplicables les dispositions de l'article 463 du Code pénal, il doit y avoir été dérogé d'une manière *spéciale*, et que cette dérogation ne résulterait pas de ce que la loi porterait que la peine à infliger serait celle du *maximum;* qu'une pareille disposition

ne peut recevoir d'application qu'au cas où c'est l'article qui l'a fixée que le tribunal applique : que non-seulement les tribunaux peuvent, mais qu'ils doivent appliquer l'article 463, toutes les fois que, d'après les circonstances et le peu d'importance du dommage causé, l'affaire rentre *par sa nature* dans la disposition dudit article; de telle sorte que le tribunal qui, après avoir reconnu et déclaré, qu'il existerait des circonstances atténuantes à la décharge du prévenu, et que le dommage causé n'excéderait pas 25 francs, l'aurait néanmoins condamné à une peine plus forte que celle de simple police, aurait fait une fausse application de la loi pénale.

Mais, y a-t-il dérogation *spéciale* à l'article 463, dans les articles de lois portant que le prévenu sera condamné *au moins* à telle peine, ou qu'il le *sera toujours* à celle déterminée par les articles du Code qui renferment de pareilles dispositions? Lorsque l'article 463 et quelques autres du Code ont déclaré que le prévenu serait *au moins* condamné à telle ou telle peine, ils n'ont rien dit de plus que le Code ne l'a fait dans les dispositions par lesquelles il a établi un *maximum* et un *minimum* de peine; car, il est nécessairement sous-entendu, dans cette locution, que le *minimum* sera *au moins* prononcé; et, cependant, il faut effacer l'article 463 du Code, ou l'on se trouvera forcé de convenir qu'il doit recevoir son application à ce cas. Restent ces expressions : *seront toujours*, qui se lisent dans les articles 198, 474, 478 et 482 : si l'adverbe *toujours* peut passer pour le synonyme de ces mots : *en toute occasion*, ce n'est jamais que dans un sens *relatif* à son objet. Dans l'acception qui lui est propre, le mot *toujours* signifie simplement que, tant que l'on sera *dans les mêmes dispositions*, l'on agira *toujours de même;* de sorte que la seule conséquence que l'on peut raisonnablement tirer de ce que les articles 198, 474, 478 et 482, portent que le prévenu *sera toujours condamné* à telle ou telle peine, c'est que cette peine lui devient applicable toutes les fois que l'affaire ne rentre pas dans les dispositions de l'article 463; c'est-à-dire, toutes les fois que le prévenu ne pourra invoquer en sa faveur des circonstances atténuantes de son délit, et que le dommage causé sera d'une valeur de plus de vingt-cinq francs; car, il ne faut pas perdre de vue que l'article 463 dispose *pour tous les cas;* d'où suit, qu'il ne peut y être dérogé que par une loi portant que, *dans aucun des cas* qui en font la matière, la loi générale ne pourra être appliquée; mais, pourrait-il rester, sur ce point, quelque doute dans l'esprit, il devrait être levé en faveur de la libération : *odia restringenda.*

FIN DE L'APPENDICE DU PREMIER VOLUME.

APPENDICE

DU SECOND VOLUME.

AJOUTEZ, *page* 7, *au* n.° XIV. —L'individu qui se brûla la cervelle, sous les croisées de l'appartement occupé par Bonaparte, n'aurait-il pas commencé par se venger de l'injustice dont il prétendait avoir à se plaindre, s'il avait redouté de voir sa mémoire flétrie par son suicide ? Et de nos jours encore, le militaire auquel le prince C... , dans un accès de colère avait donné un soufflet, aurait-il borné son ressentiment à lui écrire qu'il allait se suicider, et se serait-il porté à cette extrémité, si, comme il le disait dans sa lettre, il n'avait pas voulu se mettre, par ce moyen, dans l'impossibilité de tirer vengeance de l'outrage qu'il en avait reçu ? Tenons donc pour une vérité bien démontrée, qu'il y aurait le plus grand danger de replacer le suicide au rang des délits punissables.

Ajoutez, page 25, *à la suite du* n.° IX. —La section civile de la Cour de cassation jugea, le 9 janvier 1824, que, sous l'empire de la loi du 18 janvier 1792, *l'adoption* d'un enfant *adultérin* devait produire tout son effet lorsque le père adoptif n'avait pas laissé d'enfans légitimes ; mais elle avait précédemment jugé que, sous l'empire de la même loi, une pareille adoption n'avait pu en produire aucun, lorsque le père adoptif avait une filiation légitime : cette distinction ne se lit pas, à la vérité, dans la loi transitoire du 25 germinal an 11, mais elle semble dictée par la raison et la justice. Sous l'empire du Code civil, l'adoption de l'enfant adultérin ne produirait aucun effet dans l'un ni dans l'autre cas.

Même page, ajoutez à la suite du n.° XII. —Si la mère d'un enfant naturel, indiquée comme telle par le père putatif, dans l'acte de naissance de l'enfant, n'avait pas fait l'aveu de sa maternité, elle ne pourrait réclamer les droits de mère (*Art.* 336 *du Code civil*) ; mais il fut jugé le 22 juin 1813, que cet aveu résultait suffisamment de ce que la mère indiquée avait défendu les droits de l'enfant devant les tribunaux, en se qualifiant de sa mère ; et le 24 avril 1824, que sa comparution, en qualité de mère, dans l'inventaire fait après le décès du père de l'enfant, remplissait également le vœu de la loi. Il en serait autrement, lors même que la prétendue mère aurait donné des soins continus à l'enfant

jusqu'à sa mort, et que dans l'acte de décès de cet enfant, elle se serait déclarée sa mère, si elle ne rapportait, à l'appui de ces faits, un commencement de preuve par écrit qui rendît admissible la preuve testimoniale de sa maternité.

On conçoit que c'est moins relativement au crime de meurtre que nous faisons ces observations, que pour le cas de soustractions, que l'art. 380 ne répute ni crime ni délit lorsqu'elles ont été commises par un enfant envers sa mère, ou par une mère envers son enfant; car le meurtre, par lui-même, est toujours constitutif d'un crime.

Ajoutez, page 30, *à la suite des observations sur l'article* 300. — Voyez l'article 5 du projet de loi du 5 avril 1824, à l'appendice de la page 214 du premier volume.

Ajoutez, page 46, *à la suite des observations sur l'art.* 309. — *Voyez* les articles 6 et 11 du projet de loi du 5 avril 1824, à l'appendice du premier volume, sur la page 214.

Ajoutez, page 51, *au* n.° I *des observations sur l'article* 314. — La peine de l'emprisonnement n'étant prononcée par cet article que contre les individus qui ont *fabriqué ou débité* des armes prohibées, et celle de l'amende que contre les *porteurs* de pareilles armes, ni l'une ni l'autre de ces peines ne deviennent applicables à ceux qui n'auraient fait que les exposer en vente; car leur exposition en vente n'en serait ni la fabrication ni le débit, et l'on ne pourrait dire non plus, que ceux qui les auraient ainsi exposées en auraient été porteurs; mais s'il avait été défendu de les exposer en vente, par mesure de sûreté publique, elles n'en devraient pas moins être saisies et confisquées, et le contrevenant condamné à des peines de police.

Ajoutez, page 54, n.° III. — Les femmes ne se livrent, en général, à une action aussi condamnable, que dans l'espoir de dérober aux yeux du public la connaissance de leur mauvaise conduite, sans prévoir les funestes conséquences qui peuvent résulter de l'emploi des moyens qu'elles mettent en usage pour se procurer leur avortement; et il importe de les tirer de cette sécurité, en leur faisant connaître les risques qu'elles courent par l'emploi de pareils moyens : dans le grand nombre d'exemples que nous pourrions citer, nous en choisirons un seul; mais assez marquant pour leur inspirer une crainte salutaire, puisque, ni le rang, ni la fortune, ni les soins ne purent racheter la vie de la personne qui en fut l'objet. Domitien ayant vécu dans un commerce adultère avec Julie Sabine sa nièce, et la grossesse de la princesse s'étant déclarée, l'empereur lui fit prendre un breuvage pour la faire avorter, et l'effet qu'il produisit fut de donner la mort à la princesse; ce qui a fait dire à l'auteur dont nous empruntons l'anecdote : « Que celles qui se portent à cette barbare

» extrémité par respect humain, trouvent souvent la peine et la fin de leur » désordre, dans les mortelles potions qu'elles prennent, pour sauver, *devant » les hommes*, un honneur qu'elles n'ont pas eu honte de perdre *devant Dieu.* »

Ajoutez, page 84, *à la suite du* n.° V. — Trois jours s'étaient à peine écoulés depuis que les ducs d'Orléans et de Bourgogne avaient communié à la même table en signe de réconciliation, lorsque le duc d'Orléans fut assassiné par les émissaires du duc de Bourgogne.

Childéric II, dans un accès de frénésie, ayant fait attacher Bodillon à un poteau et l'ayant fait battre de verges, ce qui était le supplice des esclaves, ce seigneur attendit le Roi à un rendez-vous de chasse et lui passa son épée au travers du corps, puis courant au palais du prince, il y poignarda la Reine et son fils : crimes épouvantables, mais qui prouvent que, quelqu'élevé en dignités et en pouvoir que l'on soit, il faut se garder, dans son propre intérêt, de commettre des injustices.

Ajoutez, page 100, *à la suite des observations sur l'art.* 333. — L... avait été mis en accusation comme prévenu *d'une tentative de viol* sur la personne d'une fille âgée de 18 ans, et sur la déclaration affirmative du jury il avait été condamné à la *reclusion*, par application de l'article 331 du Code pénal ; mais comme il était résulté des *débats*, qu'à l'époque où le prévenu avait commis son attentat, cette fille était sa *domestique*, le ministère public, se fondant sur les dispositions de l'article 338 du Code d'instruction criminelle, avait requis que la question de *domesticité* fût posée, ce que la Cour d'assises avait refusé, et le Procureur-général s'était pourvu contre l'arrêt, attendu que la qualité de maître constituait une circonstance aggravante, et que cette circonstance étant résultée des débats, la Cour d'assises avait ouvertement violé ledit article 338, par le refus qu'elle avait fait d'en poser la question au jury.

Deux questions principales se présentaient à juger sur ce pourvoi, la *première*, de savoir si la violation de l'article 338 du Code d'instruction criminelle emportait la peine de *nullité ;* la *seconde*, si les *maîtres*, dans leurs rapports avec leurs *domestiques*, rentraient dans l'application de l'article 333 du Code pénal, qui prononce la peine *des travaux forcés à perpétuité*, contre ceux qui commettent un viol ou un attentat à la pudeur avec violence, envers les personnes sur lesquelles ils ont *autorité ;* et le 26 décembre 1823, la Cour de cassation les décida l'une et l'autre pour *l'affirmative :* « Attendu que l'art. 338 » du Code d'instruction criminelle veut que s'il résulte *des débats* une ou plusieurs » circonstances aggravantes non mentionnées dans l'acte d'accusation, le prési- » dent ajoute cette question : *l'accusé a-t-il commis le crime avec telle ou telle cir-* » *constance?* — Qu'au rang des circonstances aggravantes des crimes de viol et

» d'attentat à la pudeur avec violence, l'article 333 du Code pénal place *l'au-*
» *torité* que les coupables de l'un ou l'autre de ces crimes ont sur la per-
» sonne envers laquelle ils l'ont commis ; — Que, dans l'espèce, il
» est constaté par le procès-verbal de la séance, que le ministère public avait
» requis la position d'une question tendant à faire décider par le jury si,
» lors du crime, Marie G... était *domestique* de l'accusé ; — Que si les *maîtres*
» coupables envers leurs domestiques de l'un des crimes de l'article 331 du Code
» pénal, ne sont pas énoncés *nominativement* dans l'article 333 du même Code,
» ils y sont *implicitement mais nécessairement* compris par cette disposition, qui dé-
» clare que la peine du crime est celle des travaux forcés perpétuels, *si les coupables*
» *sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont*
» *commis l'attentat ;* — Qu'il est reconnu au procès et formellement déclaré par
» la Cour d'assises, qu'il était résulté *des débats* que Marie G... *était servante*
» de L..., lorsque le crime dont il était accusé avait été commis ; que dès
» qu'une des circonstances aggravantes du crime d'attentat à la pudeur avec
» violence énoncées dans l'article 333 du Code pénal était sortie des débats,
» le ministère public avait eu le droit de requérir la position d'une question sur
» cette circonstance ; qu'en refusant de déférer à cette réquisition du mi-
» nistère public, sous le prétexte que les *maîtres* ne sont pas *nominativement*
» compris dans l'article 333, tandis que la disposition de cet article comprenant
» tous les coupables de la classe de ceux qui ont *autorité* sur la personne en-
» vers laquelle ils ont commis le crime, s'applique *nécessairement* aux *maîtres*
» qui l'ont commis envers leurs *domestiques*, la Cour d'assises *a évidemment mal*
» *interprété et violé ledit article ;* — Que son refus d'autoriser la position d'une
» question sur une circonstance aggravante qui, de son aveu, était résultée des
» débats, a été une contravention *manifeste* à l'article 338 du Code d'instruc-
» tion criminelle ; que par suite de ce refus, les faits de la cause n'ont pas été
» présentés au jury tels qu'ils sortaient de l'acte d'accusation et des débats ;
» que le jury n'a été interrogé que sur le crime d'attentat à la pudeur avec
» violence, sans circonstance aggravante, et que l'accusé n'a été condamné
» qu'à la peine de ce crime, lorsque, si l'article 338 du Code d'instruction
» criminelle avait reçu son exécution, il aurait pu être déclaré coupable du
» crime avec la première des circonstances aggravantes de l'article 333,
» et condamné en conséquence à la peine de cet article ; — Qu'une dé-
» claration de jury que le défaut de position d'une question sur une circon-
» stance aggravante sortie des débats rendait nécessairement incomplète et
» insuffisante, n'a pas été une base légale de la condamnation prononcée par
» la Cour d'assises ; que l'arrêt de cette cour qui a décidé que la question dont il

s'agit ne serait pas posée, et l'arrêt définitif qui en a été la suite, ne sau-» raient subsister. »

Nous partageons entièrement l'opinion émise par la Cour de cassation sur la question de savoir, si l'article 338 du Code d'instruction criminelle emporte la peine de *nullité*, quoique cette peine ne s'y trouve pas écrite; car il ne s'agit pas ici d'une simple *forme* de procéder, et l'article est d'ailleurs conçu en termes *impératifs* : mais, comment concilier cette jurisprudence avec les arrêts des 4 juin 1815 et 6 mars 1823, qui ont rejeté les pourvois d'accusés qui présentaient comme moyen de cassation, la violation de l'article 339 du même Code, en ce que les Cours qui les avaient jugés, avaient refusé de poser des questions sur des excuses *légales* qu'ils avaient *proposées?* Les art. 338 et 339 doivent être exécutés l'un et l'autre, sous peine de nullité, ou la nullité ne peut résulter de la violation de l'un ni de l'autre; et, en effet, il suffit de les mettre en regard pour se convaincre qu'ils renferment la même disposition, aux deux cas qui s'y trouvent énoncés : si l'article 338 exige que : « *s'il résulte des dé-*» *bats* une ou plusieurs circonstances *aggravantes*, non mentionnées dans l'acte » d'accusation, le président *ajoutera* la question suivante : l'accusé a t-il commis » le crime avec telle ou telle circonstance? » L'article 339 exige également que : *lorsque l'accusé aura proposé* pour excuse un fait *admis comme tel par la loi*, la question *sera* ainsi posée : tel fait est-il constant? Pourquoi l'un de ces articles serait-il *obligatoire* pour les Cours d'assises, lorsque l'autre serait de simple *faculté?* L'on ne peut supposer qu'il soit entré dans la pensée du législateur, que tout ce qui tendrait à aggraver la condition de l'accusé dût être exécuté sous peine de nullité, lorsque tout ce qui lui serait favorable rentrerait dans le pouvoir discrétionnaire des tribunaux.

La seconde question jugée par l'arrêt du 26 décembre 1823, offrait plus de difficultés, non-seulement dans l'intérêt particulier des *maîtres*, mais *dans l'intérêt général* de tous les prévenus; car elle présentait celle de savoir, si l'on peut aggraver les peines des condamnés, en faisant résulter cette aggravation du sens *implicite* de la loi pénale; et la question considérée sous ce dernier point de vue, exigerait peu de réflexions pour se convaincre qu'il ne peut en être ainsi : mais la Cour de cassation a cru voir dans l'article 333 une application directe aux maîtres, et non pas un simple sens implicite, et c'est sous cet unique rapport que nous allons examiner la question. Résulte-t-il donc *nécessairement* de ce que l'article 333 porte que, *ceux qui auront autorité sur les personnes*, seront condamnés aux travaux forcés à perpétuité, que les *maîtres* à l'égard de leurs *domestiques*, soient compris dans sa disposition? Une première observation qui n'est pas sans mérite, se tire de ce qu'il ne s'agit pas ici du point de savoir si le

maître qui a commis un attentat à la pudeur envers sa domestique, doit être acquitté ou renvoyé absous; sa condamnation est écrite dans l'article 331, qui prononce la peine de la *reclusion* contre *quiconque* se rend coupable d'un pareil crime, ce qui embrasse les *maîtres*, comme tous les autres individus; mais de savoir uniquement si la peine peut être aggravée aux termes de l'article 333: Nous observerons, en second lieu, que cet article 333 est purement *exceptionnel* et que comme les exceptions sont *de droit étroit*, elles doivent être *renfermées dans leurs termes*, sans qu'il puisse être permis de les appliquer *par analogie*, quelque bien fondée qu'elle pût paraître. Les *maîtres* se trouvent-ils donc *dans l'exception* dudit article? Ils ne s'y trouvent pas *dénommés*, de sorte que ce ne serait *qu'implicitement* qu'ils pourraient y être compris, et pour que l'on pût dire qu'ils y seraient *implicitement* compris, il faudrait qu'ils l'y fussent *nécessairement*, sous la qualification de *ceux qui ont autorité sur les personnes*, et la contexture de l'article suffirait seule pour démontrer, que ce n'est pas des *maîtres* que le législateur a entendu parler.

Par ceux qui ont *autorité* sur les personnes, on ne peut entendre que *les pères et mères*, *les tuteurs et curateurs;* et ce qui nous semble établir jusqu'à l'évidence, que ce n'a été que d'eux qu'il a été parlé dans l'article 333, c'est que le même article parle nominativement des *instituteurs*, des *fonctionnaires publics* et des *ministres* du culte, ce qui n'aurait été qu'une redondance inutile si l'article, dans sa première disposition, avait compris toutes autres personnes que *les pères, mères, tuteurs et curateurs*, en parlant *de ceux qui ont autorité sur les personnes :* mais ce qui nous paraît achever la démonstration, c'est que l'article parle des *domestiques* en termes formels, et que si le législateur avait entendu leur assimiler les *maîtres*, il n'aurait pas négligé de le dire, l'occasion s'en présentant aussi naturellement. L'on ne peut soutenir, d'ailleurs, que les maîtres aient réellement autorité sur leurs domestiques, dans le sens qui se rattache à cette qualification; car avoir autorité sur quelqu'un, c'est avoir sur lui *une puissance légitime*, et les domestiques, en France, ne sont pas des *esclaves*; ils doivent, sans doute, obéissance à leurs maîtres, dans ce qui a rapport à leurs services, mais à cela se bornent tous leurs devoirs; ils peuvent quitter leurs maîtres *à volonté*, comme les maîtres les renvoyer; et il y a certainement loin de là, *à l'exercice d'une puissance légitime, d'une autorité sur les personnes :* Mais admettons même qu'il pût s'élever quelques doutes sur la manière d'entendre l'article 333, ne devraient-ils pas être levés *in favorem?*

Ajoutez, page 129, *à la suite des observations sur l'art.* 345.—Nous avons cité n.° VII, un arrêt du 24 juillet 1823, par lequel il fut jugé, que pour savoir s'il y a question *préjudicielle*, il faut distinguer le cas d'une plainte *en suppression*

d'enfant, de celle *en suppression de l'état de l'enfant*, et comme c'est un arrêt de doctrine, nous devons en faire connaître les considérans; il porte : « Attendu » qu'André B..., Pierre V..., Marie B... et Marie C... ont été prévenus d'avoir, » de complicité, fait inscrire sur les registres de l'état civil, comme provenant » du légitime mariage desdits Pierre V... et Marie B..., un enfant *dont celle-ci* » *n'était pas accouchée ;* — Que ce fait devant avoir pour résultat de donner audit » enfant, une filiation autre que celle qui lui appartient, est donc *une suppres-* » *sion d'état ;* — Que si ledit fait est qualifié crime d'après l'article 345 du Code » pénal, et que, conséquemment, il en naisse une action criminelle pour l'appli- » cation de la peine portée par ledit article, elle ne peut, aux termes de l'ar- » ticle 327 du Code civil, être poursuivie qu'après le jugement définitif à inter- » venir *sur l'action civile en réclamation d'état ;* — Que, dans l'espèce, cette action » n'a pas été jugée, ni même intentée ; d'où il suit qu'en mettant dès-à-présent » lesdits prévenus en accusation, la Cour royale de Toulouse a méconnu les » règles de sa compétence et de ses attributions, et formellement violé ledit ar- » ticle 327 du Code civil. »

Ajoutez, page 133, *à la suite du n.°* I. — On retrouve la même indication, dans l'article 453.

Ajoutez, page 145, *à la suite du n.°* II. — Le Code civil autorise, en certains cas, les officiers du ministère public à poursuivre la nullité des mariages contractés en violation de la loi, et particulièrement lorsqu'ils l'ont été entre des personnes parentes ou alliées à des degrés prohibés : question de savoir si cette action est recevable, lorsque le mariage a été contracté à l'étranger, et que de retour en France, les époux n'ont pas fait inscrire leur acte de mariage sur les registres de l'état civil, et n'ont fait aucun acte, en France, dont on puisse induire qu'ils aient agi en qualité d'époux. La question se présenta le 5 avril 1824 devant la section civile de la Cour de cassation qui déclara l'action recevable, sauf à examiner si elle était fondée, ce que la Cour fit dépendre de deux points principaux, le *premier* de savoir, si le mariage avait été passé devant *un officier de l'état civil ;* le *second*, si *toutes les formalités* en usage dans le pays où le mariage avait été contracté, avaient été observées.

Ajoutez, page 172, après ces mots du n.° II. — *Que la calomnie est au moral ce que l'assassinat est au physique :* c'est ce qu'un poëte danois a très-bien défini, lorsqu'il a dit que, *la langue est l'épée de la parole.*

Au royaume de Pologne, avant son démembrement, le délateur calomnieux était condamné à se coucher ventre à terre, sous le siège où la personne calomniée se trouvait assise, et dans cet état d'humiliation, à déclarer à haute et

intelligible voix, qu'il se repentait des bruits injurieux qu'il avait répandus, *qu'il en avait menti comme un chien;* et obligé de plus, après avoir fait cette confession publique, d'aboyer trois fois de suite, en imitant la voix de l'animal auquel il s'était assimilé.

La menace d'une pareille peine agirait plus fortement sur l'esprit que celle d'une condamnation à *l'amende*, qui n'est rien pour l'homme riche, et qui ne peut atteindre le pauvre; car, tout le monde connaît ce vieux proverbe: *là où il n'y a rien, le Roi perd ses droits.*

Ajoutez, page 180, *à la suite du n.°* XXVI. — La cause portée à la section des requêtes de la Cour de cassation, sur le pourvoi de M. de Forbin-Janson, le 29 janvier 1824, le demandeur y fit plaider que l'honneur est la propriété la plus sacrée de toutes; que c'est celle à laquelle la loi accorde le plus de garantie; que toute imputation diffamatoire rentrait dans l'application des lois répressives de ce genre de délit; que la loi ne portait d'exception que pour le cas où il y avait obligation de dénoncer le fait, à raison des fonctions que l'on exerce; que tout juge qui n'y était pas obligé et qui se le permettait, se rendait coupable de diffamation, lorsqu'il faisait à un citoyen une inculpation déshonorante; que, s'il en était autrement, la justice perdrait son caractère et se transformerait en une censure arbitraire, mille fois plus redoutable que celle des anciens; que le seul cas où nos lois impriment le caractère de censeurs aux juges, était celui prévu par l'article 371 du Code d'instruction criminelle; mais que, par cela même que dans ce cas il a fallu une disposition spéciale pour donner aux présidens des Cours d'assises le droit de censure morale, l'extension d'un pareil droit à tous autres cas est une véritable usurpation, un excès de pouvoirs qui doit emporter la cassation de l'arrêt qui s'en trouve entaché.

M. l'avocat-général qui porta la parole dans l'affaire, reconnut en principe que les pouvoirs des juges sont limités, qu'ils ne peuvent statuer que sur les questions qui leur sont soumises, et que, dans l'espèce, l'imputation de mauvaise foi faite au demandeur par l'arrêt attaqué, était un véritable hors-d'œuvre que rien ne justifiait, que rien ne provoquait; qu'il était à regretter que la Cour royale ait jugé une question de mauvaise foi qu'elle même avouait être étrangère au procès; mais que cette imputation se trouvant consignée, non dans le *dispositif*, mais dans un *motif* de l'arrêt, le recours en cassation n'était pas ouvert au demandeur; que *la prise à partie* était la seule voie légale qu'il avait à prendre.

L'arrêt qui prononça le rejet du pourvoi fut ainsi motivé: « attendu que la » voie de la cassation n'est ouverte que contre les jugemens en dernier ressort » qui contreviennent à quelque loi; que les motifs ne constituent pas les juge- » mens, que le jugement est tout entier dans le dispositif; que ce n'est pas le

» dispositif de l'arrêt que le comte de Forbin-Janson défère à la connaissance » de la Cour; que ce sont ses motifs seuls qu'il attaque; que les motifs des » jugemens ne peuvent violer, ni la loi qui les exige, puisqu'elle ne les assu- » jettit à aucune forme déterminée, ni même aucune autre loi, puisque violer » une loi, c'est permettre ce qu'elle défend, défendre ce qu'elle permet, ou ne » pas faire ce qu'elle ordonne, et que les motifs du jugement qui ne sont autre » chose que des raisonnemens et des opinions, n'ordonnent rien, ne jugent » rien, et conséquemment ne disposent, ni de l'honneur, ni de la fortune des » citoyens; que, cependant, si les motifs d'un jugement étaient de nature à con- » stituer un véritable délit, la partie lésée aurait droit de se pourvoir; *mais* » *contre le juge, et non contre le jugement;* mais par les voies ordinaires, et » non par la voie de la cassation; que vainement le demandeur s'efforce d'écar- » ter l'application de ces règles, en soutenant que la publication et l'affiche de » l'arrêt donnent à ces motifs les caractères et l'autorité des dispositifs; car, » outre que l'affiche ne fait que rendre publiques les dispositions de l'arrêt, sans » en altérer la nature, dans l'espèce, l'affiche a été requise par le ministère pu- » blic, et ordonnée par les juges, uniquement dans l'intérêt général de la société, » pour rendre notoire la nullité qu'ils venaient de prononcer des marchés à » termes fictifs. »

Ajoutez, page 181, *à la suite du premier alinéa du n.°* XXVIII. — On conseillait à Marie de Médicis de se venger des libelles atroces qui se répandaient contre elle, ce qu'elle refusa constamment; disant : *Nous faisons ce que nous voulons, laissons leur dire ce qu'ils veulent.*

Ajoutez, même page, à la suite du n.° XXIX. — Antoine Berher, libraire à Paris, ayant formé le dessein de publier un recueil de pièces jointes à l'histoire du cardinal de Richelieu, par Aubry, et craignant que quelques-unes de ces pièces ne donnassent lieu à des mécontentemens et à des vengeances des particuliers qu'elles regardaient, il s'adressa à Anne d'Autriche, régente du royaume pendant la minorité de Louis XIV, pour être autorisé de faire l'impression de son recueil: *Faites imprimer,* lui répondit la Reine, *et ne craignez rien; je protégerai toujours la vérité. Faites tant de honte au vice, qu'il ne reste que de la vertu en France.*

Henri IV avait fait à-peu-près la même réponse à ceux qui l'engageaient d'ordonner des poursuites contre l'auteur de la satire intitulée : *l'Ile des Hermaphrodites.* J'ai lu l'ouvrage, dit le roi, *et je me ferais conscience de fâcher un homme pour avoir dit la vérité.*

Ajoutez, page 185, *à la suite du n.°* VIII. — On disait de Mécène que sa vigilance

était telle, *qu'il découvrait les conspirations contre César avant même qu'elles eussent été* PROJETÉES ; ce qui donne assez à entendre qu'il savait les moyens de les *provoquer* pour se maintenir dans la faveur du Prince, ou lorsqu'il les jugeait utiles à la réussite de ses projets ; et ce n'est pas, sans doute, sous ce rapport, qu'il a pu mériter l'éloge de ses contemporains. Ce sera toujours pour sa mémoire une tache ineffaçable; car, il ne pouvait agir ainsi que pour immoler d'innocentes victimes à son ambition.

Ajoutez, page 202, *au second alinéa du n.°* III. — Nous n'avons parlé, dans cet alinéa, que dans le sens de l'article 375, l'article 20 de la loi du 17 mai 1819 n'ayant réduit à des peines de simple police que les injures qui ne renferment pas l'imputation d'un vice *déterminé*, ou qui n'auraient pas été *publiques*.

Ajoutez, page 205, *à la suite du n.°* III. — La Cour de cassation jugea, le 6 novembre 1823, que les tribunaux *correctionnels* sont compétens pour connaître des diffamations commises envers un témoin, à raison de sa déposition devant un tribunal de *commerce*. Les époux L.... avaient porté plainte devant le tribunal *correctionnel* de Saint-Omer, contre C.... et G...., en réparation d'imputations diffamatoires qu'ils alléguaient que C... et G... s'étaient permises contre la femme L.... devant le tribunal de *commerce* du même arrondissement, et à raison de sa déposition devant ce tribunal. La Chambre des appels de police correctionnelle de la Cour royale de Douai, s'était déclaré *incompétente*, sur le motif que les *témoins* sont des *tiers*, et que, d'après le dernier paragraphe de l'article 23 de la loi du 17 mai 1819, les discours diffamatoires étrangers à la cause, et prononcés devant les tribunaux, ne peuvent donner lieu, *en faveur des tiers*, qu'à l'exercice d'une action *civile;* mais la Cour de cassation prononça l'annullation de l'arrêt : « attendu que les » dispositions relatives de la loi du 25 mars 1822 n'avaient été modifiées par » aucune loi postérieure ; qu'elles étaient absolues et précises ; qu'elles devaient donc prévaloir sur les inductions qui pourraient être tirées des dispo» sitions des lois antérieures; qu'elles devaient être exécutées même en faveur » des témoins publiquement outragés, à l'audience d'un tribunal, à raison » de leurs dépositions ; que, dans ce cas, si le tribunal est investi du droit de » prononcer des peines correctionnelles, il doit statuer sur la plainte du » témoin outragé, et appliquer, s'il y a lieu, les peines de l'article 6 de la» dite loi ; que si ce tribunal est incompétent pour prononcer des peines de cette » nature, ou si l'outrage ayant été fait au témoin, *hors de sa présence*, il n'a pu » saisir de la plainte le tribunal devant qui l'outrage lui a été fait et qui avait ca» ractère pour prononcer des peines correctionnelles, les droits du témoin, » dans ces deux cas, n'en demeurent pas moins entiers, et qu'il peut exercer

» son action conformément aux règles de l'article 17 de ladite loi du 25 mars 1822. » — En quoi il a été fait une fausse application de l'article 23 de la loi du 17 mai » 1819, et commis une violation de l'article cité de celle du 25 mars 1822. »

Ajoutez, page 230, *à la suite des observations sur l'article* 381. — *Voyez* l'article 10 du projet de loi du 5 avril 1824, à l'appendice, sur la page 214 du premier volume.

Ajoutez, page 239, *à la suite des observations sur l'article* 383. — *Voyez* les articles 7 et 11 du même projet, *loc. cit.*

Ajoutez, page 244, *à la suite des observations sur l'article* 384 — *Voyez* le même projet, *ibid.* articles 8, 10 et 11.

Ajoutez, page 247, *à la suite du n.°* VII. — Un accusé avait été déclaré coupable de *complicité* d'un vol, commis *de jour*, dans *un magasin militaire*, et il avait été condamné aux peines prononcées par l'article 386 du Code pénal. L'arrêt fut cassé pour fausse application de cet article : « attendu qu'il ne résultait d'au- » cune des pièces du procès que le magasin fût *un lieu habité ou servant à l'ha- » bitation;* que ce fait n'étant pas non plus résulté des débats, il n'y avait pas » lieu d'en poser la question; qu'ainsi, l'accusé n'était passible que d'une peine » correctionnelle *pour complicité de vol simple.* »

Ajoutez, page 257, *à la suite du n.°* XXXIII. — Jugé le 22 janvier 1824, que les dispositions de l'article 386 du Code pénal avaient été faussement appliquées sur une déclaration du jury, portant que le vol dont l'accusé s'était rendu coupable avait été commis *de jour*, par une *seule* personne, dans une maison *de logeur*, sans qu'il eut été ajouté que l'accusé y avait été *reçu.*

Ajoutez, page 263, *à la suite du n.°* XLI. — L'article 1.^er^ du projet de loi du 5 avril, qui se trouve inséré à l'appendice de la page 616 du 1.^er^ vol., décide la question qui depuis si long-temps divise l'opinion des Cours royales et de la Cour de cassation; mais ce projet fût-il converti en loi, la loi nouvelle ne pourrait exercer aucune influence sur les vols commis dans les églises antérieurement à sa promulgation; de sorte qu'il faudra toujours juger de quelle manière devait être appliqué le Code pénal, lorsque c'était la seule loi qui devait être consultée pour la répression de ce genre de délit : et M. le Garde-des-sceaux n'a pas dissimulé, dans l'analyse qu'il a faite du projet de la loi nouvelle, *que nos lois actuelles semblent avoir refusé de prévenir ces crimes;* d'où l'on peut induire, que dans la pensée de Son Excellence, le Code pénal n'avait prononcé aucune aggravation de peine pour le cas dont il s'agit.

Ajoutez, page 268, *à la suite des observations sur l'art.* 386. — Voyez les articles 3, 10 et 11 du projet de loi, que nous avons rapporté à l'appendice du 1.^er^ vol. sur la page 214.

Ajoutez même page 268, *au n.°* 1. *des observations sur l'article* 387. — Lorsque nous avons dit que ce serait le propriétaire des boissons qui les aurait lui-même altérées, qu'il se serait rendu coupable d'un délit punissable, nous avons suffisamment sous-entendu que ce serait au cas où il les aurait *vendues ou débitées*, en renvoyant aux dispositions de l'article 318.

Ajoutez, à la page 271, *à la suite du n.°* II. — Ce que nous disions, en terminant nos observations sous ce n.° 2, vient de se réaliser en partie, dans le projet de loi du 5 avril, rapporté à l'appendice du 1.er vol., sur la page 214, qui autorise les Cours d'assises à modérer les peines applicables à certains délits, d'après les circonstances; mais pourquoi avoir restreint cette faculté à quelques cas seulement? Etait-ce bien aussi aux Cours d'assises que l'appréciation des circonstances *atténuantes* du crime devait être abandonnée, lorsque celle des circonstances *aggravantes* avait été mise dans les attributions du jury? Dans les deux cas, c'est un point de *moralité* qu'il s'agit d'apprécier; et il rentre nécessairement dans les attributions du jury d'apprécier le *fait* et sa *moralité*. Il est à craindre qu'une pareille compétence accordée aux Cours d'assises, ne fasse manquer le but que l'on a dû se proposer; car du moment que les jurés n'auront pas la certitude qu'en déclarant l'accusé *coupable*, il ne pourra lui être infligé que des peines proportionnées au genre de crime qu'il aura commis, ils préféreront toujours le déclarer *non coupable*, que de l'exposer à lui faire appliquer des peines hors de toute proportion avec sa culpabilité réelle. Le projet de loi dont il s'agit ne doit, au surplus, être considéré que comme un acheminement à un meilleur ordre de choses; et, en effet, M. le Garde-des-sceaux a formellement reconnu que beaucoup d'autres articles du Code devraient être modifiés : ce qui paraît uniquement avoir empêché Son Excellence d'en faire de suite la proposition, c'est que les *innovations* ont toujours des *inconvéniens*, et qu'il suffisait pour l'instant de s'occuper des crimes qui se commettent le plus *fréquemment;* mais dès que les inconvéniens d'une loi sont remarqués, doit-on hésiter à la mettre en harmonie avec la justice? Ce serait une *innovation heureuse*, et non pas de la nature de celles qui présentent des *inconvéniens*.

Ajoutez, page 282, *à la suite des observations sur l'art.* 388. — *Voyez* les articles 2, 10 et 11, du projet de loi du 5 avril 1824, à l'appendice, sur la pag. 214, du premier vol.

Ajoutez, page 307, *à la suite des observations sur l'art.* 401. — *Voyez* l'article 13 du même projet de loi.

Ajoutez, page 312, *à la suite du* n.° XIV. — Il fut jugé, le 3 juillet 1823,

qu'un négociant en faillite ne peut être condamné comme banqueroutier *frauduleux*, sur le seul motif que, dans son bilan, il aurait *supposé des dettes passives et collusoires* entre lui et des créanciers fictifs : dans l'espèce, l'accusé C... avait été déclaré *coupable* par le jury, « d'avoir supposé des dettes passi-» ves et collusoires entre lui et des créanciers fictifs, en se constituant leur dé-» biteur sans cause ni valeur, par le bilan qu'il avait présenté et signé. » Sur cette déclaration, l'officier du ministère public avait requis la condamnation de l'accusé aux peines prononcées contre les banqueroutiers *frauduleux*, par l'article 402, et la Cour d'assises l'avait déclaré *absous* : « Attendu que les » dettes supposées dans le bilan n'ont pas le caractère de criminalité prévu » par l'article 593 n.° 4 du Code de commerce ; qu'un bilan frauduleux n'est » point compris *dans les écritures* dont parle l'article précité » : il y eut recours en cassation contre cet arrêt, de la part du Procureur-général, et son pourvoi fut rejeté ; « Attendu que la Cour d'assises avait pu, sans violer le 4.^me^ §. » de l'article 593 du Code de commerce et l'article 402 du Code pénal, décla-» rer que les faits déclarés affirmativement par le jury, ne rentraient pas direc-» tement dans ledit §. 4 de l'article 593, et qu'ils n'étaient prévus par aucune » loi pénale ; qu'en prononçant dès-lors l'absolution de l'accusé, conformé-» ment à l'article 364 du Code d'instruction criminelle, elle avait fait une juste » application dudit article. »

De la manière dont cet arrêt se trouve rédigé, on pourrait supposer que si la Cour d'assises avait appliqué à l'accusé les peines de l'article 402, en déclarant que le bilan frauduleux d'un failli se trouvait compris dans les écritures dont parle l'article 593 du Code de commerce, le pourvoi qui aurait été dirigé contre l'arrêt aurait dû être également rejeté, la Cour de cassation n'ayant paru fonder le rejet qu'elle a prononcé, que sur ce qu'il avait été déclaré par la Cour d'assises, que le fait ne rentrait pas dans le §. cité de l'article 593 du Code de commerce ; mais ce serait donner à l'arrêt du 3 juillet 1823 une fausse interprétation ; car, si la Cour de cassation avait pensé que les bilans frauduleux étaient des écritures qui rentrassent dans les dispositions dudit article 593, elle aurait nécessairement prononcé l'annullation de l'arrêt qui lui était dénoncé : ce qui détermina et ce qui devait déterminer le rejet du pourvoi, c'est que l'article 593 a nécessairement entendu parler d'un acte *préexistant* et *constitutif* d'un titre de créance, au préjudice de la masse, pour en faire profiter un tiers qui n'en aurait pas fourni la valeur ; ce qui est exclusif d'un bilan qui ne peut dispenser les tiers indiqués comme créanciers, de produire les titres justificatifs de leurs créances, ni conséquemment diminuer le gage de la masse en la grevant de dettes simulées.

Ajoutez, *page* 329, *à la suite du* n.°. VIII. — Il fut jugé, le 22 mars 1824, par la section civile de la Cour de cassation, que les tribunaux civils ne pourraient, sans violer la loi, admettre la preuve testimoniale d'un fait *d'usure*, lorsque la demande est fondée en titre ou qu'il est question, dans la cause, d'une somme ou valeur de plus de 150 francs; mais aussi, que le jugement intervenu au civil ne s'oppose pas à ce que le demandeur qui a perdu sa cause, intervienne au procès qui peut s'instruire *ultérieurement* contre le défendeur, devant les tribunaux correctionnels, sur prévention *d'habitude d'usure;* en quoi il fut jugé que ce qui l'a été au civil, ne constitue pas la chose jugée, en ce sens qu'il interdise toutes poursuites, à raison du même fait, par la voie criminelle: aussi, l'arrêt par lequel la Cour royale de Colmar avait prononcé le renvoi du prevénu, sur le motif que tout avait été jugé par les tribunaux civils, fût-il cassé: et cependant, dans l'espèce, tout semblait avoir été terminé entre les parties par le jugement invoqué, en ce que le contrat pignoratif, que le demandeur avait prétendu être *usuraire*, n'avait été cassé qu'à la charge par celui-ci de restituer au défendeur, toutes les sommes portées dans l'acte: l'arrêt de cassation fut ainsi motivé; « Attendu que l'arrêt dénoncé ne repousse l'action en poursuite d'habitude d'usure formée contre le prévenu, de la part du ministère public, qu'en considérant que, d'après l'autorité de la chose jugée au civil, les faits relatifs à l'acte du 17 novembre 1817 (*le contrat pignoratif annullé*), ne pourraient le réputer usuraire; qu'il n'avait donc pu en résulter interruption de la prescription des faits antérieurs à cet acte; que pour rendre applicable l'exception de la chose jugée, il faut, d'après l'article 1351 du Code civil, qu'il y ait identité de demandes et de parties litigantes; — Que dans l'espèce, il n'y avait pas identité de demandes, puisque dans l'instance civile il s'agissait uniquement de la demande en annullation d'un contrat supposé pignoratif, et que l'instance correctionnelle ne portait que sur la poursuite du délit d'habitude d'usure; — Qu'il n'y avait pas non plus identité de parties, puisque la première instance était liée entre Z... et F..., et la seconde, entre le ministère public et Z...; — Que sous ce double rapport, l'exception de la chose jugée dans l'instance civile ne pouvait être appliquée à l'instance correctionnelle; — Qu'ainsi, en déclarant qu'elle devait l'être, et en fondant uniquement sur ce motif, la confirmation du jugement de première instance, l'arrêt attaqué a fait une fausse application de l'exception de la chose jugée, et violé l'article 1351 du Code civil. »

Ce ne fut pas, comme l'on voit, sur le motif qu'un jugement rendu au civil ne peut constituer la chose jugée au criminel, que la Cour prononça la cassation de l'arrêt dénoncé; mais simplement sur ce que, dans l'espèce, n'y

ayant pas eu identité de personnes et de demande, le jugement qui était intervenu au civil n'avait pu la constituer : il est des cas, en effet, où ce qui est jugé au civil constitue la chose jugée au criminel, comme il en est où la chose jugée au criminel a la force de chose jugée au civil : tout dépend de la nature de l'action et des suites nécessaires que doit avoir le jugement qui est intervenu soit au civil, soit au criminel.

Ajoutez, page 358, à la huitième ligne du n.° 4, après ces mots : *avant que de se charger de l'expédition*, ceux-ci : *mais au cas seulement où il ne pourrait indiquer la personne qui l'en aurait chargé, et contre laquelle pourraient être dirigées les poursuites.*

Ajoutez, page 448, *par un n.° additionnel, à la suite des observations sur l'article* 454. — La Cour royale d'Amiens avait renvoyé le sieur T.... de la citation qui lui avait été donnée pour comparaître devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement, sur la prévention du délit de port d'armes sans permis, en se fondant sur ce que le procès-verbal du garde-champêtre qui constatait la contravention n'avait pas été *enregistré*, et qu'il ne pouvait faire, dès-lors, aucune preuve de son contenu. Son arrêt fut cassé : « Attendu que l'enregis-» trement d'un acte est étranger à sa substance ; qu'il n'en est qu'une formalité » *extrinsèque ;* que son omission ne peut donc rendre l'acte nul, *si ce n'est dans le* » *cas où la loi lui aurait formellement attaché cette peine* ; que, si la loi du 22 frimaire » an 7 a prononcé d'une manière générale la nullité des exploits et procès-ver-» baux non enregistrés dans le délai prescrit, cette disposition générale a été » nécessairement restreinte par l'article 47 de la même loi, qui ne défend de » rendre jugement sur des actes non enregistrés, que lorsque le jugement serait » rendu en faveur des particuliers ; que, par cette restriction, la loi a évidem-» ment voulu conserver toute leur force aux actes qui intéressent l'ordre et la » vindicte publique, et ne pas subordonner leur effet aux intérêts pécuniaires » du fisc, sauf le recouvrement de ses droits à la charge de qui il appar-» tient. »

Ajoutez, page 451, *à la suite du n.°* IV. — Ce qui avait été jugé le 10 septembre 1813, le fut de nouveau dans le même sens, le 31 janvier 1824. Dans l'espèce, il y avait eu dépaissance dans les bois d'une commune, par des individus qui n'y avaient aucun droit ; le délit avait été constaté par un procès-verbal régulier du 28 avril 1823, et ce n'avait été que le 12 juin, que des poursuites avaient été dirigées contre les prévenus ; c'est-à-dire, après l'expiration d'un mois, mais dans les trois mois de la constatation du délit ; cependant le tribunal saisi avait déclaré l'action *prescrite*. Son jugement fut annulé

sur le recours en cassation, en ces termes : « Vu l'arrêté du Gouvernement » du 19 ventôse an 10, et attendu que cet arrêté assimile les bois des communes » aux bois de l'État, pour la régie et l'administration ; — Que cette assimilation » absolue comprend nécessairement le délai de la prescription qui, se confon- » dant avec le délai pour procéder, fait essentiellement partie du mode d'agir, » de régir et d'administrer ; qu'ainsi, la seule prescription *de trois mois* établie » par l'article 8, tit. 9 de la loi du 29 septembre 1791 pour les délits commis dans » les bois de l'État, est applicable aux délits forestiers commis, de quelque ma- » nière que ce soit, dans tous les bois des communes ; — Que si l'art. 38 du tit. 2 » du Code rural du 6 octobre 1791, en établissant des peines particulières pour » les dégâts faits dans les bois taillis des communautés, par des bestiaux ou » troupeaux, a, sous le rapport de la peine, rangé cette espèce de délit dans » la classe des délits ruraux, ce Code n'a, du reste, rien changé aux règles gé- » nérales établies pour la poursuite *de toutes les contraventions forestières.* »

Ajoutez, page 453, *à la suite des observations sur l'article* 456. — Un individu traduit devant un tribunal de police, sur la prévention d'avoir dégradé un terrain cultivé en jardin, avait été renvoyé de la demande, attendu qu'un pareil fait ne pouvait donner lieu à l'exercice d'une action publique ; mais le jugement fut annullé, attendu que le fait imputé au prévenu rentrait dans la disposition de l'article 17, titre 2 du Code rural, et que le tribunal ne s'était pas fondé sur des circonstances *particulières*, pour déclarer qu'il n'avait pas le caractère de délit.

Ajoutez, page 456, *à la suite du n.°* VII. — Le déversoir de l'usine aurait, par sa hauteur, occasionné du dommage à autrui, que si cette hauteur avait été déterminée *par un arrêté administratif*, il n'y aurait pas délit punissable : *sic jud.* le 25 août 1808 : « attendu que lorsqu'il était constaté par le procès- » verbal que les eaux se trouvaient *au-dessous* du déversoir légalement établi » depuis longues années, la cause de l'inondation se trouvant dans la trop » grande élévation de ce déversoir, on ne devait point imputer ce délit au pro- » priétaire du moulin ; que c'était au préfet du département seul, et par des » mesures purement administratives, qu'il appartenait de faire cesser et de » prévenir un dommage dont il était dans ses attributions, d'après l'article 16, » tit. 2 de la loi du 28 septembre 1791, d'apprécier les causes et d'ordonner la » réparation. »

Même page, ajoutez à la suite des observations sur l'article 457. — Le Code de brumaire an 4, art. 600, avait fixé le *maximum* de l'amende, pour contravention de police, à la valeur d'un certain nombre *de journées de travail*, et celui

de l'emprisonnement *à trois jours* ; le *minimum* de ces peines était une amende de la valeur *d'une journée de travail* et un emprisonnement *d'un jour* ; mais une loi du 23 thermidor an 4 portait que, *pour tout délit rural et forestier*, l'amende ne pourrait être prononcée *au-dessous* de la valeur *de trois journées de travail*, et l'emprisonnement *au-dessous* de trois jours. Le motif donné par le législateur, de cette aggravation de peines, avait été pris de « l'absence d'une infinité de jeunes cultivateurs maintenant occupés à combattre les ennemis de la république, ce qui commandait des mesures coercitives afin de conserver à ces braves citoyens les récoltes abondantes qui se » trouvent sur la terre. » Cette loi de circonstances ne fut obligatoire pour les tribunaux que jusqu'à la mise en activité du Code pénal, qui prit les *francs* pour base de la fixation de l'amende à prononcer, et qui autorisa de la porter à *quinze francs*, comme aussi la peine de l'emprisonnement à *cinq jours*, au lieu de *trois*, toutes les fois que la loi n'en aurait pas autrement disposé, en fixant un *maximum* au-dessous de ces quotités.

Ajoutez, page 464, *à la suite des observations sur l'article* 459. — Jugé, le 4 janvier 1822, que quand il résulte des indices suffisans que les prévenus ont violé le cordon sanitaire, il y a nécessité d'ordonner le renvoi de l'affaire devant la Cour d'assises, sans examiner ni apprécier les circonstances accessoires relatives à l'application de la peine, sur lesquelles il ne pourrait être statué que d'après le résultat d'un débat.

Ajoutez, page 477, *à la suite des observations sur l'article* 463. — *Voyez* nos nouvelles observations à l'appendice du second volume, page 592.

Ajoutez, page 494, *à la suite du n.°* 3. — Le tribunal de police *d'Issigny* avait condamné Jean-Louis D...., *domicilié à Molay*, à un franc d'amende, pour avoir fait, un jour de dimanche, à *Issigny*, un déchargement de beurre; et sur son pourvoi en cassation, le jugement fut annullé : « attendu que le » n.° 4 de l'article 2 de la loi du 18 novembre 1814, ainsi que les autres n.os » dudit article, ne sont pas simplement démonstratifs de quelques-uns des » travaux ordinaires prohibés les jours de dimanches et de fêtes, par l'art. 1.er, » de manière à laisser compris dans la prohibition générale de cet article, » d'autres travaux que ceux qu'ils énoncent; qu'au contraire, ce n.° avec les » trois précédens sont spécificatifs de la matière de tous les travaux ordinaires, » ainsi qualifiés dans la disposition générale de l'article 1.er, de sorte que les » travaux qu'ils spécifient sont les seuls que l'article 1.er prohibe. — Et attendu » que, dans l'espèce, le demandeur était domicilié, non pas à *Issigny*, mais à » *Molay;* que, par conséquent, le déchargement de beurre opéré à *Issigny*,

» motif de la poursuite, n'était pas fait dans le lieu de son domicile, et, sous » ce rapport, ne rentrait pas dans la prohibition portée par l'article 1.er. — » Que, néanmoins, le jugement attaqué décide que la prohibition générale » portée par l'article 1.er était applicable, et par ce motif, condamne D.... à » l'amende d'un franc; en quoi ce jugement a faussement appliqué ledit » article 1.er, et violé les dispositions du n.° 4 de l'article 2. »

Ajoutez, page 497, *à la suite du n.°* X. — *Voyez* page 553 du second volume et l'appendice de ce volume sur la page 555.

Ajoutez, page 504, *à la suite du n.°* XX. — *Voyez* l'article 13 du projet de loi du 5 avril 1824, à l'appendice du premier volume, sur la page 616.

Ajoutez, page 555, *à la suite des observations sur l'article* 483. — Cet arrêt du 12 novembre 1813 semble impliquer contradiction avec celui du 24 août 1821, que nous avons cité page 497 du second volume, n.° X; mais les deux arrêts impliqueraient réellement contradiction, que ce serait à ce qui fut jugé le 24 août 1821, qu'il faudrait se rattacher. En voici les considérans : « ATTENDU que les » tribunaux de police ne peuvent connaître des contraventions aux arrêtés de » l'autorité municipale, que relativement à ceux de ces arrêtés qui ont le carac- » tère de règlemens, et dont les dispositions portent sur des objets de police » attribués par la loi à la surveillance de ladite autorité municipale; — Qu'il est de » l'essence des règlemens de police de s'étendre à une universalité ou à une cer- » taine classe de citoyens; — Que les dispositions particulières qui peuvent y avoir » été insérées, concernant des individus considérés privativement, ne sauraient » participer à l'autorité et aux effets que la loi accorde à ces règlemens; — Et » ATTENDU que, par acte du 30 novembre 1820, Alexandre C.... s'était rendu » adjudicataire du bail de l'enlèvement des boues et immondices de la ville de » Belfort, sous les charges et obligations portées dans ledit bail; — Que ce bail » constituait un acte civil dont il ne pouvait dériver que des obligations civiles; » — Que, cependant, C.... a été traduit au tribunal de police de Belfort pour y » être condamné à une amende de police, pour négligence dans l'exécution de » son bail; — Que ces poursuites ont été fondées sur un arrêté municipal pris » le 11 novembre 1814, pour l'exécution d'un bail fait aussi pour l'enlèvement » des immondices, le 26 avril précédent; — Que les contraventions aux dispositions » de cet arrêté, qui avaient pour objet la propreté et la salubrité des rues de la ville » de Belfort, et qui concernaient ses habitans, rentraient dans les attributions du » tribunal de police; — Mais que, relativement aux mesures particulières aux ad- » judicataires de l'enlèvement des boues, qui avaient été prescrites dans le même » arrêté, elles n'avaient aucun caractère de généralité; que les peines qui y

» étaient portées contre eux, au cas d'inexécution des obligations de leur bail, se » rattachaient nécessairement aux clauses de ce bail; qu'elles se rattachaient de » même aux clauses du bail consenti à C.... le 30 novembre 1820; qu'elles ne » pouvaient donc, sous aucun rapport, être poursuivies devant le tribunal de » police, et qu'en se déclarant incompétent pour les prononcer, celui de Belfort » s'est conformé aux règles de sa compétence. »

Si dans l'espèce jugée par l'arrêt du 12 novembre 1813, le fermier s'était soumis par son bail à des peines de police, pour le cas d'inéxécution de ses engagemens, dans l'espèce de celui du 24 août 1821, le fermier avait contracté sous l'empire d'un règlement émané de l'autorité locale, qui renvoyait, pour le même cas, devant le tribunal de police, de sorte que, sous ce rapport, il y avait identité; mais, il aurait été parfaitement indifférent que les fermiers se fussent soumis à la juridiction des tribunaux de police, s'il n'y avait pas eu, dans le fait, un délit punissable, aux termes de la loi pénale. Il faut donc chercher ailleurs le motif qui fit juger, le 12 novembre 1813, que le fermier s'était rendu coupable, par l'inexécution des clauses de son bail, d'un délit punissable, et l'on ne peut le trouver qu'en ce que le fermier, dans l'espèce jugée par l'arrêt du 12 novembre, s'était chargé non-seulement *de l'enlèvement des boues*, mais *du nettoiement des rues à la décharge des habitans*, lorsque le fermier, dans celle jugée par l'arrêt du 24 août, ne s'était chargé que *de l'enlèvement des boues*, ce qui avait laissé le nettoiement des rues *à la charge des habitans*. Dans le premier cas, le fermier s'était substitué aux obligations des habitans, et il avait pris sur son compte toute la responsabilité; d'une autre part, la Cour de cassation n'avait pas à juger, dans l'affaire du 12 novembre, le point de *compétence;* mais uniquement de décider si le fermier, étant tombé en *récidive*, devait être condamné à *l'emprisonnement*. La Cour de cassation aurait pu, sans doute, prononcer l'annullation du jugement, *dans l'intérêt de la loi*, pour cause *d'incompétence;* mais la question ne fut pas examinée sous ce point de vue. Ainsi, l'on doit tenir, comme l'a jugé la Cour de cassation, le 24 août 1821, que les tribunaux de police ne peuvent être compétemment saisis que des contraventions à des règlemens *qui s'étendent à une universalité ou à une certaine classe de citoyens*.

FIN DE L'APPENDICE DU SECOND VOLUME.

ADDITION

A L'APPENDICE DU PREMIER VOLUME.

Ajoutez, page 573, *à la suite de l'indication des arrêts des* 5 *et* 25 *février* 1824. — Dès qu'il était jugé que les prévenus avaient été *légalement* traduits devant les tribunaux, en vertu d'ordre du ministre de la guerre ; et que le Conseil de guerre, devant lequel ils l'avaient été, s'était déclaré *incompétent*, sans qu'il eût rien encore été statué *sur le mérite de la prévention*, il y avait nécessairement lieu de faire le renvoi de l'affaire devant un tribunal, pour l'instruire et la juger : mais ce renvoi devait-il être fait *à un autre Conseil de guerre* ou *devant les tribunaux ordinaires ?* La Cour de cassation a jugé qu'il devait l'être *devant un autre Conseil de guerre ;* cependant, le jugement *d'incompétence* qu'avait rendu le Conseil de guerre qui d'abord avait été saisi, n'ayant pas été attaqué par les voies de droit, avait acquis *la force de la chose jugée*, et il aurait semblé, dès-lors, que la juridiction militaire se serait trouvée *irrévocablement dépouillée;* sauf la cassation de son jugement *dans l'intérêt de la loi;* que tout devait rentrer, par suite, dans les termes *du droit commun ;* d'où suivait, que les prévenus devaient être traduits *devant les tribunaux ordinaires*, toujours compétens en matière criminelle, et qui ne se trouvent dessaisis momentanément de la connaissance de quelques crimes ou délits, que par voie *exceptionnelle.* Le fait constitutif de la prévention, dans l'espèce, était bien, il est vrai, de cette nature : aussi, les prévenus avaient-ils été traduits *devant un Conseil de guerre ;* mais les *exceptions* étant *de droit étroit*, elles doivent cesser d'exercer leur empire toutes les fois qu'il y a été dérogé d'une manière *légale ;* et *la chose jugée* a nécessairement ce caractère ; de sorte que, dans les principes généraux du droit, la justice devait reprendre son cours naturel ; *l'exception* disparaissant, c'était aux tribunaux ordinaires que la prévention devait faire retour. Le Conseil de guerre s'était mal-à-propos, sans doute, déclaré *incompétent ;* mais pour savoir s'il y a chose jugée, l'on n'a pas à examiner, si le tribunal qui a prononcé a bien ou mal jugé ; il suffit que le jugement qu'il a porté, n'ait pas été attaqué dans le délai utile, et dans la forme indiquée par la loi : écouterait-on un condamné par les tribunaux ordinaires,

pour délit militaire, qui viendrait demander la cassation du jugement et son renvoi devant un Conseil de guerre, pour y être jugé de nouveau ? La question s'est présentée souvent, et il a été constamment jugé que l'arrêt de condamnation devait être exécuté ; attendu que les tribunaux ordinaires ont une compétence illimitée en matière criminelle ; d'où résultait la conséquence nécesssaire que le renvoi fait aux tribunaux ordinaires, au cas particulier, n'aurait pu violer aucun principe, lorsque celui qui l'a été au Conseil de guerre, a trouvé de nombreux contradicteurs. On se demande si les tribunaux ordinaires méritent moins de confiance que les tribunaux militaires ; si, de ce qu'un accusé se trouve sous le poids d'une accusation capitale, il peut être privé des garanties que la loi donne à tous les citoyens ? C'est dans les intérêts *généraux* que nous présentons ces observations, et si nous les avons rattachées aux arrêts des 5 et 25 février, c'est que ce sont ces arrêts qui nous en ont fourni le prétexte : nous avons pensé que la jurisprudence n'étant pas encore assez bien établie sur un point de cette importance, elle pourrait être changée sans inconvénients, ce qui nous paraît fort à désirer ; car il est à craindre que l'on ne considère une attribution donnée aux Conseils de guerre, dans un pareil cas, comme une prédilection qui leur serait accordée ; ce qui ne pourrait beaucoup les flatter, en même temps que cela paraîtrait annoncer une certaine défiance des tribunaux ordinaires; ce qui tendrait à leur enlever une partie de la considération qu'ils s'efforcent de mériter.

DERNIÈRES OBSERVATIONS.

Le ministre Turgot disait que, si l'on doit respecter l'opinion erronée, sur des choses qui ne présentent pas un grand intérêt, c'est un devoir impérieux de la combattre avec énergie, lorsqu'elle peut avoir des conséquences injustes et nuisibles : nous avons suivi cette marche tracée de main de maître, en n'insistant principalement que sur les points capitaux; mais nous avons dû le faire avec toute l'énergie recommandée par cet homme de bien ; et comme nous avons été convaincus que le système de nos lois pénales était en opposition directe avec une bonne administration de la justice, nous avons dû dire avec franchise ce que nous en pensions. Le crime, sans doute, ne doit pas rester impuni : tous les moyens de l'atteindre doivent être mis dans les mains de l'autorité protectrice de la société ; mais aussi les seuls coupables doivent être

poursuivis et condamnés; mais aussi, la liberté individuelle des citoyens doit toujours être prise dans la plus haute considération ; car, s'il importe au maintien de l'ordre qu'aucun criminel n'échappe à la vindicte publique, il n'importe pas moins à la sécurité des citoyens que, sous de vains prétextes, leur liberté ne soit pas impunément violée. C'est à ménager ces intérêts respectifs que doivent tendre tous les efforts des législateurs, et tant que ce but ne sera pas atteint, l'on ne pourra se flatter d'avoir établi une bonne législation. On conçoit aisément que, pour en venir à ce point de perfection, ce n'est pas l'affaire d'un jour ; mais il est des améliorations tellement commandées par la plus impérieuse nécessité, qu'elles ne peuvent échapper aux regards les moins clairvoyans. Nous avons indiqué les principales, et particulièrement celles qui ont été trop négligées jusqu'à présent dans l'intérêt des accusés. Toute l'horreur que le crime nous inspire n'a pas dû nous en imposer au point de ne voir que des coupables dans les prévenus, et de ne pas nous élever contre l'application à faire, même à de vrais coupables, de peines hors de toutes proportions avec la nature de leurs délits. Notre unique objet a été de faire reposer le système de nos lois pénales sur les bases inébranlables de l'humanité, de la raison et de la justice.

FIN DU COMMENTAIRE.

LOIS

RELATIVES AUX MATIÈRES DU CODE PÉNAL.

CHARTE CONSTITUTIONNELLE (1).

4 Juin 1814.

Droit public des Français.

ARTICLE PREMIER. « LES Français sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leurs titres et leurs rangs. »

» ART. 4. Leur liberté individuelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit. »

» ART. 5. Chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtient pour son culte la même protection. »

» ART. 8. Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois qui doivent réprimer les abus de cette liberté. »

» ART. 9. Toutes les propriétés sont inviolables, sans aucune exception de celles qu'on appelle *nationales*, la loi ne mettant aucune différence entre elles. »

» ART. 11. Toutes recherches des opinions et votes émis jusqu'à la restauration, sont interdites. Le même oubli est commandé aux tribunaux et aux citoyens. »

» ART. 12. La conscription est abolie. Le mode de recrutement de l'armée de terre et de mer est déterminé par une loi. »

(1) Nous avons inséré la Charte constitutionnelle en entier, au troisième volume de nos observations sur le Code d'Instruction criminelle, pages 335 et suivantes : nous nous bornons à rappeler ici les divers articles qui ont une application plus ou moins directe aux matières criminelles.

Formes du Gouvernement du Roi.

» ART. 13. La personne du Roi est inviolable et sacrée. Ses ministres sont responsables. Au Roi seul appartient la puissance exécutive. »

» ART. 22. Le Roi seul sanctionne et promulgue les lois.

De la Chambre des Pairs.

» ART. 32. Toutes les délibérations de la Chambre des Pairs sont secrètes. »

» ART. 33. La Chambre des Pairs connaît des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'État, qui seront définis par la loi. »

» ART. 34. Aucun Pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre, et jugé que par elle en matière criminelle. »

De la Chambre des Députés des départemens.

» ART. 51. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de la Chambre, durant la session, et dans les six semaines qui l'auront précédée ou suivie. »

» ART. 52. Aucun membre de la Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que la Chambre a permis sa poursuite. »

Des Ministres.

» ART. 55. La Chambre des Députés a le droit d'accuser les ministres, et de les traduire devant la Chambre des Pairs, qui seule a celui de les juger. »

» ART. 56. Ils ne peuvent être accusés que pour fait de trahison ou de concussion. Des lois particulières spécifieront cette nature de délits, et en détermineront la poursuite. »

De l'Ordre judiciaire.

» ART. 57. Toute justice émane du Roi. Elle s'administre en son nom par des juges qu'il nomme et qu'il institue. »

» ART. 58. Les juges nommés par le Roi sont inamovibles. »

» ART. 59. Les cours et tribunaux ordinaires actuellement existans sont maintenus. Il n'y sera rien changé qu'en vertu d'une loi. »

» ART. 62. Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels. »

» ART. 63. Il ne pourra en conséquence être créé de commissions et tribunaux extraordinaires. Ne sont pas compris dans cette dénomination les juridictions prévôtales, si leur rétablissement est jugé nécessaire. »

» ART. 64. Les débats seront publics en matière criminelle, à moins que

cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement. »

» ART. 65. L'institution des jurés est conservée. Les changemens qu'une plus longue expérience ferait juger nécessaires ne peuvent être effectués que par une loi. »

» ART. 66. La peine de la confiscation des biens est abolie, et ne pourra pas être rétablie. »

» ART. 67. Le Roi a le droit de faire grâce, et celui de commuer les peines. »

» ART. 68. Le Code civil et les lois actuellement existantes, qui ne sont pas contraires à la présente Charte, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé. »

Droits particuliers garantis par l'État.

» ART. 71. La noblesse ancienne reprend ses titres. La nouvelle conserve les siens. Le Roi fait des nobles à volonté; mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exemption des charges et des devoirs de la société. »

» ART. 73. Les colonies seront régies par des lois et règlemens particuliers. »

» ART. 74. Le Roi et ses successeurs jureront, dans la solennité de leur sacre, d'observer fidellement la présente Charte constitutionnelle. »

ORDONNANCE DES EAUX ET FORÊTS, *de* 1669 (1).

TITRE XXXII.

Des Peines, Amendes, Restitutions, Dommages et Intérêts, et Confiscation.

ARTICLE PREMIER. — L'amende ordinaire pour délits commis depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, sans feu et sans scie par personnes privées n'ayant charges, usages, atteliers et commerce dans nos forests, bois et garennes, sera pour la première fois de quatre livres pour chacun pied de tour de chesne et de tous arbres fruitiers indistinctement, mesme du chastaignier; cinquante sols pour chacun pied de tour de saulx, hestre, orme, tillot, sapin, charme et fresne; et trente sols pour pied d'arbres de toute autre es-

(1) Les premiers titres de cette ordonnance ayant été remplacés par la loi de 1791, sur l'administration forestière, nous devons nous borner à faire connaître les dispositions du titre 32 qui continue de régir la matière dans le plus grand nombre de ses articles.

pèce verd, en estant sec, ou abattu; et sera le tout, pris et mesuré à demy pied près de terre.

ART. 2. — Ceux qui auront éhoupé, ébranché et deshonoré des arbres, payeront la mesme amende au pied le tour, que s'ils les avaient abatus par le pied.

ART. 3. — Pour chacune charretée de merrein, bois quarré de sciage ou de charpenterie, l'amende sera de quatre-vingts livres; pour la charretée de bois de chauffage, quinze livres; pour la somme ou charge de cheval ou bourrique, quatre livres; et pour le fagot ou fouée, vingt sols.

ART. 4. — Pour estalons, balivaux, parois, arbres de lizière et autres arbres de réserve, cinquante livres; pour pied cornier, marqué de nostre marteau, abatu, cent livres; et deux cents livres pour pied cornier, arraché et déplacé: réduisons néanmoins l'amende pour baliveaux de l'âge du taillis au-dessous de vingt ans, à dix livres.

ART. 5. — Si les délits se trouvent avoir esté commis depuis le coucher jusqueau lever du soleil par scie ou par feu, soit par les officiers des forests ou des chasses, arpenteurs, layeurs, gardes, usagers, coustumiers, pastres, paissonniers, marchands ventiers, leurs facteurs, gardes-ventes, bucherons, charbonniers, charretiers, maistres de forges, fourneaux, thuiliers, briquetiers, et tous autres employés à l'exploitation des forests et des atteliers des bois en provenans, l'amende sera double.

ART. 6. — Voulons que toutes les personnes ci-dessus soient privées en cas de récidive; savoir, les officiers de leurs charges; les marchands de leurs ventes; et les usagers, de leurs droits et coustumes; et que tous soient bannis à perpétuité des forests, sans qu'ils puissent espérer aucunes lettres de pardon, restablissement, commutation et rappel de ban, que nous deffendons à nostre amé et féal chancelier de sceller, et à tous juges d'entériner, nonobstant commandemens ou jussions contraires; déclarant dès-à-présent nulles et de nul effet et valeur, toutes celles qui pourraient estre obtenues.

ART. 7. — Demeureront les marchands, maistres de forges, fermiers, usagers, riverains, et autres occupans les maisons, fermes et autres héritages dans l'enclos, et à deux lieues de nos forests, responsables civilement de leurs commis, charretiers, pastres et domestiques.

ART. 8. — Et d'autant que les amendes au pied du tour ont esté réglées selon la valeur et estat des bois de l'année 1518, depuis laquelle ils sont montez à beaucoup plus haut prix; ordonnons que conformément à l'ordonnance faite par Henri III, en l'année 1588, et aux arrests et règlemens des mois de septembre 1601, juin 1602, et octobre 1623, les restitutions, dommages et in-

térests seront adjugéz de tous délits, au moins à pareille somme que portera l'amende (1).

ART. 9. — Outre l'amende, restitution, dommages et intérests, il y aura toujours confication de chevaux, bourriques et harnois qui se trouveront chargez de bois de délit, et des scies, haches, serpes, coignées, et autres outils dont les particuliers coupables et complices seront trouvez saisis.

ART. 10. — Les bestiaux trouvez en délit ou hors des lieux des routes et chemins désignéz, seront pareillement confisquez; et où les bestes ne pourroient estre saisies, les propriétaires seront condamnez en l'amende, qui sera de vingt livres pour chacun cheval, bœuf ou vache; cent sous pour chacun veau : et trois livres pour mouton ou brebis; le double pour la seconde fois; et pour la troisième, le quadruple de l'amende, bannissement des forests contre les pastres et autres gardes et conducteurs; desquels en tous cas les maistres, pères, chefs de famille, propriétaires, fermiers et locataires des maisons y résidens, demeureront civilement responsables.

ART. 11. — Il sera procédé sans délai à la vente des bestiaux pris en délit et confisquéz, au plus offrant et dernier enchérisseur au jour de marché à leur juste valeur à la diligence de nos procureurs des maistrisses, et s'il arrivait que par l'autorité des propriétaires il ne se trouvast point d'enchérisseurs, nos procureurs en feront dresser procès-verbal par les maistres ou leurs lieutenans : et seront les bestiaux par eux envoyez vendre aux marchéz des villes où ils trouveront plus à propos pour nostre avantage et utilité.

ART. 12. — Toutes personnes trouvées coupans ou amassans de jour des herbages, glands ou feines, de telle nature et âge que ce soit, et les emportans des forests, boquetaux, garennes et buissons, seront condamnées pour la première fois à l'amende; savoir, pour faix à col cent sols; pour charge de cheval ou bourrique vingt livres; et pour harnois quarante livres; le double pour la

---

(1) L'application à faire de cet article donne lieu chaque jour à de nombreuses et grandes difficultés : les tribunaux *ordinaires* pensent en général qu'il ne régit que les sept précédens articles; c'est-à-dire, que les délits *de coupes d'arbres dans les bois;* tandis que la Cour de cassation juge constamment, que l'article 8 reçoit une application nécessaire *à tous les délits forestiers;* que dans tous les cas, les contrevenans doivent être condamnés *à une indemnité égale à l'amende*, lorsque des lois *spéciales* n'en ont pas autrement disposé. M. Mourre, procureur-général de la Cour de cassation, vient de publier un mémoire sur la question, sous le titre *d'Elémens historiques;* il y est entré dans les plus grands détails; mais le moyen le plus simple d'en finir serait de rendre une loi interprétative de cet article 8, afin que l'on sût à quoi s'en tenir; car, en l'absence d'une loi interprétative, on discutera long-temps encore, sans s'entendre, sur le véritable sens dudit article 8.

seconde ; et la troisième, bannissement des forests, mesme du ressort de la maistrisse ; et en tous cas, confiscation des chevaux, bourriques et harnois qui se trouveront chargez.

ART. 13. — Toutes personnes qui auront coupé, arraché et emporté arbres, branches ou feuillages de nos forests, bois et garennes, et des ecclésiastiques, communautez ou particuliers, pour nopces, festes et confrairies, seront punis de l'amende et restitution, dommages et intérests, selon le tour et qualité des bois, ainsi qu'ils le seraient en autre délit.

ART. 14. — Deffendons aux officiers d'arbitrer les amendes et peines, ni les prononcer moindres que ce qu'elles sont réglées par la présente ordonnance ; ou les modérer ou changer après le jugement ; à peine de répétition contre eux, de suspension de leurs charges pour la première fois, et de privation en récidive.

ART. 15. — Ne sera fait don, remise ou modération pour telle cause que ce soit, des amendes, restitutions, intérests et confiscations, avant qu'elles soient jugées, ni après, pour quelque personne que ce puisse estre ; deffendons d'en expédier lettres ou brevets, et aux parlements et chambres des comptes de les registrer et y avoir égard, et aux grands maistres et officiers des maistrisses de les exécuter ; à peine de privation de leurs charges, et d'en répondre en leurs propres et privez noms.

ART. 16. — Ne pourront les amendes de nos bois en fustaie ou taillis, et des bois en grurie, grairie, tiers et danger, et par indivis, paissons et glandées, garennes, eaux et rivières, estre affermées ny engagées sous quelque prétexte que ce soit ; et s'il s'en trouvait de comprises en aucuns engagemens, baux et adjudications, nous les déclarons nulles et de nul effet : voulons qu'elles soient levées à nostre profit, avec les restitutions, confiscations et autres condamnations à nous appartenant, par les sergens collecteurs des maistrisses, et par eux payées aux receveurs, ainsi qu'il est ordonné par ces présentes.

ART. 17. — Les amendes qui seront adjugées par nos commissaires et officiers en réformation ou autrement, à la diligence de nos procureurs généraux ou leurs substituts, pour délits, abus, usurpations, outre-passes, sur-mesures et contraventions, ès-eaux et forests des ecclésiastiques, commandeurs, hospitaux, maladeries et communautez, et en ceux qui en dépendent par droit de gruerie, grairie ou autrement, nous appartiendront sans exception ny distinction ; et seront les rolles mis et laissez ès-mains des sergens collecteurs de chacune maistrisse pour en faire le recouvrement, et en compter ainsi et aux termes et peines, que pour les amendes adjugées pour nos eaux et forests.

ART. 18. — Les amendes et peines pour les omissions et délits des officiers, marchands, usagers et coustumiers, maistres des fours, forges et fourneaux, d'atteliers et maisons, fermiers, adjudicataires, riverains, communautez, pastres et autres ayans direction, usage, commerce et entrée dans les forests, seront reçues par le sergent collecteur des amendes de chacune maistrisse; et les condamnations et rolles exécutez en la forme et manière prescrites par les différens chapitres de la présente ordonnance, et les condamnez contraints au payement par toutes voyes, mesme par emprisonnement de leurs personnes.

ART. 19. — Les collecteurs des amendes seront tenus d'émarger leurs rolles de ce qu'ils recevront, et en outre d'en donner quittance, sur peine de restitution du quatruple des sommes dont ils n'auront donné quittance.

ART. 20. — Demeurera le collecteur responsable des amendes, restitutions, intérests et confiscations, contenues aux rolles, faute par lui dans trois mois, après qu'ils luy auront esté délivrez, de justifier les exploits de perquisition d'insolvabilité des débiteurs, et de diligences suffisantes et valables.

ART. 21. — Les diligences ne seront point réputées suffisantes, ny les exploits de carence de biens, bons et valables pour la décharge des collecteurs des amendes, s'ils ne sont signez et certifiez par les curez ou vicaires, ou par le juge des lieux sur la représentation du rolle des tailles et du sel; sauf à en estre fait nouvelle justification par les officiers et nostre procureur, en cas de soupçon de fraude; dans lequel la vérification en sera faite aux frais des sergens collecteurs, qui seront en outre condamnez au quatruple.

ART. 22. — Les collecteurs des amendes ne seront point déchargez de la collecte des amendes et condamnations, nonobstant toutes diligences et perquisitions, qu'après avoir chacune année fourny estat au grand maistre de leur récepte et diligences, qui seront justifiées sur les rolles par eux représentez, avec les pièces, et après avoir ouy nostre procureur, et sur le tout rendu jugement, pour ordonner que les parties seront passées en non valeur; ce que nous enjoignons aux grands maistres de faire, et à nos procureurs de le requérir, à peine d'en répondre en leurs noms.

ART. 23. — Lorsqu'il y aura eu appel des condamnations d'amende, les collecteurs préposez dans les maistrisses en feront le recouvrement, après que l'appel aura esté jugé, soit que les amendes ayent esté augmentées ou modérées, au siège de la table de marbre, ou ailleurs : deffendons à tous autres de s'immiscer en la recepte et collecte, à peine de mille livres d'amende.

ART. 24. — Aura le collecteur des amendes deux sous pour livre pour les taxations du recouvrement et recepte actuelle qu'il fera.

ART. 25. — Les amendes ne pourront estre prescrites que par dix ans, non-obstant tous usages et coustumes contraires.

ART. 26. — S'il arrivait que les officiers fussent convaincus d'avoir commis supposition ou fraude dans leurs rapports et procédures, ils seront condamnez au quatruple, privez de leurs charges, bannis des forests, et punis corporellement comme fauteurs et prévaricateurs; et les gardes qui auront fait le rapport, envoyez aux galères perpétuelles, sans aucune modération.

ART. 27. — Les charges et offices des eaux et forests, demeureront spécialement affectez, et privativement à toutes debtes et hypothèques, aux restitutions, dommages et intérests, amendes et despens adjugez pour délits, négligences et malversations des officiers qui les possèdent.

ART. 28. — Toutes amendes, restitutions, dommages et intérests, et confiscations, seront adjugées ès-eaux et bois des ecclésiastiques, commanderies, maladeries, hospitaux, communautez et particuliers, et les condamnez et redevables exécutez en la mesme manière que pour celles qui auront esté prononcées sur le fait de nos eaux et forests. Si donnons en mandement, etc.

LOI SUR L'ADMINISTRATION FORESTIÈRE,

Du 29 septembre 1791.

TITRE IX.

ART. 8. — Les actions en réparation de délits seront intentées au plus tard dans les trois mois où ils auront été reconnus, lorsque les délinquans seront désignés par les procès-verbaux; à défaut de quoi elles seront éteintes et prescrites. Ce délai sera d'un an, si les délinquans n'ont pas été connus.

LOI DES 19, 22 JUILLET 1791 (1).

TITRE I.er

POLICE MUNICIPALE.

Dispositions générales d'ordre public.

ARTICLE PREMIER. — Dans les villes et dans les campagnes, les corps munici-

(1) Cette loi a été modifiée dans plusieurs de ses articles, par le Code pénal; mais en vertu

paux feront constater l'état des habitans, soit par des officiers municipaux, soit par des commissaires de police, s'il y en a, soit par des citoyens commis à cet effet. Chaque année dans le courant des mois de novembre et décembre, cet état sera vérifié de nouveau, et on y fera les changemens nécessaires. L'état des habitans des campagnes sera recensé au chef lieu du canton par des commissaires que nommeront les officiers municipaux de chaque communauté particulière.

ART. 2. — Le registre contiendra mention des déclarations que chacun aura faites de ses nom, âge, lieu de naissance, dernier domicile, profession, métier, et autres moyens de subsistance. Le déclarant qui n'aurait à indiquer aucun moyen de subsistance, désignera les citoyens domiciliés dans la municipalité, dont il sera connu, et qui pourront rendre bon témoignage de sa conduite.

ART. 3. — Ceux qui étant en état de travailler, n'auront ni moyens de subsistance, ni métier, ni répondans, seront inscrits avec la note de gens sans aveu.

Ceux qui refuseront toute déclaration, seront inscrits sous leur signalement et demeure, avec la note de gens suspects.

Ceux qui seront convaincus d'avoir fait de fausses déclarations, seront inscrits avec la note de gens mal intentionnés.

Il sera donné communication de ces registres aux officiers et sous-officiers de la gendarmerie nationale, dans le cours de leurs tournées,

ART. 4. — Ceux des trois classes qui viennent d'être énoncées, s'ils prennent part à une rixe, un attroupement séditieux, un acte de voie de fait ou de violence, seront soumis dès la première fois, aux peines de la police correctionnelle, comme il sera dit ci-après.

ART. 5. — Dans les villes et dans les campagnes, les aubergistes, maîtres-d'hôtels garnis et logeurs, seront tenus d'inscrire de suite, et sans aucun blanc, sur un registre en papier timbré et paraphé par un officier municipal ou un commissaire de police, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée, et de sortie de tous ceux qui coucheront chez eux, même une seule nuit, de représenter ce registre tous les quinze jours, et en outre toutes les fois qu'ils en seront requis, soit aux officiers municipaux, soit aux officiers de police, ou aux citoyens commis par la municipalité.

ART. 6. — Faute de se conformer aux dispositions du précédent article, ils seront condamnés à une amende du quart de leur droit de patente sans que

---

de l'article 484 de ce Code, elle continue de recevoir son application dans tous les cas où le Code pénal n'en a pas autrement disposé.

cette amende puisse être au-dessous de trois livres, et ils demeureront civilement responsables des désordres et délits commis par ceux qui logeront dans leurs maisons.

ART. 7. — Les jeux de hasard où l'on admet, soit le public, soit des affiliés, sont défendus, sous les peines qui seront désignées ci-après.

Les propriétaires ou principaux locataires des maisons et appartemens où le public serait admis à jouer des jeux de hasard, seront, s'ils demeurent dans ces maisons et s'ils n'ont pas averti la police, condamnés, pour la première fois, à 300 livres, et pour la seconde fois, à 1,000 livres d'amende, solidairement avec ceux qui occuperont les appartemens employés à cet usage.

ART. 8. — Nul officier municipal, commissaire ou officier de police municipale, ne pourra entrer dans les maisons des citoyens, si ce n'est pour la confection des états ordonnés par les articles 1, 2 et 3, et la vérification des registres des logeurs, pour l'exécution des lois sur les contributions directes, ou en vertu des ordonnances, contraintes et jugemens dont ils seront porteurs, ou enfin sur le cri des citoyens, invoquant, de l'intérieur d'une maison, le secours de la force publique.

ART. 9. — A l'égard des lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que les cafés, cabarets, boutiques et autres, les officiers de police pourront toujours y entrer, soit pour prendre connaissance des désordres ou contraventions aux règlemens, soit pour vérifier les poids et mesures, le titre des matières d'or ou d'argent, la salubrité des comestibles et médicamens.

ART. 10. — Ils pourront aussi entrer, en tout temps, dans les maisons où l'on donne habituellement à jouer des jeux de hasard, mais seulement sur la désignation qui leur aurait été donnée par deux citoyens domiciliés.

Ils pourront également entrer, en tout temps, dans les lieux livrés notoirement à la débauche.

ART. 11. — Hors les cas mentionnés aux articles 8, 9 et 10, les officiers de police, qui, sans autorisation spéciale de justice ou de la police de sûreté, feront des visites ou recherches dans les maisons des citoyens, seront condamnés par le tribunal de police, et en cas d'appel, par celui de district, à des dommages et intérêts, qui ne pourront être au-dessous de 100 livres, sans préjudice des peines prononcées par la loi, dans les cas de voie de fait, de violences et autres délits.

ART. 12. — Les commissaires de police dans les lieux où il y en a, les appariteurs et autres agens de police assermentés, dresseront dans leurs visites et tournées le procès-verbal des contraventions, en présence de deux des plus proches voisins qui y apposeront leur signature, et des experts en chaque

partie d'art, lorsque la municipalité, soit par voie d'administration, soit comme tribunal de police, aura jugé à propos d'en indiquer.

ART. 13. — La municipalité, soit par voie d'administration, soit comme tribunal de police, pourra, dans les lieux où la loi n'y aura pas pourvu, commettre à l'inspection du titre des matières d'or ou d'argent, à celle de la salubrité des comestibles et médicamens, un nombre suffisant de gens de l'art, lesquels, après avoir prêté serment, rempliront à cet égard seulement, les fonctions de commissaires de police.

Délits de police municipale, et peines qui seront prononcées.

ART. 14. — Ceux qui voudront former des sociétés ou clubs, seront tenus à peine de 200 livres d'amende, de faire préalablement au greffe de la municipalité la déclaration des lieux et jours de leur réunion, et en cas de récidive, ils seront condamnés à 500 livres d'amende.

L'amende sera poursuivie contre les présidens, secrétaires ou commissaires de ces clubs ou sociétés.

ART. 15. — Ceux qui négligeront d'éclairer et de nettoyer les rues devant leurs maisons, dans les lieux où ce soin est laissé à la charge des citoyens;

Ceux qui embarrasseront ou dégraderont les voies publiques;

Ceux qui contreviendront à la défense de rien exposer sur les fenêtres ou au devant leur maison, sur la voie publique, de rien jeter qui puisse nuire ou endommager par sa chute, ou causer des exhalaisons nuisibles;

Ceux qui laisseront divaguer des insensés ou furieux, ou des animaux malfaisans ou féroces, seront, indépendamment des réparations et indemnités envers les parties lésées, condamnés à une amende qui ne pourra être au-dessous de 40 sous, ni excéder 50 livres, et, si le fait est grave, à la détention de police municipale;

La peine sera double en cas de récidive.

ART. 16. — Ceux qui par imprudence ou par la rapidité de leurs chevaux, auront blessé quelqu'un dans les rues ou voies publiques, seront, indépendamment des indemnités, condamnés à huit jours de détention, et à une amende égale à la totalité de leur contribution mobilière, sans que l'amende puisse être au-dessous de 300 livres, s'il y a eu fracture de membres, ou si, d'après les certificats des gens de l'art, la blessure est telle qu'elle ne puisse se guérir en moins de quinze jours, les délinquans seront renvoyés à la police correctionnelle.

ART. 17. — Le refus de secours et services, requis par la police en cas d'in-

cendie, ou autres fléaux calamiteux, sera puni par une amende du quart de la contribution mobilière, sans que l'amende puisse être au-dessous de trois livres.

ART. 18. — Le refus ou la négligence d'exécuter les règlemens de voirie, ou d'obéir à la sommation de réparer ou de démolir les édifices menaçant ruine sur la voie publique, seront, outre les frais de la démolition ou de la réparation de ces édifices, punis d'une amende de la moitié de la contribution mobilière, laquelle amende ne pourra être au-dessous de 6 liv.

ART. 19. — En cas de rixe ou dispute avec ameutement du peuple ;

En cas de voies de fait ou violences légères dans les assemblées et lieux publics, en cas de bruit et attroupemens nocturnes ;

Ceux des trois premières classes, mentionnées en l'article 3, seront, dès la première fois, punis ainsi qu'il sera dit au titre de la police correctionnelle.

Les autres seront condamnés à une amende du tiers de leur contribution mobilière, laquelle ne sera pas au-dessous de 12 livres, et pourront l'être selon la gravité du cas, à une détention de trois jours dans les campagnes, et de huit jours dans les villes.

Tous ceux qui, après une première condamnation prononcée par la police municipale, se rendraient encore coupables de l'un des délits ci-dessus, seront renvoyés à la police correctionnelle.

ART. 20. — En cas d'exposition en vente de comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles, ils seront confisqués et détruits, et le délinquant condamné à une amende du tiers de sa contribution mobilière, laquelle amende ne pourra être au-dessous de 3 liv.

ART. 21. — En cas de vente de médicamens gâtés, le délinquant sera renvoyé à la police correctionnelle, et puni de 100 liv. d'amende, et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois.

La vente des boissons falsifiées sera punie ainsi qu'il sera dit au titre de la police correctionnelle.

ART. 22. — En cas d'infidélité des poids et mesures dans la vente des denrées ou autres objets qui se débitent à la mesure, au poids ou à l'aune, les faux poids et fausses mesures seront confisqués et brisés, et l'amende sera, pour la première fois, de 100 livres au moins, et de la quotité du droit de patente du vendeur, si ce droit est de plus de 100 livres.

ART. 23. — Les délinquans, aux termes de l'article précédent, seront en outre condamnés à la détention de police municipale, et en cas de récidive, les prévenus seront renvoyés à la police correctionnelle.

ART. 24. — Les vendeurs convaincus d'avoir trompé, soit sur le titre des

matières d'or ou d'argent, soit sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, seront renvoyés à la police correctionnelle.

ART. 25. — Quant à ceux qui seraient prévenus d'avoir fabriqué, fait fabriquer ou employé de faux poinçons, marqué ou fait marquer des matières d'or ou d'argent au-dessous du titre annoncé par la marque, ils seront, dès la première fois, renvoyés, par un mandat d'arrêt du juge de paix, devant le juré d'accusation ; jugés, s'il y a lieu, selon la forme établie pour l'instruction criminelle ; et, s'ils sont convaincus, punis des peines établies dans le Code pénal.

ART. 26. — Ceux qui ne payeront pas, dans les trois jours à dater de la signification du jugement, l'amende prononcée contre eux, y seront contraints par les voies de droit : néanmoins la contrainte par corps ne pourra entraîner qu'une détention d'un mois à l'égard de ceux qui sont insolvables.

ART. 27. — En cas de récidive, toutes les amendes établies par le présent décret seront doubles, et tous les jugemens seront affichés aux dépens des condamnés.

ART. 28. — Pourront être saisis et retenus jusqu'au jugement, tous ceux qui, par imprudence ou la rapidité de leurs chevaux, auront fait quelques blessures dans la rue ou voie publique, ainsi que ceux qui seraient prévenus des délits mentionnés aux articles 19, 21 et 22. Ils seront contraignables par corps au paiement des dommages-intérêts, ainsi que des amendes.

Confirmation de divers règlemens et dispositions contre l'abus de la taxe des denrées.

ART. 29. — Les règlemens actuellement existans sur le titre des matières d'or et d'argent, sur la vérification de la qualité des pierres fines ou fausses, la salubrité des comestibles et des médicamens, sur les objets de serrurerie, continueront d'être exécutés jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Il en sera de même de ceux qui établissent des dispositions de sûreté, tant pour l'achat et la vente des matières d'or et d'argent, des drogues, médicamens et poisons, que pour la présentation, le dépôt et adjudication des effets précieux dans les Monts-de-Piété, Lombards ou autres maisons de ce genre.

Sont également confirmés provisoirement les règlemens qui subsistent touchant la voirie, ainsi que ceux actuellement existans à l'égard de la construction des bâtimens, et relatifs à la solidité et sûreté, sans que de la présente disposition il puisse résulter la conservation des attributions ci-devant faites sur cet objet à des tribunaux particuliers.

ART. 30. — La taxe des subsistances ne pourra provisoirement avoir lieu dans aucune ville ou commune du royaume que sur le pain et la viande de boucherie, sans qu'il soit permis, en aucun cas, de l'étendre sur le vin, sur le blé, les autres grains, ni autre espèce de denrée, et ce, sous peine de destitution des officiers municipaux.

ART. 31. — Les réclamations élevées par les marchands, relativement aux taxes, ne seront en aucun cas du ressort des tribunaux de district; elles seront portées devant le directoire de département qui prononcera sans appel. Les réclamations des particuliers contre les marchands qui vendraient au-dessus de la taxe, seront portées et jugées au tribunal de police, sauf l'appel au tribunal de district.

TITRE II.

Dispositions générales sur les peines de la police correctionnelle et les maisons de correction.

ART. 1.er — Les peines correctionnelles seront; 1.° l'amende; 2.° la confiscation, en certains cas, de la matière du délit; 3.° l'emprisonnement.

ART. 2. — Il y aura des maisons de correction destinées; 1.° aux jeunes gens au-dessous de l'âge de 21 ans, qui devront y être renfermés, conformément aux articles 15, 16 et 17 du titre 10 du décret sur l'organisation judiciaire; 2.° aux personnes condamnées par voie de police correctionnelle.

ART. 3. — Si la maison de correction est dans le même local que la maison destinée aux personnes condamnées par jugement des tribunaux criminels, le quartier de la correction sera entièrement séparé.

ART. 4. — Les jeunes gens détenus, d'après l'arrêté des familles, seront séparés de ceux qui auront été condamnés par la police correctionnelle.

ART. 5. — Toute maison de correction sera maison de travail; il sera établi par les conseils ou directoires de départemens, divers genres de travaux communs ou particuliers, convenables aux personnes des deux sexes; les hommes et les femmes seront séparés.

ART. 6. — La maison fournira le pain, l'eau et le coucher sur le produit du travail du détenu; un tiers sera appliqué à la dépense commune de la maison.

Sur une partie des deux autres tiers, il lui sera permis de se procurer une nourriture meilleure et plus abondante.

Le surplus sera réservé pour lui être remis après que le temps de sa détention sera expiré.

Il lui sera également permis de se procurer une nourriture meilleure et plus abondante sur sa fortune particulière, à moins que le jugement de condamnation n'en ait ordonné autrement.

Classification des délits, et peines qui seront prononcées.

ART. 7. — Les délits punissables par la voie de police correctionnelle, seront ; 1.° les délits contre les bonnes mœurs, 2.° les troubles apportés publiquement à l'exercice d'un culte religieux quelconque, 3.° les insultes et les violences graves envers les personnes, 4.° les troubles apportés à l'ordre social et à la tranquillité publique par la mendicité, par les tumultes, par les attroupemens ou autres délits, 5.° les atteintes portées à la propriété des citoyens par dégâts, larcins ou simples vols, escroqueries, ouverture de maisons de jeux où le public est admis.

Premier genre de délit.

ART. 8. — Ceux qui seraient prévenus d'avoir attenté publiquement aux mœurs, par outrage à la pudeur des femmes, par actions déshonnêtes, par exposition ou vente d'images obscènes, d'avoir favorisé la débauche, ou corrompu des jeunes gens de l'un ou l'autre sexe, pourront être saisis sur-le-champ, et conduits devant le juge de paix, lequel est autorisé à les faire retenir jusqu'à la prochaine audience de la police correctionnelle.

ART. 9. — Si le délit est prouvé, les coupables seront condamnés, selon la gravité des faits, à une amende de 50 à 500 livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois. S'il s'agit d'images obscènes, les estampes et les planches seront en outre confisquées et brisées.

Quant aux personnes qui auraient favorisé la débauche ou corrompu des jeunes gens de l'un ou l'autre sexe, elles seront, outre l'amende, condamnées à une année de prison.

ART. 10. — Les peines portées en l'article précédent, seront doubles en cas de récidive.

Deuxième genre de délit.

ART. 11. — Ceux qui auraient outragé les objets d'un culte quelconque, soit dans un lieu public, soit dans les lieux destinés à l'exercice de ce culte, ou ses ministres en fonctions, ou interrompu par un trouble public les cérémonies religieuses de quelque culte que ce soit, seront condamnés à une amende, qui ne pourra excéder 500 livres, et à un emprisonnement qui ne

pourra excéder un an. L'amende sera toujours de 500 livres, et l'emprisonnement de deux ans, en cas de récidive.

ART. 12. — Les auteurs de ces délits pourront être saisis sur-le-champ et conduits devant le juge de paix.

Troisième genre de délit.

ART. 13. — Ceux qui hors les cas de légitime défense, et sans excuse suffisante, auraient blessé ou même frappé des citoyens, si le délit n'est pas de la nature de ceux qui sont punis des peines portées au Code pénal, seront jugés par la police correctionnelle, et, en cas de conviction, condamnés selon la gravité des faits, à une amende qui ne pourra excéder 500 livres, et, s'il y a lieu, à un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois.

ART. 14. — La peine sera plus forte si les violences ont été commises envers des femmes ou des personnes de 70 ans et au-dessus, ou des enfans de 16 ans et au-dessous, ou par des apprentifs, compagnons ou domestiques à l'égard de leurs maîtres ; enfin s'il y a eu effusion de sang, et en outre dans le cas de récidive, mais elle ne pourra excéder 1000 livres d'amende et une année d'emprisonnement.

ART. 15. — En cas d'homicide dénoncé comme involontaire, ou reconnu tel par la déclaration du juré, s'il est la suite de l'imprudence ou de la négligence de son auteur, celui-ci sera condamné à une amende qui ne pourra excéder le double de sa contribution mobilière, et, s'il y a lieu, à un emprisonnement qui ne pourra excéder un an.

ART. 16. — Si quelqu'un ayant blessé un citoyen dans les rues ou voies publiques, par l'effet de son imprudence ou de sa négligence, soit par la rapidité de ses chevaux, soit de toute autre manière, s'il en est résulté fracture de membre, ou si, d'après le certificat des gens de l'art, la blessure est telle qu'elle exige un traitement de quinze jours, le délinquant sera condamné à une amende qui ne pourra excéder 500 livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois. Le maître sera civilement responsable des condamnations pécuniaires prononcées contre le cocher ou conducteur des chevaux, ou ses autres domestiques.

ART. 17. — Toutes les peines ci-dessus seront prononcées indépendamment des dommages et intérêts des parties.

ART. 18. — Quant aux simples injures verbales, si elles ne sont pas adressées à un fonctionnaire public en exercice de ses fonctions, elles seront jugées dans la forme établie en l'article 10 du titre 3 du décret sur l'organisation judiciaire.

ART. 19. — Les outrages ou menaces par paroles ou par geste, faits aux

fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, seront punis d'une amende qui ne pourra excéder dix fois la contribution mobilière, et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années.

La peine sera double en cas de récidive.

ART. 20. — Les mêmes peines seront infligées à ceux qui outrageraient ou menaceraient par paroles ou par gestes, soit les gardes nationales, soit la gendarmerie nationale, soit les troupes de ligne, se trouvant ou sous les armes, ou au corps-de-garde, ou dans un poste de service, sans préjudice des peines plus fortes, s'il y a lieu, contre ceux qui les frapperaient, et sans préjudice également de la défense et de la résistance légitimes, conformément aux lois militaires.

ART. 21. — Les coupables des délits mentionnés aux articles 13, 14, 15, 16, 19 et 20 du présent décret, seront saisis sur-le-champ et conduits devant le juge de paix.

Quatrième genre de délit.

ART. 22. — Les mendians valides pourront être saisis et conduits devant le juge de paix, pour être statué à leur égard conformément aux lois sur la répression de la mendicité.

ART. 23. — Les circonstances aggravantes seront : 1.° de mendier avec menaces et violences. — 2.° de mendier avec armes. — 3.° de s'introduire dans l'intérieur des maisons, ou de mendier la nuit. — 4.° de mendier deux ou plusieurs ensemble. — 5.° de mendier avec faux certificats ou congés, infirmités supposées ou déguisement. — 6.° de mendier après avoir été repris de justice. — 7.° et deux mois après la publication du présent décret, de mendier hors du canton de son domicile.

ART. 24. — Les mendians contre lesquels il se réunira une ou plusieurs de ces circonstances aggravantes, pourront être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas une année, et la peine sera double en cas de récidive.

ART. 25. — L'insubordination accompagnée de violences ou de menaces dans les atteliers publics ou les atteliers de charité, sera punie d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années; la peine sera double en cas de récidive.

ART. 26. — Les peines portées dans la loi sur les associations et attroupemens des ouvriers et gens du même état, seront prononcées par le tribunal de police correctionnelle.

ART. 27. — Tous ceux qui, dans l'adjudication de la propriété, ou de la location, soit des domaines nationaux, soit de tout autre domaine appartenant à

des communautés ou à des particuliers, troubleraient la liberté des enchères, ou empêcheraient que les adjudications ne s'élevassent à leur véritable valeur, soit par offre d'argent ou par des conventions frauduleuses, soit par des violences ou voies de fait exercées avant ou pendant les enchères, seront punis d'une amende qui ne pourra excéder 500 liv., et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder une année, la peine sera double en cas de récidive.

ART. 28.—Les personnes comprises dans les trois classes mentionnées en l'article 3 du titre premier, qui seront surprises dans une rixe, un attroupement ou un acte quelconque de simple violence, seront punies par un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois. En cas de récidive, la détention sera d'une année.

ART. 29. — Les citoyens domiciliés qui, après avoir été réprimés une fois par la police municipale pour rixes, tumultes, attroupemens nocturnes, ou désordres en assemblée publique, commettraient pour la deuxième fois le même genre de délit, seront condamnés par la police correctionnelle, à une amende qui ne pourra excéder 300 liv., et à un emprisonnement qui ne pourra excéder quatre mois.

ART. 30. — Ceux qui se rendraient coupables des délits mentionnés dans les six articles précédens, seront saisis sur-le-champ, et conduits devant le juge de paix.

— Cinquième genre de délit.

ART. 31. — Tous dégâts commis dans les bois, toutes violations de clôtures, de murs, haies et fossés, quoique non suivis de vol, les larcins des fruits et de productions d'un terrain cultivé, autres que ceux mentionnés dans le Code pénal, seront punis ainsi-qu'il sera dit à l'égard de la police rurale.

ART. 32. — Les larcins, filouteries et simples vols qui n'appartiennent ni à la police rurale, ni au Code pénal, seront, outre les restitutions, dommages et intérêts, punis d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans; la peine sera double en cas de récidive.

ART. 33. — Le vol de deniers ou effets mobiliers appartenans à l'état, et dont la valeur sera au-dessous de 10 liv., sera puni d'une amende du double de la valeur et d'un emprisonnement d'une année; la peine sera double en cas de récidive.

ART. 34. — Les coupables de délits mentionnés aux trois précédens articles, pourront être saisis sur-le-champ et conduits devant le juge de paix.

ART. 35. — Ceux qui, par dol ou à l'aide de faux noms ou de fausses entreprises, ou d'un crédit imaginaire, ou d'espérances et de craintes chiméri-

ques, auraient abusé de la crédulité de quelques personnes, et escroqué la totalité ou partie de leur fortune, seront poursuivis devant les tribunaux de district ; et si l'escroquerie est prouvée, le tribunal de district, après avoir prononcé les restitutions et dommages-intérêts, est autorisé à condamner, par la voie de police correctionnelle, à une amende qui ne pourra excéder 5,000 livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans. En cas d'appel, le condamné gardera prison, à moins que les juges ne trouvent convenable de le mettre en liberté, sur une caution triple de l'amende et des dommages et intérêts prononcés. En cas de récidive la peine sera double.

Tous les jugemens de condamnation, à la suite des délits mentionnés au présent article, seront imprimés et affichés.

ART. 36. — Ceux qui tiendraient des maisons de jeux de hasard où le public serait admis, soit librement, soit sur la présentation des affiliés, seront punis d'une amende de 1,000 à 3,000 livres, avec confiscation des fonds trouvés exposés au jeu, et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un an. L'amende, en cas de récidive, sera de 5,000 à 10,000 livres, et l'emprisonnement ne pourra excéder deux ans, sans préjudice de la solidarité pour les amendes qui auraient été prononcées par la police municipale, contre les propriétaires et principaux locataires, dans les cas et aux termes de l'article 7 du titre premier du présent décret.

ART. 37. — Ceux qui tiendraient des maisons de jeux de hasard, s'ils sont pris en flagrant délit, pourront être saisis et conduits devant le juge-de-paix.

ART. 38. — Toute personne convaincue d'avoir vendu des boissons falsifiées par des mixtions nuisibles, sera condamnée à une amende qui ne pourra excéder 1,000 livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder une année. Le jugement sera imprimé et affiché. La peine sera double en cas de récidive.

ART. 39. — Les marchands ou tous autres vendeurs convaincus d'avoir trompé, soit sur le titre des matières d'or ou d'argent, soit sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, seront, outre la confiscation des marchandises en délit, et la restitution envers l'acheteur, condamnés à une amende de 1,000 à 3,000 livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années ; la peine sera double en cas de récidive. Tout jugement de condamnation à la suite des délits mentionnés au présent article, sera imprimé et affiché.

ART. 40. — Ceux qui, condamnés une fois par la police municipale pour infidélité sur les poids et mesures, commettraient de nouveau le même délit, seront condamnés par la police correctionnelle, à la confiscation des marchandises fausses ainsi que des faux poids et mesures, lesquels seront brisés,

à une amende qui ne pourra excéder 1,000 livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder une année. Tout jugement à la suite des délits mentionnés au présent article sera imprimé et affiché. A la seconde récidive, ils seront poursuivis criminellement, et condamnés aux peines portées au Code pénal.

ART. 41. — Les dommages et intérêts, ainsi que les restitutions et les amendes qui seront prononcées en matière de police correctionnelle, emporteront la contrainte par corps.

ART. 42. — Les amendes de la police correctionnelle et de la police municipale seront solidaires entre les complices ; celles qui ont la contribution mobilière pour base seront exigées, d'après la cote entière de cette contribution, sans déduction de ce qu'on aurait payé pour la contribution foncière.

Application des confiscations et amendes.

ART. 70. — Les produits des confiscations et amendes prononcées en police correctionnelle, seront perçus par le receveur du droit d'enregistrement, et après la déduction de la remise accordée aux percepteurs, appliqués, savoir : un tiers aux menus frais de la municipalité et du tribunal de première instance, un tiers à ceux des bureaux de paix et jurisprudence charitable, et un tiers au soulagement des pauvres de la commune. La justification de cet emploi sera faite au corps municipal, et surveillée par le directoire des assemblées administratives.

ART. 71. — Les peines portées au présent décret ne seront applicables qu'aux délits commis postérieurement à sa publication.

CODE RURAL (1).

Du 28 septembre-6 octobre 1791.

TITRE I.er — SECTION VII.

ART. 8. — La poursuite des délits ruraux sera faite au plus tard dans le délai d'un mois, soit par les parties lésées, soit par le procureur de la commune ou

(1) Le titre I.er de ce Code ne disposant rien sur la matière pénale, que dans son article 8, section 7, nous devons nous borner à faire connaître cet article et le titre II qui doit continuer d'être appliqué dans les articles auxquels il n'a pas été dérogé par des lois postérieures.

ses substituts, s'il y en a, soit par des hommes de loi commis à cet effet par la municipalité, faute de quoi il n'y aura plus lieu à poursuite.

TITRE II.

De la Police rurale.

ART. 1.er — La police des campagnes est spécialement sous la juridiction des juges de paix et des officiers municipaux, et sous la surveillance des gardes-champêtres et de la gendarmerie nationale.

ART. 2. — Tous les délits ci-après mentionnés sont, suivant leur nature, de la compétence du juge de paix ou de la municipalité du lieu où ils auront été commis.

ART. 3. — Tout délit rural ci-après mentionné, sera punissable d'une amende ou d'une détention, soit municipale, soit correctionnelle, ou de détention et d'amende réunies, suivant les circonstances et la gravité du délit, sans préjudice de l'indemnité qui pourra être due à celui qui aura souffert le dommage. Dans tous les cas, cette indemnité sera payable par préférence à l'amende. L'indemnité et l'amende sont dues solidairement par les délinquans.

ART. 4. — Les moindres amendes seront de la valeur d'une journée de travail au taux du pays, déterminée par le directoire de département. Toutes les amendes ordinaires qui n'excéderont pas la somme de trois journées de travail, seront doubles en cas de récidive dans l'espace d'une année, ou si le délit a été commis avant le lever ou après le coucher du soleil; elles seront triples quand les deux circonstances précédentes se trouveront réunies: elles seront versées dans la caisse de la municipalité du lieu.

ART. 5. — Le défaut de paiement des amendes et des dédommagemens ou indemnités, n'entraînera la contrainte par corps que vingt-quatre heures après le commandement. La détention remplacera l'amende à l'égard des insolvables, mais sa durée en commutation de peine ne pourra excéder un mois. Dans les délits pour lesquels cette peine n'est point prononcée, et dans les cas graves où la détention est jointe à l'amende, elle pourra être prolongée du quart du temps prescrit par la loi.

ART. 6. — Les délits mentionnés au présent décret, qui entraîneraient une détention de plus de trois jours dans les campagnes, et de plus de huit jours dans les villes, seront jugés par voie de police correctionnelle; les autres le seront par voie de police municipale.

ART. 7. — Les maris, pères, mères, tuteurs, maîtres, entrepreneurs de toute espèce, seront civilement responsables des délits commis par leurs femmes et enfans, pupilles, mineurs n'ayant pas plus de vingt ans et non mariés, domestiques, ouvriers, voituriers et autres subordonnés. L'estimation du dommage sera toujours faite par le juge de paix ou ses assesseurs, ou par des experts par eux nommés.

ART. 8. — Les domestiques, ouvriers, voituriers, ou autres subordonnés, seront, à leur tour, responsables de leurs délits envers ceux qui les emploient.

ART. 9. — Les officiers municipaux veilleront généralement à la tranquillité, à la salubrité et à la sûreté des campagnes; ils seront tenus particulièrement de faire, au moins une fois par an, la visite des fours et cheminées de toutes maisons et de tous bâtimens éloignés de moins de cent toises d'autres habitations : ces visites seront préalablement annoncées huit jours d'avance.

Après la visite, ils ordonneront la réparation ou la démolition des fours et des cheminées qui se trouveront dans un état de délabrement qui pourrait occasionner un incendie ou d'autres accidens; il pourra y avoir lieu à une amende au moins de six livres, et au plus de vingt-quatre livres.

ART. 10. — Toute personne qui aura allumé du feu dans les champs plus près que cinquante toises des maisons, bois, bruyères, vergers, haies, meules de grains, de paille ou de foin, sera condamnée à une amende égale à la valeur de douze journées de travail, et paiera en outre le dommage que le feu aurait occasionné. Le délinquant pourra de plus, suivant les circonstances, être condamné à la détention de police municipale.

ART. 11. — Celui qui achètera des bestiaux hors des foires et marchés, sera tenu de les restituer gratuitement au propriétaire, en l'état où ils se trouveront, dans le cas où ils auraient été volés.

ART. 12. — Les dégâts que les bestiaux de toute espèce laissés à l'abandon, feront sur les propriétés d'autrui, soit dans l'enceinte des habitations, soit dans un enclos rural, soit dans les champs ouverts, seront payés par les personnes qui ont la jouissance des bestiaux : si elles sont insolvables, ces dégâts seront payés par celles qui en ont la propriété. Le propriétaire qui éprouvera les dommages, aura le droit de saisir les bestiaux, sous l'obligation de les faire conduire dans les vingt-quatre heures au lieu du dépôt qui sera désigné à cet effet par la municipalité.

Il sera satisfait aux dégâts par la vente des bestiaux, s'ils ne sont pas réclamés, ou si le dommage n'a point été payé dans la huitaine du jour du délit.

Si ce sont des volailles, de quelque espèce que ce soit, qui causent le dom-

mage, le propriétaire, le détenteur ou le fermier qui l'éprouvera, pourra les tuer, mais seulement sur le lieu, au moment du dégât.

Art. 13. — Les bestiaux morts seront enfouis dans la journée à quatre pieds de profondeur par le propriétaire, et dans son terrain, ou voiturés à l'endroit désigné par la municipalité, pour y être également enfouis, sous peine par le délinquant de payer une amende de la valeur d'une journée de travail, et les frais de transport et d'enfouissement.

Art. 14. — Ceux qui détruiront les greffes des arbres fruitiers ou autres, et ceux qui écorceront ou couperont en tout ou en partie des arbres sur pied, qui ne leur appartiendront pas, seront condamnés à une amende double du dédommagement dû au propriétaire, et à une détention de police correctionnelle qui ne pourra excéder six mois.

Art. 15. — Personne ne pourra inonder l'héritage de son voisin, ni lui transmettre volontairement les eaux d'une manière nuisible, sous peine de payer le dommage et une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement.

Art. 16. — Les propriétaires ou fermiers des moulins et usines construits ou à construire, seront garans de tous dommages que les eaux pourraient causer aux chemins ou aux propriétés voisines, par la trop grande élévation du déversoir ou autrement. Ils seront forcés de tenir les eaux à une hauteur qui ne nuise à personne, et qui sera fixée par le directoire du département d'après l'avis du directoire de district. En cas de contravention, la peine sera une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement.

Art. 17. — Il est défendu à toute personne de recombler les fossés, de dégrader les clôtures, de couper des branches de haies vives, d'enlever des bois secs des haies, sous peine d'une amende de la valeur de trois journées de travail. Le dédommagement sera payé au propriétaire; et suivant la gravité des circonstances, le détention pourra avoir lieu, mais au plus pour un mois.

Art. 18. — Dans les lieux qui ne sont sujets, ni au parcours, ni à la vaine pâture, pour toute chèvre qui sera trouvée sur l'héritage d'autrui contre le gré du propriétaire de l'héritage, il sera payé une amende de la valeur d'une journée de travail par le propriétaire de la chèvre.

Dans les pays de parcours ou de vaine pâture, où les chèvres ne sont pas rassemblées et conduites en troupeau commun, celui qui aura des animaux de cette espèce, ne pourra les mener aux champs qu'attachés, sous peine d'une amende de la valeur d'une journée de travail par tête d'animal.

En quelque circonstance que ce soit, lorsqu'elles auront fait du dommage

aux arbres fruitiers ou autres, haies, vignes, jardins, l'amende sera double, sans préjudice du dédommagement dû au propriétaire.

ART. 19. — Les propriétaires ou les fermiers d'un même canton ne pourront se coaliser pour faire baisser ou fixer à vil prix la journée des ouvriers ou les gages des domestiques, sous peine d'une amende du quart de la contribution mobilière des délinquans, et même de la détention de police municipale, s'il y a lieu.

ART. 20. — Les moissonneurs, les domestiques et ouvriers de la campagne ne pourront se liguer entre eux pour faire hausser et déterminer le prix des gages ou les salaires, sous peine d'une amende qui ne pourra excéder la valeur de douze journées de travail, et en outre de la détention de police municipale.

ART. 21. — Les glaneurs, les rateleurs et les grapilleurs, dans les lieux où les usages de glaner, de ratéler ou de grapiller sont reçus, n'entreront dans les champs, prés et vignes récoltés et ouverts, qu'après l'enlèvement entier des fruits. En cas de contravention, les produits du glanage, du râtelage et grapillage seront confisqués, et, suivant les circonstances, il pourra y avoir lieu à la détention de police municipale. Le glanage, le ratelage et le grapillage sont interdits dans tout enclos rural, tel qu'il est défini à l'article 6 de la quatrième section du premier titre du présent décret (1).

ART. 22. — Dans les lieux de parcours ou de vaine pâture, comme dans ceux où ces usages ne sont point établis, les pâtres et les bergers ne pourront mener les troupeaux d'aucune espèce dans les champs moissonnés et ouverts, que deux jours après la récolte entière, sous peine d'une amende de la valeur d'une journée de travail : l'amende sera double, si les bestiaux d'autrui ont pénétré dans un enclos rural.

ART. 23. Un troupeau atteint de maladie contagieuse, qui sera rencontré au pâturage sur les terres du parcours ou de la vaine pâture, autres que celles qui auront été désignées pour lui seul, pourra être saisi par les gardes-champêtres. et même par toute personne; il sera ensuite mené au lieu du dépôt qui sera indiqué à cet effet par la municipalité.

---

(1) L'article 6 de la quatrième section du titre I.er est ainsi conçu : « L'héritage sera réputé clos lorsqu'il sera entouré d'un mur de quatre pieds avec barrière ou porte, ou lorsqu'il sera exactement fermé et entouré de palissades ou de treillages, ou d'une haie vive ou d'une haie sèche, faite avec des pieux, ou cordelée avec des branches, ou de toute autre manière de faire les haies en usage dans chaque localité; ou enfin d'un fossé de quatre pieds de large au moins et de deux pieds de profondeur. »

Le maître de ce troupeau sera condamné à une amende de la valeur d'une journée de travail par tête de bêtes à laine, et à une amende triple par tête d'autre bétail.

Il pourra en outre, suivant la gravité des circonstances, être responsable du dommage que son troupeau aurait occasionné, sans que cette responsabilité puisse s'étendre au-delà des limites de la municipalité.

A plus forte raison, cette amende et cette responsabilité auront lieu, si ce troupeau a été saisi sur les terres qui ne sont point sujettes au parcours ou à la vaine pâture.

Art. 24. — Il est défendu de mener sur le terrain d'autrui des bestiaux d'aucune espèce, et, en aucun temps, dans les prairies artificielles, dans les vignes, oseraies, dans les plants de capriers, dans ceux d'oliviers, de mûriers, de grenadiers, d'orangers et arbres du même genre, dans tous les plants et pépinières d'arbres fruitiers ou autres faits de main d'hommes.

L'amende encourue pour le délit sera une somme de la valeur du dédommagement dû au propriétaire : l'amende sera double si le dommage a été fait dans un enclos rural; et suivant les circonstances, il pourra y avoir lieu à la détention de police municipale.

Art. 25. — Les conducteurs de bestiaux revenant des foires, ou les menant d'un lieu à un autre, même dans les pays de parcours ou de vaine pâture, ne pourront les laisser pacager sur les terres des particuliers, ni sur les communaux, sous peine d'une amende de la valeur de deux journées de travail, en outre du dédommagement. L'amende sera égale à la somme du dédommagement, si le dommage est fait sur un terrain ensemencé, ou qui n'a pas été dépouillé de sa récolte, ou dans un enclos rural.

A défaut de paiement, les bestiaux pourront être saisis et vendus jusqu'à concurrence de ce qui sera dû pour l'indemnité, l'amende et autres frais relatifs; il pourra même y avoir lieu envers les conducteurs, à la détention de police municipale, suivant les circonstances.

Art. 26. — Quiconque sera trouvé gardant à vue ses bestiaux dans les récoltes d'autrui, sera condamné en outre du paiement du dommage, à une amende égale à la somme du dédommagement, et pourra l'être, suivant les circonstances, à une détention qui n'excédera pas une année.

Art. 27. — Celui qui entrera à cheval dans les champs ensemencés, si ce n'est le propriétaire ou ses agens, paiera le dommage et une amende de la valeur d'une journée de travail : l'amende sera double, si le délinquant y est entré en voiture. Si les bleds sont en tuyaux, et que quelqu'un y entre même à pied, ainsi que dans toute autre récolte pendante, l'amende sera au moins

de la valeur de trois journées de travail, et pourra être d'une somme égale à celle due pour dédommagement au propriétaire.

ART. 28. — Si quelqu'un, avant leur maturité, coupe ou détruit de petites parties de bled en vert, ou d'autres productions de la terre, sans intention manifeste de les voler, il paiera en dédommagement au propriétaire une somme égale à la valeur que l'objet aurait eu dans sa maturité; il sera condamné à une amende égale à la somme du dédommagement, et il pourra l'être à la détention de police municipale.

ART. 29. — Quiconque sera convaincu d'avoir dévasté des récoltes sur pied, ou abattu des plants venus naturellement, ou faits de main d'hommes, sera puni d'une amende double du dédommagement du au propriétaire, et d'une détention qui ne pourra excéder deux années.

ART. 30. — Toute personne convaincue d'avoir, de dessein prémédité, méchamment, sur le territoire d'autrui, blessé ou tué des bestiaux ou chiens de garde, sera condamné à une amende double de la somme du dédommagement. Le délinquant pourra être détenu un mois, si l'animal n'a été que blessé; et six mois, si l'animal est mort de sa blessure, ou en est resté estropié : la détention pourra être du double, si le délit a été commis la nuit, ou dans une étable, ou dans un enclos rural.

ART. 31. — Toute rupture ou destruction d'instrument de l'exploitation des terres, qui aura été commise dans les champs ouverts, sera punie d'une amende égale à la somme du dédommagement dû au cultivateur, et d'une détention qui ne sera jamais de moins d'un mois, et qui pourra être prolongée jusqu'à six, suivant la gravité des circonstances.

ART. 32. — Quiconque aura déplacé ou supprimé des bornes, ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différens héritages, pourra, en outre du paiement du dommage et des frais de replacement des bornes, être condamné à une amende de la valeur de douze journées de travail; et sera puni par une détention dont la durée, proportionnée à la gravité des circonstances, n'excédera pas une année. La détention cependant pourra être de deux années, s'il y a transposition de bornes à fin d'usurpation.

ART. 33. — Celui qui, sans la permission du propriétaire ou fermier, enlèvera des fumiers, de la marne, ou tous autres engrais portés sur les terres, sera condamné à une amende qui n'excédera pas la valeur de six journées de travail, en outre du dédommagement; et pourra l'être à la détention de police municipale. L'amende sera de douze journées, et la détention pourra être de trois mois, si le délinquant a fait tourner à son profit lesdits engrais.

ART. 34. — Quiconque maraudera, dérobera des productions de la terre qui peuvent servir à la nourriture des hommes, ou d'autres productions utiles, sera condamné à une amende égale au dédommagement dû au propriétaire ou fermier; il pourra aussi, suivant les circonstances du délit, être condamné à la détention de police municipale.

ART. 35. — Pour tout vol de récolte fait avec des paniers ou des sacs, ou à l'aide des animaux de charge, l'amende sera double du dédommagement; et la détention, qui aura toujours lieu, pourra être de trois mois, suivant la gravité des circonstances.

ART. 36. — Le maraudage ou enlèvement de bois, fait à dos d'homme dans les bois taillis ou futaies, ou autres plantations d'arbres des particuliers ou communautés, sera puni d'une amende double du dédommagement dû au propriétaire. La peine de la détention pourra être la même que celle portée en l'article précédent.

ART. 37. — Le vol dans les bois taillis, futaies et autres plantations d'arbres des particuliers ou communautés, exécuté à charge de bête de somme ou de charrette, sera puni par une détention qui ne pourra être de moins de trois jours, ni excéder six mois. Le coupable paiera en outre une amende triple de la valeur du dédommagement dû au propriétaire.

ART. 38. — Les dégâts faits dans les bois taillis des particuliers ou des communautés par des bestiaux ou troupeaux, seront punis de la manière suivante :

Il sera payé d'amende, pour une bête à laine, une livre; pour un cochon, une livre; pour une chèvre, deux livres; pour un cheval ou une autre bête de somme, deux livres; pour un bœuf, une vache ou un veau, trois livres.

Si les bois taillis sont dans les six premières années de leur croissance, l'amende sera double.

Si les dégâts sont commis en présence du pâtre, et dans les bois taillis de moins de six années, l'amende sera triple.

S'il y a récidive dans l'année, l'amende sera double; et s'il y a réunion des deux circonstances précédentes, ou récidive avec une des deux circonstances, l'amende sera quadruple.

Le dédommagement dû au propriétaire sera estimé de gré à gré, ou à dire d'expert.

ART. 39. — Conformément au décret sur les fonctions de la gendarmerie nationale, tout dévastateur des bois, des récoltes, ou chasseur masqué, pris

sur le fait, pourra être saisi par tout gendarme national, sans aucune réquisition d'officier civil.

ART. 40. — Les cultivateurs ou tous autres qui auront dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, des chemins publics, ou usurpé sur leur largeur, seront condamnés à la réparation ou à la restitution, et à une amende qui ne pourra être moindre de trois livres ni excéder vingt-quatre livres.

ART. 41. — Tout voyageur qui déclora un champ pour se faire un passage dans sa route, paiera le dommage fait au propriétaire; et, de plus, une amende de la valeur de trois journées de travail, à moins que le juge de paix du canton ne décide que le chemin public était impraticable; et alors, les dommages et les frais de clôture seront à la charge de la communauté.

ART. 42. — Le voyageur qui, par la rapidité de sa voiture ou de sa monture, tuera ou blessera des bestiaux sur les chemins, sera condamné à une amende égale à la somme du dédommagement dû au propriétaire des bestiaux.

ART. 43. — Quiconque aura coupé ou détérioré des arbres plantés sur les routes, sera condamné à une amende du triple de la valeur des arbres, et à une détention qui ne pourra excéder six mois.

ART. 44. — Les gazons, les terres ou les pierres des chemins publics, ne pourront être enlevés, en aucun cas, sans l'autorisation du directoire du département. Les terres ou matériaux appartenant aux communautés, ne pourront être également enlevés, si ce n'est par suite d'un usage général établi dans la commune pour les besoins de l'agriculture, et non aboli par une délibération du Conseil général.

Celui qui commettra l'un de ces délits sera, en outre de la réparation du dommage, condamné, suivant la gravité des circonstances, à une amende qui ne pourra excéder vingt-quatre livres, ni être moindre de trois livres. Il pourra, de plus, être condamné à la détention de police municipale.

ART. 45. — Les peines et les amendes déterminées par le présent décret, ne seront encourues que du jour de sa publication.

LOI SUR LA POLICE INTÉRIEURE DES COMMUNES.

Du 10 vendémiaire an 4.

TITRE I.er

Tous citoyens habitant la même commune sont garans civilement des attentats commis sur le territoire de la commune, soit envers les personnes, soit contre les propriétés.

TITRE II.

Moyens d'assurer la police intérieure de chaque commune.

ART. 1.er — Il sera fait et dressé, dans chaque commune de la république, un tableau contenant les noms, âge, état ou profession de tous ses habitans au-dessus de l'âge de douze ans; le lieu de leur habitation, et l'époque de leur entrée sur la commune.

ART. 2. — Les officiers municipaux, dans les communes dont la population s'élève au-dessus de cinq mille habitans; l'agent municipal ou son adjoint, dans les communes dont la population est inférieure à cinq mille habitans, formeront le tableau prescrit par l'article précédent.

ART. 3. — A cet effet, il sera adressé dans la décade, par l'administration de département, aux officiers municipaux ou agent municipal, des modèles imprimés de ce tableau, lesquels seront tenus de les remplir dans la décade, et d'en envoyer, dans le même délai, un double à l'administration de département, et un autre à l'administration municipale du canton.

ART. 4. — Les officiers ou les agens municipaux qui n'exécuteraient pas les articles précédens, demeureront personnellement responsables des dommages-intérêts résultant des délits commis à force ouverte ou par violence sur le territoire de la commune.

TITRE III.

Des Passe-ports.

ART. 1.er — Jusqu'à ce qu'autrement il en ait été ordonné, nul individu ne pourra quitter le territoire de son canton, ni voyager, sans être muni et porteur d'un passe-port signé par les officiers municipaux de la commune ou administration municipale du canton.

ART. 2. — Chaque municipalité ou administration municipale du canton tiendra un registre des passe-ports qu'elle délivrera.

ART. 3. — Tout passe-port contiendra le signalement de l'individu, sa signature ou sa déclaration qu'il ne sait signer, référera le numéro de son inscription au tableau de la commune, et sera renouvelé au moins une fois par an.

A cet effet, l'administration de département fera passer à chaque municipalité ou administration municipale un modèle de passe-port.

ART. 4. — Tout individu qui, à l'époque de la formation du tableau, n'aura pas acquis domicile depuis une année dans une commune ou canton, sera tenu de se présenter devant les officiers municipaux ou l'administration municipale du canton, de faire la déclaration de ses noms, âge, état ou profession, et du lieu de son dernier domicile.

ART 5. — La municipalité ou l'administration municipale du canton adressera à l'administration du département la déclaration de l'individu non-domicilié depuis un an sur la commune ou canton, avec des notes sur ses moyens d'existence.

ART. 6. — Tout individu voyageant, et trouvé hors de son canton sans passe port, sera mis sur-le-champ en état d'arrestation, et détenu jusqu'à ce qu'il ait justifié être inscrit sur le tableau de la commune de son domicile.

ART. 7. — A défaut de justifier, dans deux décades, son inscription sur le tableau d'une commune, il sera réputé vagabond et sans aveu, et traduit comme tel devant les tribunaux compétens.

TITRE IV.

Des espèces de délits dont les communes sont civilement responsables.

ART. 1.er — Chaque commune est responsable des délits commis à force ouverte ou par violence sur son territoire, par des attroupemens ou rassemblemens armés ou non-armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés nationales ou privées, ainsi que des dommages-intérêts auxquels ils donneront lieu.

ART. 2. — Dans le cas où les habitans de la commune auraient pris part aux délits commis sur son territoire par des attroupemens et rassemblemens, cette commune sera tenue de payer à la république une amende égale au montant de la réparation principale.

ART. 3. — Si les attroupemens ou rassemblemens ont été formés d'habitans de plusieurs communes, toutes seront responsables des délits qu'ils auront commis, et contribuables, tant à la réparation et dommages-intérêts, qu'au paiement de l'amende.

ART. 4. — Les habitans de la commune ou des communes contribuables qui

prétendraient n'avoir pris aucune part aux délits, et contre lesquels il ne s'éleverait aucune preuve de complicité ou participation aux attroupemens, pourront exercer leur recours contre les auteurs et complices des délits.

ART. 5. — Dans les cas où les rassemblemens auraient été formés d'individus étrangers à la commune sur le territoire de laquelle les délits ont été commis, et où la commune aurait pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir à l'effet de les prévenir et d'en faire connaître les auteurs, elle demeurera déchargée de toute responsabilité.

ART. 6. — Lorsque, par suite de rassemblemens ou attroupemens, un individu, domicilié ou non sur une commune, y aura été pillé, maltraité ou homicidé, tous les habitans seront tenus de lui payer, ou, en cas de mort, à sa veuve et enfans, des dommages-intérêts.

ART. 7. — Lorsque des ponts auront été rompus, des routes coupées ou interceptées par des abattis d'arbres ou autrement, dans une commune, la municipalité ou l'administration municipale du canton les fera réparer sans délai aux frais de la commune, sauf son recours contre les auteurs du délit.

ART. 8. — Cette responsabilité de la commune n'aura pas lieu dans les cas où elle justifierait avoir résisté à la destruction des ponts et des routes, ou bien avoir pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour prévenir l'évènement, et encore dans le cas où elle désignerait les auteurs, provocateurs ou complices du délit, tous étrangers à la commune.

ART. 9. — Lorsque, dans une commune, des cultivateurs tiendront leurs voitures démontées, ou n'exécuteront pas les réquisitions qui en seront faites légalement pour transports et charrois, les habitans de la commune sont responsables des dommages-intérêts en résultant.

ART. 10. — Si, dans une commune, des cultivateurs à part de fruits refusent de livrer, au terme du bail, la portion due aux propriétaires, tous les habitans de cette commune sont tenus des dommages-intérêts.

ART. 11. — Dans les cas énoncés aux articles 9 et 10, les habitans de la commune exerceront leur recours contre les cultivateurs qui auront donné lieu aux dommages-intérêts.

ART. 12. — Lorsqu'un adjudicataire de domaines nationaux aura été contraint à force ouverte, par suite de rassemblemens ou attroupemens, de payer tout ou partie du prix de son adjudication à autres que dans la caisse des domaines et revenus nationaux,

Lorsqu'un fermier ou locataire aura également été contraint de payer tout ou partie du prix de son bail à autres que le propriétaire,

Dans ces cas, les habitans de la commune où les délits auront été commis,

seront tenus des dommages-intérêts en résultant, sauf leur recours contre les auteurs et complices des délits.

TITRE V.

Des dommages-intérêts et réparation civile.

ART. 1.er — Lorsque, par suite de rassemblemens ou attroupemens, un citoyen aura été contraint de payer ; lorsqu'il aura été volé ou pillé sur le territoire d'une commune, tous les habitans de la commune seront tenus de la restitution, en même nature, des objets pillés et choses enlevés par la force, ou d'en payer le prix sur le pied du double de leur valeur, au cours du jour où le pillage aura été commis.

ART. 2. — Lorsqu'un délit de la nature de ceux exprimés aux articles précédens aura été commis sur une commune, les officiers municipaux ou l'agent municipal seront tenus de le faire constater sommairement dans les vingt-quatre heures, et d'en adresser procès-verbal, sous trois jours au plus tard, au commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal civil du département.

Les officiers de police de sûreté n'en seront pas moins tenus de remplir, à cet égard, les obligations que la loi leur prescrit.

ART. 3. — Le commissaire du pouvoir exécutif près l'administration du département dans le territoire duquel il aurait été commis des délits, à force ouverte et par violence, sur des propriétés nationales, en poursuivra la réparation et les dommages-intérêts devant le tribunal civil du département.

ART. 4. — Les dommages-intérêts dont les communes sont tenues aux termes des articles précédens, seront fixés par le tribunal civil du département, sur le vu des procès-verbaux et autres pièces constatant les voies de fait, excès et délits.

ART. 5. — Le tribunal civil du département règlera le montant de la réparation et des dommages-intérêts dans la décade, au plus tard, qui suivra l'envoi des procès-verbaux.

ART. 6. — Les dommages-intérêts ne pourront jamais être moindres que la valeur entière des objets pillés et choses enlevées.

ART. 7. — Le jugement du tribunal civil, portant fixation des dommages-intérêts, sera envoyé, dans les vingt-quatre heures, par le commissaire du pouvoir exécutif, à l'administration départementale, qui sera tenue de l'envoyer, sous trois jours, à la municipalité ou à l'administration municipale du canton.

ART. 8. — La municipalité ou l'administration municpiale sera tenue de verser le montant des dommages-intérêts à la caisse du département dans le délai d'une décade ; à cet effet, elle fera contribuer les vingt plus forts contribuables résidant dans la commune.

ART. 9. La répartition et la perception, pour le remboursement des sommes avancées, seront faites sur tous les habitans de la commune, par la municipalité ou l'administration municipale du canton, d'après le tableau des domiciliés, et à raison des facultés de chaque habitant.

ART. 10. — Dans le cas de réclamation de la part d'un ou de plusieurs contribuables, l'administration départementale statuera sur la demande en réduction.

ART. 11. — A défaut de paiement dans la décade, l'administration départementale requerra une force armée suffisante, et l'établira dans les communes contribuables, avec un commissaire pour opérer le versement de la contribution.

ART. 12. — Les frais de commissaire de département, et de séjour de la force armée, seront ajoutés au montant des contributions prononcées, et supportés par les communes contribuables.

ART. 13. — Dans la décade du versement fait dans la caisse du département, l'administration fera remettre aux parties intéressées le montant du jugement portant fixation de dommages-intérêts.

ART. 14. — Au moyen des dispositions des titres 4 et 5, la loi du 16 prairial, relative au pillage des grains et farines, demeure rapportée dans les dispositions qui seraient contraires à la présente loi.

ART. 15. — Jusqu'à ce que les municipalités, les administrations municipales et les tribunaux civils de département soient organisés, les municipalités des communes, les officiers de police de sûreté et les tribunaux de district actuellement existans, sont chargés, sous leur responsabilité personnelle, de l'exécution de la présente loi, chacun d'eux dans les parties qui concernent les administrations municipales, les officiers de police et les tribunaux civils.

L'insertion de la présente loi au bulletin de correspondance, tiendra lieu de publication.

LOI SUR LE TAUX DE L'INTÉRÊT DE L'ARGENT.

Du 3 septembre 1807.

ART. 1.er — L'intérêt conventionnel ne pourra excéder, en matière civile, cinq pour cent, ni en matière de commerce, six pour cent, le tout sans retenue.

ART. 2. — L'intérêt légal sera, en matière civile, de cinq pour cent; et en matière de commerce, de six pour cent, aussi sans retenue.

ART. 3. — Lorsqu'il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux excédant celui qui est fixé par l'article 1.er, le prêteur sera condamné, par le tribunal saisi de la contestation, à restituer cet excédent s'il l'a reçu, ou à souffrir la réduction sur le principal de la créance, et pourra même être renvoyé, s'il y a lieu, devant le tribunal correctionnel, pour y être jugé conformément à l'article suivant.

ART. 4. — Tout individu qui sera prévenu de se livrer habituellement à l'usure, sera traduit devant le tribunal correctionnel, et, en cas de conviction, condamné à une amende qui ne pourra excéder la moitié des capitaux qu'il aura prêtés à usure.

S'il résulte de la procédure qu'il y a eu escroquerie de la part du prêteur, il sera condamné, outre l'amende ci-dessus, à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans.

ART. 5. — Il n'est rien innové aux stipulations d'intérêts par contrats ou autres actes faits jusqu'au jour de la publication de la présente loi.

Mandons, etc.

LOI RELATIVE A LA LIBERTÉ DE LA PRESSE (1).

Du 21 octobre 1814.

TITRE II.

ART. 11. — Nul ne sera imprimeur ni libraire s'il n'est breveté par le Roi et assermenté.

ART. 12. — Le brevet pourra être retiré à tout imprimeur ou libraire qui aura été convaincu, par un jugement, de contravention aux lois et règlemens.

ART. 13. — Les imprimeries clandestines seront détruites, et les possesseurs et dépositaires punis d'une amende de dix mille francs et d'un emprisonnement de six mois.

Sera réputée *clandestine*, toute imprimerie non déclarée à la direction générale de la librairie, et pour laquelle il n'aura pas été obtenu de permission.

ART. 14. — Nul imprimeur ne pourra imprimer un écrit avant d'avoir déclaré qu'il se propose de l'imprimer, ni le mettre en vente ou le publier, de quelque manière que ce soit, avant d'avoir déposé le nombre prescrit

(1) Le titre premier ne renfermait que des dispositions temporaires qui ont cessé depuis long-temps d'exercer leur empire.

d'exemplaires, savoir : à Paris, au secrétariat de la direction générale, et, dans les départemens, au secrétariat de la préfecture.

ART. 15. — Il y a lieu à saisie et séquestre d'un ouvrage, 1.° si l'imprimeur ne représente pas les récépissés de la déclaration et du dépôt ordonnés en l'article précédent; 2.° si chaque exemplaire ne porte pas le vrai nom et la vraie demeure de l'imprimeur; 3.° si l'ouvrage est déféré aux tribunaux pour son contenu.

ART. 16. — Le défaut de déclaration avant l'impression, et le défaut de dépôt avant la publication, constatés comme il est dit en l'article précédent, seront punis chacun d'une amende de mille francs pour la première fois, et de deux mille francs pour la seconde.

ART. 17. — Le défaut d'indication de la part de l'imprimeur, de son nom et de sa demeure, sera puni d'une amende de trois mille francs. L'indication d'un faux nom et d'une fausse demeure sera punie d'une amende de six mille francs, sans préjudice de l'emprisonnement prononcé par le Code pénal.

ART. 18. — Les exemplaires saisis par simple contravention à la présente loi, seront restitués après le paiement des amendes.

ART. 19. — Tout libraire chez qui il sera trouvé, ou qui sera convaincu d'avoir mis en vente ou distribué un ouvrage sans nom d'imprimeur, sera condamné à une amende de deux mille francs, à moins qu'il ne prouve qu'il a été imprimé avant la promulgation de la présente loi. L'amende sera réduite à mille francs, si le libraire fait connaître l'imprimeur.

ART. 20. — Les contraventions seront constatées par les procès-verbaux des inspecteurs de la librairie, et des commissaires de police.

ART. 21. — Le ministère public poursuivra d'office les contrevenans pardevant les tribunaux de police correctionnelle, sur la dénonciation du directeur général de la librairie, et la remise d'une copie des procès-verbaux.

ART. 22. — Les dispositions du titre 1.er cesseront d'avoir leur effet à la fin de la session de 1816, etc.

Mandons, etc.

ORDONNANCE DU ROI

CONTENANT DES MESURES RELATIVES A L'IMPRESSION, AU DÉPÔT ET A LA PUBLICATION DES OUVRAGES, etc.

24 Octobre 1814.

ART. 1.er — Les brevets d'imprimeur et de libraire délivrés jusqu'à ce jour

sont confirmés : les conditions auxquelles il en sera délivré à l'avenir, seront déterminées par un nouveau règlement.

ART. 2. — Chaque imprimeur sera tenu, conformément aux règlemens, d'avoir un livre coté et paraphé par le maire de la ville où il réside, où il inscrira par ordre de dates, et avec une série de numéros, le titre littéral de tous les ouvrages qu'il se propose d'imprimer, le nombre des feuilles, des volumes et des exemplaires, et le format de l'édition. Ce livre sera représenté, à toute réquisition, aux inspecteurs de la librairie et aux commissaires de police, et visé par eux s'ils le jugent convenable.

La déclaration prescrite par l'article 14 de la loi du 21 octobre 1814 sera conforme à l'inscription portée au livre.

ART. 3. — Les dispositions dudit article s'appliquent aux estampes et aux planches gravées accompagnées d'un texte.

ART. 4. — Le nombre d'exemplaires qui doivent être déposés, ainsi qu'il est dit au même article, reste fixé à cinq, lesquels seront répartis ainsi qu'il suit : un pour notre bibliothèque ; un pour notre amé et féal chevalier, le chancelier de France ; un pour notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, un pour le directeur général de la librairie, et le cinquième pour le censeur qui aura été ou qui sera chargé d'examiner l'ouvrage.

ART. 5. — Si un écrit a été examiné sur la réquisition de l'auteur ou de l'imprimeur, et qu'il soit approuvé, il leur sera délivré un procès-verbal *d'approbation ;* et la remise de ce procès-verbal les déchargera de toute responsabilité, si ce n'est envers les particuliers lésés, conformément à l'article 10.

ART. 6. — Si l'examen d'un écrit n'a eu lieu que par ordre du directeur général de la librairie ou du préfet du département, la permission d'imprimer pourra être donnée sans approbation ; et, en ce cas, elle sera seulement constatée par la délivrance du récépissé de la déclaration.

ART. 7. — En exécution de l'article 20, les commissaires de police rechercheront et constateront d'office toutes les contraventions ; et ils seront tenus aussi de déférer à toutes les réquisitions qui leur seront adressées à cet effet par les préfets, sous-préfets et maires, et par les inspecteurs de la librairie. Ils enverront dans les vingt-quatre heures tous les procès-verbaux qu'ils auront dressés, à Paris, au directeur général de la librairie ; et dans les départemens, aux préfets, qui les feront passer sur-le-champ au directeur général, seul chargé par l'article 21 de dénoncer les contrevenans aux tribunaux.

ART. 8. — Le nombre d'épreuves des estampes et planches gravées, sans texte, qui doivent être déposées pour notre bibliothèque, reste fixé à deux,

dont une avant la lettre ou en couleur, s'il en a été tiré ou imprimé de cette espèce.

Il sera déposé en outre trois épreuves, dont une pour notre amé et féal chevalier le chancelier de France, une pour notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, et la troisième pour le directeur général de la librairie.

ART. 9. — Le dépôt ordonné en l'article précédent sera fait, à Paris, au secrétariat de la direction générale; et, dans les départemens, au secrétariat de la préfecture. Le récépissé détaillé qui en sera délivré à l'auteur, formera son titre de propriété, conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1793.

ART. 10. — Toute estampe ou planche gravée, publiée ou mise en vente avant le dépôt de cinq épreuves constaté par le récépissé, sera saisie par les inspecteurs de la librairie et les commissaires de police, qui en dresseront procès-verbal.

ART. 11. — Il est défendu de publier aucune estampe et gravure diffamatoire ou contraire aux bonnes mœurs, sous les peines prononcées par le Code pénal.

ART. 12. — Conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêt du Conseil du 16 avril 1785, et à l'article 3 du décret du 14 octobre 1811, il est défendu à tous auteurs et éditeurs de journaux, affiches et feuilles périodiques, tant à Paris que dans les départemens, sous peine de déchéance de l'autorisation qu'ils auraient obtenue, d'annoncer aucun ouvrage imprimé ou gravé, si ce n'est après qu'il aura été annoncé par le journal de la librairie.

Donné à Paris, etc.

LOI

SUR LA RÉPRESSION DES CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR LA VOIE DE LA PRESSE, OU PAR TOUT AUTRE MOYEN DE PUBLICATION.

17 Mai 1819.

CHAPITRE I.er

De la Provocation publique aux Crimes et Délits.

ART. 1.er — Quiconque, soit par des discours, des cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés, des

dessins, des gravures, des peintures ou emblêmes vendus ou distribués, mis en vente, ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards et affiches exposés aux regards du public, aura provoqué l'auteur ou les auteurs de toute action qualifiée crime ou délit à la commettre, sera réputé complice et puni comme tel.

ART. 2. — Quiconque aura, par l'un des moyens énoncés en l'article 1.er, provoqué à commettre un ou plusieurs crimes, sans que ladite provocation ait été suivie d'aucun effet, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra être de moins de trois mois ni excéder cinq années, et d'une amende qui ne pourra être au-dessous de cinquante francs, ni excéder six mille francs.

ART. 3. — Quiconque aura, par l'un des mêmes moyens, provoqué à commettre un ou plusieurs délits, sans que ladite provocation ait été suivie d'aucun effet, sera puni d'un emprisonnement de trois jours à deux années, et d'une amende de trente francs à quatre mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, selon les circonstances, sauf les cas dans lesquels la loi prononcerait une peine moins grave contre l'auteur même du délit, laquelle sera alors appliquée au provocateur.

ART. 4. — Sera réputée provocation au crime, et punie des peines portées par l'article 2, toute attaque formelle par l'un des moyens énoncés en l'article 1.er, soit contre l'inviolabilité de la personnne du Roi, soit contre l'ordre de successibilité au trône, soit contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres. (*voyez art. 2 de la loi du 25 mars 1822.*)

ART. 5. — Seront réputés provocation au délit et punis des peines portées par l'article 3,

1.° Tous cris séditieux publiquement proférés, autres que ceux qui rentreraient dans la disposition de l'article 4; (*id. art. 8.*)

2.° L'enlèvement ou la dégradation des signes publics de l'autorité royale, opérés par haine ou mépris de cette autorité; (*ibid. art. 9.*)

3.° Le port public de tous signes extérieurs de ralliement non autorisés par le Roi ou par des règlemens de police; (*ibid. art. 9 et 14.*)

4.° L'attaque formelle, par l'un des moyens énoncés en l'article 1.er, des droits garantis par les articles 5 et 9 de la Charte constitutionnelle. (*ibid. art. 9.*)

ART. 6. — La provocation, par l'un des mêmes moyens, à la désobéissance aux lois, sera également punie des peines portées en l'article 3.

ART. 7. — Il n'est point dérogé aux lois qui punissent la provocation et la complicité résultant de tous actes autres que les faits de publication prévus par la présente loi.

CHAPITRE II.

Des outrages à la Morale publique et religieuse, ou aux bonnes Mœurs.

ART. 8. — Tout outrage à la morale publique et religieuse, ou aux bonnes mœurs, par l'un des moyens énoncés en l'article 1.er, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de seize francs à cinq cents francs. *(voyez art.* 1.er *de la loi du* 25 *mars* 1822.)

CHAPITRE III.

Des Offenses publiques envers la personne du Roi.

ART. 9. — Quiconque, par l'un des moyens énoncés en l'article 1.er de la présente loi, se sera rendu coupable d'offenses envers la personne du Roi, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra être de moins de six mois, ni excéder cinq années, et d'une amende qui ne pourra être au-dessous de cinq cents francs, ni excéder dix mille francs. *(v. art.* 14 *de la même loi.*)

Le coupable pourra, en outre, être interdit de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal, pendant un temps égal à celui de l'emprisonnement auquel il aura été condamné : ce temps courra à compter du jour où le coupable aura subi sa peine.

CHAPITRE IV.

Des Offenses publiques envers les Membres de la Famille royale, les Chambres, les Souverains et les Chefs des Gouvernemens étrangers.

ART. 10. — L'offense, par l'un des moyens énoncés en l'art. 1.er, envers les membres de la famille royale, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans, et d'une amende de cent francs à cinq mille francs.

ART. 11. — L'offense, par l'un des mêmes moyens, envers les Chambres ou l'une d'elles, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans, et d'une amende de cent francs à cinq mille francs. *(v. art.* 15 *et* 16 *de ladite loi du* 25 *mars* 1822. *)*

ART. 12. — L'offense, par l'un des mêmes moyens, envers la personne des souverains ou envers celle des chefs des gouvernemens étrangers, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans, et d'une amende de cent francs à cinq mille francs. *(v. même loi, art.* 17.)

CHAPITRE V.

De la Diffamation et de l'Injure publiques.

ART. 13. — Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à

l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation. *(voyez loi du 25 mars 1822, art. 10.)*

Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure.

ART. 14. — La diffamation et l'injure commises par l'un des moyens énoncés en l'article 1.er de la présente loi, seront punies d'après les distinctions suivantes.

ART. 15. — La diffamation ou l'injure envers les cours, tribunaux ou autres corps constitués, sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à quatre mille francs. *(v. la même loi, art. 5.)*

ART. 16. — La diffamation envers tout dépositaire ou agent de l'autorité publique, pour des faits relatifs à ses fonctions, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à dix-huit mois, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs.

L'emprisonnement et l'amende pourront, dans ce cas, être infligés cumulativement ou séparément, selon les circonstances.

ART. 17. — La diffamation envers les ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agens diplomatiques accrédités près du Roi, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à dix-huit mois, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, selon les circonstances.

ART. 18. — La diffamation envers les particuliers sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à un an, et d'une amende de vingt-cinq francs à deux mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, selon les circonstances.

ART. 19. — L'injure contre les personnes désignées par les articles 16 et 17 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à un an et d'une amende de vingt-cinq francs à deux mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, selon les circonstances.

L'injure contre les particuliers sera punie d'une amende de seize francs à cinq cents francs.

ART. 20. — Néanmoins, l'injure qui ne renfermerait par l'imputation d'un vice déterminé, ou qui ne serait pas publique, continuera d'être punie des peines de simple police.

CHAPITRE VI.

Dispositions générales.

ART. 21. — Ne donneront ouverture à aucune action, les discours tenus

dans le sein de l'une des deux Chambres, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimés par ordre de l'une des deux Chambres.

ART. 22. — Ne donnera lieu à aucune action, le compte fidèle des séances publiques de la Chambre des Députés, rendu de bonne foi dans les journaux. (*voyez loi du* 25 *mars* 1822, *art.* 7.)

ART. 23. — Ne donneront lieu à aucune action en diffamation ou injure, les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux : pourront, néanmoins, les juges saisis de la cause, en statuant sur le fond, prononcer la suppression des écrits injurieux ou diffamatoires, et condamner qui il appartiendra en des dommages-intérêts.

Les juges pourront aussi, dans le même cas, faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels, ou même les suspendre de leurs fonctions.

La durée de cette suspension ne pourra excéder six mois ; en cas de récidive, elle sera d'un an au moins et de cinq ans au plus.

Pourront, toutefois, les faits diffamatoires étrangers à la cause donner ouverture, soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties, lorsqu'elle leur aura été réservée par les tribunaux, et, dans tous les cas, à l'action civile des tiers.

ART. 24. — Les imprimeurs d'écrits dont les auteurs seraient mis en jugement en vertu de la présente loi, et qui auraient rempli les obligations prescrites par le titre II de la loi du 21 octobre 1814, ne pourront être recherchés pour le simple fait d'impression de ces écrits, à moins qu'ils n'aient agi sciemment, ainsi qu'il est dit à l'article 60 du Code pénal qui définit la complicité.

ART. 25. — En cas de récidive des crimes et délits prévus par la présente loi, il pourra y avoir lieu à l'aggravation des peines prononcées par le chapitre IV, livre I.^er^ du Code pénal.

ART. 26. — Les articles 102, 217, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 374, 375, 377 du Code pénal, et la loi du 9 novembre 1815, sont abrogés.

Toutes les autres dispositions du Code pénal, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi, continueront d'être exécutées.

LOI

RELATIVE A LA POURSUITE ET AU JUGEMENT DES CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR LA VOIE DE LA PRESSE, OU PAR TOUT AUTRE MOYEN DE PUBLICATION.

26 Mai 1819.

ART. 1.er — La poursuite des crimes et délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, aura lieu d'office et à la requête du ministère public, sous les modifications suivantes. (*voyez art.* 17 *de la loi du* 25 *mars* 1822).

ART. 2. — Dans le cas d'offense envers les Chambres ou l'une d'elles, par voie de publication, la poursuite n'aura lieu qu'autant que la Chambre qui se croira offensée l'aura autorisée. (*v. loi cit., art.* 15 *et* 16).

ART. 3. — Dans le cas du même délit contre la personne des souverains et celle des chefs des gouvernemens étrangers, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte ou à la requête du souverain ou du chef du Gouvernement qui se croira offensé.

ART. 4. Dans les cas de diffamation ou d'injure contre les cours, tribunaux, ou autres corps constitués, la poursuite n'aura lieu qu'après une délibération de ces corps, prise en assemblée générale et requérant les poursuites. (*v. ibid., art.* 5 *et* 6).

ART. 5. — Dans le cas des mêmes délits contre tout dépositaire ou agent de l'autorité publique, contre tout agent diplomatique étranger, accrédité près du Roi, ou contre tout particulier, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la partie qui se prétendra lésée.

ART. 6. — La partie publique, dans son réquisitoire, si elle poursuit d'office, ou le plaignant, dans sa plainte, seront tenus d'articuler et de qualifier les provocations, attaques, offenses, outrages, faits diffamatoires ou injures, à raison desquels la poursuite est intentée, et ce, à peine de nullité de la poursuite.

ART. 7. — Immédiatement après avoir reçu le réquisitoire ou la plainte, le juge d'instruction pourra ordonner la saisie des écrits, imprimés, placards, dessins, gravures, peintures, emblèmes ou autres instrumens de publication.

L'ordre de saisir et le procès-verbal de saisie seront notifiés, dans les trois jours de ladite saisie, à la personne entre les mains de laquelle la saisie aura été faite, à peine de nullité.

ART. 8. — Dans les huit jours de ladite notification, le juge d'instruction est tenu de faire son rapport à la chambre du conseil, qui procède ainsi qu'il est dit au Code d'instruction criminelle, livre I.er, chapitre IX, sauf les dispositions ci-après.

ART. 9. — Si la chambre du conseil est unanimement d'avis qu'il n'y a pas lieu à poursuivre, elle prononce la main-levée de la saisie.

ART. 10. — Dans le cas contraire, ou dans le cas de pourvoi du procureur du Roi ou de la partie civile contre la décision de la chambre du conseil, les pièces sont transmises, sans délai, au procureur général près la cour royale, qui est tenu, dans les cinq jours de la réception, de faire son rapport à la chambre des mises en accusation, laquelle est tenue de prononcer dans les trois jours dudit rapport.

ART. 11. — A défaut par la chambre du conseil du tribunal de première instance d'avoir prononcé dans les dix jours de la notification du procès-verbal de saisie, la saisie sera de plein droit périmée. Elle le sera également à défaut par la cour royale d'avoir prononcé sur cette même saisie dans les dix jours du dépôt en son greffe de la requête que la partie saisie est autorisée à présenter, à l'appui de son pourvoi, contre l'ordonnance de la chambre du conseil. Tous les dépositaires des objets saisis seront tenus de les rendre au propriétaire sur la simple exhibition du certificat des greffiers respectifs, constatant qu'il n'y pas eu d'ordonnance ou d'arrêt dans les délais ci-dessus prescrits.

Les greffiers sont tenus de délivrer ce certificat à la première réquisition, sous peine d'une amende de trois cents francs, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Toutes les fois qu'il ne s'agira que d'un simple délit, la péremption de la saisie entraînera celle de l'action publique.

ART. 12. — Dans les cas où les formalités prescrites par les lois et règlemens concernant le dépôt auront été remplies, les poursuites à la requête du ministère public ne pourront être faites que devant les juges du lieu où le dépôt aura été opéré, ou de celui de la résidence du prévenu.

En cas de contravention aux dispositions ci-dessus rappelées concernant le dépôt, les poursuites pourront être faites soit devant le juge de la résidence du prévenu, soit dans les lieux où les écrits et autres instrumens de publication auront été saisis.

Dans tous les cas, la poursuite à la requête de la partie plaignante pourra être portée devant les juges de son domicile, lorsque la publication y aura été effectuée.

ART. 13. — Les crimes et délits commis par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication, à l'exception de ceux désignés dans l'article suivant, seront renvoyés par la chambre des mises en accusation de la cour royale devant la cour d'assises, pour être jugés à la plus prochaine session. L'arrêt de renvoi sera de suite notifié au prévenu (*voyez loi du* 25 *mars* 1822, *art.* 17.)

ART. 14. — Les délits de diffamation verbale ou d'injure verbale contre toute personne, et ceux de diffamation ou d'injure par une voie de publication quelconque contre des particuliers, seront jugés par les tribunaux de police correctionnelle, sauf les cas attribués aux tribunaux de simple police.

ART. 15. — Sont tenues, la chambre du conseil du tribunal de première instance, dans le jugement de mise en prévention, et la chambre des mises en accusation de la cour royale, dans l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises, d'articuler et de qualifier les faits à raison desquels lesdits prévention ou renvoi sont prononcés, à peine de nullité desdits jugement ou arrêt.

ART. 16. — Lorsque la mise en accusation aura été prononcée pour crimes commis par voie de publication, et que l'accusé n'aura pu être saisi, ou qu'il ne se présentera pas, il sera procédé contre lui, ainsi qu'il est prescrit au livre II, titre IV, du Code d'instruction criminelle, chapitre des *Contumaces.*

ART. 17. — Lorsque le renvoi à la cour d'assises aura été fait pour délits spécifiés dans la présente loi, le prévenu, s'il n'est présent au jour fixé pour le jugement par l'ordonnance du président, dûment notifiée audit prévenu ou à son domicile, dix jours au moins avant l'échéance, outre un jour par cinq myriamètres de distance, sera jugé par défaut. La cour statuera sans assistance ni intervention de jurés, tant sur l'action publique que sur l'action civile.

ART. 18. — Le prévenu pourra former opposition à l'arrêt par défaut dans les dix jours de la notification qui lui en aura été faite ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres de distance, à charge de notifier son opposition, tant au ministère public qu'à la partie civile.

Le prévenu supportera, sans recours, les frais de l'expédition et de la signification de l'arrêt par défaut et de l'opposition, ainsi que de l'assignation et de la taxe des témoins appelés à l'audience pour le jugement de l'opposition.

ART. 19. — Dans les cinq jours de la notification de l'opposition, le prévenu devra déposer au greffe une requête tendant à obtenir du président de la cour d'assises une ordonnance fixant le jour du jugement de l'opposition : cette ordonnance fixera le jour aux plus prochaines assises; elle sera signifiée, à la requête du ministère public, tant au prévenu qu'au plaignant, avec assi-

gnation au jour fixé, dix jours au moins avant l'échéance. Faute par le prévenu de remplir les formalités mises à sa charge par le présent article, ou de comparaître par lui-même ou par un fondé de pouvoir au jour fixé par l'ordonnance, l'opposition sera réputée non avenue, et l'arrêt par défaut sera définitif.

ART. 20. — Nul ne sera admis à prouver la vérité des faits diffamatoires, si ce n'est dans le cas d'imputation contre des dépositaires ou agens de l'autorité, ou contre toutes personnes ayant agi dans un caractère public, de faits relatifs à leurs fonctions. Dans ce cas, les faits pourront être prouvés pardevant la cour d'assises par toutes les voies ordinaires, sauf la preuve contraire par les mêmes voies.

La preuve des faits imputés met l'auteur de l'imputation à l'abri de toute peine, sans préjudice des peines prononcées contre toute injure qui ne serait pas nécessairement dépendante des mêmes faits (*voyez loi du* 25 *mars* 1822, (*art.* 17 *et* 18).

ART. 21. — Le prévenu qui voudra être admis à prouver la vérité des faits dans le cas prévu par le précédent article, devra, dans les huit jours qui suivront la notification de l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises, ou de l'opposition à l'arrêt par défaut rendu contre lui, faire signifier au plaignant,

1.° Les faits articulés et qualifiés dans cet arrêt desquels il entend prouver la vérité;

2.° La copie des pièces;

3.° Les noms, professions et demeures des témoins par lesquels il entend faire sa preuve.

Cette signification contiendra élection de domicile près la cour d'assises; le tout à peine d'être déchu de la preuve.

ART. 22. — Dans les huit jours suivans, le plaignant sera tenu de faire signifier au prévenu, au domicile par lui élu, la copie des pièces, et les noms, professions et demeures des témoins par lesquels il entend faire la preuve contraire; le tout également sous peine de déchéance.

ART. 23. — Le plaignant en diffamation ou injure pourra faire entendre des témoins qui attesteront sa moralité : les noms, professions et demeures de ces témoins seront notifiés au prévenu ou à son domicile, un jour au moins avant l'audition.

Le prévenu ne sera point admis à faire entendre des témoins contre la moralité du plaignant.

ART. 24. — Le plaignant sera tenu, immédiatement après l'arrêt de renvoi,

d'élire domicile près la cour d'assises, et de notifier cette élection au prévenu et au ministère public; à défaut de quoi toutes significations seront faites valablement au plaignant au greffe de la cour.

Lorsque le prévenu sera en état d'arrestation, toutes notifications, pour être valables, devront lui être faites à personne.

ART. 25. — Lorsque les faits imputés seront punissables selon la loi, et qu'il y aura des poursuites commencées à la requête du ministère public, ou que l'auteur de l'imputation aura dénoncé ces faits, il sera, durant l'instruction, sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation.

ART. 26. — Tout arrêt de condamnation contre les auteurs ou complices des crimes et délits commis par voie de publication, ordonnera la suppression ou la destruction des objets saisis, ou de tous ceux qui pourront l'être ultérieurement, en tout ou en partie, suivant qu'il y aura lieu pour l'effet de la condamnation.

L'impression ou l'affiche de l'arrêt pourront être ordonnées aux frais du condamné.

Ces arrêts seront rendus publics dans la même forme que les jugemens portant déclaration d'absence.

ART. 27. — Quiconque, après que la condamnation d'un écrit, de dessins ou gravures, sera réputée connue par la publication dans les formes prescrites par l'article précédent, les réimprimera, vendra ou distribuera, subira le *maximum* de la peine qu'aurait pu encourir l'auteur.

ART. 28. — Toute personne inculpée d'un délit commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, contre laquelle il aura été décerné un mandat de dépôt ou d'arrêt, obtiendra sa mise en liberté provisoire, moyennant caution. La caution à exiger de l'inculpé ne pourra être supérieure au double du *maximum* de l'amende prononcée par la loi contre le délit qui lui est imputé.

ART. 29. — L'action publique contre les crimes et délits commis par la voie de la presse, ou tout autre moyen de publication, se prescrira par six mois révolus, à compter du fait de publication qui donnera lieu à la poursuite.

Pour faire courir cette prescription de six mois, la publication d'un écrit devra être précédée du dépôt et de la déclaration que l'éditeur entend le publier.

S'il a été fait, dans cet intervalle, un acte de poursuite ou d'instruction, l'action publique ne se prescrira qu'après un an, à compter du dernier acte, à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans ces actes d'instruction ou de poursuite.

Néanmoins, dans le cas d'offense envers les Chambres, le délai ne courra pas dans l'intervalle de leurs sessions.

L'action civile ne se prescrira, dans tous les cas, que par la révolution de trois années, à compter du fait de la publication.

ART. 30. — Les délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, et qui ne seraient point encore jugés, le seront suivant les formes prescrites par la présente loi.

ART. 31. — La loi du 28 février 1817 est abrogée.

Les dispositions du Code d'instruction criminelle auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi, continueront d'être exécutées.

LOI

RELATIVE A LA PUBLICATION DES JOURNAUX OU ÉCRITS PÉRIODIQUES.

9 Juin 1819.

ART. 1.er — Les propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique, consacré en tout ou en partie aux nouvelles ou matières politiques, et paraissant, soit à jour fixe, soit par livraison et irrégulièrement, mais plus d'une fois par mois, seront tenus,

1.° De faire une déclaration indiquant le nom, au moins, d'un propriétaire ou éditeur responsable, sa demeure, et l'imprimerie, dûment autorisée, dans laquelle le journal ou l'écrit périodique doit être imprimé ;

2.° De fournir un cautionnement, qui sera, dans les départemens de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, de dix mille francs de rente pour les journaux quotidiens, et de cinq mille francs de rente pour les journaux ou écrits périodiques paraissant à des termes moins rapprochés ;

Et dans les autres départemens, le cautionnement relatif aux journaux quotidiens sera de deux mille cinq francs de rente dans les villes de cinquante mille ames et au-dessus ; de quinze cents francs de rente dans les villes au-dessous, et de la moitié de ces rentes pour les journaux ou écrits périodiques qui paraissent à des termes moins rapprochés.

Les cautionnemens pourront être également effectués à la caisse des consignations, en y versant le capital de la rente au cours du jour du dépôt.

ART. 2. — La responsabilité des auteurs ou éditeurs indiqués dans la décla-

ration s'étendra à tous les articles insérés dans le journal ou écrit périodique, sans préjudice de la solidarité des auteurs ou rédacteurs desdits articles.

ART. 3. — Le cautionnement sera affecté, par privilège, aux dépens, dommages-intérêts et amendes auxquels les propriétaires ou éditeurs pourront être condamnés : le prélèvement s'opérera dans l'ordre indiqué au présent article. En cas d'insuffisance, il y aura lieu à recours solidaire sur les biens des propriétaires ou éditeurs déclarés responsables du journal ou écrit périodique, et des auteurs et rédacteurs des articles condamnés.

ART. 4. — Les condamnations encourues devront être acquittées et le cautionnement libéré ou complété dans les quinze jours de la notification de l'arrêt; les quinze jours révolus sans que la libération ou le complètement ait été opéré, et jusqu'à ce qu'il le soit, le journal ou écrit périodique cessera de paraître.

ART. 5. — Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il en sera remis, à la préfecture pour les chefs-lieux de département, à la sous-préfecture pour ceux d'arrondissement, et, dans les autres villes, à la mairie, un exemplaire signé d'un propriétaire ou éditeur responsable.

Cette formalité ne pourra ni retarder ni suspendre le départ ou la distribution du journal ou écrit périodique. *(voyez l'art. 2 de la loi du 17 mars 1822)*

ART. 6. — Quiconque publiera un journal ou écrit périodique sans avoir satisfait aux conditions prescrites par les articles 1.er, 4 et 5 de la présente loi, sera puni correctionnellement d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de deux cents francs à douze cents francs.

ART. 7. — Les éditeurs de tout journal ou écrit périodique ne pourront rendre compte des séances secrètes des Chambres, ou de l'une d'elles, sans leur autorisation.

ART. 8. — Tout journal sera tenu d'insérer les publications officielles qui lui seront adressées, à cet effet, par le Gouvernement, le lendemain du jour de l'envoi de ces pièces, sous la seule condition du paiement des frais d'insertion.

ART. 9. — Les propriétaires ou éditeurs responsables d'un journal ou écrit périodique, ou auteurs ou rédacteurs d'articles imprimés dans ledit journal ou écrit, prévenus de crimes ou délits pour fait de publication, seront poursuivis et jugés dans les formes et suivant les distinctions prescrites à l'égard de toutes les autres publications. *(v. l'art. 17 de la loi du 25 mars 1822.)*

ART. 10. — En cas de condamnation, les mêmes peines leur seront appliquées : toutefois les amendes pourront être élevées au double, et, en cas de

récidive, portées au quadruple, sans préjudice des peines de la récidive prononcées par le Code pénal (*voyez même loi art.* 13.)

ART. 11. — Les éditeurs du journal ou écrit périodique seront tenus d'insérer dans l'une des feuilles ou des livraisons qui paraîtront dans le mois du jugement ou de l'arrêt intervenu contre eux, extrait contenant les motifs et le dispositif dudit jugement ou arrêt. (*v. ibid. art* 11.)

» ART. 12. — La contravention aux articles 7, 8 et 11 de la présente loi, sera punie correctionnellement d'une amende de cent francs à mille francs.

ART. 13. — Les poursuites auxquelles pourront donner lieu les contraventions aux articles 7, 8 et 11 de la présente loi, se prescriront par le laps de trois mois, à compter de la contravention, ou de l'interruption des poursuites, s'il y en a de commencées en temps utile.

LOI

SUR LA PUBLICATION DES JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES.

31 Mars 1820.

ART. 1.^er — La libre publication des journaux et écrits périodiques, consacrés en tout ou en partie aux nouvelles et aux matières politiques, paraissant soit à jour fixe, soit irrégulièrement et par livraisons, est suspendue temporairement jusqu'au terme ci-après fixé. (*voyez la loi du* 17 *mars* 1822).

ART. 2. — Aucun desdits journaux et écrits périodiques ne pourra être publié qu'avec l'autorisation du Roi. (*v. id., art.* 1.^er).

Toutefois, les journaux et écrits périodiques actuellement existant continueront de paraître, en se conformant aux dispositions de la présente loi.

ART. 3. — L'autorisation exigée par l'article précédent ne pourra être accordée qu'à ceux qui justifieront s'être conformés aux conditions prescrites à l'article 1.^er de la loi du 9 juin 1819.

ART. 4. — Avant la publication de toute feuille ou livraison, le manuscrit devra être soumis, par le propriétaire ou l'éditeur responsable, à un examen préalable.

ART. 5. — Tout propriétaire ou éditeur responsable qui aurait fait imprimer et distribuer une feuille ou une livraison d'un journal ou écrit périodique sans l'avoir communiquée au censeur avant l'impression, ou qui aurait inséré dans une desdites feuilles ou livraisons un article non communiqué ou non approuvé,

sera puni correctionnellement d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de deux cents francs à douze cents francs, sans préjudice des poursuites auxquelles pourrait donner lieu le contenu de ces feuilles, livraisons et articles.

ART. 6. — Lorsqu'un propriétaire ou éditeur responsable sera poursuivi en vertu de l'article précédent, le Gouvernement pourra prononcer la suspension du journal ou écrit périodique jusqu'au jugement.

ART. 7. — Sur le vu du jugement de condamnation, le Gouvernement pourra prolonger, pour un terme qui n'excédera pas six mois, la suspension dudit journal ou écrit périodique. En cas de récidive, il pourra en prononcer définitivement la suppression.

ART. 8. —Nul dessin imprimé, gravé ou lithographié, ne pourra être publié, exposé, distribué ou mis en vente, sans l'autorisation préalable du Gouvernement.

Ceux qui contreviendraient à cette disposition, seront punis des peines portées en l'article 5 de la présente loi.

ART. 9. — Les dispositions des lois du 17 mai, du 26 mai et du 9 juin 1819, auxquelles il n'est point dérogé par les articles ci-dessus, continueront à être exécutées. (*Voyez art.* 12 *de la loi du* 25 *mars* 1822).

ART. 10. — La présente loi cessera de plein droit d'avoir son effet à la fin de la session de 1820.

LOI

RELATIVE A LA POLICE DES JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES.

17 Mars 1822.

ART 1.er — Nul journal ou écrit périodique, consacré en tout ou en partie aux nouvelles ou matières politiques, et paraissant soit régulièrement et à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement, ne pourra être établi et publié sans l'autorisation du Roi.

Cette disposition n'est pas applicable aux journaux et écrits périodiques existant le 1.er janvier 1822.

ART. 2. — Le premier exemplaire de chaque feuille ou livraison des écrits périodiques et journaux sera, à l'instant même de son tirage, remis et déposé au parquet du procureur du Roi du lieu de l'impression. Cette remise tiendra lieu de celle qui était prescrite par l'article 5 de la loi du 9 juin 1819.

ART. 3. — Dans le cas où l'esprit d'un journal ou écrit périodique, résultant d'une succession d'articles, serait de nature à porter atteinte à la paix publique, au respect dû à la religion de l'État ou aux religions légalement reconnues en France, à l'autorité du Roi, à la stabilité des institutions constitutionnelles, à l'inviolabilité des ventes des domaines nationaux et à la tranquille possession de ces biens, les cours royales dans le ressort desquelles ils seront établis, pourront, en audience solennelle de deux chambres, et après avoir entendu le procureur-général et les parties, prononcer la suspension du journal ou écrit périodique pendant un temps qui ne pourra excéder un mois pour la première fois et trois mois pour la seconde. Après ces deux suspensions, et en cas de nouvelle récidive, la suppression définitive pourra être ordonnée.

ART. 4. — Si, dans l'intervalle des sessions des Chambres, des circonstances graves rendaient momentanément insuffisantes les mesures de garantie et de répression établies, les lois des 31 mars 1820 et 26 juillet 1821 pourront être remises immédiatement en vigueur, en vertu d'une ordonnance du Roi délibérée en conseil et contre-signée par trois ministres.

Cette disposition cessera de plein droit un mois après l'ouverture de la session des Chambres, si, pendant ce délai, elle n'a pas été convertie en loi.

Elle cessera pareillement de plein droit le jour où serait publiée une ordonnance qui prononcerait la dissolution de la Chambre des Députés.

ART. 5. — Les dispositions des lois antérieures auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, continueront d'être exécutées.

LOI

RELATIVE A LA RÉPRESSION ET A LA POURSUITE DES DÉLITS COMMIS PAR LA VOIE DE LA PRESSE OU PAR TOUT AUTRE MOYEN DE PUBLICATION.

25 Mars 1822.

TITRE I.er

De la Répression.

ART. 1.er — Quiconque, par l'un des moyens énoncés en l'article 1.er de la loi du 17 mai 1819, aura outragé ou tourné en dérision la religion de l'État, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de trois cents francs à six mille francs.

Les mêmes peines seront prononcées contre quiconque aura outragé ou tourné en dérision toute autre religion dont l'établissement est légalement reconnu en France.

ART. 2. — Toute attaque, par l'un des mêmes moyens, contre la dignité royale, l'ordre de successibilité au trône, les droits que le Roi tient de sa naissance, ceux en vertu desquels il a donné la Charte, son autorité constitutionnelle, l'inviolabilité de sa personne, les droits ou l'autorité des Chambres, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de trois cents francs à six mille francs.

ART. 3. — L'attaque, par l'un de ces moyens, des droits garantis par les articles 5 et 9 de la Charte constitutionnelle, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de cent francs à quatre mille francs.

ART. 4. — Quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura excité à la haine ou au mépris du gouvernement du Roi, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à quatre ans et d'une amende de cent cinquante francs à cinq mille francs.

La présente disposition ne peut pas porter atteinte au droit de discussion et de censure des actes des ministres.

ART. 5. — La diffamation ou l'injure, par l'un des mêmes moyens, envers les cours, tribunaux, corps constitués, autorités ou administrations publiques, sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de cent cinquante francs à cinq mille francs.

ART. 6. — L'outrage fait publiquement, d'une manière quelconque, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, soit à un ou plusieurs membres de l'une des deux Chambres, soit à un fonctionnaire public, soit enfin à un ministre de la religion de l'État ou de l'une des religions dont l'établissement est légalement reconnu en France, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de cent francs à quatre mille francs.

Le même délit envers un juré, à raison de ses fonctions, ou envers un témoin, à raison de sa déposition, sera puni d'un emprisonnement de dix jours à un an et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs.

L'outrage fait à un ministre de la religion de l'État, ou de l'une des religions légalement reconnues en France, dans l'exercice même de ses fonctions, sera puni des peines portées par l'article 1.er de la présente loi.

Si l'outrage, dans les différens cas prévus par le présent article, a été accompagné d'excès ou violences prévus par le premier paragraphe de l'article 228 du Code pénal, il sera puni des peines portées audit paragraphe et à l'article

229, et, en outre, de l'amende portée au premier paragraphe du présent article.

Si l'outrage est accompagné des excès prévus par le second paragraphe de l'article 228 et par les articles 231, 232 et 233, le coupable sera puni conformément audit Code.

ART. 7. — L'infidélité et la mauvaise foi dans le compte que rendent les journaux et écrits périodiques des séances des Chambres et des audiences des cours et tribunaux, seront punies d'une amende de mille francs à six mille francs.

En cas de récidive, ou lorsque le compte rendu sera offensant pour l'une ou l'autre des Chambres, ou pour l'un des pairs ou des députés, ou injurieux pour la cour, le tribunal, ou l'un des magistrats, des jurés ou des témoins, les éditeurs du journal seront en outre condamnés à un emprisonnement d'un mois à trois ans.

Dans les mêmes cas, il pourra être interdit, pour un temps limité ou pour toujours, aux propriétaires et éditeurs du journal ou écrit périodique condamné, de rendre compte des débats législatifs ou judiciaires. La violation de cette défense sera punie de peines doubles de celles portées au présent article.

ART. 8. — Seront punis d'un emprisonnement de six jours à deux ans, et d'une amende de seize francs à quatre mille francs, tous cris séditieux publiquement proférés.

ART. 9. — Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de cent francs à quatre mille francs,

1.° L'enlèvement ou la dégradation des signes publics de l'autorité royale, opérés en haine ou mépris de cette autorité;

2.° Le port public de tous signes extérieurs de ralliement non autorisés par le Roi ou par des règlemens de police;

3.° L'exposition dans les lieux ou réunions publics, la distribution ou la mise en vente de tous signes ou symboles destinés à propager l'esprit de rebellion ou à troubler la paix publique.

ART. 10. — Quiconque, par l'un des moyens énoncés en l'article 1.^er de la loi du 17 mai 1819, aura cherché à troubler la paix publique en excitant le mépris ou la haine des citoyens contre une ou plusieurs classes de personnes, sera puni des peines portées en l'article précédent.

ART. 11. — Les propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique seront tenus d'y insérer, dans les trois jours de la réception, ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit pé-

riodique, sous peine d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article incriminé pourrait donner lieu. Cette insertion sera gratuite, et la réponse pourra avoir le double de la longueur de l'article auquel elle sera faite.

ART. 12. — Toute publication, vente ou mise en vente, exposition, distribution, sans l'autorisation préalable du Gouvernement, de dessins gravés ou lithographiés, sera, pour ce seul fait, punie d'un emprisonnement de trois jours à six mois, et d'une amende de dix francs à cinq cents francs, sans préjudice des poursuites auxquelles pourrait donner lieu le sujet du dessin.

ART. 13. — L'article 10 de la loi du 9 juin 1819 est commun à toutes les dispositions du présent titre, en tant qu'elles s'appliquent aux propriétaires ou éditeurs d'un journal ou écrit périodique.

ART. 14. — Dans les cas de délits correctionnels prévus par les premier, second et quatrième paragraphes de l'article 6, par l'article 8 et par le premier paragraphe de l'article 9 de la présente loi, les tribunaux pourront appliquer, s'il y a lieu, l'article 463 du Code pénal.

TITRE II.

De la Poursuite.

ART. 15. — Dans le cas d'offense envers les Chambres ou l'une d'elles par l'un des moyens énoncés en la loi du 17 mai 1819, la Chambre offensée, sur la simple réclamation d'un de ses membres, pourra, si mieux elle n'aime autoriser les poursuites par la voie ordinaire, ordonner que le prévenu sera traduit à sa barre. Après qu'il aura été entendu ou dûment appelé, elle le condamnera, s'il y a lieu, aux peines portées par les lois. La décision sera exécutée sur l'ordre du président de la Chambre.

ART. 16. — Les Chambres appliqueront elles-mêmes, conformément à l'article précédent, les dispositions de l'article 7 relatives au compte rendu par les journaux de leurs séances.

Les dispositions du même article 7, relatives au compte rendu des audiences des cours et tribunaux, seront appliquées directement par les cours et tribunaux qui auront tenu ces audiences.

ART. 17. — Seront poursuivis devant la police correctionnelle et d'office, les délits commis par la voie de la presse, et les autres délits énoncés en la présente loi et dans celle du 17 mai 1819, sauf les cas prévus par les articles 15 et 16 ci-dessus. Néanmoins la poursuite n'aura lieu d'office, dans le cas prévu par l'article 12 de la loi du 17 mai 1819, et dans celui de diffamation ou d'in-

jure contre tout agent diplomatique étranger, accrédité près du Roi, ou contre tout particulier, que sur la plainte ou à la requête soit du souverain ou du chef du Gouvernement qui se croira offensé, soit de l'agent diplomatique ou du particulier qui se croira diffamé ou injurié.

Les appels des jugemens rendus par les tribunaux correctionnels sur les délits commis par des écrits imprimés par un procédé quelconque, seront portés directement, sans distinction de la situation locale desdits tribunaux, aux cours royales pour y être jugés par la première Chambre civile et la Chambre correctionnelle réunies, dérogeant, quant à ce, aux articles 200 et 201 du Code d'instruction criminelle.

Les appels des jugemens rendus par les mêmes tribunaux sur tous les autres délits prévus par la présente loi et par celle du 17 mai 1819, seront jugés dans la forme ordinaire fixée par le Code pour les délits correctionnels.

ART. 18. — En aucun cas la preuve par témoins ne sera admise pour établir la réalité des faits injurieux ou diffamatoires.

NOTA.

Dans l'incertitude si les projets de lois présentés à la Chambre des Pairs, le 5 avril 1824, tant *sur la répression des délits qui se commettent dans les églises et autres édifices consacrés au culte*, que *sur le renvoi à faire aux tribunaux correctionnels, de plusieurs délits aujourd'hui jugés par les Cours d'assises*, seraient convertis en lois; mais dans la conviction qu'ils le seraient avec ou sans amendemens, nous avons cru qu'il importait de les faire connaître, et nous les avons, en conséquence, imprimés *textuellement* aux pages 569 et 578 de ce volume, nous réservant de donner ici les lois telles qu'elles auraient été décrétées, si les projets en avaient acquis le caractère, avant que l'impression de ce volume fût achevée; mais n'en ayant encore été fait que le rapport, nous ne pouvons qu'indiquer les amendemens qui ont été proposés. Et d'abord, sur le projet relatif aux vols et autres délits commis dans les églises, la commission a pensé qu'une loi d'un ordre si élevé, devait se suffire à elle-même, et que le projet n'avertissait pas assez clairement des peines sévères dont il ordonnait l'application; que les dispositions de l'article 1.er devaient être réparties en trois articles distincts et séparés, de manière que la gradation des peines fût conservée; en quoi il n'a été apporté aucun changement au projet, la rédaction en ayant été

seulement mieux soignée. Quant à l'article 4 du projet, il a été ainsi amendé : « Seront punis d'une amende de 16 à 300 francs, et d'un emprisonnement de » six jours à trois mois, ceux qui, par des troubles ou désordres commis même » à l'intérieur d'un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'État ou d'un » culte légalement établi en France, aura retardé, interrompu ou empêché la » cérémonie de la religion ou l'exercice de ce culte »; ce qui tranche tous les doutes qui auraient pu s'élever sur la nature des troubles et désordres que la loi punit des peines portées audit article. Au moyen de ces amendemens, la loi se trouvera composée de 8 articles, lorsque le projet n'en renfermait que 6; mais sans rien ajouter à ses dispositions, sans en rien retrancher.

A l'égard du projet de loi sur le renvoi à faire aux tribunaux correctionnels, de plusieurs délits aujourd'hui jugés par les Cours d'assises, la commission a proposé de placer dans la même catégorie, au second paragraphe de l'article 3, les *bateliers et voituriers*, que les *aubergistes et hôteliers;* de substituer à l'article 4 les mots *à la charge de le déclarer*, à ceux-ci : *sous la condition de le déclarer;* à l'article 5, les mots : n'aura lieu *à l'égard* d'aucun individu, à ceux-ci : n'aura lieu *au profit* d'aucun individu; à l'article 6, de substituer la rédaction, *pourra être réduite aux peines déterminées par l'article* 401 *du même Code, sans que l'emprisonnement puisse être au dessous de trois années*, à celle-ci : *pourra être réduite à un emprisonnement de trois ans au moins;* de substituer à l'article 7, celle-ci : *la peine prononcée quand ces vols auront été commis sans menaces, sans armes apparentes ou cachées, et sans les autres circonstances aggravantes prévues par le Code pénal;* à celle-là : *la peine prononcée pourra être réduite, soit à celle des travaux forcés à temps, soit à celle de la reclusion.* A l'article 8, cette locution : *la peine prononcée quand ces vols n'auront été commis que dans des édifices, parcs, ou enclos non servant à l'habitation, et non dépendant des maisons habitées, pourra être réduite;* à celle-ci : *la peine prononcée pourra être réduite, soit à celle de la reclusion, soit à celle de cinq ans d'emprisonnement;* à l'article 9, cette disposition : *la peine prononcée pourra être réduite au maximum des peines déterminées par l'article* 401 *du même Code*, à celle-ci : *la peine prononcée pourra être réduite à celle de cinq ans d'emprisonnement;* à l'article 12, cette rédaction : *soit à un emprisonnement de plus d'une année*, à celle-ci : *soit à un emprisonnement correctionnel de plus de trois mois;* quant à l'article 13, la commission ne propose qu'une simple interversion de phrase.

Tous les amendemens proposés sur l'un et l'autre des projets, ne sont guères, comme l'on voit, que des changemens de mots; et, cependant, ces changemens ne seront pas sans utilité pour la parfaite intelligence des dispositions que ces projets renferment.

TABLE ANALYTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE COMMENTAIRE SUR LE CODE PÉNAL.

ABOLITION, (lettres d') Quels étaient leurs effets, I. 168. voyez *Réhabilitation.*

ABUS D'AUTORITÉ. voyez *Complicité.*

ABUS DE CONFIANCE. Comment doit être puni quiconque aura abusé des besoins d'un mineur pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, etc. pour prêt d'argent etc.? II. 327. La tentative de ce délit serait-elle punissable? *id.* Si de son propre mouvement le prévenu déclarait ne pas vouloir se servir de l'obligation, etc., qu'il se serait ainsi procurée, son délit se trouverait-il tellement effacé, qu'il ne dût être prononcé contre lui aucune condamnation? 328. Ce délit serait-il punissable si l'on avait abusé, pour le commettre, du grand âge ou de la faiblesse d'esprit d'une personne? *id. Quid,* si le mineur s'était déclaré majeur? *id.* Quel doit avoir été l'objet de l'abus? *id.* 329. Définition de ce qui peut constituer l'abus dans ce cas, *id.* Si l'argent prêté au mineur l'avait été pour lui faciliter de se livrer à la passion du jeu et qu'il eût tourné à son avantage, le prévenu devrait-il être puni? 330. Quelles sont les peines applicables à la personne qui aura abusé d'un blanc-seing qui lui aura été confié, en écrivant au-dessus une obligation, etc.? 331. *Quid* s'il ne lui avait pas été confié? *id.* Arrêts sur ces divers cas, *id.* et suiv. Dans le doute sur le point de savoir, si le blanc-seing aurait été réellement confié à celui qui en a fait abus, que faudrait-il résoudre? 333. Quand la tentative est-elle punissable 334. A quelle époque la prescription de ce genre de délit doit-elle commencer à courir? *id.* Pourquoi aurait-il été préférable de n'y attacher aucune peine, 335. Comment doit être réprimée la violation des dépôts entre particuliers? 336. Lorsque le dépôt est dénié, et qu'il est d'une valeur au-dessus de 150 f., doit-il être sursis au jugement sur la plainte en violation de dépôt? *id.* Arrêts, *id.* et suiv. S'il y avait commencement de preuve par écrit, et que le dépôt fût dénié y aurait il question préjudicielle à faire juger par les tribunaux civils? 338. Autres arrêts sur la matière, 339 et suiv. — voy. *Amende, Interdiction, Restitutions.*

ABUS DE POUVOIR, v. *Complicité, Forfaiture.*

ACCOUCHEMENT. Quelles sont les peines encourues par toute personne qui ayant assisté à un accouchement n'en aura pas fait la déclaration dans le délai voulu par la

loi? II. 129. Quel est ce délai, *id. Quid*, si l'accouchement s'est opéré par les soins d'un officier de santé? 130. La simple déclaration de naissance à l'officier de l'état civil, suffirait-elle? *id. Quid*, s'il y avait déclaration mensongère? *id.* Si le défaut de déclaration se combinait avec l'enlèvement, le recélé, la suppression de l'enfant? *id.* voy. *Amende, Emprisonnement, Enfant, Sages-femmes.*

ACCUSÉ. Dans quel cas, malgré sa culpabilité évidente, son absolution doit-elle être prononcée? I, 2. Sa condamnation ne peut jamais être le résultat de simples présomptions, 14. Législation qui doit toujours lui être profitable, 21. Correction qui doit lui être infligée lorsqu'ayant moins de 16 ans, il a été décidé qu'il a agi sans discernement, 210 et II. 569. Par qui doit être résolue la question de discernement? I. 210. Quand il a été acquitté pour avoir agi sans discernement, peut-il être considéré comme un repris de justice, ou comme étant tombé en récidive? 212. Pourrait-il être mis sous la surveillance de la haute police? *id. Quid*, s'il s'était rendu coupable de simples contraventions ou d'un fait régi par des lois spéciales? *id.* S'il n'avait pas produit la preuve qu'il était âgé de moins de seize ans au moment de l'action? 213. Pourrait-il être condamné aux frais? 214. Quelles sont les peines qu'il a encourues lorsqu'il a agi avec discernement, 214. Quelle doit être la durée de sa mise en surveillance? 215. En ce cas, et s'il commettait un nouveau crime ou délit, pourrait-il être considéré comme repris de justice ou comme étant tombé en récidive? *id.* S'il était déclaré avoir agi avec discernement, la Cour d'assises serait-elle autorisée à ne lui infliger qu'une peine de simple police? 216. Ne peut subir l'exposition publique, *id.* S'il n'a encouru qu'une peine correctionnelle, quelle est celle qui lui devient applicable? 217. Celui qui a été le coprévenu d'un accusé, est-il habile à porter témoignage aux débats? 376. voy. *Maison de correction, Prisonniers.*

ACTES. Quels sont ceux qui sont qualifiés d'authentiques et publics? I. 403. voy. *Faux, Fonctionnaires et Officiers publics, Juges, Travaux forcés à perpétuité* et *à temps.*

ACTES ARBITRAIRES. voy. *Fonctionnaires publics, Ministres.*

ACTES DE BARBARIE. On ne peut les faire résulter que de faits *matériels*, II. 36. voy. *Malfaiteurs.*

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. voy. *Officiers de l'état civil.*

ACTES PUBLICS. voy. *Fonctions publiques.*

ACTIONS HOSTILES. Ce qui leur donne ce caractère, I. 246. Comment étaient considérées sous le Code pénal de 1791, *id.* de la part d'un simple particulier, qu'elles seraient les actions qui pourraient avoir le caractère d'hostiles? 247. voy. *Bannissement, Guerre, Intelligences.*

ADJOINTS DE MAIRES, voy. *Maires.*

ADJUDICATIONS, voy. *Enchères.*

ADMINISTRATEURS. voy. *Amende, Dégradation civique, Forfaiture, Travaux forcés à temps, Violences.*

ADMINISTRATION DES POSTES, voy. *Poste aux lettres.*

ADMINISTRATIONS. Devraient suivre constamment une marche franche et régulière, I. 75. En tout ce qui regarde le contentieux, elles remplacent les tribunaux ordinaires, *id.* Dans quel cas leurs agens ou préposés deviennent-ils passibles du carcan et de l'amende? 464 Seul cas où les tribunaux soient compétens pour suspendre leurs agens ou préposés, 505. voy. *Amende, Carcan.*

ADOPTION. Sa validité, en matière criminelle, ne constitue pas une question préjudicielle, elle rentre incidemment dans les attributions des Cours d'assises, II. 24, 73, 74. Celle faite par un français d'un étranger non naturalisé en France, est-elle nulle? 24. Arrêt, *id.* et suiv., voy. *Complots, Parricide.*

ADULTÈRE. Circonstances qui, en cas d'adultère, rendent le meurtre commis par le mari sur sa femme et son complice excu-

sable, II. 74, cas où il ne pourrait l'être. 76. *Quid*, à l'égard de la femme? *id.* Ne peut être dénoncé que par le mari, 104. Cas où ce dernier ne peut jouir de cette faculté, *id.* Pourquoi ne prend le caractère de délit aux yeux de la loi que lorsqu'il est dénoncé par le mari? *id.* Suffit-il de sa simple dénonciation pour autoriser les poursuites? *id.* *Quid*, si le mari avait révoqué sa dénonciation? *id.* Arrêts, *id.* et suiv. Si le mari était décédé avant qu'il eût été définitivement statué sur sa dénonciation, ses héritiers seraient-ils autorisés d'intervenir au procès et le ministère public de donner suite à la plainte qu'il aurait portée? 106. L'adultère de la femme peut s'établir par tous les genres de preuves, *id.* Cas où il ne pourrait être prononcé de peine contre la femme, 107. Où celle-ci, poursuivie en adultère, ne serait pas recevable à opposer à son mari d'avoir entretenu une concubine, *id.* L'adultère de la femme est considéré par la loi comme un *quasi délit*, *id.* Peine qui devient applicable à la femme adultère, 108. Pouvoir qui est laissé au mari. *id.* Comment doit être puni le complice de l'adultère, *id.* Seules preuves qui, dans ce cas, peuvent être admises contre lui. *id.* Le mari pourrait-il porter plainte contre ce dernier s'il ne la faisait pas porter contre sa femme? *id.* Si le mari ou la femme venait à décéder avant le jugement, les poursuites faites sur la dénonciation du mari devraient-elles cesser? 109. Si le mari n'avait dénoncé que l'adultère de sa femme sans faire porter la dénonciation sur le complice, la partie publique serait-elle autorisée à le poursuivre d'office? *id.* Peine qu'encourt le mari qui entretient une concubine dans la maison conjugale, 110. Ne peut être dénoncé que sur la plainte de sa femme. *id.* Celle-ci peut-elle se départir de sa plainte? *id.* Devant quel tribunal doit-elle être portée? *id.* La femme peut-elle relever son mari de la condamnation qu'il aurait encourue par son adultère? 111. Quelles sont les preuves dont elle peut faire usage pour justifier sa plainte? *id.* Le mari ne peut opposer comme fin de non-recevoir que la personne qu'il aurait entretenue dans la maison conjugale, serait sa parente même en ligne directe. *id.* Arrêt *id.* Aucune peine n'est prononcée contre la complice de l'adultère du mari, 112. Pourquoi? *id.* Dans quelle forme doit être faite ou la dénonciation du mari ou la plainte de sa femme? *id.* voy. *Amende, Emprisonnement*

AFFICHES. voy. *Publication.*

AFFICHEURS. voy. *Emprisonnement, Publication.*

AGE. voy. *Accusé, Déportation, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*

AGENS DE CHANGE. voy. *Banqueroute, Effets publics, Faillite.*

AGENS DU GOUVERNEMENT. Peines qu'ils encourent lorsqu'ils livrent aux agens d'une puissance étrangère ou de l'ennemi le secret d'une négociation ou d'une expédition qui leur aurait été confiée à raison de leurs fonctions, I. 238. Les plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades dont ils auraient eu le dépôt, 240. Dans quels cas deviennent-ils passibles de la peine des travaux forcés à temps? 448. Quelle est la peine qui doit leur être infligée pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité, 456. Peine qui leur est applicable lorsqu'ils ont aidé les fournisseurs ou leurs agens à faire manquer le service dont-ils étaient chargés, II. 394. voy. *Amende, Bannissement, Charte, Contributions indirectes, Dégradation civique, Fournisseurs, Juges, Poste aux lettres, Reclusion, Violences.*

AGENS DE POLICE. Dans quels cas sont-ils autorisés à interroger les prévenus? I. 326. Inculpations qui leur sont souvent faites, 400. Moyen de les éviter, 401. Quelle est la peine qui doit leur être infligée lorsque, sans motif légitime, ils ont usé ou fait user de violences envers les personnes, 482. voy. *Violences.*

AGENS PROVOCATEURS. Mesures qui devraient être prises contre eux, I. 296. A qui sont-ils comparés? 532.

AMENDE et AMENDES. Ne sont pas, de leur nature, une peine infamante. I. 46. Quand en prennent-elles le caractère? *id.* Sont des peines communes aux délits et aux contraventions, 47. Quand deviennent-elles correctionnelles? *id.* Simples peines de police? *id.* Doivent-être prononcées au profit du fisc, à moins de disposition contraire d'une loi spéciale, 49. Sont une peine commune aux matières criminelles et correctionnelles, 52, 53. Ne doivent pas, par leur énormité, équivaloir à une confiscation générale des biens du condamné, 114. L'exécution de la condamnation peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps, 148 et II. 487. — Lorsqu'elles sont prononcées au profit de l'État, quelle doit être la durée de l'emprisonnement du condamné pour l'acquit de cette condamnation pécuniaire? I. 151. En cas de concurrence avec les restitutions et les dommages-intérêts sur les biens insuffisans du condamné, obtiennent-elles la préférence? 156. Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit sont-ils tenus solidairement des amendes? 158. Lorsqu'elle est prononcée cumulativement avec l'emprisonnement, l'une et l'autre de ces peines doivent être appliquées au *maximum*; elles peuvent même être élevées jusqu'au double, 171. Cas où les amendes sont considérées comme indemnité du dommage causé, 219. Quand doit-il en être prononcé pour non-révélation de crimes ou complots? 299. Quotité de celle à laquelle doivent être condamnés le vendeur et l'acheteur d'un suffrage dans les élections, 314. Les coupables de détention arbitraire, 330. *Maximum* et *minimum* de celle qui doit être prononcée contre les juges et officiers du ministère public, pour avoir procédé au jugement d'une affaire ou donné des conclusions malgré la revendication de l'autorité administrative, 351. *Id.* Contre les préfets, sous-préfets, maires et autres administrateurs, 356. Dans quel cas remplace-t-elle la confiscation des biens? 431. Quand et à quel taux doit être prononcée contre les dépositaires ou comptables publics pour soustractions par eux commises? 440. Contre les fonctionnaires ou officiers publics, leurs commis ou préposés, les percepteurs? 450. Contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement, pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité? 456. Contre les préfets, sous-préfets et commandans des divisions militaires des départemens, places et villes? 461. A tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration pour s'être laissé corrompre? 464. Dans ce cas est considérée comme beaucoup trop sévère par le Gouvernement lui-même, 465. Quelle est celle applicable aux corrupteurs, lorsque la corruption n'a eu aucun effet? 467. Au juge prononçant en matière criminelle ou au juré corrompu? 471. A tout juge, procureur-général ou du Roi, substitut, administrateur ou autre officier de justice ou de police, pour violation de domicile? 477. Cette peine est-elle proportionnée au délit dans ce dernier cas? 479. Amende qui doit être prononcée pour déni de justice, à tout juge ou tribunal, administrateur ou autorité administrative, 481. Pour suppression ou ouverture de lettres confiées à la poste, 486. Aux officiers de l'état civil pour avoir inscrit leurs actes sur des feuilles volantes, 497. Pour quelles autres causes doit être prononcée contre eux? 498-500-501-502-504. — Contre les ministres des cultes, 510-520. Contre les coupables de rebellion, 544. Les auteurs d'outrages adressés par paroles, gestes ou menaces, à tout officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique, 558. Contre les archivistes, greffiers, notaires ou autres dépositaires, dans le cas de soustractions, destructions et enlèvemens

de pièces, 610. Pour dégradation de monumens publics, 614. Pour entraves au libre exercice des cultes, 620, 626. Pourquoi le *minimum* de cette peine est-il fixé à *seize* francs? 620. Est encourue pour avoir outragé par paroles ou gestes les objets d'un culte ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions, 627. Pour exposition ou distribution de chansons, pamphlets, etc., contraires aux bonnes mœurs, 664. Dans ce cas, voy. *Emprisonnement.* Pour associations illicites, 671. Pour provocation à des crimes ou délits faite dans ces associations, 672. Contre tout individu qui aura prêté sa maison, sans la permission de l'autorité municipale, à une association, même autorisée, ou pour l'exercice d'un culte, 674. Dans quel cas doit-il en être prononcé une pour menace d'assassinat, d'empoisonnement, etc.? II. 40. Quel doit être son *maximum* et son *minimum? id.* 41. Doit-être infligée pour blessures ou coups volontaires non qualifiés meurtre, faites ou portés avec ou sans préméditation ou guet-apens, 47. Pour port-d'armes prohibées, 51. Les amendes n'étaient chez les Juifs que la réparation du dommage causé, 54. — Pour vente et débit de boissons contenant des mixtions nuisibles à la santé, 57. Pour homicide involontaire, 59. Pour blessures ou coups involontaires, 60. Pour outrage public à la pudeur, 90. Pour avoir excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche, la corruption ou la prostitution des personnes au-dessous de 21 ans, 100. Contre le complice de la femme adultère, 108. Contre le mari qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale, 110. Pour n'avoir pas fait la déclaration d'un accouchement dans le délai voulu par la loi, 129. Pour n'avoir pas remis à l'officier de l'état civil l'enfant nouveau-né que l'on aurait trouvé, 131. Exception, *id.* — Pour avoir déposé dans un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, 133. Exception, *id.* — Pour l'avoir déposé et délaissé dans un lieu solitaire ou pour en avoir donné l'ordre, 134, 136. — Dans un lieu non solitaire, 138-139. Pour infraction aux lois sur les inhumations, 147. Pour recélé du cadavre d'une personne homicidée ou morte des suites de coups ou blessures, 149. Pour violation de tombeaux ou de sépultures, 151. Quelle était celle à laquelle le calomniateur devait être condamné avant les lois nouvelles sur cette matière? 191. — *Minimum* et *maximum* de celle qui doit être appliquée au coupable de dénonciation calomnieuse faite par écrit, 195. Pour révélation de secrets, 206. Aux voituriers, bateliers ou leurs préposés, pour altération de liquides ou autres marchandises dont le transport leur aurait été confié, 268. Pour avoir contrefait ou altéré des clefs, 298. Doit-être infligée au coupable de larcins et filouteries, 305. D'escroquerie, 318. Pour abus de confiance, 327. Ce dernier délit pouvant être poursuivi d'office, comment alors doit-être fixée l'amende? 330. — Contre ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard ou une loterie non autorisée par la loi, 346. Pour avoir établi une maison de prêt sur gages ou nantissement, sans autorisation légale, ou en ayant cette autorisation, pour n'avoir pas tenu un registre conforme aux règlemens, 352. Pour entraves apportées à la liberté des enchères, 355. Pour violation des règlemens d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront, 357. Pour coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, 359. Pour avoir fait passer en pays étranger, des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, dans la vue de nuire à l'industrie française, 364. A tout directeur, commis, ou ouvrier de fabrique, qui aura communiqué à des étrangers ou à des Français résidant en pays étrangers, des secrets de la fabrique où il est employé et à des Français résidant en France, 366. Pour avoir, par des moyens frauduleux

quelconques, opéré la hausse ou la baisse des prix des denrées ou marchandises, ou des papiers et effets publics, 368, 370. Pour avoir fait des paris sur la hausse ou la baisse des effets publics, 371. Quelle est celle qui doit être prononcée pour avoir trompé l'acheteur sur les matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toute marchandise et pour avoir fait usage de faux poids ou fausses mesures? 375, 378. Pour contrefaçon d'ouvrages gravés ou imprimés, et pour introduction et débit de ces ouvrages? 382. Pour représentation sur un théâtre d'ouvrages dramatiques, au mépris des lois et règlemens relatifs à la propriété des auteurs? 384. Aux fournisseurs qui, sans y avoir été contraints par une force majeure, auront fait manquer le service dont ils étaient chargés? 392. Quoique le service n'ait pas manqué, si par leur négligence les livraisons et les travaux ont été retardés, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre, ou des choses fournies? 396.—Est encore encourue pour destruction d'édifices, ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions appartenant à autrui, 405. Pour s'être opposé, par des voies de fait, à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement, 409. Pour destruction ou incendie de pièces, 410. Enumération de ces pièces, *id.* —Pour tout pillage, tout dégât de denrées, ou marchandises, et commis en réunion ou bande et à force ouverte, 415, 421. Pour avoir volontairement gâté des marchandises ou matières servant à fabrication, 422. Pour dévastation de récoltes sur pieds ou de plants venus naturellement ou de main d'homme, 424, 448.—Pour avoir abattu, mutilé, coupé, écorcé des arbres appartenant à autrui, et pour avoir détruit une ou plusieurs greffes, 426, 429, 431, 448. Si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques ou vicinales, ou de traverse, 432, 448. — Pour avoir coupé des grains ou fourrages appartenant à autrui, 433, 448. Pour rupture ou destruction d'instrumens d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens, 436, 448. Pour empoisonnement de chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, moutons, chèvres, porcs, poissons d'étang, vivier ou réservoir, 437, 448. Pour avoir tué sans nécessité un de ces animaux, 440-448. Pour avoir tué, aussi sans nécessité, un animal domestique, 444, 448. Pour déplacement ou suppression de limites établies entre différens héritages, 449. Pour avoir comblé des fossés, détruit des clôtures, coupé ou arraché des haies vives ou sèches, *id.* Pour inondation de chemins ou propriétés d'autrui, 453. Pour incendie causé par imprudence, 457. Par tout gardien ou détenteur d'animaux ou bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladies contagieuses, qui n'aura pas averti sur-le-champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui ne les aura pas tenus renfermés, 459. Par ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres, 464. *Quid,* s'il est résulté de cette communication une contagion parmi les autres animaux? 465. — Dans quels cas les tribunaux peuvent-ils réduire l'amende même au-dessous de 16 francs? 468. — Est une peine de police, 478. — Son *maximum* et son *minimum*, lorsqu'elle est prononcée pour contravention de police, 483. Dans ce dernier cas, à qui doit-elle profiter? *id.* Les tribunaux pourraient-ils en faire la remise quand la loi l'a prononcée pour le fait qui a donné lieu aux poursuites? *id.* Chacun des contrevenans doit-il y être personnellement condamné, même solidairement, s'il s'agit de la même contravention? 484. Doit-elle être prononcée contre l'opposant à un jugement par défaut rendu par un tribunal de police? *id.* — Le recouvrement de l'amende de simple police doit être poursuivi par les receveurs de l'enregistrement,

485. Lorsque la contrainte par corps est employée pour ce recouvrement, combien de temps peut être détenu le condamné? 487. En cas d'insuffisance des biens, les restitutions et les indemnités dues à la partie lésée, sont-elles préférées à l'amende? 488. — *Maximum* et *minimum* de celle qui doit être prononcée pour simples *Contraventions de police*, 1.re classe, 492. — Enumération de ces contraventions, *id.* et suiv. *Quid*, si, dans ce cas, la peine de l'emprisonnement était prononcée par substitution de celle de l'amende? 494. — 2.e classe de contraventions de police pour la répression desquelles elle doit être infligée, 514 et suiv. Dans ces derniers cas, l'amende peut-elle être réduite au-dessous du minimum fixé? 516, 519. — 3.e classe de contraventions police qui font encourir la peine de l'amende, 533. — Voy. *Communes, Contrainte par corps, Employés, Faux, Injures, Insolvabilité, Juges, Monnaie (fausse), Receveurs de l'enregistrement, Tribunaux.*

Amnistie. Ses résultats. I. 6 et suiv. 230. Est un jugement irrévocable de sa nature, 8. — Fait cité à ce sujet, *ibid.* et suiv. voy. *Grace.*

Animaux. voy. *Divagation, Epizootie, Terrain.*

Animaux domestiques. Peines qui doivent être infligées à quiconque aura, sans nécessité, tué un de ces animaux, dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire ou fermier, II. 444. *Quid*, si dans ce cas il y a eu violation de clôture? *id.* S'il n'y avait eu que blessure? *id.* Les volailles qu'on élève dans les basses-cours, doivent-elles être considérées comme des animaux domestiques? *id. Quid*, à l'égard des lapins et des pigeons? 445 et suiv. Voy. *Amende, Emprisonnement.*

Animaux malfaisans. voy. *Divagation.*

Arbitres. voy. *Dégradation civique.*

Arbres. Comment doit être puni celui qui qui en aura abattu un ou plusieurs qu'il savait appartenir à autrui? II. 426. *Quid*, si le prévenu soutenait que les arbres coupés lui appartenaient? 427. S'ils avaient été abattus dans un terrain clos? *id.* Si ce n'étaient que de simples *arbustes*? 428. S'ils avaient été mutilés, coupés ou écorcés de manière à les faire périr? 429. Si l'auteur du délit était *fermier* du lieu où les arbres auraient été abattus? 430. S'il y a eu destruction d'une ou de plusieurs greffes? 431. Si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques ou vicinales ou de traverse? 432. Si ce délit a été commis en haine d'un fonctionnaire public, et à raison de ses fonctions ou la nuit? 434. voy. *Amende, Emprisonnement, Limites.*

Archives. Peines encourues par les archivistes, greffiers, notaires ou autres dépositaires publics négligens, dans le cas de soustractions, destructions et enlèvemens de pièces ou de procédures criminelles, etc., contenues dans des archives, greffes ou dépôts publics, I. 610. La reclusion est applicable aux coupables de ces soustraction, 611. *Quid*, si elles sont l'ouvrage du dépositaire lui même? *id.* S'il avait été fait effraction ou escalade? 612. Si les soustractions, enlèvemens ou destructions de pièces, ont été commis avec violences envers les personnes? 613. — Voyez *Amende, Emprisonnement, Travaux forcés à temps.*

Argent. Voy. Or.

Armée (corps d'). La peine de mort est encourue par ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront pris le commandement d'un corps d'armée, I. 266.

Armes. Tout Français qui les aura portées contre la France doit être puni de mort I. 229. Exceptions, *id.* — Le Français pris dans les rangs ennemis les armes à la main, doit-il être jugé par un conseil de guerre ou par une cour d'assises? II. 570. Arrêts sur la matière, *id.* et suiv. Observations sur ces arrêts, 600.

Quid, s'il n'avait fait que prendre du service à l'étranger sans en avoir obtenu l'autorisation ? I. 230. La même peine doit être infligée aux auteurs d'attentats ou complots tendant à armer les citoyens les uns contre les autres, 261, 262. — Dans ce cas quel doit avoir été le but de l'attentat ou du complot ? 263. La peine de mort devient aussi applicable à quiconque aura fourni des armes à des soldats, sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime, 264. Le port d'armes considéré en lui-même n'est pas constitutif d'un délit, 279. Quand prend-il ce caractère ? *id.* Quels sont les instrumens ou ustensiles qui doivent être réputés armes ? 280, II. 575. Comment doit être réprimée la transmission d'armes destinées à favoriser l'évasion des détenus ? I. 593. *Quid*, si l'évasion ne s'était pas opérée par ce moyen ? *id.* 594. — Peines qui sont applicables pour fabrication, débit et port de stylets, tromblons et autres armes prohibées, II 51. *Quid*, s'il n'y avait eu que simple exposition en vente ? 582. — Nomenclature de celles qui sont considérées comme prohibées 51. Comment doit être puni l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse lorsqu'il en est résulté mort ou blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui ? 534. S'il y avait eu mort ou blessure d'hommes ? 535. Au tribunal saisi appartient l'appréciation du fait de l'emploi ou de l'usage d'armes sans précaution ou par maladresse, 537. Quand le coupable de cette dernière contravention devient-il passible de l'emprisonnement ? 546. Voy. *Amende*, *Cannes*, *Ciseaux*, *Complots*, *Couteaux*, *Emprisonnement*, *Mendicité*, *Rebellion*, *Réunion armée*, *Travaux forcés à perpétuité et à temps*, *Vagabondage*, *Vol et Voleurs*.

ARRESTATIONS. Peine encourue par ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi l'autorise, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques, II. 119. *Quid*, à l'égard de ceux qui auront prêté le lieu pour exécuter la détention ou séquestration ? *id.* A l'égard des complices de ce crime et du fonctionnaire public qui s'en serait rendu coupable ? *id.* Comment peut s'établir la complicité de ce crime ? 120. *Quid*, à l'égard de celui qui aurait fait prêter le lieu de la séquestration ? *id.* Comment devrait être punie la tentative ? 121. Quelle serait la peine applicable si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois ? *id.* Cette peine devrait-elle être infligée à celui qui aurait prêté le lieu pour la séquestration s'il ne l'avait fait que pendant moins d'un mois ? 122. *Quid*, si les accusés, *non encore poursuivis de fait*, avaient rendu la liberté à la personne arrêtée, détenue ou séquestrée avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation ? *id.* Que doit-on entendre par les mots : *non encore poursuivis de fait* ? 123. Circonstances qui font encourir la peine de mort aux auteurs de ce crime, *id.* La simple tentative d'arrestation par les menaces de mort, suffirait-elle pour faire appliquer la peine capitale à son auteur ? 124. Que doit-on entendre par : *tortures corporelles*, 125. La simple menace d'en faire éprouver au détenu, ne suffirait pas pour faire infliger la peine de mort à celui qui s'en serait rendu coupable, *id.* *Quid*, à l'égard de celui qui n'aurait fait que prêter le lieu ? 126. Voy. *Emprisonnement*, *Mort*, *Surveillance de la haute police*, *Travaux forcés à perpétuité et à temps*.

ARRÊTS. Quand deviennent-ils irrévocables ? I. 109, 110. Quels sont ceux qui doivent être imprimés par extraits et affichés, 111. voy. *Parricide*, *Procureurs-généraux*.

ARSENAUX. Voy. *Bandes armées*, *Incendie*, *Mines*, *Plans*.

ARTIFICES (pièces d'). Peines qu'encourent ceux qui auront violé la défense d'en tirer en certains lieux, II. 492, 510, 511.

ARTISTES. Voy. *Théâtres*.

ASSASSINAT. Ce qui le constitue. II. 16. —

est puni de mort. 34. — Dans quel cas la menace d'assassinat devient passible de la peine des travaux forcés à temps, 39. voy. *Amende, Emprisonnement, Homicide, Malfaiteurs, Meurtre, Travaux forcés à temps.*

Assemblée constituante. Institua le jury, I. — vj. Ne maintint que provisoirement la peine de mort, 39. Fit disparaître tout ce qu'elle avait de plus odieux, *id.* Un de ses premiers actes fut d'abolir; pour toutes les classes de citoyens, le préjugé qui faisait planer l'infamie sur la famille du condamné, 67. Ordonna, sous des peines sévères, que chacun serait tenu de reprendre le nom de sa famille, 73. Décréta que les corps des suppliciés seraient admis à la sépulture ordinaire, sans qu'il fût fait mention de leur genre de mort sur les registres de l'état civil, 77. Fit démolir les fourches patibulaires, 77. Quels furent ses motifs pour ne pas comprendre le bannissement dans la catégorie des peines, 106. voy. *Marque.*

Associations. Celles composées de plus de vingt personnes, s'occupant d'objet religieux, littéraires, politiques et autres ne peuvent se former qu'avec l'agrément du Gouvernement, I. 669. Dans le nombre de vingt personnes ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'association se réunit, *id.* Que doit-on entendre par personnes domiciliées dans la maison, *id.* Comment doit être défini dans ce cas le mot *association?* 670. Quelle est la forme de se pourvoir pour obtenir l'autorisation du Gouvernement, *id.* Peines encourues par les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se sera formée sans autorisation, ou qui aura enfreint les conditions à elle imposées, 671. Autres peines dont ils deviennent passibles, si, par discours, exhortations, invocations ou prières, etc. il a été fait quelque provocation à des crimes ou à des délits, 672. *Quid*, à l'égard de ceux qui se seraient rendus coupables de ces provocations? *id.* Si la provocation avait été faite par une personne qui n'aurait pas été membre de l'association? 673. Peut-on considérer les provocations faites dans le sein de l'association comme l'ayant été dans les lieux ou réunions publics? 674. Peine encourue par l'individu qui aurait prêté sa maison à une association même autorisée, sans le consentement de l'autorité municipale, *id.* Voy. *Amende, Emprisonnement.*

Associations de malfaiteurs. Voy. *Malfaiteurs.*

Ateliers. Peines applicables à quiconque, par des voies de fait ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, I. 621 — Un atelier d'ouvriers peut-il être considéré comme une réunion publique? II. 277. Voy. *Fêtes.*

Attentat. Peine applicable à tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, coupable d'attentat à la liberté, I. 315. voy. *Complots, Dégradation civique.*

Attroupement. Ce qui doit le constituer, I. 538. voy. *Rebellion.*

Auberge ou hôtellerie. voy. *Vol.*

Aubergistes. Responsabilité dont sont passibles les aubergistes et hôteliers. I. 222. Dans quel cas doivent être condamnés à l'amende pour contravention de police, II. 514, 518 et 519. voy. *Emprisonnement, Restitutions, Vol.*

Autorité administrative. Voy. *Amende, Conflit, Contraventions, Dégradation civique, Édifices, Forfaiture, Juges.*

Autorité municipale. Quels sont les objets de police confiés à sa vigilance? II. 479. Comment doit être réprimée la contravention à ses arrêtés? *id.* Sur qui repose toute cette autorité? 480. Arrêts sur cette matière, *id.* et suiv. Devoir qu'elle peut imposer aux citoyens. 496. A le droit de donner les bans pour

les récoltes. 505. Peut-elle en modifier l'exercice ? *id.* Voy. *Associations, Maires.*

Autorité publique. Des critiques, censures ou provocations dirigées contre elle dans un discours pastoral prononcé publiquement, I. 513. *Id.* dans un écrit pastoral, 517. Résistance, désobéissance et autres manquemens envers elle, 523. Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique, 548. Dans quel cas les violences exercées par ses agens prennent-elles un caractère criminel? II. 65. Voy. *Fonctionnaires publics, Incendie, Ministres des cultes.*

Autorité royale. Voy. *Complots.*

Autorités constituées. Voy. *Complots.*

Autorités judiciaires. Voy. *Conflit, Conseil-d'État, Dégradation civique, Forfaiture, Lois.*

Avis. Voy. *Publication.*

Avocats. Voy. *Défenseurs.*

Avortement. Sa tentative n'est pas punissable à l'égard de la femme qui a usé de moyens propres à se le procurer, I. 12. *Quid*, à l'égard de son complice? *id.* Peines qui devienennt applicables à quiconque aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, à celle-ci, lorsqu'elle aura fait usage des moyens à elle indiqués, pour y parvenir, si l'avortement s'en est suivi, et aux médecins, chirurgiens, autres officiers de santé et pharmaciens, etc., qui auront indiqué ou administré ces moyens, 53. Comment était puni ce crime chez les Juifs? 54. Dangers que courent les femmes en employant des moyens propres à les faire avorter, II. 582. Fait historique cité à ce sujet, *id.* Pourquoi ne peut être assimilé à l'infanticide, I. 54. Sa tentative est elle punissable à l'égard des tiers? *id.* Arrêt, *id.* Les sages-femmes doivent elles être punies de la même peine que les médecins, etc.? 57. *Quid*, si c'était du consentement et sur la demande de la femme que l'accusé lui aurait procuré les moyens de la faire avorter? *id.* Voy. *Reclusion, Travaux forcés à temps.*

Avoués. Cas où les peines prononcées contre les concussionnaires ne pourraient leur devenir applicables, I. 454. Et *Quid*, à l'égard de celles prononcées contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité? 458.

Bals masqués. Comment devrait être réprimée toute ouverture de bal masqué sans permission de l'autorité publique? II. 352.

Ban. Voy. *Bannissement.*

Bandes armées. Dans quel but doivent-elles être formées pour faire encourir la peine de mort à ceux qui se seront mis à leur tête ou y auront exercé une fonction ou un commandement quelconque? I. 271. Quels sont ceux qui sont assimilés à ces derniers? *id.* Que doit-on entendre par commandans des bandes? 272. Quel sens attacher aux expressions de *bandes armées*? *id. Quid*, si les bandes organisées ne s'étaient rendues coupables d'aucun attentat ni de tentative punissable? 273. Cas où la peine de mort devient applicable à ceux qui les composent, *id.* A ceux qui auront dirigé la sédition, 274. Quand ne deviennent-ils passibles que de la déportation? 275. Dans ce cas quelle serait la peine encourue par les individus qui y auraient rempli un commandement ou un emploi? *id.* Peine encourue par ceux qui connaissant le but et le caractère des dites bandes, leur auront, sans contrainte, fourni logement, lieu de retraite ou de réunion, 276. Circonstances qui ne rendent passibles que de la mise en surveillance de la haute police, pour le fait de sédition, les personnes qui ont fait partie de ces bandes, 277. voy. *Force publique, Pillage, Rebellion, Travaux forcés à temps.*

Banni. voy. *Bannissement.*

Bannissement. Pourrait-on justifier celui hors du royaume? I. IX. Est une peine

infamante, 44. N'avait pas été mis au rang des peines par le Code pénal de 1791., *id.* 106. En quoi consiste, 45, 105 et 106. Quelle doit être sa durée? *id.* N'a rien de commun avec l'exil, ni avec la détention dans une prison d'État, 45. Incapacités qui résultent pour les condamnés à cette peine, 98. Pouvait être perpétuel sous l'ordonnance de 1670, 105. Restriction importante, *id.* — Le projet du Code l'avait qualifié de *rélégation*, 106. Son abolition comme peine devrait être prononcée, *id.* Dans le cas contraire, en quoi devrait consister, *id.* Peine qu'encourt le banni pour infraction de ban, 107. Pourrait-il être expulsé d'un territoire étranger occupé par les armées Françaises? *id.* Sa durée se compte du jour où l'arrêt est devenu irrévocable, 109. Mais ne doit-elle commencer à courir que du jour de l'expiration du délai accordé pour se pourvoir en cassation? 110. Les condamnés à cette peine sont de plein droit sous la surveillance de la haute police, 144. Pendant quel temps? *id.* — Quand doit être remplacé par la reclusion, 162. Cas où il est converti en une détention dans une maison de correction et pour quelle durée? 214. — Dans quel cas devient applicable aux fonctionnaires publics, agens ou préposés du Gouvernement, 240. Doit être infligé à quiconque aura, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, exposé l'État à une déclaration de guerre, 246. A ceux qui, par des actes non approuvés par le Gouvernement, auront exposé des Français à éprouver des représailles, 247. Cas où il est encouru pour simple proposition de complot non agréée, 260. — Quand devait-il être infligé aux auteurs de provocations à des crimes ou complots, non suivis d'effets? 281. En abolissant cette jurisprudence, la loi du 17 mai 1819 a-t-elle amélioré le sort des accusés? 282 et suiv. Pour quel crime doit-il être appliqué à un ministre? 520. Est encouru par les fonctionnaires publics qui ont concerté des mesures contre l'exécution des lois, ou contre les ordres du Gouvernement, 344. Que doit-on entendre par *ordres du Gouvernement*? *id.* 345. Est également encouru par les officiers publics qui auront délivré un passe-port sous un nom supposé, étant instruits de cette supposition, 419. *Quid*, s'il n'avait été donné qu'une fausse qualité? *id.* Dans ce cas le bannissement emporte-t-il la flétrissure? *id.* — Dans quelle circonstance doit-il être infligé aux porteurs d'une fausse feuille de route? 420. Est applicable à toute personne qui se sera fait délivrer, par l'officier public, une feuille de route sous un nom supposé, 422. Quel sens attacher à ces mots, *nom supposé*? 423. — A l'officier public qui l'aura délivrée s'il était instruit de la supposition, *id.* Tous les officiers publics sont-ils compris dans cette disposition? 424. — Aux médecins, chirurgiens ou autres officiers de santé qui, par dons ou promesses, certifieront faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, 426. — Dans quel cas doit-il être appliqué aux ministres des cultes? 515, 518, 522. — Aux individus coupables de violences envers les magistrats? 568. Par qui dans ce cas et comment devrait-il être prononcé? 569. voy. *Assemblée constituante*, *Correspondance*, *Curatelle*, *Déportation*, *Experts*, *Jurés*, *Port d'armes*, *Service militaire*, *Tutelle.*

Banques. Peine applicable à ceux qui ont contrefait ou falsifié les billets des banques autorisées par la loi ou qui auront fait usage de ces billets contrefaits ou falsifiés, I. 378. Que doit-on entendre par *contrefaire* et *falsifier*? 379. Quand y a-t-il falsification? 380. *Quid*, si le faux avait été commis à l'étranger? *id.* Dans quel cas l'usage d'un billet faux contrefait ou falsifié n'est-il pas punissable? 431. Les billets de la banque de France ont-ils cours forcé de monnaie? II. 528. — voy. *Écritures.*

Banqueroute. Comment doivent être punis

les banqueroutiers frauduleux et les banqueroutiers simples? II. 307. Peine qui leur est infligée en Asie, 308. Les faits postérieurs à la faillite peuvent-ils constituer l'accusé en banqueroute frauduleuse? 310. Quels sont les faits de nature à constituer la banqueroute simple? *id.*, 311. Quels sont ceux qui établissent la banqueroute frauduleuse? 312. S'il n'y avait pas eu de jugement portant déclaration de la faillite et de bilan déposé, le commerçant qui aurait cessé ses payemens pourrait-il être poursuivi comme banqueroutier frauduleux? *id.* Le pourrait-il aussi s'il n'était pas constaté d'une manière *légale* qu'il fût réellement insolvable? *id.* L'action publique, en cette matière, se trouve-t-elle couverte par les jugemens et arrêts d'homologation du concordat s'ils avaient acquis l'autorité de la chose jugée? *id.* — Quelles sont les peines applicables aux complices des banqueroutiers frauduleux? 313. De quelle manière s'établit cette complicité? 314. Comment doit en être posée la question au jury? 315. Les agens de change et courtiers qui se rendent coupables de banqueroute frauduleuse sont punis des travaux forcés à perpétuité, 316. Leurs complices devraient-ils subir cette peine? 317. Un négociant en faillite pourrait-il être condamné comme banqueroutier frauduleux s'il avait supposé dans son bilan des dettes passives et collusoires entre lui et des créanciers fictifs? 593.

Bans. voy, *Autorité municipale*, *Vendanges.*

Baratterie. Comment se constitue ce crime et quelles sont les peines qui doivent être infligées à ceux qui s'en rendent coupables? II. 408.

Bateaux, voy. *Incendie*, *Mine.*

Bateliers, voy. *Voituriers*, *Vol.*

Batimens de guerre. Peine encourue par ceux qui, sans droit ou motif légitime, en auront pris le commandement, I. 266. voy. *Bandes armées.*

Bestiaux, voy. *Epizootie*, *Terrain.*

Bestiaux a cornes, voy. *Empoisonnement*, *Emprisonnement.*

Bêtes de charge et de monture, voy. *Empoisonnement*, *Emprisonnement.*

Bibliothèques publiques. Comment doivent être punis les vols de livres qui y sont commis? I. 612.

Bigamie. Comment se constitue ce crime et peine qui lui est applicable? II. 112. *Quid*, à l'égard de l'officier public qui aura prêté son ministère? *id.* N'est pas un crime *successif*, *id.* Sa prescription commence à courir du jour que le second mariage a été contracté, *id.* Arrêts *id.* Le premier mariage aurait été dissous, depuis que le second aurait été contracté, qu'il n'y en aurait pas moins crime de bigamie, 113. Exception, *id.* *Quid*, si le second mariage avait été contracté par un français à l'étranger, avec une femme étrangère? *id.* Arrêt, *id.* Plusieurs autres questions d'un grand intérêt jugées par cet arrêt, 114 et suiv. Autres arrêts sur la matière, 116 et suiv. Quelle serait la peine à infliger aux complices de ce crime? 118. Le nouvel époux devrait-il être considéré comme tel? *id.* *Quid*, si l'officier public qui aurait prêté son ministère n'était coupable que de simple négligence? 119. voy. *Mariage*, *Travaux forcés à temps.*

Billets. Un billet à ordre entre particuliers, est-il un effet de commerce? I. 403. voy. *Banques*, *Incendie.*

Blanc-seing. voy. *Abus de confiance.*

Blessures. Dans quel cas les blessures ou les coups doivent-ils être réprimés par la reclusion? II. 42. *Quid*, s'il n'y avait que simples voies de fait? *id.* Peut-il y avoir eu voie de fait sans violence? 43. *Quid* encore si les blessures ou les coups avaient occasionné une maladie quelconque? 44. Si ce crime avait été commis avec préméditation ou de guet-apens? 47. Peines qui sont applicables à l'auteur, lorsque les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ni incapacité de travail

personnel, *id.* Comment doivent être punis, si, dans ce dernier cas, il y a eu préméditation ou guet-apens? *id.* Quelle serait la peine encourue, si les coups avaient été portés dans un tapage nocturne? 48. Dans tous ces divers cas comment doit être puni le coupable qui aura commis le crime envers ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendans légitimes? 49. Arrêts sur la matière, *id.* *Quid*, si ce crime a eu lieu en réunion séditieuse avec rebellion ou pillage? 50. — Comment doivent être punis les blessures ou coups involontaires? 60. Arrêts sur la matière, *id.* Quand sont excusables, 61, 68. *Quid*, si c'était un fonctionnaire public qui s'en serait rendu coupable dans l'exercice de ses fonctions? 61. Lorsque les blessures et les coups sont ordonnés par la loi ou commandés par l'autorité légitime, ne sont ni un crime ni un délit, 81. Par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui, 85. Cas où il n'y aurait pas eu légitime défense *id.*, Cas contraire, 87. — L'action d'avoir exposé et délaissé un enfant au-dessus de l'âge de sept ans accomplis dans un lieu solitaire, doit-elle être considérée et punie comme blessures volontaires, quand il en demeure mutilé ou estropié? 137.

Nota. voy. II, pag. 569, un nouveau projet de loi qui réduit la peine prononcée pour coups ou blessures volontaires. voy. *Amende, Animaux domestiques, Castration, Emprisonnement, Escalade, Mort, Provocation, Recélé, Reclusion, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*

Bois taillis. voy. *Incendie, Terrain, Vol.*

Boissons. Peines encourues par quiconque en aura vendu ou débité de falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé, II. 57. *Quid*, s'il n'y avait eu que simple exposition en vente? 58. Les boissons ainsi falsifiées doivent-elles être répandues? *id.* Peines qui peuvent être appliquées à ceux qui en auront vendu ou débité de falsifiées, ne contenant pas de mixtions nuisibles à la santé, 515, 530. *Quid*, si c'étaient des boissons gâtées ou corrompues qui eussent été vendues ou débitées? 522. Quelles sont celles qui doivent être confisquées et répandues, lorsqu'elles appartiennent au vendeur ou au débitant? 531. *Quid* encore si elles ne lui appartenaient pas? *id.* Y aurait-il falsification répréhensible si elles n'avaient été que surchargées d'eau? 532. Si elles contenaient des matières nuisibles à la santé, devraient-elles être remises au propriétaire? *id.* voy. *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Marchandises, Préfets, Voituriers.*

Bornes. voy. *Limites, Vol.*

Bouchers. voy. *Faillite, Marchandises.*

Boucs. voy. *Empoisonnement.*

Boulangers. voy. *Faillite, Marchandises.*

Boutiques. voy. *Ateliers.*

Braconniers. voy. *Gendarmerie.*

Bris de Prison. Dans quel cas est assimilé aux violences, I. 597. Que doit-on entendre par bris de prison et violences? 598. — voy. *Détenus.*

Bris de Scellés. voy. *Scellés.*

Bruits. Comment doivent être punis les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité publique? II. 534. *Quid*, s'ils sont le fait d'une seule personne? 544. En cas de condamnation, circonstance qui doit être mentionnée au jugement, *id.* Arrêts sur la matière, *id.* et 545. Les complices sont-ils punissables? *id.* Comment dans ce cas se constitue la complicité? *id.* Dans quel cas les coupables de cette contravention deviennent-ils passibles de l'emprisonnement, 546.

Bulletins. voy. *Publication.*

Cabanes. voy. *Destruction, Rupture.*

Cabaret. voy. *Jeux, Vol.*

Cabaretiers. voy. *Faillite.*

Cafés. voy. *Jeux, Lieux publics, Vol.*

Cages de Fer. Par qui et pourquoi furent inventées? I. 59. L'atrocité de ce sup-

plice peut être comparée à la mise au secret. *id.*

CANNES. Cas où les cannes simples doivent être réputées armes, I. 280.

CALOMNIE. Est un des plus grands fléaux des sociétés, I. 658. Moyens puissans pour l'anéantir, *id.* Comment était définie et punie par le Code pénal avant l'abrogation de ses divers articles sur ce délit? II. 171. Quelles sont les lois à consulter pour sa répression? *id.* Observations et arrêts sur la matière, 172 et suiv. 588. Dans quel cas toute imputation était-elle réputée fausse? 183. Lorsque l'imputation est déclarée calomnieuse, à quelles lois faut-il recourir pour savoir les peines qui deviennent applicables? 184. La diffamation peut résulter de la divulgation d'un fait vrai comme d'un fait faux, 185. Comment pourraient être poursuivies les calomnies mises au jour par la voie des papiers étrangers? *id.* Quand l'auteur de l'imputation devait-il être à l'abri de toute peine? 187. Dans cette matière, qu'est-ce qui constituait la preuve légale? *id.*— Dispositions des lois nouvelles à cet égard, *id.* Arrêts, *id.* et suiv. Les faits diffamatoires pourraient-ils trouver une excuse dans leur *notoriété?* 189. Les jugemens intervenus contre les fonctionnaires ou officiers publics devraient-ils être admis comme excuse suffisante de l'imputation diffamatoire qui leur serait faite? 190. *Quid*, si l'imputation l'avait été contre les particuliers? *id.* — Quelles étaient les peines qui, sous le Code pénal, devaient être infligées au calomniateur? 191. L'imputation faite à la *mémoire* des hommes doit-elle être considérée comme un délit punissable? 192. Dans quel cas doit-il être sursis à la poursuite et au jugement du délit de calomnie? *id.* Arrêts *id.* et 194. *Quid*, si l'allégation ou l'imputation diffamatoire avait été faite à la mémoire d'un individu? 195.—Comment doit être réprimée la dénonciation calomnieuse faite par écrit aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, contre un ou plusieurs individus? *id.* Et si cette dénonciation avait été rendue publique? 196. Arrêts sur cette matière, 197 et suiv. Interdiction qui, dans tous les cas, devait être prononcée contre le dénonciateur, 200. Par quelle loi a été remplacée cette disposition? 201.—voy. *Délation.*

CARCAN. Est une peine infamante, I. 44. En quoi consiste, *id.* Doit s'exécuter de la même manière que l'exposition publique, 93. Le condamné à cette peine ne peut être relevé de l'infamie qu'elle lui a imprimée que par la réhabilitation, 94. Une femme enceinte devrait-elle y être attachée? *id.* Incapacités qui résultent pour les condamnés à cette peine, 98. Devient applicable au condamné à la dégradation civique pour récidive, 108. Est prononcée contre tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la dégradation civique, 162. Quand doit être remplacée par la reclusion? *id.* Par une détention dans une maison de correction et pour quelle durée? 214. voy. *Scrutin, Marques particulières.* Devient applicable à tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, pour s'être laissé corrompre. 464. Cette peine, dans ce cas, est considérée comme trop sévère par le Gouvernement lui-même, 465.—*Quid*, si la corruption avait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle du carcan? 467. Doit être infligée à tout individu coupable de voie de fait envers un magistrat, lorsqu'elle a eu lieu à l'audience d'une Cour ou d'un tribunal, 567. A quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions, 629. Voy. *Curatelle, Ecriteau, Experts, Jurés, Port d'armes, Reclusion, Service militaire, Témoins, Travaux forcés à perpétuité et à temps, Tutelle.*

CARRIÈRES. voy. *Vol.*

CASTRATION. Peines applicables à l'auteur de ce crime, II. 52. Epoque à laquelle

l'usage en fut proscrit dans les États romains, 53. Dans quel cas doit être considérée comme meurtre ou blessure excusable? 77. — Voy. *Mort*, *Travaux forcés à perpétuité.*

CAUTION. Le condamné mis sous la surveillance de la haute police de l'État, doit en fournir une de bonne conduite, I. 131. Qu'est-ce qui a le droit de l'exiger? *id.* — *Quid*, s'il ne fournit pas cette caution? *id.* Toute personne peut être admise à la fournir, *id.* et 133. Raisons qui auraient dû obliger le législateur à fixer un *maximum* à ce cautionnement, 132. Que doit on entendre par *parties intéressées? id.* 133.—Quand peut-elle être contrainte, même par corps, au paiement des sommes portées dans son acte de cautionnement? 135. Dans ce cas, à quoi doivent être affectées les sommes recouvrées? 136. Jurisprudence et discussion sur les poursuites qui peuvent être exercées contre elle, 137 et suiv.— voy. *Dommages-intérêts*, *Vagabondage.*

CENSEURS. Dans le cas où ils seraient rétablis devraient-ils être punis comme complices de l'auteur de l'écrit injurieux qui aurait passé à leur censure? II. 184.

CENSURES. voy. *Autorité publique.*

CERTIFICATS. Comment doivent être punis les coupables de faux certificats d'où il pourrait résulter, soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le trésor royal? I. 430. Jurisprudence de la Cour de cassation sur les faux certificats relatifs à la conscription, *id.* et II. 575. — voy. *Emprisonnement*, *Faux*, *Médecins*, *Mendians*, *Service public*, *Vagabondage.*

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. voyez *Députés* (*Chambre des*).

CHAMBRE DES PAIRS. voy. *Pairs* (*Chambre des*).

CHAMPS. Dans quels cas le glanage, le râtelage ou grapillage dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, devient-il punissable de l'amende et de l'emprisonnement? II. 493, 511. *Quid*, si cette contravention avait été commise dans un enclos? 505. — voy. *Vol*, *Voleurs.*

CHANSONS. Comment doit être punie l'exposition ou distribution de chansons, pamphlets, figures ou images contraires aux bonnes mœurs? I. 664. Lois à consulter sur la matière, 665. Doivent être confisqués et mis au pilon, II. 531. voy. *Amende*, *Emprisonnement.*

CHANTIERS. voy. *Incendie.*

CHANVRE. voy. *Empoisonnement.*

CHARRETIERS. voy. *Rouliers.*

CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Peine applicable à tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement qui aura ordonné ou fait quelque acte qui lui serait contraire. I. 315. Que doit-on entendre par *agens* ou *préposés du Gouvernement*? 316. Les huissiers sont-ils, dans ce sens, des fonctionnaires publics? *id.* Doit-on considérer comme un acte qui lui soit contraire le fait d'avoir rayé de la liste des électeurs des individus qui auraient eu le droit d'y être compris? 317. *Quid*, si on y portait sciemment des personnes qui n'ont pas le droit d'y être? *id.* Si la conduite du fonctionnaire public avait été approuvée par ses supérieurs? 319. Comment devrait être réprimé le ministre qui se serait rendu coupable d'un pareil acte? 320. Cas où il serait exempt de cette peine; obligation qui lui est alors imposée, 322. Les autres fonctionnaires publics pourraient-ils jouir de cette faveur? 323. En quoi a modifié les dispositions du code à l'égard des membres de la chambre des Députés, 533. voy. *Conseil-d'Etat*, *Cours Prévôtales*, *Crimes*, *Dégradation civique*, *Délits*, *Travaux forcés à temps.*

CHASSE. Jurisprudence sur la chasse, I. 125 et suiv. Comment se prescrit le délit de chasse? 129. Il aurait été commis par un militaire en garnison, que le fait ne constituerait pas un délit militaire, 130. Dans quel cas la cumulation de peines en matière de chasse et de port d'armes de chasse sans permis, peut-elle être prononcée? II. 447. La chasse dans les

bois de l'État, comme dans ceux des communes et des établissemens publics rentre dans le droit commun, *id.* Lorsque le chasseur a obtenu le permis de port d'armes de chasse et qu'il a chassé en temps non prohibé, même sur les propriétés d'autrui, peut-il être poursuivi d'office? 448. Arrêt sur la matière, *id.* et 595. *Quid*, s'il avait chassé en temps prohibé? *id.* L'amende et l'indemnité dont sont passibles les chasseurs en contravention doivent-elles être prononcées contre chacun d'eux personnellement? *id.* — A quelles lois doit-on avoir recours pour les peines à infliger aux prévenus du délit de chasse? 560.

Chaussées. voy. *Destruction.*

Cheminées. Comment doit être réprimé le défaut de nettoyage, réparation ou entretien des fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu? II. 492. *Quid*, s'il était résulté de cette négligence l'incendie de la chose d'autrui? 495.

Chemins de desserte. voy. *Chemins publics.*

Chemins publics. Les vols qui y sont commis font encourir aux coupables la peine des travaux forcés à perpétuité, II. 234. *Quid*, si le vol avait été commis en l'absence du propriétaire de la chose volée? 235. Qu'est-ce qu'un chemin public? 236. — La peine des travaux forcés à perpétuité deviendrait-elle applicable au voiturier qui, sur un chemin public, aurait soustrait tout ou partie du chargement qui lui aurait été confié pour le transporter d'un lieu à un autre? *id.* Les chemins de desserte et les sentiers peuvent-ils être considérés comme des chemins publics? 237. *Quid*, à l'égard des rues, places publiques des villes, bourgs ou villages? *id.* Le vol commis sur la voiture d'un roulier, devant la porte d'une auberge, a-t-il le caractère d'un vol commis sur un chemin public? 238. — Pourquoi tous les vols commis sur un chemin public, ne devraient pas être placés dans la même catégorie? 239. — voy. *Jeux*, *Inondation*, *Vol*, *Voleurs.*

Chenilles. voy. *Echenillage.*

Chevaux. Amende qui devient applicable à ceux qui auront fait ou laissé courir des chevaux ou autres bêtes de trait, de charge ou de monture dans l'intérieur d'un lieu habité. II. 515, 521. *Quid*, s'il en est résulté du dommage à autrui? 534. S'il y avait eu mort ou blessures d'homme? 535. Déclaration qui devrait être faite au jugement de condamnation, 536. voy. *Empoisonnement*, *Emprisonnement.*

Chèvres. voy. *Empoisonnement*, *Emprisonnement.*

Chiens. Amende qu'encourent ceux qui les auraient excités, ou ne les auraient pas retenus lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passans, II. 515. *Quid*, s'il en était résulté du dommage à autrui? 523. voy. *Empoisonnement.*

Chirurgiens. voy. *Médecins.*

Chose jugée. Ses conséquences, I. 9. Quand est acquise, *id.* — Espèces, *ibid.*

Chose publique. voy. *Crimes*, *Délits.*

Ciseaux. Ceux de poche ne doivent être réputés armes, qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper, I. 280.

Clefs. Définition des fausses clefs, II. 296. Peines qui doivent être infligées pour contrefaçon ou altération de clefs. 298. *Quid*, si le coupable est un serrurier de profession? *id.* Quand doit-on être considéré comme tel? *id.* Les anciens règlemens, relatifs à la contrefaçon ou altération des clefs, doivent-ils avoir aujourd'hui force de loi? 299. voy. *Tentatives*, *Vol.*

Clôtures. Peines applicables à quiconque aura comblé des fossés, coupé ou arraché des haies vives ou séches, ou détruit des clôtures. II. 449. *Quid*, si la haie ou le fossé était mitoyen? 450. Comment est réprimée la destruction de clôtures par le Code rural de 1791? *id.* — Comme s'acquiert la prescription de ce délit? 451. Arrêts sur la matière, *id.* et 595. Le simple bris d'une porte pour s'introduire

dans la propriété d'autrui, devrait-il être considéré comme une destruction de clôture? 452. voy. *Amende, Animaux domestiques, Emprisonnement, Escalade, Maisons.*

COALITION. Quelles sont les peines qui doivent être infligées aux fonctionnaires publics qui s'en rendent coupables? I. 342. Comment doit être réprimée celle formée contre ceux qui font travailler des ouvriers tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires? II. 359. *Quid*, si c'étaient des propriétaires ou fermiers qui s'en fussent rendus coupables? 360. Faut-il qu'il y en ait eu tentative *légale* pour la rendre punissable? *id.* Comment doit être punie celle de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler? etc., 361. *Quid*, à l'égard des chefs ou moteurs? *id.* voy. *Amende, Fonctionnaires publics, Surveillance de la haute police.*

COCHE. voy. *Vol.*

COLLUSION. voy. *Officiers de l'État civil.*

COMESTIBLES. Comment devrait être réprimée l'exposition en vente des comestibles avariés, gâtés ou nuisibles à la santé? II. 559. voy. *Marchandises.*

COMMANDANS. Ceux qui auront tenu leur armée ou troupe rassemblée, après que le licenciement ou la séparation en aura été ordonné, sont punis de mort, I. 266. Amende qui doit être prononcée contre tout commandant des divisions militaires, des départemens ou des places et villes pour avoir fait ouvertement ou par interposition de personne, le commerce de grains, grenailles, etc., dans l'étendue des lieux où il a droit d'exercer son autorité, 461. — Quel serait, dans ce cas, le tribunal qui devrait juger ce délit? *id.* *Quid*, s'il justifiait d'ordres émanés de l'autorité supérieure? 462.

COMMANDANT DE LA FORCE PUBLIQUE. voy. *Outrages.*

COMMANDEMENT MILITAIRE. La peine de mort devient applicable à ceux qui l'auront retenu contre l'ordre du Gouvernement, I. 266. voy. *Commandans.*

COMMERCE. voy. *Confiscation spéciale, Écritures, Industrie.*

COMMIS. voy. *Emprisonnement, Marchandises, Travaux forcés à temps.*

COMMISSAIRES DE POLICE. Dans quel sens sont-ils considérés comme magistrats de l'ordre administratif? I. 551, 560. voy. *Officiers de police.*

COMMISSAIRES PRISEURS. Cas où ils se rendraient coupables de concussion, I. 454. Où ils deviendraient passibles des peines prononcées contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité, 457.

COMMISSIONS. Ne pourront plus être rétablies, I. 28. Les jugemens qu'elles rendaient ne furent jamais que des monumens de la plus atroce injustice, 242.

COMMUNES. Dans quels cas ne peuvent être responsables des attentats commis sur les propriétés de leur territoire? I. 227. Les amendes prononcées pour contraventions de police doivent l'être au profit des communes où la contravention a été commise, II. 483. Les receveurs d'enregistremens sont chargés d'en poursuivre le recouvrement, 456. Emploi qui doit en être fait. 486. Loi sur leur responsabilité qui doit continuer de recevoir son exécution, 559. voy. *Chasse, Dévastation, Frais, Indemnités, Restitutions.*

COMPAGNONS. voy. *Vol.*

COMPÉTENCE. Arrêts sur celle des tribunaux en matière de contraventions et délits, II. 526 et suiv. Quand est-elle acquise aux tribunaux criminels, correctionnels et de police? 558. voy. *Tribunaux.*

COMPLICES. Les complices d'une tentative de crime doivent-ils être punis de la même peine que l'auteur de la tentative? I. 12. Quelles sont les peines encourues par ceux d'un militaire? 25. Ne peuvent, dans

aucun cas, être condamnés à une peine plus forte que celle applicable à l'auteur du crime, 26. Cas où ceux d'un crime ou d'un délit doivent être punis de la même peine que les auteurs même de ce crime ou de ce délit, 174. Pourraient-ils être condamnés malgré l'acquittement de ces derniers, 177. Arrêts *id.* Ceux d'un délit peuvent-ils être entendus comme témoins lorsqu'ils ne sont pas personnellement poursuivis ? 191. — Comment doit être puni celui de la femme adultère? II. 108. En ce cas quelles sont les seules preuves qui peuvent être admises contre lui? *id.* Le complice du vol commis par un domestique ou homme de service à gages doit-il être puni de la même peine que celle applicable à l'auteur du crime ? 250. voy. *Adultère*, *Avortement*, *Banqueroute*, *Bigamie*, *Bruits*, *Complots*, *Crimes*, *Extorsions*, *Faillite*, *Faux*, *Fonctionnaires publics*, *Parricide*, *Prévenu*, *Vol.*

Complicité. Circonstances qui la constituent, I. 179. Arrêts sur la matière, 180 et suiv. Quels sont les juges chargés de son appréciation en matière de crimes et de délits ? 191. Autres circonstances qui l'établissent, *id.* 193, 196. — Peines qui peuvent être prononcées pour complicité par recélé, 199. Arrêts sur la matière, 200. Aucun article du Code ne punit la complicité de la complicité, II. 121. voy. *Arrestation*, *Banqueroute*, *Bruits*, *Recélé.*

Complots. L'attentat ou le complot contre la vie ou la personne du Roi est crime de lèse-majesté, il est puni comme le parricide, I. 249. *Quid*, à l'égard des complices? 250. Peut-il être excusable? *id.* Comment doit être puni celui contre la vie ou la personne des membres de la famille Royale; celui ayant pour but, soit de détruire ou de changer le Gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône, soit d'exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité royale ? 252. — Devrait-on considérer comme membre de la famille royale, des enfans qui ne seraient pas nés en légitime mariage ou qui n'y seraient entrés que par la voie de l'adoption ? 253. *Quid*, si dans ces derniers cas il n'y avait eu que complot? *id.* — S'il n'y avait eu qu'une simple provocation tendante à changer ou détruire la forme du Gouvernement, sans que cette provocation eût été la suite d'un complot ou qu'il en fût résulté un attentat, quelle serait la peine applicable ? 255. Le complot d'attaquer le Gouvernement, la personne des autorités constituées devrait-il être puni de mort? *id.* Belles paroles de Montesquieu à ce sujet, 256. Les discours et les écrits peuvent-ils constituer l'attentat? *id.* Comment se constitue? *id.* Quand y a-t-il complot? 257. Conditions impérativement exigées pour l'établir, 258. Sa vraie définition, *id.* Dans quel cas la simple proposition de complot est-elle passible de la reclusion? 259. Du bannissement? 260. Différence entre un complot *concerté* et un complot *arrêté*, *id.* *Quid*, si les propositions ci-dessus avaient été faites publiquement? *id.* voy. *Provocation.* — La proposition de complot non agréée, est-elle sujette à révélation? 261. Autres cas où les auteurs d'attentats ou de complots sont punis de mort, *id.* Différence entre l'attentat et le complot, 262. — Comment doit être réprimée la non-révélation de complots formés contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État ? 284. A quelles autorités la révélation doit-elle en être faite, et dans quel délai? *id.* Quelles sont les personnes exemptées de faire cette révélation ? 285. Les ministres des cultes et les défenseurs des accusés, sont-ils compris dans cette catégorie? *id.* Si le secret avait été confié sous la foi du serment, celui qui l'aurait prêté serait-il tenu d'en faire la révélation? 286. *Quid*, si le non révélateur avait employé tous ses efforts, usé de tous ses moyens pour empêcher l'exécution du complot? 287. Dans quelles lois a été puisée la législation actuelle sur la non révélation? *id.* Faits historiques, 288, 574. — Si le complot concerté et arrêté avait été abandonné,

pourrait-on être poursuivi et condamné comme non révélateur? 293. Que doivent faire les juges avant de prononcer la condamnation du non révélateur? 294. En cas d'acquittement de l'accusé, le nom de son dénonciateur doit-il lui être indiqué? *id.* Pourquoi la non révélation de l'attentat n'est-elle pas punissable? 295. Cas où l'accusé de non révélation pourrait n'être pas condamné, quoique les auteurs du complot le fussent, 296. *Quid*, s'il s'agit du crime de lèse-majesté? 298. De tout autre crime? 299. Dans ce dernier cas, quand la Cour serait-elle autorisée de n'infliger que des peines de simple police? 300. Excuses dont ne peut exciper le non révélateur de complot, 301. Exceptions, 303. — Quels sont ceux qui doivent être exemptés des peines prononcées contre les auteurs de complots attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État? 304. Seule peine qui leur est applicable, 305. Utilité et inconvénient de cette mesure, *id.* et suiv. Comment doit être puni celui formé par une coalition de fonctionnaires publics et attentatoire à la sûreté intérieure de l'État. 346. voy. *Amende, Armes, Bannissement, Dévastation, Emprisonnement, Guerre civile, Lois, Reclusion et Surveillance de la haute police.*

COMPOSITIONS EN ARGENT. Quand furent-elles abolies en France? I. vj.

COMPTABLES PUBLICS. voy. *Amende, Emprisonnement, Travaux forcés à temps.*

CONCERTS. Peines qui devraient-être infligées à ceux qui en auraient donné de publics sans en avoir obtenu la permission de l'autorité publique, II. 352.

CONCIERGES et GARDIENS. Dans quels cas ceux des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine, deviennent-ils coupables de détention arbitraire, et quelles peines leur sont alors applicables? I. 330. Ce qu'ils doivent faire quand ils s'aperçoivent de l'irrégularité de l'acte qui a motivé la détention de l'individu qu'ils ont reçu dans leur maison, 332. S'ils avaient reçu le détenu hors des cas autorisés par la loi, seraient-ils en droit, *proprio motu*, de lui rendre la liberté? *id.* voy. *Amende, Détenus, Emprisonnement, Evasion, Fonctionnaires publics, Mandat.*

CONCUBINE. voy. *Adultère.*

CONCUSSION. Comment doivent être réprimés les fonctionnaires publics qui s'en rendent coupables? I. 450. Ce qui la constitue, *id.* En quoi diffère du *péculat*, 451. Jurisprudence de la Cour de cassation sur cette matière, *id.* et suiv. Ne doit pas être confondue avec la corruption, 466. voy. *Amende, Emprisonnement, Reclusion.*

CONDAMNATIONS. L'infamie qui en résulte est personnelle, I. 37. Celle aux peines établies par la loi, est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et dommages intérêts qui peuvent être dus aux parties, 50. Quelles sont celles qui emportent mort civile? 84. Ne peuvent être exécutées les jours de fêtes nationales ou religieuses, ni les dimanches, 94. Celles à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, peuvent être poursuivies par la voie de la contrainte par corps, 148. voy. *Peines.*

CONDAMNÉS. Les peines prononcées contre eux n'impriment aucune infamie sur leur famille, I. 37. Quand se trouvent-ils relevés de celle qu'ils ont encourue? 38. Quand ne doivent-ils pas être considérés comme repris de justice? 49. Tout condamné à mort doit avoir la tête tranchée, 54. Comment doivent être traités ceux qui le sont aux travaux forcés? 78. Peut-on aggraver la peine des condamnés, en faisant résulter cette aggravation du sens implicite de la loi? II. 585. voy. *Caution, Échafaud, Gouvernement, Prisonniers, Reclusion, Travaux forcés.*

CONDUCTEURS. voy. *Rouliers.*

CONFESSEURS. voy. *Secrets.*

CONFESSION. Dans aucune circonstance et sous aucun prétexte, ne peut être violée, I. 285. Pourquoi? *id.*

CONFIANCE. voy. *Abus de Confiance.*

CONFISCATION GÉNÉRALE. Est abolie par la

Charte constitutionnelle, I. ix. 39. Cette abolition ne doit pas être un mot vide de sens, 42.—Son abolition a-t-elle abrogé l'article 33 du Code civil? *id.* et II. 565 et suiv. Définition qu'en donne Montesquieu, 567. La déshérence ne peut avoir d'autre caractère que celui d'une véritable confiscation, *id.* En quoi consistait? I. 112. Obligations dont elle était grevée, 114. Au profit de qui le Roi pouvait-il disposer des biens confisqués? 115. En cas de concurrence avec les restitutions et les dommages-intérêts, ces dernières condamnations obtenaient la préférence, 156. voy. *Amende, Confiscation spéciale.*

CONFISCATION SPÉCIALE. Quand devient-elle une peine commune aux matières criminelles et correctionnelles? I. 52. L'abolition de la confiscation générale ne s'étend pas à celle spéciale, 53. Celle des denrées provenant d'un commerce illicite, doit être prononcée, 461. Les choses livrées par un corrupteur doivent aussi être confisquées, 470. En faveur de qui? *id. Quid*, si ces choses n'avaient été que promises? *id.* Si elles n'appartenaient pas à celui qui les aurait livrées? *id.* Autres cas où elle est prononcée, 664.—Les armes prohibées doivent être confisquées, II. 51. Peut-il en être de même des boissons falsifiées lorsqu'elles appartiennent au vendeur ou débitant? 57. *Quid*, si elles ne lui appartenaient pas? 58. Si elles n'avaient pas été saisies? *id.* Arrêts sur la matière, *id.* Celle des choses reçues par un faux témoin doit être prononcée, 163.—Quels sont les divers objets qui doivent l'être dans les maisons de jeux et loteries clandestines? 346, 349. Doit être prononcée pour les marchandises à l'égard desquelles il y a eu violation des règlemens d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront, 357. Pour celles qui ont été vendues avec des faux poids ou pour les matières d'or ou d'argent, les pierres fines sur le titre ou la qualité desquelles on a été trompé, 374, 375, 378. Pour les ouvrages contrefaits et pour les moules, planches ou matières des objets contrefaits, 382, 383. Pour les recettes d'ouvrages dramatiques représentés sur un théâtre au mépris des lois et règlemens relatifs à la propriété des auteurs, 384. Dans ces derniers cas, le produit des confiscations doit-il être remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert? 390. Comment doit être réglé le surplus de l'indemnité? *id.*—Celle de certains objets saisis est une peine de simple police, 478. Si les objets qui en auraient été susceptibles n'avaient pas été saisis, le prévenu pourrait-il être condamné à en payer la valeur? *id.* Quelle est celle que les tribunaux de police peuvent prononcer? 491.—Autres cas où elle doit être prononcée, 531, 549.—voy. *Dommages-intérêts, Hospices, Publication, Restitutions, Tribunaux, Voleurs.*

CONFLIT. Effets de sa notification, I. 348. Comment peut-il s'établir et quelles sont les autorités de l'ordre administratif qui y sont autorisées, 350, 351. Y a-t-il conflit *négatif*, lorsque les autorités administratives et judiciaires refusent de connaître de la contestation qui leur est soumise? 351. En quoi diffère de la revendication, 352. voy. *Conseil-d'État.*

CONNIVENCE. voy. *Évasion.*

CONSCRIPTION. Son abolition n'a point abrogé les lois rendues contre ceux qui favorisent la désertion, I. 35, 580. voy. *Certificats.*

CONSEIL-D'ÉTAT. Peut-il légalement établir des peines? I. 3. Pourquoi ne peut-il bien juger de l'innocence ou de la culpabilité d'un fonctionnaire public dénoncé? 318. Les magistrats de l'ordre judiciaire qui auraient provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat tendant à la poursuite personnelle ou accusation d'un membre de ce Conseil, ou qui, hors le cas de flagrant délit, l'auraient fait arrêter, se seraient-ils rendus coupables de forfaiture? 332, 333.—Les conflits négatifs se portent devant la commission du contentieux de ce Conseil, 351.

Comment se constituent ces conflits ? *id.* *Quid*, s'ils s'établissaient entre les autorités judiciaires ? *id.*—Avis de ce Conseil qui détermine les cas où les ordonnances royales doivent avoir force de lois, et ceux où c'est à la puissance législative seule qu'il appartient de régler la matière, II. 263.

CONSEILS DE FAMILLE. Délit qui fait encourir à ceux qui s'en rendent coupables l'interdiction à toute participation aux Conseils de famille, II. 102. Quelle doit être la durée de cette interdiction ? *id.* — voy. *Mœurs.*

CONSEILS DE GUERRE. Autorisation qui leur est laissée, I. 26. Hors du territoire Français remplacent les tribunaux ordinaires, 27.—Leur compétence pour le crime d'embauchage pour les rebelles, *id.* Lois et arrêts sur la matière, 28 et II. 570, 600. — Quelle devait être leur durée ? I. 30, 32. Le recours en cassation contre leurs décisions est sujet aux mêmes formalités que pour celles émanées des tribunaux ordinaires, 34, 35. voy. *Armes.*

CONSTITUTION. voy. *Charte constitutionnelle.*

CONSTRUCTIONS. voy. *Destruction.*

CONTAGION. voy. *Epizootie.*

CONTRAINTE PAR CORPS. Quand peut-elle être employée contre les personnes qui ont cautionné un individu mis sous la surveillance du Gouvernement ? I. 135. Autres condamnations qu'on peut poursuivre par cette voie, 148. Quelles sont les formalités à remplir ? *id.* et suiv. Pourrait-elle être employée par la partie publique contre la partie civile, en remboursement des frais de poursuites dont cette dernière est responsable ? 151, II. 490. Quelles sont les dispositions de loi à consulter, lorsqu'on veut l'exercer contre un condamné à l'amende ? I. 152. Peut-elle être exercée de nouveau contre le condamné à l'amende et aux frais envers l'État, qui aurait obtenu sa liberté provisoire pour cause d'insolvabilité ? *id.* Dans ce cas, quelles sont les formalités à remplir ? *id.* Faculté qui est laissée à la régie de l'enregistrement à cet égard, 153. Peut elle être employée contre les individus déclarés civilement responsables des restitutions, dommages-intérêts et frais auxquels le prévenu aurait été condamné ? II. 490. voy. *Amende, Caution, Condamnations, Frais, Huissiers, Indemnités, Outrages, Restitutions.*

CONTRAVENTIONS. Définition, I. 2. Quand doivent-elles être poursuivies ? 4, 5. Ne peuvent être punies de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'elles fussent commises, 21.—De celles propres à compromettre l'état civil des personnes, 510. Quelles sont celles de simple police ? II. 492 et suiv. Deviennent punissables par la simple matérialité du fait et lors même qu'il serait constaté que le prévenu n'aurait pas agi dans une intention criminelle, 495. Celles qui se commettent sur les grandes routes sont du ressort de l'autorité administrative, 498. Comment doivent être réprimées celles de police en cas de récidive ? 512. Arrêts sur la matière, *id.* et suiv. Autres contraventions de police qui sont réprimées par l'amende, 514 et suiv. voy. *Amende, Autorité municipale, Compétence, Employés, Emprisonnement, Fonctionnaires publics, Militaires, Officiers publics, Tentatives.*

CONTREFAÇON. Comment se constitue celle des écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture, etc. ? II. 379. Est toujours un délit, *id.* Quelles sont les lois qui répriment celles des découvertes pour lesquelles il est accordé des *brevets d'invention et de perfectionnement* ? *id.* Autres lois à consulter sur la matière, *id.* Sa tentative est-elle punissable ? *id.* Arrêts sur ce genre de délit, 380. Peut-il en être fait des poursuites d'office ? 381. Autres délits qui lui sont assimilés, *id.* Arrêts, 382. — Peines encourues par le contrefacteur, l'introducteur

en France et le débitant d'ouvrages contrefaits, *id.* Loi à consulter sur l'indemnité à accorder au propriétaire de l'ouvrage contrefait, 383. La question de propriété qui pourrait incidemment s'élever, devrait-elle faire surseoir au jugement sur la poursuite en contrefaçon? *id. Quid*, à l'égard des ouvrages posthumes? *id.* L'auteur d'un ouvrage contrefait avant que le dépôt des exemplaires exigés par la loi eût été effectué, serait-il recevable à poursuivre le contrefacteur après qu'il aurait rempli cette formalité, si ce n'était que depuis que la contrefaçon aurait été livrée au commerce? 387. voy. *Amende*, *Confiscation spéciale*, *Monnaie (fausse.)*

CONTRIBUTIONS. voy. *Fonctionnaires publics.*

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Les employés des contributions indirectes doivent-ils être considérés comme des agens du Gouvernement? II. 576. voy. *Force majeure.*

CONTUMACE. Les condamnés par contumace ne peuvent invoquer la faveur de la réhabilitation, I. vij. Rigueur de cette mesure, *id.* Qu'est-ce qui avait fait penser aux anciens criminalistes qu'on pouvait agir légèrement envers un contumace? 62. Quand, dans l'intérêt de sa famille, son jugement doit-il être considéré comme non avenu? 63. Sa condamnation à une peine emportant mort civile doit-elle toujours produire son effet? 85, 86. Comment doivent être gérés ses biens lorsqu'il a été condamné à une peine emportant son interdiction légale? 102. voy. *Déportation*, *Exposition publique.*

CONTUMACE (JUGEMENS PAR.) Raisons qui devraient les faire supprimer, I. viij, 60 et suiv.; et II. 117.

CONTUSIONS. voy. *Vol.*

CORRESPONDANCE. Quel doit avoir été l'objet de celle entretenue avec les ennemis pour faire prononcer la peine du bannissement contre le coupable? I. 256.

CORRUPTION. Ne doit pas être confondue avec la concussion, I. 466. Comment doit être réprimée? 467. Les simples offres faites et non agréées constitueraient-elles la tentative de ce crime? 468. Il ne doit jamais être fait restitution au corrupteur des choses par lui livrées, 470. *Quid*, si elles ne lui appartenaient pas? *id.* voy. *Amende*, *Carcan*, *Confiscation spéciale*, *Emprisonnement*, *Hospices*, *Juges*, *Jurés*, *Mœurs*, *Officiers publics*, *Plans*, *Réclusion.*

CORSAIRES. Quand ne peuvent être assimilés aux *pirates*? I. 248.

COSTUME. Comment doit être punie toute personne qui en aura porté un publiquement qui ne lui appartenait pas? I. 617. voy. *Arrestations*, *Vol.*

COUPS. voy. *Blessures*, *Homicide.*

COURS. Obligation qui leur est imposée, I. 224. Sous la législation actuelle quelle est l'autorité qui doit connaître des prises à partie dirigées contre une Cour royale? 336. Discussion de cette question, 337. Arrêt important sur la matière, 338. Elles doivent continuer d'observer les lois et règlemens particuliers dans toutes les matières qui n'ont pas été règlées par le Code pénal, II. 555.

COURS D'ASSISES. Autorisation qui devrait leur être laissée, I. 87 et II. 477. Cas où elles doivent poser au jury les questions d'excuses proposées par l'accusé, I. 209. Abus que se permettent les présidens de ces Cours, et qui ne devrait pas être toleré, 373. Cas où ils se rendraient coupables d'un déni de justice, II. 78. Ne doivent chercher la conviction de l'accusé que dans les élémens de l'instruction et des débats, 160. Ne doivent aussi user de la faculté que la loi leur accorde d'appeler aux débats, des témoins qui n'ont pas été cités, qu'avec la plus grande circonspection, 161. Expressions du Code sur lesquelles ils doivent bien instruire les jurés afin d'éviter de graves et fâcheuses erreurs, 270, 280. Si les circonstances qui auraient déterminé le renvoi d'une affaire devant les Cours d'assises avaient disparu aux débats, pourraient-elles ne prononce-

contre l'accusé que des peines de simple police ? 446. *Quid*, si l'accusé était déclaré simplement *excusable* ? 477. Peuvent-elles être compétemment saisies et cependant n'avoir aucune peine à prononcer ? 557. Le seul mode autorisé pour attaquer leurs arrêts est le recours en cassation, 567.

Voy. II. *pag.* 569, un nouveau projet de loi qui, selon les circonstances, les autorise à réduire les peines du Code pénal. Observations 592. voy. *Adoption, Armes, Excuses.*

Cours prévôtales. Doivent connaître des crimes qui étaient attribués aux Cours spéciales, par le Code d'instruction criminelle, I. 340. La Charte n'a réservé que le *rétablissement* des juridictions prévôtales et non pas d'en *établir*, *id.*

Cours spéciales. Date de leur organisation, I. 28. Connaissance qui leur était attribuée, *id.* Abolies par la Charte, 32. Ne furent jamais considérées et ne purent jamais l'être comme des tribunaux ordinaires, 167. voy. *Cours prévôtales.*

Courtiers. voy. *Banqueroute, Faillite.*

Couteaux. Ne doivent être réputés armes qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper, I. 280.

Crieurs. voy. *Emprisonnement, Publication.*

Crime et Crimes. Comment se punissait dans la Haute Allemagne, au 12.e siècle ? I. v. Sa définition, 2,3. Doit toujours être poursuivi, 4. Exceptions, *id.* — Comment doit-être considérée la simple provocation au crime ? 20. Ne peut être puni de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'il fut commis, 21. La crainte de la mort peut-elle en diminuer le nombre ? 55. Quels sont ceux auxquels nul autre ne peut être comparé, et qui devraient mériter la peine de mort, si cette peine pouvait être maintenue ? 63,64. Peine applicable à quiconque ayant été condamné pour un crime, aura commis un délit de nature à être puni correctionnellement, 169. Les complices d'un crime doivent-ils être punis de la même peine que celui qui en est l'auteur ? 174. Cas et circonstance où le crime ne peut être excusable, 207. — Quels sont ceux contre la sûreté de l'État ? 229,249. Comment sont réprimés ceux tendant à troubler l'État par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage publics ? 261 et suiv. Crimes dont la révélation est ordonnée, 284. Dans ce cas, dans quel délai et à quelle autorité doit-elle être faite ? *id.* Les ministres du culte et les défenseurs des accusés sont-ils exemptés de cette révélation ? 285. Quels sont ceux qui doivent être exemptés des peines prononcées contre les auteurs de crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État ? 304. Seule peine qui leur est applicable, 305. Utilité et inconvénient de cette mesure, *id.* et suiv. Peines que font encourir ceux commis contre la Charte constitutionnelle, 309. Quels sont ceux contre la paix publique et comment punis ? 359 et suiv. Plus ils sont atroces, plus ils sont hors de la nature, moins on doit en supposer l'existence, II. 30. Le décès de l'auteur d'un crime ou d'un délit ne peut être un obstacle aux poursuites envers ceux qui peuvent en avoir été les complices, 568. voy. *Dommages-intérêts, Excuse, Fonctionnaires publics, Infraction, Juges, Militaires, Peines, Provocation, Recélé, Trésor public.*

Critiques. voy. *Autorité publique.*

Cultes. Peines que font encourir les entraves au libre exercice des cultes, I. 620-626. voy. *Amende, Églises, Emprisonnement, Ministres des cultes.*

Curatelle. Est interdite aux condamnés aux travaux forcés à temps, au bannissement, à la reclusion et au carcan, I. 98. Autre cas où elle peut être interdite, II. 102. Quelle doit être la durée de cette dernière interdiction ? *id.*

Curateur. Il doit en être nommé un au condamné qui se trouve en état d'interdiction légale, I. 101. Quand doit-il rendre compte de son administration ?

103. Dépenses qu'il ne pourrait faire entrer en ligne de compte, 104. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, enlever la faculté de l'être, 124. Exception, *id.* voy. *Interdiction, Reclusion, Travaux forcés à temps.*

DÉBAUCHE. voy. *Mœurs.*

DÉBITANS. voy. *Boissons.*

DÉCLARATION. voy. *Accouchement.*

DÉCORATION. Peine qu'encourt toute personne qui en aura porté publiquement une ne lui appartenant pas, I. 617. *Quid*, si c'était un étranger qui s'en fût rendu coupable? 619. voy. *Emprisonnement.*

DÉCORATION PUBLIQUE. voy. *Monumens, Statues.*

DÉFENSE. voy. *Homicide.*

DÉFENSEURS OU AVOCATS. voy. *Complots, Crimes, Injures.*

DÉGAT. voy. *Pillage.*

DÉGRADATION. voy. *Monumens, Statues.*

DÉGRADATION CIVIQUE. Est une peine infamante, I. 44. Ne se reconnaît à aucun signe extérieur, 46. Quand doit-elle être remplacée par la peine du carcan? 108 et 162. Le condamné peut-il obtenir sa réhabilitation? 109. Est applicable à tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement coupable d'acte arbitraire et attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la Charte, 315. Exception, 316. Dans ce dernier cas, à qui doit-elle être infligée? *id.* Les ministres rentrent-ils dans la catégorie des fonctionnaires publics? *id.* Doit être prononcée contre tout fonctionnaire public chargé de la police administrative qui aurait refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires et qui ne justifierait pas les avoir dénoncées à l'autorité supérieure, 328. *Quid*, s'il les avait constatées, mais non dénoncées? *id.* Que doit-on entendre par *réclamation légale*? *id.* Dans quel cas doit être prononcée contre les officiers de police judiciaire, les procureurs généraux ou du Roi, leurs substituts et les juges? 332. Doit encore être prononcée contre ces fonctionnaires et les officiers publics, pour détention illégale, etc. 340. Est infligée pour la répression du crime de forfaiture, 346, 348, 474. Quand devient-elle applicable aux préfets, sous-préfets et autres administrateurs? 355. Est également infligée pour forfaiture, lorsque la loi ne prononce pas de peines plus graves, 438. — A tout juge ou administrateur coupable de ce crime, 474. *Quid*, à l'égard des jurés, arbitres, prud'hommes et officiers de l'université? 476. Est encourue par tout coupable de faux serment en matière civile, II. 166. voy. *Carcan.*

DÉGRADATION DES ORDRES ROYAUX. Devient la conséquence nécessaire d'une peine afflictive et infamante, et même seulement infamante, I. 46.

DÉLAISSEMENT. voy. *Enfant.*

DÉLATION. Ne doit pas être confondue avec la révélation prescrite par le Code, I. 288. Pourquoi? 289. Comment, en Pologne, était puni le délateur calomnieux? II. 587. voy. *Révélation.*

DÉLIBÉRATIONS DE FAMILLE. Les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent, dans certains cas, interdire l'exercice de vote et suffrage dans ces délibérations, I. 123, 130.

DÉLIT ET DÉLITS. Sa définition, I. 2. Doit toujours être poursuivi, 4. Exceptions, *id.* Quand sa tentative doit-elle être considérée comme le délit même? 20. Ne peut être puni de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'il fut commis, 21. Ceux qui ne rentrent dans aucune exception de la loi, sont les seuls de nature à être punis correctionnellement, 169. Quelles sont les personnes excusables pour délits? 174, 207. De leur punition, 228. Quels sont ceux contre la sûreté extérieure de l'État, et comment réprimés? 229 et suiv. Contre la sûreté intérieure de l'État, 249 et suiv. Ceux tendant à troubler l'État par la guerre civile, l'illégal emploi de la

force armée, la dévastation et le pillage publics, 261, et suiv. Rien ne peut justifier l'application de peines différentes pour la répression d'un même délit, 300. C'est violer l'égalité proclamée par la Charte, *id.* Comment doivent être réprimés ceux contre la Charte? 309 et suiv. Il ne peut y avoir délit, lorsque l'on n'a fait que se conformer au commandement de la loi, 335. Quels sont ceux contre la paix publique et peines qu'ils font encourir? 359, et suiv. En matière de délits, tous les genres de preuves sont admis, lorsque la loi n'en a pas autrement disposé, 457. voy. *Amende, Compétence, Complicité, Démence, Dommages-intérêts, Excuse, Fonctionnaires publics, Juges, Militaires, Peines, Preuve, Trésor public.*

DÉLIT. (FLAGRANT.) Sa définition, II. 76. voy. *Adultère, Juges.*

DÉLITS MILITAIRES. voy. *Déserteurs, Matelots, Militaires.*

DÉLITS POLITIQUES. voy. *Mort.*

DÉMENCE. Le prévenu de crime et délit ne pourrait être condamné s'il était en démence au moment de l'action ou s'il avait été contraint par une force majeure, I. 201. Quels sont les juges qui doivent décider son existence? 202. Les biens de l'accusé en démence doivent-ils répondre du dommage qu'aurait pu causer son crime ou délit? *id.* Par quelles voies peut-on l'établir? 203. Le prévenu qui serait tombé en démence depuis son crime commis devrait-il être jugé, et celui qui y serait tombé après avoir été condamné devrait-il être exécuté? 204. *Quid*, si dans ce dernier cas il recouvrait son bon sens? 205.

DÉNI DE JUSTICE. Comment doit être réprimé? I. 481. voy. *Amende, Interdiction.*

DENIERS PUBLICS. voy. *Bandes armées.*

DÉNONCIATEURS. voy. *Dénonciation.*

DÉNONCIATION. Imprime sur le dénonciateur une flétrissure ineffaçable, I. 295. Dans quel cas celui-ci devrait-il être puni comme faux témoin? II. 159. Peut être poursuivie tant par la voie civile que par la voie correctionnelle, 195. *Quid*, si la dénonciation avait été rendue publique? 196. Le plaignant qui ne s'est pas rendu partie civile doit-il être rangé dans la classe des dénonciateurs? *id.* Arrêts sur la matière, 197 et suiv. Interdiction qui devait être prononcée contre le dénonciateur, 200. voy. *Adultère, Amende, Calomnie, Complots, Emprisonnement.*

DENRÉES. voy. *Marchandises.*

DÉPAISSANCE. voy. *Terrain.*

DÉPORTATION. Pourquoi est une peine peut-être plus affreuse que la mort? I. IX. 41. Est afflictive et infamante, 39. N'est perpétuelle qu'en France, *id.* En quoi consiste, 81. Quelle est la peine si le déporté rentre sur le territoire du royaume? *id. Quid*, s'il était saisi dans des pays occupés par les armées Françaises? *id.* Comment applicable dans le concours de plusieurs autres peines? *id.* Ne peut être prononcée contre les individus qui ont atteint l'âge de 70 ans accomplis avant le jugement, 82, 210. Mais *quid*, s'ils avaient acquis cet âge depuis leur condamnation, 82 si le condamné l'avait été par contumace? *id.* S'il était saisi sur le territoire d'une colonie Française? 83. Si le Gouvernement avait obtenu son extradition? *id.* Si son infraction de ban remontait à une époque *antérieure* à la mise en activité du Code? *id.* Mais *quid juris*, si le déporté, par un jugement antérieur à la publication du Code, était rentré depuis sur le territoire du royaume? *id.* Dans le cas de conversion de la déportation en travaux forcés à perpétuité, le condamné doit-il subir l'exposition publique et la flétrissure? *id.* Emporte mort civile, 84. Le Gouvernement peut-il accorder au condamné l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits? *id.* Quand doit commencer à courir sa mort civile? 85. Est applicable au banni pour infraction de ban, 107. Dans quel cas peut-elle être infligée pour recélé? 199. Arrêt sur

la matière, 200. Quand doit-elle être convertie en un emprisonnement dans une maison de correction ? 214. Par quelle autre peine doit-elle être remplacée lorsque les condamnés sont âgés de 70 ans ? 220. Cas où elle devient applicable pour soustraction de plans, 241. Pour avoir, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, excité la guerre, 245, 246. Pour l'illégal emploi de la force publique, 268 et 494. Pour réunion séditieuse, 275. Pour mesures concertées contre l'exécution des lois, ou contre les ordres du Gouvernement, 344. Quand doit-elle être infligée aux ministres des cultes ? 512, 519. voy. *Bandes armées*, *Fonctionnaires publics*, *Travaux forcés à perpétuité.*

DÉPORTÉ. voy. *Déportation.*

DÉPOSITAIRES. voy. *Autorité publique*, *Force publique*, *Outrages.*

DÉPOSITAIRES PUBLICS. voy. *Amende*, *Archives*, *Enchères*, *Gardien*, *Huissiers*, *Notaires*, *Soustractions.*

DÉPOTS. voy. *Abus de confiance.*

DÉPOTS DE MENDICITÉ. Quelles sont les personnes qui doivent y être conduites ? I. 643. Loi qui les établit, *id.* Obligation imposée aux préfets à cet égard, *id.* Mesures qui devraient être prises pour l'amélioration de ces établissemens, 646. voy. *Mendians.*

DÉPOTS PUBLICS. Les bureaux des payeurs généraux sont-ils des dépôts publics ? I. 612. voy. *Archives.*

DÉPUTÉS (CHAMBRE DES.) Dans quels cas les membres de cette chambre ne peuvent être appréhendés au corps pour dettes, I. 334. Un individu qui, *depuis son arrestation,* aurait été nommé député, pourrait-il obtenir sa liberté provisoire ? 335, 575. Pourrait-il être actionné par *la voie civile* en réparation du dommage qu'il aurait pu causer dans l'exercice de ses fonctions ou à raison de cet exercice ? 335. voy. *Charte constitutionnelle*, *Forfaiture.*

DÉSERTEURS. Le délit qu'ils commettent n'est pas un délit militaire, I. 25. Pourquoi la peine de mort ne devrait jamais leur être infligée, II. 566.

DÉSERTION. La provocation à la désertion rentre dans la compétence des tribunaux ordinaires, I. 35. Jurisprudence de la Cour de cassation contre ceux qui la favorisent, *id.*

DÉSHÉRENCE. Quel motif fit prononcer celle des biens acquis par le condamné depuis sa mort civile encourue ? II. 566. voy. *Confiscation générale.*

DESSINS. Autorisation qu'il est nécessaire d'obtenir avant de publier ou mettre en vente des dessins gravés ou lithographiés, I. 665. Comment doit être demandée ? *id.*

DESTRUCTION. Comment doit-être réprimée celle des édifices, ponts, digues ou chaussées ou autres constructions appartenant à autrui ? II. 405. Est-il nécessaire qu'il soit déclaré que le prévenu a agi par méchanceté, haine ou vengeance ? 406. *Quid*, s'il était en possession *annale* de la propriété qu'il aurait détruite ou renversée ? 407. Dans quel autre cas doit être punie de la reclusion ou de l'emprisonnement et de l'amende ? 410. Comment devrait-être puni un adjudicataire de bois qui aurait enlevé l'empreinte de la marque apposée par l'autorité publique sur des arbres de réserve pour la transporter sur d'autres ? 411. *Quid*, si des fonctionnaires ou officiers publics avaient coopéré à la destruction de pièces ? 415. Peines que fait encourir celle d'instrumens d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabane de gardiens, 436. voy. *Amende*, *Arbres*, *Mine*, *Mort*, *Reclusion*, *Restitutions*, *Travaux forcés à temps.*

DÉTENTIONS. voy. *Amende*, *Arrestations*, *Concierges*, *Dégradation civique*, *Dommages-intérêts*, *Officiers de police.*

DÉTENUS. A quoi doivent être employés ceux qui le sont pour délits correctionnels ? I. 116. Comment sont appliqués les produits

de leur travail? 121. Obligation qui devrait être imposée, à leur égard, aux geoliers et concierges, 123. Au juge seul appartient le droit de le mettre au secret, 331. Quelles sont les personnes punissables dans le cas de leur évasion? 584. Peines qui leur seraient applicables, 587. — Deviennent passibles de l'emprisonnement pour s'être évadés ou avoir tenté de s'évader par bris de prison ou par violences, 596. Dans ce cas, quand doivent-ils subir cette peine? *id.* voy. *Évasion*, *Fonctionnaires publics*.

DÉVASTATION. Peine qui devient applicable aux auteurs d'attentats ou complots ayant pour but de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes, I. 262. *Quid*, si le but n'avait été que de dévaster le *territoire* d'une ou plusieurs communes? 263. Dans le premier cas, le rassemblement doit-il avoir été armé, pour faire encourir la peine? 264. — Comment doit être reprimée celle des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme? II. 424. *Quid*, si la récolte avait été détachée? 425. Si la dévastation de plants avait été commise dans un bois? *id.* Arrêt sur cette dernière matière, *id.* *Quid* encore, si la dévastation avait été commise en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions ou la nuit? 426, 434. voy. *Amende*, *Crime*, *Emprisonnement*, *Mort*, *Surveillance de la haute police*.

DEVINS. voy. *Songes*.

DIFFAMATION. Celui qui a été diffamé n'est-il recevable à en demander la réparation que lorsqu'il est constaté que le diffamateur a agi de mauvaise foi et à dessein de nuire? I. 336. voy. *Calomnie*, *Injures*.

DIGUES. voy. *Destruction*.

DILIGENCE. voy. *Vol*.

DISCERNEMENT. voy. *Accusé*.

DISCOURS. voy. *Ministres des cultes*, *Rebellion*.

DISTRIBUTEURS. voy. *Chansons*, *Emprisonnement*, *Publication*.

DIVAGATION. Amende qu'encourent ceux qui aurait laissé divaguer des fous ou furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisans ou féroces, II. 515, 522. *Quid*, s'il était résulté de cette divagation du dommage à autrui? 523, 534. Si défense avait été faite de laisser divaguer les pigeons dans un certain temps de l'année, le contrevenant serait-il passible de l'amende? 524. *Quid*, s'il était résulté de la divagation ci-dessus mort ou blessures d'homme? 535. Les fous ou furieux devraient-ils avoir été sous la garde du prévenu? 536. Est-il nécessaire que le délit ait été commis dans un lieu habité pour le rendre punissable? *id.*

DIVORCE. Considérations qui auraient dû le faire maintenir, I. 303.

DOL. voy. *Escroquerie*.

DOMAINES. voy. *Bandes armées*.

DOMESTIQUES. voy. *Complices*, *Mort*, *Viol*, *Vol*.

DOMICILE. Peine qu'encourt tout juge, Procureur-général ou du Roi, substitut, administrateur ou autre officier de justice ou de police pour violation de domicile, I. 477. Lois et jurisprudence sur la matière, *id.* et suiv. voy. *Amende*, *Rebellion*.

DOMMAGE. Dans quel cas celui causé volontairement aux propriétés mobilières d'autrui fait-il encourir la peine de l'amende, II. 533. *Quid*, s'il n'y avait pas eu volonté? 535. S'il y avait eu mort ou blessures d'homme? *id.* voy. *Édifices*.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. Ne sont pas la conséquence nécessaire de l'application des peines I. 51. Les sommes recouvrées contre les cautions de condamnés pour crimes ou délits sont affectées de préférence aux restitutions, aux dommages-intérêts et frais adjugés aux parties lésées par ces crimes ou délits, 136. L'exécution de la condamnation aux dommages-intérêts peut-elle être poursuivie par la voie de la contrainte par corps? 148. En cas de concurrence

avec l'amende sur les biens insuffisans du condamné, obtiennent-ils la préférence? 156. Devraient-ils l'obtenir sur la confiscation ? *id.* Tous les individus condamnés pour un même crime ou délit sont solidaires de cette condamnation, 150.—Comment doivent être demandés et réglés ceux qui sont dus pour attentats à la liberté individuelle ? 323. Pour refus de constater les détentions illégales et arbitraires contre les fonctionnaires publics chargés de la police administrative ? 328. Quels sont ceux qui doivent être prononcés contre les fournisseurs ? II. 392, 396. Il ne peut en être adjugé à la partie qui se prétend lésée par le délit, qu'au cas de condamnation du prévenu, lors même qu'elle s'est rendue partie civile, 489. voy. *Contrainte par corps, Évasion.*

Droits civils. L'interdiction temporaire d'en jouir est une peine correctionnelle, I. 47, 123. voy. *Déportation, Interdiction.*

Droits civiques. En matière correctionnelle leur interdiction peut en être prononcée, I. 47, 123. Peine encourue par ceux qui, par attroupement, voies de fait ou menaces, en auront empêché l'exercice, 309. Cas où le bannissement doit être appliqué aux auteurs de ce crime, 310. Pour quel temps l'interdiction peut-elle en être prononcée contre les fonctionnaires publics pour coalition? 342. voy. *Dégradation civique, Élections, Emprisonnement, Interdiction.*

Droits de famille. voy. *Interdiction.*

Duel. Pourquoi les témoins d'un duel ne peuvent-ils être poursuivis ? I. 175. N'est pas un délit, II. 9. Réflexions et arrêts sur la matière, *id.* et suiv. 86.

Eaux. voy. *Limites.*

Échafaud. Le condamné à mort pour parricide doit y être exposé pendant qu'un huissier fait lecture au peuple de l'arrêt de condamnation, I. 75.

Échenillage. Amende encourue par ceux qui auront négligé d'écheniller dans les campagnes ou jardins où ce soin est prescrit par la loi ou les réglemens, II. 493. Loi en vigueur et à consulter sur la matière, 502.

Éclairage. Amende qu'encourent ceux qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé, II. 492. Ceux qui n'auront pas éclairé les matériaux par eux entreposés ou les excavations par eux faites dans les rues et places *id.* Arrêt sur la matière, 498. *Quid*, s'il était résulté de l'encombrement ou de l'excavation, mort ou blessures des animaux ou bestiaux appartenant à autrui? 534. S'il y avait eu mort ou blessures d'homme? 535.

Écriteau. Que doit contenir celui qui doit être attaché au-dessus de la tête du condamné exposé au carcan? I. 91.

Écrits. voy. *Emprisonnement, Publication.*

Écritures. Que doit-on entendre par écritures de commerce ou de banque? I. 403. voy. *Faux.*

Édifices. Amende applicable à ceux qui auront refusé d'obéir à la sommation de l'autorité administrative de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine. II. 492. A ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices, des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres, 493. *Quid*, s'il était résulté du refus de démolir ou réparer ceux menaçant ruine du dommage à autrui, mort ou blessures d'hommes ou d'animaux? 500-534. S'il n'existait pas de règlemens locaux qui eussent fait défense de jeter ou d'exposer au devant de ses édifices, des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres? 501. voy. *Immondices, Incendie, Maisons, Mine, Pierres.*

Effets publics. Peine que fait encourir leur contrefaction ou falsification, I. 378. Quand y a t-il falsification ? 380. Comment doivent être punis ceux qui, par des moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse des effets ou papiers publics ? II. 368. Ceux qui auront fait des

paris sur la hausse ou la baisse, 371. Que doit-on réputer paris de ce genre? 372. Moyen qu'on pourrait employer pour les empêcher, *id.* et 374. Les paris sur la hausse ou la baisse des effets *étrangers*, seraient-ils punissables? 373. La loi laisse-t-elle une action pour poursuivre le paiement de semblables paris? 374. L'agent de change qui en aurait fait l'avance serait-il recevable à en réclamer le montant? *id.* voy. *Amende, Emprisonnement, Incendie, Mort, Surveillance de la haute police.*

Effraction et effractions. Sa définition, II. 289. Prise isolément ne constitue pas un délit punissable. 290. Quand devient-elle une circonstance du vol? *id.* — Sont extérieures ou intérieures, *id.* Quelles sont celles qui doivent être considérées comme extérieures? *id.* Comme intérieures? 293. voy. *Escalade, Tentatives, Vol.*

Églises. Serait-ce se rendre coupable d'entraves au libre exercice des cultes, que d'en refuser l'entrée aux heures que l'usage a établies pour les tenir ouvertes? I. 624. Doivent-elles être considérées comme des maisons habitées? II. 260. Arrêts sur cette question, *id.* et suiv.

Voy. II, pag. 578, un nouveau projet de loi sur les vols, outrages à la pudeur, troubles et désordres commis dans une église ou dans un temple destiné aux cultes dont l'exercice est autorisé. — Si ce projet est converti en loi, la nouvelle loi pourra-t-elle exercer une influence quelconque sur les vols commis dans les églises antérieurement à sa promulgation? 591. voy. *Lieux publics, Vol.*

Élections-Éligibilité. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, en interdire l'exercice, I. 123. Cette interdiction ne peut être prononcée que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de loi, 230. Doit l'être contre ceux qui par attroupement, voies de fait ou menaces auront empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits civiques, 309. Dans ce cas le condamné pourrait-il être interdit du droit d'éligibilité dans les assemblées de créanciers, de famille, ou autres? 310. Autre cas où cette interdition doit être prononcée, 313. Peine qui devient applicable à tout citoyen qui dans les élections aura acheté ou vendu un suffrage à un prix quelconque, 314. voy. *Amende, Charte, Emprisonnement, Scrutin.*

Éligibilité. voy. *Élections.*

Embauchage. voy. *Conseils de guerre.*

Emplois publics. Les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent, dans certains cas, en interdire l'exercice, I. 123. Cette interdiction ne peut être prononcée que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi, 130. Dans quelle circonstance et pour quel temps cette interdiction doit elle avoir lieu contre les fonctionnaires publics? 342. contre un fonctionnaire ou agent du Gouvernement ou de l'administration des postes? 486.

Employés. Inconvéniens graves de la remise qui est accordée aux employés de certaines administrations sur les amendes qui doivent se prononcer pour les contraventions qu'ils ont constatées, I. 400. Moyen de les éviter, 401.

Empoisonnement. Définition de ce crime, II. 30, et suiv. Est puni de mort, 34. Comment doivent être réprimées les menaces d'empoisonnement faites par écrit anonyme ou signé, 39. Comment doit être puni celui des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, bestiaux à cornes, moutons, chèvres, porcs, poissons d'étang, vivier ou réservoir? 437. *Quid*, si c'était du poisson d'un fleuve ou d'une rivière? *id.* Y aurait-il empoisonnement punissable, si le poisson n'avait péri que par suite du rouissage de chanvre? 438. Les chiens, la volaille, les boucs doivent-ils être compris dans la catégorie des animaux ci-dessus? *id.* 439. voy. *Amende, Emprisonnement, Surveillance, Travaux forcés à temps.*

EMPRISONNEMENT. Est une peine correctionnelle, I. 47. Est commune aux délits et aux contraventions, *id.* — Quand devient-il une peine correctionnelle ou de simple police? *id.* En quoi diffère de la reclusion, *id.* Ne doit-il commencer à courir que du jour où le jugement de condamnation est devenu irrévocable? 48, 119. Pourquoi les condamnés ne devraient-ils jamais être transférés dans une maison de dépôt? *id.* et suiv. En quoi consiste cette peine? 116. Son *maximum* et son *minimum*, *id.* 118. A quoi doivent être employés les produits du travail des condamnés à cette peine? 121. — Peines encourues, en cas de nouveau délit, par les coupables qui y auraient déjà été condamnés correctionnellement à plus d'une année? 170. — Cas où il devient applicable pour soustraction de plans, 241. Pour non révélation de crimes ou complots, 299. Quelle doit être sa durée, quand il est infligé aux individus qui ont empêché l'exercice des droits civiques? 309. Quand est-il applicable aux personnes coupables d'avoir soustrait ou falsifié des billets de suffrage dans un scrutin? 313. Pour quel temps doivent y être condamnés les concierges et gardiens des maisons d'arrêt, de justice ou de peine, qui se sont rendus coupables de détention arbitraire? 330. Les fonctionnaires publics pour coalition? 342. Les non-révélateurs du crime de fausse monnaie? 371. — Quelle doit être sa durée lorsqu'il est appliqué pour la répression du crime de faux dans les passe-ports, ou pour avoir fait usage d'un passe-port fabriqué ou falsifié? 415. Pour avoir pris dans le passe-port un nom supposé, ou concouru, comme témoin, à faire délivrer le passe-port sous le nom supposé? 417. — Dans quel cas et pour quel temps doit être appliqué aux logeurs et aubergistes? *id.* Aux officiers publics? 419. Pour avoir fabriqué ou falsifié une feuille de route ou avoir fait usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, dans l'intention de se soustraire à la surveillance de l'autorité publique? 420. *Quid*, si l'on n'en était que porteur? 421. — Pour avoir fabriqué, sous le nom d'un officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité? 425. Autres cas et pour quel temps doit être infligé aux médecins, chirurgiens ou autres officiers de santé? 426. A toute personne qui, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, aura fabriqué un certificat de bonne conduite ou d'indigence, ou qui aura falsifié un certificat de cette espèce ou s'en sera servi? 428. *Quid*, si ce certificat avait été délivré par un particulier sans caractère public? *id.* S'il n'en avait pas été fait usage? 429. Dans quelles circonstances doit-il être infligé aux dépositaires ou comptables publics? 445. Aux commis ou préposés des fonctionnaires ou officiers publics? 450. A ces derniers fonctionnaires et aux agens du Gouvernement pour s'être ingérés dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité? 456. Aux corrupteurs? 467. Aux officiers de l'état-civil? 497, 498. Aux fonctionnaires publics pour avoir illégalement continué l'exercice de leurs fonctions? 504. Aux ministres des cultes? 512, 513, 515, 520. Aux coupables de rebellion, 535. Aux provocateurs de ce crime avant la loi du 17 mai 1819? 544. — Est infligé pour outrages et violences faites aux magistrats, 548, 549, 557, 561, 566, 570. Aux commandans, officiers ou sous-officiers de la force publique, pour refus de faire agir la force à leurs ordres, 575. Aux témoins et jurés pour avoir allégué une excuse reconnue fausse, 582. Pour évasion de détenus, 587, 589, 590. Quelle doit être sa durée, si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violences ou bris de prison? 591. Circonstances qui doivent faire cesser cette peine prononcée contre les conducteurs ou les gardiens, 600. — Doit être appliqué pour recélé, 602. Pour bris de scellé, 604, 605, 608. Pour soustraction, destruction et enlèvement de pièces ou de procédures criminelles, etc., 610. Pour dégradation de monumens, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration pu-

blique, 614. Pour usurpation de titres ou fonctions, 616, 618. Pour entraves au libre exercice des cultes, 620, 626. Pourquoi le *minimum* de cette peine est-il fixé à *six* jours? 620.—Pour avoir, par gestes ou paroles, outragé les objets d'un culte ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions, 627. Pour vagabondage, 639. Pour mendicité, 643, 644, 646, 648, 650. Pour publication d'imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur, 657. Aux crieurs, afficheurs, vendeurs et distributeurs, en cas de révélation, si l'écrit imprimé contient une provocation à des crimes ou délits, 662. Pour distribution ou exposition de chansons, pamphlets, etc., contraires aux bonnes mœurs, 664. Circonstances qui, dans ce cas, doivent faire réduire cette peine et l'amende prononcée à l'égard des crieurs, vendeurs, distributeurs; ceux qui auront fait connaître l'imprimeur ou le graveur, et à l'égard de ces derniers, 666. Dans quel cas le *maximum* de la peine doit-il être appliqué à l'auteur de ce délit? 667. Cette dernière disposition est-elle abrogée par les lois nouvelles sur la matière? *id.* Quelle est sa durée, lorsque cette peine est prononcée contre tout individu qui, sans y être autorisé, aura fait le métier de crieur ou afficheur d'écrits imprimés, dessins ou gravures? 668.—Contre les chefs, directeurs ou administrateurs d'associations de plus de vingt personnes, dans lesquelles des provocations à des crimes ou délits auraient eu lieu, 672. Pour menace d'assassinat, d'empoisonnement, etc., II. 40, 41. Pour blessures ou coups volontaires non qualifiés meurtre, faites ou portés avec ou sans préméditation ou guet-apens, 47. Dans quel cas cette peine doit-elle être remplacée par la reclusion pour la répression de ce crime, 49. — Est applicable pour fabrication ou débit d'armes prohibées, 51. Pour vente et débit de boissons falsifiées, 57. Homicide involontaire, 59. Blessures ou coups involontaires, ou outrage public à la pudeur, 90. Pour avoir favorisé, excité ou facilité habituellement la débauche et la prostitution de la jeunesse, 100. A la femme adultère, 108. A son complice, *id.* Pour arrestation illégale, 122. Pour n'avoir pas fait, dans le délai voulu par la loi, la déclaration d'un accouchement auquel on a assisté, 129. Pour n'avoir pas remis à l'officier de l'état-civil l'enfant nouveau-né que l'on aurait trouvé, 131. Exception, *id.* —Pour avoir déposé dans un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, 133. Exception, *id.*—Pour l'avoir exposé et délaissé en un lieu solitaire, ou pour en avoir donné l'ordre, 134. Autres personnes à qui cette peine devient applicable pour le même délit, 136. Pour l'avoir déposé dans un lieu non-solitaire, 138, 139.—Dans quel cas et pour quel temps doit-il être prononcé contre le ravisseur d'une fille au-dessous de seize ans? 143.—Pour infraction aux lois sur les inhumations, 147. Pour recélé du cadavre d'une personne homicidée ou morte des suites de coups ou blessures, 149. Pour violation de tombeaux ou de sépultures, 151. Devait être infligé au calomniateur, 191. Doit l'être au coupable de dénonciation calomnieuse faite par écrit, 195. Pour révélation de secrets, 206. Quand doit-il être infligé aux voituriers, bateliers ou leurs préposés? 268.—Est applicable pour avoir contrefait ou altéré des clefs, 298. Aux coupables de larcins et filouteries, 305. De banqueroute simple, 307. Pour délit d'escroquerie, 318. Pour abus de confiance, 327. Pour avoir tenu une maison de jeux de hasard ou une loterie non autorisée par la loi, 346. Pour avoir établi une maison de prêt sur gage ou nantissement, sans autorisation légale, ou en ayant cette autorisation, pour avoir négligé de tenir un registre conforme aux règlemens, 352. Pour entraves apportées à la liberté des enchères ou soumissions, 355. Pour coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement à l'abaissement des salaires, 359. Pour coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, 361. Et lors-

qu'ils prononcent des amendes, des défenses, etc., contre les directeurs d'ateliers, entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres. 363. Contre quiconque aura fait passer en pays étrangers des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, dans la vue de nuire à l'industrie française, 364. A tout directeur, commis ou ouvrier de fabrique qui aura communiqué à des Français résidant en France, des secrets de la fabrique où il est employé, 368. Pour avoir, par des moyens frauduleux quelconques, opéré la hausse ou la baisse des papiers et effets publics, ou des denrées ou marchandises, *id.* 370. Pour avoir fait des paris sur la hausse ou la baisse des effets publics, 371. Pour avoir trompé l'acheteur sur les matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toute marchandise et pour avoir fait usage de faux poids ou fausses mesures, 375, 378. Aux fournisseurs qui, par négligence, auront retardé les livraisons et les travaux, ou s'il y a fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre, ou des choses fournies, 396. A quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement, 409. Pour destruction ou incendie de pièces, 410. Enumération de ces pièces, *id.*—Pour avoir volontairement gâté des marchandises ou matières servant à fabrication, 422. Pour dévastation de récoltes ou de plants, 424. Pour abattis d'arbres appartenant à autrui, 426. Pour les avoir mutilés, coupés ou écorcés de manière à les faire périr, 429. Pour la destruction d'une ou de plusieurs greffes, 431. Quel doit être le *minimum* de cette peine, si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques, ou vicinales ou de traverse? 432. — Pour avoir coupé des grains ou fourrages appartenant à autrui, 433, 434. Pour rupture ou destruction d'instrumens d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens, 436. Pour empoisonnement de chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, chèvres, porcs, poissons d'étang, vivier ou réservoir, 437. Différente gradation de cette peine lorsqu'elle doit être appliquée à quiconque a tué l'un de ces animaux sans nécessité, 440, 441. La nécessité pourrait-elle résulter de ce que l'animal tué aurait pu causer quelque dommage? *id.* La mort des poissons peut-elle être justifiée par la *nécessité*? *id. Quid*, si la mort de l'animal n'avait pas été le résultat des mauvais traitemens qu'on lui a fait éprouver? 442. Dans quel cas est applicable à quiconque aura tué un animal domestique, 444. — Pour déplacement ou suppression de limites établies entre différens héritages, 449. Pour avoir comblé des fossés, détruit des clôtures, coupé ou arraché des haies vives ou sèches, *id.* Pour inondation de chemins ou les propriétés d'autrui, 453. Contre tout détenteur ou gardien d'animaux ou bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur-le-champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui ne les aura pas tenus renfermés, 459. Qui, au mépris des défenses de l'administration, aura laissé ses animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres, 464. S'il est résulté de cette communication, une contagion parmi les autres animaux, 465. Quelle devrait être sa durée si, dans ce cas, c'étaient des gardes-champêtres ou forestiers, ou des officiers de police qui s'en seraient rendus coupables? 466. Dans quels cas les tribunaux sont-ils autorisés à réduire cette peine? 468.—Est une peine de police, 478. —Quelle doit être sa durée lorsqu'il est prononcé pour contravention de police? 482. Pour avoir violé la défense de tirer en certains lieux des pièces d'artifices? 511. Pour avoir glané, râtelé ou grapillé dans les champs non encore dépouillés et vidés de leurs récoltes? *id.* — Quelles sont les contraventions de police pour la répression desquelles il doit toujours être prononcé en cas de récidive? 512, 533, 558.—Autres contraventions qui

peuvent faire encourir cette peine, 530, 546. Dans ce cas doit-elle l'être cumulativement avec l'amende? 547. voyez *Amende*, *Détenus*, *Maisons de correction*, *Maison de dépôt*, *Restitutions*, *Tribunaux*.

ENCHÈRES. Comment doivent être punis ceux qui, par voies de fait, violences ou menaces, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou soumissions dans les adjudications de la propriété, etc., ou qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs? II. 355. *Quid*, si c'étaient des fonctionnaires publics, gardiens ou dépositaires des choses mises aux enchères ou en soumissions? *id.* Dans le cas de ce délit, l'adjudication devrait-elle être annullée? 357.

ENCISE (CRIME D') En quoi consiste? II. 35. Comment doit-il être puni? *id.*

ENCLOS. voy. *Champs*, *Parcs*.

ENCOMBREMENT. voy. *Eclairage*.

ENFANT. La reclusion doit être infligée à tout coupable d'enlèvement, de recélé, de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre et de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, II. 126. *Quid*, à l'égard de ceux qui étant chargés d'un enfant ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer? *id.* Cette disposition s'applique-t-elle aux enfans en général? *id.* Pourquoi la peine de la reclusion est-elle trouvée trop modérée pour la repression de ce crime? 127. *Quid* encore, à l'égard de celui qui déposerait l'enfant dans un hospice? *id.* De l'instituteur qui refuserait de représenter l'enfant qui lui aurait été confié? 128. — Le délit de suppression de l'état d'un enfant peut-il être assimilé à celui de suppression de sa personne? *id.* et 129. Arrêt de doctrine sur la matière, II. 587. Quelles seraient les peines applicables dans le cas où, ayant trouvé un enfant nouveau-né, on n'en aurait pas fait la remise à l'officier de l'état civil? 131. Exception, *id.* Dans quel délai cette remise doit-elle être faite? *id.* *Quid*, si l'on avait remis l'enfant à un autre officier de l'état civil que celui du lieu où l'enfant aurait été trouvé? 132. Est-il au pouvoir de celui qui a déclaré vouloir se charger de l'enfant de revenir sur sa détermination? *id.* Peines encourues par ceux qui, étant chargés d'un enfant au-dessous de sept ans accomplis, l'auront déposé dans un hospice, 133. Exception, *id.* *Quid*, à l'égard de celui qui, dans ce cas, n'aurait agi que par ordre d'autrui? *id.* La simple tentative de ce délit est-elle punissable? 134. Comment doivent être réprimés l'exposition et le délaissement d'un enfant au-dessous de l'âge de sept ans en un lieu solitaire, et ceux qui en auront donné l'ordre? *id.* Que doit on entendre par *lieu solitaire*? 135. — S'il n'y avait eu que tentative d'exposition et de délaissement? *id.* Aggravation de peines contre les tuteurs, tutrices, instituteurs ou institutrices, coupables de ce délit, 136. Les pères et mères sont-ils passibles de cette aggravation? *id.* Que doit-on entendre par *instituteurs* et *institutrices*? *id.* — Si les tuteurs, tutrices, instituteurs ou institutrices n'avaient fait que donner l'ordre de l'exposition et délaissement de l'enfant? *id.* Si par suite de l'exposition et du délaissement l'enfant est demeuré estropié ou mutilé, ou si la mort s'en est ensuivie comme doit être considérée et punie cette action? 137. Mais *quid*, dans ce cas, à l'égard de ceux qui auront donné l'ordre du délaissement et de l'exposition sans y avoir personnellement participé? *id.* Peines applicables à ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, 138. Les donneurs d'ordre en sont-ils passibles? *id.* L'aggravation des peines devrait-elle être prononcée contre les coupables, si l'enfant était, par suite de ce dernier délit, demeuré mutilé ou estropié, ou si la mort s'en était ensuivie? *id.* Comment devraient être considérés l'exposition et le délaissement de l'enfant dans le tour d'un hospice? *id.* A la porte d'une maison?

139. *Quid*, à l'égard des tuteurs, tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant ? *id.* voy. *Accouchement, Amende, Blessures, Emprisonnement, Meurtre, Officiers de l'état civil, de police, Parricide, Pudeur.*

ENGAGEMENT. voy. *Soldat.*

ENLÈVEMENT. voy. *Archives, Enfant, Mineurs.*

ENNEMIS. voy. *Espions, Intelligences.*

ENREGISTREMENT (RÉGIE DE L'.) voy. *Contrainte par corps, Receveurs de l'enregistrement.*

ENROLEMENT. voy. *Soldats.*

EPIZOOTIE. Comment doit être puni tout détenteur ou gardien d'animaux ou bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur-le champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui ne les aura pas tenus renfermés ? II. 459. *Quid*, si le soupçon ne s'était pas réalisé ? 460. Loi sur les moyens d'arrêter la contagion qui pourrait frapper l'espèce humaine, 461 et suiv. Peines qui doivent être infligées à ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres, 464. *Quid*, si de cette communication il en était résulté une contagion parmi les autres animaux ? 465. Si ces délits ont été commis par des gardes-champêtres ou forestiers, ou des officiers de police ? 466. voy. *Emprisonnement.*

ÉPOUX. voy. *Adultère, Meurtre.*

ESCADRE. Ceux qui sans droit ou motif légitime en auront pris le commandement sont punis de mort, I. 266.

ESCALADE. Le meurtre, les blessures et les coups commis en repoussant pendant le jour l'effraction ou l'escalade des clôtures, etc., d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances, sont excusables, II. 68. Que doit-on entendre par *dépendances* d'une maison habitée ? *id.* Cette disposition est-elle seulement relative au propriétaire ou locataire de la maison ? 69. Est-il indifférent dans quel objet l'effraction ou l'escalade a eu lieu ? *id. Quid*, si les clôtures n'étaient que de haies sèches ? *id.* Si le propriétaire ou le locataire avait fait des blessures ou donné la mort pour prévenir l'escalade ou l'effraction ? *id.* Mais *quid*, si, dans ce cas, celui qui se serait présenté pour escalader ou faire effraction avait reçu la mort ou des blessures en se retirant après avoir abandonné son projet ? 70. L'homicide commis, les blessures faites et les coups portés *pendant la nuit* en repoussant l'escalade ou l'effraction d'une maison habitée, etc., sont-ils compris dans les cas de nécessité actuelle de légitime défense ? 87. *Quid*, s'ils l'avaient été *pendant le jour* ? 88. Doivent-ils être le fait du propriétaire ou locataire de la maison ? *id.* Définition de l'escalade, 294. Ce qui lui est assimilé, *id.* Comment doit être posée la question au jury dans ces deux cas ? 296. voy. *Parricide, Tentatives, Vol.*

ESCROQUERIE. Dans quel cas n'y a-t-il que simple escroquerie pour avoir pris un faux nom ? I. 408. Comment se constitue ce délit et quelles peines lui deviennent applicables ? II. 318. N'y aurait-il que simple escroquerie dans le fait d'un officier public qui aurait usé, dans l'exercice de ses fonctions, de manœuvres frauduleuses pour exiger des sommes qui ne lui auraient pas été dues ? 319. Arrêts, *id.* Autres arrêts sur la matière, 320 et suiv. Y a-t-il escroquerie dans le fait d'avoir conservé en sa possession un billet qui aurait été soldé ? 322. Le mandataire se rend-il coupable de ce délit en divertissant à son profit les sommes qu'il a reçues en cette qualité ? *id.* Divers cas où il y aurait escroquerie, 323. En cette matière la Cour de cassation apprécie les faits qui sont déclarées constans par le jugement attaqué, *id.* Devant quel tribunal doit être renvoyée l'affaire lorsque la plainte en escroquerie se trouve uniquement fondée sur le dol ou la fraude employés pour faire souscrire l'acte dont on poursuit la nul-

lité ? 324. Cas où il y a escroquerie à l'aide d'un faux, 325. La tentative d'escroquerie est assimilée à l'escroquerie consommée, *id.* Y aurait-il escroquerie si l'on avait usé de manœuvres frauduleuses pour obtenir la reconnaissance d'une dette légitime? *id.* L'impression et l'affiche des jugemens rendus sur les plaintes en escroquerie peuvent-elles être ordonnées d'office ou sur la réquisition du ministère public ? 326. Le condamné pour ce délit peut-il l'être à faire réparation de vive voix ou par écrit à la partie lésée? *id.* voy. *Amende*, *Emprisonnement*, *Interdiction.*

ESPÈCES NATIONALES. voy. *Monnaies.*

ESPIONS. Quelle peine doit être infligée à ceux qui auront recélé ou fait recéler les espions ou les soldats ennemis envoyés à la découverte, et qu'ils auraient connus pour tels? I. 243. — Sont punis en tous lieux de la peine la plus honteuse, 244. A quelle époque en fut-il établi de soldés par la police, et à qui en attribue-t-on la première pensée ? 289. voy. *Intelligences.*

ÉTANGS. voy. *Empoisonnement, Inondation.*

ÉTAT. (COUPS D') Blessent toujours les principes de la morale et de la justice, I. 302. N'entrent presque jamais que dans la pensée des gouvernemens faibles, *id.* Quelle est leur conséquence nécessaire ? 303.

ÉTAT CIVIL. voy. *Contraventions, Officiers de l'état civil.*

ÉVASION. Peines que fait encourir celle des détenus aux huissiers, commandans de la gendarmerie ou de la force armée, concierges, gardiens et geoliers, I. 504 et suiv. A ceux qui seront parvenus à procurer ou faciliter l'évasion, en corrompant les gardiens ou geoliers, ou de connivence avec eux, 592. Dans ce dernier cas, quels sont les dommages-intérêts auxquels les coupables doivent être condamnés? 594. *Quid*, si le détenu évadé était repris ? 595 600. voy. *Armes*, *Emprisonnement*, *Forçats*, *Prisonniers de guerre*, *Reclusion*, *Surveillance*, *Travaux forcés à perpétuité et à temps.*

EXCAVATIONS. voy. *Eclairage.*

EXCEPTIONS. Ne peuvent résulter de simples présomptions, elles doivent être fondées sur un texte précis de loi. I. 667.

EXCUSE. Comme la *bonne foi* ne peut exercer d'influence que sur les individus à qui elle est propre, I. 177. Rentre dans les attributions du jury, 191. Quelle est celle qui peut et doit être soumise à la décision du jury? 207 et suiv. Quand devient-elle de droit? 323. — N'est légale qu'autant qu'elle résulte d'un texte précis de loi, II. 61. Dans ce cas elle fait perdre à l'action son caractère de crime, excepté au cas de parricide, *id.* Les Cours d'assises et les chambres d'accusation peuvent-elles se rendre juges du mérite de l'excuse? 63. Les violences exercées contre les animaux ne peuvent, dans aucun cas, constituer une excuse légale, 64. Un soufflet reçu pourrait-il être considéré comme une excuse légale ? 65. — Est toujours personnelle, 74. Diverses peines qui deviennent applicables aux crimes et délits excusables, lorsque le fait d'excuse est prouvé, 78. Les présidens des Cours d'assises commettraient-ils un déni de justice, s'ils refusaient de poser au jury la question d'excuse légale proposée par l'accusé? *id.* — La question d'excuse ne pourrait pas plus être soustraite à l'appréciation du jury, qu'elle ne pourrait être suppléée par les juges, si elle ne résultait pas de la déclaration du jury, 79, 585. Les excuses légales peuvent être invoquées même sur prévention de simple délit, 79. Quand l'excuse proposée devient-elle une question de droit? 80. Lorsqu'elle a été déclarée à la décharge de l'accusé, la Cour d'assises serait-elle autorisée à ne lui appliquer que des peines de simple police? *id.* voy. *Adultère*, *Blessures*, *Castration*, *Cours d'assises*, *Escalade*, *Jury*, *Meurtre*, *Parricide.*

EXÉCUTION. voy. *Parricide, Place publique.*

EXHALAISONS. voy. *Édifices.*

EXPERTS. Quels sont ceux qui ne peuvent pas l'être? I. 98. Les tribunaux, jugeant cor-

rectionnellement, peuvent, dans certains cas, interdire l'exercice de cette fonction, 124.

EXPOSITION. voy. *Chansons, Enfant.*

EXPOSITION PUBLIQUE. Les condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps et à la reclusion, doivent la subir pendant une heure, I. 91. Ne diffère en rien de la mise au carcan, *id.* Lorsque cette peine est encourue de droit par le condamné, son arrêt ne la prononcerait pas qu'il n'en devrait pas moins la subir, 92. La durée de la peine des travaux forcés à temps et celle à la reclusion, se compte du jour de l'exposition, *id.* Quand cette dernière disposition devient-elle sans application? 93. Le laps de *vingt* années suffit pour la prescription de cette peine, même à l'égard du condamné par contumace, *id.* Doit avoir lieu dans les 24 heures, à compter du jour où la condamnation est devenue irrévocable, 92. voy. *Accusé, Carcan.*

EXTORSIONS. La peine des travaux forcés à temps est applicable pour avoir, par force, violence ou contrainte, extorqué la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre ou autre pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, II. 301. La simple tentative est-elle punissable? 302. Ce fait, rentrant dans la catégorie des vols, constituerait-il un crime dans ses rapports avec les maris et femmes, les pères et mères et les enfans? *id. Quid*, si la force, la violence ou la contrainte n'avait été exercée que pour se procurer la remise d'un écrit retenu *sans droit*? *id.* Qu'est-ce qui constitue la force, violence ou contrainte dans ce cas? *id.* Que doit-on entendre par le mot *disposition*? 303. S'il n'y avait eu que tentative, les complices devraient-ils être condamnés à la même peine que l'auteur de la tentative, lors même qu'il aurait été ajouté par le jury, que ladite tentative *n'avait eu de leur part aucun commencement d'exécution? id.* Arrêts, *id.*

FACTIONS. L'injustice seule les fomente et les entretient, I. 318.

FAILLITE. La simple faillite n'emporte aucune peine, II. 307. Les individus non-commerçans ne tombent pas en *faillite*, mais en *déconfiture*, et ne sont passibles d'aucune peine, 308. Un serrurier en bâtiment, un cabaretier, un boulanger, un boucher doivent-ils être considérés comme commerçans dans le sens du Code? 309. La peine des travaux forcés à temps, est applicable aux agens de change et courtiers qui auront fait faillite? 316. Le Code s'étant servi à leur égard de l'expression *faillite*, la simple faillite leur fait-elle encourir cette peine? *id. Quid*, à l'égard de leurs complices? 317. voy. *Banqueroute.*

FARINE. voy. *Marchandises, Pillage.*

FAUSSAIRE. Comment doit-il être marqué? I. 87. La flétrissure lui est infligée toutes les fois qu'il est condamné aux travaux forcés à temps ou à la reclusion, 435. voy. *Faux.*

FAUSSES CLEFS. voy. *Clefs.*

FAUSSE MONNAIE. voy. *Monnaie.*

FAUTES. Sont et doivent être personnelles, I. 67.

FAUX. Comment doivent être réprimés les faux en écritures publiques ou authentiques, de commerce ou de banque? I. 387. Celui commis méchamment n'aurait eu pour objet que de porter atteinte à l'honneur ou à la réputation d'autrui, qu'il y aurait crime punissable, 388. *Quid*, s'il avait été commis pour se procurer la rentrée de sommes qui étaient légitimement dues? 389. Que doit-on faire pour juger si le faux peut être nuisible à autrui? *id.* Arrêts, *id.* L'auteur du faux et ses complices devraient-ils être poursuivis et condamnés, si la pièce arguée de faux n'était pas représentée? 390. Si l'acte n'avait pas été revêtu de toutes les formalités? 391. Quelle serait la peine applicable à l'accusé qui n'aurait pas coopéré au faux, mais qui en aurait fait usage sciemment? *id.* Les complices du faux pourraient-ils être poursuivis, si l'auteur ne l'était pas? 392. Quelle est la peine applicable pour crime de faux par supposition de personnes dans

un acte public et authentique, 393. Différentes décisions de la Cour de cassation sur ce crime, 394 et suiv. — Comment se rend-on coupable de faux en écritures authentique et publique? 402. Peine applicable à ce cas, *id.* Si les fonctionnaires ou officiers publics avaient coopéré au faux, les individus non fonctionnaires publics qui s'en seraient rendus les complices, deviendraient-ils passibles des mêmes peines que celles qui leur seraient applicables, 404. Autres décisions de la Cour de cassation sur ce crime, *id.* et suiv. Exceptions qui sont prononcées pour les faux commis dans les passe-ports et feuilles de route, 411. — Comment doit être puni celui commis en écriture privée? *id.* Jurisprudence de la Cour de cassation sur cette matière, *id.* et suiv. — Des faux commis dans les passe-ports, feuilles de route et certificats, 415. Comment doivent-ils être réprimés? *id.* et suiv. Quand ne deviennent pas punissables, 431. *Minimum* et *maximum* de l'amende qui doit être prononcée cumulativement avec la peine du faux, 433. *Quid*, si cette peine n'était que correctionnelle? 434. voy. *Banques, Emprisonnement, Fonctionnaires, Officiers publics, Reclusion, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*

FAUX TÉMOIGNAGE. voy. *Témoignage.*

FEMMES. voy. *Adultère, Carcan, Mort, Travaux forcés.*

FÊTES. Loi sur l'observation des dimanches et fêtes, I. 621. Arrêts sur la matière, *id.* 622. et II. 597. Quelles sont celles conservées par les lois de l'État? I. 623.

FEU. voy. *Incendie.*

FEUILLES PÉRIODIQUES. voy. *Publication.*

FEUILLES DE ROUTE. Quelles sont les peines applicables à toute personne qui se sera fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé? I. 422. Que doit-on entendre par nom supposé? 423. Si l'officier public avait agi sciemment, la peine devrait-elle être aggravée contre celui qui aurait sollicité la feuille de route ou qui en aurait fait usage? *id.* Comment devrait être puni ce fonctionnaire s'il était instruit de la supposition de nom? *id.* voy. *Bannissement, Emprisonnement, Faux, Mendians, Reclusion, Vagabondage.*

FIGURES. voy. *Chansons.*

FILLES. voy. *Mineurs, Travaux forcés.*

FILOUTERIES. voy. *Larcins.*

FLAGRANT DÉLIT. voy. *Délit (flagrant).*

FLÉTRISSURE. voy. *Marque.*

FLOTTE. La peine de mort est applicable à ceux qui, sans ordre ou motif légitime, en auront pris le commandement, I. 266.

FOI. (BONNE) voy. *Excuse.*

FONCTIONNAIRES CIVILS. voy. *Fonctionnaires publics.*

FONCTIONNAIRES PUBLICS. Peines qui leur deviennent applicables pour avoir livré aux agens d'une puissance étrangère ou de l'ennemi, le secret d'une négociation ou d'une expédition qui leur aurait été confié à raison de leurs fonctions, I. 138. Les plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades, dont ils auraient eu le dépôt, 240. Toutes leurs communications avec les fonctionnaires civils et la gendarmerie doivent-elles être faites par écrit? 269. Peines qu'ils encourent lorsqu'ils commettent des actes arbitraires, 315. En cas de détention illégale et arbitraire, peuvent-ils mettre le détenu en liberté? 329. Si le concierge de la prison où se trouverait le détenu refusait de le leur représenter, quelle marche devraient-ils suivre? *id. Quid*, si l'ouverture des portes du lieu de la détention leur était refusée? 330. — Peines qu'ils encourent pour coalition? 342, 344, 346. Dans quels cas doivent-ils être punis de la dégradation civique pour crime de forfaiture? 346. Des travaux forcés à perpétuité pour crime de faux? 387. — En principe général, tout fonctionnaire public qui certifie faussement et sciemment, comme vrai, un fait que la loi le charge de constater, commet le crime de faux, 390. Quels sont ceux qui doivent être réputés fonctionnaires publics dans le sens du Code? 398. Autre

cas où la peine des travaux forcés à perpétuité leur devient applicable? 399. — Tout crime commis par un fonctionnaire public dans ses fonctions, est une forfaiture? 436. Quels sont ceux qui, dans ce cas, doivent être aussi considérés comme fonctionnaires publics? 437. Les simples délits ne les constituent pas en forfaiture, 439. Ne peuvent être poursuivis sans une autorisation du Conseil-d'État? *id.* Droit qu'exerce la Cour de cassation sur les fonctionnaires publics de l'ordre judiciaire, *id.* — Peine qui leur est applicable pour avoir détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont ils étaient dépositaires en cette qualité, ou qui leur auraient été remis ou communiqués à raison de leurs fonctions, 448. Pour concussions, 450. Comment se rendent-ils coupables de ce crime? *id.* — Pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité? 456. Pour s'être laissés corrompre, 464. Qu'est-ce qui constitue ce crime? *id.* — Pour s'être abstenus de faire un acte qui entrait dans l'ordre de leurs devoirs, *id.* Comment doivent être punis les corrupteurs? 467. Pourquoi ne devraient pas subir la même peine que les fonctionnaires publics corrompus? 469. — Sont passibles de la reclusion pour avoir ordonné l'illégal emploi de la force publique contre l'exécution des lois, la perception d'une contribution légale ou contre l'exécution d'une ordonnance ou mandat de justice ou de tout ordre de l'autorité légitime, 491. Que doit-on entendre par *autorité légitime?* 493. *Quid*, s'ils n'avaient agi que par ordre de leurs supérieurs? *id.* Dans quel cas la reclusion doit-elle être remplacée à leur égard, par la déportation? 494. *Quid*, à l'égard des complices? *id.* Quand ces deux peines doivent-elles cesser de leur être applicables, et à qui, dans ce dernier cas, doivent-elles être infligées? 495. Circonstances qui leur feraient encourir des peines plus fortes, 496. — Sont passibles de l'amende, lorsqu'ils sont entrés en fonctions sans avoir prêté serment, 502. Comment doivent être punis pour avoir continué l'exercice de leurs fonctions après avoir été révoqués, destitués, suspendus ou interdits légalement, etc.? 504. Pour avoir participé à des crimes ou délits, qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer? 507. *Quid*, s'il ne s'agissait que d'une contravention de police? 509. S'ils se rendaient eux-mêmes coupables du crime ou du délit? *id.* — Quand sont-ils passibles des travaux forcés à perpétuité pour crime de viol ou autre attentat à la pudeur? II. 98. Dans ce cas, doit-on entendre par fonctionnaires publics tous ceux qui sont revêtus d'un caractère public? *id.* Peine qui leur devient applicable, lorsqu'ils ont aidé les fournisseurs ou leurs agens à faire manquer le service dont ils étaient chargés, 394. voy. *Arbres, Arrestations, Bannissement, Blessures, Calomnie, Carcan, Charte, Complots, Conseil-d'État, Destruction, Dévastation, Emprisonnement, Enchères, Faux, Fournisseurs, Grains, Huissiers, Lois, Meurtre, Officiers publics, Restitutions, Travaux forcés à temps, Violences.*

FONCTIONS PUBLIQUES. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent en interdire l'exercice, I. 123. Dans quel cas cette interdiction doit-elle être prononcée contre tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité administrative? 481. Contre un fonctionnaire ou agent du Gouvernement ou de l'administration des postes? 486. Contre les fonctionnaires publics? 504. Peine encourue par quiconque se sera immiscé sans titre dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, 616, voy. *Emprisonnement.*

FORÇATS. Loi à consulter sur leur évasion, I. 588, 597.

FORCE ARMÉE. voy. *Crime, Évasion.*

FORCE MAJEURE. Un prévenu de crime ou délit qui aurait été contraint à le commettre par force majeure, pourrait-il être condamné? I. 201. Comment doit-elle être appréciée? 203. La crainte révérentielle suffirait-elle pour constituer la force ma-

jeure ? *id.* Par quelles voies peut-elle s'établir ? *id.* et 205. Quand ne pourrait-être invoquée en matière de contributions indirectes ? 204.

FORCE PUBLIQUE. Quelle est la peine applicable à toute personne qui, pouvant en disposer, en aura ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi, contre la levée des gens de guerre, légalement établie ? I. 268. Formule de la sommation qui doit être faite aux bandes armées avant de l'employer contre elles, 278. Y a-t-il des cas où l'on puisse lui faire résistance sans se rendre coupable ? II. 68. voy. *Amende, Autorité publique, Déportation, Fonctionnaires publics, Huissiers, Outrages, Service, Violences.*

FORÊTS. voy. *Incendie.*

FORFAITURE. Est encourue par les officiers de police judiciaire, les procureurs-généraux ou du Roi, leurs substituts et les juges qui auraient, sans autorisation, provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat tendant à la poursuite personnelle, ou accusation des premières autorités de l'État, I. 332. Par les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions pour empêcher ou suspendre l'administration de la justice ou l'accomplissement d'un service quelconque ? 346, 347. Autres cas où les juges, procureurs-généraux ou du Roi, etc., s'en rendent coupables, 348. Sa définition, 436. Comment doit-elle être punie ? 332, 346, 438. Quand est-elle encourue par tout juge ou administrateur ? 474. *Quid*, si l'on n'avait rempli l'une de ces fonctions que par remplacement ? 476. voy. *Conseil-d'État, Dégradation civique, Fonctionnaires publics.*

FORNICATION. voy. *Viol.*

FORTERESSES. voy. *Bandes armées.*

FORTIFICATIONS. voy. *Plans.*

FOSSÉS. voy. *Clôtures.*

FOURCHES PATIBULAIRES. voy. *Assemblée constituante.*

FOURNISSEURS. Peines qui leur sont applicables lorsque, sans y avoir été contraints par une force majeure, ils auront fait manquer le service dont ils étaient chargés, II. 392. Sont-ils tenus de prouver la force majeure ? 393. *Quid*, si la cessation du service provenait du fait de leurs agens ? *id.* Si les uns et les autres avaient participé au crime ? 394. *Quid* encore, s'ils avaient eu pour complices des fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés du Gouvernement ? 395. Comment devraient-ils être punis si, quoique le service n'ait pas manqué, ils ont, par négligence, retardé les livraisons et les travaux, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre ou des choses fournies ? 396. Ne peuvent être poursuivis pour ces divers délits que sur la dénonciation du Gouvernement, *id.* voy. *Amende, Dommages-intérêts, Emprisonnement, Reclusion.*

FOURRAGES. voy. *Grains.*

FOURS. voy. *Cheminées.*

FOUS. voy. *Divagation.*

FRAIS. Ne sont pas mis au rang des peines, I. 50. Doivent-ils obtenir la préférence sur les avances faites par le trésor ? 141, 154. L'accusé acquitté devrait-il être remboursé de ceux qu'occasionne sa défense ? 142. L'exécution de la condamnation aux frais peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps, 148, II. 489. Lorsqu'elle est prononcée au profit de l'État, quelle doit être la durée de l'emprisonnement du condamné pour l'acquit de cette condamnation pécuniaire ? I. 151, II. 489. Ceux faits par l'État obtiennent-ils la préférence sur les indemnités qui peuvent être adjugées à la partie civile ? I. 157. Les condamnés pour un même crime ou délit sont tenus solidairement des frais, 158. Lorsqu'ils sont prononcés en faveur des communes, et que, pour leur remboursement, elles emploient la contrainte par corps, quelle doit être la durée de l'emprisonnement du condamné ? II. 490. voy. *Contrainte par corps,*

Dommages-intérêts, *Indemnités*, *Insolvabilité*, *Parties civiles*.

FRAUDE. voy. *Escroquerie*, *Mineurs*, *Plans*.

FRUITS. Amende encourue par ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, en auront cueilli ou mangé sur le lieu même et appartenant à autrui, II. 493. *Quid*, s'il y avait eu enlèvement de fruits dans des paniers ? 503. Arrêt, *id*. Que doit-on entendre par le mot *fruits* ? 504. *Quid* encore, s'il y avait eu, pour commettre cette contravention, effraction ou escalade ? *id*.

FURIEUX. voy. *Divagation*.

GAGES. voy. *Maison de prêt*.

GARDES CHAMPÊTRES. Rentrent-ils dans les dispositions du Code relatives à la corruption des fonctionnaires publics ? I. 465. voy. *Emprisonnement*, *Épizootie*, *Rebellion*.

GARDES FORESTIERS. voy. *Emprisonnement*, *Épizootie*, *Rebellion*.

GARDIEN. Celui d'effets saisis doit-il être considéré comme un dépositaire public ? I. 441. voy. *Scellés*, *Vol*.

GARDIENS. voy. *Concierges*, *Destruction*, *Épizootie*, *Rupture*.

GENDARMERIE. Dans quels cas peut-elle s'introduire dans le domicile des citoyens ? 478. Désarmer les braconniers ? 479. — Est chargée de maintenir les passages libres en tout temps sur les routes et de saisir les voituriers, charretiers et autres conducteurs qui les obstrueraient, II. 520. voy. *Évasion*, *Fonctionnaires publics*.

GÊNE (PEINE DE LA.) Pourquoi fut supprimée, I. 59. La mise au secret n'est que le rétablissement de cette peine horriblement aggravée, *id*.

GENS DE GUERRE. voy. *Force publique*,

GENS SANS AVEU. voy. *Vagabondage*.

GEOLIERS. voy. *Détenus*, *Évasion*.

GESTES. voy. *Outrages*.

GLANAGE. voy. *Champs*.

GOUVERNEMENS. Comment peuvent-ils se maintenir ? I. 7. Recommandation de Louis XII à cet sujet, *id*. voy. *Injustice*.

GOUVERNEMENT. Droit que lui donne le renvoi sous la surveillance de la haute police contre les condamnés à cette peine, I. 131. Discussion à cet égard, 132 et suiv. Autre droit qui lui est accordé en cas de désobéissance à ses ordres de la part du condamné mis sous la surveillance de la haute police, 134. Peut-il ordonner la détention provisoire des citoyens ? 331. voy. *Lois*, *Mendians*.

GRACE. Le droit de faire grace est un des plus beaux attributs de la royauté, I. vij. Emporte nécessairement celui d'amnistier, *id*.

GRAINS. Comment doit être réprimée la coupe de grains ou fourrages appartenant à autrui ? II. 433. Que doit-on entendre par *grains* ou *fourrages* ? *id*. *Quid*, si les grains ou fourrages coupés n'avaient pas été enlevés ? 434. Si la coupe avait été le fait de l'erreur sur la limitation des héritages ? *id*. Si elle a eu lieu sur des grains en verd ? *id*. Si ce délit a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, ou la nuit ? *id*. voy. *Amende*, *Commandans*, *Emprisonnement*, *Incendie*, *Marchandises*, *Pillage*, *Préfets*, *Vol*.

GRAPILLAGE. voy. *Champs*.

GRAVEURS. voy. *Amende*, *Emprisonnement*.

GREFFES. voy. *Archives*.

GREFFIERS. voy. *Archives*.

GRENAILLES. voy. *Grains*.

GUÉRITE. Doit-elle être considérée comme un monument servant à la décoration publique ? I. 615.

GUERRE. Peine qui devient applicable à ceux qui, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, auront exposé l'État à une déclaration de guerre, I. 245. voy. *Déportation*, *Intelligences*.

GUERRE CIVILE. Peine qui doit être infligée aux auteurs d'attentats ou de complots dont le but aura été d'exciter la guerre civile.

I. 262. Que doit-on entendre par *guerre civile ou intestine?* 263. voy. *Crime.*

Guerre intestine. voy. *Guerre civile.*

Guet-apens. Ce qui le constitue, II. 21. voy. *Blessures.*

Haïes. voy. *Clôtures.*

Haute police. voy. *Surveillance.*

Homicide. Celui commis volontairement est qualifié meurtre, II. 1. Arrêts sur la matière, 2 et suiv. Quoique commis avec préméditation n'est pas toujours constitutif d'un assassinat, 17. Quand doit-il être considéré comme commis involontairement, et peine qui, dans ce cas, devient applicable? 59. Devrait-on considérer comme tel celui qui aurait été le résultat de coups portés volontairement sans dessein de tuer? *id.* — N'est ni un crime ni un délit lorsqu'il a été ordonné par la loi ou commandé par l'autorité légitime, 81. Par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui, 85. Dans ce dernier cas, est-on passible d'indemnité pour le dommage qu'il aurait pu causer? *id.* Circonstances où il n'y aurait pas légitime défense, *id.* Circonstances contraires, 87. voy. *Escalade, Mort, Recélé, Sages-femmes, Suicide, Travaux forcés à temps.*

Hospices. Celui du lieu de la corruption doit profiter des choses confisquées au préjudice du corrupteur, I. 470. Dans quel cas la réunion des individus qui y sont admis doit-elle être considérée et punie comme une réunion de rebelles? 545 voy. *Enfant, Vol.*

Hostilités. voy. *Intelligences.*

Hôtel garni. voy. *Vol.*

Hôteliers. voy. *Aubergistes.*

Huissiers. Hors de leurs fonctions n'ont pas le droit de requérir la force publique, I. 269. Dans quel sens sont ils considérés comme fonctionnaires publics? 316. Comme dépositaires publics? 440. Cas où ils ne peuvent être considérés comme concussionnaires, 453. Où ils se rendraient passibles des peines prononcées contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement, pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité, 457. Se rendraient-ils coupables de concussion, si par *dons* ils s'étaient abstenus d'exécuter une contrainte par corps? 465. voy. *Charte, Échafaud, Évasion.*

Images. voy. *Chansons.*

Immondices. Amende applicable à ceux qui, imprudemment, en auront jeté sur quelque personne, II. 493. Et contre les maisons, édifices, clôtures, jardins ou enclos, 515, 524. Dans quel cas les coupables de cette contravention peuvent-ils être punis de l'emprisonnement? 530.

Imprimeurs. voy. *Emprisonnement, Publication.*

Imprudence. voy. *Armes, Homicide, Incendie.*

Imputation. voy. *Calomnie, Censeurs, Injures.*

Incapacités. voy. *Bannissement, Carcan, Dégradation civique, Interdiction, Reclusion, Travaux forcés à temps.*

Incendie. Celui des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés appartenant à l'État fait encourir la peine de mort, I. 270. La même peine doit être infligée au coupable d'avoir volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis ou récoltes, etc., II, 397. Dans quel cas l'incendie de sa propre chose ne peut donner lieu à aucune poursuite, 398. Celui qui aurait volontairement incendié les propriétés de son épouse ou celles de son enfant; les enfans qui auraient incendié les propriétés de leurs pères et mères seraient-ils passibles de la peine de mort? 399. Les grains incendiés doivent-ils être de ceux destinés à la nourriture de l'homme? 401; 402. Que doit-on entendre par *édifices*? 402. Comment doit être punie la simple menace d'incendier une habitation ou tout autre propriété? 403. Arrêt de doctrine sur cette dernière matière, 404. — L'incendie ou la destruction

des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, 410. *Quid*, si des fonctionnaires ou officiers publics avaient coopéré au brûlement des pièces? 415. Comment doit être réprimé celui causé par vétusté ou défaut soit de réparations, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, etc., ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, etc., ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence? 456, 457. Ancienne jurisprudence sur cette matière, *id.* voy. *Amende*, *Cheminées*, *Emprisonnement*, *Mort*, *Reclusion*.

INDEMNITÉS. Elles peuvent être prononcées quand bien même il n'y a pas lieu à restitution, I. 147. Les frais de poursuites de l'État obtiennent la préférence sur celles qui peuvent être adjugées à la partie civile, 157 et II. 488. Sont préférées à l'amende en cas d'insuffisance des biens du condamné, II. 488. Entraînent la contrainte par corps, 489. Dans ce cas et lorsqu'elles sont prononcées en faveur de l'État, quelle doit être la durée de l'emprisonnement en cas d'insolvabilité du condamné? *id.* *Quid*, si c'était en faveur des communes qu'elles fussent prononcées? 490. voy. *Amende*. *Confiscation spéciale*, *Frais*, *Homicide*, *Restitutions*.

INDUSTRIE. Peines qui deviennent applicables à quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger, des directeurs, commis ou des ouvriers, II. 364. *Quid*, si on n'avait eu en vue qu'un simple établissement de commerce? *id.* Les directeurs, commis ou ouvriers devraient-ils être punis comme complices? 365. *Quid* encore, si la personne que l'on aurait fait passer à l'étranger, dans l'intention de nuire à l'industrie française, n'était plus attachée, lors de son départ, à aucun établissement français? *id.* — Comment devraient être punis les directeurs, commis ou ouvriers d'une fabrique qui auraient communiqué à des étrangers ou à des Français résidant en pays étrangers, et à des Français résidant en France, des secrets de la fabrique où ils sont employés? 366. Si c'était le propriétaire de la fabrique qui eût révélé son secret, serait-il punissable? 367. Et *Quid*, si c'était tout autre personne qu'un directeur, commis ou ouvrier de la fabrique qui eût fait cette révélation? *id.* voy. *Amende*, *Emprisonnement*, *Reclusion*.

INFANTICIDE. Le meurtre d'un enfant nouveau-né est qualifié infanticide. II. 26. *Quid*, s'il avait été commis par tout autre personne que le père ou la mère? *id.* Édit de Henri II sur la matière, *id.* Opinion de d'Aguesseau à cet égard, 27. Circonstances qui doivent nécessairement concourir pour constituer ce crime, 28. Comment doit être puni *l'étranger* qui aurait volontairement homicidé un enfant nouveau-né? *id.* et suiv. Tout coupable d'infanticide est puni de mort, 34.

Voy. II, *page* 569, un nouveau projet de loi qui réduit cette peine à celle des travaux forcés à perpétuité. voy. *Avortement*.

INFRACTION. Quand devient-elle une contravention? I. 2. Un délit? *id.* Un crime? *ibid.*

INHUMATION. Quelles sont les peines applicables pour infraction aux lois sur les inhumations? II. 147. Quand l'inhumation est-elle précipitée? *id.* Diverses lois sur les inhumations 148. voy. *Amende*, *Emprisonnement*, *Officiers de l'État civil*, *Suppliciés*.

INJURES. Circonstances qui rendaient passibles d'une amende les coupables d'injures ou expressions outrageantes, qui ne renfermaient que l'imputation d'un vice déterminé, II. 202. Par quelle loi a été remplacée cette disposition du Code pénal? *id.* *Quid*, à l'égard de toutes autres injures ou expressions outrageantes? 203. A l'égard de l'injure insérée dans une lettre confidentielle? *id.*

De simples paroles grossières peuvent-elles constituer une véritable injure? *id.* De quelle manière devaient être réprimées les imputations et les injures contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties, ou dans les plaidoyers? 204. Comment a été remplacée cette autre disposition du Code pénal? *id.* Si c'était un *tiers* qui eut été injurié dans les actes de la procédure ou dans les plaidoieries, pourrait-il en poursuivre la réparation? 205. *Quid*, si les injures avaient été dirigées contre les magistrats? *id.* Si l'injure paraissait assez grave pour motiver l'application d'une peine proprement dite, ou si les faits diffamatoires étaient étrangers à la cause? *id.* Dans quel cas les parties deviennent-elles responsables des injures qui peuvent être proférées par leurs défenseurs? 206. *Quid*, à l'égard de ceux-ci? *id.* Quelles sont les injures qui ne sont passibles que d'une amende? 493. Comment devraient-elles être punies, si elles avaient été *précisées* ou *qualifiées*, ou rendues *publiques*? 506. L'imputation de *sorcellerie* constitue-t-elle une injure? *id.* Arrêts sur la matière, *id.* et suiv. Les tribunaux correctionnels seraient-ils compétens pour connaître des diffamations commises envers un témoin à raison de sa déposition devant un tribunal de commerce? 590.

INJUSTICE (L'.) Est la ruine des gouvernemens, I. 7.

INONDATION. Peines qui doivent être infligées à tout propriétaire ou fermier ou toute personne jouissant de moulins, usines ou étangs qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux, aura inondé les chemins ou les propriétés d'autrui, II. 453. Par qui doit être fixée la hauteur du déversoir? *id.* *Quid*, si elle ne l'avait pas été? *id.* Si elle l'avait été par un arrêté administratif? 596. Arrêts sur cette matière, 454 et 596. A qui doivent s'adresser les propriétaires voisins pour faire baisser le déversoir de l'usine lorsqu'ils le croient dans leur intérêt? 456. *Quid*, si l'inondation n'avait pas causé de dégradations aux propriétés d'autrui? *id.* Si elle en avait causé aux récoltes? *id.*

INSOLVABILITÉ. Les condamnés à l'amende et aux frais envers l'État, peuvent-ils obtenir leur liberté provisoire pour cause d'insolvabilité? I. 151. Comment doit-elle s'établir? 153.

INSTITUTEURS. Doivent être punis des travaux forcés à perpétuité, lorsqu'ils se rendent coupables de viol ou de tout autre attentat à la pudeur, II. 97. Que doit-on entendre par *instituteurs*? 98. voy. *Enfant.*

INSTITUTRICES. voy. *Enfant.*

INSTRUMENS. voy. *Armes*, *Vagabondage.*

INTELLIGENCES. La peine de mort est applicable à ceux qui auront pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les ennemis de la France, pour les engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre elle, I. 231. Que doit-on entendre par *machinations*? 232. Autre cas où les manœuvres pratiquées, les intelligences entretenues avec les ennemis de l'État, font encourir aux coupables la peine de mort, 233 et suiv. Quelle devrait être la peine si les machinations ou manœuvres avaient été commises envers les alliés de la France, agissant contre l'ennemi commun? 237. voy. *Correspondance*, *Secours.*

INTERDICTION. L'interdiction à temps de certains droits civils ou de famille, est une peine correctionnelle, I. 47. Ne peut être prononcée que par une disposition spéciale de la loi, 49. Incapacités qui résultent pour celui qui se trouve sous le poids d'une interdiction légale, 101. Quelles sont les peines qui entraînent cette interdiction? *id.* Dans quel cas l'interdit peut-il se passer de l'assistance de son curateur? 102. Quelles sont celles que les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent prononcer dans certains cas? 123. Restriction, 130. Quelle est celle qui doit être appliquée pour déni de justice? 481. Peut être infligée aux coupables de larcins et filouteries, II. 305.

D'escroquerie, 318. Ne doit jamais être l'accessoire des peines de simple police, 326. — Peut être prononcée pour abus de confiance, 327. Pour avoir tenu une maison de jeux de hasard, ou une loterie non autorisée par la loi, 346. voy. *Bannissement*, *Calomnie*, *Élections*, *Emplois publics*, *Reclusion*, *Travaux forcés à temps*, *Tribunaux*, *Vote*.

INTENDANS MILITAIRES. Ont, relativement aux actes de leur ministère, un caractère public, I. 403.

INTERPRÈTE. voy. *Témoignage* (*faux.*)

JEUX. Peines qu'encourent ceux qui tiennent une maison de jeux de hasard, II. 346. Puissans motifs qui devraient faire abolir ceux qui se trouvent autorisés, 347. Les personnes qui tiennent les maisons de jeux seraient-elles passibles de peines si le public n'y était pas librement admis? 348. Si on n'y avait joué qu'un jeu *modéré*? *id.* — La loi ne prononçant de peines que contre les *maîtres* et les *banquiers* de ces maisons, les joueurs doivent-ils être punis? *id.* et 533. — Que doit-on entendre par *banquiers*? 349. — Amende applicable à ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou autres jeux de hasard, 515. Dans ce cas, les *cafés* et les *cabarets* sont-ils des lieux publics? 521. Confiscation qui doit être prononcée, 531. voy. *Amende*, *Confiscation spéciale*, *Emprisonnement*, *Interdiction*.

JOURNALIERS. voy. *Ouvriers*.

JOURNAUX. Obligation qui devrait être imposée à leurs rédacteurs, I. 658. Nécessité de cette mesure, *id.* et suiv. voy. *Publication*.

JUGEMENS. L'impression et l'affiche des jugemens de condamnations ne peuvent être prononcées que par une disposition formelle de la loi, I. 50. *Quid*, sur la demande de la partie civile? *id.* Quand et où doivent être imprimés et affichés ceux portant condamnation à des peines criminelles et correctionnelles? *id.* En matière criminelle ne sont pas exécutoires par provision, 149, 564. Comment doivent être attaqués ceux en matière de simple police? II. 531. voy. *Concierges*.

JUGES. Ne peuvent être contraints de prononcer sur une affaire lorsqu'on ne leur met pas sous les yeux les élémens nécessaires pour éclairer leur justice, I. 23. La connaissance de la vérité doit être le seul but qu'ils doivent se proposer d'atteindre, 25. A eux seuls appartient le droit de mettre le détenu au secret, 331. Cas où ils se rendent coupables de forfaiture et doivent être punis de la dégradation civique, 332. Autre cas où cette peine leur devient applicable pour même crime, 340, 348, 474. — Amende qui doit être prononcée contre eux pour avoir procédé au jugement d'une affaire malgré la revendication formellement faite par l'autorité administrative, 351. Pour avoir, sans autorisation et malgré la réclamation légale des parties ou de l'autorité administrative, rendu des ordonnances ou décerné des mandats contre les agens ou préposés du Gouvernement, prévenus de crime ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, 352, 353. *Quid*, si l'agent ou le préposé avait été surpris en flagrant délit? 354. Peine qui leur devient applicable pour avoir détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont ils étaient dépositaires en cette qualité, ou qui leur auraient été remis ou communiqués à raison de leurs fonctions, 448. Quelles sont les peines qu'ils encourent lorsqu'en prononçant en matière criminelle ils se sont laissé corrompre? 471. Étaient punis de mort par la loi des douze tables. 472. *Quid*, si le prévenu de crime n'avait pas encore été mis en accusation? *id.* Si par l'effet de la corruption il y a eu condamnation à une peine supérieure à celle de la reclusion? 473. Devoir rigoureux qu'ils devraient s'imposer, 477. Peines dont ils deviennent passibles pour déni de justice, 481. voy. *Domicile*, *Fonctions publiques*, *Forfaiture*, *Mort*, *Reclusion*, *Travaux forcés à temps*.

Juifs. voy. *Avortement.*

Jurés. Quels sont ceux qui ne peuvent pas l'être ? I. 98. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, en interdire l'exercice, 123. Deviennent passibles de la reclusion et de l'amende quand ils se sont laissé corrompre ? 471. *Quid*, si par l'effet de la corruption il y a eu condamnation à une peine supérieure à celle de la reclusion ? 473. Dans quel cas devraient-ils être punis de la dégradation civique ? 476. Devoir rigoureux qu'ils devraient s'imposer, 477. Circonstances qui leur font encourir l'emprisonnement, 582. voy. *Service.*

Jury. Sa déclaration, comme la loi pénale, doit être appréciée d'après les élémens qui la constituent, I. 19. Doit être claire et précise, *id.* La suppression du jury ferait, du Code pénal, un véritable Code de barbarie, 242. Est seul compétent pour décider du mérite de l'excuse que peuvent présenter les accusés, II. 63. *Quid*, si la question d'une excuse légale ne lui avait pas été posée ? *id.* voy. *Excuse, Jurés.*

Justice. Quelle est la véritable ? I. 7. Un mur d'airain doit s'élever entre elle et la politique, 74. C'est à la manière dont elle s'administre que l'on doit le trouble ou le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, *id.* Belles paroles du chancelier l'Hôpital à ce sujet, *id.*

Lapins. voy. *Animaux domestiques.*

Larcins et filouteries. Peines qui doivent et peuvent être infligées à ceux qui s'en rendent coupables, II. 305. *Quid*, s'il n'y a eu que tentative ? *id.* 592. voy. *Amende, Emprisonnement, Interdiction, Surveillance, Vol.*

Législateurs. Ce qu'ils ne doivent jamais perdre de vue, I. 78. A quoi doivent tendre tous leurs efforts ? II. 602.

Législation. Doit se conformer aux mœurs nationales, I. 291.

Lèse-majesté. voy. *Complots.*

Lettres. voy. *Poste aux lettres.*

Lettres de change. voy. *Incendie.*

Liberté individuelle. voy. *Attentat, Dégradation civique, Dommages-intérêts, Insolvabilité.*

Libraires. Comment doit être puni quiconque en aura fait la profession sans être breveté et assermenté ? II. 556. Arrêt sur la matière, *id.* et suiv.

Licenciement. voy. *Commandans.*

Lieux publics. Quels sont les lieux qui doivent être considérés comme tels ? II. 175. Les rues, les places, les salles de spectacle, les églises, les cafés rentrent-ils dans cette catégorie ? *id.* et 176. voy. *Associations, Jeux, Voleurs.*

Limites. Comment doit être réprimé la suppression ou le déplacement des bornes ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir des limites entre différens héritages ? II. 449. *Quid*, si c'étaient des eaux servant de limites qui eussent été détournées ? 452. voy. *Amende, Emprisonnement.*

Location. voy. *Enchères.*

Logement. voy. *Bandes armées.*

Logeurs ou loueurs. Obligation qui leur est imposée sous peine d'amende, II. 514, 518, 519. voy. *Amende, Emprisonnement.*

Loi et Lois. Ce qu'elle met au rang des délit ? I. 2. — Comment doivent être réparées les omissions qui peuvent s'y trouver ? *id.* De quelle manière doit être conçue ? *id.* Jurisprudence de la Cour de cassation sur les lois anciennes ? 3. Rien ne peut autoriser leur violation, 7. Doivent être connues de tous *id.* Moyens pour y parvenir ? *ibid.* Leur application ne peut être arbitraire, 19. Elle doit être exempte de considérations, de combinaisons et de raisonnemens, 22. Réputé innocent tout accusé, tout prévenu et plus particulièrement tout inculpé, tant que sa condamnation n'est pas devenue irrévocable, 58. Doit être sans passions, 74. Il y en a de tellement inhérentes à la morale publique, que leur existence devrait être supposée lors même

qu'elle ne serait pas écrite, 97.—Peines qui deviennent applicables aux fonctionnaires publics, pour tout concert de mesures contraires aux lois, 342. Contre leur exécution ou contre les ordres du Gouvernement, 344. *Quid*, si ce concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs? *id.* S'il a eu pour objet ou résultat, un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'État? 346. La dégradation civique est infligée aux juges, procureurs-généraux ou du Roi, ou leurs substituts; aux officiers de police et aux officiers de police judiciaire, qui auraient arrêté ou suspendu leur exécution, ou délibéré sur le point de savoir si elles seraient publiées ou exécutées, 348.—Les lois pénales ne doivent jamais être appliquées par analogie, par induction et encore moins par des combinaisons d'articles, 349. Pourquoi? *id.* Cas où l'on peut suppléer au silence de la loi, 585.—Doit toujours être entendue dans le sens que la justice approuve, lorsque sa lettre ne s'y oppose pas d'une manière à faire soumettre sa raison, sans examen, à son commandement? II. 168.—Dans quels cas les lois particulières doivent-elles être observées par les Cours et tribunaux? 555, 562.—Quand y a-t-il abrogation tacite de la loi? *id.* Arrêts sur cette matière, *id.* Que peut-il résulter du renvoi que fait la loi à un tribunal criminel, correctionnel ou de police? 557. voy. *Bannissement, Conseil-d'État, Cours, Déportation, Fonctionnaires publics, Tribunaux.*

Loi pénale. Quand doit-elle être réputée en vigueur? I. 9. Quand applicable? 10.—Doit être appréciée d'après les élémens particuliers qui la constituent, 19. voy. *Lois.*

Loi Pompeia. voy. *Parricide.*

Lois anglaises. En quoi différent des nôtres relativement à la peine de mort? I. 64. Exemples du respect qu'on professe en Angleterre pour le texte précis de la loi? II. 548.

Lois sanitaires. Qualification des délits et nature des peines à infliger au cas de leur violation? II. 461, et suiv. Par qui doit être jugé le prévenu d'avoir violé le cordon sanitaire? 597.

Lois spéciales. Quelles sont celles qui sont maintenues? II. 259. Arrêts, *id.* 560. Lorsqu'il existe une loi spéciale sur la matière, le délit pourrait rentrer, par quelques unes de ses circonstances, dans la disposition du Code, que ce serait toujours cette loi qu'il faudrait appliquer, 561. voy. *Accusé, Amende, Tribunaux.*

Loterie. Quelles sont les peines applicables à quiconque aura établi ou tenu une loterie non autorisée par la loi? II. 346. Raisons qui doivent faire espérer l'abolition de celles établies, 347.—Un buraliste de la loterie royale, serait-il recevable à réclamer le montant de l'avance des mises qu'il aurait pu faire? 349. Quand y a-t-il tenue de loterie clandestine? 350. Arrêts sur cette matière, *id.* voy. *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Interdiction, Jeux.*

Machinations. voy. *Intelligences.*

Magasins. voy. *Ateliers, Bandes armées, Incendie, Mine.*

Magistrats. Ne doivent connaître que la loi? I. 7. Défense qui devrait leur être faite? 438. Comment doivent être réprimés les outrages par paroles qu'ils auront reçus dans l'exercice de leurs fonctions? 548. Ne doivent avoir que la conscience de la loi? II. 474. Dans quels cas doivent-ils suivre l'impulsion de leur propre conscience? 475. voy. *Bannissement, Carcan, Conseil-d'État, Injures, Mort, Outrages, Violences.*

Magistrature. Lorsqu'elle est avilie, est l'un des plus grands fléaux d'un État? I. 7. voy. *Magistrats.*

Maires. Dans quel cas deviennent-ils passibles de la dégradation civique? I. 355. D'une amende? 356.—Quand sont-ils, ainsi que leurs adjoints, des magistrats de l'ordre administratif? 551. C'est sur eux que repose toute l'autorité autrefois confiée aux corps municipaux, II. 480. voy. *Aubergistes, Épizootie.*

MAISON D'ARRÊT. voy. *Concierges.*

MAISON CONJUGALE. Est celle de la résidence du mari, II. 75. Arrêt, *id.* voy. *Adultère.*

MAISON DE CORRECTION. Les condamnés à la peine de l'emprisonnement doivent y être renfermés, I. 116. Cas dans lequel on peut y détenir un accusé ayant moins de 16 ans, 210. Pour quelle durée? 211. Pourquoi cet accusé ne doit-il pas être conduit dans une maison de dépôt? *id.* voy. *Bannissement, Carcan, Déportation, Mort, Reclusion, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*

MAISON DE DÉPÔT. Les condamnés à l'emprisonnement pour plus d'une année, doivent y être conduits? I. 116. Inconvénient de cette mesure? *id.* voy. *Concierges, Maison de correction, Surveillance.*

MAISON GARNIE. voy. *Vol.*

MAISON HABITÉE. Que doit-on entendre par maison habitée? II. 285. voy. *Escalade, Parcs, Vol.*

MAISON DE JEUX. voy. *Jeux.*

MAISON DE JUSTICE. voy. *Concierges.*

MAISON DE PEINE. voy. *Concierges.*

MAISON DE PRÊT. Peines qui sont applicables à ceux qui en ont tenu sur gages ou nantissement sans autorisation légale, et à ceux qui ayant cette autorisation n'auront pas tenu un registre conforme aux règlemens, II. 352. Arrêts sur la matière, 353, 354. voy. *Amende, Emprisonnement.*

MAISONS. Amende applicable à ceux qui, par la vétusté, dégradation, défaut de réparation ou d'entretien de leurs maisons ou édifices, auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, II. 534. Excuse que le prévenu pourrait tirer en sa faveur, 537. Sous la qualification générique *d'Édifices*, les murs de clôtures y sont-ils compris? 538. *Quid*, si la mort ou la blessure d'animaux avait eu lieu dans l'intérieur des maisons ou édifices? *id.*

MAISONS DE FORCE. Pourquoi sont établies, I. 80. voy. *Travaux forcés à perpétuité et à temps.*

MALADIE CONTAGIEUSE. voy. *Épizootie, Lois sanitaires.*

MALFAITEURS. Leur association envers les personnes ou les propriétés est un crime contre la paix publique, I. 630. Comment se constitue ce crime? 632. Peine qui lui est applicable, 633. — Doivent être punis comme coupables d'assassinat, lorsque pour l'exécution de leurs crimes, ils emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie, II. 35. *Quid*, s'ils n'avaient fait que de simples menaces? *id.* voy. *Mort, Reclusion, Travaux forcés à temps, Voleurs.*

MANDAT. Les gardiens et concierges ne doivent pas recevoir un prisonnier sans un mandat ou jugement, ou sans ordre provisoire du Gouvernement, I. 330. voy. *Conseil-d'État, Forfaiture, Juges, Rebellion.*

MANOEUVRES. voy. *Intelligences, Marchandises.*

MANUFACTURES. Comment doit être réprimée la violation des règlemens d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger? II. 357. voy. *Amende, Confiscation spéciale.*

MARAUDAGE. Comment se régit celui commis par les militaires sous les drapeaux? II. 505. voy. *Fruits.*

MARCHANDISES. Comment doivent être punis ceux qui, par des moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse des marchandises ou denrées? II. 368. Les manœuvres employées pour y parvenir doivent elles avoir produit leur effet pour être punissables? 369. Arrêt sur la matière? *id. Quid*, si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson? 370. — Peines qui sont applicables pour avoir trompé l'acheteur sur la nature de toutes marchandises? 374. *Quid*, si, dans ce dernier cas, c'étaient des bouchers, boulangers ou autres marchands de comestibles? 376. Comment doit être réprimé quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontaire-

ment gâté des marchandises ou matières servant à fabrication? 422. *Quid*, si c'était un ouvrier de la fabrique ou un commis de la maison de commerce? *id.* Que doit-on entendre par ces mots : *à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen?* 424. voy. *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Pillage.*

MARIAGE. Les officiers du ministère public pourraient-ils poursuivre la nullité des mariages contractés en violation de la loi, s'ils l'avaient été à l'étranger, et que, de retour en France, les époux n'eussent pas fait inscrire leur acte de mariage sur les registres de l'état civil, ni fait aucun acte en France où ils aient agi en qualité d'époux? II. 587. voy. *Bigamie, Mineurs, Ministres des cultes, Officiers de l'état civil.*

MARQUE OU FLÉTRISSURE. Avait été abolie par le Code pénal de 1791, I. VII. Quand peut-elle être prononcée concurremment avec une peine afflictive? 39. N'est que le mode d'exécution de quelques-unes des peines afflictives et infamantes, 42. Considérée comme une peine *immorale* par l'assemblée constituante, 43. Raisons qui devraient en faire prononcer l'abolition, *id.* Mode d'exécution de cette peine à l'égard des condamnés aux travaux forcés et les faussaires, 87. Les condamnés à d'autres peines ne doivent la subir que dans les cas où la loi l'aurait attachée à la peine qui leur est infligée, *id.* — Autres puissantes raisons qui militent en faveur de son abolition, 88, 103, 436. Quand doit être appliquée malgré que l'arrêt de condamnation ne le porterait pas, 89. Incompatible avec le système de révision des arrêts de condamnation, 103. Est prononcée contre tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la peine de la reclusion, 162. Doit être infligée à tout faussaire condamné soit aux travaux forcés à temps, soit à la reclusion, 435. A tout vagabond ou mendiant condamné à la même peine, 652. voy. *Témoignage (faux).*

MARQUES PARTICULIÈRES. La reclusion est infligée aux coupables de contrefaçon des marques destinées à être apposées au nom du Gouvernement sur des marchandises, du sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque ou d'un établissement de commerce ou de banque, ou pour en avoir fait usage, I. 385. Dans quel cas cette peine doit-elle être remplacée par le carcan? 386.

MARTEAUX DE L'ÉTAT. La contrefaçon ou altération de ceux servant aux marques forestières, ou le simple usage de ces marteaux contrefaits ou falsifiés, est puni du *maximum* des travaux forcés à temps, I. 381. Comment doit être réprimé l'usage, préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État, des vrais marteaux qu'on se sera induement procurés? 383. Dans quel cas l'usage d'un marteau faux ou falsifié n'est-il pas punissable? 431. voy. *Reclusion.*

MASSACRE. voy. *Dévastation.*

MATELOT. Le délit qu'il commet depuis son débarquement est-il un délit militaire? I. 25.

MATÉRIAUX. voy. *Eclairage.*

MATIÈRES. Comment doivent être jugées celles qui n'ont pas été réglées par le Code pénal? II. 555. Celles sur lesquelles il ne renferme pas un corps complet de législation peuvent-elles être considérées comme réglées définitivement et sans retour? 559.

MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. voy. *Or.*

MATIÈRES RELIGIEUSES. voy. *Ministres des cultes.*

MATRICES. voy. *Confiscation spéciale.*

MÉDECINS. Peines qui leur deviennent applicables ainsi qu'aux chirurgiens ou autres officiers de santé, dans le cas où, pour favoriser quelqu'un et le dispenser d'un service public, ils certifient faussement des maladies ou infirmités, I. 426. Où ils auront procuré l'avortement d'une femme enceinte, II. 53. voy. *Avortement, Bannissement, Emprisonnement, Secrets, Travaux forcés à temps,*

MÉDICAMENS. Comment devraient être punis

ceux qui en auraient vendu de gâtés? II. 522.

MENACES. Comment devraient être réprimées celles que se permettent les mendians, même invalides? I. 646. Celles d'assassinat, d'empoisonnement ou de tout autre attentat contre les personnes, faites par écrit anonyme ou signé? II. 39. *Quid*, si l'accusé n'avait pas même tenté d'effectuer les menaces? *id.* Si elles n'avaient été accompagnées d'aucun ordre ou condition? *id.* et 40. Si elles avaient été verbales? 39 et 41. Peine applicable au coupable d'arrestation illégale qui aura menacé de la mort l'individu arrêté, 123. *Quid*, s'il n'y avait eu que simple menace de lui faire éprouver des tortures corporelles? 125. voy. *Amende, Emprisonnement, Enchères, Malfaiteurs, Outrages, Surveillance de la haute police, Travaux forcés à temps, Violences.*

MENDIANS. voy. *Mendicité.*

MENDICITÉ. Comment doit être réprimée? I. 643, 644. Qu'est-ce qu'un mendiant valide? 645. Circonstances qui doivent faire infliger des peines plus sévères même à l'égard des mendians invalides, 646. Mesures qu'on doit prendre relativement aux enfans arrêtés en la compagnie des mendians, 648. Autres circonstances aggravantes du délit de mendicité, *id.* Peines applicables à tout mendiant trouvé porteur d'effets d'une valeur supérieure à *cent* francs, 650. Dans quel cas deviennent-ils passibles de la reclusion? 651. Quand doivent-ils être marqués? 652. Arrêts sur la matière, *id.* 653. Les peines prononcées contre les porteurs de faux certificats, faux passe-ports ou fausses feuilles de route, doivent toujours être appliquées au *maximum* quand elles leur sont infligées, 655. Dans ce cas, ces peines pourraient-elles être mitigées s'il existait des circonstances atténuantes du délit, et que le dommage causé n'excédât pas 25 francs? *id.* II. 579. Cas où ils demeurent à la disposition du Gouvernement, I. 656. voy. *Emprisonnement.*

MESSAGERIES. Responsabilité à laquelle sont soumis les propriétaires, directeurs et conducteurs des messageries et autres voitures publiques, II. 577.

MESURES. voy. *Poids.*

MEULES DE GRAINS. voy. *Incendie, Vol.*

MEURTRE. Ce qui le constitue, II. 1. Lorsqu'il est commis avec préméditation ou de guet-apens, devient-il assassinat? 16. *Quid*, s'il n'y avait eu que préméditation, 17. Arrêts sur la matière, 18 et suiv. Quand doit-il être puni de mort? 36. Des travaux forcés à perpétuité? *id.* Arrêts sur la matière, *id.* et suiv. Dans quel cas est excusable? 61, 68. *Quid*, si c'était un fonctionnaire public qui s'en serait rendu coupable dans l'exercice de ses fonctions? 62. Circonstances qui rendent excusable celui commis par l'époux sur l'épouse, et par celle-ci sur son époux, 74. Devraient-elles profiter aux complices? *id. Quid*, si les époux étaient divorcés? 75.—Est considérée et punie comme meurtre, l'action d'avoir exposé et délaissé dans un lieu solitaire, un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, lorsque la mort en a été la suite, 137. voy. *Adultère, Escalade, Homicide, Infanticide, Provocations.*

MILITAIRES. Les contraventions, les délits et les crimes dont ils peuvent se rendre coupables, rentrent-ils dans les dispositions du Code pénal? I. 23. Comment sont-ils régis? *id.* et suiv. Le délit que commet un militaire en congé, ou un officier en disponibilité, est-il un délit militaire? 25. *Quid*, s'il avait été déclaré incapable de servir? *id.* S'ils avaient pour complices des individus non militaires? *ibid.* voy. *Chasse, Déserteurs, Maraudage, Matelot.*

MINE. La peine de mort doit être infligée à tout individu qui aura, par l'explosion d'une mine, détruit ou incendié des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés appartenant à l'État? I. 270. La destruction, l'incendie même des propriétés de l'État, ne sont pas toujours

constitutifs d'un crime, *id.* La peine de mort est aussi applicable à ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires ou bateaux, II. 402.

Mineurs. Peine encourue par ceux qui, par fraude ou violence, les auront enlevés ou fait enlever, entraînés, détournés ou déplacés, II. 140. *Quid*, si le mineur avait joui de son indépendance? *id.* Comment doivent être entendus les mots *enlevé*, *entraîné*, *détourné*, ou *déplacé*? 141. Doit-il y avoir eu déclaration formelle par le jury, de la violence et de la fraude, pour autoriser la condamnation de l'accusé? *id.* Si celui-ci était âgé de moins de seize ans quelle serait la peine qui lui deviendrait applicable? 142. Les travaux forcés à temps sont infligés aux coupables, si la personne ainsi enlevée ou détournée est une fille au-dessous de seize ans accomplis? *id.* Si c'était une femme qui eût commis ce crime serait-elle passible de cette peine? *id.* *Quid*, si la fille au-dessous de seize ans avait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur? 143. Si elle avait plus de seize ans? 144. Si le ravisseur, âgé de moins de seize ans, avait été aidé dans son crime par une personne qui aurait eu cet âge, quelle peine serait applicable à celle-ci? *id.* Est-il nécessaire, pour constituer le délit, qu'il y ait eu fraude ou violence? *id.* Arrêt, *id.* *Quid* encore, si le ravisseur avait épousé la fille qu'il a enlevée? 145. Le rapt commis, même avec violence, constitue-t-il un empêchement *dirimant* au mariage du ravisseur avec la fille enlevée? 146. voy. *Abus de confiance.*

Ministère public. voy. *Officiers du ministère public.*

Ministres. Devraient-ils répondre du dommage qu'ils auraient pu causer par des actes arbitraires? 321, 322. Dispositions pénales maintenues contre les ministres concussionnaires, 451. voy. *Charte*, *Dégradation civique*, *Forfaiture*, *Travaux forcés à temps.*

Ministres des cultes. Comment doivent être réprimés les troubles apportés à l'ordre public par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère? I. 510. Amende dont ils deviennent passibles pour avoir procédé aux cérémonies religieuses de mariage, avant qu'il leur ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil, *id.* Les attestations qu'ils pourraient donner relativement à l'état civil des citoyens ne peuvent faire foi en justice, 511. Comment devrait être puni tout fonctionnaire public qui y aurait eu égard? *id.* — Dans quels cas doivent-ils être condamnés à l'emprisonnement? 512. A la déportation? *id.* Autres cas où la peine de l'emprisonnement doit leur être infligée pour avoir, dans un discours pastoral, prononcé en *assemblée publique*, et, dans l'exercice de leur ministère, critiqué ou censuré le Gouvernement, ou tout autre acte de l'autorité publique, 513. *Quid*, si le discours avait été prononcé dans un *lieu publie*? *id.* S'il avait le caractère d'une provocation? 515. Si cette provocation avait été suivie d'une sédition ou révolte? 517. S'il n'en était résulté qu'une simple désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique? *id.* — Comment devraient être punis pour s'être, dans un écrit contenant des instructions pastorales, ingérés de critiquer et censurer soit le Gouvernement, soit tout autre acte de l'autorité publique? 518 et II. 577. *Quid*, si cet écrit n'avait pas été rendu public? I. 518. S'il contenait une provocation directe à la désobéissance aux lois ou aux autres actes de l'autorité publique, ou s'il tendait à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres? 519. Si la provocation a été suivie d'une sédition ou révolte? *id.* Peines qu'ils encourent pour avoir, sans autorisation, entretenu une correspondance avec une cour ou puissance étrangère, sur des questions ou matières religieuses, 520. *Quid*, si la correspondance n'avait été que verbale? 521. Si elle a été accompagnée ou suivie d'autres faits contraires aux dispositions

formelles d'une loi ou d'une ordonnance? 522. Comment doivent être réprimées toutes personnes qui, par paroles ou gestes les auront outragés dans l'exercice de leurs fonctions? 627, 628. — Sont passibles des travaux forcés à perpétuité, lorsqu'ils se rendent coupables de viol, ou de tout autre attentat à la pudeur, II. 97. voy. *Bannissement*, *Carcan*.

Mœurs. Comment doit être réprimé l'attentat aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche, la prostitution ou la corruption des personnes au-dessous de l'âge de vingt-un ans? II. 100. *Quid*, si cet attentat a été commis par les pères, mères, tuteurs, etc.? *id.* Dans ce dernier cas, l'attentat doit-il être commis habituellement? 101. S'il n'avait pas été public, serait-il punissable? *id.* Arrêts sur la matière, *id.* Quelles seraient les peines applicables aux précepteurs et maîtres de pensionnat qui s'en seraient rendus coupables? 102. Autres peines qui doivent être infligées aux auteurs de ce délit, *id.* voy. *Amende*, *Chansons*, *Emprisonnement*, *Pudeur*.

Monitoires. En quoi consistaient, I. 287. A quelle époque prirent fin, *id.*

Monnaie (fausse). Quand fait-elle encourir la peine de mort aux auteurs de ce crime? I. 359. Comment se faisait autrefois l'exécution du condamné? 360. Son altération, son émission ou exposition, et l'introduction, sont-elles assimilées à sa fabrication? *id.* *Quid*, sur sa simple émission? *id.* Serait-ce altérer la monnaie, dans le sens du Code, que d'employer un procédé quelconque pour tromper sur sa valeur réelle, sans en altérer la substance? 361. La peine de mort devrait-elle être prononcée contre les faux monnayeurs, si la monnaie n'avait cours légal que dans quelques-uns des départemens de la France? 362. Que doit-on entendre par *cours légal*? 363. Un étranger qui se serait rendu coupable de ce crime à l'étranger, pourrait-il être poursuivi et condamné en France? 364. *Quid*, si le crime avait été commis dans les pays étrangers occupés par les armées françaises? *id.* Quelle serait la peine applicable aux fabricateurs des instrumens destinés à la contrefaçon et à l'altération de la monnaie? 365. La monnaie contrefaite n'imiterait pas parfaitement la véritable, que sa contrefaçon n'en serait pas moins punissable, *id.* — Dans quels cas ce crime doit-il être réprimé par la peine des travaux forcés à perpétuité? 365, 366. Comment distinguer, dans le sens du Code, la monnaie d'argent de celle de billon? *id.* Peine applicable pour contrefaçon, altération, etc., en France, des monnaies étrangères, 368. Circonstances où les individus qui auront remis en circulation une pièce fausse, ne sont passibles d'aucune peine ou doivent être condamnés à l'amende, 369. — La non révélation de ce crime est punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, 371. Le non révélateur doit-il être considéré comme le complice du faux monnayeur? 372. Quelles sont les personnes exceptées de l'obligation qui est imposée de faire cette révélation? *id.* Quand les individus coupables du crime de fausse monnaie peuvent-ils n'être mis que sous la surveillance de la haute police pour la vie ou à temps? 375. Dans quel cas l'usage de la monnaie fausse n'est pas punissable, 431.

Monnaies. Amende qu'encourent ceux qui refuseraient de recevoir les espèces et monnaies nationales, non fausses ni altérées? II. 516. *Quid*, si c'étaient des monnaies étrangères ayant cours légal en France? 528. Dans quel cas peut-on refuser la monnaie de cuivre ou billon? 529. voy. *Banques*.

Monumens. Comment doit être punie la dégradation de ceux destinés à l'utilité ou à la décoration publique? I. 614. Que doit-on considérer comme tels? 615. voy. *Amende*, *Emprisonnement*, *Guérite*.

Mort. Il serait difficile de réfuter les motifs que l'on a donnés pour la suppression de cette peine, I. IX. Est afflictive et infamante, 39. Ne fut maintenue que provisoirement

par l'assemblée constituante, *id.* — Si elle pouvait être maintenue, elle ne devrait être réservée que pour la répression des plus grands crimes, et prononcée sur une déclaration unanime des juges ou du jury, 40. — S'exécute par la décolation, 54. Motif principal qu'on donne pour le maintien de cette peine, 55. Son exécution exerce toujours une funeste influence sur le moral des peuples, *id.* Autres puissantes considérations qui devraient la faire abolir, *id.* et suiv. Surtout pour les délits politiques, 63. Pourrait être maintenue à la rigueur contre les juges prévaricateurs, les citoyens traîtres à leur patrie et contre les parricides, *id.* 64. Formalités que, dans ces cas, on devrait observer avant l'exécution du condamné, *id.* Dispositions des lois anglaises sur cette peine, *id.* Est repoussée également par la raison et la religion, 66. — Son exécution par la décolation était jadis réservée aux seuls *nobles*, *id.* Pourquoi ce privilège présentait-il de graves inconvéniens? *id.* — Les secours de la religion furent refusés, pendant bien des siècles, aux condamnés à cette peine, 73. Où pouvait avoir pris sa source la privation de ce secours spirituel? *id.* Était autrefois prononcée contre les animaux pour leurs méfaits, 74. — Quand une femme enceinte, condamnée à cette peine, doit-elle la subir? 96. *Quid*, si elle ne faisait pas la déclaration de sa grossesse? *id.* L'exécution de la femme enceinte devant être suspendue, peut-elle légalement être mise en jugement lorsque le fait dont elle est accusée doit emporter la peine de mort? 97. — Est encourue par tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la peine des travaux forcés à perpétuité, 162. Sous l'empire du Code pénal de 1791, elle ne pouvait être prononcée dans aucun cas, lorsque le crime, par lui-même, n'emportait pas ce genre de peine, 163. — Dans quel cas doit-elle être infligée pour recélé? 199. Quand doit-elle être convertie en un emprisonnement dans une maison de correction, a l'égard de l'accusé âgé de moins de seize ans? 214. — Est applicable à tout Français qui aura porté les armes contre la France, 229. A quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou leurs agens, pour les engager à entreprendre des hostilités ou la guerre contre la France, à l'effet de faciliter l'entrée des ennemis de l'État sur le territoire ou dépendances du royaume, etc., 233, 234. Pour avoir recélé ou fait recéler les espions ou soldats ennemis envoyés à la découverte, 243. Pour attentat ou complot contre la personne ou la vie du Roi, 249. Autres attentats ou complots qui font encourir cette peine, 252, 262. — Pour avoir levé ou fait lever des troupes armées, etc., sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime, 264. Pour avoir pris le commandement d'un corps d'armée, d'une troupe, etc., sans droit ou motif légitime, 266. Pour avoir retenu contre l'ordre du Gouvernement un commandement militaire quelconque, *id.* Aux commandans qui auront tenu leur armée ou troupe rassemblée, etc., après que le licenciement ou la séparation en aura été ordonné, *id.* Pour avoir requis ou ordonné illégalement l'emploi de la force publique contre la levée des gens de guerre, lorsque la réquisition ou l'ordre aura été suivi d'effet, 268. Pour incendie ou destruction des propriétés de l'État, par l'explosion d'une mine, 270. Pour s'être mis à la tête de bandes armées, 271. Dans ce cas, quel doit avoir été le but que se sont proposé ces bandes? 271, 273. — Aux fonctionnaires publics pour concert ayant pour objet ou pour résultat un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'État, 346. Pour fausse monnaie, 359. Pour contrefaçon du sceau de l'État, et usage de ce sceau contrefait, 378. Pour contrefaçon, falsification ou usage des effets émis par le trésor royal, avec son timbre, et des billets de banques autorisées par la loi, *id.* Pour les avoir introduits dans l'enceinte du territoire Français, *id.* Pour violences exercées contre les fonctionnaires publics, lorsque la mort s'en est suivie dans les quarante jours, 571. Pour blessures portant le

caractère de meurtre, 573. Quelles sont les blessures qui ont ce caractère? 574. — Pour assassinat, parricide, infanticide et empoisonnement, II. 34. Aux malfaiteurs qui pour l'exécution de leurs crimes emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie, 35. Pour meurtre accompagné ou suivi d'un autre crime ou délit, 36. Arrêt sur la matière, *id.* et suiv. Pour crime de castration, lorsque la mort en est résultée avant l'expiration des quarante jours, 52. Dans quel cas et pourquoi, si cette peine pouvait être maintenue, devrait-elle être infligée aux serviteurs à gage? 99. — Circonstances qui la rendent applicable aux coupables d'arrestations illégales, 123. Dans quel cas doit-elle être prononcée pour subornation de témoins? 164. —Pour vol, 227. Pour incendie, 397, 402. Pour destruction d'édifices, ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions appartenant à autrui, lorsqu'il y a eu homicide ou blessures, 405. *Quid*, si l'homicide avait été involontaire? 407. Les complices de la destruction devraient-ils subir la peine de mort, s'ils ne l'avaient pas été du meurtre ou des blessures? 408. voy *Assemblée constituante, Crimes, Déserteurs.*

MORT CIVILE. Ce n'est que par une fiction de droit et uniquement dans ses rapports avec le condamné, qu'elle est assimilée à la mort naturelle, I. 85. Quand doit-elle commencer à prendre cours? *id.* voy. *Condamnations, Contumace, Déportation, Déshérence, Travaux forcés à perpétuité.*

MORT NATURELLE. voy. *Mort civile.*

MOULES. voy. *Confiscation spéciale.*

MOULINS. voy. *Inondation.*

MOUTONS. voy. *Empoisonnement, Emprisonnement.*

MUNICIPALITÉ. voy. *Enfant, Maires.*

MUNITIONS. Quelle est la peine applicable à ceux qui en fournissent à des soldats, sans ordres ou autorisation du pouvoir légitime? I. 264. voy. *Mort.*

MURS. voy. *Clôtures, Maisons.*

NANTISSEMENT. voy. *Maison de prêt.*

NAVIRES. voy. *Incendie, Mine.*

NOBLES. voy. *Noblesse.*

NOBLESSE. L'exécution de la peine de mort par la décolation était, jadis, réservée aux seuls nobles, I. 66. Cas où ils devaient être condamnés à la potence, *id.* Absurdes conséquences qu'ils prétendaient tirer du privilège de la décolation, *id.* — Si la loi pouvait être plus indulgente pour une classe de citoyens, ce ne devrait pas être en faveur de la noblesse, 67. Pourquoi? *id.* Belles paroles de Joseph II à ce sujet, *id.* Le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, exige qu'elle s'en tienne à ses titres et honneurs, 68. Sous aucun prétexte ne peut être fondée de réclamer le rétablissement de ses anciens privilèges, *id.* — A qui furent accordées les premières lettres de noblesse? *id.* Réfutation des motifs que donnent les partisans de la noblesse pour le rétablissement de ses privilèges, 69. — Pourquoi ne devrait pas être *héréditaire*? 70. Ne peut déroger, en se livrant aux arts utiles et au commerce, 71. Ses vertus seules peuvent la faire respecter, 72.

NOTAIRES. Dans quel cas doivent-ils être considérés comme des dépositaires publics? I. 441. Circonstances qui les rendraient passibles des peines prononcées contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement, pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité? 457. Comment sont punis les outrages qui leur sont adressés dans l'exercice de leurs fonctions? 559. voy. *Archives.*

OBÉISSANCE PASSIVE. Prise dans un sens absolu, serait une absurdité, I. 577. Pourquoi? *id.* et suiv. La garde nationale y est-elle soumise? 579.

OFFENSE. Comment devrait être réprimée celle faite à la personne du Roi? I. 251. Celle envers les membres de la famille royale? 253. Arrêt, 254.

OFFICIERS DE L'ÉTAT CIVIL. Peines qui leur deviennent applicables pour avoir inscrit leurs actes sur de simples feuilles volantes,

I. 497. Pour ne s'être point assurés de l'existence du consentement au mariage, lorsque ce consentement est exigé par la loi, 498. Pour avoir reçu, avant le terme prescrit par la loi, l'acte civil de mariage d'une femme ayant déjà été mariée, 500. Ces peines doivent-elles leur être infligées lors même que la nullité de leurs actes n'aurait pas été demandée ou aurait été couverte? 501. *Quid*, s'il y avait eu collusion? *id.* — Cas où ils sont passibles des travaux forcés à temps, II. 112. — Doivent faire transporter à l'hospice le plus voisin, l'enfant nouveau-né qui n'est pas réclamé, et dont on n'a pas voulu se charger, 132. Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans leur autorisation, 147. voy. *Accouchement*, *Amende*, *Bigamie*, *Emprisonnement*, *Mariage*, *Ministres des cultes*.

Officiers du ministère public. Quand doivent-ils être punis de la dégradation civique, comme coupables de forfaiture? I. 332, 333, 348. Les notifications à leur faire, peuvent l'être à leur parquet, 351. Amende qu'ils encourent pour avoir fait des réquisitions ou donné des conclusions sur une affaire, malgré la revendication formellement faite par l'autorité administrative? *id.* Pour avoir requis, sans autorisation du Gouvernement, une ordonnance ou mandat contre ses agens ou préposés prévenus de crimes ou délits dans l'exercice de leurs fonctions, 353. voy. *Calomnie*, *Domicile*, *Escroquerie*, *Juges*, *Pouvoir législatif*, *Terrain*.

Officiers ministériels. voy. *Amende*, — *Outrages*.

Officiers de police. Dans quel cas compromettraient-ils leur responsabilité? I. 4. Autorisation qui leur est laissée dans les détentions, 330. Quand se rendent-ils coupables de forfaiture et sont-ils passibles de la dégradation civique? 458. Tous les officiers de police sont-ils compris dans cette dernière disposition? *id.* Amende dont ils sont passibles lorsque, sans autorisation du Gouvernement, ils ont requis une ordonnance ou un mandat contre ses agens ou préposés prévenus de crimes ou délits, dans l'exercice de leurs fonctions, 353. — Lorsqu'ils acquièrent la connaissance qu'un enfant a été exposé et délaissé, doivent se transporter sur le lieu, à l'instant même, pour en dresser procès-verval, 135. A qui doit être adressé ce procès-verbal? *id.* voy. *Agens de police*, *Calomnie*, *Commissaires de police*, *Domicile*, *Emprisonnement*, *Épizootie*, *Témoignage* (*faux.*)

Officiers de police judiciaire. voy. *Officiers du ministère public.*

Officiers publics. Dans quel cas deviennent-ils passibles de la dégradation civique? I. 340. Des travaux forcés à perpétuité pour crime de faux? 387. Quand se rendent-ils coupables de ce crime, en principe général? 390. Il ne peut y avoir faux punissable à leur égard, par supposition de personne, que lorsqu'ils ont agi sciemment, 392. Autre cas où la peine des travaux forcés à perpétuité doit leur être infligée, 399. Circonstances qui leur font encourir soit le bannissement, soit la reclusion ou les travaux forcés à temps, 423. Quels sont ceux qui peuvent être considérés comme fonctionnaires publics dans le sens du Code? 437. — Quelle est la peine qui doit leur être infligée pour avoir détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont ils étaient dépositaires ou qui leur auraient été remis ou communiqués à raison de leurs fonctions? 448. Pour concussions? 450. Pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité? 456. Rentrent-ils dans les dispositions du Code relatives à la corruption des fonctionnaires publics? 465. Différens arrêts de la Cour de cassation sur la matière, *id.* — Gradation des peines auxquelles ils doivent être condamnés pour avoir participé à des crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer, 507. *Quid*, si ce n'était qu'une simple contravention de police? 509. S'ils se rendaient eux-

mêmes coupables du crime ou du délit? *id.* voy. *Bannissement, Bigamie, Calomnie, Emprisonnement, Escroquerie, Faux, Feuille de route, Passe-ports, Rebellion, Violences.*

OFFICIERS DE SANTÉ. voy. *Accouchement, Médecins, Témoignage (faux.)*

OFFICIERS DE L'UNIVERSITÉ. voy. *Dégradation civique.*

OR et ARGENT. Quelles sont les peines encourues pour avoir trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'agent? II. 374. voy. *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Poinçons, Restitutions.*

ORDONNANCES. voy. *Juges.*

ORDONNANCES ROYALES. N'ont rien de commun avec les décrets que rendait le gouvernement impérial, II. 265. Quel doit être leur objet? *id.* Arrêts de la Cour de cassation sur cette matière et observations importantes sur ces arrêts, 266 et suiv. voy. *Conseil-d'État.*

ORDRES ROYAUX. Le condamné à des peines afflictives et infamantes doit en être dégradé, I. 101. Cette dégradation est une conséquence nécessaire du jugement qui a prononcé la condamnation, *id.*

OUTRAGES. Ceux faits à la mémoire d'un défunt peuvent-ils autoriser la plainte de sa famille? I. 254. Comment doivent être punis ceux par paroles, adressés à un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire? 549. Lois nouvelles et arrêts sur la matière, *id.* et suiv. *Quid*, à l'égard de ceux par gestes ou menaces, adressés à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions? 557. Par paroles, gestes ou menaces faits à tout officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique? 558. Ceux adressés aux notaires et aux commissaires de police rentrent-ils dans cette dernière disposition du Code? 559 et 560. Peine qu'encourt l'offenseur si l'outrage par gestes, etc., a été dirigé contre un commandant de la force publique, 561. Réparations auxquelles l'offenseur peut être assujetti, *id. Quid*, si le jugement n'avait pas déterminé le mode de réparation à faire par le condamné? 562. Cette réparation ne peut dégénérer, sous aucun prétexte, en *amende honorable*, *id.* Le condamné pourrait-il s'exempter de la faire moyenant une somme d'argent? 563. Si l'offensé déclarait l'en dispenser, le procureur du Roi pourrait-il exiger que l'offenseur s'y soumît? *id.* Dans quel cas la contrainte par corps peut-elle être exercée contre ce dernier lorsqu'il se refuse à faire la réparation ordonnée? 564. Ce droit est réservé à la seule personne offensée, *id.* — Le tribunal commettrait-il un excès de pouvoir s'il ordonnait de faire réparation à l'offensé à l'audience ou par écrit, d'outrages faits à de simple particuliers? 566. voy. *Ministres des cultes, Pudeur.*

OUVRAGES. voy. *Publication.*

OUVRAGES DRAMATIQUES. voy. *Confiscation spéciale, Théâtres.*

OUVRIERS. Circonstances qui font considérer la réunion des ouvriers ou journaliers comme une réunion de rebelles, I. 545. Peine qui leur devient applicable lorsqu'ils se coalisent pour faire cesser en même temps de travailler, etc., 361. La simple tentative de ce délit est-elle punissable? 362. Pouvoir qui doit être laissé aux tribunaux en cette matière, 363. — Comment doivent être punis lorsqu'ils prononcent des amendes, des défenses, etc., contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres? *id.* Aggravation contre les chefs ou les moteurs, *id.* voy. *Ateliers, Coalition, Emprisonnement, Industrie, Marchandises, Surveillance de la haute police, Vol.*

PAIN. voy. *Marchandises, Pillage.*

PAIRS. (CHAMBRE DES) Les membres de cette chambre, ainsi que les ministres, ne peuvent être arrêtés *provisoirement*, qu'au cas du flagrant délit ou de clameur publique, I. 334. L'instruction de la procédure n'en doit pas moins être continuée, *id.* Un pair pourrait-il être actionné par la voie civile, pour réparation du dommage qu'il

aurait causé dans l'exercice de ses fonctions ou à raison de cet exercice? 335. voy. *Forfaiture.*

PAIX PUBLIQUE. voy. *Crimes, Délits.*

PAMPHLETS. voy. *Chansons.*

PAPIERS PUBLICS. voy. *Effets publics.*

PARCS OU ENCLOS. Leur définition, II. 287. Dans quel cas les parcs mobiles doivent-ils être considérés comme *Enclos* ou dépendances de maison habitée? 289. voy. *Destruction, Rupture, Vol.*

PARIS. voy. *Effets publics.*

PARRICIDE. Comment doit être exécuté le coupable condamné pour ce crime? I. 75. — Pourquoi pendant le cours de plusieurs siècles, ne fut-il pas porté de loi contre le parricide? *id.* et II. 22. Genre de peine qu'établissait la loi Pompeia pour la punition de ce crime? I. 76, et II. 23. Les complices du parricide doivent-ils être punis de la même peine que l'auteur même du crime? I. 76. Le meurtre d'un *beau-père* est-il considéré comme parricide? *id.* et II. 23. La tentative de ce crime est punie comme le crime même, I. 76. — Le simple homicide d'un père, peut-il être considéré comme un parricide? 77. — Définition de ce crime, II. 22. Le meurtrier de ses pères et mères légitimes, aurait passé dans une famille étrangère par la voie de l'adoption, qu'il aurait toujours commis un parricide? 24. *Quid*, à l'égard des pères et mères adoptifs, si l'adoption avait eu lieu hors des cas autorisés par la loi? *id.* 73, 581. Le meurtre d'un père putatif aurait-il le caractère du parricide, si l'enfant naturel n'avait pas été reconnu dans une forme légale? 25. Il y aurait eu *reconnaissance* de l'enfant adultérin ou incestueux, que le meurtre qu'il aurait commis sur son père, ne pourrait être considéré comme un parricide, *id.* Pourquoi? *id. Quid*, à l'égard de la mère naturelle? *id.* 581. — Est puni de mort, 34. N'est jamais excusable, 70. Exception? *id. Quid*, si ce crime avait été commis en repoussant l'escalade ou l'effraction d'une maison habitée ou de ses dépendances? 71. S'il avait été ordonné par la loi et commandé par l'autorité légitime? 72. S'il avait été commis par suite de provocation, par des coups et violences graves? *id.* voy. *Adoption, Échafaud, Mort.*

PARTIES CIVILES. Est-il juste et politique de les rendre personnellement responsables des frais de poursuites, même quand l'accusé est condamné? I. 141, 155. doivent-elles prélever leurs avances avant le paiement de l'amende? 157. voy. *Dommages-intérêts, Restitutions, Trésor public.*

PASSAGE. voy. *Rues, Terrain.*

PASSE-PORTS. Comment doivent être réprimés la fabrication d'un faux passe-port, la falsification d'un passe-port originairement vrai, et l'usage fait d'un pareil passe-port? I. 415. Peine applicable à quiconque aura pris un un nom supposé dans un passe-port, ou aura concouru comme témoin à le faire délivrer, 417. *Quid*, si ce n'était que sous de faux prénoms ou de fausses qualités? *id.* — Aux officiers publics qui en auront délivré, lorsqu'ils ne connaîtront pas personnellement la personne, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux citoyens à eux connus? 419. *Quid*, s'ils étaient instruits de la supposition du nom? *id.* voy. *Bannissement, Emprisonnement, Faux, Mendians, Vagabondage.*

PASSIONS. Sont rarement en harmonie avec la loi, la raison, la justice et la morale, I. 297.

PAYEURS-GÉNÉRAUX. voy. *Dépôts publics.*

PÊCHEURS. voy. *Préposés des douanes.*

PÉCULAT. En quoi diffère de la concussion, I. 451.

PEINES. Le *minimum* des peines est beaucoup trop élevé, I. viij. Rien ne peut autoriser leur application quand elles ne sont pas littéralement écrites dans la loi, 3. Leur aggravation à raison de la qualité des personnes est hors du système du Code, 25. — Des peines en matière criminelle et correctionnelle et de leurs effets, 37. En matière criminelle sont afflictives et infamantes, ou seulement infamantes,

id. — Cas où elles ne peuvent être modérées, 38. Cas où elles le doivent et devraient l'être, *id.* Nomenclature des peines afflictives et infamantes, 39. Est-il d'une bonne législation d'en appliquer de perpétuelles? 40. Nomenclature des peines infamantes, 44. — Des peines en matière correctionnelle, 47. Celles-ci n'emportent pas infamie, 49. L'individu qui y est condamné peut-il être considéré comme un repris de justice? *id.* — Des peines en matière criminelle, 54. Ce n'est pas leur rigueur qui fait qu'il se commet moins de crimes, 55. Résultat que produisent celles qui sont disproportionnées au délit à réprimer, 65. — Des peines en matière correctionnelle, 116. — Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits, 131. — Des peines de la récidive pour crimes et délits, 162. Leur aggravation pour cause de récidive est-elle personnelle? 172. Cas et circonstances où elles peuvent être mitigées, 207. Pourquoi, en matière d'application de peines, rien ne doit-il être laissé au pouvoir discrétionnaire des juges? 300. Celles qui ne sont pas prononcées avec justice et discernement manquent nécessairement le but que l'on doit se proposer d'atteindre, celui qu'aucun crime ne reste impuni, 475. Quelles sont celles de simple police? 478. Comment peuvent-elles être légalement infligées? *id.* voy. *Amende, Confiscation spéciale, Conseil-d'État, Délits, Dommages-intérêts, Emprisonnement.*

Nota. Voyez, page 570, tome II, un nouveau projet de loi qui, dans certains cas, défend de réduire les peines correctionnelles.

PEINES AFFLICTIVES. voy. *Peines.*

PEINES INFAMANTES. voy. *Peines.*

PERCEPTEUR. Un percepteur des contributions est-il un magistrat de l'ordre administratif? I. 552. voy. *Amende, Travaux forcés à temps.*

PEUPLE. Son instruction doit être favorisée, I. 7. Pourquoi? *id.* II, 543. Comment peut-on espérer de le rendre religieux? 579.

PHARMACIENS. Sont passibles de la peine des travaux forcés à temps lorsqu'ils auront indiqué ou administré à une femme enceinte les moyens d'avorter, si l'avortement a eu lieu, II. 53. voy. *Avortement, Secrets.*

PIÈCES. voy. *Archives.*

PIEDS CORNIERS. voy. *Limites.*

PIERRES. Peines qui sont applicables à ceux qui auront jeté des pierres ou autres corps durs contre les maisons, édifices, clôtures, jardins ou enclos, II. 515, 524. *Quid*, s'il en est résulté la mort ou la blessure des animaux appartenant à autrui? 534. S'il y avait eu mort ou blessures d'hommes? 535. voy. *Amende, Emprisonnement, Vol.*

PIGEONS. Le fait de les laisser divaguer dans le temps des récoltes constitue-t-il une contravention punissable? II. 446 voy. *Animaux domestiques, Divagation, Vol.*

PILLAGE. Comment doit être réprimé tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, etc., commis en réunion ou bande et à force ouverte? II. 415. Arrêt important sur la matière, 416. *Quid*, si le pillage ou le dégât n'avait été commis qu'en *réunion*? 418. De quel nombre d'individus doit être composée la réunion ou la bande? *id.* Que doit-on entendre par les mots *force ouverte*? *id.* Dans quel cas les peines prononcées contre les coupables de ce crime peuvent-elles être mitigées? 420. Dans ce cas, obligation qui leur est imposée, *id. Quid*, si les denrées pillées ou détruites sont des grains, grenailles, farines, etc., pain, vin, etc.? 421. voy. *Amende, Bandes armées, Blessures, Dévastation, Reclusion, Travaux forcés à temps.*

PIRATES. voy. *Corsaires.*

PLACE FORTE. La peine de mort est infligée à ceux qui, sans droit ou motif légitime, en auraient pris le commandement, I. 266. voy. *Bandes armées.*

PLACE PUBLIQUE. Les coupables condamnés

au carcan doivent subir cette peine sur une place publique, I. 87. Celle où l'exécution doit se faire est indiquée par l'arrêt de condamnation, 95. *Quid*, si la Cour qui a rendu l'arrêt n'avait pas indiqué le lieu de l'exécution? *id.* voy. *Chemins publics, Jeux, Lieux publics, Voleurs.*

PLAIDOYERS. voy. *Injures.*

PLANCHES. voy. *Confiscation spéciale.*

PLANS. Peines qui deviendraient applicables à ceux qui, par corruption, fraude ou violence, auraient soustrait et livré à l'ennemi ou aux agens d'une puissance étrangère les plans de fortification, arsenaux, ports ou rades, I. 241. voy. *Agens et préposés du Gouvernement, Déportation, Emprisonnement, Fonctionnaires publics.*

PLANTS. voy. *Dévastation.*

POIDS. Comment doit être réprimé l'usage de faux poids ou de fausses mesures par lesquels on aura trompé l'acheteur sur la quantité des choses vendues? II. 375. *Quid*, si ce n'était que des anciens poids ou mesures dont on aurait fait usage? 376. Dans quel cas l'acheteur peut-il être privé de toute action contre le vendeur? 378. La fraude devrait-elle, dans ce cas, rester impunie? *id.* S'il n'y avait pas eu fraude, le simple usage de poids ou mesures prohibés serait-il punissable? 379. — Peines que fait encourir la simple possession de faux poids ou fausses mesures dans ses magasins, boutiques, ateliers, etc., 534. L'emploi des poids ou des mesures différens de ceux qui sont établis par les lois en vigueur, *id.* 538. Arrêt sur la matière, 539. — Doit-on considérer comme faux poids et fausses mesures les anciens poids ou mesures qui seraient conformes aux anciennes matrices? *id.* L'emploi qui en aurait été fait serait-il punissable? 540. Arrêts sur la matière, *id.* 541. L'acheteur comme le vendeur se rendent-ils également coupables? 542. La loi sur l'établissement des nouveaux poids et mesures ne s'applique-t-elle qu'aux boutiquiers qui vendent au poids ou à la mesure? 542. — Dans quel cas les coupables de cette contravention deviennent-ils passibles de l'emprisonnement? 646. Les faux poids, les fausses mesures, ainsi que les poids et mesures différens de ceux que la loi a établis doivent ils être confisqués? 549. voy. *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Restitutions.*

POINÇONS. Peine que fait encourir la contrefaction ou falsification de ceux servant à marquer les matières d'or ou d'argent, I. 381. *Quid*, si l'on s'était servi du véritable poinçon qu'on se serait procuré par le moyen du calque ou de tout autre manière? 382. Peine qui alors deviendrait applicable, 383. Cas où l'usage d'un poinçon faux ou falsifié n'est pas punissable, 431. voy. *Reclusion.*

POISSONS. voy. *Empoisonnement, Emprisonnement.*

POLICE ADMINISTRATIVE. voy. *Dégradation civique.*

POLICE DE L'ÉTAT (HAUTE.) voy. *Surveillance de la haute police.*

POLITIQUE. Quelle est la seule que puisse avouer la raison, la morale et la justice? I. 6. voy. *Justice, Tribunaux.*

PONTS. voy. *Destruction.*

PORCS. voy. *Empoisonnement, Emprisonnement.*

PORT D'ARMES. Les condamnés aux travaux forcés à temps, au bannissement, à la reclusion et au carcan sont déchus du droit de port d'armes, I. 98. Les tribunaux, jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, en interdire l'exercice, 123. — Jurisprudence sur le permis de port-d'armes de chasse, 124 et suiv. Le délit de port-d'armes de chasse sans permis se prescrit par le délai d'un mois sans poursuites à compter du jour où il a été commis, 129. voy. *Chasse, Rebellion.*

PORTS. voy. *Bandes armées, Plans.*

POSSESSION. La possession, même immémoriale, contraire à la loi, ne peut affranchir des obligations que la loi impose, II. 497.

Poste. La peine de mort est infligée à ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront pris le commandement d'un poste, I. 266. voy. *Bandes armées.*

Poste aux-lettres. Dans quel cas un facteur de cette administration doit-il être considéré comme un dépositaire public? I, 449. — Peines que fait encourir toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'administration des postes, 486. — Est soumise à la surveillance du Ministre des finances, *id.* Loi encore en vigueur sur les contraventions qui peuvent se commettre à son préjudice, 487. *Quid*, si c'était par transport de lettres non cachetées? *id.* Quel serait le meilleur moyen d'assurer les lois et règlemens en cette matière? *id.* La violation du secret des lettres est contraire aux principes de la plus saine morale, *id.* Le Gouvernement a-t-il le droit d'examen sur les lettres venant de l'étranger ou destinées pour l'étranger? 488. Une lettre missive, tant qu'elle n'a pas été rendue publique, ne peut constituer ni crime ni délit punissables, *id.* Arrêt de la cour de cassation sur la matière, 489. Autre de la cour des Pairs, *id.* *Quid*, s'il n'y avait qu'une simple négligence à reprocher au préposé de l'administration des postes? *id.* Si c'était un simple particulier qui se fût rendu coupable de la suppression ou ouverture de lettre? 490. Une lettre interceptée peut-elle devenir, pour celui qui s'en est emparé, un titre obligatoire ou de décharge? *id.* Les messageries et autres voitures publiques peuvent-elles se charger de lettres? II. 576. voy. *Amende*, *Emplois publics*, *Fonctions publiques.*

Pouvoir législatif. voy. *Dégradation civique*, *Forfaiture.*

Prairies. Doivent-elles être considérées comme terrains chargés en tous temps de récoltes? II. 526.

Précepteurs. voy. *Mœurs.*

Préfets et Sous-Préfets. Quand deviennent-ils passibles de la dégradation civique? I. 355. D'une amende? 356. *Maximum* et *minimum* de celle qui doit leur être infligée pour avoir fait ouvertement, ou par personnes interposées, le commerce de grains, farines, boissons, dans l'étendue des lieux où ils ont droit d'exercer leur autorité, 461. — Dans ce cas, l'autorisation de les poursuivre est-elle nécessaire? 462. voy. *Dépôts de mendicité.*

Préméditation. Ne constitue qu'une circonstance aggravante du crime, sans en avoir par elle-même le caractère, I. 247. — En quoi consiste? II. 20. Ne doit pas être confondue avec la *volonté*, 21. voy. *Blessures*, *Homicide*, *Meurtre.*

Préposés. voy. *Administrations.*

Préposés des douanes. Quelles seraient les peines qui leur deviendraient applicables s'ils recevaient des rétributions quelconques de la part des pêcheurs? I. 454. Lorsqu'ils reçoivent une somme d'argent pour ne pas constater la contravention qu'ils ont reconnue? 455. Arrêt, *id.*

Préposés du Gouvernement. Comment devraient-ils être punis, s'ils livraient à l'ennemi ou à ses agens, à ceux d'une puissance étrangère, neutre ou alliée, les plans dont ils auraient eu le dépôt? I. 240. Quand doivent-ils être condamnés aux travaux forcés à temps? 448. Dans quels cas ceux des fonctionnaires ou officiers publics deviennent-ils passibles de l'emprisonnement? 450. — Peine qui doit leur être infligée lorsqu'ils ont aidé les fournisseurs ou leurs agens à faire manquer le service dont ils étaient chargés, II. 394. voy. *Bannissement*, *Charte*, *Dégradation civique*, *Fournisseurs*, *Travaux forcés à temps.*

Prescription. Comment s'acquiert celle des crimes *successifs*? I. 5.

Présidens des cours d'assises. voy. *Cours d'assises*, *Excuse.*

Présomptions. voy. *Exceptions.*

Prévenus. Quand peuvent-ils être recherchés pour la réparation du dommage causé, mal-

gré leur acquittement? I. 9. Les poursuites commencées contre eux, arrêtent-elles le cours de la prescription à l'égard de leurs complices? 383. voy. *Prisonniers.*

PREUVE. Tous les genres de preuve sont-ils admis en matière de délit, lorsque la loi n'en a pas autrement disposé? I. 457.

PRISONNIERS. Dans quel cas la réunion des prisonniers, prévenus, accusés ou condamnés doit-elle être considérée comme une réunion de rebelles? I. 545. Quand doivent-ils subir la peine à laquelle ils auraient été condamnés pour rebellion? 546. *Quid*, s'ils l'étaient à des peines afflictives et infamantes? 547. voy. *Concierges*, *Évasion*, *Mandat.*

PRISONNIERS DE GUERRE. Comment devrait être réprimée leur évasion? I. 587.

PRISONS. Doivent être salubres, I. 90. Paroles remarquables de d'Aguesseau à ce sujet, *id.* — Leur mauvais régime doit être considéré comme l'une des plaies les plus profondes du corps social? 91. voy. *Bris de prison.*

PRIVILÈGES. voy. *Noblesse.*

PROCÉDURES CRIMINELLES. voy. *Archives.*

PROCUREURS GÉNÉRAUX. Sont chargés de veiller à l'impression et à l'affiche des arrêts de condamnation, I. 112. — Dans quels cas doivent-ils être condamnés à la dégradation civique comme coupables de forfaiture? 332. Autre cas ou cette peine leur devient applicable, 340, 348. voy. *Domicile*, *Forfaiture*, *Outrages*, *Secret (Mise au)*

PROCUREURS DU ROI. Ne devraient être autorisés à poursuivre que les affaires graves, et dans lesquelles le public est intéressé, I. 157. — Cas où ils se rendraient coupables de forfaiture et devraient être punis de la dégradation civique, 332. Autres cas où cette peine leur devient applicable, 340, 348. voy. *Domicile*, *Forfaiture*, *Outrages.*

PROPOSITION. Comment doit être réprimée celle non agréée, de former un complot contre la vie ou la personne du Roi? I. 259. voy. *Complots*, *Crimes.*

PROPRIÉTÉS NATIONALES. voy. *Bandes armées.*

PROPRIÉTÉS PUBLIQUES. voy. *Bandes armées*, *Enchères.*

PROSTITUTION. voy. *Mœurs.*

PROVOCATIONS. La simple provocation au crime constitue-t-elle une tentative punissable? I. 20. — Quand peut-elle être considérée comme un fait de complicité? *id. Quid*, si elle résultait d'écrits imprimés? *ibid.* — Comment devait être punie, avant la loi du 17 mai 1819, celle à des crimes ou complots contre la sûreté de l'État, soit par des discours, des écrits imprimés, soit par placards affichés? 281. Le jury doit-il être interrogé sur le caractère de la provocation? 283. Arrêt, *id.* — Quelles sont celles qui rendent le meurtre, les blessures et les coups excusables? II. 61, 63, 64. voy. *Autorité publique*, *Bannissement*, *Complots*, *Publication*, *Rebellion.*

PRUD'HOMMES. voy. *Dégradation civique.*

PUBLICATION. Comment doit être punie la publication ou distribution d'écrits, ouvrages, avis, bulletins, affiches, journaux, feuilles périodiques ou autres imprimés, sans nom d'auteur ou d'imprimeur? I. 656. *Quid*, à l'égard des ouvrages manuscrits? 657. A l'égard des crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs qui font connaître la personne de laquelle ils tiennent l'écrit; de quiconque aura fait connaître l'imprimeur et de ce dernier lorsqu'il fera connaître l'auteur? 660. A l'égard des premiers, si l'écrit imprimé contient quelques provocations à des crimes ou délits? 662. Si la provocation n'a produit aucun effet et si l'écrit a été imprimé à l'étranger, et composé par un étranger, sont-ils passibles de peines? 663, 664. Dans tous ces cas, les exemplaires saisis doivent-ils être confisqués? *id.* — Amende qui est applicable aux afficheurs, crieurs, graveurs, imprimeurs et vendeurs. II. 516.

PUDEUR. Peines applicables pour tout outrage public à la pudeur? II. 90. Arrêts sur la matière, *id.* L'outrage aurait-il le

caractère de publicité, s'il avait eu lieu la nuit dans un lieu public? 91. Arrêt, *id.* *Quid*, s'il ne résultait que de discours? *id.* Est passible de la reclusion, lorsqu'il a été consommé ou tenté avec violence, *id.* Comment doit se constituer la tentative? *id.* Arrêts, 93 et suiv. Serait-il punissable de la reclusion, s'il avait été commis par violences, sur une femme qui aurait eu précédemment des enfans hors mariage? 96. Est puni des travaux forcés à temps, s'il a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de quinze ans accomplis, 97. Dans quel cas doit-il l'être de la peine des travaux forcés à perpétuité? *id.* Arrêts, 98 et suiv. voy. *Amende*, *Emprisonnement*, *Instituteurs*, *Ministres des cultes*, *Fonctionnaires publics*, *Serviteurs à gages*.

QUALIFICATION. Comment devrait être puni celui qui en aurait pris une fausse pour tromper la crédulité d'autrui? I. 418.

RADES. voy. *Plans*.

RAPT. voy. *Mineurs*.

RATELAGE. voy. *Champs*.

RAVISSEURS. voy. *Mineurs*.

REBELLES. voy. *Rebellion*.

REBELLION. Définition de ce qui la constitue, I. 523. De simples voies de fait pourraient-elles la constituer? 524. *Quid*, si la force publique ou les porteurs de mandats de justice s'étaient introduits de nuit dans la maison des citoyens? *id.* Si l'officier public n'avait pas été revêtu des marques distinctives de sa qualité? *id.* Arrêts importans sur la matière, 525 et suiv. — Se rend-on coupable de rebellion, en s'opposant à la violation de son domicile, lorsque les formalités exigées par la loi ne sont pas exécutées? 527. Si les porteurs d'ordre avaient eux-mêmes commencé d'user de violences et de voies de fait sans y avoir été provoqués, l'individu qui leur aurait fait résistance aurait-il encouru les peines de la rebellion? *id.* Arrêt, 528 et suiv. Observations sur le système adopté par cet arrêt, 530. *Quid*, si elle a été commise par plus de vingt personnes armées? 533. S'il n'y a pas eu port d'armes? *id.* Si elle a été commise par une réunion armée de trois personnes ou plus, jusqu'à vingt inclusivement? 535. Si, dans ce cas, il n'y a pas eu port d'armes? *id.* Si elle a été commise par une ou deux personnes avec armes? *id.* Sans armes? *id.* Devant quels tribunaux doivent être traduits les prévenus de cette dernière rebellion? 536. Arrêts sur la matière, *id.* — Comment doit être réprimée la rebellion avec bande ou attroupement? 537. De quel nombre de personnes doit être composée la réunion pour constituer l'attroupement? 538. En ce cas, obligation qu'impose la loi avant de faire agir la force publique contre les individus qui la composent, *id.* Quelles sont les peines qui deviennent applicables aux auteurs de crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion d'une rebellion? 542. Quelles étaient celles qui devaient être infligées aux provocateurs avant la loi du 17 mai 1819? 544. — Cas où les coupables de rebellion doivent toujours être condamnés à l'amende, *id.* Réunions qui sont considérées comme réunions de rebelles, 545. — Pour quel temps les chefs de la rebellion ou ceux qui l'auront provoquée peuvent-ils être mis sous la surveillance de la haute police? 548. voy. *Blessures*, *Emprisonnement*, *Hospices*, *Ouvriers*, *Prisonniers*, *Reclusion*, *Travaux forcés à temps*.

RECÉLÉ. Comment doit être réprimé le recélé de choses enlevées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit? I. 196. Est-il d'une justice bien exacte de condamner le recéleur à la peine aggravante de circonstances qu'il aurait ignorées? 198. Ce crime a-t-il les caractères d'une véritable complicité? 201. — Peine encourue pour avoir recélé ou fait recéler des personnes coupables de crimes emportant peine afflictive, 602. Exception, *id.* Puissans motifs qui devraient faire abolir cette jurisprudence, *id.* et suiv. — Quelles sont les peines applicables à quiconque aura recélé ou caché le cadavre d'une personne

homicidée, ou morte des suites de coups ou blessures ? II. 149. Comment doit se constituer ce délit ? *id. Quid*, si celui qui s'en serait rendu coupable s'était présenté pour en faire sa déclaration à la justice avant toutes poursuites et au moment où le genre de mort de l'homicidé pouvait encore être constaté ? 150. Si la mort de la personne n'était arrivée que depuis que le recélé aurait cessé par le fait personnel et volontaire du prévenu ? *id.* A l'égard de l'individu qui aurait tenu caché dans sa maison la personne blessée, s'il ne s'y était porté que pour lui donner les soins qu'exigeait son état ? *id.* Le coupable du recélé dans ces divers cas devrait-il être réputé le complice de l'homicide, des blessures ou des coups ? *id.* Les époux, pères, mères, frères et sœurs de l'individu qui aurait commis l'homicide, sont-ils exceptés de ces dispositions ? *id.* voy. *Complicité*, *Déportation*, *Enfant*, *Espions*, *Mort*, *Travaux forcés à perpétuité et à temps*, *Vol.*

Recettes. voy. *Confiscation spéciale.*

Receveurs de l'enregistrement. Sont chargés de poursuivre le recouvrement des amendes prononcées pour contravention de police, II. 485. Ordonnance royale à ce sujet, *id.* Doivent-ils percevoir le *décime pour franc* ? 486. voy. *Communes.*

Récidive. Différentes peines qui sont encourues pour crimes et délits commis par récidive, I. 162 et suiv. Observations et arrêts importans sur la matière, 164 et suiv. Le fait de la récidive doit-il être soumis à la décision du jury ou à celle des cours d'assises ? 167. Arrêt, *id.* L'aggravation des peines pour cause de récidive est-elle personnelle ? 172. — Comment se constitue celle en matière de contraventions de simple police ? II. 550 et suiv. Arrêt sur cette matière, 553. voy. *Accusé*, *Emprisonnement*, *Peines*, *Tribunaux*, *Vagabondage.*

Réclamation légale. Que doit-on entendre par une réclamation de ce genre ? I. 328. voy. *Dégradation civique.*

Reclusion. Est une peine afflictive et infamante, I. 39. En quoi diffère de l'emprisonnement ? 47. Mode d'exécution de cette peine, 89. Sa durée doit être de cinq années au moins et de dix ans au plus, *id.* Autre différence qui existe entre les condamnés à cette peine et ceux qui le sont aux travaux forcés, *id.* Comment doivent-ils être traités ? 90. Doivent-ils être attachés au carcan ? 91. — Sa durée doit se compter du jour de l'exposition, 92. Celui qui y est condamné ne peut être relevé de l'infamie qu'elle lui a imprimée, que par la réhabilitation, 94. Incapacités qui résultent pour les condamnés à cette peine, 98. Doivent être de plus, pendant la durée de leur peine, en état d'interdiction légale ; il doit leur être nommé un curateur pour gérer et administrer leurs biens, 101. Quand le condamné doit-il rentrer dans la possession de ses biens, et son curateur lui rendre compte de son administration ? 103. Pendant la durée de sa peine, peut-il lui être remis aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus ? 105. — Les coupables condamnés à cette peine sont de plein droit, après qu'ils l'ont subie, sous la surveillance de la haute police de l'État pendant toute leur vie, 142. — Doit être prononcée contre tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la peine du carcan ou le bannissement, 162. Quand doit-elle être remplacée par la peine des travaux forcés à temps et la marque ? *id.* Cas où elle doit être convertie en une détention dans une maison de correction, et pour quelle durée ? 214. Remplace, à l'égard des septuagénaires, la déportation, les travaux forcés à temps et à perpétuité, 220, 221. Est applicable à tout individu non révélateur d'un complot, lorsqu'il s'agit du crime de lèse-majesté, 298. A toute personne qui aura fait un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État, des vrais timbres, marteaux ou

poinçons qu'elle se sera induement procurés, 383. *Quid*, si, après se les être procurés, elle n'en avait fait aucun usage? 384. Si l'usage n'était préjudiciable qu'aux intérêts des particuliers? *id.* Dans ce cas la flétrissure doit-elle être infligée? *id.* Autres cas où cette peine est applicable, 385. — Est infligée pour la répression du faux en écriture privée, 411. Pour avoir fait usage de la pièce fausse, 414. Exceptions à l'égard des certificats, 415. Quand est-elle encourue par le porteur d'une fausse feuille de route? 420. Par les officiers publics? 423. Par les fonctionnaires publics pour concussion? 450. Doit être appliquée à tout juge prononçant en matière criminelle, ou au juré qui s'est laissé corrompre, 471. A tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, pour abus d'autorité contre la chose publique, 491. — Dans quel cas remplace le bannissement ou le carcan à l'égard des fonctionnaires ou officiers publics, 507. — Circonstances qui la rendent applicable pour rebellion, 533, 535. Pour violences exercées contre les fonctionnaires publics, 571, 573. Pour évasion de détenus, 589, 591. Pour bris de scellés, 607. Pour complicité dans une association de malfaiteurs 634. Pour violences exercées envers les personnes par les mendians et vagabonds, 651. — Pour blessures et coups volontaires non qualifiés-meurtres, II. 42. Arrêts sur la matière, 43 et suiv. Dans quel cas cette peine doit-elle être convertie en celle des travaux forcés à temps, pour la repression de ce crime? 49. — Doit être infligée à quiconque aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, 52. Circonstances qui la rendent applicable à cette dernière, *id.* — Est encourue par tout coupable de viol consommé ou tenté avec violence, 92. Pour enlèvement, détournement, déplacement, etc., de mineurs, 140. Pour faux témoignage en matières correctionnelle, de police et civile, 162. Pour vol, 245, 270, 282. — Doit être infligée aux voituriers, bateliers ou leurs préposés, lorsqu'ils ont altéré les liquides ou autres marchandises dont le transport leur aurait été confié, 268. Aux serruriers coupables d'avoir contrefait ou altéré des clefs, 298. A tout directeur, commis ou ouvrier de fabrique qui aura communiqué à des étrangers ou à des Français résidant à l'étranger, des secrets de la fabrique où il est employé, 366. Aux fournisseurs qui, sans y avoir été contraints par une force majeure, auront fait manquer le service dont ils étaient chargés, 392. Aux coupables de destruction d'édifices, ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions appartenant à autrui, 405. De destruction ou d'incendie de pièces, 410. Énumération de ces pièces, *id.* — Doit être infligée aux coupables de pillage ou dégât de denrées ou marchandises, etc., commis en réunion ou bande, et à force ouverte, qui prouveront y avoir été entraînés par provocations ou sollicitations, 420. voy. *Archives, Curatelle, Enfant, Experts, Fonctionnaires publics, Juges, Jurés, Marque, Marques particulières, Port-d'armes, Service militaire, Témoins, Travaux forcés à temps.*

RÉCOLTES. voy. *Autorité municipale, Dévastation, Incendie, Inondation, Prairies, Terrain, Vol.*

RÈGLEMENS. Dans quels cas ceux d'administration doivent-ils être exécutés? II. 559. — Si les nouveaux règlemens ne portaient que des peines de simple police, pourrait-on en infliger de correctionnelles sur le fondement qu'un règlement antérieur en aurait prononcé de cette nature? 560. — Arrêt, *id.* — Quels sont ceux qui se trouvent maintenus? 561, 562. voy. *Cours, Manufactures, Tribunaux.*

RÈGLEMENT DE POLICE. Sa définition, I. 218. Quand devient-il obligatoire? 219. — Doit toujours recevoir son exécution provisoire, II. 497.

RÉHABILITATION. N'a rien de commun avec les lettres d'abolition qui se délivraient autrefois, I. 168. voy. *Carcan, Dégradation civique, Reclusion.*

Rélégation. En quoi consistait chez les Romains? I. 45. Époque où ce genre d'exil a été autorisé en France, *id.* voy. *Bannissement.*

Religion. Ses secours furent refusés pendant des siècles aux condamnés à la peine capitale, I. 73. Cet usage fut aboli par Charles VI, *id.* D'où pouvait-il provenir? *id.* voy. *Mort.*

Religionnaires. Conséquences que l'on peut tirer de leur proscription par suite de la révocation de l'édit de Nantes, I. 113, 114.

Réparations. voy. *Édifices.*

Réparations civiles. voy. *Outrages.*

Représailles. voy. *Bannissement.*

Réquisitions. voy. *Force publique, Officiers du ministère public.*

Réservoirs. voy. *Empoisonnement.*

Responsabilité. La responsabilité civile n'emporte avec elle aucune peine, I. 225. Arrêt, *id.* Quel est le tribunal compétent pour la prononcer en matière criminelle, correctionnelle ou de police? 226. voy. *Aubergistes, Communes.*

Restaurant. voy. *Vol.*

Restitutions. Lorsqu'il y a lieu à restitution, le coupable doit-il être condamné, en outre, à des indemnités? I. 146. Par qui ces indemnités doivent-elles être déterminées? *id.* Ne peuvent être appliquées à une œuvre quelconque, *id.* Ne doivent être accordées que sur la demande de la partie civile, 147. Les indemnités ne sont que l'accessoire des restitutions, *id.* — Celui qui aurait obtenu ces indemnités pourrait-il les employer en œuvres quelconques s'il n'indiquait pas quelle en aurait été l'origine? *id.* — Arrêt, *id.* — L'exécution des condamnations aux restitutions peut elle être poursuivie par la voie de la contrainte par corps? 148. II. 489. Dans ce cas, quelle doit être la durée de l'emprisonnement? 489. *Quid*, lorsqu'elles sont prononcées au profit de l'État? *id.* Si elles l'étaient en faveur des communes? 490. Obtiennent-elles la préférence sur l'amende et la confiscation? I. 156. et II. 488. Tous les condamnés pour un même crime ou délit sont-ils tenus solidairement des restitutions? I. 158. Arrêts sur la matière, *id.* et suiv. Quelles sont celles dont les aubergistes et hôteliers demeurent responsables? 222. Qui doivent être prononcées contre les fonctionnaires publics? 447. Pour abus de confiance? II. 327. Pour avoir trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, 374. Pour usage de faux poids ou fausses mesures, 375. Pour destruction de ponts, digues, chaussées, etc., 405. voy. *Amende, Dommages-intérêts, Indemnités.*

Retraite. voy. *Bandes armées.*

Révélation. Celle ordonnée par le Code ne doit pas être confondue avec la délation, I. 288. Pourquoi n'est-elle pas une délation proprement dite? 290. Raisons qui devraient la faire abolir, *id.* et suiv. Qu'est-ce qui a pu déterminer le législateur à en imposer l'obligation? 302. voy. *Complots, Crimes, Emprisonnement, Monnaie (fausse).*

Revendication. Ses effets, I. 352. voy. *Amende, Conflit.*

Révision. Celle des arrêts de condamnation est autorisée dans des cas beaucoup trop restreints, I. vij. Quand la demande en révision doit-elle être favorablement accueillie? 102.

Révocation. voy. *Fonctionnaires publics.*

Réunion armée. Ce qui la constitue, I. 540. Comment devraient être punies les personnes munies d'armes cachées, qui auraient fait partie d'une troupe ou réunion non réputée armée? 541. voy. *Déportation, Ouvriers, Pillage, Rebellion.*

Réunion de rebelles. voy. *Rebellion.*

Réunions publiques. Sont celles où le public est admis à volonté, I. 674. voy. *Ateliers.*

Rouliers. Obligations qui sont imposées aux rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, sous peine d'amende, II. 515, 519, 520. Quand peuvent-ils être punis de l'empri-

sonnement ? 530. voy. *Chemins publics*, *Gendarmerie*.

ROUTE. (Feuille de) voy. *Feuilles de route*.

ROUTES (GRANDES). voy. *Contraventions*, *Gendarmerie*.

RUES. Comment doivent être punis ceux qui obligés de nettoyer les rues ou passages, l'auront négligé? II. 492. Arrêt sur la matière, 496. voy. *Chemins publics*, *Éclairage*, *Jeux*, *Lieux publics*, *Voleurs*.

RUPTURE. Comment doit être punie celle des instrumens d'agriculture, parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens? II. 436. voy. *Emprisonnement*.

SAGES-FEMMES. Si elles avaient procuré ou administré à une femme enceinte, les moyens d'avorter, seraient-elles passibles de la même peine que les médecins, chirurgiens, etc.? II. 57. Loi qu'on doit consulter relativement à leur instruction et à leur réception, *id.* Obligation qui leur est imposée dans un accouchement laborieux sous peine de se rendre coupables d'homicide volontaire par imprudence, 60. — Se rendraient-elles coupables d'un délit punissable, si elles indiquaient, dans leur déclaration d'accouchement, un autre nom que celui de la véritable mère? 130. Si elles déclaraient sciemment l'enfant né de la femme légitime du père indiqué, lorsqu'il serait né de sa concubine? *id.* Arrêts, *id.* voy. *Avortement*, *Secrets*, *Travaux forcés à temps*.

SAISIE. voy. *Confiscation spéciale*.

SALLES DE SPECTACLE. voy. *Lieux publics*, *Théâtres*.

SCEAU DE L'ÉTAT. La peine de mort devient applicable à l'individu qui l'aura contrefait ou aura seulement fait usage de ce sceau contrefait, I. 378. *Quid*, s'il n'avait pu tirer de cette contrefaçon aucun avantage? 380. Que doit-on considérer comme sceau de l'État? *id.* Dans quel cas l'usage d'un sceau faux ou falsifié, n'est-il passible d'aucune peine? 431.

SCEAUX PARTICULIERS. voy. *Marques particulières*.

SCELLÉS. Dans quel cas le bris de scellés fait-il encourir aux gardiens la peine d'emprisonnement? I. 604, 605. Celle des travaux forcés à temps? 607. Peine qui devient applicable à tout autre individu, *id.* Autre cas ou l'emprisonnement doit être infligé aux gardiens comme aux autres coupables de bris de scellés, 608. Comment doit être puni un vol commis à l'aide de bris de scellés? 609. *Quid*, si le bris a eu lieu avec violences envers les personnes? 613. voy. *Reclusion*, *Travaux forcés à temps*.

SCRUTIN. La peine du carcan devient applicable à tout citoyen qui, étant chargé dans un scrutin du dépouillement des billets contenant les suffrages des votans, aura été surpris soustrayant ou falsifiant lesdits billets, I. 311. Quelle serait la mesure qui devrait être prise pour éviter ce crime? 312. Emprisonnement et interdiction encourus par tout autre personne coupable de ce crime? 313. voy. *Emprisonnement*.

SECOURS. Peine encourue contre ceux qui en auront fourni aux ennemis de l'État, I. 234. En quoi doivent-ils consister? *id.* voy. *Service*.

SECRET. (MISE AU) Est une peine au moins inutile, I. 58. Odieux de cette mesure? *id.* Par qui doit être ordonnée? *id.* En quoi doit consister? *id.* A quoi peut être comparée, 59. Circulaire adressée à ce sujet par le ministre de la justice aux procureurs généraux? *id.* voy. *Cages de fer*, *Détenus*, *Gêne*.

SECRETS. Quelles sont les peines encourues par les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes, et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui les auront révélés hors le cas où la loi les y oblige? II. 206. *Quid*, si, dans ce dernier cas, ce n'était pas à la justice qu'ils en eussent fait la révélation? 207. Les *confesseurs* et les *conseils*

des parties, sont-ils compris dans cette disposition? *id.* La disposition même de la loi qui ordonne la révélation, est-elle obligatoire pour ces derniers? 208. Si la personne à qui le secret aurait été confié était appelée à porter témoignage en justice, devrait-elle le divulguer? *id.* voy. *Industrie, Poste aux lettres.*

SÉDITION. Cas où la peine de mort doit être infligée aux individus faisant partie d'une bande armée, qui sont saisis sur le lieu de la réunion séditieuse? I. 273, 274. Dans quel cas la déportation devient-elle applicable aux mêmes individus? 275. Quand ne sont-ils passibles d'aucune peine pour le fait de sédition? 277. voy. *Bandes armées, Blessures.*

SÉDUCTION. voy. *Corruption.*

SENTIERS. voy. *Chemins publics.*

SÉPULTURES. voy. *Tombeaux.*

SÉQUESTRATION. voy. *Arrestations.*

SERMENT. Les fonctionnaires publics ne peuvent entrer en fonction avant d'avoir prêté serment, I. 502. —Comme doit être réprimé le faux serment déféré ou référé en matière civile? II. 166. Quand peut-il être déféré et référé? *id. Quid*, si le faux serment avait été bénévolement prêté? 167. Cas où le coupable du faux serment ne se serait pas rendu coupable d'un délit punissable, *id.* Comment acquérir la preuve qu'un faux serment a été réellement porté? 168. Arrêts, *id.* voy. *Dégradation civique.*

SERRURIERS. voy. *Clefs, Reclusion.*

SERRURIERS EN BATIMENS. voy. *Faillite.*

SERVICE. Quelles sont les peines applicables aux commandans, officiers ou sous officiers de la force publique pour refus d'un service dû légalement? I. 575. Aux témoins et jurés? 582. —Dans quels cas ceux qui auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auront été requis, sont-ils passibles d'amende? II. 516. *Quid*, si c'était un garde national qui eût refusé de faire le service dont il aurait été requis, 529.

SERVICE MILITAIRE. Les condamnés aux travaux forcés à temps, au bannissement, à la reclusion et au carcan sont déchus de ce droit, I. 98.

SERVICE PUBLIC. Peine encourue par toute personne qui, pour s'en redimer ou en affranchir autrui, aura fabriqué, sous le nom d'un officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmités, I. 424, 425. voy. *Emprisonnement, Médecins.*

SERVITEURS A GAGES. Dans quel cas sont-ils passibles des travaux forcés à perpétuité pour crime de viol ou autre attentat à la pudeur? II. 97. Pourquoi, si la peine de mort pouvait être maintenue, devrait-elle leur être infligée? 99. voy. *Domestiques.*

SIGNATURES. voy. *Extorsions, Travaux forcés à temps.*

SOCIÉTÉS. voy. *Associations.*

SOLDATS. Peine qu'encourent les individus qui en font engager ou enrôler sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime, I. 264. voy. *Armes, Espions, Munitions, Troupes.*

SOLIDARITÉ. Est de *droit* pour le paiement des amendes, des restitutions des dommages-intérêts, et des frais contre tous les condamnés pour un même crime ou délit, I. 158. —Ne peut jamais résulter que de la convention ou d'une loi spéciale, 159. Pourrait-elle être prononcée contre tous les individus qui n'auraient pas été condamnés par le même jugement, quoique poursuivis pour le même crime ou délit? 160. —Autre solidarité de personnes et d'actions, *id.* et suiv.

SONGES. Peines applicables à ceux qui font le métier de deviner ou d'expliquer les songes, II. 534. *Quid*, si l'on n'en avait fait qu'un simple amusement? 543. Quand la peine d'emprisonnement doit-elle être infligée aux coupables de cette contravention? 546. Confiscation qui doit être prononcée, 549.

SORCELLERIE. voy. *Injures.*

Soumissions. voy. *Enchères.*

Sous-préfets. Doivent-ils être considérés comme fonctionnaires publics lorsqu'ils rédigent l'acte de remplacement d'individus désignés par le sort pour faire partie de l'armée ? I. 403. voy. *Préfets.*

Soustractions. Comment doivent être réprimées celles commises par les dépositaires ou comptables publics ? I. 440, 443. Quels sont ceux qui doivent être considérés comme tels ? 440 et suiv. — Quand perdent-elles le caractère de crime et comment alors doivent-elles être punies ? 445. Celle d'un titre, d'une pièce ou mémoire produit dans une contestation judiciaire est passible d'amende, II. 344. Par qui doit-elle être prononcée ? *id.* Dans quel cas cette soustraction devrait-elle être considérée comme vol ? *id.* Si la pièce soustraite était arguée de faux, sa soustraction arrêterait-elle les poursuites sur la prévention de faux ? 345. *Quid*, si la pièce soustraite avait été produite devant un corps administratif? *id.* voy. *Amende, Archives, Emprisonnement, Travaux forcés à temps, Vol.*

Spectacles. voy. *Théâtres.*

Statues. Comment doit être punie la dégradation de celles destinées à l'utilité ou à la décoration publique ? I. 614. voy. *Amende, Emprisonnement.*

Stilets. voy. *Armes.*

Subornation. Cas où la subornation de témoins n'est pas punissable, I. 175. voy. *Témoins.*

Substitution d'enfant. voy. *Enfant.*

Substituts des procureurs-généraux ou du roi. Dans quels cas doivent-ils être punis de la dégradation civique, comme coupables de forfaiture ? I. 332. Autres cas où cette peine leur devient applicable, 340, 348. voy. *Domicile, Forfaiture.*

Suffrages. voy. *Amende, Délibérations de famille, Élections, Scrutin.*

Suicide. Les personnes qui auraient facilité le suicide, sans y avoir *coopéré de fait*, peuvent-elles être poursuivies ? I. 175, et II. 8. Arrêt sur la matière, 8. — Sous l'ancienne législation, était considéré comme homicide volontaire, sous la nouvelle il ne constitue ni crime ni délit, 6. Moyens sûrs pour en diminuer le nombre, 7. Circonstance qui s'opposerait au rétablissement de l'ancienne législation, *id.* Résumé des motifs que l'on peut donner en faveur et contre le suicide, *id.* Pourquoi, en bonne politique, la loi n'a pas dû y attacher de peine ? 84.

Supplices. Conséquences nécessaires de ceux qui effraient l'imagination par leur atrocité, I. 39.

Suppliciés. Leurs corps doivent être délivrés à leurs familles si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun appareil, I. 77. voy. *Assemblée constituante.*

Supposition d'enfant. voy. *Enfant.*

Supposition de nom. voy. *Faux, Passe-ports.*

Suppression d'enfant. voy. *Enfant.*

Surveillance de la haute police (mise en). Comment pourrait-elle produire d'heureux résultats ? I. vii. Ne peut être prononcée que par une disposition *spéciale* de la loi, 49. Le renvoi sous cette surveillance est une peine commune aux matières criminelle et correctionnelle, 52. Était inconnue sous l'ancienne législation, 53. Dans quel cas peut-elle être prononcée comme peine principale ? 54. Quel est l'effet du renvoi sous cette surveillance ? 131. Le temps fixé pour la mise en surveillance étant expiré, le détenu pour cette cause doit-il être mis en liberté, sans attendre que l'ordre en soit donné par l'administration ? 135. Lorsque les condamnés à cette peine doivent être détenus pour plus d'une année, peuvent-ils être conduits dans une maison de dépôt ? 135. — Les condamnés aux travaux forcés à temps et à la reclusion sont de plein droit et pendant toute leur vie sous cette surveillance, 142. L'individu soumis à cette peine devrait-il en être affranchi dans le cas où il obtiendrait des lettres de grace ou de commutation à une autre peine qui

ne l'emporterait pas? 143. Les condamnés au bannissement y sont soumis de plein droit et pendant un temps égal à la peine qu'ils auront subie, 144. Quels sont les autres individus qui doivent y être renvoyés? *id.* Quand ne doit être prononcée que par une disposition particulière de la loi? 145. Cas où elle peut être infligée aux condamnés à l'emprisonnement, 171. Aux individus qui auront fait partie de bandes armées? 277. — Pour quel temps peuvent être mis les époux et les parens, pour non révélation de crimes et complots? 303. Odieux de cette mesure, 304. Autres cas où elle peut être infligée, 305, 375, 548. Circonstance qui doit la faire prononcer contre les personnes coupables d'avoir favorisé une évasion, ou des tentatives d'évasion, 599. — Dans quel cas est encourue par l'auteur de menaces d'assassinat, d'empoisonnement, etc.? II. 41. Autres cas où les tribunaux ont la faculté de l'infliger, 52. — Pour attentat aux mœurs, 102. Pour arrestation illégale, 122. Pour larcins et filouteries, 305. Ne peut jamais être l'accessoire des peines de simple police? 326. Doit-elle être prononcée contre les chefs ou moteurs de coalition d'ouvriers? 363. — Pour avoir fait hausser ou baisser le prix des denrées ou marchandises, des papiers ou effets publics, 368, 370. Dans ce dernier cas, quand doit-elle commencer à courir? 371. — Pour avoir fait des paris sur la hausse ou la baisse des effets publics, *id.* Pour dévastation de récoltes ou de plants, 424. Pour avoir empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, moutons, chèvres, porcs, poissons d'étangs, viviers ou réservoirs, 437. voy. *Accusé*, *Bandes armées*, *Bannissement*, *Caution*, *Gouvernement*, *Monnaie* (*fausse*), *Rebellion*, *Reclusion*, *Tribunaux.*

Suspension. voy. *Fonctionnaires publics.*

Talion (peine du). Dans quel cas devient applicable au juge ou juré qui s'est laissé corrompre, I. 473.

Tapages. voy. *Bruits*, *Violences.*

Taxes. voy. *Concussion.*

Témoignage (faux). Comment doit-il être puni lorsqu'il est porté en matière criminelle? II. 153. Le faux témoin pourrait-il être déchargé de la peine qu'il aurait encourue, s'il n'avait pas fait sa déposition dans le dessein de nuire? 154. Serait-il passible de peine si le jury n'avait pas déclaré que son témoignage avait été porté en faveur ou contre l'accusé? *id.* Pourrait-on faire résulter le faux témoignage de ce que le témoin aurait refusé de répondre aux interpellations ayant un trait direct à l'accusation? *id.* La flétrissure doit-elle être appliquée pour faux témoignage? 155. — Comment peut se constituer ce crime? *id.* Arrêts sur la matière, *id.* — La peine prononcée pour faux témoignage en matière criminelle devrait-elle être infligée dans le cas où l'affaire sur laquelle il aurait été porté aurait perdu son caractère de crime aux débats? 157. — On ne pourrait le faire résulter de ce que la déposition d'un témoin se trouverait en opposition avec celle d'un et même de plusieurs autres, *id.* Autre cas d'où l'on ne pourrait le faire résulter, *id.* Arrêts, *id.* Cas contraires et arrêts sur la matière, 158. — Dans quels cas les officiers de santé et autres gens de l'art, et les officiers de police se rendraient-ils coupables de faux témoignage? 159. L'interprète juré qui aurait infidèlement transmis aux débats la déposition des témoins, s'en rendrait-il coupable? 160. Les individus appelés aux débats en vertu du pouvoir discrétionnaire du président pourraient-ils être poursuivis et condamnés comme faux témoins? *id. Quid*, à l'égard de la tentative de ce crime? 161. — Peine qui doit être infligée au coupable de faux témoignage porté en matière correctionnelle ou de police, 162. En matière civile, *id.* Au faux témoin dans ces matières, lorsqu'il aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, 163. voy. *Révision.*

Témoins. Quels sont les personnes qui ne peu-

vent pas l'être? I. 98. — La faculté d'être témoin, soit dans les actes, soit en justice, peut être interdite, dans certains cas, par les tribunaux jugeant correctionnellement, 124. — Deviennent-ils passibles de l'emprisonnement pour non comparution? 182. *Quid*, s'ils se trouvaient hors d'état de fournir à leur déplacement? *id.* — Comment se constitue la subornation de témoins, et quelles sont les peines qui deviennent applicables à l'auteur de ce crime? II. 164. Considérée en elle-même et isolément du faux témoignage, ne constitue pas un délit punissable, *id.* Quand prend-elle ce caractère? 165. Arrêts sur la matière, *id.* La subornation de témoins serait-elle un motif suffisant de surseoir au jugement et à l'instruction du procès? *id.* Pourquoi le Code n'a-t-il pas autorisé de poursuites contre le suborneur, tant que la subornation n'a pas produit son effet? 166. voy. *Cours d'assises*, *Duel*, *Emprisonnement*, *Injures*, *Mort*, *Service*, *Passe-ports*, *Témoignage* (*faux*), *Travaux forcés à perpétuité et à temps.*

TENTATIVES. Dans quel cas la tentative de crime doit-elle être considérée comme le crime même? I. 10. Autorisation qui, dans ce cas, devrait être laissée aux tribunaux, 11. Arrêts sur cette matière, 12 et suiv. Ne doit pas être confondue avec la tentative de la tentative du crime, 15. Le simple usage de fausses clefs, l'escalade ou l'effraction, peuvent-ils constituer une tentative punissable? 16. Autres arrêts sur la matière, *id.* et suiv. La provocation au crime est elle une tentative punissable? 20. — Quand les tentatives de délits doivent-elles être considérées comme les délits mêmes? *id.* La tentative de simples contraventions de police ne doit pas être poursuivie, 21 et II. 511. voy. *Abus de confiance*, *Arrestations*, *Coalition*, *Complices*, *Contrefaçon*, *Enfant*, *Escroquerie*, *Extorsions*, *Larcins*, *Parricide*, *Pudeur*, *Viol.*

TERRAIN. Amende applicable à ceux qui auront passé, sans en avoir le droit, sur un terrain ou sur partie de ce terrain préparé ou ensemencé, II. 493. A ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui avant l'enlèvement de la récolte, *id.* Obligations que doivent s'imposer les officiers du ministère public avant de poursuivre cette contravention, 508. *Quid*, s'il y avait eu bris de clôture? 509. Autre amende qu'encourt celui qui, sans droit, aura entré ou passé sur un terrain, dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyaux, ou fruits mûrs ou voisins de la maturité, 515. Celui qui aurait fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, etc., sur le terrain d'autrui ensemencé ou chargé d'une récolte, ou dans un bois taillis appartenant à autrui, 516, 524. Dans ces derniers cas, la contravention peut-elle être poursuivie d'office? 525. *Quid*, s'il n'y avait pas eu simple passage, mais dépaissance? 526. Arrêts sur cette dernière matière, *id.* et suiv. voy. *Prairies*, *Rues.*

THÉATRES. Quelles seraient les peines applicables à ceux qui en auraient ouvert sans la permission de l'autorité publique? II. 352. A tout directeur, tout entrepreneur de spectacles, toute association d'artistes qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques, au mépris des lois relatives à la propriété des auteurs? 384. Diverses lois sur cette dernière matière, *id.* et suiv. Quelles sont celles à consulter sur la police à exercer dans les salles de spectacles? 386. La représentation des pièces avant que le dépôt exigé par la loi eût été effectué, pourrait-elle établir une contravention punissable? 389. voy. *Amende*, *Confiscation spéciale*, *Emprisonnement.*

TIMBRE PARTICULIER. voy. *Marques particulières.*

TIMBRES NATIONAUX. Peine qui doit être infligée à l'individu qui les aura contrefaits ou falsifiés, I. 381. — Quand sont-ils réputés nationaux? *id.* Comment doit être réprimé l'usage des vrais timbres qu'on se sera indûment procurés? 383. Cas

où l'usage d'un timbre faux ou falsifié n'est passible d'aucune peine, 431. voy. *Reclusion.*

TITRES. Peine qui devient applicable pour usurpation de titres, I. 617. voy. *Emprisonnement, Fonctionnaires publics, Juges, Officiers publics.*

TITRES. voy. *Travaux forcés à temps.*

TOMBEAUX. Comment doit être réprimée toute violation de tombeaux ou de sépultures? II. 151. *Quid*, s'il se rattachait à cette violation quelque autre crime ou délit, 152. Arrêts sur la matière, *id.* et suiv. voy. *Amende, Emprisonnement.*

TORTURES. voy. *Arrestations, Malfaiteurs, Menaces.*

TRANSPORTATION. Dans quel cas était autrefois prononcée cette peine, I. 639. voy. *Vagabondage.*

TRAVAUX. Comment doit être puni quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection de ceux ordonnés par le Gouvernement? II. 409. voy. *Amende, Emprisonnement, Service.*

TRAVAUX FORCÉS. Mode d'exécution de cette peine à l'égard des hommes, I. 78. A l'égard des femmes et filles, 79. Le condamné à cette peine ne peut être relevé de l'infamie qu'elle lui a imprimée que par la réhabilitation, 94. voy. *Travaux forcés à perpétuité et à temps.*

TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ. Est une peine afflictive et infamante, I. 39. Ne peut être prononcée que dans les cas déterminés par une loi formelle et spéciale, 40. Les condamnations à cette peine emportent mort civile, 84. — Comment doivent être marqués ceux qui y sont condamnés? 87. Doivent être exposés au carcan pendant une heure, 91. — Est encourue par tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant celle des travaux forcés à temps ou la déportation, 162. Quand doit-elle être remplacée par la peine de mort? *id.* Cas où cette peine peut être appliquée pour recélé, 199. Où elle doit être convertie en un emprisonnement dans une maison de correction, 214. Ne peut être prononcée contre une personne âgée de 70 ans accomplis au moment du jugement, 219. Par quelle autre peine est-elle remplacée? 220. L'individu qui y est condamné, dès qu'il a atteint sa soixante-dixième année doit en être relevé et renfermé dans une maison de force, 221. — Quand cette peine doit-elle être appliquée pour crime de fausse monnaie? 366. Aux fonctionnaires ou officiers publics pour crime de faux? 387, 399. Dans quel cas remplace-t-elle, à l'égard des fonctionnaires ou officiers publics, la déportation ou les travaux forcés à temps? 507. Circonstances qui la font infliger pour évasion de détenus, 593. — Quand doit-elle être appliquée au coupable de meurtre? II. 36. A l'auteur de blessures ou coups volontaires non qualifiés meurtre? 49. — Pour crime de castration, 52. — Dans quels autres cas et à quelles personnes cette peine doit-elle être infligée pour crime de viol ou tout autre attentat à la pudeur? 97. Pour détention et séquestration illégales? 121. Pour subornation de témoins? 164. Cas où elle doit être remplacée par celle de mort pour la repression de ce crime, *id.* Quand doit-elle être infligée au coupable de vol? 230, 231, 254. Est applicable aux agens de change et courtiers coupables de banqueroute frauduleuse, 316. voy. *Chemins publics, Infanticide, Mort, Reclusion.*

TRAVAUX FORCÉS A TEMPS. Est une peine afflictive et infamante, I. 39. Ne peut être prononcée pour plus de vingt années, et pour moins de cinq années, 40, 86. Lorsque les condamnés à cette peine doivent être flétris, comment s'exécute cette aggravation de peine? 87. Doivent être exposés au carcan pendant une heure, 91. La durée de cette peine se comptera du jour de l'exposition, 92. Incapacités qui résultent pour les individus qui y sont condamnés, 98. Doivent être, de plus, pendant la durée de leur peine, en état d'interdiction

légale ; il doit leur être nommé un curateur pour gérer et administrer leurs biens, 101. Après avoir subi la peine, leurs biens leur seront remis, et le curateur rendra compte de son administration, 103. Pendant la durée de cette peine, il ne pourra leur être remis aucune somme, aucune provision, aucune portion de leurs revenus, 105. — Les coupables soumis à cette peine, sont de plein droit, après qu'ils l'ont subie, et pendant toute la vie sous la surveillance de la haute police de l'État, 142. Doit être prononcée contre tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la peine de la reclusion? 162. Quand doit-elle être remplacée par celle des travaux forcés à perpétuité? *id.* Dans quel cas peut-elle être appliquée pour crime de recélé? 199. Convertie en une détention dans une maison de correction, et pour quelle durée? 214. Ne peut être prononcée contre aucun individu âgé de 70 ans accomplis au moment du jugement, 219. En ce cas, par quelle autre peine doit-elle être remplacée? 220. Quiconque y sera condamné, dès qu'il aura atteint sa 70.e année en sera relevé et renfermé dans une maison de force pour achever sa peine, 221. Circonstance qui la font encourir à ceux qui, sans contrainte, auront fourni logement, lieu de retraite ou de réunion à des bandes armées, 276. — Doit être infligée, toujours au *maximum*, aux auteurs d'un acte contraire à la Charte, fait d'après une fausse signature du nom d'un ministre ou d'un fonctionnaire public, 327. Cas où cette peine doit être prononcée contre les faux monnayeurs, 368. Autre où le *maximum* de cette peine doit toujours être appliqué, 381. — Dans quelles circonstances et à qui doit être infligée pour crime de faux, en écriture authentique et publique, 402. — Pour avoir fait usage d'actes faux, 410. Aux officiers publics, pour avoir délivré sciemment une feuille de route sous un nom supposé, 423. Quand doit-elle être infligée à tout percepteur, commis à une perception, dépositaire ou comptable public? 440, 442. A tout juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public, tous agens, préposés ou commis, soit du Gouvernement, soit des dépositaires publics, pour destruction, suppression, etc., d'actes et titres? 448. Quand remplace-t-elle la reclusion à l'égard des fonctionnaires ou officiers publics et doit-elle être remplacée elle même, par celle des travaux forcés à perpétuité, 507. Circonstances qui doivent la faire infliger aux coupables de rebellion, 533. Pour évasion de détenus, 590, 593. Bris de scellés, 607. Soustractions, destructions et enlèvement de pièces dans des dépôts publics, 611, 613. Aux auteurs, directeurs et commandans d'une association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés, 633. — Pour menaces par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement, II. 39. Pour blessures ou coups volontaires, non qualifiés meurtre, 47. Motifs qui, dans ce cas, font remplacer cette peine par celle des travaux forcés à perpétuité, 49. — Est encourue par les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens pour avoir indiqué ou administré les moyens propres à procurer l'avortement d'une femme enceinte, 53. — Est applicable pour crime de viol, ou tout autre attentat à la pudeur, commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, 97. Pour bigamie, 112. Dans ce cas, quand est-elle applicable à l'officier public? *id.* — Pour arrestation illégale et séquestration des personnes, 119. Pour avoir enlevé, fait enlever, détourné ou fait détourner, etc. une fille au-dessous de seize ans accomplis, 142. Pour faux témoignage en matière criminelle, 153. Quand doit-elle être infligée au coupable de faux témoignage porté en matières correctionnelle ou de police et civile, 163. Pour subornation de témoins, 164. Cas où elle doit être remplacée par celle des travaux forcés à perpétuité pour la répression de ce crime, *id.* Pour vol, 239, 244. Pour

banqueroute frauduleuse, 307. Pour simple faillite à l'égard des agens de change et courtiers, 316. Doit être infligée aux fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés du Gouvernement qui auront aidé les fournisseurs ou leurs agens à faire manquer le service dont ils étaient chargés, 394. Aux coupables de destruction d'édifices, ponts, digues ou chaussées ou autres constructions appartenant à autrui, lorsqu'il y a eu blessures, 405. Les complices de la destruction devraient-ils subir cette peine s'ils ne l'avaient pas été des blessures? 408. — Pour tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, etc., commis, en réunion ou bande et à force ouverte, 415, 421. voy. *Archives, Curatelle, Experts, Exposition publique, Extorsions, Faillite, Faussaire, Jurés, Mendians, Port d'armes, Reclusion, Service militaire, Témoins, Travaux forcés à perpétuité, Tutelle, Vagabondage.*

Trésor public. Ne devrait, sous aucun prétexte, être autorisé à poursuivre le recouvrement des sommes qu'il a pu dépenser pour la répression des crimes et délits, I. 154. Pourquoi? *id.* L'action qu'il peut exercer contre les parties lésées par le délit, est exorbitante du droit commun, 159.

Tribunal correctionnel. Sa compétence, I. 4. et II. 558. — Peut-il être compétemment saisi, et cependant n'avoir pas de peines à prononcer? 557. voy. *Compétence, Cours d'assises, Injures, Lois, Tribunaux.*

Tribunal de police. Sa compétence, I. 4. Arrêt, II. 598. voy. *Compétence, Confiscation spéciale, Lois, Tribunaux.*

Tribunaux. Quand ne peuvent-ils s'empêcher d'infliger la loi pénale? I. 10, 38. Cas où ils devraient être autorisés d'en adoucir la rigueur, 11. — Sont remplacés, hors du territoire français, par les conseils de guerre, 27. — De leur compétence en cas de délit commun et de délit militaire, *id.* Arrêt sur la matière, 28 et suiv. Ne peuvent dépasser le *maximum* ni le *minimum* de la peine fixée par la loi, 49. Comme la loi, ils doivent être sans passions, 74. La politique du moment ne doit jamais servir de base à leurs jugemens, 75. Droits dont ils peuvent, en certains cas, priver les condamnés correctionnellement, 123. Restriction, 130. Obligation qui leur est imposée, 224. Les notifications à leur faire doivent l'être au greffe de leur juridiction, 351. Peines qui leur deviennent applicables pour déni de justice, 481. Seul cas où ils soient compétens pour suspendre les agens ou préposés des administrations, 505. — Dans quels cas sont-ils autorisés à réduire les peines de l'emprisonnement et d'amende? II. 468, 580. Le pourraient-ils s'il s'agissait de délits contre la paix publique? 469. S'il résultait des débats que le délit n'a causé aucun dommage? *id. Quid,* s'il était question d'appliquer l'emprisonnement en vertu des lois et règlemens antérieurs au Code pénal et maintenus par lui? 470. Arrêt sur cette matière, 471 et suiv. L'autorisation ci-dessus leur est-elle laissée lorsqu'ils font application des lois spéciales? 473. Lorsque ce sont des fonctionnaires ou officiers publics qui se sont rendus coupables de délits? 475. Mais *quid,* à l'égard du coupable qui aurait outragé un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions? 476. Quand la peine de l'emprisonnement est infligée, pourraient-ils la convertir en celle de l'amende, *et vice versâ?* 475. Peuvent-ils prononcer la mise en surveillance du condamné ou son interdiction de tout ou partie des droits civiques et de famille lorsqu'ils font usage à son égard de l'autorisation qui leur est laissée? 476. Autre latitude qui leur est donnée en matière de simple police? 482. Confiscation qu'ils peuvent prononcer, 491. — Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le Code pénal, et qui sont régies par des lois et règlemens particuliers, doivent-ils continuer de les observer? 555. Entre-t-il dans leur pouvoir discrétionnaire de ne pas prononcer la peine de la récidive? 567. Ont-ils une compétence illimitée en matière crimi-

nelle? 601. voy. *Conseils de guerre, Cours d'assises, Fonctions publiques, Tentatives.*

TRIBUNAUX CIVILS. voy. *Usure.*

TRIBUNAUX CRIMINELS. voy. *Compétence, Cours d'assises.*

TRIBUNAUX MARITIMES. Loi qui détermine leur compétence, I. 25.

TROMBLONS. voy. *Armes.*

TROUBLES. voy. *Enchères, Ministres des cultes.*

TROUPE ARMÉE. voyez *Réunion armée, Troupes.*

TROUPES. Quelle est la peine applicable à ceux qui auront levé ou fait lever des troupes armées sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime? I. 264. A ceux qui, sans droit ou motif légitime, en auront pris le commandement? 266. voy. *Mort.*

TUTELLE. Est interdite aux condamnés aux travaux forcés à temps, à la reclusion, au bannissement et au carcan, I. 98. Autre cas où elle peut être interdite, II. 102. Quelle doit être la durée de cette dernière interdiction? *id.*

TUTEUR. Les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent, dans certains cas, interdire l'exercice de cette charge, I. 124. Exception, *id.* voy. *Enfant, Mœurs.*

TUTRICE. voy. *Enfant.*

UNIFORME. Peine applicable à tout individu qui aura porté publiquement un uniforme qui ne lui appartenait pas, I. 617. voy. *Vol.*

USINES. voy. *Cheminées, Inondation.*

USTENSILES. voy. *Armes.*

USURE. Les tribunaux civils peuvent-ils admettre la preuve testimoniale d'un fait d'usure si la demande est fondée en titre ou excède une valeur de plus de 150 francs? II. 594.

USURPATION. voy. *Fonctions publiques, Titres.*

VAGABONDAGE. Est un délit, I. 636. Dans aucun cas la peine qui lui est applicable ne doit être cumulée avec celle du crime ou du délit dont le vagabond aurait pu se rendre coupable, *id.* Le jugement qui prononce la peine du vagabondage doit mentionner les faits qui le constituent, sous peine de nullité, 637. Arrêt sur la matière, *id.* Quels sont ceux qui doivent être considérés comme vagabonds ou gens sans aveu? 638. Peines qui leur sont applicables, 639. La transportation était autrefois infligée aux coupables de ce délit par récidive, *id.* Comment aujourd'hui doit-elle être réprimée? 640. *Quid*, si les individus déclarés vagabonds sont étrangers? *id.* Dans quel cas et par qui les vagabonds nés en France peuvent-ils être réclamés et cautionnés? 641. Loi qui doit encore recevoir son exécution relativement aux enfans arrêtés en leur compagnie, 648. *Quid*, s'ils sont trouvés travestis, porteurs d'armes ou munis d'instrumens propres à commettre des vols ou autres délits? *id.* Quand y a-t-il travestissement? 649. *Quid* encore, s'ils sont trouvés porteurs d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à *cent* francs? 650. S'il ont exercé quelque acte de violence? 651. Doivent être marqués lorsqu'ils ont commis un crime emportant la peine des travaux forcés à temps, 652. Arrêts sur ce point, *id.* Peines qui doivent toujours leur être appliquées au *maximum*, lorsqu'ils sont trouvés porteurs de faux certificats, faux passe-ports ou fausses feuilles de route, 655. Mais *quid*, s'il résultait des circonstances atténuantes de leur délit, et que le dommage causé n'excédât pas 25 francs, *id.* et II. 579. Lorsqu'ils ont subi les peines auxquelles ils ont été condamnés, ils demeurent à la disposition du Gouvernement, I. 656.

VAGABONDS. voy. *Vagabondage.*

VAISSEAUX. voy. *Bandes armées, Incendie, Mine.*

VENDANGES. Amende qui doit être prononcée contre ceux qui auront contrevenu aux bans de vendanges et autres bans autorisés par les règlemens, II. 514. *Quid*, si les bans avaient été violés en terrain clos? 517. Comment s'établit la prescription de ce délit? *id.*

VENDEURS. voy. *Emprisonnement*, *Publication.*

VÉTUSTÉ. voy. *Incendie.*

VILLE. Ceux qui auront pris le commandement d'une ville sans droit ni motif légitime sont punis de mort, I. 266. voy. *Bandes armées.*

VIN. voy. *Boissons*; *Marchandises*; *Pillage.*

VIOL. D'après l'ancienne jurisprudence de la cour de cassation, ce crime était puni de la peine capitale, lorsque la femme était morte dans l'acte même du viol, II. 38. Pourquoi cette cour n'a-t-elle pas cru devoir persister dans cette jurisprudence? 96. Peine qui devient applicable à celui qui l'aura consommé ou tenté avec violence, 92. Comment doit se constituer la tentative de ce crime? *id.* Arrêt sur la matière, 93, 94. Il n'y aurait eu que simple *fornication*, s'il avait été commis sans violences, 95. *Quid*, s'il avait été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis? 97. Quand doit-il être puni de la peine des travaux forcés à perpétuité? *id.* 586. Arrêts, 98 et suiv. *Quid*, si le viol avait été commis par le maître sur sa domestique? 583 et suiv. voy. *Fonctionnaires publics*, *Instituteurs*, *Ministres des cultes*, *Pudeur*, *Reclusion*, *Serviteurs à gages.*

VIOLATION DE DOMICILE. voy. *Domicile.*

VIOLATION DE SÉPULTURES. voy. *Tombeaux.*

VIOLENCES. Comment doivent être réprimées celles dont auraient usé ou fait user envers les personnes, les fonctionnaires ou officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions, sans motif légitime, I. 482. Que doit-on entendre par violences, 483. *Quid*, si elles avaient été exercées par la force publique, *id.* Arrêt sur la matière, 484. Peines qui doivent être infligées à tout individu pour avoir frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice, 566, 568. *Quid*, si ces violences étaient dirigées contre un officier ministériel, un agent de la force publique ou un citoyen chargé d'un ministère de service public? 570. Si elles ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie? 571. Si, au contraire, elles n'en avaient pas causé? 573. Si les blessures sont du nombre de celles qui portent le caractère de meurtre? *id.* Quand prennent-elles ce caractère? 574. — Si c'étaient des mendians ou vagabonds qui s'en fussent rendus coupables? 651. — Dans quel cas la seule circonstance de la violence doit-elle faire appliquer la peine des travaux forcés à perpétuité, pour crime de vol, II, 251. Alors comment doit être posée la question au jury? *id.* *Quid*, si les complices du vol n'avaient pas exercé personnellement de violences? 232. S'il n'avait été fait que de simples menaces d'exercer des violences pour commettre le vol? 233. Comment devraient être réprimées les voies de fait ou violences *légères?* 561. voy. *Archives*, *Autorité publique*, *Bannissement*, *Bris de prison*, *Carcan*, *Enchères*, *Mendians*, *Mineurs*, *Plans*, *Pudeur*, *Scellés*, *Vagabondage*, *Viol.*

VIVIERS. voy. *Empoisonnement.*

VIVRES. voy. *Bandes armées.*

VOIES DE FAIT. voy. *Blessures*, *Rebellion*, *Violences.*

VOIE PUBLIQUE. Amende applicable à ceux qui l'auront embarrassée, II. 492. Arrêts sur la matière, 497 et suiv.

VOIRIE. (PETITE) Amende applicable à ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlemens ou arrêtés la concernant, II, 492.

VOITURES. Amende applicable à ceux qui auront violé les règlemens contre le chargement, la rapidité ou la mauvaise direction des voitures, II, 515, 521. *Quid*, s'il en est résulté du dommage à autrui? 534. Les coupables peuvent-ils être punis de l'emprisonnement? 530. — *Quid* encore, s'il en était résulté mort ou blessures d'hommes? 535. Déclaration qui devrait

être faite au jugement de condamnation, 536. voy. *Voituriers.*

VOITURES PUBLIQUES. voy. *Messageries, Vol.*

VOITURIERS. Peines qui deviennent applicables aux voituriers, bateliers ou leurs préposés, lorsqu'ils ont altéré des liquides ou autres marchandises dont le transport leur aurait été confié, II. 268. *Quid*, s'ils n'avaient exigé aucun salaire? *id.* voy. *Chemins publics, Vol.*

VOL et VOLS. Ce qui le constitue, II. 211. Celui d'objets déposés dans un tombeau, doit-il être considéré comme un vol proprement dit? *id.* *Quid*, si l'on n'avait fait que reprendre sa chose? *id.* Si l'on avait soustrait des *marchandises prohibées*? 212. Si c'était l'un des *sociétaires*, qui eut enlevé des choses appartenant à la société? *id.* Un cohéritier qui aurait soustrait des effets appartenant à la succession? *id.* Le fermier qui vend les bestiaux qu'il tient à cheptel, se rend-il coupable de vol? *id.* Le débiteur qui reprend la chose qu'il a donnée *en gage* à son créancier, commet-il un véritable vol? 213. En serait-il de même, si c'était le propriétaire des choses saisies qui les aurait soustraites? *id.* Si la soustraction n'avait pas été déclarée frauduleuse par le jury, ou qu'elle l'eût été à la simple majorité, la condamnation de l'accusé pourrait-elle être prononcée? *id.* La qualification de *frauduleuse* peut-elle être suppléée par un équivalent? *id.* L'accusé devrait-il être condamné, s'il était résulté de l'instruction et des débats que la chose frauduleusement soustraite, n'était pas la même que celle donnant lieu aux poursuites? 214. Quel serait le délit de celui qui ayant trouvé une chose aurait refusé de la remettre au propriétaire qui la réclamerait? *id.* *Quid*, si c'était dans un coche, une diligence ou toute autre voiture publique que l'on eût trouvé des choses que d'autres voyageurs y auraient oubliées? 215. Un hôtelier qui conserve en sa possession des effets laissés dans son hôtel par des voyageurs, se rendit-il coupable de vol? *id.* Serait-ce un vol que de soustraire un trésor que l'on aurait découvert sur le fond d'autrui? *id.* — Pour constituer un véritable vol, est-il nécessaire que *l'intention* de s'approprier la chose soustraite, remonte *au moment même de la soustraction*? 216. Le propriétaire établi gardien des choses sur lui saisies, commet-il un vol par la soustraction qu'il se permet de tout ou partie de ces objets? 217. *Quid*, s'il avait fait couper des bois existant sur un fond mis en expropriation? *id.* Celui qui tue des pigeons en plein champ et qui en fait son profit, commet-il un véritable vol? 218. *Quid*, à l'égard des soustractions commises par les époux entre eux, par des enfans ou autres descendans au préjudice de leurs pères ou mères, par des pères et mères ou autres ascendans au préjudice de leurs enfans ou autres descendans, et par des alliés aux mêmes degrés? 219. A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés? *id.* Les époux séparés *de fait* pourraient-ils être poursuivis comme coupables de vols, si la communauté n'avait pas été dissoute? *id.* Que devrait-il être décidé à l'égard de leurs complices? 220. Si la soustraction avait été commise par l'un des époux divorcés? *id.* Si elle avait eu lieu à l'aide d'un faux? *id.* S'il s'agissait de circonstances simplement aggravantes du vol? 221. Mais si la soustraction avait été précédée, accompagnée ou suivie d'homicide, devrait-elle emporter la peine capitale? *id.* Les soustractions commises par des pères ou mères adoptifs envers leurs enfans d'adoption, et par ceux-ci envers leurs pères ou mères adoptifs, doivent-elles être considérées comme vol? 223. *Quid*, si elles l'avaient été par des enfans naturels qui n'auraient pas été légalement reconnus? *id.* Par des frères et sœurs entre eux, d'objets provenant de la succession de leurs pères et mères? 224. Par un fils qui aurait commis la soustraction entre les mains d'un gardien établi par le ministère d'huissier, de

choses saisies sur son père? *id.* Quels sont les cas où les personnes étrangères peuvent être poursuivies et punies comme coupables d'un véritable vol? *id.* Quelles peines deviennent applicables au recéleur et à ceux qui ont profité des choses ainsi soustraites? 225. Devrait-il être donné suite à une instruction commencée sous l'empire du Code pénal de 1791, contre un fils qui aurait commis des soustractions au préjudice de son père? 226. — Circonstances qui font encourir la peine de mort aux coupables de vol. 227. Réflexions sur ces circonstances et arrêts sur la matière, *id.* et suiv. — Quand doit-il être puni des travaux forcés à perpétuité? 230. Comment doit être puni tout vol commis sur un chemin public? 234. Arrêts contradictoires de la Cour de cassation sur cette dernière matière, *id.* Cas où il doit être réprimé par la peine des travaux forcés à temps, 239. Arrêts, 240 et suiv. Il n'y aurait pas vol avec effraction extérieure ni intérieure dans la soustraction d'effets qui auraient été enfouis, 241. Y aurait-il vol avec *fausses clefs* si l'on s'était introduit dans la maison et à l'aide de la véritable clef? 243. Si cette clef avait été confiée à l'auteur du vol? 297. Il y aurait *escalade*, dans le sens du Code, lors même que la croisée, par laquelle on se serait introduit dans l'habitation, n'aurait été élevée au-dessus du sol que de quelques pieds, et que le voleur aurait pu y entrer sans faire usage d'aucune voie étrangère, 243. — Autres cas où le coupable de vol doit être puni de la peine des travaux forcés à temps, 244. La reclusion devient applicable si le vol a été commis la nuit par deux ou plusieurs personnes; si le coupable ou l'un des coupables était porteur d'armes apparentes ou cachées; si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages; si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti; s'il a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier ou un de leurs préposés, ou enfin si le coupable a commis le vol dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle il était reçu, 245. Observations et arrêts sur ces cas et sur divers autres, 246 et suiv. 591. Les vols commis dans une maison ou hôtel garni, cabaret, café, restaurant et hospice, doivent-ils être considérés comme commis dans une auberge ou hôtellerie? 256, 259. *Quid*, si le vol avait été commis dans ce lieu par les voyageurs les uns envers les autres? 257. Le vol fait dans un église doit-il être puni comme un vol commis dans une maison habitée? 260. Arrêts sur cette question, *id.* et suiv. voy. *Églises*. — La reclusion est aussi applicable au coupable de vol commis dans les champs, de chevaux, bêtes de charge, gros et menus bestiaux, instrumens d'agriculture, récoltes ou meules de grains, faisant partie de récoltes, de bois dans les ventes, de pierres dans les carrières et de poisson dans les étangs, viviers ou réservoirs, 270. Par quelle autre loi devrait être remplacée cette dernière disposition du Code? 271. Que doit-on entendre par les mots *champs* et *récoltes*? 273. *Quid*, si les récoltes volées l'avaient été hors des champs? *id.* S'il y avait contestation sur le point de savoir si l'objet volé provenait d'une véritable récolte? 274. Que doit-on entendre par *meules de grains*? 275. Les pommes de terre doivent-elles être considérées comme grains? *id.* Le vol d'une seule brebis commis dans les champs doit-il être puni de la reclusion? *id.* Que doit-on entendre par gros et menus bestiaux? 278. Quelle serait la peine applicable si le vol commis dans les champs l'avait été avec effraction? *id.* Arrêts sur les vols d'instrumens d'agriculture, de bois dans les ventes, de poissons et de pierres, 279, 282. La reclusion doit également être prononcée si, pour commettre le vol, il y a eu enlèvement ou déplacement de bornes servant de séparation aux propriétés, 282. La soustraction de malles ou caisses dont une voiture serait chargée constituerait-elle une effraction *extérieure*, et un vol commis dans une maison ou ses dépendances ou dans un enclos? 291. Arrêts, *id.* Y aurait-il vol commis avec

effraction extérieure si le voleur ne s'était emparé que de l'objet fracturé sans s'être introduit dans la maison ou dépendances à l'aide de l'effraction qu'il aurait commise, *id.* Cas où il y aurait vol avec effraction *intérieure*, 293, 294. — Quand doit-il être considéré comme simple larcin ou filouterie? 305, 306.

Voy. *page* 569, un nouveau projet de loi sur plusieurs vols y spécifiés, voy. *Bibliothèques publiques*, *Chemins publics*, *Extorsions*, *Scellés*, *Violences*.

VOLAILLE. voy. *Animaux domestiques*, *Empoisonnement*.

VOLEURS. Amende applicable à ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des instrumens ou armes dont les voleurs et autres malfaiteurs puissent abuser, II. 493. *Quid*, si ces instrumens ou armes avaient été laissés dans les dépendances d'une maison habitée? 502. La confiscation des instrumens et armes doit-elle être prononcée? 510. voy. *Vol*.

VOLONTÉ. voy. *Préméditation*.

VOTE. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, en interdire l'exercice, I. 123. Autres cas ou cette interdiction doit être prononcée, 309, 313.

FIN.

ERRATA.

Page 8, ligne 11, toujours beaucoup, *lisez* de beaucoup.

Pag. 23, lig. 7, n'en avait pas, *lisez* n'en avaient.

Pag. 24, lig. 17, neutralisé, *lisez* naturalisé.

Pag. 25, lig. 25, *supprimez* le mot *naturel.*

Pag. 29, lig. 22, *ajoutez*, après les mots père et mère, ceux-ci : les peines de la complicité.

Pag. 40, lig. 25, que du cas, *lisez* que pour le cas.

Pag. 59, lig. 19, négligence, *lisez* imprudence.

Pag. 94, lig. 14, négative aussi, *lisez* affirmative.

Pag. 142, lig. 6, eu, *lisez* eues.

Pag. 150, lig. 16, caché, *lisez* cachée.

Pag. 160, lig. 34, au président, *lisez* aux présidens.

Même page, lig. 35, sa personne, *lisez* leur personne.

Pag. 169, dernière ligne, et si celui, *lisez* et celui.

Pag. 170, lig. 2, *supprimez* il.

Pag. 181, lig. 4, faits, *lisez* fait.

Page 236, lig. 11, juger, *lisez* jugé.

Pag. 251, lig. 10, niée, *lisez* nié.

Pag. 277, lig. 32, qu'il forme un local particulier, etc., *lisez* qu'il transforme un local particulier en un lieu public.

Pag. 287, dernière ligne, d'haies, *lisez* de haies.

Page 314, lig. 4, frauduleux, *lisez* eux-mêmes.

Pag. 328, lig. 30, parvenu, *lisez* parvenue.

Pag. 260, lig. 20, l'art. 19 du Code rural, *lisez* l'art. 19, titre 2 du Code rural.

Pag. 367, lig. 32, *supprimez* se.

Pag. 388, avant-dernière lig., Ch..., *lisez* C...

Pag. 394, lig. 30, s'en sont, *lisez* s'en soient.

Pag. 414, lig. 19, J.... *lisez* T...., dans tout l'arrêt

Pag. 416, lig. 18, rentrait, *lisez* rentrât.

Pag. 456, lig. 12, établi, *lisez* établis.

Pag. 459, lig. 18, 25 mars, *lisez* 17 mars.

Pag. 483, lig. 19, trois francs, *lisez* trois journées de travail.

Pag. 537, lig. 27, critiqué, *lisez* critiquée.

Pag. 540, lig. 7, réprouvés, *lisez* réprimés

TABLE DES LIVRES, TITRES, CHAPITRES, SECTIONS ET PARAGRAPHES DU CODE PENAL, CONTENUS DANS LE DEUXIEME VOLUME.
LIVRE III.
DES crimes, des délits et de leur punition.
TITRE II.
Crimes et délits contre les particuliers.
CHAPITRE PREMIER.
Crimes et délits contre les personnes.
SECTION I.re Meurtre et autres crimes capitaux, menaces d'attentats contre les personnes.
§. I.er Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement.
§. II. Menaces.
SECTION II. Blessures et coups volontaires non qualifiés meurtre, et autres crimes et délits volontaires.
SECTION III. Homicide, blessures et coups volontaires; crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés; homicide, blessures et coups qui ne sont ni crimes ni délits.
§. I.er Homicide, blessures et coups involontaires.
§. II. Crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés.
§. III. Homicide, blessures et coups non qualifiés crimes ni délits.
SECTION IV. Attentats aux moeurs.
SECTION. V. Arrestations illégales et séquestrations des personnes.
SECTION VI. Crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant, ou à compromettre son existence; enlèvement de mineurs; infraction aux lois sur les inhumations.
§. I.er Crimes et délits envers l'enfant.
§. II. Enlèvement de mineurs.
§. III. Infraction aux lois sur les inhumations.
SECTION VII. Faux témoignage, calomnie, injures, révélation de secrets.
§. I.er Faux témoignage.
§. II. Calomnies, injures, révélation de secrets.
CHAPITRE II.
Crimes et délits contre les propriétés.
SECTION I.re Vols.
SECTION. II. Banqueroutes, escroqueries et autres espèces de fraude.
§. I.er Banqueroute et escroquerie.
§. II. Abus de confiance.
§. III. Contravention aux réglemens sur les maisons de jeu, les loteries, et les maisons de prêt sur gages.
§. IV. Entraves apportées à la liberté des enchères.
§. V. Violation des règlemens relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.
§. VI. Délits des fournisseurs.
SECTION III. Destructions, dégradations, dommages.
DISPOSITION GENERALE.
LIVRE IV.
Contraventions de police et peines.
CHAPITRE PREMIER.
Des peines.
CHAPITRE II.
Contraventions et peines.
SECTION I.re *Première classe.*
SECTION II. *Deuxième classe.*
SECTION III. *Troisième classe.*
DISPOSITION COMMUNE AUX TROIS SECTIONS CI-DESSUS.
DISPOSITION GENERALE.
APPENDICE DU PREMIER VOLUME.
APPENDICE DU SECOND VOLUME.
ADDITION A L'APPENDICE DU PREMIER VOLUME.
DERNIERES OBSERVATIONS.
LOIS RELATIVES AUX MATIERES DU CODE PENAL.
Charte constitutionnelle.
Titre 32 de l'ordonnance des Eaux et Forêts de 1669.
Article 8 du titre IX de la loi sur l'Administration forestière, du 29 septembre 1791.
Loi des 19-22 juillet 1791.
*Titre I.*er Police municipale. Dispositions générales d'ordre public.
Titre II. Dispositions générales sur les peines de la police correctionnelle et les maisons de correction.
Code rural de 1791.
*Titre I.*er, section 7, article 8. De la poursuite.
Titre II. De la police rurale.
Loi sur la police intérieure des communes, du 10 vendémiaire an 4.
*Titre I.*er Article unique. De la responsabilité civile des communes.
Titre II. Moyens d'assurer la police intérieure de chaque commune.
Titre III. Des passe-ports.
Titre IV. Des espèces de délits dont les communes sont civilement responsables.
Titre V. Des dommages-intérêts et réparations civiles.
Loi sur le taux de l'intérêt de l'argent, du 3 septembre 1807.
Titre II de la loi relative à la liberté de la presse, du 21 octobre 1814.
Ordonnance du Roi contenant des mesures relatives à l'impression, au dépôt et à la publication des ouvrages, etc., du 24 octobre 1814.
Loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, du 17 mai 1819.
*Chap. I.*er De la provocation publique aux crimes et délits.
Chap. II. Des outrages à la morale publique et religieuse, ou aux bonnes moeurs.
Chap. III. Des offenses publiques envers la personne du Roi.
Chap. IV. Des offenses publiques envers les membres de la Famille royale, les Chambres, les Souverains, et les Chefs des gouvernemens étrangers.
Chap. V. De la diffamation et de l'injure publiques.
Chap. VI. Dispositions générales.

Loi relative à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, du 26 mai 1819.
Loi relative à la publication des Journaux ou écrits périodiques, du 9 juin 1819.
Loi sur le même sujet, du 31 mars 1820.
Loi relative à la police des Journaux et écrits périodiques, du 17 mars 1822.
Loi relative à la répression et à la poursuite des délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, du 25 mars 1822.
*Titre I.*er De la répression.
Titre II. De la poursuite.
NOTA.
TABLE générale et analytique des Matières.
FIN DE LA TABLE.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES CONTENUES DANS LE COMMENTAIRE SUR LE CODE PENAL.

ABOLITION, (lettres d') Quels étaient leurs effets, I. *Réhabilitation.*
ABUS D'AUTORITE. voyez *Complicité.*
ABUS DE CONFIANCE. Comment doit être puni quiconque aura abusé des besoins d'un mineur pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, etc. pour prêt d'argent etc.? II.
ABUS DE CONFIANCE. La tentative de ce délit serait-elle punissable? II.
ABUS DE CONFIANCE. Si de son propre mouvement le prévenu déclarait ne pas vouloir se servir de l'obligation, etc., qu'il se serait ainsi procurée, son délit se trouverait-il tellement effacé, qu'il ne dût être prononcé contre lui aucune condamnation?
ABUS DE CONFIANCE. Ce délit serait-il punissable si l'on avait abusé, pour le commettre, du grand âge ou de la faiblesse d'esprit d'une personne?
ABUS DE CONFIANCE. *Quid,* si le mineur s'était déclaré majeur?
ABUS DE CONFIANCE. Quel doit avoir été l'objet de l'abus?
ABUS DE CONFIANCE. Définition de ce qui peut constituer l'abus dans ce cas,
ABUS DE CONFIANCE. Si l'argent prêté au mineur l'avait été pour lui faciliter de se livrer à la passion du jeu et qu'il eût tourné à son avantage, le prévenu devrait-il être puni?
ABUS DE CONFIANCE. Quelles sont les peines applicables à la personne qui aura abusé d'un blanc-seing qui lui aura été confié, en écrivant au-dessus une obligation, etc.?
ABUS DE CONFIANCE. *Quid* s'il ne lui avait pas été confié?
ABUS DE CONFIANCE. Arrêts sur ces divers cas,
ABUS DE CONFIANCE. Dans le doute sur le point de savoir, si le blanc-seing aurait été réellement confié à celui qui en a fait abus, que faudrait-il résoudre?
ABUS DE CONFIANCE. Quand la tentative est-elle punissable
ABUS DE CONFIANCE. A quelle époque la prescription de ce genre de délit doit-elle commencer à courir?
ABUS DE CONFIANCE. Pourquoi aurait-il été préférable de n'y attacher aucune peine,
ABUS DE CONFIANCE. Comment doit être réprimée la violation des dépôts entre particuliers?
ABUS DE CONFIANCE. Lorsque le dépôt est dénié, et qu'il est d'une valeur au-dessus de 150 f., doit-il être sursis au jugement sur la plainte en violation de dépôt?
ABUS DE CONFIANCE. Arrêts,
ABUS DE CONFIANCE. S'il y avait commencement de preuve par écrit, et que le dépôt fût dénié y aurait il question préjudicielle à faire juger par les tribunaux civils?
ABUS DE CONFIANCE. Autres arrêts sur la matière, *Amende, Interdiction, Restitutions.*
ABUS DE POUVOIR, V. Complicité, Forfaiture.
ACCOUCHEMENT. Quelles sont les peines encourues par toute personne qui ayant assisté à un accouchement n'en aura pas fait la déclaration dans le délai voulu par la loi? II.
ACCOUCHEMENT. Quel est ce délai,
ACCOUCHEMENT. *Quid,* si l'accouchement s'est opéré par les soins d'un officier de santé?
ACCOUCHEMENT. La simple déclaration de naissance à l'officier de l'état civil, suffirait-elle?
ACCOUCHEMENT. *Quid,* s'il y avait déclaration mensongère?
ACCOUCHEMENT. Si le défaut de déclaration se combinait avec l'enlèvement, le recélé, la suppression de l'enfant? *Amende, Emprisonnement, Enfant, Sages-femmes.*
ACCOUCHEMENT. ACCUSE. Dans quel cas, malgré sa culpabilité évidente, son absolution doit-elle être prononcée? I,
ACCOUCHEMENT. Sa condamnation ne peut jamais être le résultat de simples présomptions,
ACCOUCHEMENT. Législation qui doit toujours lui être profitable,
ACCOUCHEMENT. Correction qui doit lui être infligée lorsqu'ayant moins de 16 ans, il a été décidé qu'il a agi sans discernement,
ACCOUCHEMENT. Par qui doit être résolue la question de discernement? I.
ACCOUCHEMENT. Quand il a été acquitté pour avoir agi sans discernement, peut-il être considéré comme un repris de justice, ou comme étant tombé en récidive?
ACCOUCHEMENT. Pourrait-il être mis sous la surveillance de la haute police?
ACCOUCHEMENT. *Quid,* s'il s'était rendu coupable de simples contraventions ou d'un fait régi par des lois spéciales?
ACCOUCHEMENT. S'il n'avait pas produit la preuve qu'il était âgé de moins de seize ans au moment de l'action?
ACCOUCHEMENT. Pourrait-il être condamné aux frais?
ACCOUCHEMENT. Quelles sont les peines qu'il a encourues lorsqu'il a agi avec discernement,
ACCOUCHEMENT. Quelle doit être la durée de sa mise en surveillance?
ACCOUCHEMENT. En ce cas, et s'il commettait un nouveau crime ou délit, pourrait-il être considéré comme repris de justice ou comme étant tombé en récidive?
ACCOUCHEMENT. S'il était déclaré avoir agi avec discernement, la Cour d'assises serait-elle autorisée à ne lui infliger qu'une peine de simple police?
ACCOUCHEMENT. Ne peut subir l'exposition publique,
ACCOUCHEMENT. S'il n'a encouru qu'une peine correctionnelle, quelle est celle qui lui devient applicable?
ACCOUCHEMENT. Celui qui a été le coprévenu d'un accusé, est-il habile à porter témoignage aux débats? *Maison de correction, Prisonniers.*
ACTES. Quels sont ceux qui sont qualifiés d'authentiques et publics? I. *Faux, Fonctionnaires et Officiers publics, Juges, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
ACTES ARBITRAIRES. voy. *Fonctionnaires publics, Ministres.*
ACTES DE BARBARIE. On ne peut les faire résulter que de faits matériels, II. *Malfaiteurs.*
ACTES DE L'ETAT CIVIL. voy. *Officiers de l'état civil.*
ACTES PUBLICS. voy, Fonctions publiques.
ACTIONS HOSTILES. Ce qui leur donne ce caractère, I.
ACTIONS HOSTILES. Comment étaient considérées sous le Code pénal de 1791,
ACTIONS HOSTILES. de la part d'un simple particulier, qu'elles seraient les actions qui pourraient avoir le caractère d'hostiles? *Bannissement, Guerre, Intelligences.*
ADJOINTS DE MAIRES, voy. *Maires.*
ADJUDICATIONS, voy. *Enchères.*
ADMINISTRATEURS. voy. *Amende, Dégradation civique, Forfaiture, Travaux forcés à temps, Violences.*
ADMINISTRATION DES POSTES, voy. *Poste aux lettres.*
ADMINISTRATIONS. Devraient suivre constamment une marche franche et régulière, I.
ADMINISTRATIONS. En tout ce qui regarde le contentieux, elles remplacent les tribunaux ordinairs,
ADMINISTRATIONS. Dans quel cas leurs agens ou préposés deviennent-ils passibles du carcan et de l'amende?
ADMINISTRATIONS. Seul cas où les tribunaux soient compétens pour suspendre leurs agens ou préposés, *Amende, Carcan.*
ADOPTION. Sa validité, en matière criminelle, ne constitue pas une question préjudicielle, elle rentre incidemment dans les attributions des Cours d'assises, II.

ADOPTION. Celle faite par un français d'un étranger non naturalisé en France, est-elle nulle? *Complots, Parricide.*
ADOPTION. Arrêt, *Complots, Parricide.*
ADULTERE. Circonstances qui, en cas d'adultère, rendent le meurtre commis par le mari sur sa femme et son complice excusable, II.
ADULTERE. cas où il ne pourrait l'être.
ADULTERE. *Quid,* à l'égard de la femme?
ADULTERE. Ne peut être dénoncé que par le mari,
ADULTERE. Cas où ce dernier ne peut jouir de cette faculté,
ADULTERE. Pourquoi ne prend le caractère de délit aux yeux de la loi que lorsqu'il est dénoncé par le mari?
ADULTERE. Suffit-il de sa simple dénonciation pour autoriser les poursuites?
ADULTERE. *Quid,* si le mari avait révoqué sa dénonciation?
ADULTERE. Arrêts,
ADULTERE. Si le mari était décédé avant qu'il eût été définitivement statué sur sa dénonciation, ses héritiers seraient-ils autorisés d'intervenir au procès et le ministère public de donner suite à la plainte qu'il aurait portée?
ADULTERE. L'adultère de la femme peut s'établir par tous les genres de preuves,
ADULTERE. Cas où il ne pourrait être prononcé de peine contre la femme,
ADULTERE. Où celle-ci, poursuivie en adultère, ne serait pas recevable à opposer à son mari d'avoir entretenu une concubine,
ADULTERE. L'adultère de la femme est considéré par la loi comme un quasi délit,
ADULTERE. Peine qui devient applicable à la femme adultère,
ADULTERE. Pouvoir qui est laissé au mari.
ADULTERE. Comment doit être puni le complice de l'adultère,
ADULTERE. Seules preuves qui, dans ce cas, peuvent être admises contre lui.
ADULTERE. Le mari pourrait-il porter plainte contre ce dernier s'il ne la faisait pas porter contre sa femme?
ADULTERE. Si le mari ou la femme venait à décéder avant le jugement, les poursuites faites sur la dénonciation du mari devraient-elles cesser?
ADULTERE. Si le mari n'avait dénoncé que l'adultère de sa femme sans faire porter la dénonciation sur le complice, la partie publique serait-elle autorisée à le poursuivre d'office?
ADULTERE. Peine qu'encourt le mari qui entretient une concubine dans la maison conjugale,
ADULTERE. Ne peut être dénoncé que sur la plainte de sa femme.
ADULTERE. Celle-ci peut-elle se départir de sa plainte?
ADULTERE. Devant quel tribunal doit-elle être portée?
ADULTERE. La femme peut-elle relever son mari de la condamnation qu'il aurait encourue par son adultère?
ADULTERE. Quelles sont les preuves dont elle peut faire usage pour justifier sa plainte?
ADULTERE. Le mari ne peut opposer comme fin de non-recevoir que la personne qu'il aurait entretenue dans la maison conjugale, serait sa parente même en ligne directe.
ADULTERE. Arrêt
ADULTERE. Aucune peine n'est prononcée contre la complice de l'adultère du mari,
ADULTERE. Pourquoi?
ADULTERE. Dans quelle forme doit être faite ou la dénonciation du mari ou la plainte de sa femme? *Amende, Emprisonnement*
AFFICHES. voy. *Publication.*
AFFICHEURS. voy. *Emprisonnement, Publication.*
AGE. voy. *Accusé, Déportation, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
AGENS DE CHANGE. voy. *Banqueroute, Effets publics, Faillite.*
AGENS DU GOUVERNEMENT. Peines qu'ils encourent lorsqu'ils livrent aux agens d'une puissance étrangère ou de l'ennemi le secret d'une négociation ou d'une expédition qui leur aurait été confiée à raison de leurs fonctions, I.
AGENS DU GOUVERNEMENT. Les plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades dont ils auraient eu le dépôt,
AGENS DU GOUVERNEMENT. Dans quels cas deviennent-ils passibles de la peine des travaux forcés à temps?
AGENS DU GOUVERNEMENT. Quelle est la peine qui doit leur être infligée pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité,
AGENS DU GOUVERNEMENT. Peine qui leur est applicable lorsqu'ils ont aidé les fournisseurs ou leurs agens à faire manquer le service dont-ils étaient chargés, II. *Amende, Bannissement, Charte, Contributions indirectes, Dégradation civique, Fournisseurs, Juges, Poste aux lettres, Reclusion, Violences.*
AGENS DU GOUVERNEMENT. AGENS DE POLICE. Dans quels cas sont-ils autorisés à interroger les prévenus? I.
AGENS DU GOUVERNEMENT. Inculpations qui leur sont souvent faites,
AGENS DU GOUVERNEMENT. Moyen de les éviter,
AGENS DU GOUVERNEMENT. Quelle est la peine qui doit leur être infligée lorsque, sans motif légitime, ils ont usé ou fait user de violences envers les personnes, *Violences.*
AGENS DU GOUVERNEMENT. AGENS PROVOCATEURS. Mesures qui devraient être prises contre eux, I.
AGENS DU GOUVERNEMENT. A qui sont-ils comparés?
AMENDE et AMENDES. Ne sont pas, de leur nature, une peine infamante. I.
AMENDE et AMENDES. Quand en prennent-elles le caractère?
AMENDE et AMENDES. Sont des peines communes aux délits et aux contraventions,
AMENDE et AMENDES. Quand deviennent-elles correctionnelles?
AMENDE et AMENDES. Simples peines de police?
AMENDE et AMENDES. Doivent-être prononcées au profit du fisc, à moins de disposition contraire d'une loi spéciale,
AMENDE et AMENDES. Sont une peine commune aux matières criminelles et correctionnelles,
AMENDE et AMENDES. Ne doivent pas, par leur énormité, équivaloir à une confiscation générale des biens du condamné,
AMENDE et AMENDES. L'exécution de la condamnation peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps,
AMENDE et AMENDES. Lorsqu'elles sont prononcées au profit de l'Etat, quelle doit être la durée de l'emprisonnement du condamné pour l'acquit de cette condamnation pécuniaire? I.
AMENDE et AMENDES. En cas de concurrence avec les restitutions et les dommages-intérêts sur les biens insuffisans du condamné, obtiennent-elles la préférence?
AMENDE et AMENDES. Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit sont-ils tenus solidairement des amendes?
AMENDE et AMENDES. Lorsqu'elle est prononcée cumulativement avec l'emprisonnement, l'une et l'autre de ces peines doivent être appliquées au maximum; elles peuvent même être élevées jusqu'au double,
AMENDE et AMENDES. Cas où les amendes sont considérées comme indemnité du dommage causé,
AMENDE et AMENDES. Quand doit-il en être prononcé pour non-révélation de crimes ou complots?
AMENDE et AMENDES. Quotité de celle à laquelle doivent être condamnés le vendeur et l'acheteur d'un suffrage dans les élections,
AMENDE et AMENDES. Les coupables de détention arbitraire,
AMENDE et AMENDES. Maximum et minimum de celle qui doit être prononcée contre les juges et officiers du ministère public, pour avoir procédé au jugement d'une affaire ou donné des conclusions malgré la revendication de l'autorité administrative,
AMENDE et AMENDES. Contre les préfets sous-préfets, maires et autres administrateurs,
AMENDE et AMENDES. Dans quel cas remplacet-elle la confiscation des biens?
AMENDE et AMENDES. Quand et à quel taux doit être prononcée contre les dépositaires ou comptables publics pour soustractions par eux commises?

AMENDE et AMENDES. Contre les fonctionnaires ou officiers publics, leurs commis ou préposés, les percepteurs?
AMENDE et AMENDES. Contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement, pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité?
AMENDE et AMENDES. Contre les préfets, sous-préfets et commandans des divisions militaires des départemens, places et villes?
AMENDE et AMENDES. A tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration pour s'être laissé corrompre?
AMENDE et AMENDES. Dans ce cas est considérée comme beaucoup trop sévère par le Gouvernement lui-même,
AMENDE et AMENDES. Quelle est celle applicable aux corrupteurs, lorsque la corruption n'a eu aucun effet?
AMENDE et AMENDES. Au juge prononçant en matière criminelle ou au juré corrompu?
AMENDE et AMENDES. A tout juge, procureur-général ou du Roi, substitut, administrateur ou autre officier de justice ou de police, pour violation de domicile?
AMENDE et AMENDES. Cette peine est-elle proportionnée au délit dans ce dernier cas?
AMENDE et AMENDES. Amende qui doit être prononcée pour déni de justice, à tout juge ou tribunal, administrateur ou autorité adminisnistrative,
AMENDE et AMENDES. Pour suppression ou ouverture de lettres confiées à la poste,
AMENDE et AMENDES. Aux officiers de l'état civil pour avoir inscrit leurs actes sur des feuilles volantes,
AMENDE et AMENDES. Pour quelles autres causes doit être prononcée contre eux?
AMENDE et AMENDES. Contre les ministres des cultes,
AMENDE et AMENDES. Contre les coupables de rebellion,
AMENDE et AMENDES. Les auteurs d'outrages adressés par paroles, gestes ou menaces, à tout officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique,
AMENDE et AMENDES. Contre les archivistes, greffiers, notaires ou autres dépositaires, dans le cas de soustractions, destructions et enlèvemens de pièces,
AMENDE et AMENDES. Pour dégradation de monumens publics,
AMENDE et AMENDES. Pour entraves au libre exercice des cultes,
AMENDE et AMENDES. Pourquoi le minimum de cette peine est-il fixé à seize francs?
AMENDE et AMENDES. Est encourue pour avoir outragé par paroles ou gestes les objets d'un culte ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions,
AMENDE et AMENDES. Pour exposition ou distribution de chansons, pamphlets, etc., contraires aux bonnes moeurs,
AMENDE et AMENDES. Dans ce cas, voy. *Emprisonnement.*
AMENDE et AMENDES. Pour associations illicites,
AMENDE et AMENDES. Pour provocation à des crimes ou délits faite dans ces associations,
AMENDE et AMENDES. Contre tout individu qui aura prêté sa maison, sans la permission de l'autorité municipale, à une association, même autorisée, ou pour l'exercice d'un culte,
AMENDE et AMENDES. Dans quel cas doit-il en être prononcé une pour menace d'assassinat, d'empoisonnement, etc.? II.
AMENDE et AMENDES. Quel doit être son maximum et son minimum?
AMENDE et AMENDES. Doit-être infligée pour blessures ou coups volontaires non qualifiés meurtre, faites ou portés avec ou sans préméditation ou guet-apens,
AMENDE et AMENDES. Pour port-d'armes prohibées,
AMENDE et AMENDES. Les amendes n'étaient chez les Juifs que la réparation du dommage causé,
AMENDE et AMENDES. Pour vente et débit de boissons contenant des mixtions nuisibles à la santé,
AMENDE et AMENDES. Pour homicide involontaire,
AMENDE et AMENDES. Pour blessures ou coups involontaires,
AMENDE et AMENDES. Pour outrage public à la pudeur,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche, la corruption ou la prostitution des personnes au-dessous de 21 ans,
AMENDE et AMENDES. Contre le complice de la femme adultère,
AMENDE et AMENDES. Contre le mari qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale,
AMENDE et AMENDES. Pour n'avoir pas fait la déclaration d'un accouchement dans le délai voulu par la loi,
AMENDE et AMENDES. Pour n'avoir pas remis à l'officier de l'état civil l'enfant nouveau-né que l'on aurait trouvé,
AMENDE et AMENDES. Exception,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir déposé dans un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis,
AMENDE et AMENDES. Exception,
AMENDE et AMENDES. Pour l'avoir déposé et délaissé dans un lieu solitaire ou pour en avoir donné l'ordre,
AMENDE et AMENDES. Dans un lieu non solitaire,
AMENDE et AMENDES. Pour infraction aux lois sur les inhumations,
AMENDE et AMENDES. Pour recélé du cadavre d'une personne homicidée ou morte des suites de coups ou blessures,
AMENDE et AMENDES. Pour violation de tombeaux ou de sépultures,
AMENDE et AMENDES. Quelle était celle à laquelle le calomniateur devait être condamné avant les lois nouvelles sur cette matière?
AMENDE et AMENDES. Minimum et maximum de celle qui doit être appliquée au coupable de dénonciation calomnieuse faite par écrit,
AMENDE et AMENDES. Pour révélation de secrets,
AMENDE et AMENDES. Aux voituriers, bateliers ou leurs préposés, pour altération de liquides ou autres marchandises dont le transport leur aurait été confié,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir contrefait ou altéré des clefs,
AMENDE et AMENDES. Doit-être infligée au coupable de larcins et filouteries,
AMENDE et AMENDES. D'escroquerie,
AMENDE et AMENDES. Pour abus de confiance,
AMENDE et AMENDES. Ce dernier délit pouvant être poursuivi d'office, comment alors doit-être fixée l'amende?
AMENDE et AMENDES. Contre ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard ou une loterie non autorisée par la loi,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir établi une maison de prêt sur gages ou nantissement, sans autorisation légale, ou en ayant cette autorisation, pour n'avoir pas tenu un registre conforme aux règlemens,
AMENDE et AMENDES. Pour entraves apportées à la liberté des enchères,
AMENDE et AMENDES. Pour violation des règlemens d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront,
AMENDE et AMENDES. Pour coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir fait passer en pays étranger, des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, dans la vue de nuire à l'industrie française,
AMENDE et AMENDES. A tout directeur, commis, ou ouvrier de fabrique, qui aura communiqué à des étrangers ou à des Français résidant en pays étrangers, des secrets de la fabrique où il est employé et à des Français résidant en France,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir, par des moyens frauduleux quelconques, opéré la hausse ou la baisse des prix des denrées ou marchandises, ou des papiers et effets publics,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir fait des paris sur la hausse ou la baisse des effets publics,
AMENDE et AMENDES. Quelle est celle qui doit être prononcée pour avoir trompé l'acheteur sur les matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toute marchandise et pour avoir fait usage de faux poids ou fausses mesures?
AMENDE et AMENDES. Pour contrefaçon d'ouvrages gravés ou imprimés, et pour introduction et débit de ces ouvrages?
AMENDE et AMENDES. Pour représentation sur un théâtre d'ouvrages dramatiques, au mépris des lois et règlemens relatifs à la propriété des auteurs?
AMENDE et AMENDES. Aux fournisseurs qui, sans y avoir été contraints par une force majeure, auront fait manquer le service dont ils étaient chargés?
AMENDE et AMENDES. Quoique le service n'ait pas manqué, si par leur négligence les livraisons et les travaux ont été retardés, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'oeuvre, ou des choses fournies?
AMENDE et AMENDES. Est encore encourue pour destruction d'édifices, ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions appartenant à autrui,

AMENDE et AMENDES. Pour s'être opposé, par des voies de fait, à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement,
AMENDE et AMENDES. Pour destruction ou incendie de pièces,
Enumération de ces pièces,
AMENDE et AMENDES. Pour tout pillage, tout dégât de denrées, ou marchandises, et commis en réunion ou bande et à force ouverte,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir volontairement gâté des marchandises ou matières servant à fabrication,
AMENDE et AMENDES. Pour dévastation de récoltes sur pieds ou de plants venus naturellement ou de main d'homme,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir abattu, mutilé, coupé, écorcé des arbres appartenant à autrui, et pour avoir détruit une ou plusieurs greffes,
AMENDE et AMENDES. Si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques ou vicinales, ou de traverse,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir coupé des grains ou fourrages appartenant à autrui,
AMENDE et AMENDES. Pour rupture ou destruction d'instrumens d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens,
AMENDE et AMENDES. Pour empoisonnement de chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, moutons, chèvres, porcs, poissons d'étang, vivier ou réservoir,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir tué sans nécessité un de ces animaux,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir tué, aussi sans nécessité, un animal domestique,
AMENDE et AMENDES. Pour déplacement ou suppression de limites établies entre différens héritages,
AMENDE et AMENDES. Pour avoir comblé des fossés, détruit des clôtures, coupé ou arraché des haies vives ou sèches,
AMENDE et AMENDES. Pour inondation de chemins ou propriétés d'autrui,
AMENDE et AMENDES. Pour incendie causé par imprudence,
AMENDE et AMENDES. Par tout gardien ou détenteur d'animaux ou bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladies contagieuses, qui n'aura pas averti sur-le-champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui ne les aura pas tenus renfermés,
AMENDE et AMENDES. Par ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres,
AMENDE et AMENDES. *Quid,* s'il est résulté de cette communication une contagion parmi les autres animaux?
AMENDE et AMENDES. Dans quels cas les tribunaux peuvent-ils réduire l'amende même au-dessous de 16 francs?
AMENDE et AMENDES. Est une peine de police,
AMENDE et AMENDES. Son maximum et son minimum, lorsqu'elle est prononcée pour contravention de police,
AMENDE et AMENDES. Dans ce dernier cas, à qui doit-elle profiter?
AMENDE et AMENDES. Les tribunaux pourraient-ils en faire la remise quand la loi l'a prononcée pour le fait qui a donné lieu aux poursuites?
AMENDE et AMENDES. Chacun des contrevenans doit-il y être personnellement condamné, même solidairement, s'il s'agit de la même contravention?
AMENDE et AMENDES. Doit-elle être prononcée contre l'opposant à un jugement par défaut rendu par un tribunal de police?
AMENDE et AMENDES. Le recouvrement de l'amende de simple police doit être poursuivi par les receveurs de l'enregistrement,
AMENDE et AMENDES. Lorsque la contrainte par corps est employée pour ce recouvrement, combien de temps peut être détenu le condamné?
AMENDE et AMENDES. En cas d'insuffisance des biens, les restitutions et les indemnités dues à la partie lésée, sont-elles préférées à l'amende?
AMENDE et AMENDES. Maximum et minimum de celle qui doit être prononcée pour simples Contraventions de police, 1.re classe,
AMENDE et AMENDES. Enumération de ces contraventions,
AMENDE et AMENDES. *Quid,* si, dans ce cas, la peine de l'emprisonnement était prononcée par substitution de celle de l'amende?
AMENDE et AMENDES. 2.e classe de contraventions de police pour la répression desquelles elle doit être infligée,
AMENDE et AMENDES. Dans ces derniers cas, l'amende peut-elle être réduite au-dessous du minimum fixé?
AMENDE et AMENDES. 3.e classe de contraventions police qui font encourir la peine de l'amende,
AMENDE et AMENDES. voy. *Communes, Contrainte par corps, Employés, Faux, Injures, Insolvabilité, Juges, Monnaie (fausse), Receveurs de l'enregistrement, Tribunaux.*
AMNISTIE. Ses résultats. I.
AMNISTIE. Est un jugement irrévocable de sa nature,
AMNISTIE. Fait cité à ce sujet, *Grace.*
ANIMAUX. voy. *Divagation, Epizootie, Terrain.*
ANIMAUX DOMESTIQUES. Peines qui doivent être infligées à quiconque aura, sans nécessité, tué un de ces animaux, dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire ou fermier, II.
ANIMAUX DOMESTIQUES. *Quid,* si dans ce cas il y a eu violation de clôture?
ANIMAUX DOMESTIQUES. S'il n'y avait eu que blessure?
ANIMAUX DOMESTIQUES. Les volailles qu'on élève dans les basses-cours, doivent-elles être considérées comme des animaux domestiques?
ANIMAUX DOMESTIQUES. *Quid,* à l'égard des lapins et des pigeons? *Amende, Emprisonnement.*
ANIMAUX MALFAISANS. voy. *Divagation.*
ARBITRES. voy. *Dégradation civique.*
ARBRES. Comment doit être puni celui qui qui en aura abattu un ou plusieurs qu'il savait appartenir à autrui? II.
ARBRES. *Quid,* si le prévenu soutenait que les arbres coupés lui appartenaient?
ARBRES. S'ils avaient été abattus dans un terrain clos?
ARBRES. Si ce n'étaient que de simples arbustes?
ARBRES. S'ils avaient été mutilés, coupés ou écorcés de manière à les faire périr?
ARBRES. Si l'auteur du délit était fermier du lieu où les arbres auraient été abattus?
ARBRES. S'il y a eu destruction d'une ou de plusieurs greffes?
ARBRES. Si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques ou vicinales ou de traverse?
ARBRES. Si ce délit a été commis en haine d'un fonctionnaire public, et à raison de ses fonctions ou la nuit? *Amende, Emprisonnement, Limites.*
ARCHIVES. Peines encourues par les archivistes, greffiers, notaires ou autres dépositaires publics négligens, dans le cas de soustractions, destructions et enlèvemens de pièces ou de procédures criminelles, etc., contenues dans des archives, greffes ou dépôts publics, I.
ARCHIVES. La reclusion est applicable aux coupables de ces soustraction,
ARCHIVES. *Quid,* si elles sont l'ouvrage du dépositaire lui même?
ARCHIVES. S'il avait été fait effraction ou escalade?
ARCHIVES. Si les soustractions, enlèvemens ou destructions de pièces, ont été commis avec violences envers les personnes?
ARCHIVES. Voyez Amende, Emprisonnement, Travaux forcés à temps.
ARGENT. voy. *Or.*
ARMEE (corps d'). La peine de mort est encourue par ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront pris le commandement d'un corps d'armée, I.
ARMES. Tout Français qui les aura portées contre la France doit être puni de mort I.
Exceptions,
ARMES. Le Français pris dans les rangs ennemis les armes à la main, doit-il être jugé par un conseil de guerre ou par une cour d'assises? II.
ARMES. Arrêts sur la matière,
ARMES. Observations sur ces arrêts,
ARMES. *Quid,* s'il n'avait fait que prendre du service à l'étranger sans en avoir obtenu l'autorisation? I.
ARMES. La même peine doit être infligée aux auteurs d'attentats ou complots tendant à armer les citoyens les uns contre les autres,
ARMES. Dans ce cas quel doit avoir été le but de l'attentat ou du complot?
ARMES. La peine de mort devient aussi applicable à quiconque aura fourni des armes à des soldats, sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime,

ARMES. Le port d'armes considéré en lui-même n'est pas constitutif d'un délit,
ARMES. Quand prend-il ce caractère?
ARMES. Quels sont les instrumens ou ustensiles qui doivent être réputés armes?
ARMES. Comment doit être réprimée la transmission d'armes destinées à favoriser l'évasion des détenus? I.
ARMES. *Quid,* si l'évasion ne s'était pas opérée par ce moyen?
ARMES. Peines qui sont applicables pour fabrication, débit et port de stylets, tromblons et autres armes prohibées, II
ARMES. *Quid,* s'il n'y avait eu que simple exposition en vente?
ARMES. Nomenclature de celles qui sont considérées comme prohibées
ARMES. Comment doit être puni l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse lorsqu'il en est résulté mort ou blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui?
ARMES. S'il y avait eu mort ou blessure d'hommes?
ARMES. Au tribunal saisi appartient l'appréciation du fait de l'emploi ou de l'usage d'armes sans précaution ou par maladresse,
ARMES. Quand le coupable de cette dernière contravention devient-il passible de l'emprisonnement? *Amende, Cannes, Ciseaux, Complots, Couteaux, Emprisonnement, Mendicité, Rebellion, Réunion armée, Travaux forcés à perpétuité et à temps, Vagabondage, Vol et Voleurs.*
ARRESTATIONS. Peine encourue par ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi l'autorise, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques, II.
ARRESTATIONS. *Quid,* à l'égard de ceux qui auront prêté le lieu pour exécuter la détention ou séquestration?
ARRESTATIONS. A l'égard des complices de ce crime et du fonctionnaire public qui s'en serait rendu coupable?
ARRESTATIONS. Comment peut s'établir la complicité de ce crime?
ARRESTATIONS. *Quid,* à l'égard de celui qui aurait fait prêter le lieu de la séquestration?
ARRESTATIONS. Comment devrait être punie la tentative?
ARRESTATIONS. Quelle serait la peine applicable si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois?
ARRESTATIONS. Cette peine devrait-elle être infligée à celui qui aurait prêté le lieu pour la séquestration s'il ne l'avait fait que pendant moins d'un mois?
ARRESTATIONS. *Quid,* si les accusés, non encore poursuivis de fait, avaient rendu la liberté à la personne arrêtée, détenue ou séquestrée avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation?
ARRESTATIONS. Que doit on entendre par les mots: non encore poursuivis de fait?
ARRESTATIONS. Circonstances qui font encourir la peine de mort aux auteurs de ce crime,
ARRESTATIONS. La simple tentative d'arrestation par les menaces de mort, suffirait-elle pour faire appliquer la peine capitale à son auteur? elle pour faire appliquer la peine capitale
ARRESTATIONS. Que doit-on entendre par: tortures corporelles,
ARRESTATIONS. La simple menace d'en faire éprouver au détenu, ne suffirait pas pour faire infliger la peine de mort à celui qui s'en serait rendu coupable,
ARRESTATIONS. *Quid,* à l'égard de celui qui n'aurait fait que prêter le lieu? *Emprisonnement, Mort, Surveillance de la haute police, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
ARRESTATIONS. ARRETS. Quand deviennent-ils irrévocables? I.
ARRESTATIONS. Quels sont ceux qui doivent être imprimés par extraits et affichés, *Parricide, Procureurs-généraux.*
ARSENAUX. voy. *Bandes armées, Incendie, Mines, Plans.*
ARTIFICES (pièces d'). Peines qu'encourent ceux qui auront violé la défense d'en tirer en certains lieux, II.
ARTISTES. voy. *Théâtres.*
ASSASSINAT. Ce qui le constitue. II.
ASSASSINAT. est puni de mort.
ASSASSINAT. Dans quel cas la menace d'assassinat devient passible de la peine des travaux forcés à temps, *Amende, Emprisonnement, Homicide, Malfaiteurs, Meurtre, Travaux forcés à temps.*
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Institua le jury, I. -
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Ne maintint que provisoirement la peine de mort,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Fit disparaître tout ce qu'elle avait de plus odieux,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Un de ses premiers actes fut d'abolir; pour toutes les classes de citoyens, le préjugé qui faisait planer l'infamie sur la famille du condamné,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Ordonna, sous des peines sévères, que chacun serait tenu de reprendre le nom de sa famille,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Décréta que les corps des suppliciés seraient admis à la sépulture ordinaire, sans qu'il fût fait mention de leur genre de mort sur les registres de l'état civil,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Fit démolir les fourches patibulaires,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Quels furent ses motifs pour ne pas comprendre le bannissement dans la catégorie des peines, *Marque.*
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. ASSOCIATIONS. Celles composées de plus de vingt personnes, s'occupant d'objet religieux, littéraires, politiques et autres ne peuvent se former qu'avec l'agrément du Gouvernement, I. 669. Dans le nombre de vingt personnes ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'association se réunit,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Que doit-on entendre par personnes domiciliées dans la maison,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Comment doit être défini dans ce cas le mot association?
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Quelle est la forme de se pourvoir pour obtenir l'autorisation du Gouvernement,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Peines encourues par les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se sera formée sans autorisation, ou qui aura enfreint les conditions à elle imposées,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Autres peines dont ils deviennent passibles, si, par discours, exhortations, invocations ou prières, etc. il a été fait quelque provocation à des crimes ou à des délits,
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. *Quid,* à l'égard de ceux qui se seraient rendus coupables de ces provocations?
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Si la provocation avait été faite par une personne qui n'aurait pas été membre de l'association?
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Peut-on considérer les provocations faites dans le sein de l'association comme l'ayant été dans les lieux ou réunions publics?
ASSEMBLEE CONSTITUANTE. Peine encourue par l'individu qui aurait prêté sa maison à une association même autorisée, sans le consentement de l'autorité municipale, *Amende, Emprisonnement.*
ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS. voy. *Malfaiteurs.*
ATELIERS. Peines applicables à quiconque, par des voies de fait ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, I.
ATELIERS. Un atelier d'ouvriers peut-il être considéré comme une réunion publique? II. *Fêtes.*
ATTENTAT. Peine applicable à tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, coupable d'attentat à la liberté, I. *Complots, Dégradation civique.*
ATTROUPEMENT. Ce qui doit le constituer, I. *Rebellion.*
AUBERGE OU HOTELLERIE. voy. *Vol.*
AUBERGISTES. Responsabilité dont sont passibles les aubergistes et hôteliers. I.
AUBERGISTES. Dans quel cas doivent être condamnés à l'amende pour contravention de police, II. *Emprisonnement, Restitutions, Vol.*
AUTORITE ADMINISTRATIVE. voy. *Amende, Conflit, Contraventions, Dégradation civique, Edifices, Forfaiture, Juges.*
AUTORITE MUNICIPALE. Quels sont les objets de police confiés à sa vigilance? II.
AUTORITE MUNICIPALE. Comment doit être réprimée la contravention à ses arrêtés?
AUTORITE MUNICIPALE. Sur qui repose toute cette autorité?
AUTORITE MUNICIPALE. Arrêts sur cette matière,

AUTORITE MUNICIPALE. Devoir qu'elle peut imposer aux citoyens.
AUTORITE MUNICIPALE. A le droit de donner les bans pour les récoltes.
AUTORITE MUNICIPALE. Peut-elle en modifier l'exercice? *Associations, Maires.*
AUTORITE PUBLIQUE. Des critiques, censures ou provocations dirigées contre elle dans un discours pastoral prononcé publiquement, I. *Associations, Maires.* .
AUTORITE PUBLIQUE. dans un écrit pastoral,
AUTORITE PUBLIQUE. Résistance, désobéissance et autres manquemens envers elle,
AUTORITE PUBLIQUE. Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique,
AUTORITE PUBLIQUE. Dans quel cas les violences exercées par ses agens prennent-elles un caractère criminel? II. *Fonctionnaires publics, Incendie, Ministres des cultes.*
AUTORITE ROYALE. voy. *Complots.*
AUTORITES CONSTITUEES. voy. *Complots.*
AUTORITES JUDICIAIRES. voy. *Conflit, Conseil-d'Etat, Dégradation civique, Forfaiture, Lois.*
AVIS. voy. *Publication.*
AVOCATS. voy. *Défenseurs.*
AVORTEMENT. Sa tentative n'est pas punissable à l'égard de la femme qui a usé de moyens propres à se le procurer, I.
AVORTEMENT. *Quid,* à l'égard de son complice?
AVORTEMENT. Peines qui deviennent applicables à quiconque aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, à celle-ci, lorsqu'elle aura fait usage des moyens à elle indiqués, pour y parvenir, si l'avortement s'en est suivi, et aux médecins, chirurgiens, autres officiers de santé et pharmaciens, etc., qui auront indiqué ou administré ces moyens,
AVORTEMENT. Comment était puni ce crime chez les Juifs?
AVORTEMENT. Dangers que courent les femmes en employant des moyens propres à les faire avorter, II.
AVORTEMENT. Fait historique cité à ce sujet,
AVORTEMENT. Pourquoi ne peut être assimilé à l'infanticide, I.
AVORTEMENT. Sa tentative est elle punissable à l'égard des tiers?
AVORTEMENT. Arrêt,
AVORTEMENT. Les sages-femmes doivent elles être punies de la même peine que les médecins, etc.?
AVORTEMENT. *Quid,* si c'était du consentement et sur la demande de la femme que l'accusé lui aurait procuré les moyens de la faire avorter? *Reclusion, Travaux forcés à temps.*
AVOUES. Cas où les peines prononcées contre les concussionnaires ne pourraient leur devenir applicables, I.
AVOUES. Et *Quid,* à l'égard de celles prononcées contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité?
BALS MASQUES. Comment devrait être réprimée toute ouverture de bal masqué sans permission de l'autorité publique? II.
BAN. voy. *Bannissement.*
BANDES ARMEES. Dans quel but doivent-elles être formées pour faire encourir la peine de mort à ceux qui se seront mis à leur tête ou y auront exercé une fonction ou un commandement quelconque? I.
BANDES ARMEES. Quels sont ceux qui sont assimilés à ces derniers?
BANDES ARMEES. Que doit-on entendre par commandans des bandes?
BANDES ARMEES. Quel sens attacher aux expressions de bandes armées?
BANDES ARMEES. *Quid,* si les bandes organisées ne s'étaient rendues coupables d'aucun attentat ni de tentative punissable?
BANDES ARMEES. Cas où la peine de mort devient applicable à ceux qui les composent,
BANDES ARMEES. A ceux qui auront dirigé la sédition,
BANDES ARMEES. Quand ne deviennent-ils passibles que de la déportation?
BANDES ARMEES. Dans ce cas quelle serait la peine encourue par les individus qui y auraient rempli un commandement ou un emploi?
BANDES ARMEES. Peine encourue par ceux qui connaissant le but et le caractère des dites bandes, leur auront, sans contrainte, fourni logement, lieu de retraite ou de réunion,
BANDES ARMEES. Circonstances qui ne rendent passibles que de la mise en surveillance de la haute police, pour le fait de sédition, les personnes qui ont fait partie de ces bandes, *Force publique, Pillage, Rebellion, Travaux forcés à temps.*
BANNI. voy. *Bannissement.*
BANNISSEMENT. Pourrait-on justifier celui hors du royaume? I. IX. Est une peine infamante,
BANNISSEMENT. N'avait pas été mis au rang des peines par le Code pénal de 1791.,
BANNISSEMENT. En quoi consiste,
BANNISSEMENT. Quelle doit être sa durée?
BANNISSEMENT. N'a rien de commun avec l'exil, ni avec la détention dans une prison d'Etat,
BANNISSEMENT. Incapacités qui résultent pour les condamnés à cette peine,
BANNISSEMENT. Pouvait être perpétuel sous l'ordonnance de 1670,
BANNISSEMENT. Restriction importante,
BANNISSEMENT. Le projet du Code l'avait qualifié de rélégation,
BANNISSEMENT. Son abolition comme peine devrait être prononcée,
BANNISSEMENT. Dans le cas contraire, en quoi devrait consister,
BANNISSEMENT. Peine qu'encourt le banni pour infraction de ban,
BANNISSEMENT. Pourrait-il être expulsé d'un territoire étranger occupé par les armées Françaises?
BANNISSEMENT. Sa durée se compte du jour où l'arrêt est devenu irrévocable,
BANNISSEMENT. Mais ne doit-elle commencer à courir que du jour de l'expiration du délai accordé pour se pourvoir en cassation?
BANNISSEMENT. Les condamnés à cette peine sont de plein droit sous la surveillance de la haute police,
BANNISSEMENT. Pendant quel temps?
BANNISSEMENT. Quand doit être remplacé par la reclusion,
BANNISSEMENT. Cas où il est converti en une détention dans une maison de correction et pour quelle durée?
BANNISSEMENT. Dans quel cas devient applicable aux fonctionnaires publics, agens ou préposés du Gouvernement,
BANNISSEMENT. Doit être infligé à quiconque aura, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, exposé l'Etat à une déclaration de guerre,
BANNISSEMENT. A ceux qui, par des actes non approuvés par le Gouvernement, auront exposé des Français à éprouver des représailles,
BANNISSEMENT. Cas où il est encouru pour simple proposition de complot non agréée,
BANNISSEMENT. Quand devait-il être infligé aux auteurs de provocations à des crimes ou complots, non suivis d'effets?
BANNISSEMENT. En abolissant cette jurisprudence, la loi du 17 mai 1819 a-t-elle amélioré le sort des accusés?
BANNISSEMENT. Pour quel crime doit-il être appliqué à un ministre?
BANNISSEMENT. Est encouru par les fonctionnaires publics qui ont concerté des mesures contre l'exécution des lois, ou contre les ordres du Gouvernement,
BANNISSEMENT. Que doit-on entendre par ordres du Gouvernement?
BANNISSEMENT. Est également encouru par les officiers publics qui auront délivré un passe-port sous un nom supposé, étant instruits de cette supposition,
BANNISSEMENT. *Quid,* s'il n'avait été donné qu'une fausse qualité?
BANNISSEMENT. Dans ce cas le bannissement emporte-t-il la flétrissure?

BANNISSEMENT. Dans quelle circonstance doit-il être infligé aux porteurs d'une fausse feuille de route?
BANNISSEMENT. Est applicable à toute personne qui se sera fait délivrer, par l'officier public, une feuille de route sous un nom supposé,
BANNISSEMENT. Quel sens attacher à ces mots, nom supposé?
BANNISSEMENT. A l'officier public qui l'aura délivrée s'il était instruit de la supposition,
BANNISSEMENT. Tous les officiers publics sont-ils compris dans cette disposition?
BANNISSEMENT. Aux médecins, chirurgiens ou autres officiers de santé qui, par dons ou promesses, certifieront faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public,
BANNISSEMENT. Dans quel cas doit-il être appliqué aux ministres des cultes?
BANNISSEMENT. Aux individus coupables de violences envers les magistrats?
BANNISSEMENT. Par qui dans ce cas et comment devrait-il être prononcé? *Assemblée constituante, Correspondance, Curatelle, Déportation, Experts, Jurés, Port d'armes, Service militaire, Tutelle.*
BANQUES. Peine applicable à ceux qui ont contrefait ou falsifié les billets des banques autorisées par la loi ou qui auront fait usage de ces billets contrefaits ou falsifiés, I.
BANQUES. Que doit-on entendre par contrefaire et falsifier?
BANQUES. Quand y a-t-il falsification?
BANQUES. *Quid,* si le faux avait été commis à l'étranger?
BANQUES. Dans quel cas l'usage d'un billet faux contrefait ou falsifié n'est-il pas punissable?
BANQUES. Les billets de la banque de France ont-ils cours forcé de monnaie? II.
BANQUES. voy. *Ecritures.*
BANQUEROUTE. Comment doivent être punis les banqueroutiers frauduleux et les banqueroutiers simples? II.
BANQUEROUTE. Peine qui leur est infligée en Asie,
BANQUEROUTE. Les faits postérieurs à la faillite peuvent-ils constituer l'accusé en banqueroute frauduleuse?
BANQUEROUTE. Quels sont les faits de nature à constituer la banqueroute simple?
BANQUEROUTE. Quels sont ceux qui établissent la banqueroute frauduleuse?
BANQUEROUTE. S'il n'y avait pas eu de jugement portant déclaration de la faillite et de bilan déposé, le commerçant qui aurait cessé ses payemens pourrait-il être poursuivi comme banqueroutier frauduleux?
BANQUEROUTE. Le pourrait-il aussi s'il n'était pas constaté d'une manière légale qu'il fût réellement insolvable?
BANQUEROUTE. L'action publique, en cette matière, se trouve-t-elle couverte par les jugemens et arrêts d'homologation du concordat s'ils avaient acquis l'autorité de la chose jugée?
BANQUEROUTE. Quelles sont les peines applicables aux complices des banqueroutiers frauduleux?
BANQUEROUTE. De quelle manière s'établit cette complicité?
BANQUEROUTE. Comment doit en être posée la question au jury?
BANQUEROUTE. Les agens de change et courtiers qui se rendent coupables de banqueroute frauduleuse sont punis des travaux forcés à perpétuité,
BANQUEROUTE. Leurs complices devraient-ils subir cette peine?
BANQUEROUTE. Un négociant en faillite pourrait-il être condamné comme banqueroutier frauduleux s'il avait supposé dans son bilan des dettes passives et collusoires entre lui et des créanciers fictifs?
BANS. voy, *Autorité municipale, Vendanges.*
BARATTERIE. Comment se constitue ce crime et quelles sont les peines qui doivent être infligées à ceux qui s'en rendent coupables? II.
BATEAUX, voy. *Incendie, Mine.*
BATELIERS, voy. *Voituriers, Vol.*
BATIMENS DE GUERRE. Peine encourue par ceux qui, sans droit ou motif légitime, en auront pris le commandement, I. *Bandes armées.*
BESTIAUX, voy. *Epizootie, Terrain.*
BESTIAUX A CORNES, voy. *Empoisonnement, Emprisonnement.*
BETES DE CHARGE ET DE MONTURE, voy. *Empoisonnement, Emprisonnement.*
BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES. Comment doivent être punis les vols de livres qui y sont commis? I.
BIGAMIE. Comment se constitue ce crime et peine qui lui est applicable? II.
BIGAMIE. *Quid,* à l'égard de l'officier public qui aura prêté son ministère?
BIGAMIE. N'est pas un crime successif,
BIGAMIE. Sa prescription commence à courir du jour que le second mariage a été contracté,
BIGAMIE. Arrêts
BIGAMIE. Le premier mariage aurait été dissous, depuis que le second aurait été contracté, qu'il n'y en aurait pas moins crime de bigamie,
BIGAMIE. Exception,
BIGAMIE. *Quid,* si le second mariage avait été contracté par un français à l'étranger, avec une femme étrangère?
BIGAMIE. Arrêt,
BIGAMIE. Plusieurs autres questions d'un grand intérêt jugées par cet arrêt,
BIGAMIE. Autres arrêts sur la matière,
BIGAMIE. Quelle serait la peine à infliger aux complices de ce crime?
BIGAMIE. Le nouvel époux devrait-il être considéré comme tel?
BIGAMIE. *Quid,* si l'officier public qui aurait prêté son ministère n'était coupable que de simple négligence? *Mariage, Travaux forcés à temps.*
BILLETS. Un billet à ordre entre particuliers, est-il un effet de commerce? I. *Banques, Incendie.*
BLANC-SEING. voy. *Abus de confiance.*
BLESSURES. Dans quel cas les blessures ou les coups doivent-ils être réprimés par la reclusion? II.
BLESSURES. *Quid,* s'il n'y avait que simples voies de fait?
BLESSURES. Peut-il y avoir eu voie de fait sans violence?
BLESSURES. *Quid* encore si les blessures ou les coups avaient occasionné une maladie quelconque?
BLESSURES. Si ce crime avait été commis avec préméditation ou de guet-apens?
BLESSURES. Peines qui sont applicables à l'auteur, lorsque les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ni incapacité de travail personnel,
BLESSURES. Comment doivent être punis, si, dans ce dernier cas, il y a eu préméditation ou guet-apens?
BLESSURES. Quelle serait la peine encourue, si les coups avaient été portés dans un tapage nocturne?
BLESSURES. Dans tous ces divers cas comment doit être puni le coupable qui aura commis le crime envers ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendans légitimes?
BLESSURES. Arrêts sur la matière,
BLESSURES. *Quid,* si ce crime a eu lieu en réunion séditieuse avec rebellion ou pillage?
BLESSURES. Comment doivent être punis les blessures ou coups involontaires?
BLESSURES. Arrêts sur la matière,
BLESSURES. Quand sont excusables,
BLESSURES. *Quid,* si c'était un fonctionnaire public qui s'en serait rendu coupable dans l'exercice de ses fonctions?
BLESSURES. Lorsque les blessures et les coups sont ordonnés par la loi ou commandés par l'autorité légitime, ne sont ni un crime ni un délit,
BLESSURES. Par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui,
BLESSURES. Cas où il n'y aurait pas eu légitime défense

BLESSURES. Cas contraire,
BLESSURES. L'action d'avoir exposé et délaissé un enfant au-dessus de l'âge de sept ans accomplis dans un lieu solitaire, doit-elle être considérée et punie comme blessures volontaires, quand il en demeure mutilé ou estropié?
BLESSURES. *Nota.* voy. II, pag. 569, un nouveau projet de loi qui réduit la peine prononcée pour coups ou blessures volontaires. voy. *Amende, Animaux domestiques, Castration, Emprisonnement, Escalade, Mort, Provocation, Recélé, Reclusion, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
BOIS TAILLIS. voy. *Incendie, Terrain, Vol.*
BOISSONS. Peines encourues par quiconque en aura vendu ou débité de falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé, II.
BOISSONS. *Quid,* s'il n'y avait eu que simple exposition en vente?
BOISSONS. Les boissons ainsi falsifiées doivent-elles être répandues?
BOISSONS. Peines qui peuvent être appliquées à ceux qui en auront vendu ou débité de falsifiées, ne contenant pas de mixtions nuisibles à la santé,
BOISSONS. *Quid,* si c'étaient des boissons gâtées ou corrompues qui eussent été vendues ou débitées?
BOISSONS. Quelles sont celles qui doivent être confisquées et répandues, lorsqu'elles appartiennent au vendeur ou au débitant?
BOISSONS. *Quid* encore si elles ne lui appartenaient pas?
BOISSONS. Y aurait-il falsification répréhensible si elles n'avaient été que surchargées d'eau?
BOISSONS. Si elles contenaient des matières nuisibles à la santé, devraient elles être remises au propriétaire? *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Marchandises, Préfets, Voituriers.*
BORNES. voy. *Limites, Vol.*
BOUCHERS. voy. *Faillite, Marchandises.*
BOUCS. voy. *Empoisonnement.*
BOULANGERS. voy. *Faillite, Marchandises.*
BOUTIQUES. voy. *Ateliers.*
BRACONNIERS. voy. *Gendarmerie.*
BRIS DE PRISON. Dans quel cas est assimilé aux violences, I.
BRIS DE PRISON. Que doit-on entendre par bris de prison et violences?
BRIS DE PRISON. voy. *Détenus.*
BRIS DE SCELLES. voy. *Scellés.*
BRUITS. Comment doivent être punis les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité publique? II.
BRUITS. *Quid,* s'ils sont le fait d'une seule personne?
BRUITS. En cas de condamnation, circonstance qui doit être mentionnée au jugement,
BRUITS. Arrêts sur la matière,
BRUITS. Les complices sont-ils punissables?
BRUITS. Comment dans ce cas se constitue la complicité?
BRUITS. Dans quel cas les coupables de cette contravention deviennent-ils passibles de l'emprisonnement,
BULLETINS. voy. *Publication.*
CABANES. voy. *Destruction, Rupture.*
CABARET. voy. *Jeux, Vol.*
CABARETIERS. voy. *Faillite.*
CAFES. voy. *Jeux, Lieux publics, Vol.*
CAGES DE FER. Par qui et pourquoi furent inventées? I.
CAGES DE FER. L'atrocité de ce supplice peut être comparée à la mise au secret.
CANNES. Cas où les cannes simples doivent être réputées armes, I.
CALOMNIE. Est un des plus grands fléaux des sociétés, I.
CALOMNIE. Moyens puissans pour l'anéantir,
CALOMNIE. Comment était définie et punie par le Code pénal avant l'abrogation de ses divers articles sur ce délit? II.
CALOMNIE. Quelles sont les lois à consulter pour sa répression?
CALOMNIE. Observations et arrêts sur la matière,
CALOMNIE. Dans quel cas toute imputation était-elle réputée fausse?
CALOMNIE. Lorsque l'imputation est déclarée calomnieuse, à quelles lois faut-il recourir pour savoir les peines qui deviennent applicables?
CALOMNIE. La diffamation peut résulter de la divulgation d'un fait vrai comme d'un fait faux,
CALOMNIE. Comment pourraient être poursuivies les calomnies mises au jour par la voie des papiers étrangers?
CALOMNIE. Quand l'auteur de l'imputation devait-il être à l'abri de toute peine?
CALOMNIE. Dans cette matière, qu'est-ce qui constituait la preuve légale?
CALOMNIE. Dispositions des lois nouvelles à cet égard,
CALOMNIE. Arrêts,
CALOMNIE. Les faits diffamatoires pourraient-ils trouver une excuse dans leur notoriété?
CALOMNIE. Les jugemens intervenus contre les fonctionnaires ou officiers publics devraient-ils être admis comme excuse suffisante de l'imputation diffamatoire qui leur serait faite?
CALOMNIE. *Quid,* si l'imputation l'avait été contre les particuliers?
CALOMNIE. Quelles étaient les peines qui, sous le Code pénal, devaient être infligées au calomniateur?
CALOMNIE. L'imputation faite à la mémoire des hommes doit-elle être considérée comme un délit punissable?
CALOMNIE. Dans quel cas doit-il être sursis à la poursuite et au jugement du délit de calomnie?
CALOMNIE. Arrêts
CALOMNIE. *Quid,* si l'allégation ou l'imputation diffamatoire avait été faite à la mémoire d'un individu?
CALOMNIE. Comment doit être réprimée la dénonciation calomnieuse faite par écrit aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, contre un ou plusieurs individus?
CALOMNIE. Et si cette dénonciation avait été rendue publique?
CALOMNIE. Arrêts sur cette matière,
CALOMNIE. Interdiction qui, dans tous les cas, devait être prononcée contre le dénonciateur,
CALOMNIE. Par quelle loi a été remplacée cette disposition?
CALOMNIE. voy. *Délation.*
CARCAN. Est une peine infamante, I.
CALOMNIE. En quoi consiste,
CALOMNIE. Doit s'exécuter de la même manière que l'exposition publique,
CALOMNIE. Le condamné à cette peine ne peut être relevé de l'infamie qu'elle lui a imprimée que par la réhabilitation,
CALOMNIE. Une femme enceinte devrait-elle y être attachée?
CALOMNIE. Incapacités qui résultent pour les condamnés à cette peine,
CALOMNIE. Devient applicable au condamné à la dégradation civique pour récidive,
CALOMNIE. Est prononcée contre tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la dégradation civique,
CALOMNIE. Quand doit être remplacée par la reclusion?

CALOMNIE. Par une détention dans une maison de correction et pour quelle durée? *Scrutin, Marques particulières.*
CALOMNIE. Devient applicable à tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, pour s'être laissé corrompre.
CALOMNIE. Cette peine, dans ce cas, est considérée comme trop sévère par le Gouvernement lui-même,
CALOMNIE. *Quid,* si la corruption avait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle du carcan?
CALOMNIE. Doit être infligée à tout individu coupable de voie de fait envers un magistrat, lorsqu'elle a eu lieu à l'audience d'une Cour ou d'un tribunal,
CALOMNIE. A quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions, *Curatelle, Ecriteau, Experts, Jurés, Port d'armes, Reclusion, Service militaire, Témoins, Travaux forcés à perpétuité et à temps, Tutelle.*
CARRIERES. voy. *Vol.*
CASTRATION. Peines applicables à l'auteur de ce crime, II.
CASTRATION. Epoque à laquelle l'usage en fut proscrit dans les Etats romains,
CASTRATION. Dans quel cas doit être considérée comme meurtre ou blessure excusable? *Mort, Travaux forcés à perpétuité.*
CAUTION. Le condamné mis sous la surveillance de la haute police de l'Etat, doit en fournir une de bonne conduite, I.
CAUTION. Qu'est-ce qui a le droit de l'exiger?
CAUTION. *Quid,* s'il ne fournit pas cette caution?
CAUTION. Toute personne peut être admise à la fournir,
CAUTION. Raisons qui auraient dû obliger le législateur à fixer un maximum à ce cautionnement,
CAUTION. Que doit on entendre par parties intéressées?
CAUTION. Quand peut-elle être contrainte, même par corps, au paiement des sommes portées dans son acte de cautionnement?
CAUTION. Dans ce cas, à quoi doivent être affectées les sommes recouvrées?
CAUTION. Jurisprudence et discussion sur les poursuites qui peuvent être exercées contre elle, *Dommages-intérêts, Vagabondage.*
CENSEURS. Dans le cas où ils seraient rétablis devraient ils être punis comme complices de l'auteur de l'écrit injurieux qui aurait passé à leur censure? II.
CENSURES. voy. *Autorité publique.*
CERTIFICATS. Comment doivent être punis les coupables de faux certificats d'où il pourrait résulter, soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le trésor royal? I.
CERTIFICATS. Jurisprudence de la Cour de cassation sur les faux certificats relatifs à la conscription, *Emprisonnement, Faux, Médecins, Mendians, Service public, Vagabondage.*
CHAMBRE DES DEPUTES. voyez *Députés (Chambre des).*
CHAMBRE DES PAIRS. voy. *Pairs (Chambre des).*
CHAMPS. Dans quels cas le glanage, le râtelage ou grapillage dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, devient-il punissable de l'amende et de l'emprisonnement? II.
CHAMPS. *Quid,* si cette contravention avait été commise dans un enclos? *Vol, Voleurs.*
CHANSONS. Comment doit être punie l'exposition ou distribution de chansons, pamphlets, figures ou images contraires aux bonnes moeurs? I.
CHANSONS. Lois à consulter sur la matière,
CHANSONS. Doivent être confisqués et mis au pilon, II. *Amende, Emprisonnement.*
CHANTIERS. voy. *Incendie.*
CHANVRE. voy. *Empoisonnement.*
CHARRETIERS. voy. *Rouliers.*
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Peine applicable à tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement qui aura ordonné ou fait quelque acte qui lui serait contraire. I.
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Que doit-on entendre par agens ou préposés du Gouvernement?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Les huissiers sont-ils, dans ce sens, des fonctionnaires publics?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Doit-on considérer comme un acte qui lui soit contraire le fait d'avoir rayé de la liste des électeurs des individus qui auraient eu le droit d'y être compris?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. *Quid* si on y portait sciemment des personnes qui n'ont pas le droit d'y être?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Si la conduite du fonctionnaire public avait été approuvée par ses supérieurs?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Comment devrait être réprimé le ministre qui se serait rendu coupable d'un pareil acte?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Cas où il serait exempt de cette peine; obligation qui lui est alors imposée.
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Les autres fonctionnaires publics pourraient-ils jouir de cette faveur?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. En quoi a modifié les dispositions du code à l'égard des membres de la chambre des Députés, *Conseil-d'Etat, Cours Prévôtales, Crimes, Dégradation civique, Délits, Travaux forcés à temps.*
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. CHASSE. Jurisprudence sur la chasse, I.
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Comment se prescrit le délit de chasse?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Il aurait été commis par un militaire en garnison, que le fait ne constituerait pas un délit militaire,
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Dans quel cas la cumulation de peines en matière de chasse et de port d'armes de chasse sans permis, peut-elle être prononcée? II.
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. La chasse dans les bois de l'Etat, comme dans ceux des communes et des établissemens publics rentre dans le droit commun,
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Lorsque le chasseur a obtenu le permis de port d'armes de chasse et qu'il a chassé en temps non prohibé, même sur les propriétés d'autrui, peut-il être poursuivi d'office?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. Arrêt sur la matière,
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. *Quid,* s'il avait chassé en temps prohibé?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. L'amende et l'indemnité dont sont passibles les chasseurs en contravention doivent-elles être prononcées contre chacun d'eux personnellement?
CHARTE CONSTITUTIONNELLE. A quelles lois doit-on avoir recours pour les peines à infliger aux prévenus du délit de chasse?
CHAUSSEES. voy. *Destruction.*
CHEMINEES. Comment doit être réprimé le défaut de nettoyage, réparation ou entretien des fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu? II.
CHEMINEES. *Quid,* s'il était résulté de cette négligence l'incendie de la chose d'autrui?
CHEMINS DE DESSERTE. voy. *Chemins publics.*
CHEMINS PUBLICS. Les vols qui y sont commis font encourir aux coupables la peine des travaux forcés à perpétuité, II.
CHEMINS PUBLICS. *Quid,* si le vol avait été commis en l'absence du propriétaire de la chose volée?
CHEMINS PUBLICS. Qu'est-ce qu'un chemin public?
CHEMINS PUBLICS. La peine des travaux forcés à perpétuité deviendrait-elle applicable au voiturier qui, sur un chemin public, aurait sous-trait tout ou partie du chargement qui lui aurait été confié pour le transporter d'un lieu à un autre?
CHEMINS PUBLICS. Les chemins de desserte et les sentiers peuvent-ils être considérés comme des chemins publics?
CHEMINS PUBLICS. *Quid,* à l'égard des rues, places publiques des villes, bourgs ou villages?
CHEMINS PUBLICS. Le vol commis sur la voiture d'un roulier, devant la porte d'une auberge, a-t-il le caractère d'un vol commis sur un chemin public?
CHEMINS PUBLICS. Pourquoi tous les vols commis sur un chemin public, ne devraient pas être placés dans la même catégorie?
CHEMINS PUBLICS. Voy. *Jeux, Inondation, Vol, Voleurs.*
CHENILLES. voy. *Echenillage.*
CHEVAUX. Amende qui devient applicable à ceux qui auront fait ou laissé courir des chevaux ou autres bêtes de trait, de charge ou de monture dans l'intérieur d'un lieu habité. II.

CHEVAUX. *Quid,* s'il en est résulté du dommage à autrui?
CHEVAUX. S'il y avait eu mort ou blessures d'homme?
CHEVAUX. Déclaration qui devrait être faite au jugement de condamnation, *Empoisonnement, Emprisonnement.*
CHEVRES. voy. *Empoisonnement, Emprisonnement.*
CHIENS. Amende qu'encourent ceux qui les auraient excités, ou ne les auraient pas retenus lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passans, II.
CHIENS. *Quid,* s'il en était résulté du dommage à autrui? *Empoisonnement.*
CHIRURGIENS. voy. *Médecins.*
CHOSE JUGEE. Ses conséquences, I.
CHOSE JUGEE. Quand est acquise,
CHOSE JUGEE. Espèces,
CHOSE PUBLIQUE. voy. *Crimes,* Délits.
CISEAUX. Ceux de poche ne doivent être réputés armes, qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper, I.
CLEFS. Définition des fausses clefs, II.
CLEFS. Peines qui doivent être infligées pour contrefaçon ou altération de clefs.
CLEFS. *Quid,* si le coupable est un serrurier de profession?
CLEFS. Quand doit-on être considéré comme tel?
CLEFS. Les anciens règlemens, relatifs à la contrefaçon ou altération des clefs, doivent-ils avoir aujourd'hui force de loi? *Tentatives, Vol.*
CLOTURES. Peines applicables à quiconque aura comblé des fossés, coupé ou arraché des haies vives ou séches, ou détruit des clôtures. II.
CLOTURES. *Quid,* si la haie ou le fossé était mitoyen?
CLOTURES. Comment est réprimée la destruction de clôtures par le Code rural de 1791?
CLOTURES. Comme s'acquiert la prescription de ce délit?
CLOTURES. Arrêts sur la matière,
CLOTURES. Le simple bris d'une porte pour s'introduire dans la propriété d'autrui, devrait-il être considéré comme une destruction de clôture? *Amende, Animaux domestiques, Emprisonnement, Escalade, Maisons.*
COALITION. Quelles sont les peines qui doivent être infligées aux fonctionnaires publics qui s'en rendent coupables? I.
COALITION. Comment doit être réprimée celle formée contre ceux qui font travailler des ouvriers tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires? II.
COALITION. *Quid,* si c'étaient des propriétaires ou fer miers qui s'en fussent rendus coupables?
COALITION. Faut-il qu'il y en ait eu tentative légale pour la rendre punissable?
COALITION. Comment doit être punie celle de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler? etc.,
COALITION. *Quid,* à l'égard des chefs ou moteurs? *Amende, Fonctionnaires publics, Surveillance de la haute police.*
COCHE. voy. *Vol.*
COLLUSION. voy. *Officiers de l'Etat civil.*
COMESTIBLES. Comment devrait être réprimée l'exposition en vente des comestibles avariés, gâtés ou nuisibles à la santé? II. *Marchandises.*
COMMANDANS. Ceux qui auront tenu leur armée ou troupe rassemblée, après que le licenciement ou la séparation en aura été ordonné, sont punis de mort. I.
COMMANDANS. Amende qui doit être prononcée contre tout commandant des divisions militaires, des départemens ou des places et villes pour avoir fait ouvertement ou par interposition de personne, le commerce de grains, grenailles, etc., dans l'étendue des lieux où il a droit d'exercer son autorité,
COMMANDANS. Quel serait, dans ce cas, le tribunal qui devrait juger ce délit?
COMMANDANS. *Quid,* s'il justifiait d'ordres émanés de l'autorité supérieure?
COMMANDANT DE LA FORCE PUBLIQUE. voy. *Outrages.*
COMMANDEMENT MILITAIRE. La peine de mort devient applicable à ceux qui l'auront retenu contre l'ordre du Gouvernement, I. *Commandans.*
COMMERCE. voy. *Confiscation spéciale, Ecritures, Industrie.*
COMMIS. voy. *Emprisonnement, Marchandises, Travaux forcés à temps.*
COMMISSAIRES DE POLICE. Dans quel sens sont-ils considérés comme magistrats de l'ordre administratif? I. *Officiers de police.*
COMMISSAIRES PRISEURS. Cas où ils se rendraient coupables de concussion, I.
COMMISSAIRES PRISEURS. Où ils deviendraient passibles des peines prononcées contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité,
COMMISSIONS. Ne pourront plus être rétablies, I.
COMMISSIONS. Les jugemens qu'elles rendaient ne furent jamais que des monumens de la plus atroce injustice,
COMMUNES. Dans quels cas ne peuvent être responsables des attentats commis sur les propriétés de leur territoire? I.
COMMUNES. Les amendes prononcées pour contraventions de police doivent l'être au profit des communes où la contravention a été commise, II.
COMMUNES. Les receveurs d'enregistremens sont chargés d'en poursuivre le recouvrement,
COMMUNES. Emploi qui doit en être fait.
COMMUNES. Loi sur leur responsabilité qui doit continuer de recevoir son exécution, *Chasse, Dévastation, Frais, Indemnités, Restitutions.*
COMPAGNONS. voy. *Vol.*
COMPETENCE. Arrêts sur celle des tribunaux en matière de contraventions et délits, II.
COMPETENCE. Quand est-elle acquise aux tribunaux criminels, correctionnels et de police? *Tribunaux.*
COMPLICES. Les complices d'une tentative de crime doivent-ils être punis de la même peine que l'auteur de la tentative? I.
COMPLICES. Quelles sont les peines encourues par ceux d'un militaire?
COMPLICES. Ne peuvent, dans aucun cas, être condamnés à une peine plus forte que celle applicable à l'auteur du crime,
COMPLICES. Cas où ceux d'un crime ou d'un délit doivent être punis de la même peine que les auteurs même de ce crime ou de ce délit,
COMPLICES. Pourraient-ils être condamnés malgré l'acquittement de ces derniers,
COMPLICES. Arrêts
COMPLICES. Ceux d'un délit peuvent-ils être entendus comme témoins lorsqu'ils ne sont pas personnellement poursuivis?
COMPLICES. Comment doit être puni celui de la femme adultère? II.
COMPLICES. En ce cas quelles sont les seules preuves qui peuvent être admises contre lui?
COMPLICES. Le complice du vol commis par un domestique ou homme de service à gages doit-il être puni de la même peine que celle applicable à l'auteur du crime? *Adultère, Avortement, Banqueroute, Bigamie, Bruits, Complots, Crimes, Extorsions, Faillite, Faux, Fonctionnaires publics, Parricide, Prévenu, Vol.*
COMPLICITE. Circonstances qui la constituent, I.
COMPLICITE. Arrêts sur la matière,
COMPLICITE. Quels sont les juges chargés de son appréciation en matière de crimes et de délits?
COMPLICITE. Autres circonstances qui l'établissent,
COMPLICITE. Peines qui peuvent être prononcées pour complicité par recélé,
COMPLICITE. Arrêts sur la matière,
COMPLICITE. Aucun article du Code ne punit la complicité de la complicité, II. *Arrestation, Banqueroute, Bruits, Recélé.*
COMPLOTS. L'attentat ou le complot contre la vie ou la personne du Roi est crime de lèse-majesté, il est puni comme le parricide, I.
COMPLOTS. *Quid,* à l'égard des complices?
COMPLOTS. Peut-il être excusable?
COMPLOTS. Comment doit être puni celui contre la vie ou la personne des membres de la famille Royale; celui ayant pour but, soit de détruire ou de changer le Gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône, soit d'exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité royale?

COMPLOTS. Devrait-on considérer comme membre de la famille royale, des enfans qui ne seraient pas nés en légitime mariage ou qui n'y seraient entrés que par la voie de l'adoption?
COMPLOTS. *Quid,* si dans ces derniers cas il n'y avait eu que complot?
COMPLOTS. S'il n'y avait eu qu'une simple provocation tendante à changer ou détruire la forme du Gouvernement, sans que cette provocation eût été la suite d'un complot ou qu'il en fût résulté un attentat, quelle serait la peine applicable?
COMPLOTS. Le complot d'attaquer le Gouvernement, la personne des autorités constituées devrait-il être puni de mort?
COMPLOTS. Belles paroles de Montesquieu à ce sujet,
COMPLOTS. Les discours et les écrits peuvent-ils constituer l'attentat?
COMPLOTS. Comment se constitue?
COMPLOTS. Quand y a-t-il complot?
COMPLOTS. Conditions impérativement exigées pour l'établir,
COMPLOTS. Sa vraie définition,
COMPLOTS. Dans quel cas la simple proposition de complot est-elle passible de la reclusion?
COMPLOTS. Du bannissement?
COMPLOTS. Différence entre un complot concerté et un complot arrêté,
COMPLOTS. *Quid,* si les propositions ci-dessus avaient été faites publiquement? *Provocation.*
COMPLOTS. La proposition de complot non agréée, est-elle sujette à révélation?
COMPLOTS. Autres cas où les auteurs d'attentats ou de complots sont punis de mort,
COMPLOTS. Différence entre l'attentat et le complot,
COMPLOTS. Comment doit être réprimée la non-révélation de complots formés contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat?
COMPLOTS. A quelles autorités la révélation doit-elle en être faite, et dans quel délai?
COMPLOTS. Quelles sont les personnes exemptées de faire cette révélation?
COMPLOTS. Les ministres des cultes et les défenseurs des accusés, sont-ils compris dans cette catégorie?
COMPLOTS. Si le secret avait été confié sous la foi du serment, celui qui l'aurait prêté serait-il tenu d'en faire la révélation?
COMPLOTS. *Quid,* si le non révélateur avait employé tous ses efforts, usé de tous ses moyens pour empêcher l'exécution du complot?
COMPLOTS. Dans quelles lois a été puisée la législation actuelle sur la non révélation?
COMPLOTS. Faits historiques,
COMPLOTS. Si le complot concerté et arrêté avait été abandonné, pourrait-on être poursuivi et condamné comme non révélateur?
COMPLOTS. Que doivent faire les juges avant de prononcer la condamnation du non révélateur?
COMPLOTS. En cas d'acquittement de l'accusé, le nom de son dénonciateur doit-il lui être indiqué?
COMPLOTS. Pourquoi la non révélation de l'attentat n'est-elle pas punissable?
COMPLOTS. Cas où l'accusé de non révélation pourrait n'être pas condamné, quoique les auteurs du complot le fussent,
COMPLOTS. *Quid,* s'il s'agit du crime de lèse-majesté?
COMPLOTS. De tout autre crime?
COMPLOTS. Dans ce dernier cas, quand la Cour serait-elle autorisée de n'infliger que des peines de simple police?
COMPLOTS. Excuses dont ne peut exciper le non révélateur de complot,
COMPLOTS. Exceptions,
COMPLOTS. Quels sont ceux qui doivent être exemptés des peines prononcées contre les auteurs de complots attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat?
COMPLOTS. Seule peine qui leur est applicable,
COMPLOTS. Utilité et inconvénient de cette mesure,
COMPLOTS. Comment doit être puni celui formé par une coalition de fonctionnaires publics et attentatoire à la sûreté intérieure de l'Etat. *Amende, Armes, Bannissement, Dévastation, Emprisonnement, Guerre civile, Lois, Reclusion et Surveillance de la haute police.*
COMPOSITIONS EN ARGENT. Quand furent-elles abolies en France? I.
COMPTABLES PUBLICS. voy. *Amende, Emprisonnement, Travaux forcés à temps.*
CONCERTS. Peines qui devraient-être infligées à ceux qui en auraient donné de publics sans en avoir obtenu la permission de l'autorité publique, II.
CONCIERGES et GARDIENS. Dans quels cas ceux des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine, deviennent-ils coupables de détention arbitraire, et quelles peines leur sont alors applicables? I.
CONCIERGES et GARDIENS. Ce qu'ils doivent faire quand ils s'aperçoivent de l'irrégularité de l'acte qui a motivé la détention de l'individu qu'ils ont reçu dans leur maison,
CONCIERGES et GARDIENS. S'ils avaient reçu le détenu hors des cas autorisés par la loi, seraient-ils en droit, proprio motu, de lui rendre la liberté? *Amende, Détenus, Emprisonnement, Evasion, Fonctionnaires publics, Mandat.*
CONCUBINE. voy. *Adultère.*
CONCUSSION. Comment doivent être réprimés les fonctionnaires publics qui s'en rendent coupables? I.
CONCUSSION. Ce qui la constitue,
CONCUSSION. En quoi diffère du péculat,
CONCUSSION. Jurisprudence de la Cour de cassation sur cette matière,
CONCUSSION. Ne doit pas être confondue avec la corruption, *Amende, Emprisonnement, Reclusion.*
CONDAMNATIONS. L'infamie qui en résulte est personnelle, I.
CONDAMNATIONS. Celle aux peines établies par la loi, est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et dommages intérêts qui peuvent être dus aux parties,
CONDAMNATIONS. Quelles sont celles qui emportent mort civile?
CONDAMNATIONS. Ne peuvent être exécutées les jours de fêtes nationales ou religieuses, ni les dimanches,
CONDAMNATIONS. Celles à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, peuvent être poursuivies par la voie de la contrainte par corps, *Peines.*
CONDAMNES. Les peines prononcées contre eux n'impriment aucune infamie sur leur famille, I.
CONDAMNES. Quand se trouvent-ils relevés de celle qu'ils ont encourue?
CONDAMNES. Quand ne doivent-ils pas être considérés comme repris de justice?
CONDAMNES. Tout condamné à mort doit avoir la tête tranchée,
CONDAMNES. Comment doivent être traités ceux qui le sont aux travaux forcés?
CONDAMNES. Peut-on aggraver la peine des condamnés, en faisant résulter cette aggravation du sens implicite de la loi? II. *Caution, Echafaud, Gouvernement, Prisonniers, Reclusion, Travaux forcés.*
CONDUCTEURS. voy. *Rouliers.*
CONFESSEURS. voy. *Secrets.*
CONFESSION. Dans aucune circonstance et sous aucun prétexte, ne peut être violée, I.
CONFESSION. Pourquoi?
CONFIANCE. voy. *Abus de Confiance.*
CONFISCATION GENERALE. Est abolie par la Charte constitutionnelle, I.
CONFISCATION GENERALE. Cette abolition ne doit pas être un mot vide de sens,
CONFISCATION GENERALE. Son abolition a-t-elle abrogé l'article 33 du Code civil?
CONFISCATION GENERALE. Définition qu'en donne Montesquieu,
CONFISCATION GENERALE. La déshérence ne peut avoir d'autre caractère que celui d'une véritable confiscation,
CONFISCATION GENERALE. En quoi consistait? I.

CONFISCATION GENERALE. Obligations dont elle était grevée,
CONFISCATION GENERALE. Au profit de qui le Roi pouvait-il disposer des biens confisqués?
CONFISCATION GENERALE. En cas de concurrence avec les restitutions et les dommages-intérêts, ces dernières condamnations obtenaient la préférence, *Amende, Confiscation spéciale.*
CONFISCATION SPECIALE. Quand devient-elle une peine commune aux matières criminelles et correctionnelles? I.
CONFISCATION SPECIALE. L'abolition de la confiscation générale ne s'étend pas à celle spéciale,
CONFISCATION SPECIALE. Celle des denrées provenant d'un commerce illicite, doit être prononcée,
CONFISCATION SPECIALE. Les choses livrées par un corrupteur doivent aussi être confisquées,
CONFISCATION SPECIALE. En faveur de qui?
CONFISCATION SPECIALE. *Quid,* si ces choses n'avaient été que promises?
CONFISCATION SPECIALE. Si elles n'appartenaient pas à celui qui les aurait livrées?
CONFISCATION SPECIALE. Autres cas où elle est prononcée,
CONFISCATION SPECIALE. Les armes prohibées doivent être confisquées, II.
CONFISCATION SPECIALE. Peut-il en être de même des boissons falsifiées lorsqu'elles appartiennent au vendeur ou débitant?
CONFISCATION SPECIALE. *Quid,* si elles ne lui appartenaient pas?
CONFISCATION SPECIALE. Si elles n'avaient pas été saisies?
CONFISCATION SPECIALE. Arrêts sur la matière,
CONFISCATION SPECIALE. Celle des choses reçues par un faux témoin doit être prononcée,
CONFISCATION SPECIALE. Quels sont les divers objets qui doivent l'être dans les maisons de jeux et loteries clandestines?
CONFISCATION SPECIALE. Doit être prononcée pour les marchandises à l'égard desquelles il y a eu violation des règlemens d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront,
CONFISCATION SPECIALE. Pour celles qui ont été vendues avec des faux poids ou pour les matières d'or ou d'argent, les pierres fines sur le titre ou la qualité desquelles on a été trompé,
CONFISCATION SPECIALE. Pour les ouvrages contrefaits et pour les moules, planches ou matières des objets contrefaits,
CONFISCATION SPECIALE. Pour les recettes d'ouvrages dramatiques représentés sur un théâtre au mépris des lois et règlemens relatifs à la propriété des auteurs,
CONFISCATION SPECIALE. Dans ces derniers cas, le produit des confiscations doit-il être remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert?
CONFISCATION SPECIALE. Comment doit être réglé le surplus de l'indemnité?
CONFISCATION SPECIALE. Celle de certains objets saisis est une peine de simple police,
CONFISCATION SPECIALE. Si les objets qui en auraient été susceptibles n'avaient pas été saisis, le prévenu pourrait-il être condamné à en payer la valeur?
CONFISCATION SPECIALE. Quelle est celle que les tribunaux de police peuvent prononcer?
CONFISCATION SPECIALE. Autres cas où elle doit être prononcée,
CONFISCATION SPECIALE. voy. *Dommages-intérêts, Hospices, Publication, Restitutions, Tribunaux, Voleurs.*
CONFLIT. Effets de sa notification, I.
CONFLIT. Comment peut-il s'établir et quelles sont les autorités de l'ordre administratif qui y sont autorisées,
CONFLIT. Y a-t-il conflit négatif, lorsque les autorités administratives et judiciaires refusent de connaître de la contestation qui leur est soumise?
CONFLIT. En quoi diffère de la revendication, *Conseil d'Etat.*
CONNIVENCE. voy. *Evasion.*
CONSCRIPTION. Son abolition n'a point abrogé les lois rendues contre ceux qui favorisent la désertion, I. *Certificats.*
CONSEIL-D'ETAT. Peut-il légalement établir des peines? I.
CONSEIL-D'ETAT. Pourquoi ne peut-il bien juger de l'innocence ou de la culpabilité d'un fonctionnaire public dénoncé?
CONSEIL-D'ETAT. Les magistrats de l'ordre judiciaire qui auraient provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat tendant à la poursuite personnelle ou accusation d'un membre de ce Conseil, ou qui, hors le cas de flagrant délit, l'auraient fait arrêter, se seraient-ils rendus coupables de forfaiture?
CONSEIL-D'ETAT. Les conflits négatifs se portent devant la commission du contentieux de ce Conseil,
CONSEIL-D'ETAT. Comment se constituent ces conflits?
CONSEIL-D'ETAT. *Quid,* s'ils s'établissaient entre les autorités judiciaires?
CONSEIL-D'ETAT. Avis de ce Conseil qui détermine les cas où les ordonnances royales doivent avoir force de lois, et ceux où c'est à la puissance législative seule qu'il appartient de régler la matière, II.
CONSEILS DE FAMILLE. Délit qui fait encourir à ceux qui s'en rendent coupables l'interdiction à toute participation aux Conseils de famille, II.
CONSEILS DE FAMILLE. Quelle doit être la durée de cette interdiction? *Moeurs.*
CONSEILS DE GUERRE. Autorisation qui leur est laissée, I.
CONSEILS DE GUERRE. Hors du territoire Français remplacent les tribunaux ordinaires,
CONSEILS DE GUERRE. Leur compétence pour le crime d'embauchage pour les rebelles,
CONSEILS DE GUERRE. Lois et arrêts sur la matière,
CONSEILS DE GUERRE. Quelle devait être leur durée? I.
CONSEILS DE GUERRE. Le recours en cassation contre leurs décisions est sujet aux mêmes formalités que pour celles émanées des tribunaux ordinaires, *Armes.*
CONSTITUTION. voy. *Charte constitutionnelle.*
CONSTRUCTIONS. voy. *Destruction.*
CONTAGION. voy. *Epizootie.*
CONTRAINTE PAR CORPS. Quand peut-elle être employée contre les personnes qui ont cautionné un individu mis sous la surveillance du Gouvernement? I.
CONTRAINTE PAR CORPS. Autres condamnations qu'on peut poursuivre par cette voie,
CONTRAINTE PAR CORPS. Quelles sont les formalités à remplir?
CONTRAINTE PAR CORPS. Pourrait-elle être employée par la partie publique contre la partie civile, en remboursement des frais de poursuites dont cette dernière est responsable?
CONTRAINTE PAR CORPS. Quelles sont les dispositions de loi à consulter, lorsqu'on veut l'exercer contre un condamné à l'amende? I.
CONTRAINTE PAR CORPS. Peut-elle être exercée de nouveau contre le condamné à l'amende et aux frais envers l'Etat, qui aurait obtenu sa liberté provisoire pour cause d'insolvabilité?
CONTRAINTE PAR CORPS. Dans ce cas, quelles sont les formalités à remplir?
CONTRAINTE PAR CORPS. Faculté qui est laissée à la régie de l'enregistrement à cet égard,
CONTRAINTE PAR CORPS. Peut elle être employée contre les individus déclarés civilement responsables des restitutions, dommages-intérêts et frais auxquels le prévenu aurait été condamné? II. *Amende, Caution, Condamnations, Frais, Huissiers, Indemnités, Outrages, Restitutions.*
CONTRAVENTIONS. Définition, I.
CONTRAVENTIONS. Quand doivent-elles être poursuivies?
CONTRAVENTIONS. Ne peuvent être punies de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'elles fussent commises,
CONTRAVENTIONS. De celles propres à compromettre l'état civil des personnes,
CONTRAVENTIONS. Quelles sont celles de simple police? II.
CONTRAVENTIONS. Deviennent punissables par la simple matérialité du fait et lors même qu'il serait constaté que le prévenu n'aurait pas agi dans une intention criminelle,
CONTRAVENTIONS. Celles qui se commettent sur les grandes routes sont du ressort de l'autorité administrative,
CONTRAVENTIONS. Comment doivent être réprimées celles de police en cas de récidive?

CONTRAVENTIONS. Arrêts sur la matière,
CONTRAVENTIONS. Autres contraventions de police qui sont réprimées par l'amende. *Amende, Autorité municipale, Compétence, Employés, Emprisonnement, Fonctionnaires publics, Militaires, Officiers publics, Tentatives.*
CONTREFACON. Comment se constitue celle des écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture, etc.? II.
CONTREFACON. Est toujours un délit,
CONTREFACON. Quelles sont les lois qui répriment celles des découvertes pour lesquelles il est accordé des brevets d'invention et de perfectionnement?
CONTREFACON. Autres lois à consulter sur la matière,
CONTREFACON. Sa tentative est-elle punissable?
CONTREFACON. Arrêts sur ce genre de délit,
CONTREFACON. Peut-il en être fait des poursuites d'office?
CONTREFACON. Autres délits qui lui sont assimilés,
CONTREFACON. Arrêts,
CONTREFACON. Peines encourues par le contrefacteur, l'introducteur en France et le débitant d'ouvrages contrefaits,
CONTREFACON. Loi à consulter sur l'indemnité à accorder au propriétaire de l'ouvrage contrefait,
CONTREFACON. La question de propriété qui pourrait incidemment s'élever, devrait-elle faire surseoir au jugement sur la poursuite en contrefaçon?
CONTREFACON. *Quid,* à l'égard des ouvrages posthumes?
CONTREFACON. L'auteur d'un ouvrage contrefait avant que le dépôt des exemplaires exigés par la loi eût été effectué, serait-il recevable à poursuivre le contrefacteur après qu'il aurait rempli cette formalité, si ce n'était que depuis que la contrefaçon aurait été livrée au commerce? *Amende, Confiscation spéciale, Monnaie (fausse.)*
CONTRIBUTIONS. voy. *Fonctionnaires publics.*
CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Les employés des contributions indirectes doivent-ils être considérés comme des agens du Gouvernement? II. *Force majeure.*
CONTUMACE. Les condamnés par contumace ne peuvent invoquer la faveur de la réhabilitation, I.
CONTUMACE. Rigueur de cette mesure,
CONTUMACE. Qu'est-ce qui avait fait penser aux anciens criminalistes qu'on pouvait agir légèrement envers un contumace?
CONTUMACE. Quand, dans l'intérêt de sa famille, son jugement doit-il être considéré comme non avenu?
CONTUMACE. Sa condamnation à une peine emportant mort civile doit-elle toujours produire son effet?
CONTUMACE. Comment doivent être gérés ses biens lorsqu'il a été condamné à une peine emportant son interdiction légale? *Déportatation, Exposition publique.*
CONTUMACE (JUGEMENS PAR.) Raisons qui devraient les faire supprimer, I.
CONTUSIONS. voy. *Vol.*
CORRESPONDANCE. Quel doit avoir été l'objet de celle entretenue avec les ennemis pour faire prononcer la peine du bannissement contre le coupable? I.
CORRUPTION. Ne doit pas être confondue avec la concussion, I.
CORRUPTION. Comment doit être réprimée?
CORRUPTION. Les simples offres faites et non agréées constitueraient-elles la tentative de ce crime?
CORRUPTION. Il ne doit jamais être fait restitution au corrupteur des choses par lui livrées,
CORRUPTION. *Quid,* si elles ne lui appartenaient pas? *Amende, Carcan, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Hospices, Juges, Jurés, Moeurs, Officiers publics, Plans, Réclusion.*
CORSAIRES. Quand ne peuvent être assimilés aux pirates? I.
COSTUME. Comment doit être punie toute personne qui en aura porté un publiquement qui ne lui appartenait pas? I. *Arrestations, Vol.*
COUPS. voy. *Blessures, Homicide.*
COURS. Obligation qui leur est imposée, I.
COURS. Sous la législation actuelle quelle est l'autorité qui doit connaître des prises à partie dirigées contre une Cour royale?
COURS. Discussion de cette question,
COURS. Arrêt important sur la matière,
COURS. Elles doivent continuer d'observer les lois et règlemens particuliers dans toutes les matières qui n'ont pas été règlées par le Code pénal, II.
COURS D'ASSISES. Autorisation qui devrait leur être laissée, I.
COURS D'ASSISES. Cas où elles doivent poser au jury les questions d'excuses proposées par l'accusé, I.
COURS D'ASSISES. Abus que se permettent les présidens de ces Cours, et qui ne devrait pas être toleré,
COURS D'ASSISES. Cas où ils se rendraient coupables d'un déni de justice, II.
COURS D'ASSISES. Ne doivent chercher la conviction de l'accusé que dans les élémens de l'instruction et des débats,
COURS D'ASSISES. Ne doivent aussi user de la faculté que la loi leur accorde d'appeler aux débats, des témoins qui n'ont pas été cités, qu'avec la plus grande circonspection,
COURS D'ASSISES. Expressions du Code sur lesquelles ils doivent bien instruire les jurés afin d'éviter de graves et fâcheuses erreurs,
COURS D'ASSISES. Si les circonstances qui auraient déterminé le renvoi d'une affaire devant les Cours d'assises avaient disparu aux débats, pourraient-elles ne prononcer contre l'accusé que des peines de simple police?
COURS D'ASSISES. *Quid,* si l'accusé était déclaré simplement excusable?
COURS D'ASSISES. Peuvent-elles être compétemment saisies et cependant n'avoir aucune peine à prononcer?
COURS D'ASSISES. Le seul mode autorisé pour attaquer leurs arrêts est le recours en cassation,
COURS D'ASSISES. voy. II. *pag.* 569, un nouveau projet de loi qui, selon les circonstances, les autorise à réduire les peines du Code pénal. Observations *Adoption, Armes, Excuses.*
COURS PREVOTALES. Doivent connaître des crimes qui étaient attribués aux Cours spéciales, par le Code d'instruction criminelle, I.
COURS PREVOTALES. La Charte n'a réservé que le rétablissement des juridictions prévôtales et non pas d'en établir,
COURS SPECIALES. Date de leur organisation, I.
COURS SPECIALES. Connaissance qui leur était attribuée,
COURS SPECIALES. Abolies par la Charte,
COURS SPECIALES. Ne furent jamais considérées et ne purent jamais l'être comme des tribunaux ordinaires, *Cours prévôtales.*
COURTIERS. voy. *Banqueroute, Faillite.*
COUTEAUX. Ne doivent être réputés armes qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper, I.
CRIEURS. voy. *Emprisonnement, Publication.*
CRIME ET CRIMES. Comment se punissait dans la Haute Allemagne, au 12.e siècle? I.
CRIME ET CRIMES. Sa définition,
CRIME ET CRIMES. Doit toujours être poursuivi,
CRIME ET CRIMES. Exceptions,
CRIME ET CRIMES. Comment doit-être considérée la simple provocation au crime?
CRIME ET CRIMES. Ne peut être puni de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'il fut commis,
CRIME ET CRIMES. La crainte de la mort peut-elle en diminuer le nombre?
CRIME ET CRIMES. Quels sont ceux auxquels nul autre ne peut être comparé, et qui devraient mériter la peine de mort, si cette peine pouvait être maintenue?
CRIME ET CRIMES. Peine applicable à quiconque ayant été condamné pour un crime, aura commis un délit de nature à être puni correctionnellement,
CRIME ET CRIMES. Les complices d'un crime doivent-ils être punis de la même peine que celui qui en est l'auteur?
CRIME ET CRIMES. Cas et circonstance où le crime ne peut être excusable,
CRIME ET CRIMES. Quels sont ceux contre la sûreté de l'Etat?

CRIME ET CRIMES. Comment sont réprimés ceux tendant à troubler l'Etat par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage publics?
CRIME ET CRIMES. Crimes dont la révélation est ordonnée,
CRIME ET CRIMES. Dans ce cas, dans quel délai et à quelle autorité doit-elle être faite?
CRIME ET CRIMES. Les ministres du culte et les défenseurs des accusés sont-ils exemptés de cette révélation?
CRIME ET CRIMES. Quels sont ceux qui doivent être exemptés des peines prononcées contre les auteurs de crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat?
CRIME ET CRIMES. Seule peine qui leur est applicable,
CRIME ET CRIMES. Utilité et inconvénient de cette mesure,
CRIME ET CRIMES. Peines que font encourir ceux commis contre la Charte constitutionnelle,
CRIME ET CRIMES. Quels sont ceux contre la paix publique et comment punis?
CRIME ET CRIMES. Plus ils sont atroces, plus ils sont hors de la nature, moins on doit en supposer l'existence, II.
CRIME ET CRIMES. Le décès de l'auteur d'un crime ou d'un délit ne peut être un obstacle aux poursuites envers ceux qui peuvent en avoir été les complices, *Dommages-intérêts, Excuse, Fonctionnaires publics, Infraction, Juges, Militaires, Peines, Provocation, Recélé, Trésor public.*
CRITIQUES. voy. *Autorité publique.*
CULTES. Peines que font encourir les entraves au libre exercice des cultes, I. *Amende, Eglises, Emprisonnement, Ministres des cultes.*
CURATELLE. Est interdite aux condamnés aux travaux forcés à temps, au bannissement, à la reclusion et au carcan, I.
CURATELLE. Autre cas où elle peut être interdite, II.
CURATELLE. Quelle doit être la durée de cette dernière interdiction?
CURATELLE. CURATEUR. Il doit en être nommé un au condamné qui se trouve en état d'interterdiction légale, I.
CURATELLE. Quand doit-il rendre compte de son administration?
CURATELLE. Dépenses qu'il ne pourrait faire entrer en ligne de compte,
CURATELLE. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, enlever la faculté de l'être,
CURATELLE. Exception, *Interdiction, Reclusion, Travaux forcés à temps.*
DEBAUCHE. voy. *Moeurs.*
DEBITANS. voy. *Boissons.*
DECLARATION. voy. *Accouchement.*
DECORATION. Peine qu'encourt toute personne qui en aura porté publiquement une ne lui appartenant pas, I.
DECORATION. *Quid,* si c'était un étranger qui s'en fût rendu coupable? *Emprisonnement.*
DECORATION PUBLIQUE. voy. *Monumens, Statues.*
DEFENSE. voy. *Homicide.*
DEFENSEURS ou AVOCATS. voy. *Complots, Crimes, Injures.*
DEGAT. voy. *Pillage.*
DEGRADATION. voy. *Monumens, Statues.*
DEGRADATION CIVIQUE. Est une peine infamante, I.
DEGRADATION CIVIQUE. Ne se reconnaît à aucun signe extérieur,
DEGRADATION CIVIQUE. Quand doit-elle être remplacée par la peine du carcan?
DEGRADATION CIVIQUE. Le condamné peut-il obtenir sa réhabilitation?
DEGRADATION CIVIQUE. Est applicable à tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement coupable d'acte arbitraire et attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la Charte,
DEGRADATION CIVIQUE. Exception,
DEGRADATION CIVIQUE. Dans ce dernier cas, à qui doit-elle être infligée?
DEGRADATION CIVIQUE. Les ministres rentrent-ils dans la catégorie des fonctionnaires publics?
DEGRADATION CIVIQUE. Doit être prononcée contre tout fonctionnaire public chargé de la police administrative qui aurait refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires et qui ne justifierait pas les avoir dénoncées à l'autorité supérieure,
DEGRADATION CIVIQUE. *Quid,* s'il les avait constatées, mais non dénoncées?
DEGRADATION CIVIQUE. Que doit-on entendre par réclamation légale?
DEGRADATION CIVIQUE. Dans quel cas doit être prononcée contre les officiers de police judiciaire, les procureurs généraux ou du Roi, leurs substituts et les juges?
DEGRADATION CIVIQUE. Doit encore être prononcée contre ces fonctionnaires et les officiers publics, pour détention illégale, etc.
DEGRADATION CIVIQUE. Est infligée pour la répression du crime de forfaiture,
DEGRADATION CIVIQUE. Quand devient-elle applicable aux préfets, sous-préfets et autres administrateurs?
DEGRADATION CIVIQUE. Est également infligée pour forfaiture, lorsque la loi ne prononce pas de peines plus graves,
DEGRADATION CIVIQUE. A tout juge ou administrateur coupable de ce crime,
DEGRADATION CIVIQUE. *Quid,* à l'égard des jurés, arbitres, prud'hommes et officiers de l'université?
DEGRADATION CIVIQUE. Est encourue par tout coupable de faux serment en matière civile, II. *Carcan.*
DEGRADATION DES ORDRES ROYAUX. Devient la conséquence nécessaire d'une peine afflictive et infamante, et même seulement infamante, I.
DELAISSEMENT. voy. *Enfant.*
DELATION. Ne doit pas être confondue avec la révélation prescrite par le Code, I.
DELATION. Pourquoi?
Comment, en Pologne, était puni le délateur calomnieux? II. *Révélation.*
DELIBERATIONS DE FAMILLE. Les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent, dans certains cas, interdire l'exercice de vote et suffrage dans ces délibérations, I.
DELIT ET DELITS. Sa définition, I.
DELIT ET DELITS. Doit toujours être poursuivi,
DELIT ET DELITS. Exceptions,
DELIT ET DELITS. Quand sa tentative doit-elle être considérée comme le délit même?
DELIT ET DELITS. Ne peut être puni de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'il fut commis,
DELIT ET DELITS. Ceux qui ne rentrent dans aucune exception de la loi, sont les seuls de nature à être punis correctionnellement,
DELIT ET DELITS. Quelles sont les personnes excusables pour délits?
DELIT ET DELITS. De leur punition.
DELIT ET DELITS. Quels sont ceux contre la sûreté extérieure de l'Etat, et comment réprimés?
DELIT ET DELITS. Contre la sûreté intérieure de l'Etat,
DELIT ET DELITS. Ceux tendant à troubler l'Etat par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage publics,
DELIT ET DELITS. Rien ne peut justifier l'application de peines différentes pour la répression d'un même délit,
DELIT ET DELITS. C'est violer l'égalité proclamée par la Charte,
DELIT ET DELITS. Comment doivent être réprimés ceux contre la Charte?
DELIT ET DELITS. Il ne peut y avoir délit, lorsque l'on n'a fait que se conformer au commandement de la loi,
DELIT ET DELITS. Quels sont ceux contre la paix publique et peines qu'ils font encourir?
DELIT ET DELITS. En matière de délits, tous les genres de preuves sont admis, lorsque la loi n'en a pas autrement disposé, *Amende, Compétence, Complicité, Démence, Dommages-intérêts, Excuse, Fonctionnaires publics, Juges, Militaires, Peines, Preuve, Trésor public.*
DELIT. (FLAGRANT.) Sa définition, II. *Adultère, Juges.*

DELITS MILITAIRES. voy. *Déserteurs, Matelots, Militaires.*
DELITS POLITIQUES. voy. *Mort.*
DEMENCE. Le prévenu de crime et délit ne pourrait être condamné s'il était en démence au moment de l'action ou s'il avait été contraint par une force majeure, I.
DEMENCE. Quels sont les juges qui doivent décider son existence?
DEMENCE. Les biens de l'accusé en démence doivent-ils répondre du dommage qu'aurait pu causer son crime ou délit?
DEMENCE. Par quelles voies peut-on l'établir?
DEMENCE. Le prévenu qui serait tombé en démence depuis son crime commis devrait-il être jugé, et celui qui y serait tombé après avoir été condamné devrait-il être exécuté?
DEMENCE. *Quid,* si dans ce dernier cas il recouvrait son bon sens?
DENI DE JUSTICE. Comment doit être réprimé? I. *Amende, Interdiction.*
DENIERS PUBLICS. voy. *Bandes armées.*
DENONCIATEURS. voy. *Dénonciation.*
DENONCIATION. Imprime sur le dénonciateur une flétrissure ineffaçable, I.
DENONCIATION. Dans quel cas celui-ci devrait-il être puni comme faux témoin? II.
DENONCIATION. Peut être poursuivie tant par la voie civile que par la voie correctionnelle,
DENONCIATION. *Quid,* si la dénonciation avait été rendue publique?
DENONCIATION. Le plaignant qui ne s'est pas rendu partie civile doit-il être rangé dans la classe des dénonciateurs?
DENONCIATION. Arrêts sur la matière,
DENONCIATION. Interdiction qui devait être prononcée contre le dénonciateur, *Adultère, Amende, Calomnie, Complots, Emprisonnement.*
DENREES. voy. *Marchandises.*
DEPAISSANCE. voy. *Terrain.*
DEPORTATION. Pourquoi est une peine peut-être plus affreuse que la mort? I.
DEPORTATION. Est afflictive et infamante,
DEPORTATION. N'est perpétuelle qu'en France,
DEPORTATION. En quoi consiste,
DEPORTATION. Quelle est la peine si le déporté rentre sur le territoire du royaume?
DEPORTATION. *Quid,* s'il était saisi dans des pays occupés par les armées Françaises?
DEPORTATION. Comment applicable dans le concours de plusieurs autres peines?
DEPORTATION. Ne peut être prononcée contre les individus qui ont atteint l'âge de 70 ans accomplis avant le jugement,
DEPORTATION. Mais quid, s'ils avaient acquis cet âge depuis leur condamnation,
DEPORTATION. si le condamné l'avait été par contumace?
DEPORTATION. S'il était saisi sur le territoire d'une colonie Française?
DEPORTATION. Si le Gouvernement avait obtenu son extradition?
DEPORTATION. Si son infraction de ban remontait à une époque antérieure à la mise en activité du Code?
DEPORTATION. Mais quid juris, si le déporté, par un jugement antérieur à la publication du Code, était rentré depuis sur le territoire du royaume?
DEPORTATION. Dans le cas de conversion de la déportation en travaux forcés à perpétuité, le condamné doit-il subir l'exposition publique et la flétrissure?
DEPORTATION. Emporte mort civile,
DEPORTATION. Le Gouvernement peut-il accorder au condamné l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits?
DEPORTATION. Quand doit commencer à courir sa mort civile?
DEPORTATION. Est applicable au banni pour infraction de ban,
DEPORTATION. Dans quel cas peut-elle être infligée pour recélé?
DEPORTATION. Arrêt sur la matière,
DEPORTATION. Quand doit-elle être convertie en un emprisonnement dans une maison de correction?
DEPORTATION. Par quelle autre peine doit-elle être remplacée lorsque les condamnés sont âgés de 70 ans?
DEPORTATION. Cas où elle devient applicable pour soustraction de plans,
DEPORTATION. Pour avoir, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, excité la guerre,
DEPORTATION. Pour l'illégal emploi de la force publique,
DEPORTATION. Pour réunion séditieuse,
DEPORTATION. Pour mesures concertées contre l'exécution des lois, ou contre les ordres du Gouvernement,
DEPORTATION. Quand doit-elle être infligée aux ministres des cultes? *Bandes armées, Fonctionnaires publics, Travaux forcés à perpétuité.*
DEPORTE. voy. *Déportation.*
DEPOSITAIRES. voy. *Autorité publique, Force publique, Outrages.*
DEPOSITAIRES PUBLICS. voy. *Amende, Archives, Enchères, Gardien, Huissiers, Notaires, Soustractions.*
DEPOTS. voy. *Abus de confiance.*
DEPOTS DE MENDICITE. Quelles sont les personnes qui doivent y être conduites? I.
DEPOTS DE MENDICITE. Loi qui les établit,
DEPOTS DE MENDICITE. Obligation imposée aux préfets à cet égard,
DEPOTS DE MENDICITE. Mesures qui devraient être prises pour l'amélioration de ces établissemens, *Mendians.*
DEPOTS PUBLICS. Les bureaux des payeurs généraux sont-ils des dépôts publics? I. *Archives.*
DEPUTES (CHAMBRE DES.) Dans quels cas les membres de cette chambre ne peuvent être appréhendés au corps pour dettes, I.
DEPUTES (CHAMBRE DES.) Un individu qui, depuis son arrestation, aurait été nommé député, pourrait-il obtenir sa liberté provisoire?
DEPUTES (CHAMBRE DES.) Pourrait-il être actionné par la voie civile en réparation du dommage qu'il aurait pu causer dans l'exercice de ses fonctions ou à raison de cet exercice? *Charte constitutionnelle, Forfaiture.*
DESERTEURS. Le délit qu'ils commettent n'est pas un délit militaire, I.
DESERTEURS. Pourquoi la peine de mort ne devrait jamais leur être infligée, II.
DESERTION. La provocation à la désertion rentre dans la compétence des tribunaux ordinaires, I.
DESERTION. Jurisprudence de la Cour de cassation contre ceux qui la favorisent,
DESHERENCE. Quel motif fit prononcer celle des biens acquis par le condamné depuis sa mort civile encourue? II. *Confiscation générale.*
DESSINS. Autorisation qu'il est nécessaire d'obtenir avant de publier ou mettre en vente des dessins gravés ou lithographiés, I.
DESSINS. Comment doit être demandée?
DESTRUCTION. Comment doit-être réprimée celle des édifices, ponts, digues ou chaussées ou autres constructions appartenant à autrui? II.
DESTRUCTION. Est-il nécessaire qu'il soit déclaré que le prévenu a agi par méchanceté, haine ou vengeance?
DESTRUCTION. *Quid,* s'il était en possession annale de la propriété qu'il aurait détruite ou renversée?
DESTRUCTION. Dans quel autre cas doit être punie de la reclusion ou de l'emprisonnement et de l'amende?
DESTRUCTION. Comment devrait-être puni un adjudicataire de bois qui aurait enlevé l'empreinte de la marque apposée par l'autorité publique sur des arbres de réserve pour la transporter sur d'autres?
DESTRUCTION. *Quid,* si des fonctionnaires ou officiers publics avaient coopéré à la destruction de pièces?
DESTRUCTION. Peines que fait encourir celle d'instrumens d'agriculture de parcs de bestiaux, de cabane de gardiens, *Amende, Arbres, Mine, Mort, Reclusion, Restitutions, Travaux forcés à temps.*

DETENTIONS. voy. *Amende, Arrestations, Concierges, Dégradation civique, Dommages-intérêts, Officiers de police.*
DETENUS. A quoi doivent être employés ceux qui le sont pour délits correctionnels? I.
DETENUS. Comment sont appliqués les produits de leur travail?
DETENUS. Obligation qui devrait être imposée, à leur égard, aux geoliers et concierges,
DETENUS. Au juge seul appartient le droit de le mettre au secret,
DETENUS. Quelles sont les personnes punissables dans le cas de leur évasion?
DETENUS. Peines qui leur seraient applicables,
DETENUS. Deviennent passibles de l'emprisonnement pour s'être évadés ou avoir tenté de s'évader par bris de prison ou par violences,
DETENUS. Dans ce cas, quand doivent-ils subir cette peine? *Evasion, Fonctionnaires publics.*
DEVASTATION. Peine qui devient applicable aux auteurs d'attentats ou complots ayant pour but de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes, I.
DEVASTATION. *Quid,* si le but n'avait été que de dévaster le territoire d'une ou plusieurs communes?
DEVASTATION. Dans le premier cas, le rassemblement doit-il avoir été armé, pour faire encourir la peine?
DEVASTATION. Comment doit être reprimée celle des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme? II.
DEVASTATION. *Quid,* si la récolte avait été détachée?
DEVASTATION. Si la dévastation de plants avait été commise dans un bois?
DEVASTATION. Arrêt sur cette dernière matière,
DEVASTATION. *Quid* encore, si la dévastation avait été commise en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions ou la nuit? *Amende, Crime, Emprisonnement, Mort, Surveillance de la haute police.*
DEVINS. voy. *Songes.*
DIFFAMATION. Celui qui a été diffamé n'est-il recevable à en demander la réparation que lorsqu'il est constaté que le diffamateur a agi de mauvaise foi et à dessein de nuire? I. *Calomnie, Injures.*
DIGUES. voy. *Destruction.*
DILIGENCE. voy. *Vol.*
DISCERNEMENT. voy. *Accusé.*
DISCOURS. voy. *Ministres des cultes, Rebellion.*
DISTRIBUTEURS. voy. *Chansons, Emprisonnement, Publication.*
DIVAGATION. Amende qu'encourent ceux qui aurait laissé divaguer des fous ou furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisans ou féroces, II.
DIVAGATION. *Quid,* s'il était résulté de cette divagation du dommage à autrui?
DIVAGATION. Si défense avait été faite de laisser divaguer les pigeons dans un certain temps de l'année, le contrevenant serait-il passible de l'amende?
DIVAGATION. *Quid,* s'il était résulté de la divagation ci-dessus mort ou blessures d'homme?
DIVAGATION. Les fous ou furieux devraient-ils avoir été sous la garde du prévenu?
DIVAGATION. Est-il nécessaire que le délit ait été commis dans un lieu habité pour le rendre punissable?
DIVORCE. Considérations qui auraient dû le faire maintenir, I.
DOL. voy. *Escroquerie.*
DOMAINES. voy. *Bandes armées.*
DOMESTIQUES. voy. *Complices, Mort, Viol, Vol.*
DOMICILE. Peine qu'encourt tout juge, Procureur-général ou du Roi, substitut, administrateur ou autre officier de justice ou de police pour violation de domicile, I.
DOMICILE. Lois et jurisprudence sur la matière, *Amende, Rebellion.*
DOMMAGE. Dans quel cas celui causé volontairement aux propriétés mobilières d'autrui fait-il encourir la peine de l'amende, II.
DOMMAGE. *Quid,* s'il n'y avait pas eu volonté?
DOMMAGE. S'il y avait eu mort ou blessures d'homme? *Edifices.*
DOMMAGES-INTERETS. Ne sont pas la conséquence nécessaire de l'application des peines I.
DOMMAGES-INTERETS. Les sommes recouvrées contre les cautions de condamnés pour crimes ou délits sont affectées de préférence aux restitutions, aux dommages-intérêts et frais adjugés aux parties lésées par ces crimes ou délits,
DOMMAGES-INTERETS. L'exécution de la condamnation aux dommages-intérêts peut-elle être poursuivie par la voie de la contrainte par corps?
DOMMAGES-INTERETS. En cas de concurrence avec l'amende sur les biens insuffisans du condamné, obtiennent-ils la préférence?
DOMMAGES-INTERETS. Devraient-ils l'obtenir sur la confiscation?
DOMMAGES-INTERETS. Tous les individus condamnés pour un même crime ou délit sont solidaires de cette condamnation,
DOMMAGES-INTERETS. Comment doivent être demandés et réglés ceux qui sont dus pour attentats à la liberté individuelle?
DOMMAGES-INTERETS. Pour refus de constater les détentions illégales et arbitraires contre les fonctionnaires publics chargés de la police administrative?
DOMMAGES-INTERETS. Quels sont ceux qui doivent être prononcés contre les fournisseurs? II.
DOMMAGES-INTERETS. Il ne peut en être adjugé à la partie qui se prétend lésée par le délit, qu'au cas de condamnation du prévenu, lors même qu'elle s'est rendue partie civile, *Contrainte par corps, Evasion.*
DROITS CIVILS. L'interdiction temporaire d'en jouir est une peine correctionnelle, I. *Déportation, Interdiction.*
DROITS CIVIQUES. En matière correctionnelle leur interdiction peut en être prononcée, I.
DROITS CIVIQUES. Peine encourue par ceux qui, par attroupement, voies de fait ou menaces, en auront empêché l'exercice,
DROITS CIVIQUES. Cas où le bannissement doit être appliqué aux auteurs de ce crime,
DROITS CIVIQUES. Pour quel temps l'interdiction peut-elle en être prononcée contre les fonctionnaires publics pour coalition? *Dégradation civique, Elections, Emprisonnement, Interdiction.*
DROITS DE FAMILLE. voy. *Interdiction.*
DUEL. Pourquoi les témoins d'un duel ne peuvent-ils être poursuivis? I.
DUEL. N'est pas un délit, II.
DUEL. Réflexions et arrêts sur la matière,
EAUX. voy. *Limites.*
ECHAFAUD. Le condamné à mort pour parricide doit y être exposé pendant qu'un huissier fait lecture au peuple de l'arrêt de condamnation, I.
ECHENILLAGE. Amende encourue par ceux qui auront négligé d'écheniller dans les campagnes ou jardins où ce soin est prescrit par la loi ou les réglemens, II.
ECHENILLAGE. Loi en vigueur et à consulter sur la matière,
ECLAIRAGE. Amende qu'encourent ceux qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé, II.
ECLAIRAGE. Ceux qui n'auront pas éclairé les matériaux par eux entreposés ou les excavations par eux faites dans les rues et places
ECLAIRAGE. Arrêt sur la matière,
ECLAIRAGE. *Quid,* s'il était résulté de l'encombrement ou de l'excavation, mort ou blessures des animaux ou bestiaux appartenant à autrui?
ECLAIRAGE. S'il y avait eu mort ou blessures d'homme?
ECRITEAU. Que doit contenir celui qui doit être attaché au-dessus de la tête du condamné exposé au carcan? I.
ECRITS. voy. *Emprisonnement, Publication.*
ECRITURES. Que doit-on entendre par écritures de commerce ou de banque? I. *Faux.*
EDIFICES. Amende applicable à ceux qui auront refusé d'obéir à la sommation de l'autorité administrative de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine. II.
EDIFICES. A ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices, des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres,
EDIFICES. *Quid,* s'il était résulté du refus de démolir ou réparer ceux menaçant ruine du dommage à autrui, mort ou blessures d'hommes ou d'animaux?

EDIFICES. S'il n'existait pas de règlemens locaux qui eussent fait défense de jeter ou d'exposer au devant de ses édifices, des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres? *Immondices, Incendie, Maisons, Mine, Pierres.*
EFFETS PUBLICS. Peine que fait encourir leur contrefaction ou falsification, I.
EFFETS PUBLICS. Quand y a t-il falsification?
EFFETS PUBLICS. Comment doivent être punis ceux qui, par des moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse des effets ou papiers publics? II.
EFFETS PUBLICS. Ceux qui auront fait des paris sur la hausse ou la baisse,
EFFETS PUBLICS. Que doit-on réputer paris de ce genre?
EFFETS PUBLICS. Moyen qu'on pourrait employer pour les empêcher,
EFFETS PUBLICS. Les paris sur la hausse ou la baisse des effets étrangers, seraient-ils punissables?
EFFETS PUBLICS. La loi laisse-t-elle une action pour poursuivre le paiement de semblables paris?
EFFETS PUBLICS. L'agent de change qui en aurait fait l'avance serait-il recevable à en réclamer le montant? *Amende, Emprisonnement, Incendie, Mort, Surveillance de la haute police.*
EFFRACTION ET EFFRACTIONS. Sa définition, II.
EFFRACTION ET EFFRACTIONS. Prise isolément ne constitue pas un délit punissable.
EFFRACTION ET EFFRACTIONS. Quand devient-elle une circonstance du vol?
EFFRACTION ET EFFRACTIONS. Sont extérieures ou intérieures,
EFFRACTION ET EFFRACTIONS. Quelles sont celles qui doivent être considérées comme extérieures?
EFFRACTION ET EFFRACTIONS. Comme intérieures? *Escalade, Tentatives, Vol.*
EGLISES. Serait-ce se rendre coupable d'entraves au libre exercice des cultes, que d'en refuser l'entrée aux heures que l'usage a établies pour les tenir ouvertes? I.
EGLISES. Doivent-elles être considérées comme des maisons habitées? II.
EGLISES. Arrêts sur cette question,
EGLISES. Voy. II, pag. 578, un nouveau projet de loi sur les vols, outrages à la pudeur, troubles et désordres commis dans une église ou dans un temple destiné aux cultes dont l'exercice est autorisé. - Si ce projet est converti en loi, la nouvelle loi pourra-t-elle exercer une influence quelconque sur les vols commis dans les églises antérieurement à sa promulgation? *Lieux publics, Vol.*
ELECTIONS-ELIGIBILITE. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, en interdire l'exercice, I.
ELECTIONS-ELIGIBILITE. Cette interdiction ne peut être prononcée que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de loi,
ELECTIONS-ELIGIBILITE. Doit l'être contre ceux qui par attroupement, voies de fait ou menaces auront empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits civiques,
ELECTIONS-ELIGIBILITE. Dans ce cas le condamné pourrait-il être interdit du droit d'éligibilité dans les assemblées de créanciers, de famille, ou autres?
ELECTIONS-ELIGIBILITE. Autre cas où cette interdiction doit être prononcée,
ELECTIONS-ELIGIBILITE. Peine qui devient applicable à tout citoyen qui dans les élections aura acheté ou vendu un suffrage à un prix quelconque, *Amende, Charte, Emprisonnement, Scrutin.*
ELIGIBILITE. voy. *Elections.*
EMBAUCHAGE. voy. *Conseils de guerre.*
EMPLOIS PUBLICS. Les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent, dans certains cas, en interdire l'exercice, I.
EMPLOIS PUBLICS. Cette interdiction ne peut être prononcée que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi,
EMPLOIS PUBLICS. Dans quelle circonstance et pour quel temps cette interdiction doit elle avoir lieu contre les fonctionnaires publics?
EMPLOIS PUBLICS. contre un fonctionnaire ou agent du Gouvernement ou de l'administration des postes?
EMPLOYES. Inconvéniens graves de la remise qui est accordée aux employés de certaines administrations sur les amendes qui doivent se prononcer pour les contraventions qu'ils ont constatées, I.
EMPLOYES. Moyen de les éviter,
EMPOISONNEMENT. Définition de ce crime, II.
EMPOISONNEMENT. Est puni de mort,
EMPOISONNEMENT. Comment doivent être réprimées les menaces d'empoisonnement faites par écrit anonyme ou signé,
EMPOISONNEMENT. Comment doit être puni celui des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, bestiaux à cornes, moutons, chèvres, porcs, poissons d'étang, vivier ou réservoir?
EMPOISONNEMENT. *Quid,* si c'était du poisson d'un fleuve ou d'une rivière?
EMPOISONNEMENT. Y aurait-il empoisonnement punissable, si le poisson n'avait péri que par suite du rouissage de chanvre?
EMPOISONNEMENT. Les chiens, la volaille, les boucs doivent-ils être compris dans la catégorie des animaux ci-dessus? *Amende, Emprisonnement, Surveillance, Travaux forcés à temps.*
EMPRISONNEMENT. Est une peine correctionnelle, I.
EMPRISONNEMENT. Est commune aux délits et aux contraventions,
EMPRISONNEMENT. Quand devient-il une peine correctionnelle ou de simple police?
EMPRISONNEMENT. En quoi diffère de la reclusion,
EMPRISONNEMENT. Ne doit-il commencer à courir que du jour où le jugement de condamnanation est devenu irrévocable?
EMPRISONNEMENT. Pourquoi les condamnés ne devraient-ils jamais être transférés dans une maison de dépôt?
EMPRISONNEMENT. En quoi consiste cette peine?
EMPRISONNEMENT. Son maximum et son minimum,
EMPRISONNEMENT. A quoi doivent être employés les produits du travail des condamnés à cette peine?
EMPRISONNEMENT. Peines encourues, en cas de nouveau délit, par les coupables qui y auraient déjà été condamnés correctionnellement à plus d'une année?
EMPRISONNEMENT. Cas où il devient applicable pour soustraction de plans,
EMPRISONNEMENT. Pour non révélation de crimes ou complots,
EMPRISONNEMENT. Quelle doit être sa durée, quand il est infligé aux individus qui ont empêché l'exercice des droits civiques?
EMPRISONNEMENT. Quand est-il applicable aux personnes coupables d'avoir soustrait ou falsifié des billets de suffrage dans un scrutin?
EMPRISONNEMENT. Pour quel temps doivent y être condamnés les concierges et gardiens des maisons d'arrêt, de justice ou de peine, qui se sont rendus coupables de détention arbitraire?
EMPRISONNEMENT. Les fonctionnaires publics pour coalition?
EMPRISONNEMENT. Les non-révélateurs du crime de fausse monnaie?
EMPRISONNEMENT. Quelle doit être sa durée lorsqu'il est appliqué pour la répression du crime de faux dans les pas se ports, ou pour avoir fait usage d'un passe-port fabriqué ou falsifié?
EMPRISONNEMENT. Pour avoir pris dans le passe-port un nom supposé, ou concouru, comme témoin, à faire délivrer le passe-port sous le nom supposé?
EMPRISONNEMENT. Dans quel cas et pour quel temps doit être appliqué aux logeurs et aubergistes?
EMPRISONNEMENT. Aux officiers publics?
EMPRISONNEMENT. Pour avoir fabriqué ou falsifié une feuille de route ou avoir fait usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, dans l'intention de se soustraire à la surveillance de l'autorité publique?
EMPRISONNEMENT. *Quid,* si l'on n'en était que porteur?
EMPRISONNEMENT. Pour avoir fabriqué, sous le nom d'un officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité?
EMPRISONNEMENT. Autres cas et pour quel temps doit être infligé aux médecins, chirurgiens ou autres officiers de santé?
EMPRISONNEMENT. A toute personne qui, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, aura fabriqué un certificat de bonne conduite ou d'indigence, ou qui aura falsifié un certificat de cette espèce ou s'en sera servi?

EMPRISONNEMENT. *Quid,* si ce certificat avait été délivré par un particulier sans caractère public?
EMPRISONNEMENT. S'il n'en avait pas été fait usage?
EMPRISONNEMENT. Dans quelles circonstances doit-il être infligé aux dépositaires ou comptables publics?
EMPRISONNEMENT. Aux commis ou préposés des fonctionnaires ou officiers publics?
EMPRISONNEMENT. A ces derniers fonctionnaires et aux agens du Gouvernement pour s'être ingérés dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité?
EMPRISONNEMENT. Aux corrupteurs?
EMPRISONNEMENT. Aux officiers de l'état-civil?
EMPRISONNEMENT. Aux fonctionnaires publics pour avoir illégalement continué l'exercice de leurs fonctions?
EMPRISONNEMENT. Aux ministres des cultes?
EMPRISONNEMENT. Aux coupables de rebellion,
EMPRISONNEMENT. Aux provocateurs de ce crime avant la loi du 17 mai 1819?
EMPRISONNEMENT. Est infligé pour outrages et violences faites aux magistrats,
EMPRISONNEMENT. Aux commandans, officiers ou sous-officiers de la force publique, pour refus de faire agir la force à leurs ordres,
EMPRISONNEMENT. Aux témoins et jurés pour avoir allégué une excuse reconnue fausse,
EMPRISONNEMENT. Pour évasion de détenus,
EMPRISONNEMENT. Quelle doit être sa durée, si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violences ou bris de prison?
EMPRISONNEMENT. Circonstances qui doivent faire cesser cette peine prononcée contre les conducteurs ou les gardiens,
EMPRISONNEMENT. Doit être appliqué pour recélé,
EMPRISONNEMENT. Pourbris de scellé,
EMPRISONNEMENT. Pour soustraction, destruction et enlèvement de pièces ou de procédures criminelles, etc.,
EMPRISONNEMENT. Pour dégradation de monumens, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique,
EMPRISONNEMENT. Pour usurpation de titres ou fonctions,
EMPRISONNEMENT. Pour entraves au libre exercice des cultes,
EMPRISONNEMENT. Pourquoi le minimum de cette peine est-il fixé à six jours?
EMPRISONNEMENT. Pour avoir, par gestes ou paroles, outragé les objets d'un culte ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions,
EMPRISONNEMENT. Pour vagabondage,
EMPRISONNEMENT. Pour mendicité,
EMPRISONNEMENT. Pour publication d'imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur,
EMPRISONNEMENT. Aux crieurs, afficheurs, vendeurs et distributeurs, en cas de révélation, si l'écrit imprimé contient une provocation à des crimes ou délits,
EMPRISONNEMENT. Pour distribution ou exposition de chansons, pamphlets, etc., contraires aux bonnes moeurs,
EMPRISONNEMENT. Circonstances qui, dans ce cas, doivent faire réduire cette peine et l'amende prononcée à l'égard des crieurs, vendeurs, distributeurs; ceux qui auront fait connaître l'imprimeur ou le graveur, et à l'égard de ces derniers,
EMPRISONNEMENT. Dans quel cas le maximum de la peine doit-il être appliqué à l'auteur de ce délit?
EMPRISONNEMENT. Cette dernière disposition est-elle abrogée par les lois nouvelles sur la matière?
EMPRISONNEMENT. Quelle est sa durée, lorsque cette peine est prononcée contre tout individu qui, sans y être autorisé, aura fait le métier de crieur ou afficheur d'écrits imprimés, dessins ou gravures?
EMPRISONNEMENT. Contre les chefs, directeurs ou administrateurs d'associations de plus de vingt personnes, dans lesquelles des provocations à des crimes ou délits auraient eu lieu,
EMPRISONNEMENT. Pour menace d'assassinat, d'empoisonnement, etc., II.
EMPRISONNEMENT. Pour blessures ou coups volontaires non qualifiés meurtre, faites ou portés avec ou sans préméditation ou guet-apens,
EMPRISONNEMENT. Dans quel cas cette peine doit-elle être remplacée par la reclusion pour la répression de ce crime,
EMPRISONNEMENT. Est applicable pour fabrication ou débit d'armes prohibées,
EMPRISONNEMENT. Pour vente et débit de boissons falsifiées,
EMPRISONNEMENT. Homicide involontaire,
EMPRISONNEMENT. Blessures ou coups involontaires, ou outrage public à la pudeur,
EMPRISONNEMENT. Pour avoir favorisé, excité ou facilité habituellement la débauche et la prostitution de la jeunesse,
EMPRISONNEMENT. A la femme adultère,
EMPRISONNEMENT. A son complice,
EMPRISONNEMENT. Pour arrestation illégale,
EMPRISONNEMENT. Pour n'avoir pas fait, dans le délai voulu par la loi, la déclaration d'un accouchement auquel on a assisté,
EMPRISONNEMENT. Pour n'avoir pas remis à l'officier de l'état-civil l'enfant nouveau-né que l'on aurait trouvé,
EMPRISONNEMENT. Exception,
EMPRISONNEMENT. Pour avoir déposé dans un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis,
EMPRISONNEMENT. Exception,
EMPRISONNEMENT. Pour l'avoir exposé et délaissé en un lieu solitaire, ou pour en avoir donné l'ordre,
EMPRISONNEMENT. Autres personnes à qui cette peine devient applicable pour le même délit,
EMPRISONNEMENT. Pour l'avoir déposé dans un lieu non-solitaire,
EMPRISONNEMENT. Dans quel cas et pour quel temps doit-il être prononcé contre le ravisseur d'une fille au-dessous de seize ans?
EMPRISONNEMENT. Pour infraction aux lois sur les inhumations,
EMPRISONNEMENT. Pour recélé du cadavre d'une personne homicidée ou morte des suites de coups ou blessures,
EMPRISONNEMENT. Pour violation de tombeaux ou de sépultures,
EMPRISONNEMENT. Devait être infligé au calomniateur,
EMPRISONNEMENT. Doit l'être au coupable de dénonciation calomnieuse faite par écrit,
EMPRISONNEMENT. Pour révélation de secrets,
EMPRISONNEMENT. Quand doit-il être infligé aux voituriers, bateliers ou leurs préposés?
EMPRISONNEMENT. Est applicable pour avoir contrefait ou altéré des clefs,
EMPRISONNEMENT. Aux coupables de larcins et filouteries,
EMPRISONNEMENT. De banqueroute simple,
EMPRISONNEMENT. Pour délit d'escroquerie,
EMPRISONNEMENT. Pour abus de confiance,
EMPRISONNEMENT. Pour avoir tenu une maison de jeux de hasard ou une loterie non autorisée par la loi,
EMPRISONNEMENT. Pour avoir établi une maison de prêt sur gage ou nantissement, sans autorisation légale, ou en ayant cette autorisation, pour avoir négligé de tenir un registre conforme aux règlemens,
EMPRISONNEMENT. Pour entraves apportées à la liberté des enchères ou soumissions,
EMPRISONNEMENT. Pour coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement à l'abaissement des salaires,
EMPRISONNEMENT. Pour coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler,
EMPRISONNEMENT. Et lorsqu'ils prononcent des amendes, des défenses, etc., contre les directeurs d'ateliers, entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres,
EMPRISONNEMENT. Contre quiconque aura fait passer en pays étrangers des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, dans la vue de nuire à l'industrie française,

EMPRISONNEMENT. A tout directeur, commis ou ouvrier de fabrique qui aura communiqué à des Français résidant en France, des secrets de la fabrique où il est employé,
EMPRISONNEMENT. Pour avoir, par des moyens frauduleux quelconques, opéré la hausse ou la baisse des papiers et effets publics, ou des denrées ou marchandises,
EMPRISONNEMENT. Pour avoir fait des paris sur la hausse ou la baisse des effets publics,
EMPRISONNEMENT. Pour avoir trompé l'acheteur sur les matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toute marchandise et pour avoir fait usage de faux poids ou fausses mesures,
EMPRISONNEMENT. Aux fournisseurs qui, par négligence, auront retardé les livraisons et les travaux, ou s'il y a fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'oeuvre, ou des choses fournies,
EMPRISONNEMENT. A quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement,
EMPRISONNEMENT. Pour destruction ou incendie de pièces,
EMPRISONNEMENT. Enumération de ces pièces,
EMPRISONNEMENT. Pour avoir volontairement gâté des marchandises ou matières servant à fabrication,
EMPRISONNEMENT. Pour dévastation de récoltes ou de plants,
EMPRISONNEMENT. Pour abattis d'arbres appartenant à autrui,
EMPRISONNEMENT. Pour les avoir mutilés, coupés ou écorcés de manière à les faire périr,
EMPRISONNEMENT. Pour la destruction d'une ou de plusieurs greffes,
EMPRISONNEMENT. Quel doit être le minimum de cette peine, si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques, ou vicinales ou de traverse?
EMPRISONNEMENT. Pour avoir coupé des grains ou fourrages appartenant à autrui,
EMPRISONNEMENT. Pour rupture ou destruction d'instrumens d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens,
EMPRISONNEMENT. Pour empoisonnement de chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, chèvres, porcs, poissons d'étang, vivier ou réservoir,
EMPRISONNEMENT. Différente gradation de cette peine lorsqu'elle doit être appliquée à quiconque a tué l'un de ces animaux sans nécessité,
EMPRISONNEMENT. La nécessité pourrait-elle résulter de ce que l'animal tué aurait pu causer quelque dommage?
EMPRISONNEMENT. La mort des poissons peut-elle être justifiée par la nécessité?
EMPRISONNEMENT. *Quid,* si la mort de l'animal n'avait pas été le résultat des mauvais traitemens qu'on lui a fait éprouver?
EMPRISONNEMENT. Dans quel cas est applicable à quiconque aura tué un animal domestique,
EMPRISONNEMENT. Pour déplacement suppression de limites établies entre différens héritages,
EMPRISONNEMENT. Pour avoir comblé des fossés, détruit des clôtures, coupé ou arraché des haies vives ou sèches,
EMPRISONNEMENT. Pour inondation de chemins ou les propriétés d'autrui,
EMPRISONNEMENT. Contre tout détenteur ou gardien d'animaux ou bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur-le-champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui ne les aura pas tenus renfermés,
EMPRISONNEMENT. Qui, au mépris des défenses de l'administration, aura laissé ses animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres,
EMPRISONNEMENT. S'il est résulté de cette communication, une contagion parmi les autres animaux,
EMPRISONNEMENT. Quelle devrait être sa durée si, dans ce cas, c'étaient des gardes-champêtres ou forestiers, ou des officiers de police qui s'en seraient rendus coupables?
EMPRISONNEMENT. Dans quels cas les tribunaux sont-ils autorisés à réduire cette peine?
EMPRISONNEMENT. Est une peine de police,
EMPRISONNEMENT. Quelle doit être sa durée lorsqu'il est prononcé pour contravention de police?
EMPRISONNEMENT. Pour avoir violé la défense de tirer en certains lieux des pièces d'artifices?
EMPRISONNEMENT. Pour avoir glané, râtelé ou grapillé dans les champs non encore dépouillés et vidés de leurs récoltes?
EMPRISONNEMENT. Quelles sont les contraventions de police pour la répression desquelles il doit toujours être prononcé en cas de récidive?
EMPRISONNEMENT. Autres contraventions qui peuvent faire encourir cette peine,
EMPRISONNEMENT. Dans ce cas doit-elle l'être cumulativement avec l'amende?
EMPRISONNEMENT. voyez *Amende, Détenus, Maisons de correction, Maison de dépôt, Restitutions, Tribunaux.*
ENCHERES. Comment doivent être punis ceux qui, par voies de fait, violences ou menaces, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou soumissions dans les adjudications de la propriété, etc., ou qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs? II.
ENCHERES. *Quid,* si c'étaient des fonctionnaires publics, gardiens ou dépositaires des choses mises aux enchères ou en soumissions?
ENCHERES. Dans le cas de ce délit, l'adjudication devrait-elle être annullée?
ENCISE (CRIME D') En quoi consiste? II.
ENCISE (CRIME D') Comment doit-il être puni?
ENCLOS. voy. *Champs. Parcs.*
ENCOMBREMENT. voy. *Eclairage.*
ENFANT. La reclusion doit être infligée à tout coupable d'enlèvement, de recélé, de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre et de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, II.
ENFANT. *Quid,* à l'égard de ceux qui étant chargés d'un enfant ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer?
ENFANT. Cette disposition s'applique-t-elle aux enfans en général?
ENFANT. Pourquoi la peine de la reclusion est-elle trouvée trop modérée pour la repression de ce crime?
ENFANT. *Quid* encore, à l'égard de celui qui déposerait l'enfant dans un hospice?
ENFANT. De l'instituteur qui refuserait de représenter l'enfant qui lui aurait été confié?
ENFANT. Le délit de suppression de l'état d'un enfant peut-il être assimilé à celui de suppression de sa personne?
ENFANT. Arrêt de doctrine sur la matière, II.
ENFANT. Quelles seraient les peines applicables dans le cas où, ayant trouvé un enfant nouveau-né, on n'en aurait pas fait la remise à l'officier de l'état civil?
ENFANT. Exception,
ENFANT. Dans quel délai cette remise doit-elle être faite?
ENFANT. *Quid,* si l'on avait remis l'enfant à un autre officier de l'état civil que celui du lieu où l'enfant aurait été trouvé?
ENFANT. Est-il au pouvoir de celui qui a déclaré vouloir se charger de l'enfant de revenir sur sa détermination?
ENFANT. Peines encourues par ceux qui, étant chargés d'un enfant au-dessous de sept ans accomplis, l'auront déposé dans un hospice,
ENFANT. Exception,
ENFANT. *Quid,* à l'égard de celui qui, dans ce cas, n'aurait agi que par ordre d'autrui?
ENFANT. La simple tentative de ce délit est-elle punissable?
ENFANT. Comment doivent être réprimés l'exposition et le délaissement d'un enfant audessous de l'âge de sept ans en un lieu solitaire, et ceux qui en auront donné l'ordre?
ENFANT. Que doit on entendre par lieu solitaire?
ENFANT. S'il n'y avait eu que tentative d'exposition et de délaissement?
ENFANT. Aggravation de peines contre les tuteurs, tutrices, instituteurs ou institutrices, coupables de ce délit,
ENFANT. Les pères et mères sont-ils passibles de cette aggravation?
ENFANT. Que doit-on entendre par instituteurs et institutrices?
ENFANT. Si les tuteurs, tutrices, instituteurs ou institutrices n'avaient fait que donner l'ordre de l'exposition et délaissement de l'enfant?

ENFANT. Si par suite de l'exposition et du délaissement l'enfant est demeuré estropié ou mutilé, ou si la mort s'en est ensuivie comme doit être considérée et punie cette action?
ENFANT. Mais quid, dans ce cas, à l'égard de ceux qui auront donné l'ordre du délaissement et de l'exposition sans y avoir personnellement participé?
ENFANT. Peines applicables à ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis,
ENFANT. Les donneurs d'ordre en sont-ils passibles?
ENFANT. L'aggravation des peines devrait-elle être prononcée contre les coupables, si l'enfant était, par suite de ce dernier délit, demeuré mutilé ou estropié, ou si la mort s'en était ensuivie?
ENFANT. Comment devraient être considérés l'exposition et le délaissement de l'enfant dans le tour d'un hospice?
ENFANT. A la porte d'une maison?
ENFANT. *Quid,* à l'égard des tuteurs, tutrices, institutrices de l'enfant? *Accouchement, Amende, Blessures, Emprisonnement, Meurtre, Officiers de l'état civil, de police, Parricide, Pudeur.*
ENGAGEMENT. voy. *Soldat.*
ENLEVEMENT. voy. *Archives, Enfant, Mineurs.*
ENNEMIS. voy. *Espions, Intelligences.*
ENREGISTREMENT (REGIE DE L'.) voy. *Contrainte par corps, Receveurs de l'enregistrement.*
ENROLEMENT. voy. *Soldats.*
EPIZOOTIE. Comment doit être puni tout détenteur ou gardien d'animaux ou bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur le champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui ne les aura pas tenus renfermés? II.
EPIZOOTIE. *Quid,* si le soupçon ne s'était pas réalisé?
EPIZOOTIE. Loi sur les moyens d'arrêter la contagion qui pourrait frapper l'espèce humaine,
EPIZOOTIE. Peines qui doivent être infligées à ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres,
EPIZOOTIE. *Quid,* si de cette communication il en était résulté une contagion parmi les autres animaux?
EPIZOOTIE. Si ces délits ont été commis par des gardes-champêtres ou forestiers, ou des officiers de police? *Emprisonnement.*
EPOUX. voy. *Adultère, Meurtre.*
ESCADRE. Ceux qui sans droit ou motif légitime en auront pris le commandement sont punis de mort, I.
ESCALADE. Le meurtre, les blessures et les coups commis en repoussant pendant le jour l'effraction ou l'escalade des clôtures, etc., d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances, sont excusables, II.
ESCALADE. Que doit-on entendre par dépendances d'une maison habitée?
ESCALADE. Cette disposition est-elle seulement relative au propriétaire ou locataire de la maison?
ESCALADE. Est-il indifférent dans quel objet l'effraction ou l'escalade a eu lieu?
ESCALADE. *Quid,* si les clôtures n'étaient que de haies sèches?
ESCALADE. Si le propriétaire ou le locataire avait fait des blessures ou donné la mort pour prévenir l'escalade ou l'effraction?
ESCALADE. Mais *quid,* si, dans ce cas, celui qui se serait présenté pour escalader ou faire effraction avait reçu la mort ou des blessures en se retirant après avoir abandonné son projet?
ESCALADE. L'homicide commis, les blessures faites et les coups portés pendant la nuit en repoussant l'escalade ou l'effraction d'une maison habitée, etc., sont-ils compris dans les cas de nécessité actuelle de légitime défense?
ESCALADE. *Quid,* s'ils l'avaient été pendant le jour?
ESCALADE. Doivent-ils être le fait du propriétaire ou locataire de la maison?
ESCALADE. Définition de l'escalade,
ESCALADE. Ce qui lui est assimilé,
ESCALADE. Comment doit être posée la question au jury dans ces deux cas? *Parricide, Tentatives, Vol.*
ESCROQUERIE. Dans quel cas n'y a-t-il que simple escroquerie pour avoir pris un faux nom? I.
ESCROQUERIE. Comment se constitue ce délit et quelles peines lui deviennent applicables? II.
ESCROQUERIE. N'y aurait-il que simple escroquerie dans le fait d'un officier public qui aurait usé, dans l'exercice de ses fonctions, de manoeuvres frauduleuses pour exiger des sommes qui ne lui auraient pas été dues?
ESCROQUERIE. Arrêts,
ESCROQUERIE. Autres arrêts sur la matière,
ESCROQUERIE. Y a-t-il escroquerie dans le fait d'avoir conservé en sa possession un billet qui aurait été soldé?
ESCROQUERIE. Le mandataire se rend-il coupable de ce délit en divertissant à son profit les sommes qu'il a reçues en cette qualité?
ESCROQUERIE. Divers cas où il y aurait escroquerie,
ESCROQUERIE. En cette matière la Cour de cassation apprécie les faits qui sont déclarées constans par le jugement attaqué,
ESCROQUERIE. Devant quel tribunal doit être renvoyée l'affaire lorsque la plainte en escroquerie se trouve uniquement fondée sur le dol ou la fraude employés pour faire souscrire l'acte dont on poursuit la nullité?
ESCROQUERIE. Cas où il y a escroquerie à l'aide d'un faux,
ESCROQUERIE. La tentative d'escroquerie est assimilée à l'escroquerie consommée,
ESCROQUERIE. Y aurait-il escroquerie si l'on avait usé de manoeuvres frauduleuses pour obtenir la reconnaissance d'une dette légitime?
ESCROQUERIE. L'impression et l'affiche des jugemens rendus sur les plaintes en éscroquerie peuvent-elles être ordonnées d'office ou sur la réquisition du ministère public?
ESCROQUERIE. Le condamné pour ce délit peut-il l'être à faire réparation de vive voix ou par écrit à la partie lésée? *Amende, Emprisonnement, Interdiction.*
ESPECES NATIONALES. voy. *Monnaies.*
ESPIONS. Quelle peine doit être infligée à ceux qui auront recélé ou fait recéler les espions ou les soldats ennemis envoyés à la découverte, et qu'ils auraient connus pour tels? I.
ESPIONS. Sont punis en tous lieux de la peine la plus honteuse,
ESPIONS. A quelle époque en fut-il établi de soldés par la police, et à qui en attribue-t-on la première pensée? *Intelligences.*
ETANGS. voy. *Empoisonnement, Inondation.*
ETAT. (COUPS D') Blessent toujours les principes de la morale et de la justice, I.
ETAT. (COUPS D') N'entrent presque jamais que dans la pensée des gouvernemens faibles,
ETAT. (COUPS D') Quelle est leur conséquence nécessaire?
ETAT CIVIL. voy. *Contraventions, Officiers de l'état civil.*
EVASION. Peines que fait encourir celle des détenus aux huissiers, commandans de la gendarmerie ou de la force armée, concierges, gardiens et geoliers, I.
EVASION. A ceux qui seront parvenus à procurer ou faciliter l'évasion, en corrompant les gardiens ou geoliers, ou de connivence avec eux,
EVASION. Dans ce dernier cas, quels sont les dommages-intérêts auxquels les coupables doivent être condamnés?
EVASION. *Quid,* si le détenu évadé était repris? *Armes, Emprisonnement, Forçats, Prisonniers de guerre, Reclusion, Surveillance, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
EXCAVATIONS. voy. *Eclairage.*
EXCEPTIONS. Ne peuvent résulter de simples présomptions, elles doivent être fondées sur un texte précis de loi. I.
EXCUSE. Comme la bonne foi ne peut exercer d'influence que sur les individus à qui elle est propre, I.
EXCUSE. Rentre dans les attributions du jury,
EXCUSE. Quelle est celle qui peut et doit être soumise à la décision du jury?

EXCUSE. Quand devient-elle de droit?
EXCUSE. N'est légale qu'autant qu'elle résulte d'un texte précis de loi, II.
EXCUSE. Dans ce cas elle fait perdre à l'action son caractère de crime, excepté au cas de parricide,
EXCUSE. Les Cours d'assises et les chambres d'accusation peuvent-elles se rendre juges du mérite de l'excuse?
EXCUSE. Les violences exercées contre les animaux ne peuvent, dans aucun cas, constituer une excuse légale,
EXCUSE. Un soufflet reçu pourrait-il être considéré comme une excuse légale?
EXCUSE. Est toujours personnelle,
EXCUSE. Diverses peines qui deviennent applicables aux crimes et délits excusables, lorsque le fait d'excuse est prouvé,
EXCUSE. Les présidens des Cours d'assises commettraient-ils un déni de justice, s'ils refusaient de poser au jury la question d'excuse légale proposée par l'accusé?
EXCUSE. La question d'excuse ne pourrait pas plus être soustraite à l'appréciation du jury, qu'elle ne pourrait être suppléée par les juges, si elle ne résultait pas de la déclaration du jury,
EXCUSE. Les excuses légales peuvent être invoquées même sur prévention de simple délit,
EXCUSE. Quand l'excuse proposée devient-elle une question de droit?
EXCUSE. Lorsqu'elle a été déclarée à la décharge de l'accusé, la Cour d'assises serait-elle autorisée à ne lui appliquer que des peines de simple police? *Adultère, Blessures, Castration, Cours d'assises, Escalade, Jury, Meurtre, Parricide.*
EXECUTION. voy. *Parricide, Place publique.*
EXHALAISONS. voy. *Edifices.*
EXPERTS. Quels sont ceux qui ne peuvent pas l'être? I.
EXPERTS. Les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent, dans certains cas, interdire l'exercice de cette fonction,
EXPOSITION. voy. *Chansons, Enfant.*
EXPOSITION PUBLIQUE. Les condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps et à la reclusion, doivent la subir pendant une heure, I.
EXPOSITION PUBLIQUE. Ne diffère en rien de la mise au carcan,
EXPOSITION PUBLIQUE. Lorsque cette peine est encourue de droit par le condamné, son arrêt ne la prononcerait pas qu'il n'en devrait pas moins la subir,
EXPOSITION PUBLIQUE. La durée de la peine des travaux forcés à temps et celle à la reclusion, se compte du jour de l'exposition,
EXPOSITION PUBLIQUE. Quand cette dernière disposition devient-elle sans application?
EXPOSITION PUBLIQUE. Le laps de vingt années suffit pour la prescription de cette peine, même à l'égard du condamné par contumace,
EXPOSITION PUBLIQUE. Doit avoir lieu dans les 24 heures, à compter du jour où la condamnation est devenue irrévocable, *Accusé, Carcan.*
EXTORSIONS. La peine des travaux forcés à temps est applicable pour avoir, par force, violence ou contrainte, extorqué la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre ou autre pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, II.
EXTORSIONS. La simple tentative est-elle punissable?
EXTORSIONS. Ce fait, rentrant dans la catégorie des vols, constituerait-il un crime dans ses rapports avec les maris et femmes, les pères et mères et les enfans?
EXTORSIONS. *Quid,* si la force, la violence ou la contrainte n'avait été exercée que pour se procurer la remise d'un écrit retenu sans droit?
EXTORSIONS. Qu'est-ce qui constitue la force, violence ou contrainte dans ce cas?
EXTORSIONS. Que doit-on entendre par le mot disposition?
EXTORSIONS. S'il n'y avait eu que tentative, les complices devraient-ils être condamnés à la même peine que l'auteur de la tentative, lors même qu'il aurait été ajouté par le jury, que ladite tentative n'avait eu de leur part aucun commencement d'exécution?
EXTORSIONS. Arrêts,
FACTIONS. L'injustice seule les fomente et les entretient, I.
FAILLITE. La simple faillite n'emporte aucune peine, II.
FAILLITE. Les individus non-commerçans ne tombent pas en faillite, mais en déconfiture, et ne sont passibles d'aucune peine,
FAILLITE. Un serrurier en bâtiment, un cabaretier, un boulanger, un boucher doivent-ils être considérés comme commerçans dans le sens du Code?
FAILLITE. La peine des travaux forcés à temps, est applicable aux agens de change et courtiers qui auront fait faillite?
FAILLITE. Le Code s'étant servi à leur égard de l'expression faillite, la simple faillite leur fait-elle encourir cette peine?
FAILLITE. *Quid,* à l'égard de leurs complices? *Banqueroute.*
FARINE. voy. *Marchandises, Pillage.*
FAUSSAIRE. Comment doit-il être marqué? I.
FAUSSAIRE. La flétrissure lui est infligée toutes les fois qu'il est condamné aux travaux forcés à temps ou à la reclusion, *Faux.*
FAUSSES CLEFS. voy. *Clefs.*
FAUSSE MONNAIE. voy. *Monnaie.*
FAUTES. Sont et doivent être personnelles, I.
FAUX. Comment doivent être réprimés les faux en écritures publiques ou authentiques, de commerce ou de banque? I.
FAUX. Celui commis méchamment n'aurait eu pour objet que de porter atteinte à l'honneur ou à la réputation d'autrui, qu'il y aurait crime punissable,
FAUX. *Quid,* s'il avait été commis pour se procurer la rentrée de sommes qui étaient légitimement dues?
FAUX. Que doit-on faire pour juger si le faux peut être nuisible à autrui?
FAUX. Arrêts,
FAUX. L'auteur du faux et ses complices devraient-ils être poursuivis et condamnés, si la pièce arguée de faux n'était pas représentée?
FAUX. Si l'acte n'avait pas été revêtu de toutes les formalités?
FAUX. Quelle serait la peine applicable à l'accusé qui n'aurait pas coopéré au faux, mais qui en aurait fait usage sciemment?
FAUX. Les complices du faux pourraient-ils être poursuivis, si l'auteur ne l'était pas?
FAUX. Quelle est la peine applicable pour crime de faux par supposition de personnes dans un acte public et authentique,
FAUX. Différentes décisions de la Cour de cassation sur ce crime,
FAUX. Comment se rend-on coupable de faux en écritures authentique et publique?
FAUX. Peine applicable à ce cas,
FAUX. Si les fonctionnaires ou officiers publics avaient coopéré au faux, les individus non fonctionnaires publics qui s'en seraient rendus les complices, deviendraient-ils passibles des mêmes peines que celles qui leur seraient applicables,
FAUX. Autres décisions de la Cour de cassation sur ce crime,
FAUX. Exceptions qui sont prononcées pour les faux commis dans les passe-ports et feuilles de route,
FAUX. Comment doit être puni celui commis en écriture privée?
FAUX. Jurisprudence de la Cour de cassation sur cette matière,
FAUX. Des faux commis dans les passeports, feuilles de route et certificats,
FAUX. Comment doivent-ils être réprimés?
FAUX. Quand ne deviennent pas punissables,
FAUX. Minimum et maximum de l'amende qui doit être prononcée cumulativement avec la peine du faux,
FAUX. *Quid,* si cette peine n'était que correctionnelle? *Banques, Emprisonnement, Fonctionnaires, Officiers publics, Reclusion, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
FAUX TEMOIGNAGE. voy. *Témoignage.*
FEMMES. voy. *Adultère, Carcan, Mort, Travaux forcés.*
FETES. Loi sur l'observation des dimanches et fêtes, I.
FETES. Arrêts sur la matière,
FETES. Quelles sont celles conservées par les lois de l'Etat? I.

FEU. voy. *Incendie.*
FEUILLES PERIODIQUES. voy. *Publication.*
FEUILLES DE ROUTE. Quelles sont les peines applicables à toute personne qui se sera fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé? I.
FEUILLES DE ROUTE. Que doit-on entendre par nom supposé?
FEUILLES DE ROUTE. Si l'officier public avait agisciemment, la peine devrait-elle être aggravée contre celui qui aurait sollicité la feuille de route ou qui en aurait fait usage?
FEUILLES DE ROUTE. Comment devrait être puni ce fonctionnaire s'il était instruit de la supposition de nom? *Bannissement, Emprisonnement, Faux, Mendians, Reclusion, Vagabondage.*
FIGURES. voy. *Chansons.*
FILLES. voy. *Mineurs, Travaux forcés.*
FILOUTERIES. voy. *Larcins.*
FLAGRANT DELIT. voy. *Délit (flagrant).*
FLETRISSURE. voy. *Marque.*
FLOTTE. La peine de mort est applicable à ceux qui, sans ordre ou motif légitime, en auront pris le commandement, I.
FOI. (BONNE) voy. *Excuse.*
FONCTIONNAIRES CIVILS. voy. *Fonctionnaires publics.*
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Peines qui leur deviennent applicables pour avoir livré aux agens d'une puissance étrangère ou de l'ennemi, le secret d'une négociation ou d'une expédition qui leur aurait été confié à raison de leurs fonctions, I.
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Les plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades, dont ils auraient eu le dépôt,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Toutes leurs communications avec les fonctionnaires civils et la gendarmerie doivent-elles être faites par écrit?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Peines qu'ils encourent lorsqu'ils commettent des actes arbitraires,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. En cas de détention illégale et arbitraire, peuvent-ils mettre le détenu en liberté?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Si le concierge de la prison où se trouverait le détenu refusait de le leur représenter, quelle marche devraient-ils suivre?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. *Quid,* si l'ouverture des portes d [...] lieu de la détention leur était refusée?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Peines qu'ils encourent pour coalition?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Dans quels cas doivent-ils être punis de la dégradation civique pour crime de forfaiture?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Des travaux forcés à perpétuité pour crime de faux?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. En principe général, tout fonctionnaire public qui certifie faussement et sciemment, comme vrai, un fait que la loi le charge de constater, commet le crime de faux,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Quels sont ceux qui doivent être réputés fonctionnaires publics dans le sens du Code?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Autre cas où la peine des travaux forcés à perpétuité leur devient applicable?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Tout crime commis par un fonctionnaire public dans ses fonctions, est une forfaiture?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Quels sont ceux qui, dans ce cas, doivent être aussi considérés comme fonctionnaires publics?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Les simples délits ne les constituent pas en forfaiture,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Ne peuvent être poursuivis sans une autorisation du Conseil-d'Etat?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Droit qu'exerce la Cour de cassation sur les fonctionnaires publics de l'ordre judiciaire,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Peine qui leur est applicable pour avoir détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont ils étaient dépositaires en cette qualité, ou qui leur auraient été remis ou communiqués à raison de leurs fonctions,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Pour concussions,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Comment se rendent-ils coupables de ce crime?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Pour s'être laissés corrompre,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Qu'est-ce qui constitue ce crime?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Pour s'être abstenus de faire un acte qui entrait dans l'ordre de leurs devoirs,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Comment doivent être punis les corrupteurs?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Pourquoi ne devraient pas subir la même peine que les fonctionnaires publics corrompus?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Sont passibles de la reclusion pour avoir ordonné l'illégal emploi de la force publique contre l'exécution des lois, la perception d'une contribution légale ou contre l'exécution d'une ordonnance ou mandat de justice ou de tout ordre de l'autorité légitime,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Que doit-on entendre par autorité légitime?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. *Quid,* s'ils n'avaient agi que par ordre de leurs supérieurs?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Dans quel cas la reclusion doit-elle être remplacée à leur égard, par la déportation?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. *Quid,* à l'égard des complices?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Quand ces deux peines doivent-elles cesser de leur être applicables, et à qui, dans ce dernier cas, doivent-elles être infligées?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Circonstances qui leur feraient encourir des peines plus fortes,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Sont passibles de l'amende, lorsqu'ils sont entrés en fonctions sans avoir prêté serment,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Comment doivent être punis pour avoir continué l'exercice de leurs fonctions après avoir été révoqués, destitués, suspendus ou interdits légalement, etc.?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Pour avoir participé à des crimes ou délits, qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. *Quid,* s'il ne s'agissait que d'une contravention de police?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. S'ils se rendaient eux-mêmes coupables du crime ou du délit?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Quand sont-ils passibles des travaux forcés à perpétuité pour crime de viol ou autre attentat à la pudeur? II.
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Dans ce cas, doit-on entendre par fonctionnaires publics tous ceux qui sont revêtus d'un caractère public?
FONCTIONNAIRES PUBLICS. Peine qui leur devient applicable, lorsqu'ils ont aidé les fournisseurs ou leurs agens à faire manquer le service dont ils étaient chargés,
FONCTIONNAIRES PUBLICS. voy. *Arbres, Arrestations, Bannissement, Blessures, Calomnie, Carcan, Charte, Complots, Conseil-d'Etat, Destruction, Dévastation, Emprisonnement, Enchères, Faux, Fournisseurs, Grains, Huissiers, Lois, Meurtre, Officiers publics, Restitutions, Travaux forcés à temps, Violences.*
FONCTIONS PUBLIQUES. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent en interdire l'exercice, I.
FONCTIONS PUBLIQUES. Dans quel cas cette interdiction doit-elle être prononcée contre tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité administrative?
FONCTIONS PUBLIQUES. Contre un fonctionnaire ou agent du Gouvernement ou de l'administration des postes?
FONCTIONS PUBLIQUES. Contre les fonctionnaires publics?
FONCTIONS PUBLIQUES. Peine encourue par quiconque se sera immiscé sans titre dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, *Emprisonnement.*
FORCATS. Loi à consulter sur leur évasion, I.
FORCE ARMEE. voy. *Crime, Evasion.*
FORCE MAJEURE. Un prévenu de crime ou délit qui aurait été contraint à le commettre par force majeure, pourrait-il être condamné? I.
FORCE MAJEURE. Comment doit-elle être appréciée?
FORCE MAJEURE. La crainte révérentielle suffirait-elle pour constituer la force majeure?
FORCE MAJEURE. Par quelles voies peut-elle s'établir?
FORCE MAJEURE. Quand ne pourrait-être invoquée en matière de contributions indirectes?
FORCE PUBLIQUE. Quelle est la peine applicable à toute personne qui, pouvant en disposer, en aura ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi, contre la levée des gens de guerre, légalement établie? I.

FORCE PUBLIQUE. Formule de la sommation qui doit être faite aux bandes armées avant de l'employer contre elles,
FORCE PUBLIQUE. Y a-t-il des cas où l'on puisse lui faire résistance sans se rendre coupable? II.
FORCE PUBLIQUE. voy. *Amende, Autorité publique, Déportation, Fonctionnaires publics, Huissiers, Outrages, Service, Violences.*
FORETS. voy. *Incendie.*
FORFAITURE. Est encourue par les officiers de police judiciaire, les procureurs généraux ou du Roi, leurs substituts et les juges qui auraient, sans autorisation, provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat tendant à la poursuite personnelle, ou accusation des premières autorités de l'Etat, I,
FORFAITURE. Par les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions pour empêcher ou suspendre l'administration de la justice ou l'accomplissement d'un service quelconque?
FORFAITURE. Autres cas où les juges, procureurs-généraux ou du Roi, etc., s'en rendent coupables,
FORFAITURE. Sa définition,
FORFAITURE. Comment doit-elle être punie?
FORFAITURE. Quand est-elle encourue par tout juge ou administrateur?
FORFAITURE. *Quid,* si l'on n'avait rempli l'une de ces fonctions que par remplacement?
FORFAITURE. voy. *Conseil-d'Etat, Dégradation civique, Fonctionnaires publics.*
FORNICATION. voy. *Viol.*
FORTERESSES. voy. *Bandes armées.*
FORTIFICATIONS. voy. *Plans.*
FOSSES. voy. *Clôtures.*
FOURCHES PATIBULAIRES. voy. *Assemblée constituante.*
FOURNISSEURS. Peines qui leur sont applicables lorsque, sans y avoir été contraints par une force majeure, ils auront fait manquer le service dont ils étaient chargés, II.
FOURNISSEURS. Sont-ils tenus de prouver la force majeure?
FOURNISSEURS. *Quid,* si la cessation du service provenait du fait de leurs agens?
FOURNISSEURS. Si les uns et les autres avaient participé au crime?
FOURNISSEURS. *Quid* encore, s'ils avaient eu pour complices des fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés du Gouvernement?
FOURNISSEURS. Comment devraient-ils être punis si, quoique le service n'ait pas manqué, ils ont, par négligence, retardé les livraisons et les travaux, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'oeuvre ou des choses fournies?
FOURNISSEURS. Ne peuvent être poursuivis pour ces divers délits que sur la dénonciation du Gouvernement, *Amende, Dommages-intérêts, Emprisonnement, Reclusion.*
FOURRAGES. voy. *Grains.*
FOURS. voy. *Cheminées.*
FOUS. voy. *Divagation.*
FRAIS. Ne sont pas mis au rang des peines, I.
FRAIS. Doivent-ils obtenir la préférence sur les avances faites par le trésor?
FRAIS. L'accusé acquitté devrait-il être remboursé de ceux qu'occasionne sa défense?
FRAIS. L'exécution de la condamnation aux frais peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps,
FRAIS. Lorsqu'elle est prononcée au profit de l'Etat, quelle doit être la durée de l'emprisonnement du condamné pour l'acquit de cette condamnation pécuniaire? I.
FRAIS. Ceux faits par l'Etat obtiennent-ils la préférence sur les indemnités qui peuvent être adjugées à la partie civile? I.
FRAIS. Les condamnés pour un même crime ou délit sont tenus solidairement des frais,
FRAIS. Lorsqu'ils sont prononcés en faveur des communes, et que, pour leur remboursement, elles emploient la contrainte par corps, quelle doit être la durée de l'emprisonnement du condamné? II. *Contrainte par corps.*
FRAUDE. voy. *Escroquerie, Mineurs, Plans.*
FRUITS. Amende encourue par ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, en auront cueilli ou mangé sur le lieu même et appartenant à autrui, II.
FRUITS. *Quid,* s'il y avait eu enlèvement de fruits dans des paniers?
FRUITS. Arrêt,
FRUITS. Que doit-on entendre par le mot fruits?
FRUITS. *Quid* encore, s'il y avait eu, pour commettre cette contravention, effraction ou escalade?
FURIEUX. voy. *Divagation.*
GAGES. voy. *Maison de prêt.*
GARDES CHAMPETRES. Rentrent-ils dans les dispositions du Code relatives à la corruption des fonctionnaires publics? I. *Emprisonnement, Epizootie, Rebellion.*
GARDES FORESTIERS. voy. *Emprisonnement, Epizootie, Rebellion.*
GARDIEN. Celui d'effets saisis doit-il être considéré comme un dépositaire public? I. *Scellés, Vol.*
GARDIENS. voy. *Concierges, Destruction, Epizootie, Rupture.*
GENDARMERIE. Dans quels cas peut-elle s'introduire dans le domicile des citoyens?
GENDARMERIE. Désarmer les braconniers?
GENDARMERIE. Est chargée de maintenir les passages libres en tout temps sur les routes et de saisir les voituriers, charretiers et autres conducteurs qui les obstrueraient, II. *Evasion, Fonctionnaires publics.*
GENE (PEINE DE LA.) Pourquoi fut supprimée, I.
GENE (PEINE DE LA.) La mise au secret n'est que le rétablissement de cette peine horriblement aggravée,
GENS DE GUERRE. voy. *Force publique,*
GENS SANS AVEU. voy. *Vagabondage.*
GEOLIERS. voy. *Détenus, Evasion.*
GESTES. voy. *Outrages.*
GLANAGE. voy. *Champs.*
GOUVERNEMENS. Comment peuvent-ils se maintenir? I.
GOUVERNEMENS. Recommandation de Louis XII à cet sujet, *Injutice.*
GOUVERNEMENT. Droit que lui donne le renvoi sous la surveillance de la haute police contre les condamnés à cette peine, I.
GOUVERNEMENT. Discussion à cet égard,
GOUVERNEMENT. Autre droit qui lui est accordé en cas de désobéissance à ses ordres de la part du condamné mis sous la surveillance de la haute police,
GOUVERNEMENT. Peut-il ordonner la détention provisoire des citoyens? *Lois, Mendians.*
GOUVERNEMENT. GRAGE. Le droit de faire grace est un des plus beaux attributs de la royauté, I.
GOUVERNEMENT. Emporte nécessairement celui d'amnistier,
GRAINS. Comment doit être réprimée la coupe de grains ou fourrages appartenant à autrui? II.
GRAINS. Que doit-on entendre par grains ou fourrages?
GRAINS. *Quid,* si les grains ou fourrages coupés n'avaient pas été enlevés?
GRAINS. Si la coupe avait été le fait de l'erreur sur la limitation des héritages?
GRAINS. Si elle a eu lieu sur des grains en verd?
GRAINS. Si ce délit a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, ou la nuit? *Amende, Commandans, Emprisonnement, Incendie, Marchandises, Pillage, Préfets, Vol.*
GRAPILLAGE. voy. *Champs.*
GRAVEURS. voy. *Amende, Emprisonnement.*

GREFFES. voy. *Archives.*
GREFFIERS. voy. *Archives.*
GRENAILLES. voy. *Grains.*
GUERITE. Doit-elle être considérée comme un monument servant à la décoration publique? I.
GUERRE. Peine qui devient applicable à ceux qui, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, auront exposé l'Etat à une déclaration de guerre, I. *Déportation, Intelligences.*
GUERRE CIVILE. Peine qui doit être infligée aux auteurs d'attentats ou de complots dont le but aura été d'exciter la guerre civile, I.
GUERRE CIVILE. Que doit-on entendre par guerre civile ou intestine? *Crime.*
GUERRE INTESTINE. voy. *Guerre civile.*
GUET-APENS. Ce qui le constitu, II. *Blessures.*
HAIES. voy. *Clôtures.*
HAUTE POLICE. voy. *Surveillance.*
HOMICIDE. Celui commis volontairement est qualifié meurtre, II.
HOMICIDE. Arrêts sur la matière,
HOMICIDE. Quoique commis avec préméditation n'est pas toujours constitutif d'un assassinat,
HOMICIDE. Quand doit-il être considéré comme commis involontairement, et peine qui, dans ce cas, devient applicable?
HOMICIDE. Devrait-on considérer comme tel celui qui aurait été le résultat de coups portés volontairement sans dessein de tuer?
HOMICIDE. N'est ni un crime ni un délit lorsqu'il a été ordonné par la loi ou commandé par l'autorité légitime,
HOMICIDE. Par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui,
HOMICIDE. Dans ce dernier cas, est-on passible d'indemnité pour le dommage qu'il aurait pu causer?
HOMICIDE. Circonstances où il n'y aurait pas légitime défense,
HOMICIDE. Circonstances contraires, *Escalade, Mort, Recélé, Sages-femmes, Suicide, Travaux forcés à temps.*
HOSPICES. Celui du lieu de la corruption doit profiter des choses confisquées au préjudice du corrupteur, I.
HOSPICES. Dans quel cas la réunion des individus qui y sont admis doit-elle être considérée et punie comme une réunion de rebelles? *Enfant, Vol.*
HOSTILITES. voy. *Intelligences.*
HOTEL GARNI. voy. *Vol.*
HOTELIERS. voy. *Aubergistes.*
HUISSIERS. Hors de leurs fonctions n'ont pas le droit de requérir la force publique,
HUISSIERS. Dans quel sens sont ils considérés comme fonctionnaires publics?
HUISSIERS. Comme dépositaires publics?
HUISSIERS. Cas où ils ne peuvent être considérés comme concussionnaires,
HUISSIERS. Où ils se rendraient passibles de peines prononcées contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement, pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité,
HUISSIERS. Se rendraient-ils coupables de concussion, si par dons ils s'étaient abstenus d'exécuter une contrainte par corps? *Charte, Echafaud, Evasion.*
IMAGES. voy. *Chansons.*
IMMONDICES. Amende applicable à ceux qui, imprudemment, en auront jeté sur quelque personne, II.
IMMONDICES. Et contre les maisons, édifices, clôtures, jardins ou enclos,
IMMONDICES. Dans quel cas les coupables de cette contravention peuvent-ils être punis de l'emprisonnement?
IMPRIMEURS. voy. *Emprisonnement, Publication.*
IMPRUDENCE. voy. *Armes, Homicide, Incendie.*
IMPUTATION. voy. *Calomnie, Censeurs, Injures.*
INCAPACITES. voy. *Bannissement, Carcan, Dégradation civique, Interdiction, Reclusion, Travaux forcés à temps.*
INCENDIE. Celui des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés appartenant à l'Etat fait encourir la peine de mort, I.
INCENDIE. La même peine doit être infligée au coupable d'avoir volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis ou récoltes, etc., II,
INCENDIE. Dans quel cas l'incendie de sa propre chose ne peut donner lieu à aucune poursuite,
INCENDIE. Celui qui aurait volontairement incendié les propriétés de son épouse ou celles de son enfant; les enfans qui auraient incendié les propriétés de leurs pères et mères seraient-ils passibles de la peine de mort?
INCENDIE. Les grains incendiés doivent-ils être de ceux destinés à la nourriture de l'homme?
INCENDIE. Que doit-on entendre par édifices?
INCENDIE. Comment doit être punie la simple menace d'incendier une habitation ou tout autre propriété?
INCENDIE. Arrêt de doctrine sur cette dernière matière,
INCENDIE. L'incendie ou la destruction des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque,
INCENDIE. *Quid,* si des fonctionnaires ou officiers publics avaient coopéré au brûlement des pièces?
INCENDIE. Comment doit être réprimé celui causé par vétusté ou défaut soit de réparations, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, etc., ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, etc., ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence?
INCENDIE. Ancienne jurisprudence sur cette matière, *Amende, Cheminées, Emprisonnement, Mort, Reclusion.*
INDEMNITES. Elles peuvent être prononcées quand bien même il n'y a pas lieu à restitution, I.
INDEMNITES. Les frais de poursuites de l'Etat obtiennent la préférence sur celles qui peuvent être adjugées à la partie civile,
INDEMNITES. Sont préférées à l'amende en cas d'insuffisance des biens du condamné, II.
INDEMNITES. Entraînent la contrainte par corps,
INDEMNITES. Dans ce cas et lorsqu'elles sont prononcées en faveur de l'Etat, quelle doit être la durée de l'emprisonnement en cas d'insolvabilité du condamné?
INDEMNITES. *Quid,* si c'était en faveur des communes qu'elles fussent prononcées? *Amende. Confiscation spéciale, Frais, Homicide, Restitutions.*
INDUSTRIE. Peines qui deviennent applicables à quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger, des directeurs, commis ou des ouvriers, II.
INDUSTRIE. *Quid,* si on n'avait eu en vue qu'un simple établissement de commerce?
INDUSTRIE. Les directeurs, commis ou ouvriers devraient-ils être punis comme complices?
INDUSTRIE. *Quid* encore, si la personne que l'on aurait fait passer à l'étranger, dans l'intention de nuire à l'industrie française, n'était plus attachée, lors de son départ, à aucun établissement français?
INDUSTRIE. Comment devraient être punis les directeurs, commis ou ouvriers d'une fabrique qui auraient communiqué a des étrangers ou à des Français résidant en pays étrangers, et à des Français résidant en France, des secrets de la fabrique où ils sont employés?
INDUSTRIE. Si c'était le propriétaire de la fabrique qui eût révélé son secret, serait-il punissable?
INDUSTRIE. Et *Quid,* si c'était tout autre personne qu'un directeur, commis ou ouvrier de la fabrique qui eût fait cette révélation? *Amende, Emprisonnement, Reclusion.*
INFANTICIDE. Le meurtre d'un enfant nouveau-né est qualifié infanticide. II.
INFANTICIDE. *Quid,* s'il avait été commis par tout autre personne que le père ou la mère?
INFANTICIDE. Edit de Henri II sur la matière,
INFANTICIDE. Opinion de l'Aguesseau à cet égard,
INFANTICIDE. Circonstances qui doivent nécessairement concourir pour constituer ce crime,

INFANTICIDE. Comment doit être puni l'étranger qui aurait volontairement homicidé un enfant nouveau-né?
INFANTICIDE. Tout coupable d'infanticide est puni de mort, *Voy.* II, *page Avortement.*
INFRACTION. Quand devient-elle une contravention? I.
INFRACTION. Un délit?
INFRACTION. Un crime?
INHUMATION. Quelles sont les peines applicables pour infraction aux lois sur les inhumations? II.
INHUMATION. Quand l'inhumation est-elle précipitée?
INHUMATION. Diverses lois sur les inhumations *Amende, Emprisonnement, Officiers de l'Etat civil, Suppliciés.*
INJURES. Circonstances qui rendaient passibles d'une amende les coupables d'injures ou expressions outrageantes, qui ne renfermaient que l'imputation d'un vice déterminé, II.
INJURES. Par quelle loi a été remplacée cette disposition du Code pénal?
INJURES. *Quid,* à l'égard de toutes autres injures ou expressions outrageantes?
INJURES. A l'égard de l'injureinsérée dans une lettre confidentielle?
INJURES. De simples paroles grossières peuvent-elles constituer une véritable injure?
INJURES. De quelle manière devaient être réprimées les imputations et les injures contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties, ou dans les plaidoyers?
INJURES. Comment a été remplacée cette autre disposition du Code pénal?
INJURES. Si c'était un tiers qui eut été injurié dans les actes de la procédure ou dans les plaidoieries, pourrait-il en poursuivre la réparation?
INJURES. *Quid,* si les injures avaient été dirigées contre les magistrats?
INJURES. Si l'injure paraissait assez grave pour motiver l'application d'une peine proprement dite, ou si les faits diffamatoires étaient étrangers à la cause?
INJURES. Dans quel cas les parties deviennent-elles responsables des injures qui peuvent être proférées par leurs défenseurs?
INJURES. *Quid,* à l'égard de ceux-ci?
INJURES. Quelles sont les injures qui ne sont passibles que d'une amende?
INJURES. Comment devraient-elles être punies, si elles avaient été précisées ou qualifiées, ou rendues publiques?
INJURES. L'imputation de sorcellerie constitue-t-elle une injure?
INJURES. Arrêts sur la matière,
INJURES. Les tribunaux correctionnels seraient-ils compétens pour connaître des diffamations commises envers un témoin à raison de sa déposition devant un tribunal de commerce?
INJUSTICE (L'.) Est la ruine des gouvernemens, I.
INONDATION. Peines qui doivent être infligées à tout propriétaire ou fermier ou toute personne jouissant de moulins, usines ou étangs qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux, aura inondé les chemins ou les propriétés d'autrui, II.
INONDATION. Par qui doit être fixée la hauteur du déversoir?
INONDATION. *Quid,* si elle ne l'avait pas été?
INONDATION. Si elle l'avait été par un arrêté administratif?
INONDATION. Arrêts sur cette matière,
INONDATION. A qui doivent s'adresser les propriétaires voisins pour faire baisser le déversoir de l'usine lorsqu'ils le croient dans leur intérêt?
INONDATION. *Quid,* si l'inondation n'avait pas causé de dégradations aux propriétés d'autrui?
INONDATION. Si elle en avait causé aux récoltes?
INSOLVABILITE. Les condamnés à l'amende et aux frais envers l'Etat, peuvent-ils obtenir leur liberté provisoire pour cause d'insolvabilité? I.
INSOLVABILITE. Comment doit-elle s'établir?
INSTITUTEURS. Doivent être punis des travaux forcés à perpétuité, lorsqu'ils se rendent coupables de viol ou de tout autre attentat à la pudeur, II.
INSTITUTEURS. Que doit-on entendre par instituteurs? *Enfant.*
INSTITUTRICES. voy. *Enfant.*
INSTRUMENS. voy. *Armes, Vagabondage.*
INTELLIGENCES. La peine de mort est applicables à ceux qui auront pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les ennemis de la France, pour les engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre elle, I.
INTELLIGENCES. Que doit-on entendre par machinations?
INTELLIGENCES. Autre cas où les manoeuvres pratiquées, les intelligences entretenues avec les ennemis de l'Etat, font encourir aux coupables la peine de mort,
INTELLIGENCES. Quelle devrait être la peine si les machinations ou manoeuvres avaient été commises envers les alliés de la France, agissant contre l'ennemi commun?
Correspondance, Secours.
INTERDICTION. L'interdiction à temps de certains droits civils ou de famille, est une peine correctionnelle, I.
INTERDICTION. Ne peut être prononcée que par une disposition spéciale de la loi,
INTERDICTION. Incapacités qui résultent pour celui qui se trouve sous le poids d'une interdiction légale,
INTERDICTION. Quelles sont les peines qui entraînent cette interdiction?
INTERDICTION. Dans quel cas l'interdit peut-il se passer de l'assistance de son curateur?
INTERDICTION. Quelles sont celles que les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent prononcer dans certains cas?
INTERDICTION. Restriction,
INTERDICTION. Quelle est celle qui doit être appliquée pour déni de justice?
INTERDICTION. Peut être infligée aux coupables de larcins et filouteries, II.
INTERDICTION. D'escroquerie,
INTERDICTION. Ne doit jamais être l'accessoire des peines de simple police,
INTERDICTION. Peut être prononcée pour abus de confiance,
INTERDICTION. Pour avoir tenu une maison de jeux de hasard, ou une loterie non autorisée par la loi,
INTERDICTION. voy. *Bannissement, Calomnie, Elections, Emplois publics, Reclusion, Travaux forcés à temps, Tribunaux, Vote.*
INTENDANS MILITAIRES. Ont, relativement aux actes de leur ministère, un caractère public, I.
INTERPRETE. voy. *Témoignage (faux.)*
JEUX. Peines qu'encourent ceux qui tiennent une maison de jeux de hasard, II.
JEUX. Puissans motifs qui devraient faire abolir ceux qui se trouvent autorisés,
JEUX. Les personnes qui tiennent les maisons de jeux seraient-elles passibles de peines si le public n'y était pas librement admis?
JEUX. Si on n'y avait joué qu'un jeu modéré?
JEUX. La loi ne prononçant de peines que contre les maîtres et les banquiers de ces maisons, les joueurs doivent-ils être punis?
JEUX. Que doit-on entendre par banquiers?
JEUX. Amende applicable à ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou autres jeux de hasard,
JEUX. Dans ce cas, les cafés et les cabarets sont-ils des lieux publics?
JEUX. Confiscation qui doit être prononcée, *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Interdiction.*
JOURNALIERS. voy. *Ouvriers.*
JOURNAUX. Obligation qui devrait être imposée à leurs rédacteurs, I.
JOURNAUX. Nécessité de cette mesure, *Publication.*
JUGEMENS. L'impression et l'affiche des jugemens de condamnations ne peuvent être prononcées que par une disposition formelle de la loi, I.
JUGEMENS. *Quid,* sur la demande de la partie civile?

JUGEMENS. Quand et où doivent être imprimés et affichés ceux portant condamnation à des peines criminelles et correctionnelles?
JUGEMENS. En matière criminelle ne sont pas exécutoires par provision,
JUGEMENS. Comment doivent être attaqués ceux en matière de simple police? II. *Concierges.*
JUGES. Ne peuvent être contraints de prononcer sur une affaire lorsqu'on ne leur met pas sous les yeux les élémens nécessaires pour éclairer leur justice, I.
JUGEMENS. La connaissance de la vérité doit être le seul but qu'ils doivent se proposer d'atteindre,
JUGEMENS. A eux seuls appartient le droit de mettre le détenu au secret,
JUGEMENS. Cas où ils se rendent coupables de forfaiture et doivent être punis de la dégradation civique,
JUGEMENS. Autre cas où cette peine leur devient applicable pour même crime,
JUGEMENS. Amende qui doit être prononcée contre eux pour avoir procédé au jugement d'une affaire malgré la revendication formellement faite par l'autorité administrative,
JUGEMENS. Pour avoir, sans autorisation et malgré la réclamation légale des parties ou de l'autorité administrative, rendu des ordonnances ou décerné des mandats contre les agens ou préposés du Gouvernement, prévenus de crime ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions,
JUGEMENS. *Quid,* si l'agent ou le préposé avait été surpris en flagrant délit?
JUGEMENS. Peine qui leur devient applicable pour avoir détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont ils étaient dépositaires en cette qualité, ou qui leur auraient été remis ou communiqués à raison de leurs fonctions,
JUGEMENS. Quelles sont les peines qu'ils encourent lorsqu'en prononçant en matière criminelle ils se sont laissé corrompre?
JUGEMENS. Etaient punis de mort par la loi des douze tables.
JUGEMENS. *Quid,* si le prévenu de crime n'avait pas encore été mis en accusation?
JUGEMENS. Si par l'effet de la corruption il y a en condamnation à une peine supérieure à celle de la reclusion?
JUGEMENS. Devoir rigoureux qu'ils devraient s'imposer,
JUGEMENS. Peines dont ils deviennent passibles pour déni de justice, *Domicile, Fonctions publiques, Forfaiture, Mort, Reclusion, Travaux forcés à temps.*
JUIFS. voy. *Avortement.*
JURES. Quels sont ceux qui ne peuvent pas l'être? I.
JURES. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, en interdire l'exercice,
JURES. Deviennent passibles de la reclusion et de l'amende quand ils se sont laissé corrompre?
JURES. *Quid,* si par l'effet de la corruption il y a eu condamnation à une peine supérieure à celle de la reclusion?
JURES. Dans quel cas devraient-ils être punis de la dégradation civique?
JURES. Devoir rigoureux qu'ils devraient s'imposer,
JURES. Circonstances qui leur font encourir l'emprisonnement, *Service.*
JURY. Sa déclaration, comme la loi pénale, doit être appréciée d'après les élémens qui la constituent, I.
JURY. Doit être claire et précise,
JURY. La suppression du jury ferait, du Code pénal, un véritable Code de barbarie,
JURY. Est seul compétent pour décider du mérite de l'excuse que peuvent présenter les accusés, II.
JURY. *Quid,* si la question d'une excuse légale ne lui avait pas été posée? *Excuse, Jurés.*
JUSTICE. Quelle est la véritable? I.
JUSTICE. Un mur d'airain doit s'élever entre elle et la politique,
JUSTICE. C'est à la manière dont elle s'administre que l'on doit le trouble ou le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique,
JUSTICE. Belles paroles du chancelier l'Hôpital à ce sujet,
LAPINS. voy. *Animaux domestiques.*
LARCINS ET FILOUTERIES. Peines qui doivent et peuvent être infligées à ceux qui s'en rendent coupables, II.
LARCINS ET FILOUTERIES. *Quid,* s'il n'y a eu que tentative? *Amende, Emprisonnement, Interdiction, Surveillance, Vol.*
LEGISLATEURS. Ce qu'ils ne doivent jamais perdre de vue, I.
LEGISLATEURS. A quoi doivent tendre tous leurs efforts? II.
LEGISLATION. Doit se conformer aux moeurs nationales, I.
LESE-MAJESTE. voy. *Complots.*
LETTRES. voy. *Poste aux lettres.*
LETTRES DE CHANGE. voy. *Incendie.*
LIBERTE INDIVIDUELLE. voy. *Attentat, Dégradation civique, Dommages-intérêts, Insolvabilité.*
LIBRAIRES. Comment doit être puni quiconque en aura fait la profession sans être breveté et assermenté? II.
LIBRAIRES. Arrêt sur la matière,
LICENCIEMENT. voy. *Commandans.*
LIEUX PUBLICS. Quels sont les lieux qui doivent être considérés comme tels? II.
LIEUX PUBLICS. Les rues, les places, les salles de spectacle, les églises, les cafés rentrent-ils dans cette catégorie? *Associations, Jeux, Voleurs.*
LIMITES. Comment doit être réprimé la suppression ou le déplacement des bornes ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir des limites entre différens héritages? II.
LIMITES. *Quid,* si c'étaient des eaux servant de limites qui eussent été détournées? *Amende, Emprisonnement.*
LOCATION. voy. *Enchères.*
LOGEMENT. voy. *Bandes armées.*
LOGEURS OU LOUEURS. Obligation qui leur est imposée sous peine d'amende, II. *Amende, Emprisonnement.*
LOI ET LOIS. Ce qu'elle met au rang des délit? I.
LOI ET LOIS. Comment doivent être réparées les omissions qui peuvent s'y trouver?
LOI ET LOIS. De quelle manière doit être conçue?
LOI ET LOIS. Jurisprudence de la Cour de cassation sur les lois anciennes?
LOI ET LOIS. Rien ne peut autoriser leur violation,
LOI ET LOIS. Doivent être connues de tous
LOI ET LOIS. Moyens pour y parvenir?
LOI ET LOIS. Leur application ne peut être arbitraire,
LOI ET LOIS. Elle doit être exempte de considérations, de combinaisons et de raisonnemens,
LOI ET LOIS. Répùte innocent tout accusé, tout prévenu et plus particulièrement tout inculpé, tant que sa condamnation n'est pas devenue irrévocable,
LOI ET LOIS. Doit être sans passions,
LOI ET LOIS. Il y en a de tellement inhérentes à la morale publique, que leur existence devrait être supposée lors même qu'elle ne serait pas écrite,
LOI ET LOIS. Peines qui deviennent applicables aux fonctionnaires publics, pour tout concert de mesures contraires aux lois,
LOI ET LOIS. Contre leur exécution ou contre les ordres du Gouvernement,
LOI ET LOIS. *Quid,* si ce concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs?
LOI ET LOIS. S'il a eu pour objet ou résultat, un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'Etat?
LOI ET LOIS. La dégradation civique est infligée aux juges, procureurs-généraux ou du Roi, ou leurs substituts; aux officiers de police et aux officiers de police judiciaire, qui auraient arrêté ou suspendu leur exécution, ou délibéré sur le point de savoir si elles seraient publiées ou exécutées,
LOI ET LOIS. Les lois pénales ne doivent jamais être appliquées par analogie, par induction et encore moins par des combinaisons d'articles,
LOI ET LOIS. Pourquoi?

LOI ET LOIS. Cas où l'on peut suppléer au silence de la loi,
LOI ET LOIS. Doit toujours être entendue dans le sens que la justice approuve, lorsque sa lettre ne s'y oppose pas d'une manière à faire soumettre sa raison, sans examen, à son commandement? II.
LOI ET LOIS. Dans quels cas les lois particulières doivent-elles être observées par les Cours et tribunaux?
LOI ET LOIS. Quand y a-t-il abrogation tacite de la loi?
LOI ET LOIS. Arrêts sur cette matière,
LOI ET LOIS. Que peut-il résulter du renvoi que fait la loi à un tribunal criminel, correctionnel ou de police? *Bannissement, Conseil-d'Etat, Cours, Déportation, Fonctionnaires publics, Tribunaux.*
LOI PENALE. Quand doit-elle être réputée en vigueur? I.
LOI Quand applicable?
LOI Doit être appréciée d'après les élémens particuliers qui la constituent, *Lois.*
LOI POMPEIA. voy. *Parricide.*
LOIS ANGLAISES. En quoi différent des nôtres relativement à la peine de mort? I.
LOIS ANGLAISES. Exemples du respect qu'on professe en Angleterre pour le texte précis de la loi? II.
LOIS SANITAIRES. Qualification des délits et nature des peines à infliger au cas de leur violation? II.
LOIS SANITAIRES. Par qui doit être jugé le prévenu d'avoir violé le cordon sanitaire?
LOIS SPECIALES. Quelles sont celles qui sont maintenues? II.
LOIS SPECIALES. Arrêts,
LOIS SPECIALES. Lorsqu'il existe une loi spéciale sur la matière, le délit pourrait rentrer, par quelques unes de ses circonstances, dans la disposition du Code, que ce serait toujours cette loi qu'il faudrait appliquer, *Accusé, Amende, Tribunaux.*
LOTERIE. Quelles sont les peines applicables à quiconque aura établi ou tenu une loterie non autorisée par la loi? II.
LOTERIE. Raisons qui doivent faire espérer l'abolition de celles établies,
LOTERIE. Un buraliste de la loterie royale, serait-il recevable à réclamer le montant de l'avance des mises qu'il aurait pu faire?
LOTERIE. Quand y a-t-il tenue de loterie clandestine?
LOTERIE. Arrêts sur cette matière, *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Interdiction, Jeux.*
MACHINATIONS. voy. *Intelligences.*
MAGASINS. voy. *Ateliers, Bandes armées, Incendie, Mine.*
MAGISTRATS. Ne doivent connaître que la loi? I.
MAGISTRATS. Défense qui devrait leur être faite?
MAGISTRATS. Comment doivent être réprimés les outrages par paroles qu'ils auront reçus dans l'exercice de leurs fonctions?
MAGISTRATS. Ne doivent avoir que la conscience de la loi? II.
MAGISTRATS. Dans quels cas doivent-ils suivre l'impulsion de leur propre conscience? *Bannissement, Carcan, Conseil-d'Etat, Injures, Mort, Outrages, Violences.*
MAGISTRATURE. Lorsqu'elle est avilie, est l'un des plus grands fléaux d'un Etat? I. *Magistrats.*
MAIRES. Dans quel cas deviennent-ils passibles de la dégradation civique? I.
MAIRES. D'une amende?
MAIRES. Quand sont-ils, ainsi que leurs adjoints, des magistrats de l'ordre administratif?
MAIRES. C'est sur eux que repose toute l'autorité autrefois confiée aux corps municipaux, II. *Aubergistes, Epizootie.*
MAISON D'ARRET. voy. *Concierges.*
MAISON CONJUGALE. Est celle de la résidence du mari, II.
MAISON CONJUGALE. Arrêt, II. *Adultère.*
MAISON DE CORRECTION. Les condamnés à la peine de l'emprisonnement doivent y être renfermés, I.
MAISON DE CORRECTION. Cas dans lequel on peut y détenir un accusé ayant moins de 16 ans,
MAISON DE CORRECTION. Pour quelle durée?
MAISON DE CORRECTION. Pourquoi cet accusé ne doit-il pas être conduit dans une maison de dépôt? *Bannissement, Carcan, Déportation, Mort, Reclusion, Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
MAISON DE DEPOT. Les condamnés à l'emprisonnement pour plus d'une année, doivent y être conduits? I.
MAISON DE DEPOT. Inconvénient de cette mesure? *Concierges, Maison de correction, Surveillance.*
MAISON GARNIE. voy. *Vol.*
MAISON HABITEE. Que doit-on entendre par maison habitée? II. *Escalade, Parcs, Vol.*
MAISON DE JEUX. voy. *Jeux.*
MAISON DE JUSTICE. voy. *Concierges.*
MAISON DE PEINE. voy. *Concierges.*
MAISON DE PRET. Peines qui sont applicables à ceux qui en ont tenu sur gages ou nantissement sans autorisation légale, et à ceux qui ayant cette autorisation n'auront pas tenu un registre conforme aux règlemens, II.
MAISON DE PRET. Arrêts sur la matière, *Amende, Emprisonnement.*
MAISONS. Amende applicable à ceux qui, par la vétusté, dégradation, défaut de réparation ou d'entretien de leurs maisons ou édifices, auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, II.
MAISONS. Excuse que le prévenu pourrait tirer en sa faveur,
MAISONS. Sous la qualification générique d'Edifices, les murs de clôtures y sont-ils compris?
MAISONS. *Quid,* si la mort ou la blessure d'animaux avait eu lieu dans l'intérieur des maisons ou édifices?
MAISONS DE FORCE. Pourquoi sont établies, I. *Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
MALADIE CONTAGIEUSE. voy. *Epizootie, Lois sanitaires.*
MALFAITEURS. Leur association envers les personnes ou les propriétés est un crime contre la paix publique, I.
MALFAITEURS. Comment se constitue ce crime?
MALFAITEURS. Peine qui lui est applicable,
MALFAITEURS. Doivent être punis comme coupables d'assassinat, lorsque pour l'exécution de leurs crimes, ils emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie, II.
MALFAITEURS. *Quid,* s'ils n'avaient fait que de simples menaces?
MALFAITEURS. voy. *Mort, Reclusion, Travaux forcés à temps, Voleurs.*
MANDAT. Les gardiens et concierges ne doivent pas recevoir un prisonnier sans un mandat ou jugement, ou sans ordre provisoire du Gouvernement, I.
MANDAT. voy. *Conseil-d'Etat, Forfaiture, Juges, Rebellion.*
MANOEUVRES. voy. *Intelligences, Marchandises.*
MANUFACTURES. Comment doit être réprimée la violation des règlemens d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger? II.
MANUFACTURES. voy. *Amende, Confiscation spéciale.*
MARAUDAGE. Comment se régit celui commis par les militaires sous les drapeaux? II. *Fruits.*
MARCHANDISES. Comment doivent être punis ceux qui, par des moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse des marchandises ou denrées? II.
MARCHANDISES. Les manoeuvres employées pour y parvenir doivent elles avoir produit leur effet pour être punissables?
MARCHANDISES. Arrêt sur la matière?

MARCHANDISES. *Quid,* si ces manoeuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson?
MARCHANDISES. Peines qui sont applicables pour avoir trompé l'acheteur sur la nature de toutes marchandises?
MARCHANDISES. *Quid,* si, dans ce dernier cas, c'étaient des bouchers, boulangers ou autres marchands de comestibles?
MARCHANDISES. Comment doit être réprimé quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement gâté des marchandises ou matières servant à fabrication?
MARCHANDISES. *Quid,* si c'était un ouvrier de la fabrique ou un commis de la maison de commerce?
MARCHANDISES. Que doit-on entendre par ces mots: à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen?
MARCHANDISES. voy. *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Pillage.*
MARIAGE. Les officiers du ministère public pourraient-ils poursuivre la nullité des mariages contractés en violation de la loi, s'ils l'avaient été à l'étranger, et que, de retour en France, les époux n'eussent pas fait inscrire leur acte de mariage sur les registres de l'état civil, ni fait aucun acte en France où ils aient agi en qualité d'époux? II.
MARIAGE. voy. *Bigamie, Mineurs, Ministres des cultes, Officiers de l'état civil.*
MARQUE OU FLETRISSURE. Avait été abolie par le Code pénal de 1791, I.
MARQUE OU FLETRISSURE. Quand peut-elle être prononcée concurremment avec une peine afflictive?
MARQUE OU FLETRISSURE. N'est que le mode d'exécution de quelques-unes des peines afflictives et infamantes,
MARQUE OU FLETRISSURE. Considérée comme une peine immorale par l'assemblée constituante,
MARQUE OU FLETRISSURE. Raisons qui devraient en faire prononcer l'abolition,
MARQUE OU FLETRISSURE. Mode d'exécution de cette peine à l'égard des condamnés aux travaux forcés et les faussaires,
MARQUE OU FLETRISSURE. Les condamnés à d'autres peines ne doivent la subir que dans les cas où la loi l'aurait attachée à la peine qui leur est infligée,
MARQUE OU FLETRISSURE. Autres puissantes raisons qui militent en faveur de son abolition,
MARQUE OU FLETRISSURE. Quand doit être appliquée malgré que l'arrêt de condamnation ne le porterait pas,
MARQUE OU FLETRISSURE. Incompatible avec le système de révision des arrêts de condamnation,
MARQUE OU FLETRISSURE. Est prononcée contre tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la peine de la reclusion,
MARQUE OU FLETRISSURE. Doit être infligée à tout faussaire condamné soit aux travaux forcés à temps, soit à la reclusion,
MARQUE OU FLETRISSURE. A tout vagabond ou mendiant condamné à la même peine, *Témoignage (faux).*
MARQUES PARTICULIERES. La reclusion est infligée aux coupables de contrefaçon des marques destinées à être apposées au nom du Gouvernement sur des marchandises, du sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque ou d'un établissement de commerce ou de banque, ou pour en avoir fait usage, I.
MARQUES PARTICULIERES. Dans quel cas cette peine doit-elle être remplacée par le carcan?
MARTEAUX DE L'ETAT. La contrefaçon ou altération de ceux servant aux marques forestières, ou le simple usage de ces marteaux contrefaits ou falsifiés, est puni du maximum des travaux forcés à temps, I.
MARTEAUX DE L'ETAT. Comment doit être réprimé l'usage, préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat, des vrais marteaux qu'on se sera induement procurés?
MARTEAUX DE L'ETAT. Dans quel cas l'usage d'un marteau faux ou falsifié n'est-il pas punissable? *Reclusion.*
MASSACRE. voy. *Dévastation.*
MATELOT. Le délit qu'il commet depuis son débarquement est-il un délit militaire? I.
MATERIAUX. voy. *Eclairage.*
MATIERES. Comment doivent être jugées celles qui n'ont pas été réglées par le Code pénal? II.
MATIERES. Celles sur lesquelles il ne renferme pas un corps complet de législation peuvent-elles être considérées comme réglées définitivement et sans retour?
MATIERES D'OR ET D'ARGENT. voy. *Or.*
MATIERES RELIGIEUSES. voy. *Ministres des cultes.*
MATRICES. voy. *Confiscation spéciale.*
MEDECINS. Peines qui leur deviennent applicables ainsi qu'aux chirurgiens ou autres officiers de santé, dans le cas où, pour favoriser quelqu'un et le dispenser d'un service public, ils certifient faussement des maladies ou infirmités, I.
MEDECINS. Où ils auront procuré l'avortement d'une femme enceinte, II.
MEDECINS. voy. *Avortement, Bannissement, Emprisonnement, Secrets, Travaux forcés à temps,*
MEDICAMENS. Comment devraient être punis ceux qui en auraient vendu de gâtés? II.
MENACES. Comment devraient être réprimées celles que se permettent les mendians, même invalides? I.
MENACES. Celles d'assassinat, d'empoisonnement ou de tout autre attentat contre les personnes, faites par écrit anonyme ou signé? II.
MENACES. *Quid,* si l'accusé n'avait pas même tenté d'effectuer les menaces?
MENACES. Si elles n'avaient été accompagnées d'aucun ordre ou condition?
MENACES. Si elles avaient été verbales?
MENACES. Peine applicable au coupable d'arrestation illégale qui aura menacé de la mort l'individu arrêté,
MENACES. *Quid,* s'il n'y avait eu que simple menace de lui faire éprouver des tortures corporelles? *Amende, Emprisonnement, Enchères, Malfaiteurs, Outrages, Surveillance de la haute police, Travaux forcés à temps. Violences.*
MENDIANS. voy. *Mendicité.*
MENDICITE. Comment doit être réprimée? I.
MENDICITE. Qu'est-ce qu'un mendiant valide?
MENDICITE. Circonstances qui doivent faire infliger des peines plus sévères même à l'égard des mendians invalides,
MENDICITE. Mesures qu'on doit prendre relativement aux enfans arrêtés en la compagnie des mendians,
MENDICITE. Autres circonstances aggravantes du délit de mendicité,
MENDICITE. Peines applicables à tout mendiant trouvé porteur d'effets d'une valeur supérieure à cent francs,
MENDICITE. Dans quel cas deviennent-ils passibles de la reclusion?
MENDICITE. Quand doivent-ils être marqués?
MENDICITE. Arrêts sur la matière,
MENDICITE. Les peines prononcées contre les porteurs de faux certificats, faux passe-ports ou fausses feuilles de route, doivent toujours être appliquées au maximum quand elles leur sont infligées,
MENDICITE. Dans ce cas, ces peines pourraient-elles être mitigées s'il existait des circonstances atténuantes du délit, et que le dommage causé n'excédât pas 25 francs?
MENDICITE. Cas où ils demeurent à la disposition du Gouvernement, I. *Emprisonnement.*
MESSAGERIES. Responsabilité à laquelle sont soumis les propriétaires, directeurs et conducteurs des messageries et autres voitures publiques, II.
MESURES. voy. *Poids.*
MEULES DE GRAINS. voy. *Incendie, Vol.*
MEURTRE. Ce qui le constitue, II.
MEURTRE. Lorsqu'il est commis avec préméditation ou de guet-apens, devient-il assassinat?
MEURTRE. *Quid,* s'il n'y avait eu que préméditation,
MEURTRE. Arrêts sur la matière,
MEURTRE. Quand doit-il être puni de mort?
MEURTRE. Des travaux forcés à perpétuité?
MEURTRE. Arrêts sur la matière,
MEURTRE. Dans quel cas est excusable?
MEURTRE. *Quid,* si c'était un fonctionnaire public qui s'en serait rendu coupable dans l'exercice de ses fonctions?
MEURTRE. Circonstances qui rendent excusable celui commis par l'époux sur l'épouse, et par celle-ci sur son époux,

MEURTRE. Devraient-elles profiter aux complices?
MEURTRE. *Quid,* si les époux étaient divorcés?
MEURTRE. Est considérée et punie comme meurtre, l'action d'avoir exposé et délaissé dans un lieu solitaire, un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, lorsque la mort en a été la suite, *Adultère, Escalade, Homicide, Infanticide, Provocations.*
MILITAIRES. Les contraventions, les délits et les crimes dont ils peuvent se rendre coupables, rentrent-ils dans les dispositions du Code pénal? I.
MILITAIRES. Comment sont-ils régis?
MILITAIRES. Le délit que commet un militaire en congé, ou un officier en disponibilité, est-il un délit militaire?
MILITAIRES. *Quid,* s'il avait été déclaré incapable de servir?
MILITAIRES. S'ils avaient pour complices des individus non militaires? *Chasse, Déserteurs, Maraudage, Matelot.*
MINE. La peine de mort doit être infligée à tout individu qui aura, par l'explosion d'une mine, détruit ou incendié des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés appartenant à l'Etat? I.
MINE. La destruction, l'incendie même des propriétés de l'Etat, ne sont pas toujours constitutifs d'un crime,
MINE. La peine de mort est aussi applicable à ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires ou bateaux, II.
MINEURS. Peine encourue par ceux qui, par fraude ou violence, les auront enlevés ou fait enlever, entraînés, détournés ou déplacés, II.
MINEURS. *Quid,* si le mineur avait joui de son indépendance?
MINEURS. Comment doivent être entendus les mots enlevé, entraîné, détourné, ou déplacé?
MINEURS. Doit-il y avoir eu déclaration formelle par le jury, de la violence et de la fraude, pour autoriser la condamnation de l'accusé?
MINEURS. Si celui-ci était âgé de moins de seize ans quelle serait la peine qui lui deviendrait applicable?
MINEURS. Les travaux forcés à temps sont infligés aux coupables, si la personne ainsi enlevée ou détournée est une fille au-dessous de seize ans accomplis?
MINEURS. Si c'était une femme qui eût commis ce crime serait-elle passible de cette peine?
MINEURS. *Quid,* si la fille au-dessous de seize ans avait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur?
MINEURS. Si elle avait plus de seize ans?
MINEURS. Si le ravisseur, âgé de moins de seize ans, avait été aidé dans son crime par une personne qui aurait eu cet âge, quelle peine serait applicable à celle-ci?
MINEURS. Est-il nécessaire, pour constituer le délit, qu'il y ait eu fraude ou violence?
MINEURS. Arrêt,
MINEURS. *Quid* encore, si le ravisseur avait épousé la fille qu'il a enlevée?
MINEURS. Le rapt commis, même avec violence, constitue-t-il un empêchement dirimant au mariage du ravisseur avec la fille enlevée? *Abus de confiance.*
MINISTERE PUBLIC. voy. *Officiers du ministère public.*
MINISTRES. Devraient-ils répondre du dommage qu'ils auraient pu causer par des actes arbitraires?
MINISTRES. Dispositions pénales maintenues contre les ministres concussionnaires, *Charte, Dégradation civique, Forfaiture, Travaux forcés à temps.*
MINISTRES DES CULTES. Comment doivent être réprimés les troubles apportés à l'ordre public par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère? I.
MINISTRES DES CULTES. Amende dont ils deviennent passibles pour avoir procédé aux cérémonies religieuses de mariage, avant qu'il leur ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil,
MINISTRES DES CULTES. Les attestations qu'ils pourraient donner relativement à l'état civil des citoyens ne peuvent faire foi en justice,
MINISTRES DES CULTES. Comment devrait être puni tout fonctionnaire public qui y aurait eu égard?
MINISTRES DES CULTES. Dans quels cas doivent-ils être condamnés à l'emprisonnement?
MINISTRES DES CULTES. A la déportation?
MINISTRES DES CULTES. Autres cas où la peine de l'emprisonnement doit leur être infligée pour avoir, dans un discours pastoral, prononcé en assemblée publique, et, dans l'exercice de leur ministère, critiqué ou censuré le Gouvernement, ou tout autre acte de l'autorité publique,
MINISTRES DES CULTES.*Quid,* si le discours avait été prononcé dans un lieu public?
MINISTRES DES CULTES. S'il avait le caractère d'une provocation?
MINISTRES DES CULTES. Si cette provocation avait été suivie d'une sédition ou révolte?
MINISTRES DES CULTES. S'il n'en était résulté qu'une simple désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique?
MINISTRES DES CULTES. Comment devraient être punis pour s'être, dans un écrit contenant des instructions pastorales, ingérés de critiquer et censurer soit le Gouvernement, soit tout autre acte de l'autorité publique?
MINISTRES DES CULTES. *Quid,* si cet écrit n'avait pas été rendu public? I.
MINISTRES DES CULTES. S'il contenait une provocation directe à la désobéissance aux lois ou aux autres actes de l'autorité publique, ou s'il tendait à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres?
MINISTRES DES CULTES. Si la provocation a été suivie d'une sédition ou révolte?
MINISTRES DES CULTES. Peines qu'ils encourent pour avoir, sans autorisation, entretenu une correspondance avec une cour ou puissance étrangère, sur des questions ou matières religieuses,
MINISTRES DES CULTES. *Quid,* si la correspondance n'avait été que verbale?
MINISTRES DES CULTES. Si elle a été accompagnée ou suivie d'autres faits contraires aux dispositions formelles d'une loi ou d'une ordonnance?
MINISTRES DES CULTES. Comment doivent être réprimées toutes personnes qui, par paroles ou gestes les auront outragés dans l'exercice de leurs fonctions?
MINISTRES DES CULTES. Sont passibles des travaux forcés à perpétuité, lorsqu'ils se rendent coupables de viol, ou de tout autre attentat à la pudeur, II. *Bannissement, Carcan.*
MOEURS. Comment doit être réprimé l'attentat aux moeurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche, la prostitution ou la corruption des personnes au-dessous de l'âge de vingt-un ans? II.
MOEURS. *Quid,* si cet attentat a été commis par les pères, mères, tuteurs, etc.?
MOEURS. Dans ce dernier cas, l'attentat doit-il être commis habituellement?
MOEURS. S'il n'avait pas été public, serait-il punissable?
MOEURS. Arrêts sur la matière,
MOEURS. Quelles seraient les peines applicables aux précepteurs et maîtres de pensionnat qui s'en seraient rendus coupables?
MOEURS. Autres peines qui doivent être infligées aux auteurs de ce délit, *Amende, Chansons, Emprisonnement, Pudeur.*
MONITOIRES. En quoi consistaient, I.
MONITOIRES. A quelle époque prirent fin,
MONNAIE (FAUSSE). Quand fait-elle encourir la peine de mort aux auteurs de ce crime? I.
MONNAIE (FAUSSE). Comment se faisait autrefois l'exécution du condamné?
MONNAIE (FAUSSE). Son altération, son émission ou exposition, et l'introduction, sont-elles assimilées à sa fabrication?
MONNAIE (FAUSSE). *Quid,* sur sa simple émission?
MONNAIE (FAUSSE). Serait-ce altérer la monnaie, dans le sens du Code, que d'employer un procédé quelconque pour tromper sur sa valeur réelle, sans en altérer la substance?
MONNAIE (FAUSSE). La peine de mort devrait-elle être prononcée contre les faux monnayeurs, si la monnaie n'avait cours légal que dans quelques-uns des départemens de la France?
MONNAIE (FAUSSE). Que doit-on entendre par cours légal?
MONNAIE (FAUSSE). Un étranger qui se serait rendu coupable de ce crime à l'étranger, pourrait-il être poursuivi et condamné en France?
MONNAIE (FAUSSE). *Quid,* si le crime avait été commis dans les pays étrangers occupés par les armées françaises?
MONNAIE (FAUSSE). Quelle serait la peine applicable aux fabricateurs des instrumens destinés à la contrefaçon et à l'altération de la monnaie?
MONNAIE (FAUSSE). La monnaie contrefaite n'imiterait pas parfaitement la véritable, que sa contrefaçon n'en serait pas moins punissable,

MONNAIE (FAUSSE). Dans quels cas ce crime doit-il être réprimé par la peine des travaux forcés à perpétuité?
MONNAIE (FAUSSE). Comment distinguer, dans le sens du Code, la monnaie d'argent de celle de billon?
MONNAIE (FAUSSE). Peine applicable pour contrefaçon, altération, etc., en France, des monnaies étrangères,
MONNAIE (FAUSSE). Circonstances où les individus qui auront remis en circulation une pièce fausse, ne sont passibles d'aucune peine ou doivent être condamnés à l'amende,
MONNAIE (FAUSSE). La non révélation de ce crime est punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans,
MONNAIE (FAUSSE). Le non révélateur doit-il être considéré comme le complice du faux mounayeur?
MONNAIE (FAUSSE). Quelles sont les personnes exceptées de l'obligation qui est imposée de faire cette révélation?
MONNAIE (FAUSSE). Quand les individus coupables du crime de fausse monnaie peuvent-ils n'être mis que sous la surveillance de la haute police pour la vie ou à temps?
MONNAIE (FAUSSE). Dans quel cas l'usage de la monnaie fausse n'est pas punissable,
MONNAIES. Amende qu'encourent ceux qui refuseraient de recevoir les espèces et monnaies nationales, non fausses ni altérées? II.
MONNAIES. *Quid,* si c'étaient des monnaies étrangères ayant cours légal en France?
MONNAIES. Dans quel cas peut-on refuser la monnaie de cuivre ou billon? *Banques.*
MONUMENS. Comment doit être punie la dégradation de ceux destinés à l'utilité ou à la décoration publique? I.
MONUMENS. Que doit-on considérer comme tels? *Amende, Emprisonnement, Guérite.*
MORT. Il serait difficile de réfuter les motifs que l'on a donnés pour la suppression de cette peine, I.
MORT. Est afflictive et infamante,
MORT. Ne fut maintenue que provisoirement par l'assemblée constituante,
MORT. Si elle pouvait être maintenue, elle ne devrait être réservée que pour la répression des plus grands crimes, et prononcée sur une déclaration unanime des juges ou du jury,
MORT. S'exécute par la décolation,
MORT. Motif principal qu'on donne pour le maintien de cette peine,
MORT. Son exécution exerce toujours une funeste influence sur le moral des peuples,
MORT. Autres puissantes considérations qui devraient la faire abolir,
MORT. Surtout pour les délits politiques,
MORT. Pourrait être maintenue à la rigueur contre les juges prévaricateurs, les citoyens traîtres à leur patrie et contre les parricides,
MORT. Formalités que, dans ces cas, on devrait observer avant l'exécution du condamné,
MORT. Dispositions des lois anglaises sur cette peine,
MORT. Est repoussée également par la raison et la religion,
MORT. Son exécution par la décolation était jadis réservée aux seuls nobles,
MORT. Pourquoi ce privilège présentait-il de graves inconvéniens?
MORT. Les secours de la religion furent refusés, pendant bien des siècles, aux condamnés à cette peine,
MORT. Où pouvait avoir pris sa source la privation de ce secours spirituel?
MORT. Etait autrefois prononcée contre les animaux pour leurs méfaits,
MORT. Quand une femme enceinte, condamnée à cette peine, doit-elle la subir?
MORT. *Quid,* si elle ne faisait pas la déclaration de sa grossesse?
MORT. L'exécution de la femme enceinte devant être suspendue, peut-elle légalement être mise en jugement lorsque le fait dont elle est accusée doit emporter la peine de mort?
MORT. Est encourue par tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la peine des travaux forcés à perpétuité,
MORT. Sous l'empire du Code pénal de 1791, elle ne pouvait être prononcée dans aucun cas, lorsque le crime, par lui-même, n'emportait pas ce genre de peine,
MORT. Dans quel cas doit-elle être infligée pour recélé?
MORT. Quand doit-elle être convertie en un emprisonnement dans une maison de correction, a l'égard de l'accusé âgé de moins de seize ans?
MORT. Est applicable à tout Français qui aura porté les armes contre la France,
MORT. A quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou leurs agens, pour les engager à entreprendre des hostilités ou la guerre contre la France, à l'effet de faciliter l'entrée des ennemis de l'Etat sur le territoire ou dépendances du royaume, etc.,
MORT. Pour avoir recélé ou fait recéler les espions ou soldats ennemis envoyés à la découverte,
MORT. Pour attentat ou complot contre la personne ou la vie du Roi,
MORT. Autres attentats ou complots qui font encourir cette peine,
MORT. Pour avoir levé ou fait lever des troupes armées, etc., sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime,
MORT. Pour avoir pris le commandement d'un corps d'armée, d'une troupe, etc., sans droit ou motif légitime,
MORT. Pour avoir retenu contre l'ordre du Gouvernement un commandement militaire quelconque,
MORT. Aux commandans qui auront tenu leur armée ou troupe rassemblée, etc., après que le licenciement ou la séparation en aura été ordonné,
MORT. Pour avoir requis ou ordonné illégalement l'emploi de la force publique contre la levée des gens de guerre, lorsque la réquisition ou l'ordre aura été suivi d'effet,
MORT. Pour incendie ou destruction des propriétés de l'Etat, par l'explosion d'une mine,
MORT. Pour s'être mis à la tête de bandes armées,
MORT. Dans ce cas, quel doit avoir été le but que se sont proposé ces bandes?
MORT. Aux fonctionnaires publics pour concert ayant pour objet ou pour résultat un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'Etat,
MORT. Pour fausse monnaie,
MORT. Pour contrefaçon du sceau de l'Etat, et usage de ce sceau contrefait,
MORT. Pour contrefaçon, falsification ou usage des effets émis par le trésor royal, avec son timbre, et des billets de banques autorisées par la loi,
MORT. Pour les avoir introduits dans l'enceinte du territoire Français,
MORT. Pour violences exercées contre les fonctionnaires publics, lorsque la mort s'en est suivie dans les quarante jours,
MORT. Pour blessures portant le caractère de meurtre,
MORT. Quelles sont les blessures qui ont ce caractère?
MORT. Pour assassinat, parricide, infanticide et empoisonnement, II.
MORT. Aux malfaiteurs qui pour l'exécution de leurs crimes employent des tortures ou commettent des actes de barbarie,
MORT. Pour meurtre accompagné ou suivi d'un autre crime ou délit,
MORT. Arrêt sur la matière,
MORT. Pour crime de castration, lorsque la mort en est résultée avant l'expiration des quarante jours,
MORT. Dans quel cas et pourquoi, si cette peine pouvait être maintenue, devrait-elle être infligée aux serviteurs à gage?
MORT. Circonstances qui la rendent applicable aux coupables d'arrestations illégales,
MORT. Dans quel cas doit-elle être prononcée pour subornation de témoins?
MORT. Pour vol,
MORT. Pour incendie,
MORT. Pour destruction d'édifices, ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions appartenant à autrui, lorsqu'il y a eu homicide ou blessures,
MORT. *Quid,* si l'homicide avait été involontaire?
MORT. Les complices de la destruction devraient-ils subir la peine de mort, s'ils ne l'avaient pas été du meurtre ou des blessures? *Assemblée constituante, Crimes, Déserteurs.*
MORT CIVILE. Ce n'est que par une fiction de droit et uniquement dans ses rapports avec le condamné, qu'elle est assimilée à la mort naturelle, I.

MORT CIVILE. Quand doit-elle commencer à prendre cours? *Condamnations, Contumace, Déportation, Déshérence, Travaux forcés à perpétuité.*
MORT NATURELLE. voy. *Mort civile.*
MOULES. voy. *Confiscation spéciale.*
MOULINS. voy. *Inondation.*
MOUTONS. voy. *Empoisonnement, Emprisonnement.*
MUNICIPALITE. voy. *Enfant, Maires.*
MUNITIONS. Quelle est la peine applicable à ceux qui en fournissent à des soldats, sans ordres ou autorisation du pouvoir légitime? I. *Mort.*
MURS. voy. *Clôtures, Maisons.*
NANTISSEMENT. voy. *Maison de prêt.*
NAVIRES. voy. *Incendie, Mine.*
NOBLES. voy. *Noblesse.*
NOBLESSE. L'exécution de la peine de mort par la décolation était, jadis, réservée aux seuls nobles, I.
NOBLESSE. Cas où ils devaient être condamnés à la potence,
NOBLESSE. Absurdes conséquences qu'ils prétendaient tirer du privilège de la décolation,
NOBLESSE. Si la loi pouvait être plus indulgente pour une classe de citoyens, ce ne devrait pas être en faveur de la noblesse,
NOBLESSE. Pourquoi?
NOBLESSE. Belles paroles de Joseph II à ce sujet,
NOBLESSE. Le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, exige qu'elle s'en tienne à ses titres et honneurs,
NOBLESSE. Sous aucun prétexte ne peut être fondée de réclamer le rétablissement de ses anciens privilèges,
NOBLESSE. A qui furent accordées les premières lettres de noblesse?
NOBLESSE. Réfutation des motifs que donnent les partisans de la noblesse pour le rétablissement de ses privilège,
NOBLESSE. Pourquoi ne devrait pas être héréditaire?
NOBLESSE. Ne peut déroger, en se livrant aux arts utiles et au commerce,
NOBLESSE. Ses vertus seules peuvent la faire respecter,
NOTAIRES. Dans quel cas doivent-ils être considérés comme des dépositaires publics? I.
NOTAIRES. Circonstances qui les rendraient passibles des peines prononcées contre les fonctionnaires ou officiers publics et agens du Gouvernement, pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité?
NOTAIRES. Comment sont punis les outrages qui leur sont adressés dans l'exercice de leurs fonctions? *Archives.*
OBEISSANCE PASSIVE. Prise dans un sens absolu, serait une absurdité, I.
OBEISSANCE PASSIVE. Pourquoi?
OBEISSANCE PASSIVE. La garde nationale y est-elle soumise?
OFFENSE. Comment devrait être réprimée celle faite à la personne du Roi? I.
OFFENSE. Celle envers les membres de la famille royale?
OFFENSE. Arrêt,
OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL. Peines qui leur deviennent applicables pour avoir inscrit leurs actes sur de simples feuilles volantes, I.
OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL. Pour ne s'être point assurés de l'existence du consentement au mariage, lorsque ce consentement est exigé par la loi,
OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL. Pour avoir reçu, avant le terme prescrit par la loi, l'acte civil de mariage d'une femme ayant déjà été mariée,
OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL. Ces peines doivent-elles leur être infligées lors même que la nullité de leurs actes n'aurait pas été demandée ou aurait été couverte?
OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL. *Quid,* s'il y avait eu collusion?
OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL. Cas où ils sont passibles des travaux forcés à temps, II.
OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL. Doivent faire transporter à l'hospice le plus voisin, l'enfant nouveau-né qui n'est pas réclamé, et dont on n'a pas voulu se charger,
OFFICIERS DE L'ETAT CIVIL. Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans leur autorisation, *Accouchement, Amende, Bigamie, Emprisonnement, Mariage, Ministres des cultes.*
OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC. Quand doivent-ils être punis de la dégradation civique, comme coupables de forfaiture? I.
OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC. Les notifications à leur faire, peuvent l'être à leur parquet,
OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC. Amende qu'ils encourent pour avoir fait des réquisitions ou donné des conclusions sur une affaire, malgré la revendication formellement faite par l'autorité administrative?
OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC. Pour avoir requis, sans autorisation du Gouvernement, une ordonnance ou mandat contre ses agens ou préposés prévenus de crimes ou délits dans l'exercice de leurs fonctions, *Calomnie, Domicile, Escroquerie, Juges, Pouvoir législatif, Terrain.*
OFFICIERS MINISTERIELS. voy. *Amende, - Outrages.*
OFFICIERS DE POLICE. Dans quel cas compromettraient-ils leurs responsabilité? I.
OFFICIERS DE POLICE. Autorisation qui leur est laissée dans les détentions,
OFFICIERS DE POLICE. Quand se rendent-ils coupables de forfaiture et sont-ils passibles de la dégradation civique?
OFFICIERS DE POLICE. Tous les officiers de police sont-ils compris dans cette dernière disposition?
OFFICIERS DE POLICE. Amende dont ils sont passibles lorsque, sans autorisation du Gouvernement, ils ont requis une ordonnance ou un mandat contre ses agens ou préposés prévenus de crimes ou délits, dans l'exercice de leurs fonctions,
OFFICIERS DE POLICE. Lorsqu'ils acquièrent la connaissance qu'un enfant a été exposé et délaissé, doivent se transporter sur le lieu, à l'instant même, pour en dresser procès-verval,
OFFICIERS DE POLICE. A qui doit être adressé ce procès-verbal? *Agens de police, Calomnie, Commissaires de police, Domicile, Emprisonnement, Epizootie, Témoignage (faux.)*
OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE. voy. *Officiers du ministère public.*
OFFICIERS PUBLICS. Dans quel cas deviennent-ils passibles de la dégradation civique? I.
OFFICIERS PUBLICS. Des travaux forcés à perpétuité pour crime de faux?
OFFICIERS PUBLICS. Quand se rendent-ils coupables de ce crime, en principe général?
OFFICIERS PUBLICS. Il ne peut y avoir faux punissable à leur égard, par supposition de personne, que lorsqu'ils ont agi sciemment,
OFFICIERS PUBLICS. Autre cas où la peine des travaux forcés à perpétuité doit leur être infligée,
OFFICIERS PUBLICS. Circonstances qui leur font encourir soit le bannissement, soit la reclusion ou les travaux forcés à temps,
OFFICIERS PUBLICS. Quels sont ceux qui peuvent être considérés comme fonctionnaires publics dans le sens du Code?
OFFICIERS PUBLICS. Quelle est la peine qui doit leur être infligée pour avoir détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont ils étaient dépositaires ou qui leur auraient été remis ou communiqués à raison de leurs fonctions?
OFFICIERS PUBLICS. Pour concussions?
OFFICIERS PUBLICS. Pour s'être ingérés dans des affaires ou commerce incompatibles avec leur qualité?
OFFICIERS PUBLICS. Rentrent-ils dans les dispositions du Code relatives à la corruption des fonctionnaires publics?
OFFICIERS PUBLICS. Différens arrêts de la Cour de cassation sur la matière,
OFFICIERS PUBLICS. Gradation des peines auxquelles ils doivent être condamnés pour avoir participé à des crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer,
OFFICIERS PUBLICS. *Quid,* si ce n'était qu'une simple contravention de police?
OFFICIERS PUBLICS. S'ils se rendaient eux-mêmes coupables du crime ou du délit? *Bannissement, Bigamie, Calomnie, Emprisonnement, Escroquerie, Faux, Feuille de route, Passe-ports, Rebellion, Violences.*

OFFICIERS DE SANTE. voy. *Accouchement, Médecins, Témoignage (faux.)*
OFFICIERS DE L'UNIVERSITE. voy. *Dégradation civique.*
OR et ARGENT. Quelles sont les peines encourues pour avoir trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'agent? II. *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Poinçons, Restitutions.*
ORDONNANCES. voy. *Juges.*
ORDONNANCES ROYALES. N'ont rien de commun avec les décrets que rendait le gouvernement impérial, II.
ORDONNANCES ROYALES. Quel doit être leur objet?
ORDONNANCES ROYALES. Arrêts de la Cour de cassation sur cette matière et observations importantes sur ces arrêts, *Conseil-d'Etat.*
ORDRES ROYAUX. Le condamné à des peines afflictives et infamantes doit en être dégradé, I.
ORDRES ROYAUX. Cette dégradation est une conséquence nécessaire du jugement qui a prononcé la condamnation,
OUTRAGES. Ceux faits à la mémoire d'un défunt peuvent-ils autoriser la plainte de sa famille? I.
OUTRAGES. Comment doivent être punis ceux par paroles, adressés à un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire?
OUTRAGES. Lois nouvelles et arrêts sur la matière,
OUTRAGES. *Quid,* à l'égard de ceux par gestes ou menaces, adressés à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions?
OUTRAGES. Par paroles, gestes ou menaces faits à tout officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique?
OUTRAGES. Ceux adressés aux notaires et aux commissaires de police rentrent-ils dans cette dernière disposition du Code?
OUTRAGES. Peine qu'encourt l'offenseur si l'outrage par gestes, etc., a été dirigé contre un commandant de la force publique,
OUTRAGES. Réparations auxquelles l'offenseur peut être assujetti,
OUTRAGES. *Quid,* si le jugement n'avait pas déterminé le mode de réparation à faire par le condamné?
OUTRAGES. Cette réparation ne peut dégénérer, sous aucun prétexte, en amende honorable,
OUTRAGES. Le condamné pourrait-il s'exempter de la faire moyenant une somme d'argent?
OUTRAGES. Si l'offensé déclarait l'en dispenser, le procureur du Roi pourrait-il exiger que l'offenseur s'y soumit?
OUTRAGES. Dans quel cas la contrainte par corps peut-elle être exercée contre ce dernier lorsqu'il se refuse à faire la réparation ordonnée?
OUTRAGES. Ce droit est réservé à la seule personne offensée,
OUTRAGES. Le tribunal commettrait-il un excès de pouvoir s'il ordonnait de faire réparation à l'offensé à l'audience ou par écrit, d'outrages faits à de simple particuliers? *Ministres des cultes, Pudeur.*
OUVRAGES. voy. *Publication.*
OUVRAGES DRAMATIQUES. voy. *Confiscation spéciale, Théâtres.*
OUVRIERS. Circonstances qui font considérer la réunion des ouvriers ou journaliers comme une réunion de rebelles, I.
OUVRIERS. Peine qui leur devient applicable lorsqu'ils se coalisent pour faire cesser en même temps de travailler, etc.,
OUVRIERS. La simple tentative de ce délit est-elle punissable?
OUVRIERS. Pouvoir qui doit être laissé aux tribunaux en cette matière,
OUVRIERS. Comment doivent être punis lorsqu'ils prononcent des amendes, des défenses, etc., contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres?
OUVRIERS. Aggravation contre les chefs ou les moteurs, *Ateliers, Coalition, Emprisonnement, Industrie, Marchandises, Surveillance de la haute police, Vol.*
PAIN. voy. *Marchandises, Pillage.*
PAIRS. (CHAMBRE DES) Les membres de cette chambre, ainsi que les ministres, ne peuvent être arrêtés provisoirement, qu'au cas du flagrant délit ou de clameur publique, I.
PAIRS. (CHAMBRE DES) L'instruction de la procédure n'en doit pas moins être continuée,
PAIRS. (CHAMBRE DES) Un pair pourrait-il être actionné par la voie civile, pour réparation du dommage qu'il aurait causé dans l'exercice de ses fonctions ou à raison de cet exercice? *Forfaiture.*
PAIX PUBLIQUE. voy. *Crimes, Délits.*
PAMPHLETS. voy. *Chansons.*
PAPIERS PUBLICS. voy. *Effets publics.*
PARCS OU ENCLOS. Leur définition, II.
PARCS OU ENCLOS. Dans quel cas les parcs mobiles doivent-ils être considérés comme *Enclos* ou dépendances de maison habitée? *Destruction, Rupture, Vol.*
PARIS. voy. *Effets publics.*
PARRICIDE. Comment doit être exécuté le coupable condamné pour ce crime? I.
PARRICIDE. Pourquoi pendant le cours de plusieurs siècles, ne fut-il pas porté de loi contre le parricide?
PARRICIDE. Genre de peine qu'établissait la loi Pompeia pour la punition de ce crime? I.
PARRICIDE. Les complices du parricide doivent-ils être punis de la même peine que l'auteur même du crime? I.
PARRICIDE. Le meurtre d'un beau-père est-il considéré comme parricide?
PARRICIDE. La tentative de ce crime est punie comme le crime même, I.
PARRICIDE. Le simple homicide d'un père, peut-il être considéré comme un parricide?
PARRICIDE. Définition de ce crime, II.
PARRICIDE. Le meurtrier de ses pères et mères légitimes, aurait passé dans une famille étrangère par la voie de l'adoption, qu'il aurait toujours commis un parricide?
PARRICIDE. *Quid,* à l'égard des pères et mères adoptifs, si l'adoption avait eu lieu hors des cas autorisés par la loi?
PARRICIDE. Le meurtre d'un père putatif aurait-il le caractère du parricide, si l'enfant naturel n'avait pas été reconnu dans une forme légale?
PARRICIDE. Il y aurait eu *reconnaissance* de l'enfant adultérin ou incestueux, que le meurtre qu'il aurait commis sur son père, ne pourrait être considéré comme un parricide,
PARRICIDE. Pourquoi?
PARRICIDE. *Quid,* à l'égard de la mère naturelle?
PARRICIDE. Est puni de mort,
PARRICIDE. N'est jamais excusable,
PARRICIDE. Exception?
PARRICIDE. *Quid,* si ce crime avait été commis en repoussant l'escalade ou l'effraction d'une maison habitée ou de ses dépendances?
PARRICIDE. S'il avait été ordonné par la loi et commandé par l'autorité légitime?
PARRICIDE. S'il avait été commis par suite de provocation, par des coups et violences graves? *Adoption, Echafaud, Mort.*
PARTIES CIVILES. Est-il juste et politique de les rendre personnellement responsables des frais de poursuites, même quand l'accusé est condamné? I.
PARTIES CIVILES. doivent-elles prélever leurs avances avant le paiement de l'amende? *Dommages-intérêts, Restitutions, Trésor public.*
PASSAGE. voy. *Rues, Terrain.*
PASSE-PORTS. Comment doivent être réprimés la fabrication d'un faux passe-port, la falsification d'un passe-port originairement vrai, et l'usage fait d'un pareil passe-port? I.
PASSE-PORTS. Peine applicable à quiconque aura pris un un nom supposé dans un passe-port, ou aura concouru comme témoin à le faire délivrer,
PASSE-PORTS. *Quid,* si ce n'était que sous de faux prénoms ou de fausses qualités?
PASSE-PORTS. Aux officiers publics qui en auront délivré, lorsqu'ils ne connaîtront pas personnellement la personne, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux citoyens à eux connus?
PASSE-PORTS. *Quid,* s'ils étaient instruits de la supposition du nom? *Bannissement, Emprisonnement, Faux, Mendians, Vagabondage.*
PASSIONS. Sont rarement en harmonie avec la loi, la raison, la justice et la morale, I.

PAYEURS-GENERAUX. voy. *Dépôts publics.*
PECHEURS. voy. *Préposés des douanes.*
PECULAT. En quoi diffère de la concussion, I.
PEINES. Le *minimum* des peines est beaucoup trop élevé, I.
PEINES. Rien ne peut autoriser leur application quand elles ne sont pas littéralement écrites dans la loi,
PEINES. Leur aggravation à raison de la qualité des personnes est hors du système du Code,
PEINES. Des peines en matière criminelle et correctionnelle et de leurs effets.
PEINES. En matière criminelle sont afflictives et infamantes, ou seulement infamantes,
PEINES. Cas où elles ne peuvent être modérées,
PEINES. Cas où elles le doivent et devraient l'être,
PEINES. Nomenclature des peines afflictives et infamantes,
PEINES. Est-il d'une bonne législation d'en appliquer de perpétuelles?
PEINES. Nomenclature des peines infamantes,
PEINES. Des peines en matière correctionnelle,
PEINES. Celles-ci n'emportent pas infamie,
PEINES. L'individu qui y est condamné peut-il être considéré comme un repris de justice?
PEINES. Des peines en matière criminelle,
PEINES. Ce n'est pas leur rigueur qui fait qu'il se commet moins de crimes,
PEINES. Résultat que produisent celles qui sont disproportionnées au délit à réprimer,
PEINES. Des peines en matière correctionnelle,
PEINES. Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits,
PEINES. Des peines de la récidive pour crimes et délits.
PEINES. Leur aggravation pour cause de récidive est-elle personnelle?
PEINES. Cas et circonstances où elles peuvent être mitigées,
PEINES. Pourquoi, en matière d'application de peines, rien ne doit-il être laissé au pouvoir discrétionnaire des juges?
PEINES. Celles qui ne sont pas prononcées avec justice et discernement manquent nécessairement le but que l'on doit se proposer d'atteindre, celui qu'aucun crime ne reste impuni,
PEINES. Quelles sont celles de simple police?
PEINES. Comment peuvent-elles être légalement infligées? *Amende, Confiscation spéciale, Conseil-d'Etat, Délits, Dommages-intérêts, Emprisonnement.*
PEINES. *Nota.* Voyez, page 570, tome II, *un nouveau projet de loi qui, dans certains cas, défend de réduire les peines correctionnelles.*
PEINES AFFLICTIVES. voy. *Peines.*
PEINES INFAMANTES. voy. *Peines.*
PERCEPTEUR. Un percepteur des contributions est-il un magistrat de l'ordre administratif? I. *Amende, Travaux forcés à temps.*
PEUPLE. Son instruction doit être favorisée, I.
PEUPLE. Pourquoi?
PEUPLE. Comment peut-on espérer de le rendre religieux?
PHARMACIENS. Sont passibles de la peine des travaux forcés à temps lorsqu'ils auront indiqué ou administré à une femme enceinte les moyens d'avorter, si l'avortement a eu lieu, II. *Avortement, Secrets.*
PIECES. voy. *Archives.*
PIEDS CORNIERS. voy. *Limites.*
PIERRES. Peines qui sont applicables à ceux qui auront jeté des pierres ou autres corps durs contre les maisons, édifices, clôtures, jardins ou enclos. II.
PIERRES. *Quid,* s'il en est résulté la mort ou la blessure des animaux appartenant à autrui?
PIERRES. S'il y avait eu mort ou blessures d'hommes? *Amende, Emprisonnement, Vol.*
PIGEONS. Le fait de les laisser divaguer dans le temps des récoltes constitue-t-il une contravention punissable? II. *Animaux domestiques, Divagation, Vol.*
PILLAGE. Comment doit être réprimé tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, etc., commis en réunion ou bande et à force ouverte? II.
PILLAGE. Arrêt important sur la matière,
PILLAGE. *Quid,* si le pillage ou le dégât n'avait été commis qu'en réunion?
PILLAGE. De quel nombre d'individus doit être composée la réunion ou la bande?
PILLAGE. Que doit-on entendre par les mots force ouverte?
PILLAGE. Dans quel cas les peines prononcées contre les coupables de ce crime peuvent-elles être mitigées?
PILLAGE. Dans ce cas, obligation qui leur est imposée,
PILLAGE. *Quid,* si les denrées pillées ou détruites sont des grains, grenailles, farines, etc., pain, vin, etc.? *Amende, Bandes armées, Blessures, Dévastation, Reclusion, Travaux forcés à temps.*
PIRATES. voy. *Corsaires.*
PLACE FORTE. La peine de mort est infligée à ceux qui, sans droit ou motif légitime, en auraient pris le commandement, I. *Bandes armées.*
PLACE PUBLIQUE. Les coupables condamnés au carcan doivent subir cette peine sur une place publique, I.
PLACE PUBLIQUE. Celle où l'exécution doit se faire est indiquée par l'arrêt de condamnation,
PLACE PUBLIQUE. *Quid,* si la Cour qui a rendu l'arrêt n'avait pas indiqué le lieu de l'exécution? *Chemins publics, Jeux, Lieux publics, Voleurs.*
PLAIDOYERS. voy. *Injures.*
PLANCHES. voy. *Confiscation spéciale.*
PLANS. Peines qui deviendraient applicables à ceux qui, par corruption, fraude ou violence, auraient soustrait et livré à l'ennemi ou aux agens d'une puissance étrangère les plans de fortification, arsenaux, ports ou rades, I. *Agens et préposés du Gouvernement, Déportation, Emprisonnement, Fonctionnaires publics.*
PLANTS. voy. *Dévastation.*
POIDS. Comment doit être réprimé l'usage de faux poids ou de fausses mesures par lesquels on aura trompé l'acheteur sur la quantité des choses vendues? II.
POIDS. *Quid,* si ce n'était que des anciens poids ou mesures dont on aurait fait usage?
POIDS. Dans quel cas l'acheteur peut-il être privé de toute action contre le vendeur?
POIDS. La fraude devrait-elle, dans ce cas, rester impunie?
POIDS. S'il n'y avait pas eu fraude, le simple usage de poids ou mesures prohibés serait-il punissable?
POIDS. Peines que fait encourir la simple possession de faux poids ou fausses mesures dans ses magasins, boutiques, ateliers, etc.,
POIDS. L'emploi des poids ou des mesures différens de ceux qui sont établis par les lois en vigueur,
POIDS. Arrêt sur la matière,
POIDS. Doit-on considérer comme faux poids et fausses mesures les anciens poids ou mesures qui seraient conformes aux anciennes matrices?
POIDS. L'emploi qui en aurait été fait serait-il punissable?
POIDS. Arrêts sur la matière,
POIDS. L'acheteur comme le vendeur se rendent-ils également coupables?
POIDS. La loi sur l'établissement des nouveaux poids et mesures ne s'applique-t-elle qu'aux boutiquiers qui vendent au poids ou à la mesure?
POIDS. Dans quel cas les coupables de cette contravention deviennent-ils passibles de l'emprisonnement?
POIDS. Les faux poids, les fausses mesures, ainsi que les poids et mesures différens de ceux que la loi a établis doivent ils être confisqués? *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement, Restitutions.*

POINCONS. Peine que fait encourir la contrefaction ou falsification de ceux servant à marquer les matières d'or ou d'argent, I.
POINCONS. *Quid,* si l'on s'était servi du véritable poinçon qu'on se serait procuré par le moyen du calque ou de tout autre manière?
POINCONS. Peine qui alors deviendrait applicable,
POINCONS. Cas où l'usage d'un poinçon faux ou falsifié n'est pas punissable, *Reclusion.*
POISSONS. voy. *Empoisonnement, Emprisonnement.*
POLICE ADMINISTRATIVE. voy. *Dégradation civique.*
POLICE DE L'ETAT (HAUTE.) voy. *Surveillance de la haute police.*
POLITIQUE. Quelle est la seule que puisse avouer la raison, la morale et la justice? I. *Justice, Tribunaux.*
PONTS. voy. *Destruction.*
PORCS. voy. *Empoisonnement, Emprisonnement.*
PORT D'ARMES. Les condamnés aux travaux forcés à temps, au bannissement, à la reclusion et au carcan sont déchus du droit de port d'armes, I.
PORT D'ARMES. Les tribunaux, jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, eninterdire l'exercice,
PORT D'ARMES. Jurisprudence sur le permis de port-d'armes de chasse,
PORT D'ARMES. Le délit de port-d'armes de chasse sans permis se prescrit par le délai d'un mois sans poursuites à compter du jour où il a été commis *Chasse, Rebellion.*
PORTS. voy. *Bandes armées, Plans.*
POSSESSION. La possession, même immémoriale, contraire à la loi, ne peut affranchir des obligations que la loi impose, II.
POSTE. La peine de mort est infligée à ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront pris le commandement d'un poste, I. *Bandes armées.*
POSTE AUX LETTRES. Dans quel cas un facteur de cette administration doit-il être considéré comme un dépositaire public? I,
POSTE AUX LETTRES. Peines que fait encourir toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'administration des postes,
POSTE AUX LETTRES. Est soumise à la surveillance du Ministre des finances,
POSTE AUX LETTRES. Loi encore en vigueur sur les contraventions qui peuvent se commettre à son préjudice,
POSTE AUX LETTRES. *Quid,* si c'était par transport de lettres non cachetées?
POSTE AUX LETTRES. Quel serait le meilleur moyen d'assurer les lois et règlemens en cette matière?
POSTE AUX LETTRES. La violation du secret des lettres est contraire aux principes de la plus saine morale,
POSTE AUX LETTRES. Le Gouvernement a-t-il le droit d'examen sur les lettres venant de l'étranger ou destinées pour l'étranger?
POSTE AUX LETTRES. Une lettre missive, tant qu'elle n'a pas été rendue publique, ne peut constituer ni crime ni délit punissables,
POSTE AUX LETTRES. Arrêt de la cour de cassation sur la matière,
POSTE AUX LETTRES. Autre de la cour des Pairs,
POSTE AUX LETTRES. *Quid,* s'il n'y avait qu'une simple négligence à reprocher au préposé de l'administration des postes?
POSTE AUX LETTRES. Si c'était un simple particulier qui se fût rendu coupable de la suppression ou ouverture de lettre?
POSTE AUX LETTRES. Une lettre interceptée peut-elle devenir, pour celui qui s'en est emparé, un titre obligatoire ou de décharge?
POSTE AUX LETTRES. Les messageries et autres voitures publiques peuvent-elles se charger de lettres? II. *Amende, Emplois publics, Fonctions publiques.*
POUVOIR LEGISLATIF. voy. *Dégradation civique, Forfaiture.*
PRAIRIES. Doivent-elles être considérées comme terrains chargés en tous temps de récoltes? II.
PRECEPTEURS. voy. *Moeurs.*
PREFETS et SOUS-PREFETS. Quand deviennent-ils passibles de la dégradation civique? I.
PREFETS et SOUS-PREFETS. D'une amende?
PREFETS et SOUS-PREFETS. Maximum et minimum de celle qui doit leur être infligée pour avoir fait ouvertement, ou par personnes interposées, le commerce de grains, farines, boissons, dans l'étendue des lieux où ils ont droit d'exercer leur autorité,
PREFETS et SOUS-PREFETS. Dans ce cas, l'autorisation de les poursuivre est-elle nécessaire? *Dépôts de mendicité.*
PREMEDITATION. Ne constitue qu'une circonstance aggravante du crime, sans en avoir par elle-même le caractère, I.
PREMEDITATION. En quoi consiste? II.
PREMEDITATION. Ne doit pas être confondue avec la volonté, *Bléssures, Homicide, Meurtre.*
PREPOSES. voy. *Administrations.*
PREPOSES DES DOUANES. Quelles seraient les peines qui leur deviendraient applicables s'ils recevaient des rétributions quelconques de la part des pêcheurs? I.
PREPOSES DES DOUANES. Lorsqu'ils reçoivent une somme d'argent pour ne pas constater la contravention qu'ils ont reconnue?
PREPOSES DES DOUANES. Arrêt,
PREPOSES DU GOUVERNEMENT. Comment devraient-ils être punis, s'ils livraient à l'ennemi ou à ses agens, à ceux d'une puissance étrangère, neutre ou alliée, les plans dont ils auraient eu le dépôt? I.
PREPOSES DU GOUVERNEMENT. Quand doivent-ils être condamnés aux travaux forcés à temps?
PREPOSES DU GOUVERNEMENT. Dans quels cas ceux des fonctionnaires ou officiers publics deviennent-ils passibles de l'emprisonnement?
PREPOSES DU GOUVERNEMENT. Peine qui doit leur être infligée lorsqu'ils ont aidé les fournisseurs ou leurs agens à faire manquer le service dont ils étaient chargés, II. *Bannissement, Charte, Dégradation civique, Fournisseurs, Travaux forcés à temps.*
PRESCRIPTION. Comment s'acquiert celle des crimes successifs? I.
PRESIDENS DES COURS D'ASSISES. voy. *Cours d'assises, Excuse.*
PRESOMPTIONS. voy. *Exceptions.*
PREVENUS. Quand peuvent-ils être recherchés pour la réparation du dommage causé, malgré leur acquittement? I.
PREVENUS. Les poursuites commencées contre eux, arrêtent-elles le cours de la prescription à l'égard de leurs complices? *Prisonniers.*
PREUVE. Tous les genres de preuve sont-ils admis en matière de délit, lorsque la loi n'en a pas autrement disposé? I.
PRISONNIERS. Dans quel cas la réunion des prisonniers, prévenus, accusés ou condamnés doit-elle être considérée comme une réunion de rebelles? I.
PRISONNIERS. Quand doivent-ils subir la peine à laquelle ils auraient été condamnés pour rebellion?
PRISONNIERS. *Quid,* s'ils l'étaient à des peines afflictives et infamantes? *Concierges, Evasion, Mandat.*
PRISONNIERS DE GUERRE. Comment devrait être réprimée leur évasion? I.
PRISONS. Doivent être salubres, I.
PRISONS. Paroles remarquables de d'Aguesseau à ce sujet,
PRISONS. Leur mauvais régime doit être considéré comme l'une des plaies les plus profondes du corps social? *Bris de prison.*
PRIVILEGES. voy. *Noblesse.*
PROCEDURES CRIMINELLES. voy. *Archives.*
PROCUREURS GENERAUX. Sont chargés de veiller à l'impression et à l'affiche des arrêts de condamnation, I.
PROCUREURS GENERAUX. Dans quels cas doivent-ils être condamnés à la dégradation civique comme coupables de forfaiture?
PROCUREURS GENERAUX. Autre cas ou cette peine leur devient applicable, *Domicile, Forfaiture, Outrages, Secret (Mise au)*
PROCUREURS DU ROI. Ne devraient être autorisés à poursuivre que les affaires graves, et dans lesquelles le public est intéressé, I.
PROCUREURS DU ROI. Cas où ils se rendraient coupables de forfaiture et devraient être punis de la dégradation civique,
PROCUREURS DU ROI. Autres cas où cette peine leur devient applicable, *Domicile, Forfaiture, Outrages.*
PROPOSITION. Comment doit être réprimée celle non agréée, de former un complot contre la vie ou la personne du Roi? I. *Complots, Crimes.*
PROPRIETES NATIONALES. voy. *Bandes armées.*
PROPRIETES PUBLIQUES. voy. *Bandes armées, Enchères.*
PROSTITUTION. voy. *Moeurs.*

PROVOCATIONS. La simple provocation au crime constitue-t-elle une tentative punissable? I.
PROVOCATIONS. Quand peut-elle être considérée comme un fait de complicité?
PROVOCATIONS. *Quid,* si elle résultait d'écrits imprimés?
PROVOCATIONS. Comment devait être punie, avant la loi du 17 mai 1819, celle à des crimes ou complots contre la sûreté de l'Etat, soit par des discours, des écrits imprimés, soit par placards affichés?
PROVOCATIONS. Le jury doit-il être interrogé sur le caractère de la provocation?
PROVOCATIONS. Arrêt,
PROVOCATIONS. Quelles sont celles qui rendent le meurtre, les blessures et les coups excusables? II. *Autorité publique Bannissement, Complots, Publication Rebellion.*
PRUD'HOMMES. voy. *Dégradation civique.*
PUBLICATION. Comment doit être punie la publication ou distribution d'écrits, ouvrages, avis, bulletins, affiches, journaux, feuilles périodiques ou autres imprimés, sans nom d'auteur ou d'imprimeur? I.
PUBLICATION. *Quid,* à l'égard des ouvrages manuscrits?
PUBLICATION. A l'égard des crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs qui font connaître la personne de laquelle ils tiennent l'écrit; de quinconque aura fait connaître l'imprimeur et de ce dernier lorsqu'il fera connaître l'auteur?
PUBLICATION. A l'égard des premiers, si l'écrit imprimé contient quelques provocations à des crimes ou délits?
PUBLICATION. Si la provocation n'a produit aucun effet et si l'écrit a été imprimé à l'étranger, et composé par un étranger, sont-ils passibles de peines?
PUBLICATION. Dans tous ces cas, les exemplaires saisis doivent-ils être confisqués?
PUBLICATION. Amende qui est applicable aux afficheurs, crieurs, graveurs, imprimeurs et vendeurs. II.
PUDEUR. Peines applicables pour tout outrage public à la pudeur? II.
PUDEUR. Arrêts sur la matière,
PUDEUR. L'outrage aurait-il le caractère de publicité, s'il avait eu lieu la nuit dans un lieu public?
PUDEUR. Arrêt,
PUDEUR. *Quid,* s'il ne résultait que de discours?
PUDEUR. Est passible de la reclusion, lorsqu'il a été consommé ou tenté avec violence,
PUDEUR. Comment doit se constituer la tentative?
PUDEUR. Arrêts,
PUDEUR. Serait-il punissable de la reclusion, s'il avait été commis par violences, sur une femme qui aurait eu précédemment des enfans hors mariage?
PUDEUR. Est puni des travaux forcés à temps, s'il a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de quinze ans accomplis,
PUDEUR. Dans quel cas doit-il l'être de la peine des travaux forcés à perpétuité?
PUDEUR. Arrêts, *Amende, Emprisonnement, Instituteurs, Ministres des cultes, Fonctionnaires publics, Serviteurs à gages.*
QUALIFICATION. Comment devrait être puni celui qui en aurait pris une fausse pour tromper la crédulité d'autrui? I.
RADES. voy. *Plans.*
RAPT. voy. *Mineurs.*
RATELAGE. voy. *Champs.*
RAVISSEURS. voy. *Mineurs.*
REBELLES. voy. *Rebellion.*
REBELLION. Définition de ce qui la constitue, I.
REBELLION. De simples voies de fait pourraient-elles la constituer?
REBELLION. *Quid,* si la force publique ou les porteurs de mandats de justice s'étaient introduits de nuit dans la maison des citoyens?
REBELLION. Si l'officier public n'avait pas été revêtu des marques distinctives de sa qualité?
REBELLION. Arrêts importans sur la matière,
REBELLION. Se rend-on coupable de rebellion, en s'opposant à la violation de son domicile, lorsque les formalités exigées par la loi ne sont pas exécutées?
REBELLION. Si les porteurs d'ordre avaient eux-mêmes commencé d'user de violences et de voies de fait sans y avoir été provoqués, l'individu qui leur aurait fait résistance aurait-il encouru les peines de la rebellion?
REBELLION. Arrêt,
REBELLION. Observations sur le système adopté par cet arrêt,
REBELLION. *Quid,* si elle a été commise par plus de vingt personnes armées?
REBELLION. S'il n'y a pas eu port d'armes?
REBELLION. Si elle a été commise par une réunion armée de trois personnes ou plus, jusqu'à vingt inclusivement?
REBELLION. Si, dans ce cas, il n'y a pas eu port d'armes?
REBELLION. Si elle a été commise par une ou deux personnes avec armes?
REBELLION. Sans armes?
REBELLION. Devant quels tribunaux doivent être traduits les prévenus de cette dernière rebellion?
REBELLION. Arrêts sur la matière,
REBELLION. Comment doit être réprimée la rebellion avec bande ou attroupement?
REBELLION. De quel nombre de personnes doit être composée la réunion pour constituer l'attroupement?
REBELLION. En ce cas, obligation qu'impose la loi avant de faire agir la force publique contre les individus qui la composent,
REBELLION. Quelles sont les peines qui deviennent applicables aux auteurs de crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion d'une rebellion?
REBELLION. Quelles étaient celles qui devaient être infligées aux provocateurs avant la loi du 17 mai 1819?
REBELLION. Cas où les coupables de rebellion doivent toujours être condamnés à l'amende,
REBELLION. Réunions qui sont considérées comme réunions de rebelles,
REBELLION. Pour quel temps les chefs de la rebellion ou ceux qui l'auront provoquée peuvent-ils être mis sous la surveillance de la haute police? *Blessures, Emprisonnement, Hospices, Ouvriers, Prisonniers, Reclusion, Travaux forcés à temps.*
RECELE. Comment doit être réprimé le recélé de choses enlevées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit? I.
RECELE. Est-il d'une justice bien exacte de condamner le recéleur à la peine aggravante de circonstances qu'il aurait ignorées?
RECELE. Ce crime a-t-il les caractères d'une véritable complicité?
RECELE. Peine encourue pour avoir recélé ou fait recéler des personnes coupables de crimes emportant peine afflictive,
RECELE. Exception,
RECELE. Puissans motifs qui devraient faire abolir cette jurisprudence,
RECELE. Quelles sont les peines applicables à quiconque aura recélé ou caché le cadavre d'une personne homicidée, ou morte des suites de coups ou blessures? II.
RECELE. Comment doit se constituer ce délit?
RECELE. *Quid,* si celui qui s'en serait rendu coupable s'était présenté pour en faire sa déclaration à la justice avant toutes poursuites et au moment où le genre de mort de l'homicidé pouvait encore être constaté?
RECELE. Si la mort de la personne n'était arrivée que depuis que le recélé aurait cessé par le fait personnel et volontaire du prévenu?
RECELE. A l'égard de l'individu qui aurait tenu caché dans sa maison la personne blessée, s'il ne s'y était porté que pour lui donner les soins qu'exigeait son état?
RECELE. Le coupable du recélé dans ces divers cas devrait-il être réputé le complice de l'homicide, des blessures ou des coups?
RECELE. Les époux, pères, mères, frères et soeurs de l'individu qui aurait commis l'homicide, sont-ils exceptés de ces dispositions? *Complicité, Déportation, Enfant, Espions, Mort, Travaux forcés à perpétuité et à temps, Vol.*
RECETTES. voy. *Confiscation spéciale.*

RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT. Sont chargés de poursuivre le recouvrement des amendes prononcées pour contravention de police, II.
RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT. Ordonnance royale à ce sujet,
RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT. Doivent-ils percevoir le décime pour franc? *Communes.*
RECIDIVE. Différentes peines qui sont encourues pour crimes et délits commis par récidive, I.
RECIDIVE. Observations et arrêts importans sur la matière,
RECIDIVE. Le fait de la récidive doit-il être soumis à la décision du jury ou à celle des cours d'assises?
RECIDIVE. Arrêt,
RECIDIVE. L'aggravation des peines pour cause de récidive est-elle personnelle?
RECIDIVE. Comment se constitue celle en matière de contraventions de simple police? II.
RECIDIVE. Arrêt sur cette matière, *Accusé, Emprisonnement, Peines, Tribunaux, Vagabondage.*
RECLAMATION LEGALE. Que doit-on entendre par une réclamation de ce genre? I. *Dégradation civique.*
RECLUSION. Est une peine afflictive et infamante, I.
RECLUSION. En quoi diffère de l'emprisonnement?
RECLUSION. Mode d'exécution de cette peine,
RECLUSION. Sa durée doit être de cinq années au moins et de dix ans au plus,
RECLUSION. Autre différence qui existe entre les condamnés à cette peine et ceux qui le sont aux travaux forcés,
RECLUSION. Comment doivent-ils être traités?
RECLUSION. Doivent-ils être attachés au carcan?
RECLUSION. Sa durée doit se compter du jour de l'exposition,
RECLUSION. Celui qui y est condamné ne peut être relevé de l'infamie qu'elle lui a imprimée, que par la réhabilitation,
RECLUSION. Incapacités qui résultent pour les condamnés à cette peine,
RECLUSION. Doivent être de plus, pendant la durée de leur peine, en état d'interdiction légale; il doit leur être nommé un curateur pour gérer et administrer leurs biens,
RECLUSION. Quand le condamné doit-il rentrer dans la possession de ses biens, et son curateur lui rendre compte de son administration?
RECLUSION. Pendant la durée de sa peine, peut-il lui être remis aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus?
RECLUSION. Les coupables condamnés à cette peine sont de plein droit, après qu'ils l'ont subie, sous la surveillance de la haute police de l'Etat pendant toute leur vie,
RECLUSION. Doit être prononcée contre tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la peine du carcan ou le bannissement.
RECLUSION. Quand doit-elle être remplacée par la peine des travaux forcés à temps et la marque?
RECLUSION. Cas où elle doit être convertie en une détention dans une maison de correction, et pour quelle durée?
RECLUSION. Remplace, à l'égard des septuagénaires, la déportation, les travaux forcés à temps et à perpétuité,
RECLUSION. Est applicable à tout individu non révélateur d'un complot, lorsqu'il s'agit du crime de lèse-majesté,
RECLUSION. A toute personne qui aura fait un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat, des vrais timbres, marteaux ou poinçons qu'elle se sera induement procurés,
RECLUSION. *Quid,* si, après se les être procurés, elle n'en avait fait aucun usage?
RECLUSION. Si l'usage n'était préjudiciable qu'aux intérêts des particuliers?
RECLUSION. Dans ce cas la flétrissure doit-elle être infligée?
RECLUSION. Autres cas où cette peine est applicable,
RECLUSION. Est infligée pour la répression du faux en écriture privée,
RECLUSION. Pour avoir fait usage de la pièce fausse,
RECLUSION. Exceptions à l'égard des certificats,
RECLUSION. Quand est-elle encourue par le porteur d'une fausse feuille de route?
RECLUSION. Par les officiers publics?
RECLUSION. Par les fonctionnaires publics pour concussion?
RECLUSION. Doit être appliquée à tout juge prononçant en matière criminelle, ou au juré qui s'est laissé corrompre,
RECLUSION. A tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, pour abus d'autorité contre la chose publique,
RECLUSION. Dans quel cas remplace le bannissement ou le carcan à l'égard des fonctionnaires ou officiers publics,
RECLUSION. Circonstances qui la rendent applicable pour rebellion,
RECLUSION. Pour violences exercées contre les fonctionnaires publics,
RECLUSION. Pour évasion de détenus,
RECLUSION. Pour bris de scellés,
RECLUSION. Pour complicité dans une association de malfaiteurs
RECLUSION. Pour violences exercées envers les personnes par les mendians et vagabonds,
RECLUSION. Pour blessures et coups volontaires non qualifiés-meurtres, II.
RECLUSION. Arrêts sur la matière,
RECLUSION. Dans quel cas cette peine doit-elle être convertie en celle des travaux forcés à temps, pour la repression de ce crime?
RECLUSION. Doit être infligée à quiconque aura procuré l'avortement d'une femme enceinte,
RECLUSION. Circonstances qui la rendent applicable à cette dernière,
RECLUSION. Est encourue par tout coupable de viol consommé ou tenté avec violence,
RECLUSION. Pour enlèvement, détournement, déplacement, etc., de mineurs,
RECLUSION. Pour faux témoignage en matières correctionnelle, de police et civile,
RECLUSION. Pour vol,
RECLUSION. Doit être infligée aux voituriers, bateliers ou leurs préposés, lorsqu'ils ont altéré les liquides ou autres marchandises dont le transport leur aurait été confié,
RECLUSION. Aux serruriers coupables d'avoir contrefait ou altéré des clefs,
RECLUSION. A tout directeur, commis ou ouvrier de fabrique qui aura communiqué à des étrangers ou à des Français résidant à l'étranger, des secrets de la fabrique où il est employé,
RECLUSION. Aux fournisseurs qui, sans y avoir été contraints par une force majeure, auront fait manquer le service dont ils étaient chargés,
RECLUSION. Aux coupables de destruction d'édifices, ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions appartenant à autrui,
RECLUSION. De destruction ou d'incendie de pièces,
RECLUSION. Enumération de ces pièces,
RECLUSION. Doit être infligée aux coupables de pillage ou dégât de denrées ou marchandises, etc., commis en réunion ou bande, et à force ouverte, qui prouveront y avoir été entraînés par provocations ou sollicitations, *Archives, Curatelle, Enfant, Experts, Fonctionnaires publics, Juges, Jurés, Marque, Marques particulières, Port-d'armes, Service militaire, Témoins, Travaux forcés à temps.*
RECOLTES. voy. *Autorité municipale, Dévastation, Incendie, Inondation, Prairies, Terrain, Vol.*
REGLEMENS. Dans quels cas ceux d'administration doivent-ils être exécutés? II.
REGLEMENS. Si les nouveaux règlemens ne portaient que des peines de simple police, pourrait-on en infliger de correctionnelles sur le fondement qu'un règlement antérieur en aurait prononcé de cette nature?
REGLEMENS. Arrêt,
REGLEMENS. Quels sont ceux qui se trouvent maintenus? *Cours, Manufactures, Tribunaux.*
REGLEMENT DE POLICE. Sa définition, I.
REGLEMENT DE POLICE. Quand devient-il obligatoire?

REGLEMENT DE POLICE. Doit toujours recevoir son exécution provisoire, II.
REHABILITATION. N'a rien de commun avec les lettres d'abolition qui se délivraient autrefois, I. *Carcan, Dégradation civique, Reclusion.*
RELEGATION. En quoi consistait chez les Romains? I.
RELEGATION. Epoque où ce genre d'exil a été autorisé en France, *Bannissement.*
RELIGION. Ses secours furent refusés pendant des siècles aux condamnés à la peine capitale, I.
RELIGION. Cet usage fut aboli par Charles VI,
RELIGION. D'où pouvait-il provenir? *Mort.*
RELIGIONNAIRES. Conséquences que l'on peut tirer de leur proscription par suite de la révocation de l'édit de Nantes, I.
REPARATIONS. voy. *Edifices.*
REPARATIONS CIVILES. voy. *Outrages.*
REPRESAILLES. voy. *Bannissement.*
REQUISITIONS. voy. *Force publique, Officiers du ministère public.*
RESERVOIRS. voy. *Empoisonnement.*
RESPONSABILITE. La responsabilité civile n'emporte avec elle aucune peine, I.
RESPONSABILITE. Arrêt,
RESPONSABILITE. Quel est le tribunal compétent pour la prononcer en matière criminelle, correctionnelle ou de police? *Aubergistes, Communes.*
RESTAURANT. voy. *Vol.*
RESTITUTIONS. Lorsqu'il y a lieu à restitution, le coupable doit-il être condamné, en outre, à des indemnités? I.
RESTITUTIONS. Par qui ces indemnités doivent-elles être déterminées?
RESTITUTIONS. Ne peuvent être appliquées à une oeuvre quelconque,
RESTITUTIONS. Ne doivent être accordées que sur la demande de la partie civile,
RESTITUTIONS. Les indemnités ne sont que l'accessoire des restitutions,
RESTITUTIONS. Celui qui aurait obtenu ces indemnités pourrait-il les employer en oeuvres quelconques s'il n'indiquait pas quelle en aurait été l'origine?
RESTITUTIONS. Arrêt,
RESTITUTIONS. L'exécution des condamnations aux restitutions peut elle être poursuivie par la voie de la contrainte par corps?
RESTITUTIONS. Dans ce cas, quelle doit être la durée de l'emprisonnement?
RESTITUTIONS. *Quid,* lorsqu'elles sont prononcées au profit de l'Etat?
RESTITUTIONS. Si elles l'étaient en faveur des communes?
RESTITUTIONS. Obtiennent-elles la préférence sur l'amende et la confiscation? I.
RESTITUTIONS. Tous les condamnés pour un même crime ou délit sont-ils tenus solidairement des restitutions? I.
RESTITUTIONS. Arrêts sur la matière,
RESTITUTIONS. Quelles sont celles dont les aubergistes et hôteliers demeurent responsables?
RESTITUTIONS. Qui doivent être prononcées contre les fonctionnaires publics?
RESTITUTIONS. Pour abus de confiance? II.
RESTITUTIONS. Pour avoir trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent,
RESTITUTIONS. Pour usage de faux poids ou fausses mesures,
RESTITUTIONS. Pour destruction de ponts, digues, chaussées, etc., *Amende, Dommages-intérêts, Indemnités.*
RETRAITE. voy. *Bandes armées.*
REVELATION. Celle ordonnée par le Code ne doit pas être confondue avec la délation, I.
REVELATION. Pourquoi n'est-elle pas une délation proprement dite?
REVELATION. Raisons qui devraient la faire abolir,
REVELATION. Qu'est-ce qui a pu déterminer le législateur à en imposer l'obligation? *Complots, Crimes, Emprisonnement, Monnaie (fausse).*
REVENDICATION. Ses effets, I. *Amende, Conflit.*
REVISION. Celle des arrêts de condamnation est autorisée dans des cas beaucoup trop restreints, I.
Quand la demande en révision doit-elle être favorablement accueillie?
REVOCATION. voy. *Fonctionnaires publics.*
REUNION ARMEE. Ce qui la constitue, I.
REUNION ARMEE. Comment devraient être punies les personnes munies d'armes cachées, qui auraient fait partie d'une troupe ou réunion non réputée armée? *Déportation, Ouvriers, Pillage, Rebellion.*
REUNION DE REBELLES. voy. *Rebellion.*
REUNIONS PUBLIQUES. Sont celles où le public est admis à volonté, I. *Ateliers.*
ROULIERS. Obligations qui sont imposées aux rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, sous peine d'amende, II.
Quand peuvent-ils être punis de l'emprisonnement? *Chemins publics, Gendarmerie.*
ROUTE. (Feuille de) voy. *Feuilles de route.*
ROUTES (GRANDES). voy. *Contraventions, Gendarmerie.*
RUES. Comment doivent être punis ceux qui obligés de nettoyer les rues ou passages, l'auront négligé? II.
Arrêt sur la matière, *Chemins publics, Eclairage, Jeux, Lieux publics, Voleurs.*
RUPTURE. Comment doit être punie celle des instrumens d'agriculture, parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens? II. *Emprisonnement.*
SAGES-FEMMES. Si elles avaient procuré ou administré à une femme enceinte, les moyens d'avorter, seraient-elles passibles de la même peine que les médecins, chirurgiens, etc.? II.
SAGES-FEMMES. Loi qu'on doit consulter relativement à leur instruction et à leur réception,
SAGES-FEMMES. Obligation qui leur est imposée dans un accouchement laborieux sous peine de se rendre coupables d'homicide volontaire par imprudence,
SAGES-FEMMES. Se rendraient-elles coupables d'un délit punissable, si elles indiquaient, dans leur déclaration d'accouchement, un autre nom que celui de la véritable mère?
SAGES-FEMMES. Si elles déclaraient sciemment l'enfant né de la femme légitime du père indiqué, lorsqu'il serait né de sa concubine?
SAGES-FEMMES. Arrêts, *Avortement, Secrets, Travaux forcés à temps.*
SAISIE. voy. *Confiscation spéciale.*
SALLES DE SPECTACLE. voy. *Lieux publics, Théâtres.*
SCEAU DE L'ETAT. La peine de mort devient applicable à l'individu qui l'aura contrefait ou aura seulement fait usage de ce sceau contrefait, I.
SCEAU DE L'ETAT. *Quid,* s'il n'avait pu tirer de cette contrefaçon aucun avantage?
SCEAU DE L'ETAT. Que doit-on considérer comme sceau de l'Etat?
SCEAU DE L'ETAT. Dans quel cas l'usage d'un sceau faux ou falsifié, n'est-il passible d'aucune peine?
SCEAUX PARTICULIERS. voy. *Marques particulières.*
SCELLES. Dans quel cas le bris de scellés fait-il encourir aux gardiens la peine d'emprisonnement? I.
SCELLES. Celle des travaux forcés à temps?
SCELLES. Peine qui devient applicable à tout autre individu,
SCELLES. Autre cas ou l'emprisonnement doit être infligé aux gardiens comme aux autres coupables de bris de scellés,
SCELLES. Comment doit être puni un vol commis à l'aide de bris de scellés?
SCELLES. *Quid,* si le bris a eu lieu avec violences envers les personnes? *Reclusion, Travaux forcés à temps.*

SCRUTIN. La peine du carcan devient applicable à tout citoyen qui, étant chargé dans un scrutin du dépouillement des billets contenant les suffrages des votans, aura été surpris soustrayant ou falsifiant lesdits billets, I.
SCELLES. Quelle serait la mesure qui devrait être prise pour éviter ce crime?
SCELLES. Emprisonnement et interdiction encourus par tout autre personne coupable de ce crime? *Emprisonnement.*
SECOURS. Peine encourue contre ceux qui en auront fourni aux ennemis de l'Etat, I.
SECOURS. En quoi doivent-ils consister? *Service.*
SECRET. (MISE AU) Est une peine au moins inutile, I.
SECRET. (MISE AU) Odieux de cette mesure?
SECRET. (MISE AU) Par qui doit être ordonnée?
SECRET. (MISE AU) En quoi doit consister?
SECRET. (MISE AU) A quoi peut être comparée,
SECRET. (MISE AU) Circulaire adressée à ce sujet par le ministre de la justice aux procureurs généraux? *Cages de fer, Détenus, Gêne.*
SECRETS. Quelles sont les peines encourues par les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes, et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui les auront révélés hors le cas où la loi les y oblige? II.
SECRETS. *Quid,* si, dans ce dernier cas, ce n'était pas à la justice qu'ils en eussent fait la révélation?
SECRETS. Les confesseurs et les conseils des parties, sont-ils compris dans cette disposition?
SECRETS. La disposition même de la loi qui ordonne la révélation, est-elle obligatoire pour ces derniers?
SECRETS. Si la personne à qui le secret aurait été confié était appelée à porter témoignage en justice, devrait-elle le divulguer? *Industrie, Poste aux lettres.*
SEDITION. Cas où la peine de mort doit être infligée aux individus faisant partie d'une bande armée, qui sont saisis sur le lieu de la réunion séditieuse? I.
SEDITION. Dans quel cas la déportation devient-elle applicable aux mêmes individus?
SEDITION. Quand ne sont-ils passibles d'aucune peine pour le fait de sédition? *Bandes armées, Blessures.*
SEDUCTION. voy. *Corruption.*
SENTIERS. voy. *Chemins publics.*
SEPULTURES. voy. *Tombeaux.*
SEQUESTRATION. voy. *Arrestations.*
SERMENT. Les fonctionnaires publics ne peuvent entrer en fonction avant d'avoir prêté serment. I.
SERMENT. Comme doit être réprimé le faux serment déféré ou référé en matière civile? II.
SERMENT. Quand peut-il être déféré et référé?
SERMENT. *Quid,* si le faux serment avait été bénévolement prêté?
SERMENT. Cas où le coupable du faux serment ne se serait pas rendu coupable d'un délit punissable,
SERMENT. Comment acquérir la preuve qu'un faux serment a été réellement porté?
SERMENT. Arrêts,
SERMENT. voy. *Dégradation civique.*
SERRURIERS. voy. *Clefs, Reclusion.*
SERRURIERS EN BATIMENS. voy. *Faillite.*
SERVICE. Quelles sont les peines applicables aux commandans, officiers ou sous officiers de la force publique pour refus d'un service dû légalement? I.
SERVICE. Aux témoins et jurés?
SERVICE. Dans quels cas ceux qui auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auront été requis, sont-ils passibles d'amende? II.
SERVICE. *Quid,* si c'était un garde national qui eût refusé de faire le service dont il aurait été requis,
SERVICE MILITAIRE. Les condamnés aux travaux forcés à temps, au bannissement, à la reclusion et au carcan sont déchus de ce droit, I.
SERVICE PUBLIC. Peine encourue par toute personne qui, pour s'en redimer ou en affranchir autrui, aura fabriqué, sous le nom d'un officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmités, I. *Emprisonnement, Médecins.*
SERVITEURS A GAGES. Dans quel cas sont-ils passibles des travaux forcés à perpétuité pour crime de viol ou autre attentat à la pudeur? II.
SERVITEURS A GAGES. Pourquoi, si la peine de mort pouvait être maintenue, devrait-elle leur être infligée? *Domestiques.*
SIGNATURES. voy. *Extorsions, Travaux forcés à temps.*
SOCIETES. voy. *Associations.*
SOLDATS. Peine qu'encourent les individus qui en font engager ou enrôler sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime, I. *Armes, Espions, Munitions, Troupes.*
SOLIDARITE. Est de droit pour le paiement des amendes, des restitutions des dommages-intérêts, et des frais contre tous les condamnés pour un même crime ou délit, I.
SOLIDARITE. Ne peut jamais résulter que de la convention ou d'une loi spéciale,
SOLIDARITE. Pourrait-elle être prononcée contre tous les individus qui n'auraient pas été condamnés par le même jugement, quoique poursuivis pour le même crime ou délit?
SOLIDARITE. Autre solidarité de personnes et d'actions,
SONGES. Peines applicables à ceux qui font le métier de deviner ou d'expliquer les songes, II.
SONGES. *Quid,* si l'on n'en avait fait qu'un simple amusement?
SONGES. Quand la peine d'emprisonnement doit-elle être infligée aux coupables de cette contravention?
SONGES. Confiscation qui doit être prononcée,
SORCELLERIE. voy. *Injures.*
SOUMISSIONS. voy. *Enchères.*
SOUS-PREFETS. Doivent-ils être considérés comme fonctionnaires publics lorsqu'ils rédigent l'acte de remplacement d'individus désignés par le sort pour faire partie de l'armée? I. *Préfets.*
SOUSTRACTIONS. Comment doivent être réprimées celles commises par les dépositaires ou comptables publics? I.
SOUSTRACTIONS. Quels sont ceux qui doivent être considérés comme tels?
SOUSTRACTIONS. Quand perdent-elles le caractère de crime et comment alors doivent-elles être punies?
SOUSTRACTIONS. Celle d'un titre, d'une pièce ou mémoire produit dans une contestation judiciaire est passible d'amende, II.
SOUSTRACTIONS. Par qui doit-elle être prononcée?
SOUSTRACTIONS. Dans quel cas cette soustraction devrait-elle être considérée comme vol?
SOUSTRACTIONS. Si la pièce soustraite était arguée de faux, sa soustraction arrêterait-elle les poursuites sur la prévention de faux?
SOUSTRACTIONS. *Quid,* si la pièce soustraite avait été produite devant un corps administratif? *Amende, Archives, Emprisonnement, Travaux forcés à temps, Vol.*
SPECTACLES. voy. *Théâtres.*
STATUES. Comment doit être punie la dégradation de celles destinées à l'utilité ou à la décoration publique? I. *Amende, Emprisonnement.*
STILETS. voy. *Armes.*
SUBORNATION. Cas-où la subornation de témoins n'est pas punissable, I. *Témoins.*
SUBSTITUTION D'ENFANT. voy. *Enfant.*
SUBSTITUTS DES PROCUREURS-GENERAUX OU DU ROI. Dans quels cas doivent-ils être punis de la dégradation civique, comme coupables de forfaiture? I.
SUBSTITUTS DES PROCUREURS-GENERAUX OU DU ROI. Autres cas où cette peine leur devient applicable, *Domicile, Forfaiture.*
SUFFRAGES. voy. *Amende, Délibérations de famille, Elections, Scrutin.*
SUICIDE. Les personnes qui auraient facilité le suicide, sans y avoir coopéré de fait, peuvent-elles être poursuivies? I.
SUICIDE. Arrêt sur la matière,

SUICIDE. Sous l'ancienne législation, était considéré comme homicide volontaire, sous la nouvelle il ne constitue ni crime ni délit,
SUICIDE. Moyens sûrs pour en diminuer le nombre,
SUICIDE. Circonstance qui s'opposerait au rétablissement de l'ancienne législation,
SUICIDE. Résumé des motifs que l'on peut donner en faveur et contre le suicide,
SUICIDE. Pourquoi, en bonne politique, la loi n'a pas dû y attacher de peine?
SUPPLICES. Conséquences nécessaires de ceux qui effraient l'imagination par leur atrocité, I.
SUPPLICIES. Leurs corps doivent être délivrés à leurs familles si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun appareil, I. *Assemblée constituante.*
SUPPOSITION D'ENFANT. voy. *Enfant.*
SUPPOSITION DE NOM. voy. *Faux, Passe-ports.*
SUPPRESSION D'ENFANT. voy. *Enfant.*
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Comment pourrait-elle produire d'heureux résultats? I.
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Ne peut être prononcée que par une disposition spéciale de la loi,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Le renvoi sous cette surveillance est une peine commune aux matières criminelle et correctionnelle,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Etait inconnue sous l'ancienne législation,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Dans quel cas peut-elle être prononcée comme peine principale?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Quel est l'effet du renvoi sous cette surveillance?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Le temps fixé pour la mise en surveillance étant expiré, le détenu pour cette cause doit-il être mis en liberté, sans attendre que l'ordre en soit donné par l'administration?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Lorsque les condamnés à cette peine doivent être détenus pour plus d'une année, peuvent-ils être conduits dans une maison de dépôt?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Les condamnés aux travaux forcés à temps et à la reclusion sont de plein droit et pendant toute leur vie sous cette surveillance,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). L'individu soumis à cette peine devrait-il en être affranchi dans le cas où il obtiendrait des lettres de grace ou de commutation à une autre peine qui ne l'emporterait pas?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Les condamnés au bannissement y sont soumis de plein droit et pendant un temps égal à la peine qu'ils auront subie,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Quels sont les autres individus qui doivent y être renvoyés?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Quand ne doit être prononcée que par une disposition particulière de la loi?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Cas où elle peut être infligée aux condamnés à l'emprisonnement,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Aux individus qui auront fait partie de bandes armées?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Pour quel temps peuvent être mis les époux et les parens, pour non révélation de crimes et complots?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Odieux de cette mesure,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Autres cas où elle peut être infligée,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Circonstance qui doit la faire prononcer contre les personnes coupables d'avoir favorisé une évasion, ou des tentatives d'évasion,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Dans quel cas est encourue par l'auteur de menaces d'assassinat, d'empoisonnement, etc.? II.
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Autres cas où les tribunaux ont la faculté de l'infliger,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Pour attentat aux moeurs,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Pour arrestation illégale,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Pour larcins et filouteries,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Ne peut jamais être l'accessoire des peines de simple police?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Doit-elle être prononcée contre les chefs ou moteurs de coalition d'ouvriers?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Pour avoir fait hausser ou baisser le prix des denrées ou marchandises, des papiers ou effets publics,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Dans ce dernier cas, quand doit-elle commencer à courir?
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Pour avoir fait des paris sur la hausse ou la baisse des effets publics,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Pour dévastation de récoltes ou de plants,
SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE (MISE EN). Pour avoir empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, moutons, chèvres, porcs, poissons d'étangs, viviers ou réservoirs, *Accusé, Bandes armées, Bannissement, Caution, Gouvernement, Monnaie (fausse), Rebellion, Reclusion, Tribunaux.*
SUSPENSION. voy. *Fonctionnaires publics.*
TALION (PEINE DU). Dans quel cas devient applicable au juge ou juré qui s'est laissé corrompre, I.
TAPAGES. voy. *Bruits, Violences.*
TAXES. voy. *Concussion.*
TEMOIGNAGE (FAUX). Comment doit-il être puni lorsqu'il est porté en matière criminelle? II.
TEMOIGNAGE (FAUX). Le faux témoin pourrait-il être déchargé de la peine qu'il aurait encourue, s'il n'avait pas fait sa déposition dans le dessein de nuire?
TEMOIGNAGE (FAUX). Serait-il passible de peine si le jury n'avait pas déclaré que son témoignage avait été porté en faveur ou contre l'accusé?
TEMOIGNAGE (FAUX). Pourrait-on faire résulter le faux témoignage de ce que le témoin aurait refusé de répondre aux interpellations ayant un trait direct à l'accusation?
TEMOIGNAGE (FAUX). La flétrissure doit-elle être appliquée pour faux témoignage?
TEMOIGNAGE (FAUX). Comment peut se constituer ce crime?
TEMOIGNAGE (FAUX). Arrêts sur la matière,
TEMOIGNAGE (FAUX). La peine prononcée pour faux témoignage en matière criminelle devrait-elle être infligée dans le cas où l'affaire sur laquelle il aurait été porté aurait perdu son caractère de crime aux débats?
TEMOIGNAGE (FAUX). On ne pourrait le faire résulter de ce que la déposition d'un témoin se trouverait en opposition avec celle d'un et même de plusieurs autres,
TEMOIGNAGE (FAUX). Autre cas d'où l'on ne pourrait le faire résulter,
TEMOIGNAGE (FAUX). Arrêts,
TEMOIGNAGE (FAUX). Cas contraires et arrêts sur la matière,
TEMOIGNAGE (FAUX). Dans quels cas les officiers de santé et autres gens de l'art, et les officiers de police se rendraient-ils coupables de faux témoignage?
TEMOIGNAGE (FAUX). L'interprète juré qui aurait infidèlement transmis aux débats la déposition des témoins, s'en rendrait-il coupable?
TEMOIGNAGE (FAUX). Les individus appelés aux débats en vertu du pouvoir discrétionnaire du président pourraient-ils être poursuivis et condamnés comme faux témoins?
TEMOIGNAGE (FAUX). *Quid,* à l'égard de la tentative de ce crime?
TEMOIGNAGE (FAUX). Peine qui doit être infligée au coupable de faux témoignage porté en matière correctionnelle ou de police,
TEMOIGNAGE (FAUX). En matière civile,
TEMOIGNAGE (FAUX). Au faux témoin dans ces matières, lorsqu'il aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, *Révision.*
TEMOINS. Quels sont les personnes qui ne peuvent pas l'être? I.
TEMOINS. La faculté d'être témoin, soit dans les actes, soit en justice, peut être interdite, dans certains cas, par les tribunaux jugeant correctionnellement,
TEMOINS. Deviennent-ils passibles de l'emprisonnement pour non comparution?
TEMOINS. *Quid,* s'ils se trouvaient hors d'état de fournir à leur déplacement?

TEMOINS. Comment se constitue la subornation de témoins, et quelles sont les peines qui deviennent applicables à l'auteur de ce crime? II.
TEMOINS. Considérée en elle-même et isolément du faux témoignage, ne constitue pas un délit punissable,
TEMOINS. Quand prend-elle ce caractère?
TEMOINS. Arrêts sur la matière,
TEMOINS. La subornation de témoins serait-elle un motif suffisant de surseoir au jugement et à l'instruction du procès?
TEMOINS. Pourquoi le Code n'a-t-il pas autorisé de poursuites contre le suborneur, tant que la subornation n'a pas produit son effet? *Cours d'assises, Duel, Emprisonnement, Injures, Mort, Service, Passe-ports, Témoignage (faux). Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
TENTATIVES. Dans quel cas la tentative de crime doit-elle être considérée comme le crime même? I.
TENTATIVES. Autorisation qui, dans ce cas, devrait être laissée aux tribunaux,
TENTATIVES. Arrêts sur cette matière,
TENTATIVES. Ne doit pas être confondue avec la tentative de la tentative du crime,
TENTATIVES. Le simple usage de fausses clefs, l'escalade ou l'effraction, peuvent-ils constituer une tentative punissable?
TENTATIVES. Autres arrêts sur la matière,
TENTATIVES. La provocation au crime est elle une tentative punissable?
TENTATIVES. Quand les tentatives de délits doivent-elles être considérées comme les délits mêmes?
TENTATIVES. La tentative de simples contraventions de police ne doit pas être poursuivie, *Abus de confiance, Arrestations, Coalition, Complices, Contrefaçon, Enfant, Escroquerie, Extorsions, Larcins, Parricide, Pudeur, Viol.*
TERRAIN. Amende applicable à ceux qui auront passé, sans en avoir le droit, sur un terrain ou sur partie de ce terrain préparé ou ensemencé, II.
TERRAIN. A ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui avant l'enlèvement de la récolte,
TERRAIN. Obligations que doivent s'imposer les officiers du ministère public avant de poursuivre cette contravention,
TERRAIN. *Quid,* s'il y avait eu bris de clôture?
TERRAIN. Autre amende qu'encourt celui qui, sans droit, aura entré ou passé sur un terrain, dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyaux, ou fruits mûrs ou voisins de la maturité,
TERRAIN. Celui qui aurait fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, etc., sur le terrain d'autrui ensemencé ou chargé d'une récolte, ou dans un bois taillis appartenant à autrui,
TERRAIN. Dans ces derniers cas, la contravention peut-elle être poursuivie d'office?
TERRAIN. *Quid,* s'il n'y avait pas eu simple passage, mais dépaissance?
TERRAIN. Arrêts sur cette dernière matière, *Prairies, Rues.*
THEATRES. Quelles seraient les peines applicables à ceux qui en auraient ouvert sans la permission de l'autorité publique? II.
THEATRES. A tout directeur, tout entrepreneur de spectacles, toute association d'artistes qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques, au mépris des lois relatives à la propriété des auteurs?
THEATRES. Diverses lois sur cette dernière matière,
THEATRES. Quelles sont celles à consulter sur la police à exercer dans les salles de spectacles?
THEATRES. La représentation des pièces avant que le dépôt exigé par la loi eût été effectué, pourrait-elle établir une contravention punissable? *Amende, Confiscation spéciale, Emprisonnement.*
TIMBRE PARTICULIER. voy. *Marques particulières.*
TIMBRES NATIONAUX. Peine qui doit être infligée à l'individu qui les aura contrefaits ou falsifiés, I.
TIMBRES NATIONAUX. Quand sont-ils réputés nationaux?
TIMBRES NATIONAUX. Comment doit être réprimé l'usage des vrais timbres qu'on se sera induement procurés?
TIMBRES NATIONAUX. Cas où l'usage d'un timbre faux ou falsifié n'est passible d'aucune peine, *Reclusion.*
TITRES. Peine qui devient applicable pour usurpation de titres, I. *Emprisonnement, Fonctionnaires publics, Juges, Officiers publics.*
TITRES. voy. *Travaux forcés à temps.*
TOMBEAUX. Comment doit être réprimée toute violation de tombeaux ou de sépultures? II.
TOMBEAUX. *Quid,* s'il se rattachait à cette violation quelque autre crime ou délit,
TOMBEAUX. Arrêts sur la matière, *Amende, Emprisonnement.*
TORTURES. voy. *Arrestations, Malfaiteurs, Menaces.*
TRANSPORTATION. Dans quel cas était autrefois prononcée cette peine, I. *Vagabondage.*
TRAVAUX. Comment doit être puni qui conque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection de ceux ordonnés par le Gouvernement? II. *Amende, Emprisonnement, Service.*
TRAVAUX FORCES. Mode d'exécution de cette peine à l'égard des hommes, I.
TRAVAUX FORCES. A l'égard des femmes et filles,
TRAVAUX FORCES. Le condamné à cette peine ne peut être relevé de l'infamie qu'elle lui a imprimée que par la réhabilitation, *Travaux forcés à perpétuité et à temps.*
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Est une peine afflictive et infamante, I.
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Ne peut être prononcée que dans les cas déterminés par une loi formelle et spéciale,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Les condamnations à cette peine emportent mort civile,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Comment doivent être marqués ceux qui y sont condamnés?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Doivent être exposés au carcan pendant une heure,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Est encourue par tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant celle des travaux forcés à temps ou la déportation,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Quand doit-elle être remplacée par la peine de mort?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Cas où cette peine peut être appliquée pour recélé,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Où elle doit être convertie en un emprisonnement dans une maison de correction,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Ne peut être prononcée contre une personne âgée de 70 ans accomplis au moment du jugement,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Par quelle autre peine est-elle remplacée?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. L'individu qui y est condamné, dès qu'il a atteint sa soixante-dixième année doit en être relevé et renfermé dans une maison de force,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Quand cette peine doit-elle être appliquée pour crime de fausse monnaie?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Aux fonctionnaires ou officiers publics pour crime de faux?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Dans quel cas remplace-t-elle, à l'égard des fonctionnaires ou officiers publics, la déportation ou les travaux forcés à temps?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Circonstances qui la font infliger pour évasion de détenus,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Quand doit-elle être appliquée au coupable de meurtre? II.
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. A l'auteur de blessures ou coups volontaires non qualifiés meurtre?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Pour crime de castration,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Dans quels autres cas et à quelles personnes cette peine doit-elle être infligée pour crime de viol ou tout autre attentat à la pudeur?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Pour détention et séquestration illégales?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Pour subornation de témoins?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Cas où elle doit être remplacée par celle de mort pour la repression de ce crime,
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Quand doit-elle être infligée au coupable de vol?
TRAVAUX FORCES A PERPETUITE. Est applicable aux agens de change et courtiers coupables de banqueroute frauduleuse, *Chemins publics, Infanticide, Mort, Reclusion.*

TRAVAUX FORCES A TEMPS. Est une peine afflictive et infamante, I.
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Ne peut être prononcée pour plus de vingt années, et pour moins de cinq années,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Lorsque les condamnés à cette peine doivent être flétris, comment s'exécute cette aggravation de peine?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Doivent être exposés au carcan pendant une heure,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. La durée de cette peine se comptera du jour de l'exposition,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Incapacités qui résultent pour les individus qui y sont condamnés,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Doivent être, de plus, pendant la durée de leur peine, en état d'interdiction légale; il doit leur être nommé un curateur pour gérer et administrer leurs biens,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Après avoir subi la peine, leurs biens leur seront remis, et le curateur rendra compte de son administration,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pendant la durée de cette peine, il ne pourra leur être remis aucune somme, aucune provision, aucune portion de leurs revenus,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Les coupables soumis à cette peine, sont de plein droit, après qu'ils l'ont subie, et pendant toute la vie sous la surveillance de la haute police de l'Etat,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Doit être prononcée contre tout individu déjà condamné pour crime, qui en aura commis un second emportant la peine de la reclusion?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Quand doit-elle être remplacée par celle des travaux forcés à perpétuité?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Dans quel cas peut-elle être appliquée pour crime de recélé?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Convertie en une détention dans une maison de correction, et pour quelle durée?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Ne peut être prononcée contre aucun individu âgé de 70 ans accomplis au moment du jugement,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. En ce cas, par quelle autre peine doit-elle être remplacée?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Quiconque y sera condamné, dès qu'il aura atteint sa 70.e année en sera relevé et renfermé dans une maison de force pour achever sa peine,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Circonstance qui la font encourir à ceux qui, sans contrainte, auront fourni logement, lieu de retraite ou de réunion à des bandes armées,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Doit être infligée, toujours au maximum, aux auteurs d'un acte contraire à la Charte, fait d'après une fausse signature du nom d'un ministre ou d'un fonctionnaire public,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Cas où cette peine doit être prononcée contre les faux monnayeurs,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Autre où le maximum de cette peine doit toujours être appliqué,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Dans quelles circonstances et à qui doit être infligée pour crime de faux, en écriture authentique et publique,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour avoir fait usage d'actes faux,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Aux officiers publics, pour avoir délivré sciemment une feuille de route sous un nom supposé,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Quand doit-elle être infligée à tout percepteur, commis à une perception, dépositaire ou comptable public?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. A tout juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public, tous agens, préposés ou commis, soit du Gouvernement, soit des dépositaires publics, pour destruction, suppression, etc., d'actes et titres?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Quand remplace-t-elle la reclusion à l'égard des fonctionnaires ou officiers publics et doit-elle être remplacée elle même, par celle des travaux forcés à perpétuité,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Circonstances qui doivent la faire infliger aux coupables de rebellion,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour évasion de détenus,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Bris de scellés,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Soustractions, destructions et enlèvement de pièces dans des dépôts publics,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Aux auteurs, directeurs et commandans d'une association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour menaces par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement, II.
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour blessures ou coups volontaires, non qualifiés meurtre,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Motifs qui, dans ce cas, font remplacer cette peine par celle des travaux forcés à perpétuité,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Est encourue par les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens pour avoir indiqué ou administré les moyens propres à procurer l'avortement d'une femme enceinte,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Est applicable pour crime de viol, ou tout autre attentat à la pudeur, commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour bigamie,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Dans ce cas, quand est-elle applicable à l'officier public?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour arrestation illégale et séquestration des personnes,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour avoir enlevé, fait enlever, détourné ou fait détourner, etc. une fille au-dessous de seize ans accomplis,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour faux témoignage en matière criminelle,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Quand doit-elle être infligée au coupable de faux témoignage porté en matières correctionnelle ou de police et civile,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour subornation de témoins,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Cas où elle doit être remplacée par celle des travaux forcés à perpétuité pour la repression de ce crime,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour vol,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour banqueroute frauduleuse,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour simple faillite à l'égard des agens de change et courtiers,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Doit être infligée aux fonctionnaires publics, agens, préposés ou salariés du Gouvernement qui auront aidé les fournisseurs ou leurs agens à faire manquer le service dont ils étaient chargés,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Aux coupables de destruction d'édifices, ponts, digues ou chaussées ou autres constructions appartenant à autrui, lorsqu'il y a eu blessures,
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Les complices de la destruction devraient-ils subir cette peine s'ils ne l'avaient pas été des blessures?
TRAVAUX FORCES A TEMPS. Pour tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, etc., commis, en réunion ou bande et à force ouverte, *Archives, Curatelle, Experts, Exposition publique, Extorsions, Faillite, Faussaire, Jurés, Mendians, Port d'armes, Reclusion, Service militaire, Témoins, Travaux forcés à perpétuité, Tutelle, Vagabondage.*
TRESOR PUBLIC. Ne devrait, sous aucun prétexte, être autorisé à poursuivre le recouvrement des sommes qu'il a pu dépenser pour la répression des crimes et délits, I.
TRESOR PUBLIC. Pourquoi?
TRESOR PUBLIC. L'action qu'il peut exercer contre les parties lésées par le délit, est exorbitante du droit commun,
TRIBUNAL CORRECTIONNEL. Sa compétence, I.
TRIBUNAL CORRECTIONNEL. Peut-il être compétemment saisi, et cependant n'avoir pas de peines à prononcer? *Compétence, Cours d'assises, Injures, Lois, Tribunaux.*
TRIBUNAL DE POLICE. Sa compétence, I.
TRIBUNAL DE POLICE. Arrêt, II. *Compétence, Confiscation spéciale, Lois, Tribunaux.*
TRIBUNAUX. Quand ne peuvent-ils s'empêcher d'infliger la loi pénale? I.
TRIBUNAUX. Cas où ils devraient être autorisés d'en adoucir la rigueur,
TRIBUNAUX. Sont remplacés, hors du territoire français, par les conseils de guerre,
TRIBUNAUX. De leur compétence en cas de délit commun et de délit militaire,
TRIBUNAUX. Arrêt sur la matière,
TRIBUNAUX. Ne peuvent dépasser le maximum ni le minimum de la peine fixée par la loi,
TRIBUNAUX. Comme la loi, ils doivent être sans passions,
TRIBUNAUX. La politique du moment ne doit jamais servir de base à leurs jugemens,

TRIBUNAUX. Droits dont ils peuvent, en certains cas, priver les condamnés correctionnellement,
TRIBUNAUX. Restriction,
TRIBUNAUX. Obligation qui leur est imposée,
TRIBUNAUX. Les notifications à leur faire doivent l'être au greffe de leur juridiction,
TRIBUNAUX. Peines qui leur deviennent applicables pour déni de justice,
TRIBUNAUX. Seul cas où ils soient compétens pour suspendre les agens ou préposés des administrations,
TRIBUNAUX. Dans quels cas sont-ils autorisés à réduire les peines de l'emprisonnement et d'amende? II.
TRIBUNAUX. Le pourraient-ils s'il s'agissait de délits contre la paix publique?
TRIBUNAUX. S'il résultait des débats que le délit n'a causé aucun dommage?
TRIBUNAUX. *Quid,* s'il était question d'appliquer l'emprisonnement en vertu des lois et règlemens antérieurs au Code pénal et maintenus par lui?
TRIBUNAUX. Arrêt sur cette matière,
TRIBUNAUX. L'autorisation ci-dessus leur est-elle laissée lorsqu'ils font application des lois spéciales?
TRIBUNAUX. Lorsque ce sont des fonctionnaires ou officiers publics qui se sont rendus coupables de délits?
TRIBUNAUX. Mais quid, à l'égard du coupable qui aurait outragé un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions?
TRIBUNAUX. Quand la peine de l'emprisonnement est infligée, pourraient-ils la convertir en celle de l'amende, et vice versâ?
TRIBUNAUX. Peuvent-ils prononcer la mise en surveillance du condamné ou son interdiction de tout ou partie des droits civiques et de famille lorsqu'ils font usage à son égard de l'autorisation qui leur est laissée?
TRIBUNAUX. Autre latitude qui leur est donnée en matière de simple police?
TRIBUNAUX. Confiscation qu'ils peuvent prononcer,
TRIBUNAUX. Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le Code pénal, et qui sont régies par des lois et règlemens particuliers, doivent-ils continuer de les observer?
TRIBUNAUX. Entre-t-il dans leur pouvoir discrétionnaire de ne pas prononcer la peine de la récidive?
TRIBUNAUX. Ont-ils une compétence illimitée en matière criminelle? *Conseils de guerre, Cours d'assises, Fonctions publiques, Tentatives.*
TRIBUNAUX CIVILS. voy. *Usure.*
TRIBUNAUX CRIMINELS. voy. *Compétence, Cours d'assises.*
TRIBUNAUX MARITIMES. Loi qui détermine leur compétence, I.
TROMBLONS. voy. *Armes.*
TROUBLES. voy. *Enchères, Ministres des cultes.*
TROUPE ARMEE. voyez *Réunion armée, Troupes.*
TROUPES. Quelle est la peine applicable à ceux qui auront levé ou fait lever des troupes armées sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime? I.
TROUPES. A ceux qui, sans droit ou motif légitime, en auront pris le commandement? *Mort.*
TUTELLE. Est interdite aux condamnés aux travaux forcés à temps, à la reclusion, au bannissement et au carcan, I.
TUTELLE. Autre cas où elle peut être interdite, II.
TUTELLE. Quelle doit être la durée de cette dernière interdiction?
TUTEUR. Les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent, dans certains cas, interdire l'exercice de cette charge, I.
TUTEUR. Exception, *Enfant, Moeurs.*
TUTRICE. voy. *Enfant.*
UNIFORME. Peine applicable à tout individu qui aura porté publiquement un uniforme qui ne lui appartenait pas, I. *Vol.*
USINES. voy. *Cheminées, Inondation.*
USTENSILES. voy. *Armes.*
USURE. Les tribunaux civils peuvent-ils admettre la preuve testimoniale d'un fait d'usure si la demande est fondée en titre ou excède une valeur de plus de 150 francs? II.
USURPATION. voy. *Fonctions publiques, Titres.*
VAGABONDAGE. Est un délit, I.
VAGABONDAGE. Dans aucun cas la peine qui lui est applicable ne doit être cumulée avec celle du crime ou du délit dont le vagabond aurait pu se rendre coupable,
VAGABONDAGE. Le jugement qui prononce la peine du vagabondage doit mentionner les faits qui le constituent, sous peine de nullité,
VAGABONDAGE. Arrêt sur la matière,
VAGABONDAGE. Quels sont ceux qui doivent être considérés comme vagabonds ou gens sans aveu?
VAGABONDAGE. Peines qui leur sont applicables,
VAGABONDAGE. La transportation était autrefois infligée aux coupables de ce délit par récidive,
VAGABONDAGE. Comment aujourd'hui doit-elle être réprimée?
VAGABONDAGE. *Quid,* si les individus déclarés vagabonds sont étrangers?
VAGABONDAGE. Dans quel cas et par qui les vagabonds nés en France peuvent-ils être réclamés et cautionnés?
VAGABONDAGE. Loi qui doit encore recevoir son exécution relativement aux enfans arrêtés en leur compagnie,
VAGABONDAGE. *Quid,* s'ils sont trouvés travestis, porteurs d'armes ou munis d'instrumens propres à commettre des vols ou autres délits?
VAGABONDAGE. Quand y a-t-il travestissement?
VAGABONDAGE. *Quid* encore, s'ils sont trouvés porteurs d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à cent francs?
VAGABONDAGE. S'il ont exercé quelque acte de violence?
VAGABONDAGE. Doivent être marqués lorsqu'ils ont commis un crime emportant la peine des travaux forcés à temps,
VAGABONDAGE. Arrêts sur ce point,
VAGABONDAGE. Peines qui doivent toujours leur être appliquées au maximum, lorsqu'ils sont trouvés porteurs de faux certificats, faux passe-ports ou fausses feuilles de route,
VAGABONDAGE. Mais *quid,* s'il résultait des circonstances atténuantes de leur délit, et que le dommage causé n'excédât pas 25 francs,
VAGABONDAGE. Lorsqu'ils ont subi les peines auxquelles ils ont été condamnés, ils demeurent à la disposition du Gouvernement, I.
VAGABONDS. voy. *Vagabondage.*
VAISSEAUX. voy. *Bandes armées, Incendie, Mine.*
VENDANGES. Amende qui doit être prononcée contre ceux qui auront contrevenu aux bans de vendanges et autres bans autorisés par les règlemens, II.
VENDANGES. *Quid,* si les bans avaient été violés en terrain clos?
VENDANGES. Comment s'établit la prescription de ce délit?
VENDEURS. voy. *Emprisonnement, Publication.*
VETUSTE. voy. *Incendie.*
VILLE. Ceux qui auront pris le commandement d'une ville sans droit ni motif légitime sont punis de mort, I. *Bandes armées.*
VIN. voy. *Boissons, Marchandises, Pillage.*
VIOL. D'après l'ancienne jurisprudence de la cour de cassation, ce crime était puni de la peine capitale, lorsque la femme était morte dans l'acte même du viol, II.
VIOL. Pourquoi cette cour n'a-t-elle pas cru devoir persister dans cette jurisprudence?
VIOL. Peine qui devient applicable à celui qui l'aura consommé ou tenté avec violence,
VIOL. Comment doit se constituer la tentative de ce crime?
VIOL. Arrêt sur la matière,
VIOL. Il n'y aurait eu que simple fornication, s'il avait été commis sans violences,
VIOL. *Quid,* s'il avait été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis?

VIOL. Quand doit-il être puni de la peine des travaux forcés à perpétuité?
VIOL. Arrêts,
VIOL. *Quid,* si le viol avait été commis par le maître sur sa domestique? *Fonctionnaires publics, Instituteurs, Ministres des cultes, Pudeur, Reclusion, Serviteurs à gages.*
VIOLATION DE DOMICILE. voy. *Domicile.*
VIOLATION DE SEPULTURES. voy. *Tombeaux.*
VIOLENCES. Comment doivent être réprimées celles dont auraient usé ou fait user envers les personnes, les fonctionnaires ou officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions, sans motif légitime, I.
VIOL. Que doit-on entendre par violences,
VIOL. *Quid,* si elles avaient été exercées par la force publique,
VIOL. Arrêt sur la matière,
VIOL. Peines qui doivent être infligées à tout individu pour avoir frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice,
VIOL. *Quid,* si ces violences étaient dirigées contre un officier ministériel, un agent de la force publique ou un citoyen chargé d'un ministère de service public?
VIOL. Si elles ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie?
VIOL. Si, au contraire, elles n'en avaient pas causé?
VIOL. Si les blessures sont du nombre de celles qui portent le caractère de meurtre?
VIOL. Quand prennent-elles ce caractère?
VIOL. Si c'étaient des mendians ou vagabonds qui s'en fussent rendus coupables?
VIOL. Dans quel cas la seule circonstance de la violence doit-elle faire appliquer la peine des travaux forcés à perpétuité, pour crime de vol, II,
VIOL. Alors comment doit être posée la question au jury?
VIOL. *Quid,* si les complices du vol n'avaient pas exercé personnellement de violences?
VIOL. S'il n'avait été fait que de simples menaces d'exercer des violences pour commettre le vol?
VIOL. Comment devraient être réprimées les voies de fait ou violences légères? *Archives, Autorité publique, Bannissement, Bris de prison, Carcan, Enchères, Mendians, Mineurs, Plans, Pudeur, Scellés, Vagabondage, Viol.*
VIVIERS. voy. *Empoisonnement.*
VIVRES. voy. *Bandes armées.*
VOIES DE FAIT. voy. *Blessures, Rebellion, Violences.*
VOIE PUBLIQUE. Amende applicable à ceux qui l'auront embarrassée, II.
VOIE PUBLIQUE. Arrêts sur la matière,
VOIRIE. (PETITE) Amende applicable à ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlemens ou arrêtés la concernant, II,
VOITURES. Amende applicable à ceux qui auront violé les règlemens contre le chargement, la rapidité ou la mauvaise direction des voitures, II,
VOITURES. *Quid,* s'il en est résulté du dommage à autrui?
VOITURES. Les coupables peuvent-ils être punis de l'emprisonnement?
VOITURES. *Quid* encore, s'il en était résulté mort ou blessures d'hommes?
VOITURES. Déclaration qui devrait être faite au jugement de condamnation, *Voituriers.*
VOITURES PUBLIQUES. voy. *Messageries, Vol.*
VOITURIERS. Peines qui deviennent applicables aux voituriers, bateliers ou leurs préposés, lorsqu'ils ont altéré des liquides ou autres marchandises dont le transport leur aurait été confié, II.
VOITURIERS. *Quid,* s'ils n'avaient exigé aucun salaire? *Chemins publics, Vol.*
VOL et VOLS. Ce qui le constitue, II.
VOL et VOLS. Celui d'objets déposés dans un tombeau, doit-il être considéré comme un vol proprement dit?
VOL et VOLS. *Quid,* si l'on n'avait fait que reprendre sa chose?
VOL et VOLS. Si l'on avait soustrait des marchandises prohibées?
VOL et VOLS. Si c'était l'un des sociétaires, qui eut enlevé des choses appartenant à la société?
VOL et VOLS. Un cohéritier qui aurait soustrait des effets appartenant à la succession?
VOL et VOLS. Le fermier qui vend les bestiaux qu'il tient à cheptel, se rend-il coupable de vol?
VOL et VOLS. Le débiteur qui reprend la chose qu'il a donnée en gage à son créancier, commet-il un véritable vol?
VOL et VOLS. En serait-il de même, si c'était le propriétaire des choses saisies qui les aurait soustraites?
VOL et VOLS. Si la soustraction n'avait pas été déclarée frauduleuse par le jury, ou qu'elle l'eût été à la simple majorité, la condamnation de l'accusé pourrait-elle être prononcée?
VOL et VOLS. La qualification de frauduleuse peut-elle être suppléée par un équivalent?
VOL et VOLS. L'accusé devrait-il être condamné, s'il était résulté de l'instruction et des débats que la chose frauduleusement soustraite, n'était pas la même que celle donnant lieu aux poursuites?
VOL et VOLS. Quel serait le délit de celui qui ayant trouvé une chose aurait refusé de la remettre au propriétaire qui la réclamerait?
VOL et VOLS. *Quid,* si c'était dans un coche, une diligence ou toute autre voiture publique que l'on eût trouvé des choses que d'autres voyageurs y auraient oubliées?
VOL et VOLS. Un hôtelier qui conserve en sa possession des effets laissés dans son hôtel par des voyageurs, se rendit-il coupable de vol?
VOL et VOLS. Serait-ce un vol que de soustraire un trésor que l'on aurait découvert sur le fond d'autrui?
VOL et VOLS. Pour constituer un véritable vol, est-il nécessaire que l'intention de s'approprier la chose soustraite, remonte au moment même de la soustraction?
VOL et VOLS. Le propriétaire établi gardien des choses sur lui saisies, commet-il un vol par la soustraction qu'il se permet de tout ou partie de ces objets?
VOL et VOLS. *Quid,* s'il avait fait couper des bois existant sur un fond mis en expropriation?
VOL et VOLS. Celui qui tue des pigeons en plein champ et qui en fait son profit, commet-il un véritable vol?
VOL et VOLS. *Quid,* à l'égard des soustractions commises par les époux entre eux, par des enfans ou autres descendans au préjudice de leurs pères ou mères, par des pères et mères ou autres ascendans au préjudice de leurs enfans ou autres descendans, et par des alliés aux mêmes degrés?
VOL et VOLS. A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés?
VOL et VOLS. Les époux séparés de fait pourraient-ils être poursuivis comme coupables de vols, si la communauté n'avait pas été dissoute?
VOL et VOLS. Que devrait-il être décidé à l'égard de leurs complices?
VOL et VOLS. Si la soustraction avait été commise par l'un des époux divorcés?
VOL et VOLS. Si elle avait eu lieu à l'aide d'un faux?
VOL et VOLS. S'il s'agissait de circonstances simplement aggravantes du vol?
VOL et VOLS. Mais si la soustraction avait été précédée, accompagnée ou suivie d'homicide, devrait-elle emporter la peine capitale?
VOL et VOLS. Les soustractions commises par des pères ou mères adoptifs envers leurs enfans d'adoption, et par ceux-ci envers leurs pères ou mères adoptifs, doivent-elles être considérées comme vol?
VOL et VOLS. *Quid,* si elles l'avaient été par des enfans naturels qui n'auraient pas été légalement reconnus?
VOL et VOLS. Par des frères et soeurs entre eux, d'objets provenant de la succession de leurs pères et mères?
VOL et VOLS. Par un fils qui aurait commis la soustraction entre les mains d'un gardien établi par le ministère d'huissier, de choses saisies sur son père?
VOL et VOLS. Quels sont les cas où les personnes étrangères peuvent être poursuivies et punies comme coupables d'un véritable vol?
VOL et VOLS. Quelles peines deviennent applicables au recéleur et à ceux qui ont profité des choses ainsi soustraites?
VOL et VOLS. Devrait-il être donné suite à une instruction commencée sous l'empire du Code pénal de 1791, contre un fils qui aurait commis des soustractions au préjudice de son père?
VOL et VOLS. Circonstances qui font encourir la peine de mort aux coupables de vol.

VOL et VOLS. Réflexions sur ces circonstances et arrêts sur la matière,
VOL et VOLS. Quand doit-il être puni des travaux forcés à perpétuité?
VOL et VOLS. Comment doit être puni tout vol commis sur un chemin public?
VOL et VOLS. Arrêts contradictoires de la Cour de cassation sur cette dernière matière,
VOL et VOLS. Cas où il doit être réprimé par la peine des travaux forcés à temps,
VOL et VOLS. Arrêts,
VOL et VOLS. Il n'y aurait pas vol avec effraction extérieure ni intérieure dans la soustraction d'effets qui auraient été enfouis,
VOL et VOLS. Y aurait-il vol avec fausses clefs si l'on s'était introduit dans la maison et à l'aide de la véritable clef?
VOL et VOLS. Si cette clef avait été confiée à l'auteur du vol?
VOL et VOLS. Il y aurait escalade, dans le sens du Code, lors même que la croisée, par laquelle on se serait introduit dans l'habitation, n'aurait été élevée au-dessus du sol que de quelques pieds, et que le voleur aurait pu y entrer sans faire usage d'aucune voie étrangère,
VOL et VOLS. Autres cas où le coupable de vol doit être puni de la peine des travaux forcés à temps,
VOL et VOLS. La reclusion devient applicable si le vol a été commis la nuit par deux ou plusieurs personnes; si le coupable ou l'un des coupables était porteur d'armes apparentes ou cachées; si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages; si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti; s'il a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier ou un de leurs préposés, ou enfin si le coupable a commis le vol dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle il était reçu,
VOL et VOLS. Observations et arrêts sur ces cas et sur divers autres,
VOL et VOLS. Les vols commis dans une maison ou hôtel garni, cabaret, café, restaurant et hospice, doivent-ils être considérés comme commis dans une auberge ou hôtellerie?
VOL et VOLS. *Quid,* si le vol avait été commis dans ce lieu par les voyageurs les uns envers les autres?
VOL et VOLS. Le vol fait dans un église doit-il être puni comme un vol commis dans une maison habitée?
VOL et VOLS. Arrêts sur cette question, *Eglises.*
VOL et VOLS. La reclusion est aussi applicable au coupable de vol commis dans les champs, de chevaux, bêtes de charge, gros et menus bestiaux, instrumens d'agriculture, récoltes ou meules de grains, faisant partie de récoltes, de bois dans les ventes, de pierres dans les carrières et de poisson dans les étangs, viviers ou réservoirs,
VOL et VOLS. Par quelle autre loi devrait être remplacée cette dernière disposition du Code?
VOL et VOLS. Que doit-on entendre par les mots champs et récoltes?
VOL et VOLS. *Quid,* si les récoltes volées l'avaient été hors des champs?
VOL et VOLS. S'il y avait contestation sur le point de savoir si l'objet volé provenait d'une véritable récolte?
VOL et VOLS. Que doit-on entendre par meules de grains?
VOL et VOLS. Les pommes de terre doivent-elles être considérées comme grains?
VOL et VOLS. Le vol d'une seule brebis commis dans les champs doit-il être puni de la reclusion?
VOL et VOLS. Que doit-on entendre par gros et menus bestiaux?
VOL et VOLS. Quelle serait la peine applicable si le vol commis dans les champs l'avait été avec effraction?
VOL et VOLS. Arrêts sur les vols d'instrumens d'agriculture, de bois dans les ventes, de poissons et de pierres,
VOL et VOLS. La reclusion doit également être prononcée si, pour commettre le vol, il y a eu enlèvement ou déplacement de bornes servant de séparation aux propriétés,
VOL et VOLS. La soustraction de malles ou caisses dont une voiture serait chargée constituerait-elle une effraction extérieure, et un vol commis dans une maison ou ses dépendances ou dans un enclos?
VOL et VOLS. Arrêts,
VOL et VOLS. Y aurait-il vol commis avec effraction extérieure si le voleur ne s'était emparé que de l'objet fracturé sans s'être introduit dans la maison ou dépendances à l'aide de l'effraction qu'il aurait commise,
VOL et VOLS. Cas où il y aurait vol avec effraction intérieure,
VOL et VOLS. Quand doit-il être considéré comme simple larcin ou filouterie? *page , un nouveau projet de loi sur plusieurs vols y spécifiés,* voy. *Bibliothèques publiques, Chemins publics, Extorsions, Scellés, Violences.*
VOLAILLE. voy. *Animaux domestiques, Empoisonnement.*
VOLEURS. Amende applicable à ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des instrumens ou armes dont les voleurs et autres malfaiteurs puissent abuser, II.
VOLEURS. *Quid,* si ces instrumens ou armes avaient été laissés dans les dépendances d'une maison habitée?
VOLEURS. La confiscation des instrumens et armes doit-elle être prononcée? *Vol.*
VOLONTE. voy. *Préméditation.*
VOTE. Les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent, dans certains cas, en interdire l'exercice, I.
VOTE. Autres cas ou cette interdiction doit être prononcée,
FIN.